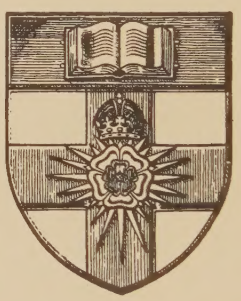
6 PR [C3 —
Revue]



UNIVERSITY OF LONDON
LIBRARY

SHL
WITHDRAWN

REVUE D'HISTOIRE
DE LA DEUXIÈME
GUERRE MONDIALE

NEUVIÈME ANNÉE

N° 33

JANVIER 1959

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS

1959

TOUS DROITS RÉSERVÉS

LES ORIGINES DE LA LIGNE MAGINOT

Les souvenirs de l'invasion et de l'occupation de notre territoire de 1914 à 1918, ainsi que les multiples destructions qui en furent la conséquence, avaient déterminé, chez tous les Français, la volonté d'en éviter le retour et, dès 1919, le G.Q.G. fut invité par le ministre de la Guerre à faire connaître ses vues sur la défense du territoire national.

Reprises au *Conseil supérieur de la Guerre* au mois de mai 1920, les études ne tardèrent pas à faire apparaître l'opposition entre les partisans du front continu, inspirés des souvenirs de la guerre de 1914-1918, et ceux des régions fortifiées, liées aux manœuvres des armées. Une *Commission de Défense du Territoire* fut constituée en 1922, mais ses membres ne purent se mettre d'accord pour présenter un rapport commun.

L'occupation de la Ruhr en 1923 et les changements, intervenus dans la majorité politique en 1924, firent passer au second plan les projets de fortification. Il fallut attendre l'arrivée de Paul Painlevé au ministère de la Guerre pour que ces projets fussent repris et que le *Conseil supérieur de la Guerre* se ralliât à une solution transactionnelle. L'étude en fut confiée à une *Commission de Défense des Frontières* présidée par le général Guillaumat.

Exposées dans un mémoire de novembre 1926, les conceptions de la Commission comportaient la construction de trois régions fortifiées pour la région du Nord-Est, dont une en Lorraine, dans la région Longwy-Thionville-Metz, la seconde en Alsace, des Vosges au Rhin en arrière de la Lauter, et la troisième, classée en seconde urgence, en avant de Belfort. En même temps, la Commission arrêta les formes de la fortification, en prévoyant l'utilisation de tous les perfectionnements rendus possibles par les progrès techniques.

Après que le rapport de la *Commission de Défense* eut fait l'objet d'un premier examen par le maréchal Pétain et les membres du *Conseil supérieur de la Guerre*, ce Conseil se réunit le 17 décembre 1926 et le 18 janvier 1927 pour donner son avis officiel. La première séance fut consacrée à la frontière du Nord-Est, ainsi qu'à l'examen des formes techniques de la fortification que la Commission avait étudiées dans un chapitre spécial.

Quant à la réunion du 17 janvier, elle fut réservée à la frontière du Nord (1).

Eu égard à l'intérêt que le gouvernement attachait à la fortification de nos frontières, les séances furent présidées par le président de la République qui, lors de la première réunion, et après l'exposé d'ensemble du maréchal Pétain, insista « sur l'importance de ce trou entre le Rhin et le Luxembourg ». Cette question était en effet d'un intérêt immédiat pour l'opinion française, qui savait que l'occupation de la Rhénanie devait prendre fin au bout de quinze ans. A l'étranger notre inaction servait de prétexte à accuser la France de ne pas vouloir évacuer la rive gauche du Rhin : « Si ce n'est pas dit officiellement, cela se dit sous le manteau (2). » Des travaux de fortification feraient tomber les arguments invoqués contre nous. Le Président demanda si nous ne pourrions pas entreprendre certains d'entre eux le plus tôt possible.

On a violemment accusé, après 1940, notre Haut Commandement et l'état-major de l'Armée d'avoir concentré les fortifications de la Ligne Maginot en Lorraine et en Alsace, au lieu de défendre la frontière du Nord. Sans préjuger de ce qui devait être fait dans l'avenir pour celle-ci, il est juste de reconnaître que le choix des militaires fut non seulement approuvé mais encore préconisé par le Président de la République, tout à fait d'accord avec le président du Conseil Raymond Poincaré et le ministre de la Guerre Paul Painlevé.

De son côté, le maréchal Pétain ne manqua pas de souligner que la construction de la région fortifiée Metz-Thionville-Longwy, telle qu'elle était proposée dans son ensemble par la Commission, devait être considérée comme la plus importante, car ses buts étaient à la fois offensifs et défensifs, stratégiques en même temps que d'un grand intérêt économique.

Enfin, en cas de violation étendue du territoire belge, elle permettrait d'assurer la liaison entre nos armées de l'Est et du Nord et de former, pour ces dernières, charnière d'un mouvement de conversion à droite (3).

On pouvait discerner dans la pensée du maréchal Pétain deux groupements de forces, l'un derrière la Belgique, axé vers Cologne et la Ruhr comme objectifs lointains, l'autre concentré en Lorraine, et axé vers Mayence. Entre les deux, une région fortifiée et les Ardennes formeraient couverture et assureraient la continuité du front. L'opinion du maréchal était d'ailleurs partagée par l'ensemble du Haut Commandement. Le général Debeney saura la condenser quelques années plus tard sous une forme expressive : « Il convient de considérer la région fortifiée de Metz comme la pièce maîtresse de l'organisation de nos frontières. » Aujourd'hui

(1) Et aussi à la défense de la frontière des Alpes.

(2) A cette époque, l'esprit de Locarno soufflait à Genève ; le slogan « sécurité-désarmement » était à l'ordre du jour et la France était volontiers accusée de militarisme dans certains milieux de la *Société des Nations*.

(3) C'est cette charnière qui a cédé en 1940. Elle s'est d'ailleurs trouvée reportée vers Sedan, fortement à l'ouest de Longwy.

comme autrefois, le mot de Vauban reste vrai : « Les places fortes de Votre Majesté défendent chacune une province ; Metz défend l'État (1). »

On tomba facilement d'accord sur la défense de l'Alsace assurée, face au Nord, par la région fortifiée de la Lauter conjuguée avec celle de Metz. Ensuite venait le Rhin et, au Sud, une région qui devait barrer la trouée de Belfort, des Vosges à Bâle.

Quant à l'ordre d'urgence ou mieux à l'ordre d'importance, comme le fit observer le ministre, qu'il fallait assigner aux régions fortifiées, ce fut, comme on pouvait le prévoir, la région de Metz qui vint en tête, suivie de celle de la Lauter ; le dernier rang fut attribué à celle de Belfort qui, finalement, devait être abandonnée quand on passa aux réalisations de la *Ligne Maginot*.

La défense de la frontière du Nord provoqua une discussion plus serrée. Le général Guillaumat ouvrit ce débat en affirmant que cette défense présenterait de très grosses difficultés, si l'armée française devait s'abstenir de pénétrer en Belgique. C'était d'ailleurs la conclusion à laquelle était parvenue la *Commission de Défense* ; elle avait même estimé qu'il pouvait sembler peu politique d'établir le long de notre frontière des bétonnages ou cuirassements pour abriter une artillerie qui, pour être réellement utile, porterait jusqu'à l'intérieur d'un pays, dont les sentiments amicaux et la susceptibilité étaient également connus.

De son côté, le maréchal Pétain était d'avis qu'en tout état de cause, nous aurions à nous porter en Belgique. Si elle était avec nous, nous irions la renforcer sur une ligne jalonnée approximativement par Anvers, Namur et la Meuse. Si elle ne marchait pas avec nous, nous entrerions chez elle pour y chercher notre champ de bataille.

Pour juger la thèse du Maréchal, il faut se placer dans l'ambiance de l'époque : souvenir encore récent de l'occupation allemande ; accord militaire franco-belge, valorisé par les liens qui attachaient le roi Albert à la France ; démilitarisation de la Rhénanie et de la zone de 50 km sur la rive droite du Rhin. Enfin le traité de Versailles conférait à la France ainsi qu'à la Belgique le droit le plus strict, et même le devoir, de considérer comme une agression, tout mouvement de l'Allemagne à l'ouest de cette ligne.

Il paraissait donc difficilement concevable qu'en cas d'attaque allemande, nous demeurions immobiles derrière une barrière fortifiée construite à la frontière du Nord. Le maréchal Foch admettait aussi que nous irions en Belgique, comme en 1914, ajouta-t-il. Mais le président

(1) Le 15 septembre 1934, dans un article de la *Revue des Deux Mondes* sur nos fortifications du Nord-Est, le général Debeney revint sur l'importance de la région fortifiée de Metz telle que l'avait définie la Commission de Défense des Frontières. « Metz est en effet la clef de voûte de toute la défense du Nord-Est, la place d'armes imposante située à moins de 125 km des ponts du Rhin. » Et il cite de nouveau le mot de Vauban.

du Conseil, Raymond Poincaré, ne partageait pas cette assurance. Au maréchal Foch, il fit observer qu'en 1914, il n'avait pas été très facile d'aller en Belgique et que pendant plusieurs jours on nous avait demandé de ne pas y entrer.

Développant sa pensée, il ajouta, après avoir fait également allusion à l'Angleterre : « Nous ne pouvons rien faire les premiers et nous ne pouvons pas dire absolument que nous irons en Belgique, car nous devons être prudents à l'extrême. Si nous pouvons aller en Belgique, nous irons ; mais nous devons envisager la pire hypothèse et nous défendre chez nous, en nous préparant, s'il y a lieu, une série de défenses. » On se sent naturellement conduit, par la lecture de ces lignes, à évoquer la situation angoissante dans laquelle s'est trouvé le Haut Commandement français de septembre 1939 à mai 1940.

Quoi qu'il en soit, la question était nettement posée au *Conseil supérieur de la Guerre*. Si nous ne pouvions pas entrer en Belgique, fallait-il, dès le temps de paix, prévoir une organisation défensive sur notre frontière du Nord ; où et comment serait-elle réalisée ?

A ce propos, le président de la République tint à faire observer que si l'Allemagne attaquait par la Belgique, celle-ci adoptant une neutralité passive, nous pourrions nous trouver en présence de concentrations de troupes formidables. C'est dans cette hypothèse que le Conseil devait envisager l'organisation d'un champ de bataille. En effet, comme l'Allemagne devait s'attendre à l'intervention pour ainsi dire certaine de l'Angleterre si elle entrait en Belgique, elle ne le ferait qu'en y appliquant le maximum de moyens.

Cette idée de l'organisation du champ de bataille était celle du maréchal Pétain. Si nous étions attaqués à la frontière du Nord, la distance qui nous séparait de l'Allemagne, nous permettrait d'arriver en masse et de disposer d'un délai de huit jours, délai dont le général Debeney, chef d'état-major général de l'Armée, fit également mention à deux reprises, au cours des délibérations.

Tel était aussi l'avis de la *Commission de Défense*. En dehors de l'équipement général du territoire, indispensable à la concentration et à la couverture, et quelle que fut l'attitude ultérieure de nos armées — entrée en Belgique ou défensive à la frontière — il faudrait prescrire, dès le temps de paix, les études et les exercices d'occupation destinés à permettre leur installation méthodique et rapide sur les positions fixées pour le champ de bataille frontière. Il convenait en même temps, de déterminer les quantités de matériel d'organisation du terrain nécessaires pour les travaux, d'en assurer l'approvisionnement et le stockage et de se mettre en mesure de les transporter rapidement.

Comme travaux à réaliser en temps de paix, la Commission n'avait retenu que le remaniement du système d'inondations dans la région de Dunkerque, Watten et Calais. Elle avait également prévu la création d'un dispositif d'inondations sur certains cours d'eau utilisables pour les

courtines de la position de résistance et enfin la préparation de nombreux emplacements pour batteries lourdes, avec les routes solides nécessaires pour y accéder (1).

En somme, il s'agissait de créer à la mobilisation un *champ de bataille frontière*, base des conceptions du maréchal Pétain et du général Buat lorsque furent commencées les premières études de 1920 sur la défense du territoire. Mais quand on compare les huit jours de délai sur lesquels on croyait pouvoir compter, aux huit mois dont disposa l'armée française, avant l'attaque de mai 1940, on ne peut s'empêcher de constater combien grandes étaient les illusions de notre Haut Commandement sur la puissance en quelque sorte invincible d'un *champ de bataille frontière*. Illusion singulière car le général Debeney, au cours de discussions antérieures, avait rappelé que seules, les positions défensives renforcées par plusieurs mois d'occupation et de travaux, avaient justifié la confiance mise dans leur capacité de résistance.

A la vérité, le maréchal Foch fit observer que, si l'on faisait des études, il faudrait prévoir une quantité de matériel considérable, sans compter les journées de travail. La position devrait être continue du Luxembourg à Dunkerque puisque, dans le Nord, les armées pourraient passer partout. « Des barrages formidables seront nécessaires si l'on en fait, ajouta-t-il encore. » Cependant, il n'insista pas sur la difficulté, sinon sur l'impossibilité de réaliser de tels barrages rapidement. Il avait déjà affirmé sa conception de la défense de la France au cours de la séance du 17 mai 1920. Il est probable qu'il y demeurait fidèle et comptait essentiellement sur la puissance et la valeur de nos armées.

Quant au président du Conseil, toujours poursuivi par le souci des difficultés financières, il approuvait évidemment une solution qui coûterait moins cher que le béton. D'ailleurs, ainsi que le remarquèrent le président de la République et le ministre de la Guerre, la quantité de matériel nécessaire n'avait rien d'excessif, même en voyant grand comme le maréchal Foch.

Après que le principe du champ de bataille frontière eut été admis par le Conseil, et approuvé par les membres du Gouvernement, il restait à en examiner le tracé entre Hirson et Dunkerque. Ce tracé laissait, comme on sait, en avant de la position de résistance les places de Maubeuge et de Lille ; la *Commission de Défense* avait proposé le déclassement de la première et le classement de la seconde en place de deuxième série, troisième catégorie, ce qui revenait à conserver les bâtiments des ouvrages sans servitudes extérieures et à les utiliser comme casernes ou magasins. Une courte discussion permit d'approuver ces conclusions. Pour Maubeuge, en particulier, la remise en état de ses fortifications coûterait cher et le siège de 1914 avait montré combien la place était difficile à défendre.

(1) Il ne s'agissait pas de mettre les canons sous béton, mais de faciliter le déploiement et la mise en batterie de l'artillerie lourde d'armée et de corps d'armée.

Enfin, elle était mal située, et son occupation allongerait la longueur de notre front (1).

Ainsi, après deux séances de délibérations, le *Conseil supérieur de la Guerre* avait accepté le tracé général des régions fortifiées de la frontière du Nord-Est et le rôle qui leur était assigné dans la défense du territoire national. Il avait également adopté, pour la région du Nord, le principe du *champ de bataille frontière* étudié et préparé en temps de paix et dont la réalisation serait facilitée et accélérée par la création de parcs mobiles de fortification. Il était d'ailleurs peu probable dans l'esprit du Haut Commandement que nous fussions réduits à attendre l'ennemi derrière notre frontière du Nord. La *Commission de Défense* allait enfin disposer d'une base ferme pour étudier de près le tracé et l'organisation des régions fortifiées.

Si les propositions d'ensemble de la Commission trouvèrent une audience favorable auprès du *Conseil supérieur de la Guerre*, il n'en alla pas de même pour les types d'ouvrages permanents destinés aux régions fortifiées des frontières immédiatement menacées, comme celles de Lorraine et d'Alsace, de Longwy au Rhin.

Destinés à réaliser un barrage de feux, très puissant et à déclenchement quasi instantané, les forts modernes prévus par la Commission devaient être armés de canons de 75 et d'obusiers à tir extra-rapide. A l'extérieur, ils se présentaient sous la forme d'une carapace de béton armé d'où émergaient seulement les coupoles de quelques tourelles à éclipse ainsi que des cloches cuirassées pour l'observation et la défense des abords. Sous terre, un ensemble de locaux et de galeries était prévu à une profondeur suffisante pour mettre le personnel, les machines et les munitions, à l'abri des effets des bombardements. Entre les forts, distants en moyenne de 3 à 5 km, la continuité rigoureuse du barrage de feux était assurée par des ouvrages intermédiaires, dotés d'un armement d'infanterie à haut rendement.

Une vive opposition qui trouva son porte-parole chez le maréchal Pétain se manifesta à l'encontre de ces conceptions jugées beaucoup trop rigides et trop onéreuses. La Commission fut invitée à établir de nouvelles propositions et leur préparation, ainsi que leur mise au point, entraînèrent des délais qui eurent pour effet de remettre en cause certains résultats, déjà acquis, au sujet de la mission et du tracé des régions fortifiées.

Il est intéressant de connaître les critiques formulées au cours de ce débat technique (2). On y retrouvera les conflits de doctrine qui, jusqu'en 1928, divisèrent le Haut Commandement sur la mission à donner aux fortifications, ainsi que sur la façon de concevoir l'armement et l'occupation des régions fortifiées.

(1) Le déclassement de Maubeuge fut appuyé par le maréchal Pétain et le général Guillaumat.

(2) Ce débat eut lieu à la fin de la séance du 17 décembre.

Reprenant les propositions de la Commission, le maréchal Pétain fit observer qu'on ne pouvait donner un avis sur une fortification faite sur le papier et que des études complémentaires étaient nécessaires. Par ailleurs, il fallait indiquer où était la ligne de résistance et où était la couverture. Celle-ci devait être placée à la frontière, afin de laisser le temps de faire venir du monde sur la position de résistance qui constituerait, en arrière, le vrai champ de bataille, suivant l'exemple de l'armée Gouraud, le 15 juillet 1918.

Si les ouvrages de fortification étaient en première ligne et trop près de la frontière, l'ennemi pourrait monter une offensive et percer. D'après le Maréchal, l'emplacement des gros ouvrages permanents devait être à 30 km de la frontière (1).

Répondant au général Guillaumat, qui objecta que la Commission avait tenu compte de la nécessité de protéger les centres industriels, il déclara ne pas croire à la possibilité de tenir une ligne aussi avancée, au début d'une mobilisation, avec des effectifs réduits, le béton n'étant qu'un moyen.

Il pensait aussi que notre Parlement n'était pas agressif et que l'ennemi aurait la possibilité de nous devancer dans ses préparatifs (2). Pour lui, revenant sur sa thèse favorite, il fallait d'abord faire une ligne de couverture, voir ce qu'il était possible d'y mettre et ensuite donner au Conseil la faculté de choisir entre plusieurs types de fortification. Enfin, l'étude de l'équipement du front (communications, transmissions, terrains d'aviation) devait être poursuivie avant tout. En somme, cette thèse s'écartait ici de l'inviolabilité du territoire pour mettre l'accent sur la bataille défensive en profondeur s'appuyant sur un front continu. C'est la méthode qui avait permis d'arrêter les offensives allemandes de 1918, et le Maréchal paraît bien y être demeuré fidèle.

Le prix élevé des ouvrages proposés souleva aussi ses critiques, car il conservait de la bataille de Verdun le souvenir que la fortification était susceptible de se démoder et que ses forts n'avaient servi que comme abris. Certes, il fallait construire des abris pour protéger les troupes contre les bombardements, mais la fortification de campagne était encore la meilleure. Et comment dépenser cinq milliards pour l'organisation défensive, alors qu'il en fallait cinq, pour reconstituer notre armement ?

(1) Dans une note en date du 16 décembre, le maréchal Pétain était allé plus loin encore. Bien entendu, il faudrait arrêter l'ennemi sur les positions de résistance de la frontière, mais celles-ci étaient, en réalité, les positions de couverture de la vraie ligne fortifiée à conserver : Verdun, Metz, Mutzig, Belfort, Besançon.

(2) Le maréchal Pétain avait déjà exposé ce point de vue à une séance du Conseil concernant l'organisation générale de l'Armée, tenue le 30 mars 1925. L'Allemagne est un « peuple d'agression », elle prépare dans un but agressif des cadres très nombreux prêts à encadrer la *Nation armée*. Elle déclenchera la guerre quand elle le voudra.

La formule ne peut être la même pour la France, peuple défensif. Il nous faut une couverture organisée à l'avance non avec des éléments faibles mais avec des divisions constituées et plus en arrière d'autres divisions prêtes à les renforcer.

La réorganisation de l'armée nécessitait dix milliards et le Parlement n'accorderait pas cinq milliards supplémentaires pour les fortifications. D'ailleurs, il ne servirait à rien d'avoir des fortifications sans armée, car celle-ci « primait tout ». Passant au personnel demandé par la Commission, le Maréchal la mit au défi de trouver les 16 000 hommes nécessaires pour occuper les régions fortifiées.

Bien que partisan des fortifications, le ministre n'était pas demeuré insensible aux arguments du Maréchal. La question budgétaire d'abord, le préoccupait, car aucun Parlement n'accepterait de voter des crédits aussi considérables. Or, il était d'accord avec le maréchal Pétain : l'armée primait tout et sa réorganisation nécessitait des mesures urgentes. D'autre part, du point de vue politique, il ne fallait donner à personne l'impression que nous retardions notre organisation défensive pour avoir un prétexte de rester en Rhénanie. Il fallait donc, au plus tôt, passer à l'exécution et envisager un type de fortification réalisable progressivement. Le ministre avait été frappé par le caractère de perfection minutieuse et par conséquent le prix de revient élevé des ouvrages projetés. Au risque d'avoir une fortification moins parfaite, il demanda qu'on étudiât des types d'ouvrages plus économiques, perfectibles et susceptibles de constituer déjà un ensemble défensif, si nous étions attaqués dans un délai de deux ou trois ans.

Ce fut le général Debeney qui, comme chef d'état-major de l'Armée, intervint pour tirer la conclusion de cette discussion, qui risquait, si elle s'était prolongée, de remettre en question les bases de l'organisation défensive. Il rappela que le Conseil venait d'approuver le principe et le tracé d'ensemble des régions fortifiées, proposés par la Commission. Quant aux formes techniques, il venait de faire entendre son avis. Il appartenait donc au ministre de demander dès à présent de nouvelles propositions à la Commission.

Tel fut l'objet d'une instruction ministérielle du début de janvier 1927 qui, confirmant au président de la Commission l'adoption du tracé général des régions fortifiées du Nord-Est, l'invita à reprendre la question des formes à donner aux ouvrages de fortification. Il devait rechercher les types d'ouvrages permanents ou semi-permanents qui pourraient permettre une réalisation plus rapide et moins onéreuse que ceux présentés au Conseil. Il fallait aussi envisager l'adaptation des ouvrages à la situation particulière de chaque région, sous l'aspect topographique et militaire.

En dernier lieu, le président de la Commission était invité à pousser activement les expériences nécessaires pour fixer certains détails de la fortification ainsi que pour suivre et orienter les études relatives aux types d'armement nouveaux ; des crédits étaient réservés à cet effet. Des propositions pour la composition des parcs de fortification terminaient ce programme. Études et expériences se trouvèrent, en fin de compte, mises en route avec trois années de retard qui pesèrent lourdement sur

les réalisations, cependant que la plupart d'entre elles étaient indépendantes des controverses divisant le Haut Commandement (1).

Les débats que nous avons résumés avaient rappelé que la fortification des frontières faisait partie d'un ensemble : organisation de l'armée, effectifs, armement. Or ces questions avaient déjà été examinées par le *Conseil supérieur de la Guerre* au cours des mois précédents. La séance du 28 octobre, en particulier, consacrée au projet de loi des cadres et effectifs avait été marquée par une intervention du maréchal Foch au cours de laquelle il s'exprima avec la hauteur de vues et le sens des ensembles qui lui étaient coutumiers dans ce genre de débats.

Le Maréchal commença par déclarer que le but à atteindre n'était pas défini. Il fallait d'abord faire une armée d'Europe, capable de tenir tête à l'armée allemande. Cette armée de défense de la France devait être d'une nature spéciale dont on ne voyait pas trace dans le projet. « Il y a, dit-il, une modernisation de la question qui n'apparaît pas. » Il fallait établir aussi une armée d'Afrique d'une autre nature et une armée coloniale d'une autre essence — les trois armées étant, bien entendu, reliées entre elles comme des vases communicants.

Il était nécessaire de commencer par mettre sur pied l'armée de France, en y ajoutant l'organisation des frontières et en se préoccupant en même temps de l'organisation du matériel, car celui-ci avait été la révélation de la dernière guerre ; personne n'avait prévu la quantité de canons et de munitions nécessaires. L'armée de France devait avoir un matériel spécial, différent de celui de l'armée d'Afrique (2). « Nous avons toujours été en retard en matière de matériel. Depuis Valmy à l'appel du canon d'alarme, la France appelle ses enfants, cela ne suffit plus » et, ajoutait encore le Maréchal : « Il faut que les hommes connaissent le matériel avec lequel ils feront la guerre demain et qu'ils vivent en le manipulant. » Pour cela, il importait de savoir quelles formations nous voulions et commencer par les définir.

Comment, en lisant cet avertissement vraiment prophétique ne pas penser aux palabres, suivant la sévère expression du président Paul Reynaud, et aux hésitations qui retardèrent jusqu'à la guerre, la constitution, la mise en service et l'entraînement de nos divisions légères mécaniques et ensuite de nos divisions cuirassées.

Quant à l'attitude de l'armée française vis-à-vis de l'armée allemande, malgré l'esprit hautement offensif dont il avait été l'incarnation pendant la guerre, le Maréchal conseillait la prudence. Il considérait que pendant le premier mois de la guerre, notre rôle consisterait à barrer la route à l'ennemi pour couvrir la concentration et par conséquent, à faire plastron et cuirasse. Pour ces opérations, il comptait beaucoup sur l'artillerie.

(1) En mai 1924, l'inspecteur général du Génie avait demandé des expériences qui lui furent refusées. Le général Guillaumat avait aussi demandé qu'on étudiât l'armement.

(2) Chaque lecteur en lisant ces lignes pensera aux événements contemporains.

La France ne devait pas oublier qu'elle était un peuple de 40 millions d'habitants et que l'Allemagne en comptait 60 millions. Ce n'était donc pas une grande manœuvre que nous aurions à faire au début, mais un fort barrage ; et nous devions y employer tous nos canons (1).

Quelles indications peut-on essayer de dégager de cette intervention en ce qui concerne les conceptions du maréchal Foch en matière de défense des frontières ?

D'abord il paraît s'être rallié au point de vue du Gouvernement ; ce n'est pas la France qui prendra l'initiative des hostilités, sauf en cas de violation constatée des clauses militaires du traité de Versailles. Mais l'Allemagne ne le fera, pense-t-il, que si elle estime être en possession d'une armée assez forte pour attaquer avec chance de vaincre. Le Maréchal a déjà exposé son opinion à ce sujet à la séance du 30 octobre 1922 : Nous aurions devant nous une armée allemande puissante et nombreuse.

D'autre part il est resté fidèle au principe : attaquer toutes forces réunies. Il ne s'agit pas de lancer à l'aventure tout ou partie de notre armée du temps de paix et, ne pouvant prendre l'initiative des opérations, la France se trouvera dans une situation analogue à celle du printemps 1918, il faudra faire front. Il conçoit d'ailleurs cette action comme une vaste bataille de défensive active. Les fortifications serviront d'abord à la couverture, ensuite elles seront utilisées par les armées dans la bataille. Mais elles intéressent surtout le commandement à l'échelon subordonné, quand il faudra résister à outrance sur la position que l'on aura l'ordre de défendre. Leur organisation, leur consistance se présentent pour le Maréchal comme une affaire de technique. Au niveau où il se place, la bataille se conduit avec les réserves disponibles ou celles qu'on se crée et notamment avec l'artillerie qui permet les concentrations de feux.

Plus tard, il est permis de penser qu'il aurait ajouté les divisions de chars et les escadrilles de l'aviation. Selon lui, faire une armée, c'était organiser un chantier de feux avec tous ses accessoires : tanks et antitanks, avions et antiavions ; il fallait ajuster l'armée au matériel qui conditionne, c'est-à-dire règle ou fixe la bataille du commencement à la fin. Il craignait que nous ne bâtissions un édifice militaire insuffisamment inspiré des réalités de la guerre moderne, de la part prépondérante que le matériel y avait prise, comme de l'emploi constamment combiné qu'il fallait en faire (2).

Quoi qu'il en soit, le maréchal Foch estimait inutile de perdre son temps en vaines controverses sur l'organisation défensive. C'était dans l'organisation et la puissance de l'armée française qu'il voyait le meilleur garant de notre sécurité et ses idées en la matière avaient été recueillies, au

(1) Il réclamait que l'artillerie divisionnaire fut dotée d'une quatrième batterie, sujet en discussion devant le Conseil.

(2) Général Weygand, *Foch*, Flammarion, édit. : « La réorganisation de l'armée », pp. 331-335. Ce paragraphe a été composé suivant les *Cahiers* du maréchal Foch qui ne laissent rien ignorer de sa pensée intime.

mois de mai 1922, par Raymond Recouly (1). « On a perdu beaucoup de temps, me dit-il, on est resté plus de deux ans sans rien faire. On semble enfin décidé à se mettre à la tâche. La méthode que l'on doit suivre est indiquée par la logique et le bon sens. Il faut se mettre en face du problème, se poser cette question : quelle est l'armée dont nous avons besoin pour défendre nos frontières ? Quelles sont les ressources du pays en hommes et en argent ? Étant donné le problème à résoudre, les moyens grâce auxquels il peut être résolu, quelle est la manière la plus intelligente, la plus pratique d'appliquer ces moyens à ce problème. »

Il convient de revenir maintenant aux conséquences de la séance du 17 décembre 1926. Même après l'accord du Conseil sur le choix des régions à fortifier, les divergences demeurèrent grandes quand il s'agit d'implanter les positions sur le terrain et de savoir si on s'orienterait vers une fortification faisant appel aux perfectionnements de la technique moderne ou vers des ouvrages plus légers.

La recherche d'une solution susceptible d'être agréée par le maréchal Pétain et de rallier une nette majorité au *Conseil supérieur de la Guerre* occupa l'année 1927 et celle de 1928 fut consacrée aux études sur le terrain et aux problèmes techniques. Paul Painlevé mit un terme à la phase de préparation, en faisant approuver par le Conseil des Ministres une note, datée du 17 janvier 1929, définissant les principes et les modalités de l'organisation défensive des frontières.

En premier lieu, venait l'équipement général du territoire : voies ferrées et routes stratégiques, transmissions, réseaux électriques de transport de force, installations pour les services des armées.

La suite du programme concernait la création d'un réseau discontinu de régions fortifiées à construire, dès le temps de paix sur la frontière du Nord-Est (2) : région nord de Metz (à partir de Longwy), région de la Lauter et défense du Rhin, position de barrage de Belfort (classée en seconde urgence et dont la construction fut ajournée).

Quant aux formes techniques de la fortification, elles seraient « nuancées suivant les régions », et le système de forts, proposé par la Commission, était abandonné. Seuls les points importants de la position de résistance seraient tenus par des ouvrages ou groupes d'ouvrages, dotés d'artillerie, et dont les organes de tir seraient répartis sur le terrain pour faciliter leur action et leur défilement. Sur le front, entre les ouvrages, la continuité des feux d'infanterie serait assurée par des casemates de flanquement à l'épreuve.

Sur les frontières ou parties de frontière, qui ne comportaient pas de régions fortifiées, des organisations seraient exécutées ou préparées, dès

(1) Raymond Recouly, *Le mémorial de Foch. Mes entretiens avec le Maréchal* (mai 1922) ; *France et Allemagne après la guerre. Lloyd George*, Éditions de France, p. 263.

(2) La frontière des Alpes fit l'objet d'un programme spécial.

le temps de paix, suivant un plan de défense adapté à la situation stratégique et aux formes du terrain. C'était le cas de la frontière du Nord, considérée comme couverte par la Belgique et où seules quelques casemates d'infanterie furent prévues dans les forêts de Raismes et de Mormal (1).

Malgré les intervalles vides, maintenus à l'origine entre les régions fortifiées, et, en dépit des déclarations qu'il contenait, le programme d'organisation défensive de 1929 fut profondément influencé par les souvenirs de la guerre et par ce que l'on considérait comme ses enseignements : front continu, méthodes d'attaque et de défense avec l'armement des années 1917 et 1918. Cette tendance ne fit que s'affirmer par la suite et le but essentiel qu'on s'efforça d'atteindre fut l'établissement d'un barrage de feux sans lacune, infranchissable par l'infanterie et, ultérieurement, par les chars qui l'accompagneraient. Protégés contre l'action des tirs d'artillerie, soit par l'épaisseur du béton de leurs gros ouvrages, soit par la dispersion des petites casemates, les fronts fortifiés seraient capables de résister victorieusement aux assauts d'une armée allemande, reconstituée suivant les normes de 1918 et qui, par la suite, emploierait les chars en s'inspirant d'une doctrine analogue à la nôtre.

C'est ainsi qu'apparut, à l'ensemble du pays, l'organisation défensive des frontières qui allait entrer dans l'histoire sous le nom de *Ligne Maginot*. Elle répondait à ses désirs et elle était conforme à l'esprit pacifique et strictement défensif de la France et de son Gouvernement.

Le malheur fut que l'on considéra la construction d'une barrière fortifiée continue comme le plus sûr garant et le meilleur témoignage de la volonté de paix dont la France était profondément animée. Des réserves furent cependant formulées et l'alarme fut donnée par quelques hommes clairvoyants dont les noms sont dans toutes les mémoires. Moins connu du public, le général Guillaumat avait, dès 1922, manifesté ses doutes sur l'efficacité de la *Muraille de France*, expression qu'il craignait de voir souvent, mal interprétée et mal comprise.

« Il est dangereux, avait-il écrit, de laisser se répandre la notion fausse et démoralisante, qu'avec la fortification, on assure l'inviolabilité d'un pays et qu'un système matériel quelconque puisse être substitué au rude labeur de la préparation des volontés, des cœurs et des cerveaux. »

De telles paroles méritent, encore aujourd'hui, d'être méditées.

Général Paul-Émile TOURNOUX.

(1) Il fallut attendre 1932 et 1933 pour qu'on se préoccupât de fortifier la frontière du Nord et la région de Montmédy et c'est seulement, en juillet 1934, que furent votés les crédits des nouveaux fronts. Par suite de leur insuffisance, en particulier pour Maubeuge et pour Valenciennes, on se contenta, suivant une expression sévère mais justifiée par les événements de 1940, d'un simulacre de fortification.

PROLOGUE DE MERS-EL-KÉBIR

Sept ans se sont écoulés depuis que M. Kammerer fit paraître son long récit des événements qui sont en relation avec le combat naval de Mers-el-Kébir et huit ans depuis que fut publié l'exposé assez différent que M. Varillon fait des mêmes événements (1). Durant cette période, dans des documents, des mémoires, des études, de nouveaux témoignages ont vu le jour et à l'aide de cette documentation supplémentaire, il nous est possible de soumettre l'affaire à un nouvel examen et de présenter un exposé plus complet et plus clair, spécialement du côté britannique, du rôle joué dans la grande crise traversée par les relations anglo-françaises durant l'été de 1940, par tout ce qui a trait à la marine de guerre.

Sans aucun doute ce rôle est un rôle important. Avant Mers-el-Kébir, la Grande-Bretagne et la France étaient déjà profondément divisées à cause de l'armistice franco-allemand ; à Mers-el-Kébir, toutefois, elles en vinrent aux coups et le désaccord devint de l'hostilité ; ce fut presque la guerre. De plus, tandis qu'en Grande-Bretagne l'attaque lancée contre la flotte française fut dans la suite presque oubliée, reléguée à l'arrière-plan par les événements bien plus importants des années qui suivirent, en France, elle n'a cessé de susciter de l'amertume et de donner lieu à de vives discussions.

Si la crise a cette importance historique, elle eut une importance encore plus grande à l'époque, car, en juin 1940, au point de vue stratégique, la flotte française semblait représenter un élément déterminant. Quatrième marine de guerre du monde (après celles de la Grande-Bretagne, des États-Unis et du Japon), elle représentait un formidable instrument de combat. Elle comprenait en particulier deux puissants cuirassés, le *Richelieu* et le *Jean-Bart*, tous deux presque terminés ; les deux croiseurs modernes, le *Dunkerque* et le *Strasbourg* et un ensemble d'excellents croiseurs et destroyers. Le retrait de cette force du conflit imposait une lourde tâche à la marine de guerre royale. A un moment donné on craignit même qu'elle ne fût pas en mesure d'assurer la protection de la navigation dans l'Atlantique à moins que la flotte de la Méditerranée ne fut repliée sur Gibraltar à cet effet ; et, à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande, il fallut faire savoir qu'on ne pourrait envoyer de flotte en Extrême-Orient qu'en cas de nécessité absolue (2). S'il devait arriver le pire, si la flotte française devait tomber aux mains des puissances de l'Axe, les conséquences seraient incalculables. Dans la meilleure des hypothèses, la supériorité maritime de la Grande-Bretagne serait nécessairement gravement affaiblie, dans l'hypothèse la plus défavorable, une invasion des Iles britanniques pourrait être couronnée

(1) A. Kammerer, *La passion de la flotte française. De Mers-el-Kébir à Toulon* (Paris, 1951) ; P. Varillon, *Mers-el-Kébir* (Paris, 1950).

(2) S. W. Roskill, *The War at Sea*, vol. I (Londres, 1954), pp. 294-297 ; I. S. O. Playfair, *The Mediterranean and the Middle East*, vol. I (Londres, 1954), pp. 124-126 ; W. S. Churchill, *The Second World War*, vol. II (Londres, 1949), p. 390 ; Viscount Cunningham of Hyndhope, *A Sailor's Odyssey* (Londres, 1951), pp. 241-243.

de succès. Il est vrai que les navires ne pourraient être utilisés immédiatement par l'ennemi à cause des difficultés que présentaient la sélection et l'entraînement des équipages, mais pour être reculé de quelques mois le danger n'en était pas moins réel (1).

Pour la France la Marine de guerre était la seule de ses forces qui restât intacte après les désastres de mai et juin et elle avait, à ce titre, une valeur de symbole pour la Nation. Elle représentait aussi une des meilleures monnaies d'échange que les Français possédaient pour négocier avec l'Allemagne ; et naturellement elle jouait toujours son rôle dans la défense de l'Empire français et de ses communications. Finalement, les États-Unis aussi estimèrent que leur sécurité était en jeu. Le 27 juin, Cordell Hull déclara à l'ambassadeur de France à Washington que « la flotte française aux mains des Allemands serait comparable à un canon prêt à tirer sur nous » (2). Aussi tous les regards étaient-ils tournés vers la flotte française.

Notre étude commence durant les désastres de la bataille de France. Dès le 19 mai, les chefs d'état-major britanniques avaient envisagé les conséquences stratégiques d'une paix séparée entre la France et l'Allemagne, et le 11 juin, ils firent savoir au Gouvernement qu'à leur avis la reddition de la flotte française serait une partie essentielle des conditions allemandes. Voici ce qu'ils affirmaient : « Nous ne pouvons nous payer le luxe de voir les navires et sous-marins français s'ajouter à ceux de l'Allemagne et de l'Italie. Il nous semble donc ne pouvoir choisir qu'entre deux solutions : 1° Tenter de persuader autant de navires français que possible de se joindre à notre flotte » (ce qui à leur avis n'avait guère de chances de succès) ; et « 2° (Si la première solution ne pouvait être retenue) Presser les Français de saborder toutes les unités de leur flotte » (3). Le même jour, Churchill souleva, à Briare au *Conseil suprême de la Guerre*, la question de ce qu'il adviendrait de la flotte française si l'armée de terre devait cesser le combat, mais il n'insista pas pour qu'elle fut discutée (4). Toutefois, avant de quitter la France le 12 de ce mois, le Premier Ministre prit Darlan en particulier et obtint de lui la promesse qu'il ne laisserait jamais l'ennemi s'emparer de la flotte française (5). Après son retour à Londres, Churchill fit allusion à ses inquiétudes dans un télégramme adressé à Roosevelt, disant qu' « il serait catastrophique que les deux grands vaisseaux modernes tombassent en de mauvaises mains » (6).

(1) Le chef d'état-major britannique de l'armée navale estimait qu'il faudrait deux mois aux Allemands et trois aux Italiens pour pouvoir utiliser efficacement les bâtiments de ligne cuirassés. Voir PLAYFAIR, I, p. 130, n° 1. D'autres jugent que ceci est une sous-évaluation, voir VARILLON, p. 25 et l'opinion des états-majors américains exposée dans W. L. LANGER et S. E. GLEASON, *The Challenge to Isolation* (Londres, 1952), p. 520.

(2) LANGER et GLEASON, *Challenge*, p. 565.

(3) J. R. M. BUTLER, *Grand Strategy, vol. II, september 1939-June 1941*, (Londres, 1957), p. 218.

(4) P. REYNAUD, *La France a sauvé l'Europe* (Paris, 1947), vol. II, p. 301 qui reproduit les brouillons du capitaine de Margerie ; E. L. SPEARS, *Assignment to Catastrophe* (Londres, 1954), vol. II, p. 157.

(5) CHURCHILL, II, pp. 140, 203 ; SPEARS, II, p. 171.

(6) Churchill à Roosevelt, 12 juin 1940 ; CHURCHILL, II, p. 158.

Tandis qu'en Grande-Bretagne les esprits se préoccupaient ainsi du sort de la flotte française, c'est à peine s'il existe des traces de discussion de la question dans les nombreux comptes rendus des délibérations du Conseil des Ministres français sur la question d'un armistice. Il semble qu'elle n'ait éte soulevée qu'une fois, durant la séance tenue le 13 juin dans la soirée, et même cette fois-là les témoignages sont contradictoires. Certains témoins ont affirmé, d'autres ont nié que à cette séance Weygand ait proposé d'envoyer la flotte en Afrique du Nord avant d'entamer les négociations d'armistice. Toutefois, même les récits qui font état d'une discussion sur la flotte, ne signalent aucune décision du Cabinet sur la question, mais indiquent seulement que certains — Weygand, Campinchi, Marin, Monnet — déclarèrent que la flotte ne devrait jamais être livrée aux Allemands (1). Cet épisode controversé et obscur est la seule des discussions qui ont pu avoir lieu au Conseil des Ministres sur le sort réservé à la flotte en cas d'armistice, qui ait fait l'objet d'un compte rendu.

Vers le 15 juin, le conflit qui existait au sein du Gouvernement français au sujet d'un armistice entrait dans une phase aiguë, et dans une séance tenue ce jour-là dans l'après-midi, Reynaud se sentit obligé d'accepter la proposition de Frossard et de Chautemps tendant à obtenir de la Grande-Bretagne l'autorisation de faire des démarches en vue de connaître les conditions d'un armistice. Dans la soirée, il envoya à Londres un message où il formulait cette requête. Un paragraphe du télégramme avait trait à la flotte.

> Le président du Conseil est autorisé à déclarer, si le Gouvernement britannique accepte que le Gouvernement français fasse cette démarche [c'est-à-dire demande les conditions d'un armistice], que la reddition de la flotte française serait jugée une condition inacceptable (2).

Ce passage présente un intérêt particulier. Comme nous venons de le dire, aucun compte rendu n'indique qu'une telle décision fut prise par le Gouvernement français, quoique peut-être Reynaud n'exprimât-il ici qu'en termes officiels ce qu'il savait faire l'unanimité des opinions de ses collègues. Toutefois, quelle que soit l'explication avancée, l'essentiel

(1) Nous trouvons des relations de cette séance dans : P. Baudouin, *Neuf mois au gouvernement* (Paris, 1948), pp. 160-64 ; Y. Bouthillier, *Le drame de Vichy*, vol. I : *Face à l'ennemi, face à l'Allié* (Paris, 1950), pp. 66-71 ; A. Lebrun, *Témoignage* (Paris, 1945), pp. 77-79 ; Reynaud, *La France*, II, pp. 322-325 et *Au cœur de la mêlée* (Paris, 1951), pp. 778-784 ; M. Weygand, *Rappelé au service* (Paris, 1950), pp. 215-219. Voir aussi Spears, II, pp. 222-227, à qui Mandel avait fait un récit de la séance peu après celle-ci. Sur la question précise de la flotte, les témoignages de personnes qui assistèrent à la séance furent recueillis par M. Louis Marin en 1949 ; l'un d'eux seulement déclare se souvenir de délibérations relatives à la flotte (*Les événements survenus en France de 1933 à 1945. Rapport, Annexes, Documents, pp. 413-415*. Cet ouvrage sera cité comme *Événements. Rapport*). Par ailleurs, Baudouin, Weygand et Bouthillier affirment que la question fut soulevée et Spears écrit que Mandel lui déclara que la question de la flotte avait été évoquée « pendant une bonne demi-heure ». Il est clair que la séance se tint dans la confusion, ce qui peut dans une certaine mesure expliquer les contradictions.

(2) Spears, II, pp. 265-267.

est qu'à cette époque, le Gouvernement britannique reçut cette assurance. Sa réponse devait montrer qu'il voulait quelque chose de plus et cette divergence donna naissance à la crise relative à la flotte française.

La réponse britannique à la demande de Reynaud était contenue dans un télégramme expédié le 16 juin, à 12 h 35. Il a été souvent reproduit, mais il est si important que, pour plus de clarté, nous devons le citer.

Notre accord interdisant des négociations séparées, que ce soit en vue de la paix ou en vue d'un armistice, a été conclu avec la République française et non avec tel Gouvernement ou tel homme d'État français. Par conséquent, il met en jeu l'honneur de la France. Toutefois si — c'est une condition *sine qua non* — la flotte française est envoyée dans les ports britanniques en attendant les négociations, le gouvernement de Sa Majesté consent sans aucune réserve à ce que le Gouvernement français effectue des démarches en vue de connaître les conditions d'un amistice pour la France. Le Gouvernement de Sa Majesté, étant résolu à continuer la guerre, s'exclut entièrement de toute participation aux dites démarches concernant un armistice (1).

Ce message fut suivi d'un second traitant plus amplement le même sujet.

Nous comptons être consultés dès que vous aurez connaissance des conditions d'armistice. Cela est nécessaire non seulement aux termes du traité interdisant une paix séparée mais aussi en vue des conséquences qu'aurait pour nous tout armistice, surtout si nous considérons le fait que des troupes britanniques combattent aux côtés de l'armée française. Veuillez bien faire comprendre au Gouvernement français qu'en demandant que la flotte française soit dépêchée vers des ports britanniques, nous sommes aussi bien soucieux des intérêts français que de nos intérêts propres et nous sommes convaincus que la position du Gouvernement français serait renforcée au cours de toutes négociations d'armistice s'il pouvait montrer que la marine de guerre française est hors d'atteinte des forces allemandes... (2).

Ainsi, le Gouvernement britannique était disposé à accepter que la France fît des démarches auprès de l'Allemagne comme elle le demandait, s'il pouvait s'assurer à l'avance la possession de cet atout stratégique d'importance primordiale qu'était la flotte française. On ignore tout des discussions qui précédèrent l'envoi de ce télégramme, mais une des craintes présentes à l'esprit des ministres dut être de voir les Allemands avancer brusquement en direction des ports français. Une autre de ces craintes nous est peut-être indiquée par ces lignes écrites par Churchill à Roosevelt, le 15 juin : « Avez-vous envisagé quelles offres Hitler peut se décider à faire à la France? Il peut dire : Livrez-nous la flotte intacte et nous vous laissons l'Alsace et la Lorraine », ou bien : « Si vous ne nous remettez pas vos navires nous détruisons vos villes (3). »

On ne pourra jamais savoir si cette proposition britannique aurait été jugée acceptable par le Gouvernement français. Dans la suite, Darlan

(1) Churchill à Reynaud, CHURCHILL, II, p. 181.

(2) Le ministère anglais des Affaires étrangères à Campbell, ambassadeur britannique en France, *ibid.*, pp. 181-182.

(3) Churchill à Roosevelt, 15 juin 1940, CHURCHILL, II, p. 166.

déclara à son fils que c'était « une jésuiterie » parce qu'il était évident que l'Allemagne n'accorderait pas d'armistice si la France envoyait la seule de ses forces en état de combattre continuer la lutte (1). Pour ceux des dirigeants français qui considéraient un armistice comme nécessaire, un tel argument aurait été péremptoire. De plus, du ressentiment envers la Grande-Bretagne avait pris de la force dans l'esprit de Pétain et de Weygand, qui très probablement, se seraient refusés à remettre la flotte aux Britanniques. A Reynaud lui-même la proposition ne paraissait pas satisfaisante car, disait-il, elle exposerait l'Afrique du Nord aux attaques de la flotte italienne (2). Ce sont là des indices indiquant que les conditions de la Grande-Bretagne se seraient heurtées à des difficultés à Bordeaux, mais finalement elles n'affrontèrent pas l'épreuve.

A Londres, après l'envoi des deux télégrammes, dans une dernière tentative pour empêcher la France de conclure la paix, le Gouvernement britannique décida de faire sa fameuse déclaration d'union des deux pays, et le texte du projet de déclaration d'union fut téléphoné à Reynaud par de Gaulle le 16 à 16 heures (3). Les conséquences immédiates de cette offre sont très importantes et doivent être exposées avec soin. Afin de « donner à la déclaration d'union toutes ses chances dans les conditions les plus favorables », comme Churchill l'écrivait, un télégramme fut expédié à Sir Ronald Campbell, l'ambassadeur britannique en France, lui demandant de ne pas donner suite aux deux télégrammes relatifs à un armistice et à la flotte française (4). Avant même l'arrivée de celui-ci, Campbell et le général Spears, représentant personnel de Churchill auprès du Gouvernement français, avaient déclaré à Reynaud qu'ils étaient certains que l'offre d'union supplantait les deux télégrammes. Il semble qu'après avoir reçu le message de Churchill, ils adressèrent au Premier Ministre français une note dans laquelle ils affirmaient que les deux télégrammes étaient « annulés ». Reynaud déclara à Baudouin, deux jours après, qu'ils lui avaient été positivement enlevés. Ainsi, à Bordeaux, on ignora totalement l'intention du Gouvernement britannique de ne pas donner suite aux deux télégrammes tant que l'offre d'union pouvait produire l'effet désiré et dans les esprits naquit l'impression erronée que les télégrammes concernant la flotte avaient été annulés (5).

(1) A. Darlan, *L'amiral Darlan parle* (Paris, 1952), p. 66.

(2) Reynaud, *La France*, p. 347 ; Spears, II, pp. 284-285.

(3) Sur l'offre d'union, voir l'article détaillé de M. Léon Noël dans *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n. 21.

(4) Le texte du télégramme de Churchill n'a pas été publié, mais ses termes semblent clairs. Spears écrit qu'il reçut un télégramme du ministère des Affaires étrangères britanniques disant : « Ne donnez pas suite aux télégrammes. » Un second message d'Halifax à Campbell commençait par ces mots : « Suit la raison pour laquelle on vous a demandé de ne pas donner suite aux deux derniers télégrammes » (Churchill, II, p. 185).

(5) Churchill, II, pp. 184-187 ; Spears, II, pp. 293-294 ; Reynaud, *La France*, II, pp. 348-49 ; *Au cœur*, pp. 825-827 et dans *Les événements survenus en France de 1933 à 1945*, *Témoignages*, vol. IX, p. 2851 *(cité comme Évén. Tém.)* ; Baudouin, p. 83 ; F. Charles-Roux, *Cinq mois tragiques aux Affaires étrangères* (Paris, 1949), pp. 57-58.

Lors du Conseil des Ministres qui suivit de peu ces événements, le 16, en fin d'après-midi, le projet d'union fut écarté et n'eut qu'un résultat. Reynaud ne donna pas lecture des deux télégrammes relatifs à la demande de la France au sujet d'un armistice ni n'en indiqua le contenu, et le Conseil des Ministres français n'eut pas connaissance des stipulations de la Grande-Bretagne au sujet de la flotte (1). Lorsque, Reynaud ayant démissionné, Pétain forma son Gouvernement, il n'effectua pas d'autre tentative pour consulter le Gouvernement britannique.

Il convient de retracer ici la suite de l'histoire des deux messages de la Grande-Bretagne. Dans l'après-midi du 17 juin, Campbell vint les remettre à Charles-Roux, secrétaire général du Ministère français des Affaires étrangères, déclarant suivant ce dernier que, l'offre d'union n'ayant pas eu de résultat « il jugeait nécessaire qu'ils [c'est-à-dire les télégrammes] fussent portés à notre connaissance et demeurassent entre nos mains ». Charles-Roux transmit les télégrammes à Baudouin, le nouveau ministre des Affaires étrangères (2).

Des événements qui suivirent, il existe deux versions radicalement différentes : Baudouin affirme qu'il reçut Campbell le 18 juin, et lui demanda si les télégrammes étaient simplement présentés pour clarifier le déroulement des négociations franco-britanniques du 16 juin, ou si les propositions qu'ils contenaient étaient renouvelées. Campbell sollicita la permission de consulter les documents à l'Ambassade avant de donner une réponse et déclara à Baudouin à son retour : « Il ne considère pas que le fait d'avoir remis ces premières propositions du 16 juin à M. Charles-Roux, hier soir, les fasse revivre et il me prie de ne considérer ces deux documents que comme les éléments principaux d'une négociation qui a abouti dimanche à la seule proposition qui soit définitive : l'offre d'union faite par M. Churchill. » Nous prenons ce passage dans le compte rendu que Baudouin a donné de l'entretien (3).

D'autre part, dans un mémorandum en date du 12 juillet 1940, Lord Halifax, ministre britannique des Affaires étrangères, déclare que le 18 juin, Campbell demanda instamment que la flotte soit envoyée dans des ports britanniques et se vit répondre par Baudouin qu'une décision

(1) Reynaud, *La France*, II, pp. 352-356 ; *Au cœur*, pp. 830-53 et témoignages dans *Le procès du maréchal Pétain*, compte rendu sténographique (Paris, 1945), vol. I, p. 94 ; Baudouin, pp. 57-58 ; C. Chautemps, *Lettre à M. Henri de Kerillis* (si tel est le titre, c'est en réalité une réponse aux *Fossoyeurs* de Pertinax ; portant comme date juillet 1943, la copie dactylographiée peut être consultée à la *Bibliothèque de documentation internationale contemporaine*, Paris), pp. 19-21. Lebrun, pp. 83-85, 97 et témoignages dans *Évén. Tém.*, IV, pp. 975-976, 1016 ; Marin dans *ibid.*, VII, p. 2074 et *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 3, p. 18. Reynaud dit avoir présenté au Conseil des Ministres un résumé des deux télégrammes, mais cela est presque unanimement nié par tous ceux qui étaient présents, par Louis Marin en particulier.

(2) Charles-Roux, p. 57, et son mémorandum du 14 août 1940, dans *Évén. Tém.*, VII, pp. 2077-2080.

(3) Mémorandum de Charles-Roux du 14 août 1940, *loc. cit.*, rapportant la *note d'audience* de Baudouin sur son entrevue avec Campbell, dont est prise la phrase ci-dessus. Cf. Baudouin, pp. 184-185 ; Charles-Roux, p. 59.

en ce sens avait déjà été prise, la confirmation du Conseil des Ministres restant seule à obtenir. Toutefois, l'ambassadeur apprit plus tard que la décision n'avait pas été confirmée bien que le Conseil des Ministres ait décidé à l'unanimité de ne pas livrer la flotte à l'ennemi (1). Il semble impossible de faire un choix entre les deux versions (2).

Mais quelle que soit la vérité au sujet de cet incident, deux faits sont certains. En premier lieu, le Gouvernement britannique ne considérait pas en fait les télégrammes comme de simples documents historiques bons à être classés dans les archives françaises, mais considérait comme toujours valables et importantes les conditions, exposées dans ces télégrammes. Cela ressort de l'entretien que Churchill eut avec l'ambassadeur de France, le 17 juin (3), et du mémorandum de Charles-Roux du 14 août 1940, traitant de « l'affaire des télégrammes ». Dans celui-ci, examinant les contradictions qui existent entre les versions d'Halifax et de Baudouin, il écrit :

> A en croire le Gouvernement anglais, c'est la première version qui serait la bonne. Dans l'esprit de ce Gouvernement, la proposition de M. Churchill tendant à l'union des deux empires n'annulait pas les communications télégraphiques du 16 juin (rapport adressé au ministre par le marquis de Castellane, le 7 août). Dans le cas où cette proposition ne serait pas acceptée, les communications télégraphiques du 16 juin reprenaient leur valeur (4).

Il est important que cela fut si bien compris à Vichy vers la mi-août, car depuis la guerre, la position du gouvernement britannique a souvent été présentée sous un faux jour.

En second lieu, seuls eurent connaissance des télégrammes britanniques un très petit nombre de ministres français qui n'y donnèrent pas suite. Baudouin en parla seulement à Pétain, Darlan, Bouthillier et peut-être Weygand (5). Ainsi, une seconde fois les télégrammes ne parvinrent pas à la connaissance de l'ensemble du Conseil des Ministres français et ils disparurent le 18 juin, sans avoir produit d'effet.

Ce qui reste obscur toutefois c'est la question de savoir si, par suite d'une erreur de Campbell, les ministres français ne se firent pas une idée

(1) Mémorandum de CHARLES-ROUX, *loc. cit.*, donnant le résumé du mémorandum de Halifax du 12 juillet ; BAUDOUIN, p. 185, n. 1, présente un résumé beaucoup plus schématique. Cf. A. KAMMERER *La vérité sur l'armistice* (2e éd., Paris, 1945), p. 237 et Baudouin à Halifax, 27 juin 1940, dans *Évén. Rapport*, pp. 435-436.

(2) Toutes deux contiennent des points invraisemblables. Il est invraisemblable qu'un homme d'État français ait accepté à ce moment d'envoyer la flotte en Angleterre (en fait le contraire fut décidé, voir pp. 23-24 ci-dessous) ; il est aussi invraisemblable que Campbell ignorât si bien les instructions reçues qu'il lui fallut retourner à l'ambassade pour savoir pourquoi les télégrammes étaient à nouveau présentés.

(3) Cf. ci-dessous, p. 22.

(4) *Évén. Tém.*, VII, p. 2079. Le marquis de Castellane avait représenté les intérêts de la France à Londres après la démission de MM. Corbin et Cambon et était retourné à Vichy au début d'août.

(5) BAUDOUIN, *ibid.*, VII, p. 2081 ; BOUTHILLIER, *ibid.*, VIII, p. 2516. Baudouin affirme avoir informé Weygand, mais ce dernier déclare le contraire, *ibid.*, VI, p. 1566.

fausse des intentions britanniques ou si les connaissant, ils ne préférèrent pas les ignorer.

Tandis que les télégrammes disparaissaient ainsi à Bordeaux, le Gouvernement britannique utilisait d'autres moyens pour faire connaître ses désirs au Gouvernement français. Le 17 juin, dans un message personnel adressé à Pétain et Weygand, Churchill lance à ceux-ci un appel pour qu'ils ne fassent pas tort à leur allié « en gaspillant ces quelques heures précieuses durant lesquelles la flotte peut être mise en sécurité dans les ports britanniques ou américains » (1). Le soir du même jour, il recevait Corbin, l'ambassadeur de France, et lui déclarait que la Grande-Bretagne redoutait seulement une chose, à savoir que la France permît que l'on s'emparât de sa flotte. A son avis, la France n'accepterait pas un armistice comportant une telle condition ; toutefois, il pensait que, par une attaque brusquée, on pouvait s'emparer de la flotte, tandis que l'armée française était dans un état de désorganisation. Et il concluait : il est donc d'un intérêt vital pour la France d'apporter une solution au problème en envoyant la flotte en Grande-Bretagne ou aux États-Unis (2). Ainsi, maintenant, il est aussi bien question des eaux américaines que des eaux britanniques, mais Churchill se montrait aussi désireux que le 16 juin, de voir la flotte en des mains qu'il jugeait sûres, loin des ports français et hors d'atteinte des armées allemandes qui avançaient.

Churchill prit la peine d'exprimer sa confiance dans les dirigeants français (dans son message, il parle de « l'illustre maréchal Pétain » et du « célèbre général Weygand »), mais faut-il accorder à ces mots tout leur sens ? Deux événements, survenus le 17 juin, contribuèrent sans nul doute à ébranler la confiance qu'il pouvait avoir. L'un est l'allocution radiodiffusée de Pétain au peuple de France dans laquelle il déclarait : « Je vous dis aujourd'hui qu'il faut cesser le combat. » Bien que ceci, modifié pour la presse, devint : « Il faut tenter de cesser le combat » et qu'en fait l'ordre fut donné aux troupes françaises de continuer le combat jusqu'à nouvel avis, à un observateur, l'allocution ne pouvait apparaître que comme une erreur colossale ou l'aveu d'une intention (3). Le second événement fut l'arrivée en Angleterre de de Gaulle et Spears, venus directement de Bordeaux et ayant des idées bien arrêtées au sujet de ce que voulait le Gouvernement qui venait de prendre le pouvoir dans

(1) Texte dans CHURCHILL, II, p. 191.

(2) Corbin au ministère français des Affaires étrangères, 18 juin 1940, *Évén. Rapport*, p. 432.

(3) Pour l'allocution radiodiffusée de Pétain, voir la traduction anglaise dans B.B.C., *Daily Digest of Foreign Broadcasts*, n° 335, 18 juin 1940, Part. II, 2 A, 1, où l'expression cruciale est donnée en français ; un texte français dans *Évén. Rapport*, p. 385. Pour la version donnée dans la presse française, voir *Le Temps* (19, 20, 21 juin 1940). Cf. BAUDOUIN, p. 179 ; BOUTHILLIER, I, p. 94 et dans *Évén. Tém.*, VIII, pp. 2498-2501 ; CHARLES-ROUX, p. 55 ; WEYGAND, *Rappelé*, p. 238. Il est étrange de trouver en 1956, deux auteurs citant la phrase de l'allocution comme étant « il faut tenter de cesser le combat » L. C. PLANES et R. DUFOURG, *Bordeaux, capitale tragique* (Paris, 1956), p. 109.

cette ville. Il n'est pas possible d'évaluer l'influence qu'eurent sur Churchill leurs vues sur le défaitisme et l'anglophobie des dirigeants du nouveau Gouvernement, mais celles-ci eurent nécessairement de l'effet (1). L'on peut à bon droit supposer que ces épisodes contribuèrent à la rapide disparition de la confiance entre les Gouvernements, ce qui fut une caractéristique si importante de la crise.

En fait, le Gouvernement britannique ne se contentait pas d'adresser des appels à la France. Cette même journée du 17 juin, l'amiral Cunningham, commandant en chef de la flotte de la Méditerranée reçut un message qu'il résume ainsi. « Si la France concluait une paix séparée, tous les efforts devraient être déployés en vue de faire passer auparavant la flotte française sous notre autorité ou, sinon, la couler (2). » Ce message révèle les mêmes intentions que le mémorandum des chefs d'état-major du 11 juin (3), et tous les événements des jours suivants doivent être considérés en relation avec ces intentions.

* * *

La position du Gouvernement français fut clairement définie le 18 juin. Le matin de ce jour, le représentant américain à Bordeaux, Biddle, remit au Gouvernement français un télégramme énergique de Roosevelt dans lequel celui-ci déclarait que si la France n'empêchait pas sa flotte de tomber aux mains de l'ennemi, « le Gouvernement français perdrait pour toujours le bon vouloir et l'amitié du Gouvernement des États-Unis » (4). Il présente son message durant une séance du Conseil des Ministres français où il avait été décidé que la flotte ne pourrait être livrée à l'Allemagne en aucune circonstance, et Baudouin communique cette décision à Biddle, ajoutant que la flotte ne serait non plus envoyée en Grande-Bretagne, bien qu'elle pût éventuellement être dépêchée outre-mer ou sabordée si c'était nécessaire (5).

Une des raisons de ne pas envoyer la flotte en Grande-Bretagne était simplement sans doute que le Gouvernement français voulait la conserver sous son autorité mais, à l'arrière-plan, il est un autre motif qui, à l'époque,

(1) Nous trouvons une indication de la considération dont jouissait Spears auprès de Churchill dans le compte rendu que Lord Alanbrooke donna d'un incident survenu fin juin 1940 : « Comme nous finissions de déjeuner, il [Churchill] déclara qu'il fallait maintenant partir et consulter ses deux experts au sujet de la France et comme je rentrais à la hâte je rencontrais Duff Cooper et Spears » (A. Bryant, *The Turn of the Tide ; 1939-1943. A study based on the diaries and autobiographical notes of Viscount Alanbrooke*, Londres, 1957, p. 187, n° 1).

(2) Cunningham, p. 240.

(3) Voir plus haut, p. 16.

(4) Roosevelt à Biddle, 17 juin 1940 ; Langer et Gleason, *Challenge*, pp. 550-551.

(5) *Ibid.*, p. 551, utilisant le compte rendu de Biddle et W. L. Langer, *Our Vichy Gamble* (New York, 1947), p. 46, en reproduisant une partie ; Baudouin, pp. 183-184 ; Bouthillier, I, pp. 96-97 ; Charles-Roux, pp. 61, 74-75 ; Lebrun dans *Évén. Tém.*, IV, p. 1028 ; C. Pomaret, *Lettre aux Lozériens* (Marseille, 1947), p. 13 ; Weygand, *Rappelé*, p. 243. Cf. A. Darlan, pp. 66-67.

influa sur toutes les relations franco-britanniques. Il semble que les dirigeants français fussent convaincus que la reddition de la Grande-Bretagne dût nécessairement suivre à bref délai celle de la France, ce qui revient à dire qu'ils préféraient conserver la flotte comme monnaie d'échange pour leurs propres négociations plutôt que de permettre à la Grande-Bretagne de s'en servir dans ce but dans quelques semaines (1).

Les ordres donnés par l'Amirauté française le 18 juin, mettaient ces décisions à exécution. Les capitaines étaient avisés de faire route vers des ports coloniaux, nord-africains en particulier, plutôt que vers des ports britanniques, et se voyaient formellement interdire de laisser leurs vaisseaux tomber aux mains de l'ennemi. Les deux cuirassés inachevés quittèrent tous deux les ports français, le *Richelieu* à destination de Dakar le 18 juin, le *Jean-Bart* à destination de Casablanca le 19. Et aussi, en dépit des ordres relatifs aux ports coloniaux, le 18 et le 19 juin, de nombreux navires français, parmi lesquels les vieux cuirassés le *Courbet* et le *Paris*, entraient dans les ports de Plymouth et de Portsmouth (2).

C'est dans ces circonstances que le 19 juin, des représentants de la Grande-Bretagne d'un rang élevé, Alexander (le premier lord de l'Amirauté), l'amiral Pound (le premier lord naval) et Lord Lloyd (le secrétaire d'état aux Colonies), arrivaient à Bordeaux et, durant la journée, avaient de nombreux entretiens avec les dirigeants français. En particulier, Alexander et Pound rencontraient Darlan qu'accompagnait l'amiral Auphan. Il est difficile d'établir précisément ce qui fut dit lors de cette rencontre. Les récits de Darlan et d'Auphan sont contradictoires sur le point de savoir si fut renouvelée la demande que les navires français gagnent les ports britanniques. Alexander a déclaré que Pound et lui-même désiraient que les navires français quittent les ports de la France métropolitaine pour se rendre non pas nécessairement en Grande-Bretagne mais peut-être dans l'Empire français, aux États-Unis, ou au Canada. Voici qui modifie la requête du 16 juin où il était simplement demandé que la flotte gagnât les eaux britanniques, cette modification ayant sans doute été causée par le désir impérieux de mettre les navires de guerre à l'abri des Allemands qui avançaient — ce qu'avaient déjà fait les Français eux-mêmes. Il est admis que la position française, confirmée par Darlan aussi longtemps qu'il fut en fonction, était que la flotte ne serait ni livrée aux Allemands ni utilisée par eux. Auphan écrit qu'après avoir

(1) Pour des témoignages à ce sujet, voir A. Darlan, pp. 98, 151 ; Charles-Roux, pp. 81-82, 115, 178-181 ; Docteur, *Darlan*, p. 77 ; Cordell Hull, *Memoirs*, vol. I (Londres, 1943), p. 799 ; Spears, II, pp. 175-176 ; R. Aron, *Histoire de Vichy* (Paris, 1954), p. 91 ; Langer, *Our Vichy Gamble*, p. 43 ; et cf. *Le procès Laval*, compte rendu sténographique (Paris, 1946), pp. 88, 161.

(2) Messages de l'Amirauté de 0235 hrs, 1912 hrs, 2027 hrs, 2240 hrs, 18 juin 1940, *Évén. Rapport*, pp. 443-446 ; W. M. James, *The Portsmouth Letters* (Londres, 1946), p. 65 ; E. H. Muselier, *De Gaulle contre le gaullisme* (Paris, 1946), p. 21 ; Roskill, I, pp. 234-36. Un destroyer britannique était chargé de surveiller le *Jean-Bart* pour s'assurer qu'il quittait la Loire ou était sabordé.

reçu cette assurance : « Les Britanniques nous quittèrent, émus, cordiaux et, en apparence, satisfaits (1). »

Cette rencontre fut dans la soirée suivie d'une autre qui réunit Alexander, Pound, Pétain, Baudouin et Darlan. Les Français renouvelèrent leurs assurances au sujet de la flotte, mais Alexander déclare que cette conversation lui parut moins satisfaisante que l'entretien précédent avec Darlan et qu'il quitta Bordeaux cette nuit-là incertain de ce qu'étaient les intentions de la France (2).

A partir de ce moment, l'histoire des négociations anglo-françaises au sujet de la flotte ne peut être séparée de celle des discussions au sein du Cabinet français sur la possibilité de se retirer en Afrique du Nord pour échapper aux Allemands qui avançaient toujours. Dans la soirée du 19 juin il fut décidé que tout le Gouvernement se rendrait à Perpignan et que de cette ville, Chautemps (vice-président du Conseil), accompagné de quelques ministres, du président Lebrun et des présidents des deux Chambres, gagneraient Alger. Pétain et d'autres ministres, parmi lesquels Weygand et Baudouin resteraient en France. Finalement, pour des raisons, qu'il est inutile d'examiner ici, l'exécution de ces projets fut, le 20 juin, remise au 21 et ensuite abandonnée (3).

L'importance de l'effet que cet épisode eut, dans l'immédiat, sur les relations franco-britanniques, sur la confiance qui existait entre les deux Gouvernements en particulier, nous est révélée par les impressions éprouvées à ce moment par Lord Lloyd. Ce dernier était resté à Bordeaux durant la nuit du 19 au 20 et était convaincu alors que tout le Gouvernement gagnerait l'Afrique du Nord, mesure dont se féliciterait le Gouvernement britannique, en y voyant le présage d'une continuation de la résistance. Comment la situation apparut à Lloyd, lorsque son espoir fut déçu, nous est exposé dans une lettre qu'il écrivit à son fils, le 22 juin.

Le Gouvernement devait partir à 2 heures cet après-midi pour se rendre à Perpignan d'où par un port voisin, Port-Vents *(sic)*, il se rendrait en Afrique. Ma mission remplie, je me rendis en voiture à Bissarousse avec Colver, avant le déjeuner, et ensuite pris l'avion pour rentrer... Je dînai au mess de Hendon et ensuite allai voir Edward Halifax, puis à minuit me

(1) Il existe deux relations d'Auphan, G. A. J. Auphan, *Les grimaces de l'histoire* (Paris, 1951), p. 256 ; et une partie d'une lettre de lui, dans Baudouin, *Réponse à la vérité sur l'armistice de M. A. Kammerer* (pas de lieu de publication, 1946), p. 26. Voir aussi A. Darlan, pp. 67-68, et le compte rendu que fit Raeder de son entretien avec Darlan en janvier 1942, *Fuehrer Conferences*, 1941, p. 141. D'autres renseignements nous ont été aimablement communiqués par Lord Alexander of Hillsborough.

(2) Baudouin, p. 190 ; C. F. Adam, *Life of Lord Lloyd* (Londres, 1948), p. 299 dans lequel est reproduite une lettre de Lloyd à son fils portant la date du 22 juin 1940 ; renseignements de Lord Alexander of Hillsborough.

(3) Cet épisode a donné lieu à des études très complètes, parfois empreintes d'amertume depuis E. Barthe, *La ténébreuse affaire du « Massilia »* (1945) et les jugements d'après-guerre aux œuvres récentes de MM. Robert Aron, Planes et Dufourg, et J. Benoist-Méchin (*Soixante jours qui ébranlèrent l'Occident*, Paris, 1956). Nous trouvons de récents témoignages d'une importance particulière dans *Documents on German Foreign Policy, 1918-1945*, séries D, vol. IX (Londres, 1956), nos 496, 497, 499, 500.

rendis chez Winston lui faire part de ce que j'avais appris et des résultats de mon voyage. Tous furent contents et n'eurent que des mots de félicitation et quand je m'éveillai le matin suivant, ce fut pour apprendre que Pétain et Brown avaient à nouveau tourné casaque et décidé de rester à Bordeaux où je pense, ils vont se faire faire prisonniers à moins qu'ils ne soient très prudents (1).

Ainsi, Alexander avait quitté Bordeaux le 19 juin, incertain de ce qu'étaient les intentions françaises ; Lloyd partit le 20, plus confiant, mais le 21, il avait perdu ses illusions. Qu'Auphan ait tort ou raison de dire qu'Alexander et Pound étaient « satisfaits » après leur entretien avec Darlan et lui-même le 19 juin, il est certain que toutes ces conversations ne produisirent pas de sentiment durable de sécurité chez les représentants britanniques, fait qui a trop souvent été négligé.

Que le Gouvernement britannique ne fut pas rassuré par la visite à Bordeaux, d'Alexander, Pound et Lloyd nous en avons une autre preuve, le 21 juin. Ce jour-là, l'Amirauté française donna plusieurs fois l'ordre aux bâtiments français qui se trouvaient dans les ports britanniques de prendre la mer. Mais les Britanniques ne le permirent pas — l'amiral James ferma le port de Portsmouth sous le prétexte que l'ennemi avait posé des mines et donna l'ordre d'empêcher les navires français de quitter le port par la force s'ils le tentaient (2).

Ainsi, le 21 juin, la situation se présentait comme suit : la France était résolue à conserver le contrôle de sa flotte, sans la livrer aux Allemands et sans l'envoyer dans des ports britanniques. Le 20 juin, de la façon la plus positive, Darlan avait donné l'ordre d'empêcher les navires de tomber aux mains de l'ennemi « quels que soient les ordres reçus » (3). De plus, les unités de la marine militaire française avaient en fait échappé à tout danger immédiat. Mais, par ailleurs, le Gouvernement britannique n'était pas satisfait des assurances reçues de la France. A ce point du récit, Hitler et Mussolini vont entrer en scène.

* * *

Lorsque Hitler et Mussolini se rencontrèrent à Munich le 18 juin, pour discuter des conditions à offrir à la France, le *Duce* inclinait à la sévérité, disant même que la flotte devait être livrée. Toutefois, Hitler était partisan de la modération, voulant que s'établit, « en territoire français, un Gouvernement français qui serait partie à des négociations. Cette solution serait bien préférable à la possibilité d'un rejet des propositions allemandes par le Gouvernement français et de la fuite de ce

(1) ADAM, p. 300. « Brown » est le nom sous lequel Lloyd désigne Lebrun.

(2) Messages de l'Amirauté française de 0927 hrs, 1552 hrs, 1727 hrs, 1900 hrs, 21 juin 1940, *Évén. Rapport*, pp. 455-457 ; JAMES, p. 65 ; cf. KAMMERER, *Flotte française*, pp. 94, 238.

(3) Message reproduit dans *Évén. Rapport*, p. 454.

Gouvernement à l'étranger, à Londres, pour y continuer la guerre ». Hitler se préoccupait particulièrement du sort de la flotte française :

Le Führer expliqua en détail combien le potentiel militaire britannique serait accru si la flotte française était mise à la disposition de la Grande-Bretagne... Mieux valait donc essayer d'aboutir à un accord avec le Gouvernement français sur la neutralisation de la flotte. Cette neutralisation pourrait s'opérer en désarmant les bâtiments dans des ports français sous le contrôle de l'Italie ou de l'Allemagne et afin d'obtenir l'acceptation de la France, l'Allemagne pourrait donner la garantie que toute la flotte serait restituée à la France à la conclusion de la paix.

Il pensait que la France serait « très soupçonneuse » et il était prêt à envisager une neutralisation dans des ports espagnols si cette solution lui paraissait plus acceptable. Hitler terminait en répétant : « Il faut, avant tout, empêcher la flotte française de gagner l'Angleterre. Il avait conçu son projet de neutralisation dans ce but. Ce serait aussi une bonne solution si la flotte française se sabordait elle-même. » En dépit de ses vues jusqu'alors, Mussolini se rangea à l'avis du Fuehrer (1).

A la suite de cette rencontre et d'un nouvel entretien entre Hitler et l'amiral Raeder (2), les conditions de l'armistice en ce qui concernait la flotte se trouvèrent fixées. Quoi qu'elles soient bien connues, il est peut-être utile de les reproduire ici.

Art. 8. — La flotte de guerre française, à l'exception de la partie qui est laissée à la disposition du Gouvernement pour la sauvegarde des intérêts français dans son Empire colonial, sera rassemblée dans des ports à déterminer et devra être démobilisée et désarmée sous le contrôle de l'Allemagne ou respectivement de l'Italie. La désignation de ces ports sera faite d'après les ports d'attache des navires en temps de paix. Le Gouvernement allemand déclare solennellement au Gouvernement français qu'il n'a pas l'intention d'utiliser pendant la guerre à ses propres fins la flotte de guerre française stationnée dans les ports sous contrôle allemand, sauf les unités nécessaires à la surveillance des côtes et au dragage des mines.

Il déclare, en outre, solennellement et formellement, qu'il n'a pas l'intention de formuler de revendications à l'égard de la flotte de guerre française, lors de la conclusion de la paix. Exception faite de la partie de la flotte de guerre française à déterminer qui sera affectée à la sauvegarde des intérêts français dans l'Empire colonial, tous les navires de guerre se trouvant en dehors des eaux territoriales françaises devront être rappelés en France.

(1) *Documents on German Foreign Policy*, D, IX, n° 479 (mémorandum sur les entretiens entre Hitler et Mussolini du 18 juin 1940). On doit ajouter que la connaissance des intentions de Hitler qui ne pensait pas à s'emparer de la flotte pour l'utiliser à ses propres fins, mais était pénétré de la nécessité de l'empêcher de tomber aux mains des Britanniques n'est d'aucune utilité lorsque l'on examine l'attitude des Gouvernements français et britannique à l'époque. Aucun des deux Gouvernements ne connaissait ces intentions et tous deux étaient convaincus que les Allemands essaieraient de s'emparer des bâtiments de guerre.

(2) *Fuehrer Conferences*, 1940, p. 58.

En temps de paix, les ports d'attache des deux tiers de la marine de guerre française étaient Lorient, Brest, Cherbourg et Dunkerque, tous dans la zone d'occupation définie par l'armistice. Deux autres articles de l'armistice étaient significatifs quant au sort réservé à la flotte française. L'exécution des conditions devait être contrôlée par une Commission allemande d'armistice à laquelle était rattachée une Délégation française, et le dernier article stipulait que l'Allemagne pourrait dénoncer l'armistice à n'importe quel moment si la France ne remplissait pas ses obligations (1).

Ces conditions furent présentées le 21 juin. Le Gouvernement français demanda immédiatement que certaines modifications leur fussent apportées et qu'en particulier l'article 8 fût modifié de façon à permettre aux navires de guerre de se rendre dans des ports africains après leur démobilisation sous contrôle allemand ou italien.

A Compiègne, le chef de la Délégation française, le général Huntziger motiva cette requête en déclarant que dans les ports de l'Atlantique ou de la Manche les navires seraient exposés aux attaques aériennes britanniques ; en fait, les Français essayaient de mettre leur flotte à l'abri d'un coup de main allemand. La réponse allemande fut remise le 22 juin. Puisque ce document est important pour éclairer les controverses excitées par cet épisode, il doit être reproduit en entier.

Le général Keitel répondit qu'il considérait les conditions contenues dans l'article 8 comme une offre très généreuse de la part du Gouvernement allemand et de la Wehrmacht allemande. La mise à exécution des points de détail, des mesures visant à la protection de la flotte française démobilisée contre les attaques aériennes en particulier, incombait à la Commission d'Armistice. Il devait constater avec regret que la Délégation française semblait perdre de vue la générosité de l'offre dans son ensemble pour s'engager dans des discussions d'intérêt secondaire sur des points séparés. Il n'était donc pas nécessaire de modifier officiellement le texte du traité et la Délégation allemande refusa de faire droit à la demande de la France.

Un mémorandum allemand, apportant « des notes explicatives au traité d'armistice » donne à la réponse sa forme définitive :

L'envoi des navires dans des ports d'Afrique du Nord ne fut pas autorisé et l'on resta fidèle au texte du traité. D'autre part, il fut mis en évidence que l'obligation de diriger les bâtiments sur leurs lieux de stationnement en temps de paix n'était pas absolue. La Commission d'Armistice se réservait le droit d'ordonner qu'il fût fait exception à cette règle en des cas où il existait des motifs de le faire (2).

Cette réponse laissait la porte entrouverte à des négociations avec la Commission d'Armistice et nous reviendrons plus tard sur ce que nous

(1) Texte du traité d'armistice dans : *Documents on German Foreign Policy*, D, IX, n° 523 ; texte français dans *La délégation française auprès de la Commission allemande d'Armistice*, vol. I (Paris, 1947), pp. 1-8. Cf. Kammerer, *Flotte française*, pp. 122-123.

(2) *Documents on German Foreign Policy*, D, IX, nos 522, 524. Cf. Weygand, *Rappelé*, pp. 259-260 ; Baudouin, pp. 196-199 ; Bouthillier, I, pp. 105-107 ; Charles-Roux, pp. 83-86.

savons de celles-ci. Entre temps, toutefois, l'armistice franco-allemand fut signé tel qu'il était, l'article 8 restant ce qu'il était lorsque les Allemands l'avaient présenté pour la première fois (1). Les affirmations faites dans la suite selon lesquelles l'Allemagne avait accepté le stationnement de la flotte dans les ports nord-africains étaient dénuées de fondement (2).

* * *

Maintenant se pose la question de savoir quand et comment l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Bordeaux fut informé des conditions allemandes et, sur ce point les contradictions familières des témoignages peuvent être brièvement résumées. Selon Baudouin, l'ambassadeur fut tenu au courant de tous les détails des négociations durant la nuit du 21 au 22 juin et la journée du 22. Charles-Roux, par ailleurs, affirme que lorsqu'il rencontra Campbell dans l'après-midi du 22, celui-ci n'avait pas encore eu connaissance des conditions d'armistice et vit les textes cet après-midi là lors de cette rencontre, pour la première fois. En cette occasion. Charles-Roux était accompagné d'André François-Poncet qui a confirmé ses dires (3). Si, comme ceci le démontre clairement, la version de Charles-Roux est la bonne, un nouveau coup avait été porté à la confiance qui pouvait exister encore entre les Gouvernements français et britannique. De plus, lorsque Campbell eut quitté Bordeaux cette nuit là et que l'ambassadeur de France à Londres eut démissionné à la suite de la signature de l'armistice, les contacts entre les deux Gouvernements devinrent beaucoup plus difficiles (4).

La position de la Grande-Bretagne à l'égard des conditions de l'Allemagne et du Gouvernement français qui les avait acceptées fut bientôt définie. Dans une déclaration, Churchill disait le 23 juin que son Gouvernement avait appris « avec chagrin et stupéfaction » que les conditions

(1) Il n'entra en vigueur que lorsque l'armistice avec l'Italie fut lui aussi conclu ; les clauses navales de cet armistice correspondaient à celles de l'armistice avec l'Allemagne.

(2) Biddle envoyait ce message à Washington, le 22 juin, « En ce qui concerne la flotte : je suis sincèrement inquiet. Baudouin a dit que les Allemands avaient « consenti » à autoriser le maintien d'équipages français et l'envoi de la flotte dans les ports africains. Je l'ai forcé toutefois à admettre que la flotte doit d'abord rejoindre les ports de la France métropolitaine pour y être désarmée sous contrôle allemand. Tout en insistant qu'en cas de mauvaise foi allemande, à la dernière minute, les navires seraient sabordés, la valeur d'une telle sauvegarde de dernière heure semble pitoyablement mince » (Langer et Gleason, *Challenge*, p. 561). Depuis la guerre, Auphan (*Grimaces*, p. 257) ; Bouthillier (I, p. 110) ; Docteur (*Darlan, amiral de la flotte*, Paris, 1949, p. 80) et Lebrun (*Évén. Tém.*, IV, p. 1024), ont répété que les Allemands avaient accepté le 22 juin, que la flotte fut stationnée en Afrique du Nord et Benoist-Méchin (*Soixante jours*, II, p. 435), accepte cette interprétation.

(3) Baudouin, pp. 197-99, 201, 202 ; Charles-Roux, pp. 86-90 ; Kammerer, *Flotte française*, pp. 107-111, utilisant des renseignements corroboratifs de François-Poncet.

(4) La question de savoir si Campbell quitta Bordeaux de sa propre initiative ou non a donné lieu à des controverses ; cet épisode reste toujours obscur. Voir Baudouin, pp. 202-203 ; Charles-Roux, pp. 90-91 ; Halifax à Baudouin, 10 juillet 1940, *Évén. Rapport*, pp. 432-434. La démission de Corbin fut connue à Bordeaux le 23 juin, Charles-Roux, pp. 63-64.

avaient été acceptées, ce qui signifiait que « toutes les ressources de la marine de guerre et de l'Empire français allaient passer rapidement aux mains de l'adversaire pour être utilisées à ses fins » (1). Dans d'autres déclarations, il était affirmé que les conditions d'armistice plaçaient le Gouvernement de Bordeaux dans un état de complète dépendance à l'égard de l'ennemi et que le Gouvernement britannique reconnaîtrait un *Comité national provisoire français* qui était en train de se former à Londres (2). Dans ces déclarations se faisait jour une attitude très défavorable à l'égard de l'armistice, à l'égard des clauses navales en particulier.

Le 23 juin, se raccrochant à un dernier espoir, Alexander et Pound adressèrent chacun un message à Darlan, demandant que la flotte française soit envoyée dans des ports britanniques, s'il fallait qu'elle cessât le combat. Il ne fut pas reçu de réponse et comme nous l'avons vu, les Français ne voulaient pas entendre parler d'une telle mesure à ce moment (3). Toutefois, les précautions prises par la France pour prévenir la saisie de ses navires furent poursuivies et même intensifiées. Ainsi des ordres donnés par Darlan le 22 juin précisaient la manière dont devait s'organiser, à bord de chaque navire, « une équipe déterminée », chargée de le saborder si nécessaire (4). Dans un autre message, très important, expédié le 24 juin, il était souligné, qu'aux termes de l'armistice, les navires de guerre devaient rester en la possession de la France et si l'ennemi voulait en décider autrement, ordre était donné aux navires de se rendre aux États-Unis ou de se saborder sans que fussent nécessaires de nouveaux ordres (5). Il est important que ce message n'ait pas été connu du Gouvernement britannique bien qu'il fut transmis à la mission navale française à Londres (6). Le Gouvernement britannique ignora ainsi l'existence de cette preuve de la ferme intention de l'Amirauté et du Gouvernement français de se prémunir contre une violation de l'armistice et d'empêcher leurs navires d'être saisis par un coup de main.

Par ailleurs, le Gouvernement britannique continuait à recevoir de la France des assurances pour le convaincre que ses vues sur l'armistice étaient erronées. Le 23 et le 24 juin, dans les messages de Baudouin,

(1) Texte de la déclaration, *Times*, 24 juin 1940.

(2) Textes dans C. DE GAULLE, *The Call to Honour*, *Documents* (Londres 1955), p. 14.

(3) A. KAMMERER, *Mers-el-Kébir* (Paris, 1945), p. 78 ; renseignement de Lord Alexander of Hillsborough.

(4) Texte complet dans G. ROBERT, *La France aux Antilles de 1939 à 1943* (Paris, 1950), pp. 40-42 ; le § 4, d'une importance primordiale, est reproduit dans *Évén. Rapport*, p. 459.

(5) Texte dans *Évén. Rapport*, p. 466.

(6) Kammerer écrit que le message fut communiqué à l'Amirauté britannique par l'amiral Odend'hal, chef de la mission navale française, le 25 juin (*Flotte française*, p. 119). PLAYFAIR (I, pp. 137-138), et BUTLER (II, p. 220), indiquent qu'il ne fut pas connu du Cabinet. Reste obscure la question de savoir pourquoi. Peut-être, comme le pense Cunningham, aucun des officiers de liaison français n'en laissa une copie à l'Amirauté, ou l'importance du message échappa-t-elle à la personne à qui il fut remis (*Lettre de Lord Cunningham à l'auteur*).

Lebrun et Darlan, étaient répétés et soulignés les engagements déjà pris, selon lesquels les navires de guerre français ne seraient jamais utilisés contre la Grande-Bretagne. Reynaud fut aussi autorisé à expédier à Churchill un télégramme personnel l'assurant que la flotte était à l'abri de toute attaque (1). A Londres, ces messages restèrent sans effet.

Le Cabinet britannique qui tient trois fois séance le 24 juin, redoutait que les Allemands ne transportassent des troupes en Afrique du Nord par avion dès que l'armistice avec l'Italie serait conclu. Il jugeait nécessaire de s'assurer la possession des quatre grands navires modernes ou du moins d'obtenir la certitude qu'ils étaient sabordés. A un moment donné, il fut décidé d'envoyer un ultimatum à Bordeaux pour exiger que les navires fussent sabordés dans un délai déterminé, mais cette décision fut ajournée car l'on craignait de subir des pertes au cours d'une attaque contre l'escadre française de Mers-el-Kébir qui comprenait deux des vaisseaux de ligne cuirassés, le *Dunkerque* et le *Strasbourg* (2).

Le 25 juin, faisant allusion à l'article 8 de l'armistice franco-allemand, Churchill déclarait dans un discours aux Communes : « Il ressort clairement de ce texte qu'aux termes de l'armistice les navires de guerre français avec tous leurs armements passeraient sous contrôle italien ou allemand ; nous notons naturellement dans le même article la déclaration solennelle du Gouvernement allemand selon laquelle il n'a pas l'intention de les utiliser à des buts de guerre. Quelle est la valeur de cette déclaration ? Interrogez une demi-douzaine de pays sur la valeur d'une telle assurance. » Et il terminait ses observations à ce sujet en soulignant qu'à tout moment, sous un prétexte quelconque, les Allemands avaient le droit de déclarer l'armistice nul et non avenu (3).

* * *

Entre temps se poursuivaient les tentatives de la France pour obtenir une modification des clauses navales, et le 27 juin, l'Amirauté française télégraphiait à Londres que le texte de l'armistice ne pouvait bien se comprendre si l'on ne connaissait pas ces négociations. En particulier, continuait le message, il est probable que la requête française demandant l'immobilisation des bâtiments de guerre dans les ports non occupés sera favorablement accueillie. L'Amirauté britannique était invitée à ne pas juger l'armistice avant la fin des entretiens (4).

Mais déjà il se faisait tard. Le 27 juin, le Cabinet britannique décida

(1) Baudouin à Halifax, *Évén. Rapport*, pp. 434-435 ; Lebrun au roi George VI, *Évén. Tém.*, IV, p. 1029 ; Reynaud à Churchill, Reynaud, *La France*, II, p. 394 (Tous le 23 juin 1940) ; Darlan à la mission navale française, 24 juin 1940, *Évén. Rapport*, p. 466.

(2) Butler, II, p. 221.

(3) *House of Commons Debates*, 5th. series, vol. 362, col. 304-305.

(4) Amirauté française à mission navale, Londres, 27 juin 1940, *Évén. Rapport*, p. 472. Varillon dit, p. 85, qu'il n'arriva que le 29 à Londres. Voir ci-dessous, p. 35, l'opinion du Cabinet britannique au sujet de cette requête.

que la force serait utilisée, s'il était nécessaire, pour empêcher les navires de guerre français de rejoindre leurs ports d'attache. A l'escadre française de Mers-el-Kébir seraient présentées des propositions devant apporter l'assurance qu'elle ne tomberait pas aux mains de l'ennemi et si celles-ci étaient repoussées, l'escadre serait attaquée. Il fut déclaré à l'amiral James, à Portsmouth, qu'il faudrait probablement capturer les navires français. L'on supputait les risques de cette opération : le 28 juin, Churchill demanda à l'Amirauté de lui fournir une « appréciation des conséquences qu'elle entraînerait probablement : attitude hostile de la France, capture par l'Allemagne et l'Italie de tous les bâtiments de la marine de guerre française sur lesquels nous n'aurons pu mettre la main ». Vers le 29 juin, les plans d'une opération contre la flotte française en étaient à un stade avancé. James se rendit à Londres pour assister à l'Amirauté « à une séance solennelle » à cela consacrée, et à Alexandrie, Cunningham fut informé qu'une opération contre l'escadre qui s'y trouvait serait peut-être entreprise, aussi bien qu'à Mers-el-Kébir. Cunningham s'éleva contre ces projets. Il était convaincu que les Français ne livreraient pas leurs navires à l'ennemi ; il pensait qu'en Syrie ou Somalie, par exemple, on s'aliénerait les Français encore animés de sentiments amicaux envers le Grande-Bretagne ; et il prévoyait qu'une bataille engagée dans le port d'Alexandrie aurait des conséquences désastreuses à tous points de vue. Mais, de même que les représentations de Bordeaux, ces protestations furent sans effet à Londres où le cabinet resta inébranlable dans sa volonté (1).

Ainsi des décisions fermes et importantes étaient prises à Londres au moment où les négociations engagées par la France au sujet de l'armistice commençaient à porter des fruits. C'est le 30 juin, que l'Amirauté française envoya à la mission navale de Londres le télégramme suivant :

> Gouvernement italien autorise stationnement de la flotte à demi-effectif à Toulon et Afrique du Nord. — Stop. — J'ai ferme espoir qu'il en sera de même du Gouvernement allemand dont réponse est attendue. — Stop. — Dans ces conditions, tous les prétextes anglais pour bloquer nos forces tombent et je vous prie d'insister pour que nos bâtiments de guerre et de commerce soient libérés (2).

Ainsi sous la réserve de l'accord de l'Allemagne, l'Italie avait consenti à ce que les navires de guerre soient stationnés dans des ports situés hors de la zone d'occupation comme la France l'avait demandé. Le message ne précisait pas si les bâtiments se rendraient immédiatement dans les ports qui venaient de faire l'objet de l'accord ou s'ils seraient auparavant démobilisés ailleurs, sous le contrôle des puissances de l'Axe, mais du

(1) Butler, II, p. 221 ; Playfair, I, pp. 131, 138-139 ; James, p. 65 ; Churchill à Ismay, 28 juin 1940, Churchill, II, pp. 564-565 ; Cunningham, pp. 243-246, où nous trouvons le texte d'un message adressé le 30 juin à l'Amirauté et exposant ses objections.

(2) *Évén. Rapport*, p. 473.

point de vue français, c'était, en tout cas, un gros résultat acquis.

Il reste à savoir si les Allemands donnèrent leur agrément à ces dispositions et sur ce point important les témoignages ne sont pas concluants. Le 1er juillet, Huntziger, devenu le chef de la *Délégation française auprès de la Commission allemande d'armistice*, écrivait :

> Désistement de la Commission allemande au profit de la Commission italienne d'armistice de toutes questions relatives aux unités de la marine de guerre ou des bâtiments de commerce en Méditerranée, mer Rouge, ou dans le golfe d'Aden (1).

Le sens précis de ce message échappe, d'autant plus que la phrase suivante du rapport Huntziger indiqua que Cherbourg et Dunkerque ne figuraient pas parmi les ports où les unités de la marine de guerre seraient désarmées, mais ne mentionnait pas Brest ou Lorient, autres bases navales occupées par les Allemands. Il faut dire, qu'en fait, presque tous les bâtiments importants de la flotte se trouvaient dans la Méditerranée (exception faite du *Richelieu* qui était à Dakar, du *Jean-Bart* à Casablanca et du porte-avions *Béarn* à la Martinique). Il est en tout cas raisonnable de voir dans le rapport Huntziger, l'indication que l'Allemagne avait donné son agrément aux concessions de l'Italie.

Mais quelle que soit la bonne interprétation, cet épisode s'avéra dans la suite sans importance. Il ne semble pas en effet que le Gouvernement britannique ait connu ces transactions. Selon le général Playfair, historien officiel, « seule une version déformée » du message de l'Amirauté française du 30 juin (annonçant les concessions italiennes) parvint à l'Amirauté britannique (2). La déclaration allemande du 1er juillet ne fut faite que le jour même où, comme nous allons le relater, se tenait une séance décisive du Cabinet britannique. De plus, même si ces modifications avaient été connues du Gouvernement britannique, il semble improbable que ses décisions aient été affectées. Nous avons vu déjà que le Cabinet britannique considérait les ports nord-africains eux-mêmes comme n'étant pas à l'abri des forces allemandes aéroportées (3). Et en ce qui concerne Toulon, Churchill écrivit plus tard à Alexander au cours de la même année : « Toulon nous est toujours apparu comme un port contrôlé par l'ennemi. Ce fut pour cette raison que les plus grands efforts furent déployés, malheureusement sans résultat, pour empêcher le *Strasbourg* de gagner Toulon (4). » Il semble donc que le Gouvernement britannique n'aurait pas jugé le stationnement des bâtiments de guerre français en Afrique

(1) *Délégation française*, I, p. 27 ; cf. M. Vernoux, *Wiesbaden 1940-1944* (Paris, 1954), p. 58.

(2) Playfair, I, p. 137 ; Kammerer déclare que le message arriva à Londres le 1er juillet (*Flotte française*, p. 134).

(3) Voir plus haut, p. 31.

(4) Churchill à Alexander, 2 nov. 1940. Churchill, II, p. 456. Il est fait allusion à la fuite du *Strasbourg* de Mers-el-Kébir, le 3 juillet.

du Nord et à Toulon comme une garantie suffisante contre leur capture par les Allemands (1).

C'est le 1er juillet, que le Gouvernement britannique reprit une décision définitive. Il examina la requête française du 27 juin, demandant qu'aucun jugement ne fut porté sur l'armistice avant que le résultat des négociations avec les puissances de l'Axe ne fut connu et décida de n'en pas tenir compte, considérant que ces négociations n'avaient aucune importance réelle, car si les Allemands voulaient s'emparer des navires, ils le feraient. Le Gouvernement eut connaissance de l'opinion unanime des chefs d'état-major selon laquelle, étant donné la nécessité de concentrer les forces navales autour de la Grande-Bretagne, il ne restait pas de bâtiments de guerre pour surveiller les navires dans les ports où ils étaient stationnés et qu'il fallait lancer contre eux une opération le plus tôt possible. C'est ainsi que fut décidée l'opération connue sous le nom de *Catapult*. Ce jour-là déjà, à 2 h 25 du matin, ordre avait été donné à l'amiral Somerville, qui assumait le commandement dans la zone critique de Mers-el-Kébir, d'être prêt à agir le 3 juillet. Somerville répondit par télégramme qu'à son avis et à celui de ses officiers, il fallait éviter « à tout prix » de recourir à la force. Mais un nouveau télégramme fut expédié le même jour à 18 h 20 ainsi rédigé. « Le Gouvernement de Sa Majesté britannique désire formellement que les navires soient coulés si les Français n'acceptent aucune des solutions proposées (2). »

* * *

Ainsi, le 3 juillet, les bâtiments de guerre français qui se trouvaient dans les ports britanniques furent saisis et à la suite du rejet d'un ultimatum, fut lancée contre l'escadre française de Mers-el-Kébir une attaque dont l'issue lui fut fatale.

Du récit des événements précédant ce jour marqué par le destin qui vient d'être fait quelles conclusions tirer ?

Depuis longtemps il est reconnu que la détermination de Darlan de conserver la flotte sous l'autorité de la France était sans failles et ses ordres répétés en sont le témoignage durable. Il est certain aussi que ses vues bénéficiaient de l'appui du Gouvernement français qui n'avait pas l'intention de laisser les navires tomber aux mains de l'ennemi. Si, à cet aspect de l'affaire est accordée une place relativement restreinte, c'est parce qu'il est bien connu et non parce que son importance est mise en doute.

(1) Cf. un message de Odend'hal à Darlan le 27 juin, où celui-ci déclare que Pound lui avait dit qu'il espérait que les navires français resteraient dans les ports nord-africains mais avait ajouté que la Grande-Bretagne « ne peut pas courir le risque que la flotte française réfugiée dans des ports occupés ou risquant de l'être, se fasse prendre par surprise et soit utilisée ensuite contre l'Angleterre » (KAMMERER, *Flotte française*, pp. 134-35, et aussi VARILLON, pp. 85-86). Il semble que ce soit précisément la question des ports *risquant* d'être occupés qui ait été jugée importante par le Gouvernement.

(2) BUTLER, II, p. 222 ; CHURCHILL, II, p. 208.

Du côté britannique, ce qui frappe c'est d'une façon générale la constance de la ligne suivie par le Gouvernement britannique durant la crise. Telle qu'elle se dégageait des télégrammes du 16 juin, sa position selon laquelle les assurances reçues de la France au sujet de sa flotte ne suffisaient pas, resta inchangée, même si les télégrammes eux-mêmes étaient temporairement retirés. Quel que fut l'effet rassurant de la visite des ministres britanniques à Bordeaux, les 19 et 20 juin, il fut de courte durée. Et lorsque les conditions de l'armistice furent connues, la position du Gouvernement britannique ne fut plus susceptible d'être modifiée. Les conseils des amiraux Cunningham et Somerville ne purent ébranler le Cabinet et les assurances répétées de la France tombèrent dans l'oreille d'un sourd. Il est évident que le Gouvernement britannique ne croyait ni à la capacité de la France d'empêcher sa flotte de tomber aux mains de l'ennemi, ni même à sa détermination de s'y employer.

Dans le déroulement de la crise, ce manque de confiance est très important. On en eut conscience à l'époque, à Bordeaux : Baudouin télégraphia à Londres, le 23 juin : « Nous avons eu tous ces jours-ci le sentiment pénible... que nos déclarations solennelles ne recevaient pas la confiance totale à laquelle elles avaient droit (1). » Dans la mesure où il s'agit d'un manque de confiance dans la résolution de la France, ceci est certainement le reflet des craintes et des suspicions éprouvées à l'égard du gouvernement Pétain et de sa politique, aussi bien qu'au sujet de la flotte en particulier.

Ces inquiétudes se fondaient en partie sur des faits. La France avait demandé un armistice sans consulter la Grande-Bretagne ; les conditions d'armistice avaient été communiquées à Campbell avec du retard ; le 23 juin, Laval, qui inspirait la méfiance, entrait au Gouvernement.

Elles se fondaient aussi, comme il arrive souvent, non sur ce que les faits étaient en réalité, mais sur ce que l'on croyait être les faits. Ainsi l'ultimatum remis à l'amiral Gensoul à Mers-el-Kébir affirmait : « Le Conseil des Ministres a déclaré le 18 juin, qu'avant la capitulation de l'armée de terre, la flotte française se joindrait à la flotte britannique ou se saborderait. » Si, sans nul doute, ce fait fut tenu pour vrai à l'époque, cela ne correspondait pas à la réalité (2). De même, Lord Lloyd, qui croyait que le Gouvernement français en entier se préparait à gagner Alger, n'avait qu'à moitié raison : en fait semble-t-il la moitié des membres du Gouvernement seulement devaient gagner cette ville. Dans les deux cas l'on conclut que les Français étaient revenus sur leur parole : « Brown et Pétain ont à nouveau tourné casaque », devait dire Lord Lloyd.

Dans une certaine mesure aussi, les craintes de la Grande-Bretagne durent être causées par des impressions générales : l'impression provoquée par l'effondrement de la résistance de la France et de la volonté de

(1) Baudouin à Halifax, 23 juin 1940, *Évén. Rapport*, pp. 434-435.
(2) Voir Butler, II, pp. 223-224, et cf. ci-dessus, pp. 20-21.

continuer la lutte ; les impressions rapportées de France par Spears et d'autres ; l'état d'esprit créé par des circonstances désespérées au milieu desquelles l'on ne pouvait peut-être faire confiance à personne lorsqu'il s'agissait d'une affaire d'importance aussi vitale que le sort de la flotte française. Enfin, ces craintes étaient aussi expliquées dans une certaine mesure par l'ignorance, car les ordres explicites donnés par Darlan à la flotte n'étaient pas connus du ministère britannique. Cela est naturellement d'une importance cruciale, lorsque nous jetons un regard en arrière sur ces événements, car les témoignages dont nous disposons maintenant montrent que les doutes britanniques quant à la résolution de la France étaient sans fondement. Toutefois, ces doutes ne semblent pas déraisonnables si nous considérons ce que l'on croyait et savait à l'époque.

De plus, même si les Britanniques n'avaient pas douté des intentions de la France, ils auraient pu se demander si celle-ci était *à même* d'empêcher les Allemands d'attaquer leurs navires avec succès. L'on ne doutait pas de l'aptitude de l'Allemagne à agir rapidement et sans ménagements et, dans les circonstances d'alors, les Britanniques n'avaient pas tout à fait tort de penser que la résistance française eût été vaine.

Ces doutes quant aux intentions et aux possibilités du Gouvernement français expliquent, pour une bonne part, l'attitude du Gouvernement britannique. Nous devons aussi l'expliquer par des considérations qui peuvent être indiquées brièvement, mais méritent d'être fortement mises en relief. La supériorité maritime, dans la Manche en particulier, était à l'époque pour la Grande-Bretagne et d'autres nations, une question de vie ou de mort. Dans ces conditions, l'on ne pouvait même admettre la possibilité de voir la flotte française tomber au pouvoir de l'ennemi.

Les principaux éléments de cette tragique affaire apparaissent donc clairement. Les Français étaient résolus à mettre leur flotte en sûreté et croyaient avoir atteint ce but. Les Britanniques n'avaient pas cette confiance ; pour eux, l'enjeu était trop grand pour prendre des risques. Des deux côtés le dossier de la défense est impressionnant et c'est d'une opposition entre le droit et le droit que naquit la tragédie d'un conflit armé entre deux anciens Alliés.

P. M. H. Bell,
Université de Liverpool.

LA « RECONNAISSANCE » DU C.F.L.N.

(QUÉBEC, AOUT 1943)

L'un des tout premiers actes collectifs du *Comité français de Libération nationale* avait été, après sa formation en juin 1943, de demander aux Nations Unies, de le reconnaître comme « l'organisme ayant qualité pour diriger l'effort de guerre français dans le cadre de la coopération interalliée », et comme « l'organisme ayant qualité pour prendre soin de tous les intérêts français et assurer leur défense ». Le nouveau Comité était doté de pouvoirs administratifs étendus sur les forces armées françaises qui étaient étroitement soumises à son autorité, mais toutefois il ne pouvait pas, s'il n'était pas reconnu, jouer de rôle important dans la Libération de la France ; il fallait qu'il fut reconnu, en particulier par la Grande-Bretagne et les États-Unis, comme ayant qualité pour remplir les fonctions qu'il estimait devoir être les siennes. Sa reconnaissance signifiait qu'il faudrait consulter le Comité sur toutes les questions concernant la France et son Empire dont tous éléments constitutifs, l'Indochine exceptée, reconnaissaient maintenant l'autorité du C.F.L.N. (La Martinique, dernière partie de l'Empire à être restée loyale à Pétain, s'était ralliée en juillet.) Si les États-Unis reconnaissaient le Comité, cela signifierait que Washington était disposé à abandonner la politique qui consistait à conclure des accords locaux avec les divers gouverneurs français.

De plus, la reconnaissance signifiait que le C.F.L.N., bien que n'étant pas admis au rang de *Gouvernement provisoire*, pouvait justifier devant les Alliés, la prise en charge des prérogatives de l'administration française conformément aux traditions de la *Troisième République*. Une de ces traditions, profondément établie dans les mœurs républicaines depuis l'affaire Dreyfus, voulait que le commandement militaire fut subordonné à l'autorité civile. De la sorte, si Washington reconnaissait le C.F.L.N., il serait difficile aux Américains d'expliquer pourquoi ils tenaient à négocier non avec le Comité, mais avec le Commandant en Chef, le général Giraud. Plus important encore, la reconnaissance serait un premier pas vers l'envoi de représentants du C.F.L.N. aux séances des Comités alliés et des organisations chargées d'établir des plans et peut-être vers leur participation aux délibérations stratégiques consacrées aux futures campagnes. Il serait difficile aux Alliés d'établir les plans d'une invasion de la France, tout en tenant à l'écart les délégués de l'organisme qui avait été reconnu comme représentant la France. Lorsqu'en juillet et août, les Alliés entamèrent leurs négociations secrètes avec Badoglio, de Gaulle fut très froissé d'être

exclu des discussions, non seulement parce que les transactions avec Badoglio ressemblaient aux transactions avec Darlan, mais parce que la France, ayant été attaquée et occupée par Mussolini, estimait que tout accord avec l'Italie l'intéressait au premier chef. Sans doute, la reconnaissance permettrait-elle au C.F.L.N. d'avoir voix au chapitre, lors du règlement avec l'Italie.

L'exécution de tous les accords financiers et économiques, conclus entre de Gaulle, Giraud et les Alliés et la conclusion des accords à venir seraient facilitées par la reconnaissance. De Gaulle et Giraud avaient reçu tous deux des Alliés, une aide *prêt-bail*, des armes, du matériel et des secours financiers : continuer à conclure des accords séparés était manifestement absurde. Une question d'ordre plus général se trouvait aussi posée par la formation du Comité français : la reconnaissance du Comité lui donnerait-elle accès aux avoirs français détenus aux États-Unis ? On estimait que l'or et les avoirs remis à la garde du Trésor américain représentaient plus d'un billion de dollars. Dans ce total, entraient 64 000 000 de dollars réclamés par la Belgique et 228 000 000 dollars réclamés par la Pologne ; si ce qui restait, une fois ces sommes déduites, était mis à la disposition du C.F.L.N., celui-ci pourrait liquider les obligations contractées envers les Alliés et acquerrait une liberté de mouvement considérable et une grande indépendance. Si l'argent français était remis au C.F.L.N., la transaction équivaudrait à sa reconnaissance *de facto* comme *Gouvernement provisoire* ; inversement, la reconnaissance du C.F.L.N. justifierait les revendications qu'il élevait au sujet des avoirs.

Une autre considération très importante pour les Français avait trait aux questions de souveraineté en Afrique du Nord et, après la Libération, en France. L'accord Clark-Darlan se justifiait si l'on y voyait un arrangement de caractère militaire conclu, non avec un Gouvernement, mais avec un chef militaire exerçant le commandement dans une région où ne fonctionnait aucun Gouvernement reconnu. La reconnaissance du C.F.L.N. serait un premier pas vers une modification de l'accord Clark-Darlan et elle amènerait le commandant allié à avoir recours à l'intermédiaire du Comité. Plus importante était la question de la France. Le commandant allié signerait-il, après le débarquement, un accord du genre Clark-Darlan avec une personnalité pétainiste ou avec Pétain lui-même ? Les Alliés établiraient-ils un A.M.G.O.T. — un Gouvernement militaire allié pour territoires occupés — et administreraient-ils le pays sans consulter les représentants de la France ? Les Alliés ignoraient-ils la Résistance ou, sans avoir recours au C.F.L.N., essayeraient-ils de collaborer directement avec elle ? Ces questions pouvaient peut-être se résoudre si, sous une forme ou sous une autre, la reconnaissance intervenait avant que les débarquements n'eussent lieu, en France.

Winston Churchill sentait pleinement la nécessité de reconnaître le Comité sans tarder, mais n'avait pas d'illusions au sujet des difficultés

qu'il rencontrerait à Washington. « Que signifie ce mot : reconnaissance ? », écrivait-il à Roosevelt, le 21 juillet.

« On peut reconnaître quelqu'un comme empereur ou comme épicier. La reconnaissance n'a pas de sens, si une formule n'en précise pas la portée. Avant le départ de de Gaulle pour l'Afrique du Nord et la formation du nouveau Comité, nous n'avions de rapports qu'avec lui et son Comité. Je déclarai ceci devant le Parlement, le 8 juin : « La formation du Comité dont les membres sont collectivement responsables met un terme à la situation créée en 1940 par la correspondance échangée entre le général de Gaulle et moi-même. Désormais, nous n'aurons plus de relations financières ou autres, qu'avec l'ensemble du Comité. » J'étais heureux de ceci, car je préférais avoir affaire à l'ensemble du Comité qu'à de Gaulle seul. En fait, depuis plusieurs mois, je m'employais à convaincre ou obliger de Gaulle à grouper autour de lui un Comité (1). Ce but semble largement atteint. Mac Millan nous a souvent répété que le Comité acquerrait une autorité collective et que de Gaulle n'y faisait nullement la loi. Il nous dit aussi que si le Comité ne réussissait pas à imposer son autorité, ce qui peut se produire si nous le laissons totalement sans appui, de Gaulle deviendrait à nouveau la personnalité qui détiendrait seule tous les pouvoirs, sauf ceux exercés par Giraud sous contrôle américain en Afrique du Nord et à Dakar. Il nous recommande vivement de reconnaître le Comité sous une forme ou une autre. Il nous fait savoir qu'Eisenhower et Murphy sont d'accord avec lui là-dessus... »

Dans ses *Mémoires*, Churchill publie un document très intéressant qu'il établit pour définir la ligne qu'à son avis devait suivre la politique britannique. Il s'y avoue très inquiet de constater combien le comportement de de Gaulle lui avait aliéné les Américains et il note que ce comportement « a rendu très hostiles à son égard non seulement M. Hull, mais aussi le Président ». A son avis, la solution serait de submerger de Gaulle dans le Comité et de procurer aux éléments civils l'occasion de donner la mesure de leur valeur. Bien que traiter avec le C.F.L.N. en tant qu'autorité *de facto*, soit nécessaire, tous efforts visant à lui accorder la reconnaissance *de jure* ou même tout emploi du mot « reconnaissance » indisposerait, pense-t-il, Washington. Churchill fait ensuite des commentaires sur les éléments qui constituent la base durable de sa politique. Il espère qu'après la guerre, la France sera forte :

« J'ai souvent affirmé que les intérêts supérieurs de la Grande-Bretagne veulent que la France soit forte après la guerre et je n'hésiterai pas à défendre mon point de vue. Je crains que l'anti-gaullisme du Gouvernesent de Washington ne s'accentue et ne devienne nettement un sentiment anti-français. »

Il craint aussi que, si les Alliés occidentaux tiennent le Comité français à distance, l'Union soviétique néanmoins ne le reconnaisse et que le Comité n'oriente sa politique vers la Russie. Pour éviter cela, Churchill est prêt à beaucoup de choses, sans toutefois aller jusqu'à provoquer une rupture avec les États-Unis : même si la Russie reconnaît de Gaulle, « nous devons souhaiter quand même calquer notre attitude sur celle des États-Unis ».

Churchill avait eu raison de penser que les démarches faites pour

(1) To put himself in commission.

obtenir de Washington la reconnaissance sous une forme ou sous une autre susciteraient des résistances. Le secrétaire d'État Hull considérait les activités du Comité avec une suspicion qui égalait celle du Président qui, au milieu de la crise provoquée au *Département d'État* par les divergences entre Hull et Summer Welles, tenait peu à l'époque à contrarier M. Hull plus qu'il n'était nécessaire. La question de la reconnaissance ayant un aspect politique, Roosevelt ne pouvait guère passer outre au *Département d'État* en soutenant que la politique des États-Unis en Afrique du Nord était essentiellement déterminée par des considérations d'ordre militaire. Hull croyait fermement qu'il fallait attendre, pour reconnaître le Comité, que celui-ci ait fourni de meilleures preuves du concours qu'il apportait à la poursuite de la guerre. Le 25 juin, alors qu'on attendait la venue de Churchill, le *Secrétaire d'État* établit une liste des conditions préalables que le Comité devait, à son avis, remplir avant que put être envisagée sa reconnaissance. Ces conditions étaient les suivantes :

1) Les facilités nécessaires à la poursuite de la guerre seront accordées aux Alliés suivant leurs besoins ;
2) Les facilités d'ordre économique nécessaires à la poursuite de la guerre seront accordées aux Alliés suivant leurs besoins ;
3) Tous les accords précédents resteront en vigueur ;
4) Dans les domaines économiques et politiques et lorsqu'il s'agira de fournir des secours, il appartiendra au Commandant en chef allié de prendre des décisions, en attendant que la situation militaire ne s'améliore ;
5) Dans l'hémisphère occidental (à l'exception de Saint-Pierre-et-Miquelon) et dans toutes les régions où les Américains exercent le commandement allié, il appartiendra au général Giraud de prendre des décisions d'ordre politique, économique et militaire ;
6) Le *Comité français de Libération nationale* n'encouragera pas les personnes hostiles aux Nations Unies ;
7) Le *Comité français de Libération nationale* portera immédiatement à la connaissance du Gouvernement des États-Unis tout engagement qu'il pourrait prendre ;
8) Le Comité confirmera le traité de 1924 sur les droits américains ; il confirmera la garantie d'indépendance donnée au Liban et à la Syrie et conférera certains pouvoirs aux autorités locales.

Tout cela montrait clairement que Churchill et le *Foreign Office* auraient de la peine à faire adopter aux États-Unis une formule approchant de celle qui avait leur faveur.

La première démarche effectuée par la Grande-Bretagne pour amener les États-Unis à établir avec elle une formule de reconnaissance coïncida avec la visite de Giraud à Washington. Les Britanniques proposaient de reconnaître le C.F.L.N. en reprenant les termes que les Français eux-mêmes avaient proposé au début de juin ; dans le texte britannique, toutefois, le Comité était reconnu comme « l'organisme administrant les parties de l'Empire qui reconnaissent son autorité » et non comme « l'organisme prenant soin de tous les intérêts français ». De plus, le Gouvernement de Sa Majesté indiquait clairement : qu' « il comptait que le Comité

lui accorderait toutes les facilités... qui lui seraient demandées... pour la poursuite de la guerre ». Les propositions britanniques furent examinées par Roosevelt, Hull et Leahy qui décidèrent d'établir des contre-propositions indiquant clairement : « que les États-Unis répugnaient à laisser le Comité se mêler de l'effort de guerre allié », mais ils n'avaient aucun désir de presser leur action, du moins durant le séjour de Giraud. Churchill de son côté fut soumis à de fortes pressions, en Angleterre, surtout par des éléments francophiles qui estimaient que le 14 juillet, jour de la fête nationale française, devait être marqué par une manifestation ouverte de soutien. Dans un discours qu'il prononça ce jour-là, René Massigli, alors à Londres pour faire reconnaître rapidement le Comité, souligna que le C.F.L.N. ne prétendait pas devenir un *Gouvernement provisoire*, mais voulait remettre ses responsabilités, à un Gouvernement lorsque la France serait libérée. Toutefois, répondant à des questions posées aux *Communes*, le Secrétaire d'État, Eden, ne put signaler que la question de la reconnaissance eut progressé et expliqua que Massigli se trouvait à Londres pour des questions concernant la France, en Angleterre et en Syrie. Churchill commença à redouter que si l'on ne faisait bientôt quelque chose, la Russie n'agît de son côté, au détriment du prestige anglo-américain et ne reconnut le Comité. Le 21 juillet, il écrivit au Président :

« J'espère donc que vous me ferez savoir : *a)* Si vous pouvez souscrire à notre formule ou à une formule semblable ; *b)* S'il vous serait égal que le Gouvernement de Sa Majesté prit cette initiative séparément. Il ne fait aucun doute pour moi que la première solution serait la meilleure. Il y a au Comité beaucoup d'hommes bien... Catroux, Massigli, Monnet, Georges et naturellement Giraud, qui est arrivé ici hier. Il soulèvera certainement toutes ces questions et indiquera que leur solution est urgente. »

A ce moment, le *Département d'État* avait mis au point une formule exprimant le point de vue américain. Elle était ainsi rédigée :

Les Gouvernements des États-Unis et de la Grande-Bretagne tiennent à indiquer clairement à nouveau leur volonté de coopérer avec tous les patriotes français qui appellent de leurs vœux la Libération du peuple et des territoires français du joug de l'oppression ennemie.

Il a été conclu avec le Commandant en chef français en Afrique du Nord et en Afrique occidentale des accords assurant la continuation du concours des forces armées qu'il commande. Les deux Gouvernements coopéreront avec le *Comité français de Libération nationale* en ce qui concerne les autres questions d'intérêt commun, étant bien entendu que le Comité a été conçu et fonctionnera selon le principe de la responsabilité collective de ses membres, en vue de poursuivre la guerre et non de favoriser des factions.

Ils désirent toutefois, formuler clairement les deux conditions suivantes :

1) La forme de la Constitution et du Gouvernement futurs de la France sera déterminée par le peuple français auquel sera donnée l'occasion de se prononcer en toute liberté ;

2) Les relations avec le Comité seront dirigées par les besoins des commandants alliés dans la poursuite de la guerre.

Ce projet fut envoyé, le 22 juillet, à Churchill en même temps qu'une lettre personnelle du président dans laquelle celui-ci développait son

point de vue. Le président insistait sur le fait que les impératifs militaires avaient le pas sur toutes questions civiles et qu'il fallait posséder d'autres preuves établissant que l'unité régnait au sein du Comité. Il était, bien entendu, disait Roosevelt, qu'en ce qui concerne les questions militaires « les deux Gouvernements traiteront directement avec le commandant en chef français des Forces Françaises. On doit laisser au peuple français le soin de résoudre les questions politiques françaises ».

Le Président continuait :

A mon avis, nous ne devrions jamais employer le mot « reconnaissance », car ce mot déformé laisserait croire que nous reconnaîtrons le Comité comme Gouvernement de la France, dès notre débarquement sur le sol français. D'après moi, le mot « acceptation » de l'autorité locale civile du Comité dans les diverses colonies de façon temporaire conviendrait mieux. Nous devons toutefois conserver et continuer à exercer le droit de traiter directement, dans les colonies, avec les responsables français locaux lorsque l'intérêt de la cause alliée l'exige ainsi. De cette nécessité, la Martinique est un exemple caractéristique.

Churchill pensa que les propositions américaines étaient peu « enthousiastes » ; toutefois, avant que le *Foreign Office* put retoucher le projet, la chute de Mussolini, les perspectives d'une entrevue avec Badoglio et l'éventualité d'une reddition italienne persuadèrent le Premier ministre qu'il convenait qu'Anglais et Américains examinassent, en détail, les questions de stratégie, avant que fussent pris des engagements définitifs en vue d'une entreprise outre-Manche. Roosevelt ayant accepté la proposition de Churchill, on se mit à organiser la conférence qui, réunissant les ministres des Affaires étrangères, ainsi que les chefs militaires, se tiendrait, à Québec, au milieu d'août. Si l'accord ne pouvait se faire sur la formule de reconnaissance, la question serait discutée alors. Churchill estimait aussi que les relations entre le commandement et le Comité, établies par celui-ci sur une base nouvelle, le 31 juillet, semblaient « plus satisfaisantes » (1).

Le nouveau projet britannique qui, le 3 août, parvint à Washington, atténuait un peu la raideur du projet américain ; ses auteurs insistaient pour que l'on reconnut le Comité comme ayant qualité pour diriger l'effort de guerre français. Ils avaient aussi découvert une façon plus modérée de définir l'attitude adoptée par des Alliés devant le désir du C.F.L.N. de représenter tous les intérêts français : « Ils prennent note avec sympathie du désir du Comité d'être reconnu... » En ce qui concernait les rapports d'ordre militaire, il était suggéré dans la note britannique : « Le Comité accordera naturellement aux États-Unis et à la Grande-Bretagne, dans les territoires qu'il administre, toutes les facilités et sécurités économiques et militaires qui leur sont nécessaires pour poursuivre la guerre. » Dans la lettre qu'il joignit au projet, Churchill attirait l'attention sur l'inclusion

(1) Hull vit dans les nouvelles dispositions une tentative faite par de Gaulle pour s'assurer le poste de Commandant en chef détenu par Giraud.

du mot « garanties ». « Cela nous donne tout pouvoir de nous passer d'eux ou de rompre avec eux en cas de mauvaise foi », écrivait-il...

Bien que Roosevelt estimât qu'il valait mieux attendre, pour examiner la question, que Churchill et lui-même pussent en discuter à Québec, le *Département d'État* établit le 5 août, un autre projet qui devait servir de base aux discussions. Ce projet reprenait les deux premiers paragraphes du projet britannique (que conservèrent aussi les versions finales), mais il proposait pour définir les rapports militaires une nouvelle déclaration :

> En vue de l'importance primordiale de l'effort de guerre commun, les relations des deux Gouvernements avec le *Comité français de Libération nationale* seront gouvernées par les besoins des Commandants alliés dans la poursuite de la guerre.

Le reste du projet correspondait étroitement aux propositions britanniques, le terme « reconnaître » étant toutefois remplacé par « traiteront ». Dans un mémorandum, Hull évitait d'employer le jargon diplomatique pour prier le Président de se souvenir que, lors du réarmement des Français, il était « bien entendu que le général Giraud déciderait, en dernier ressort, sur toutes questions concernant les forces armées françaises que nous armons et que, pour les questions d'ordre militaire, le général Giraud serait la seule autorité responsable avec laquelle les deux Gouvernements traiteraient des questions concernant les forces armées françaises ».

Après cet échange de vues, les représentants britanniques et américaines préparèrent leur rencontre de Québec fixée au 14 août. A cette époque, les deux projets ne différaient guère si l'on excepte le passage sur les pouvoirs du Commandant militaire allié à l'égard du C.F.L.N. et l'usage fait du mot « reconnaissance ». Ces deux petits points révèleraient cependant au monde que de Gaulle avait en fait créé un sujet de désaccord entre les Alliés. Celui-ci ne manquerait pas d'être remarqué à Moscou.

Bien que les questions de stratégie mondiale et les perspectives nouvelles ouvertes par les négociations sur la reddition italienne préoccupassent surtout les dirigeants britanniques et américains qui, au milieu d'août 1943, se rencontrèrent à Québec, Roosevelt et Churchill estimèrent qu'il fallait accorder une certaine attention aux problèmes français. A ce moment, les théâtres opérationnels s'éloignant de la Tunisie, l'importance de l'Afrique du Nord et des imbroglios qui s'y déroulaient, avait diminué. Plus tard, lorsque se préciseraient les projets d'une attaque contre la France, il faudrait s'attacher à résoudre les problèmes de la participation française et de la collaboration avec la Résistance, mais l'invasion de la France était loin en ce mois d'août et Churchill n'avait pas encore perdu l'espoir de ne pas engager, dans une attaque outre-Manche, le gros des forces anglo-américaines et de les lancer dans une aventure qui aurait eu pour cadre la Méditerranée orientale. Mais il ne put faire revenir Roosevelt et les chefs d'état-major sur leur opinion et à la conférence de Québec, non seulement aucune modification ne fut

apportée à *Overlord*, l'invasion de la Normandie, mais on se mit à établir les plans d'*Anvil*, le débarquement dans le Midi de la France. Bien que le territoire français jouât un rôle essentiel dans les plans anglo-américains, on se montra peu enthousiaste à la perspective d'employer des troupes françaises dans l'une de ces deux opérations.

Ces questions furent longuement débattues par les chefs d'état-major qui ne se montrèrent même pas disposés à étudier s'il convenait d'armer et d'instruire en France métropolitaine des Français qui iraient grossir les effectifs d'Afrique du Nord dont l'emploi était déjà prévu. Les membres britanniques du C.C.S. protestèrent à nouveau que le programme français gênerait l'exécution des autres tâches ; ils approuvèrent néanmoins à contre-cœur « le plan du 15 août » dans la mesure où il ne gênerait pas l'exécution d'opérations prévues. Ils acceptèrent aussi que les troupes françaises fussent remployées lors d'opérations offensives dans la Méditerranée, lorsqu'elles seraient équipées et prêtes à prendre part aux opérations. A l'époque, bien que la campagne de Sicile touchât à sa fin, on ne savait guère si une campagne en Italie suivrait et sur quels théâtres opérationnels pourraient être employées les troupes françaises. Les chefs militaires alliés ne donnèrent non plus aucune indication sur la rapidité avec laquelle le programme serait exécuté ; par ailleurs, les livraisons américaines se poursuivaient, conformément aux promesses faites en juillet à Giraud et même les quantités de matériel livré étaient trop grandes pour être emmagasinées en Afrique du Nord avec les moyens dont on y disposait.

Il était aussi difficile de prendre des engagements déterminés sur le plan politique. Cordell Hull arriva le 20 août à Québec, plusieurs jours après l'ouverture de la Conférence et se mit à rédiger une déclaration commune de reconnaissance du Comité avec Anthony Eden. Ayant joué un rôle secondaire durant une grande partie des délibérations consacrées aux affaires françaises, Hull était résolu à entrer à nouveau en scène d'une façon qui ferait bien sentir son influence — et ses préventions contre de Gaulle. A l'issue de la conférence, Churchill écrivait à Atlee au sujet de la reconnaissance du Comité français : « A ce sujet, nous avons eu des difficultés effroyables avec Hull qui, lorsqu'il est parti, était plutôt de mauvaise humeur. » Il est intéressant de comparer ces lignes avec celles qu'écrivit Hull : « Après la conférence, le président a déclaré que, sans Eden, il aurait pu faire progresser davantage l'affaire de la reconnaissance avec Churchill. » La vérité est probablement que Hull avait à l'égard de de Gaulle une aversion et une méfiance plus grandes que celles du président et qu'Eden était moins disposé que Churchill à s'exposer à perdre le soutien du Comité pour s'assurer la coopération américaine, et il n'est pas invraisemblable que Churchill et Roosevelt aient pu, ensemble, établir un communiqué commun, alors qu'Eden et Hull ne le purent pas. Durant cinq jours, Hull et ses conseillers, Atherton et Dunn, essayèrent d'élaborer une formule de compromis avec Eden et Cadogan exprimant à

la fois les positions britanniques et américaines. Les divergences étaient peu importantes et portaient surtout sur l'emploi du mot « reconnaissance ». Hull fut si intransigeant qu'au terme de leurs premiers entretiens, Eden suggéra que les deux Gouvernements publient des déclarations séparées, même si c'était là exposer au grand jour une divergence de vues. Comme Eden disait son regret d'un tel aveu, Hull ne fut pas lent à répliquer : « Si cela vous convient, à nous aussi. »

Même lorsque le problème fut soumis à la considération des deux chefs de Gouvernement, on n'enregistra aucun vrai progrès bien qu'à un moment donné le Président entreprit de rédiger la déclaration lui-même. Finalement, comme Roosevelt répétait qu'il voulait « être prémuni contre les machinations de de Gaulle » et qu'il ne donnerait pas en cadeau à de Gaulle « le cheval blanc sur lequel il ferait son entrée en France pour s'y ériger en Chef de Gouvernement », les deux Gouvernements reconnurent la nécessité de publier des déclarations séparées. Ainsi recevaient une confirmation officielle les bruits que ne cessait de reproduire la presse et selon lesquels il existait des divergences sérieuses entre les politiques britanniques et américaines à l'égard des Français.

En fait, les ressemblances des deux déclarations, telles qu'on les publia le 26 août, sont plus frappantes que leurs différences qui, si l'on excepte l'usage fait du mot « reconnaissance », portent sur le choix des termes et sur des insinuations. Il est intéressant d'examiner le communiqué américain et de le rapprocher du texte britannique. Les deux premiers paragraphes des deux déclarations étaient à peu près identiques :

> Le Gouvernement des États-Unis tient à indiquer clairement à nouveau sa volonté de coopérer avec tous les patriotes français qui appellent de leurs vœux la Libération du peuple et des territoires français du joug de l'oppression ennemie. En conséquence, le Gouvernement des États-Unis se félicite de la création du *Comité français de Libération nationale.* Nous espérons que le Comité fonctionnera, selon le principe de la responsabilité collective de tous ses membres, en vue de poursuivre la guerre.

La version britannique ne différait de ce texte que, par quelques substitutions sans importance dans la dernière phrase : « *Il croit savoir* que le Comité *a été conçu* et fonctionnera... » Ainsi le texte américain laissa entendre que, jusqu'alors, le Comité n'avait pas fonctionné, selon le principe de la responsabilité collective de ses membres, qu'en d'autres termes, de Gaulle avait dirigé le Comité en dictateur. La tournure, présente dans les deux textes, « *tous* les patriotes français » semblait impliquer que les Alliés laissaient la porte ouverte à une coopération directe avec d'autres groupes français de résistance, sans avoir nécessairement recours à l'intermédiaire du *Comité français de Libération nationale.*

Nous lisons ensuite dans la déclaration américaine :

> En raison de l'importance primordiale de l'effort de guerre commun, les relations avec le *Comité français de Libération nationale* continueront à

être gouvernées par les besoins des commandants alliés dans la poursuite de la guerre.

Ce paragraphe indiquait que l'Afrique du Nord était toujours territoire occupé, qu'Eisenhower serait encore justifié d'intervenir, comme il l'avait fait le 19 juin, dans les affaires intérieures du Comité. Il ne laissait guère espérer une prompte révision de l'accord Clark-Darlan. Nous relevons semblable veto militaire dans la déclaration britannique, signifiant la même chose, mais rédigé en termes plus polis : « Durant la guerre, les nécessités de celle-ci priment toute autre considération et tous les pouvoirs nécessaires à la conduite des opérations sont en conséquence, réservés au commandant suprême... » Il était ensuite souligné dans la déclaration que ce problème avait été évoqué auparavant entre le Gouvernement de Sa Majesté et le Comité de Londres et avait été résolu par des accords qui, présumait la Grande-Bretagne, étaient aussi reconnus par le nouveau Comité.

Le quatrième paragraphe de la déclaration américaine disait :

Le gouvernement des États-Unis prend note avec sympathie du désir du Comité d'être considéré comme l'organisme ayant qualité pour prendre soin des intérêts français et assurer leur défense. Il devra toutefois examiner dans chaque cas particulier, lorsque ce cas se présentera, dans quelle mesure il est possible de répondre à ce désir.

Les auteurs du paragraphe britannique correspondant (5) affirment la même chose (mais « tous les intérêts français » est substitué aux « intérêts français ») et eux aussi se réservent le droit d'étudier, dans chaque cas particulier, quelle application doit être faite du principe. Le Gouvernement britannique était disposé à aller plus loin, toutefois, en affirmant qu'il voulait « faire droit à cette demande dans toute la mesure du possible » et qu'il étudierait les applications pratiques « en consultant le Comité ».

Nous lisons dans le paragraphe suivant de la déclaration américaine :

Ayant formulé les conditions qui précèdent, le Gouvernement des États-Unis reconnaît le *Comité français de Libération nationale* comme administrant les territoires français d'outre-mer qui reconnaissent son autorité.

Les Britanniques reprennent cette déclaration (§ 4), et de plus, ils reconnaissent que le C.F.L.N. assume les fonctions exercées par le Comité de Londres en ce qui concerne le Levant. Il était ainsi impliqué que la déclaration de l'indépendance de la Syrie et du Liban, faite par la *France libre*, était confirmée par le nouveau Comité.

La plus grande différence entre les deux communiqués, se trouvait dans le texte américain aux §§ 6 et 7 qui prennent un aspect totalement différent des contreparties britanniques.

Cette déclaration ne constitue pas une reconnaissance d'un Gouvernement de la France et de l'Empire français par le Gouvernement des États-Unis. Elle constitue une reconnaissance du *Comité français de Libération*

nationale comme d'un organisme fonctionnant dans certaines limites déterminées durant la guerre. Plus tard, le peuple de France choisira en toute liberté son propre Gouvernement.

Bien que les Britanniques expriment aussi l'espoir que « le peuple français lui-même établirait son propre Gouvernement », ils reprennent sans hésiter le passage, objet de controverses, que le C.F.L.N. avait lui-même rédigé et reconnaissent « le Comité comme l'organisme ayant qualité pour diriger l'effort de guerre français dans le cadre de la coopération interalliée » (deuxième partie du § 4). L'inclusion des mots « Empire français » dans la déclaration américaine est intéressante en ce qu'ils sont la première allusion officielle à une politique américaine qui visait peut-être à séparer la France de son Empire. L'emploi de ces mots signifie peut-être que les États-Unis traiteraient séparément avec l'Indochine si, plus tard, elle était libérée. On se souviendra que Hull était un ardent défenseur de l'idée anti-impériale qui avait été formulée au *Département d'État* en mars et qu'il relancera de nouveau en octobre à Moscou. A Québec, il tenta de s'assurer l'appui d'Eden, mais se fourra, tête baissée, dans des difficultés avec le Secrétaire aux Affaires étrangères qui avoua dans un chef-d'œuvre d'affirmation au-dessous de la vérité, que le projet américain ne lui plaisait guère.

La déclaration américaine se terminait ainsi :

> Le Gouvernement des États-Unis se félicite de la volonté déclarée du Comité de poursuivre la lutte commune en étroite coopération avec tous les Alliés jusqu'à la Libération du territoire français de ses envahisseurs et la victoire complète sur l'ennemi.

Puisse la résurrection de la France avoir lieu le plus rapidement possible. Le sixième paragraphe britannique est rédigé de façon identique, le peu aimable « déclarée » étant toutefois omis. On dirait que le *Département d'État* souhaite laisser entendre que les actes des Français n'étaient pas conformes à leurs paroles et que ceux-ci n'avaient pas vraiment l'intention de se battre. Une autre modification légère est intéressante dans le texte britannique. Alors que les Américains parlent de coopérer avec les Français jusqu'à la Libération du territoire français, les Britanniques parlent de coopérer « jusqu'à ce que le territoire de la France et des pays alliés soit complètement libéré ». Ce qui signifierait que la Grande-Bretagne voit dans la France un allié qui peut faire campagne en Belgique, en Hollande, en Tchécoslovaquie, au Danemark et peut-être en Indochine, alors que les États-Unis s'engagent uniquement à coopérer avec le C.F.L.N. en vue de la Libération de la France métropolitaine.

Les déclarations britanniques et américaines, soigneusement élaborées et pleines d'insinuations subtiles, faisaient un contraste marqué avec la déclaration russe, brève et sans ambiguïté qui n'avait pas été publiée, afin que les trois pays puissent publier simultanément leurs déclarations.

Les réactions de la presse à la décision prise par le Gouvernement

américain à Québec furent généralement favorables ; toutefois, de nombreux journaux parlèrent de l'ambiguïté et de la sécheresse de la déclaration. Le *Washington Post* s'éleva contre la déclaration qui n'était « nullement une reconnaissance... Les termes de celle-ci manquent, à ce point de générosité et d'amabilité qu'elle constitue une insulte envers la France et un affront envers nos Alliés ». Le *New York Herald Tribune* était encore moins flatteur :

Un vide diplomatique qui révèlait une stupidité singulière est enfin comblé d'une façon... ou plutôt de plusieurs façons... La déclaration américaine a un air très fâcheux de chose accordée à regret... En particulier, il n'est apporté aucune réponse à la question de savoir quelle procédure sera adoptée lorsque commencera l'invasion de la France métropolitaine... Si l'on rapproche les déclarations occidentales de la formule simple et généreuse adoptée par l'Union Soviétique... l'on constate que les réserves étudiées, jugées nécessaires par les Alliés occidentaux gagneraient à être faites sur un ton de cordialité. Ce ton, malheureusement, le *Département d'État* n'a pas jugé bon de l'adopter.

Churchill redouta, nous le concevons, que la raideur de la déclaration américaine n'offensât Alger et n'aggravât une situation délicate en causant des explosions qui ne pourraient que retarder une reconnaissance des États-Unis faite sous une forme plus favorable. Il écrivait à Mac Millan :

Dites à mes amis du Comité que pour eux le mieux est d'accueillir la déclaration américaine par les termes les plus cordiaux et non d'établir des comparaisons blessantes entre les diverses formes sous lesquelles la reconnaissance est accordée. Au contraire, plus ils se montreront satisfaits de la déclaration américaine, plus sa valeur sera grande pour eux. Nous sommes à un moment où une attitude amicale vis-à-vis des États-Unis favoriserait singulièrement les intérêts de la France. Si, au contraire, les journaux et la radio se permettent de polémiquer et de faire des reproches, cela ne servira qu'à soulever à nouveau les flammes du ressentiment du *Département d'État.*

Par bonheur, les journaux d'Alger accueillirent les déclarations de reconnaissance avec calme et estimèrent qu'on jugerait de leur importance par les profits qu'elles apporteraient. Il restait maintenant, semble-t-il, à savoir quels avantages la France et le *Comité français de Libération nationale* en retireraient.

FUNCK.

ASPECTS DE L'HISTORIOGRAPHIE DE LA RÉSISTANCE ALLEMANDE

L'histoire de la Résistance allemande au national-socialisme, riche en péripéties dramatiques, ne pouvait manquer d'éveiller l'intérêt du grand public, de susciter la curiosité du chercheur, de poser des problèmes à l'historien. Cet élan de curiosité devait lui être favorable ; cependant, l'historiographie de la Résistance allemande a rencontré, par ailleurs, de sérieuses difficultés qui l'ont marquée profondément et ont empêché son plein épanouissement.

D'abord le problème des « sources ». On sait que l'Allemagne est privée d'une grande partie de ses archives, soit qu'elles aient été détruites du fait de la guerre (bombardements, etc.), soit qu'elles aient été simplement dispersées. En effet, la majeure partie des archives militaires et diplomatiques de l'Allemagne, comprenant notamment des documents sur la Résistance militaire, sont sous contrôle américain ; il en est de même en ce qui concerne les actes des autorités du *Reich* et des *Länder* et des centrales du parti national-socialiste. Ce n'est que depuis peu que les historiens allemands sont autorisés à consulter, sur place et sous certaines conditions, les archives allemandes transférées aux Etats-Unis. C'est ainsi que l'historien Gerhard Ritter a utilisé des documents allemands se trouvant aux Etats-Unis pour l'élaboration de son ouvrage sur Gœrdeler et la Résistance allemande. Quant aux papiers personnels des Résistants, ils furent bien souvent détruits par crainte de la Gestapo ou bien ils tombèrent aux mains de la Gestapo et furent détruits à l'arrivée des Alliés. C'est vraisemblablement la privation de ces documents essentiels qui a orienté l'historiographie allemande non pas vers les collections, publications de textes et grandes synthèses, mais vers la littérature subjective des mémoires et des biographies, vers la petite histoire. En effet, dès l'effondrement du III^e^ Reich, on a pu assister en Allemagne à une véritable floraison de Mémoires de tout genre : souvenirs de Résistants ou de prétendus tels, récits de parents ou d'amis de Résistants, écrits dans un sentiment de piété à la mémoire du mort qu'ils pleurent et publiés souvent à l'occasion d'un douloureux anniversaire, de niveau culturel très

différent, de valeur documentaire très inégale. On ne saurait trop demander à ce genre historique ; quelquefois les Mémoires tournent à l'apologie, dans certains cas, on pourrait presque dire à l'hagiographie ; on ne saurait toujours se fier aux renseignements qu'ils apportent ; il est nécessaire de les contrôler les uns les autres, de tenir compte de la personnalité, du degré d'honorabilité de l'auteur, ainsi on est porté à accorder plus de créance aux assertions de von Hassel qu'à celles de Gisevius (1) ; bref, il est sage de les utiliser avec prudence.

Par ailleurs, on note que si la plupart des Mémoires sont purement subjectifs, certains, cependant, embrassent un horizon assez vaste, riche en tableaux d'ensemble et en réflexions politiques, ils constituent non seulement des témoignages mais presque des synthèses historiques ; il en est ainsi, par exemple, des Mémoires du résistant Niekirch. D'autres ouvrages par contre, écrits par des historiens professionnels, dans le but déterminé de faire œuvre de synthèse historique, constituent aussi bien des témoignages ; il en est ainsi pour le livre de Gerhard Ritter sur Gœrdeler et la Résistance allemande. Ainsi, il n'y a pas de démarcation bien nette entre le mémoire-souvenir et l'œuvre historique proprement dite, l'historien ayant été lui-même le témoin si ce n'est l'un des acteurs des faits qu'il décrit. Donc, un des traits de cette historiographie est l'existence d'un genre intermédiaire entre le témoignage-document et l'ouvrage d'histoire, ce qui nous paraît inévitable dans la relation d'un passé tout récent.

La littérature des mémoires et biographies a de tout temps flatté le goût du grand public et a toujours été assurée d'un cercle appréciable de lecteurs. Pour l'Allemagne d'après-guerre elle présentait, de surcroît, le mérite de compenser, dans une certaine mesure, la perte de ses archives.

* * *

Un autre facteur de l'orientation de l'historiographie de la Résistance allemande a été le climat politique. La deuxième guerre mondiale et l'écroulement du régime hitlérien ont eu un retentissement profond sur la pensée historique. Les historiens allemands se penchèrent sur un passé tout récent, y cherchant des faits — non pour innocenter un régime qu'ils réprouvaient — mais pour prouver que le peuple allemand n'était pas solidaire du régime nazi, que la bonne Allemagne, « l'autre Allemagne », *Das Andere Deutschland*, n'avait jamais cessé d'exister, qu'il ne fallait à aucun prix confondre l'Allemagne avec l'hitlérisme ; bien plus, ils expliquèrent que l'Allemagne avait été la première victime du nazisme, « le premier pays occupé », d'après le mot du grand historien Meinecke, et qu'elle avait l'espoir et le droit de réintégrer la communauté européenne

(1) Gisevius a lui-même été employé dans les services de la Gestapo. Sur son activité se reporter au procès de dénazification contre H. Schacht.

et de participer à une civilisation fondée sur le respect de la liberté et de la personne humaine. Recherchant la continuité historique, ils pensèrent la trouver dans la Résistance, base idéologique et morale de leur nouveau gouvernement.

Dans leur désir de laver le plus grand nombre possible de leurs concitoyens de la honte nazie, mémorialistes et historiens ont été enclins à amplifier le mouvement de Résistance, en y rattachant les sympathisants, les opposants idéologiques et les victimes. A ce propos, il nous semblerait utile de définir exactement ce que l'on entend par Résistant et à rendre au mot son sens exact de combattant.

Enfin, profondément meurtris par le phénomène nazi, certains publicistes et historiens ont tendance à insister sur les conflits intérieurs, d'étudier les hommes et les événements plus en moralistes qu'en historiens. Ils ont eu à défendre les Résistants contre les attaques hypocrites des partisans du régime défunt. C'est ce qui explique, peut-être, le fait que l'*Europäische Arbeitsgemeinschaft*, société pour l'étude de la Résistance qui siège à Munich et qui groupe des historiens, des théologiens, des juristes, s'est intéressée plus particulièrement aux questions d'éthique et de morale et a organisé des discussions philosophiques sur des problèmes très particuliers (Fahneneid, le cas du général Oster, Landesverrat et Hochverrat, Dolchstosslegende) (1) au détriment de la pure recherche historique.

La coupure de l'Allemagne en deux blocs antagonistes joua à son tour un rôle déterminant, la République fédérale allemande faisant sien l'idéal des notables de la Résistance, se plaçant sous le signe du 20 juillet, la République démocratique choisissant la résistance communiste. Tout le cours des études sur la Résistance a été influencé de ce fait : les mémorialistes et historiens de la République fédérale ont dirigé leur curiosité vers la résistance des notables, diplomates et généraux, vers la conspiration du 20 juillet, ceux de la République démocratique ont centré leurs études sur les milieux de gauche.

Cette tendance est seulement esquissée au début ; c'est ainsi que dans les années qui suivent immédiatement l'effondrement du régime, on trouve dans la République de l'Ouest des livres et des articles consacrés à la Résistance socialiste, principalement l'ouvrage d'Emil Henk, vaste fresque sur la résistance de la S.P.D., qui jette des lueurs intéressantes sur l'organisation de la S.O.P.A.D.E. dans l'Allemagne du Sud, et des histoires générales sur la Résistance où les auteurs se sont appliqués à donner une large vue d'ensemble du mouvement ; non seulement la Résistance des notables et la Résistance militaire y sont traitées mais aussi celle des syndicalistes, des socialistes et des communistes. Des historiens conservateurs, comme Rudolf Pechel et Hans Rothfels, se sont efforcés d'être justes

(1) Ces discussions sont rapportées, en partie, dans les premiers chapitres de l'ouvrage *Die Vollmacht des Gewissens*. München, H. Rinn, 1956, in-8°, 572 p.

et de distribuer équitablement une part de gloire à tous les Résistants. Certains auteurs, anciens Résistants — comme Pechel — ressentent encore une fraternité d'armes pour leurs anciens camarades de combat. Puis, l'historiographie de la Résistance subit de plus en plus les contrecoups de la situation internationale ; l'image de la Résistance sociale-démocrate s'estompe, celle de la résistance communiste disparaît. Ainsi, dans son ouvrage, paru en 1947, Pechel se montre plein d'estime à l'égard du réseau *Rote Kapelle* ; dans la deuxième édition de son livre sur le putsch des officiers contre Hitler, paru en 1951, le mémorialiste Schlabrendorff juge bon d'ajouter quelques pages pour expliquer que le réseau *Rote Kapelle*, qui groupait des intellectuels de toute tendance mais de majorité communiste et qui envoyait des renseignements à Moscou, était purement une entreprise d'espionnage et il l'exclut de la grande famille de la Résistance ; d'autre part, à la fin du livre, les communistes ou sympathisants ont disparu de la table d'honneur des morts alors qu'ils y figuraient dans la première édition, en 1946. Un peu plus tard, en 1954, l'historien Ritter, dans son ouvrage sur Gœrdeler et la Résistance, n'a pas craint d'appeler traîtres Schulze-Boysen (1) et ses compagnons, qualifiés purs héros de la Résistance quelques années auparavant, alors que ce même historien, dans le même ouvrage, glorifie l'action du général Oster, le second de l'amiral Canaris, qui transmit des renseignements d'ordre militaire aux puissances occidentales. C'est ainsi que la valeur d'un sacrifice dépend étroitement des conjonctures politiques. Fragilité de la science historique dans les époques troublées ! En effet, Ritter, historien engagé, est loin d'être une exception dans ce domaine. L'historien Werner Conze, dans un article bibliographique sur la Résistance, paru en 1953, a pris Pechel à partie pour avoir inclus les communistes dans son ouvrage sur la Résistance ; il excuse cependant, jusqu'à un certain point, Pechel, en expliquant que ce point de vue date de 1947.

Mais revenons au livre du mémorialiste Schlabrendorff, particulièrement suggestif pour montrer l'évolution de l'historiographie ; dans la deuxième édition, l'auteur a non seulement rayé du martyrologue, établi par ses soins, les Résistants communistes ou suspects de l'être et ajouté un nouveau chapitre où il établit une distinction entre la bonne Résistance, celle de l'aristocratie militaire, et la mauvaise, celle de gauche, mais encore il a supprimé certains passages propres à montrer l'armée sous un jour défavorable, notamment le passage sur le général Guderian se refusant à participer au putsch contre Hitler et celui sur les convictions nazies du maréchal von Manstein.

(1) On ne saurait cependant dénier à Schulze-Boysen l'éminente dignité humaine, la noblesse des mobiles, quelque soit l'opinion que l'on puisse avoir de son idéal politique. Dans sa lettre d'adieu il écrivait : « Cette mort est en quelque sorte ma mort, comme Rilke le dit quelque part... Je n'ai été qu'un précurseur. Ayez foi avec moi en des temps justes qui laisseront tout arriver à maturité. En Europe, il est devenu habituel de semer les idées avec du sang. » *Der lautlose Aufstand*, p. 329.

Les variations que l'on constate dans les deux éditions des Mémoires de Schlabrendorff sont surtout curieuses parce qu'elles sont le reflet d'une époque et qu'elles caractérisent l'historiographie de l'Allemagne actuelle. En effet, on remarque dans l'Allemagne de l'Ouest une tendance de plus en plus marquée de réhabiliter une armée qui avait commis des fautes mais qu'on aimait envers et contre tout et qu'on identifiait à la patrie allemande.

Der Soldate, der Soldate
ist der schönste Mann
im ganzen Staate... (1)

On désirait lui redonner son lustre, lui assurer une place prépondérante dans l'organisation des Nations Unies ; pour cela, il fallait montrer que l'armée n'avait pas été entièrement corrompue par le virus hitlérien, qu'elle avait conservé vivaces les traditions d'honneur et de vertu de la vieille monarchie prusso-allemande, que des chefs militaires avaient été à la pointe du combat contre l'hitlérisme, qu'ils avaient été les chefs du complot du 20 juillet. C'est ainsi, que dans la République fédérale, nombreux ont été les mémorialistes — pour la plupart des officiers supérieurs — qui se sont efforcés de donner une idée avantageuse de l'armée allemande ; pour n'en citer que quelques-uns : les généraux Fœrster, Halder, Heusinger, Hossbach, Lossberg, Speidel, Westphal, dont quelques-uns occupent actuellement de hauts postes de commande dans l'état-major du N.A.T.O. Une résistance militaire démesurément grandie se dégage de cette littérature de circonstances. Ainsi on est quelque peu étonné de voir glorifier Rommel comme général résistant. Rommel était certes un grand stratège, un patriote allemand, mais un Résistant, au sens que nous lui donnons, certainement pas ; il a voulu épargner les villes allemandes, préserver sa patrie de l'invasion, lui obtenir une paix plus avantageuse, d'où sa révolte tardive contre Hitler.

Quant aux historiens de la République fédérale, spécialistes d'histoire contemporaine, ils se sont occupés presque exclusivement de la Résistance militaire au détriment des autres fractions de la résistance (travaux de Graml, Kosthorst, Krausnick, Ritter, Sendtner, Stadtmüller). On leur doit d'ailleurs des monographies intéressantes et écrites de manière objective, principalement celles de Krausnick et de Sendtner sur les débuts de l'opposition militaire. Cependant, de manière générale, on remarque une tendance à amplifier la Résistance militaire, à y inclure des généraux dont la volonté de résistance fut plutôt vacillante, comme ce fut le cas pour le général Halder, à nommer Résistance ce qui n'est, en fait, qu'opposition ou plutôt velléité d'opposition, quand ce n'est pas ralliement pur et simple au stratège victorieux, comme après la campagne de France.

Mais ce qui est surtout grave dans l'historiographie de la République

(1) D'après une vieille chanson allemande.

fédérale c'est la tendance à n'étudier que la Résistance militaire, à ignorer les autres et à donner, par conséquent, une image fragmentaire, déformée, de la Résistance. La Résistance pendant les premières années du IIIe Reich qui compte à son actif un grand nombre de martyrs, et qui était le fait surtout des milieux de gauche, syndicalistes, socialistes, communistes, chrétiens de gauche, mais aussi de certains cercles conservateurs autour du juriste Edgar Jung — la Résistance militaire n'existait pas à l'époque — n'a pour ainsi dire pas attiré l'attention des spécialistes. Cette Résistance des premières années, qui n'a pas attendu la défaite pour se manifester, aurait-elle droit à moins d'intérêt ? Et pourtant cette Résistance du début qui lutta, seule et sans espoir, pour les libertés fondamentales et la dignité humaine contre un régime barbare, est certainement la plus pure, la plus sincère qu'il y eut jamais en Allemagne.

Cependant, il faut noter quelques exceptions à cette tendance. Ainsi par exemple, l'historien Rothfels est resté fidèle dans la deuxième édition de son ouvrage sur la Résistance à l'esprit d'objectivité et de libéralisme qui caractérise sa première édition ; l'historien Bracher a consacré, dans un volume de mélanges, un article succinct mais substantiel, à la Résistance du début (1) ; enfin, l'écrivain Weisenborn, ancien Résistant qui passa des années en prison, n'est pas tombé dans la commune erreur d'identifier la Résistance avec le complot du 20 juillet ; on lui doit une fresque grandiose de la Résistance allemande, peut-être la meilleure vue d'ensemble que l'on possède actuellement sur la question ; cependant, l'ouvrage n'a pas été composé assez méthodiquement et l'on sent une tendance à rattacher à la Résistance toute l'opposition souffrante. Il existe aussi une étude, publiée sous les auspices de l'*Institut für Zeitgeschichte* de Munich, sur l'opposition durant les années 1934-1936 dans le cercle d'Aix-la-Chapelle.

* * *

Dans la *République démocratique allemande* l'historiographie de la Résistance présente le même caractère de politisation, évidemment dans un sens opposé. La Résistance communiste, accusée de trahison et d'espionnage ou plus souvent ignorée dans la République de l'Ouest, est systématiquement mise à l'honneur dans la République de l'Est. Historiens et publicistes ont recherché les racines profondes de leur République dans la lutte que les partis de gauche menèrent contre le National-Socialisme, les théoriciens du parti socialiste unifié, les traditions vivantes de leur parti dans la fraternisation de la S.P.D. et de la K.P.D. au cours de cette lutte. Les ouvrages de Walter Bartel, Walter Ulbricht, Otto Winzer soulignent, à bon droit, l'importance de la Résistance de gauche et montrent le parti communiste qui compte, sans conteste, le plus grand nombre de victimes,

(1) Karl Dietrich Bracher. *Anfänge der deutschen Widerstandsbewegung.* Dans : *Zur Geschichte und Problematik der Demokratie.* Berlin, 1958, pp. 375-399.

à la pointe du combat. Ces auteurs apportent toutes sortes de précisions intéressantes. On note, cependant, une tendance à la glorification pure et simple du parti communiste, une tendance à la démesure, un manque de nuances, un esprit de dénigrement systématique à l'égard de la Résistance militaire et du cercle autour de Gœrdeler.

De même que dans la République fédérale, les positions se sont durcies avec le temps et cet esprit de dénigrement n'a fait que croître. C'est ainsi qu'en décembre 1947 paraissait dans la revue officielle du parti socialiste unifié, *Einheit*, un article d'Anton Ackermann qui tout en critiquant vivement l'action des généraux résistants, leur indécision, leur esprit de caste, reconnaissait l'élévation morale du général Beck, son opposition foncière au Nazisme et rendait hommage à la grandeur tragique de la mort des généraux du 20 juillet. « Les généraux et officiers révoltés manquèrent de fermeté et d'élan dans le combat, ils ne furent grands que dans la mort. » Hommage au courage malheureux, hommage nuancé, mais hommage cependant. Quelques années après, le ton change. On ne voit plus dans les généraux du complot que des opportunistes, défenseurs de l'impérialisme allemand. Ainsi, dans une saisissante image, Walter Ulbricht montre ces mêmes généraux, qui avaient soutenu Hitler lors de ses succès, cherchant à sauter du train qui les menait droit à la catastrophe. Il y a certainement une grande part de vérité dans cette thèse ; mais une grande part seulement. Certains officiers supérieurs, tels le général Beck, le général von Treskow et d'autres avaient d'autres mobiles que le simple opportunisme. Walter Ulbricht et les auteurs communistes reconnaissent d'ailleurs, de façon générale, en ne citant que Stauffenberg et Trott von Solz, qu'il y eut dans le complot du 20 juillet des hommes venus de l'aristocratie, de la grande bourgeoisie et de l'armée dont la cause était juste et qui avaient en vue les intérêts non pas de leur caste mais de tout le peuple allemand. La faveur que rencontre Stauffenberg dans l'Allemagne de l'Est s'explique par le fait qu'il insista auprès de ses amis pour une large union de tous les Résistants, qu'il fit appel aux socialistes et même aux communistes (contacts avec le groupe Sæfkow) ; d'autre part, il envisageait, sur le plan extérieur, la « solution Est-Ouest » et non pas la « solution l'Occident, rien que l'Occident », l'Allemagne, pays d'Europe centrale, jouant un rôle de médiateur entre deux mondes. Faveur d'un côté, défaveur de l'autre ; le programme politique de Stauffenberg explique peut-être ce fait étrange qu'un des principaux acteurs du complot du 20 juillet, l'auteur même de l'attentat contre Hitler, n'ait pas encore trouvé de biographe à sa mesure dans la République fédérale où cependant la Résistance militaire est à l'honneur.

Ces derniers temps, pour préciser ces deux dernières années, des ouvrages qui ouvrent des horizons nouveaux sur l'histoire de la Résistance allemande et, à ce titre, sont particulièrement intéressants, ont vu le jour dans la République démocratique. Il s'agit principalement de recueils de textes. Ainsi, par exemple, le recueil de documents, publié

sous les auspices du ministère de la Défense nationale, sur l'histoire de la résistance allemande, mais qui est en fait, presque exclusivement, consacré à la Résistance communiste, à sa glorification, d'une grande richesse documentaire, apporte une contribution appréciable à l'histoire de la résistance communiste. Quant à l'ouvrage du journaliste Walter Schmidt, *Damit Deutschland lebe*, composé aussi dans un esprit de glorification du parti communiste (1), il déborde de beaucoup l'histoire de la Résistance communiste bien qu'elle y tienne une place prépondérante ; on y trouve des données sur la Résistance dans les usines, les administrations, parmi les intellectuels chrétiens, socialistes, et communistes ; on y trouve des lumières sur des faits peu ou pas connus, par exemple, la Résistance dans les camps de concentration, les liaisons entre la Résistance allemande et les Résistances des pays occupés ; ainsi, on apprend qu'un groupe de partisans allemands a pris part, le 24 août 1944, à la libération de la ville de Nîmes, de concert avec la 2e compagnie de F.T.P. On peut reprocher à cet ouvrage quelques défauts de méthode — les documents de première main sont mélangés avec ceux de deuxième main, le classement laisse à désirer — comme dans l'ouvrage de Weisenborn, dont on le rapproche tout naturellement, mais son mérite intrinsèque est d'inciter à la recherche, de poser des jalons pour des recherches futures, par exemple, dans le domaine des relations de la Résistance allemande avec les Résistances des pays occupés. Deux petites monographies méritent aussi, à ce titre, d'être relevées, l'étude de Glondajewski et Schumann sur le *réseau Neubauer-Poser* (1939-1945), en Thuringe, et celle de Nitzsche sur le réseau communiste *Sæfkow* (1942-1945).

Ces études révèlent que des contacts avaient été recherchés et avaient pu être établis, du moins dans une certaine mesure, avec des prisonniers de guerre et des déportés du travail, utilisés dans les industries de guerre. Le professeur Theodor Neubauer, qui possédait plusieurs langues étrangères, rédigeait des tracts à l'intention des prisonniers et travailleurs étrangers ; il était en relations directes avec les prisonniers et déportés du S.T.O. français. Ainsi, ces deux ouvrages présentent une foule de renseignements susceptibles d'élargir le champ de recherches de l'historien.

La perte momentanée ou définitive, d'une partie de ses archives a nui à l'historiographie de la Résistance allemande. D'autre part, le climat politique a eu une influence défavorable ; née dans une époque troublée, cette histoire a été politisée ; la coupure de l'Allemagne en deux blocs hostiles, la tension internationale ont empêché son développement harmonieux ; histoire passionnante, elle a été écrite par des historiens passionnés ; certains d'entre eux font d'ailleurs fièrement profession de foi

(1) Walter A. Schmidt : *Damit Deutschland lebe. Ein Quellenwerk über den deutschen antifaschistischen Widerstandskampf 1933-1945*. Berlin, Kongress-Verl., 1958, in-8°, 759 p., ill., fac. sim.

d'historicisme engagé, tel Gerhard Ritter, dans la préface de son ouvrage sur Gœrdeler et la Résistance allemande : « L'historien doit façonner l'image historique de son temps, dût-il courir le risque d'être précipité au dépourvu dans la lutte politique quotidienne, de raviver des blessures encore mal cicatrisées et de provoquer de toutes parts des protestations indignées. Il ne doit pas hésiter devant une prise de position politique et morale, ni devant une profession de foi... (1) ».

En dépit de ces circonstances contraires, des ouvrages intéressants ont été publiés dans les deux Allemagnes ; mais il ne s'agit encore que d'une première étape dans l'historiographie de la Résistance allemande. Quand l'Allemagne aura récupéré ses archives encore existantes, il est à prévoir que cette historiographie subira de ce fait une impulsion nouvelle et fera un grand pas en avant ; une période constructive commencera avec des œuvres de grande envergure. Enfin, quand le temps aura fait son œuvre, quand une véritable détente internationale se sera produite et que les esprits se seront progressivement apaisés, alors il n'y aura plus de bons et de mauvais Résistants et l'histoire de la Résistance allemande entrera dans la sérénité scientifique.

M. Adler-Bresse.

(1) Gerhard Ritter. *Carl Goerdeler und die deutsche Widerstandsbewegung*. Stuttgart, Deutsche Verlagsanstalt, 1954, p. 10.

COMPTES RENDUS

ÉTUDES GÉNÉRALES

« Grande stratégie »

Deux volumes viennent de paraître dans l'histoire de la deuxième guerre mondiale, publication officielle du gouvernement britannique, consacrés à la grande stratégie (1) — nous préférons l'expression de stratégie mondiale — entre le mois d'août 1943 et la capitulation japonaise du mois d'août 1945. C'est dire l'importance de ces ouvrages qui montrent la conclusion du conflit par l'emploi du dernier moyen de destruction inventé par l'homme.

Cette histoire est dominée par deux idées essentielles :

a) D'une part, le but proposé à l'auteur n'est pas d'examiner le détail des opérations : ce sera l'œuvre des historiens des campagnes militaires, ni de connaître l'influence des opérations sur la vie et l'économie du *Commonwealth* ou plus simplement des îles Britanniques. Il s'agit seulement de montrer les répercussions d'une opération projetée sur une autre. En effet, les alliés agissent par leurs lignes extérieures. Bien que les théâtres d'opérations puissent être divisés en deux zones, l'occidentale ou européenne, l'orientale ou asiatique, elles s'interfèrent. Les transports de forces d'un de ces théâtres à l'autre exigent du temps, des moyens. Le commandement ne dispose pas toujours de l'un et des autres.

Ces théâtres sont éloignés, mais les puissances de l'Axe manœuvrent sur leurs lignes intérieures : sur chacun d'eux, elles peuvent déplacer leurs forces plus facilement que les alliés. Il en résulte pour les alliés un « calendrier » dont les dates doivent être sérieusement réfléchies pour prendre une décision.

b) D'autre part, les décisions dépendent d'une coalition. Si, à partir de leur entrée en guerre, les États-Unis ont l'air de diriger la coalition, ils sont cependant obligés de tenir compte de la très forte personnalité de leur protagoniste, le Premier Ministre de Sa Majesté. A cet égard, l'abondance de la documentation officielle du livre permet de se rendre compte de l'importance des discussions, de la gravité des différences de points de vue entre les deux principaux alliés (2). Il faut constater que les autres adversaires des puissances de l'Axe n'ont guère droit à la parole !

De ces éléments, le lecteur avisé déduira toute l'importance de l'ouvrage britannique, importance d'autant plus grande qu'il n'a pas encore sa contrepartie dans la remarquable publication américaine sur la guerre.

(1) John Ehrman, *Grand Strategy* (History of the Second World War — Her Majesty's Stationery Office), Londres, 1956, in-4°, deux volumes, xvii-634 et xvi-422 pages, cartes et photos.

(2) Il y a lieu de remarquer que le livre fait souvent allusion aux publications américaines et anglaises des principaux acteurs du conflit. Ces allusions permettent de donner toute leur valeur aux *Mémoires* de Winston Churchill, dont les dires se trouvent confirmés par cet historique officiel.

Se plaçant sur le plan de la *grande stratégie*, M. Ehrman nous expose toutes les discussions entre les deux chefs de gouvernement. Ces discussions reflètent souvent les points de vue de leurs conseillers militaires et techniques : *Joint Chiefs of Staff* (chefs d'états-majors réunis américains), et les chefs d'états-majors anglais, plus ou moins coiffés les uns et les autres par le *Combined Chiefs of Staff*, où sont leurs représentants, qui étudie les questions et les soumet à la décision des deux Chefs d'État. Mais ceux-ci sont parfois renseignés différemment par leurs conseillers nationaux, ce qui provoque des longueurs dans les discussions et les prises de décisions.

Une telle conception du travail est souvent lente, malgré les moyens de liaisons modernes ; mais, étant donné l'ampleur des forces en jeu, la diversité des intérêts politiques et économiques en cause, il était difficile qu'il en fût autrement. Il est déjà remarquable que cet appareil lourd ait fonctionné sans aucune friction sérieuse. Cela est dû, sans aucun doute, à la forte personnalité des deux interlocuteurs.

* * *

Il n'est pas possible, dans ce compte rendu, d'attirer l'attention de nos lecteurs sur tous les problèmes posés dans ce livre, tels qu'ils furent résolus par le commandement interallié. Bornons-nous à quelques aperçus :

Nous savions que la part des États-Unis dans la victoire finale alla en grandissant ; un rappel des proportions de matériels et de munitions de toutes sortes entre deux dates fixera de suite l'esprit et montrera au nom de quel appoint matériel, les Américains estimaient devoir posséder la primauté : la Grande-Bretagne donne, en 1939, 90,7 %, en 1944, 61,2 % ; le Canada 2,6 %, 8,9 % ; le groupe oriental du Commonwealth 1,1 %, 1,2 % ; les États-Unis 5,6 %, 28,7 %, en notant pour ces deux derniers chiffres que celui de 1939 se réfère au prêt-bail et que celui de 1944 ne tient pas compte de ce qui est livré aux unités américaines.

Les Alliés étaient d'accord pour que la capitulation de l'Allemagne fût obtenue avant celle du Japon. Pourtant, dès le mois de mars 1942, Roosevelt proposa que les différents théâtres d'opérations fussent confiés : le théâtre occidental à un contrôle partagé, avec égalité et coordination, ce qui devait permettre un commandement américain ; le théâtre méditerranéen et asiatique à un commandant anglais ; le théâtre pacifique aux Américains.

Il est certain que les ressources américaines étaient disponibles surtout dans le Pacifique, mais la forme prise par les opérations, la décision d'abattre d'abord les Allemands les avaient amenés à mettre leurs forces tactiques en Europe ; d'où à maintes reprises la recherche, par les autorités de Washington, de solutions capables de répondre à leurs buts de guerre dans le grand Océan. Au contraire, les Anglais avaient encore une situation prépondérante dans le Moyen Orient et aux Indes, ce qui les amenait à donner beaucoup d'importance aux opérations dans l'est de la Méditerranée et dans le Sud-Est asiatique. Ces points de vue différents provoquèrent de nombreuses discussions, des échanges de propositions et de plans.

Les opérations en Europe l'emportèrent nettement tant que l'Allemagne ne fut pas battue.

Cependant, cherchant à maintenir l'idée chère à certaines écoles de stratèges britanniques que les attaques indirectes sont les plus payantes, ce qui aurait eu comme conséquence de renforcer la situation anglaise dans le Moyen Orient, Churchill chercha à entrer en Europe par les Balkans. Pour cela il fallait l'entrée en guerre de la Turquie. Celle-ci demandait pour se décider des renforts importants : cinquante escadrilles, quatre régiments d'artillerie antiaérienne, deux régiments blindés, deux régiments antichars

que les Alliés ne pouvaient fournir. Il aurait fallu disposer des îles du Dodécanèse ; les Allemands étaient trop forts et les pertes navales anglaises, pour essayer de reconquérir Cos ou Patmos, furent lourdes. La Turquie craignait une ingérence russe. La guerre se termina sans qu'elle prît part au conflit.

A défaut de la Turquie, les Anglais misèrent sur les mouvements yougoslaves. La lecture du livre nous explique certains des aspects de la politique britannique dans cette région. Le roi étant parti, au début, on espère en la personnalité du général Mihailovitch. Celui-ci déçoit Londres, il est plus Serbe que Yougoslave, il a peut-être des accointances avec les Allemands, il ne semble pas soutenu par la masse populaire. Au contraire, Tito paraît rassembler de plus en plus autour de lui les partisans de l'indépendance du pays. C'est donc par lui que l'action de libération de l'Europe par les Balkans peut se faire.

Mais, faute de moyens, il ne peut en être question directement ; on ne dispose pas de transports suffisants, de bases aéro-navales assez proches. Il faut donc attendre que l'on ait pris pied sur la péninsule italienne. D'où les faveurs de Churchill pour l'action de force dans la Botte. Cette action devait être vigoureusement menée pour sortir de la péninsule, aborder la plaine du Pô et se lancer ensuite vers l'Istrie et la Dalmatie. La lenteur de la marche sur Rome gêna les projets du Premier anglais. Mais cette vue stratégique l'amena à s'opposer le plus possible aux projets de débarquement en France. S'il fut obligé assez vite de s'incliner devant le plan de débarquement en Normandie, il chercha à maintes reprises à faire abandonner le débarquement sur les côtes de Provence.

Or, l'action en Provence (*Anvil*) avait été conçue pour faciliter le débarquement en Normandie (*Overlord*) ; l'ensemble des opérations était prévu pour le printemps 1944 : *Anvil* avant *Overlord* pour faciliter la grosse manœuvre du Calvados, y acquérir le maximum de chances de succès. Puis ces deux manœuvres furent prévues pour la même date, ensuite *Anvil* dut succéder à *Overlord*. On ne peut dire que ce décalage fut dû à Churchill, mais, à chaque report de date, le Premier cherchait à en tirer parti pour ses plans stratégiques personnels.

Évidemment, il avait à faire valoir d'excellentes raisons basées sur la pénurie des moyens disponibles. Les plans de Montgomery et d'Eisenhower s'avéraient plus coûteux en effectifs qu'il n'avait été prévu. Les réserves anglaises furent tout de même vaincues et *Overlord* eut lieu dès que les conditions de temps et de marée furent jugées propices.

Un autre chapitre important est celui des démêlés entre Eisenhower et Montgomery après le passage de la Seine en août 1944. Ils sont tous les deux d'accord sur le but à atteindre, mais, tandis qu'Eisenhower veut une marche frontale de toutes ses armées pour ne pas prêter un flanc dangereux à une contre-offensive allemande, Montgomery insiste pour que son groupe d'armées avance le plus vite possible en s'appuyant sur les côtes de la mer du Nord. Pour réaliser cette manœuvre, il a besoin de renforts, ce qui affaiblirait d'autant les autres armées. Mais il estime que le dégagement des ports belges et hollandais faciliterait la marche en avant jusqu'à Hambourg et Lubeck. On peut présumer que la première réussite de l'attaque allemande dans les Ardennes justifie la stratégie d'Eisenhower.

Le livre anglais impute à Eisenhower la responsabilité de l'occupation de Berlin par les Russes. On sent le regret de cette trop facile acceptation des principes énoncés à Yalta, principes qui pèsent encore lourdement sur la politique mondiale.

Les problèmes d'Extrême-Orient sont dominés par trois considérations majeures :

— pour les Anglais, il faut d'abord protéger les Indes. L'avance specta-

culaire des Japonais jusqu'aux frontières hindoues les préoccupe. Ils n'auront repos ni cesse qu'une fois arrêtée la menace ;

— pour les Américains, il s'agit avant tout de maintenir les Chinois de Tchang-Kaï-Chek dans la guerre. On ferait plus que le nécessaire pour empêcher sa défection ;

— enfin, pour les deux alliés, les théâtres d'opérations sont bien éloignés des bases maritimes, navales et à fortiori terrestres.

Les deux théâtres d'opérations sont sous des commandements différents, anglais avec Mountbatten dans le Sud-Est asiatique, américain avec deux chefs Nimitz pour l'action navale dans le Pacifique, Mac Arthur pour la reconquête des îles et en particulier des Philippines.

Les opérations pour aboutir à la capitulation japonaise paraissent devoir être longues. En avril 1944, on pense que la dernière offensive sur la plaine de Tokio pourrait n'avoir lieu qu'en 1946. Les chefs d'états-majors américains estiment cependant que les hostilités pourraient se terminer en décembre 1945.

On comprend que, devant les répercussions de ces délais, les autorités responsables aient pensé que l'emploi de la bombe atomique, en forçant le Japon à capituler, amènerait peut-être une diminution des pertes en vies humaines. Cela leur paraissait d'autant plus nécessaire que les conditions logistiques, sur lesquelles ils reviennent à maintes reprises, ne leur paraissaient guère favorables : bases maritimes australiennes incapables de supporter une longue campagne ; moyens de transports en chalands de débarquement et navires en nombre insuffisant. Tout intervient pour que la décision soit inéluctable à bref délai.

Il y aurait encore beaucoup à dire sur ces deux volumes, ne serait-ce que les Alliés ont été plus reconnaissants que bien des Français sur l'action militaire des *Forces Françaises de l'Intérieur.*

R. Villate (†).

Sur la direction de la Guerre

Une étude critique sur l'organisation de la Direction de la Guerre, à la fois politique et militaire, en temps de paix et en temps de guerre, vise à convaincre le public britannique de la nécessité absolue d'une plus complète intégration et coordination des trois armées, Guerre, Marine et Air, et d'une franche acceptation par ces armées des armes nouvelles ainsi que des méthodes nouvelles qu'impose l'entrée en action de ces armes (1).

Quoiqu'elle porte essentiellement sur le fonctionnement des organismes britanniques et sur les particularités de respectables traditions militaires rendant plus difficile l'adaptation de ces organismes aux nécessités modernes, elle sera utilement consultée par tous ceux qui, en France, auront à résoudre des problèmes analogues.

Mais son examen sortirait du cadre de cette *Revue* si l'auteur ne l'avait basée en grande partie sur l'expérience acquise dans les fonctions qu'il occupait au cours de la guerre. Il a été ainsi amené à rapporter maints souvenirs qui ont pour l'histoire d'autant plus d'intérêt qu'affecté à de hautes fonctions d'état-major, il était mieux placé pour observer.

(1) Air Vice-Marshal E. J. Kingston-Mc Cloughry, *The Direction of War*, Londres, Jonathan Cape, 1955, 261 pages, 16 s.

C'est ainsi qu'ayant constaté la disproportion entre les pertes subies et les résultats obtenus par l'aviation de bombardement britannique au début de la guerre, il l'attribue à la multiplicité des Services de Renseignements et à la mauvaise orientation donnée à ces services en ce qui concerne la recherche des objectifs les plus intéressants (p. 90).

Chargé de régler le mouvement et l'installation en France des éléments avancés de la *Royal Air Force*, il signale que les autorités militaires françaises avaient négligé d'effectuer les préparatifs nécessaires sur les bases prévues pour ces éléments, aux environs de Reims (p. 87).

Il condamne les défauts de préparation et d'organisation et les fautes d'exécution qui firent des opérations de Norvège « un des plus grands fiascos » de l'histoire militaire britannique (p. 97).

Il donne les plus pénibles précisions sur les lenteurs et les difficultés qui résultèrent, pour la réaction à l'attaque allemande de mai 1940, de l'absence d'une unité de commandement, tant à l'échelon interallié qu'à l'échelon du Haut Commandement britannique (p. 99).

Cette notion de l'unité de commandement avait même si peu pénétré les esprits que, d'après notre auteur, Churchill lui-même, pour qui il professe cependant la plus grande admiration, aurait commencé par poser pour condition à la nomination d'Eisenhower comme commandant en chef des Forces Alliées destinées au débarquement de Normandie que la mission de celui-ci serait de « coordonner et de superviser plutôt que de commander » (p. 115).

Pour appuyer ses thèses, c'est tout naturellement aux oppositions de personnes et de doctrines dont il avait été le témoin direct et immédiat dans l'Armée de l'Air que se réfère surtout cet *Air Vice-Marshal*. Il y revient si fréquemment et avec tant d'aigreur qu'on peut se demander s'il ne se laisse pas influencer par ses sympathies et antipathies personnelles. Pourtant ses affirmations sont formelles, notamment en ce qui concerne la préparation du débarquement de Normandie, sur laquelle il est particulièrement renseigné, ayant été chargé d'établir les plans de l'aide à apporter à *Overlord* par l'ensemble des Forces de l'Air alliées. Deux conceptions se heurtèrent alors brutalement : à celle de l'*Air Chief Marshal* Leigh Mallory, partisan de l'appui direct à la Marine et à l'Armée, s'opposait celle de l'*Air Chief Marshal* Harris et du général américain Spaatz, qui, partisans de la destruction de l'Allemagne par un bombardement aérien systématique, soit ville par ville comme le voulait le premier, soit par destruction des usines et des centres de production de l'essence comme le voulait le second, se refusaient à distraire aucun appareil pour l'aide directe. Même la destruction des nœuds de voies ferrées autour de la zone de débarquement en vue d'isoler la tête de pont, le *Transportation Plan*, ne trouvait pas grâce devant ceux-ci. Peu s'en fallut qu'ils ne fissent échouer ce plan, dont on sait qu'il fut une des causes principales du succès. L'auteur va même jusqu'à affirmer que l'arrêt subi par *Overlord* au cours des deux ou trois semaines critiques fut la conséquence de cette mésentente entre les chefs de l'aviation britannique.

Non moins sévère, et pour des raisons analogues, est son jugement sur l'opération aéroportée d'Arnheim : « presque toute erreur qui pouvait être faite fut faite, et tout accident imaginable se produisit » (p. 153).

Un témoignage de cette importance est de ceux que les historiens ne peuvent négliger, non plus que le chapitre où il trace d'excellents portraits de quelques-unes des principales personnalités du Haut Commandement avec qui il fut en contact, Eisenhower, Montgomery, Alexander, Auchinleck, Tedder, Leigh-Mallory, Harris, etc.

Il nous faut cependant relever des détails qui paraissent justifier une certaine prudence dans l'utilisation de ce témoignage. Envoyé en Normandie dès le débarquement comme officier de liaison de Leigh-Mallory, il rapporte

que l'hostilité de la population française à l'égard de ses « libérateurs » était « générale », et que « nombre de jeunes filles françaises furent trouvées cachées dans des arbres d'où elles tiraient sur tout Anglais passant à leur portée ». Il raconte encore que, lorsque le général de Gaulle fit une première visite à la région libérée, Montgomery dut le menacer d'user de la force pour l'obliger à repartir s'il prolongeait son séjour au delà de vingt-quatre heures (p. 144).

A la lecture de telles affirmations, ne peut-on pas se demander si l'auteur a toujours su distinguer ce qu'il a vu et entendu personnellement de ce qui lui a été raconté?...

Général Lestien.

Stratégie navale allemande

L'ouvrage du vice-amiral Kurt Assmann (1) constitue le tome 12 de la collection *Die Wehrmacht im Kampf*, publiée par la *Scharnhorst Buchkameradschaft*, sous la direction du colonel H. Teske de l'ancien grand état-major. Sous le titre *Stratégie navale allemande dans deux guerres mondiales*, il passe en revue l'histoire et le rôle de la marine de guerre allemande de 1848 à 1945. L'auteur, à la fois marin et historien — reconnu comme tel par l'Amirauté britannique qui lui a communiqué des documents — domine largement son sujet qu'il divise chronologiquement en quatre grandes parties : de 1848 à 1914 — la première guerre mondiale, l'entre-deux-guerre, la deuxième guerre mondiale. A ses yeux, la deuxième guerre mondiale n'est, du point de vue naval, que la continuation de la première car, dit-il dans la préface (p. 8), « on ne peut comprendre la conduite de la guerre navale au cours de la deuxième guerre mondiale que si on la considère comme le résultat des expériences et des leçons qui se dégagèrent du déroulement de la première guerre mondiale ». L'idée directrice du livre, c'est que la stratégie navale allemande reflète l'antagonisme entre le mode de penser maritime et le mode de penser continental traditionnel des divers gouvernements allemands ; ceux-ci ont mené les deux guerres mondiales comme s'il s'agissait encore de guerres continentales, alors qu'il s'agissait essentiellement de guerres menées contre les plus grandes puissances navales du monde, et ils ont chèrement payé leur erreur.

Un homme pourtant avait parfaitement compris l'importance du *sea-power* : von Tirpitz, dans lequel l'auteur salue « la plus forte personnalité des années précédant la guerre » (p. 27) ; il regrette que von Tirpitz ne soit pas devenu chancelier : « peut-être que son adresse politique aurait même réussi à empêcher, en juillet 1914, la guerre d'éclater » (p. 27). Il regrette aussi qu'en 1917 il n'ait pas succédé à Bethmann-Hollweg : « Son nom signifiait un programme... Tirpitz chancelier en liaison avec l'ouverture de la guerre sous-marine sans restriction : c'eût été un fanal éclairant la volonté inébranlable... de mener la guerre jusqu'à une fin victorieuse » (p. 95). On peut ne pas suivre l'auteur dans ses conjectures optimistes.

Son autre « héros » est le grand-amiral Raeder qu'il a personnellement connu et qui fut à la tête de la marine allemande pendant près de quinze ans (1928-1943) : si on l'avait écouté « la guerre aurait suivi un tout autre déroulement et aurait eu sûrement une autre issue » (p. 149). Raeder préconisait une concentration de toutes les forces contre l'Angleterre, princi-

(1) Kurt Assmann, *Deutsche Seestrategie in zwei Weltkriegen* (Heidelberg, 1957, Kurt Vowinckel Verlag, 215 p.).

palement en Méditerranée et dans l'Atlantique, la fidélité au pacte de non-agression germano-russe, un compromis et, si possible, une alliance avec la France contre l'Angleterre, une étroite collaboration stratégique avec le Japon...

Peut-être que les meilleurs passages du livre sont ceux consacrés, à propos de l'un et l'autre conflit mondial, à la guerre sous-marine. Nous y apprenons incidemment qu'en 1939 la marine allemande disposait « grâce à des accords politiques... de points d'appui camouflés pour sous-marins en Espagne, dans les îles Canaries et en Russie du Nord » (p. 175). D'excellentes courbes, dont certaines communiquées par l'Amirauté anglaise, montrent l'échec de la guerre sous-marine à partir de décembre 1942, date à laquelle le tonnage lancé par les Alliés commença à dépasser celui détruit par les sous-marins (p. 166 et 167). Sur un total de 1160 sous-marins en service au cours de la deuxième guerre mondiale, 650 furent détruits et sur 40 000 marins servant sur les submersibles, 30 000 périrent, principalement entre 1943 et 1945 (p. 172). Quant aux forces de surface, si le *Graf-Spee* abandonna le combat c'est, selon l'auteur, à la suite d'une supercherie de l'*Intelligence Service* qui lui fit croire que le *Renow* et l'*Ark Royal* étaient dans les parages (p. 140). La fin du *Bismarck*, « le navire alors le plus puissant du monde » (p. 145), marqua un tournant dans l'histoire de la stratégie navale allemande, désormais convertie à la prudence. Assmann suggère d'ailleurs que le *Bismarck* aurait dû rentrer en Norvège au lieu de se diriger sur Brest.

De bons aperçus aussi sur la guerre navale en Méditerranée où se joua le sort de l'armée de Rommel, en grande partie privée de ravitaillement en essence.

Quelques coups de griffe contre Gœring qui se flattait de venir à bout de la R.A.F. ; la faillite de la *Luftwaffe* est illustrée par le fait que, lors du débarquement de Normandie, il n'y eut que 319 avions allemands pour s'opposer aux 6 700 avions alliés ! (p. 203).

Bref un livre écrit par un marin, à la gloire de la marine allemande, dans l'esprit très « ancien combattant », qui est celui de la *Scharnhorst Buchkameradschaft* ; la clairvoyance de la marine s'y oppose à l'aveuglement d'Hitler qui a commis toutes les fautes tant dans le domaine naval (nombre insuffisant de sous-marins en 1939, non-occupation de Tunis lors de l'armistice de 1940, etc.), que dans celui de la politique générale, où il n'a pas vu que « l'adversaire principal était l'Angleterre, avec, à l'arrière-plan, les États-Unis » ; mais cependant un livre riche de renseignements et de perspectives dont le *leit-motiv* sous-jacent est que pendant les deux guerres mondiales l'Allemagne a manqué d'une direction politique ferme et réfléchie.

A. Meyer,
Aix-en-Provence.

Gouvernement et Force armée

Un petit ouvrage intitulé *L'art de gouverner et la force armée* constitue le 5e volume d'une collection de l'*Isar Bücherei*, consacrée à des études de politique et d'histoire contemporaine. De fait, les aperçus historiques, politiques et philosophiques y sont intimement liés (1).

(1) Wilhelm Ritter von Schramm, *Staatskunst und Bewaffnete Macht*, Isar Verlag, München, 154 p.

Son auteur, le Dr von Schramm, officier d'active pendant la Grande Guerre, puis journaliste, attaché à l'O.K.W. pendant la deuxième guerre mondiale, est dans une certaine mesure connu du grand public par son ouvrage — traduit en français — *Le 20 juillet à Paris*.

Il étudie essentiellement, à la lumière de Clausewitz, maintes fois cité, le problème des rapports entre le pouvoir politique et le pouvoir militaire, en insistant sur la nécessité de la subordination du second par rapport au premier. Il voit dans l'ouvrage de Clausewitz *De la guerre* non seulement l'œuvre d'un grand penseur militaire, mais encore « la bible de l'art politique ». C'est par rapport à Clausewitz que sont ensuite classés un certain nombre de chefs politiques et militaires allemands. Ceux qui, avec Clausewitz, ont vu les liens étroits entre la politique et la guerre, tels Bismarck, von Seeckt, Beck, sont loués pour leur clairvoyance ; par contre, ceux qui ont méconnu ces liens, tels Schlieffen et Ludendorff sont relégués au rang de spécialistes militaires étroits.

Mais c'est Lénine qui fut le meilleur disciple de Clausewitz qui devint ainsi l'un des classiques de la Russie soviétique alors qu'il était étrangement méconnu aussi bien dans l'Allemagne wilhelminienne que dans l'Allemagne nazie, qui oublièrent l'une et l'autre que la force militaire doit être guidée par une pensée politique lucide.

Cette lucidité, Hitler l'avait à ses débuts ; mais à partir de 1939, il se laissa griser par ses succès et, à partir de 1942, il ne fut plus ni un chef militaire ni un chef politique, tandis que l'U.R.S.S. fidèle aux enseignements de Clausewitz se révélait peu à peu comme la première puissance militaire et politique.

Dans son chapitre final intitulé *Le soldat et la politique*, von Schramm rappelle que Platon voyait essentiellement dans le soldat le gardien de l'État ; le pouvoir politique et le pouvoir militaire, sont complémentaires, mais la primauté du politique ne saurait être contestée.

Comme on le voit, les vues pertinentes et les aperçus ingénieux ne manquent pas dans cette brochure, même si la manière de distribuer éloges et blâmes peut parfois paraître un peu schématique. Mais le lecteur français partagera difficilement l'admiration sans bornes professée pour certains « héros » en particulier Bismarck, dont l'auteur a tendance à exagérer l'amour de la paix. Ce même lecteur ne comprend pas très bien pourquoi la France en 1870 eût dû renoncer à Strasbourg « si elle avait eu une pensée politique au sens le plus élevé du terme » (p. 55). Il peut même estimer que Bismarck eut été sagement inspiré en renonçant à l'Alsace précisément au nom d'une pensée politique élevée.

A. Meyer,
Aix-en-Provence.

Histoire militaire et stratégie

Sous une forme presque didactique, le colonel Louis Berteil a groupé un certain nombre d'études (1) visant à préciser l'évolution récente de la stratégie et de l'art de la guerre sous la double influence des progrès de la technique et du caractère idéologique des conflits modernes.

Sans avoir la prétention de rédiger un traité de stratégie, il y étudie

(1) *De Clausevitz à la guerre froide*, par le colonel L. Berteil, Berger-Levrault, 1958, 406 p. avec 16 croquis.

d'abord les principes traditionnels, surprise, vitesse, économie des forces, liberté d'action, initiative, et montre que, s'ils sont éternels, le perfectionnement des moyens de liaison et de transport, les progrès de l'aviation, l'apparition de l'arme atomique ont modifié leur importance relative et imposé à leur application des conditions nouvelles.

Puis, après avoir analysé la transformation de l'outil de guerre, il essaye d'imaginer les aspects futurs des conflits, tels que permettent de les prévoir les événements des vingt dernières années.

C'est ainsi qu'il a été amené à rédiger notamment d'intéressants chapitres sur la guerre psychologique et révolutionnaire et sur la guerilla. Mais ce n'est pas ici le lieu de discuter ses affirmations et ses conclusions, qui, d'une façon générale, paraissent exactes et solides.

Son livre ne relève de cette revue que par les exemples, tirés de la deuxième guerre mondiale, dont il a étayé et illustré ses exposés. Il est regrettable que ces exemples n'aient pas été plus développés ; mais ils témoignent d'une connaissance sérieuse de l'histoire de cette guerre.

L'auteur a su, en analysant les événements, remonter des effets aux causes. Examinant, par exemple, en cinq pages, les grandes lignes des opérations de la VIII[e] Armée britannique en Afrique, il en explique les fluctuations, les ralentissements et même l'aspect des diverses phases par les réactions réciproques de la stratégie et de la logistique.

C'est par là que ce livre, qui s'adresse aux techniciens, mérite d'être signalé aussi aux historiens.

Général LESTIEN.

FRANCE

Les Mémoires du général Weygand

La défaite de 1940 est essentiellement une défaite militaire. Mais il est généralement admis qu'en septembre 1939 la France n'avait que peu de chances de gagner la bataille — sinon la guerre — parce qu'elle s'était laissée surclasser par l'Allemagne, la vaincue de 1918. La défaite de 1940 n'est en grande partie que la transposition sur le plan militaire d'une défaite politique subie par la France entre 1919 et 1939. Mais si celle-ci est certaine, il est encore bien difficile de dire avec certitude en quoi elle a consisté. L'histoire de ces années, surtout de celles antérieures à 1935, est très mal connue : les sources manquent, les faits ne sont pas toujours établis, le jugement porté sur eux est encore partial. Aussi faut-il se réjouir de la publication du second volume des *Mémoires* du général Weygand (1). Ce témoignage est d'autant plus précieux que le général, sans avoir eu de responsabilités politiques (ce qui lui permet une étonnante sincérité) fut pendant ces années à d'excellents postes d'observation : collaborateur, disciple, ami de Foch, il assista en témoin muet, mais ni aveugle ni sourd, à la *Conférence de la Paix*, plus tard il fut envoyé à Varsovie où il sauva la Pologne militairement et politiquement, puis en Syrie comme haut-commissaire. Surtout de 1931 à 1935, il fut inspecteur général de l'armée. Non seulement le général Weygand a observé mais il a réfléchi sur la politique menée par les divers gouvernements qu'il a servis. Maintenant il nous livre le fruit de ses réflexions sur ces « vingt années d'erreur et de faiblesse » qui menèrent à la défaite.

De ces erreurs, le général Weygand en relève trois principales : l'abandon par Clemenceau, à la *Conférence de Paris*, de la frontière militaire du Rhin, la politique de Locarno, enfin la politique militaire suivie par certains ministres, surtout par Paul-Boncour et Daladier. A la *Conférence de Paris*, Foch avait dit : « Quelle que soit l'organisation politique adoptée, il y aura à l'Est [du Rhin] une population allemande de 64 à 75 millions de sujets, naturellement unis par la communauté de langage, et par là, de pensée, comme aussi rapprochés par la communauté des intérêts. A ces forces allemandes, la Belgique, le Luxembourg, l'Alsace-Lorraine, la France ne pouvaient opposer qu'un total de 49 millions d'habitants. » La seule barrière contre l'invasion étant le Rhin, celui-ci « devait être occupé et organisé dès le temps de paix » et, pour ce faire, l'Allemagne devait être « privée de toute souveraineté territoriale sur la rive gauche de ce fleuve ». Pour le maréchal — et le général Weygand est du même avis — établir la frontière militaire de l'Entente sur le Rhin était la seule manière d'assurer de façon permanente la sécurité de la France. On sait que ce plan, d'abord accepté par Clemenceau, fut ensuite abandonné par lui devant l'opposition intransigeante de Wilson et de Lloyd George. Cet abandon était grave mais, à cette époque-là, n'était pas tragique car en 1919 l'Allemagne était bel et bien vaincue. Mais quelques années plus tard, le 25 octobre 1925, cette même Allemagne avait à Locarno « gagné la paix ». « Une chronologie succincte des gains de l'Allemagne pendant cette période, écrit le général Weygand, est instructive : en décembre 1925, le *Pacte de Locarno* est signé ; en janvier 1926, la zone de Cologne est évacuée sans que les conditions

(1) Weygand, *Mémoires, mirages et réalités*, Paris, Flammarion, 1957, in-8°. Prix : 1 250 F.

exigées soient remplies ; en 1926, l'Allemagne est admise à la *Société des Nations* et la *Conférence préparatoire du Désarmement* s'ouvre à Genève ; en 1927, la *Commission interalliée de Contrôle* est supprimée ; en 1928, le *Pacte Briand-Kellog...* est signé ; en juin 1929, *le Plan Young...* est adopté ; en août 1929, l'évacuation totale de la Rhénanie est décidée pour le 30 juin 1930... Le *Pacte rhénan* donnait à la France une garantie verbale... L'Allemagne en retirait de substantiels avantages : l'évacuation de la zone de Cologne, la réduction des effectifs d'occupation, le maintien du haut commandement de la *Reichswehr* et la liberté d'instruction de la troupe... L'Allemagne se sentit désormais sur un terrain solide pour battre en brèche la muraille branlante des clauses militaires du Traité. L'exécution des cinq points... ne fut pas poursuivie. On ne parla plus des 140 000 policiers « encasernés », les associations paramilitaires furent considérées comme ressortissant uniquement à la police intérieure du Reich. » En somme, grâce à Locarno, l'Allemagne était redevenue une grande puissance, elle « traitait désormais sur un pied d'égalité avec les anciens Alliés ».

La réapparition de la puissance politique de l'Allemagne posa tout de suite à la France des problèmes nouveaux. Lorsque le général Weygand prit le commandement de l'armée française comme chef d'état-major général, il semble avoir trouvé cette armée dans un assez piteux état. Le général n'en dit pas très clairement les raisons, il parle seulement de « mauvaises habitudes ». En tout cas, il ne paraît pas avoir été entièrement satisfait de l'œuvre de ses prédécesseurs. De plus, le général Weygand exerça son commandement à une époque particulièrement difficile : les difficultés financières, la Conférence du Désarmement, l'arrivée au pouvoir de gouvernements de gauche, tout concourait à affaiblir l'armée française. Or, le général était « plus que jamais convaincu que la sécurité de la France résidait avant tout dans ses propres forces ». « Chargé de la Défense de ces forces, écrit-il, je faisais mon métier : je les défendais. » Avec opiniâtreté, il s'opposa aux coupes sombres faites par Paul-Boncour et Daladier dans le budget de l'armée, il essaya surtout, mais sans grand succès, de défendre les crédits destinés au renouvellement du matériel. Il fut beaucoup plus heureux avec la *Conférence de Genève*. Estimant que « si de nouvelles réductions de crédits, d'effectifs ou de matériel devaient du côté de Genève » s'ajouter à celles déjà décidées pour des raisons budgétaires, « la France serait alors en danger », il obtint en juillet 1932 de Herriot « l'assurance qu'aucune réduction ne serait proposée à Genève sans une consultation du *Conseil supérieur de la Défense nationale* ». Comme la Conférence de Genève ne pouvait réussir que si la France proposait une réduction de ses propres armements, cette promesse du Président du Conseil donnait pratiquement à Weygand la possibilité de bloquer toute la négociation. En fait, il ne donna jamais son accord à aucune réduction, ce qui lui permit d'attendre avril 1934 quand, les temps ayant changé, le Gouvernement Doumergue claqua la porte de la Conférence et déclara que la France assurerait désormais sa défense par ses propres moyens. La note du 14 avril 1934 était, écrit le général Weygand, « sage, ferme, habile en même temps qu'audacieuse par son souci de vérité... La seule garantie de sécurité de la France résidait en elle-même. Il lui fallait avoir le courage de redevenir forte, ce que je ne cessais de demander et qui maintenant était plus impératif que jamais ».

***

Tout cela est écrit avec conviction et sincérité et l'on est vraiment désolé de ne pouvoir y souscrire entièrement. Il n'est évidemment pas question de mettre en cause l'œuvre du général Weygand en tant que chef

militaire. Le problème ne se pose même pas car lorsque le général, en 1935, remit l'armée en d'autres mains, elle avait encore une avance appréciable sur l'armée allemande. C'est au contraire sur une question politique, l'exécution du Traité de Versailles, que le général Weygand semble bien avoir commis une erreur tragique.

Le plan de Foch d'assurer la sécurité de la France par la création d'un État rhénan pouvait peut-être réussir. Mais ce n'est qu'une possibilité qui, à la lumière des faits postérieurs, apparaît maintenant très improbable. Le plan était fondé sur l'idée qui avait généralement cours en France après l'autre guerre et fut brillamment défendue par Jacques Bainville qu'il n'y avait pas « une Allemagne » mais « des Allemagnes ». En fait, les événements de 1923 devaient prouver que le sentiment national allemand était beaucoup plus puissant qu'on ne l'avait imaginé. Ce qui se passa en Saxe, en Bavière, en Rhénanie surtout, le prouve. Il est très probable qu'après quinze ou vingt ans l'État rhénan serait purement et simplement rentré dans le giron du Reich : l'exemple de la Sarre où un plébiscite sous contrôle international donna 90,5 % des voix à l'Allemagne, ne laisse que peu de doutes à ce sujet.

L'exécution du Traité de Versailles en matière de sécurité devait être fondée sur deux principes fondamentaux. Le premier est que l'Allemagne tôt ou tard ne se sentirait plus vaincue, qu'elle voudrait être traitée sur un pied d'égalité, qu'elle demanderait la *Gleichberechtigung*. Il est douteux que le sentiment de la défaite puisse durer plus d'une demi-génération (soit quinze ans) ; il est exclu qu'il dure plus d'une génération : pourquoi les enfants seraient-ils élevés avec des âmes de vaincus ? Le second principe est que l'Allemagne, étant donné le chiffre de sa population et sa puissance industrielle, avait toutes chances de gagner une course aux armements contre la France. Foch, dans sa note du 10 janvier 1919, évoquait « la situation matérielle et morale de l'Allemagne » et « sa supériorité numérique sur les pays démocratiques de l'Europe occidentale ». Aussi, la France, en 1919, avait-elle environ quinze ans pour établir en Europe un système général de contrôle des armements empêchant l'Allemagne d'acquérir à nouveau une supériorité militaire sur elle. Un tel plan allait très au delà de la lettre du Traité de Versailles qui ne prévoyait qu'un contrôle de l'exécution des clauses de désarmement.

Il ne fait pas de doute que, quinze ans après 1919, la France avait perdu la partie, que le 14 avril 1934 Hitler avait, grâce à la France, obtenu pour son pays la liberté de réarmer, d'engager une course aux armements qu'il était à peu près certain de gagner. Mais c'est aller un peu vite en besogne que d'écrire qu'à Locarno l'Allemagne avait gagné la paix. Pendant quinze ans le Gouvernement français — qu'il fût dirigé par Poincaré, par Tardieu, par Briand, ou par Herriot — fit de nombreuses concessions à l'Allemagne en ce qui concernait les territoires occupés et les réparations ; mais il resta intransigeant sur deux points : les responsabilités de la guerre et le désarmement de l'Allemagne. Le général Weygand compte un peu trop sur l'ignorance présumée de son lecteur quand il énumère les avantages « substantiels » que l'Allemagne retira de Locarno. Certes, elle obtint l'évacuation de la zone de Cologne ; mais ce n'était nullement une concession de la France, puisque cette zone aux termes mêmes du Traité aurait dû être évacuée en janvier 1925. La réduction des effectifs d'occupation était une question financièrement importante, mais sans aucune incidence sur la sécurité. Il s'agissait de savoir qui, du Gouvernement français ou du Gouvernement allemand, paierait pour l'entretien des troupes françaises. Le premier désirait en placer le plus possible en Rhénanie, le second souhaitait en entretenir le moins possible. Il n'y a jamais eu au temps de la République

de Weimar, ni avant ni après Locarno, de *haut commandement de la Reichswehr*. Les « cinq points » furent réglés avant l'évacuation de la zone de Cologne par le protocole Nord-Massigli du 16 novembre 1925. Il n'y a jamais eu en Allemagne « 140 000 policiers encasernés » : il y avait 100 000 policiers et 40 000 « encarsernés », ce qui était conforme à la Note de Boulogne. En fait, ce qu'obtint l'Allemagne à Locarno ce fut qu'on négociât désormais avec elle au lieu de lui présenter des ultimatums. La différence était sensible et le gain non négligeable mais en contrepartie la France obtint pour sa frontière nord-est non seulement la garantie anglaise, dont il avait été question à Versailles, mais encore la garantie italienne. Briand était, à Locarno, parvenu à donner à son pays le maximun de sécurité qui puisse être fondée sur des traités.

Les *Mémoires* du général Weygand n'apportent d'ailleurs rien de particulièrement nouveau sur l'histoire de Locarno, leur auteur n'ayant pas été mêlé à la négociation. Il n'en va pas de même de la *Conférence du Désarmement*. Les *Mémoires* permettent de résoudre un des plus graves problèmes de responsabilité qui se posent à l'historien de l'entre-deux-guerres. L'histoire de cette Conférence est à l'heure actuelle relativement bien connue. On sait qu'un accord aurait pu être réalisé à quatre reprises entre 1932 et 1934, qu'une *Convention de Contrôle des Armements* aurait pu être signée. Sur des bases différentes, d'ailleurs, suivant les années car Hitler n'était pas Brüning. Les quatre fois, la négociation achoppa sur l'intransigeance de la France. En mars 1932, les Allemands proposèrent à Tardieu d'accepter de soutenir, malgré les haussements d'épaules des Anglais, le plan français d'armée de la S.D.N. si la France reconnaissait à l'Allemagne le *principe* de l'égalité des droits : Tardieu après avoir pris l'avis de ses experts refusa. En juillet 1932, les Allemands proposèrent à Herriot de voter la résolution d'ajournement de la Conférence si la France acceptait de *discuter* de l'égalité des droits pendant l'intersession : Herriot déclara ne pas pouvoir accepter. En septembre 1933, alors que la question de la forme de l'armée allemande avait, par une concession de l'Allemagne, été résolue à la satisfaction de la France, Paul-Boncour refusa de prendre le moindre engagement en matière de destruction des armes lourdes. En avril 1934, un accord étant intervenu grâce à Eden sur une limitation et un contrôle des forces armées allemandes, la France refusa d'entériner l'accord, rompit les négociations et déclara vouloir assurer sa défense par elle-même. Cet entêtement de la part des Français, particulièrement de la part de Herriot, laisse l'historien perplexe. Heureusement, les *Mémoires* du général Weygand jettent beaucoup plus que des lueurs sur les raisons de cette attitude négative de la France. Au moins depuis juillet 1932, le général tenait entre ses mains, grâce à l'engagement pris par Herriot, le sort de la *Conférence du Désarmement*. Lorsque, sous prétexte de défendre l'armée française, il s'opposait à toute destruction de matériel, il ne faisait en fait que saboter la *Conférence du Désarmement*. Car pour lui il ne pouvait rien sortir de bon de Genève.

C'était là d'ailleurs une opinion parfaitement légitime, si le général estimait que la politique de désarmement mettait la France en danger. Mais on ne voit pas très bien (les *Mémoires* sont très discrets à ce sujet) comment le général Weygand comptait, en dehors d'une convention de désarmement, c'est-à-dire en dehors de tout contrôle, maintenir la supériorité militaire de la France par rapport à une Allemagne démographiquement et industriellement beaucoup plus forte. L'alternative était désarmement général et contrôlé ou course aux armements. Le général Weygand peut repousser comme nuisible la politique de Briand et de Daladier mais il doit pour cela avoir un plan permettant à la France de gagner la course aux armements. Or on ne trouve rien de tel dans les *Mémoires*, sinon l'établissement

du service de deux ans, mesure dérisoire, les Allemands pouvant sans aucune difficulté l'établir aussi. Si un tel plan n'existait pas le 14 avril 1934, il n'y a pas de doute que la France commit un suicide à terme en envoyant sa fameuse note jugée « sage, ferme et habile » par le général Weygand. Car il ne faut pas oublier qu'entre 1933 et 1935, en dix-huit mois, l'armée allemande quintupla ses effectifs. S'il est vraiment exact, comme le dit le général Weygand, que l'état-major français était « impeccablement renseigné » par le *Deuxième Bureau*, il aurait dû avoir quelque idée des possibilités allemandes. Mais était-il vraiment si bien renseigné ? Ce n'est pas certain et peut-être le problème des responsabilités dans l'échec de la *Conférence du Désarmement* est-il plus complexe que ne le laisseraient supposer les *Mémoires* du général Weygand.

André Scherer,
Londres.

Un témoin de la Troisième

Sous le titre « *Journal d'un témoin de la Troisième* » M. Jacques Bardoux vient de publier (1) ses notes, prises au jour le jour, du 1er septembre 1939 au 15 juillet 1940. Par l'extrême précision de la notation, parfois heure par heure, cet ensemble de réflexions, de propos entendus, de résumés des conversations, de comptes rendus de séances de commissions du Sénat, de lettres envoyées ou reçues, émanant d'un « premier second plan », sénateur respecté et ministre possible, permet de se faire une idée de l'évolution psychologique des milieux dirigeants de la Troisième République au cours de la drôle de guerre, de la campagne de France et de la chute du régime.

A vrai dire, on ne saurait en attendre de véritables révélations. Bien que écouté par les meneurs de jeu et ayant ses entrées chez les ministres, le Président de la République, ou le généralissime, M. Bardoux n'a jamais participé à l'élaboration des décisions ; ses très nombreuses suggestions, qu'il relate avec complaisance, donnent souvent l'impression de passer à côté des véritables problèmes, tels que nous les connaissons aujourd'hui. Par ailleurs, l'intérêt du livre serait plus grand si on n'avait pas l'impression que quelques pages du *Journal* ont été retouchées après coup (le roi des Belges est traité de « roi félon » le 21 octobre et le 31 décembre 1939, alors que l'expression est la conséquence de la capitulation de l'armée belge fin mai 1940). Enfin, bien qu'il sache s'élever à des considérations bien au-dessus de la mêlée politique quotidienne, M. Bardoux reste souvent un partisan et son optique en est quelque peu troublée : la défaite de 40 est pour lui « le Sedan du Front populaire » : le 13 juin 1940, dans une lettre à Paul Reynaud, qui avait à ce moment bien d'autres préoccupations, il dénonce l'action de la *Troisième Internationale* dans les « bureaux de recrutement » et il n'est pas très éloigné d'y voir la cause principale du désastre ; à ses yeux, Hitler est « un disciple de Staline », etc...

Il reste tout de même, tracé par un homme qui avait du temps, de l'entregent et des connaissances étendues, un tableau vivant du Sénat dans les jours sombres de la Troisième République, de ses méthodes de travail, comme de l'agitation de son personnel politique. Laissés en dehors de la direction effective, mais désireux d'être tenus au courant, de contrôler, et, le cas échéant, de sanctionner, les sénateurs soumettent les ministres, et aussi les généraux,

(1) Arthème Fayard, 1957, 430 pages.

à une étroite et lassante sujétion. Les hypothèses les plus diverses et les plus saugrenues prennent naissance dans un milieu qui devrait être pondéré et informé, mais qui n'échappe pas à la psychose collective, née de la guerre, faite de fébrilité et d'anxiété. C'est ainsi que Daladier est averti, en même temps, que l'effort de Hitler portera sur l'Ukraine, puis sur les Indes néerlandaises, sur l'Égypte, contre la Hongrie (« il déteste Horthy »), en direction des Balkans et de l'Asie Mineure, etc...

Autres manifestations de la psychose : la croyance que le blocus rendra inutiles les opérations militaires (dès le 15 novembre 1939, il est admis que « l'industrie du Reich ne tourne pas et que ses exportations sont arrêtées ») et la naissance de vastes plans à la Pichrochole (une aide à la Finlande, « soudant plus étroitement Allemagne et Russie, donc *affaiblissant la première* » permettrait « d'offrir à l'Italie la Crimée et de tout balayer jusqu'au Caucase »).

A travers le grand nombre de propos rapportés, bien des comportements peuvent être reconstitués, telle, en filigrane, la campagne tenace de Laval pour une paix blanche et la formation d'un gouvernement par le maréchal Pétain. Ayant rendu visite à celui-ci, après avoir maintes fois noté combien sa popularité grandit, M. Bardoux écrit, le 25 mai 1940 : « Ceux qui ont pensé à faire du grand vieillard de 83 ans un Chef de Gouvernement sont des enfants. »

H. Michel.

Sur les « accords secrets » franco-britanniques

Écrire l'histoire n'est rien lorsqu'il s'agit seulement de rassembler des documents certains et de les mettre en œuvre. C'est par contre un travail épuisant lorsqu'on veut étudier une diplomatie secrète, conduite par un Chef d'État méfiant, fondée sur des conversations autant que sur des textes, pratiquée par des agents officieux qu'anime ensuite le désir soit de grossir leur propre rôle, soit de défendre l'homme, ou la politique — et parfois les deux — dont ils furent les serviteurs. On sait gré au général Schmitt (1) de n'avoir reculé ni devant les difficultés d'un tel travail, ni devant les polémiques auxquelles il s'exposait (2).

Son but essentiel est d'examiner si, oui ou non, le Maréchal Pétain a pratiqué une politique de double jeu qui, derrière la façade de l'armistice, aurait préparé la rentrée de l'Empire dans la guerre contre l'Allemagne, conformément à des accords secrets conclus avec la Grande-Bretagne à l'automne 1940.

Le principal « inventeur » de cette politique de double jeu est, on le sait, M. Louis Rougier. Le général Schmitt a consacré la moitié de son livre (chap. I à VIII inclus), à étudier le voyage de M. Rougier à Londres en octobre 1940 et les conclusions qu'il a voulu en tirer. Tous les documents relatifs à cette mission sont soumis par l'auteur à une critique serrée, conduite avec logique, rigueur et minutie. C'est un jeu pour lui de montrer les contradictions des « témoins », comme aussi les manipulations de textes auxquelles ils ont eu recours.

Ce qui est certain, c'est que M. Rougier s'est proposé pour une mission

(1) Général A. Schmitt, *Les accords secrets franco-britanniques de novembre-décembre 1940. Histoire ou mystification* (1), coll. « Esprit de la Résistance », Paris, P.U.F., 1957, 216 p.

(2) Sur ces polémiques, voir notamment *Les écrits de Paris*, nos de janvier 1958 (pp. 14-40), d'avril 1958 (pp. 103-116), de juin 1958 (pp. 122-127).

d'exploration dont il avait eu seul l'idée. Pétain approuva son voyage. Churchill et Halifax l'écoutèrent et l'informèrent de l'attitude et des points de vue du Gouvernement britannique. Il s'agissait pour eux, tout en respectant leurs engagements à l'égard du général de Gaulle, de détendre la situation du côté de Vichy, d'établir avec la France officielle un *modus vivendi* (atténuation du blocus et de la guerre des ondes, notamment) en échange de garanties sur le maintien de la flotte et des colonies hors des emprises de l'Axe, et de conversations secrètes préparant la rentrée de l'Empire dans la guerre au moment opportun. C'est pourquoi ils chargèrent Rougier d'une mission dans ce sens auprès de Weygand, récemment désigné comme proconsul en Afrique. Rougier quitta donc Londres avec un programme d' « entretien avec Weygand », corrigé de la main de Churchill.

Ce qui est vraisemblable, c'est que M. Rougier avait une certaine conception de ce que devrait être la politique franco-britannique. Partisan à la fois de la *Révolution nationale* à l'intérieur et, à l'extérieur, du maintien de l'alliance franco-britannique, croyant à la nécessité du double jeu, il espérait rapprocher Pétain, Weygand, de Gaulle et Churchill pour l'exécution d'un plan concerté. Comme cette conception cadrait en partie avec celle des Anglais, il accepta de faire la liaison entre Churchill et Weygand.

Mais l'attitude du général ne l'incita pas à remplir sa mission auprès de lui, mission dont il se garda bien de parler à Vichy. Là, le compte rendu de son voyage à Londres se borna à souligner le moral élevé du peuple anglais, les raisons de croire en la victoire britannique, la possibilité d'établir avec l'Angleterre un *modus vivendi* sur des points litigieux (blocus, statut des colonies, cas du général de Gaulle), l'intérêt qu'il y aurait à poursuivre les négociations en créant des contacts soit à Madrid, soit à Berne, enfin les craintes que Montoire avait suscitées en Angleterre et la manière dont il y avait défendu la politique du Maréchal. Pétain écouta son rapport et le remercia « sans lui dire ce qu'il comptait faire » (1). C'est en 1945 seulement que, rapprochant certains faits les uns des autres, M. Rougier s'est fait la conviction, peut-être sincère au point de départ, d'avoir joué un plus grand rôle qu'il n'avait cru (2). C'est alors qu'il présenta son programme d'*entretien avec Weygand* comme le texte d'un protocole, d'un accord secret Pétain-Churchill qui aurait été ratifié par les deux Chefs d'État et dont une clause essentielle aurait été l'engagement de Vichy de remettre l'Empire dans la guerre dès que l'Angleterre et ses alliés éventuels seraient à même d'y débarquer en force et de compléter l'équipement des troupes coloniales françaises.

Le général Schmitt prouve le caractère fallacieux de cette construction bâtie après coup, dont l'architecte est aujourd'hui prisonnier, tout comme le sont ceux qui prirent son récit pour parole d'Évangile et finissent par se citer comme témoins les uns des autres. On pourra peut-être lui reprocher quelques extrapolations de détail. Mais l'ensemble est solide et, à notre avis, irréfutable.

D'ailleurs, si M. Rougier avait abouti à l'accord secret dont il se fait gloire sur la flotte, sur les colonies, sur une éventuelle coopération franco-britannique dans l'Empire, pourquoi y aurait-il eu d'autres négociations secrètes sur les mêmes sujets entre l'Angleterre et Vichy ? et quel serait le sens des efforts de l'amiral Leahy ? C'est à ces négociations, à ces efforts, que le général Schmitt consacre les chapitres IX à XIII. Il étudie successive-

(1) Rougier, *Mission secrète*, p. 89.

(2) Voir quelques phrases révélatrices de Rougier dans *Mission secrète*, pp. 171, 172 et. dans *Écrits de Paris*, janvier 1958, p. 35.

ment le message de lord Halifax qui fut au point de départ du mémorandum Chevalier-Dupuy (décembre 1940), les lettres de Churchill et de Georges VI remises à Pétain les 31 décembre 1940, 25 janvier et 1er février 1941, l'intervention personnelle de Roosevelt pour arrêter la lecture d'un message de Pétain contre le Gaullisme en avril 1941 et enfin la mission du colonel Groussard en juin 1941, seule tentative faite du côté français pour aboutir à un accord et qui n'aboutit d'ailleurs... qu'à l'arrestation du messager par le Gouvernement Darlan ! Beaucoup de choses neuves dans ces chapitres, par exemple l'explication du malentendu introduit dans le mémorandum Chevalier-Dupuy, par exemple l'identification de George VI comme signataire de la lettre remise à Pétain le 21 janvier 1941, lettre à laquelle Pétain ne daigna pas répondre ; ou encore la rectification de date du projet de message contre le Gaullisme. Par contre on remarque que l'auteur n'évoque pas les conversations de Dupuy avec Churchill et Eden en février 1941 (1). Elles montrent d'ailleurs, elles aussi, l'inexistence d'un accord secret franco-britannique.

Les derniers chapitres du général Schmitt (XIV à XIX) sont une sorte de démonstration *a contrario*. Ils étudient une série de faits qui ne peuvent être invoqués comme preuve de l'existence d'un accord secret ou qui deviendraient inexplicables si un tel accord avait réellement existé. L'auteur évoque ici l'atténuation du blocus, le ton de la B.B.C., des questions coloniales concernant par exemple le Tchad ou Madagascar, les *protocoles de Paris* (mai 1941), les événements de novembre 1942 lors du débarquement allié en Afrique et du sabordage de la flotte, enfin la psychologie même du Maréchal et certaines de ses options politiques. Et le général Schmitt affirme en terminant que la conclusion d'accords secrets avec l'Angleterre, que l'envoi de télégrammes secrets approuvant la dissidence de l'A.F.N. sont *impensables chez le Maréchal* (2).

Nous partageons trop le point de vue de l'auteur pour le chicaner sur ses conclusions. Il fallait démolir la fable du double jeu. Ce travail est fait de main de maître. Mais nous nous permettons de regretter que le général Schmitt, dont la documentation est prodigieuse, n'ait pas commencé par définir la politique vraie du Maréchal Pétain. Il n'aborde ce sujet que dans son dernier chapitre, mais sans le traiter à fond. Faute de cette contrepartie positive, il s'entendra toujours riposter : comme il y a eu tout de même des contacts franco-britanniques, comment les faites-vous cadrer avec la condamnation de Pétain, de ses ministres et de Vichy ? Il eut été peut-être de meilleure méthode de situer ces contacts dans un exposé d'ensemble, quitte à rejeter dans une deuxième partie la réfutation des thèses adverses.

Peut-être verrait-on alors — nous ne l'avançons qu'à titre d'hypothèse — que M. Rougier a en réalité compliqué les choses qu'il prétend avoir arrangées. Il semble bien que les Britanniques lui firent plus de confiance que Pétain, qu'ils lui confièrent leurs espoirs et leurs projets à l'égard de la France officielle plus que Pétain ne lui confia le fond de sa pensée. C'est pourquoi ils voulurent en faire un agent de liaison, alors que Pétain ne voyait en lui qu'un agent de renseignement contre lequel d'ailleurs « on l'avait prévenu ». Peut-être son rapport a-t-il renforcé dans leurs positions ceux qui s'efforçaient, à Vichy, de contrecarrer la politique de Laval. Mais peut-être aussi M. Rougier en grossissant son importance à Londres et en taisant à Vichy la Commission dont on l'avait chargé, a-t-il fait naître des illusions, tant à Londres sur la possibilité d'un double jeu qu'à Vichy sur la

(1) Noguères, *Le véritable procès du Maréchal Pétain*, pp. 376 sq.
(2) Schmitt, p. 208.

possibilité pour la France d'associer l'amitié de l'Angleterre et une politique de neutralité. Ainsi M. Rougier aurait réussi à compliquer la politique avant de compliquer l'histoire.

Quoi qu'il en soit de ce personnage épisodique et subalterne, il n'en reste pas moins que nul ne pourra désormais écrire sur la période de 1940 à 1942 sans utiliser les précieux apports du livre du général Schmitt, apports dont on a pu voir qu'ils concernent beaucoup plus que la simple affaire Rougier. On peut même dire que, par le nombre des faits qu'il aborde, ce livre donne au lecteur plus que son titre ne promet.

Pierre DHERS.

Y a-t-il une énigme des blindés ?

A la suite du compte rendu par M. A. Goutard, dans le numéro de juillet de la Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale, *de l'ouvrage du général Conquet,* L'énigme des blindés, *nous avons reçu du général Conquet la lettre suivante.*

I. — M. Goutard s'étonne du titre de ce livre en disant qu'il n'y a pas d'énigme. Mais il ne s'agit pas dans cette étude du nombre de chars. Il s'agit de notre manque de divisions blindées en 1940.

Précisément il est des causes à cet égard qui sont inconnues du plus grand nombre et que le colonel Goutard a voilées. Si le manque a tenu moins au nombre de chars dont nous disposions qu'à leur organisation, il faut, pour y voir clair, après avoir attribué leur part aux questions budgétaires, aux possibilités de fabrication, à la doctrine militaire d'emploi, faire entrer en ligne de compte ce que j'ai appelé « l'incidence majeure, celle d'ordre politique » : le corps cuirassé est un instrument de guerre offensif, la politique de guerre de l'État démocratique français est exclusivement défensive ; par conséquent il ne convient pas de le réaliser.

A preuve : qu'il suffise de rappeler à ce sujet, sans parler de l'opposition radicale de M. Léon Blum à un tel instrument « d'entreprises stratégiques napoléoniennes », les déclarations de M. Daladier en tant que ministre de la Défense nationale de 1936 à 1940. Résolument hostile à la création d'un corps cuirassé, il déclare le 28 janvier 1937 à la tribune : « On me pose la question : « Vous aurez donc une armée de choc au delà de la frontière ? » Je réponds formellement, non ! » Le même jour, M. Guy La Chambre, président de la *Commission de l'Armée,* souligne que non seulement cette Commission est unanime en faveur des conclusions du ministre de la Défense nationale, mais encore que ce sentiment est celui du parti radical-socialiste. Un peu plus tard, M. Daladier repousse le programme du 21 mai 1938 qui, prévoyait la création rapide de 3 divisions cuirassées et le matériel nécessaire pour 3 divisions de formation. Enfin, ce n'est que le 10 janvier 1939 qu'il donne son approbation de principe à la constitution de 2 D.C., mais chacune des créations envisagées devant encore être soumise à une nouvelle approbation particulière du ministre (1).

Résolu à la stratégie défensive, hostile à l'offensive, le Gouvernement a été tout naturellement opposé à ce moyen de l'offensive.

Pour expliquer notre manque de divisions blindées, j'ai donc consacré dans mon livre un chapitre sur quatre à l'incidence d'ordre politique. Or,

(1) Général CONQUET, *L'énigme des blindés* (Nouvelles éditions latines), p. 146, 147, 157 et suiv.

tandis que M. Goutard suit l'un après l'autre chacun des trois autres chapitres ainsi que les annexes (et entre même dans des détails sur lesquels j'aurais à revenir, mais je m'en abstiens ici), il passe ce quatrième entièrement sous silence. Il n'y fait même pas allusion. Du fait de cette omission, quel qu'en soit le motif, notre manque de divisions blindées en 1940 risque de demeurer encore énigmatique pour ses lecteurs.

II. — Quand M. Goutard indique que de « 1931 à 1939 » notre armée n'a eu qu'un seul chef d'état-major général, le général Gamelin, ce qui est exact, n'était-il pas opportun de rappeler en balance, comme je l'avais fait, que de 1932 à 1939, la France a compté 19 gouvernements et 8 ministres de la Guerre différents, cette instabilité ministérielle (ce « pataugeage » selon l'expression de M. Paul Reynaud) ayant été une des causes qui ont freiné la réforme de notre armée ?

III. — M. Goutard écrit : « L'auteur reconnaît qu'en 1934 le maréchal Pétain, ministre de la Guerre, et le général Maurin son successeur, ont obtenu du Parlement tous les crédits qu'ils lui avaient demandés. »

Or, j'ai précisément démontré au contraire (p. 27 à 39) que, tandis qu'au lendemain des élections de 1932, les budgets de la guerre avaient été sérieusement diminués, le Maréchal, ministre de la Guerre en 1934, renversait la vapeur et qu'après avoir demandé en octobre un crédit spécial de 3 milliards ce n'est qu'avec les plus grandes difficultés qu'il obtenait 800 millions, qui ne seront livrés qu'à son successeur en décembre 1934. Quant aux crédits de l'année 1935, du fait de tergiversations inouïes dont je donne le détail « cette année aussi, ai-je conclu, sera perdue pour la rénovation effective de l'armement terrestre » (p. 35).

M. Goutard écrit ensuite qu'il ne comprend pas que j'aie fait état de nos difficultés financières de 1932 à 1935. Mais en exposant la réduction de nos budgets militaires en 1932, 1933 et 1934 (celui de 1933 fut reconduit en fév. 1934), j'ai montré comment ces dispositions non sans liaison avec notre politique générale à propos de la conférence du désarmement, avaient freiné la mise au point de nos modèles, imposé la politique des prototypes, et causé notre retard par rapport aux réalisations hitlériennes. Car, depuis l'arrivée au pouvoir de Hitler tous les renseignements concordaient pour dénoncer le réarmement intensif du Reich (1) (quant aux effectifs, à l'armée de l'air, à la mobilisation industrielle). C'est donc *bien avant 1936* que les *restrictions budgétaires ont joué contre la rénovation de notre armée.*

Plus loin, M. Goutard écrit : « A partir de ce moment (1936), reconnaît le général Conquet, le Gouvernement dispose enfin de larges crédits suffisants pour mener à bien une grande entreprise de rénovation. » Mais tout en relevant l'emploi désagréable que fait ici à mon endroit M. Goutard, du mot *reconnaître*, je dois préciser que j'avais écrit « à partir de fin 1936, dira-t-on, le Gouvernement dispose enfin de larges crédits, etc. ». M. Goutard a supprimé l'incidente *dira-t-on* par laquelle j'annonçais que j'allais infirmer peu après la portée de la proposition principale. Ce faisant, M. Goutard *a totalement* déformé ma pensée.

Voici de même une autre prétendue citation : « Notre déficience fondamentale est due à la politique de l'État conduisant à ne créer que des prototypes d'armement que l'on fabriquera en série au dernier moment » ; à la suite de quoi il est facile à M. Goutard de riposter : « Mais notre plan de 4 ans de 1936 n'était nullement un programme de prototypes. » Or, ce que j'ai écrit avait un tout autre sens et c'est ceci : « Au début de 1935,

(1) CASTELLAN, *Le réarmement clandestin du Reich*, Plon.

nous sommes loin d'être outillés pour pouvoir mettre sur pied des divisions blindées du type préconisé par de Gaulle. Mais, même si une décision de principe avait été prise à cet égard en 1935, très vraisemblablement nous n'aurions pas eu la possibilité de disposer d'un corps cuirassé avant 1939, ce qui rejette bien loin l'hypothèse conditionnelle du général de Gaulle, si nous l'avions eu en 1936. » Cette sorte de déficience fondamentale *de base* est due pour une part à la politique générale de l'État par laquelle on est conduit à ne créer que des prototypes d'armement et à laisser en panne la loi d'organisation de la nation pour la guerre — pour une autre part, etc. Il est donc bien évident que tout ce paragraphe vise l'époque qui précède l'automne 1936, puisque c'est à l'automne 1936, que sort le programme de 4 ans, lequel soit dit en passant est de 4 ans, non pas parce qu'on a le temps devant soi, mais parce que nos possibilités de fabrication ne permettent pas d'aller plus vite.

M. Goutard présente des propositions et leur donne par des guillemets l'allure de citations, mais n'a-t-il pas arrangé les textes de telle sorte que la pensée de l'auteur en est déjà démantelée ?

IV. — M. Goutard écrit : « Avec le chapitre III le général Conquet aborde notre doctrine d'emploi des chars... ce qui nous amène à la partie essentielle du livre. »

Or, j'ai précisé dès l'introduction que l'objectif premier de mon étude était de faire la démonstration d'ensemble *des causes imbriquées* pour lesquelles nous n'avons pas eu, en 1940, un groupement de divisions blindées. Parmi ces causes il en est d'essentielles qui sont non dans le chapitre III, mais dans le chapitre IV. C'est tellement vrai que M. Goutard ne fera même pas allusion à ce chapitre IV.

Au surplus voici une manière de procéder que nous sommes tenu de relever :

M. Goutard écrit à propos de la préface du maréchal Pétain au livre du général Chauvineau, paru en mars 1939, intitulé *Une invasion est-elle encore possible* : « Le général Conquet ne pouvait passer sous silence cette préface... *Mais il s'abstient de reproduire intégralement cet écrit capital* d'une quinzaine de pages et se borne à en donner quelques extraits *sans citer les passages caractéristiques suivants.* »

Avant de citer les passages en question j'ai à dire :

a) Que j'ai en effet si peu passé sous silence cette préface que je lui ai consacré 15 pages (p. 86 à 99), rappelant d'une part qu'il s'agissait des dispositions initiales à prendre en *couverture*, démontrant d'autre part qu'elle avait été écrite par le Maréchal pour avoir l'occasion de faire ressortir l'interdépendance des théâtres d'opération terrestre, aérien, maritime, d'où la nécessité impérieuse du commandement unique ;

b) Que je ne saurais tolérer le plus léger soupçon d'avoir cherché à « m'abstenir de reproduire intégralement cet écrit capital de 15 pages ». C'eût été manquer, de ma part, à *la probité* intellectuelle.

Mais il y a mieux. Voici maintenant ces passages caractéristiques que *d'après M. Goutard je me suis abstenu de citer et que lui M. Goutard, a extraits à ma place de la préface en question.* Je les recopie mot à mot, l'un après l'autre, de sa p. 82, et les présente en lettres *italiques*. J'indique à la suite de chaque proposition ce qui en est exactement de ces passages dits « caractéristiques » et dits « extraits ».

— *Le front continu est la grande révélation de la guerre.* — Or, il est écrit exactement p. 6 : « Des opérations terrestres de la grande guerre, le général Chauvineau dégage la leçon *tactique*. La grande nouveauté est pour lui le

front continu dont la brusque révélation constitue le tournant de la guerre (1). »

— *Il est inviolable.* — Or, cette expression péremptoire et très peu sensée ne figure absolument pas. Par contre on y lit page 11 : « Les moyens de briser ce barrage existent : ce sont les chars et l'artillerie lourde. »

(Suivent il est vrai diverses restrictions précises — à l'emploi de ces moyens.)

— *Il suffira à tout.* — Cette expression ne figure pas non plus (d'ailleurs comment M. Goutard a-t-il pu attribuer une déclaration si pauvre, si puérile et du point de vue de l'art militaire, si primaire, à un grand chef de guerre comme le maréchal Pétain ?).

— *L'idée offensive est donc à conserver précieusement.* — Oui, c'est écrit page 20, car il s'agit de la période de couverture, mais la phrase est celle-ci : « A conserver précieusement pour le moment où les circonstances permettront de l'employer. » (Et c'est bien là ce qu'a fait Hitler attaquant seulement quand il a été prêt à l'attaque.) N'en citer que le premier membre c'est indiscutablement déformer de parti-pris ou non, la pensée du Maréchal.

M. Goutard cite encore, comme passage dit caractéristique, le suivant :

— *D'après Ch. de Gaulle une armée cuirassée pouvant faire 200 km dans la journée, forcer les retranchements, semer la panique sur les arrières serait un outil irrésistible ; mais il y aurait quelque imprudence à adopter ces conclusions... Les résultats décisifs qu'atteindrait cette armée cuirassée seraient sans lendemain... Les divisions cuirassées seraient à la merci d'une contre-attaque sur les flancs... La parade serait facile... Des troupes transportées en camions et quelques chars cuirassés suffiraient pour pallier une invasion par le corps blindé allemand.*

Le Maréchal a-t-il écrit ces lignes ? Reportons-nous au texte de la préface. Nous constatons qu'il y est fait une comparaison entre le procédé préconisé par de Gaulle et celui préconisé par Chauvineau. La voici résumée :

« L'armée de métier (telle qu'elle est proposée par de Gaulle), tout entière cuirassée et mécanisée peut s'engager le soir à 200 km de son bivouac du matin, forcer les lignes de retranchement et semer la panique dans les arrières... Elle est formée de militaires de carrière affectés dans les divisions cuirassées pendant les 6 premières années.

« Les troupes réserves de couverture (selon la thèse du général Chauvineau) sont au contraire destinées à colmater ou à contre-attaquer dans le flanc d'une offensive ennemie. Elles sont motorisées tout en comprenant quelques chars cuirassés ; leurs camions les rendent très mobiles. Elles sont formées de militaires engagés pour 4 ans. »

Et le Maréchal de conclure :

« Les deux idées sont très différentes. L'armée de métier est surtout un instrument offensif... La qualité de son matériel et de son recrutement en fait pour son auteur un outil irrésistible. Il y aurait quelque imprudence à adopter ces conclusions... Les résultats décisifs risquent d'être sans lendemains si aucune garantie n'est prise contre un échec possible... Que deviendrait une offensive de division cuirassée si elle se heurtait à des divisions de même nature (2) ? »

Ainsi M. Goutard, en arrive à présenter par déformation des textes,

(1) Mais le Maréchal nous a prévenus à la première page de sa préface que « le lecteur abordant l'ouvrage du général Chauvineau doit garder intact son esprit critique » et plus loin il a précisé « le général expose des idées qui lui sont personnelles et qui ne seront pas discutées ici ».

(2) On ne manquera pas de remarquer que ce sont précisément ces divisions blindées de contre-attaque que désirait le Maréchal, qui nous auront manqué.

des formules de l'importance de celles-ci : « La parade (à l'attaque des divisions blindées) serait facile... Des troupes transportées en camions et quelques chars cuirassés suffiraient pour pallier une invasion par les corps blindés allemands », et il les attribue, entre guillemets, au maréchal Pétain. Comment qualifiera-t-on ce procédé ?

Poursuivons. M. Goutard nous cite encore comme passages caractéristiques de la préface :

— *Les chars devraient nous ramener aux guerres courtes. Mais leur faillite est éclatante.* — Or, on n'y trouve pas trace de cette phrase.

— *Qu'est-ce que des masses blindées pourraient bien faire en arrivant dans la région parisienne ?* — Pas trace non plus de cette phrase attribuée, avec quelle étrange obstination, au maréchal Pétain.

Vraiment on demeure confondu. Le lecteur appréciera. S'agissant ici non de polémique, mais d'histoire, il est en tout cas telle méthode d'exposition qu'on ne peut ni admettre, ni absoudre (1).

V. — M. Goutard ajoute : « Il est difficile de croire que ces idées exposées par la plus haute autorité militaire d'alors, soient restées sans influence sur les chefs en activité qui avaient à organiser notre armée blindée. »

Or, non seulement les citations en question sont fausses, mais encore la préface où *il prétend à tort les avoir trouvées*, n'a paru, je l'avais précisé, page 88, qu'en mars 1939. Comment auraient-elles influencé l'organisation de notre armée blindée ? Par ailleurs, il m'est permis d'affirmer que le maréchal Pétain est resté absolument étranger à la rédaction de l'I.G.U. *(Instruction générale sur les Grandes Unités)*, qui remonte à 1935-1936.

VI. — M. Goutard nous dit en conclusion : « Si nous avions à peu près autant de chars que les Allemands, il eût fallu encore les organiser et les employer comme eux en masse de choc et d'exploitation rapide. Comme l'a dit M. Henri Michel, la disproportion n'était pas dans les forces en présence, mais dans la manière de s'en servir. »

On peut être d'accord sur la remarque de M. Henri Michel, sous réserve de ne pas méconnaître que la percée par les chars allemands n'a été possible que grâce, en même temps, à l'énorme supériorité de l'aviation de bombardement allemande (13 appareils contre 1) (2).

Mais il faut encore souligner que la conclusion de M. Goutard passe à côté de la question qui fait l'objet de *L'énigme des blindés*. Car, il s'agissait non pas de dire comment il eût fallu employer les chars, tout le monde est d'accord, mais de savoir pourquoi nous n'avons pas eu cette organisation en divisions blindées, qui nous eût permis ou de les employer en masse de choc ou de répondre à la manœuvre par la manœuvre :

a) Employer les chars en masse de choc ? Les Allemands les ont utilisées en effet en masse dans une offensive de beau style napoléonien. Or, une offensive de notre part dans ce même style était-elle seulement concevable sous notre gouvernement démocratique d'avant-guerre ?

(1) Pour faire connaître la pensée du Maréchal sur l'emploi des chars, M. Goutard n'aurait-il pas eu à rappeler les citations qu'il a pu lire précisément dans *L'énigme des blindés*, p. 99 à 107, parmi lesquelles les suivantes : « Les unités mécanisées sont capables de donner aux opérations un rythme et une amplitude inconnus jusqu'ici » (texte de 1935), et ces autres : « Les possibilités des chars sont tellement vastes qu'on peut dire que les chars peuvent être demain l'arme principale ». « La conception de l'armée défensive a fait son temps ». « Seuls les moyens offensifs modernes... etc. » (textes de 1936).

(2) Colonel de Cossé-Brissac, *Revue de la Défense nationale*, juillet 1947.

b) Les employer en réponse à la manœuvre par la manœuvre ? Voilà bien, en effet, comme je viens de l'indiquer, à quoi pensait le maréchal Pétain dans la « préface ». Mais l'autorité gouvernementale ne s'est-elle pas opposée formellement à la création des divisions blindées, la première autorisation à cet égard (et toute limitative) ayant été remise à janvier 1939 ?

Parmi toutes les causes qui ont joué pour que nous manquions de divisions blindées, il faut donc, de toute nécessité, faire entrer en ligne de compte la politique de l'État français, comme *je l'ai fait dans le chapitre IV de mon livre et dans sa conclusion dont M. Goutard n'a même pas fait mention.*

Pour finir, j'évoquerai à ce sujet les jugements péremptoires du général de Gaulle (*Mémoires*, p. 8, 22, 25, 26), parmi lesquels ces deux citations : « Tout concourait à faire de la passivité le principe même de notre défense nationale ». « Ce régime (était) incapable d'adopter les mesures qui eussent assuré le salut... »

Mieux encore : Reportons-nous à la courte préface qu'il a accordée en 1956 à un livre de M. Goutard. « S'il est établi, comme je le crois, y écrivait-il, que le désastre de 1940 fut le résultat d'une défaillance de la stratégie et de l'organisation (elle-même, à mon sens, liée à l'impuissance politique)... »

Voilà bien la notion qui s'impose en premier : la dépendance entre la politique d'une part, la stratégie et l'organisation de l'autre.

C'est dire, selon le général de Gaulle, que la défaillance de notre stratégie et de notre organisation (si déplorablement concrétisée par notre manque de divisions blindées, facteur initial du désastre), a dérivé de notre impuissance politique.

Mais c'est exactement cette dépendance que j'avais déjà eu soin moi-même de mettre en relief dans l'*Enigme des Blindés*. Présentant ici l'analyse de ce livre (poussée pourtant sur certains points jusqu'au détail) M. Goutard n'a ni discuté ni pas même mentionné cette partie essentielle de mon argumentation.

J'avais à relever aussi de son compte rendu cette omission si importante (1).

Général A. Conquet,
du Cadre de Réserve.

(1) *Sur cette importante question des divisions blindées et de leur emploi dans la Campagne de France, nous avons reçu une note du colonel Goutard, que nous publierons dans le numéro d'avril 59 de cette Revue.* (N. D. L. R.)

ALLEMAGNE

Une histoire de l'armée allemande (1)

Brosser une large fresque de l'histoire politique de l'armée prusso-allemande du XVIIe siècle à nos jours voilà une tâche ardue propre à décourager les efforts des historiens. Cependant, il s'est trouvé un spécialiste d'histoire militaire, Gordon A. Craig (2), professeur à Princeton, pour tenter l'entreprise.

Selon la thèse originale de Gordon A. Craig, toute l'histoire d'Allemagne — principalement au XIXe et au XXe siècles — s'expliquerait par une longue lutte constitutionnelle au cours de laquelle l'armée joua un rôle de premier plan. En effet, les libéraux allemands s'efforcèrent d'obtenir le contrôle de l'armée, les chefs militaires déjouèrent avec habileté cette tentative, le progrès démocratique se trouvant de ce fait définitivement entravé en Allemagne.

Selon l'auteur, la politique de l'armée fut non seulement un facteur décisif de la politique intérieure mais encore de la politique extérieure de l'Allemagne. L'influence grandissante des militaires dans le domaine de la politique extérieure, qui se manifeste d'ailleurs dans tous les pays, est une conséquence inévitable du progrès technique. Dans les périodes de tension internationale les hommes politiques se voient obligés de solliciter et de tenir compte des avis de l'état-major et même dans les États démocratiques où il est reconnu qu'il est dangereux d'élargir la sphère d'activité de l'armée, la politique extérieure tend à être dictée par l'opportunité militaire. L'auteur décrit l'usurpation progressive de l'administration militaire sur l'autorité et les fonctions des diplomates de carrière pendant l'ère wilhelminienne ; il rappelle que des plans d'opérations pour d'éventuelles guerres (3) furent adoptés sous une forme qui limitait sérieusement les prérogatives diplomatiques du pouvoir civil bien que, par là, le principe de Clausewitz, selon lequel les idées stratégiques doivent tenir compte de leurs répercussions sur le plan politique, ait été violé ; il montre l'empereur prêtant moins d'attention aux conseils de l'*Auswärtige Amt* qu'à ceux de l'état-major général et du *Reichsmarine Amt* et à leurs agents dans les capitales étrangères, les diplomates contraints d'accepter des décisions qu'ils estimaient des erreurs comme, par exemple, le refus d'évacuer la Belgique, les clauses punitives des traités de Brest-Litovsk et de Bucarest, ou de résigner leurs fonctions.

Après avoir dépeint la politique extérieure des « diplomates militaires » menant l'Allemagne au désastre de 1918 qui emporta la monarchie que cette même armée dans sa politique intérieure s'était précisément efforcée de maintenir au pouvoir, Craig analyse les faiblesses du gouvernement de Weimar par rapport au pouvoir militaire ; pour la première fois, il est vrai,

(1) Gordon A. Craig, *The Politics of the Prussian Army* 1640-1945, Oxford, Clarendon Press, 1955, in-8°, XX-536 p.

(2) Gordon A. Craig a écrit de nombreux articles sur des sujets d'histoire militaire dans des revues de politique et d'histoire générale, telles que *World Politics*, *Political Science Quarterley*, *Die Welt als Geschichte* ; ses études sur Edwin von Manteuffel, sur von Schleicher et Groener, sur la fonction d'attaché militaire prussien l'incitèrent à grouper les données éparses qu'il avait pu recueillir en une vaste synthèse sur le rôle politique de l'armée prusso-allemande.

(3) Il en fut ainsi pour le plan Schlieffen. Cf. G. Ritter, *Der Schlieffen Plan ; Kritik eines Mythos*, München, R. Oldenburg, 1956, in-8°, 200 p.

durant sa longue histoire l'armée dut accepter un ministre civil de la guerre et le corps des officiers se vit contraint à prêter serment à la constitution de la République ; cependant, ce n'était là qu'apparence de sujétion, la réalité était toute différente ; en fait les officiers se refusaient à reconnaître la République. Le gouvernement de Weimar se trouvait dans une situation sans issue, celle de faire confiance pour sa protection contre les émeutes à l'armée qui était elle-même une force dissidente en puissance et certainement la plus dangereuse. L'auteur montre les officiers se refusant à accepter le traité de paix, mécontents de la forte diminution des effectifs, de la réduction des promotions, critiquant ouvertement la politique du gouvernement et inculquant à leurs hommes le mépris de la république ; pour caractériser la *Reichswehr* il reprend la formule saisissante de Gustave Stresemann : « Une sorte de garde prétorienne éloignée de la masse du peuple et en opposition avec elle. » Il souligne l'importance décisive de l'armée dans le destin de l'Allemagne et montre qu'on ne pouvait renverser la République qu'après s'être assuré de la neutralité de l'armée ; toute la politique de Hitler avant 1933 est basée sur cette vérité ; l'apprenti dictateur ménagea habilement l'armée, objet de la sympathie générale ; il utilisa le mécontentement qui régnait dans la *Reichswehr*, jouant la carte du patriotisme, il promit de restaurer et d'étendre la puissance militaire de l'Allemagne et il donna des gages aux ambitions des jeunes officiers en garantissant les prérogatives de l'armée, ce qui explique que le changement politique du 30 janvier fut accepté tacitement.

En réalité, le nouveau régime devait apporter au corps des officiers une longue série d'humiliations et d'épreuves, commençant dès 1934 par l'assassinat des généraux von Scheicher et von Bredow. L'auteur fait remarquer l'étrange aberration de l'armée qui fit confiance en 1933 à son ennemi mortel et réalisa ainsi sa propre ruine et celle de l'Allemagne. En effet, Hitler réalisa ce que les libéraux de 1848 et 1862 et les socialistes de 1918 avaient vainement essayé, il réussit à assujettir entièrement l'armée.

Dans cet ouvrage sur l'armée allemande, Gordon A. Craig fait preuve de réelles qualités d'historien ; il procède avec un soin minutieux et ses jugements sont toujours mesurés ; il possède la littérature militaire allemande et chemine à travers le dédale des monographies diverses guidé par des maîtres en la matière tels que Jany (1) et Ritter (2). Enfin, et surtout ce qui confère un intérêt spécial à cet ouvrage c'est que l'auteur ne s'est pas borné à une documentation de seconde main mais qu'il a aussi utilisé des sources inédites, de première importance, ainsi, par exemple, des pièces d'archives provenant des successions Roon, Grœner, Seeckt, Stresemann, actuellement sous contrôle américain. Les souvenirs de Grœner, en particulier, apportent une contribution appréciable à l'histoire du rôle politique de l'armée. Certains renseignements sont fort curieux et éclairent la psychologie de l'O.H.L. ; ainsi, par exemple, celui concernant la volonté des chefs militaires de faire nommer un représentant du pouvoir civil pour mener les pourparlers d'armistice afin de préserver l'honneur de l'armée (3). Pour l'époque de Seeckt, l'auteur, qui disposait de la thèse de Harold J. Gordon (4), parue depuis, et des papiers de Stresemann, apporte aussi des aperçus

(1) Pour ne citer que l'ouvrage principal de Curt Jany, *Geschichte der kgl. preuss. Armée 1807-1914*, Berlin, 1933.

(2) Et l'ouvrage essentiel sur la question de Gerhard Ritter, *Staatskunst und Kriegshandwerk : Das Problem des « Militarismus » in Deutschland*, München, 1954.

(3) P. 347.

(4) Harold J. Gordon, *The Reichswehr and the German Republic 1919-1926*, Princeton. New Jersey, Princeton Univ. Press, 1957, in-8°, 478 p.

nouveaux. On acquiert cependant l'impression que Gordon A. Craig n'a pas disposé de tous les éléments nécessaires pour la compréhension de l'époque Grœner-Schleicher, compliquée entre toutes (1). La période du *IIIe Reich* est traitée de manière trop succincte et les sources utilisées sont insuffisantes.

L'ampleur du sujet avait, à juste titre, effrayé les historiens ; la difficulté était presque insurmontable ; aussi n'est-il pas étonnant que Gordon A. Craig n'ait pu entièrement dominer la matière mouvante et disparate d'un sujet extrêmement touffu ; malgré son louable effort de synthèse son ouvrage se décompose en une série d'études particulières toutes d'ailleurs très bien présentées.

Riche en renseignements divers et en observations judicieuses, cette histoire politique de l'armée prusso-allemande occupera longtemps une place de choix dans l'historiographie militaire ; elle ne constitue cependant pas une étude définitive sur la question et cela tient à la multiplicité du sujet qui ne pouvait être traité sous un seul angle et aussi au fait que beaucoup de documents restent encore à explorer.

Marcelle Adler-Bresse.

Les « Cent jours » de Stresemann

Depuis quelques années, Gustav Stresemann, l'homme et sa politique, est la personnalité de la République de Weimar la plus étudiée et la plus discutée. Comme le remarque fort justement Mlle Thimme, la mise dans le domaine public des *Papiers* de Stresemann, qui, avant la guerre, n'avaient été publiés qu'incomplètement et parfois inexactement par Henry Bernhard, laisse présager la parution de beaucoup d'autres études.

Celle de Mlle Thimme (2) est consacrée à l'histoire des *cent jours* pendant lesquels Stresemann fut chancelier. C'est une étude rapide, exacte, claire, qui peut être une bonne introduction à un travail plus poussé. Pour l'auteur, Stresemann eut le grand mérite de mettre fin à la résistance passive et à l'inflation. C'est exact. Il l'est peut-être moins de dire qu'il eut « le courage de l'impopularité ». Après tout, Stresemann n'a capitulé que parce qu'il n'y avait pas d'autre solution. Tout autre chancelier eût agi de même. Le gouvernement allemand savait, depuis la fin avril, que la résistance passive ne pouvait pas être victorieuse. Cuno avait essayé de sortir, en sauvant la face, d'une situation impossible. Stresemann fit de même et il fallut que Stinnes et Vögler, le 28 août, lui disent qu'on allait à la catastrophe pour qu'il se décidât à capituler sans poser trop de conditions. Encore espérait-il que les Alliés lui faciliteraient les choses ; pour ce, il dépêcha à Paris et à Londres des émissaires (ce dont Mlle Thimme ne parle pas) ; mais Poincaré était entêté sur la capitulation sans conditions et les Anglais volaient au secours de la victoire.

Mlle Thimme n'a pas insisté sur le grand service rendu par Stresemann à son pays : celui d'avoir sauvé l'unité du Reich. Elle traite rapidement

(1) Notamment les *Mémoires* récemment parus d'Otto Gessler, qui fut de façon ininterrompue de 1920 à 1928, dans quatorze cabinets, ministre de la Guerre, jettent des lumières sur l'histoire des rapports du pouvoir militaire et du pouvoir civil pendant la République de Weimar, *Reichswehrpolitik in der Weimarer Zeit*, Stuttgart, Deutsche Verlagsanstalt, 1958, in-8°, 600 p.

(2) Annelise Thimme, « *Stresemann als Reichskanzler* », in *Die Welt als Geschichte*, 1957, Heft 1, p. 9-25.

et trop superficiellement de la question bavaroise. Elle ne montre pas assez la complexité de la situation politique dans ce pays où les groupes politiques opposés à la politique menée par Berlin étaient divisés entre eux : monarchistes, séparatistes bavarois, nationaux-socialistes étaient des frères ennemis. Elle n'envisage l'affaire de Saxe que sous son jour parlementaire et dans ses répercussions sur le plan gouvernemental. Pour importantes que soient ces dernières, elles le sont moins que la crise sociale sévissant en Saxe. Mais surtout Mlle Thimme ne parle pas assez des tentatives faites par les autonomistes rhénans pour établir une république rhénane. Est-il vraiment exact que ces tentatives n'étaient qu'une conséquence de l'affaire de la Ruhr et qu'elles prirent fin avec elle? Car, enfin, la fameuse réunion de Hagen, au cours de laquelle Stresemann lutta pied à pied contre les représentants rhénans qui ne demandaient rien moins qu'une sécession de la Rhénanie du Reich, eut lieu le 25 octobre, soit un mois après la fin officielle de la résistance passive et près de deux mois après que la décision de capituler eut été prise et annoncée officieusement. Stresemann montra dans cette affaire une réelle force d'âme et il est dommage que Mlle Thimme ait passé le tout sous silence.

Mlle Thimme soutient aussi que, Stresemann n'étant resté au pouvoir que six ans, il est difficile de porter un jugement définitif sur ses buts politiques. Bismark aurait-il disparu en 1868, écrit-elle, cela conduirait à de gros malentendus et erreurs d'interprétation que de vouloir juger ses buts et sa politique. Certes. L'exemple de Hitler serait encore meilleur. Si Hitler était mort le 30 janvier 1939, il serait resté dans l'histoire comme le rassembleur pacifique des terres de langue allemande. Mais tout cela est quand même quelque peu oiseux. Si Stresemann n'était pas mort en 1929, l'histoire eût été autre et il est vain de rechercher ce qu'elle aurait été. Comment savoir quelle aurait été la politique de Stresemann en 1936 s'il avait encore été au pouvoir? Il est fort probable qu'il n'en avait pas lui-même la moindre idée en 1929. Disons-nous, sur la foi de la fameuse lettre au Kronprinz, que le programme de Stresemann était sensiblement le même que celui de Hitler : annexion de l'Autriche, récupération de Dantzig et du Couloir polonais, rectifications de frontières en Haute-Silésie? Dans l'absolu, c'est peut-être exact. Mais nous ne savons pas comment Stresemann espérait récupérer Dantzig. Il n'en savait sans doute rien lui-même. Une telle pensée n'était pas condamnable en soi : Poincaré lui-même disait en février 1929, à l'ambassadeur d'Allemagne à Paris, que la France n'aurait pas d'objections à un accord à ce sujet entre l'Allemagne et la Pologne. Ce serait, semble-t-il, aller vite en besogne que de prêter des intentions agressives à la politique de Stresemann. Il fut le libérateur du territoire : tel fut donc le but de sa politique. Ce qu'il aurait fait ensuite est pure conjecture et il est sans objet de poser la question.

André Scherer.

La République autrichienne et l'Armée

Comme son titre l'indique, l'ouvrage publié par Ludwig Jedlicka (1), élève du grand historien Heinrich von Srbik, est moins l'histoire de l'armée autrichienne de 1918 à l'*Anschluss* que celle de l'influence des partis politiques sur les institutions militaires de l'éphémère république. Traiter ce grand et passionnant sujet d'une manière définitive est actuellement impossible,

(1) Ludwig Jedlicka, *Ein Heer im Schatten der Parteien*, Graz-Köln, Verlag Hermann Böhlaus Nachf, 1955, in-8°, 200 pages.

les archives viennoises n'étant naturellement pas encore accessibles pour une période si proche de nous. Ludwig Jedlicka en a conscience, qui ne prétend qu'apporter une mise au point provisoire ; celle-ci tire sa valeur de la parfaite connaissance qu'a l'auteur des sources imprimées (1) et de l'utilisation de documents inédits qu'il fut assez heureux de pouvoir consulter, tels les « *Souvenirs* » du prince Schönburg-Hartenstein, secrétaire d'État de la Défense nationale en 1933-1934, et ceux du général Jansa, dernier chef d'état-major général de la Première République autrichienne. Enfin, bien que ses sympathies aillent aux chrétiens-sociaux, L. Jedlicka s'est efforcé d'être impartial à l'égard de leurs adversaires sociaux-démocrates.

Ce sont, d'ailleurs, les tentatives de ceux-ci pour mettre la main sur l'armée nouvelle, issue de l'écroulement de 1918, qui constituent la première partie de son étude. De 1918 à 1921, le secrétaire d'État Julius Deutsch, appelé, comme Gustav Noske en Allemagne, à créer, dans la limite fixée par les vainqueurs, une nouvelle armée, met sur pied la *Volkswehr* autrichienne (2), fort différente de la *Reichswehr*. La *Reichswehr* est, dès ses débuts, une puissance conservatrice indépendante des gouvernements républicains et encline à leur imposer ses vues ; la *Volkswehr*, au contraire, est l'instrument du parti social-démocrate au pouvoir ; elle s'ouvre de préférence aux éléments les plus révolutionnaires de la population ; de ses cadres sont exclus les officiers conservateurs de l'ancienne armée ; en revanche, les officiers aux idées avancées, comme le colonel Theodor Körner, le Président de la République autrichienne récemment décédé, accèdent rapidement aux plus hauts grades. Soldats, sous-officiers et officiers sont autorisés à participer, en dehors du service, à la vie politique. Dans la *Volkswehr* même, le syndicalisme est introduit par l'institution de conseils élus de soldats.

De 1921 à 1933, le chrétien-social Carl Vaugoin est, sauf quelques rares interruptions, ministre fédéral de l'armée qui a abandonné la dénomination révolutionnaire de *Volkswehr* pour celle, plus traditionnelle, de *Bundesheer* (3). Il tente, selon L. Jedlicka, de dépolitiser l'armée. De fait, il s'agit pour lui de substituer à l'influence sociale-démocrate toute-puissante, depuis Julius Deutsch, celle de son parti. Il dresse contre le syndicat militaire du *Militärverband*, d'inspiration socialiste, un nouveau syndicat, le *Wehrbund* soi-disant apolitique, en fait d'obédience chrétienne-sociale. *Militärverband* et *Wehrbund* s'affrontent à l'occasion de la désignation des « hommes de confiance » qui, depuis la loi militaire de 1920, ont remplacé les conseils de soldats. Aux élections de septembre 1923, le *Militärverband* l'emporte encore. Sous prétexte d'économies, Carl Vaugoin met à la retraite les officiers supérieurs ayant servi dans la *Volkswehr*. Cette épuration porte ses fruits : en octobre 1927, pour la première fois, le *Wehrbund* conquiert plus de mandats (129) d'hommes de confiance que le *Militärverband* (117) (4). Lors du soulèvement socialiste de Vienne (15 octobre 1927), l'armée est aux côtés du gouvernement ; en 1934, elle sera le rempart de la légalité, aussi bien en février, contre les socialistes, qu'en juillet, contre les nazis. Si, vers 1930, elle a cessé d'être l'instrument d'un parti, en revanche, les partis ont pris un caractère militaire. L. Jedlicka nous fait assister à la naissance des formations paramilitaires de la *Heimwehr*, conservatrice et monarchiste évoluant vers le fascisme, et du *Schutzbund*, social-démocrate. De 1933 à 1938, c'est-à-dire au cours

(1) On en aura une preuve en consultant l'excellente bibliographie (p. 189-194) dressée par L. Jedlicka.

(2) Milice populaire.

(3) Armée fédérale.

(4) Néanmoins, les candidats du *Militärverband* avaient recueilli sensiblement plus de suffrages (9.379) que ceux du *Wehrbund* (6.409).

de la période autoritaire dominée par Dollfuss puis par Schuschnigg, l'armée deviendra l'enjeu, sinon des partis désormais interdits, du moins des factions. La dissolution, en mars 1933, du *Schutzbund*, imposée à Dollfuss par Starhemberg, n'était dictée ni par le souci de renforcer l'autorité de l'État ni par celui d'accroître le prestige de l'armée. Le chef de la *Heimwehr* poursuivait, en effet, deux objectifs complémentaires : éliminer la concurrence des formations paramilitaires de l'extrême-gauche, d'une part, introduire dans l'armée des hommes dévoués à l'extrême-droite, d'autre part. Dollfuss était trop habile pour ne pas deviner les intentions de son dangereux allié ; obligé de se séparer, en septembre 1933, de Carl Vaugoin, en conflit avec les chefs de la *Heimwehr*, il confie le secrétariat d'État de la Défense nationale au prince Shönburg-Hartenstein, soldat soucieux de préserver l'indépendance de l'armée : le nouveau secrétaire d'État tentera même de placer la *Heimwehr* sous le contrôle de l'armée ; il n'y réussira pas et devra finalement abandonner son portefeuille, en juillet 1934, sous la pression de Starhemberg.

Chancelier, Schuschnigg retiendra la leçon de l'échec de Schönburg-Hartenstein : il sera son propre secrétaire d'État de la Défense nationale. Après avoir éliminé Starhemberg du gouvernement (mai 1936), il dissoudra la *Heimwehr*. Ainsi, la nouvelle armée qui devait naître du rétablissement du service militaire obligatoire (1er avril 1936) semblait devoir passer exclusivement au service du chancelier, qui s'évertuait à préserver l'indépendance de l'État autrichien (1). On ne saura jamais si les apparences correspondaient à la réalité (2). Schuschnigg, en effet, en mars 1938, ordonnait à son armée de n'opposer aucune résistance à la *Wehrmacht* de Hitler !

Jean Sigmann.
Inspecteur d'académie à Guéret.

Tableau du Parti nazi

L'*Institut de Science Politique* (3) de Marburg a entrepris de publier une série de dissertations inaugurales consacrées au *Troisième Reich*. Après les *S. S.* et la *Jeunesse hitlérienne*, c'est au tour du parti nazi (*N. S. D. A. P.*) (4) d'être l'objet d'une étude précise appelée à rendre les plus précieux services aussi bien aux spécialistes qu'aux profanes.

En moins de cent pages (5), Wolfgang Schäfer brosse de la *N. S. D. A. P.*, de ses formations (*Gliederungen*) intégrées, des associations affiliées (*Angeschlossene Verbände*) et des organisations contrôlées (*Betreute Organisationen*) (6)

(1) Le général Jansa, nouveau chef d'état-major général, était un adversaire résolu de l'*Anschluss*.

(2) Ludwig Jedlicka paraît avoir sous-estimé la pénétration de l'idéologie nazie dans l'armée, à la veille de l'*Anschluss*. Une enquête dans cette direction serait, en tout cas, sou aitable.

(3) Les Allemands, on le sait, à la différence des Français, préfèrent le singulier — la science politique — au pluriel.

(4) Wolfgang Schäfer, *N. S. D. A. P. Entwicklung und Struktur der Staatspartei des dritten Reiches*, Hannover und Frankfurt a/Main, Norddeutsche Verlagsanstalt O. Goedel, 1956, 100 pages.

(5) L'exposé comprend 84 pages. Il est suivi d'un appendice de notes (p. 85-95), d'une bibliographie (p. 95-99) et d'un index (p. 100).

(6) On trouvera quelques remarques sur ces termes dans Jean Sigmann, *Qu'est-ce qu'un nazi?* Fribourg-en-Brisgau, 1948, p. 28, n. 40, et p. 36, n. 69. Cf. le compte rendu d'A. Meyer (*Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, nº 15-16, juillet-septembre 1954, p. 173-174).

un tableau auquel on ne pourra apporter que des retouches de détail. Les objectifs limités de l'auteur — origines sociales des membres du parti, attributions théoriques des différents rouages de la machine nationale-socialiste — ont été, en effet, parfaitement atteints grâce à l'exploitation systématique de la documentation publiée sous le contrôle des dirigeants hitlériens.

L'ouvrage comprend deux parties de dimensions sensiblement égales, traitées avec une minutie identique.

Cependant, elles sont loin, croyons-nous, de présenter le même intérêt. La première partie, consacrée à l'évolution de la *N. S. D. A. P.* (1), est incontestablement la plus neuve. Elle contient à la fois un abrégé précis et sûr de l'histoire du parti jusqu'à la prise du pouvoir et une étude des changements survenus dans la composition sociale du mouvement de 1930 à 1935, c'est-à-dire à l'époque de la destruction du régime weimarien et de la mise en place de la dictature hitlérienne. Les statistiques utilisées par W. Schäfer démontrent avec une aveuglante clarté la force que la *N. S. D. A. P.* a tirée de la crise économique, en général, du chômage, en particulier. En 1930, l'élément ouvrier est moins fortement représenté dans le parti (26 %) que dans la société allemande (46 %). La *N. S. D. A. P.*, comme tous les mouvements de type fasciste, rassemble essentiellement les classes moyennes (24 % des adhérents sont des employés, 19 % des membres des professions libérales ou des travailleurs indépendants, 7 % des fonctionnaires, 2 % des retraités). De 1930 à 1933, le nombre des membres du parti triple (1.300.000 contre 400.000), en même temps que celui des chômeurs passe de 3.500.000 à près de six millions. La corrélation entre l'accroissement de la misère ouvrière et la poussée nazie est rendue plus évidente par l'évolution de la représentation des différents groupes sociaux à l'intérieur de la *N. S. D. A. P.* Le pourcentage des ouvriers s'est élevé à 32,5 %, tandis qu'est en recul celui des classes moyennes (les employés ne représentant plus que 20.5 %, les membres des professions libérales et les travailleurs indépendants 17 %, les fonctionnaires 6,5 %, les retraités 1,6 %) et des paysans (12,5 % contre 13,2 %).

Après 1933, le nombre des membres du parti ne cessera de croître. La représentation des différentes catégories sociales ou professionnelles variera en fonction de leur degré de dépendance à l'égard de l'État. En 1935, les fonctionnaires, dont l'avancement est soumis à l'arbitraire d'un État de plus en plus bureaucratique, sont proportionnellement deux fois plus nombreux (13%) qu'en 1933 ; les paysans, soumis à des pressions relativement atténuées, surtout en pays catholique, tiennent une place de moins en moins importante (10,7 %) ; les ouvriers, étroitement surveillés sur le lieu de travail comme dans leur habitation, continuent à représenter le tiers des forces du parti (32 %).

Sur les cadres de la *N. S. D. A. P.* : *Blockleiter*, *Zellenleiter*, *Ortsgruppenleiter*, *Kreisleiter*, *Gauleiter* (2), W. Schäfer a publié des renseignements statistiques propres à étonner ceux qui ignoreraient le nombre prodigieux des Führer, petits et grands, chargés de surveiller l'ensemble de la population. En 1935, sur 502.662 dirigeants politiques (*Politische Leiter*), 40,4 % seulement avaient adhéré avant la prise du pouvoir (dont 7,3 avant 1930 et 33,1 de 1930 à 1933). Naturellement leur proportion s'élève avec l'importance des fonctions occupées dans la hiérarchie nationale-socialiste. Elle est respectivement, pour les *Blockleiter*, les *Zellenleiter*, les *Ortsgruppenleiter*, de 28,8, 57 et 74,9 %. On conçoit que les ralliés de fraîche date placés aux échelons inférieurs aient souvent manifesté un zèle voyant et tracassier. Ces quelques exemples donneront, croyons-nous, un aperçu de l'intérêt des

(1) P. 5-51.
(2) Sur le rôle respectif de ces personnages, cf. Jean Sigmann, *op. cit.*, p. 24-25.

matériaux rassemblés par W. Schäfer dans la première partie de son étude.

La seconde partie, qui a trait à l' « *Organisation de la N. S. D. A. P.* (1) », décrit les différentes instances du parti, d'abord sur le plan horizontal, puis sur le plan vertical.

Plusieurs schémas éclairent heureusement un texte qui suit de très près l' « *Organisationsbuch der N. S. D. A. P.* », manuel édité par le parti, à l'intention des « *Politische Leiter* ». La connaissance du fonctionnement théorique des rouages de la machine nationale-socialiste n'est pas inutile. Celle de leur fonctionnement réel serait sans doute préférable. Mais elle implique une enquête dont l'ampleur est propre à décourager, par avance, un chercheur isolé.

Jean SIGMANN.

Le Capitalisme responsable de la Guerre ?

Un ouvrage qui se propose de montrer comment les capitalistes « monopolistes » américains et européens ont incité, depuis 1945, leurs principaux agents (2) : le président Truman, M. Robert Schuman et le chancelier Adenauer, à préparer le déclenchement d'une troisième guerre mondiale visant à détruire la puissante mais pacifique Russie, patrie des travailleurs, ne ressortit pas à la compétence normale de la *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*. Toutefois, comme il s'est trouvé un polémiste qui, pour rendre plus convaincantes ses vues sur la situation internationale actuelle, a jugé opportun de récrire l'histoire de l'entre-deux-guerres, il convient de signaler sa tentative.

Le gros volume du Danois Kai Moltke, rédigé vraisemblablement en 1951, mais dont la version allemande n'a paru qu'en 1953 dans le secteur oriental de Berlin, est conforme à l'orthodoxie soviétique — tout au moins à l'orthodoxie en vigueur dans les dernières années de l'époque stalinienne ; en préparant une guerre de conquête contre la Russie soviétique, le grand capitalisme reste fidèle à une tradition établie au lendemain de la révolution de 1917. C'est lui, en effet, et non Hitler, qui a rendu inévitable la deuxième guerre mondiale. Les investissements des financiers américains dans l'industrie allemande traduisent une volonté délibérée d'accélérer, dans les années 20, le réarmement de l'Allemagne weimarienne. A l'époque de l'accord de Rapallo — accord dont Kai Moltke ne souffle mot — les capitalistes américains et leurs collègues de Grande-Bretagne et de France ont assigné à l'Allemagne, une fois pour toutes, le rôle de mercenaire dans le grand conflit qu'ils préparent contre la Russie soviétique. Bien entendu, ils ont trouvé auprès des maîtres des trusts et des cartels allemands des auxiliaires dévoués. Les barons de la Ruhr agissaient en plein accord avec les dirigeants de la *Standard Oil*, lorsque, au début de 1933, ils favorisèrent l'accession au pouvoir de Hitler, investi de la double mission de détruire le parti communiste allemand et d'abattre le régime soviétique. Dans ces perspectives, le succès remporté par Hitler à Munich s'explique tout naturellement par l'appui que le capitalisme international a accordé à son paladin. Au cours de la seconde guerre mondiale, surtout à partir du moment où Hitler a franchi les frontières de la Russie, la haute finance multiplie les manœuvres pour retarder l'écroulement du fascisme et de l'hitlérisme. Car une guerre menée aux côtés de la Russie sovié-

(1) P. 52-84.

(2) Kai MOLTKE, *Krämer des Krieges. Die 5. Kolonne der Monopole*, Berlin, Dietz Verlag, 1953, in-8°, 464 pages.

tique n'a plus de sens pour les groupes économiques dont la politique n'est dictée que par de sordides considérations matérielles.

Seuls des esprits superficiels ou prévenus seront enclins à estimer que la démonstration de Moltke a été facilitée par le fait qu'il n'a pas même mentionné l'existence du pacte germano-soviétique d'août 1939. Bien au contraire ! Les nécessités momentanées de la propagande, en le contraignant à passer sous silence l'époque de l'amitié germano-russe, ne lui ont pas permis de citer des textes aussi favorables à sa thèse que le discours dans lequel, le 31 octobre 1939, M. Molotov dénonçait devant le Soviet suprême « le caractère impérialiste » de la guerre menée alors par la France et la Grande-Bretagne contre l'Allemagne nationale-socialiste !

Jean SIGMANN.

Avant l'attaque à l'Ouest

Sous le titre : *Documents relatifs à l'histoire de la période précédant la campagne à l'Ouest*, H. A. Jacobsen nous présente (1), comme il le dit dans sa préface, « la première partie d'un recueil de sources » sous la forme d'un choix de soixante-trois documents de grands intérêt s'échelonnant de septembre 1939 à mai 1940, à l'exception d'un document de 1944 (2). Ils comprennent, entre autres pièces capitales, les directives, ordres, mémoires d'Hitler et de quelques-uns de ses généraux, relatifs à l'élaboration du plan d'attaque à l'Ouest. De ces documents souvent mal connus ou incomplétement connus par le procès de Nuremberg, quelques-uns sont inédits, telles les « *Lagebeurteilungen* » (formule qu'on pourrait traduire par « considérations sur la situation ») des généraux Halder, von Sodenstern, von Bock), d'autres ont déjà été publiés dans notre *Revue*, comme le document n° 10, en date du 19 octobre 1939, qui est le premier plan allemand pour l'attaque à l'Ouest (3).

Les soixante-trois documents sont classés selon un ordre logique par échelons de commandement ou par grands thèmes, selon les dix rubriques suivantes :

I. *Commandement des forces armées (O. K. W.)* : 7 documents dont le mémoire d'Hitler du 9 octobre 1939, indiquant, en seize pages, les « lignes directrices pour la conduite de la guerre à l'Ouest ».

II. *Commandement de l'armée de terre (O. K. H.)* : 13 documents qui permettent de suivre les modifications successives apportées au premier plan, au fur et à mesure des ajournements de l'offensive.

III. *Groupe d'armées C* (von Leeb) : 8 documents.

IV. *Groupe d'armées B* (von Bock) : 8 documents.

V. *Groupe d'armées A* (von Runstedt) : 14 documents qui complètent ceux de la série II.

VI. *L'affaire de Mechelen* : 10 documents, dont les fragments des « directives » tombées entre les mains des Belges à la suite de l'atterrissage forcé

(1) Hans-Adolf JACOBSEN, *Dokumente zur Vorgeschichte des Westfeldzuges, 1939-1940*, Göttingen-Berlin-Frankfurt, Musterschmidt Verlag, 1956, 225 pages.

(2) Document n° 46 : il s'agit du non-lieu formulé le 29 janvier 1944 à la suite de l'instruction ouverte contre l'aviateur victime de la panne survenue à Mechelen le 10 janvier 1940.

(3) Voir *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, avril 1956, p. 47 à 56 : J. VANWEMBENHUYSEN, *Le premier plan allemand pour l'attaque à l'Ouest.*

du 10 janvier 1940 et le rapport, en français, d'un major belge relatant l'incident avec un humour qui met une note de gaîté dans cet austère recueil.

VII. *A propos de la neutralité belge* : un document : le rapport de l'ambassadeur d'Allemagne à Bruxelles, du 21 mars 1940.

VIII. *Luftwaffe* : 3 documents.

IX. *Conduite de la guerre par les Alliés* : 3 « instructions personnelles et secrètes » dont deux du général Georges et une du général Gamelin.

X. Le mémorandum allemand du 9 mai 1940 aux gouvernements belges et néerlandais — les accusant de faire de leurs armées « l'avant-garde de l'armée d'attaque franco-anglaise » et les sommant de donner les ordres nécessaires pour qu'aucune résistance ne soit opposée aux troupes allemandes.

Les documents psychologiquement les plus intéressants sont ceux qui expriment les appréhensions des généraux allemands, très impressionnés par la ténacité franco-britannique au cours de la Grande Guerre, en face des plans d'Hitler qui leur paraissent trop téméraires ou trop ambitieux. C'est ainsi que, le 11 octobre 1939, von Leeb, commandant le groupe d'armées C, écrit à von Brauchitsch : « en une heure grave qui décide peut-être du sort de notre peuple pour des dizaines d'années », un mémorandum de six pages, où l'on peut lire : « Briser la force militaire de l'Angleterre et de la France de manière à les amener à la paix, constitue un objectif qu'il est impossible d'atteindre...

« Il ne faut pas confondre le commandement français avec le commandement polonais... L'attitude de la Russie reste incertaine... Du côté de nos ennemis... on trouvera aussi l'Amérique du Nord... Le peuple (allemand) tout entier aspire profondément à la paix. »

Il dénonce les rumeurs systématiquement propagées selon lesquelles le Führer voudrait la paix, mais que les généraux pousseraient à la guerre, note l'isolement international qui résulterait pour l'Allemagne d'une violation des neutralités belge et hollandaise et conclut que la meilleure attitude à adopter par l'armée allemande est de rester sur la défensive à l'Ouest (document 24).

Le 31 octobre, von Leeb revient à la charge. « Les motifs militaires qui parlent contre les intentions du Führer sont clairs. Rien qu'à cause de la situation de nos réserves nous ne pouvons tenir... L'épée n'a pas le tranchant que le Führer lui suppose. On me signale des artilleurs qui sont plus dangereux pour les troupes amies que pour l'ennemi. Tout le peuple est animé d'un profond désir de paix » (document 25).

Ce même 31 octobre, von Runstedt écrit à Brauchitsch : « L'opération projetée ne peut avoir d'effet décisif. » Il souligne la valeur de l'artillerie et du soldat français, signale le danger latent constitué par la Russie et préconise lui aussi une attitude expectative à l'ouest, de manière à obliger l'adversaire à attaquer (document 32).

Des réserves aussi chez von Bock, le 8 mars 1940 (document 29), bien qu'à cette date la directive finale d'Hitler ait déjà été élaborée.

Ainsi, des trois commandants des groupes d'armée A. B. C., aucun ne s'est montré enthousiaste à l'idée d'une attaque à l'Ouest, à travers la Belgique et la Hollande... tout en participant aux préparatifs de cette attaque.

Pas plus d'enthousiasme chez certains chefs d'état-major : encore le 5 mars 1940, le général von Sodenstern, chef d'état-major du groupe d'armées A, écrit au général Halder (document 45) qu'il ne croit pas à la possibilité d'une rupture par surprise de la ligne de la Meuse au moyen des blindés ; il estime cette ligne quasi infranchissable, comme on nous l'enseignait à l'École militaire de Saint-Maixent, en 1939 — un point sur lequel la majorité des généraux

allemands et l'immense majorité des généraux français étaient d'accord.

Du point de vue « état-major », le document le plus intéressant (document 38) est peut-être le mémoire sur l'offensive à l'ouest adressé le 12 janvier 1940 par le groupe d'armées A (von Runstedt-Manstein) à Brauchitsch et demandant le transfert du centre de gravité de l'attaque à l'aile sud.

Ce mémoire renferme aussi un paragraphe de « guerre psychologique ». où l'on peut lire (p. 144) : « Avec le déclenchement de l'attaque allemande... il faut déclencher une propagande intensive qui par un martèlement incessant persuade le soldat français qu'il marche pour la Pologne, pour les industries d'armement, pour l'Angleterre, que nous ne voulons rien de son pays pas plus que de la Hollande et de la Belgique. »

En conclusion, un choix judicieux de documents qui valent tous la peine d'être lus, dont certains méritent d'être médités, et qui permettent de suivre pas à pas les modifications successives du plan allemand d'attaque à l'Ouest, depuis le premier plan du 19 octobre 1939 (document 10) jusqu'à la version finale du 24 février 1940 (document 19).

A. Meyer.
Faculté des Lettres, Aix-en-Provence.

Sur l'Allemagne nazie

Un livre clair, commode à consulter, œuvre d'un historien, résume vingt-cinq ans d'histoire allemande (1). Son plan, simple, annonce de manière très explicite la marche de l'auteur : 1. L'arrière-plan ; 2. La montée du parti nazi ; 3. Le parti nazi au pouvoir ; 4. La politique extérieure de Hitler ; 5. La guerre de Hitler ; 6. La fin.

On pourra recourir, pour plus d'une recherche, à la bibliographie, qui occupe une douzaine de pages. Mais on devra souvent la compléter, car même sur les sujets directement abordés ici — par exemple « l'arrière-plan » historique et psychologique — elle comporte des oublis ou des omissions qui étonnent : les grands manuels généraux, allemands, anglais et français? les études classiques sur le pangermanisme (je ne rappelle pas les Français, mais seulement Albert Kruck)? et tant d'articles de revues sur l'influence de Ranke, de Mommsen et de Treitschke? On ne s'étonnera donc pas de la faiblesse relative du premier chapitre (p. 13-68).

Le reste de l'ouvrage mérite bien des compliments, pour sa netteté dans la forme et son équilibre dans le jugement. Ici encore, quelques réserves. L'histoire de la République de Weimar se trouve, une fois de plus, assez maltraitée, assez mal interprétée sur des points essentiels. Le national-socialisme a ses origines dans des mythes et dans des organisations d'intérêts : impossible de négliger la légende du coup de poignard dans le dos, l'épisode de Schlageter, la poussée originale du radicalisme de droite, l'évolution du parti national populaire à travers les crises de 1920, 1922, 1923, etc., si l'on veut vraiment comprendre la naissance du nazisme. Quelques études historiques et politiques (A. Mœhler) et quelques témoignages, souvent littéraires (E. von Salomon), méritent d'être exploités, non sans critique, bien entendu (2).

(1) T. L. Jarman, *The Rise and Fall of Nazi Germany*, Londres, The Cresset Press, 1955, 388 pages.

(2) Sur l'Allemagne nazie elle-même, on souhaiterait une documentation plus étendue : pas trace de Rivaud ni de Seabury (pour la période de paix), rien sur l'écheveau de problèmes intérieurs (spécialement pour la période de guerre).

Hitler est présenté (p. 104-120) avec beaucoup de soin, et le livre commence alors véritablement sa course. Il ne connaît plus l'hésitation caractéristique des premiers chapitres, car il avance sur une piste droite : l'Allemagne est conquise par cet homme extraordinaire et son extraordinaire parti ; elle se trouve ainsi lancée dans la plus vaste des entreprises hégémoniques ; le désastre militaire la libère des puissances du mal... Sans contester le bien-fondé de cette perspective d'ensemble, on se demande tout de même si l'auteur n'a pas cédé, parfois, aux sollicitations de son amitié pour le peuple allemand. Ainsi, dans une halte faite en 1939, pour établir un premier bilan, il nous présente « le côté positif du régime nazi » (p. 185-200) — retour à l'activité économique, orgueil nouveau des hommes et femmes d'Allemagne, confiance dans l'avenir, etc. Mais la terrible contre-partie nous échappe ! Du reste, nous ressentons un doute, et un doute très cruel, lorsqu'on vient encore aujourd'hui nous affirmer, sur la foi d'une correspondance personnelle, que 98 % des Allemands ont voté « librement et volontairement » pour Hitler (p. 186). Pour notre part, nous nous souvenons d'Allemands qui, après avoir voté *ja*, nous confiaient leur angoisse d'hommes et de citoyens... De même, comment ne pas s'étonner du soin avec lequel l'auteur, dans les chapitres consacrés à la guerre, détourne le regard des cadavres et des charniers? Son orientation anticommuniste, très visible, a peut-être renforcé la sérénité optimiste dont il témoigne si constamment à travers une exploration qui devrait être dantesque.

Tout de même, un bon livre de base.

Fernand L'Huillier.
Faculté des Lettres, Dijon.

Mémoires d'un diplomate de jadis

Les mémoires du comte octogénaire Charles Luxburg (1), ancien diplomate de l'Empire allemand avant 1914, ne contiennent certainement pas de faits inconnus ou des aperçus tout neufs, mais ils évoquent un monde de jadis, un monde disparu. L'auteur nous présente l'histoire d'un aristocrate impérial qui regardait les pays où son métier de diplomate le conduit avec des yeux ouverts. Il y a dans ce livre une suite d'images touchantes : l'Angleterre « edwardienne », la Chine, gouvernée par la vieille et cruelle impératrice douairière, et la Russie des Romanof, où Luxburg faisait des promenades en traîneau avec le jeune Neville Henderson, qui deviendra, trente ans plus tard, le dernier ambassadeur d'Angleterre à Berlin avant la deuxième guerre mondiale.

Plus intéressant, du point de vue historique, est l'exposé des entretiens que le comte Luxburg a eu avec Adolf Hitler, le premier en juin 1931, le dernier en novembre 1932, dans l'hôtel *Zum Elefanten*, à Weimar. Luxburg, monarchiste convaincu, ne ressentait aucune sympathie ni pour les « brutes aux cheveux rasés » qui entouraient leur Führer, ni pour Hitler lui-même. Les conversations entre ce représentant d'une civilisation disparue et le Führer de la nouvelle Allemagne ne furent pas un succès. Luxburg était forcé d'écouter pendant des heures les monologues interminables de Hitler, comme nous les connaissons déjà si bien par le livre de Hermann Rauschning, *Hitler m'a dit*, et les *Tischgespräche im Führerhauptquartier*. Ils étaient d'une va-

(1) Graf Karl Luxburg, *Nachdenkliche Erinnerung*, Schloss Aschach/Saale, Im Selbstverlag, 1953, in-8°, 185 pages.

riété étonnante : algarades contre l'Angleterre et contre Hindenburg, « ce vieillard calciné », idées sur la Bible, sur le théâtre, sur la musique... Mais quel fut le but de ces conversations chimériques? Ce fut, de la part du comte Luxburg et de ses amis, l'idée qu'on pourrait encore domestiquer Hitler, en l'entourant de conseillers sages et modérés (1). On croyait même que Hitler était monarchiste dans son cœur et qu'il se proposait de rétablir la monarchie. Erreur fatale, mais très répandue (2). D'autre part, il est possible que Hitler, qui cherchait un représentant de la tradition pour son ministère des Affaires étrangères, ait pensé à Luxburg pour ce poste. Luxburg avait été diplomate et il comptait parmi ses amis et connaissances le géo-politicien Haushofer, Rudolf Hess, Siegfried Wagner et le *Auslandspressechef* de Hitler, « Putzi » Hanfstaengl.

Intéressantes, mais pas assez pénétrantes, sont les remarques de l'auteur sur les sources du national-socialisme : un égoïsme démesuré, un défaut de valeurs et de dignité et le matérialisme. Mais la source principale du national-socialisme demeure pour Luxburg l'abandon de l'empereur en 1918. L'unité de l'Allemagne disparut quand Guillaume II franchit la frontière hollandaise.

C. T. de Jong †.
La Haye.

(1) On se rappelle que, dans cette même époque, un autre aristocrate allemand éprouva la même illusion : Franz von Papen.

(2) D'après Otto Dietrich, Hitler aurait pensé, en 1932, à une restauration de la monarchie allemande avec le prince Alexandre de Hohenzollern, fils du membre de *S. A.* Prince August Wilhelm. Cf. Otto Dietrich, *12 Jahre mit Hitler*, Munich, 1955, p. 245. Plusieurs industriels allemands, comme Fritz Thyssen, étaient convaincus que Hitler rétablirait la monarchie allemande. Cf. Louis P. Lochner, *Die Mächtigen und der Tyrann*, Darmstadt, 1955, p. 23 et 95 ; George F. W. Hallgarten, *Hitler, Reichswehr und Industrie*, Frankfurt a. M., 1955, p. 113.

U.R.S.S.

Sur les « purges » soviétiques

Publié par le *Russian Research Center*, qui se consacre à l'étude systématique des institutions et de la société en Russie Soviétique, un ouvrage (1) s'est donné la tâche nouvelle et ambitieuse de dégager l'esprit du totalitarisme, « défi à l'ordre moral de l'Occident, menace à notre éthique de l'homme... », étranger à notre humanisme et à notre individualisme traditionnels.

Ainsi sont posés d'emblée les termes du débat. D'un côté un credo politique, le libéralisme, un acte de foi libéral ; de l'autre, un anathème lancé contre le totalitarisme, régime de la vérité officielle, de l'ambition effrénée, de la terreur. Régime où la terreur s'emballe, tourne à vide, oserait-on dire, devient sa propre raison d'être ; où les purges, soupapes de sûreté, par quoi s'exprime le heurt des ambitions personnelles, deviennent une authentique technique de gouvernement. Ces purges sont la réincarnation momentanée de la révolution, assoiffée périodiquement de victimes, telle une inflexible divinité.

De page en page, ou mieux de purge en purge, nous suivons, après quelques chapitres plus théoriques dont il est difficile de rendre le détail, l'imperturbable démonstration de cette thèse. L'étude proprement historique s'articule sur le grand train des purges staliniennes (1927-1929, 1933-1935, 1936-1938), auquel viennent s'accrocher en remorque les rivalités consécutives à la mort de Staline, et d'où émergera Khroutchev. L'atmosphère est celle d'un phénomène naturel : les purges sont décrites à la manière d'un orage qui s'approche, dévaste et cesse brutalement quand son dynamisme est épuisé, ou quand « la nécessité d'en finir apparaît aux dirigeants, qui commencent à se rendre compte du danger propre au dynamisme de l'épuration » (p. 96). Avec une inlassable conscience, l'auteur passe en revue ce musée Grévin de l'histoire soviétique, dresse les listes des victimes, tente de percer les manœuvres staliniennes, et nous amène jusqu'au combat de diadoques, qui clôt l'ère stalinienne. Exhumant des victimes illustres, Kamenev, Zinoviev, Toukhatchevski, et d'autres plus récentes ; évoquant les maîtres du M.V.D., le sinistre Yagoda ou le sanglant Uezhov, il nous montre le cheminement de ces vagues de terreur, des princes du régime au moindre fonctionnaire, en passant par les cadres industriels. Avouons-le : cet *historique* des marées de terreur avec leurs périodes de flux et de reflux, ce film de la détente et de la « purge sèche » (quiet purge) après les ravages de 1936-1938, les embarras d'un parti soucieux d'élargir son support populaire, trop amenuisé, sans pour cela s'ouvrir au premier venu et perdre sa situation privilégiée, toute cette description des *événements* entraîne la conviction. Fascinés comme l'auteur par cet interminable suspense politique, nous oublions avec lui sa conception du totalitarisme, d'un schématisme outrancier.

Conscient le premier de l'insuffisance de ses prémisses politiques, de la vanité qu'il y a à expliquer le régime et ses avatars par de pures rivalités intestines, ou Dieu sait quel prurit d'exécutions massives, l'auteur leur superpose une deuxième explication ; et ce n'est pas l'aspect le moins

(1) Zbigniew K. Brzezinski, *The Permanent Purge*, Harvard University Press, Cambridge, 1956, 256 p. Prix : $ 4.75.

curieux de l'ouvrage que ce recours à un double registre d'explications : d'un côté les lois éternelles et imprécises du totalitarisme, de l'autre le dynamisme socio-économique de l'U.R.S.S. On regrette que l'auteur n'ait pas su choisir, et n'ait pu s'empêcher d'assaisonner un exposé souvent intéressant des réalités communistes de hors-d'œuvre polémiques qui l'affadissent.

Il eût gagné à poser plus nettement les caractéristiques propres à chaque vague de purges, au lieu de recourir inlassablement — pour expliquer ces spasmes tragiques — à une interprétation schématique et quasi stéréotypée, celle du passage du révolutionnaire au technicien et à l'administrateur, celle de la poussée des nouveaux venus. On eût aimé le voir rapprocher ces épisodes lugubres du passé soviétique des grands problèmes de l'U.R.S.S. : le retour à l'« orthodoxie économique » par la fin de la N.E.P. et le lancement des plans quinquennaux ; la montée du nazisme et la préparation à la guerre ; puis la période de reconstruction de l'après-guerre. N'était-ce pas là le moyen d'expliquer pourquoi les motifs d'inculpation varièrent, comme M. Brzezinski le souligne lui-même, page 148, d'une purge à l'autre ? » De nature socio-économique » entre 1930 et 1935, l'acte d'accusation se centre de 1935 à 1940 sur des tentatives de « subversion politique », pour dénoncer surtout, après la *Guerre patriotique*, l'incapacité et la corruption.

Il eût surtout gagné à exposer la situation propre de cette U.R.S.S., isolée de 1917 à 1939 au milieu d'une Europe hostile, et à *mettre en rapport* sa situation de forteresse assiégée avec l'acharnement de luttes où l'accusation de trahison était toujours au moins indirectement justifiée ; à *rappeler* aussi, lors des rigoureuses épurations, la menace d'une guerre civile endémique, tout le passé bureaucratique tsariste, et cette tradition de clandestinité propre au P.C., qui en avait hérité une hantise de la trahison.

Sans ces lignes de force rudimentaires, comment systématiser des remarques de détail souvent pertinentes, rarement synthétiques ? Pas un mot non plus de cette scission entre théorie et praxis, qu'entraînait une édification du socialisme bornée à la seule Russie : les exigences du combat y suscitaient une définition pragmatique de la ligne idéologique, un véritable manichéisme politique, au nom duquel chaque adversaire renversé était livré au bras séculier, à la main redoutable du M.V.D. Et, puisque l'auteur voulait dégager une philosophie politique du totalitarisme, on regrette qu'il ait finalement succombé à une explication scolastique et toute conventionnelle de l'U.R.S.S. Il eût fallu décortiquer l'emprise réelle du Parti, montrer pourquoi de telles purges ont pu s'étendre à « des millions d'individus », et comment cela fut possible, et... pourquoi pas ? étudier dans quelle mesure l'élimination du personnel compromis ne correspond pas aux changements d'équipes gouvernementales, aux classiques chutes ministérielles.

Car les mouvements de balancier de la terreur et de la clémence, de l'ambition et du conformisme idéologique ne suffisent pas à tout expliquer. Ils ne justifient pas surtout cette assimilation, si fréquente outre-Atlantique, entre fascisme, hitlérisme, communisme... facilitée par le mutisme de l'auteur sur l'essence du marxisme ; son livre n'est sur ce point qu'une vaste prétérition, qui permet de tout fourrer dans le sac totalitaire. Une prétérition doublée d'un syllogisme à l'emporte-pièce : « les totalitarismes ont pratiqué la purge ; or l'U.R.S.S. est en purge permanente, donc l'U.R.S.S.... ». L'auteur enfonce consciencieusement son clou, toujours le même.

On se prend à rêver de ce qu'aurait pu être une véritable contribution à l'*Esprit du totalitarisme*, et à l'étude du totalitarisme soviétique, qui n'est pas né en 1917, et n'est pas tombé tout armé du ciel. Pourtant cet ouvrage reste dans sa partie historique un bon ouvrage de référence, un

manuel à jouer des grandes convulsions que connaît périodiquement la Russie. Il est aussi un de ces ouvrages qui jalonneront l'histoire des idées politiques aux U.S.A., autant peut-être qu'ils éclairent la conjoncture proprement soviétique.

Fr.-X. Coquin,
Agrégé de l'Université.

Les négociations entre les U.S.A. et l'U.R.S.S. en 1933

La revue *United States naval Institute preceedings* a publié dans son numéro de mai 1957 un article de R. Browder sur la reconnaissance de l'U.R.S.S. par les U.S.A. en 1933 et les accords qui l'accompagnèrent. Ce furent les Américains qui firent les premiers pas ; le désir des cercles financiers de voir s'ouvrir davantage le marché russe en période de crise américaine et l'inquiétude provoquée au *State Department* par l'agression japonaise en Mandchourie, conduisirent Roosevelt, conseillé par Bullitt, à demander à l'U.R.S.S. l'envoi d'une mission, conduite de préférence par Litvinof.

Celui-ci arriva à Washington le 7 novembre ; le fait qu'il fut sollicité, et non solliciteur, ne l'inclinait guère à des concessions ; pour des raisons de prestige il désirait négocier avec le Président lui-même ; c'est donc au cours d'un tête-à-tête Litvinof-Roosevelt que furent prises les décisions, après plusieurs jours de vains pourparlers au niveau du *State Department*, Roosevelt comptant beaucoup sur son charme personnel ; effectivement, il réussit à dégeler son partenaire ; mais, écrit Browder, à ce moment, après quelques mois seulement passés à la Maison Blanche et employés surtout à régler les problèmes de politique intérieure, « les idées du Président sur les questions internationales étaient plutôt amorphes » ; il ignorait tout en particulier des communistes et de l'U.R.S.S.

Les accords verbaux se traduisirent par un échange de 11 lettres. Les unes concernaient le libre exercice de la religion, et des garanties légales pour les Américains résidant en U.R.S.S. D'autres prévoyaient, de façon très détaillée, que le gouvernement de l'U.R.S.S. s'interdirait à l'avenir toute immixtion dans les affaires américaines. Ce fut l'occasion d'un premier malentendu : le texte détaillé des Américains ne nommait aucune organisation de peur qu'un changement de nom ne rendit l'accord caduc ; avant même de quitter New York, Litvinof déclara à la presse que le parti communiste américain n'avait aucun rapport avec le parti communiste russe et que la IIIe Internationale « n'était pas mentionnée dans l'accord ». Aussi bien, au grand dépit des Américains, une délégation du P.C. américain prit part au VIIe Congrès du *Komintern* à Moscou en 1935, l'ironie de l'histoire était qu'il en revint décidé à soutenir Roosevelt !

L'échec fut total sur la question des dettes russes de guerre. Aux demandes américaines, la délégation russe répondait par des contre-demandes de dédommagement pour l'intervention américaine en Sibérie en 1917. En définitive, un *gentlemen's agreement*, non publié, évalua le total des dettes susceptibles d'être reconnues par l'U.R.S.S. entre 100 et 150 millions de dollars (les Américains demandaient d'abord 600 millions) et renvoya le règlement détaillé à des experts dont les réunions traînèrent jusqu'en 1935.

M. P. Browder estime que le peu d'empressement des Russes à donner une large suite aux accords vint de leur déception de n'avoir pas réussi à amener les U.S.A. à s'affirmer, au moins en principe, désireux de coopérer

avec l'U.R.S.S. en Extrême-Orient. Mais le *State Department* mit au courant l'ambassadeur du Japon et refusa de s'engager.

L'auteur ne formule pas d'hypothèse sur ce qui aurait pu survenir si... Il se borne à conclure que ce premier pas de Roosevelt dans la politique internationale et ses premières négociations avec les Russes, expliquent sans doute les méthodes qu'il employa plus tard avec Staline et sa confiance persistante dans la possibilité d'une coexistence pacifique. Il ajoute que Roosevelt avait bien mal tiré les leçons de ce premier engagement.

Henri Michel.

La politique soviétique et Munich

Le rôle joué par l'Union soviétique pendant la crise de Munich a été souvent étudié. La plupart des auteurs, qu'ils soient hommes politiques comme Winston Churchill (1) ou historiens comme Camille Bloch (2), pensent qu'en septembre 1938 la Russie aurait le cas échéant (c'est-à-dire en cas d'entrée en guerre de la France) tenu ses engagements. Cette opinion est motivée par des arguments relativement solides. On ne peut dire que l'Union soviétique ait manqué à sa parole puisque le Pacte russo-tchèque de 1935 ne lui faisait un devoir d'intervenir qu'en cas d'entrée en guerre de la France. D'autre part, Litvinov fit savoir officiellement, à plusieurs reprises, aussi bien aux Allemands qu'aux Français, aux Anglais et aux Tchèques, que l'Union soviétique remplirait ses obligations découlant du traité. Enfin, Hitler, quand il prépara son action militaire contre la Tchécoslovaquie, compta avec une intervention russe, même en dehors d'une action de la France, qu'il jugeait improbable (3). Ce dernier point est particulièrement intéressant, car il montre que Hitler prévoyait une réaction russe allant au delà de la lettre du traité russo-tchèque.

Mais tous ces arguments ne sont évidemment pas sans réplique. Il est impossible de savoir avec une entière certitude ce qu'aurait fait l'U. R. S. S. au cas où l'accord de Munich n'aurait pas été signé ou si le gouvernement de Prague avait refusé de le reconnaître. Déjà en 1950, M. Beloff écrivait que rien ne prouvait que les Russes étaient prêts à combattre au moment de Munich (4). C'est cette dernière thèse qui est reprise par M. Foster dans son étude sur la politique soviétique et la crise de Munich (5). « Il y a beaucoup de preuves, écrit-il (p. 2), que l'attitude [des Soviets] vis-à-vis de la Tchécoslovaquie était l'opposé exact de leur politique avouée. » En fait, aucune des « preuves » avancées par M. Foster n'est de grand poids ; elles ne sont toutes que des opinions exprimées à l'époque dans la presse américaine ou helvétique, ou des commentaires de diplomates allemands dans leurs rapports à Berlin. Pour intéressantes que soient ces opinions, elles ne sauraient *a priori* être préférées comme sources historiques aux déclarations officielles russes. C'est d'ailleurs beaucoup plus par un raisonnement que M. Foster entend soutenir

(1) Cf. L. B. Namier, *Europe in decay*, Londres, 1950, p. 163-164.

(2) Cf. M. Baumont, French critics and apologists debate Munich, in *Foreign Affairs*, t. XXV, p. 689-690.

(3) *Akten zur deutschen auswärtigen Politik*, série D, vol. I, doc. 221.

(4) M. Beloff, *Soviet Foreign Policy*, 1929-1941, Some notes, in *Soviet Studies*, vol. II, p. 127-128.

(5) Charles Robert Foster, *Soviet Policy and the Munich Crisis, a study in Czech-Soviet Relations*, s. l., 1951, plaquette.

sa thèse. L'argument du livre est résumé, fort commodément dans la conclusion (p. 71), de la façon suivante :

« 1) L'Union soviétique aurait pu faire connaître sa position beaucoup plus clairement. Quoiqu'elle ait été exclue des négociations, elle aurait pu aisément imposer sa participation aux discussions diplomatiques.

« 2) Il n'y eut pas trace, à l'intérieur de l'U. R. S. S., de préparatifs militaires ou de propagande en vue d'une guerre hors des frontières de la Russie.

« 3) L'Union soviétique ne fit rien pour obtenir le droit de transit [à travers la Roumanie]. Elle ne mena aucune négociation directe avec la Roumanie et fit de la question du droit de transit un obstacle [à son intervention].

« 4) Elle ne fit pas grand'chose de concret pour demander une action de la *S.D.N.*

« 5) Elle n'informa les Français d'aucune mesure militaire spécifique pour soutenir la mobilisation de l'armée française et ainsi donner à la France confiance en son aide. »

Le premier argument de M. Foster est sans grande valeur, car Litvinov déclara officiellement et clairement que son pays tiendrait ses engagements. Que certains diplomates allemands aient douté de sa sincérité, c'est certain, mais il est prouvé que Hitler prit la menace très au sérieux, ce qui était l'essentiel. Quant à « imposer » sa participation aux négociations, on sait que l'U. R. S. S. l'a tenté en vain en demandant à Churchill d'intervenir personnellement auprès d'Halifax pour qu'on fît appel au Conseil de la *S. D. N.* et pour qu'on entamât des négociations d'états-majors entre Anglais, Français et Russes. On sait aussi que le résultat de cette démarche, le Communiqué de Londres du 26 septembre, fut volontairement ignoré par le gouvernement français. Cet incident montre qu'il n'était pas « aisé » pour l'U. R. S. S. d'imposer sa participation aux conversations. Il indique également que les Russes ont bel et bien tenté d'obtenir une intervention de la *S. D. N.* (à laquelle Benes lui-même était opposé), intervention qui leur aurait peut-être donné le droit de transiter leurs troupes à travers la Roumanie. Enfin, il n'est pas sérieux de leur reprocher de n'avoir pas entamé des conversations directes avec Bucarest. Quelle chance avaient-ils d'obtenir le droit de transit si la France elle-même ne pouvait convaincre le gouvernement roumain?

Au fond le seul argument avancé par M. Foster qui soit quelque peu solide est l'absence de préparatifs militaires visibles. Il n'est pas exact de dire qu'il n'y eut pas de préparatifs de propagande : M. Foster lui-même en cite (p. 41). Mais c'est un fait que les diplomates anglais et allemands signalent n'avoir remarqué aucun préparatif militaire. Est-ce une preuve de leur absence totale? C'est affaire d'appréciation ; mais il faut sans doute se souvenir que l'U. R. S. S. est fort vaste, que les diplomates étrangers n'y jouissaient pas d'une entière liberté de mouvement, qu'enfin les Russes n'ont jamais été très diserts, même avec leurs alliés, sur les questions militaires.

La Russie serait-elle entrée en guerre? M. Foster ne le croit pas ; mais sa conviction s'appuie non pas sur des faits, mais sur un raisonnement. Il soupçonne les Russes d'avoir cherché, en 1938, à provoquer une guerre entre États capitalistes et États fascistes, tout en restant eux-mêmes neutres. Ce soupçon peut avoir quelque justification. Il est, en effet, prouvé que l'U. R. S. S., dès le début de 1938, n'excluait pas l'idée d'un rapprochement avec l'Allemagne (1). M. Foster fait également remarquer qu'il est naïf de considérer les dirigeants soviétiques comme les champions de la politique de sécurité collective. A ce sujet, M. Beloff écrivait déjà en 1950 : « Il n'est pas possible d'interpréter le rôle des Soviets dans les affaires mondiales en suggérant que

(1) *Akten zur deutschen auswärtigen Politik*, série D, vol. I, doc. 626.

les dirigeants soviétiques ne se seraient jamais senti dans l'obligation morale de risquer une guerre et par suite la sécurité de leur régime pour promouvoir la sécurité d'un groupe de puissances capitalistes. » Cette analyse est sans doute exacte : il est bien difficile d'admettre que les dirigeants soviétiques auraient fait passer les principes de la sécurité collective avant les intérêts nationaux de l'U. R. S. S. et ceux du communisme. Mais il semble bien qu'au moment de Munich la question ne se posait pas dans ces termes. Le Gouvernement russe pouvait, en effet, penser qu'une guerre où l'Allemagne serait seule contre la Tchécoslovaquie, la France, la Grande-Bretagne et l'U. R. S. S. coalisées ne pourrait être qu'une guerre victorieuse. Or, une victoire, loin de mettre le régime en danger, le renforcerait ; sans compter qu'une telle guerre aurait permis à l'armée rouge de s'avancer jusqu'au cœur de l'Europe centrale. Même du point de vue de l'extension du communisme international, l'U. R. S. S., au moment de Munich, avait intérêt à entrer en guerre pour soutenir la Tchécoslovaquie.

Le livre de M. Foster n'est que spéculation. Son argumentation n'est pas suffisamment solide pour permettre de douter de la bonne foi des Russes. Jusqu'à preuve du contraire on ne peut que croire en leur sincérité.

André Scherer.

Les Mémoires d'un ambassadeur américain à Moscou... (1)

L'amiral Standley fut nommé, en février 1942, ambassadeur des États-Unis en U. R. S. S. En retraite depuis 1938, il avait derrière lui une longue carrière de marin qui l'avait parfois amené à occuper des postes politiques : il avait représenté son pays à la Conférence navale de Londres et avait assuré l'intérim du *Secrétariat d'État à la Marine* pendant la maladie de Swanson. Avant son départ pour Moscou, il fut reçu par Roosevelt, qui le mit au courant des négociations en cours entre les États-Unis et l'U. R. S. S. Cependant, à son arrivée à Moscou, l'amiral Standley reçut du *Département d'État* l'ordre de ne soulever en aucune circonstance aucun des problèmes dont on lui avait parlé avant son départ de Washington et de feindre l'ignorance au cas où ces problèmes seraient soulevés par les Russes. L'amiral protesta vainement contre cet ordre singulier ; il ne fut pas tenu compte de la situation plutôt ridicule dans laquelle on le mettait. Le *Département d'État* non seulement ne le tint pas au courant des négociations en cours, mais encore fit comprendre aux Russes qu'il était superflu de le mettre dans la confidence. Cela ressort clairement des mémoires de l'amiral Standley. Pour ne prendre qu'un exemple, le voyage de Molotov à Londres en mai 1942, suggéré par un télégramme de Roosevelt à Staline en date du 11 avril 1942, ne fut connu de Standley que le 28 mai par une indiscrétion de l'ambassadeur de Grande-Bretagne. Or, entre le 11 avril et le 25 avril, l'ambassadeur fut reçu trois fois par Molotov et une fois par Staline : ni l'un ni l'autre ne firent la moindre allusion à l'imminent voyage de Molotov.

Quelles étaient donc les fonctions de Standley à Moscou? Elles consistaient essentiellement à occuper officiellement le poste d'ambassadeur, poste qu'on ne pouvait pas laisser vacant, bien qu'il eût perdu beaucoup de son utilité,

(1) William H. Standley et Arthur A. Ageton, *Admiral Ambassador to Russia*, Chicago, 1955, in-8°.

toutes les négociations étant entre les mains d'Harry Hopkins. Celui-ci avait même à Moscou un représentant permanent dans la personne du général Faymonville, chargé de suivre l'affaire la plus importance, celle du *Prêt-Bail*. On avait prévenu l'amiral Standley, dès avant son départ de Washington, que son autorité ne s'étendrait pas au général Faymonville. Pour mettre fin à cette situation, il fallut que l'ambassadeur se rendît personnellement à Washington et menaçât de ne pas rejoindre son poste. Il obtint satisfaction en principe ; le général Faymonville lui fut officiellement subordonné, mais la situation de ce dernier ne semble pas, en fait, avoir beaucoup changé. Après comme avant, l'ambassadeur n'était chargé d'aucune négociation. Incidemment, on lui demandait un service et il était chargé d'organiser matériellement les déplacements et le séjour en U. R. S. S. des envoyés spéciaux du Président. Ceux-ci le priaient aux banquets et réceptions officielles, mais ne l'invitaient pas à prendre part aux conversations avec les dirigeants russes.

Cela explique que les mémoires de Standley ne soient qu'un témoignage de peu de valeur pour l'histoire des relations américano-russes pendant la seconde guerre mondiale : l'ambassadeur n'était pas au courant. Mais cela ne veut pas dire que ces mémoires soient sans intérêt. Il est, en effet, évident que l'amiral Ageton (le rédacteur du livre) a utilisé non seulement les notes de Standley, mais encore des documents puisés par la suite dans les archives du *Département d'État*. Il a donc écrit, d'une certaine manière, une histoire des relations américano-russes pendant la guerre. Cependant, cette étude n'a pas été suffisamment poussée pour pouvoir être vraiment considérée comme un travail d'historien. Aussi l'intérêt principal du livre est-il ailleurs. L'amiral Standley est un homme cultivé et un esprit fin ; son livre est un excellent reportage sur la Russie en guerre. On y trouve de bonnes descriptions et aussi une peinture contrastée de l'efficience des Russes dans certains secteurs industriels (l'industrie aéronautique, par exemple) et du délabrement de certains services publics, pourtant essentiels pour la défense nationale, comme les chemins de fer. Surtout, l'amiral Standley nous fait une peinture très vivante du personnel politique russe : Staline, Molotov, Vichinsky, etc. Les dialogues ont certainement été reconstitués, mais il n'y a pas à mettre en doute le fond, si la forme a pu, dans la réalité, être différente. Ces dialogues extrêmement vivants montrent les dirigeants russes avec leurs discours prudents, leurs silences, leurs brusques élans d'amitié, leurs colères et leur franchise. Certaines scènes sont pénibles, d'autres franchement drôles ; elles sont toutes pleines de pittoresque. Le livre contient également des descriptions de scènes de la vie politique américaine. Mais, là, Standley a été devancé par Sherwood, qui, dans les *White House Papers*, nous a décrit les méthodes de travail de l'administration américaine sous Roosevelt.

Enfin, on peut, grâce au récit de l'amiral Standley, apprécier l'abîme d'incompréhension qui existait entre les hommes politiques américains et russes. Quand, en 1941, Harriman négocia le *Prêt-Bail* avec Staline, il dit l'inquiétude du Président au sujet du problème religieux en Russie. Il parla de l'effet désastreux fait sur l'opinion publique américaine par l'attitude antireligieuse attribuée au parti communiste russe. Staline écarta la question en remarquant avec brusquerie : « L'opinion publique américaine ne m'intéresse pas tellement. » Il ne s'était sans doute pas rendu compte que toute l'aide que pourraient apporter les États-Unis à l'U. R. S. S. était à la merci de l'opinion publique américaine. L'année suivante, Wendell Willkie vint à Moscou en mission spéciale. Au cours d'un dîner, il dit à Vichinsky : « On a amené le peuple américain à croire que le gouvernement soviétique a aboli la propriété privée et espère créer une situation semblable aux Etats-Unis. Bon ! deux jours en Union soviétique m'ont convaincu que cette vue est sans fondement — il n'y a pas une grande différence entre les points de vue américain et

russe. Dans quelques années, les systèmes sociaux des deux pays seront tout à fait semblables. » Il est évident que Willkie n'avait eu qu'une vue très superficielle de l'U. R. S. S.

Admiral Ambassador to Russia est un livre intéressant à lire, mais il est trop anecdotique pour trouver une place de choix parmi les sources de l'histoire de la seconde guerre mondiale.

André Scherer.

... d'un diplomate britannique...

Le livre de Lord Strang (1) est, en un sens, aussi original que sa carrière. Sur 34 ans de service diplomatique, Lord Strang en passa 25 dans un service ou un autre du *Foreign Office* et 9 seulement dans un poste à l'étranger. Encore note-t-il avec quelque mélancolie que, des trois postes qu'il occupa à l'étranger, aucun ne pouvait offrir « une existence agréable en même temps qu'un intérêt politique ». Jamais il ne fut chef de Mission diplomatique ; il termina sa carrière comme *sous-secrétaire d'État permanent*, chef du *Foreign Office* : c'était là le couronnement d'une vie de travail et de dévouement, mais ce n'était pas une sinécure.

Lord Strang se défend d'avoir voulu écrire des *Mémoires*. Ancien haut fonctionnaire, encore tenu au secret professionnel, il ne divulgue rien dans son livre qui ne soit déjà connu. Aussi, son chapitre sur la *Commission consultative européenne*, à laquelle il fut le délégué britannique, n'apporte que peu de choses. Lord Strang nous dit bien que le travail de la Commission fut laborieux mais il n'y a pas un mot sur la position britannique, pas plus d'ailleurs sur celle des Américains et celle des Russes. Or Lord Strang, qui était chargé de l'élaboration de ses propres instructions, connaît non seulement celles-ci, mais encore la position prise à ce sujet par les divers ministères. Il serait du plus grand intérêt de connaître les unes et les autres. Malheureusement le tout est passé sous silence et c'est assez décevant.

Par contre, Lord Strang a écrit deux remarquables études sur la politique de Munich et sur la négociation anglo-franco-russe de l'été 1939. Pour cette période l'auteur est à l'aise puisque les documents diplomatiques britanniques ont été publiés et que le secret est levé. Il en profite pour disséquer de main de maître la politique britannique de l'époque et examiner au bout de sa plume toutes les bévues du gouvernement anglais. Non pas qu'il cherche à accabler ce dernier ; sa conclusion est même que le Gouvernement de Sa Majesté a eu raison de subir à Munich une « défaite diplomatique de première grandeur » ! Pourquoi ? Parce que la Grande-Bretagne, ayant déclaré la guerre en 1939 fut victorieuse en 1945, parce que « le régime hitlérien fut détruit et l'Europe libérée du joug nazi. On aurait pu, écrit Lord Strang, arriver à cela par d'autres voies, mais on aurait pu aussi ne pas y arriver ». Il faut reconnaître que c'est là une position parfaitement inattaquable : personne ne peut assurer avec une entière certitude qu'une guerre, déclarée en 1938, eût finalement été victorieuse.

Mais après ce coup de chapeau à la sagesse du gouvernement britannique, Lord Strang ne se prive guère d'analyser les bévues dudit gouvernement. Il est peu discuté maintenant que la seule politique possible pour sauver la Tchécoslovaquie était un front uni contre l'hitlérisme. Lord Strang admet qu'une alliance avec l'U.R.S.S. en 1938 était peut-être difficile à conclure,

(1) Lord Strang, *Home and Abroad*, Londres, Deutsch, 1956, in-8°, 320 p.

que les négociations auraient sans doute achoppé, comme en 1939, sur la question du transit à travers la Roumanie et surtout sur celle du transit à travers la Pologne. « Mais, écrit-il, cela étant, si les puissances occidentales pensaient en 1939 qu'il était désirable d'essayer d'arriver à un accord en vue d'une action commune avec l'Union soviétique, on peut honnêtement dire que les raisons pour ce faire étaient, objectivement considérées, non moins pressantes en 1938 et que, même si les perspectives d'arriver à un accord n'apparaissaient pas très brillantes, il aurait quand même mieux valu essayer quand il en était encore temps. L'obstacle était que les puissances occidentales pensaient en 1938 qu'essayer de satisfaire l'Allemagne était une politique meilleure et plus prometteuse que celle d'appeler contre elle l'Union soviétique à la rescousse. » Pour Lord Strang, Munich fut une « tragique nécessité », parce que les puissances occidentales n'avaient pas d'armée leur permettant de faire la guerre, parce que les hommes au gouvernement (et il n'y avait pas à l'époque d'équipe de rechange) n'étaient pas de ceux ayant « assez de connaissances pour comprendre le passé, assez de finesse d'esprit pour comprendre le présent, assez d'imagination pour scruter le futur et, quand l'action est nécessaire, assez de résolution pour prendre des décisions courageuses et agir en s'y tenant ».

Lord Strang n'est pas moins sévère pour la politique britannique du printemps et de l'été 1939. Il nous apprend que la déclaration garantissant la Pologne, c'est-à-dire la décision capitale changeant toute la politique suivie pendant vingt ans par le gouvernement britannique, le fait nouveau qui indisposa l'Allemagne et durcit la position des Polonais, fut une improvisation. Cette déclaration fut rédigée en un après-midi par Chamberlain et Halifax, sans prendre l'avis de quiconque, pour pouvoir répondre le lendemain à une question au Parlement. Que cette déclaration ait été rédigée sous l'impression de rapports d'agents, que ces rapports aient été sans fondement n'étonnera personne. Autant qu'on puisse se rendre compte d'après les *British Documents*, les rapports d'agents à cette époque étaient généralement sans fondement et les gouvernements pour leur malheur leur accordaient beaucoup de crédit. Ce qui est ahurissant est que vingt ans de politique britannique de non-engagement dans l'Est européen aient été oubliés en un après-midi, et qu'on ait donné une garantie à la Pologne sans être en mesure de faire quoi que ce soit de concret. Lord Strang écrit que cette garantie, dans l'esprit des dirigeants britanniques, était une nécessité, que la Grande-Bretagne, après avoir abandonné la Tchécoslovaquie, ne pouvait pas laisser tomber la Pologne sous le joug allemand. Il ne dit pas pourquoi, mais sans doute pense-t-il à la perte irrémédiable de prestige qu'aurait représenté un tel abandon. Par contre il nous dit que le gouvernement britannique était, par principe, au printemps 1939, opposé à des conversations d'états-majors avec les Russes et aussi à imposer l'aide russe aux Polonais. Étant donné que, pour des raisons géographiques, les Russes étaient les seuls à pouvoir aider utilement la Pologne, on voit mal comment le Gouvernement de Londres pouvait espérer sauver cette dernière sans passer des accords militaires avec Moscou. Lord Strang dit qu'on pensait à Londres que la garantie anglaise servirait d'épouvantail. Mais c'était vraiment vouloir croire à la naïveté de Hitler : celui-ci savait parfaitement (il ne pouvait pas ne pas savoir, parce que les Polonais le lui avaient dit) que la Pologne refusait de voir les Russes entrer chez eux même comme alliés. Hitler savait aussi que les Anglais, et les Français, n'avaient pas les moyens militaires de s'opposer à une conquête de la Pologne par la *Wehrmacht*. En fait, le fameux épouvantail ne fut qu'une provocation à l'égard de Hitler.

Excellente aussi est l'étude que Lord Strang a écrite sur les négociations

anglo-franco-russes du printemps 1939. Il connaît bien cette question puisqu'il fut l'un des négociateurs anglais. Il montre que la négociation politique, qui fut ardue, finalement réussit. La seule question restée pendante était celle de la définition de « l'agression indirecte ». Les Russes entendaient que l'établissement d'un régime pro-allemand dans un État limitrophe de l'U.R.S.S. fut considéré comme *casus belli*. Les Anglais finalement acceptèrent à condition que l'Allemagne ait usé de menaces pour établir ce régime. Les Russes refusèrent cette réserve en disant que Hacha n'aurait jamais admis avoir livré son pays sous la menace. Les négociations en étaient là quand elles furent interrompues pour que s'ouvrent les conversations d'états-majors ; mais Lord Strang nous dit que le gouvernement britannique avait envoyé à sa délégation à Moscou des instructions acceptant en grande partie les vues soviétiques sur la question. Lord Strang prouve que les négociations échouèrent sur le problème militaire et qu'elles échouèrent tout de suite parce que les Polonais refusèrent de laisser entrer l'Armée rouge chez eux.

Lord Strang traite aussi de la question, si débattue, de la sincérité des Russes. Ceux-ci voulaient-ils vraiment signer un accord avec les Occidentaux ou cherchaient-ils seulement à gagner du temps en attendant que la négociation germano-soviétique murisse ? L'auteur croit personnellement à la sincérité des Russes. Il admet que ceux-ci savaient depuis Munich qu'ils avaient, dans un accord avec l'Allemagne, une politique de rechange pour le cas d'un échec des négociations avec les Français et les Anglais. Mais il pense que la décision de changer de camp fut prise tardivement : il donne comme date probable le 12 août. En fait, il apparaît d'après les documents diplomatiques allemands que cette décision ne fut prise par Staline que dans l'après-midi du 20 août.

Lord Strang pense que les Russes passèrent du côté de l'Allemagne parce que celle-ci avait plus à leur offrir : « ils voyaient une meilleure perspective... d'éviter la guerre et d'assurer leurs objectifs territoriaux ». C'est l'évidence même. Cependant les Russes n'ont pas dû prendre cette décision d'un cœur léger : Sir William Seed télégraphiait à Londres, après la signature du Traité de Moscou, que Molotov ne semblait pas très fier de son œuvre.

En terminant peut-on exprimer un souhait ? Dans sa préface Lord Strang citant Léon Noël, écrit que des *Mémoires* doivent être posthumes. Il faut vraiment espérer qu'il laissera après lui des *Mémoires* où, avec la même finesse, la même sûreté que dans *Home and Abroad*, il analysera la politique anglaise que pendant 34 ans il contribua à élaborer.

André Scherer,

... et d'un correspondant de guerre auprès de l'Armée Rouge

L'amiral Leslie C. Stevens, dans son introduction au livre de Mikhail Soloviev (1), prévient le lecteur que ce morceau autobiographique contient probablement « quelques erreurs de faits ». Soloviev lui-même nous dit qu'il n'a pas voulu faire œuvre d'historien ; il a « essayé de raconter simplement et sans fioritures ce [qu'il a] vu et de donner ainsi la clé permettant de comprendre l'esprit de l'*Armée rouge* ». Il est donc évident qu'une telle source ne devra être utilisée qu'avec circonspection. Le livre est divisé en trois parties traitant respectivement des expériences de Soloviev comme corres-

(1) Mikhail Soloviev, *My nine lives in the red army*, New-York, 1955, in-8°.

pondant de guerre, de sa vie d'officier pendant la « petite guerre » (la guerre contre la Finlande) et enfin de la « grande guerre » c'est-à-dire la guerre contre l'Allemagne. Il est regrettable que le livre ne contienne pas une quatrième partie consacrée à la résistance menée par les Russes contre les troupes d'occupation allemandes. Soloviev a raconté cette période de sa vie dans un roman (*When the gods are silent*) qui est peu utilisable par l'historien. Il ne nous donne ici que deux pages assez confuses sur ce sujet et c'est dommage.

L'intérêt du livre réside davantage dans l'état d'esprit qu'il décrit que dans les faits militaires qu'il raconte. Soloviev dit avoir voulu faire découvrir au lecteur « l'âme si peu soviétique de l'armée soviétique » et il y réussit. Il nous emmène avec un régiment en Ukraine au moment des famines causées par la collectivisation (il n'essaie d'ailleurs pas du tout d'exposer le problème de cette collectivisation) et il nous montre des soldats prenant en pitié des paysans mourant de faim et les aidant à piller les magasins de l'armée. Nous allons aussi sous sa conduite dans un village cosaque dont la population a été traquée et déportée ; il nous fait voir la haine de l'armée régulière pour les commissaires politiques responsables des massacres. Le système des commissaires fait d'ailleurs l'objet d'un chapitre spécial bien documenté. Les expériences de Soloviev pendant la guerre de Finlande nous montrent la réaction et la terreur de l'armée russe devant les francs-tireurs finlandais, puis le réveil de l'orgueil du soldat russe quand il réalise que l'armée soviétique, malgré son énorme supériorité numérique, est tenue en échec par la petite armée finlandaise. Il nous fait aussi part de la confusion et de l'inéfficience qui régnaient dans l'armée soviétique. On retrouvera cette inéfficience dans l'histoire de la bataille pour Moscou.

On pourra certainement aussi trouver un grand intérêt aux nombreux portraits de maréchaux et de généraux soviétiques ainsi qu'à ceux de quelques dirigeants politiques. Il faut cependant se rappeler en les utilisant que Soloviev n'aime guère et même déteste la plupart d'entre eux. On comprend alors pourquoi sous sa plume ces personnages sont tous ignobles ou ridicules. Sur le livre entier plane l'ombre sinistre de Staline. L'auteur ne fait de lui aucun portrait précis, mais sa présence omnipotente se fait toujours sentir. Il est certain que l'arrivée au pouvoir de Malenkov peu de temps avant la parution du livre est à l'origine du long chapitre qui lui est dédié ; il y a là certainement un souci d'actualité. Soloviev nous donne de lui un portrait assez peu flatteur : aucun trait pour le racheter, c'est le vilain parfait. On peut aussi trouver une esquisse des caractères de Krutschev et de Bulganine et là aussi l'actualité a joué. Ils ne sont pas non plus présentés sous des couleurs avantageuses : on sent bien là la rancune de Soloviev contre les dirigeants de son pays « mutilé ».

Bien que l'amiral Stevens écrive dans l'introduction que ce livre « a la rare excellence d'être dépourvu de toute propagande », on ne peut s'empêcher de penser que le livre de Soloviev n'est qu'un pamphlet, très difficilement utilisable pour l'historien.

André Scherer.

La Ligne Curzon

Par le biais de la question de la *Ligne Curzon* (1) et des frontières polono-soviétiques, on arrive vite au cœur des problèmes politiques et diplomatiques de l'Est européen, essentiels, dans l'histoire du déclenchement et

(1) Romain Yakemtchouk, *La ligne Curzon et la deuxième guerre mondiale*, Éditions Nauwelaerts, Paris et Louvain 1957, 1 vol. in-8°, 136 p.

du déroulement de la guerre, aussi bien que dans celle des négociations entre Alliés qui ont précédé la capitulation de l'Allemagne. Échec de la mission franco-anglaise à Moscou en août 1939, pacte germano-soviétique, échec des négociations polono-soviétiques de 1941 à 1944, conférences de Téhéran et de Yalta, et fixation de la frontière en 1945, toutes ces questions sont donc successivement traitées, et l'ouvrage de M. Yakemtchouk vient s'ajouter à une bibliographie déjà copieuse (sa propre « bibliographie sommaire » comporte plus de 12 pages), sans guère apporter d'éléments nouveaux. C'est une dissertation qui s'appuie sur de nombreux Mémoires ou documents, mais dont le parti pris anti-soviétique se manifeste avec une tranquille assurance, et dès les titres de chapitres : « La duplicité de l'offre soviétique », lit-on dès la première page, et plus loin « L'infâme Comité de Lublin ». Prises de position qui se répètent à chaque instant et qui inquiètent l'historien soucieux de réserver sa liberté de jugement. D'autant plus que les problèmes peuvent aussi être envisagés sur un autre plan. Si l'auteur souligne justement la hâte et la sorte de sérénité avec laquelle l'U.R.S.S. exploite la situation lorsque celle-ci lui est favorable, en septembre-octobre 1939 par exemple, lors de l'incorporation de la Biélo-Russie, il lui arrive aussi de reconnaître l'habileté de l'attitude soviétique, en face de laquelle il faudrait constamment rappeler le manque de réalisme des dirigeants polonais. Ceux-ci ont incontestablement gâché leurs meilleures chances, de 1941 à 1944, en ne voulant pas admettre que, si la Pologne devait retrouver son indépendance à la fin de la guerre, ce ne serait pas nécessairement dans ses anciennes frontières. C'était oublier que si la *Ligne Curzon* avait été dépassée en 1921, la Pologne le devait à des circonstances qu'elle ne pouvait espérer voir se reproduire. Aussi les passages les plus intéressants du livre sont-ils ceux qui montrent l'attitude du gouvernement polonais de Londres, acceptant à l'Ouest la frontière de l'Oder, et refusant en même temps d'envisager une révision des frontières orientales. Mais peut-être faut-il admettre alors que si le *Comité de Lublin* est une « invention perfide », les dirigeants polonais ont singulièrement facilité son éclosion. Les décisions de Téhéran et de Yalta étaient dès lors prévisibles... Que l'U.R.S.S. ait eu à l'égard de la Pologne, des revendications territoriales et qu'elle ait profité des circonstances pour satisfaire ses ambitions, c'est difficilement contestable. Mais ce n'est qu'un élément du problème. Sans négliger complètement les autres, c'est trop souvent à celui-ci que revient l'auteur, avec une insistance qui risque de nuire à sa thèse, plutôt que de la renforcer.

J.-M. D'HOOP.

SUR LA POLOGNE OCCUPÉE

Dans les deux premières livraisons pour 1958 du *Przeglad Zachodni* de Poznan, plusieurs travaux ont retenu notre attention. Tous, ils concernent les rapports polono-allemands après 1939, et sont d'importantes contributions à l'étude de la politique suivie par le *Reich* dans les terres annexées (Warthegau, Silésie et Poméranie) et dans le *General-Gouvernement* ; cette politique fut loin d'être homogène au niveau officiel, et nous avons déjà eu l'occasion de le souligner. Un élément nouveau est introduit cette fois-ci par le désaccord opposant les milieux dirigeants à un individu, qui est l'Allemand Wilhelm Hagen, dr. med.

Le Pr Pospieszalski de Poznan, qui est aussi l'auteur du travail concernant Hagen, nous a appris récemment qu'il avait retrouvé sa trace à l'Université de Bonn, et à Coblence où il est *Präsident des Bundesgesundheitsamtes* ; nous sommes heureux de savoir que cet honnête homme a survécu, ce qui confirmerait l'affirmation récente du Pr Seraphim, à l'occasion de certains procès retentissants outre-Rhin, que la désobéissance à des consignes inhumaines ne fut pas toujours sanctionnée par la liquidation physique du « rebelle ». Hagen, alors médecin municipal de Varsovie, eut connaissance d'un projet allemand qui visait à amener la mort d'un tiers environ des Polonais, déplacés et installés dans la région de Zamosc, par un comportement « négatif » dans les domaines de l'alimentation et des soins d'hygiène. Ces indications sont fournies par une lettre de Hagen à Hitler en date du 7 décembre 1942 (citée par Pospieszalski, pp. 120-121) ; le projet entrait dans le cadre du grand plan de Himmler prévoyant l'envoi en Sibérie d'environ 30 millions de Slaves et leur remplacement entre Vistule et Volga par des « colons » allemands. Comme ce plan restait subordonné à la conquête de l'U.R.S.S. et comme celle-ci tardait à se faire, il y eut dans l'exécution partielle du projet des confusions qui aboutirent en particulier à la mise à mort par gaz d'enfants polonais à Oswiecim et Majdanek, ou à l'envoi d'autres groupes d'enfants dans la banlieue de Varsovie. Ceux-ci arrivèrent dans un tel état que Hagen réagit en permettant à des médecins polonais de les secourir. Ce ne fut pas cependant, malgré les apparences, cette action qui entraîna la disgrâce du médecin et son renvoi dans le *Altreich*. A la lecture des documents cités *in extenso* et dans le texte par Pospieszalski, il apparaît plutôt que la mutation fut décidée pour sactionner l'opposition de Hagen contre l'idée d'une mise à mort indirecte de quelque 70 000 Polonais ; il s'agissait bien d'un crime « médical » comme ceux du Dr Eisele et Pospieszalski fait le rapprochement avec le projet non exécuté de mise à mort des tuberculeux polonais, signalé par W. Kozlowski, ancien vice-président de la *Commission centrale polonaise des Crimes hitlériens*. Qu'avait écrit Hagen au Führer ? Nous ne pouvons que le citer : « Militärisch-politisch hätte eine raffinierte Feindpropaganda wohl nichts erfinden können, was das stets schwelende Feuer der polnischen Widerstandsbewegung mehr anfachen könnte, als ein solches Gerücht oder eine solche Tat. » ... « Aussenpolitisch wäre den Gegnern ein Agitationsstoff von ungeheurer Schlagkraft gegeben und der beginnende Durchbruch des Europagedankens schwer geführdet. *Alle anderen Nationen sind gewohnt, Polen als ein gleichberechtigtes Volk anzusehen. Sie würden sein Schicksal als Beispiel für die eigene Zukunft betrachten* (nous soulignons !)... Bevölkerungspolitisch haben mich eingehende Uberlegungen... zu der Uberzeugung gebracht, dass wir kein Interesse an der Verringerung der polnischen Volkszahl... haben. Von allen Fremdarbeitern ist rassisch der Pole als ein

uns nahestehendes Element zu betrachten... » (ce qui était aussi dit en d'autres termes dans les premières pages du *Ahnenpass*). Ces arguments ne sont pas à proprement parler humanitaires mais simplement logiques ; les seuls qui aient pu toucher la polonophobie du *Deutschösterreicher* Hitler. Toutefois le médecin sait aussi parler plus directement : « Dann entscheiden Sie, mein Führer, über das Schicksal Polens und seiner Menschen... Allzulange hat unsere Arbeit im Generalgouvernement unter der Unsicherheit eines klaren Zieles gelitten. » La réaction vint apparemment non du Führer, qui ne lut peut-être jamais la lettre, mais des autorités S.S. de Cracovie ; Hagen fut expulsé du *Generalgouvernement* en février 1943. Un mois plus tard Himmler s'intéressait à son sort et pensait l'envoyer dans un KZ, mais renonça (lui ou quelqu'un de son entourage, le *S.S.-Obersturmbannführer* Brandt par exemple ?), à ce projet. L'affaire paraissait réglée le 14 avril 1943. Peut-être avait-on compris combien Hagen avait eu raison du point de vue de l'intérêt allemand ? Le rapport secret joint par Pospieszalski (pp. 127-129), fait état de l'utilisation extrêmement dangereuse et habile faite par la Résistance polonaise des bruits qui couraient au début de janvier 1943 à Varsovie sur ces transports d'enfants ; il avait fallu éloigner Hagen mais non le liquider puisqu'il avait à tout prendre bien servi le *Reich*.

Ces documents ne sont pas dans la très grande majorité inédits, et Pospieszalski cite ses sources. Mais il était utile de les voir groupés ici pour montrer combien peu, quand on se penche en historien sur les années tragiques, des schémas simplistes sont de mise. Il était aussi utile que nous leur consacrions une place relativement importante, car ils contribuent à faire connaître en France le climat si complexe de la Pologne après 1939.

L'incertitude dont parlait Hagen, dont parla aussi Franck comme tous ceux qui furent en contact avec le problème polonais, se manifeste dès le début, comme l'analyse Madajczyk dans un article fort long d'une cinquantaine de pages (pp. 1-46) mais qui paraît manquer un peu de clarté ; il est vrai que le sujet ne se prête guère à d'élégantes analyses. Le titre nous paraît soit trop peu précis soit trop ambitieux : *Les chefs hitlériens et la question polonaise d'octobre 1939 à septembre 1940* et le travail ne semble pas de première main ; mais il reste une bonne mise en œuvre de sources fort diverses et dont le rapprochement est souvent intelligent, parfois astucieux.

Le problème qui se posa dès le début fut de savoir dans quelles limites le Reich allait procéder à l'annexion de terres polonaises et ce qui serait fait du reste. Les sources citées par Madajczyk manquent de précisions et diffèrent très sensiblement ; il est vrai qu'elles sont encore fragmentaires. La première prise de position officielle de Hitler au Reichstag le 6 octobre peut être considérée comme une manœuvre qui ne répondait pas aux deux questions essentielles ; d'ailleurs ce qui compliquait la situation c'est que l'armée et le parti prétendaient tous deux à la direction des territoires conquis ; en la confiant à Franck, le *Führer* régla provisoirement la question en faveur du Parti, mais plus tard, quand l'Allemagne entra en guerre contre l'U.R.S.S., le conflit entre celui-ci et l'Armée reprit avec acuité. Mais, pour le moment, personne ne semblait prévoir de tels développements et, comptant avec la fin proche de la guerre, les autorités paraissaient surtout désireuses d'exploiter au maximum les ressources conquises et d'éloigner la population slave et juive vers l'Est afin que la Pologne, un *Reststaat*, ne puisse plus être un danger pour le *Reich*. Les contacts pris avec certains Polonais comme le prince Janusz Radziwill n'eurent guère d'effet. Un Studnicki tenta de convaincre Berlin de la nécessité d'une Pologne suffisamment forte pour être une alliée efficace contre l'U.R.S.S., mais il n'eut pas de succès ; Franck avait la conviction « für mich ist jeder Pole der Feind

Deutschlands » (cité p. 15), et les projets de Studnicki, avancés encore en 1945, restèrent vains. Les insuccès de l'action de Ludendorff en 1916 semblaient constituer pour les Allemands un terrible exemple à éviter ; il semble donc que si les Allemands ne constituèrent pas en Pologne un gouvernement de collaboration, c'est qu'ils n'en eurent aucunement l'intention ; Madajczyk l'expliquerait volontiers par le rejet par les Occidentaux de la proposition d'une conférence genre « Munich » consacrée à la Pologne et obtenant la paix et la reconnaissance des conquêtes allemandes. Dès décembre 1939 deux conceptions opposées se heurtaient en ce qui concerne a vie économique du G.G., mais même les idées des dirigeants comme Gœring ne reposaient que sur la volonté de gagner la guerre et non d'empêcher ce que Franck appelait : « rücksichtslos auszupowern, es in seiner wirtschaftlichen, sozialen, kulturellen, politischen Struktur sozusagen zu einem Trümmerhaufen zu machen » (cité p. 19). Il est intéressant de noter que les « résistants » allemands tenaient autant que Hitler aux terres annexées, sans toutefois vouloir (du moins *expressis verbis*), la liquidation des Polonais, ce que Himmler réclamait en mars 1940 devant les commandants des camps en Pologne occupée. Tout le monde paraissait convaincu en Allemagne que l'Occident était prêt à lâcher la Pologne. Ceci explique certaines attitudes publiques, fort différentes de ce que nous savons des textes. Ainsi le 15 mai, l'A.A. informe la Wehrmacht qu'aucun État polonais n'existe plus ni de droit ni de fait. Aussi apparaît peu à peu le projet de germaniser (en 10 ans disait Himmler), toutes les terres polonaises. On peut penser que les succès des armées allemandes à l'Ouest non seulement détruisaient les espoirs des Polonais mais accroissaient l'assurance des Allemands, tandis que la question polonaise tendait à passer au second plan dans les préoccupations des Occidentaux. Aussi Madajczyk se sent-il fondé en conclusion à rejeter toute interprétation autre que celle-ci : germanisation à brève échéance du G.G. Nous partagerions volontiers cette opinion, mais dans l'état actuel de la connaissance des sources, elle reste seulement une opinion. Madajczyk sait utiliser les documents, mais l'ensemble est plutôt une plaidoirie qu'une thèse. Nous lisons par contre avec un intérêt entier le fragment du *Journal* de Studnicki (20 février au 17 mars 1940) ; il s'agit certainement d'un ambitieux qui se croit appelé par tout le peuple polonais, mais s'agit-il d'un homme borné et stupide ? Il a trouvé un moyen d'action très efficace en se faisant l'avocat auprès des Allemands des Polonais victimes de l'occupation. Toutefois on a aussi l'impression que Studnicki, intelligent dans les détails, manque de sagesse dans l'ensemble tout en se présentant comme un homme d'État, qui reçoit en audience (« entre 17 et 19 heures, je recevais ceux qui voulaient s'entretenir avec moi d'affaires politiques »). Le ton de l'ensemble rappelle fâcheusement la grandiloquence geignarde des hommes politiques polonais d'avant 1939. On peut presque dire que les Allemands, en refusant de l'écouter et en le mettant même en prison, ont rendu un grand service à la cause polonaise. Avant de terminer avec Studnicki, citons-le : « Mon emprisonnement mènera sous peu à la mort, ce qui, étant donné le fait que j'ai joué un rôle dans l'histoire polonaise *(sic !)*, pèsera sur les rapports polono-allemands... »

Discussions vaines, certes, mais qui s'inscrivent dans l'ensemble confus et contradictoire de la politique allemande en Pologne ; comme si après l'écroulement de la Pologne le *Reich* n'avait su que faire avec les fruits de la victoire. Pospieszalski reproduit sous le titre : *Polémique entre hitlériens contre le Generalplan Ost du Reischsführer S.S.*, un document datant d'avril 1942 et dont l'auteur est un certain Wetzel, *Leiter der Hauptstelle der Beratungsstelle des Rassenpolitischen Amtes*. Ce document, utilisé à Nuremberg, n'avait pas encore été publié dans sa version originale ; mais il est

difficile de l'utiliser pleinement car le *Generalplan Ost* dont il s'agit ne paraît pas avoir été révélé jusqu'à présent à qui que ce soit ; nous le connaissons d'après les observations de Wetzel, ce qui nous place dans la délicate situation de l'historien d'une hérésie connue seulement par les textes de ses adversaires. L'avis de Wetzel ne diffère pas de celui de Himmler sur le but à atteindre (déplacer 31 millions d'habitants non-Allemands) mais sur les moyens : « In seiner Zielsetzung, nämlich der beabsichtigten Eindeutschung der in Betracht kommenden Ostgebiete ist der Plan zu billigen. » Mais Wetzel considère que la réalisation sera plus difficile que ne le pense le *Reichsführer* S.S. La quantité des non-Allemands devant rester dans les terres à germaniser (14 millions) lui paraît trop élevée et il ajoute : « Die Kernfrage der ganzen Ostsiedlung ist es, ob es uns gelingt, im deutschen Volke den Siedlungstrieb nach Osten wieder zu erwecken. » Nos recherches personnelles sur le Moyen Age « allemand » nous ont permis de constater sur quelles bases fragiles repose la théorie de la *Ostkolonisation* du XI^e^ siècle et des siècles suivants. Il aurait donc fallu non pas renouer avec une tradition, mais en réalité créer un état d'esprit nouveau. Le manque d'enfants en comparaison avec la très forte natalité des Slaves était une difficulté supplémentaire. Le nombre de personnes à évacuer même dans les limites prévues (Pologne, États Baltes, une partie de l'U.R.S.S.), est bien plus élevé que ne le prévoit le plan, et ce nombre s'accroîtra dans les 30 années du plan encore plus rapidement que la population allemande. « Jede deutsche Ostpolitik muss darauf Rücksicht nehmen, dass in erster Linie die Interessen des Altreichs gewahrt werdden », écrit Wetzel avec logique, car le *Reich*, ayant fondé la notion de *Eindeutschung* sur la race, ne pouvait espérer réussir sans courir lui-même le danger de la slavisation. Et vraiment Wetzel ne sait pas quoi faire des Polonais : les transplanter en Sibérie signifie favoriser éventuellement la naissance d'un État polonais asiatique ; « Dass man die Polenfrage nicht in dem Sinne lösen kann, dass man die Polen wie die Juden liquidiert, dürfte an der Hand liegen. Eine derartige Lösung der Polenfrage würde das deutsche Volk bis in die Ferne Zukunft belasten und uns überall die Sympathien nehmen... » Wetzel était un prophète et plus d'un dirigeant actuel d'outre-Rhin devrait méditer ses lignes. La fin du rapport est consacrée à l'U.R.S.S. et ici la fantaisie se donne libre-cours, mais il est intéressant de constater qu'il n'est pas question de *Untermenschen* ni de haine ; le mot de « communiste », de « Soviet » n'est pas mentionné : « Unser Ziel bei der Durchführung dieser Massnahmen ist nur, das Russentum so zu schwächen, dass es uns nicht mehr durch die Masse seiner Menschen überwuchern kann. » Les paroles de Wetzel et plus d'un autre symptôme déjà rencontré nous amènent à croire que, en déchaînant la guerre de 1939, les Allemands furent victimes de leur propre propagande, et en dernière analyse des singuliers historiens de l'école de Freytag : ils n'ont pas su saisir la véritable complexité des problèmes de l'Europe du XX^e^ siècle.

Jean B. Neveux.
Alger.

NOTES ET NOUVELLES

Une histoire des doctrines militaires

Sous ce titre, 34 pages seulement, du petit livre du lieutenant-colonel Schneider (1) sont consacrées à l'entre-deux-guerres et à la deuxième guerre mondiale. Aussi bien, un certain nombre d'activités militaires assez significatives du deuxième conflit mondial donnent-elles lieu à une simple énumération : guerre de brousse, opérations amphibies, guérilla de partisans, sabotages, guerre psychologique, arme atomique. Des troupes aéroportées, il est dit seulement « qu'elles n'ont pas été employées avec tout le rendement dont à la fin des opérations, elles eussent été capables ». Quant aux chars, on ne sait guère, souligne l'auteur, quel sort leur aurait réservé l'utilisation généralisée de l'arme anti-char parfaite, mise au point en 45 seulement, de la charge creuse, servie par un engin téléguidé.

Du moins, le colonel Schneider s'est-il efforcé, avec bonheur, de caractériser les conceptions successives des principaux belligérants. Il montre comment, de la guerre éclair pratiquée en Pologne et en France, la *Wehrmacht* est passée en U.R.S.S. à « une stratégie de la sortie ». *L'armée rouge* s'inspira des idées allemandes sur les blindés motorisés en y ajoutant d'énormes concentrations d'artillerie, l'emploi de masses humaines, et l'appoint des formations de partisans. Quant aux Anglo-Saxons, s'ils appliquèrent dans leur ensemble les théories du général Fuller, c'est dans des opérations combinées d'une ampleur jusqu'alors inconnue, où se manifestèrent les méthodes de la grande industrie, que réside leur originalité.

Il est bien vu en outre que les thèses du général italien Douhet, rejetées par tout le monde, ont tout de même « provoqué la conception d'une aviation stratégique ».

« Les pauvres moyens de l'armée française en 1939 » sont vivement déplorés, et une place importante est faite aux théories du général de Gaulle. Mais est-il juste d'écrire que la conception traditionnelle française « de l'infanterie, arme principale, avait perdu bien des partisans à la veille de 1939 » ; ne les a-t-elle pas plutôt perdus après 1940 ? On voit mal enfin pourquoi la faiblesse de l'armée française serait attribuée « au régime politique de l'époque », alors qu'elle avait la caution des deux plus grandes autorités militaires du moment : Pétain et Weygand, d'accord pour rejeter les innovations préconisées par de Gaulle et Paul Reynaud.

Henri MICHEL.

(1) P. U. F., collection « Que sais-je ? », 1957.

La colonisation et la Guerre

Étudiant les colonisations depuis la préhistoire jusqu'en 1958, M. Sedillot, dans un livre de 650 pages (1), en consacre 70 à la *Deuxième guerre mondiale* et à ses conséquences sur les Empires coloniaux ; la disproportion est fâcheuse si, comme on a tout lieu de le croire, a commencé avec le *Deuxième conflit mondial*, le grand reflux de la *décolonisation* qui, en une génération, détruit l'œuvre péniblement construite sur deux siècles. Aussi bien ne peut-il s'agir que d'un survol, fort intelligemment conçu d'ailleurs. De vingt années d'histoire mondiale, M. Sedillot a su extraire les faits qui concernent la colonisation, sans qu'on puisse relever de lacune fâcheuse, et en les groupant de telle façon que le récit, malgré sa brièveté et sa densité, n'est jamais ennuyeux et demeure toujours clair (2).

C'est lorsque sont recherchées les raisons de la disparition des Empires échafaudés par les puissances européennes que nous restons un peu sur notre soif. Non que les idées exprimées ne soient pas nombreuses et intéressantes ; mais outre certaines contradictions apparentes — après avoir relevé que l'évolution des techniques a contribué à la prise de conscience des peuples colonisés, M. Sedillot avance, à propos du *plan de Colombo* que « les techniques matérielles ne peuvent pas endiguer les mouvements d'idées » — il n'est pas sûr que la puissance du mouvement anticolonialiste ait été bien comprise et bien mesurée.

M. Sedillot a tendance à attribuer principalement à l'affaiblissement des États européens la perte de leurs Empires. Il déplore ainsi l'instabilité politique française (mais la stabilité britannique n'a rien empêché), les « erreurs accumulées » (sans préciser ce qu'il aurait fallu faire), pour conclure que c'est à Paris qu'on a perdu les colonies : « Les problèmes qui se posaient à Hanoï et à Saïgon étaient moins ardus que ceux *qu'on ne voulait pas résoudre à Paris.* » C'est, à notre sens, prêter beaucoup à l'action des hommes, et un peu minimiser les grands courants-forces qui les portent. Si la *Charte des Nations Unies*, sur laquelle M. Sedillot exerce une ironie facile, s'est si aisément imposée dans les faits, ce n'est pas seulement parce que deux puissances anticolonialistes ont acquis le *leadership* dans le monde, mais aussi parce que les peuples colonisés étaient devenus aptes à capter le message et à s'en servir (3). Leur évolution a été accélérée par le développement des techniques certes, mais elle était en germe dans ce que les Empires coloniaux comportaient de plus noble : l'œuvre d'éducation des missionnaires, des universitaires, des administrateurs civils ou militaires. En un sens, la colonisation ne portait-elle pas en elle-même son propre terme ?

Qu'elle n'ait pas totalement disparu de la planète, M. Sedillot le note justement. Certes l'entreprise hitlérienne de l'implantation en Europe a échoué — on aurait aimé que notre auteur indiquât quel prix cette folle tentative avait coûté à l'humanité — mais l'esprit du colon sommeille en tout-puissant du monde. De ce point de vue, l'analyse de *l'empire du dollar*, colonisateur malgré lui, est excellente (4). Nous n'en dirons pas autant de celle de l'Empire soviétique ; en particulier, la comparaison avec les

(1) René Sedillot, *Histoire des Colonisations*, Arthème Fayard, Paris, 1958, 650 p.

(2) Son caractère un peu sommaire est d'autant plus perceptible que les faits racontés sont plus récents.

(3) « L'immense masse des nègres n'a aucun avis sur la question », écrit M. Sedillot. C'était peut-être vrai en 1955. L'est-ce encore en 1958 ? et en 1970 ?

(4) M. Sedillot relève fort justement que dans plus d'un cas les grandes sociétés capitalistes américaines prennent tout simplement le relais des *Compagnies à Charte* du XIXe siècle.

pactes coloniaux ne s'imposait pas : l'U.R.S.S. apporte à ses satellites, par les plans quinquennaux, la technique d'une industrialisation rapide, réservée par les *pactes* à la métropole.

Quant aux rivalités sur l'Antarctique et les océans, demain sur la domination des astres, si elles ne sont pas entièrement des vues de l'esprit, elles sont extrêmement différentes des colonisations traditionnelles en ceci qu'elles ne se traduisent pas par la domination des hommes sur d'autres hommes.

H. Michel.

Mémoires d'un ambassadeur américain en Espagne

Ambassadeur des États-Unis en Espagne avant et pendant la guerre civile, M. Bowers a suivi en témoin passionné l'évolution de la politique intérieure espagnole dans ces années dramatiques. Il s'était pris d'un grand amour pour le pays où sa mission l'avait envoyé ; il l'a parcouru en tous sens et il a fait la connaissance de ses hommes illustres, politiques, savants, écrivains ou artistes. Aussi bien, trouve-t-on dans son livre (1) des portraits de Unamuno ou de Zuloaga, juxtaposés à des anecdotes sur Belmonte et à des descriptions de la cathédrale de Burgos ou de la Semaine sainte à Séville.

Surtout il s'était pris de sympathie pour les hommes d'État qui présidèrent aux débuts difficiles de la jeune République, sympathie qu'il affiche aussi bien pour Azana et Negrin, que pour Lerroux et le comte de Romanones ; seul à peu près Gil Robles n'y a pas droit.

Convaincu « que la deuxième guerre mondiale a commencé en Espagne », M. Bowers ne cache pas qu'il a été un partisan résolu, et jusqu'au bout, des Républicains espagnols. Il tranchait, par la netteté de sa position, dans l'ensemble du corps diplomatique, que le sentiment d'une solidarité de classe inclinait vers les Franquistes — ambassadeurs de France et de Grande-Bretagne compris.

Toute la partie du livre consacrée à la période prérévolutionnaire est l'œuvre d'un témoin attentif de la vie des partis et du jeu parlementaire. Le récit précis qui est fait des débats de l'Assemblée, où s'insèrent même des résumés de discours, démontre en quelque sorte *a contrario* combien l'Espagne était peu faite encore pour la démocratie, les tendances à l'action directe persistant chez les syndicalistes et les anarchistes autant que dans l'armée et parmi les monarchistes. Le régime parlementaire se plaquait comme un décor sur les forces profondes qui divisaient le pays.

Sans apporter de véritables révélations, M. Bowers rappelle que le communisme était dénué de force réelle en Espagne — 1 député en 1933, 15 en 1936 — que les adversaires des Républicains furent les premiers à organiser des attentats, et qu'une campagne systématique de mensonges et de calomnies, dont il donne des exemples, s'acharna à dénigrer l'œuvre de la République.

Une fois la guerre civile éclatée, l'ambassadeur, réfugié à Hendaye, cesse d'être un témoin direct, mais demeure toujours aussi passionné. Il dénonce la « bêtise des Allemands », les crimes des Franquistes, l'intervention italienne ; il attribue aux anarchistes — dont il soupçonne quelques-uns d'être de connivence avec les fascistes — les excès dont se rendent coupables des Républicains ; il est très violent à l'égard de Chamberlain, en qui il

(1) Claude G. Bowers, *Ma mission en Espagne (1933-1939)*, Flammarion, 1956, 412 p.

voit le responsable du succès des rebelles et envers G. Bonnet, « qui aimait mieux l'Allemagne que son pays » ; il déplore la faiblesse des démocraties, y compris les États-Unis, dans le jeu de dupes que fut la non-intervention, dont seul eut à pâtir le gouvernement espagnol régulier.

La victoire de Franco a pour conséquence le rappel du bouillant ambassadeur, dont les rapports semblent n'avoir guère convaincu le *State Department*, mais qui estime avoir eu plus de succès auprès de Roosevelt. Le principal mérite de ces *Mémoires* est de permettre au lecteur de retrouver, évoquée de façon vivante, l'ambiance de la tragédie espagnole.

H. Michel.

Des savants mobilisés

Un ouvrage décrit l'activité durant la deuxième guerre mondiale d'une poignée de chercheurs et de savants britanniques (1), groupés dans le *Directorate of Miscellaneous Weapon Development* (D.M.W.D.) de la *Royal Navy*. Connus sous le nom de *Wheezers and Dodgers* (2) — surnom tiré des initiales de ce service — ces quelques hommes travaillèrent dans l'ombre durant cinq ans, leurs succès comme leurs échecs étant recouverts, pour des raisons de sécurité, d'un voile de secret qui vient à peine d'être soulevé. C'est l'un d'eux, le lieutenant commander Gerald Pawle, qui a fait revivre les péripéties de cette « Guerre secrète ».

Officiers de réserve pour la plupart, les *Wheezers and Dodgers* furent rassemblés, aussitôt après l'évacuation de Dunkerque, sous les ordres de l'ingénieur canadien Charles F. Goodeve. Sous sa direction brillante, le D.M.W.D. put surmonter l'inertie de certains services de l'Amirauté, par trop conservateurs, et réaliser une série d'armements et d'engins remarquables.

Sans entrer dans le détail des problèmes qui furent posés au « Directorate », nous nous bornerons à mentionner quelques-uns de leurs résultats :

— câbles électriques spéciaux destinés à la neutralisation des mines magnétiques larguées par la *Luftwaffe* aux alentours des ports et le long des principales voies maritimes ; plus de 70 000 km de ces câbles furent utilisés ;
— divers engins de D.C.A., notamment un câble projeté par fusée et maintenu dans les airs par un parachute ; ces « spirales de câbles » firent naître quelque anxiété chez les aviateurs allemands.

Au fil du récit, apparaît à plusieurs reprises la silhouette de Winston Churchill, donnant son opinion et décidant de la fabrication de tel ou tel engin. Le premier ministre est parfois même à l'origine d'une réalisation comme celle du *Free Balloon Barrage*, véritable champ de mines aérien maintenu dans les airs par des ballons.

C'est également Churchill, enthousiasmé par les essais du *Hedgehog* (hérisson), qui ordonna la fabrication en série de ce nouvel engin de lutte anti-sous-marine. La carrière de ce hérisson n'est pas terminée : il équipe encore de nos jours certaines unités et a donné naissance à un lance-bombes similaire beaucoup plus puissant, largement utilisé aujourd'hui par la *Navy*.

Mentionnons encore la mise au point de générateurs d'eau potable

(1) Gerald Pawle, *The Secret War 1939-1945*, William Sloane Associates, Inc., New York, 1957, in-8°, 297 p.

(2) On pourrait traduire « débrouillards et astucieux ».

(destinés aux troupes du désert et aux naufragés), des procédés de camouflage des navires, le camouflage des rivières anglaises (utilisées comme repères de navigation par les bombardiers allemands). L'esprit inventif des *Wheezers and Dodgers* a été mis particulièrement à contribution lors de la préparation des débarquements sur le continent : on leur doit la réalisation des ports artificiels *Mulberry* (dont on connaît l'emploi à Arromanches), de routes flottantes (les *Swiss rolls*), d'un bateau pouvant tirer simultanément plus de mille fusées antipersonnel ; avec le *Panjan Drum*, énorme bobine propulsée par fusées et chargée d'explosifs, destinée à être lancée contre les ouvrages du Mur de l'Atlantique, mais abandonnée parce que d'un maniement trop dangereux, nous touchons presque à la « science-fiction ».

La connaissance de *The Secret War* paraît indispensable à ceux qu'intéresse l'étude de l'effort de guerre britannique ; l'ouvrage fourmille de traits d'humour, mais aussi de termes techniques qui rendent sa lecture assez difficile.

A. Fournier.

Sur une revue polonaise

Le *Przeglad Zachodni*, revue de Poznań consacrée aux affaires occidentales, semble être devenu presque purement une revue des affaires allemandes ; nous comprenons assurément que les voisins de la Pologne, fédéraux ou démocratiques, l'intéressent au plus haut point, mais nous regrettons cette spécialisation, d'autant plus qu'elle s'accompagne d'un fâcheux appauvrissement ; en effet, il s'agit à peine d'une revue scientifique, mais plutôt d'un mélange de notices bibliographiques, de mises au point économiques et sociales ; nous déplorons l'absence de véritables études de fond et un dédain pour les problèmes de la deuxième guerre mondiale. C'est ainsi que, dans le numéro 3 (pour mai et juin 1957), seulement trois positions lui sont consacrés, dont deux sont des comptes rendus fort étendus du livre de K. von Tippelskirch (*Geschichte des Zweiten Weltkrieges*, Bonn, 1954) et de celui de G. Ritter (*Carl Goerdeler und die deutsche Widerstandsbewegung*, Stuttgart, 1954) aux pages 214-230 et 238-244 ; nous notons que les Polonais ne nourrissent aucune sympathie pour les conjurés de 1944.

Le premier travail, celui de Zb. Kulak (p. 4-17), est une tentative de dresser un bilan des diverses sources sur la question de la rencontre entre Bonnet et Ribbentropp, le 6 décembre 1938. Le résultat auquel parvient l'auteur (*semble parvenir* serait plus exact, car sa prose manque de clarté, et ses citations sont très mal exploitées et mises en valeur) est que la France, en la personne de G. Bonnet, se laissa manœuvrer par Berlin avec d'autant plus de facilité que depuis longtemps de nombreuses personnalités françaises (dont L. Noël... selon l'auteur) désiraient réduire au minimum les engagements orientaux. Pour Kulak donc le résultat de la rencontre fut tout à fait du goût des Allemands, qui, sans modifier en rien les rapports avec Mussolini, fondés sur la francophobie de celui-ci, obtenaient de Paris un désistement pour tout ce qui concernait l'est européen. Les Français, eux, lâchaient leurs Alliés pour ne pas laisser à l'Angleterre le privilège d'entretenir de bons rapports avec l'Allemagne.

Certes, le manque de sources, par suite de la discrétion des Affaires étrangères, de François-Poncet et de Bonnet, condamne tout travail consacré à un tel point particulier à n'être qu'un fragment ; néanmoins l'auteur aurait pu pallier ce défaut en replaçant l'entretien dans une perspective plus large. Dire que Ribbentropp voulait orienter la politique française vers les questions coloniales est sans doute vraisemblable, mais insuffisant. Nous aurions

attendu que ces conversations soient placées dans l'ensemble mondial. En 1938 nous n'en étions plus à l'époque du congrès de Vienne ! En particulier, nous reprochons à l'auteur son mutisme sur l'incidence russe et américaine sur la politique franco-allemande à la veille de la guerre ; nous excuserions peut-être son silence en ce qui concerne Moscou, mais que penser de cette négligence coupable qui tient Washington à l'écart? Ce n'est pas la première fois que nous avons constaté l'étrange discrétion dont les revues polonaises font preuve en cette matière (exception faite des décisions de Potsdam, qui intéressent la frontière Oder-Neisse). Cette ignorance est-elle voulue, est-elle involontaire? Elle est en tout cas fâcheuse et contribue à faire d'une étude qui eût pu être intéressante une quelconque contribution, peu digne du *Przeglad* véritable.

Jean-B. Neveux.

Corsaires

Une documentation officielle — Amirauté et ministère de l'Air — a permis à un spécialiste de « l'aventure vécue » d'écrire un livre informé qui se rapporte à la partie navale de la seconde guerre mondiale (1).

Entre les années 1940 et 1942 furent coulés 130 bateaux de commerce des pays alliés ou neutres, soit 850 000 tonnes, qui furent les victimes de neuf navires marchands armés en corsaires. Le chiffre rapporté représente le triple des navires coulés par les vaisseaux allemands de surface et qui sont bien connus de tous : le *Scharnhorst*, le *Gneisenau*, le *Graf-Spee*. Ces navires fantômes ont, si l'on peut dire, travaillé dans le sud de l'Atlantique, dans le Pacifique et dans l'océan Indien. Deux d'entre eux devaient s'affronter avec leurs adversaires si brutalement que les uns et les autres succombèrent simultanément : ainsi le *Kormoran* qui coula le croiseur *Sydney* et fut coulé par lui ; de même le duel entre le *Stier* et le cargo américain *Stephen Hopkins*. Au total devaient périr neuf de ces corsaires, mais il ne fallut pas moins de trois années et demie pour en venir à bout, et surtout les navires allemands furent l'objet de transformations multiples qui leur donnèrent l'armement et les conditions d'attaque propres à remplir une tâche difficile, mais glorieuse pour la marine hitlérienne et utile pour le sort de la flotte allemande.

Les embusqués du large, *The secret raiders*, les nomme l'auteur. M. Woodward s'est efforcé d'expliquer la genèse de l'organisation scientifique d'avant 1943 qui permit aux corsaires de s'entraîner à la tâche où ils réussirent si heureusement. Cette organisation fut conçue dans ses traits essentiels par l'amiral Raeder, et c'est en recourant aux rapports de l'Amirauté, aux détails circonstanciés réunis par Alfred Hott et William Rimber & C° aux informations de l'*Unions Castlle Chronicle* que M. Woodward est arrivé à donner à ses récits l'information éclatante qui les anime.

Ces récits sont groupés en deux séries : deux vagues tour à tour déferlent sous nos yeux : *Atlantis*, *Orion*, *Widdor Thor*, *Pinguin*, *Komet* pour la première, *Kormoran*, *Thor*, *Michel*, *Stier*, *Komet*, *Togo*, pour la deuxième ; ces récits sont assez précis, suffisamment au point pour que M. Woodward ait pensé que de nouveaux adversaires dans une troisième guerre mondiale — les Russes par exemple — pourraient éventuellement s'y référer pour le succès de leurs entreprises.

G. Bourgin (†).

(1) David Woodward, *Les embusqués du large*, traduit de l'anglais par Pierre Singer, Paris, Flammarion, 1957, in-8°, 249 p., illustrations.

Un « conducteur de flottille »

H. M. S. *Kelly* était un « conducteur de flottille » de type nouveau, mis sur cale en août 1937, aux chantiers Hawthhorn, Leslie & Co, à Hebburn, sur la Tyne. Il fut armé au printemps de 1939 et reçut alors pour commandant le capitaine de vaisseau Lord Louis Mountbatten, actuellement *Premier Lord de la Mer* à l'*Amirauté britannique*, dont la réputation et le prestige étaient considérables. Le bateau entra en service le 23 août 1939, c'est-à-dire à la veille de la guerre, et connut, dès lors, une carrière brève, mais mouvementée. En septembre suivant, il coula un sous-marin allemand. Le mois suivant, il détruisit un second sous-marin. Après avoir participé à d'innombrables patrouilles et escortes de convois, il fut engagé dans la malheureuse campagne de Norvège, où il se distingua lors de l'évacuation de Namsos et eut à faire face aux assauts de la *Luftwaffe*. En mai 1940, comme il effectuait une recherche nocturne de sous-marin, il fut torpillé par une vedette rapide allemande et presque coupé en deux. Son commandant et son équipage réussirent, par un véritable miracle d'énergie et de persévérance, à le ramener dans la Tyne, où la remise en état dura près d'un an. Le capitaine de vaisseau Mountbatten reprit le commandement et le conducteur de flottille fut envoyé dans la Méditerranée au printemps de 1941. Il fut basé sur Malte, où s'abattait déjà la grêle des bombes. Puis vint l'attaque de la Crète. Le *Kelly* et sa flottille furent hâtivement envoyés au secours de l'île menacée, en même temps que toutes les forces navales britanniques de la Méditerranée. On sait quelles pertes extrêmement lourdes celles-ci eurent à subir de la part de la *Luftwaffe*, maîtresse du ciel. Le *Kelly* subit le même sort que bien d'autres destroyers et croiseurs. Le 23 mai 1941, il fut coulé par des bombes.

Son histoire (1) nous est contée par un ancien matelot qui ne fut pas embarqué à son bord, mais sur des bâtiments similaires, et rencontra beaucoup d'anciens membres de son équipage. Il ne se borne pas à un simple récit des faits, mais l'anime par des personnages, d'ailleurs réels, qui lui confèrent beaucoup de vie et en rendent la lecture souvent passionnante. L'amiral Mountbatten a écrit la préface, dans laquelle il souligne que le sort du *Kelly* n'eut rien d'exceptionnel, mais offre un exemple caractéristique des activités des destroyers, ces *bonnes à tout faire* de la flotte, à cette époque tourmentée.

Commandant Jouan.

La bataille du Rio de la Plata

M. Powell a écrit le scénario d'un film sur la bataille du Rio de la Plata. A cette occasion il rencontra tous les personnages, encore vivants, qui avaient joué un rôle dans l'événement, et reconstitua les mouvements des navires avec l'aide de l'Amirauté britannique. Cela lui inspira l'idée d'écrire un livre pour y raconter tout ce qu'il avait appris. C'est ce livre qui vient de paraître aux *Presses de la Cité* (2).

Les détails de l'engagement naval sont bien connus, et depuis longtemps. Il eut lieu le 13 décembre 1939, au large du Rio de la Plata. Le croiseur corsaire *Admiral Graf Spee* rencontra les trois croiseurs britanniques *Ajax*, *Achilles* et *Exeter*, de force inférieure, faillit couler le dernier et se défendit victorieusement contre les deux autres ; mais, ayant subi des avaries, il

(1) Kenneth Poolman, *H. M. S. « Kelly »*, Éd. France-Empire, 1955, 316 pages.
(2) M. Powell, *La bataille du Rio de la Plata*, Éditions Presses de la Cité, 1957.

entra à Montevideo, d'où il n'en ressortit, trois jours plus tard, que pour se saborder. Le livre apporte cependant des renseignements très intéressants, notamment sur la psychologie du capitaine de vaisseau Langsdorff, commandant du *Spee*, grâce aux déclarations du capitaine Dove qui fut son prisonnier et avec lequel il semble s'être lié d'amitié, et, surtout, sur l'extraordinaire bataille diplomatique qui se livra dans la capitale uruguayenne. Il raconte, en particulier, et de la manière la plus vivante, comment un reporter américain, Mike Fowler, qui se trouvait par hasard sur place, put installer son micro sur le front de mer et décrire aux auditeurs de la radio américaine, l'étonnant spectacle du dernier appareillage et du sabordage du croiseur allemand.

L'auteur semble avoir conçu de la sympathie pour le commandant Langsdorff, auquel aucun acte de cruauté ne fut jamais reproché. Cependant, le traducteur a eu raison de faire observer que la décision du sabordage ne fut pas prise à Berlin, ni par Hitler, ni par l'amiral Raeder, mais à Montevideo, par Langsdorff lui-même, qui se laissa, peut-être inconsciemment, abuser par une campagne d'intimidation. C'est dans la psychologie du commandant allemand qu'il faut chercher l'explication de ce qui parut une énigme à l'époque, et c'est ce qui donne tout son intérêt au livre de M. Powell. Signalons encore que celui-ci l'a conçu comme un récit d'aventure et lui en a donné toutes les qualités.

R. Jouan.

BIBLIOGRAPHIE[1]

I. — GÉNÉRALITÉS

ÉTUDES D'ENSEMBLE

*Bernard (H.). — *La guerre et son évolution à travers les siècles.* II. *De 1939 à aujourd'hui.* Bruxelles, Imp. médicale et scientifique, 1957, 2 vol. in-8°, 723 p. et atlas de 133 p.

Deborin (G.). — Mnimye i dejstvitel'nye itogi vtoroj mirovoj voiny. [Leçons imaginaires et réelles de la deuxième guerre mondiale], *Mezd. Zijn*, n° 1, janv. 1958, pp. 105-117.

Derevjanko (P.), Proektor (D.). — K voprosu o kharaktere vtoroj mirovoj vojny. [Au sujet du caractère de la deuxième guerre mondiale], *Kommunist*, n° 5, avr. 1958, pp. 73-86.

*Mourin (Maxime). — *Histoire des grandes puissances de 1918 à 1958*, 3e éd., revue et complétée, Paris, Payot, 1958, in-8°.

BIBLIOGRAPHIE ET HISTORIOGRAPHIE

Boltin (E.). — Geroiceskij podvig sovetskogo naroda. [L'exploit héroïque du peuple soviétique], *Pravda*, 21 févr. 1958, pp. 3 et 4.

La guerre de 1941 à 1945. A propos du projet d'une *Histoire de la grande guerre nationale de l'Union soviétique, 1941-1945*, dont l'élaboration est confiée à l'Institut du Marxisme-Léninisme.

Bregman (Aleksander). — Mikołajczyk otwiera swoije archiwa. [Micholajczyk ouvre ses archives], *Dz. Polski* (Londres), n° 154, 30 juin 1958, p. 2.

E. Rozek n'en aurait utilisé qu'une partie dans son livre *Allied Wartime Diplomacy...*

**Extermination and resistance. Historical records and source material*, vol. I : *Kibbutz Lohamei Haghettaot, Ghetto Fighters House in memory of Yitzhak Katznelson*, 1958, in-8°, 196 p., ill., couv. ill.

Ce volume traite surtout de la résistance juive en Pologne. Articles sur le « Hehalutz » en Hongrie, les résistants juifs en Yougoslavie, en Hollande, à Kaunas.

Gabrielov (G.). — Vtoraja mirovoja vojna. [La deuxième guerre mondiale], *Ucit. gaz.*, 6 mars 1958.

Plan de cours pour l'enseignement secondaire.

**German Jewry. Its history, life and culture*, London, publ. for the Wiener Library, by Vallentine Mitchell, 1958, in-8°, 279 p. (The Wiener Library. Catalogue series, n° 3.)

Ce catalogue bibliographique fait suite au : Catalogue I : *Persecution. Terror and Resistance in Nazi Germany, 1949-1952*, 74 p., et au Catalogue II : *From Weimar to Hitler Germany (1918-1933, 1951)*, 110 p.

Melnikov (D.). — Priciny voennogo porazênija fasistskoj Germanii i zapadnoger manskie fal'sifikatory istorii. [Les causes de la défaite militaire de l'Allemagne fasciste et les falsificateurs de l'histoire de l'Allemagne occidentale], *Vopr. ist.*, n. 3, mars 1958, pp. 152-169.

... les « falsificateurs » sont :

L. Rendulic, Gefährliche Grenzen ; F. Halder, Hitler als Feldherr ; H. Guderian, Erinnerungen, etc.

*Michel (Henri). — *La Résistance européenne. Ses formes d'action, son évolution. Les problèmes que pose son étude. Première Conférence internationale sur l'histoire de la Résistance européenne. Rapport général*, Liège, Bruxelles, Breendonk, 14-17 sept. 1958, in-4°, 40 p. ronéot.

Rohwer (Jürgen). — Literaturverzeichnis zum Krieg im Mittelmeer 1939-1943, *Wehrwiss. Rundschau*, août 1958, pp. 461-469.

Sources officielles, par pays. Mémoires. Études. 117 volumes ou articles cités.

Stern (Leo). — Tendentele principale ale istoriografiei reactionare. [Principales tendances de l'historiographie réactionnaire concernant la deuxième guerre mondiale], *Ann. Inst. ist. partid.* (Bucarest), n° 1, janv.-févr. 1958, pp. 167-190.

Principalement d'après les travaux des historiens allemands.

Vaznaja zadaca sovetskikh istorikov. [Une tâche importante des historiens soviétiques], *Uc. gaz.*, 1er oct. 1957.

(Une histoire de la grande guerre nationale, en 5 vol., à paraître en 1957-60.)

(1) *N. B.* — Un astérisque précède les notices d'ouvrages. Cette rubrique bibliographique est régulièrement assurée par les soins de la *Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine* sous le contrôle de F. Debyser.

BIOGRAPHIES, MÉMOIRES ET TÉMOIGNAGES

*Autori Vari. — *Mussolini. Pref. di Ezio Maria Gray*, Roma, Centro Editoriale Nazionale, 1958, in-8°, 658 p., ill.

Bourcart, général. — Hitler contre l'Abwehr : la fin de l'amiral Canaris, *Miroir de l'histoire*, août 1958, pp. 150-158.

D'après un ouvrage inédit de Karl Bartz, *Die Tragödie der deutschen Abwehr*.

Bryant (Sir Arthur). — The Man who is Montgomery, *Sunday Times*, 21 sept. 1958, p. 16.

A l'occasion de la publication des *Mémoires* du Field-Marshal.

*Bush (Capt. Eric). — *Bless our ship*, London, Allen and Unwin, 1958, in-8°, 282 p.

Souv. d'un officier de la *Royal Navy*, de la bataille du Jutland au débarquement en Normandie.

Cailloux (R.), colonel. — Winston Churchill, vu par le maréchal Alanbrooke, *R. hist. armée*, 1958, n° 3, pp. 75-90, ill.

*Dahms (Hellmuth Günther). — *Roosevelt und der Krieg. Die Vorgeschichte von Pearl Harbor*, München, Oldenbourg, 1958, in-8°, 95 p. (Janus-Bücher. Bd. VIII).

*Förster (Robert). — *Dreissig Jahre Flugkapitän*, Berlin, Verl. d. Nation, 1958, in-8°, 200 p.

Mémoires d'un aviateur des deux guerres mondiales.

Grider (George) et Sims (Lydel). — *War fish ; as told to Lydel Sims*, Boston, Little ; Brown, 1958, in-8°, 282 p.

Un commandant de sous-marin raconte ses combats.

*Manstein (Field Marshal Erich von). — *Lost victories*, ed. and translated by Anthony G. Lowell, with a foreword by Captain B. H. Liddel Hart, London, Methuen, 1958.

(Trad. de *Verlorene Siege.*)

*Ibid. — *Victoires perdues*, Paris, Plon (1958), in-8°, 438 p., cartes.

*Marsh (Garry). — *Sand in my spinach*, London, Barker, 1958, in-8°, 192 p.

Souvenirs de guerre d'un aviateur de la R.A.F. : campagnes de Tunisie, Sicile, Italie.

*Montgomery of Alamein (Bernard, Viscount). — *The Montgomery memoirs*, Collins, 1958, in-8°, 560 p., flg., cartes h.-t.

*Nel (Elizabeth). — *Sir Winston Churchill's secretary*, N. Y., Coward-Mac Carr, 1958, in-8°, 185 p.

*Quaroni (Piero). — *Valise diplomatique*, Paris, Plon, 1958, in-8°, 281 p.

Anecdotes et souvenirs.

Raeder (amiral Erich). — Les souvenirs de l'amiral Raeder révèlent comment on perd la guerre sur mer, *Figaro litt.*, 20 sept. 1958, pp. 1 et 7-8.

Extraits de la traduction française des Mémoires du chef de la Kriegsmarine du III^e Reich : *Mein Leben*, Tubingen, 1958.

*Salvatori (Luigi). — *Al Confino e in carcere*, Milano, Feltrinelli, 1958, in-8°, 292 p.

*Schnabel (Ernst). — *Sur les traces d'Anne Frank* (Spur eines Kindes), traduit de l'allemand par Marthe Metzger, Paris, Albin Michel, 1958, in-16, 208 p.

*Shigemitsu (Mamoru). — *Japan and her destiny. My struggle for peace*, Edited by Maj.-gen. F. S. G. Piggott, London, Hutchinson, 1958, in-8°, 392 p.

La politique ext. du Japon de 1931 à la capitulation.

[Sikorski (Wladislaw)], *Polémique entre Polonais à propos du 15^e anniversaire de sa mort* :

Ciałowicz (Jan). — Gen. Sikorski w r. 1940. Polemika ze Stanisławem Mackiewiczem, *Kierunki*, n° 25, 22 juin 1958, pp. 1, 4-5. portr.

Sur son réalisme politique.

Jakubiec (A.). — Kto jest winien smierci gen. Sikorskiego. [Qui est responsable de la mort du général Sikorski], *Narodowiec*, (Lens), n^os 157, 158, 160, 161, p. 3.

Łowczowski (G.). — Jeszcze o wypadku lotniczym gen. Sikorskiego. [Encore au sujet de l'accident d'avion du général Sikorski], *Kultura*, Paris, n° 9, sept. 1958, pp. 125-131.

Osmecki (Kazimierz Irane). — Jeden z pasazerow zainsonizował « zamach » na gen. Sikorskiego. [L'un des passagers avait simulé un « attentat » contre le général Sikorski], *Dz. Polski i Dz.*, Zoln (Londres), n° 155, 1^er juil. 1958, p. 2.

Skarbek-Michalowski. — Gdzie sie potziała sie teka sp. gen. Sikorskiego ? [Où la serviette de feu le général Sikorski s'est-elle égarée ?], *Narodowiec* (Lens), n° 165, 13 juil. 1958, p. 3.

Strumph-Wojtkiewicz (St.). — Smierc generała. [La mort du général], *Tygod. Polski*, n° 27, 6 juil. 1958, p. 8, portr.

Sulewski (Wojciech). — Władysław Sikorski (w 15 rocznice smierci). [W. Sikorski, pour le 15^e anniversaire de sa mort], *Zycie Warszawa*, n° 159, 4 juillet 1958, p. 3, portr.

VILLON (Pierre). — De Gaulle et la Résistance : l'Histoire contre la Légende, *France nouv.*, 7 août 1958, p. 5, fac.-sim.

Critique de la position de René Hostache sur le sens de l'appel du 10 juillet 1950 du P.C.F. et de l'action communiste jusqu'en juin 1941.

VILLON (Pierre). — De Gaulle et la Résistance : La « stratégie » gaulliste, *France nouv.*, 14 août 1958, p. 9.

L'action des gouvernements de Londres et d'Alger pour ralentir ou « saboter » l'action des maquis.

II. — SITUATION INTERNATIONALE AVANT LA GUERRE

BATOWSKI (Henryk). — Rumunska podroz Becka w pazdzierniku 1938 r. [Le voyage de Joseph Beck en Roumanie en octobre 1938], *Kwart. Histor.*, LXV, n° 2, 1958, pp. 423-439, résumés russe et français.

Pour proposer un bloc nouveau s'opposant à l'Allemagne et à l'U.R.S.S.

HAFFNER (Sebastian). — Looking back on Munich, *Observer*, 28 sept. et 5 oct. 1958, pp. 3-4.

Korespondencja szyfrowana ambassadora Lipskiego z wrzesnia 1938 r. [Les dépêches chiffrées de l'ambassadeur Lipski de septembre 1938, ed. par J. Chudek], *Spr. Miedzyn.*, n° 5, mai 1958, pp. 84-91.

Il y a de la méthode dans cette folie, *Zachodnia Agencja Prasowa*, n° 24, juil. 1958, pp. 17-58, fac.-sim. de doc. allemands.

Responsabilités allemandes dans le déclenchement de la guerre de 1939, les provocations à l'égard de la Pologne.

LA ROSA (Mag. Gen. commiss. Gaetano). — Il Fattore economico nella preparazione alla seconda guerra, *Riv. milit.*, juil.-août 1958, pp. 1050-1069.

Les répercussions de l'économie sur les plans stratégiques chez les puissances de l'Axe et leurs adversaires en 1939.

MILANOVIC (Vladimir). — O ponudi garantija Jugoslaviji marta 1939. [Une offre de garanties à la Yougoslavie en mars 1939], *Srpska Borba* (Chicago), 12 oct. 1957.

Garantie de sécurité et d'indépendance offerte par la Grande-Bretagne.

Rosmowy Bonnet-Lukasiewicz w okresie przedmonachijskim. [Les entretiens Bonnet-Lukasiewicz avant Munich], *Spr. Miedzyn*, n° 6, juin 1958, pp. 69-78.

Archives du ministère des Affaires étrangères de Pologne ; introduction de J. CHUDEK, 13-28 septembre 1938.

SCHÜTT (Werner). — Der Stahlpakt und Italiens « Nonbelligerenza », 1939-1940, *Wehrwiss. Rundschau*, sept. 1958, pp. 498-521.

III. — LA GUERRE

LE COMMANDEMENT ET LA CONDUITE DE LA GUERRE

*CRETZIANU (Alexandre). — *The Lost opportunity*, London, J. Cape, 1957, 188 p.

Les Alliés auraient-ils dû attaquer l'Allemagne par les Balkans ?

FIORAVANZO (Giuseppe). — Italian strategy in the Mediterranean, 1940-43, *U. S. Naval Inst. Proceedings*, sept. 1958, pp. 65-72, ill., carte.

*GIUGLARIS (Marcel). — *Le Japon perd la guerre du Pacifique (De Pearl Harbour à Hiroshima)*, Paris, Fayard, 1958, in-8°.

GOUTARD (A.), colonel. — Le journal du général Halder, *R. de Paris*, juil. 1958, pp. 95-112.

Extraits caractéristiques du *Journal* de Halder : la conduite de la guerre, 4 oct. 1939-24 sept. 1942, et commentaires du traducteur.

JACOBSEN (M. A.). — L'erreur du commandement allemand devant Dunkerque, *R. hist. armée*, 1958, n° 3, pp. 63-74, ill. cartes.

*KISSEL (Hans), Generalfeldmarschall. — *Angriff einer Infanterie division*, Heidelberg, Vowinckel Verl., 1958, in-8°, 140 p. Tactique militaire.

*KLEE (Karl). — *Das Unternehmen « Seelöwe ». Die geplante deutsche Landung in England 1940*. Göttingen, Musterschmidt Verl. (1958), in-8°, 300 p., c. h.-t. (Studien u. Dokumente zur Geschichte des 2. Weltkrieges, Bd. 4.)

KLINK (Ernst). — Deutsch-finnische Waffenbrüderschaft 1941-1944, *Wehrw. Rundsch.*, juil. 1958, pp. 389-413.

LISS (Ulrich), Gen.-Maj. a. D. — Der französische Gegenangriff gegen den deutsche Maasdurchbruch im Mai 1940. Ein Beitrag vom Standpunkt des deutschen Nachrichtendienstes, *Allg. schw. mil. Zt.*, juil.-août 1958, pp. 600-614.

Przyczynki i materiały de historii kampanii wrzesniowej 1939 roku... Protocols of the Polish-French General Staff. Conferences in Paris, May 1939. [Remarques et documents pour l'histoire de la cam-

pagne de septembre 1939. Protocoles...], *Bellona* (Londres), n° 2, avr.-juin 1958, pp. 165-179, textes pol. et angl.

WARLIMONT (W.). — Die Insel Malta in der Mittelmeer-Strategie des Zweiten Weltkriegs, *Wehrwiss. Rundschau*, août 1958, pp. 421-436.

LES FORCES EN PRÉSENCE

*GEL'FOND (G. M.). — *Sovetskij flot v vojne s Japoniej* [*La flotte soviétique dans la guerre avec le Japon*], Moskva, Voenizdat, 1958, 190 p.

*GILL (G. Hermon). — *Royal Australian Navy*, vol. I : *1939-1942*, Canberra, Australian War Memorial [1957], in-4°, XVIII-686 p., pl., cartes. (Australia in the war of 1939-1945, series 2 : Navy, t. I.)

Les forces et les opérations navales australiennes : Dakar, mer Rouge, Méditerranée et Pacifique.

*PERTEK (Jerzy). — *Wielkie dni małej floty*. [*Les grands jours d'une petite flotte*] [Wyd. 3. nowo opracowanie] (Poznan), Wydawnictwo Poznanskie (1958), in-8°, 511 p., ill., cartes.

La marine de guerre polonaise de 1939 à 1945. En annexe, types des navires. Bibliographie.

*SANTORO (Giuseppe). — *L'Aeronautica italiana nella seconda guerra mondiale*, Milano-Roma, ediz. E.S.S.E., 1957, 2 vol. in-8°, 575 et 579 p.

Deuxième édition entièrement revue et augmentée.

*[UFFICIO DELLA MARINA MILITARE]. — *La Marina italiana nella Seconda guerre Mondiale*, vol. II : *La Guerra nel Mediterraneo. La difesa del traffico con l'Africa settentrionale*, tome I : *Dal 10 giugno 1940 al 30 settembre 1941*, Compilatore A. Cocchia ; collaboratore F. De Palma ; revisore G. Fioravanzo, Roma, Garzanti, 1958, in-8°, 459 p., cartes, ill. h.-t.

Cf. la critique de ce livre par E. FALDELLA dans *Riv. Marittima*, juin 1958, pp. 435-450.

*V'JUNENKO (N. P.). — *Cernomorskij flot v Velikoj otecestvennoj vojne* [*La flotte de la mer Noire dans la grande guerre nationale*], Moskva, Voenizdat, 1957, in-8°, 368 p.

TECHNIQUES, ARMES ET SERVICES

*BENNETT (D.-C.-T.). — *Pathfinder*, London, Muller, 1958.

L'aviation de bombardement durant la guerre.

*BUCHNER (Alex.). — *Kampf im Gebirge*, München-Lichhausen, Schild-Verl., 1958, in-8°, 250 p.

D'après les expériences de la deuxième guerre mondiale.

*HAARER (S/Ldr. A. E.). — *A cold-blooded business*, Forew. by lord Tedder, London, Staples, 1958, in-8°.

La section de déminage et de désamorçage d'obus de la R.A.F.

*KEEBLE (Peter). — *Ordeal by water*, N. Y., Doubleday, 1958, in-8°, 216 p., ill.

Histoire de l'organisation du sauvetage en mer pendant la guerre 1939-45.

Le service des poudres pendant la guerre de 1939-1945, *R. hist. armée*, 1958, 3, pp. 147-150.

*STRUTTON (Bill) and PEARSON (Michael). — *The Secret invaders*, London, Hodder and Stoughton, 1958, in-8°, 287 p., ill.

Opérations de l'organisation C.O.P.P. [Combined Operations Pilotage Parties], composée d'embarcations légères et de nageurs de combat (Atlantique, Méditerranée, Pacifique).

HISTORIQUES D'UNITÉS

KISSEL (Hans). — *Angriff einer Infanteriedivision. Die 101. leichte Infanteriedivision in der Frühjahrschlacht bei Charkow, mai 1942*, Heidelberg, K. Vowinckel, 1958, in-8°, 140 p., c.

(Die Wehrmacht im Kampf. Bd. 16.)

*LECKIE (Robert). — *Helmet for my pillow*, N. Y., Random House, 1957, in-8°, 312 p.

La Ist Marine Division, de Guadalcanal à Pelelin, témoignage d'un combattant.

NUYTENS (Kareb). — Zweimal Langemarck, *Nation Europa*, mai, 1958, pp. 24-27.

La brigade des Waffen-S.S. « Langemarck ».

REINHARDT (Hellmuth). — Die russischen Luftlandungen im Bereich der deutschen Heeresgruppe Mitte, *Wehrw. Rundsch.*, juil. 1958, pp. 372-389, c.

*ROSKILL (Capt. S. W.). — *H. M. S. « Warspite »*, London, Collins, 1957, 319 p., fig.

Narvik, Méditerranée, débarquement de Normandie.

*STAIGER (Georg). — *Geschichte der 26. Panzer-Division*, Bad Nauheim, H. H. Podzun, 1957, in-8°, 148 p., ill.

OPÉRATIONS

AUPHAN (amiral), MORDAL (Jacques). — Atlantique 1940. La défense et l'évacuation des ports atlantiques en 1940, *R. de Paris*, oct. 1958, pp. 83-93.

BELOT (R. DE), contre-amiral. — La fin du *Yamato*, *R. Deux Mondes*, 1er sept. 1958, pp. 128-137.

La dernière bataille navale engagée par les Japonais, devant Okinawa (8 avril 1945).

BIDLINGMAIER (Commer T. G. F.). — Exploits and end of the battleship Bismarck, *U. S. Naval Inst. Proc.*, juil. 1958, pp. 77-87, ill.

BLUMENSON (Martin). — Re-assessing a reputation, *Milit. Aff.*, été 1958, pp. 95-102, carte.

Réhabilitation de la 90th Infant. Division, dont la réputation fut d'abord liée à l'échec de Saint-Germain, en Normandie, juillet 1944.

BOBR-ONEK (S.). — Pid stinami Bresta. [Sous les murs de Brest], *Zovten (Lvov)*, n° 2, févr. 1958, pp. 7-58.

Souvenirs d'un combattant sur la prise de la forteresse de Brest par les Allemands, 21-29 juin 1941.

BUCHNER (Alex). — Ein Kp.-Führer « brennt nach vorne durch ». Stosstrupp über den Oise-Aisne-Kanal, *Deutsche Soldat*, mai 1958, pp. 147-149, c.

*BUSCH (Fritz-Otto), corvette-captain. — *The Drama of the Scharnhorst ; holocaust at sea*, tr. from the German by Eleanor Brockett and Anton Ehrenzweig, N. Y., Berkley Publ. Corp., 1958, in-8°, 157 p.

*COCCHIA (Aldo), vice-amiral. — *The Hunters and the hunted, adventures of Italian naval forces*, Annapolis (Maryl.), U. S. Naval Institute, 1958, in-8°, 184 p.

Extraits dans *U. S. Nav. Inst. Proc.*, mai 1958, pp. 37-45.

*CRAWFORD (Oliver). — *The Door marked Malaya*, London, Hart-Davis, 1958, in-8°, 237 p.

La guerre en Malaisie, souvenirs d'un sous-officier du Somerset Light Infantry Regt.

*CRICHTON-STUART (Michael), major. — *G. Patrol. The Story of the Guards Patrol of the long-range Desert Group*, London, Kimber, 1958, in-8°, 206 p., pl. et cartes h.-t.

Sa participation à la campagne contre le corps italo-allemand de Rommel, relatée par son chef.

DETTMER (Friedrich), Hptmn. und Regts Adjutant. — Vom Don-Bogen bis zum Untergang in Stalingrad, *Deutsche Soldat*, mai 1958, pp. 143-146, c.

*DRUMMOND (John D.). — *H. M. U-boat*, N. Y., British book Centre, 1958, in-8°, 228 p.

Histoire d'un sous-marin allemand capturé et utilisé par la Royal Navy.

*EDELMANN (A. B.). — *Condition is red*, New York, Pageant Press, 1957, 230 p.

La vie et les conditions de combat dans le Pacifique vues d'un navire-hôpital américain.

*EMBRY (Sir Basil), maréchal de l'air. — *Mission accomplie*, trad. de Robert DE MAROLLES, Paris, Presses de la Cité, 1958, in-8°, 316 p., pl. h.-t.

Mémoires du commandant en chef de la chasse anglaise qui dirigea notamment l'opération « Jericho » sur la prison d'Amiens.

EREMENKO (A.). — Istoriceskaja pobeda pod Stalingradom. [La victoire historique de Stalingrad], *Kommunist*, n° 1, janv. 1958, pp. 26-40.

A l'occasion du 15e anniversaire de la victoire.

EYSSEN (J. L. VAN), Kpt. — Lotnicy południowo-afrykanscy nad płonaca Warszawa. [Les aviateurs d'Afrique du Sud au-dessus de Varsovie en flammes], *Kierunki*, n° 37, 14 sept. 1958, p. 3, phot.

Souvenirs d'un membre de la 31e division aérienne stationnée en septembre 1944 à Celone (Italie).

GODET, major. — Rommel en Belgique, *L'armée, la nation*, 1er juil. et 1er août 1958, pp. 1-14 et 11-16, cartes, ill.

Opérations de la 7. PzD du 9 au 16 mai 1940.

*GOUNELLE (Claude). — *Le mirage de la victoire (18, 19, 20 mai 1940)*, Aix-en-Provence, La Pensée universitaire, 1957, in-8°, 144 p.

HOTH (Hermann). — Das Schicksal der französischen Panzerwaffe im I. Teil des Westfeldzuges 1940, *Wehrkunde*, juil. 1958, pp. 367-378, c.

Bibliographie.

*HOUART (Victor), major. — *Escadrilles du désert*, Paris, Éditions de la Pensée moderne, 1958, in-8°.

Opérations aériennes en Libye, Égypte et Malte.

JAKIMCUK (A.). — Sem'dnej i nocej. [Sept jours et nuits], *Ogni Kuzbassa*, 1958, n° 10, pp. 129-144.

La défense de la forteresse de Brest.

KAZAKOVA (A. S.). — Geroïceskie podvigi voïnov Uzbekistana na frontakh Velikoj Otecestvennoj vojny Sovetskogo Sojuza, 1941-1945 gg. [Faits d'armes des combattants d'Usbekistan sur les fronts de la grande guerre nationale de l'Union

soviétique, 1941-1945], *Mat-ly k istorii Sov. Uzbekistana, Sbornik* (Tachkent), 1957, pp. 207-296.

Kreta in deutscher und in britischer Berichterstattung. Eine Gegenüberstellung 17 Jahre nach dem grossen Luftlandeunternehmen, *D. deutsche Fallschirmjäger*, mai 1958, pp. 7-11, ill.

*Majdalany (Fred). — *Cassino, aperçus d'une bataille* [trad. de l'anglais], Paris, Presses de la Cité, 1958, in-8°.

Matloff (Dr Maurice). — Was the invasion of Southern France a blunder ?, *U. S. Naval Inst. Proc.*, juil. 1958, pp. 35-45.

*Merriam (Robert E.). — *The Battle of the Ardennes*, London, Souvenir Press, 1958, in-8°, 223 p.

Mordal (Jacques). — La guerre russo-finlandaise (hiver 1939-40), *Miroir de l'histoire*, oct. 1958, pp. 415-425.

Mordal (Jacques). — Les opérations des sous-marins F.N.F.L. pendant la guerre, *R. mar.*, juil. 1958, pp. 896-906, carte.

Surtout des sous-marins *Rubis*, *Minerve* et *Junon*, particulièrement en mer du Nord et sur les côtes de Norvège.

Neumann, Oberst. — Die Einnahme von Angers, *Stahlhelm*, juil. 1958, p. 6.
19 juin 1940.

*Newcomb (Richard F.). — *Abandon ship ! death of the U.S.S. « Indianapolis »*, N. Y., Holt, 1958, in-8°, 316 p., fig.

Coulé dans le Pacifique en 1945, sans que la marine en ait eu connaissance.

*Noël (Léon), ambassadeur. — *A propos des bombardements aériens du 15 juin 1940*, Auxerre, Impr. coopérative « L'Universelle », 1958, in-16, 6 p.

Le bombardement aérien d'Auxerre ne serait pas imputable à l'aviation italienne.

*Pal (Dharm). — *Campaign in Western Asia* (Calcutta), Orient Longmans [for] Combined inter-services historical section, India et Pakistan, 1957, in-4°, xxiii-571 p., cartes.

(Official history of the Indian Armed Forces in the Second World War, 1939-1945. [Campaigns in the Western theatre], t. 5.)

15-letie so dnja proryva sovetskoj armiej blokady Leningrade [15-e anniversaire de la percée par l'armée soviétique de l'encerclement de Leningrad], *Presse sov.*, 17-19 janv. 1958.

Voir plus particulièrement : *Leningardskaja pravda*, *Sovetskij flot ; Sovetskij patriot* et *Krasnaja zvesda*.

*Phillips (C.-E. Lucas). — *The Greatest raid of all*, London, Heinemann, 1958. (Saint-Nazaire, 1942.)

S. H. A. — Les coloniaux à Montluzin (18 juin 1940), *R. hist. armée*, 1958, n° 2, pp. 163-168.
Près Lyon.

*Smirnov (S.). — *Stalingrad na Dnepre* [*Stalingrad-sur-Dniepr*], Moskva, Sov. pisatel, 1958, 270 p.
La bataille de Korsun-Sevčenko.

*Soelen (Frithjof). — *Mission « Suicide »*, trad. du norvégien, Paris, Éditions France-Empire, 1958, in-8°, 304 p.
A la recherche du *Tirpitz*.

*Skalski (Stanisław). — *Czarne krzyze nad Polska* [*Les croix noires sur la Pologne*], Warszawa, Ministerstwo Obrony Narodowej, 1957, in-8°, 237 p., pl. h.-t., portr. front., couv. ill.

La lutte contre l'aviation allemande pendant la campagne de 1939.

Tarasov (A.). — V gorakh Italii. Zapiski russkogo garibal'dijca. [Dans les montagnes d'Italie. Journal d'un garibaldien russe], *Neva* (Leningrad), nos 4 et 5, avril-mai 1958, pp. 115-152 et 109-148.

Souvenirs d'un prisonnier soviétique employé par les Allemands à la construction d'une route en Italie, évadé et engagé dans un détachement de partisans.

*Urquhart (Maj. gen. R. E.), with Greatorex (Wilfred). — *Arnhem*, London, Cassell, 1958, in-8°, 238 p., phot. et c. h.-t.

Les opérations de la *Ist Airborn Division* et du *Ist Polish Parachute Brigade Group* au cours de la bataille d'Arnhem.

Wanty (Émile), gen. major. — L'offensive des Ardennes en 1944, *R. gén. belge*, août, sept. 1958, pp. 50-73 et 75-99, tableaux, cartes.

1. Les premiers jours de la crise (16-18 déc. 1944) ; 2. Opérations de St. Vith. Avance de la 116e PzD. Opérations de Bastogne.

*Wigmore (Lionel). — *The Japanese thrust*, Canberra, Australian War Memorial (1957), in-8°, xvi-715 p., pl., cartes dans le texte et h.-t. (Australia in the War of 1939-1945, series I, Army, vol. IV.)

La conquête de l'Asie du Sud-Est par le Japon.

RELATIONS DIPLOMATIQUES

Barrell (Lawrence L.). — Poland and East European Union, *Polish Rev.* (New York), vol. III, nos 1-2, hiver-été 1958, pp. 87-128.

Ce qu'avait envisagé le gouvernement polonais de Londres en 1939-45.

*Coates (W. P. and Zelda). — *A History of Anglo-soviet relations*, vol. II : *1943-1950*, London, Lawrence and Wishart, 1958, in-8°, 463 p.

Dmitrieva (K.). — Vystuplenie SSSR v zasitu Svecii ot gitlerovskoj agressii. [L'intervention de l'U.R.S.S. en faveur de la Suède contre l'agression hitlérienne], *Mezdun. zizn.*, n° 3, mars 1958, pp. 107-109.

Printemps 1940.

**Foreign relations of the United States, 1940*, vol. III : *The British Commonwealth, the Soviet Union, the Near East and Africa*, Washington, Government Printing Office, 1958, in-8°.

**Foreign relations of the United States 1941*, vol. I : *General. The Soviet Union ;* vol. IV : *The Far East*, Washington, Government Printing Office, 1958, in-8°.

Ginsburgs (George). — A Case study in the Soviet use of international Law : Eastern Poland in 1939, *Amer. J. int. Law*, janv. 1958, pp. 69-84.

*Ivanov (L. N.). — *Ocerki mezdunarodnykh otnosenij v period 2-oj mirovoj vojny* [*Études sur les relations internationales pendant la deuxième guerre mondiale*], Moskva, AN SSSR., 1958, 275 p.

Lowczowski (Gustaw). — Przyczynski do genezy formowania Wojska Polskiego we Francji w 1939r. [Remarques sur la genèse de la création de l'armée polonaise en France en 1939], *Bellona* (Londres), n° 2, avr.-juin 1958, pp. 122-141.

Contient les textes des accords de 1939 et de janvier 1940 (ceux-ci signés par Daladier et Sikorski).

Madzoevskij (S.). — Kvebekskoe soglasenie. [L'accord de Québec], *Mezd. zizn*, n° 5, mai 1958, pp. 83-91.

L'accord du 19 août 1943 sur la collaboration des savants atomistes anglais, canadiens et américains en vue de la fabrication de la bombe A.

Nekric (A.). — Nekotorye fakty perioda « strannoi voiny ». [Quelques faits de la période de la « drôle de guerre »], *Mezd. zizsv.*, n° 4, avr. 1958, pp. 89-100.

Les pourparlers secrets anglo-allemands vers la fin de 1939.

*Rozek (Edward J.). — *Allied wartime diplomacy. A pattern in Poland.* (Foreword by William T. Elliott), New York, J. Wiley (1958), in-8°, xx-481 p., cartes.

Comment la politique des Alliés a mené au contrôle de la Pologne par l'U.R.S.S. — Bibliographie, pp. 465-470. En annexes, documents sur la Résistance polonaise.

Velebit (Vladimir). — Nasa diplomatija u Narodnooslobodilackom ratu. [Notre diplomatie pendant la guerre de libération nationale], *Nar. arm.* (Belgrade), n° 958, 28 nov. 1957.

Démarches faites auprès des gouvernements alliés pour la reconnaissance officielle du mouvement de libération nationale.

Voir aussi : *Les premières démarches de la diplomatie de la Yougoslavie nouvelle*, Borba, 29 nov. 1957.

Vloyantes (John P.). — The Significance of pre-Yalta policies regarding liberated countries in Europe, *Western polit. Quart.*, juin 1958, pp. 209-228.

La destinée de ces pays a été en grande partie déterminée par des engagements diplomatiques antérieurs à la Conférence de Yalta.

LES SERVICES SECRETS ET LA PROPAGANDE

*Bergier (Jacques). — *Agents secrets contre armes secrètes*, Paris, Bibliothèque mondiale (1958), in-16, 224 p.

*Collier (Richard). — *Ten Thousans eyes*, London, Collins, 1958, in-8°, 320 p., cartes h.-t.

Comment le *British Intelligence Service* était tenu au courant de la construction et des particularités du mur de l'Atlantique grâce aux réseaux de résistance français.

*Fraser (Lindley). — *Propaganda*, London, Home Univ. Library, 1957, in-16, xi-218 p.

Définition et étude de la propagande pendant les deux guerres mondiales.

*Harrison (D. I.). — *These men are dangerous. The Special air service at war.*, London, Cassell, 1957, in-8°, xiii-240 p., portr.

Attaques nocturnes des batteries côtières en Sicile. Guerilla à Auxerre en coopération avec le maquis, etc.

*Lincoln (John). — *Achilles and the tortoise. An eastern Aegean exploit*, London, Heinemann, 1958, in-8°, 256 p.

Souvenirs d'un agent anglais chargé du contact avec les mouvements de résistance grecs dans les îles (à Samos et à Mytilène, notamment).

PRISONNIERS ET DÉPORTÉS

Bukhenval'dskoe soprotivlenie. [La résistance à Buchenwald], *Ist. arkhiv*, n°s 4 et 6, juil.-août et nov.-déc. 1957.

Dépositions d'anciens déportés soviétiques.

*Delmayne (Anthony). — *Sahara desert escape*, London, Jarrolds, 1958, in-8°, 256 p.

L'auteur, fait prisonnier en 1940 en Afrique du Nord où il servait dans la Légion étrangère, raconte ses tentatives d'évasion.

*Durnford (John). — *Branch line to Burma*, Foreword by Earl Mountbatten of Burma, London, McDonald, 1958, 207 p.

L'auteur, prisonnier de guerre des Japonais, travailla à la construction de la ligne de chemin de fer reliant le Siam à la Birmanie.

*Grzesiuk (Stanisław). — *Piec lat kacetu* [*Cinq ans de vie concentrationnaire*], Warszawa, « Ksiazka i Wiedza », 1958, in-8°, 520 p., couv. ill.

Journal d'un déporté polonais à Dachau, Mauthausen, Gusen.

*Herama (Paul d'). — *Tournant dangereux. Mémoires d'un déporté politique en Afrique du Nord (1940-1945)*, La Rochelle, Impr. Jean Foucher, 1957, in-16, 196 p., ill. h.-t.

*Kurdybowucz (Julian). — *Tułaczim szlakiem. Kartki z pamietnika zolnierza.* Wstep i opracowanie Heleny Csorba. [En suivant un errant. Feuillets de journal d'un soldat. Wrocław, « Ossolineum »], 1958, in-8°, xxx-532 p., pl., portr. front., couv. ill.

*Mac Horton (Ian), and Maule (Henry). — *Safer than a known way*, London, Odhams Press, 1958, 224 p., fig.

Récit d'évasion de l'auteur, d'un camp de prisonniers japonais.

*Vallance (Ute). — *A girl survives*, London, Maggibon, 1958, in-8, 298 p.

Souvenirs de camp de déportation (Stadelheim) d'une jeune Allemande anti-nazie.

*Wallace (Walter). — *Escape from Hell*, London, Hale, 1958, in-8°, 175 p.

Un Australien, prisonnier des Japonais à Bornéo, s'évade et rejoint les Philippines.

Watt (Ian). — The Liberty of the prison. Reflections of a prisoner of war, *Yale R.*, juin 1956, pp. 514-532.

Prisonnier des Japonais.

CRIMES DE GUERRE ET SANCTIONS

A survivor of the Red Katyn massacre speaks, *Action*, 30 mai 1958, p. 2.

Déclarations du rabbin polonais Halsberg, vivant en Israël.

*Eglinis (M.). — *Na forlakh smerti* [*Sur les remparts de la mort*], Vilnjus, Gospolitizdat, 1957, 79 p.

Les crimes de guerre commis par les Allemands et les Lithuaniens à Kaunas pendant la deuxième guerre mondiale.

*Juginis (Ju.). — *Uzasnaja stranica istorii Litvy* [*Une page horrible de l'histoire de la Lithuanie*], Vilnjus, Gospolitnaucizdat, 1958, 78 p.

Les atrocités allemandes en Lithuanie.

*Mouret (Georges). — *Oradour. Le crime, le procès*, Paris, Plon, 1958, in-16, 38 p., pl. h.-t.

*Reitlinger (Gerald). — *The S. S., alibi of a nation, 1922-45*, N. Y., Viking Press, 1957, 502 p.

L'auteur estime que c'est une erreur du Tribunal de Nuremberg que d'avoir centré la responsabilité allemande sur les S. S., en créant ainsi un « bouc émissaire » commode pour le reste du pays.

*Russell of Liverpool (Lord). — *The Knights of Bushido : the shocking history of Japanese war atrocities*, N. Y., Dutton, 1958, in-8°, 348 p., fig.

Veale (F. J. P.). — *Crimes discreetly veiled. Forew. by the Rt. Hon. Lord Hankey...*, London, Cooper Book Co., 1958, in-8°, 240 p.

Les « dénis de justice » à la charge des Alliés : L'assassinat de Mussolini ; les massacres de Katyn ; l'affaire de Marzaboto ; la condamnation de l'amiral Raeder, etc.

IV. — LA VIE INTÉRIEURE DES ÉTATS

GÉNÉRALITÉS

*Gnassmann (Gerhard Otto). — *Die deutsche Besatzungsgesetzgebung während des 2. Weltkrieges.*, Tübingen, 1958, in-4°, xvi-131 p., ronéot.

(Studien d. Instituts f. Besatzungsfragen, N. 14.)

*Günther-Hornig (Marget). — *Kunstschutz in den von Deutschland besetzten Gebieten 1939-1945*, Tübingen, 1958, in-4°, xx-144 p., ronéot.

(Studien d. Instituts f. Besatzungsfragen, N. 13.)

*Zmykhov (I. N.). — *Mezdunarodnoe rabocee i nacional'n o-osvoboditel' noe dvizenie v period 2-oj mirovoj vojny* [*Le mouvement ouvrier international et le mouvement de libération nationale pendant la deuxième guerre mondiale*], Moskva, 1958, 56 p.

ALLEMAGNE

*Baeyer-Katte (Wanda). — *Das Zerstören in der Politik. Eine Psychologie der*

politischen Grundeinleistung, Heidelberg, Quelle u. Meyer (1958), in-8°, 271 p.

Bibl. pp. 269-271. L'explication psychologique du succès de l'hitlérisme.

EVEN, Ct. — De l'armée prussienne à la Wehrmacht, *R. hist. armée*, 1958, pp. 95-109, ill.

*LANKENAU (B. H.), Gen. Lt. d. O. P., HAGEN (Hans W.). — *Zwischen Eid und Befehl*, Lochham bei München, Türmer Verl., 1958, in-8°, 100 p.

Le 20 juillet 1944.

*LANKENAU (B. H.), Gen. Lt. d. O. P. — *Polizei im Einsatz während des Krieges 1939/45 in Nordrhein-Westfalen*, Bremen, H. M. Hauschild, 1957, in-8°, 221 p. ill.

*LEBER (Annedore). — *Conscience in revolt. Sixty-four stories of Resistance in Germany*, collected by Annedore Leber assisted by Willy Brandt and Karl Dietrich Bracker. With contributions from Hilde Walter Wolfgang Steglich and Harold Poelchau, Introduction by Robert BIRLEY..., London, Mitchell, 1957, in-8°, XXVI-270 p., ill.

*RENN (Ludwig). — *Krieg ohne Schlacht*, Berlin, Verl. d. Nation, 1958, in-8°, 264 p.

La dernière phase de la guerre à Hambourg.

*SCHUMANN (Hans Gerd). — *Nationalsozialismus und Gewerkschaftsbewegung. Die Vernichtung der deutschen Gewerkschaften und der Aufbau der deutschen Arbeitsfront*, Hannover, Frankfurt a.M., Norddeutsche Verlagsanst., O. Gœdel, 1958, in-8°, 219 p., pl. h.-t.

Bibl. pp. 184-219. La destruction des cadres syndicaux et l'établissement de l'organisation nationale-socialiste du travail, D.W.F.

*ZINK (Harold). — *The United States in Germany, 1944-45*, Princeton, Van Nostrand, 1957, x-374 p.

AUTRICHE

*MOLDEN (Otto). — *Der Ruf des Gewissens. Der österreichische Freiheitskampf 1938-1945*, Wien, Herold-Verl., 1958, in-8°, 370 p.

BELGIQUE

NIELSEN (Kurt). — Die flämische Tragödie, *Nation Eur.*, mai 1958, pp. 7-16.

Les Flamands et le III^e Reich.

Le Parti communiste de Belgique durant la drôle de guerre, *Est et Ouest*, 1^er oct. 1958, pp. 5-7.

Extraits de la *Voix du Peuple* depuis le 3 juillet 1939 jusqu'à sa suppression le 27 déc. 1939.

TOLLEN (Rik). — Flandern und Leon Degrelle, *Nation Europa*, mai 1958, pp. 29-35.

ÉTATS-UNIS

WETTERHAHN (Armin). — Das U. S. Standard-Schiffbauprogramm im Zweiten Weltkrieg, *Marine Rundsch.*, juin 1958, pp. 101-119.

FRANCE

ARON (Robert). — La genèse de l'État gaulliste, *R. des Deux Mondes*, 15 août 1958, pp. 645-659.

Comment le Gouvernement provisoire remplaça le Gouvernement de Vichy.

*ARON (Robert). — *The Vichy Regime 1940-44...* in collaboration with Georgette Elgey..., London, Putnam, 1958, in-8°, VIII-536 p.

Trad. de : *Histoire de Vichy.*

AUPHAN (Paul). — De la mystification en histoire. Toujours à propos du livre du général Schmitt, *Ecrits de Paris*, juin 1958, pp. 122-127.

COLLOMBET (Georges). — Paris, ville ouverte et occupée (juin 1940), *Miroir de l'histoire*, juil. 1958, pp. 52-58, phot.

L'entrée des Allemands à Paris et les premiers jours de l'occupation. Souvenirs d'un commissaire de police parisien.

*LUTHER (Hans). — *Der französische Widerstand gegen die deutsche Besatzungsmacht und seine Bekämpfung*, Tübingen (L Gsell), 1957, in-8°, 397 p.

(Studien d. Instituts f. Besatzungsfragen, N. II.) La résistance armée.

MICHEL (Henri). — La Résistance dans les P.T.T. La source K., *R. Transmissions*, juill.-août 1958, pp. 13-22.

Rôle de Robert Keller.

*NOUVEAU (L. H.), dit Saint-Jean. — *Des capitaines par milliers. Retour à Gibraltar des aviateurs alliés abattus en 1941-42-43*, Paris, Calmann-Lévy, 1958, in-8°, 454 p.

Chaîne d'évasion de France vers Gibraltar.

PAUL (P.). — La Libération de Lyon, 3 septembre 1944, *R. hist. armée*, 1958, n° 2, pp. 169-177.

HONGRIE

PUSKAS (A.). — Iz istorii bor'by progressivnykh sil Vengrii protiv khortinskogo rezima. [Pages d'histoire de la lutte des forces progressistes hongroises contre le régime de Horthy, *Vop. ist.*, n° 4, avr. 1957, pp. 72-90.

Fin 1941-début 1942.

ITALIE

CARRACIOLO DI FEROLETO (Mario). — L'Ultima vicenda della Quinta Armata. Parte seconda : La Resistenza tra Viterbo e Firenze, *Riv. Storica ital.*, anno LXX, fasc. I (1958), pp. 82-129. Avec des documents annexes.

*CEJSVILI (N. I.). — *Gruzinskie partizany v bor'be za osvobozdenie Italii ot fasizma* [*Les partisans géorgiens dans la lutte pour la libération de l'Italie du fascisme*], Batumi, Gosizdat Adzar, 1958, 126 p.

*GALASSI (Nazario e Marcella). — *Resistenza e 36ª Garibaldi*, Roma, edit. riuniti, 1957, in-8°, 528 p.

*LA ROSA (A.). — *Storia della Resistenza nel Piacentino*, Piacenza, Stab. tip. piacentino, 1958, 324 p., ill.

*LURAGHI (R.). — *Il Movimento operaio torinese durante la Resistenza*, Torino, Einaudi, 1958, in-8°, 372 p. (Studi e recerche.)

*SECCHIA (Pietro), MOSCATELLI (Cino). — *Il Monte Rosa è sceso a Milano. La Resistenza nel Biellese, nella Valsesia e nella Valdossola*, Torino, Einaudi, 1958, in-8°, 656 p., ill., carte.

TOBINO (Mario). — Il 25 e 26. Raconto, *Mondo*, 1er et 8 juil. 1958, pp. 8-10.

La chute de Mussolini (25 et 26 juil. 1943) vue par un anti-fasciste.

NORVÈGE

*HAUGE (E. O.). — *Salt-water thief*, Translated by M. Munthe, London, Gerald Duckwork, 1958, in-8°, pl. et cartes h.-t., 159 p.

Épisode de la Résistance en Norvège.

PAYS-BAS

PATRIOT. — Die « Illegalitat » in den Niederlanden, *Nation Europa*, mai 1958, pp. 41-47.

La Résistance aux Pays-Bas.

POLOGNE

BLIT (Lucjan). — They did not die alone, *Twentieth Century*, oct. 1958, pp. 386-392.

Sur les juifs de Pologne pendant la deuxième guerre mondiale.

GLABISZ (K.), gen. bryg. — Polscy komandosi [Les commandos polonais], *Bellona* (Londres), n° 2, avr.-juin 1958, pp. 142-149.

De 1941 à 1945.

GÓRA (Władysław). — Powstanie władzy ludowej (lipiec-sierpien 1944 r.). [Naissance du pouvoir populaire, juillet-août 1944], *Nowe Drogi*, n° 7, juill. 1958, pp. 3-19.

Rôle du Parti ouvrier polonais (P.P.R.) au Comité de Libération (K.R.N.), puis au P.K.W.N. Relations avec l'Armée Rouge.

KALENICENKO (P.). — Pol'sca pid gnitom nimec'ko-fasists'kikh okupantiv u 1939-1941 rr. [La Pologne sous le joug des occupants allemands en 1939-1941], *AN Ukr. SSR. Nauk. zap. Inst. ist.* (Kiev), n° 9, 1957, pp. 278-297.

*KARBONSKI (Stefan). — *The Story of the Polish underground State, 1939-1945*, F. B. Czarnomski transl. N. Y., Macmillan, 1956, in-8°, 495 p.

Krotki rachunek II wojny. [Bref bilan de la deuxième guerre], *Polityka*, n° 37, 13 sept. 1958, p. 1.

Evaluation des pertes de guerre, civiles et militaires.

RAWSKI (Tadeusz), colonel d'armée. — Les Forces armées polonaises sur le Front de l'Est, *Zachodnia Agencja Prasowa*, n° 22, mai 1958, pp. 3-24, carte jointe.

*RINGELBLUM (Emmanuel). — *Notes from the Warsaw Ghetto : the journal of Emmanuel Ringelblum*, edited and translated from the Yiddish, by Jacob Sloan. N. Y., McGraw-Hill Bk Co., 1958.

TURLEJSKA (Maria). — O insynuacji jako metozie walki politycznej. [De l'insinuation en tant que méthode de lutte politique], *Polityka*, n° 20, 17 mai 1958, p. 7, fac-sim.

Les Polonais de Londres et le Parti ouvrier polonais (P.P.R.), en 1943.

TURLEJSKA (Maria). — Okupant wobec Ruchu Oporu w Polsce. [L'occupant dans ses rapports avec le Mouvement de Résistance en Pologne], *Polityka*, n° 27, 5 juill. 1958, pp. 6-7.

Suite de la série d'art. : *Les partisans de Londres et la gauche.*

TURLEJSKA (Maria). — Kierownictwo podziemia i antykomunizm. [Les clandestins, leurs chefs et l'anti-communisme], *Polityka*, n° 28, 12 juil. 1958, p. 3, fac-sim.

Fin de la série d'art. sur la résistance londonienne dans ses rapports avec la Gauche. Etude des archives de « L'Antikom ».

WROŃSKI (B.) Kmdr por. — Naczelne władze Polskich Sił Zbrojnych na obczyźnie w 1939-1945. Czesc III. Marynarka Wojenna. [Les autorités di-

rigeantes des Forces armées polonaises à l'étranger de 1939 à 1945, III^e Partie : La marine de guerre], *Bellona* (Londres), n° 2, avr.-juin 1958, pp. 115-122.

ROUMANIE

Din contributia armatei romîne alaturi de gloriosa armata sovietica la razboiul anti-hitlerist. [Sur la contribution de l'armée roumaine aux côtés de la glorieuse armée soviétique à la guerre anti-hitlérienne], *An Inst. Ist. Partid* (Bucarest), n° 4, juil.-août 1957, pp. 20-51, carte.

Tutoveanu (Jon). — Participarea militara à Rominici la razboiul antifascist. [La participation militaire de la Roumanie à la lutte anti-fasciste], *Lupta clasa* (Bucarest), n° 8, août 1957, pp. 13-25.

Juill. 1944-mars 1945.

TCHÉCOSLOVAQUIE

**Historique de l'armée tchécoslovaque dans la guerre mondiale (1939-1945)*, Paris, Editions Montbrun, 1950, in-4°, 58 p., ill. h.-t., fac.-sim.

(Association des volontaires tchécoslovaques en France.) Rôle des soldats tchécoslovaques en France pendant la guerre.

Zeman (Jan). — Partizanské hnutie na Zvolensku. [Le mouvement des partisans dans la région de Zvolen], *Slovan. prehled* (Prague), n° 6, juin 1958.

Partisans slovaques en 1941-1945.

U.R.S.S.

Andreev (P.), Tarasenko (N.). — KPSS-organizator pobed sovetskoj armii i flota v Velikoj otecestvennoj vojne [Le Parti communiste, organisateur des victoires de l'armée et de la marine dans la grande guerre nationale], *Sov. flot*, 22 janv. 1958.

Genkina (D.). — V bojakh za Sovetskuju Rodinu [Dans la lutte pour la Patrie soviétique], *Kom. Sov. Latvii* (Riga), n° 2, févr. 1958, pp. 21-26, carte.

Participation des Lettons à la guerre de 1941-45.

*Makarenko (Jakov). — *Po voennym dorogam* [*Sur les chemins de guerre*], Moskva, Voenizdat, 1958, 173 p.

Etudes sur la grande guerre nationale.

*Markin (I.). — *Sibirjaki-geroi Kurskoj bitvy* [*Les Sibériens, héros de la bataille de Kursk*], Novosibirsk, Kn.izd., 1957, 85 p.

Smerdov (A.). — Boevoj put'. [Le chemin du combat], *Sib. ogni*, 1958, n° 2, pp. 3-9.

Les Sibériens sur les fronts en 1942-43.

Klimov (A.N.). — Perestrojka narodnogo khozjajstva Stalingrada i oblasti na voennyj lad v nacale Velikoj Otecestvennoj vojny. [L'adaptation de l'économie de la région et de la ville de Stalingrad aux conditions de guerre au début de la grande guerre nationale], *Uc. zap. Stalingr. ped. inst.*, 1957, n° 8, pp. 204-226.

YOUGOSLAVIE

Brstina (Dusan), colonel. — Akcija grupe partizana u Bisini (7 decembre 1941 god.). [L'action menée par un groupe de partisans contre le village de Bisina (7 décembre 1941), *Voj. istor. glas.* (Belgrade), n° 6, déc. 1957, pp. 49-52.

Combats en Herzégovine contre les Oustachis.

Knezevic (Radoje). — Rat 1941 godine i Kraljev izlazak iz zemlje. [La guerre de 1941 et le départ du roi], *Glas Kanad. Srba* (Windsor), 2 janv. 1958.

L'ancien ministre de la Cour relate les circonstances dans lesquelles le roi Pierre II de Yougoslavie est parti en avril 1941.

Marjanovic (Jovan). — Aprilski rat 1941 i Komunisticka Partija Jugoslavije. [La guerre d'avril 1941 et le Parti communiste de Yougoslavie], *Nar. Arm.* (Belgrade), n° 976, 10 avr. 1958.

Visnjic (Peter). — Prodor 2 i 5 divizije do reke Ibra (dejstva od 21-28 marta 1944 god.). [La percée des 2^e^ et 5^e^ divisions vers la rivière Ibar (actions menées du 21 au 28 mars 1944)], *Voj. istor. glas.* (Beograd), n° 6, déc. 1957, pp. 31-49.

Les marches et les actions de l'armée de Libération nationale yougoslave de Lim à Ibar en Serbie.

Zoric (Milan), major général. — Oslobodjenje Kljuca i Sanicke doline (jula 1942). [La libération de la ville de Kljuc et de la vallée de la Sanica (juillet 1942)], *Voj. istor. glas.* (Beograd), n° 6, déc. 1957, pp. 3-30.

Combats contre les Oustachis en Bosnie occidentale.

Le 14 octobre 1958.

Le gérant : Henri Michel.

1959. — Imprimerie des Presses Universitaires de France. — Vendôme (France)
ÉDIT. N° 25 272 Dépôt légal : 1-1959 IMP. N° 15 479
IMPRIMÉ EN FRANCE

LA CORRESPONDANCE DE STALINE AVEC CHURCHILL ET ROOSEVELT

Sous le titre *Correspondence between the chairman of the Council of Ministers of the U.S.S.R. and the Presidents of the U.S.A. and the Prime Ministers of Great Britain during the great patriotic war*, le ministère russe des Affaires étrangères a publié deux volumes ; le premier groupe, en 379 pages, 516 lettres échangées entre Staline d'un côté, Churchill et Attlee de l'autre, du 8 juillet 1941 au 15 novembre 1945 ; le deuxième contient la correspondance de Staline avec Roosevelt et Truman, soit 384 lettres en 281 pages, du 4 août 1941 au 23 décembre 1945 (1). Les textes émanant des Anglo-Américains sont donnés dans la langue originale ; ceux écrits par Staline sont traduits du russe en anglais.

Les éditeurs prennent soin de préciser qu'ils ont publié l'intégralité des documents en la possession des autorités russes et que, à quelques exceptions près, il s'agit de textes inédits. Dans la préface, quelques différences avec les publications effectuées antérieurement par les Anglo-Saxons sont relevées et expliquées ; c'est ainsi que Cordell Hull cite dans ses *Mémoires* (2) un message remis à Moscou entre février et avril 1942, qui n'a pas été retrouvé, parce qu'il avait fait l'objet d'une communication orale. « Rien ne prouve, écrivent les responsables de la publication, que d'autres messages dont il a été fait état ailleurs, ont bien été envoyés dans le texte indiqué. » C'est ainsi que Churchill est soupçonné d'une falsification, bien que le mot ne soit pas prononcé ; il a inséré dans ses *Mémoires* un texte de sa lettre du 24 juin 1945 différent de celui retrouvé dans les archives russes.

Toutes les lettres rassemblées dans le recueil sont loin de présenter le même intérêt ; beaucoup se bornent à des congratulations pour des anniversaires ou des succès militaires, ou à des remerciements pour des bons procédés mutuels : envois de photographies, films ou cadeaux. De façon générale, Churchill et Roosevelt ont écrit deux fois plus que Staline et toujours plus longuement. L'ouvrage entrepris — lit-on dans la préface — « pour remédier à des publications tendancieusement sélectionnées », fait preuve de beaucoup d'objectivité et il arrive même que soient imprimés des textes dont la lecture ne plaide pas en la faveur des Russes (3).

Cet échange de correspondance est loin de couvrir toute l'activité diplomatique des trois pays alliés. Par nature même, elle est muette sur les rencontres, d'une importance capitale, entre les trois illustres correspondants ; les conférences de Téhéran, de Yalta et de Berlin n'y figurent que

(1) Moscou, 1957.
(2) T. II, p. 1170.
(3) Comme l'exposé des tracasseries infligées aux militaires britanniques que le *prêt-bail* retient à Mourmansk.

dans leur préparation — toujours difficile dans le choix des dates et des lieux — et parfois dans leurs conclusions ; très rarement dans leur déroulement (1).

Presque rien n'est dit de la guerre en Extrême-Orient. Certes, à plusieurs reprises, Roosevelt esquisse, de façon plus ou moins précise, l'appui qu'il compte recevoir de Staline. Mais celui-ci fait la sourde oreille, peu désireux sans doute, tant que ses difficultés en Europe demeurent vives, de provoquer le ressentiment du Japon.

Plus étonnant, mais presque aussi total, est le mutisme sur la bombe atomique, à l'exception d'une phrase de Attlee à Staline à l'occasion d'un voyage qu'il va effectuer aux U.S.A. « au sujet des problèmes que la découverte atomique a fait naître ».

Il n'est enfin pas souvent question de la France, et pas avant que se pose la question de la reconnaissance du *Comité Français de Libération nationale*. L'U.R.S.S. se montre désireuse de procéder à cette reconnaissance, mais Churchill, épousant le point de vue américain, s'inquiète de ce que pourrait faire le général de Gaulle une fois au pouvoir et redoute qu'il compromette les arrières alliés au moment de l'invasion de la Sicile, si bien que Staline s'étonne de cette réserve britannique et demande à être mieux éclairé sur ses raisons véritables (juin 1943). La capitulation italienne devenue un fait accompli, Roosevelt ne veut pas que des Français participent à l'occupation du pays — arguant de la vive hostilité que leur manifesteraient les Italiens. Staline et Churchill sont d'accord pour que la France soit représentée à la *Commission interalliée* qui réglera le sort de l'Italie, mais sont d'accord aussi pour ne pas insister si Roosevelt formule des réserves. Enfin, au moment du voyage du général de Gaulle à Moscou à la fin de 1944, c'est après avoir reçu l'agrément de Churchill que Staline acceptera la proposition française de signature d'un pacte franco-soviétique. On le voit : ce n'est pas la France qui a divisé les *Trois Grands* et le peu de place qu'ils lui accordent dans leur correspondance est à la mesure du faible rôle qu'ils estimaient qu'elle pouvait jouer. Mais Roosevelt se montre le plus hostile à une entrée de la France dans le Club des *Trois Grands*. Par la suite, à l'été 1945, par un renversement des rôles, c'est Staline qui refuse que la France — et la Chine — participent, comme le suggère Truman, à l'élaboration des traités de paix dans les Balkans. Il est vrai que, à ce moment, les zones d'influence sont définitivement délimitées (2).

*
* *

Malgré ses lacunes et le peu de révélations véritables qu'elle apporte, cette publication est intéressante à plus d'un titre. D'abord elle permet de mieux savoir comment les trois hommes d'État concevaient leurs relations et quelle idée ils se faisaient de leurs rôles respectifs.

Churchill est le plus chaleureux des trois. Il multiplie les messages où s'affirme sa cordialité, son admiration pour l'*Armée Rouge*, sa confiance dans l'issue du conflit. Il est d'autant plus amical qu'il a quelque chose à se faire pardonner : en un curieux dédoublement, Churchill — homme privé, assure Staline de ses bons sentiments personnels au lendemain d'un refus que Churchill — homme d'État, a signifié à son allié. Il fait participer sa fille et sa femme à cette danse de la séduction (3). Il croit que les rapports

(1) Sauf si les protagonistes se sont écrit pendant leur rencontre.

(2) A noter que « Vichy » est totalement absent de la correspondance.

(3) Le message de Churchill à l'*Armée Rouge*, lorsque la victoire est certaine, est lu à Moscou par sa femme.

personnels peuvent tout arranger. « Je considère nos relations personnelles confiantes comme de la plus haute importance », écrit-il. Il communique à Staline des renseignements confidentiels qu'il le prie de garder pour lui, comme si cette demande pouvait avoir quelque chance d'être retenue. Un convoi ne peut pas partir pour Arkhangelsk ? A la place, Churchill est prêt à aller voir Staline pour lui en donner les raisons. Un malentendu éclate-t-il au grand jour ? « Je suis sûr que rien ne se serait produit si nous avions été ensemble, » affirme-t-il. Avec Attlee, le ton change, la couleur disparaît : le style devient neutre, impersonnel, officiel.

Roosevelt est confiant en son pouvoir de séduction autant que Churchill dans le sien. Lui aussi croit en l'efficacité de rapports humains confiants. Ne propose-t-il pas à Staline, en mai 1943, une rencontre à deux, sans *staff* avec seulement un interprète et une sténo ? Dans l'impossibilité de se déplacer lui-même, comme il le voudrait, le Président des États-Unis confirme dans ses lettres sa prédilection à employer, par-dessus la tête de ses ministres et de ses diplomates, ses envoyés personnels, Hopkins et Harriman, dont il souligne bien à Staline qu'ils ne jouissent pas seulement de toute sa confiance, mais qu'ils sont aussi ses amis personnels. Parfois s'affirme une façon assez surprenante de conduire la guerre : il demande à Staline, en décembre 1941, de participer à des conférences à Tchoung-King et à Singapour ; « sur quel sujet exactement », questionne Staline ? Et Roosevelt n'insiste pas. Parfois s'affiche un optimisme allié à un jugement erroné : en octobre 1943, Roosevelt annonce à Staline que, « dans quelques semaines », les troupes anglo-américaines entreront à Rome !

Churchill inclinait à penser que la guerre amenait les Russes à se départir de leur idéologie et que le patriotisme l'emporterait désormais sur le communisme. Roosevelt était convaincu que ses relations avec Staline parviendraient à un degré de confiance qui mettrait fin à la défiance soviétique à l'égard du capitalisme, transformation que ne pouvait obtenir Churchill, champion d'un impérialisme à caractère monarchique (1).

A vrai dire, la correspondance de Staline ne fournit guère d'aliment à cette double conviction. Ce que pensait Staline s'enveloppe constamment de mystère. Mais, qu'il s'agisse d'état ou de parti, ses demandes sont toujours marquées du plus froid réalisme. Il ne mâche pas ses mots et rappelle à Churchill « que l'Angleterre n'aurait jamais pu faire la guerre sans l'U.R.S.S. » ; quand Churchill se plaint de propos peu amènes, Staline répond : « Il s'agit de contacts personnels, donc je parle franchement, et vous n'y sauriez voir un affront. » Dès septembre 1941, il prend acte de la promesse britannique pour l'U.R.S.S. d'hériter d'une part de la flotte allemande si la flotte russe est détruite à Leningrad. Son amour-propre national est très chatouilleux : il ne veut pas aller au Caire parce que l'U.R.S.S. n'y a pas d'intérêts ; Churchill et Roosevelt ayant manifesté un peu d'inquiétude quant au sort de leurs prisonniers de guerre libérés par les Russes, Staline répond tout rouge qu'ils sont mieux traités que les prisonniers russes en Grande-Bretagne ou aux États-Unis. Son cynisme s'affirme aussi, sans pudeur : il félicite Roosevelt « d'avoir détourné Darlan et les autres du côté allié » (2) et il proclame tout de go qu'il n'aidera pas Bonomi et les antifascistes italiens (3). On est tout surpris parfois que la faille d'un peu d'ironie s'insinue

(1) Cf. H. Feis, *Churchill, Roosevelt et Staline*, 1957, Princeton University Press.

(2) Il emploie alors une véritable formule churchillienne « qu'il faut savoir utiliser le diable et sa grand-mère ».

(3) Il est constamment méfiant aussi. Churchill l'ayant mis au courant de ses conversations avec les ministres turcs, Staline se déclare satisfait « bien qu'il ne saurait dire si tout lui a été fidèlement rapporté ».

dans ce bloc froid d'airain : remerciant Churchill de l'envoi d'un film sur les bombardements d'Essen, il se réjouit à l'idée de recevoir bientôt un autre film sur la victoire de Tunisie... à un moment où les Anglo-Saxons éprouvent quelques ennuis.

Il y a un point sur lequel les *Trois Grands* sont d'accord : c'est que les décisions doivent être prises par eux Trois et eux seuls dans une sorte de club fermé. Certes Churchill, pour se justifier, s'abrite parfois derrière l'opinion publique et le Parlement britanniques, sinon le *Commonwealth*, et Roosevelt invoque les obligations que lui impose la Constitution américaine. Staline, dont le pouvoir est absolu, ne veut voir là que des prétextes, dont il croit bon de se servir aussi, affirmant que la presse russe est libre à propos d'une incartade de la *Pravda*, ou se disant dans l'impossibilité de revenir sur « une décision prise par le *Presidium* du *Soviet Suprême* » ; il lui arrive même de brandir la foudre de l'indignation de l'opinion publique russe.

Ainsi, la correspondance donne le spectacle d'une cour permanente des deux Occidentaux faite à un homme longtemps aux abois, à qui on se garde bien de reprocher jamais ses mauvaises fréquentations passées, dans le domaine militaire de qui on évite soigneusement d'intervenir, tout en acceptant qu'il se conduise tout autrement à l'égard de celui des autres, et qui finit presque toujours par imposer ses volontés, quoique le plus souvent les deux autres se soient unis contre lui, d'une union, il est vrai, non d'un seul métal.

***

Sur le fonctionnement de l'Alliance, son évolution, les problèmes qui l'ont divisée, la correspondance confirme ce que nous savions par les publications antérieures : ce fut un accord difficile, souvent recommencé, maintenu vaille que vaille tant que l'imposèrent les nécessités de la lutte contre un ennemi commun, compromis dès que s'esquisse le monde d'après la guerre. Sur la conduite même des opérations, si Churchill et Roosevelt donnent parfois quelques explications qui sont autant d'excuses à leur impossibilité de toujours satisfaire leur incommode partenaire, par contre rien n'est apporté sur la guerre que mène l'*Armée Rouge*, à part quelques bulletins de victoire.

Ce qui domine la correspondance, ce sont les réclamations de Staline, estimant insuffisante l'aide qui lui est fournie, qu'il s'agisse des fournitures du *prêt-bail* ou de la promesse d'un *second front*. Roosevelt accepte en principe toutes les demandes de Staline ; il décide d'accorder à l'U.R.S.S., *dès novembre 1941*, un premier prêt de 1 milliard de dollars, remboursable en dix annuités, cinq ans après la guerre, doublé d'un autre milliard dès février 1942. Pour une fois, Staline manifeste sa reconnaissance.

Mais c'est lorsqu'il faut acheminer le matériel que les difficultés commencent. La correspondance permet de suivre les vicissitudes de la route maritime par le Grand Nord. Promis dès août, les premiers chars — 20 en tout — parviennent à Arkhangelsk seulement le 12 octobre 1941. Par surcroît, Staline se plaint de l'empaquetage : les armes arrivèrent en pièces détachées dans des envois différents. Par la suite, les pertes britanniques s'avèrent d'une telle ampleur — seulement 1/3 des navires du convoi de juin 1942 ne sont pas coulés — que Churchill annule le convoi suivant. « Comportement intolérable », tonne Staline. Le succès du débarquement en Afrique du Nord a pour conséquence que le convoi de décembre 1942 passe avec un succès inespéré. C'est, semble-t-il, une date charnière et lorsque Churchill, en mai 1944, récapitule les efforts britanniques constamment

renouvelés, et constate le succès final qui a récompensé leur opiniâtreté, Staline remercie.

L' « explication » est plus sévère pour l'ouverture d'un *second front*. Sur ce point, Staline est catégorique : « l'U.R.S.S. est seule à se battre et court un danger mortel ; la seule chose à faire, c'est fixer 30 ou 40 divisions allemandes dans les Balkans ou en France. » Cette exigence, formulée dès septembre 1941 (1), revient comme un *leitmotiv* tout le long de la correspondance. En vain Churchill, soutenu par Roosevelt, invoque-t-il le manque de bateaux, les difficultés de l'entreprise, le terrible danger que serait un échec, l'insuffisance de troupes en Grande-Bretagne, les succès des bombardements aériens, les retards dans l'arrivée des renforts américains et cent autres bonnes raisons. Staline ne démord pas de son idée fixe ; il prend acte des promesses et des retards mis à les tenir ; ces délais sont « inexcusables ». Constamment, Staline qui, de toute évidence, ne se rend pas compte des immenses problèmes que pose le débarquement, critique sévèrement toutes les opérations de ses alliés, jugées par lui insuffisantes : les succès peu coûteux des Anglo-Saxons en Tunisie n'ont pas empêché les Allemands d'envoyer 27 nouvelles divisions de l'Ouest vers l'Est ; l'offensive en Sicile ne remplace pas le second front ; celui-ci doit être ouvert au plus tard au cours de l'été 1943. Ainsi s'installe une atmosphère de défiance qui va en s'épaississant ; en face de la saignée de l'*Armée Rouge*, les pertes des Anglo-Saxons paraissent insignifiantes ; leurs plans, générateurs de retards successifs, sont établis sans que l'U.R.S.S. ait été consultée et, de ce fait, elle ne peut les accepter, écrit Staline (11 juin 1943).

Lorsque, enfin, *Overlord* a démarré, bien que Staline exprime sa satisfaction, le mal, semble-t-il, est fait. Même dans la conduite de la guerre, une confiance réciproque ne s'est pas établie. L'élaboration du monde d'après-guerre, auquel chacun pense désormais, n'a fait qu'accroître les divergences.

*
* *

L'entrevue de Yalta marque le sommet de la courbe de la coopération. Après, la détérioration est rapide. A mesure que la déroute allemande se précise, une obsession hante Staline : que ses Alliés acceptent une capitulation partielle de l'ennemi commun, voire une paix séparée et que tout le poids de la *Wehrmacht* retombe sur la seule *Armée Rouge*. Peur d'une sorte de réplique au pacte germano-russe ? Renseignements précis puisés auprès des opposants à Hitler et confirmés par l'attentat du 20 juillet (2) ? La correspondance ne nous fournit aucune réponse.

La capitulation italienne avait donné le premier son de cloche fêlée et Staline s'était plaint d'avoir été insuffisamment et tardivement informé ; il n'accepterait plus que la Grande-Bretagne et les États-Unis se missent d'accord sur une reddition et se bornent à l'informer ensuite. Aussi bien, lorsqu'il connaît les conversations engagées en Suisse entre des représentants d'Alexander et de Kesselring, Staline donne-t-il libre cours à sa colère (avril 1945) : ce ne sont pas des entretiens purement militaires ; ils ont une portée politique et la preuve en est que les Allemands en ont profité pour prélever des troupes et les envoyer à l'Est ; d'ailleurs les Allemands, qui défendent avec acharnement la moindre bourgade contre l'*Armée Rouge*,

(1) Dès le 18 juillet 1941, il demandait l'envoi d'une division norvégienne dans le nord de la Scandinavie pour des opérations de guerilla. Churchill répond en rappelant les expériences désastreuses de Namsos et de la Crète et puis... il n'y a que trois cents Norvégiens en Angleterre !

(2) Comme par la proposition faite par Himmler au comte Bernadotte.

abandonnent à l'Ouest, sans combat sérieux, des positions importantes. Plus tard, même lorsque l'accord est fait sur les conditions de la reddition allemande sans conditions, Staline redoute que certains éléments de la *Wehrmacht* continuent à se battre à l'Est.

C'est que, sur les gains territoriaux de l'*Armée Rouge*, les avantages que l'U.R.S.S. peut en retirer directement ou indirectement, et en conséquence le sort de ses voisins, Staline est depuis toujours intraitable. Il soupçonne des arrière-pensées politiques dans le refus de Churchill de déclarer la guerre à la Roumanie et à la Hongrie ; dès la fin de 1941, alors que l'*Armée Rouge* a reculé sur tous les fronts, il demande que soient garanties à l'U.R.S.S. les frontières de juin 1941, avant l'agression allemande ; quand Roosevelt a manifesté de l'intérêt pour la Finlande, Staline lui fait nettement comprendre qu'il s'agit d'une zone où les intérêts russes sont prépondérants.

C'est à propos de la Pologne que les malentendus ont atteint leur maximum et que la rupture a été consacrée. La correspondance permet d'en retracer les étapes, bien qu'elle n'apporte rien qui ne soit déjà connu. Elle confirme que les Occidentaux sont allés à l'extrême limite des concessions (1); elle rend évidentes aussi la mauvaise foi et la dureté de Staline, comme la continuité de ses vues et la ténacité de ses plans. Pour imposer le *Comité de Lublin*, n'écrit-il pas à la fois que les Polonais ont le droit de choisir librement leur gouvernement et que c'est l'U.R.S.S. qui a libéré la Pologne ? Pour lui — et il l'affirme dès 1943 — le Gouvernement polonais de Londres est pro-hitlérien, Sikorski compris. Ayant affirmé une fois pour toutes que le Haut-Commandement soviétique n'a pas été consulté dans le soulèvement de Varsovie qu'il qualifie d' « aventure », et que ceux qui s'y sont lancés sont des « criminels », il conclut que l'*Armée Rouge* se désintéressera de l'affaire.

Au fond, le comportement de Staline paraît commandé par une double conviction : que l'U.R.S.S. a absolument besoin sur ses flancs d'une Pologne qui lui soit soumise et que, à part quelques communistes réfugiés en U.R.S.S., la population polonaise ne peut pas ne pas être hostile aux Russes (2).

Aussi bien, quoique les deux volumes de la correspondance se terminent sur un souhait académique de Staline que les U.S.A. et l'U.R.S.S. travaillent ensemble à maintenir la paix, à la fin de 1945, la rupture est complète : Molotov a reproché aux Occidentaux leur attitude inamicale en Roumanie et en Hongrie ; Truman et Staline ont rejeté les demandes qu'ils s'étaient mutuellement adressées sur Hokkaïdo et les Kouriles ; à propos de la Vénétie julienne, Alexander a comparé Tito à Hitler ; pour l'O.N.U. la bagarre permanente a commencé.

* * *

De cet état de choses, les protagonistes sont à la fois conscients et inquiets. Depuis Yalta, « les difficultés nous ont accablés comme une tornade », écrit Churchill. Quant à Roosevelt, si son ultime lettre veut être quand même un message d'espoir, il avait, le 5 avril 1945, de façon solennelle, exprimé son appréhension que toute l'entreprise commune ne se traduisît par un échec au moment de la victoire ; il dit son amertume à l'égard de ceux

(1) Aucune allusion n'est jamais faite au pacte germano-russe ni à l'invasion russe de l'été 1940 et l'enquête sur Katyn est bien vite abandonnée sans que les occidentaux en tirent officiellement des conclusions. Il n'est pas question non plus de la 1re guerre russo-finlandaise.

(2) Le 4 mai 1945, il déclare n'accepter dans le gouvernement polonais que des personnes « qui ont fourni des preuves de leur amitié à l'égard de l'U.R.S.S. ».

qui ont si mal informé Staline de ses intentions et de ses pensées réelles ; il redoute une « tragédie de l'histoire ».

Effectivement, s'étant cahin-caha soldée par une victoire contre l'ennemi commun, la Grande Alliance a laissé le monde, le conflit achevé, dans une tragédie dont on n'aperçoit pas le terme, si on en mesure les périls. Cet échec final pouvait-il être évité ? La correspondance n'autorise guère de réponse.

Elle permet toutefois de constater que la coalition de l'éléphant et de la baleine n'allait pas sans une difficile harmonie de leurs points de vue respectifs. Staline ayant suggéré que 25 ou 30 divisions anglaises soient envoyées à Arkhangelsk, dès septembre 1941, l'opération lui paraissant toute simple, Churchill lui répond : « Vous qui avez tant de terres ne pouvez que difficilement comprendre que nous ne puissions vivre et combattre qu'en proportion de nos communications maritimes. »

A ces difficultés d'ordre technique s'ajoutait une tenace méfiance réciproque, née d'une hostilité antérieure, trop récente encore, que ne parvenait pas à annuler, malgré les risques mortels qu'elle faisait courir aux deux parties, l'agression hitlérienne qui les avait, sans préparation et contre le gré de l'une d'elles, jetées dans le même camp. La révélation d'un nationalisme russe pointilleux à l'extrême, inattendu dans un régime champion de l'Internationale des peuples, n'était pas sans envenimer les contacts. Des Anglais sont-ils installés à Arkhangelsk pour le *prêt-bail* ? « Ils font du renseignement », fulmine Staline. Roosevelt demande-t-il à plusieurs reprises que des bases aériennes soient accordées en Sibérie aux Américains ou que des unités aériennes s'installent au Caucase, et voici Staline plein de réticence : des avions oui, mais pas de pilotes. Dès le début de la coopération militaire, Staline avait signalé le mal : il n'y a pas d'accord sur les buts de guerre et les traités de paix ; Churchill avait accepté de signer un traité d'alliance et d'amitié de 20 ans (1), mais il soulignait aussi constamment que les frontières ne pourraient être tracées qu'à la paix (2), ce qui autorisa toutes les appréhensions des Russes et laissa le champ ouvert à une suspicion dont ils ne se montrèrent pas avares.

La correspondance qu'ils ont échangée laisse voir que si les Trois Grands étaient également pénétrés de la nécessité de leur entente, ce fut Roosevelt qui accomplit les plus grands efforts pour la rendre durable. Son souci de conciliation paraît illimité ; c'est lui-même qui élaborera des projets de coopération économique et politique pour l'après-guerre pour sortir l'U.R.S.S. de son isolement. Il se heurte à l'esprit « vieux russe » de Staline. Si Staline se déclare d'accord pour les étudier, en réalité, que ses soucis quotidiens de généralissime suffisent à sa peine, ou que des projets peu élaborés lui paraissent d'un médiocre intérêt, c'est lui qui manifeste le moins d'empressement (3).

En fait, bien que Roosevelt professe l'idéalisme le plus désintéressé, qu'il ne réclame jamais rien pour son pays et qu'il se soit souvent comporté comme un arbitre entre ses deux partenaires, il n'est pas sûr que les deux « réalistes », Churchill et Staline, ne se seraient pas mieux entendus sans lui. Sur le partage de l'Europe en zones d'influences auquel ils ont procédé, à mi-mot, au cours d'un de leurs tête à tête, la correspondance est à peu près muette. Mais trois documents sont significatifs : à une lettre de Churchill

(1) Dont la rédaction n'alla pas sans mal.

(2) C'était une des conclusions essentielles de l'adoption de la *Charte de l'Atlantique*.

(3) Ses refus sont parfois peu sérieux. Invité par Roosevelt à envoyer des représentants à une Conférence du Travail, il répond que les syndicalistes soviétiques ne veulent pas y aller ; mais si cette conférence est placée sous le signe de la future O.N.U., et non de la défunte S.D.N., alors les syndicalistes soviétiques changeront d'avis.

proposant, pour trois mois, un *leadership* russe en Roumanie contre un *leadership* anglais en Grèce, Staline répond : « Il faut que les Américains soient d'accord » ; à son retour de Moscou, en octobre 1944, alors que le drame polonais est à son paroxysme (1), Churchill déclare : « Nos espoirs pour l'alliance de nos peuples à l'avenir n'ont jamais été aussi élevés » ; revendiquant, sans le dire expressément, le droit de régler à sa guise la question polonaise, Staline lance ce surprenant argument : « Je ne me préoccupe pas de ce qui se passe en Belgique. »

Peut-être fallait-il à cette alliance improvisée, et dont on a pu écrire qu'elle était « étrange », qu'elle poursuivit des buts limités et non qu'elle s'égarât sur les larges horizons que lui découvrait Roosevelt, plus disciple de Wilson que jamais ? Mais comment ne pas approuver le Président américain, au sortir d'une guerre épouvantable, d'avoir essayé d'empêcher une autre guerre plus épouvantable encore, dont la division des Alliés profilait la menace ?

Savoir si une politique plus ferme à l'égard de Staline aurait été plus profitable à l'Occident, ne peut faire l'objet que d'une hypothèse. C'est un fait que Staline a monnayé la résistance de l'*Armée Rouge* contre des concessions (2), mais c'est presque une certitude qu'un effondrement des armées russes aurait entraîné au moins une durée indéfinie de la guerre et vraisemblablement une victoire hitlérienne (3). C'est aussi un fait que les territoires sur lesquels Staline a voulu faire seul la loi ont été conquis par la seule *Armée Rouge*. Il aurait fallu, ou la devancer, et c'était remettre en question toute la stratégie alliée et peut-être l'alliance elle-même, ou l'en déloger, au prix d'une nouvelle guerre dont le monde a fait jusqu'ici l'économie, et dans laquelle rien ne permet d'avancer que les armées d'Eisenhower auraient eu plus de succès que la *Wehrmacht*. Tous ceux qui critiquent la politique de Roosevelt, généralement à la lumière d'événements bien postérieurs, ne doivent pas oublier qu'un autre comportement supposait nécessairement l'adoption d'une de ces deux hypothèses.

Henri MICHEL.

(1) C'est au cours de cette rencontre que le partage en zones d'influence a été effectué.

(2) Et pas seulement après Stalingrad, quand la position de l'U.R.S.S. s'est améliorée : Churchill s'étonne dès juillet 1941 que Staline, qui appelle au secours, soit cependant préoccupé par les frontières d'après guerre. Dans ces conditions, on comprend les concessions anglo-saxonnes sur le plan politique. « La politique d'apaisement a été la contrepartie du retard apporté à la formation du second front », a écrit M. P. RENOUVIN (*Les crises du XX^e siècle*, t. II, p. 329).

(3) Pour ne rien dire du péril d'un nouveau pacte germano-russe, sur lequel la correspondance est muette, mais qui est sous-jacent à tout le comportement des Anglo-Saxons.

LA GUERRE DE « LIBÉRATION NATIONALE » EN YOUGOSLAVIE

D'APRÈS LES DOCUMENTS PUBLIÉS PAR L'INSTITUT D'HISTOIRE MILITAIRE

Comme nos lecteurs le savent, l'*Institut d'Histoire militaire de l'armée yougoslave* à Belgrade a commencé, en 1949, la publication de documents de la guerre de Libération nationale en Yougoslavie, sous le titre du *Recueil de documents et informations relatifs à la guerre de Libération des peuples yougoslaves (Zbornik dokumenata i podataka o Narodnooslobodilackom ratu Jugoslovenskih naroda)* (1). A ce moment-là, l'Institut disposait d'un fonds d'environ 110 000 documents. Cependant, dans la sélection de documents pour la publication, il fut aidé par la *Section historique du Comité central du parti communiste yougoslave* (2). Cela est compréhensible parce que le Recueil contient presque autant de notes que de documents et que seuls les membres dirigeants du parti, en leur qualité de dirigeants de la lutte de libération, pouvaient les lui donner.

Dans le premier volume de cette immense publication, l'*Institut d'Histoire militaire* déclara que les documents publiés n'ont été corrigés que grammaticalement, qu'il fut tenu « scrupuleusement compte de respecter leur authenticité », et si certains documents n'ont pas été publiés intégralement, c'est que les passages omis ne « présentaient aucun intérêt historique » (3).

Depuis 1949, lorsque parut le premier volume, jusqu'au début de 1958, 74 gros volumes de documents, de 400 à 800 pages chacun, furent publiés et on n'en voit pas encore la fin. L'édition est impeccable, voire luxueuse.

Le Recueil a été divisé en 7 tomes, division qui répond au caractère spécial de la lutte de Libération nationale yougoslave, surtout du point de vue national. A côté de l'armée centrale, commandée directement par le futur maréchal Tito et son état-major suprême, il y avait six autres centres principaux de la lutte avec leurs états-majors généraux. Ces six centres furent en même temps les noyaux de six futures républiques fédérées dont est formée la Yougoslavie actuelle. L'étude de ces documents représente donc un intérêt capital, tant du point de vue militaire que national et fédéral. D'ailleurs, aucune étude sérieuse sur la Yougoslavie contempo-

(1) Sur les premiers volumes du Recueil voir l'article de Mlle Kyra SANINE, publié dans notre *Revue*, n° 23, juillet 1956, pp. 73-76.

(2) *Zbornik*, t. I, vol. 1, p. 7.

(3) *Ibid.*

raine n'est désormais imaginable sans ces documents. Il faut donc reconnaître que l'*Institut d'histoire militaire* de Belgrade a rendu un immense service à tout chercheur, connaissant naturellement le serbo-croate, en mettant à sa portée toute cette riche documentation.

Les 7 tomes et les 74 volumes publiés jusqu'à ce jour se répartissent ainsi :

Le tome Ier contient les documents de la lutte en Serbie et en Voïvodine (qui fait actuellement partie de la République populaire de Serbie, mais comme province autonome). Ils embrassent, en 15 volumes publiés, la période du début de l'occupation de la Yougoslavie, en avril 1941, au 31 décembre 1944.

Le tome II, dont 6 volumes ont été publiés, contient les documents de l'état-major suprême, mais seulement jusqu'à la fin de novembre 1942.

Le tome III, avec ses 8 volumes, contient les documents de la lutte au Monténégro jusqu'à la fin de l'année 1944.

Le tome IV, avec ses 17 volumes, contient les documents de la lutte en Bosnie-Herzégovine de 1941 à 1943.

Le tome V, avec ses 18 volumes, contient les documents de la lutte en Croatie de 1941 à 1943.

Le tome VI, avec ses 6 volumes, contient les documents de la lutte en Slovénie de 1941 à 1943.

Le tome VII, avec ses 4 volumes, contient les documents de la lutte en Macédoine de 1941 à 1944.

A l'exception du tome II, qui aurait dû se trouver à la tête du Recueil, cette division correspond aussi au développement chronologique de cette lutte. Elle éclata d'abord en Serbie et au Monténégro, en août 1941, et s'étendit presque aussitôt à la Bosnie-Herzégovine et à la Croatie, pour se répandre définitivement en Slovénie en 1942 et en Macédoine seulement en 1943.

Les membres du comité de rédaction du Recueil sont d'anciens partisans, mais la composition du comité change suivant les régions dans lesquelles ils combattirent et auxquelles les différents tomes se rapportent ; cela donne un cachet particulier à chaque tome. Toutefois, le rédacteur de toute l'édition est toujours le même : le colonel Fabijan Trgo ; il fait naturellement partie de tous les comités de rédaction.

LES DOCUMENTS DE L'ÉTAT-MAJOR SUPRÊME DE 1941 A LA FIN DE NOVEMBRE 1942

Afin de suivre un ordre chronologique, nous commençons cette brève analyse de cette vaste publication par les documents relatifs au commandement suprême de la guerre de Libération nationale en Yougoslavie. On les trouve dans le tome II, bien qu'ils auraient dû être à la tête du Recueil, comme nous l'avons déjà remarqué, car les documents des autres tomes ne représentent au fond que l'application de la ligne générale, qui venait toujours du centre, de Tito et du *Comité central du Parti communiste.*

1. *Les Bulletins de l'état-major suprême de 1941 à 1945*

Le premier volume du tome II commence par plusieurs proclamations du parti communiste yougoslave, du début de l'occupation du pays et du soulèvement qu'il déclencha en août 1941, après l'invasion de l'U.R.S.S. Tout le reste est consacré à la reproduction de *Bulletins* de l'état-major suprême, qui représentent certainement le témoignage le plus précieux de cette lutte. Les autres documents, de même que les chroniques de la guerre

de Libération nationale yougoslave, parmi lesquelles le fameux journal de Vladimir Dedijer occupe une place à part, ne font que les compléter, sans les égaler.

Les *Bulletins* étaient publiés entre 1941 et 1944 plus ou moins régulièrement, suivant les possibilités du moment qui s'offraient à Tito et ses collaborateurs immédiats. Les *Bulletins* changèrent trois fois de titre, suivant les modifications du nom de l'armée de partisans. Les dates espacées de la parution des *Bulletins* et ces changements successifs de leurs titres illustrent déjà, à eux seuls, cette lutte, son développement et l'édification de l'armée. En fait, ils marquent les grandes étapes par lesquelles cette armée passa avant de parvenir à la victoire finale.

Ainsi les premiers *Bulletins* étaient ceux « des détachements de *partisans de Libération nationale* », dès le commencement de la lutte jusqu'au 20 octobre 1941. A partir du 12 décembre 1941 au mois d'août 1942, ce sont les *Bulletins* « de l'*armée de Libération nationale de partisans et de volontaires* », puis de septembre 1942 au mois de décembre 1944, les bulletins « de l'*armée de Libération nationale et des détachements de partisans* ». A cette dernière date, les *Bulletins* sont remplacés par le *Journal officiel* du ministère de la Défense nationale qui poursuit leur tâche, de janvier à juillet 1945.

Ces dates correspondent également aux différentes localités dans lesquelles parurent les *Bulletins*, d'abord à Belgrade et à Uzice libérée en 1941 ; puis dans les montagnes de la Romania en Bosnie et à Foca en Herzégovine, où Tito et les partisans de Serbie — le premier noyau de son armée centrale — s'étaient retirés après leur défaite en Serbie. Les *Bulletins* parurent ensuite à Bosanski Petrovac et dans d'autres villages de Bosnie, puis dans l'île de Vis dans l'Adriatique et, pour finir, à Belgrade.

Ce qui frappe tout de suite, à la lecture de ces *Bulletins*, c'est la détermination et l'esprit de suite avec lesquels Tito et ses collaborateurs réalisent le programme qu'ils s'étaient donné le jour où ils déclenchèrent le soulèvement général contre les envahisseurs.

Déjà le premier numéro du *Bulletin*, publié à Belgrade occupée par les Allemands, écrit que la tâche principale des détachements de partisans est « de libérer le pays des occupants et des traîtres » et que les états-majors de Croatie, Slovénie, Monténégro, Bosnie-Herzégovine, Voïvodine, Dalmatie, Macédoine et Sandjak « sont soumis à la direction de l'état-major suprême » (1).

Dans le même numéro, on trouve le texte du célèbre serment de partisans, rédigé par Tito, qu'ils lutteront « n'épargnant ni leur sang ni leur vie jusqu'à l'anéantissement total du conquérant fasciste et de tous les traîtres » (2).

En octobre, après la conférence militaire de Stolice à laquelle prirent part les principaux chefs du soulèvement dans tout le pays et qui posa les premières règles uniformes pour tout le mouvement de partisans, le *Bulletin*, paru cette fois à Uzice libérée, publie un ordre de Tito aux partisans de porter dorénavant sur leurs képis l'étoile rouge et, au-dessous, un ruban aux couleurs de leur drapeau national (slovène, croate, serbe, etc.).

Le numéro du *Bulletin* de décembre 1941 à janvier 1942, publié dans les montagnes de la Romania en Bosnie, contient un article, probablement de Tito, sur les causes de la défaite des partisans en Serbie, en novembre 1941. On y trouve aussi le communiqué de la formation, « par autorisation du Comité central du Parti communiste yougoslave », le 21 décembre, de la 1re brigade prolétarienne (3). L'événement est d'une signification excep-

(1) *Zbornik*, t. II, v. 1, pp. 11-13.
(2) *Ibid.*, p. 22.
(3) *Ibid.*, p. 113.

tionnelle, car ce jour-là Tito posait définitivement les fondements solides non seulement de la nouvelle armée, mais aussi du nouveau régime communiste en Yougoslavie.

Le numéro suivant de février-mars 1942, publié à Foca en Herzégovine, donne le texte des statuts « des *brigades prolétariennes de choc* », soumises à « la direction du parti communiste yougoslave », qui sont « les unités mobiles toujours prêtes à l'action » et dans lesquelles règne « la discipline de fer ». Mentionnons en passant que cette discipline de fer devait régir aussi tout parti communiste, conformément aux 21 conditions de l'*Internationale Communiste* de 1921. Les nouvelles brigades devaient se composer de 4 bataillons, fort chacun de 300 hommes (1). Depuis 1947, le jour de la formation de la première brigade prolétarienne est fêté en Yougoslavie comme le jour de la création de la nouvelle armée.

Un autre document, publié dans le même numéro, se rapporte aux instructions relatives aux insignes distinctifs des chefs militaires (2) ; toutefois, les grades d'officiers et de sous-officiers ne seront pas introduits avant décembre 1942 (3). A cette dernière occasion, le *Bulletin* correspondant publie un commentaire de Tito sur la signification de nouveaux grades (4). Dans les bulletins suivants on trouve des listes de plus en plus longues de premières promotions d'officiers généraux, etc. (5). Il en fut de même après l'introduction de décorations, en août 1943 (6) ; les listes des décorés abondent. Toutefois, le titre de *héros national*, introduit en 1942, n'est décerné que très rarement.

Dans le numéro du *Bulletin* de juin-juillet 1942, on trouve une liste des membres de l'état-major suprême, qui jusqu'à ce jour-là se confondait avec celle du bureau politique du parti. La nouvelle liste différait sensiblement de l'ancienne, car elle contenait plusieurs noms nouveaux dont ceux du colonel Savo Orovitch et du prêtre orthodoxe serbe Vlado Zetchevitch qui fut un des premiers commandants *tchetniks* à se séparer du colonel Draja Mihaïlovitch et à se joindre avec son unité aux partisans de Tito. Il est certain que ces deux hommes n'étaient pas des communistes, du moins jusqu'alors. C'est sans doute le document le plus édifiant sur les efforts de Tito de prouver à Staline qu'il avait tort de l'accuser, comme il l'avait fait quelques mois auparavant, de donner un caractère manifestement communiste au *mouvement de Libération nationale*. Tout en s'inclinant ainsi quelque peu devant Staline, mais d'une façon toute formelle, Tito continuait avec la même opiniâtreté la lutte implacable contre tous ses compatriotes qui ne partageaient pas ses vues, sans parler de sa lutte avec Mihaïlovitch qui, des deux côtés, s'était transformée en lutte d'extermination réciproque. Du reste, dans le même numéro du *Bulletin* on trouve une déclaration sur la collusion « entre les traîtres, Draja Mihaïlovitch et le gouvernement yougoslave émigré à Londres ». Sur tous ces points, Tito savait ce qu'il faisait.

Le numéro du *Bulletin* de septembre-novembre 1942, imprimé à Bosanski Petrovac, publie un court mais très intéressant commentaire de Tito de la toute récente décision de l'état-major suprême relative à l'organisation de l'armée régulière de Libération nationale, se composant de divisions et de corps d'armée, mais tout en conservant et en développant les détache-

(1) *Zbornik*, t. II, v. 1, pp. 134-137.
(2) *Ibid.*, p. 138.
(3) *Ibid.*, p. 227.
(4) *Ibid.*, pp. 255-6.
(5) *Ibid.*, pp. 256-271, 282-299, 316-339, 358-372, etc.
(6) *Ibid.*, pp. 229-300.

ments de partisans (1). A cette date, en novembre 1942, le mouvement de libération est définitivement formé, avec l'armée de Libération comme force de combat et organisme de ralliement, avec les comités populaires comme institutions révolutionnaires de base et avec le *Conseil antifasciste de Libération nationale*, comme institution suprême, politique et administrative, de l'État en formation.

Comme ils le faisaient dès le commencement de la lutte, les *Bulletins* continuèrent à mentionner et à commenter toutes les batailles et tous les mouvements de l'armée centrale de Tito. Ces mouvements étaient presque toujours en relation avec de nouvelles attaques de troupes ennemies. D'après la classification officielle, il y eut 7 offensives. La première fut celle des troupes allemandes en Serbie qui réussirent en quelques jours, à la fin de novembre 1941, à nettoyer la Serbie des partisans si bien qu'ils ne devaient y réapparaître qu'au commencement de l'année 1943. La seconde offensive, en janvier 1942 en Bosnie orientale, fut plutôt un ratissage d'ordre secondaire, car elle s'était abattue sur la première brigade prolétarienne et quelques détachements de partisans, sans leur faire pourtant beaucoup de mal. La troisième offensive dura d'avril à juin 1942 ; c'est au cours de cette dernière que les troupes italiennes et les *Tchetniks* chassèrent les brigades de Tito de Foca et les rejetèrent au Monténégro et en Herzégovine. Mais là non plus, l'armée centrale ne put se maintenir, tant à cause des Italiens et surtout des *Tchetniks* que du manque de vivres dans ces régions très pauvres. C'est alors que Tito décida de se frayer avec ses 4 brigades prolétariennes, un chemin vers le Nord, soit en direction de la Serbie, soit vers le Nord-Ouest de la Bosnie — dans la région de Krajina où existait un centre important du mouvement et de la lutte de partisans, comme du reste un autre centre dans les régions voisines de Croatie.

Le numéro du *Bulletin* déjà mentionné de juin-juillet 1942 contient précisément un article documenté sur cette marche de quatre brigades, commandées par Tito, qui dura un mois, de la fin de juin à la fin de juillet (2) et qui se termina triomphalement par la libération, avec l'aide naturellement des partisans de la Krajina, de la petite ville Jajce, le 25 septembre, puis de la ville de Bihac, le 4 novembre, où Tito devait tenir, le 26-27 du même mois, la première session du *Conseil antifasciste de Libération nationale*.

Le numéro du *Bulletin* de décembre 1942-avril 1943, publie un article sur la quatrième offensive ennemie qui dura de janvier à mars 1943, au cours de laquelle l'armée centrale, commandée par Tito, et qui s'appuyait sur les armées de partisans de Bosnie, de Croatie, de Dalmatie et du Monténégro, dut se replier de Krajina au Monténégro, devant les forces supérieures et combinées des Allemands, Italiens, *Oustachis* croates et *Tchetniks* serbes. En combattant pour chaque pouce du territoire, elle réussit à briser l'encerclement ennemi, en battant les forces réunies des Italiens et des *Tchetniks* sur la rivière Neretva en Herzégovine (3) et à se frayer un chemin vers le Monténégro.

Le numéro du *Bulletin* de juin-août 1943 publie un article de Tito sur la cinquième offensive ennemie, au cours de laquelle et « contre nos 20 000 combattants, l'ennemi avait concentré 120 000 Allemands, *Oustachis*, Italiens et Bulgares » (4), mais une fois de plus sans succès. Il est vrai qu'à cette occasion, l'armée de Tito perdit plus de la moitié de ses effectifs, ainsi que les 5 000 blessés et malades qu'elle avait réussi à transporter et à sauver

(1) *Zbornik*, t. II, v. 1, pp. 195-6.
(2) *Ibid.*, pp. 175-8.
(3) *Ibid.*, pp. 240-244.
(4) *Ibid.*, pp. 277-282.

au cours de la quatrième offensive, mais qui cette fois furent tous massacrés par les occupants et les traîtres. L'armée centrale réussit néanmoins une fois de plus à percer l'encerclement, puis à revenir à grands pas dans la Krajina bosniaque, juste à la veille de la capitulation de l'Italie. Cette capitulation marquait aussi le triomphe définitif du mouvement de Libération en Yougoslavie (1). Pourtant, dans un article de Milovan Djilas, dans le *Bulletin* de septembre 1943, cette capitulation fut présentée comme « une conséquence directe des victoires de l'armée rouge » sur le front oriental (2).

Nous nous trouvons maintenant en présence de l'organisation définitive de la nouvelle armée, qui après la capitulation et d'après les estimations officielles comptait plus de 200 000 hommes ; les *Bulletins* qui suivent contiennent presque exclusivement les listes de promotions d'officiers et de décorations des combattants.

Parmi ces décrets, on en trouve deux qui concernent Josip Broz Tito. Par le premier, du 30 novembre 1943, le *Présidium du Conseil antifasciste* lui décernait le titre de Maréchal de Yougoslavie pour ses mérites exceptionnels dans l'organisation de l'armée de Libération nationale et « la conduite géniale de ses opérations » (3). Par le second décret, du 19 novembre 1944, le Conseil antifasciste décernait à Tito le titre de *héros national* (4).

Enfin, le 1er mars 1945, le *Journal officiel* du ministère de la Défense nationale publiait le décret proclamant que l'*armée de Libération nationale* porterait désormais le nom de *armée populaire yougoslave* (5).

2. *Les documents et informations*

Il faut avoir toujours en vue ce cadre général de la lutte de Libération nationale, que les *Bulletins* ont fixé d'une façon à la fois brève et précise, pour pouvoir suivre les documents et les riches notes qui les accompagnent, aussi bien dans ce tome II que dans tous les autres. En fait, ils ne font que se compléter tous continuellement et le tome II est plein de renvois aux autres tomes pour certains documents de toute première importance provenant de Tito et des autres dirigeants principaux et se composant des rapports, instructions, lettres, etc., destinés aux instances inférieures du parti ou aux états-majors nationaux ou régionaux.

Vu la masse de documents, nous nous limiterons aux principaux dans les cinq autres volumes de ce tome II.

Le volume 2, paru à Belgrade en 1954, a 599 pages, dont les 134 dernières sont consacrées aux documents allemands et italiens, en original et en traduction serbo-croate. On y trouve notamment les ordres de Hitler relatifs à l'attaque contre la Yougoslavie (6), à son partage (7), de même que les documents se rapportant à la demande de l'armistice par la Yougoslavie

(1) Afin de compléter la liste de 7 offensives, il est nécessaire de mentionner encore que la sixième offensive avait eu lieu de septembre 1943 à janvier 1944 et qu'à cette occasion les Allemands réussirent à réduire sensiblement le territoire libéré (qui à la capitulation de l'Italie embrassait toute la partie occidentale de la Yougoslavie avec l'Istrie en plus), mais sans pouvoir détruire l'armée de Tito. La septième offensive eut lieu en mai 1944 : c'est à la suite de cette offensive et la descente des parachutistes allemands sur Drvar en Bosnie afin de s'emparer de Tito et des autres dirigeants yougoslaves, que l'état-major suprême fut transféré dans l'île de Vis dans l'Adriatique.

(2) *Zbornik*, t. II, v. 1, pp. 313-316.

(3) *Ibid.*, p. 375.

(4) *Ibid.*, p. 531.

(5) *Ibid.*, p. 623.

(6) *Ibid.*, p. 465.

(7) *Ibid.*, pp. 543-545.

et à la capitulation imposée par l'Allemagne (1). Parmi les documents italiens mérite une mention spéciale, un ordre de Mussolini du 5 avril 1941 de fusiller sur-le-champ « tout officier, sous-officier ou soldat qui abandonnerait, sans y être autorisé, une position qui devait être défendue à tout prix » (2).

Les volumes 2 et 3 contiennent de nombreuses lettres échangées entre Tito et Mocha Pïyadé, pendant les deux mois de février et de mars 1942 au cours desquels ce dernier attendait patiemment à Zabljak sous le Durmitor au Monténégro, l'arrivée d'avions soviétiques avec médicaments et armes pour les partisans, avions qui ne vinrent jamais (3).

Au même moment, en mars, l'*Internationale Communiste* avait fait d'amères reproches à Tito pour avoir donné un caractère communiste à la lutte de Libération nationale, notamment par la création des *brigades prolétariennes*, et d'avoir ainsi éloigné de cette lutte tous les autres partis yougoslaves. Djilas et Pïyadé étaient du même avis, ce qu'ils ne cachaient pas à Tito. Pïyadé, dans une lettre du 16 mars, posait même la question à Tito « s'il fallait continuer ou non la formation de nouvelles *brigades prolétariennes* » (4). Mais Tito, opiniâtre et tranchant lorsqu'il s'agissait de décisions prises, répondit à Pijade, le 26 mars : « Avec le grand-père (ce qui voulait dire Staline ou l'*Internationale Communiste*) mes explications étaient brèves... que la situation (ici) est toute autre que celle qu'il suppose. Pour les brigades, je lui ai dit qu'il fallait les créer... Autrement, je m'étais sérieusement fâché contre toi à cause de tes remarques comme si nous avions commis une faute en nous fourvoyant à gauche... (Du reste) le grand-père a cessé, après mes explications, de s'intéresser à cette question (5). » Et à Pïyadé de renchérir : « Je suis très content de savoir le grand-père rapidement tranquillisé, même si tu t'es un peu fâché contre moi (6). »

Une autre question, continuellement au centre de toutes les préoccupations, concerne l'organisation et les tâches du parti communiste dans l'armée. Il était entendu depuis le commencement du soulèvement, que le parti devait s'assurer la direction de toute unité de partisans et la contrôler, tant par le commissaire politique que par la cellule du parti. Cependant, les instructions du Comité central du mois de mai 1942 montrent que « les camarades témoignaient de l'incompréhension pour le rôle dirigeant du parti dans l'armée, de même que de l'incapacité de le réaliser ». Afin de remédier à cette situation, le Comité central définit une fois de plus les compétences, d'abord du *commissaire politique* (qui remplit ses fonctions avec l'aide de la cellule du parti), de celles des membres de l'état-major (qui doivent comprendre qu'ils sont dans la cellule de simples membres du parti et qu'ils sont tenus à soumettre au préalable à l'avis de la cellule toute mesure se rapportant à l'unité qu'ils commandent), de même que les compétences de la cellule (dont le rôle est capital pour toute la vie de l'unité, pour son entraînement, ses actions et sa combativité, exceptés les actions et le commandement militaires pour lesquels les commandants de l'unité répondent directement aux états-majors supérieurs). La cellule est tenue d'organiser deux séances par semaine : une d'ordre pratique et l'autre théorique. Le secrétaire de la cellule est un simple soldat dans la compagnie et il est tenu à se comporter avec respect envers le *commissaire politique*

(1) *Zbornik*, t. II, v. 1, pp. 549-556 et 559-569.
(2) *Ibid.*, p. 527.
(3) *Ibid.*, t. II, v. 3, p. 265.
(4) *Ibid.*, pp. 131-4 et 150.
(5) *Ibid.*, p. 210.
(6) *Ibid.*, p. 306.

et le commandant. Enfin, les instructions du Comité central recommandaient aux organisations du parti dans l'armée de prendre « en considération, lors de l'admission de nouveaux membres dans le parti, surtout leur honnêteté, caractère, courage et dévouement pour le parti, et de rejeter toute familiarité et camaraderie » (1).

Le comportement des partisans envers la population était aussi une préoccupation constante de l'état-major suprême, car il arrivait souvent que certaines unités affamées s'abattent sur les habitants. Ainsi un ordre de Tito, du 20 juin, relatif à la marche de l'armée centrale vers le Nord, spécifiait que cette marche devait s'effectuer pendant la nuit, dans le plus grand ordre et discipline, que les partisans devaient se comporter « envers les habitants conformément à l'esprit de notre parti » et que l'état-major suprême était seul compétent pour ordonner les réquisitions et les confiscations (2). Mais déjà, le 2 juillet, Tito est forcé, sous peine d'exclusion de l'armée ou de mort, d'ordonner la cessation de « tous les actes indignes de notre armée », notamment les confiscations et les réquisitions « arbitraires » et l'entrée « arbitraire » dans les maisons privées (3). Le 6 juillet, Tito recommande à sa section économique de ne rien prendre aux paysans par la force, mais de façon amiable. Cependant, tous ces ordres n'empêchèrent pas certaines unités de se comporter envers les habitants de façon « arbitraire », comme le signalait aussi Rankovitch à Tito, après la prise d'Ostrozac (4). Tito se voit même obligé, le 13 août, d'ordonner à tous les états-majors d'empêcher à tout prix les réquisitions chez la population, excepté chez les adversaires de la lutte de Libération nationale, les *Oustachis* et la *cinquième colonne* (5). Finalement, dans un ordre de Tito du 2 septembre sur l'organisation et les compétences des *Comités populaires*, ce sont ces derniers qui furent chargés de procéder à la confiscation des biens de tous les ennemis du peuple (6). De cette façon, ce ne fut plus l'armée, mais les autorités civiles locales, qui furent désormais chargées de cette tâche ingrate.

Mais, d'autre part, Tito et son état-major suprême devaient être en premier lieu intéressés à satisfaire les besoins élémentaires des partisans, car à cette époque justement nombre d'entre eux désertaient pour de nombreuses raisons, mais surtout parce qu'ils manquaient de tout. A ce sujet, on trouve dans le Recueil plusieurs lettres et appels du chef de la police politique de l'armée, Alexandre Rankovitch, dans lesquels, il promet aux déserteurs le pardon, tout en les menaçant de pires représailles s'ils ne reviennent pas rapidement (7). Mais à l'occasion de la désertion d'une compagnie entière de la 3e *brigade prolétarienne*, Rankovitch donne l'ordre, le 4 août 1942, à l'état-major de cette brigade de procéder à une épuration générale de tout le personnel dirigeant dans la brigade, tant militaire que communiste (8).

Le sectarisme, c'est-à-dire l'extrémisme de certains dirigeants communistes est, sans conteste, la cause principale du mécontentement, tant de la population, que de nombreux partisans, même communistes. A un moment donné, après la défaite des partisans en Serbie, Tito aussi avait adopté une ligne extrémiste, mais il s'était repris vite, grâce à son bon sens, mais

(1) *Zbornik*, t. II, vol. 4, pp. 11-18.
(2) *Ibid.*, pp. 391-2.
(3) *Ibid.*, t. II, vol. 5, pp. 7-9.
(4) *Ibid.*, pp. 58-60.
(5) *Ibid.*, pp. 293-6.
(6) *Ibid.*, t. II, vol. 6, p. 27.
(7) *Ibid.*, t. II, vol. 4, pp. 181-195.
(8) *Ibid.*, t. II, vol. 5, pp. 222-4.

aussi aux remontrances de Moscou. En attendant le jour très prochain où il s'efforcerait de dissimuler autant que possible l'activité intense du parti communiste dans l'armée et dans toutes les autres institutions nouvelles, il s'oppose pour le moment surtout au sectarisme. C'est justement alors que Kardelj l'informe que les dirigeants communistes du mouvement de Libération en Slovénie s'étaient mis à fusiller leurs propres alliés non communistes. Tout en recommandant à Kardelj d'être très prudent envers « la ligne du centre » (c'est-à-dire les patriotes démocrates, les chrétiens-sociaux, etc.), du *Front populaire de Libération slovène*, Tito lui conseilla, dans une lettre du 1er août 1942, de se « prémunir contre les déviations sectaires, lesquelles sont les plus dangereuses dans la phase actuelle de notre lutte... A ce sujet, nous avons eu de terribles expériences au Monténégro... et en Herzégovine » (1). En fait, une partie de la population avait fini par se dresser contre eux et, avec l'aide des occupants italiens, à rejeter en dehors du Monténégro et de Herzégovine le gros des unités locales de partisans. Par la suite, Tito ne cessera d'attirer l'attention du parti communiste albanais, etc., sur le fait que l'armée de partisans n'était pas « une force armée du parti », comme il l'avait qualifié, mais « la force armée du peuple » (2). La nuance — car il s'agit uniquement d'une nuance — est à retenir.

D'une manière générale, la population surtout paysanne, est au début réservée envers les partisans, bien qu'à ce sujet, les sources communistes soient contradictoires. Ainsi, durant la marche des quatre *brigades prolétariennes* vers le Nord, à l'été 1942, certains documents constatent que la population bosniaque est amicale, mais réservée (3). D'autre part, Rankovitch lui-même informe Tito, dans une lettre du 15 août, qu'il s'était vu dans l'obligation de prendre « certaines mesures », afin d'empêcher la panique qui s'empare de la population à la seule nouvelle de l'approche des partisans. Toutefois, il l'informe que sur 500 « bandits » arrêtés, ils n'en ont fusillé que 120 (4). Il s'agissait probablement en l'occurrence des *Tchetniks* ou de leurs sympathisants serbes que les documents de l'époque qualifient des « bandits », bien que le même terme puisse s'appliquer également aux *Oustachis* et à leurs sympathisants croates.

Malgré toutes ces difficultés multiples et immenses, Tito pouvait constater, lorsqu'il arriva avec ses quatre *brigades prolétariennes* dans la Krajina, que son mouvement avait pris de fortes proportions dans la plus grande partie de la Yougoslavie. En Bosnie et en Croatie existaient déjà dix brigades de choc et neuf autres étaient en formation (5). En octobre, Tito formait, avec trois brigades qui l'accompagnèrent à travers la Bosnie, la première *division de choc* (6).

Entre temps, la nouvelle armée s'était dotée de plusieurs sections nouvelles. Déjà en avril, Tito avait institué « les rapporteurs religieux », c'est-à-dire les aumôniers dans les brigades et les bataillons. Ils portaient un signe distinctif (la croix ou le croissant) sur la manche droite et ils devaient tenir les registres des partisans tués (ce qui laisse supposer qu'ils remplissaient à la rigueur un service religieux à leur enterrement lorsque cela fut naturellement possible), « faire de la propagande », etc. Le rapporteur religieux auprès de l'état-major suprême était le prêtre orthodoxe Vlado Zetchevitch, qui allait sous peu devenir membre en droit de ce même état-major, comme

(1) *Zbornik*, t. II, vol. 5, pp. 162-3.
(2) *Ibid.*, t. II, vol. 6, pp. 143-7 et 156.
(3) *Ibid.*, t. II, vol. 5, p. 69.
(4) *Ibid.*, pp. 307-310.
(5) *Ibid.*, p. 419, note 4.
(6) *Ibid.*, t. II, vol. 6, p. 271.

nous l'avons déjà mentionné (1). Voici comment ce dernier remplissait ses fonctions dans un village bosniaque à peine libéré : « J'ai beaucoup à faire — écrit-il dans un rapport à l'état-major suprême — ce qui augmente ma joie ; j'aurai à baptiser plus de 100 enfants et à marier plusieurs couples, et si je reste ici jusqu'à dimanche, je dirai la messe. Mes impressions sont fortes ; je me suis rendu... à l'Église et les vieillards viennent nous serrer la main et pleurent de bonheur, car (à la suite des massacres de la population serbe par les Oustachis croates) ils avaient perdu tout espoir de voir à nouveau leur prêtre (2). »

En septembre, la section économique de l'état-major suprême est créée, dont le devoir principal était de pourvoir au ravitaillement de l'armée (3).

En octobre, Mocha Pïyadé — l'homme aux multiples ressources et compétences — donnait l'ordre, en sa nouvelle qualité de chef de la section administrative provisoire de l'état-major suprême, à tous les états-majors des brigades et des détachements, de dresser les listes des crimes commis par les occupants et leurs valets, afin qu'ils soient punis de la peine de mort encore au cours de la guerre (4). Mais on verra peu de temps après ce même Pïyadé, qui ne se distinguait pourtant pas par un esprit particulièrement miséricordieux, intervenir auprès des autorités militaires du territoire libéré, afin d'empêcher les condamnations excessives et injustes (5).

En novembre, Tito préside à l'ouverture de l'école militaire (6), signe les statuts du service sanitaire (7), autorise l'institution des correspondants de guerre du journal *Borba* qui avait reparu pour la seconde fois durant la guerre (8), et fonde le service des renseignements dans le territoire libéré et dans l'armée (9).

Enfin, le 26 et le 27 novembre 1942, à Bihac en Bosnie, le *Conseil antifasciste de Libération nationale* tint sa première session, en présence de 54 délégués venus de toutes les parties de la Yougoslavie. Dans le Recueil, on trouve le texte du discours de Tito à cette première session de cette nouvelle institution suprême, politique et administrative, du mouvement de Libération (10).

Le tome II du Recueil contient aussi de nombreux rapports et lettres de différents délégués du Comité central du parti dans l'intérieur du pays. Parmi ces rapports, les plus remarquables sont ceux du président de la jeunesse communiste, Ivo-Lola Ribar, sur le développement de la lutte de Libération nationale (11), sur la collaboration des *Oustachis* et des *Tchetniks* (12) et sur la situation en Croatie (13). Puis viennent les rapports de Kardelj sur la situation et la lutte de Libération nationale en Slovénie (14).

Il en est de même, pour ce qui concerne cette lutte en général, de nombreuses lettres et ordres, surtout de Tito, puis des rapports de Milovan

(1) *Zbornik*, t. II, vol. 4, pp. 403-4.
(2) *Ibid.*, t. II, vol. 5, p. 99.
(3) *Ibid.*, t. II, vol. 6, pp. 248-50, 251-6 et 257-8.
(4) *Ibid.*, pp. 297-8.
(5) *Ibid.*, pp. 334-7 et 341.
(6) *Ibid.*, pp. 388-95.
(7) *Ibid.*, pp. 388-95.
(8) *Ibid.*, pp. 441-4.
(9) *Ibid.*, pp. 460-7.
(10) *Ibid.*, pp. 450-3.
(11) *Ibid.*, t. II, vol. 5, pp. 19-28 et 42-53.
(12) *Ibid.*, pp. 166-73.
(13) *Ibid.*, pp. 191-2.
(14) *Ibid.*, pp. 181 et 275, et vol. 6, pp. 132-174.

Djilas, Mocha Pïyadé, Vlado Popovitch, Alexandre Rankovitch, Sreten Jouyovitch, Arso Yovanovitch, etc.

Quant à Tito, qui inspire et dirige tout, il excelle tout particulièrement dans ses conseils et ordres relatifs à la tactique et à la stratégie de la guerre de partisans. Ainsi au moment d'une offensive générale des troupes italiennes contre les partisans de Slovénie, Tito écrivait, le 3 août 1942, à l'état-major slovène : « Comme l'expérience l'a démontré, au cours de ces 15 derniers mois, il est erroné de maintenir un front compact et permettre (ainsi) l'encerclement de nos unités, ce qui cause toujours de grandes pertes. La tactique la plus efficace contre de pareilles offensives consiste à répartir nos forces de manière à ne pas permettre à l'ennemi de concentrer ses forces dans une direction déterminée... Tant que l'ennemi disposera de forces grandement supérieures, nous ne sommes pas capables de conserver certaines localités et le territoire libéré (1). »

On connaît la participation décisive du parti communiste yougoslave dans l'organisation aussi bien du parti communiste albanais que de la lutte de Libération nationale en Albanie. Sous ce rapport aussi, le Recueil donne plusieurs documents du plus haut intérêt, notamment une brillante lettre, pleine de suggestions, que Tito avait adressée, le 22 septembre 1942, au *Comité central du Parti communiste* albanais (2).

Il est fort probable que de nombreux documents, jugés inopportuns, n'ont pas été publiés ; toutefois, on ne saurait douter des efforts évidents des rédacteurs du Recueil de publier autant de documents que possible, de toutes natures, comme nos lecteurs ont pu le constater.

Une seule chose est à regretter : les documents des autres tomes précèdent d'une année ou deux les documents du tome II. Il serait donc souhaitable de voir paraître prochainement tous les autres volumes de ce tome, excellente documentation à tous les points de vue.

Kruno Meneghello-Dinčić,
Paris.

(1) *Zbornik*, t. II, vol. 5, pp. 187-8.
(2) *Ibid.*, vol. 6, pp. 143-7.

SUR LA CAMPAGNE DE POLOGNE (1939)

En 1951 l'*Institut Sikorski* de Londres entreprit la publication d'une œuvre nécessaire, l'histoire des Forces Armées polonaises au cours de la deuxième guerre mondiale (1). Jusqu'à présent nous avons pu utiliser deux des 3 volumes du 1er tome, qui porte le titre *La campagne de septembre 1939* (1) ; le 2e tome doit décrire l'activité des forces polonaises à l'étranger, et enfin le 3e, celle de la *Armja Krajowa* en Pologne occupée et partagée. L'ensemble constituera un instrument de travail de grande valeur parce que de nombreux documents ont été détruits, en particulier au moment où les débris de l'armée polonaise traversaient la frontière roumaine, et cette absence obligerait à effectuer de longues recherches que nous épargne la publication de l'*Institut Sikorski*. Il est vrai que c'est aussi ce qui rend celle-ci vulnérable, des critiques se feront entendre et permettront de compléter le tableau sans en détruire l'essentiel.

Dans quelles conditions le travail fut-il entrepris ? Sous la direction des généraux Kutrzeba et Kukiel, une *Commission d'Histoire de la Campagne de septembre* fut créée après la deuxième guerre mondiale par l'état-major des Forces polonaises occidentales. Sur son initiative également, le général Pelczynski dirigea le travail de la *Section de l'Histoire de l'Armja Krajowa*, jusqu'à ce qu'en 1946 les deux organismes fusionnent en une seule Commission historique, qui fut ensuite rattachée à l'*Institut Sikorski*. Cette Commission se trouva placée en face d'un double et grave problème : celui des sources et celui de la forme à donner à l'ensemble. Ce dernier fut résolu en tenant compte à la fois des lacunes de la documentation et des nécessités de la propagande, difficilement séparable en l'occurrence d'un ouvrage historique sur les événements entre 1939 et 1945. Au lieu d'en faire un rapport dépouillé, l'œuvre fut présentée sous la forme d'une relation détaillée des faits et des liens entre ceux-ci, sans interprétation ni conclusions. Cela fut rendu nécessaire d'ailleurs non seulement par le manque de documents polonais (en grande partie ceux des échelons supérieurs, et des échelons inférieurs en dehors de la période des opérations du 1er au 17 septembre 1939) mais par l'absence de textes allemands sur les intentions de l'O.K.W. et le dispositif détaillé des forces ennemies. « Notre travail ne présente donc pour ainsi dire que l'aspect extérieur des opérations allemandes » (p. XII). Cela correspond dans une certaine mesure à l'état des choses en 1939 quand les Polonais devaient agir dans l'ignorance des détails des plans ennemis, bien que les grandes lignes de l'action allemande s'inscrivaient déjà sur la carte. On peut donc dire que l'histoire de la campagne de 1939 dans son ensemble reste encore à écrire quand la parution des sources tant allemandes que polonaises, mais aussi des documents hongrois, roumains et russes surtout, sera achevée.

(1) *Polskie Sily Zbrojne w Drugiej Wojnie Swiatowej*, 1er vol., Londres, 1951, XXX + + 494 p. ; 2e vol., Londres, sans date, XXV + 816, nombreuses cartes et tableaux.

Malgré les intentions « objectives » des éditeurs, la première centaine de pages du 1er volume est en fait une interprétation (donc contestable) des faits qui amenèrent le conflit de 1939. Bien que ces pages introduisent l'essentiel de l'ouvrage, nous devons nous borner à résumer ce qui, pour l'équipe de Londres, caractérise la situation de la Pologne entre 1919 et 1939. Tout d'abord, on constate l'absence dans les plans des belligérants de tout dessein concret sur la question polonaise ; puis le développement d'une campagne de propagande anti-polonaise dans les capitales « occidentales » grâce à l'action des Allemands, des émigrés russes et des communistes, alors qu'en 1919 même les trois copartageants n'avaient eu en fait rien à dire. La période qui suivit la venue au pouvoir de Pilsudski (1926) fut marquée par une complexité croissante des problèmes diplomatiques : la France hésite entre Pologne et Russie, puis abdique de plus en plus devant les exigences allemandes ; l'Angleterre, hostile à la Russie, se rapproche toutefois de l'Allemagne pour tenir en respect la France ; les « petits » voisins de la Pologne hésitent dans leurs alliances mais font front commun contre la Pologne (1).

Les chapitres suivants, du IIIe au Ve (p. 109-256) sont consacrés à l'analyse des conditions militaires et économiques dans lesquelles les deux adversaires de 1939 préparaient les opérations. Bien que, dans la pensée du Grand État-Major polonais depuis 1938, l'essentiel d'une guerre possible ait été la défense contre une attaque venant de l'Est, l'ouvrage analyse surtout les variations de la conception stratégique concernant le front occidental, l'Allemagne. Entre 1921 et 1935, on avait prévu contre le Reich seulement une action de police, en liaison avec les Alliés occidentaux, qui devait porter surtout sur les deux têtes de pont allemandes de Silésie et de Prusse Orientale, afin qu'un front éventuel fût aussi court que possible. A partir de 1935, tandis qu'officiellement Pologne et Allemagne devenaient amies, l'É.-M. polonais dut se consacrer à l'étude des possibilités d'une action offensive allemande ; à ces travaux participa entre autres Kutrzeba. Une étude d'ensemble fut rédigée en 1936 ; son point le plus important fut l'accent mis sur les opérations portant sur la Prusse Orientale ; quand, un an plus tard, les Polonais durent renoncer à attaquer cette région, on se tourna vers un plan de fortifications d'un arc allant de Poznań à la Drweca (3). Mais l'État ne disposait pas de moyens financiers suffisants, et manquait aussi de techniciens. Aussi le problème qui passe au premier rang est celui du potentiel industriel des adversaires. Entre 1921 et 1936 la part des dépenses militaires diminua constamment (près de la moitié au début, environ un tiers ensuite). Bien que très importante, elle ne correspondait aucunement aux missions que les forces armées et l'économie polonaises devaient assumer en temps de guerre. Ce fut catastrophique dans les conditions nouvelles de la préparation à la guerre ; aussi, tandis que le « matériel humain » restait bon, les possibilités d'utilisation d'une armée nombreuse (90 régiments d'infanterie, 40 de cavalerie) étaient très réduites malgré une accélération dans les préparatifs à partir de 1935.

(1) Soulignons deux graves lacunes : il eût été nécessaire dans ce tableau d'ensemble de présenter l'action aux Etats-Unis des milieux polonais très fortement attachés à la *Polonia restituta* et aussi d'étudier la situation sociale de la République polonaise qui, plus que la présence des éléments non polonais (et souvent aussi non catholiques) permet d'apprécier exactement les faits de 1939. Rendre la situation diplomatique et géographique seule responsable (p. 80) de la défaite est une erreur et nous devons tenir le plus grand compte (ce qui ne fut pas fait à Londres), des travaux récents entrepris en Pologne même sur l'histoire sociale des années entre 1919 et 1939.

(2) Ce sont les noms polonais que nous utilisons.

La conclusion — pas nouvelle — qui s'impose, est que la guerre a éclaté avant que le plan de modernisation ait pu atteindre ses premiers objectifs. Ce fut en particulier le cas du C.O.P. (*Centralny Okreg Przemyslowy*, Zone industrielle centrale) entre Sandomierz et Przemyśl. La carte (p. 208 et 209) montre que de nombreuses usines n'avaient pas été mises en marche en 1939 et que les lignes à haute tension n'existaient qu'à l'état de projet (ainsi les lignes essentielles Lwów-Varsovie et Lwów-Lódź par Przemyśl et Nisko). La concentration des usines à Varsovie même fut sans doute stratégiquement une grave erreur. Parmi les nombreux chiffres techniques, citons seulement ceux qui concernent la D.C.A. (p. 220) ; il y avait 500 pièces environ alors que le plan en prévoyait près de 2 000 (ce qui existait était pour plus de 1/5 un matériel hors d'usage, dont le plan prévoyait le remplacement ; en particulier il n'y avait pas un seul canon de 90 mm, sans que nous puissions dire si la responsabilité en incombe à la France ou à la Pologne) ; les transmissions elles aussi restaient très faibles (la moitié seulement de ce qui était prévu).

La comparaison (p. 229 sqq.), avec le potentiel de guerre allemand est éloquente, et termine la partie théorique de l'ouvrage. A partir du chapitre VI l'histoire des opérations commence véritablement, avec l'exposé du plan polonais *Ouest* (p. 257-287). L'idée essentielle en fut la riposte immédiate à toute action allemande afin d'obliger les Occidentaux à entrer *immédiatement* dans le conflit. Les opérations de l'armée polonaise devaient être essentiellement défensives et chercher à imposer la bataille en des points prévus. Au Sud, deux armées *(Cracovie* et *Lódź)* et une de réserve, au centre les deux armées *Poznań* et *Poméranie*, au Nord l'armée *Modlin*, un groupement autonome *Narew* et une réserve ; entre le groupement Nord et le groupement Centre la réserve *Kutno* (3 D.I.) formant l'articulation : tel est le dispositif polonais. Le 23 mars 1939 les détails furent communiqués aux grands chefs, mais ceux-ci furent tenus dans l'ignorance de l'ensemble du plan, ce qui est critiqué nettement dans le présent ouvrage.

La mobilisation se fit en même temps suivant deux directives : le rappel de réservistes dans le cadre des *Grandes Unités* existantes, la formation de *Grandes Unités* du temps de guerre. Un système ingénieux permettait l'appel des combattants suivant le degré d'urgence (les « *verts* », de première urgence, comprenaient les réserves des K.O.P., formations frontalières de gardes, la police d'État, et les sections de protection des frontières Sud et Ouest). Comme nous avons pu le voir sur place, au moins dans le secteur des armées *Poméranie* et *Poznań*, cette mobilisation se fit très correctement et l'issue de la campagne eût été autre si tous ces soldats avaient eu des armes. Cette différence entre l'armement prévu et l'armement effectif, nous la trouvons à chaque pas désormais, dans tous les documents couvrant la période du 23 mars à la fin des opérations. Trois cartes très claires permettent de connaître exactement la disposition des Unités et de leurs parties constitutives. Nous remarquons une importante concentration d'unités d'Infanterie et de Cavalerie (traditionnelles) sur la frontière Ouest, d'unités motorisées, d'aviation et d'armes modernes autour de Varsovie avec un trou de 200 km entre le secteur Poznań-Toruń et le secteur de Cracovie. Le total des forces mobilisées devait s'élever à 1 500 000 hommes dont plus d'un million en première ligne (p. 306). D'après la carte (p. 312), le commandement prévoyait surtout une poussée ennemie entre Poznań et Cracovie, par Lódź en direction de Varsovie. Aussi le 1er septembre concentra-t-on entre Kalisz et Czestochowa 5 D.I. et 2 D.Cav. appuyées sur le secteur principal des réserves entre Pilica et Vistule. Or, l'attaque allemande fut poussée comme attendu sur ce point, mais les autres axes prévus (Toruń-Kutno, Kalisz-Lódź et surtout à travers le « corridor »)

furent bien plus importants qu'il n'avait d'abord semblé ; le saillant de Poznań ne fut pas attaqué mais tourné, et l'important secteur de mobilisation des réserves des D.I. autour de Lowicz presque immédiatement touché par les opérations. L'absence d'un véritable plan des transports Est-Ouest se fit sentir, car on avait passé près d'un an à préparer le plan en cas de guerre sur le front Est ; la Pologne ne disposait pas d'un réseau suffisamment important ni articulé. Le plan improvisé prévoyait quatre grands axes : Wilno-Varsovie-Lódź, Nowogródek-Varsovie-Plock, Równe-Varsovie-Poméranie, Lwów-Cracovie-Czestochowa ; l'intersection de trois grands axes à Varsovie qui ne disposait que de deux grands ponts de chemin de fer se révéla une grave erreur dès que les bombardements commencèrent, et cela malgré l'invraisemblable concentration de D.C.A. dans la capitale aux dépens des autres centres. La centralisation des moyens de transmissions dans la capitale p. 327) ne paraît pas avoir non plus été une mesure propre à assurer au maximum la désarticulation du dispositif telle que l'exigeait la configuration des frontières. Peut-être sur les conseils des généraux français, la tactique de la guerilla ne fut même pas envisagée, semble-t-il. Ainsi, tandis que le Commandement cherchait à dissimuler l'ensemble du plan, un seul chiffre était utilisé par les *Grandes Unités* ce qui permit aux Allemands de déchiffrer rapidement les communications polonaises (1).

Tous ces plans plus ou moins imparfaits furent bientôt (mars 1939) mis à l'épreuve des faits. Et ce qui frappa d'abord ce fut l'état d'esprit des mobilisés qui attendaient avec impatience soit le début des opérations, soit leur renvoi dans les foyers et qui, plus la crise durait sans résultat, tendaient à se laisser envahir par un mauvais esprit. D'autre part, en Haute Silésie, les Allemands attiraient par des offres de salaire élevées des réservistes polonais, certains déjà enrégimentés. La mise en place des unités permit de déceler de nombreux défauts surtout dans l'articulation, défauts qui ne purent être tous corrigés. En une quarantaine de pages (361-401), les auteurs exposent les missions des diverses armées et groupements autonomes avec d'excellentes cartes et Lódź (2).

Les premiers jours de la mobilisation permirent de constater (24 août) trois faits assez inquiétants : les chevaux et voitures réquisitionnés étaient amenés avec du retard, la qualité en était médiocre, des matériaux divers qui devaient être achetés après la mobilisation firent défaut. Enfin, pour des raisons restées mystérieuses, on ne proclama jamais l'état d'urgence *(stan zagrożenia)* ce qui provoqua de l'incertitude et des conflits d'attributions gênants entre autorités civiles et militaires (sur ce point l'ouvrage reste très, et trop, discret.) L'arrêt de la mobilisation générale le 29 août pour complaire aux Occidentaux, eut pour résultat une confusion dans les ordres et les transports dont la responsabilité est attribuée à Rydz-Smigly. Le 30, cette mobilisation était de nouveau ordonnée et trois contre-torpilleurs quittaient Gdynia pour l'Angleterre. Le corps d'intervention organisé par l'armée *Poméranie* contre Danzig était dissout le 31 à 0850. Une confusion régnait donc aux échelons élevés, confusion qui paraît d'autant plus périlleuse

(1) La même disproportion se lit sur le plan d'évacuation des organes de l'Etat dont la première étape sacrifiait une bande de 50 km le long des frontières ouest et nord, allant jusqu'à plus de 100 km de Gniezno à Toruń — la seconde étape sacrifiait Cracovie, Lódź et Bialystok — mais Varsovie ne devait pas être évacuée ; les administrations civiles et militaires des vojevodies évacuées devaient se regrouper dans un rectangle appuyé sur les Carpates (frontière hongroise) et allant jusqu'à la hauteur de Brześć, sans toucher la frontière russe.

(2) Regrettons l'absence des lignes de communication sur les cartes *Poznań*, *Lódź*, *Cracovie* et *Carpates*.

que l'Allemagne réalisait, une après l'autre, les étapes prévues. Suivant les données dont disposait le 2e Bureau polonais au 31 août au soir, les Allemands avaient massé leurs forces surtout le long de la frontière silésienne et morave ; contre les blindés du Reich l'armée polonaise avait distribué, dans le plus grand secret, des fusils anti-chars qui avaient au jour J accru l'esprit combatif des troupes. Les soldats et sous-officiers polonais étaient sûrs de la victoire, les cadres supérieurs comptaient avec certitude sur l'intervention immédiate des Occidentaux. Cette double erreur psychologique provoqua une fausse interprétation des plans et des moyens ennemis. Et encore une fois, en étudiant les nombreux tableaux de la fin de ce 1er volume, nous observons la différence entre ce qui devait être et ce qui fut : le 1er septembre les réserves du secteur *Varsovie* comptaient 5 bataillons au lieu des 63 prévus, et aucune des autres unités n'était en place ; il manquait les 21 escadrons, les 390 canons, les 100 chars légers...

*
* *

Le but du 2e volume est essentiellement de rétablir la vérité sur les combats jusqu'au 8 septembre inclus, afin de combattre le mépris dont les services allemands ont accablé la Pologne après sa défaite, et aussi l'amertume des Polonais eux-mêmes après un désastre si total. Après deux chapitres consacrés à une vue d'ensemble (p. 1-20), l'analyse des opérations se fait en gros suivant les secteurs, le 5 septembre étant un premier jour critique (1).

Il est difficile de suivre pas à pas le déroulement des opérations, et le volume II relève davantage d'une analyse de techniciens que d'un compte rendu historique. Aussi devrons-nous nous borner à signaler quelques faits saillants de ces journées.

Même si la disposition des aérodromes secrets permit aux Polonais de sauver en grande partie leur aviation, la rapidité de l'avance ennemie désorganisa complètement les phases ultérieures de la mobilisation ; mais il n'y eut pas dans les premiers jours de véritable débandade de l'armée polonaise, sauf en ce qui concerne la 8e D.I. (secteur *Modlin*). La défaite était celle des esprits (2).

Les opérations du groupement autonome *Narew* n'eurent qu'un caractère épisodiquement offensif, et les Allemands n'eurent aucun mal à repousser des attaques que le G.Q.G. polonais n'avait autorisées qu'à contre-cœur. Dans le secteur de l'armée *Modlin* les marécages, sur lesquels les Polonais avaient compté, étaient en partie asséchés ; l'attaque allemande put profiter des lacunes du dispositif polonais ; toutefois, les fortifications, même de campagne, tinrent bon, du moins le 1er septembre ; dès le 3 septembre, les liaisons furent très mauvaises. Une panique s'empara dans la nuit suivante de la 8e D.I., mais les Allemands ne poursuivirent pas les Polonais, se tournant vers le Narew. Par suite du manque de renseignements, ceux-ci ne savaient pas où l'ennemi attaquerait en force. L'armée *Poméranie* devait défendre cinq ponts sur la Vistule, ou les détruire, ce qui arriva dès le 1er à Tczew. Les opérations se déroulèrent dans un chaos total, car les commandements n'avaient aucune liaison les uns avec les autres ; les pilotes envoyés furent abattus par les troupes amies, les officiers en auto

(1) 25 cartes hors-texte aident à l'intelligence des récits.

(2) Ce qui se passa en Pologne (que nous quittions personnellement le 11 septembre par Zaleszczyki), puis en France, fut pire qu'une défaite militaire. Et, il faut le dire, la guerre de Pologne fut pour beaucoup de Français rapatriés de là-bas, un drame personnel : revenus en France nous nous heurtâmes à l'incompréhension *totale*. Cette constatation affreuse doit être faite pour faire comprendre l'état d'esprit de la Pologne d'aujourd'hui.

ne parvinrent pas non plus à destination (p. 84). Le rôle des francs-tireurs allemands devenait de plus en plus important et efficace : embuscades, faux ordres, etc. Les troupes polonaises étaient énervées et terriblement fatiguées. C'est dans ces conditions que se produisit à Bydgoszcz (*Bromberg* en allemand) une révolte de la minorité allemande le 3 septembre, entre 12 h et 16 h ; comme il n'y avait pour ainsi dire pas de troupes polonaises dans la ville, les Allemands purent infliger des pertes sérieuses à leurs adversaires, mais la réaction fut vive, et la propagande allemande en fit le *Blutbad in Bromberg*. Plus au nord, une grande partie de l'armée, encerclée, cessait peu à peu d'exister. Morts, prisonniers ou disparus dans les bois pour chercher à rejoindre le Sud, les soldats polonais n'en faisaient plus partie. Le 4, ce qui restait des *Grandes Unités* commença la retraite.

Cela plaça dans une position très délicate l'armée *Poznań* ; il est vrai qu'après la déclaration de guerre de l'Angleterre, Hitler avait renoncé à son projet de s'emparer de Poznań avant le 4 septembre, mais les ordres du G.Q.G. empêchèrent une action offensive des Polonais sur les troupes allemandes qui leur présentaient le flanc droit en Poméranie. Aussi la retraite dut commencer sans qu'il y ait eu de véritables combats. Débordées aussi au sud dans le secteur de l'armée *Lódź*, les troupes de Kutrzeba se retirèrent sous un intense bombardement des axes routiers. Après quelques succès initiaux, même contre les blindés (la brigade de cavalerie de Wolhynie contre la 4e D.B. à Mokre le 1er septembre), *Lódź* décrochait. Sur le front de l'armée *Cracovie*, la disproportion des forces en présence fut d'autant plus sensible que le front se présentait sous la forme d'un saillant et non d'une ligne droite. Dès le 3 septembre, les Polonais se retiraient à l'Est de Cracovie ; mais leur retraite dut se faire sous une telle pression ennemie qu'elle devint en plus d'un point une déroute. Des désertions se produisirent sur l'appel des Allemands. Les autres fronts ne présentaient guère un aspect différent ; partout rèignait la confusion.

Sur les arrières, l'ennemi agissait par ses bombardements et par la « diversion » ; toutefois, la mobilisation se poursuivait plus ou moins dans l'ordre. La ligne de la Vistule était menacée, et les ponts restaient sans défense suffisante (p. 341). Le Q.G. devait penser à la défense de Varsovie, dès le 3 septembre. Or dans la capitale existaient concurremment trois commandements, outre le gouvernement et le G.Q.G., ce qui ne simplifiait guère la situation. L'évacuation du gouvernement commença après les nouvelles de la défaite de Piotrków (5 septembre) et la majorité de la population exprimait son indignation devant ce qu'elle considérait comme une fuite. Dans d'autres régions, les autorités fuyaient (y compris la police) alors que l'armée tenait encore bon. Il y eut une décomposition extrêmement rapide de l'État. Dans certains cas néanmoins des fonctionnaires donnèrent l'exemple du plus grand courage, en particulier ceux des P.T.T. qui continuaient à assurer leur service, même quand leur localité était déjà atteinte par l'ennemi (p. 351).

Le chapitre XII (p. 352-432) est consacré à l'étude des décisions prises par le G.Q.G. La transformation de l'É.M. en G.Q.G. se fit dès le matin du 1er septembre sans hâte et en ordre. Les divers textes (rapports des commandants des *Grandes Unités* et décisions du G.Q.G.) sont abondamment cités, et comme tels forment un ensemble très intéressant pour l'étude spécialisée de « l'action » d'un Haut Commandement sur des opérations qui lui échappent de plus en plus. De même que sur le front français, le manque des cartes se fit terriblement sentir, d'autant plus que les secteurs, par suite des reculs successifs, étaient imprévus !

A partir du 6 septembre, les événements se déroulèrent suivant les données de la situation acquise ; la rapide défaite de l'armée *Modlin* (p. 462-511)

mettait en danger la capitale ; dans la nuit du 8 au 9 les Allemands pénétraient à Plock. L'armée *Poznań* se voyait refuser encore une fois l'autorisation d'attaquer, toujours afin de la retirer sur Varsovie pour protéger la capitale ; l'erreur continuait. Et l'armée était mise en danger au cours de son mouvement vers l'Est par le flanc sud, tandis que son commandant ne parvenait pas à se mettre d'accord avec celui de l'armée *Lódź*. Par contre on décida d'attaquer les Allemands sur la Bzura (p. 511 sqq.), avec les unités des armées *Poznań* et *Poméranie*, en profitant de la dispersion passagère de la 8e Armée allemande. Mais les unités polonaises ne pouvaient pas se concentrer rapidement et les troupes étaient fatiguées. Sur les autres fronts, on cessa de parler des *Grandes Unités* et on tendit à appeler d'après leur chef momentané des groupements armés sans unité. Et ce fut alors la défense de la capitale (chap. XVIII, p. 594-609), entreprise dans des conditions psychologiques lamentables, les habitants ayant perdu toute confiance (p. 598). L'évacuation des autorités fut tellement chaotique que dès le 7 au matin, le G.Q.G. avait perdu le contact avec le 1er Corps d'armée de Varsovie ! Celui-ci s'était presque volatilisé, sans prévenir le G.Q.G. (p. 599). « Dans la confusion, la majeure partie du corps des sapeurs-pompiers partit vers l'Est, on ne sait sur l'ordre de qui. »... Le départ de la D.C.A. et des 16 avions qui restaient à la Brigade de Chasse, l'arrivée des premiers soldats démoralisés du front, complétaient un tableau du désastre. Le 8, vers 14 h, les éléments avancés allemands atteignaient l'aérodrome d'Okecie dans la banlieue, et la *Wehrmacht* pensait entrer sans coup férir dans la capitale. Contre ses quatre divisions blindées renforcées, les Polonais disposaient de 17 bataillons d'infanterie, d'une soixantaine de canons et d'une quarantaine de chars légers. Cependant les unités de l'armée *Lublin* entraient à leur tour en contact avec l'ennemi (8 septembre, à 1300), les armées *Cracovie* et *Carpates* menacées d'encerclement renonçaient à se défendre sur la ligne Nida-Dunajec et se retiraient sur le San et la Vistule. Le 7 septembre, 18 blindés allemands dispersèrent la 21e D.I. ; dans les autres secteurs la situation n'était pas meilleure. Quant aux activités de diversion, nous lisons à la p. 734 : « Il faut constater qu'une bonne partie de la minorité allemande en Pologne, et pas seulement dans les vojevodies occidentales, montra autant de patriotisme allemand et d'esprit de sacrifice que de haine vis-à-vis de l'État polonais. » Cependant, on ne donne guère de détails. Plus grave semble avoir été l'incohérence des échelons supérieurs ; ainsi, on ne fit pas connaître aux *Grandes Unités* avec lesquelles on était en communication téléphonique que le G.Q.G. était évacué à Brzesć le 6 septembre (p. 749, n. 2). Par suite du manque d'instructions, les tribunaux militaires ne fonctionnaient pas et rien ne pouvait arrêter la décomposition de l'armée polonaise (p. 792). C'est sur cette impression de totale impuissance que se termine le 2e volume, sans que rien puisse nous faire espérer que la résistance se prolongera. Or, elle durera encore dix jours.

Nous ne conclurons pas. La vérité sur la campagne de Pologne se fera peu à peu jour, et l'ouvrage dont nous venons d'analyser l'essentiel y contribue efficacement. Mais déjà nous voyons apparaître, même dans le désastre, la nouvelle forme de la guerre moderne, qui ne compte pas les batailles perdues ou les villes occupées, mais la conquête des esprits. En septembre 1939 déjà la Pologne avait perdu une bataille, mais non pas la guerre.

Jean-B. Neveux,
Alger.

SUR LA DIPLOMATIE ITALIENNE
(1937-1939)

La question des rapports diplomatiques germano-italiens au cours des années qui précédèrent la deuxième guerre mondiale est un des sujets qui ont été le mieux et le plus attentivement traités jusqu'à présent. Il est naturel qu'à cette étude les historiens italiens se soient attachés avec un soin particulier (1). La chute d'un régime, après la fin désastreuse d'un conflit, facilite toujours la publication de ses archives. Et cette rapide publication des sources — du *Journal* et des *Archives secrètes* de Ciano, à la publication en cours du recueil des *Documenti Diplomatici italiani*, que complète celle des Archives secrètes de la Wilhelmstrasse *(Documents on German Foreign Policy)* — a permis, douze ans à peine après la fin du conflit, l'élaboration d'études aussi décisives que le livre magistral de M. Mario Toscano sur *Les origines du Pacte d'Acier. L'Italia a Berlino* du comte Massimo Magistrati peut être également considéré comme un des ouvrages-clef sur cette époque (2).

Ce diplomate de carrière, actuellement directeur général des Affaires politiques au ministère des Affaires étrangères de la République italienne, a vécu à Berlin, comme premier conseiller d'ambassade auprès de Bernardo Attolico, ambassadeur d'Italie, la période mouvementée qui s'étend de l'avènement du nazisme à la guerre. Collaborateur intime, confident et admirateur de son chef — qui fut incontestablement avec Augusto Rosso à Moscou, un des meilleurs diplomates de l'Italie fasciste — il a eu la possibilité de suivre de près, jour après jour, l'évolution de la situation politique qui précéda le drame et même d'assister personnellement, avec le comte Ciano, son beau-frère, à certains entretiens italo-allemands décisifs, notamment aux conversations de Salzbourg des 11 au 13 août 1939.

C'est donc un témoignage de première main qu'il nous donne — à défaut de celui qu'Attolico n'a malheureusement pu écrire — et qu'il faut placer pour son importance à côté de ceux de François-Poncet, de Coulondre, de Léon Noël, de Neville Henderson.

Précisons qu'il ne s'agit pas seulement ici d'un témoignage personnel — *un'esperienza vissuta*, selon la formule chère aux éditeurs italiens — car l'auteur a tenu à reconstituer autour de ses souvenirs propres et à l'aide des documents aujourd'hui accessibles, le tableau d'ensemble de la politique internationale à cette époque dont certains aspects lui échappaient alors. Son livre tient donc à la fois des mémoires proprement dits et de l'étude historique appuyée sur une expérience personnelle. Il est écrit avec toute l'objectivité qu'un homme engagé lui-même dans les événements qu'il relate peut humainement apporter à son récit. L'auteur, en effet, ne cherche

(1) Voir la brillante et pénétrante synthèse qu'en a fait ici même le Pr Ettore Anchieri (numéro d'avril 1957).

(2) MAGISTRATI (Massimo), *L'Italia a Berlino (1937-1939)*, Milano, Mondadori, 1957, in-8°, 446 p.

en rien à dissimuler « les responsabilités indiscutablement graves et multiples » de la politique des dirigeants italiens lorsqu'ils se sont éloignés de la collaboration internationale, mais, ajoute-t-il, le fait que l'Italie ait sombré dans une guerre « qu'elle n'avait ni voulue ni provoquée » (1), par suite de lourdes erreurs d'appréciations et d'une défaillance de la « sensibilité politique de celui qui la guidait » ne doit pas faire oublier que la Paix trouva à deux reprises en Italie, des éléments de défense et de protection, efficaces en 1938, mais malheureusement impuissants en 1939.

C'est précisément sur ces deux crises dont il a vécu avec anxiété les dramatiques moments, et dont il nous fait un récit à la fois vivant et haut en couleurs, que l'auteur insiste tout particulièrement, sans négliger pour autant l'évolution des événements politiques dont elles furent l'aboutissement.

Faute de pouvoir entrer dans les détails d'une matière aussi riche et aussi dense, il nous faut au moins louer l'agilité d'esprit et la subtilité de plume de l'auteur, son talent d'exposition, la netteté de son jugement, son aptitude à éclairer et à dominer les problèmes.

Un certain nombre de chapitres réunis dans ce livre avaient déjà été publiés séparément dans l'excellente *Rivista di Studi politici internazionali*, de 1949 à 1952. Nous regrettons que certains d'entre eux (notamment l'étude intitulée *L'Allemagne et la guerre d'Éthiopie*), n'aient pu trouver place ici. Le présent récit n'embrasse que la période allant du début de 1937 au 3 septembre 1939, celle de la « course de l'Europe à la catastrophe », pour reprendre, à peu près, le titre donné à la publication des *Archives* de Ciano. Si, en effet, au début de 1937, l'alignement de l'Italie sur l'Allemagne, explicable par un certain parallélisme entre la situation politique et économique des deux puissances (révisionnisme, isolement de l'Italie consécutif aux « sanctions ») n'avait rien en soi d'injustifiable, car ce pouvait n'être qu'un innocent « tour de valse », la cristallisation rapide de cette « amitié », encore incertaine et réticente de part et d'autre, en un rapprochement idéologique, de plus en plus étroit, aboutissant au *Pacte d'Acier*, c'est-à-dire en fait, la subordination des intérêts italiens à la politique d'hégémonie hitlérienne, ne pouvait que mener l'Italie au désastre, ou, en mettant les choses au mieux, et en cas de victoire de l'*Axe*, à une quasi-servitude. Deux éléments déterminants ont joué en l'occurrence, sur lesquels l'auteur met l'accent : 1° L'amitié personnelle des deux dictateurs née de la réception fastueuse, et funeste pour l'Italie, de Mussolini en Allemagne, voyage dont le *Duce* reviendra éperdu d'une admiration, dont il ne se dégagera plus, pour la force allemande ; 2° L'élimination par Hitler des éléments modérateurs du III^e^ Reich (limogeage de Schacht, de Neurath, de Dirksen, de von Hassell, de Blomberg, de von Fritsch) au bénéfice des ultras du régime dont Ribbentrop est le plus beau spécimen. Jusque-là, une sorte de connivence pacifique et pacifiste existait à Berlin entre les diplomates « classiques », amis ou adversaires éventuels ; et, à la *Wilhelmstrasse*, chez les diplomates de la « vieille école », une estimation plus prudente et plus mesurée de ce qui était possible. Ce départ des éléments relativement modérateurs de la diplomatie et de l'armée du Reich laissait désormais sans frein la violence hitlérienne. Que pouvaient faire, en ces circonstances, Attolico et Magistrati — handicapés eux-mêmes par une série de contacts directs entre personnages plus ou moins responsables échangés entre Rome et Berlin par les deux régimes et sur lesquels l'ambassade n'avait pas de contrôle — sinon demeurer des informateurs clairvoyants, qui semblent avoir gardé la tête

(1) Mais qui était le résultat d'une tension internationale que son chef avait largement et souvent gratuitement, contribué à aggraver.

froide dans cette communion idéologique nazi-fasciste, et de faire part à Rome, sans farder la vérité, de leurs préoccupations. Jamais hommes n'ont été aussi bien placés pour comprendre l'équivoque des rapports italo-allemands, ni pour mesurer à la fois la vanité de leur perspicacité et de leurs avertissements.

La balance entre alliés n'était pas égale, même en ce qui concerne le simple jeu diplomatique : du côté italien, une très grande légèreté dans l'établissement des directives, dans la fixation des limites à admettre et à ne pas franchir ; des réactions — encore ne sont-elles pas les mêmes au palais Chigi et au palais de Venise — souvent déterminées par des réflexes de prestige, des ressentiments ou des sautes d'humeur, plutôt que par l'examen de sang-froid des intérêts traditionnels et réels du pays ; des « complexes d'infériorité » dissimulés sous des attitudes provoquantes, des rêves de grandeur fasciste alternant avec la conscience d'une impuissance matérielle à les réaliser, voire une certaine position fataliste à l'égard de la politique d'agressivité allemande, enfin, beaucoup d'hésitation pour aller au fond des éclaircissements nécessaires. Le tout s'accompagnant parfois d'initiatives saugrenues — telle l'inutile et gratuite campagne oratoire du *Duce* en Vénétie et à Padoue, lors de la crise des Sudètes. Du côté allemand, au contraire, surtout après l'arrivée de Ribbentrop aux Affaires étrangères, une politique monolithique de force et d'intransigeance, une sorte de mécanisme implacable, insensible à toute objection raisonnable et poursuivant imperturbablement sa route sans scrupule d'aucune sorte ; la politique du fait accompli dans sa brutale simplicité, prenant au dépourvu l'allié aussi bien que l'adversaire.

Le récit que nous fait l'auteur des vicissitudes de ces rapports italo-allemands semble une illustration du célèbre dicton britannique : « Il faut avoir une longue cuillère pour dîner avec le diable. » Il faudra, pour que Ciano comprenne cette vérité, qu'alerté par les rapports alarmistes d'Attolico — qu'il jugeait d'ailleurs en proie à « une crise de panique injustifiée » (*Diario*, note du 21 juillet 1939) (1) — il vienne en personne à Salzbourg se heurter à la froide volonté de Ribbentrop et d'Hitler d'écraser la Pologne et à leur stupide assurance de pouvoir le faire sans déclencher un conflit général. Ciano découvre, alors, quelle sorte de mécanisme catastrophique contenait ce pacte si légèrement signé par lui-même, bien qu'on eût déjà essayé de le délester de ses engagements les plus dangereux pour l'Italie. Sa fureur contre l'Allié, exprimée abondamment dans les notes de son *Journal*, n'y changera rien. L'Italie risque d'être entraînée dans une guerre générale, sans consultation préalable, et pour une cause *uniquement allemande* ; comme les forces belligérantes s'équilibreront vraisemblablement à l'ouest, c'est elle qui, en Méditerranée, fera les frais d'une guerre qui ne sera pas la sienne. L'échappatoire de la non-belligérance sera, on le sait, une victoire sans lendemain de la diplomatie d'Attolico et de Ciano enfin désillé, sur les scrupules de conscience de Mussolini.

Certes, tout ceci, dans ses grandes lignes, n'est pas nouveau pour qui a lu le *Journal* et les *Archives secrètes* de Ciano, ainsi que les études de Mario Toscano et d'E. Anchieri (2). Mais on trouvera une foule d'informations nouvelles de détail dans ce remarquable ouvrage, des souvenirs vécus sur

(1) Il est à noter que Magistrati envoyait au même moment à son beau-frère des rapports optimistes sur la situation, qui contribuaient à lui faire croire que le pessimisme d'Attolico était exagéré. Mais il n'en souffle mot dans ces Mémoires.

(2) Notons, cependant que, comme nous l'avons dit, les principaux chapitres de ce livre leur sont antérieurs, ayant paru dans une revue italienne bien avant les études ci-dessus nommées.

les hommes et sur les événements et relatés avec une chaleur humaine dont sont dépourvus, et pour cause, les documents diplomatiques, qu'il s'agisse de l'atmosphère de Berlin aux différentes étapes de l'agression hitlérienne, de la crise de l'*Anschluss*, de l'accord de Munich, de la genèse et de la conclusion du *Pacte d'Acier* et, celui-ci conclu, de la courageuse bataille livrée par Attolico pour empêcher que l'Italie ne se « batte pour Danzig », tandis qu'Hitler, à son insu, préparait avec l'U.R.S.S., un second partage de la Pologne.

Particulièrement intéressantes et passionnantes sont les pages concernant le projet avorté d'entrevue italo-allemande au Brenner, rencontre « au sommet », comme on dit aujourd'hui, suggérée par Attolico à Mussolini, pour le moment d'humeur « résolument pacifiste » et qui rêve des lauriers d'un nouveau Munich. Il s'agissait de freiner l'action allemande et de mettre sur pied une Conférence à six (les quatre Grands auxquels s'adjoindraient, en se neutralisant, la Pologne et l'Espagne) qui résoudrait la question de Danzig et les autres problèmes litigieux d'Europe (l'U.R.S.S. étant tenue, bien entendu, hors de la discussion) (1). Ce projet fut, on le sait, repoussé le 25 juillet par Ribbentrop, car si celui-ci acceptait l'idée d'une rencontre Hitler-Mussolini au Brenner, c'était précisément pour affirmer aux yeux du monde la solidarité des deux dictateurs dans la crise qu'il s'apprêtait à déclencher et non pas, comme on le souhaitait à Rome, pour arriver à une discussion pacifique des problèmes européens, la solution par la force étant déjà virtuellement décidée dans l'esprit de Hitler. Pour surseoir à cette éventuelle rencontre, Ribbentrop confie à Attolico que Hitler « ne possède pas encore *tous* les éléments pour juger de la situation » et qu'il donnera sa réponse « dans une dizaine de jours ». Alerté par ces propos singuliers, Attolico redoute une « surprise » et se demande sur quel atout nouveau compte la diplomatie nazie. Certes, on commence bien à parler à mots couverts d'une « amélioration des rapports économiques » germano-russes et l'on n'est pas sans constater que les négociations de la mission franco-britannique Strang-Doumenc n'aboutissent pas. La vérité c'est Ciano qui en aura la primeur le 12 août, et de curieuse façon, au cours de son premier entretien avec Hitler, à Berchtesgaden, en présence des interprètes Schmidt et Dollmann, et de Gauss, le juriste. En pleine conférence, en fin d'après-midi, Hevel, représentant de Ribbentrop à la Chancellerie, apporte à Hitler un soi-disant message de l'ambassadeur Schulenburg transmettant une invitation de Molotov pour l'envoi d'un plénipotentiaire allemand à Moscou en vue de négocier un « pacte » politique entre les deux pays. Cette nouvelle sensationnelle surprend tout autant les délégués allemands que les Italiens. En réalité, c'était une « mise en scène » destinée à impressionner ces derniers. Pour la première fois Hitler mettait ses partenaires devant un « fait non accompli », aucune invitation n'ayant encore

(1) Mussolini avait même déjà rédigé le communiqué final de l'entrevue éventuelle. Le fait que la crise germano-polonaise n'intéresse que des intérêts purement germaniques incite Mussolini à jouer les arbitres, ce qui ne peut que lui attirer l'estime du monde entier. « Je ne me dissimule pas, dit-il à Magistrati, que cette initiative rencontrera des résistances auprès de Hitler et de Ribbentrop, ils croiront que l'Italie veut tout à coup faire marche arrière... ce qui est faux, car si la guerre menaçait et que l'Allemagne dût mobiliser, l'Italie en ferait autant et immédiatement. Mais, d'autre part, comme je l'ai fait savoir à Hitler par le *Memorandum Cavallero*, l'Italie ne croit pas que le moment soit opportun pour déchaîner le conflit. Il est bon que les Allemands tiennent compte de notre point de vue » (p. 380). Et, insistant encore : « Dites-leur que s'ils sont obligés de mobiliser à minuit, nous mobiliserons à minuit moins cinq (!) », rodomontade que Magistrati se garde bien de transmettre à Berlin.

été faite à cette date puisque c'est à partir du 15 août seulement que Schulenburg fera connaître à Molotov le désir de Ribbentrop de se rendre à Moscou (1). Quoi qu'il en soit, le sort de la Pologne est réglé, Ciano n'en peut plus douter d'autant qu'Hitler fixe à la fin d'août la date limite de sa patience : la Pologne devant être liquidée au plus tard pour le 15 octobre.

Découragé, indigné, écœuré à tout jamais des procédés allemands, Ciano, d'accord avec Attolico et Magistrati (ils confèrent dans la salle de bains de l'appartement mis à leur disposition, par crainte des microphones !), décident de ne pas signer un communiqué commun, « le silence seul pouvant encore permettre à Rome quelque liberté d'action ». Cette iberté d'action, Attolico la voit dans le *sganciamento*, le « décrochage » de l'Italie de ce Pacte signé à peine onze semaines plus tôt. Il fait préparer par Magistrati une note dans ce sens qu'il va porter lui-même, en compagnie de Ciano, au Palais de Venise. Mais le Duce se contentera d'une simple note « verbale » pour exprimer à Berlin son désaccord et déclarer que l'Italie « dans les conditions actuelles » n'est pas en mesure de soutenir une guerre de longue durée.

Dès lors Attolico, soutenu à fond par Ciano, engage une lutte pied à pied, allant jusqu'aux explications orageuses avec Ribbentrop, pour dissocier le sort de son pays de celui de son périlleux allié, cependant que Mussolini plus velléitaire que jamais, oscille de jour en jour et même d'heure en heure entre les solutions extrêmes, le « décrochage » ou l'intervention, obsédé « par la crainte de passer pour un traître aux yeux des Allemands et même aux yeux des Italiens, lesquels, à vrai dire, n'avaient pas tant de scrupules », comme l'écrit Ciano. Lorsque, le 26 août sera trouvé, sur la suggestion d'Attolico, l'échappatoire subordonnant l'entrée en guerre de l'Italie à la livraison de fournitures de guerre dont l'état-major italien a intentionnellement exagéré le chiffre, l'ambassadeur se fera un plaisir de la remettre à Ribbentrop abasourdi, et comme ce dernier lui demande dans quel délai ces fournitures devront être livrées, *subito* lui répond l'Italien, ce qui était proprement se moquer du monde.

Hitler, faisant à mauvaise fortune bon visage, ne pourra qu'accepter la défection italienne par une lettre « compréhensive » au *Duce* et une déclaration publique au cours de la séance du Reichstag du 1er septembre : « Vous comprendrez que pour ce combat je ne veuille pas faire appel à une aide étrangère. C'est notre affaire et nous la règlerons nous-mêmes. »

L'ouvrage s'achève sur une description de Berlin à la veille de la guerre, les pacifiques Berlinois se dispersant sur les plages du Wandsee, encore ignorants de la folle aventure où les engagent leurs chefs, cependant que, jusqu'au bout, l'Ambassade d'Italie multipliera sans se lasser et tout en en sachant parfaitement la vanité, tous ses efforts, tant à la Chancellerie qu'à l'Ambassade de Grande-Bretagne et à celle de Pologne, pour soutenir les dernières tentatives de paix, et tentera l'impossible pour conjurer l'inéluctable dénouement.

(1) Le coup de théâtre du télégramme a été confirmé par Dollmann, lors de sa déposition devant les autorités alliées en 1945. Dans son rapport sur l'entretien de Berchtesgaden, Ciano (*Arch. secrètes*, éd. fr., p. 302) se borne à dire : « Les entretiens russo-allemands se développent très favorablement et ces jours-ci même a été reçue une demande russe d'un plénipotentiaire allemand qui devra négocier un pacte d'amitié. » Les *Documents on German Foreign Policy* (séries D, vol. VII, n° 43), spécifient en note : « Aucun télégramme correspondant à cette description n'a été trouvé. Le document en question doit être un teleprint... rapportant une conversation de M. de Schnurre avec Askhov, en date du samedi 12 août. »

***

M. Georges Bourgin a fait ici même (1), la présentation initiale de la neuvième série des *Documenti Diplomatici Italiani*, dont M. Mario Toscano assume la charge, et rendu compte du premier volume de cette série consacrée aux années 1939-1943. C'est presque devenu un lieu commun de louer les mérites de cette vaste entreprise de la Commission nommée par le ministère des Affaires étrangères italien, dont l'ensemble ne comprendra pas moins de cent volumes, et qui s'avère aussi remarquable par l'abondance et l'intérêt de son contenu que par la commodité et la perfection de sa présentation. Ce serait un autre lieu commun de souhaiter que le Quai d'Orsay, s'inspirant de cet exemple, apporte à son tour aux historiens le recueil de ses propres documents dans un avenir pas trop lointain et sur un rythme rapide, de façon à combler le retard considérable que nous avons pris dans ce domaine. Rien de plus déplaisant, en effet, que d'apprendre par des textes étrangers ce que Daladier, P. Reynaud, A. Léger ou François-Poncet ont pu dire à Bullitt, à Sir Eric Phips, à Guariglia ou à Ciano sans qu'on puisse confronter les propos qu'on leur prête avec leur propre version de ces mêmes entretiens. Bien que l'Histoire soit une révision perpétuelle, on aimerait entendre *enfin*, sur ces questions, le « son de cloche » français.

Le volume n° 2 de la neuvième série (2) va du 24 octobre 1939 au 1er janvier 1940 et ne contient pas moins de 778 documents et 8 annexes. Leur ensemble est du plus grand intérêt, d'autant qu'il s'ajoute aux volumes américains, britanniques et allemands déjà publiés sur cette même période de la *drôle de guerre*, stase d'attente angoissée des peuples de l'Europe entière entre le lever de rideau qu'a été l'élimination de la Pologne et le choc décisif — qu'on sait désormais inévitable depuis l'accueil négatif fait au discours de Hitler du 6 octobre — entre l'Allemagne nazie et les démocraties occidentales. Non pas que toute illusion de paix soit morte, comme le prouvent l'appel que la reine Hélène d'Italie voudrait lancer aux princesses régnantes et que Mussolini fait ajourner comme prématuré (Doc. 357, 27 nov.) et la proposition du roi des Belges et de la reine de Hollande en date du 6 novembre, la veille même du jour où, par une curieuse coïncidence, Hitler remet à plus tard l'offensive à l'Ouest qu'il pensait déclencher le 12 novembre au matin. Les autres événements notables de cette période sont l'attentat manqué de Munich contre Hitler (8 novembre), le déclenchement de l'agression russe contre la Finlande le 1er décembre et la condamnation platonique de l'U.R.S.S. par la S.D.N., le 15 décembre, enfin, le discours de Ciano prononcé le 16 décembre devant la *Chambre des Faisceaux et des Corporations* réaffirmant et justifiant la position de non-belligérance et, moins fermement, celle d'allié de l'Allemagne adoptée par le gouvernement italien. Discours qui marque le point le plus bas, dans l'amitié italo-allemande, atteint depuis la signature du *Pacte d'Acier*, et dont il semble presque « l'oraison funèbre ».

Il va de soi que d'une matière aussi riche et aussi diverse nous ne pouvons donner ici que des aperçus rapides et sur des points arbitrairement choisis.

« Attendre et voir », « Ne pas prendre de risques », et le fameux « Pourvu que cela dure ! », tels paraissent être les mots d'ordre que, par accord tacite,

(1) Cf. le numéro d'avril 1957, pp. 91-93.

(2) *I Documenti Diplomatici Italiani. Nona Serie (1939-1943)*, vol. II : *(25 ottobre-31 dicembre 1939)*, Roma, Libreria dello Stato, 1957, in-8°, 705 p. (Ministero degli Affari Esteri, Commissione per la Pubblicazzione dei Documenti diplomatici).

se sont donnés les diplomates italiens pendant cette période d'expectative. Ce sont pour la plupart d'excellents observateurs, jugeant les événements avec une grande liberté d'esprit et la sérénité relative que leur donne cette non-belligérance dont ils redoutent la précarité. Tous sont visiblement soucieux de soutenir Ciano contre Mussolini, qui supporte avec impatience son immobilité, en faisant valoir le rôle modérateur que l'Italie pourrait jouer, le prestige mondial qu'en retirerait son chef, les possibilités de manœuvre, dans les Balkans notamment, que lui offre sa position présente. Guariglia — à défaut d'Attolico et de Magistrati un peu « brûlés » en raison de leur neutralisme déclaré — est habile à ce jeu qui consiste à tresser pour Mussolini d'imaginaires couronnes de prince de la paix, de futur arbitre de l'Europe, quand celle-ci, lasse de se battre, exsangue et ruinée, déposera enfin les armes. Sous prétexte de rapporter les propos qu'il tient en France : « Rien ne sera décidé, écrit-il, le 30 octobre, sans que l'Italie de Mussolini, quand le décidera Mussolini, se fasse entendre ; justes paroles qu'il faut répéter pour les faire entrer dans la tête de ces gens [il s'agit de ceux qui s'attendent à un nouveau Pacte de Londres à la mode de 1915], qui ne connaissent pas l'Italie de Mussolini et croient pouvoir encore la traîner à la remorque... » Il faut qu'ils se rendent compte que « l'Italie contribuera à refaire cette Europe qui répondra aux intérêts généraux et aux siens propres, et non celle que l'Angleterre, la France ou l'Allemagne voudraient, comme en 1914, fabriquer selon leur propre modèle et à leur propre mesure » (Doc. 56) ; ou encore : « Le temps travaille... pour l'Italie, non seulement du point de vue de ses intérêts économiques (1), mais aussi pour faire comprendre qu'il n'y aura pas de paix en Europe en dehors de l'Italie et de la juste compréhension de ses besoins » (Doc. 145, 8 nov.) et de se moquer de ces Français qui pensent attirer l'Italie avec eux dans la guerre « sous prétexte qu'une grande Puissance ne peut rester à l'écart d'un conflit général », ce qui est très exactement le point de vue de Mussolini, qui estime « qu'être *neutre*, c'est à peu près l'équivalent d'être *eunuque* » (2).

C'est encore la position que l'ambassadeur manifeste « à titre personnel » et avec une certaine condescendance, au cours d'un curieux entretien avec Malvy (25 nov., Doc. 337). Celui-ci voudrait redonner vie au *Groupe parlementaire France-Italie* (non dissous), et le réunir au *Groupe France-Espagne* (qu'il vient de mettre sur pied), « sous l'étiquette de la latinité », formule « qui a le don de nous donner sur les nerfs » car elle ne correspond à rien de concret, alors qu'une formule « méditerranéenne », plus tangible, permettrait peut-être aux intérêts français et italiens, jusqu'ici en opposition, de coïncider dans le futur. Il décourage donc les parlementaires français des initiatives prématurées qui pourraient leur attirer des réactions toute différentes de celles qu'attendent ces « paladins ». Il fera part, en tout cas, à Mussolini et à Ciano « du désir de Malvy qu'ils soient mis au courant de ses bonnes intentions ».

Pour ne pas quitter Paris, notons encore, de la plume de Guariglia, une dépêche relative à la position du maréchal Pétain (3 nov., Doc. 99), sur le compte duquel l'ambassadeur paraît beaucoup plus renseigné que M. Paul Reynaud (3). Si Daladier n'a pas pris Pétain dans son cabinet remanié, le 12 septembre, « dans le sens jusqu'-au-boutiste », c'est précisément parce

(1) Ne pas oublier que Guariglia, par l'intermédiaire du ministre de Monzie, assure en France à l'industrie italienne de fructueux marchés, au point que de sourcilleux fascistes accuseront de Monzie de vouloir « acheter » l'Italie (cf. Appendice 1).

(2) Guariglia, *Diplom. difficile*, p. 142.

(3) Reynaud (P.), *La France a sauvé l'Europe*, II, pp. 122 et suiv.

que le maréchal « pense que la poursuite de la guerre ne convient pas à la France même si, en définitive, elle en sortait victorieuse ». Mais... « le jour où la France éprouvera, par force ou par amour, la nécessité de faire cesser la guerre, elle devra recourir au maréchal Pétain... En fait, le héros de Verdun apparaît aujourd'hui comme le seul homme jouissant encore dans le pays d'un prestige suffisant pour s'élever au-dessus des politiques et des militaires et donner au peuple l'impression que ses décisions éventuelles seraient uniquement dictées par la compréhension des intérêts suprêmes de la France » (1).

Guariglia constate encore (Doc. 145, 8 nov.), après l'échec de l'initiative de paix belgo-hollandaise, que la guerre *est* et *restera* impopulaire en France « en raison de son caractère « cérébral », mais que ce pays la fera quand même », le grand public ne voyant encore les choses que sous l'angle du vieux règlement de compte franco-allemand, alors qu'un général [?] aurait déclaré : « Nous faisons aujourd'hui la guerre aux Boches, mais d'ici peu nous serons probablement obligés de la faire avec les Boches contre les Russes. » Il ajoute que si les courants pacifistes « excessivement apparents » au mois de septembre 1939 diminuent, c'est « en raison des conséquences plus internes qu'externes d'une paix blanche, et de la difficulté pour les hommes de gouvernement d'en affronter les conséquences » ; c'est aussi à cause de la pression anglaise, de l'incroyable somme d'erreurs psychologiques qu'ont accumulée les Allemands, enfin de la confiance de la France dans son armement *défensif* (2).

Le 13 novembre, il signale avec satisfaction un article (qu'il suppose « inspiré ») d'Élie Bois dans *Le Petit Parisien* où il est question d'une reconstruction des petits États de l'Europe centrale « à la fois indépendants, autonomes et réunis pour le règlement des questions communes... avec le concours de la Grande Voisine, l'Italie, dont la prépondérance est naturelle dans cette partie de l'Europe ». Il tient d'ailleurs, de Daladier lui-même, que celui-ci est hostile à une reconstruction de l'Europe anarchique de Versailles rétablissant de petites nations « objets de lutte entre les grandes Puissances (Doc. 206). Même son de cloche de la part d'Otto de Habsbourg — que Daladier a reçu secrètement ainsi que Starhenberg — qui voit dans l'Europe de demain « une confédération danubienne à base économique et *antislave*... « appuyée sur l'Italie fasciste et catholique, ayant signé avec la France et l'Angleterre un Pacte méditerranéen » (16 nov., Doc. 244).

Telles sont entre autres — voir aussi une conversation avec François-Poncet lequel dit à son collègue italien qu'il ne souhaite pas plus une hégémonie anglaise établie sur l'Europe que lui une hégémonie allemande, en date du 17 décembre (Doc. 637) — les tentations plus ou moins illusoires

(1) Déjà publiée dans *Diplomatie difficile*, pp. 144-45.

(2) A noter aussi pour leur super-optimisme, factice ou non, de style « Café du Commerce », des propos d'Alexis Léger à Guariglia (18 nov., Doc 262) sur l'incapacité de l'Allemagne à déclencher une guerre de mouvement « faute de réserves instruites » alors qu'en septembre les Allemands pouvaient écraser la mobilisation française grâce à leur supériorité aérienne ; sur les hésitations de Hitler à s'engager « bien que son état-major l'en presse » ; sur le moral de Ribbentrop qui a perdu sa superbe « et sa morgue de petit Bismarck hitlérien ». En bref, une dénonciation du « bluff » allemand, en face d'une France et d'une Angleterre qui, *elles*, se livrent sans qu'il y paraisse « à une guerre méthodique ». Propos qu'il est curieux de rapprocher d'un entretien du même Léger avec Bullitt (*Foreign relations of the U.S.*, 1939, vol. I, pp. 460-61) le 30 septembre 1939, où le secrétaire général du Quai d'Orsay manifeste presque aussi gratuitement un défaitisme total : « La partie est perdue..., etc. »

que, de Paris, l'ambassadeur offre à la sagesse politique de Mussolini. Il s'y en ajoute d'autres venant de Bucarest, de Budapest et même de Sofia (appel du roi Boris à Victor-Emmanuel III, 10 déc.), de partout où l'on craint que les Russes, après avoir imposé leur volonté au Nord, n'étendent au Sud leurs convoitises. D'où l'idée d'un bloc danubien-balkanique, idée déjà soumise par Rome à Berlin dès le 24 septembre, mais qui, après avoir reçu une approbation de principe, en reste là, l'Allemagne entendant bien que cette « Ligue des Neutres », si elle voit le jour, soit sous sa dépendance. En Roumanie, Gafenco et Titulesco, inquiets du dépeçage imminent qui menace leur pays (Transylvanie, Bessarabie et peut-être Dobroudja) multiplient leurs appels à une action modératrice et pacificatrice de l'Italie (cf., entre autres, le Doc. 733, du 27 déc.), cependant que la Hongrie, protégée du régime fasciste, est partagée entre le désir d'obtenir sa livre de chair en Roumanie, et celui de s'assurer l'aide italienne pour le cas où les Russes voudraient occuper les Carpates (Doc. 715, rapport du gén. Carboni, 25 déc.). Mais l'Italie en restera au stade des tentations seulement, prudente devant cette dangereuse confusion qu'a créée, en Europe centrale, l'accord germano-russe dont on ignore les clauses secrètes et les développements ultérieurs.

Avec l'Angleterre les relations sont aussi bonnes qu'elles peuvent l'être entre deux puissances dont l'une est contrainte d'appliquer des mesures coercitives en matière de contrôle maritime et l'autre de subir ces mesures toujours vexatoires ; mais, tandis que Mussolini s'en irrite, Ciano, Bastianini à Londres, Amedeo Giannini, chef de la Commission italienne et, du côté anglais, Sir Percy Loraine, font tout pour établir un *modus vivendi* supportable et y réussissent à la grande déception de Ribbentrop. Ciano recevra même, à la suite de son discours du 16 décembre (Doc. 706, 23 déc.), un *satisfecit* de Chamberlain comportant la promesse que le Premier anglais « s'emploiera personnellement auprès de Daladier, pour que les Français adoptent une attitude plus réaliste et plus conforme à leurs véritables intérêts en ce qui concerne l'Italie » et Bastianini, à Londres, constate une tendance visible à laisser à l'Italie « une position de nette prédominance dans les Balkans », « sans que cela soit dit plus explicitement pour ne gêner personne ». Halifax, de son côté, n'hésite pas à regretter « les imprudences oratoires » anti-italiennes de Churchill (Doc. 282, 20 nov.).

Pour ce qui est des rapports italo-allemands, on est frappé de la froideur et de la superficialité des contacts entre les deux parties de cette « drôle d'Alliance ». La « Ribbentropophobie » d'Attolico, de Magistrati et de Ciano ne facilite certes pas les confidences ni les épanchements cordiaux. L'Italie est systématiquement laissée dans l'ignorance des intentions allemandes. Le discours de Ribbentrop à Danzig, le 24 octobre, « médiocre répétition de celui de Hitler », fait mauvaise impression à Attolico qui l'analyse sévèrement. C'est une attaque à fond contre l'Angleterre, seule responsable de la guerre, la Pologne et la France elle-même étant « les victimes de l'égoïsme et de l'ignorance proverbiale des hommes d'État britanniques ». Ribbentrop manifeste une certaine sympathie rétrospective pour l'ancien combattant Daladier et le peuple français, justifie, par un amour commun de la paix et de l'ordre malgré les divergences idéologiques, l'accord germano-russe, fait une vague allusion à un « nouvel État polonais ». Combattre est le mot d'ordre, « mais à fond contre l'Angleterre, tandis qu'on ménage la France »... « Séparer les deux pays me paraît être le principal objet diplomatique de l'Allemagne en guerre », conclut Attolico (Doc. 13, 25 oct.). Le 3 novembre, l'ambassadeur signale que les Allemands estiment pouvoir, grâce à des armes spéciales, enfoncer la ligne Maginot, ceci fait, « arriver à Paris *en une semaine* », et là, offrir une paix « tellement généreuse » qu'elle

contraindrait les adversaires, « tout au moins les Français », à l'accepter (Doc. 100). Cette idée allemande que la France est l'élément le moins ferme de la coalition adverse s'exprime encore dans les dépêches de l'ambassadeur : « Après trois mois de guerre, écrit-il le 2 décembre (Doc. 428), et malgré les manifestations françaises les plus critiquées, une discrimination est faite [en Allemagne] entre les deux adversaires. Le destin de la France est quasiment rapproché de celui des neutres, la première et les seconds sont accusés dans une mesure variée de subir le joug anglais. » N'est-ce pas déjà l'intersigne de Montoire ?

Un des sujets d'irritation de Ciano est que Ribbentrop a persuadé Gœring et même Hitler que c'est l'abstention de l'Italie, dont l'Angleterre « aurait eu vent » au moment décisif, qui est la cause de la généralisation du conflit, qui sans cela eût été réduit à une simple « expédition punitive » contre la Pologne, la Grande-Bretagne restant à l'écart comme lors des crises précédentes ; ce qui oblige Attolico à remettre les choses au point auprès d'un Ribbentrop aigre-doux (Doc. 106, 144, 204, 280) et Magistrati auprès de Gœring qui, non sans ironie, se déclare persuadé que l'Italie combattra « probablement » un jour aux côtés de l'Allemagne « même sur les champs de bataille » (Doc. 204).

C'est par l'ambassadeur de Belgique, Davignon, renseigné lui-même par un fonctionnaire de l'*Auswärtiges Amt* et « des Allemands indignés » (Doc. 146, 6 nov. et Doc. 203, 13 nov.) qu'Attolico apprend que l'offensive devait être déclenchée à l'Ouest le 12 nov., sans que les attachés militaires italiens eussent même soupçonné cette décision, ajournée *in extremis*. Au sujet de l'attentat contre Hitler à Munich, l'ambassadeur constate l'apathie des Berlinois ; c'est donc un coup raté, même s'il a été monté par la Gestapo pour soulever l'indignation contre l'Angleterre et son *Secret Service* (Doc. 177, 10 nov.).

Enfin la froideur dans les relations et le manque d'informations sont tels qu'Attolico lui-même suggère à Mussolini d'envoyer à Hitler une lettre ou un message personnel « pour le maintien des bonnes relations entre les deux pays » et Ciano (Doc. 315), le 24 nov., prétextant la réunion prochaine du Grand Conseil charge Attolico d'attirer « sans en faire l'objet d'une démarche » l'attention de Ribbentrop « sur l'opportunité qu'il y aurait d'éclairer le gouvernement italien sur les intentions [militaires et diplomatiques] du gouvernement allemand » (Doc. 315, 24 nov.). En fait, c'est le Dr Ley, chef du *Front du Travail*, qui, envoyé par Ribbentrop, viendra en personne conférer avec Mussolini et avec Ciano. Ce dernier le présente sous d'aimables traits : « Un gros bonhomme qui fut jadis un fameux soulard et qui avait l'habitude de vivre dans un bordel de Cologne »... « qui ne fait que répéter comme un disque tout ce que son patron l'a chargé de dire et recule comme frappé de terreur dès qu'on lui pose une question qui va au delà... » (1). Il laisse cependant entendre plusieurs choses importantes : « 1° On prépare l'attaque contre la Hollande sous prétexte que ce pays ne respecte pas sa déclaration de neutralité ; 2° On a laissé les mains plus ou moins libres à la Russie en Suède et en Bessarabie ; 3° L'Allemagne prévoit un conflit avec les Soviets ; 4° La continuation de la guerre est la seule perspective de Hitler » (Ciano, *ibid.*, et Doc. 491, 6 déc.). « On a parlé de prépotence soviétique et vanté l'importance de l'Armée russe, déclare Ley, nous connaissons l'armée soviétique et savons qu'elle ne peut résister à un choc décisif. *En fait elle ne vaut rien* » et il insiste « sur la capacité allemande à dompter facilement et partout le

(1) Ciano, *Journal*, 5 déc.

slavisme » ; déclarations outrecuidantes où s'inscrit déjà Stalingrad. Indifférence allemande au sort de la Finlande, réduction de la Pologne à « une sorte de protectorat » où sera délimitée une province-ghetto dont les Juifs ne pourront franchir les limites (1), certitude d'éliminer les démocraties occidentales ; « après quoi, il n'est pas douteux que la Russie doive accepter nos conditions ». Quant à une intervention américaine, le Dr Ley la juge problématique car elle attirerait inévitablement une réplique japonaise.

Telles sont les certitudes que nourrit, en fin 1939, un haut personnage nazi, catéchisé par Ribbentrop lui-même. Ces vues sur l'inexistence d'un danger russe éventuel ne sont pas partagées par l'ambassadeur Rosso qui, à Moscou, et bien qu'aussi dépourvu de confidences qu'Attolico à Berlin, n'en lit pas moins assez aisément dans le jeu soviétique et juge toute la fragilité de l'accord germano-russe. Ses dépêches sont des modèles de perspicacité.

–L'agression contre la Finlande, à qui le gouvernement italien fait quelques livraisons d'armes en transit par l'Allemagne, qui elle-même en fait secrètement autant, avec du matériel capturé en Pologne — d'où protestations russes et démentis allemands — provoque dans toutes les villes d'Italie des manifestations antisoviétiques dont Ciano se félicite puisque en criant « à bas la Russie », la foule pense « à bas l'Allemagne ». Le nouvel ambassadeur de Russie à Rome est rappelé avant même d'avoir présenté ses lettres de créance, et en conséquence, Rosso est rappelé à Rome, qui se plaignait à Anfuso d'être laissé sans directives et sans qu'on répondît à ses dépêches.

C'est dans ces circonstances que Ciano prononce son fameux discours du 16 décembre, le plus pondéré qui soit sorti des lèvres d'un homme politique italien depuis la naissance de l'Axe. On s'en montre satisfait à Londres (Doc. 706) ; à Paris, au dire de François-Poncet, on a su le lire « en transparence » (Doc. 637). Quant à Ribbentrop, malgré son flegme coutumier, il est *furioso* et « s'il a avalé le discours, il ne l'a pas digéré », assure Attolico. Il ne comprend d'ailleurs pas la sympathie des Italiens pour les Finlandais qui ont été « sanctionnistes », ni leur antipathie pour les Russes, puisque ceux-ci sont les amis actuels de l'Allemagne, ce qui vaut mieux que d'être amis de l'Angleterre (Doc. 759). Cependant, recevant Attolico en visite de fin d'année il n'en conclut pas moins que l'Italie et l'Allemagne *are in the same boat*, que le sort de l'une est lié à celui de l'autre, ce qui a le don d'exaspérer Attolico qui estime, lui, que « l'Histoire et le Monde ont déjà fait nettement la différence entre les deux pays, les deux régimes et les deux chefs » (Doc. 774, 30 déc.). Jugement un peu hâtif, comme on le verra six mois plus tard.

Ainsi s'achève l'année 1939. Attolico et Magistrati nous font revivre à Berlin cette fin d'année. Les drapeaux arborés pour la victoire de Pologne ont été roulés, une lourde résignation pèse sur la ville. Trop de gens se souviennent des brillants débuts de la guerre fraîche et joyeuse de 1914... et de leurs suites. On achète tout ce qu'on peut dans les magasins. Pour donner aux

(1) Voir (Appendice VIII), un rapport d'un témoin oculaire, ami de Grandi, Volpato, décrivant les atroces conditions de vie faites à la population de Posnanie par la Gestapo et les S.S. : « Les Polonais ne sont pas considérés comme des êtres humains, mais comme des bêtes et moins encore. » Le Duce, à la lecture de ce témoignage est tellement indigné, qu'il conseille à Ciano « de faire parvenir indirectement aux journaux français et américains les informations qu'il contient. Il est nécessaire que le monde ait connaissance de ces faits » (Ciano, *Journal*, 4 déc. 1939).

fêtes de Noël leur *Stimmung* habituelle, Hitler a autorisé la délivrance exceptionnelle d'une paire de bas pour chaque Allemande et d'une cravate pour chaque homme. L'Allemagne attend, sans enthousiasme, sans confiance excessive, mais avec son calme et sa discipline traditionnels, que le dieu de la Guerre, dont le Führer est l'actuel instrument, décide, une fois de plus, de son Destin.

Félix Debyser.

COMPTES RENDUS

SUR LA NORVÈGE EN GUERRE

La lutte pour le pouvoir

M. Magne Skodvin a consacré un ouvrage à la lutte entre Quisling, d'une part, et les deux représentants de l'Allemagne, Bräuer puis Terboven, d'autre part, pour exercer le pouvoir en Norvège au cours de la période entre le 9 avril et le 25 septembre 1940 (1).

Le 9 avril au soir, Quisling proclama par radio la création d'un « *nouveau Gouvernement national* », le cabinet Nygaarsvold ayant quitté Oslo avec le roi et une grande partie du Parlement, le matin du même jour. Quisling n'avait pas prévenu l'ambassadeur Bräuer. Toutefois, d'autres Norvégiens étaient plus ou moins au courant de ses intentions. L'auteur commence par nous éclairer sur la préparation par les Allemands de la campagne de Norvège et sur les agissements de certains Norvégiens proallemands avant la guerre. Rapidement quelques dates nous sont données comme repères dans la genèse de la *Weser-Übung*, ainsi qu'on appelait l'opération. Les travaux d'état-major n'en traitaient que la partie militaire ; dans les instructions données par Hitler à partir du 1er mars, les questions politiques et administratives n'étaient envisagées que de très haut et remises à plus tard.

L'*Office de politique extérieure* du parti nazi (*Aussenpolitisches Amt der N. S. D. A. P.*) s'intéressait depuis longtemps aux pays scandinaves. Rosenberg, son chef, à qui Quisling fut recommandé par deux Norvégiens membres du *Rassemblement national* (*Nasjonal Samling*, N. S.), Scheidt et Hagelin, eut l'idée de le lancer. Présenté au grand amiral Raeder, puis à Hitler lui-même en décembre 1939, Quisling, dont on savait pourtant qu'il n'était suivi que par une faible minorité, fut retenu comme atout à jouer éventuellement un peu plus tard. Toutefois les Affaires étrangères du Reich (*Auswärtiges Amt*), ainsi que la *Wehrmacht*, manquant de confiance en lui, demeurèrent réticentes et montrèrent peu d'empressement à seconder ses projets.

L'invasion de la Norvège commence le 9 au matin. Malgré la résistance de faibles forces et quelques succès éphémères comme la destruction du Blücher, dans le fjord d'Oslo, l'issue n'est pas douteuse. A midi, Bräuer veut prendre le contact du gouvernement Nygaarsvold, à qui il a remis un ultimatum le matin. Il n'aura de réponse, dans un sens d'ailleurs négatif, qu'après 20 heures. Mais, entre temps, Quisling a lancé sa proclamation. Bräuer met au courant, par téléphone, le Führer, qui ne veut pas entendre parler de négociations avec l'ancien gouvernement « marxiste » ; il lui prescrit de faire en sorte que le roi accepte Quisling comme chef d'un nouveau cabinet. De son côté, Quisling veut faire au roi la même proposition. Il en résulte, le 10 et le 11, une double

(1) Magne Skodvin, *Striden om okkupasjonsstyret in Norge, from til 25 september 1940* (La lutte pour le pouvoir pendant l'occupation de la Norvège jusqu'au 25 septembre 1940), Oslo, Det norske samlaget, 1956, 416 pages.

course après Haakon, qui se dérobe. Les Allemands essaient de l'enlever par surprise pour en faire un otage, mais la tentative faite dans ce but par le capitaine Spiller, ancien attaché de l'air à Oslo, avec cent hommes, se termine par la mort du chef de l'expédition, qui s'en retourne sur un échec.

Quisling, dont la proclamation n'a pas déclanché en sa faveur le mouvement sur lequel il comptait, qui ne constate chez Bräuer aucun désir de se servir de lui, qui ne se sent pas en confiance auprès de l'*Auswärtiges Amt*, à qui les militaires reprochent de leur avoir fourni des renseignements erronés qui ont entraîné plusieurs échecs, Quisling est dans le vide. Il se retourne vers son protecteur, Rosenberg, et vers Hitler. Ce dernier est bien obligé de constater que Quisling n'a pour lui que l'admiration sans bornes qu'il professe pour l'idéal national-socialiste et son désir de voir un jour les pays scandinaves faire partie d'une Grande Allemagne, mais qu'il ne possède pas l'étoffe d'un politicien solide et, de plus, qu'il n'est suivi, au dire de Hagelin lui-même, que par 15 % de ses compatriotes. Mais Hitler ne trouve pas d'autre solution que d'utiliser Quisling et il reste indécis sur le parti à prendre. C'est Ribbentrop qui lui suggère l'envoi en Norvège de l'un de ses propres collaborateurs, Habicht, pour étayer Quisling et le conseiller. Sans doute trouvait-on à Berlin que Bräuer n'aidait pas suffisamment Quisling. Or, à son arrivée à Oslo, Habicht voit d'abord Bräuer qui ne lui cache pas son opinion sur Quisling, puis il voit les généraux von Falkenhorst et Engelbrecht qui sont encore plus catégoriques : d'après eux, il n'y a rien à faire de lui. Bräuer, enhardi par l'autorité de Habicht, prend rapidement des décisions qui vont entraîner des catastrophes, au moins pour lui. Un « *Comité administratif* » va être formé, à la tête duquel sera le président du *Tribunal suprême*, Paal Berg. Quisling sera éliminé. Cette nouvelle va être diffusée par radio. En prévenant Berlin, Bräuer se sert à cinq reprises de l'appellation « *Comité de Gouvernement* » au lieu de « *Comité administratif* », de sorte qu'à Berlin on croit qu'il a été formé un nouveau gouvernement, que ce dernier est agréé par le roi ; on pense même à la possibilité de conséquences heureuses de cet événement sur les opérations. La méprise est complète. Malheureusement rien de tout cela ne se vérifie. Le roi fait connaître par radio qu'il repousse cette combinaison. Il n'y a rien de changé en Norvège. Hitler est furieux. Il révoque Bräuer qui a ordre de se rendre sur le front Ouest comme capitaine de réserve. L'auteur, dont le récit de ces événements est des plus intéressants, prend sa défense dans une certaine mesure. « Il était réaliste, dit-il, sans être brutal. »

Tous ces événements s'étaient déroulés rapidement : les opérations contre la Norvège avaient commencé dans la nuit du 8 au 9 août ; Bräuer fut chassé par Hitler le 17 ; c'est le 19 que le Führer fit venir d'Essen à Berlin le gauleiter Terboven et qu'il le nomma « *Commissaire du Reich pour la Norvège occupée* ». Engagé à seize ans au cours de la guerre de 1914-1918, membre du parti dès la première heure, âgé de quarante et un ans, Terboven reçut de Hitler pleins pouvoirs pour amener les Norvégiens à lui. Le Haut-Commissaire était directement subordonné au Führer et il n'avait pas d'ordre à recevoir de l'*Auswärtiges Amt* qui avait causé tant de déboires à cause de « ces idiots » de Bräuer et de Habicht.

Alors commença entre Terboven, résolu à tenir la première place en Norvège, et Quisling, soutenu par Rosenberg et Raeder, une lutte âpre. Terboven prit des mesures pour limiter le plus possible les pouvoirs de Quisling. Ce dernier en appela à Berlin et, en juillet, Hitler dut intervenir. Il décida que le *Reichskommissar* demeurerait la plus haute autorité, qu'il ne serait pas formé de « gouvernement » Quisling, mais que ce dernier devait avoir une place éminente dans l'organe de direction qui allait être formé. Aux Norvégiens il fallait faire entrevoir que le commissariat ne serait pas éternel et qu'il changerait de caractère dès que le *Rassemblement national* serait assez

fort Hitler enjoignit à Terboven de travailler avec Quisling. Respectueux de ces ordres, Terboven représenta aux Norvégiens le 22 septembre que le salut de leur pays était subordonné à leur participation au *Rassemblement national*. Somme toute, Quisling gagnait la partie, sans obtenir toutefois tout ce qu'il avait espéré, et Rosenberg pouvait dire de lui : « Maintenant il est solide et il n'a plus qu'à marcher. »

Tel est le résumé de l'histoire de cette courte période et des luttes pour le pouvoir que l'auteur a exposées avec un grand luxe de détails et de références qui ne nuisent pas à la clarté de l'ensemble. Il termine son ouvrage d'abord par un portrait de Quisling qui ne diffère pas de ceux que nous connaissons et qui confirme le peu de moyens de cet homme ambitieux et vivant dans l'abstraction. Il résume ensuite la politique en Norvège des Allemands, qui eussent voulu exercer leur autorité par l'intermédiaire d'un gouvernement de collaboration *légal*. L'étude de M. Skodvin est d'autant plus précieuse que le sujet qu'il a traité a été à peine abordé jusqu'ici par les historiens.

La guerre commerciale

M. Nils Örvik, qui a poursuivi aux États-Unis, puis en Angleterre, sa formation historique interrompue en Norvège par la guerre, s'est spécialisé dans l'étude politique et économique des événements de la deuxième guerre mondiale touchant son pays. Il est l'auteur d'un ouvrage considérable patronné par la *Section historique* de l'armée norvégienne, et basé principalement sur les archives officielles de la Norvège : ministères des Affaires étrangères, de la Défense nationale, du Commerce, Parlement (1).

Après un rappel de la situation économique de la Norvège entre les deux guerres et l'exposé des mesures prises par le gouvernement en prévision d'un nouveau conflit, le livre se divise essentiellement en deux parties, d'abord l'histoire des négociations avec l'Angleterre, en automne 1939, aboutissant à une convention qui mit à la disposition des Britanniques une partie considérable de la puissante marine marchande de la Norvège ; puis l'histoire des difficiles négociations commerciales avec l'Angleterre et avec l'Allemagne, au cours de l'hiver 1939-1940.

En 1939, le gouvernement norvégien, se reportant à ce qui avait été fait pendant la première guerre mondiale, se donna pour but essentiel le maintien de sa neutralité. La Norvège ne disposait pas de forces militaires ou navales qui fussent d'un poids quelconque en comparaison de celles des grandes puissances ; son gouvernement et une grande partie de l'opinion étaient d'ailleurs orientés depuis longtemps vers le développement économique du pays et non vers les activités militaires. Mais elle possédait une des principales marines marchandes du monde ; en particulier, sa flotte pétrolière comptait parmi les plus grandes. Ceux des belligérants éventuels qui pourraient s'assurer son concours mettraient dans leur jeu un atout considérable.

La Norvège entendait profiter de la position que lui donnait sa flotte tout en restant strictement neutre. Au cours de la première guerre mondiale, son gouvernement s'était abstenu d'intervenir dans les contrats que ses armateurs avaient conclus à leur guise ; il avait donc conservé sa neutralité conformément à la Convention de la Haye. Mais les temps, les gouvernements, avaient changé ; le respect dû à cette Convention s'était affaibli. Pour la Norvège, la politique suivie vingt-cinq ans auparavant présentait l'inconvé-

(1) Nils Örvik, *Norge I Brennpunktet* (La Norvège dans le brasier). Histoire jusqu'au 9 avril 1940. Tome Ier : *La Guerre commerciale 1939-1940*. Édité par la Section historique de la Guerre, Oslo, chez Johann Grundt Tanum, 1953, 384 pages.

nient de laisser les transactions commerciales sans direction, ce qui pouvait avoir des conséquences fâcheuses sur le ravitaillement d'un pays qui a particulièrement besoin de l'étranger pour vivre. En outre, elle permettait le transit vers l'Allemagne de grandes quantités de produits, ce que l'Angleterre n'était pas disposée à accepter.

Le gouvernement norvégien avait, surtout à partir de 1935, étudié cette question et créé un Office chargé de déterminer les besoins du pays dans l'hypothèse de son isolement. Cet organe devait devenir, le 22 septembre 1939, le ministère du Ravitaillement, que dirigea Trygve Lie. Au printemps de 1938, le Parlement vota 15 millions de couronnes pour constituer des stocks de précaution. Après l'attaque de l'Albanie par Mussolini, après les événements de Tchécoslovaquie, la situation de plus en plus tendue entraîna la création d'un Conseil économique du gouvernement. Quoique les quatre États scandinaves eussent les mêmes inquiétudes, aucune entente ne se réalisa entre eux ; d'ailleurs leurs préoccupations n'étaient pas identiques ; la Suède et la Finlande craignaient la pression allemande dans la Baltique ; la Norvège avait les mêmes soucis dans la mer du Nord, mais là, elle se trouvait aussi face à l'Angleterre, son principal client. Et pourtant, à eux quatre, ces États scandinaves possédaient un tonnage total considérable : la Norvège venait de loin en tête avec plus de quatre millions et demi de tonnes, la Suède en avait deux millions, le Danemark un peu moins, la Finlande restait en dessous d'un million de tonnes.

En Norvège les armateurs étaient groupés en une Association dont le comité directeur représentait une puissance dans l'État. Or, les dirigeants, et aussi les simples membres de cette « Association des armateurs », orientaient leurs sympathies, nées de leurs relations d'affaires, vers l'Angleterre. Ce n'était qu'une minorité qui se tournait vers l'Allemagne. L'Association avait, depuis 1935, un représentant permanent à Londres. Les grands armateurs norvégiens connaissaient bien leurs collègues anglais. En suivant le déroulement des négociations, il convient de se rappeler l'existence de ce courant qui portait psychologiquement les Norvégiens vers les Britanniques, et il ne faut pas oublier non plus que c'était l'Angleterre, et non l'Allemagne, qui ravitaillait en grande partie la Norvège en temps de paix et que l'Allemagne n'avait pas les moyens de la remplacer entièrement.

Cependant, les Norvégiens ne s'attendaient ni à l'étendue des exigences britanniques ni au ton sur lequel l'Angleterre les présenta au début de la guerre. Ils pensaient que, après s'être réservés le tonnage qui leur était nécessaire pour assurer leurs propres besoins, ils pourraient disposer du large excédent de leur flotte pour satisfaire les belligérants sans favoriser l'un d'eux au point de compromettre leur position de neutres. Or, dès les premiers jours de la guerre, l'Angleterre demanda que tout ce dont la Norvège n'avait pas strictement besoin, et en particulier tous ses pétroliers excédentaires, fussent placés à sa disposition aussi rapidement que possible. La demande était impérative ; elle ne différait guère d'un ultimatum, car, en cas de refus, l'Angleterre envisageait de couper les vivres et le charbon à la Norvège. Pris de court, les Norvégiens hésitèrent. Pour le gouvernement, comment rester neutre s'il accordait aux Anglais tout ce qu'ils demandaient? L'Allemagne n'allait pas manquer de protester. D'autre part, les armateurs, soucieux de leurs intérêts, tenaient à faire naviguer leurs bateaux. En outre, une lutte de prestige compliqua la question ; tous les bateaux avaient été mis, vers le 5 septembre 1939, à la disposition de l'État, mais l'Association des armateurs, consciente de son importance dans l'État, ne voulait pas se contenter d'un rôle de simple répartiteur aux ordres du gouvernement. Aussi, lorsque la première mission que le gouvernement norvégien avait envoyée, le 25 septembre, à Londres, sous la présidence de l'armateur Urbye, eut échoué dans

ses négociations, le gouvernement se décida à recourir à l'Association des armateurs. Celle-ci organisa une mission dirigée par l'armateur Fearnley, un vétéran qui avait déjà négocié avec les Anglais au cours de la première guerre et dont la situation auprès d'eux était considérable. Les conversations reprirent. Elles furent longues. Des 259 bateaux pétroliers, jaugeant au total 1 862 500 tonnes que possédait la Norvège, l'Angleterre en demanda 1 500 000. En outre, sur les 1 400 000 tonnes de cargos qui allaient de port en port, suivant le fret offert, l'Angleterre laissait à la Norvège 750 000 tonnes nécessaires à ses propres besoins, mais elle voulait le reste. Après des discussions parfois âpres sur le tonnage, le mode et les dates de livraison, le prix du fret, les assurances, un accord fut conclu le 11 décembre 1939, alors que l'on pouvait croire, la veille encore, à la rupture des négociations. Les Anglais obtenaient 1 500 000 tonnes de pétroliers, dont la livraison s'échelonnerait jusqu'en février 1940 ; c'était de ces navires qu'ils avaient le plus pressant besoin. De plus, l'Association des armateurs norvégiens s'engageait à fournir avant le 31 mars 200 000 tonnes, en sus des 500 000 tonnes de bateaux naviguant déjà pour le compte des Anglais.

Mais une question capitale subsistait, celle des échanges commerciaux, soit avec l'Angleterre et la France, soit avec les neutres, et plus particulièrement avec l'Allemagne. La Norvège, craignant d'irriter cette dernière, voulait obtenir de l'Angleterre la garantie qu'elle pourrait commercer avec l'Allemagne comme en temps de paix. Or, les Anglais, qui avaient été très pressés de s'assurer les navires norvégiens, ne montraient aucun empressement à conclure cet accord de commerce, surtout dans les conditions demandées par les Norvégiens. Ce fut au tour de ces derniers de montrer de l'humeur. Koht, ministre des Affaires étrangères, essaya de faire pression sur le gouvernement britannique en ralentissant les livraisons de bateaux, mais les armateurs norvégiens ne lui obéirent qu'à contre-cœur et bientôt ce quasi-sabotage cessa sans qu'aucun accord eût été conclu.

L'Allemagne n'avait pas tardé à réagir, car bien que la convention sur la cession de navires n'ait pas été rendue publique dans ses détails, les armateurs norvégiens en connaissaient naturellement les termes essentiels et le gouvernement estima qu'il ne pouvait se dispenser d'en faire l'objet d'une déclaration. Les journaux publièrent celle-ci le 21 novembre. Le 22, la Légation d'Allemagne à Oslo demanda des précisions aux Affaires étrangères ; l'attaché naval allemand fit de son côté une enquête ; le ministre allemand Bräuer se rendit chez Koht. Les réponses des Norvégiens eurent beau être évasives, imprécises : à Paris, le *Journal de la Marine marchande* du 11 janvier 1940 révéla, texte à l'appui, tous les détails dont les Allemands auraient pu encore avoir besoin.

Ici commence la deuxième partie de l'étude de M. Örvik. Dès le début de la guerre, les Anglais avaient demandé aux États scandinaves une stricte limitation des échanges commerciaux avec l'Allemagne ; ils se chargeaient de leur fournir ce qu'ils en recevaient habituellement. Mais les trois États répondirent qu'ils se trouvaient déjà liés avec l'Allemagne par des accords de clearing. L'Angleterre fit alors pression sur la Norvège en la menaçant de la priver de charbon (70 % des besoins norvégiens étaient couverts par du charbon anglais). D'un autre côté, les Allemands proposèrent à la Norvège de lui fournir ce charbon, mais ils exigeaient avec fermeté de recevoir les mêmes livraisons qu'en temps de paix. La Norvège était prise entre deux feux. Le 26 septembre 1939, le ministre de Norvège à Londres reçut du ministre anglais de la Guerre économique la liste des conditions devant servir de base à un accord ; la première était un contrôle par les Alliés des importations et exportations norvégiennes, la deuxième, une interdiction de réexporter un certain nombre de marchandises, etc. La Norvège protesta : le

contrôle de son commerce extérieur ne lui appartenait-il pas? Elle envoya, le 5 décembre, à Londres une mission Prebensen, qui se heurta à une intransigeance inquiétante. Elle fit valoir en vain que l'Allemagne allait user de représailles et sans doute passer à l'attaque. L'Angleterre répliqua qu'en battant l'Allemagne elle sauverait l'avenir des neutres. Ses arguments étaient présentés généralement avec courtoisie, toutefois quelques-uns de ses négociateurs furent parfois très acerbes. Quand aux Allemands, qui avaient à la tête de leur mission à Oslo le banquier Ludwig, ils jouaient un jeu très serré, basé sur une documentation précise, et ils n'admettaient aucune modification aux accords en vigueur, surtout en ce qui concernait le poisson frais, les corps gras (en premier lieu l'huile de baleine), les minerais. Entre les missions britannique et allemande, les Norvégiens s'efforçaient de ne pas se laisser écraser. Ils réussirent à faire aboutir ces négociations si difficiles et à faire accepter des compromis aux deux camps adverses. Les Allemands reçurent encore, contrairement aux exigences premières des Anglais, du poisson frais et aussi des minerais et des graisses, mais en quantités réduites. Pour faire accepter par l'Angleterre ces dérogations aux conditions draconiennes qu'elle avait d'abord posées, la Norvège lui donna, le 26 février, dix pétroliers, soit 135 000 tonnes, en sus des 1 500 000 tonnes promises. D'autre part, la Norvège commanda à l'Allemagne quarante canons contre avions. Ce ne sont là que quelques repères dans un jeu compliqué de compensations acceptées à grand'peine par les belligérants.

Tant bien que mal, la Norvège avait réussi à préserver sa neutralité. A partir du printemps de 1940, les facteurs politiques et stratégiques, dont M. Örvik présentera le développement dans le tome II de son ouvrage, allaient dominer les événements et conduire à la guerre du 9 avril au 10 juin 1940.

Prisonniers de guerre en Norvège

Une plaquette rend compte de la mission accomplie par un médecin norvégien chargé de prendre la direction de tous les camps de prisonniers de la province Nordland au moment où l'Allemagne capitula (1). Il s'agissait essentiellement de réorganiser, de ravitailler ces camps, d'en assurer le service médical et l'hygiène. Le docteur Kreyberg se trouvait pendant la guerre en Angleterre et depuis l'automne 1943 il était attaché comme conseiller médical au *Scottish Command*. Destiné depuis longtemps à remplir la mission qui devait lui être donnée en mai 1945, il s'était longuement et minutieusement préparé à sa tâche. Il avait souligné, dans le plan qu'il avait soumis aux Britanniques et aux Norvégiens, que la majorité des camps de Norvège se trouvaient dans le Nord, c'est-à-dire dans le Nordland et le Finnmark, régions caractérisées par la difficulté des communications et leur climat sévère. On estimait que dans ces provinces il pouvait se trouver 25 ou 26 000 Russes (soit le tiers des prisonniers russes en Norvège), 1 200 Polonais, 800 Yougoslaves, militaires ou travailleurs civils. Quand la débâcle de l'Allemagne serait consommée, il faudrait prendre en charge les ex-prisonniers jusqu'à leur évacuation.

Le Dr Kreyberg fit un voyage d'information sur le continent en 1944 pour se renseigner sur la manière dont ces problèmes avaient été résolus, particulièrement en Hollande. Le 11 mai 1945, il reçut l'ordre de se rendre à Bodö avec la mission indiquée plus haut.

(1) Dr Kreyberg, *Frigjöringen av de allierte krigsfanger i Nordland 1945* (La libération des prisonniers de guerre alliés dans le Nordland en 1945), Oslo, Johann Grundt Tanum, 1946, 27 pages.

Dans son compte rendu, écrit en 1946, il montre comment les prisonniers étaient utilisés par les Allemands. Ceux-ci avaient créé trois *Stalag* dont le personnel était réparti en de nombreux camps selon les besoins de l'*Organisation Todt*, qui les employait à la construction de voies ferrées. La *Wehrmacht* se chargeait du casernement, de l'habillement, de la nourriture, etc.

L'état de ces camps était lamentable ; les baraques étaient sales, pleines de vermine ; les habitants étaient pour la plupart habillés de loques sordides, insuffisamment et mal nourris ; la proportion de malades était considérable ; il y avait peu de médecins, peu de médicaments. L'auteur précise cette situation par de nombreux exemples. Il expose le schéma de l'organisation qu'il mit sur pied. Il divisa sa zone en secteurs à chacun desquels il affecta un personnel médical. Le ravitaillement en vivres était le plus urgent ; l'ordre fut donné aux Allemands, qui étaient au nombre de 50 000 dans les deux provinces septentrionales, de transporter trente jours de vivres dans les camps de prisonniers. On découvrit chez eux des stocks de pommes de terre sur lesquels des prélèvements furent opérés. Les Suédois firent des envois par avions, les Anglais par bateaux.

Pour porter remède à l'entassement des prisonniers, on obligea les Allemands à se resserrer. Des buanderies, des salles de douches furent installées ; du linge et des vêtements distribués ; des hôpitaux créés, grâce surtout à la Croix-Rouge suédoise. En un mot, au cours des trois mois qui précédèrent les rapatriements, les ex-prisonniers revinrent peu à peu à une existence normale.

Il est intéressant de relever certaines des observations faites par l'auteur sur les hommes auxquels il eut affaire. Les Russes, de beaucoup les plus nombreux, appartenaient en majorité à des milieux très primitifs ; le Dr Kreyberg loue sans réserve leur discipline et il trouva chez certains chefs un esprit d'organisation qui fut précieux. En revanche, leur personnel médical était généralement peu instruit et l'hygiène la plus élémentaire était inconnue. Le patriotisme était vibrant chez tous et Staline l'objet d'une grande vénération.

Les Polonais, qui avaient reçu des secours de l'Amérique et de la Croix-Rouge, étaient beaucoup moins misérables que les Russes. Ils se trouvaient profondément divisés au point de vue politique ; les sentiments antirusses d'une grande partie d'entre eux conduisirent à des conflits avec les Russes.

Les Yougoslaves, dont le camp était situé au cercle polaire, étaient en général des intellectuels partisans de Tito. Les colis que leur avaient envoyés l'Amérique et la Croix-Rouge leur avaient permis, à eux aussi, de vivre mieux que les Russes.

Cette documentation sommaire et cependant suffisamment précise dans les détails permet de connaître les conditions dans lesquelles vivaient les prisonniers de guerre des Allemands dans ces régions lointaines du Nord.

La libération des prisonniers norvégiens

Vers la fin de 1954, le ministre norvégien Ditleff fit un exposé radiodiffusé du rôle joué par l'expédition suédoise du comte Bernadotte et par le Corps de secours danois dans le rapatriement des prisonniers scandinaves en 1945. Un opuscule en est résulté (1).

D'après un recensement établi à Genève, en novembre 1944, l'Allemagne avait interné 8 ou 9 000 Norvégiens civils et 1.125 militaires. Les Danois comptaient environ 2 000 prisonniers politiques et quelques centaines de prisonniers civils.

(1) N. Chr. Ditleff, *Da Tysklands' fangene ble reddet* (Comment nos prisonniers en Allemagne furent sauvés.) Édité par Tanum, Oslo, 1955, 51 pages.

Les Norvégiens avaient d'abord chargé la Suède de s'occuper de leurs prisonniers, mais, après le coup d'État de Quisling, l'Allemagne ne considéra plus la Suède comme qualifiée pour s'entremettre au nom de la Norvège. Divers organes norvégiens se créèrent, en 1944, à Stockholm, pour venir en aide aux prisonniers et les rapatrier quand le temps serait venu, mais, faute d'une bonne entente avec le gouvernement réfugié à Londres et pour des raisons qui ne ressortent pas clairement de cet exposé, ces institutions durent subir des remaniements. C'est dans la *Croix-Rouge* suédoise et aussi dans la *Y. M. C. A.*, ou « l'*Aide suédoise aux Norvégiens* », que l'on pouvait trouver des moyens d'action. La coopération, secrète bien entendu, des Affaires étrangères suédoises permit des contacts avec un centre norvégien clandestin qui s'était formé à Berlin. La collaboration des Danois s'était affirmée, grâce, en particulier, à l'activité de l'amiral Hammerich, chef d'état-major de la marine danoise, qui se rendit deux fois à Stockholm, une première fois comme second d'un bateau danois et ensuite en se cachant dans les soutes à charbon d'un autre bâtiment. Il ne vit pas les résultats de ses efforts, car il fut arrêté dans son pays par la Gestapo, enfermé dans une prison qui fut bombardée le 21 mars 1945 et il resta sous les décombres.

Mais, malgré beaucoup de bonnes volontés, on n'entrevoyait pas encore la possibilité d'agir efficacement ; or, des rumeurs alarmantes circulaient ; n'affirmait-on pas, en novembre 1944, que les prisonniers civils seraient massacrés?

Cependant, à la fin de la même année, une première lueur d'espoir apparut. Quatre-vingt-six étudiants norvégiens furent relâchés par les Allemands en novembre et quarante-sept autres quittèrent Buchenwald à Noël. Peut-être pouvait-on obtenir du gouvernement allemand de poursuivre ces rapatriements d'étudiants et, par là, amorcer une mesure générale?

Les Suédois proposèrent au comte Folke-Bernadotte, neveu du roi de Suède, vice-président de la Croix-Rouge suédoise, de se charger d'une mission officielle auprès des Allemands. Ils dressèrent un plan de rapatriement prévoyant l'organisation des moyens de transport par automobiles et bateaux, le recrutement du personnel, le rassemblement de vivres, de vêtements, de médicaments. Le gouvernement suédois déclara en février qu'il supporterait tous les frais de l'expédition. Le Danemark promit sa collaboration.

Le 17 février, Bernadotte prit un avion allemand pour une première rencontre avec Himmler, rencontre qui eut lieu dans un grand hôpital de Hohen Lüchen. On aurait pu s'attendre à des difficultés peut-être insurmontables ; or, Himmler consentit à laisser rassembler tous les prisonniers scandinaves dans deux camps du Nord de l'Allemagne. Les Norvégiens devaient être conduits à Neuengamme. Mais c'étaient les Suédois qui devaient se charger d'aller les chercher dans leurs camps, c'est-à-dire dans toute l'Allemagne centrale et jusqu'en Autriche.

La tâche était difficile, car les deux fronts Est et Ouest se rapprochaient et Londres fit savoir qu'aucune garantie ne pouvait être donnée que les convois ne seraient pas victimes des bombardements massifs effectués par les aviations anglaise et américaine. Nous ne suivrons pas l'auteur dans le récit des nombreuses expéditions entreprises pour aller chercher jusque dans le Sud de la Bavière, en Tchécoslovaquie et en Autriche des milliers de prisonniers. Les Danois opéraient de leur côté en liaison avec les Suédois. Les convois des uns et des autres ne ramassaient pas seulement des Scandinaves. D'abord les Allemands eux-mêmes n'ouvrirent le camp de Neuengamme qu'à la conditon que les Suédois consentissent à conduire des Polonais et des Russes à Brunsvick et à Hanovre. On note au cours du récit que 186 Françaises furent emmenées de Ravensbruck, 400 Français de Bavière. Il n'est pas très aisé de suivre le dénombrement des prisonniers transportés, mais il semble

qu'au total les Danois emmenèrent au Danemark 7 120 Danois ou Norvégiens et que les Suédois transportèrent 20 700 personnes dont la majorité étaient des Norvégiens, mais qui comprenaient aussi des nationaux d'autres pays.

Les opérations s'effectuèrent parfois avec de grandes difficultés et les convois furent fréquemment bombardés. Il y eut dans le personnel suédois et danois, aussi bien que parmi les prisonniers libérés, beaucoup de morts et de blessés. Ce fut le sort de 26 déportées françaises tuées le 28 avril, de 20 hommes d'un convoi suédois tués à Plön. Une autre difficulté surgit. Les Russes voulaient envoyer vers l'Est tous les prisonniers de la zone conquise par eux. Le général Ruge, commandant l'armée norvégienne, qui se trouvait à Lückenwalde avec une grande partie des officiers norvégiens, adressa le 8 mai à Staline un télégramme de protestation lorsque 806 de ses officiers furent expédiés vers l'Est. Les officiers norvégiens furent ramenés dans la région de Dresde et de là au Danemark, mais le général Ruge prit la direction de Moscou.

L'auteur termine son livre sur un hommage rendu au comte Bernadotte et à la Croix-Rouge suédoise. En réussissant à obtenir de l'Allemagne avant son effondrement le rapatriement de leurs frères scandinaves, puis en menant à bien des opérations qui n'étaient pas sans difficultés ni dangers, l'organisateur de l'expédition et ses collaborateurs bénévoles méritèrent la reconnaissance de la Norvège.

G. Renondeau.

EUROPE CENTRALE

L'occasion perdue

L'occasion perdue à laquelle est consacré le livre de M. A. Cretzianu (1) est celle que laissèrent échapper les Alliés au cours de la seconde guerre mondiale quand ils négligèrent d'utiliser les possibilités qui s'offraient à eux de pousser vers les Balkans et, tout en combattant les armées allemandes, de fixer plus à l'Est, vers les frontières de 1939, l'expansion de la Russie soviétique.

L'ouvrage retrace en une douzaine de chapitres les difficultés indéniables auxquelles se heurtèrent les hommes politiques de ces pays, tiraillés entre les menaces que faisaient peser alternativement sur le régime de leur patrie, et sur leur existence même, les intrigues des germanophiles antisémites et des communistes russophiles. Les oppositions, en quelque sorte mineures aux yeux d'un lecteur éloigné dans le temps et l'espace, qui naissaient des conditions dans lesquelles avait été réglé le sort des diverses minorités dans les territoires séparés de l'ancienne Autriche-Hongrie, contribuaient à rendre encore plus délicates les relations entre les états bénéficiaires des traités de 1919. Les problèmes posés éventuellement par les éléments germanophones de Transylvanie — soigneusement endoctrinés par les organismes du Reich — mettaient dans une position encore plus difficile les divers gouvernants roumains. On peut toutefois s'étonner que l'auteur, évoluant il est vrai dans les milieux diplomatiques, puisque ses fonctions au ministère roumain des Affaires Étrangères puis à l'ambassade roumaine en Turquie l'y introduisaient professionnellement, n'ait pas fait une part plus grande aux démarches pangermanistes. Des organisations moins officielles, sous des prétextes variés, « travaillaient » les éléments de langue allemande de Transylvanie, bien avant l'arrivée au pouvoir du national-socialisme, qui ne fit qu'accélérer le mouvement, et récolter ce qu'on avait semé. Peut-être aussi aurait-il pu observer que les conditions initiales de la propagande des *gardes de fer* de Codreanu leur avaient acquis l'auréole du martyre et leur avaient permis de se poser à bon compte en victimes d'un régime « dictatorial » auprès des éléments populaires et des sympathisants de gauche, à l'exclusion évidemment des israélites, déjà victimes, du fait du régime en place, de mesures discriminatoires que les *gardistes* jugeaient insuffisantes. D'un autre côté, on peut difficilement s'expliquer certaines phrases ambiguës qui (p. 16) parlent côte à côte des cimetières de Gallipoli, de Salonique, de la vallée du Vardar, et des États-Unis dont les soldats n'eurent jamais à combattre dans ces régions, et surtout dans la première, évacuée dès avant leur entrée en lice. Ces réserves n'empêchent pas l'ouvrage de M. Cretzianu de donner un point de vue extrêmement intéressant sur les conceptions des dirigeants de la politique roumaine pendant la seconde guerre mondiale. Il est évident que les conditions dans lesquelles les troupes soviétiques avaient pénétré en Bessarabie et en Bucovine étaient de nature à soulever des rancunes tenaces dans les rangs des Roumains, civils ou soldats, qui s'étaient vus expulsés de territoires sur lesquels, en dépit de tout ce qu'on peut penser des vicissitudes du *Sfatul Tarei* de 1918, les droits historiques de la Russie demeuraient assez minces dès qu'on éliminait le droit de conquête et les jeux de princes d'autrefois. Il est non moins certain que ces circonstances étaient de nature à soulever des réflexes nationalistes dans des pays qui n'avaient pas oublié les fantaisies des armées tsaristes au cours de la première guerre mondiale et que ces faits contribuent à expliquer, non à excuser, l'invraisemblable comportement de certaines unités roumaines au cours de la campagne de 1941 au delà du Nistr-Dniestr.

(1) Alexandre CRETZIANU, *The lost opportunity*, 188 p. in-8°, 20 × 13, Londres-Cape, 1957.

Toutefois ces réflexes d'exécutants — en admettant qu'ils n'aient pas été orchestrés par des personnages plus haut placés — n'expliquent pas l'attitude des cercles dirigeants de Bucarest. Certes, selon le mot de M. Cretzianu, ils marchaient sur la corde raide, et on dirait encore plus volontiers, voire plus exactement, qu'ils étaient entre le marteau et l'enclume, mais on n'a pas l'impression qu'ils aient fait un effort constant, ou simplement réel, pour dominer la situation. Pour valable qu'elle soit, la défense du maréchal Antonescu, faisant ressortir qu'il n'avait signé son traité avec l'Allemagne que lorsque celle-ci se trouvait alliée de la Russie, ne donnait pas l'impression d'une indépendance ni d'une rectitude de la politique extérieure roumaine. On a un peu, en lisant M. Cretzianu, dont les efforts personnels semblent avoir toujours été orientés dans le sens favorable aux Alliés, que les personnalités les plus hautes placées, et en particulier le roi Carol, se méfiaient assurément des menées nationales-socialistes et pangermanistes, étaient pleines de préjugés favorables envers les alliés occidentaux, mais attendaient de ceux-ci une présence effective avant de s'engager dans une action ouverte contre l'Allemagne tant était grande leur hantise d'une subversion sociale et d'une main mise russe, qu'ils contribuaient en somme à faciliter si les opérations tournaient mal pour leurs alliés du moment. Ils eurent de ce point de vue une attitude bien moins nette que celle des dirigeants de la résistance yougoslave à la même époque et, si les conditions finales de leurs destins comme du régime qu'ils servaient furent en fin de compte analogues à celles de leurs confrères bulgares, ceux-ci avaient du moins sauvegardé les frontières de leur pays.

Les efforts de M. Cretzianu, qu'il rappelle en retraçant les péripéties de son ambassade en Turquie lorsqu'il y fut envoyé, en septembre 1943, par un gouvernement roumain qui sentait venir le retournement de la situation, se trouvaient dans une large mesure diminués par l'évolution même de la situation militaire, qui montrait un accroissement de l'effort russe et un affaiblissement de la coalition « européenne » contre le bolchevisme. Le fait que rien de pareil aux mouvements de *partisans* en Albanie, en Grèce, ou en Yougoslavie n'avait pu être mis sur pied en Roumanie, contribua sans doute à l'échec des démarches qu'il tenta, avec une persévérance digne d'un meilleur sort, pour faire de son pays une autre Italie qui aurait bénéficié, après quelques semaines, de conditions de co-belligérance assurément avantageuses. Il est en outre certain que les Alliés ne firent pas dans l'Est de l'Europe tout l'effort qui semblait alors possible à des techniciens militaires, comme le général américain Clark, et que les conditions dans lesquelles le débarquement de Provence remplaça un développement de la campagne dans l'Italie du Nord semblent parfois tenir autant à la très haute diplomatie, ou au respect scrupuleux de plans dépassés par les événements, qu'à une appréciation exacte et informée des possibilités du moment. Le problème des responsabilités d'une telle évolution est assurément des plus complexes et il est indéniable, à la lecture même des chapitres de M. Cretzianu que les incertitudes et les querelles entre les dirigeants roumains n'étaient pas de nature à favoriser une modification des plans initiaux des stratèges de Washington, dont l'option semble en fin de compte avoir été décisive. Il est certain que le proverbe affirme « Aide-toi le ciel t'aidera » et qu'on n'a pas l'impression que les cadres roumains, civils ou militaires, aient très efficacement contribué à ce renversement de la situation qui eût permis l'arrivée d'autres alliés que les Russes dans leur pays. On ne peut cependant s'empêcher de penser qu'un peu plus de hardiesse des Anglais, et surtout des Américains, ou moins de docilité en face de plans dépassés, leur eût peut-être donné l'énergie nécessaire pour que fût saisie cette « occasion perdue » dont M. Cretzianu a su mettre en relief toutes les virtualités.

Les « Mémoires » de Horthy

Les *Mémoires* de l'amiral Horthy, publiés à la fois en anglais et en français (1) semblent de nature, à première vue, à apporter une contribution intéressante à l'histoire contemporaine, et plus particulièrement à celle de la seconde guerre mondiale. On regrette que les éditeurs n'aient eu respectivement que 268 et 288 pages à consacrer aux souvenirs d'un homme qui, né dans un pays aussi terrien qu'on peut l'imaginer, devait connaître les derniers temps de la navigation à voiles, commander en chef la dernière flotte austro-hongroise, être blessé en combat naval avant de commander les troupes anticommunistes du gouvernement provisoire de Szeged, puis de devenir régent de Hongrie. Cette situation assurément paradoxale, qui aboutissait en fait à faire de lui l'homme qui empêchait le retour du souverain sur le trône, allait se prolonger pendant près d'un quart de siècle. Les vingt-trois chapitres qui le montrent voyageant autour du monde, aide de camp de l'empereur et roi François Joseph, commandant diverses unités pendant la première guerre mondiale, mêlé aux luttes contre le gouvernement de Bela Kun, chef de son pays pendant les années de paix, associé aux grands problèmes danubiens et balkaniques entre les deux guerres mondiales, dirigeant, plus ou moins libre de ses mouvements, de son pays, pendant les années de la seconde guerre mondiale jusqu'au jour de son arrestation par ses alliés de la veille, pourraient être des témoignages intéressants, irremplaçables, sur des aspects souvent mal connus en France de la seconde guerre mondiale. On a trop rarement en France, et dans d'autres pays, l'occasion d'entendre un témoignage hongrois, pour ne pas considérer *a priori* avec une attention toute particulière celui d'un homme que sa situation devait mettre aux sources mêmes des informations de la politique générale.

On se heurte malheureusement tout de suite à une difficulté non négligeable : les textes des mémoires ne sont pas absolument identiques, il y a même parfois des différences assez importantes pour être retenues et on aimerait savoir leur origine. Certes, il serait possible en théorie que certaines rectifications aient été l'œuvre de traducteurs : on comprendrait qu'un traducteur informé de l'histoire de France ait coupé ce passage (p. 23 de l'édition de New York) où le futur régent raconte avoir vu à Nouméa, Ravachol, assassin du président de la République Française. Il est plus gênant de constater une différence comme celle qui fait écrire, dans l'édition française, à propos du *numerus clausus* de 20 % limitant l'accès des Juifs à certaines professions (non précisées) dans le texte, qu'il fut porté à 60 % (p. 185-186), alors que le texte anglais dit « the numerus clausus » was « reduced from twenty per cent to six per cent » (p. 175), les deux textes mentionnant également le remplacement d'un critère confessionnel pour définir le Juif par un critère racial. Il y a de même plus qu'une nuance dans le fait que le texte français parle (p. 189) de la demande d'envoi d'un corps d'armée pour secourir la Finlande » alors que le texte anglais parle seulement de « to lend assistance in the form of an auxiliary Brigade » (p. 177). De même, lors de l'occupation par les Russes de la Bessarabie et de la Bucovine, le texte français précise (p. 191) que l'Allemagne « décida en même temps d'occuper par ses propres troupes les sources du pétrole roumain qui, à la suite de l'occupation soviétique de la Bucovine, ne pouvaient être rejointes qu'en traversant le territoire hongrois ». Le texte anglais (p. 179) dit que l'Allemagne commença à envoyer ses troupes à travers le territoire hongrois

(1) Édition américaine : *The admiral Horthy Memoirs*, introduction par Nicholas Roosevelt, 1956, 268 p. Édition française, Hachette, 1954, 288 p.

vers la Roumanie, ainsi qu'il avait été entendu au printemps précédent. « Les troupes furent acheminées principalement de nuit, aussi discrètement que possible, et en wagons plombés. » (« The tropps were mainly sent at night as inconspicuously as possible and in sealed wagons. ») Indépendamment de ce détail témoignant de l'attachement des services allemands à certains modes de transport à travers les vicissitudes politiques, il y a plus qu'une nuance dans les explications proposées aux lecteurs de l'une et de l'autre langue. Et on est bien obligé de se demander pourquoi, l'absence de toute mention de traducteur amenant à penser qu'il s'agit de textes expressément rédigés par l'auteur pour les deux publics.

Pour importantes que puissent être les divergences entre les deux versions, elles n'empêchent pas cependant, dans une large mesure, de saisir l'opinion de l'amiral Horthy sur les événements qui précédèrent la seconde guerre mondiale ou qui l'accompagnèrent. Il est hors de doute que ce grand seigneur hongrois, d'un patriotisme certain, n'a jamais accepté le Traité de Trianon et a fait sienne la devise « Non, non, jamais » qui s'étalait jusque sur des parterres de fleurs entourant une carte de la Hongrie mutilée, à Budapest et ailleurs avant 1938. Il est non moins certain qu'il a considéré comme une excellente occasion de l'effacer les vicissitudes survenues à ses voisins, et qu'il a utilisé, spontanément ou non, mais toujours en temps utile, les possibilités que lui offraient les démêlés de la Tchécoslovaquie avec l'Allemagne, de la Roumanie avec la Russie ou de la Yougoslavie avec l'Allemagne. On peut le croire quand il dit sa joie d'être rentré à la tête des troupes hongroises dans des territoires reconquis par des négociations et sans guerre. On admet sans peine, après l'avoir lu, qu'il blâma quand il les connut les massacres de Juifs, de Serbes et de quelques Hongrois, environ 1 300 personnes, commis par les troupes hongroises à Ujvidek, en Yougoslavie, en janvier 1942. Toutefois, on peut se demander s'il les eût blâmés de la sorte quelques mois plus tôt ; la subtilité avec laquelle est écartée, pour la période de 1920, la responsabilité du quartier général qui « n'a jamais donné d'ordres sanglants » (p. 102, éd. fr. ; 106, éd. angl.), est évidemment un peu gênante, même quand on insiste sur le soin avec lequel il transforma en armée régulière « le corps franc qui s'était spontanément formé en Hongrie pour combattre la terreur rouge » (id.).

Il est plus aisé de suivre l'amiral Horthy quand il signale par exemple, apportant *a posteriori* la meilleure justification au tracé des frontières du Traité de Trianon, que lorsqu'on eût établi la frontière hongroise plus au nord en rognant la Slovaquie, la Ruthénie n'avait plus de communication par voie ferrée avec le reste du pays, et ne possédait plus que des liaisons routières déficientes. Il en conclut, avec une bonne foi désarmante, que cette situation justifiait l'annexion par la Hongrie. Il est assurément plus difficile de le comprendre quand il explique comment il se sépara d'un ministre parce qu'antisémite, mais malencontreusement seulement après que cet homme politique eût été menacé d'un scandale révélant que son arrière-grand-père était Juif. D'un autre côté, l'amiral Horthy ne se cache pas d'avoir été germanophile ; il distingue évidemment entre l'Allemagne impériale et l'autre, mais marque quand même sa satisfaction d'avoir visité le Reich en compagnie des hauts dignitaires du régime national-socialiste. Si on le croit volontiers quand il dit qu'il ne tenait pas à entrer en guerre contre la Russie, comme quand il proteste contre les promesses non tenues des Allemands, qui laissaient leurs alliés manquer de matériel moderne, on est bien obligé de constater que lui-même explique comment des négociations furent engagées par son gouvernement, mais à son insu, avec le quartier général allié au Caire (p. 223, éd. fr. ; p. 206, éd. angl.). Encore était-ce après ces entrevues d'avril 1943 qui avaient vu Mussolini et Antonesco

plaider pour une paix de compromis, après la mort de son fils aîné, disparu dans un accident d'avion singulièrement mystérieux, et fort opportun pour les germanophiles. On peut se demander dans quelle mesure le régent n'était pas considéré comme trop engagé avec l'Axe par les ministres qu'il avait choisis lui-même. On peut s'en rendre compte en voyant que manque dans l'édition française — ce devrait être p. 225 — après l'avis qu'il refusa une demande d'envoi de renforts hongrois dans les Balkans — qu'il permit à quelques troupes de demeurer en Russie sur les lignes de communication (some forces to remain in Russia in the lines of communication, p. 207). Certes, l'Amiral, malgré une germanophilie certaine, en quelque sorte par fidélité à l'alliance signée, se trouvait dans une situation difficile ; les démêlés pénibles dans lesquels il fut jeté au cours des derniers mois de la guerre, avec des intrigues confuses, un mélange d'opérations militaires, de révolutions de palais et de combinaisons policières, n'étaient pas faits pour un homme de son âge : il était né en 1868. On est cependant obligé, quand on se reporte aux chapitres du début de ses *Mémoires*, de se demander s'il eût été jamais à la hauteur de circonstances aussi difficiles. Sa bravoure personnelle n'avait pas à être mise en cause, mais son sens politique. Quand on voit par exemple la place que tiennent dans ses souvenirs les histoires de chasse, l'estime qu'il accorde à l'amiral Canaris simplement parce que celui-ci ne tira pas un cerf dans des conditions où il aurait risqué d'estropier la bête, on est en droit de se demander si ces conceptions, cette échelle des valeurs d'un grand seigneur médiéval perdu au XX^e^ siècle, témoignent d'une réelle ouverture d'esprit. Son malheur fut peut-être ce qu'il considère au contraire comme la chance de sa vie, d'avoir été aide de camp de l'empereur et d'avoir eu pour François-Joseph une admiration durable au point de vouloir s'inspirer de son exemple. Il est vrai que l'amiral Horthy ne fait sur d'autres points que se confirmer aux usages maritimes : peu avant de rappeler que son ancien cuirassé le *Viribus Unitis* fut torpillé par les Italiens le lendemain du jour où il avait été remis au *Comité national* des Slovènes, Croates et Serbes, il précise qu'on avait amené le drapeau « un drapeau qui n'avait jamais capitulé devant l'ennemi » prouvant ainsi par un nouvel exemple que, dans la marine austro-hongroise comme dans d'autres, la notion d'invincibilité peut n'avoir aucun rapport avec celle de victoire.

Jean VIDALENC,
Faculté des Lettres de Caen.

La guerre en Grèce

Disons-le tout de suite, le seul reproche que nous serions tenté d'adresser à l'ouvrage de Mme Schramm-von Thadden (1), c'est de ne pas tenir exactement les promesses de son titre. Il ne s'agit pas d'une histoire des relations entre la Grèce et les Grandes Puissances au cours de la deuxième guerre mondiale. L'auteur a limité son propos aux circonstances qui ont provoqué l'intervention allemande dans les Balkans au printemps de 1941 et s'arrête à la victoire des armées de l'Axe. Aucun chapitre ne traite donc de l'occupation ni de l'éveil des mouvements de résistance (2). *A fortiori*, n'y trouve-

(1) Ehrengard SCHRAMM-VON THADDEN, *Griechenland und die Grossmächte im zweiten Weltkrieg*, Wiesbaden, Franz Steiner Verlag GmbH, 1955, in-8°, 244 p. (Veröffentlichungen des Instituts für Europäische Geschichte Mainz, herausgegeben von Joseph Lortz und Martin Göhring, Band 9), 16 DM.

(2) Sur ce sujet, citons l'étude récente de C. M. WOODHOUSE, *Zur Geschichte der Résistance in Griechenland*, Stuttgart, Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte, April 1958, pp. 138 à 150.

t-on rien sur les avatars du gouvernement grec en exil, sur l'insurrection qui a accompagné le départ des Allemands, ni sur le rétablissement laborieux de la monarchie. C'est strictement un exposé, du reste fort bien venu, de la suite d'événements qui a contraint Hitler à prendre la route des Balkans avant de se lancer dans les steppes ukrainiennes et biélorusses. Mais ces événements sont si extraordinaires qu'ils valent à l'étude de Mme Schramm-von Thadden de se lire d'un bout à l'autre avec le plus vif intérêt et le présent volume fait assurément honneur à la collection dans laquelle il paraît (1).

L'histoire est, en effet, extraordinaire du temps que l'Axe a perdu au lendemain de la plus foudroyante de ses victoires. Il est d'ailleurs étonnant que ce tournant de la guerre n'ait pas encore retenu davantage l'attention des historiens. Sans doute, Hitler vient-il d'écraser l'*Erbfeind*, l'ennemi héréditaire ; mais la France abattue, il ne sait que faire. Il découvre brusquement que ce n'est pas tout de gagner des batailles, il faut gagner la guerre. Au fond, il est parti en campagne sans plan bien arrêté. Attaché aux problèmes immédiats, il n'a rien conçu à la mesure de l'immensité de la conflagration qu'il a déclenchée et c'est au moment même où le triomphe le plus éclatant semble consacrer ses méthodes que perce en réalité leur fatale insuffisance. L'attaque directe contre la Grande-Bretagne se révèle vite irréalisable. La *Kriegsmarine* et la *Luftwaffe* ne sont pas de taille à assurer le franchissement de la Manche. Hitler songe alors à des voies détournées. Pour s'emparer de Gibraltar, il lui faut au moins le consentement de Franco. Mais le projet fait long feu. Le Führer se trouve pris dans les rêts d'une diplomatie qui a éveillé trop d'appétits. Militaire, diplomatique, sa faillite est totale à l'automne. Il s'est comporté comme un joueur d'échecs qui, faute de plan bien arrêté, avance un pion et puis l'autre, sans pousser à fond aucune de ses attaques.

Encore n'est-il pas seul à mouvoir ses pièces sur l'échiquier européen. La courte et peu brillante *Bataille des Alpes occidentales* (2) n'a pas assouvi le besoin de gloire de Mussolini ; il brûle de se tresser des couronnes de laurier sur de nouveaux champs de bataille. Il prétend même les choisir à la mesure de ses moyens. Seule la Grèce paraît à bonne portée et susceptible de réserver un triomphe facile. S'il n'y avait l'opposition allemande, le *Duce* ne résisterait pas longtemps à la tentation. Mais Hitler ne veut pas que le feu soit mis à la poudrière balkanique. C'est qu'en effet la politique soviétique commence à l'inquiéter (3). De plus en plus, l'idée s'impose à ses yeux qu'il devra se mesurer un jour avec Staline. Il ne se résoudra pourtant à pareille extrémité qu'à l'heure et sur le terrain de son choix. Or, les desseins balkaniques de Mussolini risquent de précipiter le moment des complications orientales. Dès qu'il en a vent, le *Führer* y oppose son veto. Il ne reste plus aux Italiens qu'à démobiliser du monde pour faire acte de soumis-

(1) Ont paru notamment dans la même collection : Andreas Hillgruber, *Hitler, König Carol und Marschall Antonescu. — Die deutsch-rumänischen Beziehungen 1938-1944* ; Ulrich Eichstaedt, *Von Dollfuss zu Hitler. — Geschichte des Anschlusses Oesterreichs, 1933-1938* ; Hans-Adolf Jacobsen, *Fall Gelb. — Der Kampf um den deutschen Operationsplan zur Westoffensive.*

(2) Cf. *La Battaglia delle Alpi Occidentali, Giugno 1940*, Roma, Ministero della Difesa, Stato Maggiore dell'Esercito, Ufficio Storico, 1947.

(3) Sans attester encore aucune intention bien arrêtée, un changement significatif s'opère dans l'esprit du *Führer* vers la mi-juillet. Le 14 juin, l'O.K.W. prescrit la démobilisation de trente-cinq divisions. Le 13 juillet, Hitler décide de maintenir sous les drapeaux vingt d'entre elles (cf. Ronald Wheatley, *Opération Sea Lion. — German plans for the invasion of England, 1939-1942*, Oxford, At the Clarendon Press, 1958, pp. 18 et 19).

sion. Soumission au reste toute relative ! De son propre mouvement, le gouverneur fasciste du Dodécanèse fait envoyer par le fond un vieux croiseur grec, vétéran de la guerre de 1912, qui n'a plus qu'une valeur décorative. En pleine cérémonie religieuse, l' « *Elli* » coule, frappé par des torpilles italiennes ! Cette initiative — car il s'agit réellement d'un geste d'indiscipline de De Vecchi (p. 70) — demeure toutefois sans conséquence. Il est vrai que les Allemands y veillent. Mais ce qu'ils ne savent pas, c'est que malgré leur démobilisation partielle les Italiens poursuivent en grand secret leurs préparatifs contre la Grèce. Mussolini n'a pas renoncé à conduire une « guerre parallèle », une guerre d'inspiration italienne où tout le mérite des victoires lui revienne. Sa guerre, il l'aura. L'affaire de Roumanie lui en fournit le prétexte. Ciano l'aide d'ailleurs à le saisir. En effet, le Palais Chigi a eu connaissance, par von Ribbentrop, des intentions allemandes. Mais Ciano n'en souffle mot à son beau-père (p. 89). Calcul, oubli ? Ce ne serait pas la première fois que le jeune ministre se serait laissé surprendre par les événements, faute d'en avoir saisi à temps la portée (1). Toujours est-il que, lorsqu'il apprend qu'une mission militaire allemande est arrivée en Roumanie pour protéger les puits de pétrole. Mussolini tombe des nues. Il a l'impression d'être mis devant un fait accompli et son gendre ne fait rien pour le détromper (p. 96). Dès lors, sa décision est prise. Il vengera ce qu'il prend pour un affront personnel : « Hitler, dit-il à Ciano, me met toujours devant le fait accompli. Cette fois, je lui rendrai la monnaie de sa pièce ; c'est par les journaux qu'il apprendra que je suis entré en Grèce. Ainsi l'équilibre sera rétabli. » Et comme Ciano lui demande s'il a consulté Badoglio, il ajoute : « Pas encore, mais je donne ma démission d'Italien si quelqu'un trouve des difficultés à se battre contre les Grecs ! » (2). Nul ne songe d'ailleurs à présenter des objections. Il faut lire à ce propos le procès-verbal de la réunion tenue le 15 octobre au Palazzo Venezia (pp. 209 à 217). A en croire Jacomini, les Albanais brûlent d'en découdre, tandis que le moral des Grecs est au plus bas. Visconti Prasca tient ses troupes pour si ardentes qu'il éprouve du mal à les tenir inactives. Bref, jamais une opération ne s'est présentée sous d'aussi brillants auspices. Badoglio tente bien quelques observations judicieuses, mais elles ne modèrent pas la fièvre belliqueuse du *Duce*. Le rapport initial des forces n'est-il pas évalué à deux contre un en faveur des Italiens ? Le fruit paraît mûr ; il suffit de le cueillir ! Et pour ne pas se défaire d'aussi beaux espoirs, l'on se garde bien de prendre l'avis du *Servizio Informazioni Militare* (3). La « guerre parallèle » commence le 28 octobre. A Vérone, Mussolini l'annonce à Hitler. Mais son triomphe est de courte durée. Ce qui ne devait être qu'une promenade militaire tourne à la catastrophe. Les Grecs, donnés pour battus d'avance, se démènent comme des diables. Les Albanais, qui allaient tout pourfendre, se débandent. Et les divisions italiennes font assez piètre figure. A leur décharge, il faut reconnaître que l'affaire a été montée avec une invraisemblable légèreté. Pour donner le change aux Allemands, la démobilisation partielle de l'armée a été poursuivie jusqu'au 20 octobre, si bien que, pour lancer l'offensive, l'Italie aligne moins de forces que le général Alexandre Papagos ne parvient à en réunir au bout de quelques jours ! Il s'en faut de peu que l'Albanie ne soit perdue. Après s'être déshonoré en frappant dans le dos la France, déjà chancelante, Mussolini s'est couvert de ridicule en se précipitant à la

(1) Cf. Mario Toscano, *L'Italia e gli accordi tedesco-sovietici dell'agosto 1939*, Firenze, G. C. Sansoni, 1955.

(2) Galeazzo Ciano, *Diario*, vol. I *(1939-1940)*, Milano, Rizzoli Editore, 1946, p. 314.

(3) Cf. Generale Cesare Ame, *Guerra segreta in Italia (1940-1943)*, Roma, Gherardo Casini Editore, 1954, p. 26.

légère au-devant d'échecs retentissants. Il ne reste plus à Hitler qu'à voler au secours de son allié. Mais Rome, en dépit d'autres revers cuisants en Libye, se fait encore des illusions. D'autre part, Berlin ne songe pas immédiatement à offrir une aide qu'on ne lui demande pas et qui dérange ses plans. Il n'empêche que Hitler prend des précautions. Le 12 novembre, il signe l'*Instruction n° 18*, par laquelle il prescrit de préparer pour le printemps l'invasion de la Grèce *(Plan « Marita »)*. Mais il n'a pas perdu pour autant tout espoir d'accommodement dans les Balkans. Une intervention militaire demeure à ses yeux un pis-aller et, pour ne pas se laisser détourner de ses projets contre l'U.R.S.S. (l'*Instruction n° 21*, qui définit le *plan « Barbarossa »*, est du 18 décembre), il fait des ouvertures de paix aux Grecs. Elles sont toutefois repoussées par Athènes qui ne veut pas se détacher de l'alliance anglaise (pp. 150 sq. et 217 sq.) et dès lors le *Führer* n'a plus qu'à recourir à la force (1).

Le 6 avril, commence l'invasion de la Grèce et de la Yougoslavie, vite couronnée de succès éclatants (2). Succès qu'en Grèce les Italiens ont, du reste, largement préparés en épuisant les réserves helléniques. Mme Schramm-von Thadden fait bien de le noter et de leur rendre ainsi justice, si l'on peut dire, car elle a peine à cacher par ailleurs ses sympathies pour la Grèce qu'elle connaît et admire. C'est ainsi qu'elle a dû prendre plaisir à narrer les invraisemblables péripéties de la capitulation de l'Armée d'Épire, où l'on voit à un moment donné les S.S. de Sepp Dietrich interdire aux Italiens l'accès du territoire grec ! (pp. 196 sq.) Les conclusions qui se dégagent de son livre sont accablantes pour les dirigeants fascistes. Est-ce à dire qu'elles manquent d'objectivité ? Nous ne le pensons pas.

Telle est, brossée à grands traits, la trame de cet ouvrage documenté à bonne source. En effet, Mme Schramm-von Thadden a lu pratiquement tout ce qui, dans la littérature allemande, anglaise, française, grecque et italienne, se rapporte à son sujet et cela qu'il s'agisse de recueils de documents officiels, de journaux personnels publiés ou inédits, de souvenirs, d'études historiques ou même de textes plus marqués par les séquelles immédiates de la guerre. Mais elle ne s'est pas contentée de mettre en œuvre un nombre impressionnant de volumes. Elle a encore interrogé des témoins et des acteurs du drame : des Allemands, des Grecs, pas d'Italien. C'est là une technique fréquente en Allemagne (3) susceptible d'aider beaucoup les chercheurs car les textes d'époque sont loin de tout révéler, même quand, d'aventure, les collections sont complètes, contrairement à une opinion trop répandue si respectueuse du « recul du temps », que s'intéresser à un passé aussi récent est à peine considéré comme une activité historique. N'y aurait-il pas là, pourtant, de fort bonne besogne à accomplir, ne fût-ce qu'en sauvant du silence éternel d'irremplaçables témoignages ?

Jean Vanwelkenhuyzen.

(1) Cf. Une proposition d'Hitler à la Grèce en 1940, *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, janvier 1956, p. 89.

(2) Les lecteurs qu'intéressent les opérations militaires consulteront avec profit : General d. Inf. a. D. Kurt von Tippelskirch, *Der deutsche Balkanfeldzug 1941*, Darmstadt, Wehrwissenschaftliche Rundschau, Februar 1955, pp. 49 à 65, et Alex Buchner, *Der deutsche Griechenland-Feldzug. — Operationen der 12. Armée (1941)*, Heidelberg, Kurt Vowinckel Verlag, 1957.

(3) L'auteur qui, sans doute, a poussé le plus loin cette technique est le Dr Hans-Adolf Jacobsen *(op. cit.)*. Mais nous l'avons nous-même amplement utilisée pour des travaux encore inédits et lui devons des éclaircissements qu'aucun texte n'aurait pu apporter.

LA GUERRE A L'OUEST

Regards nouveaux sur les années quarante

Dans le livre qui vient de paraître sous ce titre (1), M. Dhers traite deux questions qui à première vue peuvent sembler d'un ordre tout à fait différent, mais qui en réalité se rattachent étroitement. La première partie de cet ouvrage est consacrée à une critique de la manière dont « M. Benoist-Méchin écrit l'histoire ». M. Dhers, ayant déjà eu l'occasion de publier dans la *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale* une étude complète du dernier ouvrage de cet auteur : *Soixante jours qui ébranlèrent l'Occident*, ne revient que sur quelques points. En particulier, il expose avec une compétence toute particulière, puisqu'il a pris une part des plus actives aux controverses devant la *Commission d'Enquête* de l'*Assemblée nationale*, la manière dont fut conclue la Convention du 22 juin 1940, dite d'armistice. Son exposé sera lu avec fruit par tous ceux qui n'ont pas les moyens de compulser les onze volumes renfermant les comptes rendus des séances de la Commission.

M. Dhers démontre que, contrairement à ce que soutient M. Benoist-Méchin, soucieux avant tout de défendre certaines positions personnelles, dont la sienne, la signature de cette Convention constitue bien une violation de l'engagement du 28 mars 1940 de ne pas conclure de paix séparée. Elle n'est en effet pas autre chose qu'une paix provisoire basée sur la « conviction du caractère irréversible de la victoire allemande » et cette conviction était celle de tous ceux qui la conseillèrent et la conclurent.

Malgré tout, en novembre 1942, quand les Alliés débarquent en A.F.N., l'armée française finit par se ranger à leurs côtés, et l'Empire français rentre dans la guerre. Dans la deuxième partie de son livre, M. Dhers expose les moyens employés, les documents utilisés pour exploiter cet événement imprévisible et imprévu, et tenter de démontrer, grâce à de multiples arguties, que la Convention du 22 juin n'avait été conclue que comme « une suspension d'armes, et aurait permis à la France de reprendre son souffle pour rentrer dans la guerre ».

M. Dhers fait une rapide synthèse de la politique de Vichy, en mentionnant particulièrement les faits et les documents sur lesquels on garde en général un silence prudent : procès-verbal de la Conférence franco-allemande du 10 décembre 1940, où sont établis des projets de reconquête des colonies ralliées à la France libre ; *Protocoles de Paris* de mai 1941 ; accord de janvier 1942 prévoyant « le combat côte à côte » avec les troupes de l'Axe, contre les Anglais, affaire dite de la Légion du Tchad en novembre 1942. Il démontre que la reprise des hostilités fut bien envisagée par Vichy, mais pour la reconquête des colonies dissidentes, conduisant à la lutte ouverte contre nos Alliés, et que l'établissement d'un ordre nouveau en Europe en était une conséquence acceptée.

Cette politique officielle aurait-elle été doublée par une politique personnelle et secrète du Maréchal, préparant la reprise de la lutte? La preuve de l'existence de cette politique serait essentiellement fournie par la conclusion, dès le mois de décembre 1940, d'accords secrets avec la Grande-Bretagne. M. Dhers ne revient pas sur cette question qu'il considère comme réglée (2). Il n'a jamais été conclu aucun accord secret, ni avec l'Angleterre, ni avec

(1) Flammarion, édit., Paris, 1958.

(2) Cf. général Schmitt, *Les accords secrets franco-britanniques de nov.-déc. 40* (P.U.F.)

les États-Unis. Un seul fait suffirait à l'établir, c'est la surprise totale causée par le débarquement du 8 novembre 1942.

C'est en étudiant les réactions du Maréchal au début de la crise causée par cette surprise, celles de son Gouvernement, que M. Dhers, éclaire de lueurs nouvelles l'histoire de cette période.

On connaît la réaction du Maréchal qui se résume en ces mots : « Nous sommes attaqués, nous nous défendons. » Mais, jusqu'à présent, beaucoup ont soutenu que tous les efforts de l'Amirauté de Vichy avaient tendu à éluder l'offre de coopération militaire, présentée par les Allemands dès la première heure. M. Dhers démontre que, au contraire, c'est l'Amirauté française qui a annoncé son intention « d'utiliser les Forces de haute-mer pour la défense de l'Algérie », a réclamé l'appui de l'aviation de l'Axe, et proposé l'envoi d'officiers pour assurer la liaison. Pour sa démonstration, il utilise tout simplement des documents d'une authenticité indiscutable, des télégrammes très longs et parfaitement explicites, communiqués à la Commission d'Enquête par le *Service historique de la Marine*, et publiés à la suite du rapport fait au nom de cette Commission. L'amiral Auphan, dans ses nombreux écrits, n'a jamais fait allusion à ces télégrammes. Tous les auteurs qui ont consacré des livres entiers à l'exposé du rôle joué par la Marine, à ses épreuves, au sabordage, etc., ont tenu ces télégrammes soigneusement cachés. C'est la méthode par omission.

Que reste-t-il pour tenter à tout prix le sauvetage de la politique secrète dite du double jeu : les quatre « télégrammes secrets » envoyés en A.F.N. par l'amiral Auphan les 10-11-12-13 novembre. M. Dhers montre parfaitement, et en s'appuyant avant tout sur la déposition du commandant Archambaud, qui a chiffré ces télégrammes et en a assuré la transmission, qu'ils n'ont à aucun degré le sens d'une approbation de la sécession de l'A.F.N. et de l'entente avec les Alliés. Le sens du télégramme du 10, le seul qu'ait connu le Maréchal est très clair, et il n'a pu être exploité qu'en modifiant le texte, en le torturant jusqu'à en donner des interprétations que l'on peut qualifier de faux. Il n'y a pas moyen de qualifier autrement le texte donné par le général Bergeret, dans sa déposition devant la Haute-Cour, et avalisé par le général Weygand. L'ambassadeur Kammerer a admis le texte imaginé par le Dr Menetrel en 1945, sur le vu d'une ligne sibylline de ses notes prises en 1942. Il en a tiré le désaveu du désaveu et a entraîné dans son erreur tous les auteurs qui n'ont pas jugé nécessaire de procéder à une critique serrée des textes.

Je me permettrai une critique au sujet de l'interprétation du télégramme du 12 novembre donnée par M. Dhers. Je ne puis m'y rallier parce que précisément le texte sur lequel il la base ne me paraît pas être le texte exact que voici : « Ai démissionné. Vais faire Fort Chabrol contre Allemands de Boudouvin à Sanary. Gabriel. » Dans le texte sur lequel raisonne M. Dhers, on a supprimé les deux premiers mots et on a ajouté : « sans m'occuper du reste ». Il s'agit donc uniquement d'un télégramme relatif à la situation personnelle après démission, de celui qui le signe. Voilà sans aucun doute pourquoi le commandant Archambaud n'a pas cité ce télégramme dans sa déposition.

C'est à une manipulation du même genre qu'il a fallu recourir pour trouver un sens conforme à la thèse du double jeu, au quatrième télégramme secret, celui du 13, dit de « l'accord intime ». Ces deux mots y figurent bien, mais précédés d'un préambule : « Référence à télégramme 50803 du 12 novembre. » Ce télégramme du 12 ne peut évidemment pas mentionner l'entente avec les Alliés réalisée le 13 à midi et qui ne sera connue à Vichy que le 15 au matin. Comme l'établit parfaitement M. Dhers, ce télégramme n'a d'autre signification que celle d'un atermoiement. Il n'est

d'ailleurs pas signé. Le procédé courant pour l'utiliser consiste à le citer sous la forme réduite : « Accord intime du Maréchal », après avoir mentionné toutes les clauses de la convention passée à Alger. Il est regrettable de trouver l'emploi de ce procédé dans l'*Histoire de Vichy* de M. Aron.

S'il est des documents ne pouvant prêter à aucune équivoque, ce sont les messages dans lesquels le Maréchal fulmine contre les chefs d'Alger coupables de trahison. Il est quelque peu enfantin d'essayer de soutenir qu'ils étaient destinés à tromper les Allemands.

M. Dhers pousse son étude plus loin. Il démontre qu'à aucun moment de la crise, le Maréchal, quoiqu'on en ait dit, n'a songé à inverser sa politique, et qu'il a été constamment d'accord avec Laval. Sa démonstration est basée sur les notes du Dr Menetrel, document de première valeur, mais qu'il faut bien distinguer des commentaires ajoutés par le docteur en 1945, au moment où il songe à sa propre défense. Quand on lit dans ces notes, cette déclaration du Maréchal : « Il faut pouvoir tuer la dissidence dans l'œuf », on peut être certain qu'il ne vient pas de donner l'ordre d'approuver cette dissidence par télégramme secret. Quand on y lit : « Avant le conseil du 14, le président Laval et le Maréchal se confient leur affection réciproque », il est impossible d'ajouter foi à la thèse revisionniste d'un Laval imposant sa volonté, au retour de Munich, à un Maréchal prêt à se rendre aux exhortations de Weygand et à approuver la sécession de l'A.F.N.

Il y eut, après le 15, opposition entre le Maréchal et Laval au sujet de la cobelligérance. M. Dhers n'en dissimule rien. Il expose toutes les tractations relatives à cette cobelligérance. Je crois que, très rapidement, la question perdit de son importance. Après avoir eu connaissance de la lettre adressée par l'amiral Auphan au Grand Amiral Raëder pour implorer la clémence allemande en faveur de la Marine française et... du Maréchal, Hitler jugea qu'il pouvait tout oser. Il laissa se poursuivre les tractations pour donner le change et lui permettre de préparer la destruction des Forces armées françaises, qui eut lieu le 27 novembre. La question de la cobelligérance ne se posait plus. Hitler avait atteint son but : assurer la sécurité des arrières de la *Wehrmacht* pendant l'organisation du mur de la Méditerranée.

La conclusion de M. Dhers, formulée après un exposé méthodique et scrupuleux « en se laissant porter par les textes », suivant sa propre formule, est solidement établie, entièrement justifiée. Pétain est resté « contre vents et marées » fidèle à la politique attentiste. Sous aucune forme plus ou moins hermétique, plus ou moins secrète, il n'a donné son approbation à la remise dans la lutte de l'A.F.N. et de l'Empire. Le double jeu est bien une légende forgée après la Libération. Je crois que la plus juste appréciation qui puisse être portée sur l'ouvrage de M. Dhers, consiste à reprendre les termes de l'introduction au rapport de la *Commission d'Enquête de l'Assemblée nationale* : « Il permettra à l'opinion et à l'histoire de se frayer un chemin dans une des périodes les plus dramatiques de notre histoire nationale. »

Général Schmitt.

Méditerranée et Moyen-Orient

Dans l'historique officiel anglais de la deuxième guerre mondiale, les livres consacrés à la Méditerranée et au Moyen-Orient (1) prennent une place singulièrement importante. Ils sont très intéressants tant par leur état d'esprit

(1) I. S. O. Playfair (général), *The Mediterranean and Middle East*, vol. I (jusqu'en mai 1941), vol. II (jusqu'en novembre 1941), Londres, *His Majesty's Stationery Office*, 1954, xxv-506 pages, et 1956, xiv-392 pages, cartes et photos.

que par le sujet traité. L'équipe qui a travaillé sous la direction du général Playfair cherche constamment à être objective ; il ne s'agit pas pour elle de méconnaître le point de vue anglais ou de ne pas lui donner la première place, mais elle s'efforce de comprendre les idées des alliés ou des ennemis, avec la plus grande impartialité.

Le point de vue britannique s'exprime tout d'abord par le fait que l'auteur a rassemblé en un seul théâtre d'opérations la Méditerranée et le Moyen-Orient. Il est curieux de lire au début du livre une citation extraite du discours prononcé par Renan lors de la réception de Ferdinand de Lesseps à l'Académie française... « Maintenant, nous venons de créer une seconde et plus sérieuse source d'anxiété... vous avez marqué l'emplacement d'un futur grand champ de bataille... » Prophétie justifiée soixante ans plus tard ! Les Anglais tiennent à cette voie de communications impériale, ils le disent et ils ont fait tous leurs efforts pour la conserver ; ce livre le montre.

D'autre part, l'auteur insiste sur le fait que son histoire s'applique aux trois armes. Dès les pages liminaires, il tient à ce qu'il n'y ait pas de méprise à ce sujet ; cette guerre a comporté un grand nombre d'opérations combinées, il y eut interpénétration entre air, terre et mer. Il ne faut jamais le perdre de vue.

La défense des communications par Suez délimite le cadre géographique du livre, du cap Spartivento (de Sardaigne) aux côtes de la Somalie, depuis le lac Rodolphe jusqu'aux frontières grecques. Les effectifs employés sur cet immense théâtre d'opérations ne sont pas particulièrement importants, ils ne sont pas comparables à son étendue. Lors de leur campagne victorieuse en Cyrénaïque, les Anglais n'ont que deux divisions ; le total des forces employées pour la libération de l'Éthiopie ne dépasse guère 100 000 hommes. D'autre part, la multiplicité des tâches qui absorbent la flotte anglaise ne permet pas le renforcement des escadres stationnées en Méditerranée.

Une des premières préoccupations fut suscitée par l'armistice français ; quel serait le sort de la flotte française? Il y avait deux escadres en dehors de notre pays, celle de Mers-el-Kébir, celle d'Alexandrie. Le récit officiel anglais oppose, aussi nettement que possible, le contraste entre les méthodes employées en Algérie et en Égypte. C'est Londres qui décide l'action sur Mers-el-Kébir. L'amiral Somerville ne peut qu'exécuter les ordres qui aboutissent, sur le plan matériel, à détruire quelques-unes de nos plus belles unités et, sur le plan moral, à renforcer les sentiments anglophobes de quelques Français. En Égypte, l'amiral A. B. Cunningham sait tenir tête à l'Amirauté ; il obtient le résultat voulu sans heurt, ni froissement important, sans une perte humaine. L'escadre de l'amiral Godfroy ne prendra part à la guerre qu'aux côtés des Alliés.

La politique de l'*État français* continue à préoccuper nos ex-alliés, tant à cause de la Tunisie que de la Syrie. En Tunisie, le 27 mai 1941, Vichy accepte des débarquements allemands à Bizerte et l'emploi de la voie ferrée de Gabès. Mais c'est surtout en Syrie que le conflit faillit devenir grave. Une révolte antibritannique ayant éclaté en Irak, le gouvernement Pétain autorisa la cession de matériel stocké en Syrie aux Allemands et l'utilisation d'une base dans le nord du pays. Un Allemand, Rudolf Rahn, arrivé dans le territoire sous mandat français, devait organiser passage et stationnement. Deux unités, de dix avions de bombardement chacune, devaient venir s'y poser, tandis que d'autres appareils auraient atterri sur d'autres aérodromes (il en vint à Damas, qui quittèrent la région le 11 mai).

Le pont du chemin de fer de Tel Kotchek sauta lors du passage d'un train de munitions allemand. Les auteurs estiment que ce fut l'œuvre d'un petit nombre de Français entreprenants.

Malheureusement, la politique anglaise ne facilita pas l'action des *Forces Françaises Libres*. Wavell estima que nous prenions nos désirs pour des réalités.

Le gouvernement britannique, partagé entre différentes solutions, n'approuve pas les demandes de de Gaulle et refuse de laisser faire de la propagande auprès des troupes de Dentz. Mais il n'est pas davantage d'accord avec Wavell, qui menace de donner sa démission si on ne l'écoute pas. Heureusement, l'échec de la révolte irakienne n'incite pas les Allemands à prolonger leur effort dans cette partie du monde. D'après les Anglais, 5 668 Français seulement sur 37 736 rallièrent les *Forces Françaises Libres*. Les autres combattront encore contre les Alliés le 8 novembre 1942.

Un des facteurs des victoires anglaises sur les troupes italiennes a été la supériorité morale. La disproportion des forces — qui indique la disproportion des moyens — est telle que seul l'élément moral peut expliquer le succès. Les premières opérations de Cyrénaïque aboutissent à une progression de plus de 500 kilomètres, menée en six semaines par deux divisions. Les pertes furent de moins de 2 000 hommes ; il y eut 150 000 prisonniers italiens, 843 canons et 380 chars capturés.

En Éthiopie, le rapport des forces n'était pas aussi favorable aux Italiens. Il n'en reste pas moins qu'aux 130 000 Italiens, avec leurs 400 canons et leurs 200 chars légers, les Britanniques ne pouvaient opposer que 77 000 hommes. Le nettoyage de l'Afrique italienne, commencé dès le mois d'août 1940, ne fut terminé qu'au mois de mai 1941. Les opérations, qui se succédèrent jusqu'au mois de novembre de la même année, n'avaient comme but que le nettoyage des poches, comme celle de Gondar.

C'est évidemment la défense de l'Égypte qui est l'objectif principal. Les Anglais dominent trop la situation pour que les commentaires sur ces opérations soient très intéressants. Que les combats se déroulent en Éthiopie ou dans le désert libyque, à la base de tout est le problème des communications. Wavell, comme son successeur Auchinleck, doit résoudre avant tout des problèmes de transport. C'est la quadrature du cercle : les routes sont mauvaises, souvent réduites à de simples pistes. De ce fait, elles nécessitent plus de transport. Mais l'accroissement des transports abîme davantage la route. De même, la mauvaise route exige une consommation accrue de carburant. Cette augmentation de carburant impose un accroissement de ravitaillement et ainsi de suite !

Le manque de voies ferrées, la rareté des routes, les pistes insuffisantes compliquent la tâche du commandement. On nous raconte que le colonel Wingate (le héros de la campagne de Birmanie) perdit près de 15 000 chameaux sur sa ligne de communication faite de pistes au nord d'Adis-Abeba — et son effectif ne dépassait pas 1 700 hommes ! Les mesures prises pour le ravitaillement contribuent aux succès remportés. Aussi ne soyons pas surpris par la place tenue par ces questions dans ces ouvrages. Cette progression est aidée par la flotte, toutes les fois qu'elle peut engager le combat et toutes les fois qu'elle peut faciliter les transports.

La situation changea avec l'arrivée des troupes allemandes. Il faut reconnaître aussi qu'elle coïncida avec l'envoi de renforts sur le front grec. Que faire? Il n'y a plus d'unité blindée intacte, on ne peut ni rééquiper ni renforcer la 7e Division blindée. Le commandement n'a rien à opposer à Rommel. Si encore on disposait de matériel, de défenses accessoires, d'effectifs suffisants. Mais les renforts ne sont envoyés qu'au compte-gouttes. La supériorité navale fait défaut, par suite de l'encombrement de l'air par les escadrilles de l'Axe. Personne n'a plus la suprématie navale, malgré la victoire du 28 mars au cap Matapan. L'aviation oblige les flottes à se terrer. Heureusement, Malte n'est pas attaquée par une action combinée et le renforcement de l'île pourra s'effectuer au mois d'avril 1941. L'île résiste aux attaques aériennes. L'auteur du livre estime qu'une action combinée aurait certainement fait tomber l'île et aurait gravement compromis le sort des opérations dans le Moyen-Orient.

Le quatrième théâtre d'opérations est celui de Grèce et de l'Archipel. Le premier volume se contente de poser les termes politiques et c'est surtout le deuxième qui rapporte les opérations sur le continent, l'évacuation et la défense de la Crète. Les principaux acteurs sont présentés, les décisions expliquées. Nous voyons dans les discussions entre Grecs et Anglais des désaccords politiques, et par suite militaires, entre ceux qui défendent leur patrie et ne veulent abandonner un pouce de leur territoire que contraints et forcés, et ceux qui viennent les aider, pour lesquels la valeur du sol national ne peut primer les décisions tactiques. Les Grecs hésitent à abandonner la Thrace ou la Macédoine et leurs populations. Pour les Anglais qui n'ont que 100 000 hommes sur ce front et qui ne veulent pas les sacrifier inutilement — à leur avis — il faut reculer jusqu'à une ligne plus courte : les Thermophyles ou Marathon !

Cette épreuve grecque se termine par la prise de la Crète par les Allemands. Le manque de moyens de l'armée grecque, la faible participation terrestre ou aérienne des Anglais ne permettent pas de rester sur le continent. Fait plus grave : l'évacuation des bases du Péloponnèse ne se résoudra pas aussi facilement que celle de Dunkerque.

L'historique anglais montre combien le problème était difficile à résoudre. Il fallait en même temps :

1° soutenir Malte et Tobrouk,
2° bombarder Tripoli, base de ravitaillement de l'Axe,
3° protéger le convoi *Tiger* qui devait apporter des renforts à Malte,
4° établir un nouveau front au désert,
5° défendre ou évacuer la Grèce,
6° défendre la Crète.

Avec quoi? Wavell se rendait compte de l'importance de la Crète comme base stratégique aérienne dans la défense du canal de Suez et la maîtrise de la Méditerranée orientale. Mais les moyens mis en action par les Allemands surpassaient nettement ce qu'il pouvait leur opposer :

716 avions dont 433 bombardiers prirent part à l'attaque,
500 transporteurs et 72 planeurs déposèrent les assaillants sur les aérodromes ou leurs voisinages :
la 7e Division aéroportée,
trois régiments d'infanterie de montagne,
un bataillon blindé, un bataillon de motocyclistes.

La supériorité aérienne allemande était telle que la marine anglaise ne pouvait guère agir que la nuit dans les parages nord de la Crète. De ce fait, malgré l'héroïsme des marins britanniques, les résultats ne furent pas favorables. Bien que l'amiral A. B. Cunningham ait voulu se montrer prudent, Londres déclara qu'il fallait opérer de jour à n'importe quel prix.

La rapide conquête de la Crète fit craindre au commandement du Moyen-Orient que les Allemands recommencent une pareille manœuvre. Il n'en fut rien, parce que la défense anglaise causa de très lourdes pertes dans les trois armes, Air, Mer et Terre. Les Allemands furent obligés de souffler. La succession des mois sans nouvelle offensive aéroportée apporta aux Anglais un soulagement manifeste.

L'auteur insiste tout spécialement sur les opinions de Wavell sur ce théâtre d'opérations. Que ce soit en Libye, en Éthiopie, en Palestine ou en Irak, tout manque : les cantonnements sont rares, pour ne pas dire inexistants, les voies ferrées, les ports sont pauvrement équipés, les routes ne peuvent supporter un trafic important. Par ailleurs, Wavell est obligé de disperser ses forces pour

répondre aux impératifs catégoriques de la stratégie anglaise. Si on lui donne un nouveau front comme celui de Grèce et qu'il ne reçoive pas de renforts correspondants, il doit prélever sur les secteurs déjà embrasés.

Aussi l'échec de Crète amène le Premier Ministre de Sa Majesté à procéder à d'importants changements de commandement dans le Moyen-Orient. L'auteur s'efforce bien de montrer que des raisons stratégiques pouvaient justifier le départ de Wavell du commandement terrestre et de Longmore du commandement aérien, mais en lui-même il estime que c'est la volonté du Premier qui amena le limogeage, décision personnelle qui n'est pas approuvée par Eden et par Dill, collaborateurs immédiats de Churchill. Quel plus bel éloge que ces quelques mots de l'ouvrage sur Wavell : *he was essentially a soldier's soldier ;* il prend un place définitive parmi les grands stratèges de l'histoire militaire. Nous sommes très près de souscrire à une telle opinion.

Mais Churchill n'appréciait pas le calme du général, il ne le trouvait pas suffisamment disert. Il ne se laissait pas convaincre par ce général manquant de flamme dans ses propos.

En fait, toute cette période se marque par un échec stratégique anglais. Wavell a fait son possible, son successeur Auchinleck se trouvera aux prises avec les mêmes difficultés. Il profitera du manque d'entente entre Allemands et Italiens, de la pénurie de pétrole qui gêne les mouvements de la flotte italienne. Mais ces efforts maintiendront la situation. C'est son successeur qui ramènera la victoire sur les drapeaux anglais dans ce secteur du deuxième conflit mondial.

† R. Villate.

Le débarquement en Afrique du Nord

Le 37e volume de l'ouvrage *United States Army in World War II*, est, pour nous, Français, l'un des plus intéressants. C'est l'histoire du débarquement anglo-américain en Afrique et des événements qui suivirent jusqu'à la complète victoire de Tunisie, en mai 1943 (1).

Cette histoire a un double aspect, politique (ou stratégique) et militaire. Elle est, d'une part, celle de la conception du plan, des discussions auxquelles donna lieu son élaboration, des difficultés auxquelles il se heurta en Algérie et au Maroc du fait de la situation équivoque où se trouvaient ces pays — d'autre part, celle des opérations militaires menées, contre les Français d'abord, lors du débarquement, puis contre les troupes de l'Axe en Tunisie.

C'est surtout la partie politique et stratégique qui retiendra l'attention des historiens. Si on n'y trouve aucune révélation importante, elle groupe, en les précisant et parfois en les rectifiant, les indications éparses dans les nombreuses publications, dont certaines pouvaient être suspectes de partialité, qui ont traité de ces événements.

Dès les premières pages, l'auteur compare, de façon assez pittoresque, cette première action militaire anglo-américaine aux premiers pas d'un enfant : « Sans être timorée, elle fut hésitante et entreprise quelque peu à contre-cœur, réponse à une invitation plutôt que décision d'atteindre un but déterminé. »

L'occupation de l'Afrique du Nord, avec ou sans le concours des Fran-

(1) George Howe, *Northwest Africa : Seizing the Initiative in the West*, Washington, Office of the Chief of Military History, 1957, 748 p., avec 34 cartes et 89 illustr.

çais, avait bien été envisagée par les Britanniques dès la fin de 1940, et les campagnes de Cyrénaïque et de Tripolitaine les avaient de plus en plus convaincus de l'utilité de cette occupation. Mais leurs alliés américains, qui, dès leur entrée dans la guerre, avaient fait adopter le principe d'une unique et puissante offensive visant le cœur de l'Allemagne et menée, par-delà la Manche, à travers la France et les Pays-Bas, se montraient très réticents à l'égard d'une entreprise qu'ils considéraient comme une diversion trop intéressée et susceptible d'affaiblir la préparation de la grande offensive prévue pour 1943. Lorsque, en 1942, l'U.R.S.S. réclama l'établissement d'un « second front », avec une insistance qui faisait craindre son retrait de la coalition si on ne lui donnait pas satisfaction, il fallut bien, à défaut de la grande offensive, encore impossible à cette date, se rabattre sur le projet africain.

Le président Roosevelt ne s'y résigna qu'après plusieurs semaines de discussions. Sa décision ne fut prise que le 30 juillet. Elle ne mit pas fin aux incertitudes et aux discussions des grands organismes chargés de la préparation et des plans. C'est que les rouages de la Direction stratégique interalliée étaient plutôt compliqués. A la tête des forces militaires de chacun des deux pays se trouvait un Comité groupant les chefs d'état-major des armées de Terre, de Mer et de l'Air, *Joint Chiefs of Staff (J.C.S.)* pour les États-Unis, *British Chiefs of Staff (B.C.S.)* pour la Grande-Bretagne ; réunis, ces deux Comités constituaient celui des *Combined Chiefs of Staff (C.C.S.)*, qui déterminait la stratégie et la soumettait à l'approbation du président Roosevelt et du premier ministre Churchill, dont les décisions redescendaient alors par la même voie, et non sans de nouvelles discussions, jusqu'au commandant en chef.

Un premier échange de vues porta sur le choix de ce commandant en chef. Churchill eût désiré que ce fût le général Marshall. Roosevelt voulait garder celui-ci à Washington. Il désigna Eisenhower, qui ne reçut que le 6 août l'agrément de Churchill.

Plus ardentes furent les discussions relatives à la date et aux lieux de débarquement.

Il fallait se hâter, car — sans parler du désir que certains éprouvaient à Washington d'agir avant l'élection présidentielle, fixée au mois de novembre — il paraissait désirable d'effectuer ce débarquement avant le 15 octobre, époque à laquelle on pouvait prévoir le retour vers le front occidental de forces allemandes engagées en U.R.S.S. et une pression accentuée sur l'Espagne. Mais Eisenhower jugeait cette date trop rapprochée, et les *J.C.S.* estimaient impossible qu'on fût prêt avant le 7 novembre, en raison de la nécessité d'aménager les bateaux pour le transport des troupes et pour l'assaut.

Où débarquerait-on ? A la fois dans l'Atlantique et dans la Méditerranée, ou dans les seuls ports méditerranéens ? et dans lesquels ?... A Washington, on estimait qu'un débarquement simultané à Casablanca et dans les ports algériens ferait plus d'impression sur les Français et sur les Espagnols, et que les communications avec les États-Unis en seraient mieux assurées, ainsi que le contrôle du détroit de Gibraltar. Les Anglais y attachaient moins d'importance, et leurs marins redoutaient l'éventualité d'un temps défavorable, aggravant dans l'Atlantique les effets de la houle et les dangers de la barre. L'attitude et les possibilités des puissances de l'Axe constituaient un autre élément déterminant : ne pourraient-elles pas utiliser les terrains d'aviation de l'Espagne et du Maroc espagnol, comme le craignaient les Américains ? ou leur aviation n'utiliserait-elle pas plutôt les détroits de Sicile, comme le pensaient les Britanniques, plus confiants dans

la mentalité espagnole et dans la capacité de résistance de Gibraltar... Autre question : fallait-il pousser les débarquements jusqu'à Tunis ? Les Britanniques l'eussent désiré pour empêcher l'Axe d'y précéder les Alliés ; les Américains ne croyaient pas que cette intervention de l'Axe par la voie des airs fût possible avant deux semaines...

Ce fut seulement le 5 septembre, après maints échanges de câbles entre Londres et Washington, que des décisions furent prises à ce sujet, et le plan définitif ne fut adopté par les *J.C.S.* que le 20. Trois zones de débarquement étaient retenues, Casablanca, Oran, Alger. La Force d'assaut de l'Ouest serait purement américaine. Celle du Centre (Oran) serait constituée de troupes américaines, convoyées par la *Royal Navy* et appuyées par une aviation anglo-américaine. Celle de l'Est (Alger) comprendrait des troupes des deux nationalités, transportées par des unités navales britanniques et américaines, protégées par la marine britannique et soutenues par l'aviation britannique. Dans chacune de ces zones, le commandement des troupes serait américain. Aucun débarquement n'aurait lieu à l'est d'Alger jusqu'à ce qu'Alger eût capitulé. Alors seulement, les Britanniques se mettraient en marche vers la Tunisie. Le choix de la date du débarquement était laissé au commandant en chef.

Restait à déterminer l'attitude à observer à l'égard des Forces françaises. Les décisions relatives à cet objet furent prises le 5 octobre. Les Alliés seraient prêts à combattre en cas de nécessité ; mais ils préféraient ne pas avoir à recourir à la force. Les bateaux français, qu'ils fussent de la marine de guerre ou de la marine de commerce, ne seraient pas attaqués, sauf en cas de manifestation hostile, effective ou soupçonnée (bateaux non éclairés ou refusant l'identification, ou s'approchant de Gibraltar). En cas de résistance des troupes lors du débarquement, les instructions prévoyaient qu'il fallait laisser aux Français l'initiative d'une action hostile (ce qui ne fut pas sans provoquer les protestations de certains chefs, tel le général Patton, commandant la Force d'assaut de l'Ouest), que l'attitude hostile d'une unité isolée ne devait pas être considérée comme indiquant une hostilité générale, et que tout combat cesserait dès la cessation de la résistance. En ce qui concerne Casablanca, un bombardement ne pourrait être ordonné sans l'autorisation d'Eisenhower, sauf dans le cas d'interruption totale des communications avec celui-ci. On sait ce qu'il en advint...

Il serait trop long de suivre l'auteur dans tous les détails qu'il donne sur la préparation de l'expédition. On y verrait que tous ces détails révèlent entre les Alliés, à tous les échelons du commandement, une certaine méfiance réciproque, résultant, de part et d'autre, d'un instinctif sentiment de supériorité. On y verrait aussi — et l'exposé des incidents du débarquement le confirmerait — combien était risquée cette opération, exécutée en face d'une force supposée hostile, par une troupe inexpérimentée et insuffisamment instruite, et avec cette complication que l'armée d'une nation utilisait la marine d'une autre nation. La prévision de ces difficultés et de ces risques explique, dans une large mesure, l'excès de précaution et de méfiance dont firent preuve les Alliés.

A lire le récit navrant des combats qui furent livrés au Maroc et autour d'Oran en novembre lors du débarquement — combats où les pertes subies de chaque côté furent si élevées — comment ne pas reconnaître que ces précautions et cette prudence excessive n'étaient que trop justifiées, même si un plus long délai entre la décision et l'exécution avait permis aux Alliés une meilleure entente avec ceux des Français d'Algérie et du Maroc qui leur étaient favorables !

Un chapitre de ce volume est consacré à ces tentatives d'entente, aux

négociations qui suivirent le débarquement, à la situation qui résulta de ces négociations et à l'organisation de la coopération franco-alliée. Il n'ajoute rien à ce que l'on connaît par les nombreux ouvrages publiés sur les événements de novembre et décembre à Alger.

Il n'en est pas de même pour les événements militaires. Ils tiennent dans ce volume la plus grande place. Cette partie militaire de l'ouvrage est extrêmement fouillée et précise. Elle est basée sur une documentation d'une richesse exceptionnelle, puisque l'auteur a disposé, non seulement des archives alliées, mais aussi des archives adverses, capturées soit en Tunisie, soit en Allemagne à la fin de la guerre, ainsi que de témoignages recueillis après la guerre auprès d'officiers allemands. Elle paraît écrite avec une réelle franchise, qui ne dissimule ni les erreurs, ni les fautes, ni les récriminations entre les divers échelons ou entre troupes voisines. Elle ne peut se résumer ; mais elle mériterait d'être traduite en français pour l'instruction des cadres de l'armée française, tout au moins en ce qui concerne de nombreux épisodes caractéristiques, car les faits relatés offrent matière à de précieux enseignements, notamment quant aux frottements inévitables entre contingents et chefs alliés, et quant aux premiers contacts d'une troupe encore inexpérimentée avec les réalités de la guerre.

On n'en retiendra ici que la conclusion :

Le choix difficile qu'avaient fait les Alliés en préférant un succès immédiat en Afrique à la constitution en Angleterre d'une force capable d'agir au delà de la Manche dès le printemps de 1943 et l'échec de leur plan d'occupation rapide de toute l'Afrique du Nord, échec qui ne put être réparé qu'en mai 1943, eurent pour conséquence l'ajournement à 1944 de leur attaque du continent européen. Mais l'expérience tunisienne n'en fut pas moins utile pour eux : effectuée en 1943, l'invasion du continent les aurait trouvés mal préparés à défendre leur tête de pont, puis à pousser jusqu'au cœur de l'Allemagne. Ils apprirent en Tunisie à vaincre ensemble, à supporter les revers, à soutenir jusqu'à la victoire les luttes les plus difficiles. A la fin des opérations de Tunisie, ils étaient plus forts et l'Axe était plus faible qu'au début, matériellement et moralement.

Général Lestien.

Le raid de Dieppe

Le « raid de Dieppe » du 19 août 1942, épisode bref, mais dramatique, de la guerre, éveilla chez les Français un immense espoir. Ils vivaient en pensant sans cesse à cette « libération » qui ne pouvait venir que d'outre-Manche et qui leur apparaissait comme d'autant plus difficile que l'armée allemande construisait, pour s'abriter, le *mur de l'Atlantique*. Le fait que les Anglais aient envoyé une petite flotte et des troupes d'assaut à Dieppe leur prouvait, sinon que la Libération était proche, tout au moins que les Alliés la préparaient. Le fait que le Commando ait été formé surtout de Canadiens français et que des Canadiens prisonniers aient chanté *La Marseillaise* en défilant dans les rues de Rouen, leur prouvait que les Alliés aimaient toujours la France et cherchaient à la délivrer. Ils ne crurent pas (ou pas longtemps) que ce raid était le prologue d'une attaque massive sur le continent. Ils le crurent encore moins quand la propagande allemande essaya d'affirmer que les Anglais avaient essayé de débarquer et avaient échoué. Ils ont pensé que les Alliés venaient sonder les défenses ennemies. Mais quand débarqueraient-ils ? où ? Dans l'espérance de percer le mystère, ils interrogèrent avec de plus en plus de ferveur la radio de Londres.

Quel était le but du raid sur Dieppe ? et quelle a été son utilité ? Il est

peu d'opérations militaires qui aient suscité autant de controverses. Fût-ce une victoire ou un échec ? Chacun des adversaires s'en attribua le succès. Les Alliés prétendirent qu'ils avaient réussi à « surprendre » les Allemands, à débarquer des troupes, « à tenir » la ville de Dieppe pendant plusieurs heures. Les Allemands déclarèrent qu'ils avaient empêché les Britanniques de prendre pied sur le continent et qu'ils leur avaient fait subir de lourdes pertes. Hitler multiplia envers les Dieppois les marques de bienveillance, libéra les prisonniers, accorda des indemnités. Personne n'ignorait, cependant, que les habitants avaient accueilli les Alliés comme des frères...

Est-il possible de connaître la vérité sur cet épisode de la guerre que les Anglais appellent l'*opération Jubilee* ? M. Thompson a essayé de réunir tous les éléments susceptibles de donner des faits une idée précise (1). Ce n'est pas un historien de profession, c'est un journaliste, mais qui a combattu comme soldat, d'abord, comme officier ensuite, et qui a été longtemps correspondant de guerre. Il a consulté des documents officiels anglais et allemands. Il donne, en appendice, outre des plans, les ordres de bataille des différentes unités sur les différentes plages (désignées par des noms de couleur, orange et vert, à l'ouest, rouge et blanc au centre, bleu et jaune à l'est), la force de chacune d'elles, leurs chefs et leurs objectifs. Il fait le récit complet, minutieux, heure par heure, et même minute par minute, du débarquement et de toutes les péripéties des combats.

La traversée (à travers de larges champs de mine) se fit dans la nuit. A 3 heures du matin, les bateaux de débarquement — qui portaient 6 000 hommes environ — arrivaient à la côte et les troupes commençaient à prendre pied sur les plages. Les Allemands n'avaient rien vu ni entendu : c'est à 3 h 45 que partit leur premier coup de canon, et à 4 h que fut touché le premier bateau anglais. L'avance des troupes fut inégale, suivant les points de la côte. Un léger retard dans un horaire très strict semble avoir été la cause des pertes sensibles subies par les Alliés. Ce n'est que vers 8 h que les Allemands, d'abord très gênés par les écrans de fumée dont s'enveloppaient les Britanniques, ont vraiment commencé à réagir. Les succès alliés furent surtout vifs à l'ouest, vers Pourville (plages orange et verte), mais ne semblent pas avoir été exploités à fond. Au contraire, à l'est (plage bleue surtout) les choses allèrent moins bien. Au centre, dans Dieppe même, des combats très durs (avec des tanks qui avaient pu débarquer) eurent lieu sur l'esplanade, sur les boulevards Foch et Verdun, avec pour objectif le Casino. Malheureusement, les renforts formés par les fusiliers du Mont-Royal — des Canadiens français — furent anéantis ou faits prisonniers. Malgré tout, le réembarquement put avoir lieu à l'heure prescrite et dans des conditions satisfaisantes. Mais les Alliés laissaient sur le sol français de nombreux tués, blessés et prisonniers : 4 384 hommes dont 494 officiers (environ 1 060 tués, 895 blessés et 2 429 prisonniers). Dans ce total, 3 164 soldats et 215 officiers étaient canadiens, sur les 5 000 qui avaient pris part au raid. Les autres étaient anglais et un détachement était américain. Les pertes matérielles furent moins importantes, quoique sérieuses : 34 bateaux (sur 252), 106 avions (dont 88 *Spitfire*), sans compter tous les tanks (28) et quelques voitures. Les pertes allemandes n'étaient pas négligeables : 500 tués et 170 avions abattus (chiffres officiels).

Tant de sacrifices ont-ils, au moins, servi à quelque chose ? Quels étaient les buts du raid ? détruire les défenses ennemies, ainsi que l'aérodrome de Saint-Aubin, des installations de radio, des usines d'électricité, des réser-

(1) R. W. Thompson, *Dieppe at dawn. The Story of the Dieppe raid*, London, Hutchinson, 1956, 24,5 × 14, 216 p. Prix : 18 sh.

voirs de pétrole, prendre des documents du Quartier général allemand d'Arques-la-Bataille et capturer des prisonniers. Il est évident que tous ces objectifs n'ont pas été atteints. L'auteur conclut que l'*opération Jubilee* a été à la fois un succès et un échec. Comme opération de *reconnaissance*, elle a été un succès, car elle a aidé à l'élaboration et à la réussite de l'*opération Overlord*, c'est-à-dire un débarquement de juin 1944 en Normandie. Mais elle a été, par ailleurs, un échec puisque, si, au point de vue naval et aérien, tout a parfaitement marché, les buts cherchés sur terre n'ont pas tous été atteints (quoique pas mal de destructions aient été effectuées et que 70 prisonniers allemands aient été emmenés).

Dans quelle mesure *Jubilee* a-t-il contribué au succès de *Overlord* ? Les documents navals officiels déclarent : « Le raid a montré que nous pouvions faire traverser 100 km de champs de mines à une flotte navale de 252 bateaux et 2 flottilles de dragueurs de mines et transporter des troupes sans être aperçus de l'ennemi. » Les experts militaires purent se rendre compte de la nécessité, en cas d'attaques surprises, d'horaires extrêmement précis, ainsi que de l'urgence, pour réussir un pareil débarquement, de le faire appuyer par de puissants tirs d'artillerie, donc par de lourds bâtiments de guerre. Churchill, dans ses *Mémoires*, déclare que les « résultats obtenus par *Jubilee* justifient les lourdes pertes qu'il a coûtées, « que » tactiquement, ce fut une mine d'expériences... qu'il apprit la valeur d'un puissant appui par de gros canons... que le bombardement technique, maritime et aérien put, par suite, être amélioré ». Le général Crérar, chef de la 1re armée canadienne, déclara, de son côté, le lendemain du débarquement en Normandie : « C'est grâce à l'expérience de Dieppe que purent être mises au point la technique et la tactique adoptées dans la vaste opération combinée » que fut *Overlord*. Et il conclut que « les sacrifices que Dieppe leur a coûtés ont été une puissante contribution des Canadiens à la victoire finale ».

C'est sur cette opinion autorisée d'un général canadien que M. Thompson termine son livre sur *Le raid de Dieppe*.

Marie Granet.

La base sous-marine et la poche de Lorient

Remarquablement présenté, comprenant des photographies, des plans, dont plusieurs hors-texte, un ouvrage (1) apporte des précisions d'ordre surtout technique sur l'organisation, le fonctionnement et la mise en état de défense de la base sous-marine de Lorient autour de laquelle subsista jusqu'au 10 mai 1945 une des *poches de l'Atlantique*.

Les premiers chapitres sont consacrés à la description, souvent sommaire, des conditions générales de l'implantation et des débuts de l'aménagement de la base sous-marine. Les auteurs rappellent avec une nomenclature détaillée la liste des unités qui contribuèrent à l'aménagement et au renforcement de la défense de la base et, dès la page 48, exposent la situation en Bretagne du mois de mai au mois d'août 1944. La seconde quinzaine du mois allait voir le début du siège, avec le repli vers les fortifications, outre les défenseurs normalement prévus, d'unités ayant échappé à la reddition en rase campagne. On en arrivait ainsi à trouver 26 000 hommes, au lieu

(1) Wilhelm Fahrmbacher (général d'artillerie, ancien commandant en chef du 25e Corps d'Armée) et Walther Matthiae (vice-amiral et ancien commandant du front de mer et directeur supérieur de l'Arsenal). *Lorient : Entstehung und Verteidigung des Marine-Stützpunktes 1940-1945*, 135 p. in-8°, Weissenburg, s.d.

des 12 000 primitivement jugés nécessaires, reconstituant à une petite échelle l'étonnant amalgame des troupes dites allemandes de cette époque, avec des ressortissants de tout l'état hitlérien — un des officiers supérieurs tués avait débuté dans l'armée impériale et royale de François-Joseph — des fantassins des classes les plus anciennes, des marins des plus jeunes ; il y avait même des troupes venant d'Europe orientale, deux mille Ukrainiens, Russes blancs, Géorgiens, Cosaques et Arméniens, sans oublier dans les rangs des travailleurs requis pour la construction des lignes supplémentaires de fortifications édifiées quand la menace se faisait plus précise, des Flamands, des Wallons, des Danois, des Espagnols et des Marocains. Les opérations menées par la garnison pour essayer de desserrer le blocus, les raids nocturnes — en raison de la suprématie aérienne de l'ennemi — vers les zones tenues par les Français et les Américains pour récupérer du ravitaillement supplémentaire, sont retracés avec minutie, de même que le détail de la cérémonie de reddition après la capitulation du gros des forces armées hitlériennes.

Rédigé de toute évidence avec la légitime fierté de ceux qui ont tenu le plus longtemps, l'ouvrage s'adresse en premier lieu aux techniciens militaires, aux anciens de la garnison ensuite, mais il apporte aussi des vues intéressantes sur l'opinion des dirigeants ennemis en face de la population avec laquelle ils se trouvaient en contact. On ne sera pas surpris de trouver ça et là, des observations témoignant de la conception très raciste d'officiers qui reproduisent complaisamment leur image, en uniforme abondamment décoré, entre autres choses d'une plaque à la croix gammée ostentatoire. Quelques phrases opposent le comportement des « celtes bretons » à celui des Français, selon les plus purs concepts de cet autonomisme moins ethnique ou linguistique que stratégique, pour le plus grand profit des gens d'outre-Rhin, dont témoigne également l'ignorance d'une nation belge. On est certes moins étonné de relever au hasard (p. 18 et 25) des appréciations élogieuses sur l'esprit de coopération du personnel de la marine, en particulier des travailleurs, et plus encore des dirigeants de l'arsenal, qui fournirent une bonne part des 4 300 employés de la base ennemie. On peut tenir pour mineures des lacunes, ou des erreurs, comme celle qui fait apparaître la résistance en Bretagne au printemps de 1944 — le bruit des fusillades de Nantes ou de Chateaubriant, pour ne citer que les affaires les plus connues, ne s'entendait sans doute pas vers l'Ouest à cause du vent — ou encore cette définition, pleine d'éloges pour la technique et la qualité du travail sous l'Ancien Régime, que le fort Penthièvre, à Quiberon, était vieux de « quelque soixante-dix ans ».

Ces omissions prudentes, ou ces ignorances, n'empêchent pas cependant les auteurs de considérer dans son ensemble le problème de la base de Lorient sous contrôle ennemi et d'amener un lecteur français à des réflexions assez inquiétantes. Pour courageuse et spectaculaire qu'elle ait été en son temps, l'attitude de l'amiral de Penfentenyo en 1940 n'apportait évidemment pas à la lutte des armées françaises un appoint comparable à celui d'une défense méthodique, ingénieusement commandée, semble-t-il, et fixant autour de la poche de Lorient plusieurs grandes unités des forces assiégeantes. La puissance occupante avait su réaliser, dans le cadre d'une politique de défense des côtes, et en quelques années, voire en quelques mois, une œuvre d'une efficacité qui ne permet guère aux Français de tirer gloire de ce qu'avait fait à loisir pendant les années de paix et pendant les mois de la drôle de guerre, une marine pourtant bien servie, au moins sur le plan budgétaire. Il y avait bien l'effort réalisé sur les bâtiments, mais, pour se saborder à Toulon, se rendre à Bizerte ou croupir en rade d'Alexandrie, point n'était besoin de les faire si puissants, si rapides ou si coûteux. La défense des

bases sur le front terrestre eût été de toute évidence plus utile dans le cadre de la guerre de 1940 où seule celle de Dunkerque tint plus de vingt-quatre heures, et avec quel appoint des forces terrestres et aériennes, alliées et françaises.

Jean VIDALENC.

Sur Skorzeny

Afin de « couper les ailes » aux « ragots » ayant couru au sujet de Skorzeny, M. Charles Foley, commentateur britannique, a écrit, sous le titre *Commandos extraordinaires* (1), un panégyrique préfacé par le général Robert Laycock, chef des opérations combinées de 1943 à 1947. L'auteur assure que le colonel Skorzeny a mis à sa disposition ses dossiers personnels et a répondu scrupuleusement à toutes ses questions.

D'où le double caractère de cet ouvrage : admirateur de Skorzeny, M. Foley a eu le souci de donner en toute occasion le beau rôle à son héros, promu au rang de personnage de la « mythologie moderne » ; mais, par ailleurs, l'auteur donne de nombreux détails, dont certains peu connus, sur les opérations menées par Skorzeny. C'est essentiellement à ce titre que nous mentionnons ici *Commando extraordinary*.

On y trouvera quelques précisions sur les débuts de Skorzeny, issu d'une famille bourgeoise de Vienne, mêlé aux duels d'étudiants, inscrit par routine au parti nazi. Ses premières campagnes comme officier subalterne sont sans histoire. Au début de 1943, Hitler, impressionné par les audaces des commandos britannique en Afrique, ordonne au commandement d'étudier la question ; le hasard place un camarade de Skorzeny dans le service chargé de désigner un officier pour l'entraînement des nouvelles unités spéciales. Tel est le point de départ d'une carrière aventureuse, ponctuée par un certain nombre de réussites (M. Foley attribue les échecs de son héros aux atermoiements des bureaucrates chargés de lui fournir les moyens nécessaires) : c'est d'abord le coup de main du Gran Sasso qui donne la célébrité à son auteur, mais inquiète par ricochet les responsables de la sécurité de la *Redoute au loup* dont Hitler avait fait son P. C. ; Skorzeny est alors autorisé à constituer des « unités spéciales » qu'il recrute dans la division Brandebourg. Il se livre ensuite à des préparatifs d'enlèvement de Pétain et du gouvernement de Vichy, afin de les empêcher de passer en Afrique du Nord ; l'affaire est décommandée en haut lieu fin 1943. Une tentative pour s'emparer de Tito échoue. Lors du 20 juillet, Skorzeny est mêlé, un peu malgré lui semble-t-il, à la répression contre les conjurés. Puis c'est le coup de main réussi contre le palais de Horthy, qui aboutit à l'abdication du Régent et au maintien de la Hongrie dans la guerre aux côtés de l'Allemagne.

La participation de Skorzeny à l'offensive des Ardennes s'est traduite par la mise sur pied et l'engagement d'une unité blindée chargée de combattre sous l'uniforme allié. Le problème de la légitimité de cette ruse au regard des lois de la guerre s'est posé lors du procès contre Skorzeny ; des officiers britanniques qui avaient employé des procédés analogues (2) vinrent témoigner en sa faveur. Rappelons l'affolement et la confusion provoqués dans les rangs alliés par l'initiative de Skorzeny, dont l'écho démesurément grossi n'annonçait rien moins que le projet de capturer Eisenhower. Mettant un terme, peut-

(1) Charles FOLEY, *Commando Extraordinary*, Londres, Longmans Green and C°, 1954, in-8°, 232 pages. Paru en traduction française aux *Éditions France-Empire*.

(2) Parmi lesquels Yeo THOMAS, le héros du *White Rabbit*.

être provisoire, à sa « légende dorée », Skorzeny prisonnier faussera la politesse à ses gardiens, le 27 juillet 1948.

Contrairement à l'auteur, nous ne pensons pas que Skorzeny soit l'inventeur d'une façon révolutionnaire de faire la guerre, donnant à l'individu la primauté sur la masse et la machine ; il serait plus simplement l'astucieux metteur en œuvre, dans un cadre éminemment classique, de ruses de guerre vieilles comme le monde, mais périodiquement oubliées par les stratèges. Les techniques chères à Skorzeny sont, à notre avis, susceptibles de modifier sur des points particuliers le déroulement ou la durée d'une guerre ; elles ne sont pas de nature à bouleverser les rapports de force dans un conflit à l'échelle mondiale.

A. Fournier.

CANADA

L'armée canadienne pendant la seconde guerre mondiale.

Il serait étonnant de voir aboutir déjà les premiers efforts sérieux de rédaction d'une histoire militaire de la seconde guerre mondiale si n'existait pas — il suffit de parcourir la chronique bibliographique de cette Revue pour le constater — une richesse croissante de l'historiographie militaire consacrée aux travaux de détail (1). Les événements militaires se prêtent particulièrement aux études analytiques et il est heureux qu'il en soit ainsi puisque l'immense documentation permet dans ce domaine, plus que dans tout autre, d'en arriver assez rapidement à des vues d'ensemble.

C'est au colonel C. P. Stacey, chef de la section historique de l'état-major général de l'armée canadienne que revient le mérite d'avoir été un des premiers, sinon le premier, à rédiger, dès 1948, l'histoire officielle d'une nation engagée dans la guerre (2). Conçue à l'usage du lecteur non spécialisé cette histoire était écrite dans un langage non technique et, quoique déjà sérieusement documentée, était destinée à faire place à un travail officiel plus exhaustif, de portée scientifique.

Le premier volume vient de paraître, consacré à l'armée canadienne au Canada, en Grande-Bretagne et dans le Pacifique (3).

Chargé dès 1940 par la section historique du Quartier général canadien à Londres de « réunir et de préparer les matériaux de l'Historien officiel », l'auteur est resté bien placé, après la guerre, pour avoir accès à toute la documentation désirable. Il cite d'ailleurs les sources inédites avec rigueur et précision dans les tables de références, ramassées en fin de volume, ce qui rend parfois malaisée une lecture soutenue. Certains de ces documents sont toujours « *classified* » (4).

Un grand usage a été fait des rapports des *Field Historical Sections* chargées d'accompagner les grandes unités canadiennes au combat lorsqu'elles étaient engagées dans des opérations d'importance. Chaque division se voyait adjoindre une équipe spécialisée, commandée par un officier. Grâce à ce procédé, introduit en 1942, de précieuses informations purent ainsi être sauvées de l'oubli ou de l'ignorance. Un collationnement immédiat permit d'établir, dès le temps de guerre, un volumineux dossier de base pour une future histoire officielle. L'ouvrage est, par ailleurs, solidement étayé de sources canadiennes, alliées et ennemies, reproduites parfois *in extenso* dans le texte. La première constatation qu'inspire la lecture de cet ouvrage est l'indifférence quasi totale du Gouvernement canadien pour les problèmes militaires jusqu'en 1937 ; situation que M. Mackenzie qualifiait de « stupéfiante et atroce » dans une lettre adressée au Roi en septembre 1936. Autant qu'ailleurs le problème du réarmement se heurtait à l'hostilité générale. La création du *Comité de Défense canadien* en août 1936 n'aboutit qu'à de sporadiques et stériles réunions et à une décentralisation en sous-comités d'une presque totale inefficacité. La « crise de

(1) Les Journées internationales pour l'Enseignement de l'histoire contemporaine, tenues à Bergneustadt en avril 1957 virent aussi la publication d'une excellente bibliographie critique due à M. Henri Michel, *Bibliographie critique de l'histoire de la deuxième guerre mondiale à l'usage des professeurs d'histoire*, in-4°, 1957.

(2) C. P. Stacey, *The Canadian Army, 1939-1945. An official historical Summary*, 354 p., cartes et ill., King's Printer, in-4°, Ottawa, 1948.

(3) C. P. Stacey, *Six years of war. The Army in Canada, Britain and the Pacific*, Official history of the Canadian Army in the second world war, in-4°, Queen's Printer, 2e impression, 629 p., cartes, ill., Ottawa, 1956. Le second volume sera consacré à la campagne d'Italie et le troisième aux opérations dans le Nord-Ouest de l'Europe.

(4) C'est-à-dire non ouverts au public. *(N. d. l. R.)*

Munich » amena un sursaut trop tardif pour que ses effets se fassent sentir avant le conflit. Avec une honnêteté de ton exempte de tout chauvinisme l'auteur admet qu'il fallut attendre 1943 pour voir l'armée canadienne devenir réellement *opérationnelle* (p. 35-36).

Le colonel Stacey consacre près d'un quart de son travail à l'étude du redressement de cette situation en examinant, avec toute la précision désirable, la mobilisation, le développement des Forces Armées, le recrutement, l'entraînement, l'organisation des services. Le souci d'être complet l'amène à manquer parfois de clarté et on peut lui faire le reproche de ne pas accorder assez d'attention au problème de la Direction générale de la Guerre et à l'organisation du Commandement.

Lorsque le Canada déclara la guerre à l'Allemagne le 10 septembre 1939, les contingents disponibles s'élevaient à 10 200 hommes dont 4 500 dans la *Permanent Force*, 4 000 dans l'Aviation et 1 700 dans la Marine ! Au 31 décembre 1944 les effectifs globaux étaient de 1 019 563 mobilisés et volontaires soit 40,1 % de la population masculine de 18 à 45 ans...

Dans une seconde partie l'auteur aborde l'histoire de l'armée canadienne en Grande-Bretagne et les opérations en Europe de 1941 à 1943.

On ne peut songer à soumettre un travail de ce type à une critique détaillée ni même à le résumer. Une grande variété de sujets sont traités suivant une classification rigoureuse, de sorte que le chercheur, en se référant aux tables et à l'index (établis avec un grand souci de clarté) peut rapidement aller à ce qui l'intéresse. Les opérations sont étudiées en rapport de leur intérêt et de leur importance. C'est ainsi qu'une attention particulière a été accordée au *raid sur Dieppe* dont on peut dire que le colonel Stacey a écrit l'histoire définitive.

Les questions d'organisation et d'administration tant dans la métropole que pour le Corps expéditionnaire, ont été traitées plus brièvement, ce qui obligera le lecteur intéressé aux problèmes logistiques, si importants, de se référer aux monographies dispersées. Cela nous fait regretter que l'auteur n'ait pas cru devoir insérer la bibliographie de son travail. On ne peut plus concevoir, à notre avis, d'ouvrages scientifiques où il n'est pas permis au lecteur d'en appeler au témoignage des sources. C'est l'énumération de celles-ci qui bien souvent permet de juger une étude, de la compléter et la soumettre à une saine critique. C'est à ce prix seulement qu'elle devient à son tour un point de départ.

La troisième partie traite de la guerre contre le Japon de 1941 à 1945. Le colonel Stacey nous y donne le meilleur récit, à ce jour, de la défense de Hong-Kong en décembre 1941.

Établies avec soin par le capitaine C. C. J. Bond, de nombreuses cartes en couleurs, luxueusement éditées, facilitent l'emploi de l'ouvrage.

C'est un livre de grande valeur que vient de nous donner le *Service historique de l'armée canadienne*, et les spécialistes de l'histoire militaire attendront sans nul doute impatiemment les volumes suivants qui relateront l'éclatante revanche des Canadiens en Europe et notamment l'extraordinaire succès de Caen. « Coïncidence curieuse, écrit le Pr Henri Bernard : le 8 août 1918, jour de deuil de l'armée allemande, les troupes canadiennes avaient joué un rôle brillant dans la percée de Montdidier. » Crérar, 26 ans plus tard, rappelant cet événement à ses officiers, peu avant l'attaque, ajoutait : « Le 8 août 1944 sera également le jour de deuil de l'armée allemande d'Occident. » Il a tenu parole (1).

J.-L. Charles.
Bruxelles.

(1) H. Bernard, *La guerre et son évolution à travers les siècles*, t. II, p. 447, in-8°, Bruxelles, 1957.

Les Canadiens français

Le professeur Wade, originaire de Nouvelle-Angleterre, a enseigné au Canada et passé deux ans à Québec. Un gros livre est le résultat de dix années de recherches dans le but d'expliquer « pourquoi les Canadiens français vivent, pensent, agissent et réagissent autrement que les Nord-Américains de langue anglaise » (1). L'auteur s'est aussi attaché à expliquer « le fait français en Amérique » et ce qui fait l'originalité de la province de Québec, en retraçant son histoire, non seulement celle des faits politiques, mais aussi celle des idées et des mouvements sociaux.

Il pense avoir trouvé le fil conducteur dans un nationalisme ou plutôt un provincialisme intense, renforcé de facteurs ethniques et religieux. L'histoire qu'il nous raconte est celle de la lutte sans trêve d'une minorité pour maintenir intactes sa culture, son identité même, livrées à toutes sortes de pressions plus ou moins conscientes. Dans ce sens, il peut logiquement comparer les Canadiens français aux *Sinn Feiners*, la conscience et la cohésion du groupe étant, dans les deux cas, renforcées par le fait minoritaire et l'insécurité. Ce livre est ainsi, dans une certaine mesure, un essai psychologique dont les conclusions peuvent s'appliquer à l'étude d'un groupe minoritaire quelconque.

Un rapide chapitre liminaire évoque la « période française », de 1534 à 1763, tout le reste de l'ouvrage étant consacré à la « période anglaise » (1763-1867), puis « canadienne » (de 1867 à nos jours). L'auteur estime que, contrairement à la première période, les deux dernières ont été assez peu étudiées, le Canadien français se consolant, dit-il, de sa situation actuelle en insistant sur un passé glorieux. Il ne faudrait cependant pas oublier, par exemple, les vingt-trois petits volumes formant l' « *Histoire de la province de Québec (1867-1918)* » publiés à Montréal de 1943 à 1947, par Robert Rumilly. Et, même dans la rapide synthèse de Léon Lemonnier (2), les dernières périodes ne semblent pas sacrifiées.

Mason Wade lui-même avait publié, il y a quelques années, comme une sorte d'introduction au présent ouvrage : « *The French Canadian outlook, a brief account of the unknown North American* (3). » Dans ce bref essai, comme dans son gros ouvrage, il a essayé de faire œuvre impartiale, à la différence de la plupart des historiens canadiens, influencés par leur appartenance à l'une ou l'autre communauté. Il semble qu'il y soit très largement parvenu, en particulier pour la période assez controversée de la seconde guerre mondiale. Cette dernière occupe une place relativement modeste dans l'ouvrage, deux chapitres sur seize, 200 pages sur plus de 1 100. Les principales sources utilisées pour une histoire qui est ici essentiellement politique et militaire sont, avant tout, les débats parlementaires, mais l'auteur a également dépouillé les principaux organes de la presse d'expression française de Québec et de Montréal, tels que « *Le Canada* », « *Le Soleil* », « *L'Action nationale* » ou même « *Le Devoir* » et « *Le Droit* », ces deux derniers farouchement neutralistes.

On sait que la guerre ne fut déclarée par le Canada à l'Allemagne que le 10 septembre 1939, une semaine après la Grande-Bretagne, pour bien montrer l'indépendance du Dominion. Même ainsi, ce ne fut pas sans une assez forte opposition de la majorité de Québec. Cependant, un grand nombre de Canadiens français répondirent à l'appel du pays, à l'époque des engagements volontaires. Or, dans l'armée canadienne, l'anglais est la langue du comman-

(1) Mason Wade, *The French Canadians (1760-1945)*, Toronto, 1956, in-8°, xvi-1.136 pages.
(2) *Histoire du Canada français*, Paris, Hachette, 1949, in-8°, 448 pages.
(3) New-York, the Viking press, 1946, in-16, 192 pages.

dement et il semble bien que le nombre d'officiers issus de la communauté franco-canadienne n'ait pas été en rapport avec celui des engagés, ce qui devait accentuer par la suite l'opposition des Canadiens français à la conscription. Il y a là un problème qui n'est pas suffisamment mis en valeur par Mason Wade.

En revanche, son analyse de l'attitude des Canadiens français devant les désastres de 1940 est d'un grand intérêt. En juillet 1940, « *La Patrie* », « *Le Devoir* », témoignent une forte sympathie pour le régime de Vichy, « *L'Action catholique* » aussi, avec quelques nuances. « *L'Événement* », au contraire, approuve la *France Libre*. Mais ces prises de positions sont le fait seulement de la presse et de milieux très restreints. La masse de la population de la province de Québec reste parfaitement indifférente devant l'effacement de la France. Puis une section gaulliste, organisée à Québec par Mme André Simard et le P. Delos, puis le voyage au Canada, en mars 1941, du commandant Thierry d'Argenlieu, font accomplir au *Gaullisme* des progrès encore accentués par les émissions radiophoniques d'un journaliste de Montréal, Louis Francœur.

Cependant, lors du plébiscite du 27 avril 1942, sur le service militaire obligatoire, la province de Québec vote « non » à 72 %, contre 80 % de « oui » dans le reste du pays. L'auteur étudie la crise qui résulte de cette opposition, accentuée encore par le raid sur Dieppe le 19 août 1942, où les pertes franco-canadiennes furent graves. On peut déplorer que le dernier chapitre, consacré aux ultimes mois de la guerre, à partir du 6 juin 1944, soit surtout limité à l'analyse des débats des Communes et du Sénat canadiens, dans le détail desquels on risque parfois de se perdre. Il n'en reste pas moins fort intéressant.

Cet ouvrage, qui a le mérite de mettre en œuvre une documentation extrêmement étendue, pèche peut-être un peu par manque de synthèse. Il n'en sera pas moins indispensable pour toute recherche sur l'histoire de cette minorité de Canadiens, Français de langue, de culture et de traditions, liés économiquement aux États-Unis, mais Britanniques par leurs institutions politiques et qui, aux élections générales de juin 1945, ont paru oublier les frictions du temps de guerre pour resserrer leurs liens avec le reste du Dominion.

H. Monteagle.
Attaché de recherches au C. N. R. S.

QUESTIONS ÉCONOMIQUES

Inflation

Un ouvrage d'un professeur d'économie politique à l'Université de Leeds apporte des indications fort utiles sur les problèmes économiques du temps de guerre (1). Clair exposé des faits, liaison élégamment faite avec les exposés théoriques sur l'inflation, notations personnelles et originales sur divers aspects du mécanisme, telles sont les qualités de ce livre. On regrettera cependant qu'il témoigne, comme tant d'ouvrages publiés en Angleterre ou aux États-Unis, de cette mentalité de splendide isolement qui lui fait ignorer la plupart sinon la totalité des travaux effectués en dehors du monde anglo-saxon.

Après un chapitre introductif donnant quelques indications générales sur le mécanisme de l'inflation, M. A. J. Brown décrit ce qu'il appelle la plus grande décade inflationniste connue, la quatrième de l'Histoire : après l'importation d'or par les Espagnols, la période napoléonienne et la première guerre mondiale (on peut juger cette énumération trop sommaire et incomplète).

En 1948, soit au bout de neuf ans, les prix avaient monté de moins de 90 % en Allemagne, Australie, Venezuela, Nouvelle-Zélande, Union Sud-Africaine et Norvège ; de 90 à 130 % en Suède, Canada, Suisse, Costa-Rica, États-Unis et Grande-Bretagne ; de 150 à 200 % au Portugal, Mexique, Argentine, Pérou, Pays-Bas. Entre 200 et 400 %, Tchécoslovaquie, Espagne, Égypte, Inde, Chili, Palestine, Belgique, Turquie, Iran, Brésil et Bolivie.

Le « peloton » s'étire ensuite avec Liban, Bulgarie, France, Japon, Italie et Pologne. Quant aux hyperinflations, elles sont celles de Grèce, Hongrie, Roumanie et Chine.

La situation soviétique (hausse globale des prix de 150 % entre 1939 et 1947) est analysée sommairement : l'auteur ne s'est pas référé aux travaux de M. Zaleski, publiés en France (2).

Pour l'histoire économique de la guerre, on retiendra les trois périodes qu'il envisage : *Mobilisation économique* (1939 à décembre 1942) pendant laquelle les prix ont plus monté en Grande-Bretagne qu'aux États-Unis (effet d'un approvisionnement à l'étranger, avec prix en hausse pour les matières premières mondiales et les taux de fret-démarrage plus rapide de l'effort de guerre).

La période d'économie de guerre s'étend du début de 1943 à la fin des hostilités : les transferts vers les industries de guerre sont faits et les dispositifs de contrôle des prix sont au point. Les prix restent relativement stables (+ 4 % aux U. S. A. et + 6 % en Grande-Bretagne, contre + 32 et + 66 % respectivement pendant la période précédente).

La période de démobilisation, qui va d'août 1945 à juin 1946, est caractérisée dans ces deux pays par une réduction des revenus monétaires (reconversion des activités), mais les effets déflationnistes de ce retour à l'économie de paix sont largement compensés par une offre réduite de marchandises (mauvaises récoltes de 1945) et par une réduction de l'épargne. D'où légère tendance à la hausse, malgré le maintien des contrôles des prix. Dans ce chapitre, l'auteur n'a probablement pas assez souligné l'effet inflationniste dû à l'emploi par les particuliers et les firmes des encaisses liquides accumulées pendant la guerre ; si le phénomène a surtout été net en France, il l'a été aussi aux États-Unis : c'est justement la masse de cette demande civile accumulée et sou-

(1) A. J. Brown, *The Great Inflation, 1939-1951*, Oxford University Press, 1955.
(2) Voir *Études et conjoncture*, 1955.

dainement libérée qui a maintenu l'activité économique... alors que toutes les prévisions des spécialistes étaient pessimistes : crise de reconversion. Or, cette crise n'a pas eu lieu et les premiers symptômes de récession se situent seulement en 1949.

Un chapitre particulièrement intéressant est consacré aux effets inflationnistes des dépenses de guerre : l'auteur essaie de transposer à leur cas la technique d'étude du multiplicateur mis au point dans les années d'avant-guerre pour l'étude des effets d'un investissement et plus spécialement des dépenses de travaux publics. Il note, d'autre part, à côté de ce « type » d'inflation, deux autres cas intéressants : celui des pays qui, sans changement important de leur mécanisme économique interne, ont connu un flux monétaire surajouté — celui des troupes stationnées sur leur territoire — d'où des hausses de prix momentanées et ne durant guère que pendant la période de stationnement (c'est le cas du Moyen-Orient). Le second cas est celui de l'Amérique latine, qui n'a pas engagé des dépenses de guerre considérables. Mais, là, c'est le développement des exportations (à prix accrus) qui a engendré un processus inflationniste renforcé encore par un effort d'investissement rendu plus difficile par la raréfaction des possibilités d'importation.

Le cas de l'inflation française (1) est bien moins étudié. M. Brown semble sous-estimer, d'une part, les tensions inflationnistes accumulées pendant le temps d'occupation et subitement libérées en 1945, d'autre part, l'effet des changements rapides de comportement des détenteurs d'encaisses.

Son étude de la « spirale des prix » et des relations entre cette spirale et la distribution des revenus est fort intéressante. Elle aurait cependant pu être complétée (ou corrigée) par quelques remarques statistiques sur le mouvement véritable des prix : dans beaucoup de pays, la hausse observée dans l'immédiat après-guerre est en partie surestimée par les statisticiens : les indices, qui à la fin de la guerre, ne contenaient que des prix taxés, ont « intégré » des prix libres au fur et à mesure du changement de la législation. En fait, la population qui achetait, en temps de guerre, partie au marché officiel, partie au marché noir, avait connu dès 1944 une hausse effective importante de ses dépenses. La hausse ultérieure a été moins vivement ressentie par la population que par les statisticiens : le prix libre, en hausse pour ces derniers, puisqu'il remplaçait un prix taxé, ne l'était pas pour le particulier : pour lui, il remplaçait souvent un prix noir.

Disons encore que des techniques d'étude telles que celle des « rangs des prix » (2) permet un diagnostic plus précis de la période inflationniste, notamment par les recherches de corrélation des « rangs » des groupes de produits et par les diagrammes de dispersion des prix : on aperçoit que des indices « moyens » de même niveau peuvent cacher des situations bien différentes : en 1946, par exemple, l'indice moyen était composé d'indices de prix attardés et d'indices très élevés (secteur spéculatif). En 1948 ou en 1952, la « structure » de nos prix était correctement reconstituée avec une majorité importante de produits autour du prix moyen.

Il serait souhaitable d'avoir un jour une analyse semblable pour les principaux pays pendant et après guerre.

Pour en revenir au livre de M. Brown, nous pouvons conclure : contribution intéressante à l'histoire économique de la guerre, mais pas encore le travail complet qui reste à écrire.

A. Piatier.

(1) Voir, sur ce sujet, ma contribution à l'ouvrage *Business Cycles in Post War Wold*. Londres, Macmillan, 1955.

(2) Utilisée dans *Études et conjoncture* de janvier 1952 et janvier 1953.

Alimentation

Dans la série consacrée par le *Food Research Institute* de l'Université de Stanford (Californie) aux problèmes de l'alimentation et de l'agriculture au cours de la seconde guerre mondiale figure un livre dont l'auteur, E. M. H. Lloyd, est un administrateur économiste dont l'expérience en matière de ravitaillement s'est étendue au ministère britannique de l'Alimentation sur les deux guerres mondiales : entré en 1917 dans cette administration, il devait donner en 1924, un livre intitulé *Experiments in State Control at the War Office and the Ministry of Food* ; au cours de la seconde guerre mondiale, il devait servir dans la Mission britannique du Ravitaillement aux États-Unis (1941-42) puis comme conseiller économique du ministre d'État au Moyen-Orient (1943-44). C'est là l'origine du choix de l'auteur qui après avoir occupé des fonctions internationales à l'U.N.R.R.A. (1944-46) puis à la F.A.O. (1946-47) devait être nommé sous-secrétaire du ministère de l'Alimentation britannique jusqu'en 1953. Membre fondateur du *Royal Institute of International Affairs*, membre de la Conférence internationale des Économistes agricoles, E. M. H. Lloyd fut, en 1956-57, président de l'*Agricultural Economic Society du Royaume-Uni*.

L'ouvrage est divisé en 7 parties :

La première, consacrée à la situation d'avant-guerre, définit la région qui comprend : l'Égypte, le Soudan, l'Éthiopie, l'Érythrée et les Somalis, Chypre, la Syrie, la Palestine, le Liban, l'Irak, l'Iran, la Lybie, la Transjordanie et la Péninsule Arabique.

La seconde traite de l'œuvre du Centre d'Approvisionnement au Moyen-Orient mis en place le 24 avril 1941 qui, d'abord par l'application de la *Loi Prêt-Bail*, puis dès août 1942 par une participation officielle (Frederick Winant principal représentant civil devint alors président du Comité exécutif au Caire) fut une action d'étroite coopération anglo-américaine.

La troisième traite des importations et systèmes de collecte des céréales. La quatrième de la menace d'inflation : effets des dépenses militaires sur les monnaies et les prix, conférence financière du Moyen-Orient (Le Caire, 24-29 avril 1944), ventes d'or, rationnement.

La cinquième du riz, du sucre, des huiles et graisses, des pommes de terre, du café et du thé. La sixième est consacrée à l'aide scientifique, je serais tenté de dire plutôt à l'assistance technique... pour la production alimentaire : lutte antiacridienne, irrigation et dry farming, etc.

La septième s'efforce de faire une synthèse des constatations et de prévoir l'évolution de la production en face de l'expansion démographique.

La situation militaire à laquelle dut faire face le général Wavell en 1941 avec cinq campagnes à mener de front : Éthiopie, Lybie, Grèce, Syrie et Irak n'a pas empêché le major général Collins d'écrire dans la biographie de Lord Wavell : « Durant toute la période Wavell au Moyen-Orient, ce furent les services administratifs qui constituèrent son talon d'Achille et lui posèrent les problèmes les plus difficiles à résoudre » (p. 195, cité p. 73).

Les succès ou insuccès de l'action menée pour organiser le ravitaillement de guerre apparaissent très nettement dans l'évolution de la mortalité infantile « l'indice le plus sensible que nous possédions du bien-être social » (*The elements of vital statistics*, 1924).

On conçoit que E. M. H. Lloyd puisse avec quelque satisfaction faire état des statistiques du Moyen-Orient en la matière ou du moins des 3 pays qui présentent des séries intéressantes et les compare à celle du Royaume-

(1) E. M. Lloyd, *Food and inflation in the middle east 1940-1945 (Alimentation et inflation au Moyen-Orient 1940-45)*, Food Research Institute, Stanford University Press Cal., U.S.A., 1956.

Uni d'une part où la même « administration » a obtenu des résultats remarquables, à celles de l'Italie et des Pays-Bas d'autre part. Nous avons cru bon d'ajouter les chiffres de notre propre pays qui appartient malheureusement au second groupe pour des raisons évidentes.

	Égypte	Chypre	Palestine		Italie	Pays-Bas	Royaume-Uni	France
			Juifs	Musulmans				
Moyenne :								
1934-1938 (1)	163,9	128,9	65,4	153,3	103,1	39,2	60,1	65 (2)
1939	161,2	98,2	54,0	121,5	97,0	33,7	53,6	63
1940	161,8	88,9	59,1	147,1	102,7	39,1	61,0	91
1941	150,2	107,6	55,6	131,7	115,2	43,6	63,3	73
1942	168,4	184,7	58,0	140,3	112,4	39,5	52,9	70
1943	160,2	120,8	44,1	113,1	115,1	40,1	51,9	75
1944	152,3	81,8	36,1	102,9	103,2	46,3	47,6	77
1945	152,8	81,0	35,8	93,9	103,1	79,7	48,8	109
1940-1943 ...	160,1	125,5	54,2	133,1	111,3	40,6	57,3	77,2
1946-1949 ...	135,4	68,7	30,7 (3)	...	79,3	32,1	39,1	62

Sans doute l'inflation n'a pu être limitée dans les pays du Moyen-Orient comme au Royaume-Uni et aux États-Unis. Les efforts faits devaient tenir compte des possibilités. « L'expérience de la Palestine, de Chypre et du Soudan met en lumière les limites jusqu'où pouvait être poussée une politique fiscale, même sous administration britannique » (p. 330)... Les autres gouvernements n'avaient ni le désir ni les moyens d'une telle politique... Les ventes d'or furent certes efficaces mais les réserves britanniques ne permettaient pas d'aller trop loin dans ce domaine. Malgré un mauvais départ en 1941-42 en Syrie et en Iran où les opérations militaires coïncidèrent avec de mauvaises récoltes « l'inflation modérée des prix ne se transforma point comme en Grèce et plus récemment en Corée et en Indochine en inflation galopante. Sauf en Iran, il n'y eut pas de déficit financier et les budgets furent équilibrés ou près de l'être. En Égypte on parvint à obtenir des surplus budgétaires et pour la première fois des emprunts gouvernementaux furent placés sur le marché local. En Égypte, à Chypre, en Palestine et au Soudan des subventions furent comme en Grande-Bretagne utilisées pour diminuer le coût de la vie et stabiliser les salaires et cela doit avoir aidé à ralentir l'inflation » (p. 331), ce qui fut sans doute le plus efficace c'est le contrôle des prix et l'organisation du ravitaillement malgré les difficultés extrêmes que comportaient ces mesures dans cette région. « La question pertinente n'est pas tellement de se demander pourquoi les contrôles ne réussirent pas mieux, mais comment ils ont pu seulement fonctionner. Le contrôle des prix, la collecte des céréales et le rationnement dans ces pays, cela rappelle l'image du Dr Johnson d'un chien marchant sur les pattes de derrière » *(ibid.)*.

Les problèmes d'avenir au Moyen-Orient ne sont pas différents de ceux auxquels il faut faire face dans les autres pays sous-développés à haut potentiel démographique. De l'étude d'E. M. H. Lloyd le lecteur retire l'impression qu'une administration de guerre efficace a évité que ces problèmes n'aient été, du moins autant qu'ils auraient pu l'être, aggravés par les circonstances d'une guerre qui a dû aussi être conduite dans une telle région.

M. Cépède.

(1) Pour 1000.
(2) 1938.
(3) Moyenne 1946-47.

LA GUERRE EN EXTRÊME-ORIENT

Politique et Diplomatie

Dans un ouvrage considérable, trois spécialistes britanniques de l'Extrême-Orient ont étudié les questions politiques et économiques concernant tous les pays d'Extrême-Orient et du Pacifique qui furent touchés par la deuxième guerre mondiale entre 1942 et 1947 (1). Autrement dit, les opérations de guerre n'y sont pas traitées ; en outre, la période envisagée couvre toute la guerre entre le Japon et l'Amérique et dépasse de deux ans la capitulation du Japon. Le livre n'intéresse donc directement cette *Revue* que par sa première partie, la deuxième étant consacrée à l'œuvre américaine dans le Japon occupé, et à la Corée.

Il est inutile de souligner l'importance de ces années dans l'histoire d'Extrême-Orient. D'abord pour le Japon, entraîné par son parti militaire dans une aventure démesurée, puis grisé par ses premières conquêtes sur de vastes espaces, finalement vaincu et ramené à la superficie restreinte de son archipel, orgueilleux de n'avoir jamais vu ses îles envahies, puis humilié par une capitulation sans conditions et par une occupation étrangère. Ensuite pour les grandes puissances occidentales qui avaient toujours eu jusqu'alors le dernier mot en Extrême-Orient, qui virent s'écrouler leur suprématie et s'effriter leur domaine colonial. Enfin, pour les peuples d'Extrême-Orient, qui s'affranchirent, totalement ou partiellement, de la tutuelle à laquelle ils avaient été soumis.

Le livre s'ouvre en 1942, au lendemain de l'attaque de Pearl Harbour (7 décembre 1941) ; 1942 est l'année où le rêve japonais d'une *Grande Asie orientale* parut se réaliser. Guam avait été conquise le 10 décembre 1941, Wake le 23, Hongkong avait capitulé à Noël. Des débarquements avaient réussi aux Philippines. Le tour était venu de Bornéo et des Célèbes, de Bali et de Timor. La presqu'île malaise avait été attaquée le 8 décembre, progressivement conquise, et Singapour avait capitulé le 15 février 1942. Les forces hollandaises se rendirent le 9 mars. La conquête de la Birmanie fut achevée à la fin de mai. Ces quelques points jalonnent grossièrement vers le sud-ouest et dans le Pacifique les limites des conquêtes japonaises dans leur immense étendue. Quelle fut l'histoire de ces pays envahis au cours de leur occupation? C'est ce que M. Jones expose en commençant par le Mandchoukouo, type du pays théoriquement indépendant, mais en réalité vassalisé par le Japon en application du *Protocole* du 15 septembre 1932. On doit reconnaître que le développement économique du Mandchoukouo fut considérable, grâce en particulier à la création d'un équipement hydro-électrique de premier ordre. Puis M. Jones passe à la Chine occupée et aux relations du Japon avec le gouvernement de Nankin ; il rappelle l'ampleur des ressources en charbon de cokerie, en minerai de fer, en sel industriel, en coton, que le Japon tira de cette partie de la Chine ; il nous fait voir les grandes puissances abandonnant les unes après les autres leurs privilèges. Mais, à la fin de 1944, le Japon perdait tout espoir de venir à bout de la Chine ; le gouvernement de Nankin allait être absorbé par celui de Tchong-k'ing ; le sort de la Chine devait se décider désormais entre le *Kouomintang* et les communistes.

Les événements d'Indochine, si complexes, sont exposés avec une clarté et aussi un souci d'impartialité qui font honneur à M. Jones. La « situation d'une

(1) F. C. Jones, Hugh Borton et B. R. Pearn, *The Far East, 1942-1947*, Oxford University Press, 1955, 589 pages. (Collection « *Survey of international affairs*, 1939-1946 ».)

extraordinaire difficulté » dans laquelle se trouvait le gouverneur général qui devait faire face « non seulement aux Japonais... mais aussi à l'agitation régnant chez les Annamites, aux intrigues chinoises, à la résistance que lui opposaient les éléments gaullistes, aux Alliés, et particulièrement aux Américains » expliquent son échec, dit l'auteur, qui trouve même remarquable que l'amiral Decoux ait pu se maintenir aussi longtemps qu'il le fit (p. 26). Les incroyables préjugés de Roosevelt contre la présence française en Indochine sont rapportés dans toute leur naïveté et leur violence : « La France a possédé ce pays pendant presque un siècle et les habitants sont plus malheureux qu'au début », disait-il (p. 31).

L'histoire des Philippines sous l'occupation japonaise n'est guère moins compliquée que celle de l'Indochine, car, lorsque le Japon conquit l'archipel, les Philippins espéraient n'avoir plus que cinq années à attendre leur indépendance, mais « économiquement les Philippines restaient au stade de colonie américaine » (p. 37) et, d'autre part, une immigration considérable de Japonais avait eu lieu dans l'île de Mindanao. Les Philippins pouvaient se demander s'ils devraient plus tard rester dans l'orbite américaine ou entrer dans l'orbite japonaise. Chacune des perspectives avait ses partisans, d'où querelles intérieures. Mais, quand les occupants japonais s'en allèrent, « ils laissèrent un héritage de pauvreté, d'amertume et de malaises sociaux » (p. 50).

Le Siam, que le Japon n'eut pas à conquérir par la force, qui fut « parmi les autres associés du Japon celui qui ressembla le plus à un allié sincère » (p. 50), joua en réalité un double jeu bien mis en lumière ici ; toutefois, il ne put en tirer tous les avantages qu'il espérait et il dut rendre tous les territoires acquis depuis 1940.

La Birmanie, la Malaisie et, plus longuement, les Indes néerlandaises font l'objet des études suivantes.

L'idée de constituer une *Sphère de coprospérité de la Grande Asie orientale*, thème de la propagande japonaise, ne fut pas, nous dit M. Jones, « de l'hypocrisie pure », et il ne convient pas « d'y voir seulement le voile mensonger bien connu que les gouvernements ont l'habitude d'utiliser pour masquer leurs buts égoïstes » (p. 85). L'armée japonaise s'imaginait qu'elle avait une mission : « extirper ce qu'elle considérait comme les influences du matérialisme et de la désagrégation qu'exerçait l'Occident sur le monde oriental » (p. 85). Plus évolué que les autres peuples de l'Extrême-Orient, le Japon se croyait appelé à guider ces derniers sur le chemin de la civilisation. Toutefois, la réalisation de cet idéal le conduisait à constituer un grand empire dont l'organisation apparaît dans un document découvert par les Alliés après la capitulation. Un certain nombre de points ou de régions auraient été annexés en raison de leur importance stratégique : Hongkong, Singapour, Bornéo, la Nouvelle-Guinée, la partie hollandaise de Timor. Une deuxième catégorie de pays eût compris des régions d'abord occupées par le Japon, mais qui, plus tard, auraient joui d'une certaine autonomie : États malais, Indes néerlandaises. Il y avait enfin une troisième liste, celle des pays alliés : Mandchoukouo, Chine, Philippines, Indochine (dont les liens avec la France n'étaient pas définis). Pour traiter ces problèmes, le *ministère de la Grande Asie orientale* fut créé le 1er novembre 1942. Sur l'organisation et l'histoire de ce ministère, M. Jones nous renseigne abondamment.

Un chapitre particulièrement intéressant (tous les chapitres de cet ouvrage le sont) est consacré à la diplomatie japonaise de 1942 à 1945. Certains points doivent être relevés. D'abord celui-ci. Le *Pacte tripartite* du 27 septembre 1940 confiait à l'Allemagne et à l'Italie le soin de créer l'*Ordre nouveau* en Occident ; au Japon revenait la tâche de l'établir en Extrême-Orient. En outre, l'accord militaire signé le 28 janvier 1942 à Berlin définissait les limites des zones d'opérations de l'Est et de l'Ouest. Il était entendu que les marines allemandes

et italiennes pourraient éventuellement coopérer avec la marine japonaise dans le Pacifique, de même que les marins japonais pourraient intervenir aux côtés des Allemands et des Italiens dans leur zone. Des commissions mixtes devaient aider à régler les détails de la collaboration. En fait, ces arrangements restèrent lettre morte. Les Allemands ont mené leur guerre et les Japonais la leur. Les commissions mixtes, les attachés militaires, ont exprimé après la guerre leur déception de n'avoir jamais été mis au courant des projets d'opération. M. Jones attribue ce manque de liaison à un manque de confiance ; Hitler ne pouvait, en raison de sa conception de la supériorité raciale des Blancs sur les peuples de couleur, accorder sa sympathie aux Japonais.

Un deuxième point étudié longuement par M. Jones est le refus du Japon d'agir contre les Soviets quand l'Allemagne le lui demanda. Au contraire, le Japon multiplia les tentatives de médiation entre l'Allemagne et l'U. R. S. S. et nous en suivons ici les détails et les échecs successifs.

Enfin, un chapitre rappelle l'opposition entre les partisans japonais de la paix (le prince Konoe, le marquis Kido, etc.) et les partisans de la guerre à outrance conduits par le général Tôjô. C'est là un sujet qui est maintenant bien connu, mais M. Jones ajoute à un exposé clair quelques notes personnelles, notamment un portrait de Tôjô à qui il reconnaît « une bonne dose de courage et de décision », mais qui « n'était à aucun point de vue un grand homme ».

M. Jones passe ensuite à la Chine. Il rappelle l'aide officielle ou officieuse que lui apporta l'Amérique avant la guerre sous diverses formes (admission au bénéfice de l'acte *Prêt et Bail*, création du corps d'aviateurs volontaires du général Chennault, soutien de la monnaie chinoise par les banques anglo-américaines). Il trace un portrait du général Stilwell, dont « les mérites militaires et linguistiques étaient handicapés par un caractère difficile » (p. 159), et qui ne pouvait supporter Tchiang Kai-chek.

La première partie se termine sur les abandons de Tchiang à l'U. R. S. S. dans le traité sino-soviétique du 14 août 1945 qui redonnait en Mandchourie aux Russes des Soviets tous les droits (sauf l'exterritorialité) dont jouissaient les Russes des tsars entre 1898 et 1914.

La seconde partie, dont le développement est au moins égal à celui de la première, porte sur une période postérieure à la guerre. L'évolution de la Chine et des pays du sud-est de l'Asie, toujours étudiée par M. Jones, y tient une certaine place, mais c'est surtout l'occupation du Japon par les Américains, cette fois sous la plume de M. Hugh Borton qui y est traitée avec une grande ampleur, puis celle de la Corée, pendant la même période de 1945 à 1947.

Enfin, la question des îles du Pacifique autrefois sous mandat fait l'objet d'un dernier chapitre. Exposée par M. H. Borton, avec tout le sérieux qui convient à de tels sujets et à un tel ouvrage, elle pourrait être reprise par un humoriste qui montrerait comment les États-Unis sont arrivés, non sans faire appel à toutes les subtilités de la casuistique, à concilier le désir d'acquérir ces îles (désir très justifiable, car la Marine américaine estime qu'elles lui sont indispensables) et le souci de rester fidèles aux multiples engagements contractés, soit par la *Charte atlantique*, soit par les Déclarations du Caire, puis de Potsdam, qui excluaient tout agrandissement territorial. On sait que le mandat japonais a été remplacé par une gestion tutélaire des États-Unis, sous un contrôle international et tout nominal.

Le livre est complété par le texte de vingt-neuf documents (traités, accords, déclarations, etc.) et un index.

G. Renondeau.

Le Japon et les Indes Néerlandaises

M. M. A. Aziz, lecteur à l'Université de Dacca, au Pakistan, a profité d'un voyage d'études aux Pays-Bas pour écrire une histoire des relations entre le Japon et les Indes néerlandaises avant et après la guerre de 1941 (1). Le Japon moderne surgit avec la Restauration-Meiji en 1868 et peu après l'impérialisme japonais se manifesta : annexion des Kouriles en 1875, des îles Bonin en 1877, d'Okinawa en 1879, des îles Vulcano en 1894. Après la guerre sino-japonaise de 1894-1895, la Chine dut céder l'île de Formose, ainsi que les Pescadores, au Japon et reconnaître l' « indépendance » de la Corée. Après la victoire — sensationnelle à cette époque — du Japon moderne sur les Russes en 1904-1905, la Corée devenait définitivement une colonie japonaise.

La deuxième phase de l'impérialisme japonais commença, après la première guerre mondiale, avec la conquête de la Mandchourie, en 1931. La préparation de cette conquête avait déjà commencé le 31 mars 1922, quand plusieurs officiers de l'armée et de la marine s'assemblèrent à Tokio pour rédiger des plans de guerre. Dans le cas de la Mandchourie, les Japonais suivaient une politique plus souple qu'avant la première guerre mondiale, en faisant proclamer l'indépendance de la Mandchourie, en 1932, sous la régence de l'ex-empereur de la Chine, Henry Pu Yi. En réalité, la Mandchourie n'était qu'un État vassal, qui devrait servir comme base de guerre japonaise sur le continent. Tout le pouvoir effectif se trouva entre les mains de l'armée japonaise.

Mais le Japon ne se montra pas encore satisfait. A partir de la dépression économique de 1929, les militaires gagnèrent de l'influence, surtout les jeunes officiers de l'armée et de la marine. Une série de meurtres politiques suivirent, qui paralysèrent l'opposition. En 1936, les militaires possédaient un pouvoir presque absolu. Le 11 août de cette année, les ministres des Affaires étrangères, de la Guerre, de la Marine et des Finances, ainsi que le président du Conseil japonais, fixaient un *Principe fondamental de notre politique nationale*, lequel visait à une expansion ouverte. Bientôt, après l'incident du pont de Marco Polo, le 7 juillet 1937, le Japon avait trouvé son prétexte pour attaquer la Chine.

Le déchaînement de la deuxième guerre mondiale en Europe présenta une chance unique au Japon de continuer cette expansion. Déjà, le 29 juin 1940, le ministre des Affaires étrangères japonais, Arita, proclama ouvertement l'idée d'un *Greater East Asia Co-Prosperity Sphere*, évidemment sous la suprématie et la direction du Japon lui-même. Il était évident que les grandes puissances coloniales européennes seraient les victimes de cette nouvelle idée japonaise ; la France, la Grande-Bretagne et la Hollande payeraient la note de la « coprospérité », inventée à Tokio.

Depuis longtemps, les Japonais avaient jeté des yeux avides sur les Indes néerlandaises, dans lesquelles ils avaient déjà commencé une pénétration pacifique. Bientôt, ils cherchèrent d'autres moyens. Le 16 septembre 1940, ils entamèrent des négociations dites économiques avec les autorités néerlandaises, des négociations qui avaient pour seul but de mettre les Indes néerlandaises sous l'influence japonaise et de les forcer à fournir au Japon toutes les matières premières dont il avait besoin. Les Japonais revendiquaient, par exemple, 200.000 tonnes de bauxite, c'est-à-dire la production entière des Indes néerlandaises. La conférence économique de Batavia se termina, le 17 juin 1941, avec un échec pour les Japonais. Les autorités indo-néerlandaises, dirigées par le Dr H. van Mook, avaient résisté vigoureusement à leurs

(1) M. A. Aziz, *Japan's colonialism and Indonesia. Publications under the direction of the Netherlands Institute of International Affairs*, La Haye, Martinus Nijhoff, 1955, 271 pages, cartes, index.

exigences. C'était la fin de l'illusion japonaise de poursuivre une conquête pacifique des Indes. Le 5 novembre 1941, une Conférence impériale décida de passer à la manière forte et de conquérir les colonies néerlandaises.

Les premières troupes japonaises débarquèrent dans les Indes néerlandaises le 10 janvier 1942, plus d'un mois après le commencement des hostilités en Extrême-Orient. Après une résistance sans espoir, les forces armées indo-néerlandaises devaient capituler le 8 mars 1942. L'attitude de la population indigène avait été complètement passive, malgré les prévisions des Néerlandais, qui avaient compté sur la fidélité et l'appui des Indonésiens. Malheureusement, le contraire fut vrai. La plupart des indigènes acclamèrent les troupes japonaises comme des libérateurs et le prestige néerlandais disparut pour de bon après la défaite.

Après leur victoire, les Japonais placèrent les Indes sous un gouvernement militaire ; ainsi, Java se trouva sous la garde de la 16e armée, Sumatra de la 25e armée, tandis que Bornéo et les Célèbes étaient gouvernés par la Marine. Immédiatement, l'élimination de l'influence néerlandaise commença dans tous les domaines de la vie publique. Bientôt, les Néerlandais eux-mêmes étaient rassemblés et internés dans des camps, où beaucoup perdirent la vie. Le prestige européen avait atteint un point zéro.

Mais le Japon manqua sa chance unique de gagner les sentiments indonésiens en commettant de grandes fautes depuis le commencement de l'occupation. Malgré les mots pompeux de solidarité asiatique, les Japonais visaient à faire de l'Indonésie une structure politico-économique qui avait l'apparence de la liberté, mais qui serait, en réalité, intégrée dans l'empire japonais. Ces intentions japonaises, bientôt évidentes, n'encourageaient guère les nationalistes indonésiens, dont les activités politiques étaient défendues par les autorités d'occupation. Ils toléraient seulement quelques partis ou mouvements inspirés par eux-mêmes, comme, par exemple, le Pergerakan Tiga A, fondé en avril 1942, ou le Putera de mars 1943, également projaponais. Quelques « prominents » indonésiens, comme Sukarno et Hatta, acceptaient une coopération avec les Japonais ; d'autres, comme le vétéran des nationalistes, le Dr Tjipto Mangunkusomo, refusaient tout contact avec eux.

Le Japon réalisa qu'il faudrait aller plus loin pour obtenir l'affection indonésienne. Le 16 juin 1943, M. Tojo, président du Conseil, déclara que les Indonésiens auraient le droit de participer au gouvernement de leur pays. Quelques mois plus tard, un Conseil consultatif, présidé par M. Sukarno, fut fondé, mais sans aucun pouvoir réel. L'Indonésie ne fut, d'ailleurs, pas invitée à la conférence asiatique qui se tint à Tokio les 5 et 6 novembre 1943. Après l'invasion des Alliés en France, le Japon accéléra le mouvement de l'indépendance indonésienne. Avec des mots assez vagues, le président du Conseil japonais, Koiso, déclara, le 7 septembre 1944, que l'Indonésie deviendrait indépendante ; il ne mentionna pas la date exacte ou l'étendue de cette indépendance, surtout parce que la marine japonaise continuait de s'opposer à une libération entière de l'Indonésie.

Ainsi, la déclaration d'indépendance ne se produisit que le 7 août 1945, quand le maréchal Terauchi, commandant en chef japonais des territoires occupés méridionaux, annonça officiellement que l'Indonésie serait déclarée indépendante aussitôt que les préparatifs seraient terminés. « In all probability, it was the Tokyo-government which, with the end of the war in sight (the Atom Bomb fell on Hiroshima on August 6, 1945), made a strenuous attempt to play a trick on the Allies and obtain political gain in the distant future for Japan » (p. 251-252). Dix jours après la déclaration de Terauchi, MM. Sukarno et Mohammed Hatta proclamèrent l'indépendance indonésienne. Comment, dans ces jours troublés, la formation de l'indépendance indonésienne se réalisa exactement, personne ne le sait. M. Aziz conclut que

les projets japonais aussi bien que le nationalisme indonésien jouèrent leur rôle dans les événements de ce mois d'août 1945.

La monographie de M. Aziz est une compilation très utile, basée surtout sur les documents du Tribunal militaire international pour l'Extrême-Orient. Sa relation des événements est plutôt descriptive qu'analytique. Le plus grand inconvénient me semble le fait que l'auteur ne connaît vraisemblablement pas la langue japonaise et qu'il n'a pas pu consulter des sources ou des publications japonaises, sauf celles qui sont traduites. Dans la bibliographie, je ne trouve, cependant, que quelques lacunes (1).

† C. T. de Jong.
La Haye.

La perte de Singapour

Dans la série de l'*Histoire de la deuxième guerre mondiale*, publiée par les Anglais sous la direction de J. R. M. Butler, s'insère une *Histoire de la guerre contre le Japon* en 4 volumes. Le premier, porte en sous-titre : *La perte de Singapour*. En termes plus précis, il expose la chute de Hong-kong, la conquête par les Japonais de la presqu'île malaise jusqu'à la reddition de Singapour, celle du Bornéo britannique et des Indes néerlandaises (2). L'invasion de la Birmanie est reportée aux volumes suivants qu'elle remplit entièrement.

L'auteur, le général Woodburn Kirby, commence par exposer la politique militaire de l'Angleterre en Extrême-Orient entre les deux guerres et nous fait saisir les raisons du manque de préparation de la défense de Singapour. « En 1919, la Grande-Bretagne était épuisée physiquement et économiquement. » Elle voulait reprendre haleine. Elle pensa que la Société des Nations lui en donnerait la possibilité. Elle réduisit son armée, son aviation, à peu de chose. Sa marine, elle aussi, bien que plus forte que la marine japonaise dans le rapport de 5 à 3, ne lui permit plus d'élever la voix très haut ; l'isolement auquel les États-Unis retournaient compliqua la situation. L'Angleterre ne commença à sentir sa faiblesse et à s'en inquiéter que lorsque les incidents de Changhaï éclatèrent en 1930. Son anxiété s'accrut quand Hitler quitta Genève en 1933. Mais l'état de ses finances après la crise mondiale ne lui permit qu'un réarmement trop lent et trop tardif. Quand la guerre éclata en Europe, l'Angleterre n'était pas prête.

La nécessité de défendre Singapour avait été reconnue à Londres depuis plusieurs années mais l'Armée et l'Aviation n'étaient pas d'accord sur le plan à exécuter. L'Armée voulait se borner à des fortifications de protection immédiate autour de Singapour et du Sud du Johore. Les aviateurs voyaient plus large et entendaient agir de plus loin ; mais pour cela il leur fallait des terrains éloignés, par conséquent difficiles à défendre avec des effectifs limités. Il eût fallu une flotte puissante pour protéger Singapour. Or lorsque la France fut hors de cause et l'Italie entrée en guerre, lorsque l'Indochine fut ouverte à l'expansion japonaise vers le Sud et que la marine britannique n'eut plus le champ libre en Méditerranée, l'Angleterre, surchargée en Europe, ne pouvait plus envoyer à Singapour les forces navales qui eussent été nécessaires.

Des renforts des armées de terre, de l'air et de mer furent envoyés en

(1) Comme S. E. Morison : *The Rising Sun in the Pacific*, Boston, 1950 (période 1931-avril 1942) ; J. Chaudry : *The Indonesian struggle*, Lahore, 1951, et T. M. A. van Löben Sels : *Het ontstaan van de Republiek Indonesia*, Arnhem, 1949.

(2) Major-général S. Woodburn Kirby : *History of the second world war. The war against Japan*, vol. I : *La guerre contre le Japon*, Londres, 1957, 568 p.

Extrême-Orient, mais à une heure tardive et lorsque la perte de Singapour était inévitable.

Il faut bien dire que les hautes autorités civiles et militaires de Singapour, se fondant sur l'opinion qui régnait à Londres, pensaient que le Japon ne les attaquerait vraisemblablement pas. Ainsi raisonnait le commandant en chef en Extrême-Orient, l'Air Chief-Marshall Sir Robert Brooke-Popham en septembre et octobre 1941 (voir p. 451). De même Churchill exposait-il le 26 octobre 1941 au Gouvernement australien qu'à son avis le Japon n'attaquerait pas avant le printemps de 1942 au plus tôt. Pourtant, le général Sir Jan Hamilton avait écrit en 1924 ces lignes inspirées par sa vieille expérience et aussi sa connaissance du caractère de ses compatriotes trop souvent enclins à sous-estimer l'adversaire : « Je n'ai pas de sujet de crainte, à moins que nous n'installions qu'à moitié la maison et que, en y mettant la moitié de la garnison qu'il faudrait, à notre habitude, nous n'en fassions cadeau aux gens mal intentionnés » (voir p. 460). C'est ce qui arriva à Singapour.

Le récit des opérations débute par Hong-kong. Ce point était d'une importance commerciale considérable mais il se trouvait trop éloigné pour qu'on pût le regarder, dans le cas d'une guerre avec le Japon, autrement que comme « un avant-poste à tenir aussi longtemps que possible ». Ce sont là les termes mêmes de la décision prise à Londres en 1938. Aussi n'y avait-on placé que des forces minimes : deux bataillons britanniques et deux indiens. Le plus gros navire de guerre était un destroyer. L'aviation ne comptait que 5 appareils. A la dernière heure deux bataillons britanniques arrivèrent en renfort mais leurs trains n'eurent même pas le temps de débarquer au complet. Les Japonais attaquèrent avec une division et des forces aériennes puissantes. Hong-kong résista 18 jours. Il semble bien qu'on ne pouvait lui en demander davantage.

La perte de la presqu'île malaise et de Singapour fait l'objet du reste de ce gros ouvrage ; le récit est coupé par les opérations qui se déroulaient simultanément aux Indes néerlandaises où des Britanniques et des Australiens se battaient à côté des Hollandais. L'exposé très détaillé de la retraite à laquelle les forces anglaises, indiennes et australiennes furent contraintes de bout en bout ne peut être résumé ici mais quelques observations sont à relever. Comme à Hong-kong les Anglais se faisaient de la valeur de l'armée japonaise une idée absolument fausse qui n'était certes pas, ainsi que l'auteur le souligne, celle des attachés militaires, aéronautiques ou navals à Tokyo. En Angleterre comme en France les jugements des attachés militaires et des 2es bureaux ne furent pas toujours écoutés. En Extrême-Orient, les Anglais payèrent très cher cette erreur. Toutefois les Australiens, peut-être parce que plus proches du Japon, ne partageaient pas les illusions des Anglais.

Le Japon avait destiné à la prise de Singapour sa 25^{e} Armée avec 4 divisions et 1 division aérienne. Singapour qui disposait, au début de la guerre, de la valeur de trois divisions et demie, et de quelques brigades, soit un peu moins de 90 000 hommes, à force de tirer la sonnette d'alarme obtint des renforts. Malheureusement il était impossible de remédier au déficit de cadres expérimentés, au manque total d'instruction des recrues australiennes. De plus, il fallut des semaines pour amener des troupes d'Australie, d'Égypte, d'Afrique. Pendant ce temps, les Japonais poussaient sans relâche. Faute de mieux, l'Amirauté avait envoyé deux navires de bataille, le *Prince of Wales* et le *Repulse*, qui arrivèrent à la dernière heure, le 2 décembre. Le 10, tous deux furent coulés par les avions japonais et ce désastre eut, autant en Angleterre que dans le Commonwealth, un retentissement considérable.

Les hésitations du Gouvernement britannique à autoriser l'entrée de ses troupes en territoire siamois avant d'avoir la certitude que le Japon avait lui-même violé le sol de ce pays, son autorisation arrivée trop tard pour être utile, influencèrent le début des opérations, bien que le cours de ces dernières ne pouvait être modifié pour longtemps.

Avec une flotte qui ne comptait plus, avec une aviation qui dès le premier jour avait subi, à terre ou en vol, des pertes irréparables, en dépit de l'envoi en fin décembre de quatre escadrilles de Hurricanes, avec des forces de terre insuffisantes plus encore par la qualité que par la quantité, Singapour était condamné à un sort fatal. Le 15 février le commandement se rendit et 130 000 hommes tombèrent aux mains des Japonais. Ceux-ci avaient prévu 100 jours pour exécuter leur campagne mais 70 jours leur avaient suffi.

Cinq chapitres concernant les opérations des Indes néerlandaises coupent le récit de la perte de la presqu'île malaise en nous exposant la conquête par les Japonais de l'archipel. C'est, d'abord la prise du Bornéo britannique, qui était dans l'incapacité absolue de se défendre, puis l'attaque des Célèbes et du Bornéo hollandais, ensuite la pression exercée sur Java et Sumatra, enfin l'invasion de Sumatra, Bali, Timor et la chute de Java.

Dans une dernière partie, l'auteur scrute les causes de la défaite. En outre des points effleurés ci-dessus, des problèmes importants sont étudiés longuement. Pourquoi l'Amirauté envoya-t-elle à Singapour le *Prince of Wales* et le *Repulse* ? Pour des questions de prestige, dit le général Woodburn Kirby. Par bluff aussi, ajoute-t-il. Pourquoi l'amiral Phillips, qui le commandait et coula avec ses bateaux, courut-il le risque de s'exposer sans protection aux coups d'une aviation basée à terre ?

L'auteur cite le jugement écrit par le général Wavell, commandant en Chef en Extrême-Orient, deux jours après la capitulation : « Le mal remonte loin : le climat, l'ambiance..., le manque de vigueur dans notre entraînement du temps de paix, la lourdeur de notre tactique et de notre équipement, la difficulté réelle de trouver une réponse à la tactique très habile et hardie des Japonais dans le combat de jungle. » Et parmi tant d'autres réflexions qui mériteraient d'être citées, retenons encore, parmi les causes de la défaite, la diversité des intérêts des Alliés qui nuisait à toute action d'ensemble : les Anglais ne pensaient qu'à Singapour, les Américains à protéger leurs communications maritimes avec l'Asie du Sud-Est et les Indes néerlandaises.

27 appendices donnant des ordres de bataille alliés et japonais, des instructions et ordres de commandement, des notes sur la question du pétrole en Extrême-Orient pour le Japon et les Alliés, sur l'armée des Indes, sur l'armée australienne, d'excellentes cartes, des photographies, complètent ce très bel ouvrage.

G. Renondeau.

LETTRES, NOTES ET NOUVELLES

Au sujet de l' « énigme des blindés »

Nous avons reçu du colonel Goutard une lettre que nous publions par courtoisie (N.d.l.R.).

Je n'aurais pas demandé à la direction de la revue de publier une réponse à la lettre du général Conquet, si celui-ci était resté sur le plan de l'histoire et n'avait assorti sa lettre d'attaques personnelles et d'accusations que je ne puis paraître accepter par mon silence. Quelques mots d'abord sur le fond.

L'ouvrage du général Conquet traite deux thèmes : le thème de notre prétendue infériorité numérique en chars, lequel comporte l'étude des raisons de cette infériorité d'après l'auteur (crédits insuffisants, lenteur des fabrications, etc.), et le thème de notre manque de divisions cuirassées, qu'il attribue à une « incidence majeure politique », c'est-à-dire à une soi-disant opposition gouvernementale à la création de divisions cuirassées supposées réclamées par le commandement.

C'est de ce dernier thème que l'auteur me reproche de n'avoir pas parlé dans mon compte rendu : « M. Goutard n'a ni discuté, ni pas même *(sic)* mentionné cette partie essentielle de mon argumentation (chap. IV). J'avais à relever cette omission si importante. » — Je n'ai, en effet, pas parlé de ce chapitre, de tendance et d'aspect politique, ce qui m'eût entraîné à de trop longs développements, et ce que je jugeais du reste inutile, car cette thèse me semblait devoir trouver peu de créance chez les lecteurs avertis de la revue. Je me suis donc limité à l'aspect militaire du problème, c'est-à-dire aux chars.

Le général Conquet nous dit maintenant qu'il ne s'agit pas dans son livre du nombre de chars. Il abandonne donc son premier thème, auquel il avait cependant consacré deux chapitres et une annexe : le chapitre premier sur les crédits, le chapitre II sur les fabrications (lequel n'indiquait, dans le tableau détaillé de la page 46, que 1 520 chars fabriqués, au lieu de plus de 3 000) et l'Annexe III qui concluait (p. 186) à une supériorité numérique allemande de 1 200 chars, inexistante en réalité, sur le front nord-est.

Le général Conquet nous redit dans sa lettre qu'en 1934 le maréchal Pétain, devenu ministre de la Guerre, « renversa la vapeur » pour le réarmement, et qu'au contraire, l'année 1935, après son départ, « fut perdue pour la rénovation effective de notre armement ».

Or, la réalité est exactement inverse ! Pour 1934, le contrôleur général Jacomet, secrétaire général du ministère de la Guerre, chargé du réarmement, écrit : « Par décret du 4 avril 1934, alors que le maréchal Pétain est ministre de la Guerre (1), et dans le temps même où la France décide d'assurer sa sécurité par ses propres moyens, les crédits de matériel neuf

(1) Lequel s'était déjà, le 7 mars, opposé au retour à la loi de deux ans et à la prolongation de la Ligne Maginot.

inscrits au budget de 1934 pour 656 millions, sont réduits de 136 millions (soit 20 %) (1). » Quant au programme de 3 415 millions établi *in extremis* par le Maréchal, le 17 octobre 1934, trois semaines avant son départ du ministère, « il représentait un effort très modeste », écrit le contrôleur général Jacomet, car il englobait un reliquat de 2 970 millions des programmes de 1927 et de 1930 et son exécution était prévue pour 5 ans (2). En ce qui concerne la première tranche de 800 millions que le Maréchal aurait obtenue au profit de son successeur, le général Maurin, celui-ci déclare : « J'avais trouvé à mon arrivée un commencement d'étude en vue de demander un crédit de 800 millions. C'est donc moi qui ai traité la question devant les Chambres et en ai parlé pour la première fois (3). »

Quant à l'année 1935, soi-disant « perdue du fait de tergiversations inouïes », elle fut au contraire, nous dit le général Gamelin « l'année du démarrage, et pour la première fois il fut réellement possible d'appliquer un programme : 3 705 millions pour les matériels neufs » (4). « Ce programme, écrit le contrôleur général Jacomet, devait aller à la création de prototypes, notamment de chars... Ce n'est qu'à partir de cette date que va se poursuivre enfin une politique de matériels (5). » C'est en effet en 1935 que furent adoptés la presque totalité de nos prototypes de chars modernes. « Et ce qu'il y a de plus troublant, déclarera M. Jacomet, c'est que, notamment pour les chars R. et H., les conditions d'adoption des prototypes étaient réalisées dès 1933. On aurait donc pu hâter leur adoption en 1934 et passer à la fabrication (6). »

Les thèses du général Conquet ne sont donc guère confirmées. Les critiques personnelles adressées à mon égard n'ont pas plus de consistance, comme le montreront les quelques exemples suivants.

Le général Conquet relève ma phrase : « A partir de 1936, reconnaît le général Conquet, le Gouvernement dispose enfin de larges crédits » — et il ajoute : « Mais j'avais écrit : « A partir de 1936, *dira-t-on*, etc. », M. Goutard supprime l'incidente *dira-t-on* par laquelle j'annonçais que j'allais infirmer peu après la portée de ma proposition principale. Ce faisant, il a *totalement* déformé ma pensée. »

Or, dans le texte qui suit, et jusqu'à la fin du chapitre, on ne trouve nulle infirmation, mais seulement des confirmations de l'importance des crédits accordés : « Le Gouvernement est convaincu de la nécessité d'armer puissamment... Si le général Maurin n'a eu qu'un crédit de 1 milliard 885 millions, M. Daladier obtient 14 milliards qui se gonfleront... Au printemps de 1938 : 12 milliards supplémentaires... En avril 1939 : 64 nouveaux milliards. » Et l'auteur écrit lui-même, page 46 : « A partir de fin 1936, les crédits ne vont pas manquer. » Où est donc l'infirmation annoncée, et la « déformation totale de pensée » dénoncée ?

Au sujet de la préface du maréchal Pétain, j'avais écrit : « Le général Conquet ne pouvait passer sous silence cette préface, mais il s'abstient de la reproduire intégralement, se bornant à en donner quelques extraits. »

L'auteur répond : « J'ai à dire que : 1° J'ai si peu passé sous silence

(1) Contrôleur général JACOMET, *L'armement de la France*, p. 105.
(2) ID., *ibid.*
(3) Déposition du général MAURIN devant la *Commission d'enquête parlementaire*, t. IV, p. 899.
(4) Général GAMELIN, *Servir*, t. II, p. 182 et 187.
(5) Contrôleur général JACOMET, *L'armement de la France*, p. 95.
(6) Déposition du contrôleur général JACOMET devant la *Commission d'enquête*, t. I, p. 196.

cette préface que je lui ai consacré 15 pages... ; 2° Je ne saurais tolérer le plus léger soupçon d'avoir cherché à m'abstenir de la reproduire intégralement... C'eût été manquer à la probité intellectuelle. »

Mais où ai-je dit qu'il l'a passée sous silence ? Et comment l'auteur aurait-il pu, dans ses 15 pages de petit format, pleines de digressions et de commentaires, reproduire intégralement une préface de 15 grandes pages ? En fait, il n'en cite entre guillements que 65 lignes.

Le général Conquet avait écrit : « Notre politique en matériel de guerre est celle des prototypes », politique qu'il définissait ainsi : « Au lieu d'exécuter des programmes coûteux et vite démodés, on se contente de créer des prototypes d'armes qu'on ne fabriquera en série que lorsque l'échéance inéluctable sera en vue... presqu'au dernier moment. »

J'avais fait observer qu'à partir du plan de 4 ans de 1936, notre politique a été une politique de fabrication en séries. L'auteur déclare maintenant qu'il visait la période « avant 1936 » et il m'accuse d'avoir « démantelé sa pensée ». Mais, comment comprendre que « le dernier moment » ne se situait pas en 1939, mais « avant 1936 » ?

Le général Conquet écrit : « Quand M. Goutard indique que, de 1932 à 1939, notre armée n'a eu qu'un seul chef d'état-major, le général Gamelin, n'était-il pas opportun de rappeler en balance, *comme je l'avais fait*, que la France a compté 19 Gouvernements et 8 ministres de la Guerre ? »

Or, je l'avais parfaitement rappelé, déplorant même cette instabilité ministérielle. Par contre, et bien qu'il écrive maintenant « comme je l'avais fait », c'est le général Conquet, qui après avoir insisté sur l'instabilité ministérielle, a totalement oublié de « rappeler en balance » la remarquable stabilité de notre commandement. D'autre part, de janvier 1933, date de l'avènement de Hitler, à juin 1940, nous n'avons eu réellement que quatre ministres de la Guerre, dont M. Daladier qui détint le portefeuille pendant cinq années sur sept : en 1933, puis de 1936 à 1940, c'est-à-dire pendant toute la période de réarmement.

Tant dans son commandement, que dans son ministère, notre armée a donc joui d'une stabilité que pouvait lui envier l'armée allemande, alors déchirée par les limogeages et les assassinats (von Blomberg, von Schleicher, von Fritsch, Beck...), sans parler de la suppression du ministère de la Guerre et de la création de l'O.K.W. et de l'O.K.H.

J'avais tenté de résumer en quelques formules lapidaires les idées exprimées par le maréchal Pétain dans sa préface au livre du général Chauvineau, et j'avais rédigé une sorte de « digest » de 12 lignes pour condenser cette préface de 15 pages. Il n'y avait donc pas strictement identité d'expressions. En outre, les quatre dernières lignes (relatives aux chars), qui étaient de la plume du général Chauvineau, avaient été, par erreur, accolées aux premières mais elles étaient nettement approuvées, dans leur sens, par le Maréchal dans sa préface. L'esprit de celle-ci n'était donc nullement trahi. Le Maréchal avait faite sienne la thèse du général sur les chars, déclarant : « La conception du général Chauvineau (troupes motorisées, avec *quelques* chars cuirassés) paraît mieux répondre (que celle du colonel de Gaulle) aux possibilités des blindés, à leurs servitudes devant les mines et les armes antichars et aux saines conceptions stratégiques. »

En ce qui concerne le front continu, le Maréchal avait félicité l'auteur de l'avoir réhabilité, et il avait déclaré lui-même dans sa préface qu'il était « stable », qu'il n'était pas « un accident passager », que la crainte qu'il inspirait serait pour un agresseur éventuel « le commencement de la sagesse », et il ajoutait : « Couverte par le front continu, la nation aura le temps de s'armer. » L'affirmation de l'efficacité du front continu était-elle une décla-

ration « pauvre, puérile et primaire » gratuitement prêtée au Maréchal ?

Le général Conquet décortique sur 3 pages, membre de phrase par membre de phrase, ce condensé de 12 lignes, et il termine par cette conclusion, à laquelle je me rallie : « Vraiment, on demeure confondu ! Le lecteur appréciera (1) ! »

Colonel GOUTARD.

Sur la politique belge d'indépendance

A la suite de la publication du numéro spécial de la revue consacré à La Belgique pendant la guerre, *nous avons reçu la lettre suivante :*

Permettez-moi quelques observations relatives à la très intéressante étude de M. Willequet, *La politique belge d'indépendance (1936-1940)*. L'auteur s'évertue à présenter comme la chose la plus innocente la politique belge des dernières années d'avant guerre, politique qui demandait en dernier lieu que la Belgique fût dégagée des obligations que lui imposait le traité de Locarno. Il estime indispensable « de souligner avec force une considération trop souvent oubliée », à savoir qu'il « n'y avait là aucun retour à la neutralité conventionnelle d'avant 1940 » et que « la Belgique était libre de rester neutre en cas de conflit, libre aussi, du jour au lendemain, de contracter des alliances de son choix ». Le fait est exact, sans aucun doute. Mais pas plus que la politique d'apaisement franco-britannique, qui a directement provoqué le changement dans l'attitude belge, il ne permet seul un jugement absolu de la situation. Si nous nous rappelons les déclarations du roi Léopold, du 14 novembre 1936 (2), les choses se présentent quelque peu différemment. Le roi Léopold, déclara alors, entre autres : « Nous devons, comme l'a dit récemment le ministre des Affaires étrangères, poursuivre une *politique, exclusivement et intégralement belge*. Cette politique doit viser résolument à nous placer en *dehors des conflits de nos voisins* ; elle répond à notre idéal national... »

Même celui qui ne connaît pas — ou ne pouvait alors connaître — les expériences des dernières vingt années, était déjà en 1936 en mesure de constater les risques d'une argumentation qui s'évertuait à faire croire à la population qu'un pays de l'importance de la Belgique pouvait faire une « politique exclusivement et intégralement belge ». Même le fait que la Belgique s'est efforcée, par un réarmement accéléré, de rattraper le temps perdu, n'y change rien. De même « l'émouvant appel » du roi du 23 août 1938, si on en avait tenu compte, aurait à Londres et à Paris — et contrairement aux intérêts bien compris de la Belgique — soutenu plutôt les milieux favorables à l'apaisement que ceux qui voulaient s'opposer à l'agression du III[e] Reich. Il en est de même de l'offre ultérieure de médiation offerte dans les meilleures intentions par le roi des Belges et la reine des Pays-Bas.

Mais il ne faut pas voir la politique belge des années 1936-1940 uniquement sous l'angle ouest-européen. Ma propre expérience me permet de confirmer quel rôle néfaste elle a joué en 1937 et 38 en Tchécoslovaquie, qui était alors le but immédiat de l'agression nazie. Pendant que la politique officielle du pays, celle du président Bénès et du ministre des Affaires étrangères Krofta, s'apprêtait à résister au III[e] Reich, elle dut lutter contre une agitation qui lui demandait de suivre l'exemple belge et de tourner le dos au principe de la *sécurité collective*, en d'autres termes : le livrer au bon plaisir de Hitler. Cette idée fut propagée, non sans adresse,

(1) Nous considérons désormais la controverse close. *(N.d.l.R.)*
(2) *Documents on international Affairs*, 1936, London, 1937, p. 226.

par *Venkov*, organe officiel du parti le plus fort de la coalition, feuille des *Agrariens*. Ce journal donnait à entendre que la Tchécoslovaquie, très éloignée de la France, ne pouvait pas accorder plus de confiance aux puissances occidentales que la Belgique située à leurs frontières même. Après coup on pourrait arriver à la conclusion que cette manière de voir n'était pas sans fondement. Mais Bénès et, avec lui, dans tous les pays, les forces opposées à l'impérialisme allemand ne pouvaient pas encore, à ce moment, se fier à ce que l'Angleterre et la France comprennent à temps les nécessités de l'heure et se placent en protectrices de la Tchécoslovaquie. Bénès était obligé de faire un gros effort pour combattre ceux qui ne cessaient de se référer à l'exemple donné par la Belgique.

En étudiant, avec l'autorisation du *Foreign office*, des dossiers diplomatiques allemands encore inédits, je suis d'ailleurs tombé sur un rapport de Bargen, ministre allemand à Bruxelles, qui permet de douter que la politique belge, en automne 1938, avait bien saisi les intentions allemandes à l'égard de la Tchécoslovaquie. Voici, de ce rapport, le passage en question :

Bruxelles, le 4 octobre 1938.

« Copie Pol. 11 3063
Légation allemande
A 1027
Sujet : Après la crise

Rapport politique

... L'attitude officielle du Gouvernement belge, pour autant que j'aie pu l'observer, est restée irréprochable, même dans les journées d'extrême tension. Dans toutes les phases de la crise, le cabinet belge s'est employé, avec courage et persistance, à faire prévaloir la politique d'indépendance et de neutralité. A aucun moment il n'a hésité ni laissé naître de doutes dans le public sur le fait qu'il considérait la voie dans laquelle il s'était engagé comme la seule juste et qu'il n'entrait pas dans ses intentions de s'en écarter. Les contacts étroits que j'ai pu entretenir durant ces journées avec le Président du Conseil Spaak et avec le ministère des Affaires étrangères, m'ont permis de constater sans cesse combien scrupuleusement on s'est appliqué ici à ne pas laisser naître chez nous le soupçon de partialité et de tout faire pour dissiper des doutes éventuels.

Le mérite principal de l'attitude ferme du gouvernement belge revient — outre au roi qui a agi discrètement et sous main dans ce sens — au Président du Conseil qui, durant tout ce temps, a tenu la barre avec calme et sang-froid. *M. Spaak s'est aussi toujours efforcé de comprendre notre point de vue dans la question des Allemands des Sudètes*, bien que le problème des minorités, à cause d'Eupen et de Malmédy eût pour lui en tant que Belge une résonance plutôt désagréable. Ce n'est que durant la dernière phase, c'est-à-dire celle de la publication du *memorandum* allemand à la convocation de la Conférence de Munich, que le Président du Conseil semblait ne plus suivre notre attitude. Lors de l'entretien que nous avons eu mardi de la semaine dernière, il m'accueillit avec réserve et me pria, au cours de la conversation, de bien vouloir lui expliquer notre politique ; il n'y comprenait plus rien. J'ai essayé de lui faire comprendre la portée de notre *memorandum* et pourquoi nous étions obligés d'attacher la plus grande importance à une rapide occupation des Sudètes de langue allemande. Mais M. Spaak ne semblait pas convaincu. Il me répondit seulement que 95 % de nos revendications étaient atteintes et qu'à cause des 5 % restants nous étions en train de précipiter l'Europe dans une grande guerre. C'est une argumentation qu'on m'a alors souvent opposée ici. »

Naturellement il n'aurait pas servi à grand-chose de vouloir dissiper, par des conversations avec le ministre allemand, les incertitudes que faisait naître la politique allemande. C'est pourquoi le rapport de Bargen ne reflète peut-être pas *toute* l'attitude de la Belgique. Cependant, l'étonnement provoqué par l'ultimatum que Hitler lança à Godesberg, semble indiquer que les instances responsables de la politique extérieure belge ne réalisaient pas que Hitler ne visait pas tant la « libération » des Allemands des Sudètes que la destruction d'un bastion démocratique en Europe centrale.

J. W. Bruegel,
Londres.

Nous avons communiqué cette lettre à M. Willequet qui nous a fait parvenir la réponse suivante :

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt la lettre de M. Bruegel. Elle apporte des précisions utiles, un document à verser au dossier (afin de le comparer dès que ce sera possible avec d'autres du même ordre), et un renseignement que j'ignorais : le « neutralisme » belge, selon notre aimable correspondant, aurait contribué à démoraliser l'opinion tchèque en 1937 et 1938. M. Bruegel me croira si je lui affirme que cette information ne m'a inspiré aucune fierté patriotique. Cependant, je n'ai pas l'impression que si à l'automne de 1938 le chancelier Hitler, en quête de minorités à « libérer », avait jeté son dévolu sur Eupen-Malmédy plutôt que sur les Sudètes, le Gouvernement de Prague eût aussitôt lancé l'armée tchèque en direction de Leipzig ! Je supplie de ne voir aucune malice dans cette remarque peut-être un peu boiteuse et biscornue ; mon seul désir est de voir en face un état d'esprit qui était général à l'époque.

Mon article visait à exposer, à expliquer, et non à défendre la politique de mon pays entre 1936 et 1940. Nous avons appris à nos dépens que le nationalisme, même le nationalisme de pays bien plus puissants que la Belgique est dépassé et périmé. Le savait-on en 1938 ? Ou, plus exactement, l'opinion générale le savait-elle en 1938 ? M. Bruegel veut bien rattacher le « neutralisme » belge à la politique d'apaisement franco-britannique, mais il juge présomptueuse, pour un petit pays, l'ambition de « poursuivre une politique exclusivement et intégralement » nationale. Je n'en disconviens pas, mais après avoir en vain cherché dans mon atlas une nation, grande ou petite, dont les dirigeants eussent fait preuve en 1938 de dispositions moins particularistes, je vois mal, pour le Gouvernement belge, une option différente de celle qu'il décida de prendre. En outre, je crois avoir montré que malgré les apparences, cette affirmation d'une « politique exclusivement et intégralement belge » représentait en réalité bien plus un *moyen* qu'un *but* : le moyen de faire voter, par des Chambres plutôt rétives, les indispensables crédits militaires. Sans cet appel patriotique et cette assurance qui résonna dans les cœurs comme une garantie de paix, l'esprit de clocher des uns et l'antimilitarisme systématique des autres eussent risqué de faire échec au réarmement.

Avouons qu'à la veille de la seconde guerre mondiale, dans tous les pays démocratiques, l'esprit de croisade n'était guère répandu ; la minorité clairvoyante qui en était animée devait constater que les moyens d'une telle politique faisaient défaut. Les jeunes, écœurés de voir qu'un premier sanglant orage, dont les traces étaient encore visibles, n'avait pas dégagé l'atmosphère, se montraient disposés à reprendre le fusil, avec courage et résignation — mais pour la stricte défense de leurs foyers. Presque tout le monde se figurait, ou voulait désespérément se figurer, que des concessions, faites de préférence sur le dos du voisin (l'Angleterre n'était-elle pas en

train d'offrir le Congo à l'Allemagne ?), apaiseraient le monstre. Pendant la *drôle de guerre*, les cœurs des Belges saignaient pour la démocratie et pour les Alliés, mais l'immense majorité votait *neutre*. Cet état d'esprit était-il uniquement propre à la Belgique ? Je ne le crois pas.

Voilà une constatation qui n'a rien de glorieux, ni d'exaltant. C'est même ce qu'on appelle une vérité désagréable. La moralité que suggère M. Bruegel a toutes mes sympathies personnelles, mais je devais exposer les choses comme elles se sont passées — *wie sie eigentlich gewesen sind* — pour reprendre la formule d'un grand historien allemand.

Jacques Willequet,
Bruxelles.

La première Conférence internationale sur l'histoire de la Résistance européenne

Cette première conférence consacrée à l'étude et à la discussion du problème de la Résistance européenne, qui s'est tenue à Liége du 14 au 17 septembre 1958, s'est tout de suite révélée très importante. Son importance s'est manifestée d'abord par son caractère largement international, encore qu'on ait regretté l'absence de représentants de l'Europe de l'Est, sans lesquels il a été impossible de discuter utilement de certains problèmes comme la *guerilla* ou la *guerre des partisans*, qui figuraient cependant au programme. Du moins, les 200 congressistes environ qui avaient répondu à l'invitation de la *Société belge des Professeurs d'histoire*, initiatrice de cette rencontre, appartenaient-ils à tous les pays d'Europe occidentale que le problème pouvait intéresser : si les Belges étaient les plus nombreux, les pays voisins étaient largement représentés, Pays-Bas, Danemark, Norvège et France, mais aussi Allemagne occidentale et Italie, Angleterre et Suède. Le cadre s'élargissait encore avec des délégués de pays plus lointains, Israël et même Australie, et avec un petit groupe de Polonais en émigration. Son importance venait aussi de l'ampleur et de la gravité des questions soulevées, car il est manifeste qu'avec l'histoire de la Résistance et de ses manifestations dans les différents pays, on atteint quelques-uns des problèmes fondamentaux de cette guerre ; on devait sentir rapidement à quel point certaines évocations provoquaient de résonances, malgré le recul du temps, chez ceux qui avaient vécu le plus intensément cette histoire.

A vrai dire, en même temps que l'importance des questions, ce qui allait apparaître de prime abord, ce sont les difficultés auxquelles se heurtent les historiens qui ont le souci légitime de les élucider. L'écueil le plus visible se manifesta dès les premières discussions : la Résistance ne se définissait pas de la même manière pour tous les orateurs. Les uns mettaient l'accent sur son caractère national, sur son aspect de lutte contre l'ennemi, l'occupant, en dehors de toute autre considération ; d'autres insistaient, au contraire, sur son caractère idéologique de lutte contre un système totalitaire. Même lorsque les uns et les autres convenaient que ces deux aspects coïncidaient, il n'était pas toujours aisé de s'accorder sur la part qui devait revenir à l'un et à l'autre ; et, trop souvent, on ne se rendait pas compte que la solution de ce problème délicat devait être recherchée dans l'étude de l'évolution de la Résistance. A ce manque de rigueur dans la définition est venu s'ajouter un autre danger, qui fut souvent frôlé et pas toujours évité, celui de voir le problème avec une optique, des réflexes ou des préoccupations actuels ; on risquait alors des polémiques où la connaissance du sujet avait peu à gagner.

Ces difficultés provenaient évidemment de la qualité des congressistes. A côté d'historiens de métier, rompus à ces problèmes de méthode, il y avait beaucoup d'anciens acteurs de la Résistance, trop marqués par le drame qu'ils avaient vécu pour s'en abstraire, pour oublier leurs positions personnelles et se plier à une discipline rigoureusement scientifique. Leur état d'esprit se traduisit fatalement par une exaltation de la Résistance, à laquelle la plupart des exposés ne surent pas résister. Celle-ci se manifesta de la même manière dans les communications, qui relataient des épisodes particuliers, de MM. Bouhon, Gérard, Ugeux et Damany, à propos de la Résistance belge, et Bor-Komorovski sur le soulèvement de Varsovie, et dans celles qui voulaient dégager des caractères généraux, aux Pays-Bas par M. de Jong, au Danemark par M. Haesdrup, chez les Israélites par M. Bar-Or. Ces mêmes considérations morales, jointes à l'imprécision des définitions, expliquent qu'on ait pu inclure dans la Résistance, et dès avant la guerre, l'opposition intérieure en Allemagne et en Italie, exposée par MM. Kluke et Vaccarino. Un seul exposé, en définitive, échappait à ce reproche, celui de M. Woodhouse sur la Résistance grecque ; il avait le mérite d'être le récit dépouillé d'un témoin d'une action qu'il a bien connue. Ce faisant, la plupart des communications se prêtaient mal à la discussion. Trop souvent, les orateurs qui voulurent intervenir ne purent le faire qu'en rattachant artificiellement leur propos à l'exposé précédent, et la rigueur des débats en souffrit. Cela se traduisit, en définitive, par des développements juxtaposés et par conséquent fragmentaires. On put ainsi regretter que certains aspects essentiels de la Résistance n'apparussent à peu près pas, non plus que son prolongement généralement fatal, le camp de concentration. Mais, à vrai dire, il n'était pas indispensable, dans une première rencontre, d'aborder tous les sujets.

Toutes ces difficultés, d'ailleurs prévisibles, ne doivent pas décourager et empêcher le renouvellement de telles confrontations. Car il reste tout de même certain que, si dans l'histoire de la deuxième guerre mondiale, il est un aspect dont l'étude est urgente et doit être entreprise tant que les contemporains n'ont pas disparu, c'est bien celui-là. Ce n'est pas seulement un problème de documentation à réunir, encore que celui-ci soit d'une importance très réelle ; c'est aussi que, sur peu de questions autant que celle-là, les historiens des générations à venir risquent de commettre des erreurs de perspective et de jugement, s'ils ne sont pas éclairés par le témoignage direct des participants.

Quelle est donc la solution ?

A la lumière de cette expérience, il paraît incontestable que notre connaissance de la Résistance ne pourra réellement progresser que si son étude est menée d'un point de vue rigoureusement scientifique, par des historiens rompus au métier. Que tous les témoins, les acteurs qui ont vécu ces événements ne soient pas tenus à l'écart de leur étude, cela va de soi. Qu'ils apportent leur point de vue, qu'ils précisent, nuancent ou rectifient telles ou telles conclusions, c'est encore normal. Mais il est essentiel que les thèmes de recherches et les méthodes de travail soient toujours déterminés dans une perspective rigoureusement historique, qui ne peut s'improviser.

Il serait d'ailleurs inexact de croire que ces principes essentiels soient restés étrangers à ce congrès. Si tous les orateurs n'ont pas toujours su s'y tenir, du moins s'y sont-ils toujours référés. Le président de la Société belge des Professeurs d'Histoire, M. Puttemans, qui dirigeait les débats, les a fort opportunément rappelés. Et surtout, le rapport introductif de M. Henri Michel se plaçait sur le terrain solide des définitions et des problèmes de méthode. Qu'est-ce que la Résistance ? la question n'est pas superflue,

nous l'avons vu, et il n'est pas aisé de lui donner une réponse qui intègre tous les aspects du phénomène. Si elle n'est pas européenne, au sens rigoureux du terme, ce qui va de soi, dans quelle mesure a-t-elle cependant intéressé toute l'Europe, et avec quelles différences ? On sent tout ce que de telles questions supposent de travaux solides avant qu'on puisse tenter de leur apporter une réponse. C'est pourquoi il était légitime de proposer d'abord un programme d'approche qui comprendrait une chronologie et des répertoires, des inventaires d'archives, des monographies portant sur certains points précis.

Au terme des travaux, l'institution d'une *Commission internationale d'Histoire de la Résistance* a été décidée. Lorsque cet organisme, qui n'a été qu'ébauché, sera définitivement organisé, il lui appartiendra de coordonner ces travaux, pour lesquels il est évident qu'une collaboration internationale est indispensable.

J. M. d'Hoop,
Paris.

Un témoignage sur Hitler

Présenté par un homme instruit, issu d'un milieu d'artisans, et qui fit une modeste carrière de fonctionnaire provincial, ce témoignage honnête (1) porte la marque d'une admiration mal refoulée. Hitler semble en avoir imposé à son ami, dès ces années de Linz et de Vienne — de 1904 à 1908. Il en aurait imposé par son genre de vie quasi bourgeois, d'abord. Puis par sa sensibilité : « nature intuitive, et pleine d'intérêt pour autrui » (p. 37), « avec tout son cœur débordant, il s'intégrait à la masse des déshérités » (p. 187), etc. Enfin et surtout par son originalité et son ambition. Sur cet aspect d'Hitler, A. Kubizek nous apporte des indications utiles, dont certaines ont échappé aux premiers biographes sérieux, Görlitz et Quint (2) ou Bullock (3).

Physiquement, un agité, dès l'adolescence : « Il marchait partout, même dans l'atelier, dans ma chambre, où il faisait les cent pas » (p. 31) ; par accès, « une frénésie de travail » s'emparait de lui (p. 214) ; « les discours nocturnes faisaient partie de ses habitudes. Je me souviens que l'un d'eux l'avait mis dans un état quasi extatique » (p. 253). L'auteur n'ayant pas revu Hitler entre 1908 et 1933, on peut accepter comme véridiques de tels souvenirs, qui n'ont dû subir aucune contamination.

Un agité qui déborde de confiance en soi et se lance successivement dans les plus vastes et les plus extraordinaires projets — qu'il s'agisse de son long amour platonique pour Stéphanie, de ses minutieux devis d'architecte concernant la rénovation de Linz ou de Vienne (p. 184), de son opéra manqué (« Wieland le forgeron ») ou de son orchestre ambulant du *Reich*... On retiendra les précisions données par A. Kubizek sur le nationalisme et l'antisémitisme d'Hitler, antérieurs au séjour à Vienne, contractés dans l'atmosphère de Leonding (imprégnée des motifs de Schönerer) comme dans l'enseignement du collège, où Pötsch représentait le type du professeur d'histoire pangermaniste et antihabsbourgeois (p. 67 et 99). « Seul ce qui était allemand avait une valeur à ses yeux » (p. 253) et le théâtre de Wagner accentuait toujours davantage

(1) Auguste Kubizek, *Adolf Hitler, mon ami d'enfance*. Traduit de l'allemand par L. Graf, Paris, 1954.

(2) Voir le compte-rendu dans *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 13 (janvier 1954), p. 47-50.

(3) *Ibid.*, n° 14 (avril 1954), p. 69.

cette orientation. Ce serait même après une représentation de *Rienzi* qu'Hitler aurait eu, sur le Freinberg, une nuit de 1906, la vision « à partir de laquelle tout a commencé... (1) ».

F. L'Huillier.

Un réquisitoire contre les U.S.A.

M. Biggs-Davison a prononcé un réquisitoire contre la politique américaine, coupable d'avoir, avec une continuité aussi remarquable que regrettable, souhaité et réalisé, la ruine de l'Empire Britannique (2). Le président Roosevelt est le principal accusé, mais il n'a fait qu'aggraver et conduire à son terme une action qui avait commencé bien avant lui.

Ce faisant, les Américains ne sont, selon l'auteur, guère logiques avec eux-mêmes. N'ont-ils pas constitué eux aussi un Empire colonial ? Et aujourd'hui encore le Canada n'est-il pas plus indépendant à l'égard de la Grande-Bretagne que n'importe quelle république américaine à l'égard des U.S.A. ?

Cependant, le manque de compréhension des Américains à l'égard des Japonais, dont les revendications auraient pu, selon l'auteur, être partiellement satisfaites sans grand risque, a précipité le Japon dans la guerre et provoqué les pertes irrémédiables que l'Occident a subies, de ce fait, en Asie.

Par la suite, pendant toute la guerre, le Président des U.S.A. et le *State Department* se sont comportés comme si le but principal du conflit était la destruction des Empires coloniaux. M. Biggs Davison, en limitant ses références à quelques ouvrages de *Mémoires*, rappelle quelques-unes des déclarations anti-colonialistes de Roosevelt, déjà connues grâce à Eliott Roosevelt, Churchill ou Stettinius. Cet anti-colonialisme de principe n'empêche pas les U.S.A. de s'emparer de bases aériennes et navales anglaises contre la cession de 50 vieux destroyers et de proclamer un trusteeship collectif pan-américain, sur les possessions européennes dans le Nouveau Monde (*acte de La Havane*, 28 juillet 1940).

Par la suite, la loi *prêt-bail* fait nécessairement de la Grande-Bretagne un perpétuel quémandeur. L'aboutissement est la Conférence de Bretton-Woods qui voit triompher la politique américaine de la liberté commerciale au détriment des ensembles préférentiels du type Commonwealth.

Celui-ci a pourtant payé un lourd tribut à la victoire alliée, plus lourd que celui des États-Unis et M. Davidson en dresse mélancoliquement le bilan. Il demeure cependant encore solide, voire inébranlable dans sa volonté d'exister et son maintien est nécessaire à la paix du monde et à l'indépendance des nations ; au contraire le système libre échangiste américain conduit les U.S.A. à confondre la liberté commerciale avec la liberté nationale, alors que l'une est en fait le principe destructeur de l'autre.

Cet exposé d'un conservateur impérialiste a presque, parfois, l'allure d'un pamphlet. Il est regrettable que l'auteur ne se demande jamais ce que serait devenu l'Empire Britannique si Roosevelt n'avait pas peu à peu conduit son pays de l'isolement à une neutralité bienveillante puis à l'aide directe à la Grande-Bretagne, en attendant d'intervenir dans le conflit avec un poids que M. Davidson semble quelque peu sous-estimer.

Henri Michel.

(1) Il est fâcheux que ce nouveau témoignage nous laisse, malgré les indications des pages 186 et 196, dans l'ignorance de la nature exacte des lectures d'Hitler.

(2) Biggs-Davison, *The uncertain ally (1917-1957)*, Christopher-Johnson, Londres, 200 p.

BIBLIOGRAPHIE (1)

I. — GÉNÉRALITÉS

ÉTUDES D'ENSEMBLE

*Ergang (Robert). — *Europe in our time : 1914 to the present* (Boston), D. C. Heath, 1958, in-8°, xviii-973 p., pl., cartes.

(Les chap. XVII à XXII sont consacrés à la deuxième guerre mondiale.)

*Göhring (Martin). — *Bismarcks Erben 1895-1945. Deutschlands Weg von Wilhelm II. bis Adolf Hitler*, Wiesbaden, F. Steiner, 1958, in-8°, viii-386 p., ill. h.-t.

*Renouvin (Pierre). — *Les crises du XX^e siècle. II. De 1929 à 1945*, Paris, Hachette, 1958, in-8°, 432 p., cartes.

(Histoire des relations internationales, VIII.)

BIBLIOGRAPHIE ET HISTORIOGRAPHIE

Boltin (E. A.). — Pocetnaja i otvetstvennaja zadaca sovetskikh istorikov [Une tâche d'honneur et de responsabilité pour les historiens soviétiques], *Vest. AN SSSR*, n° 2, févr. 1958, pp. 3-12.

Publication d'une *Histoire de la grande guerre nationale de l'Union soviétique 1941-1945.*

Butler (J. R. M.). — The British official military history of the Second World War, *Milit. Aff.*, automne 1958, pp. 149-151.

Conception et réalisation de ces ouvrages.

*Cheshire (Leonard). — *Pilote de bombardier*, trad. par R. Jouan, Paris, France-Empire, 1958, in-8°, 304 p.

Derevjanko (P.), Proertor (D.). — K voprosu o kharaktere vtoroj mirovoj vojny [Contribution au problème du caractère de la deuxième guerre mondiale], *Kom. Estar (Tallinn)*, n° 5, mai 1958, pp. 13-26.

Garas (Jozef). — Sprawa prawdy historycznej [Le problème de la vérité historique], *Tygod. Demokr.*, n° 37, 28 août-3 sept. 1957, p. 4.

En marge d'articles sur l'Armée intérieure (AK) dont ceux de Muzycki et K. Pluta-Czachowski (n° 24 du *Tygod. Powszechny* de Cracovie).

Granet (Marie). — Le Congrès d'Histoire de la Résistance, *R. socialiste*, nov. 1958, pp. 319-322.

Le Congrès de Liège (sept. 1958) organisé par la Société belge des professeurs d'Histoire.

Mel'nikov (D.). — Priciny voennogo porazenija fasistskoj Germanii i zapadnogermanskie fal'sifikatory istorii [Les causes de la défaite militaire de l'Allemagne fasciste et les falsificateurs de l'histoire en Allemagne occidentale], *Vopr. ist.*, n° 3, mars 1958, pp. 152-169.

L. Rendulic, Gefährliche Grenzen ; F. Halder, Hitler als Feldherr ; H. Guderian, Erinnerungen...

Nittemaa (Vilho). — Finnland und der Zweite Weltkrieg in der historischen Literatur, *Bücherschau d. Weltkriegsbücherei*, Heft 1-4, 1957, pp. 295-309.

Pisateli v Velikoj Otecestvennoj vojne [Les écrivains dans la grande guerre nationale], *Nov. mir.*, n° 2, févr. 1958, pp. 129-196.

Bibliographie chronologique des écrivains soviétiques.

Weinberg (Gerhard L.). — The « Foreign Relations of the United States » as a source for the History of Europe and its international relations, 1931-1941, *Bücherschau d. Weltkriegsbücherei*, Heft 1-4, 1957, pp. 289-295.

(1) *N. B.* — Un astérisque précède les notices d'ouvrages. Cette rubrique bibliographique est régulièrement assurée par les soins de la *Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine*, sous le contrôle de F. Debyser.

BIOGRAPHIES, MÉMOIRES ET TÉMOIGNAGES

BORMANN (Martin). — Hitler m'a dit. 18 notes jusqu'ici secrètes, présentées par le Pr H. R. TREVOR-ROPER qui mena pour les Alliés l'enquête sur la mort du dictateur nazi, et commentées par André FRANÇOIS-PONCET, *Figaro*, 4 déc. 1958 et suiv.

Derniers propos tenus par Hitler dans le *Bunker* de la Chancellerie, d'après des notes inédites de Bormann (févr.-avr. 1945).

BRAZNIN (Il'ja). — Severnaja tetrad'. Zapiski voennogo korrespondenta [Le cahier nordique. Notes d'un correspondant de guerre], *Neva (Leningrad)*, n° 2, févr. 1958, pp. 10-62.

1941-1942 à Mourmansk et sur le front de la mer Blanche.

*BYRNES (James F.). — *All in own lifetime*, N.Y., Harper, 1958, in-8°, XI-432 p., ill.

La Partie V de ces mémoires est consacrée à la période où l'auteur fut secrétaire d'État : bombe « A », Postdam, capitulation du Japon, etc. (pp. 279-395).

*ČERCOV (A.). — *Na Cernom more* [*Sur la mer Noire*], Moskva, Voenizdat, 1958, 48 p.

Notes d'un commandant de vedette lance-torpilles sur les opérations de la 2e guerre mondiale.

*DÖNITZ (Karl). — *Zehn Jahre und zwanzig Tage*, Bonn, Athenäum-Verl., 1958, in-8°, 512 p., ill., cartes.

Mémoires du grand-amiral.

*GAZEL (Stefan F.). — *To live and to kill*, London, Jerrolds, 1958, in-8°, 215 p.

Souvenirs de guerre d'un officier polonais passé en Angleterre, le 26 juillet 1940.

*GENTIZON (Paul). — *Souvenirs sur Mussolini*, Presentazione di Junio Valerio Borghese, Palermo, Lo Monaco edit., 1958, in-4°, 454 p., ill. h.-t.

*GODFREY (John T.). — *The Look of eagles*, N.Y., Random House, 1958, 245 p.

Mémoires d'un pilote de chasse américain.

*GOLOVKO (A.). — *Pervye dni* [*Les premiers jours*], Moskva, Voenizdat, 1958, 48 p.

Notes du commandant de la flotte soviétique du Nord pendant la 2e guerre mondiale.

KERSTEN (Kurt). — Das Ende Breitscheids und Hilferdings, *Dte. Rundschau*, sept. 1958, pp. 842-855.

La fin des deux chefs socialistes allemands livrés par le gouvernement de Vichy à la Gestapo.

LAPTER (Karol). — Polityka Jozefa Becka [La politique de Josef Beck], *Spr. Miedzyn.*, n° 5, mai 1958, pp. 47-69.

*LASCH (Otto), général. — *So fiel Königsberg. Kampf und Untergang von Ostpreussens Hauptstadt*, München, Gräfe u. Unzer Verl. (1958), in-8°, 144 p., c., ill.

Mémoires du général commandant la place forte.

*MADIRAN (Jean). — *Brasillach*, Paris, N.E.L., 1958, in-8°.

MARENGO (Silvio). — Lo Sfregiato di Hitler, *Tempo* (quot.), 21-30 oct. 1958.

Skorzeny et les « missions spéciales » qu'il a accomplies (anecdotique).

*MAYCOCK (Robert). — *J'étais médecin dans la R.A.F.*, Paris, France-Empire, 1958, in-8°, 304 p.

MIGEO (Marcel). — Sait-on comment mourut Saint-Exupéry ?, *Nouvelles littéraires*, 8 janv. 1959, pp. 1 et 8.

MITKIEWICZ (Leon). — Kartki z notatnika [Feuillets de carnet], *Kultura* (Paris), n° 10, oct. 1958, pp. 125-141.

De l'Hôtel Rubens, à Londres, du 21 avr. au 14 mai 1942. En marge de la correspondance du général Sikorski et du Pr S. Kot.

*MONTGOMERY, maréchal. — *Mémoires*, trad. de J. R. WEILAND, Paris, Plon, 1958, in-8°.

MONTGOMERY

Critiques et mises au point concernant ses mémoires :

A. H. — Not always in Victory. The Memoirs of Field-Marshal Montgomery, *Manchester Guardian Weekly*, 8 nov. 1958, p. 7.

Le demi-échec du plan « Goodwood » (Caen-Falaise), le sanglant échec d'Arnhem.

BALDWIN (Hanson W.). — Montgomery, mellowed but still assertive recalls battles fought and battles won, *N. York Times Book rev.*, 2 nov. 1958, pp. 1 et 34.

COURTET (François). — La guerre pouvait-elle être achevée en 1944 ?, *Carrefour*, 22 oct. 1958, p. 10.

... en adoptant le plan que le maréchal Montgomery avait proposé à Eisenhower.

Decisive battles, *Times Litterary Supl*t, 7 nov. 1958, pp. 1-2.

FITZ-GIBBON (Constantine). — Monty through Bradley's eyes, *New Statesman*, 22 nov. 1958, pp. 718-720.

L'auteur de l'article fit partie de l'E.-M. du général Bradley et réfute les vues de Montgomery.

Montgomery and Bradley : letter from J. North, who does not agree with the article quoted above, *New Statesman*, 29 nov. 1958, pp. 759-760.

HOWARD (Michael). — The Field-Marshal, *New Statesman*, 8 nov. 1958, pp. 643-645.

La grandeur de Montgomery ne peut en aucun cas se trouver diminuée par la publication de ses mémoires.

HYAMS (Edward). — The great Captain, *Tribune*, 31 oct. 1958.

A propos des Mémoires du maréchal Montgomery qui, selon l'auteur, détruisent sa propre légende.

Montgomery s'en va-t-en guerre, *Times*, 3 nov. 1958, p. 11.

MORTIMER (Raymond). — The Field-Marshal's story. Lord Montgomery's might and mischief, *Sunday Times*, 2 nov. 1958, p. 15.

If « Monty » had had his way, could World War II have ended in 1944 ?, *U.S. News and World Rep.*, 24 oct. 1958, pp. 50-52.

Position de Bradley et de Eisenhower.

The Montgomery legend, *Tablet*, 8 nov. 1958, p. 412.

Élogieux.

This side idolatry, Reflections on Montgomery's memoirs, *Freedom*, 8 nov. 1958, p. 4.

Réactions italiennes

BASTICO (Ettore), maresciallo d'Italia. — Una lettere di Bastico, *Tempo* (Roma), 8 nov. 1958, p. 1.

L'ancien commandant des Forces armées d'Afrique septentrionale s'élève contre les « calomnies » de Montgomery à l'encontre de ses adversaires italiens (Voir aussi la rubrique *Opérations*).

FRANZERO (C. M.). — Anche il maresciallo Alexander aveva già denigrato il valore italiano, *Tempo* (Roma), 14 et 15 nov. 1958, p. 3.

Sur le « rapport « Alexander » de 1950 et les mises au point qu'il dut subir.

Italy complains of « insults », Montgomery memoirs cause a storm, *Times*, 7 nov. 1958, col. 6.

Protesta ufficiale del Governo italiano per le offensive « memorie » di Montgomery, *Tempo* (Roma), 7 nov. 1958, p. 2.

Ibid., *Corriere della Sera*, 7 nov. 1958.

Texte de la protestation du gouvernement Fanfani (et commentaires), réponse de Montgomery, *ibid.*, 12 nov. 1958.

« Rincrescimento » inglese per le offese di Montgomery, *Tempo* (Roma), 8 nov. 1958, p. 1.

Le chef des services d'information britannique répond à la protestation officielle italienne contre les appréciations du maréchal Montgomery sur l'armée italienne. En revanche un jugement élogieux du général Cunningham.

*OLASZ (F.). — *Benito Mussolini a Trento 1909*, Milano, Santo Bravetta, 1958, in-8°, 53 p.

OSUSKY (Stefan). — Les responsabilités de Benès à Munich, *Occident*, déc. 1958, pp. 40-42.

*PETERSHAGEN (Rudolf). — *Gewissen in Aufruhr* (Berlin), Verl. d. Nation, 1958, in-16, 335 p., c., fac. sim., ill. h.-t.

Mémoires du commandant de la ville de Greifswald, condamné à mort, pour avoir refusé de combattre en avril 1945.

*RITTER (Gerhard). — *Carl Goerdeler's struggle against Tyranny*, Transl. from the German, London, Allen and Unwin, 1958.

*ROGERS (L. S.). — *J'étais médecin avec Tito*, trad. par. R. JOUAN, Paris, France-Empire, 1958, in-8°, 304 p.

*SHERIDAN (Clare). — My cousin Winston, *Sunday Times*, 30 nov. 1958, p. 10.

Quelques souvenirs sur Churchill intime.

V. D'A. — Il generale Vittorio Ambrosio, *Tempo* (Roma), 23 nov. 1958, p. 8.

Article nécrologique. Rôle d'Ambrosio dans les derniers mois du régime fasciste, notamment lors du 25 juillet et du 8 sept. 1943.

WATT (D. C.). — Die bayerischen Bemühungen um Ausweisung Hitlers 1924, *Z. f. Geschichtswissenschaft*, juil. 1958, pp. 270-281.

*WHEELER-BENNETT (John W.). — *King George VI. His life and reign*, London, Macmillan, 1958.

Voir c.r. dans *Écrits de Paris*, nov. 1958, pp. 5-10.

*YOUNG (lieut.-col. Peter). — *Storm from the sea*, London, W. Kimser.

Souvenirs de guerre d'un officier de commando aux îles Lofoten, à Vaagsa, à Dieppe, en Sicile, en Italie et en Normandie.

ZARANSKI (Jozef M.). — Zagadka katastrofy gibraltarskiej po 15 latach [L'énigme de la catastrophe de Gibraltar, 15 ans après], *Bellona* (Londres), nos 3-4 juil.-déc. 1958, pp. 274-283.

Examen critique des versions données de la mort du général Sikorski, en 1943.

II. — SITUATION INTERNATIONALE AVANT LA GUERRE

ARURJURJAN (Ju). — Rol'amerikanskoj diplomatii v organizacii Mjunkhenskoj konferencii 1938 goda [Le rôle de la diplomatie américaine dans l'organisation de la Conférence de Munich en 1938], *Vopr. ist.*, nº 2, févr. 1958, pp. 76-95.

BELJAKEVIC (I. I.). — Vnesnjaja politika pol'skogo burzuaznogo pravitel'stva i oktlonenie im pomosci Sovetskogo sojuza, mart-avg. 1939 g [La politique extérieure du gouvernement bourgeois polonais et son refus d'accepter l'aide de l'U.R.S.S. en 1939], *Lviv. derz. un-t Nauk. zap.*, XLIII/7, 1957, pp. 45-97.

Importante bibliographie en bas de pages.

BRÜGEL (J. W.). — Das Dritte Reich und die Schweiz, *Berner Tagwacht*, 23, 24 sept., 25 oct., 29 oct. 1958, pp. 1-3, 1-3, 1-3, 1-3.

Pression du gouvernement allemand sur la Suisse pendant la crise de Munich, d'après des documents inédits de la Correspondance diplomatique.

DODD (Martha). — Gedanken zum Münchener Abkommen, *D. Aussenpolitik*, oct. 1958, pp. 446-450.

L'auteur, fille de l'ambassadeur américain à Berlin de 1933 à 1938, rapporte les considérations, faites à l'époque, par le diplomate sur l'accord de Munich.

GINSBURGS (G.). — The Soviet Union as a neutral, 1939-1941, *Sov. Studies*, vol. X, nº 1, juil. 1958, pp. 12-35.

HAFFNER (Sebastian). — Looking back on Munich, *Observer*, 28 sept., 5 oct. 1958. 1. The Bitter logic of appeasement ; 2. Appeasement in ruins.

La politique d'apaisement fut-elle un bien ou un mal ?

KÖNIGER (Heins). — Die Münchener « Befriedungs » Politik und ihre Lehren, *Einheit*, sept. 1958, pp. 1314-1327.

LEMIN (I.). — Anglo-germanskie otnosenija nakanune vtoroi mirovoi voiny v svete novykh dokumentov [Les relations anglo-allemandes à la veille de la 2e guerre mondiale à la lumière de nouveaux documents], *Mir. ek. i mezd. otnos.*, nº 4, avr. 1958, pp. 78-88.

MILANOVIC (Vladimir). — O ponudi garantija Jugoslaviji marta 1939 [Une offre de garanties à la Yougoslavie en mars 1939], *Srpska Borba* (Chicago), 12 oct. 1957.

Garantie de sécurité et d'indépendance offerte par la Grande-Bretagne.

NEVEROV (N.). — Predatel'stvo v Munkhene [La trahison de Munich], *Pravda*, 29 sept. 1958.

**Nouveaux documents pour servir à l'histoire de Munich...*, Prague, Orbis, 1958, in-16, 136 p. (ministère des Affaires étrangères de la République tchécoslovaque, ministère des Affaires étrangères de l'U.R.S.S.).

Choix de documents diplomatiques visant à montrer que l'U.R.S.S. était prête à donner un soutien décisif au gouvernement tchécoslovaque lors de la crise de Munich.

**Novye dokumenty iz istorii Mjunkhena* [*Nouveaux documents sur l'histoire de Munich*], Moskva, Gospolitizdat, 1958, 160 p.

Polska polityka zagraniczna w swietle archiwow Wilhelmstrasse [La politique étrangère de la Pologne d'après les archives de la Wilhelmstrasse 1937, 1938] (Documents choisis et commentés par Stanisław ZABIELLO), *Sor. Miedzyn*, nº 9, sept. 1958, pp. 93-107.

Suite du commentaire, 1er-22 oct. 1938.

POPLAWSKI (W. V.). — W Pradze przed 20 laty [A Prague, il y a 20 ans], *Dz. Polski i D. Zol.* (Londres), nº 292, 8 déc. 1958, p. 2.

Souvenirs sur les mois de mai à sept. 1938.

PRITT (D. N.). — Light on Munich, *Labour Monthly*, nov. 1958, pp. 517-520.

A propos du livre de Andrew ROTHSTEIN, *The Munich Conspiracy*.

*ROTHSTEIN (Andrew). — *The Munich conspiracy*, London, Lawrence and Wishart, 1958, in-8°, 320 p.

SORLIN (Pierre). — Les perspectives aéronautiques dans la crise tchécoslovaque de 1938, *Forces aériennes françaises*, nov. 1958, pp. 601-635.

Sprawa Bogumina w dokumentach polskich (Nieopublikowane dokumenty) opracował Jozef Chudek [La question de

Bogumin dans les documents polonais, documents inédits choisis et commentés par J. Chudek], *Spr. Miedzynar.*, n° 9, sept. 1958, pp. 108-114.

Contestation entre Hitler et Beck, les 4-8 octobre 1938, au sujet de la ville d'Oderberg.

Wegry i Polska w okresie kryzysu czechosłowackiego 1938 r [La Hongrie et la Pologne pendant la crise tchécoslovaque de 1938], *Spr. Miedzyn*, n^{os} 7-8, juil.-août 1958, pp. 69-75.

Entretien de l'ambassadeur Lipski avec le régent Horty du 24 août 1938 ; mission de Csaky, directeur du cabinet du min. des Aff. étrangères à Varsovie, les 5-6 oct. 1938 ; documents inédits précédés d'une intr. par J. Jurkiewicz.

Zabiello (Stanisław). — Polska polityka zagraniczna w swietle archiwow Wilhemstrasse (1937-1938) [La politique étrangère polonaise d'après les archives de la Wilhelmstrasse, 1937-38 *(suite)*, *Spr. Miedzyn.*, n^{os} 7-8, juil.-août 1958, pp. 74-85.

Zemskov (I.). — Novye dokymenty iz istorii Mjunkhena [Nouveaux documents sur l'histoire de l'accord de Münich], *Mezd. zizn*, n° 10, oct. 1958, pp. 86-97.

III. — LA GUERRE

LE COMMANDEMENT ET LA CONDUITE DE LA GUERRE

*Buchheit (Gest). — Hitler der Feldherr. Die Zerstörung einer Legende, *Rastatt (Baden)*, Grote (1958), in-8°, 360 p., c. Bibl., pp. 548-553.

La légende du « génie stratégique » de Hitler.

Czarnecki (Bogdan). — Od « Monachium » do kryzysu kwietniowego 1939 r [Entre « Munich » et la crise d'avril 1939. Contribution à l'histoire des préparatifs allemands à l'agression], *Spr. Miedzyn.*, n^{os} 10-11, oct.-nov. 1958, pp. 55-69.

Le plan d'attaque contre la Pologne « Fall Weiss ».

*Deborin (G. A.). — *Vtoraja mirovaja vojna* [*La 2^{e} guerre mondiale*], Moskva, Voenizdat, 1958, 431 p.

Esquisse d'histoire militaire et politique.

Iwanowski (Wicenty), Drawski (W.). — Hitler i generałowie [Hitler et ses généraux], *Słowo Powsz.*, mars-mai 1958, n^{os} 53-108.

Jacobsen (Hans-Adolf). — Der « Halt-Befehl » für die deutschen Panzer-Truppen vor Dunkirchen, *Allg. schw. mil. zt.*, nov. 1958, pp. 845-859, cartes.

Bibliographie et sources, pp. 858-859.

*Kecskemeti (Paul). — *Strategic surrender. The politics of Victory and Defeat*, Stanford, University Press, 1958, in-8°, 287 p.

La capitulation comme « concept stratégique » au cours de la 2^{e} guerre : exemples de la France, de l'Italie, de l'Allemagne et du Japon. Le concept de « capitulation sans condition » était-il fondé ?

*Morison (Samuel Eliot). — *Strategy and compromise, a reappraisal of the crucial decisions confronting the allies in the hazardous years, 1940-1945*, Boston, Toronto, Little and Brown, 1958, in-8°, IV-120 p.

Neefs, colonel. — « Seelöwe », opération fantôme, *L'armée, la nation*, 1er oct. 1958, pp. 10-17, cartes ill.

**Razvitie taktiki Sovetskoj armii v gody Velikoj Otec. vojny* [*Le développement de la tactique de l'Armée soviétique pendant la grande guerre nationale*], Moskva, Voenizdat, 1958, 415 p.

*Roehricht (Edgar). — *Probleme der Kesselschlacht, dargestellt an Einkreisungsoperationen im 2. Weltkrieg*, Karlsruhe, Condor-Verl., 1958, in-8°, 184 p., c. (Deutsche Truppenführung in 2. Weltkrieg Bd. I.)

*Sekistov (V. A.). — *Strannaja vojna v Zap. Evrope v bassejne Sredizemnogo morja* [*La « drôle de guerre » dans le bassin de la Méditerranée*], Moskva, Voenizdat, 1958, in-8°, 419 p.

LES FORCES EN PRÉSENCE

**The Army air forces in World War II. Edited by Wesley Frank Craven and James Lea Cate*, Chicago, Univ. of Chicago Press, 1958, 666 p., fig.

(Service around the World, vol. 7.)

*Auphan, amiral, et Mordal (Jacques). — *La marine française pendant la seconde guerre mondiale*, Paris, Hachette, 1958, in-8°, 522 p., pl. h. t.

Giorgerini (G.). — Cenni di storia e politica navale russa. Da Monaco alla seconda guerra mondiale, *Riv. maritt.*, août-sept. 1958, pp. 242-256.

*Lévêque (Maurice). — *Le pétrole et la guerre*, Paris, Debresse, 1958, in-8°, 352 p.

Notamment pendant la 2^{e} guerre mondiale, les ressources des divers belligérants.

*Saunders (M. G.), édit. — *The Soviet Navy*, London, Weidenfeld, 1958, in-8°, 340 p.

La puissance navale soviétique depuis 1917.

*Thetford (Owen). — *British Naval Aircraft 1912-1958*, London, Putnam, 1958, in-8°, 426 p., ill.

TECHNIQUES, ARMES ET SERVICES

A. D. F. — Perché gli Americani buttarono la bomba « A » su Hiroshima, *Tempo* (Milano), 14 oct. 1958, pp. 19-20.

D'après le témoignage du secrét. d'État James Byrnes, dans son livre : *All in a life Time*.

Antonovski (Ivan). — Dejstva 6 korpusa NOVJ (od pocetke aprila do sredine) [Les opérations du 6e corps de l'Armée de Libération nationale de Yougoslavie (du début d'avril au milieu de 1944]), *Voj. istor. glas.* (Belgrade), n° 4, août 1958, pp. 40-61.

Braun (Werner von). — La fusée est née d'un travail d'artisan, trad. de l'anglais par G. Adam, *Figaro littéraire*, 22 nov. et 6 déc. 1958.

Comment l'inventeur des V² découvrit sa fusée. Vicissitudes de ses rapports avec Hitler et les techniciens militaires nazis.

*Campbell (adm. Sir Ian) and Macintyre (capit. Donald). — *The Kola Run*, London, Muller, 1958, in-8°, 254 p.

Les convois de ravitaillement alliés à destination de la Russie pendant la guerre.

**Inzenernye vojska v vaznejsikh operacijakh Velikoj Otecestvennoj vojny* [*Le génie dans l'armée soviétique et les principales opérations de la grande guerre nationale*], Moskva, Voenizdat, 1958, 310 p., tableaux.

*Kirin (I. D.). — *Cernomorskij flot v bitve za Kavkaz* [*La flotte de la mer Noire dans la bataille du Caucase*], Moskva, Voenizdat, 1958, 199 p.

*Risser (G.). — *Stirb wie ein Kerl*, Roman, Berlin, Universitas Verl. (1958), in-8°, 428 p.

Histoire anecdotique de l'aviation de chasse allemande pendant la 2e guerre mondiale.

Smith (Alice Kimball). — Behind the decision to use the Atomic bomb : Chicago 1944-1945, *Bull. of the Atomic Scientists*, oct. 1958, pp. 288-312.

Hostilité des savants du Laboratoire métallurgique de Chicago à l'utilisation éventuelle de la bombe atomique (1944-1945).

HISTORIQUES D'UNITÉS

Antonovski (Ivan). — Dejstva G. Korpusa NOVJ ... [Les opérations du 6e corps de l'Armée de Libération de Yougoslavie (avril-août 1944) *Vojt. ist. glas.* (Belgrade), n° 4, août 1958, pp. 40-61.

*Berthold (Will). — *The Sinking of the Bismarck*, transl. by Michael Bullock, London, Longmans, 1958, in-8°, 191 p.

*Blakeney (Jane). — *Heroes-U.S. Marine Corps 1851-1955*, Washington, Blakerey, 1957, 621 p.

Bunker (John). — The *Brilliant*... and the Brave, *U.S. nav. Inst. Proc.*, oct. 1958, pp. 83-85.

Épisode de la guerre maritime dans l'Atlantique en 1942 : l'odyssée du bateau-citerne *Brilliant*.

Isbach (Aleksandr). — Dvadcat'cetvertaja, zeleznaja... [La 24e division de fer], *Nov. mir*, n° 2, févr. 1958, pp. 197-207.

Formée le 8 juil. 1918 dans la région de Simbirsk. La guerre civile, la guerre contre la Finlande, la grande guerre nationale.

Jeric (Vid). — Napad 5 brigade « Ivan Cankar » na Trebnje (maja 1944). [L'attaque de la 5e brigade « Ivan Canker » contre Trebnje (mai 1944), *Voj. istor. glas.* (Belgrade), n° 4, août 1958, pp. 71-78.

Johnson (R. T.). — *Regimental Fire ! The Honourable Artillery Company in World War II*, London, H.A.C. (Armoury House, City Road), 1958, in-8°, 440 p., ill., cartes.

Secteurs d'opérations : Égypte, Tunisie, Italie, Europe occidentale.

K istorii sibirskikh voinskikh formirovanij v gody velikoj otecestvennoj vojny [Contribution à l'histoire de la formation des unités militaires en Sibérie pendant la grande guerre nationale], *Ist. arkhiv.*, n° 1, janv.-fév. 1958, pp. 89-118.

Historique de la 22e division des tirailleurs de la garde 1943-1945, avec un article d'introduction de E. P. Eliseev.

*Kranke (admiral Theodor). — *Pocket battleship : the story of the « Admiral Scheer »*, N.Y., W. W. Norton, 1958, in-8°, 239 p., ill.

*Kriegsheim (Herbert). — *Gelarnt, getäuscht und doch getreu. Die geheimnisvollen « Brandenburger »*, Berlin, Bernard u. Graefe, 1958, in-8°, 319 p., ill., c.

(Deutsche Divisionen im 2. Weltkrieg. Bd. 3.). Unité de « renseignements » et de combat sous les ordres de l'amiral Canaris.

PINEAU (Roger). — Spirit of the divine wind, *U.S. Naval Inst. Proc.*, nov. 1958, pp. 23-29.

Les Kamikaze.

REINHARDT (Hans), Generalobert. — Die 4. Pz.-Div. vor Warschau und an der Bzura vom W.-20.9.1939, *D. Freiwillige*, oct. 1958, pp. 7-11.

STEPANCIC (Miroslav) (Dejstva 7 korpusa NOVJ u januaru i februaru 1945 [Les opérations du 7e corps de l'Armée de Libération nationale de Yougoslavie en janvier et février 1945], *Voj. istor. glas* (Belgrade), nº 4, août 1958, pp. 3-40.

ZEKIC (Milos). — Sesta istocnobosanska brigada na Sutjesci [La 6e brigade de Bosnie orientale à Sutjeska], *Nar. Arm.* (Belgrade), nº 992, 1er août 1958.

Bataille de Sutjeska, 1943.

OPÉRATIONS

*ALEXANDER, Field-Marshal. — *The Battle of Tunis : the Basil Hicks lecture delivered to the University of Sheffield, 29th January 1957*, Sheffield, Univ. of Sheffield, 1957, 28 p.

BASTICO (Ettore), Maresc. d'Italia. — Da Tobruk a El Alamein, *Tempo* (Milano), 2-16 déc. 1958.

« En réponse aux mémoires de Montgomery », l'auteur publie son journal de campagne encore inédit.

BOBR'ONEK (S.). — Pid stinami Bresta [Sous les murs de Brest], *Zovten* (Lvov), nº 2, févr. 1958, pp. 7-58.

Souvenirs d'un combattant sur la prise de la forteresse de Brest par les Allemands, 21-29 juin 1941.

BOLDYREV (P.). — Bitva pod Kurskom [La bataille de Kursk], *Voen. vestn.*, 1958, nº 8, pp. 40-45, cartes.

A l'occasion de son 15e anniversaire.

*BRYANT (Ben) Rear-admiral. — *One Man Band*, London, William Kimber, 1958.

Exploits de patrouilles sous-marines anglaises.

BUD (I. I.), SIVKOV (V. I.). — Iz istorii partizanskoj bor'by v Stavropol'skom krae v period Velikoj otecestvennoj vojny [Contribution à l'histoire de la résistance dans la région de Stavropol pendant la grande guerre nationale], *Ucen. zap. Pjat. farmacevt. inst.*, II, 1957, pp. 50-59.

*BUSCH (Harald). — *So war der U-Boot-Krieg.* (3. Aufl.), Bielefeld, Deutschner Heimat-Verl., 1957, in-8°, 473 p., ill., h.-t. c., fac.-sim.

Courtes notices biographiques sur les commandants de sous-marins les plus souvent cités dans le corps de l'ouvrage, pp. 459-470.

Dieppe raid as a « British waste ». Canadian officers hits back at Historians, *Times*, 23 oct. 1958, p. 11.

Controverse entre officiers canadiens et Samuel Eliot Morison *(Strategy and compromise)*, sur l'utilité, du point de vue stratégique, du « coûteux » raid sur Dieppe.

*ERNSTHAUSEN (Adolf VON). — *Wende im Kaukasus. Ein Bericht*, Neckargemünd, K. Vowinckel Verl., 1958, in-8°, 252 p., c.

(Landser am Feind. Bd. 2.). Les combats au Caucase en 1942.

FELLETI (Leonida). — Uno scacco inflitto a Montgomery dai vilipesi soldati italiani, *Italiani nel Mondo*, 25 nov. 1958, pp. 6-9.

Notes de l'auteur se rapportant aux opérations à Tobruk (19 août et 14-21 sept. 1942) ; réponse aux affirmations de Montgomery.

*GERLACH (Heinrich). — *The Forsaken Army*, tr. by Richard GRAVES, London, Weidenfeld & Nicolson, 1958, in-8°, 383 p.

La Wehrmacht à Stalingrad.

HAMPSHIRE (A. Cecil). — British strategy in the River Plate battle, *U.S. nav. Inst. Proc.*, déc. 1958, pp. 85-91, fig.

HILLGRUBER (A.). — *Die Räumung der Krim 1944. Eine Studie zur Entstehung der deutschen Führungsentschlüsse*, Berlin, E. S. Mittler u. Sohn, 1958, in-8°, 160 p.

HÖRL (Ludwig), Oberst. — Nächtlicher Stoss durch den Wald von Janow (Kampfkräftige, gewaltsame Gefechtsaufklärung bei Nacht im Waldgebiet), *Wehrkunde*, août 1958, pp. 443-446, c.

HOSSBACH (Friedrich), général. — Durchbruch zur Kanalküste. Gefecht des Inf. Rgt. 82 am II./12 Juni 1940, *Allg. schw. mil. St.*, déc. 1958, pp. 931-940, cartes.

HUAN (Claude). — La sortie des croiseurs allemands le 31 décembre 1942, *R. mar.*, nº 150, Noël, 1958, pp. 1522-1539, ill., cartes.

Opération « Regenbogen ». Attaque d'un convoi anglais entre le Cap Nord et l'île aux Ours, par le *Hipper* et le *Lützow*.

IACHINO (A.). — La Battaglia del Mare di Barents, 31 décembre 1942, *Riv. marittima*, août-sept. et oct. 1958, pp. 221-241 et 17-32, cartes.

Attaque d'un convoi allié de ravitaillement à destination de Mourmansk par les croiseurs *Lützow* et *Hipper*.

K istorri Stalingradskoj bitvy [Contribution à l'histoire de la bataille de Stalingrad], *Ist. arkh.*, n° 3, mai-juin 1958, pp. 75-96.

Kel'ner (E.). — Geroiceskaja oborona Sevastopolja [La défense héroïque de Sébastopol, 1941-1942], *Simferopol Knigizdat*, 1958, 163 p.

Kissel (Hans), gén.-maj. — Ablösung in einer Verteidigung, *Allg. schw. mil. Zt.*, oct. 1958, pp. 766-779, cartes.

Relève sur la tête de pont de Nikopol, fin nov. 1943.

Liss (Ulrich), gén.-maj. — Der französische Gegenangriff gegen den deutschen Maasdurchbruch im Mai 1950, *Allg. schw. mil. St.*, sept. 1958, pp. 697-712, carte, tabl. (fin).

Traversée de la Meuse entre Dinant et Sedan. — Constitution d'un nouveau front français. (Point de vue du service de renseignements allemand.)

McCandless (Bruce). — The « San Francisco » story, *U.S. nav. Inst. Proc.*, nov. 1958, pp. 35-53, fig., carte.

Un épisode de la bataille de Guadalcanal.

Morison (Samuel Eliot), Rr. Admiral. — The Battle of Suriagao Strait, *U.S. nav. Inst. Proc.*, déc. 1958, pp. 31-53, fig., cartes.

Condensé du livre *Leyte*, June 1944-January 1945.

*Morison (Samuel Eliot). — *Leyte : June 1944-January 1945*, Boston, Atlantic-Little, 1958, in-4°, 445 p., fig.

(History of United States naval operations in World War II, vol. XII.)

Morozov (V.). — Velikaja Stalingradskaja bitva [La grande bataille de Stalingrad], *Voen. Vest.*, n° 1, janv. 1958, pp. 14-24.

*Phillips (C. E. Lucas), lt.-col. — *The greatest raid of all*, London, Heinemann, 1958, in-8°, 288 p.

Le raid sur Saint-Nazaire (1942).

Pilusin (I.). — U sten Leningrada. Iz zapisok soldata [Sous les murs de Leningrad. Quelques notes d'un combattant], *Nova* (Leningrad), n° 8, août 1958, pp. 163-179.

Plese (Branko). — Napad na Lepoglavu ljeti 1943 [L'attaque contre Lepoglava (été 1943)], *Voj. istor. glas.* (Belgrade), n° 4, août 1958, pp. 61-71.

Satilov (V.). — Znamja pobed [L'étendard des victoires], *Dal'n. vostok*, 1958, n° 3, pp. 140-154.

La prise de Berlin. Souvenirs d'un ancien combattant.

*Schröter (Heinz). — *Stalingrad*, London, M. Joseph, 1958.

Récit d'un correspondant de guerre.

Sibalic (Mijusko). — Sedma krajiska brigada na Sutjesci [La septième brigade de Krajina à Sutjeskal, *Nar. Arm.* (Belgrade), 998, 12 sept. 1958.

Bataille de Sutjeska, 1943.

Slim (Marshal Sir William). — La 14e armée britannique en Birmanie (oct.-déc. 1943), *R. milit. d'Inf.*, oct. 1958, pp. 46-65.

Extrait de *Defeat into Victory*.

Tyczynski (Wojciech). — Kryzys bitwy nad Bzura 1939 [La bataille de la Bzura et la crise du commandement polonais], *Kierunki*, n° 40, 5 oct. 1958, pp. 2-3.

Vukadinovic (Sava). — Operacije Jugoslovenske vojske u Otadzbibi protiv Nemaca u vreme kapitulacije Italije [Les opérations militaires de l'armée yougoslave contre les Allemands dans la patrie occupée lors de la capitulation de l'Italie], *Glas Kanad. Srba* (Windzor), 10 avr. 1958.

Par un ancien colonel de l'armée yougoslave.

Wankowicz (Melchior). — Dywersja niemiecka w Polsce [La diversion allemande en Pologne], *Nowa Kult.*, n° 37, 14 sept. 1958, pp. 4-5.

La campagne de 1939.

*Warren (C. E. T.) and Benson (James). — *The Admiralty regrets...*, London, Harrap, 1958.

Les opérations de guerre du *H.M.S.S. Thunderbolt* coulé par les Italiens en Méditerranée.

RELATIONS DIPLOMATIQUES

Brown (Mac Alister). — The Diplomacy of bitterness : genesis of the Potsdam decision to expel Germans from Czechoslovakia, *West. polit. quart.*, sept. 1958, pp. 607-626.

Deborin (G.). — Načalo 2-oj mirovoj vojny i politika Sov. Sojuza [Le début de la 2e guerre mondiale et la politique de l'Union soviétique], *V Pomosc polit. samoobraz*, 1958, n° 8, pp. 33-49.

1er sept. 1939-21 juin 1941.

Dollmann (Eugenio). — I Sicari di Hitler sulla soglia di San Pietro, *Tempo* (Milano), 11 nov.-21 déc. 1958, phot.

Épisode de la lutte secrète que se livraient à Rome les services de Canaris et de Himmler, du début de la guerre jusqu'à l'intervention italienne.

Iz istorii sovetsko-yougoslavskikh otnosenij v period 2-oj mirovoj vojny [Contribution à l'histoire des relations entre l'U.R.S.S. et la Yougoslavie pendant la 2e guerre mondiale], *Mezd. zizn*, 1958, n° 8, pp. 154-157.

Karcev (A.). — SSA i « severoafrikanskoe pravitel'stvo » Darlana [Les États-Unis et le « gouvernement nord-africain » de Darlan], *Kr. soob. in-ta vostokov*, n° 26, 1958, pp. 54-71.

Madzoevskij (S.). — Kvebekskoe soglasenie [L'accord de Québec], *Mezd. zizn*, n° 5, mai 1958, pp. 83-91.

L'accord anglo-américain du 19 août 1943 en vue des recherches atomiques.

Mogilevskij (S. A.). — Iz istorii vzaimootnosenij mezdu SSSR, SSA i Angliej v period 2-oj mirojov vojny [Contribution à l'histoire des relations entre l'U.R.S.S., les États-Unis et l'Angleterre pendant la 2e guerre mondiale], *Vestn. Leningr. un-ta serija ist., jaz. i lit.*, 1958, n° 8, pp. 67-78.

A propos de la publication de la correspondance des 3 Grands.

Pavelić (Ante Smith). — Britanci i Draža Mihajlović [Les Anglais et Draza Mihajlovic], *Hrvat. R.* (Buenos Aires), n° 3, sept. 1957, pp. 235-253.

Documents sur les rapports entre le gouvernement anglais et le général Mihajlovic pendant la guerre.

*Sadat (Anwar el). — *Geheimtagebuch der ägyptischen Revolution*, Düsseldorf-Köln, Eug. Diederich (1957), in-8°, 166 p.

Les relations germano-égyptiennes pendant la 2e guerre mondiale.

The Secret warnings of 1941 about the Russia of today, *U.S. News and World Rep.*, 4 juil. 1958, pp. 72-73.

Extraits de la correspondance diplom. de l'ambassadeur américain.

Steinhard *(Foreign relations of the U.S., Russia, 1941)* montrant la défiance profonde de l'ambassadeur et du département d'État à l'égard de l'U.R.S.S. malgré la cordialité apparente des rapports.

Sevostjanov (G.). — Obostrenie imperialisticeskikh protivorecij na Dal'nem Vostoke posle zakljucenija trojstvennogo pakta (9-1940/4-1941) [Aggravation des antinomies impérialistes dans l'Extrême-Orient après la conclusion du Pacte tripartite], *Vop. ist.*, n° 5, mai 1958, pp. 83-102.

Sprawa polska w korespondenciji wojennej Stalina z Churchillem, Roeseveltomi Trumanem [La question polonaise dans la correspondance entre Staline, Churchill, Roosevelt et Truman], *Spr. Miedzynar.*, nos 11 et 12, nov. et déc. 1957, pp. 47-59 et 62-85.

D'après le recueil de correspondance paru à Moscou.

Suljatic (Martin). — Miznarodna politika i Ukraina v Cas dragoj svitovoj vojni [La politique internationale et l'Ukraine pendant la 2e guerre mondiale], *Vizv. Slakh* (Londres), 12 déc. 1957 ; I, 11 jan.-févr. 1958.

Velebit (Vladimir). — Nasa diplomatija u Narodno-oslobodilackrom ratu [Notre diplomatie pendant la guerre de libération nationale], *Nar. arm.* (Belgrade), n° 958, 28 nov. 1957.

Démarches faites auprès des gouvernements alliés pour la reconnaissance officielle du mouvement de Libération nationale.

Wallner (Ulrich). — Die Kriegsziele Grossbritanniens, *Nation Europa*, oct. 1958, pp. 7-17.

Bibl., p. 16.

*Yakemtchouk (Romain). — *La ligne Curzon et la 2e guerre mondiale*, Louvain, Nauwelaerts, 1957, in-8°, 135 p.

Zemskov (I.). — O tak nazyvaemom « razdele » Jugoslavii na « sfery vlijanija » [Sur le « partage » de la Yougoslavie en « sphères d'influence »], *Mezd. zizn*, n° 8, août 1958, pp. 72-83.

PRISONNIERS ET DÉPORTÉS

Brown (Fr. Barclay). — Les prisonniers de guerre italiens encore détenus en Russie 14 ans après la fin de la guerre, *R. de Dr. intern.*, juil.-sept. 1958, pp. 252-255.

Déclaration du ministère des Affaires étrangères de l'U.R.S.S., *U.R.S.S.* (Paris), n° 1425, 24 mai 1958, pp. 1-2.

Au sujet des soldats italiens qui ont combattu l'armée fasciste allemande contre l'U.R.S.S. et qui seraient encore retenus en U.R.S.S. comme prisonniers. Texte russe : *Pravda*, 22 mai 1958.

*Golubkov (S.). — *V fasistkom konclagere* [*Dans un camp de concentration fasciste*], Smolensk, Kn. izd., 1958, 250 p.

Souvenirs d'un prisonnier de guerre russe.

*Hardman (Leslie H.). — *The Survivors : the Story of the Belsen remnant*, Told by Leslie H. Hardman and written by Cecily Goodman, Foreword by the Rt. Hon. Lord Russel of Liverpool, London, Vallentine, Mitchell, 1958, x-113 p., fig.

*Höss (Rudolf). — *Kommandant in Auschwitz. Autobiographische Aufzeichnungen*, Eingeleitet u. kommentiert von Martin Broszat. Stuttgart, Deutsche Verlags-Anst., 1958, in-8°, 184 p., fac.-sim. h.-t.

Micurin (A.). — Nikodga ne zabyt' ! [Jamais on ne l'oubliera !], *Med. rabotnik*, 14 févr. 1958.

Les prisonniers de guerre soviétiques à Ravensbruck.

Rajgrodzki (J.). — Jedenascie miesiecy w obozie zagłady w Treblince Wspomnienia [Onze mois au camp d'extermination de Treblinka. Souvenirs], *Biul. Zyd. Inst. Histor.*, n° 25, janv.-avr. 1958, pp. 101-118.

Rundell (Walter). — Paying the P.O.W. in World War II. *Milit. Aff.*, automne 1958, pp. 121-134.

La question de la solde des prisonniers de guerre.

Tarasov (A.). — V gorakh Italii. Zapiski russkogo garibal'dijca [Dans les montagnes d'Italie. Journal d'un garibaldien russe], *Neva* (Leningrad), n°s 4 et 5, avr.-mai 1958, pp. 115-152 et 109-148.

Souvenir d'un prisonnier soviétique employé par les Allemands à la construction d'une route en Italie, évadé et engagé dans un détachement de partisans.

*Volène (Robert). — *Épopée sans gloire (1940-1945)*, Paris, Bibliothèque des Études poétiques, 1958, in-8°.

« Toute la vérité sur toute la captivité. »

CRIMES DE GUERRE ET SANCTIONS

*Berthold (Will). — *La tragédie de Malmédy*, Paris, Presses de la Cité, 1958, in-8°, 315 p.

Trad. de l'ouvr. allemand : *Milgefangen, Milgehangen, Malmédy*.

Podkowinski (Marian). — Koch i jego zbrodnie [Koch et ses crimes], *Tryb. Ludu*, n° 285, 12 oct. 1958, p. 5, portr.

Son procès a commencé le 20 octobre à Varsovie.

Vajs (Albert). — L'affaire Artukovic, *R. polit. intern.* (Belgrade), n° 190, 1er mars 1958, pp. 5-7.

La demande d'extradition du criminel de guerre Andrija Artukovic, ancien ministre de l'Intérieur du gouvernement de Pavelić, réfugié aux É.-U.

IV. — LA VIE INTÉRIEURE DES ÉTATS

GÉNÉRALITÉS

Der Generalplan Ost, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, juil. 1958, pp. 281-326.

Plan dû vraisemblablement à l'initiative de Himmler et élaboré en 1940 ou 1941 dans les bureaux du « Reichssicherheithauptamt », concernant l'exploitation des pays de l'Est européen.

Gumkowski (Janusz), Leszczynski (Kasimierz). — General plan Ost, *Zachod Agenc. Prasowa*, n° 35, oct. 1958, pp. 17-43.

Analyse du plan hitlérien. Documents en photocopie joints.

Kwirynowicz (Stanisław). — Dwa dokumenty z XX wieku [Deux documents du xxe siècle], *Kierunki*, n° 3, 19 janv. 1958, pp. 6 et 8, phot.

Le mémoire Hecht-Wetzel et le plan Reimer de germanisation de l'Europe.

Spirt (A.). — Ekonomika Afriki v gody vtoroi mirovoi voiny [L'Économie de l'Afrique pendant la deuxième guerre mondiale], *Sov. vostokoved*, n° 2, 1958, pp. 54-66.

ALLEMAGNE

*Buchheim (Hans). — *Das Dritte Reich. Grundlagen und politische Entwicklung*, München, Kösel-Verl. (1958), in-16, 94 p.

Collotti (Enzo). — Himmler e le SS. Contributi recenti allo studio del Terzo Reich, *Mov. di Liberaz. in Italia*, oct. 1958, pp. 47-73.

Kreidler (Eugen). — Zur Problematik des Kriegsgeschichte der deutschen Reichsbahn im Zweiten Weltkrieg, *Bücherschau d. Weltkriegsbücherei*, Heft 1-4, 1957, pp. 309-313.

Bibl. pp. 311-313.

*Lamm (Hans). — *Von Juden in München. Ein Gedenkbuch*, München, Ner-Tamid-Verl., 1958, in-8°, 406 p.

Quelques articles sur les Juifs munichois pendant le IIIe Reich.

Männer und Taten. Ritterkreuzträger erzählen, hrg. von Hanns Möller-Witten, München, J. F. Lehmann, 1959, in-8°, 241 p., portr.

Rothfels (Hans). — The German resistance in its international aspects, *Intern. Aff.*, oct. 1958, pp. 477-489.

Senaev (V. N.). — Banki Germanii nakanune i v period vtoroj mirovoj vojny

[Les banques de l'Allemagne à la veille et pendant la deuxième guerre mondiale], *Mosk. fin. inst. Nauc. zap.*, X, 1957, pp. 327-360, tabl.

AUTRICHE

*Molden (Otto). — *Der Ruf des Gewissens. Der Österreichische Freiheitskampf 1938-1945. Beiträge zur Geschichte der österreichischen Widerstandsbewegung*, Wien, München, Herold-Verl. (1958), in-8°, 370 p., ill., fac.-sim., c.

Bibl. pp. 349-354.

DANEMARK

*Lampe (David). — *The Savage canary : the story of Resistance in Denmark*, Foreword by Air-Chief-Marshal Sir Basil Embry. London, Cassell, 1957, XVI-236 p., fig., carte.

FINLANDE

Die finnischen Offiziersverluste im 2. Krieg gegen Russland, *Allg. schw. mil. zt.*, nov. 1958, pp. 863-865.

FRANCE

*Chombart de Lauwe, dit Félix. — *La genèse de la IV^e^ République*, Paris, Gallimard, 1958, in-8°, 359 p.

Le temps de Versailles et de la S.D.N. — Le temps des Ligues et du Front populaire. — La décadence française et la poussée allemande. — Le berceau du régime de Vichy.

Collier (Richard). — Il vole les plans du « Mur de l'Atlantique », *Historia*, nov. 1958, pp. 435-444.

Duchez, agent de la Résistance, à Caen.

Dami (Aldo). — Dilemme des Maurrassiens, *Politico*, juin 1958, pp. 271-294.

La situation fausse de Maurras et des Maurrassiens devant l'Allemagne hitlérienne et l'occupation de la France.

*Ernst-Weis (Agnes). — *So war es in Lothringen*, Frankfurt a. M., Verl. A. Ernst, s. d., in-16, 191 p.

L'occupation de la Lorraine vue par une Lorraine émigrée en Allemagne en 1918 et revenue après le retour des Allemands.

*Jacob (Max). — *D'un carnet de notes*, Paris, Impr. Crété, 1958, in-8°, 12 p.

Extraits de la *Nouvelle N.R.F.*, du 1^er^ mars 1958.

L'exode et les débuts de l'occupation à Saint-Benoît-sur-Loire, juin-fin août 1958.

Smirnov (V.). — Dejatel'nost Francuzskoj kommunisticeskoj partii vo vremja strannoj voiny, sentjabr 1939-mai 1940 g. [L'activité du Parti communiste français pendant la « drôle de guerre », septembre 1939-mai 1940], *Nov. i novei. ist.*, n° 1, janv. 1958, pp. 74-95.

Vidalenc (Jean). — A propos de « La vie en France sous l'occupation », *R. Hist.*, déc. 1958, pp. 311-323.

Critique de la publication faite sous les auspices de l'Institut Hoover.

Zabiello (Stanisław). — Na posterunku we Francji [En service, en France], *Kierunki*, n° 38, 21 sept. 1958, p. 3 et suiv.

Souvenirs d'un officier de l'E.-M. de Sikorski sur la capitulation de la France.

GRANDE-BRETAGNE ET COMMONWEALTH

*Mansergh (Nicholas). — *Survey of British Commonwealth affairs. Problems of wartime cooperation and post-war change, 1939-1952*, Oxford University Press, 1958.

*Sinel (Leslie). — *Svastica over Jersey ; an outline of the German occupation and the liberation fo the island, Guernesey*, Guernsey Press, 1958, 36 p., ill.

Wood (F. L. W.). — *The New Zealand people at war ; political and external affairs*, Wellington, Department of internal affairs, war history Branch, 1958, in-8°, VIII-396 p., pl., cartes.

(Official history of New Zeland in the Second World War, 1939-1945.)

GRÈCE

*Dakesjan (Vagan). — *U sten « Akropolja »* [Sous les murs de l'Acropole], Erevan, Ajpetrat, 1958, 486 p.

Souvenirs d'un Arménien ayant participé à la lutte des résistants grecs contre les Allemands pendant la 2^e^ guerre mondiale.

ITALIE

Barzini (Luigi Jr.). — L'Incontro di Monaco, vent'anni dopo, *Corriere della Sera*, 21 et 22 oct. 1958, p. 8.

L'atmosphère de Rome et du palais Chigi durant les deux angoissantes journées des 27 et 28 sept. 1938.

Documenti della Commissione economica del C.L.N.A.I. (II), *Movimento di Liberaz. in Italia*, oct. 1956, pp. 38-46.

Documents datant de la période des 16 au 27 avril 1955.

Scheuer (Georg). — Mussolinis, « Soziale Republik ». Aus vergessenen Dokumenten, *Zukunft*, sept.-oct. 1958, pp. 280-282.

Taucer (Edvino). — La Ripresa antifascista dopo l'8 Settembre nella regione Giuliana. Il Secondo C.L.N. e ei rapporti italo-slavi, *Movimento di Liberaz. in Italia*, oct. 1958, pp. 3-37.

*Zandano (Gianni). — *La Lotta di Liberazione nella provincia di Vercelli, 1943-1945*, Vercelli, S.E.T.E., 1958, in-8° 224 p., ill.

POLOGNE

Andrzejewski (Jerzy). — *La Semaine Sainte*, Paris, Hachette, 1958, in-8°, 244 p.

Ghetto de Varsovie.

Bartoszewski (Władysław). — « Anna » w służbie powstania [« Anna » au service de l'insurrection], *Tyg. Powszechny*, n° 32, 10 août 1958, pp. 1 et 4, fac.-sim.

Le Bureau d'Information et de Propagande de l'Armée intérieure (A.K.).

Berenstein (T.), Rutkowski (A.). — Liczba ludnosci zydowskiej i obszar przez nia zamieszkiwany w Warszawie w latach okupacji hitler owskiej [Chiffre de la population juive et surface occupée par elle à Varsovie au temps de l'occupation hitlérienne], *Biul. Zyd. Inst. Hist.*, n° 26, avr.-juin 1958, pp. 73-114, résumé angl. p. 123, plan, tabl., stat.

Trois documents joints provenant du « Judenrat ».

Berenstein (T.). — Martyrologia, opor i zagłada ludnosci zydowskiej w dystrykcie lubelskim [Le martyrologue, la résistance et l'extermination de la population juive du district de Lublin], *Biul. Zyd. Inst. Histor.*, n° 21, janv.-mars 1957, pp. 21-92, rés. angl., p. 176, tabl., statist.

Berenstein (T.). — Obozy pracy przymysowej dla Zydow w dystruckcie Lubelskim [Les camps de travail forcé pour Juifs dans le district de Lublin], *Biul. Zyd. Inst. Histor.*, n° 24, déc. 1957, pp. 3-20, rés. angl. pp. 78-79.

Chmielewski (Mieczysław). — The Problem of compensation for victims of national persecution, *Polish Aff.* (Londres), n° 2, févr. 1958, pp. 11-20.

Commentaires sur la législation allemande, plus spécialement en ce qui concerne les victimes polonaises.

Czerwone plakaty [Les affiches rouges], *Słowo Powszechne*, avr. 1958, n°s 96 et suiv.

Reproduction de collections d'arrêts de mort affichés par les Allemands à Varsovie durant l'occupation hitlérienne.

Dulewicz (Stanisław). — Burmistrz z Darłowa [Le bourgmestre de Darlow], *Prz. Zachodni* (Poznan), n° 3, mai-juin 1958, pp. 82-94.

Guerre et résistance en mai 1944. Libération.

Janiszowski (Jerzy). — Likwidacja Zydow w Majdanku [La suppression des Juifs à Majdanek], *Wiadomosci* (Londres), n° 43, 26 oct. 1958, p. 4.

Témoignage d'un déporté de 1943.

Gitler (Izaack). — Wydarzenia w getcie warszawskim w kwietniu-maju 1943 [Les événements du ghetto varsovien en avril-mai 1943], *Biul. Zyd. I. Histor.*, n° 25, janv.-avr. 1958, pp. 87-100, rés. angl. p. 132.

Kaczmarek (Kasimierz). — Warszawskie przyczcłki [Les têtes de ponts à Varsovie], *Swiat*, n° 37, 14 sept. 1958, pp. 5-6, carte.

Kirchmayer (Jerzy), gén. — Odpowiedz Pobog-Malinowski [Réponse à Pobog-Malinowski], *Nowa Kultura* (Varsovie), n° 49, 7 déc. 1958, pp. 1 et 4-5.

Kalenicenko (P.). — Pol'sca pid gnitom nimec'ko-fasists'kikh okupantiv u 1939-1941 rr [La Pologne sous le joug des occupants allemands en 1939-1941], *AN Ukr. SSR Nauk. zap. Inst. ist.* (Kiev), 9, 1957, pp. 278-297.

Lewin (A.). — Dziennik z getta Warszawskiego [Journal du ghetto de Varsovie], *Biul. Zyd. Inst. Histor.*, n°s 19-25, 1956-1958, résumés en angl.

Passenstein (M.). — Szmugiel w getcie warszawskim [La contrebande au ghetto de Varsovie], *Biul. Zyd. Inst. Histor.*, n° 26, avr.-juin 1958, pp. 42-72. Résumé angl. pp. 122-123.

Rôle des polices juive, polonaise et allemande.

Ringelblum (E.). — Z ostatnich notatek [Choix des dernières notes], *Biul. Zyd. Inst. Histor.*, n° 25, janv.-avr. 1958, pp. 3-30, rés. angl. p. 131.

Trad. du yiddish, suite de portraits de personnalités juives varsoviennes.

Ruszcynski (Jerzy). — Pluton Bogumiła [Le peloton « Bogumil »], *Za i Przeciw*, août 1957, n°s 20-31, 20 oct. 1957, pp. 7 et 15.

Souvenirs d'un des insurgés de Varsovie.

Staniewicz (Restytut). — La cinquième colonne allemande en Pologne pendant la deuxième guerre mondiale, *Zachodnia Agencja Prasowa*, n° 34, sept. 1958, pp. 3-40.

*[Stroop (Jurgen)]. — *The Report of Jurgen Stroop, concerning the uprising in the Ghetto of Warsaw and the liquidation of the Jewish residenti al area*, Introduction and notes by Pr B. Mark, Warsaw, Jewish Historical Institute, 1958, in-8°, 124 p., pl., fac.-sim. h. t.

Turlejska (Maria). — Co wiedział wywiad AK w przededniu powstania ? [Que pouvait savoir le service de renseignements de l'Armée intérieure à l'aube du soulèvement ?], *Polityka*, n° 41, 11 oct. 1958, p. 5, plan.

Tusk-Scheinwedsler (F.). — Fabryka Waltera c Tibbensa w getei Warszawskim (wipomniennie) [L'entreprise Walter C. Többens dans le ghetto de Varsovie. Souvenirs], *Biul. Zyd. Instyt. Histor.*, n° 23, sept. 1957. pp. 63-70. Rés. angl. p. 99.

Le travail forcé à la fabrique d'uniformes allemands.

Wojciechowska (Janina). — Przyczynek do udziału mniejszosci niemieckiej w hitlerowskiej akcji eksterminacyjnej w Bydgoszczy [Remarques sur la part prise par la minorité allemande dans les actes hitlériens d'extermination à Bydgoszcz], *Przeg. Zachod.* (Poznan) ; n° 5, sept.-oct. 1958, pp. 99-106.

D'après les documents de la Cour criminelle de Torun.

ROUMANIE

Caraciuc (T.). — Unele aspecte ale luptei PCR pentru faurirea unui non aparat de stat in tara noastra (23 aug. 44-30 déc. 1957) [Certains aspects de la lutte du PC roumain pour la création d'un nouvel appareil d'État dans notre pays, 23 août 1944-30 déc. 1947], *An Inst. ist. Partid* (Bucarest), 5 nov.-déc. 1957, pp. 53-73.

Hillgruber (Andreas). — Rumänien im Zweiten Weltkrieg, *Bücherschau d. Weltkriegsbücherei*, Heft 1-4, 1957, pp. 279-289.

Bibl. pp. 283-288.

Korenev (A.). — K 14-oj godovscine osvobozdenija Kisineva ot nemecko-fasistskikh zakhvatcikov [14e anniversaire de la libération de Kisinev des occupants allemands fascistes], *Komunist Moldavii*, 1958, n° 8, pp. 23-29.

L'opération « Jassy-Kisinev ».

Savin (T.). — Aservirea si jefuirea economiei romînesti de catre capitatul monopolist german în preajma si în celui de-al doilea razboi mondial [L'asservissement et le pillage de l'économie roumaine par le capitalisme monopoliste allemand à la veille et pendant la deuxième guerre mondiale], *Probl. econ. (Bucarest)*, n° 12, déc. 1957, pp. 115-129.

Résumé en français et en russe.

Semirjaga (M. J.). — Pobeda narodnogo wooruzennogo vosstanija 23 avg. 44 goda v Rumynii [La victoire de l'insurrection armée populaire du 23 août 1944 en Roumanie], *Nov. i novejs. ist.*, 1958, n° 4, pp. 98-116.

*Skrjabac (Jakov). — *Doroga v Moldaviju* [*La route de la Moldavie*], Kisinev Gosizdat, 1958, 423 p.

Souvenirs d'un chef de détachement de partisans, 1941-1945.

Trugly (E.). — Die rumänischen Verluste in der Endphase des zweiten Weltkrieges, *Osteuropa*, nos 7-8, juil.-août 1958, pp. 540-541.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Hysko (Miro). — O dvou koncepciach Slovenského narodného povstania [Deux conceptions du soulèvement national slovaque], *Predvoj* (Bratislava), n° 35, 28 août 1958.

Conception bourgeoise : l'insurrection militaire et conception communiste : le soulèvement national de libération.

U.R.S.S.

*Abuladze (S. I.). — Geroizm sovetskikh morjakov v Velikoj Otecestvernoj vojne [L'héroïsme des marins soviétiques pendant la grande guerre nationale], Tbilisi, 1958, 35 p.

Agaeva (A.). — Phomosc rabocego klassa i kolkhoznogo krest'-janstva Turkmenistana frontu v period velikoj otecestvennoj vojny 1941-1945 gg [L'aide portée à l'armée par les ouvriers et les kolkhoziens de Turkmenistan pendant la 2e guerre mondiale], *Izv. AN. Turkm. SSR* (Askhabad), n° 3, 1958, pp. 90-97.

Bambitis (P.). — Ugroza zakhvata Latvii fasistskoj Germaniej v 1939 g [La menace de l'occupation de la Lettonie par l'Allemagne fasciste en 1939], *Ucen. zap. Latv. un-ta*, XVIII, pp. 149-179.

Belfort (D.). — Sebastopol v roki Velikoj Vitciznjanoï vojni [Sebastopol pendant la grande guerre nationale], *Praci Odes. derz. univ.*, 145/1956, pp. 59-82.

Butkute-Ramjalene (A.). — Sovetskaja agrarnaja reforma v Litve v 1940 godu [La réforme agraire soviétique en Lithuanie en 1940], *Kommunist* (Vil'nus), 1958, n° 8, pp. 17-23.

Crankshaw (Edward). — Last fight in the ghettoes ; facing the terrible facts, *Observer*, 24 août 1958, p. 8.
(21 août 1943, insurrection du ghetto de Bialystock).

Glazami inostrancev. Sovetskaja armija v knigakh zarubeznykh voennykh korrespondentov [Par les yeux des étrangers. L'armée soviétique dans les livres des correspondants de guerre étrangers], *Nov. mir.*, n° 2, févr. 1958, pp. 208 et suiv.
Opinions de Max Werner, Strategicus, Laland Stow H. Sallbury, le général Petit et autres.

*Gummer (J.), Kharin (Iu.). — *Geroi Stalingrada. Rasskazy* [*Les héros de Stalingrad. Récits*], Stalingrad, Kn. izd., 1958, 132 p.

Kalymbetov (Z.). — Kommunisticeskaja partija Uzbekistana v vor'be za perestrojku promyslennosti respubliki na voenyj lad 1941-1942 gg [La lutte du Parti communiste d'Uzbekistan pour la transformation de l'industrie de la république pour les besoins de la guerre, 1941-1942], *Gredneaz. gos. un-t. Trudy* (Tashkent), CI, 1957, pp. 147-165.

Kljackin (S.). — Iz istorii Leningradskogo patizanskogo kraja [Contribution à l'histoire de la région de partisans de Léningrad], *Vopr. ist.*, n° 7, juil. 1958, pp. 25-44.
Août 1941-sept. 1942.

Ksenofontov (S. V.). — Altajskaja partijnaja organizacija vo glave patrioticeskogo dvizenija kolkhoznikov kraja v gody Velikoj Otecestvennoj vojny [L'organisation du Parti en Altai en tête du mouvement patriotique des kolkhoziens du territoire pendant les années de la grande guerre nationale], *Vest. Leningr. univ. Serija ist.*, *I*, 1958, pp. 59-71.

Novruzov (T. A.). — Patrioticeskoe dvizenie kolkhoznogo krest'janstva Azerbaidzanskoi SSR v pomosc frontu i rajonam osvobozdennym ot fasistskoi okupacii [Le mouvement patriotique des paysans kolkhoziens de la SSR d'Azebaidjan], *Izv. AN Az. SSR. Ser. obsc. nauk* (Bakou), n° 3, 1958, pp. 47-61, tabl.

Nusupbekov (A.). — Nacalo Velikoj Otecestvennoj vojny i perestroika raboty v Kazakhstane na voennyj lad [Le début de la grande guerre nationale et l'organisation du travail du Kazakhstan sur pied de guerre], *Vest. AN Kasakh. SSR* (Alma Ata, n° 7, juil. 1958, pp. 41-52, tabl.
L'aide de l'arrière aux combattants.

Perkauskas (C.). — V bojakh za osvobozdenie goroda-porta [Dans les combats pour la libération de la ville-port], *Sov. Litva* (Vilnius), 29 janv. 1958.
La libération de Klajpeda (ex-Memel).

Petrov (Ju.). — Kommunisticeskaja partija-organizator i rukovoditel' partizanskogo dvizenija v gody Velikoi Otecestvennoi Voiny [Le P.C., organisateur et chef du mouvement de guerillas pendant la 2e guerre mondiale], *Vopr. ist.*, n° 5, mai 1958, pp. 23-42.

Piskunov (V.), Kuznecov (M.). — O doblestjakh o podvigakh, o slave [De la prouesse, des exploits et de la gloire], *Vop. lit.*, n° 3, mars 1958, pp. 127-148.
La 2e guerre mondiale dans la littérature soviétique.

Pol'skaja (A. J.). — Patriotizm trudjascikhsja Astrakhanskoj oblasti v gody Vel. Otec. vojny [Le patriotisme des travailleurs de la région d'Astrakhan pendant la grande guerre nationale], *Uc. zap. Astr. ped. inst.*, VII, 1958, pp. 213-267.

Raskevic (A.). — Ikh podlinnoe lico [Leur vrai visage], *Communist Sov. Latvii*, 1958, n° 9, pp. 32-42.
L'activité de la bourgeoisie lettonne pendant la deuxième guerre mondiale.

Sokolovs'ka (T.). — Idejno-vikhovna ta kul'turno-isvitnja robota v zakhidnikh oblastjakh URSR [Le travail d'éducation idéologique et culturel dans les régions occidentales de la R.S.S. d'Ukraine, sept. 1939-juin 1941], *L'viv. derz. un-t. Nauk. zap.* (Lvov), XLIII/6, 1957, pp. 16-29.
En Galicie, après sa « réunion » à l'Ukraine.

Stavickij (J.V.). — Ukreplenie armejskikh organizacij v gody Velikoj Oteceswennoj vojny [La consolidation des organisations du Parti dans l'armée pendant la 2e guerre mondiale], *Voprosy istorii*, 1958, n° 8, pp. 3-21.

Suljatic (Martin). — Miznarodna politika i Ukraina v cas drugoi svitovoj vojni [La politique internationale et l'Ukraine pendant la 2e guerre mondiale], *Vizn. slakh* (Londres), XII, déc. 1957, 1er et 2 janv. et févr. 1958.

Tel'pukhovskij (B. S.). — Komunisticeskaja partija — vdokhnovitel' i organizator pobedy sovetskogo naroda v Velikoj Otecestvennoj vojne [Le parti communiste — inspirateur et organisateur de la victoire du peuple soviétique dans la grande guerre nationale], *Vopr. ist. KPSS*, n° 2, 1958, pp. 34-56.

Teplov (V.). — 900 dnej v osazdennom Leningrade [900 jours dans Léningrad assiégé], *Zurn. Mosk. Patr.*, n° 11, nov. 1957, pp. 55-58.

Le rôle du Métropolite (plus tard Patriarche) Alexis dans la défense de Léningrad.

Urodkov (S. A.). — Evakuacija naselenija Leningrada v 1941-1942 [L'évacuation de la population de Léningrad en 1941-1942], *Vestn. Lenin. Un-ta Serija ist. jaz. i lit.*, 1958, n° 8, pp. 34-48.

YOUGOSLAVIE

Knezevic (Radoje). — Rat 1941 godine i Kraljev izlazak iz zemlje [La guerre de 1941 et le départ du roi], *Glas. Kanad. Srba* (Windsor), 2 janv. 1958.

L'ancien ministre de la Cour relate les circonstances dans lesquelles le roi Pierre II de Yougoslavie est parti en avril 1941.

Vukadinovic (Sava). — Operacije Jugoslovenske vojske u Otadzbibi protiv Nemaca u creme kapitulacije Italije [Les opérations militaires de l'armée yougoslave contre les Allemands dans la patrie occupée lors de la capitulation d'Italie], *Glas Kanad. Srba* (Windsor), 10 avr. 1958.

Par un ancien colonel de l'armée yougoslave.

16 janvier 1959.

Le gérant : Henri Michel.

1959. — Imprimerie des Presses Universitaires de France. — Vendôme (France)
ÉDIT. N° 25 272 Dépôt légal : 2-1959 IMP. N° 15 614
IMPRIMÉ EN FRANCE

LA FORMATION DE L'O.C.M.

(ORGANISATION CIVILE ET MILITAIRE)

Août 1940-mars 1942

L'O.C.M. a été, de tous les mouvements de Résistance de la zone occupée, un des plus importants, sinon le plus important. Un siège au *Conseil national de la Résistance* et à son Bureau permanent, la présidence du *Comité d'Action militaire* de l'*Armée Secrète*, attribués à ses représentants, attestent cette importance. L'O.C.M. a pu recruter et verser à l'*Armée Secrète* un contingent de plus de 60 000 volontaires. Ses réseaux ont fourni aux Services des Renseignements de Londres une masse énorme de renseignements qui ont permis aux Armées Alliées de préparer et d'opérer le débarquement de Normandie dans les meilleures conditions. En ce qui concerne les mesures à prendre pour refaire la France après sa libération, l'O.C.M. a apporté des solutions précises et étudiées, dans les domaines politique, social et culturel. Quatre *Cahiers* clandestins de 200 à 300 pages, publiés en 1942 et 1943, témoignent de la valeur de cette préparation réfléchie : « L'O.C.M. est un des mouvements les plus importants pour l'histoire de la pensée de la Résistance (1). »

Le recrutement s'est fait au début dans des milieux de la bourgeoisie patriote : industriels, commerçants, professeurs, membres de professions libérales (avocats, médecins, architectes), fonctionnaires des Administrations centrales, ingénieurs des Travaux publics. Le hasard a déterminé le plus souvent les contacts nécessaires entre les noyaux de patriotes « réduits, fermés, isolés, ces patriotes qui s'ignoraient entre eux, qui parfois se rencontraient par hasard et s'abordaient avec défiance » (2). C'est par une série d'apports successifs que l'O.C.M. se constitue. Elle ne s'organise vraiment que le jour où le représentant du général de Gaulle, Rémy, lui apporte la liaison régulière avec Londres, des moyens et surtout des mots d'ordre, l'indication des buts à atteindre et la certitude que les efforts et les sacrifices ne seront pas vains. C'est cette première période de la formation de l'O.C.M. que les pages qui suivent essayent de raconter (3).

(1) H. Michel et Mirkine-Guetzévitch, *Idées politiques de la Résistance*, Presses Universitaires de France, p. 275.

(2) Rebeyrol, *Plaquette à la mémoire de Jacques Simon.*

(3) Cet article comprend l'essentiel des premiers chapitres d'un ouvrage en préparation sur *L'histoire de l'O.C.M.*, qui doit paraître aux Presses Universitaires de France dans la collection « Esprit de la Résistance ».

Il a été rédigé à l'aide des témoignages des survivants de l'Organisation, quelques-uns

LA FONDATION DE L'O.C.M.

L'O.C.M. a été fondée à Paris, par des Parisiens, quelques mois seulement après l'armistice. Tous les fondateurs sont d'accord pour dire que la défaite et l'armistice les ont d'abord laissés « assommés », « stupéfaits », « frappés d'un coup de massue » (1). Remis de ce coup brutal, chacun songe à regagner Paris, à s'arracher au désordre lamentable de l'exode ou de la retraite, à retrouver famille, amis, occupations, à voir ce qu'il est possible de faire dans cette situation inattendue (1).

Or, le retour à Paris n'est pas fait pour donner courage. « Il faudrait décrire des soupirs, des regards, des angoisses, des silences. Il faudrait traduire le sens du vide, dont l'ampleur atteignait les dimensions de Paris, de bruits feutrés évoquant les foules suivant des cercueils (2). » Dans ce Paris vide et silencieux, circulent les convois automobiles des vainqueurs, se promènent leurs jeunes soldats rayonnant d'orgueil, défilent aux sons des fifres et des tambours les parades mécaniques, rythmées par le bruit des bottes ferrées. A leur vue, la défaite devient sensible. Tel éprouve un « malaise » physique (Pène), tel autre « un mouvement de colère » (Sainte-Lagüe).

L'espérance surgit quand même, du fond de l'abîme. Une défaite si rapide ne peut pas être définitive. Il ne faut pas l'accepter. L'avenir peut apporter un retournement. Une voix de Londres, d'un général à peine connu encore, apporte cet espoir. Tous ne l'ont pas entendue, mais très vite, ses paroles sont répétées, avec ses appels à la confiance, à l'action, à la Résistance. Réconfortants aussi les discours courageux de Churchill. L'écoute de la radio de Londres, c'est déjà en 1940 et ce sera toujours le premier acte de résistance et de foi dans la destinée française.

Agir, oui, mais que faire ? Le vainqueur est tout puissant. Dans l'orgueil et la certitude de sa victoire, il se donne des allures de bienveillance et de correction. Il domine toute l'Europe ; l'U.R.S.S. est son alliée, les États-Unis sont neutres. Seule, l'Angleterre de Churchill refuse de se soumettre, mais rares sont ceux qui croient qu'elle pourra tenir longtemps. Les Français sont dispersés, isolés : 1 500 000 prisonniers marchent vers les *Oflags* et les *Stalags*, les soldats des unités qui ont échappé à la servitude sont dispersés par les hasards de la retraite ; bientôt démobilisés, ils rejoignent leurs domiciles, écœurés et découragés. Peu nombreux sont ceux qui refusent la défaite. Les civils ne sont pas moins isolés : le lamentable « exode » a rompu presque tous les liens, ceux des travaux et des métiers, ceux des associations, ceux des amitiés, souvent même ceux des familles.

publiés, la plupart obtenus directement par des enquêteurs de la Commission d'Histoire de la Résistance ou par le rédacteur de l'article.

(1) Voir le tableau de la zone occupée dans l'ouvrage de Mme Granet et H. Michel, *Combat*, collection « Esprit de la Résistance », Presses Universitaires de France.

(2) Tém. Lefaurichon.

Peu à peu, cet isolement terrible, qui aggrave l'accablement de la défaite, s'atténue par le retour de chacun dans son foyer, dans son métier. Le besoin de se sentir les coudes devient motif d'action. A Périgueux, Claude Bellanger essaie de retrouver ses amis de la *Ligue de l'Enseignement*. A Paris, les anciens dirigeants de l'*Organisation des Classes moyennes* viennent au siège social de la rue Logelbach, où les attend l'actif Lefaurichon. Blocq-Mascart retrouve ses amis de la *Confédération des Travailleurs intellectuels*, en particulier le Pr Sainte-Lagüe. Rouzée, le président de la *Société des Anciens de Saumur*, enquête pour retrouver ses camarades cavaliers, dresse des fiches qu'il transmet à la Direction de la Cavalerie, organise des réunions.

Ainsi naissent des noyaux de patriotes amis, isolés encore et incertains de leur action. Ils vont grandir, préciser leur pensée et leur programme, se grouper dans une organisation commune. Comme la limaille de fer que l'aimant oriente suivant des lignes de force, les individus et les groupes s'agrègent, attirés parfois par des directives et des mots d'ordre d'origine inconnue, unis le plus souvent par le hasard qui leur a révélé (1) leur communauté d'aspirations et d'espoir. Certains d'entre eux vont s'unir et donner naissance à l'*Organisation civile et militaire*.

Blocq-Mascart, conseiller économique d'un groupe industriel, vice-président de la *Confédération des Travailleurs intellectuels* dont il dirigeait le *Service social*, a été amené par l'exode jusque dans les Landes. Il a vu l'entrée de l'armée allemande à Mont-de-Marsan et il a dès ce moment « réalisé » la défaite à laquelle il ne voulait pas croire. Ce patriote lorrain refuse de l'accepter et de la considérer comme définitive. Il rentre à Paris le 12 août et y retrouve quelques amis et relations. Paris, vide et occupé, confirme ses sentiments. « Aucun contact n'était possible avec les Allemands. » Il faut donc lutter, « résister ».

Ou bien l'Allemagne est victorieuse. Dans ce cas, quelle que soit l'attitude que nous prenions, personne ne sauvera rien du patrimoine français. Ou bien c'est l'Angleterre et si elle n'a seulement qu'une chance sur mille de gagner, il faut l'aider à réaliser cette chance (2).

Parmi les amis qui partagent ces idées et ces espoirs, figure le Pr Sainte-Lagüe (Arts et Métiers), ancien président de la *Confédération des Travailleurs intellectuels*. Il dit à Blocq-Mascart : « Si les Allemands sont vainqueurs, c'en est fait de l'indépendance de la France et de celle de l'intelligence. » Autre recrue particulièrement bienvenue, Aimé Jeanjean, attaché à la questure de la Chambre des Députés. Aimé Jeanjean avait fait partie du cabinet du général de Gaulle, sous-secrétaire d'État à la Guerre, dans

(1) Voir sur ces origines de la Résistance l'article de Germaine Tillion, Première Résistance en zone occupée, *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 30, avril 1958.

(2) Tém. Blocq-Mascart.

le dernier ministère de la IIIe République ; il représentait dans le groupe en formation « l'esprit » du Général et apportait « référence » pour le jour où les contacts nécessaires seraient pris. Un autre fonctionnaire de la Chambre, Pierre de Soulès, archiviste, entre lui aussi en contact avec Maxime Blocq-Mascart.

Un autre noyau se constituait au ministère des Travaux publics, autour de Georges et Raymonde Ricroch, elle sous-chef de bureau, lui inspecteur principal du contrôle de l'exploitation commerciale des Chemins de Fer. Ils cherchent en vain à passer en Angleterre, à établir une liaison avec Londres. Une conversation avec un chef de bureau du même ministère, Jacques de Soulès, frère de Pierre de Soulès de la Chambre des Députés, leur apprend qu'un « certain Maxime Blocq » essaie de grouper des résistants et recherche, lui aussi, la liaison avec Londres. Rendez-vous est pris. Chez les frères de Soulès, les Ricroch et Blocq-Mascart se rencontrent et décident de mettre leurs efforts en commun.

Le plus urgent : obtenir une liaison avec Londres. Les Ricroch espèrent l'avoir par un radio de la région de Versailles connu par l'intermédiaire d'un prêtre : échec. Deuxième échec en novembre avec un Français qui cherche à passer en Angleterre. Les Ricroch songent alors à reprendre le projet de passage pour leur propre compte : ils connaissent un petit port de pêche aux environs de Morlaix et espèrent y trouver un bateau qui leur fera passer la Manche.

Le contrecoup d'un différend entre l'Axe et le Gouvernement de Vichy vient retarder ce projet. Le Gouvernement italien a protesté avec une rude vigueur contre l'insuffisance de l'effort français dans le transport et la fourniture des phosphates tunisiens. Jean Berthelot, ministre des travaux publics de Vichy, demande à Ricroch de s'occuper du règlement de cette affaire à la *Commission d'Armistice*. Blocq-Mascart, consulté, conseille d'accepter : l'accès à la *Commission d'Armistice* permettra d'avoir des renseignements ; les facilités de transport obtenues par Ricroch donneront des liaisons intérieures et peut-être aussi un moyen d'atteindre Londres. Une lettre comminatoire de Mussolini à l'amiral Darlan précipite les événements et le 13 décembre, Ricroch (il se souvient que c'était la veille du renvoi de Laval), va à Rome. Grâce à la compréhension des négociateurs italiens, il met sur pied un arrangement et rentre à Vichy le 23 décembre. Les Ricroch reprennent alors leur projet de passage en Angleterre : ils partent le 24 pour la Bretagne, mais ils ne trouvent aucun bateau disponible et reviennent à Paris (1).

Déjà le petit groupe de Blocq-Mascart s'est réuni à un autre, plus nombreux peut-être et plus actif, le groupe de la rue Logelbach.

Le nº 5 de la rue Logelbach avait été à partir de 1936 le siège social du *Mouvement des Classes moyennes*, animé par les industriels Arthuys,

(1) Tém. Ricroch.

Lefaurichon, l'architecte Souchère, les industriels Jean Mayer, Bergeron... La guerre les avait mobilisés et dispersés, sauf Lefaurichon, mutilé de la guerre 1914-1919, qui assurait à la rue Logelbach une sorte de permanence très animée : pendant la guerre, pendant « l'exode », après l'armistice, des visiteurs de tous milieux viennent y demander conseil, travail ou même ravitaillement. Cette animation va servir à camoufler une organisation clandestine.

Or, Lefaurichon n'accepte pas la défaite. Dès le mois de juin, assisté de Volvey, ancien président de la *Société des Évadés* de 1914-1919, il organise les secours aux camps de prisonniers de la région parisienne et facilite les évasions. Une infirmière venant d'un patronage de la rue Saint-Roch porte aux prisonniers du camp de La Croix-de-Berny des provisions et du linge ; dans le coffre aux outils, elle cache des vêtements civils destinés aux évadés (1).

En septembre 1940, un journaliste collaborateur (2) organise une réunion à la *Salle des Ingénieurs civils* pour créer une organisation corporative professionnelle. Il y avait là 600 ou 700 personnes. Lefaurichon y prend la parole, et, soutenu par une douzaine d'amis, il fait avorter le projet. Il a dès lors la conviction « qu'il était possible de faire quelque chose » et il commence son travail de recrutement.

> Nous distinguons... dit-il, ceux qui suivaient Pétain en aveugles et acceptaient le destin des vaincus, « dans l'honneur », comme il disait, et les autres qui suivaient un Pétain auquel ils croyaient. Ce Pétain-là était le Pétain double jeu qui rejoindrait l'Afrique au moindre affront, qui sauverait la flotte. Ce sont eux qui furent nos premières recrues... Ce n'était pas le moment de disséquer les impondérables et de distinguer si tel poursuivait des buts personnels, si tel autre était royaliste, communiste ou radical. Il s'agissait de savoir si, ayant comme objectif de rendre la France à la France, on était prêt ou non à prendre des responsabilités, à donner des ordres ou à en exécuter, à accepter des risques, à mettre au second plan les affaires personnelles, la famille — au premier, la tâche assignée.

Peu à peu, l'équipe s'organise, avec Lefaurichon, Souchère, Camille Guerry, comme animateurs. Mais il manque un chef. Il se présente fin septembre en la personne de Jacques Arthuys. Lefaurichon l'avait connu au temps du *Mouvement des Classes moyennes*, et lui avait conservé une admiration enthousiaste et une amitié fidèle.

Arthuys, né en 1894, était fils d'officier. Ancien combattant volontaire de la guerre 1914-1919, il s'y était révélé, d'abord dans la cavalerie, puis dans l'aviation, un combattant courageux et un chef de grande valeur. Après la guerre, il quitte l'Armée pour devenir industriel ; il dirige, associé à son beau-père, la Société des Tours Cazeneuve. Il se préoccupe de l'avenir de la France, s'inquiète des crises économiques et financières (3). Il pense

(1) Il s'agit de Mme Turenne. Tém. Volvey.
(2) Des journaux *La Victoire* et *Dernières nouvelles de Paris.*
(3) Il écrit une série d'ouvrages : *Comment éviter la banqueroute, Le problème de la monnaie.*

que l'opinion a besoin d'être dirigée, encadrée : il songe pour cela à l'union des combattants, à la réforme du régime par l'établissement d'un pouvoir énergique et efficace ; (il collabore au *Nouvel Age* de Valois, et participe un moment à l'agitation des *Croix de Feu*). Son patriotisme n'est pas exclusif : il croit et écrit qu'il ne faut pas vouer à l'Allemagne une haine éternelle, qu'il est généreux et habile de lui tendre la main et de créer avec elle les États-Unis d'Europe. Mais l'avènement d'Hitler fait de lui un ennemi acharné du nazisme et de sa doctrine inhumaine. Il pressent toutes les horreurs que va déchaîner le régime hitlérien.

La guerre de 1939 le trouve capitaine de réserve au 60e Groupe de reconnaissance divisionnaire. Il le commande avec habileté. Son unité bat en retraite, en ordre sinon sans pertes, de Sedan à Orange : aucun de ses hommes n'a été fait prisonnier. Il pense continuer la guerre avec l'Armée des Alpes mais l'armistice est signé. Arthuys cache les armes de son groupe dans la région d'Orange puis est démobilisé.

Il passe à Vichy, rend visite à des ministres. Déceptions : il voit Bichelonne : « Rien à espérer de ce coco-là... C'est tout ce que nous combattons, réuni en un crâne. » Il voit Belin : « Un pantin plein de son. » Il voit Pucheu : « Pucheu c'est Bichelonne, à moins que Bichelonne ne soit Pucheu (1). » Il écrit à Dumoulin de La Barthète : « Si le Maréchal ne reprend pas le combat, il ne reste plus aux Français d'autre issue que la révolte armée (2). »

Il avait pris contact avec quelques officiers de l'état-major de l'armée d'armistice et le 2e Bureau l'avait mis en liaison avec le colonel d'aviation, Heurteaux (3). Ainsi, pensait Lefaurichon, des « liaisons Vichy-Londres-New York lui étaient assurées » et « Heurteaux... voyageant vers Paris avec lui, lui assurait quelques moyens de divers ordres ».

Dès son arrivée rue Logelbach, Arthuys trouve cette « activité intense, apparemment brouillonne, ce mouvement perpétuel, sous l'œil, et avec l'autorisation de l'ennemi » (4)... Il s'en sert instantanément. La charpente de l'organisation se dessine et le partage des responsabilités s'effectue. A la tête, Arthuys qui installe son P.C. chez lui, avenue Victor-Hugo où il est aidé par sa secrétaire depuis dix ans, Vera Obolensky, *Vicky* pour ses familiers, intelligente et sûre. « Russe et princesse. C'était la fille la plus simple qui soit. » Elle suit Arthuys « sans hésitation et sans bruit » (5). Seuls les gens sûrs, triés par Lefaurichon allaient au P.C. qui ne s'ouvrait qu'au mot de passe : C.R.E. *(Centre Réforme Économique)*. Tout le reste du travail était concentré rue Logelbach. Au mois de novembre 1940, une

(1) Tém. Lefaurichon.

(2) Cité par le général Kœnig, *Discours prononcé à l'inauguration d'une plaque commémorative à la mémoire d'Arthuys*. Dumoulin de La Barthète était le directeur du Cabinet civil du maréchal Pétain.

(3) Voir pour Heurteaux et son rôle d'officier du 2e Bureau : Colonel Groussard, *Chemins secrets*, pages 94 et 277.

(4) La rue Logelbach abritait aussi un *Comité France-Allemagne*.

(5) Tém. Lefaurichon.

réunion d'une douzaine d'affiliés a lieu chez Arthuys ; lui-même et Heurteaux expliquent aux assistants ce qu'on attend d'eux... Pour la couverture, le groupe prépare, en apparence d'accord avec les tendances de Vichy, un projet de *Charte du Travail*. L'action réelle consiste :

1° A organiser des réseaux de passage en zone libre. Volvey dirige ce service ;

2° A chercher des liaisons dans les *Amicales régimentaires* ou *Unions d'officiers*. Des rapports particulièrement étroits, probablement grâce au colonel Heurteaux, s'établissent avec la *Réunion des Anciens de Saumur* fondée et présidée par le capitaine Rouzée (1) ;

3° A monter un Service de Renseignements. L'architecte Roger Souchère, énergique, courageux, sûr de lui, en est le chef. Il est, lui aussi, revenu rue Logelbach après sa démobilisation. Lui aussi a été déçu par Vichy : il y a déjeuné avec le lieutenant-colonel Clément, chef adjoint du cabinet du Maréchal et en a « retiré » la certitude immédiate « qu'il n'y a rien à faire avec Vichy ». Avec lui, travaille le colonel Touny, « le Grand Touny » ;

4° A publier des *Lettres aux Français* pour éveiller l'opinion et la détourner de la collaboration. La première lettre ronéotypée (décembre 40) n'avait qu'une page, rédigée par Arthuys (2). La deuxième (février 41) et la troisième (mars-avril 41) étaient de Volvey, avec au verso des extraits des radios anglaise et suisse. Le papier était fourni par Lavrut, et le Dr Marsault avait trouvé un imprimeur à La Garenne-Colombes.

De bonnes résolutions avaient été prises pour conserver le secret et assurer la sécurité : ne jamais aller avenue Victor-Hugo, cloisonner les activités en « se coupant » les uns des autres, n'envoyer à Arthuys que les personnes triées et sûres. Mais l'application était difficile. Volvey par exemple s'occupait à la fois des évasions, du journal et de sa diffusion.

L'UNION DES « CIVILS » ET DES « MILITAIRES »

L'union entre le noyau militaire, où un des chefs futurs de l'O.C.M. Piette voyait une « antenne avancée du 2e Bureau de Vichy », et le noyau des civils dirigé par Blocq-Mascart, va se produire par un heureux hasard. Les civils ne conçoivent pas une Résistance qui ne soit pas militaire. L'échec du projet de débarquement allemand en Angleterre

(1) Voir plus loin.

(2) C'était un appel à la révolte. Les Français « qui... se jettent aux pieds du vainqueur sont des lâches » et à la fin : « Rassemblez-vous, forces de la Libération ! » Arthuys y manifeste son admiration pour l'Angleterre qui « lutte bravement », pour les Français, « exilés volontaires » et pour le maréchal Pétain « parce qu'il incarne... l'esprit de résistance aux empiétements du vainqueur ». Il y proclame la nécessité d'une Révolution nationale après la « Libération du sol français » faite par « des hommes nouveaux, ennemis de la corruption ancienne... (ayant) le goût de la justice, l'amour sacré de la dignité humaine ». Il est hostile au « paganisme... national-socialiste », à « l'esprit bourgeois », sans grandeur et sans foi... qui, comme le communisme, renie tout idéal spirituel.

à la fin de l'été 1940 leur fait espérer un débarquement anglais prochain et ils veulent être prêts pour cette éventualité. La secrétaire de Blocq-Mascart, Mlle Garnier, rentrée à Paris fin septembre, est l'amie de Mme Jean Mayer. Elle apprend que l'industriel Jean Mayer, commandant d'artillerie de réserve, appartient à un groupe « qui s'appelait, croit-elle, Normandie », composé d'officiers. En octobre 1940, elle reçoit chez elle, 22, rue Tournefort, Blocq-Mascart et le commandant Mayer. Or, Blocq-Mascart a connu Mayer avant la guerre et la conversation en est facilitée. L'entente se fait peu à peu, prudemment. Chacun finit par avouer à l'autre qu'il a un groupe derrière lui. En décembre 1940, réunion commune dans le bureau de Blocq-Mascart, 55, avenue Georges-V, à laquelle assistent Blocq-Mascart, Sainte-Lagüe, Jeanjean, d'une part, et d'autre part, Arthuys, Mayer et Souchère. Arthuys des classes moyennes, était connu de Blocq-Mascart et de Sainte-Lagüe et leur inspire confiance. L'accord se fait facilement. « Les deux groupes se complétaient fort bien, le groupe de Blocq-Mascart était un groupe de cadres n'ayant pas d'effectifs. Le groupe d'Arthuys devait fournir les moyens d'en constituer (1). » Les fondateurs ne pensent pas encore à donner un nom à l'organisation. Le fait importe plus que le titre. L'essentiel est de monter un organisme militaire ou paramilitaire ; c'est encore sous ce dernier nom qu'en 1942, l'Organisation recrute dans la région du Nord (2). Les « civils » acceptent volontiers le commandement des militaires. L'*Organisation* garde la forme d'un état-major classique. Arthuys est le chef, assisté de Souchère comme chef d'état-major. Jean Mayer, esprit méthodique et scrupuleux, dirige le 1er Bureau (organisation générale) et le 3e Bureau (opérations). Le colonel Touny est chargé du 2e Bureau. Quant à Blocq-Mascart, il dirige le bureau civil (3). L'ensemble forme le *Comité directeur* de l'*Organisation*.

A partir de ce moment, les réunions du Comité deviennent fréquentes, la plupart dans le bureau de Blocq-Mascart, bien placé avenue George-V, dans un immeuble en partie occupé par les Allemands et très fréquenté, ce qui assure une certaine sécurité. Le bureau de Blocq-Mascart est d'ailleurs dans une partie de l'immeuble assez isolée et à peu près assuré de la protection complice et tacite du personnel.

Le groupement n'a pas encore de titre. Aucun témoignage ne permet de dire à quelle date précise il en a pris un ; les souvenirs de Blocq-Mascart sont imprécis sur ce point. Au début de 1941, Jeanjean, ami de Laniel, a cru pouvoir réaliser une liaison avec Londres par l'intermédiaire de l'amiral Leahy, ambassadeur des U.S.A. A cette occasion le nom d'*Organisation civile et militaire* a sans doute été choisi : il traduisait exactement les deux apports fondamentaux. Le sigle O.C.M. apparaît alors dans le langage et dans les documents sans qu'il ait cependant une audition très

(1) Témoignages Blocq-Mascart, Mlle Garnier, Lefaurichon.
(2) Tém. Guy Mollet.
(3) Tém. Blocq-Mascart.

étendue. L'O.C.M. va attirer à lui petits groupes et isolés et devenir en quelques mois, plus par son rayonnement et les sympathies qu'il éveille que par le nombre de ses adhérents, un des mouvements les plus importants de la zone nord.

Il annexe le groupe *Maintenir* de la place Saint-Michel...

Claude Bellanger, journaliste et ancien secrétaire général de la *Ligue de l'Enseignement*, rentre à Paris après sa démobilisation (mi-août). Il y retrouve son ami Rosier, secrétaire général du *Comité supérieur des Œuvres en faveur de la Jeunesse scolaire et universitaire* qui le charge de diriger le *Centre d'entraide aux étudiants mobilisés et prisonniers*, 5, place Saint-Michel. Là, viennent des équipes d'étudiants, des parents et amis d'étudiants prisonniers. Ce mouvement intense de visiteurs est très propre à camoufler et à faciliter réunions et activités clandestines.

Autour de Rosier et Bellanger, un petit groupe de résistants se constitue avec François de Lescure, secrétaire général de l'*Union nationale des Étudiants*, Jamati, fonctionnaire de la *Recherche scientifique*, Rocher, avoué près la Cour d'Appel, Jean Kreher, avocat à la Cour d'Appel (1). Il est en liaison étroite avec un groupe de la rue de Lille, qui autour de l'ancien officier de cavalerie, E. Amaury, va « se mettre au service de tous les mouvements de résistance, en se consacrant à la lutte contre la propagande ennemie ». Sous le titre, *Maintenir*, il publie et diffuse des tracts, affirmant la foi en la victoire, la confiance dans le général de Gaulle. Des lettres « avertissements », rédigées chez Me Kreher, sont adressées à des personnalités suspectes de collaboration, surtout dans les milieux universitaires. Sous la direction de François de Lescure, sont organisées deux manifestations d'étudiants, les premières de résistance ouverte : celle du 8 novembre au Collège de France, à l'occasion de l'interdiction par Vichy des cours du Pr Langevin ; celle du 11 novembre à l'Arc de Triomphe, préparée par tracts et appels multigraphiés place Saint-Michel et qui est l'occasion d'une violente répression. Le groupe enfin s'inquiète des lendemains de la Libération. Il commence à préparer un projet de réforme de l'Éducation nationale ; outre les membres de *Maintenir*, y participent les ingénieurs chimistes André Graetz et René Sordes, Lapierre, ancien secrétaire du *Syndicat des Instituteurs*, l'instituteur René Paty, ancien chef adjoint du Cabinet du ministre de l'Éducation nationale, Jean Zay. Révoqué par Vichy, Paty avait monté une librairie place Saint-Michel.

En 1941, Rosier, Jamati et Bellanger, qui avaient connu Blocq-Mascart et Sainte-Lagüe aux *Travailleurs intellectuels*, adhèrent à l'O.C.M. Leurs camarades de *Maintenir* entrent dans d'autres organisations ou d'autres réseaux, mais les relations et les travaux communs ne cessent pas pour

(1) Voir brochure *Maintenir* publiée par *Le Parisien libéré* en 1946.

autant. Un exemple de plus de la fluidité de ces organisations et des liaisons nombreuses qui les unissaient (1).

L'O.C.M. dirigée par Arthuys, lui-même fils d'officier et capitaine de réserve (aviation et cavalerie) comprend plusieurs officiers, la plupart de réserve : le colonel Heurteaux, le colonel Touny, le notaire Pasteau, le chef d'escadron Tisseyre, Roland Farjon, d'autres encore. Le témoignage du capitaine de réserve (cavalerie) Rouzée nous raconte comment beaucoup de ces contacts et de ces adhésions ont été obtenus.

Le capitaine Rouzée, du 3e *Régiment d'auto-mitrailleuses*, a battu en retraite jusque dans l'Orne. Il est fait prisonnier le 17 juin ; le 18, il réussit à s'évader avec une vingtaine de ses hommes. Il les amène jusqu'à la Loire où se fait la dispersion. Il se rend alors à Clermont et se met à la disposition de la *Direction de la Cavalerie*. Il y apprend la mort tragique de son père, industriel (tué par accident pendant qu'il camouflait des armes dans une cave), celle de son frère aîné et la blessure d'un autre frère. Il décide alors de rentrer à Paris où il arrive vers la mi-août. Rouzée a fondé en 1928 et préside depuis l'Association des officiers *Anciens de Saumur*, foyer ardent de patriotisme, d'esprit de corps et de camaraderie. Il a, par elle, de nombreuses relations dans le corps des officiers (active et réserve) et ces relations vont être très utiles pour le regroupement des volontés. Comme il cherche un moyen d'agir, il va trouver en octobre ou novembre le général de La Laurencie, ancien commandant de l'École de Saumur. Celui-ci lui déclare : « Je souhaite la victoire des Anglais et c'est à cela qu'il faut travailler », et il l'envoie au colonel Heurteaux, employé alors au *Ministère des Pensions*, rue de Bellechasse, dont nous savons qu'il était un agent du 2e Bureau de l'É.-M. de l'Armée de l'armistice. Heurteaux amène Rouzée au groupe Arthuys et, dès ce moment, Rouzée s'efforce de reconstituer *les Anciens de Saumur*, à toutes fins utiles, suivant la formule des états-majors.

En septembre 1941, après l'arrestation du colonel Heurteaux, le général Riedenger le remplace à la tête du groupe, qui se réunit alors à la *Fondation Foch*, rue Jacob. S'il n'y a pas encore fusion avec l'O.C.M., des contacts étroits existent qui préparent l'action commune. Après l'arrestation du général Riedenger, en octobre ou novembre 1942, le

(1) Dans une note de son article sur la première résistance en zone occupée (*Revue Hist. deuxième guerre mondiale*, avril 1958), Germaine Tillion (réseau *Musée de l'Homme*) indique qu'elle a échangé des informations avec M. Jamati. Elle se souvient que *Mainlenir* était en contact avec Léo Leymarie, « un de nos principaux agents de renseignements »... et que « Claude Bellanger a également connu Yvonne Oddon, Agnès Humbert et le Pr Fawtier ». Elle savait aussi que le colonel Hauet, de son réseau, avait des contacts avec le réseau créé par des officiers du 5e Bureau de l'armée de Vichy et elle a eu un rendez-vous ménagé par le colonel Hauet avec une personne envoyée par le capitaine d'Autrevaux, correspondant du 5e Bureau à Paris.

M. Bellanger a établi en fin 1941 pour l'É.-M. du général de Gaulle un rapport sur une quinzaine de Groupes de Résistance. En compagnie de Roland Farjon, il a caché ce rapport dans un appartement vide dont il a malheureusement oublié l'adresse. Mais le fait est qu'il connaissait déjà une quinzaine de groupes (tém. Bellanger).

colonel Touny en prend la direction et oriente le groupe vers le renseignement et l'action, l'annexant pratiquement à l'O.C.M. (1).

D'autres contacts encore : les Résistants n'étaient pas enrôlés exclusivement dans un réseau. Ils se connaissaient, se transmettaient leurs informations et leurs liaisons. Ainsi Postel-Vinay qui faisait partie de l'antenne du 5e Bureau à Paris commandée par le commandant d'Autrevaux, du réseau britannique commandé par le Dr belge Guerisse, plus connu sous son nom d'emprunt *Pat O'Leary* (2) et avait recours occasionnellement au réseau dirigé par Leymarie de *Maintenir*, voit de temps à autre le colonel Touny et fait connaître à celui-ci le réseau *Pat O'Leary*. Il lui présente aussi son beau-frère, l'ingénieur Lefaucheux et sa sœur : les deux devaient adhérer à l'O.C.M. (3).

Le renseignement apparaît dès le début comme l'activité de première urgence, et tous les membres de l'O.C.M. y travaillent. Les industriels, les commerçants, les ingénieurs, les fonctionnaires des Travaux publics recueillent toutes les indications possibles sur l'activité économique allemande, sur l'aide apportée par l'industrie française à la machine de guerre nazie. Le groupe des Travaux publics renseigne sur les transports allemands par chemin de fer : deux cheminots amis de R. Ricroch, Chaverot, ex-secrétaire de la *Fédération des Cheminots* et Delhomme, secrétaire syndical des *Petits Cheminots* remplissent des missions en province d'où ils rapportent des indications sur les mouvements des trains, les transports de troupe et le ravitaillement, les expéditions en Allemagne, le moral des cheminots (4). Ricroch lui-même, par ses contacts avec la *Commission d'Armistice*, apprend beaucoup de choses. Mackinsky, un réfugié russe, professeur à l'Institut catholique et amené à l'O.C.M. par Vicki Obolensky, accepte sur le conseil du colonel Touny la direction d'une boîte de nuit, « Monte-Christo », que fréquentent Allemands et collaborateurs. Il met le colonel au courant de ses découvertes : c'est ainsi que Touny aurait appris cinq jours d'avance l'entrée en guerre de l'Allemagne contre la Russie (5). Un ingénieur du Service hydrographique de la Marine informe le colonel Touny de la présence dans la rade de Brest des cuirassés *Scharnhorst* et *Gneisenau*.

Comment utiliser ces renseignements ? Il faudrait évidemment les faire parvenir à Londres, au général de Gaulle et aux Alliés, pour qu'ils puissent être exploités. Or, l'O.C.M. n'a pas encore de liaison directe avec Londres. En attendant, c'est au 2e Bureau de Vichy que les renseignements sont transmis : le colonel y connaît des amis et des camarades,

(1) Tém. Rouzée.
(2) Brome (Vincent), *L'histoire de Pat'O'Leary*, trad. française, Paris, 1957.
(3) Tém. Postel-Vinay.
(4) Tém. Ricroch, Lefaurichon, Gallois.
(5) Tém. Gallois et Mackinsky.

par exemple le commandant Baril (1) et le lieutenant d'Esneval. Peut-être ce bureau a-t-il des moyens de transmettre les renseignements à Londres, tout au moins aux U.S.A. Certains dirigeants de Vichy, après le renvoi de Laval et malgré Montoire, n'interdisent pas systématiquement ces contacts. Le retour de Laval au pouvoir, et le renvoi concomitant du commandant Baril, muté en Afrique du Nord, décourage Touny : il cesse à ce moment toutes les liaisons avec Vichy. Peut-être aussi Touny a-t-il une liaison alliée par la Suisse, mais il est si secret et si discret à cet égard, que son collaborateur immédiat n'en est pas sûr (2).

Dans son travail du 2e Bureau, le colonel Touny est aidé par un collaborateur patriote et cultivé, un ancien élève de l'École normale supérieure, Marcel Berthelot, agrégé d'allemand. Berthelot a été attaché avant la guerre à l'Ambassade de France à Berlin ; il a fait la guerre 1939-1940 à l'état-major de l'Armée. Démobilisé, il a été « camouflé » à l'*Office de Navigation* dépendant des Travaux publics. Il habite tout près du colonel Touny, et il rencontre parfois le colonel « grand, corpulent, élégant », promenant tranquillement son chien, avenue Henri-Martin. Un ami commun les présente l'un à l'autre, au début de 1942. Constatant leur communion d'idées, Berthelot accepte de rallier le petit groupe de l'O.C.M. Un hasard de relations apprend d'autre part aux Ricroch, la présence de Berthelot dans un service dépendant des Travaux publics : Mme Ricroch va le trouver à l'*Office de Navigation* et ils découvrent ainsi leur commune affiliation à l'O.C.M. Berthelot va être chargé de centraliser les renseignements et d'en extraire les éléments utiles aux Alliés, avec l'aide efficace de Vicky Obolensky (3).

Autre forme d'action : rechercher et cacher des armes, en vue d'une action militaire. En janvier-février 1941, un lot d'armes récupérées sont déposées provisoirement chez un ami du Dr Marsault, le dentiste Le Poitevin, qui habitait une villa dans la banlieue ouest.

Enfin, des contacts sont pris avec d'autres mouvements de Résistance. En mars 1941, Arthuys et Heurteaux rencontrent Jean Texcier, qui diffusait déjà ses *Propos d'un occupé* et ses *Lettres à François* (4). Blocq-Mascart voit de son côté Ribière et Cavaillès, fondateurs de *Libé-Nord*, probablement fin 1941. « La prudence, déclare Blocq-Mascart, fit que nous ne dîmes pas grand-chose » et ils restèrent plusieurs mois sans se revoir. Enfin, une tentative est faite du côté du parti communiste après la déclaration de guerre à la Russie. Blocq-Mascart et Ricroch en étaient partisans ; leurs amis des Syndicats de Cheminots l'étaient moins. Le contact est pris néanmoins, à trois reprises et avec trois responsables différents, mais avec tant de précautions et de difficultés que les chefs de l'O.C.M., découragés, abandonnent (5).

(1) En 1942, les Ricroch allant à Alger recevront mission du colonel de voir le commandant Baril, ancien chef du 2e Bureau.
(2) Tém. Gallois.
(3) Tém. Berthelot.
(4) Jean Texcier, *Écrit dans la nuit*, Préface, xi.
(5) Tém. Ricroch. Les relations seront établies plus tard.

PENSÉES POLITIQUES ET PROGRAMMES D'AVENIR

A côté de cette action vraiment militaire, se développe une activité originale, et qui peut paraître anachronique, si l'on considère l'état où était la France. C'était d'ailleurs l'opinion du colonel Touny, qui se tient à l'écart de cette « politique ». Il s'agit en effet de politique et de prévoir l'après-Libération. Il ne faut pas que le départ de l'occupant et de son allié vichyssois provoque un vide propre à toutes les aventures. C'est ce que pensent Blocq-Mascart, Sainte-Lagüe, Arthuys, Ricroch. Ils se rencontrent, discutent parfois vivement. Arthuys et Blocq-Mascart, qui ont déjà réfléchi sur le problème politique, ne sont pas toujours d'accord.

Arthuys a pleine confiance dans l'issue de la guerre et dans la vitalité du peuple français.

Que le peuple français s'en tire, je n'en doute pas... Mais... il faut aider le destin. Jusque-là, on a tendu le dos — ça ne s'est pas trop mal passé et on évitera le pire — grâce à Churchill d'ailleurs, pas grâce à Pétain. De Gaulle aidant, nous n'aurons pas trop sale figure...

Mais ce n'est pas tout... C'est un commencement, ce n'est pas une fin... Il n'y a que deux solutions... Soit que les bons, les purs, les ardents, les sincères restent sur la brèche et prennent le pouvoir, que ça plaise ou non — soit qu'on rembauche les vieux et les jeunes combinards. Il faut rajeunir la démocratie, et, puisqu'on ne peut pas convaincre une opinion trop trompée, il faut la vaincre...

Pour cela, il est essentiel de reconstituer des élites et c'est le rôle de la Résistance, où se sont trouvés des hommes de toutes obédiences, curés et libres penseurs, communistes et libéraux, ouvriers et industriels... sincères. Tous plaçaient la France avant tout le reste, tous s'estimaient et découvraient dans tous les partis des gens purs, probes et droits...

Quel Gouvernement faut-il à ce peuple ? Le plus simple, le moins encombrant, le moins dirigiste. Moins le Gouvernement s'occupe de lui, mieux il se porte, comme disait M. Bergeret de *L'orme du mail*. Lorsque je croyais possible de gouverner de l'extérieur, d'en haut, j'étais un enfant. La possibilité est dans le peuple, pas dans le chef... Si l'homme n'a pas une loi intérieure, il est ingouvernable, et la loi intérieure c'est l'esprit de justice, c'est le bon sens... Dans des circonstances exceptionnelles, il n'est pas nécessaire de conserver un gouvernement représentatif.

Une démocratie peut se gouverner intelligemment *dans une période grave*. Pourquoi l'électeur ne déléguerait-il pas la souveraineté à un homme de Gouvernement avec mission de gouverner ?... Pourquoi obliger l'électeur à abdiquer sa souveraineté entre les mains de 2 à 3 000 candidats, la plupart inconnus et n'ayant d'autres mérites que d'être délégués par un parti (1) ?

Blocq-Mascart, spiritualiste catholique, a subi, après la guerre de 1914-1918, les influences d'Élie Halévy et d'Arthur Fontaine, ancien directeur au ministère du Travail et collaborateur d'Albert Thomas au Bureau international du Travail. Ses occupations au Service d'Études économiques d'un groupe industriel, sa collaboration à la revue *Europe nouvelle*, son

(1) Cf. tém. Lefaurichon. Beaucoup de ces idées ont été exposées par Arthuys à Lefaurichon au cours de leur captivité commune à la prison de Fresnes.

action militante à la *Confédération des Travailleurs intellectuels*, ont tourné sa pensée vers les problèmes sociaux.

Sur beaucoup de points, il est en opposition avec Arthuys. Il croit plutôt à l'action de l'État, directeur et guide, arbitre et chef. Il aime prévoir et codifier, quelquefois jusqu'au détail. On le rattacherait volontiers à la tradition saint-simonienne ou fouriériste du socialisme dit utopique. C'est peut-être à cette tournure d'esprit que l'O.C.M. devra plus tard son renom de technocratie.

Toutes ces discussions apparaissent d'ailleurs assez vaines. La Libération n'est pas pour demain, et d'ailleurs l'O.C.M. n'a pas les moyens de faire connaître le résultat de ses travaux. Les dirigeants n'ont pas continué la publication entreprise par le groupe Lögelbach des *Lettres aux Français*. Ils ont jugé sans doute que les publications et leur diffusion augmentent excessivement les dangers, qu'il y a déjà suffisamment de publications clandestines et qu'au demeurant, la Radio de Londres suffit pour l'essentiel. D'ailleurs en zone nord, la propagande est moins utile qu'en zone sud : « Les Allemands s'en chargeaient (1). »

En attendant, Blocq-Mascart tenant la plume, des textes sont préparés, discutés, rédigés : Un projet de constitution, une étude du problème des minorités et des *Chroniques de la Résistance* publiées plus tard en même temps que les projets de Réforme mais déjà précisées et datées. Les premières de ces chroniques, datées de 1941 et 1942, publiées dans le premier *Cahier* de mai 1942 nous éclairent sur les idées communes de ce petit groupe de patriotes.

D'abord, la *Lutte pour la Libération* (janvier 1941) dont voici les passages essentiels. On y voit nettement que, dès ce moment, les dirigeants de l'O.C.M. ne croient plus dans le régime de Vichy, s'ils y ont cru ou feint d'y croire.

Le régime de la III^e^ République est condamné :

> Le peuple a largement pris conscience de l'absurdité de la dernière période de la III^e^ République... Le régime s'écroulait de lui-même.

Le régime de Vichy vaut encore moins :

> Il n'existe ni estime pour le Gouvernement de Vichy, ni espoir en lui... L'échec du Gouvernement de Vichy éclate aux yeux de tous... Le nouveau régime devait assurer la stabilité ministérielle, et jamais les ministres n'ont plus souvent changé. Il devait reconstituer l'Unité nationale et jamais la population n'a été plus divisée. Il devait restaurer l'autorité, et jamais elle n'a été plus contestée. Il change des hommes qu'il a lui-même nommés un ou deux jours ou deux mois avant. Il modifie plusieurs fois les lois qu'il a lui-même promulguées ou les rapporte avant qu'elles n'entrent en application...

Un ordre nouveau est nécessaire : que sera-t-il ?

(1) Tém. Blocq-Mascart.

Ce n'est pas aux masses à établir ce que sera l'ordre nouveau. C'est aux chefs à sortir l'opinion publique du désarroi de pensée... il lui faut une mystique constructive.

La crise d'hommes n'est pas en France aussi grave qu'elle paraît... On ne les cherche pas où ils sont, dans leur action individuelle, dans leurs œuvres personnelles, dans des groupes.

La vraie Libération, qu'on ne peut attendre d'aucune force étrangère, sera la Libération par une Révolution française... nouvelle Commune, ou Révolution anarchique et lente, ou Révolution ordonnée et rapide suivant les cadres qui grouperont et dirigeront les troupes de la Révolution, les hommes qui l'auront préparée, le chef qui la mènera à bien.

Puis, 1er février 1941, dans une deuxième chronique, une étude des *Forces en présence.*

Les troupes de la Révolution française sont pour la plus grande part en zone occupée.

Les Français sont rentrés en zone occupée pour la protéger au maximum contre l'emprise allemande... Et l'esprit de résistance s'est emparé d'eux.

Vichy abandonne la zone occupée. Peu de nourritures terrestres et aucune nourriture morale : jamais un témoignage de satisfaction, un encouragement, une exhortation à la patience...

En face, la Résistance :

— De la *jeunesse :*

Impossible de lui imposer la résignation et une mentalité de vaincus...

— Des *masses populaires :* à qui

les conséquences de la guerre sont plus sensibles qu'à tous autres éléments de la population. Les restrictions et chômage les frappent directement. Organisations dissoutes — aucune représentation au gouvernement. Dans les usines à direction allemande, la discipline et les conditions de travail ne leur conviennent pas.

— Des *intellectuels*, mais plus nuancée.

S'ils craignent pour la pensée le régime germanique de mainmise de l'État, ils craignent aussi pour elle le mercantilisme anglo-saxon. S'ils craignent pour l'Europe l'ordre nouveau allemand, ils sont cependant favorables à une Fédération européenne...

A un chef décidé à faire une Révolution, qui leur offrirait les moyens de la faire et les chances de la réussir, les intellectuels sacrifieraient... leurs particularismes pour se rallier à un projet commun...

L' « entraînement en vue d'une Révolution » se fait par les mesures de police de l'occupation allemande. C'est encore une révolte à coups d'épingle ... « Lacérer une affiche de propagande allemande, dessiner sur les murs des Croix de Lorraine, rédiger des imprimés et distribuer des tracts ou bulletins clandestins... » « Ce petit courage a été dépassé par les étudiants de Paris dans leur manifestation du 11 novembre : il le sera encore quand il aura une mystique à sa base. »

Il y a plusieurs solutions possibles :

— une rupture plus totale entre les deux zones ;
— l'occupation générale de la France ;

— la dissidence d'Afrique du Nord ;
— la jonction des dissidences ;
— l'entrée de l'U.R.S.S. dans le conflit.

Quoi qu'il arrive, un élément paraît désormais stable : l'esprit de la zone occupée... c'est-à-dire des deux tiers de la France... avec Paris... qui reste le grand centre de l'élaboration de la pensée française, là où le contact entre le peuple et l'élite est le plus intime. Il ne dépend que d'un chef que ce soit assez pour faire la Révolution et bâtir la France nouvelle.

Enfin, en janvier 1942, un *Tableau de la Résistance* (troisième chronique).

Le mauvais état moral de la nation... est cause de tout : de la mauvaise politique intérieure, de la déplorable politique extérieure, de la gabegie dans les fabrications d'armement, de l'infériorité des élites, du mauvais vouloir des troupes. Pour remédier à ce mauvais état moral, il ne fallait pas une guerre — eût-elle été victorieuse — mais une révolution. La guerre est venue avant la révolution.

La bataille de la Résistance, les Français la livrent chaque jour et parce qu'ils comptent la gagner, ils ne se sentent pas des vaincus... En refusant la collaboration, pendant la période critique 40-42, ils ont empêché « le désastre ».

Les hommes de la Résistance ont agi suivant leurs réflexes d'abord. Réflexes sains pour des gens démoralisés. Ils ont agi contre l'évidence apparente des faits, contre leur intérêt immédiat, contre les ordres de leur gouvernement...

Leur groupement s'est fait par la « parole ». « La délation n'a pas assez vite gagné un nombre suffisant d'adeptes pour effrayer les Français au point de les faire taire.

Les sentiments sont d'abord anti-allemands :

Des hommes armés qui persécutent des hommes désarmés, cela n'a rien de chevaleresque... Le tribut imposé aux pays vaincus..., lorsqu'il est illimité en quantité et en durée, ce n'est plus un tribut, mais du pillage...

A cela s'ajoute « le souvenir de ce que peut faire faire une mystique, et le désir d'avoir une mystique... Il y a certainement encore une réforme économique à faire et un programme du travail à résoudre ».

Il ne s'agit pas seulement « d'une libération de l'occupation allemande », mais « d'une défense de la vie française » contre les autorités occupantes parce qu'elles sont là et entendent diriger toute la vie française..., contre les « militaires ou marins de Vichy ». Cette direction, « elle ne la supporterait pas davantage d'une armée anglo-saxonne ».

La population française « cherche une autorité... Elle en supportera parfaitement les ordres, à condition qu'elle sente qu'elle s'exerce avec la même force pour la protéger que pour la commander ». Où trouver ces hommes ? « Probablement parmi les combattants de la France libre » : La Résistance connaît la France libre par le prestige personnel de son chef : prestige du chef militaire qui avait compris la guerre, qui veut se battre, qui sauve l'honneur... « Mais on ne connaît pas grand-chose d'autre de la France libre..., et celle-ci ne sait pas grand-chose de la Résistance. » Et « dans les groupes de Résistance » « des chefs se révèlent, des chefs... s'imposent ».

Le premier objet de la Révolution, restauration de la moralité générale et de la valeur morale des individus. La fraude s'est répandue partout : fraude commerciale, fraude fiscale, fraude entre époux, fraude dans le travail, fraude aux examens. Resquillage, mot affreux... Débrouillage, mot cynique... Il faut déshonorer la fraude... Il faut des chefs puritains.

PREMIÈRES ÉPREUVES

Au cours de l'année 1941, une série de coups durs frappent l'O.C.M. La police allemande n'a pas encore été très renseignée sur la Résistance et son développement ; la confiance du Gouvernement allemand dans une victoire prochaine et totale lui a fait peut-être aussi mépriser la vaine agitation de quelques individualités impuissantes.

En février-mars 1941, un fils du colonel Heurteaux est arrêté. Pour le libérer, le colonel intervient à Vichy et même à la Kommandantur de Paris. Le résultat est d'attirer sur lui l'attention de la police allemande : il est arrêté à son tour en même temps qu'un agent secondaire. L'alerte est donnée : Blocq-Mascart disparaît quelque temps, Arthuys et Lefaurichon voyagent en province et en profitent pour « contacter » des correspondants dans la Meuse, à Lyon, à Toulouse, à Pierrefitte, dans le Centre et dans l'Ouest. Tout se calme, en apparence tout au moins.

Fin août, le Dr Marsault et Lepoitevin, qui ont été dénoncés, sont arrêtés, les armes cachées par eux découvertes. Marsault est condamné à 20 ans de travaux forcés. D'autres arrestations suivent. Jean Mayer est déporté (il mourra en déportation). En octobre, Sainte-Lagüe est arrêté : il s'aperçoit que son nom s'était trouvé avec ceux d'autres savants sur une liste de suspects et que les autorités d'occupation ignoraient l'O.C.M. Il est libéré après quelques semaines de Fresnes. Après sa libération et quelque temps de repos, il rejoint ses camarades.

Arthuys et Blocq-Mascart se cachent toujours et évitent d'aller à leurs domiciles étroitement surveillés. Le 21 décembre, Arthuys avait passé la nuit chez son ami Lefaurichon. La police allemande vient le matin perquisitionner chez ce dernier. Malgré tout le bruit fait à dessein par Mme Lefaurichon et son mari, Arthuys reste endormi et les policiers le cueillent au lit. Condamné et déporté, il mourra en juillet ou septembre 1943 au camp de Hintzert. Lefaurichon arrêté en même temps que lui, prétend ne pas connaître son activité résistante, et comme il n'y a aucune preuve contre lui, il est libéré en avril 1943. A la suite de ce coup, la rue Lögelbach tombe en sommeil.

L'O.C.M. n'est cependant pas détruite. Le colonel Touny prend le commandement et lui rattache plus étroitement le groupe des militaires, à la tête duquel il a remplacé le général Riedenger. Vicky Obolensky qui connaît tous les rouages, passe à son service et avec l'aide d'Yvonne Arthuys, renoue les principales liaisons. Le colonel Touny est un spécialiste du 2e Bureau, et sous sa direction, l'O.C.M. va prendre une extension

considérable, beaucoup plus considérable encore que ne l'indiquent les témoignages des survivants de l'O.C.M.

Le colonel Touny a 55 ans en 1941. Fils d'un ancien directeur de la Police municipale de Paris, il est sorti major de Saint-Cyr en 1906. Il a été affecté à un régiment de cuirassiers, il a conservé de son passage dans la cavalerie des traits de caractère qui ne s'effaceront pas : le courage avec une pointe d'audace, le sens du dévouement et de la confiance, l'acceptation du sacrifice. Une blessure, sept citations attestent sa valeur militaire. Jeune officier, il a préparé une licence ès lettres, une licence en droit. Une brillante carrière militaire s'offrait à lui, mais il a quitté l'armée active pour le barreau, puis pour les affaires : il a dirigé le bureau parisien de la *Société de Mécanique industrielle* de Lurcy-Lévy (Allier). Très assidu aux Cours de perfectionnement des officiers de réserve, volontaire pour tous les stages d'instruction, il était en 1939 lieutenant-colonel. Pendant la guerre, il est chef du 2e Bureau du corps de cavalerie, puis en janvier 1940, chef du 2e Bureau de la 4e Armée (général Frère). L'Armistice le ramène à Paris. Aucun doute sur le devoir : impossible d'admettre que tout est perdu. Le seul ennemi de la patrie, c'est l'occupant. Il faut d'abord le chasser. Pour cela, impossible de compter sur le Gouvernement de Vichy dont l'ancien cuirassier disait volontiers : « Quand on a commencé à prendre un lavement, on ne peut faire que des ordures. » Le fils aîné du colonel, âgé de 17 ans, rejoint de Gaulle en Angleterre et le père est fier de son fils.

Durant cet automne de 1940, où la bataille aérienne de Londres n'était pas encore achevée, le but apparaissait si lointain, un retournement de la situation si improbable qu'il valait mieux se mettre à l'œuvre sans trop se soucier des résultats...

« Les réflexes du métier fonctionnèrent d'abord... Renouer avec d'anciens camarades du temps de paix ou du temps de guerre. La confiance naît des causeries... Chacun apporte les renseignements qu'il a pu se procurer sur l'envahisseur, sur ses effectifs, sur son implantation ou sur ses transports, une documentation dont la masse ne tarde pas à grossir. » Pour qui ? « Le colonel Touny songe, un moment, à installer en zone nord, l'analogue du 2e Bureau secrètement reformé en zone libre et avec lequel il s'est mis en rapport. Mais la politique de Vichy laisse déjà prévoir que les informations ainsi transmises ne seront pas exploitées valablement. La liaison avec Londres devient une nécessité. Ainsi, la logique et la nécessité interdisent vite au colonel Touny de se cantonner dans le renseignement pur et le mènent vers la Résistance (1). »

Il a toutes les qualités d'un chef clandestin. « Puissance et rapidité... de travail, aptitude à saisir... l'essentiel des problèmes..., justesse du coup d'œil, pondération dans le calcul, sang-froid inaltérable au milieu des circonstances difficiles. Sa présence clarifiait les problèmes embrouillés, sa personne rayonnait une sorte de tranquille assurance dont l'ascendant s'imposait à quiconque... »

Une mémoire prodigieuse : « Les faits, les noms, les dates restaient

(1) Tém. Gallois.

présents à sa pensée avec une sûreté et une précision étonnantes. Il n'avait pas besoin de prendre des notes et de constituer des dossiers », faculté particulièrement utile pour la guerre clandestine qu'il allait commencer.

Bien que par goût, il aimât l'audace et l'assaut à découvert (il se plaisait à rappeler les charges de cavalerie du début de la guerre de 1914), il s'adapte à la guerre clandestine, « l'ombre sans cesse, le mystère, les cloisonnements, les chuchotements, le danger » (1).

« Les interlocuteurs du colonel... apprécient cette patience, cette loyauté, ce désintéressement, l'ardeur d'un patriotisme auquel toute ambition d'ordre particulier est étrangère. Il dédaigne la politique, il hait les discussions, il ne veut connaître qu'un mot d'ordre... chasser de France l'Allemand (2).

Au cours de l'année 1941, des recrues de choix adhèrent à l'O.C.M. et entrent à son Comité directeur. L'avocat Jacques-Henri Simon, fils d'un ancien ministre du ministère de Guerre Clemenceau, est animé d'un patriotisme qui semble une résurrection de 1793 et désire avec une passion ardente la rénovation de la France. Son ami, l'avocat socialiste Rebeyrol, pense aussi que la Libération sera l'occasion d' « arrêter une certaine décadence des institutions françaises » (3). Par Postel-Vinay, le colonel Touny amène les ingénieurs des Ponts et Chaussées de l'Aisne André Boulloche et Pène (4).

Malgré ces renforts, l'O.C.M. n'est encore qu'un petit groupe. Rebeyrol dans le discours à la mémoire de son ami Simon, l'évoque dans les termes suivants :

Je voudrais essayer d'évoquer la Résistance dans cette première période, je sais que je n'y parviendrai pas. Les souvenirs s'effacent, les témoignages sont incertains, les documents n'ont jamais existé ou sont perdus. C'est une pré-histoire. Non pas seulement au sens strict, parce que c'est antérieur à l'histoire, à la période active, mais aussi parce que c'étaient quelques groupes réduits, fermés, isolés qui s'ignoraient entre eux, qui parfois se rencontraient par hasard et s'abordaient avec défiance, comme de petites tribus primitives dans un monde vide.

« On se rencontrait non pas tous à la fois », chez Arthuys ou chez le colonel Touny ou chez Blocq-Mascart. On y préparait des publications clandestines, on y travaillait à l'organisation des groupes locaux, éléments de base de la formation de l'Armée Secrète (A.S.) (5).

Petit groupe en effet, quelques dizaines seulement vraiment engagés, quelques centaines si on compte les sympathisants. Tous appartiennent à ce qu'on est convenu d'appeler la bourgeoisie : industriels et commerçants, membres de professions libérales (avocats, notaires, architectes), universitaires de l'enseignement secondaire ou supérieur, fonctionnaires de l'Administration centrale et ingénieurs des Travaux publics. La plupart

(1) Tém. Gallois.
(2) *Ibid.*
(3) Plaquettes consacrées à la *Mémoires* de J. Simon et de Rebeyrol.
(4) Tém. Postel-Vinay, Pène.
(5) Discours de Rebeyrol dans *Plaquette J.-H. Simon.*

ont fait la guerre de 1914-1918 et beaucoup ont refait la guerre de 1939, comme officiers de réserve. Peu d'officiers d'active, sauf le colonel Heurteaux. Les opinions sont très variées ; mais le patriotisme de tous est si ardent et la situation de la France si désespérée que les rivalités et les luttes d'antan apparaissent maintenant périmées et criminelles. Beaucoup, la majorité sans doute, ont appartenu à des formations de droite *(Croix de Feu, Action Française, Groupement Valois)*, mais jamais ils ne se sont laissé entraîner par sympathie doctrinale vers l'acceptation du Nazisme racial ou même du Fascisme italien. Déjà avant la guerre Touny a rompu avec le colonel de La Rocque et Arthuys s'est séparé de Valois. La minorité, surtout les civils, les Sainte-Lagüe, Blocq-Mascart, le groupe de *Maintenir* et surtout le radical Simon et le socialiste Rebeyrol, sont des hommes dits « de gauche », eux aussi inquiets de l'état de la France et préoccupés de réformer et rénover ses institutions ; l'action syndicale de Sainte-Lagüe et Blocq-Mascart aux *Travailleurs intellectuels*, les campagnes de Rebeyrol au journal *La Flèche* l'indiquaient déjà... Ils se mettent d'accord pour libérer la France d'abord, lui donner des institutions qui garantiront sa grandeur retrouvée. Ce noyau vivant, c'est le levain qui fera lever la pâte. Des circonstances heureuses vont amener des recrues en nombre tel, qu'avant un an, l'O.C.M. va devenir une véritable petite armée.

LA LIAISON AVEC LONDRES

Quand vers le milieu de 1942, Sainte-Lagüe libéré revient à l'activité clandestine, il est tout surpris de trouver « une grande organisation qui s'étendait sur toute la zone occupée, qui avait ses radios, ses services de renseignements, ses équipes de sabotage, ses troupes de combat, ses publications, ses faux papiers » (1).

Que s'est-il passé ? Comment expliquer cet essor ? D'abord, un changement dans l'équilibre des forces qui rend probable, à une échéance plus ou moins lointaine, la défaite allemande : les États-Unis sont entrés ouvertement dans la guerre après Pearl Harbour (7 décembre 1941) ; la Russie, malgré les défaites initiales, résiste avec succès : ni Moscou ni Leningrad, ne sont tombés aux mains des Allemands, et l'hiver 1941-1942 a été une catastrophe pour la Wehrmacht. Ensuite, la politique de Vichy devient plus nettement pro-allemande : l'amiral Leahy, ambassadeur des U.S.A. quitte Vichy, le général Weygand dont l'hostilité aux Allemands est connue, perd son commandement en Afrique (novembre 1941) ; enfin et surtout Laval est rappelé au pouvoir par le maréchal Pétain, et Laval ne cache pas qu'il désire la victoire de l'Allemagne. La propagande patriotique et le recrutement des forces clandestines trouvent dans ces faits un encouragement et une justification.

Dans cette atmosphère favorable, va se produire le contact entre

(1) Allocution de Blocq-Mascart aux obsèques de Sainte-Lagüe.

Rémy et les dirigeants de l'O.C.M. Le premier apporte la liaison avec le général de Gaulle, et par lui, prestige, appui matériel et moral des Alliés symbolisé par les émissions de la Radio de Londres (1), les seconds des cadres déjà nombreux et actifs, prêts à recruter et à commander une petite armée de la Libération. Le hasard est à l'origine de ce contact.

Au cours de plusieurs voyages en France, en 1940 et 1941, Gilbert Renault, plus connu par son pseudo *Rémy*, avait réussi à constituer dans le Sud-Ouest, en Bretagne, à Paris, un réseau de renseignements connu par ses initiales C.N.D. *(confrérie Notre-Dame)*. Ce réseau correspondait à peu près régulièrement avec le 2e Bureau, plus tard le B.C.R.A., du commandant Passy (capitaine Dewavrin) à Londres, soit par radio, soit par une filière Pyrénées-Espagne, soit par un langoustier partant du port de Pont-Aven pour rencontrer au large un navire de guerre anglais et échanger avec lui dossiers de renseignements ou agents. Rémy avait eu des contacts avec des personnalités résistantes, au hasard des relations et des rencontres. Parmi celles-ci Pierre Brosselette, embauché dans le réseau sous le nom de Pedro et chargé d'en diriger la *Section Presse*.

Brossolette, ancien élève de l'École normale supérieure, était speaker à la Radio française jusqu'à Munich puis, jusqu'à la guerre, rédacteur de la rubrique politique extérieure dans le journal socialiste *Le Populaire*. Après sa démobilisation, Vichy n'avait pas accepté de le réintégrer dans l'Université. Il avait monté, pour vivre, une librairie-papeterie, rue de la Pompe, à proximité du Lycée Janson-de-Sailly. Un jour de mars 1942, Berthelot de l'O.C.M. entre par hasard dans le magasin de Brossolette et reconnaît dans le patron un *archicube* (un ancien normalien dans l'argot de l'École). L'un et l'autre, quoique de promotions différentes, s'étaient rencontrés à quelque réunion d'anciens élèves. La conversation s'engage, sort vite des banalités courantes : les deux hommes découvrent leur communauté de vues, leurs espoirs et leur désir d'action. Brossolette présente (avril 1942) Berthelot à Rémy et Berthelot amène Rémy chez le colonel Touny, rue du Général-Langlois. Rémy a une très bonne impression. Il est frappé par l'aspect sérieux et avenant à la fois du colonel, « cet homme de haute taille, aux cheveux rares, et presque blancs, au grand nez plein de finesse, à la bouche spirituelle et modelée par l'onction, à l'humeur constamment égale, à la voix douce et persuasive ». Il apprécie aussi le sérieux de ses déclarations. « Il ne bluffe pas sur ses moyens qui sont minimes pour l'instant, mais paraissent riches de possibilités. » Ils s'entendent. L'O.C.M. va former un réseau de renseignements particulier, sous le nom de *Centurie* ; les renseignements fournis seront acheminés à Londres par les moyens de la C.N.D. D'autre part, l'O.C.M. va organiser une petite *Armée secrète* (2).

(1) La presque totalité des Résistants de France ignore alors et ignorera jusqu'à la Libération les heurts qui opposent la France libre et les dirigeants anglo-saxons.

(2) Tém. Berthelot. Voir Rémy, *Mémoires d'un agent secret*, p. 317, 402, 491.

Rémy met à la disposition de l'O.C.M. un certain crédit. Nous savons qu'il disposait à ce moment d'un crédit de 150 000 F par mois (1). L'O.C.M. qui jusqu'à maintenant, a vécu grâce à la générosité de ses membres, va désormais pouvoir recruter et agir avec des moyens accrus. Action d'autant plus urgente que *Rémy* a laissé entrevoir la perspective d'un débarquement prochain. Les pessimistes ne vont pas plus loin que le mois de juillet 1943. Il n'y a donc pas de temps à perdre si l'on veut être prêt.

Rémy apporte aussi à ses nouveaux amis des conseils d'organisation et de sécurité inspirés par les techniques du 2e Bureau. Les principaux membres du Réseau *Centurie* sont désignés par un numéro d'ordre, généralement dans la série des 95 000. Les fausses identités deviennent la règle. Rémy « baptise » le colonel Touny, *Langlois*, et Berthelot *Lavoisier*. Simon devient *Sermoy*, Rebeyrol *Robin*, Blocq-Mascart *Fery* ou plus volontiers *Maxime*.

Pedro, Brossolette, est certainement au courant de tous ces accords, quand il part pour Londres en mai 1942. Nous le retrouverons en juin, venu en mission politique. Le colonel Touny informe ses amis de l'O.C.M. de ses accords avec *Rémy*, pour assurer le démarrage de la double action de recrutement et de renseignement, mais Rémy ne connaît encore que Langlois et Lavoisier. C'est à un prochain séjour à Paris (octobre-décembre) qu'il fait la connaissance des autres membres du Comité directeur. Il voit Blocq-Mascart « grand, mince, portant lunettes, voix précise, facilement précieuse, souvent coupante. Il me déplaît beaucoup lors de notre première entrevue, mais je reviendrai vite sur ma première impression quand il me sera donné de me rendre compte de sa valeur et de son courage... » (2). *Rémy* va déjeuner chez Blocq-Mascart, rue Méchain. « Plus je vais, plus j'apprécie la compagnie de Blocq-Mascart avec lequel je ne suis jamais d'accord mais qui est un homme très sûr et très droit. » Il voit aussi Jacques-Henri Simon, « petit, tête ronde coiffée de cheveux noirs taillés en brosse et assez ras, nez retroussé chaussé de grosses lunettes d'écaille, petite moustache noire... très sûr de lui, plus encore, si cela est possible, catégorique et péremptoire que Maxime Blocq. Lui aussi me hérisse au cours de notre premier entretien. Il n'a pas la finesse de Maxime Blocq et mettra plus longtemps que son camarade à conquérir mon amitié. Mais il l'aura un jour tout entière. Simon, qui s'est fait un nom sous le pseudonyme de *Sermoy*, est l'un des hommes les plus intrépides qu'il m'ait été donné de rencontrer ». Donc, très vite, pleine confiance centre les chefs de l'O.C.M. et l'envoyé de Londres, représentant du général de Gaulle. Les progrès rapides de l'O.C.M. vont confirmer, approfondir cet accord mutuel, et susciter sans doute des projets d'organisation plus ambitieux encore. Rémy part pour Londres en juin, après avoir établi le contact entre l'O.C.M. et son adjoint *Denis*, l'officier de réserve Robert Jacques. Le colonel Touny lui présente avant son départ le « général Bassé, qui

(1) Passy, *Souvenirs*, p. 70 et sq.
(2) Rémy, *Livre du courage et de la peur*, p. 9 et sq.

est au courant du plan de préparation à l'action et y souscrit entièrement ». *Rémy* revient en France en octobre 1942, et installe son bureau, 12, rue Dufrenoy, chez un ancien officier israélite Levy (1). Il retrouve ses amis de l'O.C.M. Touny-*Langlois* le met au courant des résultats obtenus et Rémy se réjouit : « Les fonds que je lui avais remis ont été bien employés, l'O.C.M. a repris une grande vitalité. En accord avec le programme, arrêté au mois de juin, peu de jours avant mon départ, Langlois a organisé un réseau de renseignements et commencé, d'autre part, le recrutement d'une petite *Armée secrète* dont les principaux éléments se trouvent placés dans le Nord. Il me montre les chiffres de ses adhérents, c'est très encourageant. »

Pour faire face à ces responsabilités accrues, il faut renforcer l'É.-M. ou Comité directeur. Les dirigeants recrutent de nouveaux membres et précisent les attributions. Le bureau civil, toujours dirigé par Blocq-Mascart, assisté de Sainte-Lagüe et d'Aimé Jeanjean, comprend aussi les nouvelles recrues : Jacques-Henri Simon, chargé des relations extérieures et Jacques Rebeyrol, chargé de l'action politique et de la propagande. Jacques Rebeyrol a eu l'occasion de rencontrer au *Cercle d'Études techniques et syndicales* un militant syndicaliste et socialiste, Jacques Piette, qui est entré au *Centre d'Information interprofessionnel* du ministère de la Production industrielle et du Travail. Il le fait entrer au Réseau *Centurie* (avril 1942). Piette devient « le responsable économique du réseau et centralise tous les renseignements d'ordre économique » (2). Piette, s'occupe aussi avec ses amis du Bureau civil des problèmes politiques, en attendant d'être associé plus tard au colonel Touny pour la direction des opérations. Le bureau militaire du colonel Touny se renforce aussi. Au 2e Bureau commandé par Berthelot vont aboutir les renseignements concernant les régions Nord et Ouest. Une nouvelle recrue va très vite jouer un rôle très important, Michel Pasteau. Ancien élève de l'*École des Hautes Études Commerciales*, il a fait jusqu'à la guerre carrière au service du Chemin de fer franco-éthiopien ; chassé par les Italiens, mobilisé en 1940, l'armistice le libère. Lui aussi refuse la défaite et cherche le moyen de résister : il croit l'avoir trouvé au groupe du colonel d'Autrevaux (mais le colonel part pour l'Angleterre fin 1941). C'est alors (début de 1942) que son cousin Pasteau, notaire, officier de cavalerie de réserve, mobilisé en 1939-1940 à la Prévôté de la 4e Armée, le met en relations avec le colonel Touny, qu'il a connu à la 4e Armée et retrouvé à Paris. Touny confie à Michel Pasteau (Pseudo *Tourelle*) de nombreuses missions. Il apprécie ses qualités et bientôt Pasteau devient son second, une sorte de chef d'É.-M. C'est lui qui détient les Archives, qui centralise les renseignements, qui assure le contact avec *Rémy* ou son remplaçant, qui dirige le secrétariat. Il tient à jour le dossier des effectifs.

Enfin, il organise le secrétariat. A sa tête la princesse Obolenska,

(1) *Livre du courage*, p. 207 et sq.
(2) Tém. Piette.

Vicky pour ses familiers : intelligence vive, mémoire prodigieuse, dévouement absolu, deux fois patriote puisqu'elle combat pour son ancienne patrie russe et pour sa patrie française d'adoption. Elle a une faculté d'adaptation extraordinaire et garde dans les pires circonstances, sang-froid et espoir ; elle est même capable de défier l'adversité de son sourire narquois (1). A côté d'elle, pour les travaux du secrétariat et pour les liaisons, Jacqueline Brunet, Sophia Nossovitch, Mme Rameil. Deconninck, un jeune armateur de Boulogne-sur-Mer, ami de Roland Farjon, sans emploi après sa démobilisation et la perte de ses bateaux, entre au service de l'O.C.M., disponible pour toutes sortes de missions (2).

Les buts sont désormais en vue, les moyens assurés, les cadres en place. Il n'y a plus qu'à recruter les troupes. C'est à quoi l'O.C.M. va s'employer avec succès en 1942 et 1943.

A. Calmette.

(1) Arrêtée en 1943 elle a trompé pendant plusieurs mois les policiers allemands sur son activité. Son véritable rôle découvert, elle a résisté avec un courage et une dignité hors de la mesure humaine. Condamnée à mort, ayant refusé par orgueil de « demander » sa grâce, elle devait être exécutée en 1944 dans la prison de Berlin. Cf. Témoignages divers réunis dans la plaquette consacrée à sa mémoire « Vicky ».

(2) Tém. Deconninck.

LE GIRAUDISME

Cette étude n'a pas pour objet de retracer tout ou partie de l'activité du général Giraud depuis son évasion jusqu'à sa retraite ; elle n'est pas non plus un récit des événements auxquels il a été mêlé. Son sujet est le courant d'opinion qui, en France métropolitaine, puis en Afrique du Nord et dans l'Empire, a vu dans le général Giraud un guide et un chef ; son but : en déterminer les origines et le cheminement, en analyser les composantes et en mesurer la force. Les faits ne sont évoqués que dans la mesure où ils facilitent la compréhension des prises de position des esprits, ou les changements d'attitude qu'ils ont contribué à provoquer. C'est ainsi que, dans le long conflit du général Giraud avec le général de Gaulle, ne sont rappelés que les épisodes qui, au delà de la lutte pour le pouvoir, permettent de caractériser le *Giraudisme* par rapport au *Gaullisme*.

L'ÉVADÉ DE KŒNIGSTEIN

Le 26 avril 1942, le général Giraud arrive à Vichy. Prisonnier de guerre, il s'est évadé de la forteresse de Kœnigstein, avec une audace remarquable servie par une minutieuse préparation (1). Son évasion prend immédiatement les proportions d'une affaire d'État. Laval, devenu « chef du Gouvernement » depuis le 18 avril, demande en vain à Giraud de se reconstituer prisonnier ; le général refuse, comme quelques jours après en zone occupée à Moulins, il refusera à Abetz venu le lui demander au nom du *Führer* (2). Ni les promesses, ni les menaces — notamment l'interruption des libérations de prisonniers — n'entament son obstination.

Comment expliquer l'extraordinaire retentissement de l'évasion de cet officier général, alors que, chronologiquement, elle n'est pas la première ? Certes, les conditions spectaculaires de son exécution frappent d'autant plus l'imagination que le 2e Bureau, on le sait, y a pris une grande part. Et puis, le général Giraud est un récidiviste ; déjà, pendant la première guerre mondiale, prisonnier blessé en Belgique, il avait réussi à gagner la Hollande ; sa réputation de valeureux baroudeur est bien

(1) Cf. le récit dans : Général Giraud, *Mes évasions*, Julliard.

(2) Cf. le compte rendu de l'entrevue dans Giraud, *op. cit.*, et Abetz, *Mémoires d'un ambassadeur*, Stock, p. 258. Les deux versions divergent sur bien des points. Abetz écrit que Giraud « donna l'assurance solennelle de se retirer complètement dans la vie privée et de ne rien entreprendre contre l'Allemagne ».

établie, tant par le rôle qu'il a joué tant dans la guerre du Rif que au commandement de la 9e armée en mai 1940 et, si les conditions exactes de sa capture sont mal connues, on sait qu'il se battait à la tête d'une armée qui attaquait. Entre les deux guerres, il a longtemps exercé un commandement à Metz. Les éléments existent donc pour graver une belle médaille de légende ; Laval et Hitler vont se charger d'en buriner les traits. Au lieu d'étouffer l'affaire, ils contribuent à la grossir. On comprend aisément Laval : à peine revenu au pouvoir, sa politique de collaboration commençait d'autant plus mal que, au même moment, Bürckel procédait à de nouvelles expulsions de Lorrains. Des préoccupations analogues peuvent avoir inspiré Abetz, qui jouait sa carrière sur le succès de la collaboration. L'attitude de Hitler est plus difficile à interpréter (1) ; mais le résultat est clair ; en montrant qu'il était personnellement touché, le *Führer* conférait une importance politique sur le plan des relations franco-allemandes, à un exploit qui, sans demeurer uniquement sportif, aurait pu ne provoquer quelques remous que dans la politique intérieure de Vichy.

Quoi qu'il en soit, en tenant tête à l'envoyé spécial du *Führer*, sur le territoire occupé par la Wehrmacht, le général Giraud, qui n'a fait qu'user du droit de tous les prisonniers à reprendre leur liberté à leurs risques et périls, se grandit aux proportions d'un possible meneur du jeu politique ; pour commencer, il démolit les mythes sur lesquels reposait la politique de Vichy. Qu'il l'ait fait en toute connaissance de cause ou non, ne change rien à l'affaire (2).

Il est d'abord convaincu que l'Allemagne ne peut pas gagner la guerre et il croit posséder, pour étayer cette conviction, des renseignements de tout premier ordre recueillis au cours de sa captivité. Une germanophobie traditionnelle l'inspire. Parlant de l'occupant, il dit « le Boche ».

Il n'a pas respecté un armistice considéré jusque-là comme sacro-saint et ses premiers contacts en France ont été pris avec les officiers qui, à demi-clandestinement vis-à-vis du gouvernement, s'efforcent d'en tourner les clauses en camouflant du matériel et en maintenant des services de renseignement en zone occupée.

Par son comportement, il a violé l'armistice sur un point qui touche tout particulièrement le Maréchal : les prisonniers de guerre. L'article 20 de la Convention stipule que « les membres des forces armées françaises qui sont prisonniers de guerre de l'armée allemande resteront prisonniers de guerre jusqu'à la conclusion de la paix » (3). Or, le général Giraud s'est

(1) Abetz l'explique par une double erreur difficilement admissible. Hitler croyait que Giraud avait donné sa parole d'honneur de ne pas s'évader, ce qui est faux et, d'autre part, qu'il était l'auteur du livre du général DE GAULLE, *Vers l'armée de métier*. Sa conclusion, écrit Abetz, était que le général Giraud était le chef d'armée le plus doué, non seulement de l'armée française, mais de tout le camp allié (ABETZ, *op. cit.*, p. 258).

(2) Le 25 avril, le commandant de Linarès l'avait renseigné rapidement sur quelques problèmes. « Je vois que je ne suis au courant de rien », conclut Giraud (*op. cit.*, p. 130).

(3) Alors que les P.G. allemands ont été libérés.

évadé avec l'aide d'officiers de l'armée de l'armistice, alors que la politique de Vichy attend le retour des prisonniers, ou des améliorations à leur sort, de l'application scrupuleuse de l'armistice, comme une récompense accordée à une bonne conduite ; aussi bien, la mission Scapini déconseille nettement les tentatives d'évasion, à défaut de pouvoir les interdire (1).

De toutes façons, les prisonniers libérés se sont engagés d'honneur à ne pas reprendre les armes contre l'ennemi ; ils sont placés « en congé de captivité ». Or, le général Giraud ne dissimule pas que, pour lui, l'armistice n'est qu'une trêve qu'il faudra rompre à la première occasion. Dès septembre 1940, de Kœnigstein, il écrivait à ses enfants : « Je vous interdis de vous résigner à la défaite. Tout doit être subordonné à ce but. »

Ainsi, dans la passivité teintée de veulerie à laquelle trop de Français ont tendance à se laisser aller, en zone non occupée surtout, l'évasion du général Giraud produit l'effet d'un coup de fouet cinglant. Conviction que l'armistice n'est pas la paix, confiance dans l'issue du conflit, désir de voir la France se relever en reprenant la lutte, refus de la collaboration, ce sont là les idées maîtresses qui, depuis juin 1940, orientent la ligne de conduite tant de la *France Libre* que de la Résistance intérieure.

LE GÉNÉRAL GIRAUD ET LA RÉSISTANCE

Aussi bien, les mouvements de Résistance, dans leur presse clandestine, accueillent-ils d'emblée Giraud comme un des leurs. *Franc-Tireur* loue « l'extraordinaire audace du général », et son caractère inflexible, « sur lequel rien n'opère, pas même le chantage aux prisonniers » (mai 1942). *Combat* surenchérit : « Nous ne savons pas si Giraud est républicain, royaliste, bonapartiste, démocrate, ou s'il rêve d'autocratie, et cela importe peu aujourd'hui. Giraud est pour nous un soldat inflexible et sans tache. Il est libre, ayant tout refusé aux Allemands. Il a gardé son épée immaculée pour le service de la France » (mai 1942).

L'accueil de la *France Libre* n'est pas moins net. Au risque de le compromettre davantage, la B.B.C. rend hommage au général Giraud. De Gaulle demande aux Anglais de le faire venir à Londres dès qu'il arriverait en Suisse (2). Au cours d'une conversation avec le colonel américain Solborg, « de Gaulle se montre plein d'enthousiasme pour Giraud et déclare que c'est le seul homme sous l'autorité de qui il pourrait travailler » (3).

(1) Cf. D'HOOP, Les évasions, *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, numéro spécial sur la « captivité de guerre », janvier 1957.

(2) PASSY, *Mémoires*, t. II, p. 346.

(3) W. LANGER, *Our Vichy Gamble*, p. 291. Dans ses *Mémoires* (t. II, p. 10) ; le général DE GAULLE écrit que Giraud devait normalement jouer un grand rôle dans la « conversion » de l'Afrique du Nord ; après quoi, « il serait normal qu'il assumât dans la bataille le commandement de l'armée française réunifiée ».

Le général Giraud peut donc, quand il le veut, rejoindre la dissidence à Londres : une place de choix l'y attend. S'il le désire, il n'est pas dit que la Résistance intérieure, dont l'accord est récent avec la *France Libre*, et les liens encore peu nombreux et fragiles, ne serait pas amenée, sur place, à reconnaître en lui son chef. Il écarte nettement les avances qui lui sont faites (1) et ce choix délibéré est d'une importance capitale.

Les raisons qui l'ont dicté, nous ne les connaissons que par les *Mémoires* de Giraud. A l'égard de la *France Libre*, il se borne à dire que « la radio de Londres dépassait souvent la mesure » et que, « n'ayant reçu aucun appui de Londres pour son évasion, il ne s'est cru obligé à aucune avance vis-à-vis de ceux qui étaient à Londres » (2), ramenant ainsi à un possible échange de bons offices ce qui aurait dû être un accord politique d'une grande portée.

Quand à la Résistance intérieure, les interlocuteurs du général Giraud ont eu la nette impression qu'il n'en comprenait pas plus l'originalité et les méthodes qu'il n'en percevait les dangers et n'en discernait l'avenir (3). Ainsi s'esquisse une nouvelle dissidence, pour l'instant différente de celle qui existe déjà, appelée demain à devenir sa rivale.

NAISSANCE DU GIRAUDISME

Certes, les buts de guerre demeurent et demeureront toujours identiques : libérer la France, chasser l'occupant, reprendre le combat au milieu des Alliés.

Mais, au moment où la presse de la Résistance clandestine, après l'avoir parfois ménagé, rejoint la *France Libre* dans une condamnation formelle du comportement du Maréchal, le général Giraud signe, le 4 mai 1942, une lettre où il affirme son loyalisme à l'égard de celui-ci. Non seulement il ne met nullement en doute la légitimité de ses pouvoirs, mais il affirme sa conviction que, au fond de lui-même, le Maréchal l'approuve. Malheureusement, il n'est pas en état « de faire ce qu'il veut et de dire ce qu'il pense » ; il est « dopé par son président du Conseil », entouré d'une « maffia ». Ainsi, le « Giraudisme » conserve et renforce la partie la mieux enracinée du mythe pétiniste : les bonnes dispositions d'un Maréchal empêché d'agir par son âge et son entourage.

Mais, tandis que domine encore dans les milieux dirigeants de Vichy l'idée que la France peut se tirer d'affaire par ses seuls moyens, résumée

(1) Au sujet des démarches effectuées par les Résistants auprès de Giraud, cf. M. Granet et H. Michel, *Combat*, p. 112-113.

(2) *Mes évasions*, p. 145.

(3) Dans sa lettre à ses enfants de septembre 1940, le général Giraud envisageait la Libération grâce à une armée moderne, équipée par l'étranger, instruite aux colonies. Il ne faisait aucune place à la Résistance clandestine (cf. général Giraud, *Un seul but, la victoire*, p. 1). A ce moment-là, il est vrai, personne n'y pensait guère, pas plus à Londres qu'en France. Mais au printemps 1942 les choses ont bien changé.

dans le slogan maurassien *La France seule*, Giraud croit nécessaire un appui extérieur. Ce n'est pas des Anglais toutefois qu'il l'attend, et nous ne savons rien des raisons qui le font les écarter (1). C'est aux Américains, au « potentiel énorme », qu'il veut demander l'appui dont il a besoin. Dans l'accord qu'il passe avec le délégué de l'ambassade américaine dans la forêt de Randan en juillet 1942, et dans les lettres qui le confirment, seule le préoccupe, avec le rétablissement de la France dans son intégrité territoriale, la reconstitution d'une armée française dont il assumera le commandement en chef.

Ainsi s'affirme le caractère principal du *Giraudisme*. C'est un mouvement d'origine militaire, qui ne trouve d'intérêt qu'aux problèmes militaires et qui ne veut pas « faire de la politique ». Méconnaissance des réalités ? Désir de créer la plus large union nationale en évitant tout ce qui peut diviser ? Désaveu implicite à la fois de la *Révolution nationale* et du *Gaullisme*, qui vient d'admettre le retour après-guerre à une République démocratique ? Le général Giraud veut faire la guerre sans lui fixer des buts autres que territoriaux ; il ne considère que l'épreuve de forces et pas le conflit des idéologies ; il croit que la Résistance européenne se groupera derrière lui et il refuse un des facteurs les plus puissants de son recrutement : l'antinazisme.

Cette attitude du général Giraud n'est certes pas originale. Elle est conforme à la tradition républicaine de l'armée « grande muette », qui permettait au pouvoir civil de ne pas redouter la puissance militaire, tenue à l'écart de luttes du forum qu'elle méprisait, sans toujours ignorer que son sort en dépendait. En matière politique, les vues du général Giraud sont simples, pour ne pas dire simplistes. Il croit en la nécessité « d'une autorité assez forte et assez sage » pour défendre la liberté et interdire la licence. Il est convaincu de la nécessité d'une reconstitution « physique, morale et sociale », qui consistera à « aider ceux qui ont des enfants », à « élever ceux-ci comme ils doivent l'être, pour la France », et à « assurer à chacun une place au soleil » (2). Enfin, il est profondément chrétien. Mais avant tout il veut être un soldat, au service de la patrie, indifférent à la politique et même à la forme de l'État, « Roi, République ou Empire » (3).

Mais la politique se rappelle à ceux qui, voulant diriger les affaires d'un pays, fut-ce en temps de guerre, auraient tendance à la sous-estimer. Si le général Giraud voit vraisemblablement en de Gaulle le général de brigade, qui a groupé de faibles troupes et qui gouverne seulement quelques territoires disséminés de l'ensemble français, si bien que la disproportion

(1) Probablement le fait que les troupes d'A.F.N., dont une partie avait combattu en Syrie, étaient hostiles aux Anglais.

(2) *Lettre à ses enfants*, 30 septembre 1940.

(3) Ces vues ne sont pas tellement éloignées de celles d'officiers de la *France Libre* à ce moment. Cf. H. Michel, B. Mirkine-Guetzévitch, *Les idées politiques et sociales de la Résistance.*

des grades et des forces doit faire obligatoirement de lui un subordonné, tous ceux qui l'entourent n'ont pas une vue des choses aussi élémentaire. Ils peuvent mesurer dans quels milieux sociaux et politiques — la gauche dans son sens le plus large — la voix de la B.B.C. est la plus entendue. Ils constatent la conversion des communistes, que va confirmer une reconnaissance de fait de la *France Libre* par l'U.R.S.S. (1). « Le général de Gaulle, a fait écrire l'un d'eux, de résistant était devenu un général républicain (2). »

Pour le moment, le *Giraudisme*, force nouvelle au moins par le regroupement que son chef a suscité, s'insinue comme un coin entre le *Vichysme* et le *Gaullisme*. Du premier, il répudie l'attentisme, à plus forte raison la collaboration, mais il conserve les hommes ; il en garde l'idée que la France possède encore, dans la métropole et surtout dans son Empire, les moyens de jouer seule un rôle important, parfois même prépondérant dans le conflit. Du deuxième, il reprend la volonté de continuer la lutte en accord avec les Alliés ; mais c'est des Américains et non des Anglais qu'il entend en recevoir les moyens, grâce à une armée reformée sur le sol national et non précairement installée à l'étranger. Avec les deux il partage, avec le manque de considération, voire la condamnation formelle du régime politique d'avant guerre, la confiance dans l'autorité d'un chef prédestiné et prestigieux. Ses troupes, il les recrute dans la masse des Français qui ont fait jusqu'ici confiance au gouvernement de Vichy tout en demeurant anti-allemands, pour qui l'armistice n'a été qu'une trêve, qui reprochent à de Gaulle d'être à l'étranger et à Pétain de demeurer inactif. Mais, à mesure que les responsabilités se précisent et qu'approche l'heure des décisions, le pragmatisme de l'action va provoquer des altérations dans le corps initial d'une doctrine fruste.

LA NOUVELLE DISSIDENCE

Le débarquement allié en Afrique du Nord a lieu dans la nuit du 7 au 8 novembre. Darlan, qui se trouve fortuitement à Alger, et qui a pris le commandement au nom du Maréchal, donne, le 8 au soir, l'ordre de cesser le feu aux troupes d'Alger. C'est seulement le 9 novembre dans l'après-midi que Giraud arrive à Blida. A ce moment, les jeux sont faits ; il a appris à Gibraltar qu'il ne serait pas le commandant interallié ; il constate à Alger, et tout le monde avec lui, que le débarquement américain a réussi sans lui et, malgré le succès initial du putsch, sans ceux qui l'ont appelé ; les civils — le *groupe des cinq* — sont tenus à l'écart et ne disposent

(1) Les premières avances furent faites par A. Marty au représentant de la *France Libre* en U.R.S.S. en sept. 1941 (cf. général DE GAULLE, t. II, p. 263). Une lettre suivit, de M. Maiski, ambassadeur à Londres, au général de Gaulle.

(2) LEMAIGRE-DUBREUIL dans CRUSOË, *Vicissitudes d'une victoire*, p. 9.

d'aucun moyen d'action ; les militaires sont obligés de se cacher, et le général Bethouart court même de grands risques dans sa prison de Marrakech. C'est donc au nom de Vichy, sous la direction d'un collaborateur aussi affirmé que Darlan, que s'effectue le retournement de l'Afrique du Nord ; c'est avec ceux qui les ont combattus, et non avec ceux qui les ont aidés, que les Alliés traitent.

Si ses seconds sont consternés par l'évolution des événements, il semble que Giraud s'en soit accommodé assez facilement. A aucun moment, il ne paraît avoir pensé à refuser son concours. Il ne s'accroche guère au pouvoir politique, il paraît même plutôt satisfait de ne pas avoir à l'exercer. Bien mieux, quand on lui refuse le commandement en chef, il se contente de celui d'un corps de volontaires, qu'il devra lever.

Dans ses *Mémoires*, il a donné deux explications de ce comportement surprenant. D'une part, son maintien comme commandant en chef aurait été « la condition *sine qua non* d'une entente possible France-Amérique » (1). D'autre part, il aurait été déçu par l'état d'esprit qu'il avait trouvé en Afrique du Nord ; « nulle part les directives de Pétain n'avaient été mieux suivies ; les militaires étaient reconnaissants au Gouvernement de la *Révolution nationale* des avantages matériels qu'il leur avait concédés après et malgré la défaite » (2). Surtout, ils se sentaient tous liés par le serment prêté au Maréchal (3).

En réalité, il semble qu'il se soit fait assez facilement une raison. Le 9 novembre, peu après son arrivée, quand il a quelques velléités de s'imposer, il prépare une courte proclamation, qu'il ne pourra pas lancer, disant « qu'il prend provisoirement, au nom du maréchal Pétain, le gouvernement du pays ». Le 13 novembre, il accepte le commandement en chef, des mains de Darlan et sous ses ordres, « au nom du Maréchal » (4).

Pouvait-il faire autre chose ? Les Américains, désireux d'aller au plus pressé : la cessation des combats, ne l'ont guère soutenu quand ils ont vu qu'ils ne pouvaient pas compter sur lui pour l'obtenir. Les chefs militaires français l'ont laissé à l'écart, comme un pestiféré, certains parlant même de le faire fusiller ; aucun chef d'unité ne lui a rendu visite. Il aurait fallu beaucoup de caractère et des convictions bien fermes au général Giraud pour s'opposer à un tel courant.

Or, selon toute vraisemblance, outre son indifférence de principe aux questions politiques, ses préférences allaient à la *Révolution nationale*. Dans le memorandum qu'il avait remis au Maréchal à Vichy, fruit de ses cogitations sur les causes de la défaite, il rejoignait, dans l'ensemble,

(1) *Un seul but, la victoire*, p. 41.
(2) *Ibid.*, p. 30, 31.
(3) Le serment à la personne du chef de l'État a été instauré par l'acte constitutionnel n° 7, du 14 août 1941. Il permet la désobéissance aux chefs directs. Pétain le 17 et le 18 novembre 1942, a exhorté les cadres d'A.F.N. à « désobéir à des chefs indignes ».
(4) KAMMERER, *Du débarquement africain à la mort de Darlan*, p. 417, 446, 474. Selon Eisenhower il avait accepté « avec enthousiasme » (*Croisade en Europe*, p. 141).

l'opinion de Pétain, à qui il avait dit d'autre part, son admiration pour le régime autoritaire qu'il avait institué. Il écrira, dans ses *Mémoires*, que « certains principes de la *Révolution nationale* sont très beaux » (p. 176).

Ainsi, partie comme une sécession, la dissidence giraudiste aboutissait à perenniser à Alger une sorte de quintessence du *Pétinisme*. Condamnés par le Maréchal, les conjurés continuaient à se réclamer de lui. Les hommes hissés au pouvoir par l'armistice, s'y maintiennent après l'avoir rompu. Tandis que les militaires qui ont aidé les Alliés demeurent des réprouvés, à qui Darlan accordera chichement une amnistie partielle et secrète, puis, sous la pression des Américains, son absolution, les chefs de la conspiration entrent au Cabinet de Darlan, à l'exception de Lemaigre-Dubreuil, « pour pratiquer une politique de présence, entourer Darlan et circonscrire ses inconvénients » (1).

La deuxième dissidence ne se borne pas à ne pas rejoindre la première. Elle installe en Afrique du Nord, puis en A.O.F. un régime dictatorial, inspiré de l'*État français* (2), à la fois anti-républicain, d'esprit réactionnaire, pro-américain, mais violemment anti-anglais. Dans cet édifice qu'il n'a pas construit, mais qu'il a laissé s'élever, Giraud n'est qu'une des poutres maîtresses ; son entrée dans la vie politique s'est effectuée bien différemment de ce qu'on pouvait attendre de l'évadé de Königstein (3).

LE COMMANDANT EN CHEF CIVIL ET MILITAIRE

La mort de Darlan le 24 décembre 1942, appelle Giraud au pouvoir, bien malgré lui. Désigné par le général Eisenhower, Giraud est élu haut commissaire à l'unanimité, par le Conseil impérial, le 26 décembre 1942, sans abandonner pour autant son commandement en chef. « C'est un des plus mauvais jours de ma vie », a-t-il écrit. « Je ne me sens ni goût ni aptitude pour des affaires de politique intérieure (4). »

En tout cas, des pouvoirs considérables, compte tenu de la présence américaine, lui échoient alors qu'il ne les attendait plus. Avec le titre un peu surprenant de « Commandant en chef civil et militaire », l'ordonnance du 5 février 1943, lui confère compétence exclusive en ce qui concerne : la Défense nationale, les Relations extérieures, les Finances, la Justice,

(1) Crusoë, *op. cit.*, p. 107. Mais Lemaigre-Dubreuil n'était certes pas pour autant un adversaire du régime de Vichy. Le 5 novembre 1942, il écrivait d'Alger à Laval « pour que les ponts ne soient pas entièrement coupés » (*La vie de la France sous l'occupation*, t. III, p. 1177). S'adresser à Laval, au delà de Pétain, c'est tout un programme...

(2) L'ordonnance du 16 novembre 1943, par laquelle Darlan s'attribuait compétence exclusive touchant la défense nationale, les affaires étrangères, les finances et la justice, se référait à l'acte constitutionnel n° 4 du 10 févr. 1941 relatif à la suppléance et à la succession du chef de l'État (cf. *Journal officiel du Haut-Commissariat de France en Afrique*, 1er janvier 1942).

(3) Son évasion lui avait pourtant valu une grande popularité en Afrique du Nord, « il y a fait tourner bien des têtes », écrivait Juin à Darlan le 1-5-1942.

(4) *Un seul but, la victoire*, p. 72.

ainsi que la nomination des gouverneurs, résidents-généraux, préfets, magistrats, trésoriers payeurs, recteurs et doyens de facultés.

Ainsi, Giraud a chaussé les pantoufles de Darlan : les pouvoirs civils et militaires sont confondus, comme l'exécutif, le législatif et le judiciaire. Nulle part il n'est dit que ce régime est provisoire ; il n'a de limites ni territoriales ni temporaires. Une véritable dictature s'instaure, dont le chef, responsable devant sa seule conscience, possède, à part le serment à sa personne et le droit de faire une constitution, une puissance réelle bien supérieure « à la demi liberté » laissée au maréchal Pétain (1).

Nanti d'une telle puissance, le général Giraud va-t-il renverser la vapeur ? L'idée ne lui en vient même pas. Certes, il écarte la monarchie, que le comte de Paris vient lui proposer de rétablir à terme, mais c'est par opportunisme, non par conviction républicaine (2). Pour le reste, il continue à faire précéder ses actes officiels de la mention « en l'absence du Maréchal empêché ». Certes, quelques mesures de réparation sont prises : libérations d'internés politiques, y compris des communistes, proclamation d'une amnistie totale à l'égard des résistants, réintégration de fonctionnaires frappés de mesures d'exclusion pour appartenance à des sociétés secrètes, abolition du *Tribunal d'État*, juridiction d'exception.

Mais, par ailleurs, si le *Service d'ordre légionnaire* est supprimé, l'existence de la *Légion des Combattants* est confirmée. Dans les rares mesures économiques prises, une orientation corporative peut être décelée : au *Conseil supérieur du Crédit* siègent, à côté des hauts fonctionnaires des finances, les représentants des comités locaux d'organisations professionnelles bancaires ; dans la même idée, les commissions d'études ou d'exécution, « associent les représentants de l'autorité centrale et les représentants des diverses activités professionnelles » (3). Surtout, les mêmes hommes restent partout aux leviers de commande, avec quelques nouveaux venus, comme Peyrouton, dont les convictions vichystes sont éprouvées, tandis que des *Gaullistes* sont à nouveau jetés en prison.

Pourtant, à ce moment, le serment à Pétain, aboli par Darlan, ne gêne plus Giraud. Il revient de l'entrevue d'Anfa avec Roosevelt et Churchill, non seulement nanti de la promesse de recevoir en priorité le matériel qui fera de lui le chef d'une puissante nouvelle armée française, mais reconnu par les Alliés comme un pouvoir de fait avec « le droit et le devoir de préserver sur le plan militaire, économique, financier » (4),

(1) L'entourage de Giraud voit le péril. Le 31 décembre 1942, Lemaigre-Dubreuil écrit à l'amiral Leahy : « Pas un instant, le général Giraud n'a envisagé de constituer un gouvernement à formule dictatoriale. Il a trop connu les formules totalitaires et il en a trop souffert » (Crusoë, *op. cit.*, p. 140). Mais Alger devait bientôt se couvrir de portraits de Giraud avec le titre : « Le libérateur. »

(2) « La monarchie présente dans les circonstances actuelles des avantages réels... mais elle ne peut pas s'installer sans discussion, sans polémiques, sans troubles sérieux... et nous sommes en guerre » (*Un seul but, la victoire*, p. 77).

(3) M. Peyrouton, *Du service public à la prison commune*, p. 210.

(4) Crusoë, *op. cit.*, p. 94.

tous les intérêts français. Toutes les voies s'ouvrent devant Giraud et il ne pousse aucune porte. L'ordre règne en Algérie, et cela lui suffit. Sa méfiance pour la politique (1) l'entraîne en fait à un choix politique : le maintien de l'état de choses d'inspiration vichyste. Il ne dissipe pas l'équivoque créé par Darlan, il l'accentue et le prolonge.

Aussi bien la cassure est-elle totale tant avec la *France Libre* qu'avec la Résistance intérieure. A Londres, l'avènement de Darlan avait été cruellement ressenti (2). Portant immédiatement à sa plus grande hauteur le différend prévisible, de Gaulle avait affirmé le 11 novembre 1942 : « Nous n'admettrons pas que quiconque vienne diviser l'effort de guerre de la patrie par aucune de ces entreprises parallèles, c'est-à-dire séparées. » Le 29 décembre, Giraud refuse la main que lui tend de Gaulle : « L'atmosphère est défavorable en ce moment pour une rencontre entre nous. » L'entrevue d'Anfa est froide ; si l'union nécessaire est proclamée, aucune invitation n'est adressée à de Gaulle pour qu'il vienne à Alger.

Dans ces circonstances difficiles, le chef de la *France Libre* est soutenu par la Résistance intérieure unanime. Elle se bat autant contre Vichy que contre l'occupant. Le régime qui s'est instauré à Alger viendra-t-il s'installer en France métropolitaine, une fois la libération accomplie ? La Résistance intérieure ne le veut pas.

Elle s'élève contre ceux qui « en Afrique ou ailleurs... rêveraient sournoisement de faire tourner cette guerre de la liberté en victoire des privilèges, qui prétendraient imposer leurs intérêts de caste ou de classe à la lutte commune » et « repousse avec la même force les héritiers politiques de Darlan dans l'aventure et ses compères dans la volte-face » (3). Le peuple français a été déçu d'apprendre que Giraud était représenté auprès des Américains par « un Lemaigre-Dubreuil un des metteurs en scène de la cagoule... Nous voulons en France et dans l'Empire la République, la liberté de la presse, la liberté des personnes, de réunion, d'expression de la pensée » (4).

Elle proclame son allégeance à de Gaulle : « La volonté du peuple français est claire... Depuis le jour sinistre de l'armistice, il est un homme qui n'a jamais douté, jamais faibli. Il n'y a qu'une résistance parce qu'il n'y a qu'une France... L'unité du combat se fera derrière de Gaulle, parce que le peuple français en a ainsi décidé (5). » Elle appelle Giraud, « sans doute ignorant des réalités françaises », à une plus saine compréhension

(1) « Elle est surtout malfaisante en Afrique du Nord et dans les colonies où les passions sont plus violentes, où l'indigène nous côtoie, nous regarde, marque les points » (*Un seul but, la victoire*, p. 121).

(2) « Il nous atteignait comme un soufflet en plein visage » (Soustelle, *Envers et contre tout*, t. I, p. 460). « L'expédient Giraud a succédé à l'expédient Darlan » (général Catroux, *Dans la bataille de la Méditerranée*). « Je donne l'ordre d'abattre sans discussion tous les émissaires de Giraud que mes agents pourraient rencontrer dans la métropole » (Remy, *Le livre du courage et de la peur*, t. II, p. 14).

(3) *Franc-Tireur*, janvier 1943.

(4) *Ibid.*, février 1943.

(5) *Combat*, décembre 1942.

des choses : « Il ne faut pas qu'il y ait deux armées françaises, l'une se battant au nom du plus pur honneur, l'autre au nom de la pire équivoque (1). » Il faut que Giraud « s'évade de son entourage. Le combat est contre l'Allemand... Mais il est aussi contre la tyrannie de l'argent, contre la dictature » (2).

Giraud a-t-il entendu cet appel ? Le 14 mars, il prononce à Alger un discours retentissant, son premier « discours politique », qui marque un tournant dans son comportement. Après avoir protesté contre l'annexion au Reich de l'Alsace-Lorraine, rendu hommage à tous ceux qui résistent (déportés de force, ouvriers stoïques sous les bombardements de leurs usines, otages héroïques, martyrs des « camps de torture », citoyens et soldats sans uniforme, soldats de l'armée dissoute) et annoncé que demain il n'y aura plus qu'une armée française (« qu'elle vienne d'Algérie, de Lybie et d'ailleurs, qu'ils aient résisté aux Américains ou coopéré avec eux »), il s'élève contre les intentions de dictature qu'on lui prête : « Je suis le serviteur du peuple français, je ne suis pas son chef ».

Puis, il dénie toute valeur légale, « en l'absence du fondement légitime que seule peut donner la volonté du peuple français, à la législation postérieure au 22 juin 1940... Quand le peuple de France deviendra maître de ses destinées, il formera alors son gouvernement provisoire d'après les lois constitutionnelles de la République ».

La rupture avec Vichy est donc nette, en paroles du moins. En fait, le retour à la légalité républicaine ne s'effectue pas d'un seul coup. Si les Assemblées municipales et les Conseils généraux d'Algérie « reprennent leur rôle traditionnel », si les lois de discrimination raciale « imposées par les nazis » n'existent plus, le décret Crémieux n'est pas rétabli, « pour éliminer toute discrimination entre indigènes musulmans et israélites » ; le statut imposé aux Israélites n'est aboli qu'en ce qui concerne la possession de leurs biens, la profession et l'instruction (3).

Mais, en conclusion, un appel à l'union est lancé « à tous ceux qui, se joignant aux engagements solennels pris vis-à-vis du peuple de France, participent à la lutte contre l'ennemi », pour une France « redevenue spirituellement la France de la liberté humaine et de l'idéal généreux ».

Pour quelles raisons Giraud a-t-il lancé cette profession de foi républicaine ? Il sait qu'elle va heurter beaucoup de ceux qui l'ont suivi jusque-là (4) et ce n'est certes pas une conversion soudaine qui l'inspire. Une allusion dans le texte « aux principes qui unissent les démocraties françaises et américaines » fournit l'explication. Giraud a été convaincu

(1) *Ibid.*, janvier 1943.

(2) *Ibid.*, février 1943. Même son de cloche dans *Résistance* (4 février et 22 mai 1943), *L'Humanité* (1er avril 1943), *Défense de la France* (15 mars 1943), *Bulletin de la France combattante*, *Le Populaire*, etc.

(3) Giraud renvoie « le Juif à l'échoppe, l'Arabe au bled ». La première conséquence est que les Juifs sont éliminés des Conseils généraux rétablis, alors qu'ils en sont membres à la suite d'élections régulières.

(4) Y compris une bonne partie de l'armée, écrit-il dans ses *Mémoires*.

par J. Monnet qu'il doit s'affirmer démocrate pour continuer à bénéficier de l'amitié américaine ; le soir même, il explique à Peyrouton que, « ne devant et ne voulant jamais être qu'un soldat, il a prononcé les paroles qu'il croit de nature à lui garantir le matériel de guerre dont il a besoin » (1).

La République fait ainsi ses premiers pas hésitants vers sa résurrection, grâce aux mêmes Américains qui avaient d'abord intronisé Darlan, sur cette terre d'Afrique où le *pétinisme* triomphe encore dans les esprits des colons, des administrateurs et des militaires. Désormais, bien que Giraud ait parlé comme si la *France Libre* n'avait pas, dans la Résistance, antériorité sur lui, malgré les allusions vagues à la Résistance métropolitaine, la voie est dégagée pour un rapprochement de tous les Français qui luttent contre l'Axe. « Voilà qui est clair, il n'y a plus d'intrigues. Par la victoire, vers la République », imprime *Franc-Tireur* dès le 20 mars. Mais, si l'union est désormais en vue, la route pour y parvenir sera longue et semée de malentendus tenaces.

« GAULLISME » ET « GIRAUDISME »

Pourtant, après coup, la question paraît simple : deux groupes de Français, venus d'horizons différents, veulent tous deux libérer leur patrie ; la raison, l'intérêt national, leur patriotisme exigent leur union. Elle pouvait paraître simple aussi à l'observateur étranger. Au terme de son enquête, un journaliste anglo-saxon concluait : « Je n'ai jamais découvert entre les partisans de Giraud et ceux de de Gaulle grief qui ne puisse être effacé par des concessions mutuelles » (*Saturday evening post* du 17-7-1943). En fait, la « querelle des généraux » s'étala, toujours tendue, jamais apaisée, sur plus d'une année et ne se termina que faute de combattants, par la défaite totale d'un des deux antagonistes. Entre temps, elle avait fait beaucoup de mal (2).

Comment expliquer tant de virulence, et d'une telle durée ? Certes, comme l'a écrit Lemaigre-Dubreuil, « les différences de température des deux mouvements, leur provenance géographique opposée, la dualité de leurs appuis extérieurs » (3) ont joué leur rôle dans cette affaire de

(1) Cf. PEYROUTON, *op. cit.*, p. 214. Giraud confirme dans ses *Mémoires* : « Si je ne m'étais pas montré démocrate, les U.S.A. n'auraient peut-être pas réarmé les troupes françaises. » D'après J. SOUSTELLE, il aurait eu surtout l'idée de couper l'herbe sous le pied du général de Gaulle (*Envers et contre tout*, t. II).

(2) Le récit détaillé de la querelle figure dans les *Mémoires* de GIRAUD ; le tome II de *Envers et contre tout* de J. SOUSTELLE apporte, en réponse, le point de vue gaulliste, exposé avec moins de chaleur par CATROUX, *Dans la bataille de la Méditerranée* et plus de hauteur dans le tome II des *Mémoires* du général DE GAULLE. Kenneth PENDAR, *Le dilemne France - États-Unis*, donne un son de cloche américain, très antigaulliste.

(3) Lemaigre-Dubreuil accorde une importance excessive à la politique de la Grande-Bretagne, à ses yeux toujours résolue à diviser pour régner, et plus que jamais perfide Albion.

famille. Coupées les unes des autres depuis plus de deux ans, trois fractions de la France — la France Libre, la Métropole, l'Algérie — avaient suivi des routes différentes et, la passion aidant, nourrie de conditions exceptionnelles, parvenues à un carrefour, elles percevaient leurs divergences d'orientation plus que la route commune à suivre. S'ajoutait le climat politique spécial de l'Algérie, promue soudainement et sans préparation, province-pilote de la résurrection nationale. Les parlementaires venus de France constataient avec stupéfaction combien il était difficile d'y faire prévaloir des conceptions démocratiques, « l'opinion n'ayant pas été suffisamment instruite ni éduquée » (1).

Les ambitions et les intérêts personnels faisaient le reste. Trop de personnages importants jouaient leur carrière et leur honneur sur l'appendice algérien de la souveraineté française, dans une atmosphère de permanente conspiration florentine. Pourtant, si Giraud a eu tendance à limiter le problème à ce niveau (2), de Gaulle l'avait tout de suite situé très haut : « Ce que la France veut, avait-il déclaré aux journalistes britanniques dès le 9 février 1943, ce n'est pas un accord entre deux généraux. Il s'agit de l'union de l'Empire qui appartient à la France, pour la libération de la France. »

Aussi bien, le duel qui s'instaurait, au-dessus des adversaires qui croisaient le fer, revêtait une grande portée, morale autant que politique. Les Français libres, combattants de la première heure, avaient bon droit de se plaindre d'avoir été tenus à l'écart de l'entreprise alliée en A.F.N. Ils avaient formé l'avant-garde, toujours en première ligne, et ils étaient battus sur le poteau par les attentistes. De son côté, le général Giraud, évadé de Kœnigstein, pouvait estimer qu'il n'avait de leçon de patriotisme à recevoir de personne, et qu'il avait pris des risques autant que quiconque. Certains, qui le suivaient, avaient lutté de leur mieux, et non sans périls, contre l'occupant, au sein d'organismes plus ou moins camouflés de l'Armée de l'armistice ; dans bien des cas, ils savaient qu'ils avaient, alors que des relations régulières n'existaient pas avec Londres, posé les premières antennes de réseaux et de mouvements de résistance dont le B.C.R.A. devait recueillir les débris, ce même B.C.R.A. dont ils avaient, contradictoirement, parfois arrêté, et parfois protégé, les agents. Pour la première fois dans l'histoire de l'armée française, le devoir n'était pas apparu sous des traits simples et uniformes à des soldats inspirés d'un égal patriotisme.

Quant à la masse des troupes elle avait obéi passivement — parce que l'obéissance est le premier des devoirs militaires — le plus souvent, l'arme au pied ; mais parfois aussi son respect de la discipline l'avait engagée dans des combats fratricides, à Dakar, en Syrie, à Casablanca. Elle gar-

(1) Procès-verbal de la séance du 12 octobre 1943 du *Groupe parlementaire* à Alger.
(2) « Pour moi, un seul but, la Victoire ; pour eux, un seul but, le pouvoir » (*op. cit.*, p. 124).

dait de ces brefs, mais dramatiques combats, une irritation que, mal préparée à ne pas subir la pénétration d'une propagande insidieuse, elle dirigeait non contre des chefs qui l'avaient mal guidée, mais contre ses adversaires d'un moment. Ce ressentiment durable pesait dans la balance au profit de Giraud, avec la supériorité des forces qui lui obéissaient, et l'obligation, où il était, de lever et d'armer tous les hommes d'Afrique du Nord en état de se battre, quels qu'aient été leurs antécédents et que fussent demeurés leurs sentiments. La loi du nombre jouant contre eux, l'intérêt général et les perspectives de l'avenir ne commandaient-ils pas que soit sacrifiée, comme souvent dans les batailles, la force de pointe des *Français libres* ?

A vrai dire, à l'échelon des sans-grades, le problème ne se posait guère. Beaucoup n'étaient restés en France ou en Afrique que faute d'avoir trouvé un moyen de gagner Londres ou Gibraltar. Si on ouvrait les rangs, le miracle du Cid, de la multiplication des volontaires partant à l'assaut des places ennemies, avait bien des chances de se renouveler (1). Mais il en était autrement à la tête. Beaucoup de chefs, engagés dans une collaboration qui n'était pas que de principe, revenaient de fort loin grâce à un événement — le débarquement — tout à fait fortuit, qu'ils n'avaient en rien provoqué ni aidé, quand ils n'avaient pas essayé de l'empêcher. C'était à leur sujet que se posait réellement le problème moral dont le général de Larminat affirmait énergiquement les données et la solution : « Trop d'officiers généraux ont perdu l'estime et la confiance de leurs subordonnés pour avoir totalement manqué d'intelligence, de caractère et de sens national... Ils doivent résigner tout commandement et être mis en disponibilité (2). »

Mais, à cet échelon élevé, le problème se posait aussi en termes politiques. A Giraud qui allait disant qu'il voulait ne faire que la guerre, de Gaulle avait répondu : « Est-ce qu'il y a un seul État dans le monde aujourd'hui qui fasse la guerre pour le plaisir de faire la guerre ? Est-ce qu'il y a un seul État dans le monde qui fasse la guerre pour autre chose que pour une politique ? » Aussi bien, le « commandant en chef civil et militaire » cédait-il à cette vérité d'évidence lorsqu'il reprochait à de Gaulle « son entourage à base de *front populaire* et de communisme », l'accusait « de vouloir faire table rase », avec « un programme inapplicable » alors qu'il ne fallait pas « d'expérience dangereuse dans un pays épuisé », et lui faisait grief d'afficher, lui et les siens, « une mentalité de mercenaires du XVI^e^ siècle ou d'émigrés de la Révolution » (3).

Là encore, le général de Gaulle avait nettement défini la situation : « Il n'y a actuellement que deux mystiques parmi les Français : la Croix

(1) Il se renouvela effectivement avec les « désertions ». Cf. *infra*, p. 46.

(2) Note adressée au *Comité militaire permanent*, 17 juillet 1943.

(3) Giraud, *op. cit.*, *passim*. Ce dernier trait est particulièrement maladroit. Les Français libres sont tous des volontaires et ils ne peuvent guère être à la fois communisants et émigrés de 93 !

de Lorraine pour presque tous, le vieux Maréchal pour quelques-uns. » Tout au long de ses discussions avec de Gaulle, s'affirme l'échec de Giraud dans la formation d'une troisième force en terre d'Afrique ; aussi bien, peut-on lire en filigrane, sous les formules des projets et des pourparlers, son dessein constant de sauver le plus possible des principes, des réalisations et des hommes de Vichy.

Un exposé de la succession des manœuvres, des propositions et contre-propositions, des accords aussitôt dépassés que conclus, n'entre pas dans cette étude. Mais la continuité de la ligne politique du général Giraud est évidente. S'agit-il de constituer le Comité français ? Giraud le voudrait composé de hauts-fonctionnaires — les membres du *Conseil impérial* de Darlan — et laissant au commandant en chef des pouvoirs extraordinaires « que rendent nécessaires les circonstances extraordinaires ». Envisage-t-on la constitution du Gouvernement provisoire, la libération du territoire métropolitain commencée ? Pour républicaine que soit apparemment son inspiration, l'idée de Giraud d'appliquer la loi Treveneuc et de constituer une Assemblée provisoire, formée de représentants des Conseils généraux, qui désignera elle-même le gouvernement provisoire, n'est pas seulement inapplicable ; elle revient à donner le pouvoir à des hommes dont on ignore le comportement pendant l'occupation, et après une longue période où l'état de siège aurait laissé une grande latitude d'action au commandant en chef. Quant à l'*État français*, tandis que de Gaulle veut « balayer la législation et les symboles de Vichy » et entend « qu'aucun poste de direction ne soit donné à des hommes qui ont pris une responsabilité personnelle dans la capitulation et la collaboration », Giraud interprète l'épuration, dont il admet la nécessité, dans un sens restrictif, comme devant atteindre « l'action de ceux qui ont facilité la tâche de l'ennemi et non ceux qui, à leur poste, ont résisté à l'ennemi et pour lesquels la tâche a été souvent plus difficile que si, ayant quitté la France, ils l'avaient servie à l'extérieur » (1).

Au delà de la controverse sur le passé, c'est tout l'avenir politique de la France qui se joue (2). Il faut, dit de Gaulle, assurer le fonctionnement des institutions de nature démocratique, ainsi que les libertés individuelles de presse, de réunion, d'association, « par quoi peuvent se manifester les sentiments du peuple, hors duquel on ne bâtit rien que des fictions ou des figurations » ; Giraud ne s'engage qu'avec répugnance dans cette voie. Il est significatif que, dans son premier gouvernement, il n'ait pas prévu d'administration chargée du travail et des questions sociales et que les meetings syndicaux soient demeurés interdits jusqu'au 1er mai 1943 (3). Il n'a pas approuvé le « discours de Constantine » prononcé

(1) Giraud, *op. cit.*, p. 147.

(2) « Le débat conditionne la grandeur et l'indépendance de la Patrie » (*Résistance*, 12 avril 1943).

(3) R. Aron, *Le piège où nous a pris l'histoire*, Albin Michel, 1950.

par de Gaulle sur les problèmes musulmans, et il n'imaginait pas que l'état politique et social existant en Algérie pût être modifié.

Quand aux communistes, le comportement du général Giraud à leur égard manque de netteté. Il est, intimement, très anti-communiste. Cependant, il a auprès de lui, comme représentant du Parti, Pourtalet qui est l'équivalent de Grenier auprès du général de Gaulle. Il traitera avec le seul Giovoni, chef du *Front national* en Corse, mais il n'est pas sûr qu'il l'ait fait en toute connaissance du rôle des communistes dans le *Front national*, avec, comme conséquence imprévue, l'installation dans toute l'île de municipalités communistes (1).

Or, à ce moment, les communistes, non sans différend avec elle il est vrai, sont engagés dans la lutte contre l'occupant aux côtés de la Résistance gaulliste et parfois en coordination avec elle (2). Sur ce point comme sur les autres, la Résistance intérieure est unanime à soutenir de Gaulle et à se séparer de Giraud. Le *Conseil national de la Résistance*, le 25 mai 1943, a demandé « qu'un véritable gouvernement provisoire soit confié au général de Gaulle et souhaité que le général Giraud prenne le commandement en chef de l'armée française ressuscitée ». *Combat* (15 avril 1943) a dénié à Giraud « le droit de parler au nom du pays, démocratique et républicain », étant donné que le général de Gaulle, lui, n'a jamais varié : « dernier ministre de la République, il promit dès les premiers jours de rendre au peuple français ses libertés et la République ». *Franc-Tireur* (15 juillet 1943) juge « qu'entre l'homme qui, dès 1940, criait « France », et l'homme qui, en 1942, balbutiait « Vichy », il ne peut être question de choisir ; Giraud, c'est l'erreur qu'on excuse, de Gaulle la foi qu'on salue » ; et le rédacteur conclut en souhaitant que le général Giraud, « ayant enfin compris, soit gaulliste comme toute la France ». Arrivant à Alger en septembre 1943, Cerf-Ferrières lance un « appel » au Comité d'Alger : « La France est jacobine... Entre elle et Vichy c'est une question de force et de lutte sans merci. Ce n'est pas à Giraud qu'elle adresse ses reproches, c'est aux Vichystes. »

Ce n'est pas le moindre résultat de l'aventure giraudiste que d'avoir scellé l'alliance de la *France Libre* et de la Résistance intérieure, dans la lutte du moment certes, mais aussi dans les nécessaires transformations qui devaient suivre la guerre. A l'immobilisme d'Alger s'opposait en France un bouillonnement et une fermentation d'idées qui préparaient une révolution d'envergure. Les Américains n'allaient pas tarder à s'en apercevoir (3).

(1) Dans ses *Mémoires*, il porte condamnation sur l'entrée des communistes au Gouvernement provisoire de la République en mai 1944 (p. 283).

(2) Notamment dans des combats de maquis livrés en Corrèze en novembre 1943.

(3) Dès mars 1943, l'*Economist* écrivait : « Le général Giraud est resté dans le cadre étroit du milieu conservateur d'extrême droite, le général de Gaulle peut compter sur l'appui de la partie résistante des Croix de Feu, des syndicats catholiques, de la C.G.T., des radicaux, des socialistes et des communistes ; la Résistance est le dénominateur commun. »

Jusque-là Roosevelt et le *State Department*, sinon l'opinion publique américaine plus mouvante dans ses attachements, avaient manifesté à de Gaulle une méfiance aussi surprenante que durable (1). En contre coup, leur soutien ne s'affirmait pas moins à Giraud de façon permanente. Le résultat était que la controverse qui opposait les deux généraux débordait du champ de la politique intérieure sur celui de la politique étrangère, et pas seulement parce que chacun d'entre eux apparaissait comme le poulain d'une puissance anglo-saxonne.

En fait, bien qu'il soit excessif de faire de Giraud l'homme des Américains — et par suite, a-t-on dit, des trusts (2) — à n'importe quelle condition, contrairement aux apparences, il leur était pourtant plus soumis que ne l'était de Gaulle envers les Anglais, malgré sa dépendance à leur égard pour la vie matérielle de son mouvement. De Gaulle avait réussi à implanter en Angleterre un embryon de gouvernement, reconnu en fait et aspirant à l'être en droit. Or Giraud, préoccupé avant tout de ses combats, avait admis que « la France n'avait plus de gouvernement » (3). Il reconnaissait ainsi, implicitement, aux Américains, les droits d'une puissance, amie certes, mais occupante. Sa conception du gouvernement provisoire en France risquait de transporter cet état de choses sur le sol métropolitain. Aussi bien, le 3 mai, de Gaulle déclara-t-il que « le commandant français ne saurait être responsable de l'ordre public en territoire français vis-à-vis d'un commandement ou d'un gouvernement étranger ».

Certes, Eisenhower a déploré que Giraud n'ait « aucune idée de l'administration » (4) et Roosevelt a fait chorus (5). Mais l'appui demeurait. Le 18 juin 1943, au fort du conflit Giraud de Gaulle, Eisenhower, sur ordre de Roosevelt, intervenait pour que Giraud demeurât commandant en chef. Quand, en octobre 1943, Giraud quitta la co-présidence du C.F.L.N., le commandement américain continua à ne traiter qu'avec lui les questions du réarmement (6). Ainsi se produisit, à l'occasion de Giraud, une intervention, de tuteur à vassal, des États-Unis dans des affaires qui ne concernaient que la France. Elle était grosse de périls ; en même temps qu'elle prolongeait les accords Clark-Darlan, conclus comme un arrangement provisoire strictement militaire, elle laissait régner l'incertitude sur le comportement des Alliés dans la France libérée : administreraient-ils le pays sans consulter les représentants de la France ? L'attitude de Giraud ne permettait guère d'entrevoir une réponse favorable, bien que son patriotisme et son désir d'indépendance ne fussent pas discutables.

(1) Cf. colonel VILLATE, Roosevelt et de Gaulle in *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 23 de janvier 1956 et A. FUNK, La reconnaissance du C.F.L.N., *ibid.*, n° 33, janvier 1959.

(2) « Qui dit Giraud... dit banque Worms » (Jean LUCHAIRE, *Les Nouveaux Temps*, 21 nov. 1942). L'accusation est reprise dans un communiqué de l'Agence Tass ! (31-5-1943).

(3) Memorandum d'Anfa (26 janvier 1943).

(4) *Rapport à l'état-major combiné*, du 15-1-1943.

(5) SHERWOOD, *Memorial de Roosevelt*, chap. XXVII.

(6) VIGNERAS, *Rearming the French*.

LE COMMANDANT EN CHEF

La division des responsabilités introduite au C.F.L.N. le 4 août 1943, permet à Giraud de se consacrer à ses fonctions de commandant en chef, qui ont toutes ses préférences. Là, il se sent sur un terrain solide. Il possède incontestablement la confiance de l'Armée — du moins des officiers (1). Les militaires de carrière restés en France qui désirent se battre, aiment mieux aller reprendre du service en Afrique dans une armée de forme traditionnelle, que militer dans une action clandestine à laquelle leur formation ne les a pas préparés (2).

La reconstitution d'une armée française nombreuse et bien équipée a été le grand œuvre du général Giraud. Son œuvre propre : l'armée a déjà remporté de grands succès en Tunisie quand de Gaulle arrive en Afrique. La libération de la Corse fut aussi son fait et, militairement, ce fut un succès d'autant plus éclatant que les Alliés s'étaient montrés sceptiques, réticents, puis franchement hostiles.

L'armée française avait un double rôle à jouer : combattre à la place qui lui serait assignée dans la stratégie alliée, préparer et assurer la Libération en coopération étroite avec la Résistance clandestine. Il est certain que ces deux faces d'une même tâche n'avaient pas échappé au général Giraud. Il n'est pas sûr, cependant, qu'il s'en soit fait une idée tout à fait adaptée aux réalités.

Après l'avoir longtemps soutenu, les Américains ont jugé assez sévèrement les qualités de stratège du général Giraud. Certes, son plan d'invasion de la zone sud en novembre 1942 paraissait assez peu mûri, mais il l'avait conçu à un moment où il ignorait l'évolution que l'art de la guerre avait subie depuis 1940. Il ne semble pas que sa compréhension ait considérablement progressé au cours de ses conversations avec l'État-major américain. Il insistait surtout pour une vaste mobilisation des hommes, alors que lui manquaient les cadres et les techniciens nécessaires pour des troupes équipées en matériel moderne. Il évaluait mal la puissance de l'aviation, tant dans les engagements terrestres que sur mer (3) et, encore dans ses *Mémoires* (4), il dit son peu de confiance dans les opérations aéroportées. Bref, sa pensée n'avait guère évolué depuis 1940 et, après en avoir fait la constatation à leurs dépens, malgré leurs préventions anti-gaullistes

(1) C'est peut-être ce qui explique que sa mise à la retraite se soit effectuée avec aussi peu de bruit : les militaires sont plus portés à obéir à leur chef qu'à discuter de sa politique. A moins que les appels les tiraillant en tous sens aient fini par les laisser sans réaction. C'est l'enseignement du beau témoignage de Jules Roy, *Le métier des armes*.

(2) « Ce n'est pas le combat à découvert, ce n'est pas la guerre avec tout ce qu'elle comporte d'honneur malgré tout. Il n'y a que le sentiment du devoir inhérent à notre charge d'officier qui nous soutient » (*Journal d'un chef départemental de l'O.R.A.*, le 22 août 1944).

(3) Eisenhower, *Croisade en Europe*, p. 133.

(4) Ses préférences vont « à la bonne division d'infanterie avec une artillerie sachant bien l'éclairer et des sapeurs sachant bien travailler : voilà le vrai corps de bataille » (p. 209).

et leurs engagements à son égard, les Américains arrivèrent à la conclusion qu'il fallait mieux se passer de lui (1).

Avec la Résistance intérieure, les Services spéciaux de l'Armée d'Afrique organisèrent des liaisons et envoyèrent des missions qui firent du très bon travail, notamment dans la préparation du débarquement en zone sud. D'autre part, l'insurrection de la Corse avait montré la voie à suivre pour le jour J : armement des patriotes à l'heure H, débarquement de troupes de secours, jonction des deux forces et partage des tâches dans la lutte (les Résistants servant comme éclaireurs et troupes de souveraineté). Cependant, ce succès militaire plein de promesses avait conduit à une inattendue conclusion politique : ayant armé le *Front national*, Giraud avait, sans le vouloir, doté la Corse de municipalités communistes élues sur la place publique, dans une ambiance révolutionnaire.

Que Giraud ait été Kerenski démontrait à l'évidence que la Résistance ne pouvait pas être considérée uniquement sous son aspect militaire de contribution armée à la Libération. La « querelle des Services spéciaux », qu'il n'entre pas dans nos intentions de conter par le détail, allait cependant montrer la permanence, imperméable à l'expérience, des vues du commandant en chef.

Le B.C.R.A. ayant, d'abord par une antenne, puis par le gros de ses services, rejoint de Gaulle à Alger, alors que s'y trouvaient déjà, autour de Giraud, la majorité des chefs et des membres des 2es Bureaux de l'Armée de l'armistice — marine exceptée — il était évident que cette dualité de services ne pouvait subsister, alors qu'il n'y avait plus qu'un seul gouvernement et qu'une seule armée. Dépouillée de ses rivalités d'équipes et de personnes, et des perspectives qu'ouvrait sur l'encadrement de la Résistance et sur la prise du pouvoir à la Libération la direction, dans l'immédiat, de l'ensemble des services spéciaux réunifiés, la querelle pouvait se réduire apparemment à ceci : la nouvelle et unique direction relèverait-elle du Commandant en chef ou du chef du Gouvernement ? En fait, ce n'était pas là seulement un moment de la rivalité des généraux, mais deux conceptions de la Résistance qui s'opposaient, une strictement militaire, l'autre largement politique. Or, la résistance intérieure, après l'échec avéré du neutralisme vichyste, inclinait davantage à une activité proche de celle des insurgés espagnols contre Napoléon, qu'à une opposition disciplinée et hiérarchisée du type prussien après Iéna. Les services spéciaux de Giraud avaient pour eux l'ancienneté et le métier ; le B.C.R.A., malgré ses imperfections, répondait mieux à l'attente fiévreuse d'une armée clandestine qui pensait à la Révolution au delà de la Libération.

(1) « La pensée de Giraud n'avait pas évolué depuis l'avant-guerre ; il montrait la même incompréhension qui avait provoqué la défaite française en 1940... Les vues militaires du général de Gaulle étaient plus en harmonie avec celles du Q.G. américain » (Vigneras, *op. cit.*, p. 106 et 125). Vigneras ajoute, sans donner de nom, que Giraud finit par être abandonné par son propre état-major (p. 127).

Bref, qu'il se soit agi de stratégie ou de résistance, les vues du général Giraud s'étaient révélées bien étroites. Dans le deuxième conflit mondial — les exemples de Roosevelt, de Churchill et de Staline le montraient bien — l'armée ne pouvait plus être que l'outil, principal mais subordonné, d'une vue d'ensemble stratégico-politique, dans laquelle toute la nation trouvait à s'employer.

Vaincu sur le terrain de la politique, où il ne s'était engagé que contraint et forcé, Giraud n'avait donc, en définitive, pas triomphé non plus sur celui de la guerre, qui avait toute sa prédilection. Lorsque, le 8 avril 1944, il refuse le poste, qui lui est offert, d'inspecteur général de l'armée et abandonne ses fonctions de Commandant en chef, sa défaite est totale. De Kœnigstein à Tunis, par Vichy, Alger et Washington, c'est dans une villa marocaine que finit la guerre, quasi abandonné de tous, celui qui avait cru un moment qu'il entrerait dans Paris à la tête des armées alliées, unies sous son commandement comme sous celui de Foch en 1918.

Fin lamentable d'une glorieuse carrière, échec total d'une grande aventure (1).

BILAN ET PORTÉE DU « GIRAUDISME »

L'expression *Giraudisme* n'a pas fait fortune. A vrai dire, le rassemblement qui s'effectua autour du général Giraud, qu'il ait suivi celui-ci ou qu'il ait voulu se servir de lui et que, faute de mieux, il faut bien appeler du nom de son chef, réel ou supposé, ne fut porté ni par une éthique, ni par une politique, mais uniquement par le jeu des circonstances ; aucun théoricien ne l'a transcendé, aucun juriste n'a tenté de mettre le droit à son service ; il ne disposa même pas d'une presse attentive à le défendre, et ne sut pas, ou ne voulut pas, capter les forces neuves de la propagande. Giraud n'a eu ni disciple, ni successeur, et ses compagnons de la première heure ont été souvent, pour se dégager, ses plus sévères censeurs. Cette force politico-militaire ne fut la source d'aucun courant d'idées (2), si elle suscita une marée de passions ; comme ces cours d'eau éphémères, nés d'un orage, qui se divisent en mille rigoles selon leur pente naturelle pour grossir seulement des thalwegs plus anciens, le *Giraudisme* placé un moment au sommet de l'actualité par les courants de la guerre, s'évanouit avec la tornade qui l'avait suscité.

(1) La Résistance intérieure rend au vaincu, qui n'a pas démérité, les honneurs dus à son rang (cf. *Combat*, mai 1944). « Giraud, écrit Xavier DE VIRIEU dans son *Radio-journal* d'avril 1944, a eu le mérite de galvaniser une grande partie de l'armée et de l'opinion. Son départ n'est qu'une forme du sacrifice souvent demandé aux chefs militaires qui ont atteint le sommet de la hiérarchie. » « Giraud est un héros et un grand soldat. Les erreurs politiques ne peuvent atteindre le soldat » (*Résistance*, 23 juin 1943).

(2) Le général DE GAULLE a rapporté dans ses *Mémoires* que Giraud s'était vanté devant lui de n'écouter aucune théorie et de ne lire aucun journal.

Il coïncida avec un moment du conflit, celui de l'entrée en guerre des États-Unis et du début de leur prééminence dans la coalition anglo-saxonne. Giraud fut un des pions africains de l'échiquier américain, dans la partie engagée par Roosevelt et Churchill et dont l'enjeu était la conduite des opérations sur le théâtre méditerranéen. Il joua docilement le rôle que le *State Department* lui avait dévolu, et ce n'est pas sa faute si certains calculs ne furent pas réalisés (1).

L' « épisode Giraud » est aussi un moment de l'histoire de l'Algérie : jusqu'à lui inclus, l'opinion unanime prévaut, en Algérie, que le statut de l'Algérie est intouchable, sauf, pour quelques Musulmans, dans le sens d'une assimilation plus rapide. Après lui, et à partir du « discours de Constantine » du général de Gaulle, prend fin l'atonie indigène. Giraud n'est certes pas responsable de cette évolution et encore moins de son sens ; elle s'est effectuée à côté de lui, dans la fermentation que suscitaient les mots de Libération nationale dont il était l'ardent champion, selon une relation moins de cause à effet que de contiguïté ; chronologiquement, elle date de lui.

Enfin, le *Giraudisme* est un moment de l'histoire de la Résistance française, celui où la lutte, menée du dehors contre l'occupant, s'étend à tous les territoires du sol national demeurés jusque-là libres, dans l'attentisme, tandis qu'une coordination, qui tend à la fusion organique s'esquisse pour le meilleur et pour le pire, entre la Résistance clandestine et la France combattante. Dans ce processus, à son terme bénéfique, Giraud a sa part, qui ne fut pas mince.

Produit par la conjoncture, le *Giraudisme* manquait d'assises permanentes pour devenir un mythe. S'il n'exprimait pas une politique, il représentait du moins une tendance politique qui, par delà le temps de guerre où il avait pris corps, le reliait à la III^e^ République. Au siècle que Mussolini a proclamé celui du fascisme, aux années de plein succès du nazisme, le *Giraudisme* n'est fasciste que selon la définition un peu étroite qu'en donnait Alain, de « règne de l'ordre militaire ». En fait, s'il dégage quelques relents d'antisémitisme, il lui manque le maniement des foules et l'art de la propagande, autant que le fanatisme. En Giraud se reconnaît la droite traditionnelle, non celle qui est libérale et joue le jeu parlementaire, mais la réactionnaire, celle qui admet mal que l'épée cède devant la toge et qui voit dans l'armée le défenseur d'un certain ordre social et d'une forme d'économie (2). Giraud est dans la lignée de ces conquérants de l'Empire français qui, ayant accompli leur œuvre dans l'indifférence du pouvoir politique, méprisent les politiciens et se croient

(1) Cf. Kenneth Pendar, *op. cit.* « Nous avons été battus diplomatiquement en Afrique du Nord et dans notre politique française en général » (p. 16).

(2) Se ralliant à Giraud au printemps 1943, un haut fonctionnaire colonial, prisonnier des Français libres au Gabon, déclare : « Giraud paraît n'être chargé d'aucune hypothèque politique ; et puis, on n'a pas le choix. »

dégagés des servitudes de la politique, en même temps qu'ils ont pris l'habitude des moyens modestes auxquels ils ont été réduits.

Par essence, la droite française inclinait vers le paternalisme et la germanophobie. *L'État français* donnait satisfaction à la première pente, mais la *collaboration* contrariait la seconde. Giraud permet le retour à une attitude plus proche de la tradition. La *France Libre* à ses débuts tendait un peu aux mêmes fins, mais elle avait vite évolué ; par le cordon ombilical de la radio et des échanges d'agents, elle s'était mise en symbiose étroite avec la France occupée ; tandis qu'elle l'éveillait de la léthargie où l'avaient plongée la défaite et l'armistice, elle participait à ce bouillonnement d'idées, à cette remise en question de tous les problèmes qui, en dépit du silence oppressant que l'occupation et la dictature imposaient à l'opinion française, avaient vite caractérisé la Résistance clandestine, obligée, pour reprendre le combat, de se doper d'une espérance qui allait au delà de l'issue de la lutte. Les murailles de Kœnigstein n'avaient fait qu'accentuer la surdité de Giraud aux questions politiques ; la vie clandestine lui aurait-elle donné ce genre d'ouïe ?

Il ne pouvait guère l'attendre de l'Algérie ; figée dans l'immobilisme des sociétés coloniales, celle-ci, en retard d'une génération sur la métropole alors que les circonstances lui donnaient un rôle de guide, ne pouvait constituer qu'un tremplin médiocre pour une action qui devait être d'abord une conquête des esprits.

De toutes façons, on peut se demander si Giraud a clairement perçu les données du problème, sinon après coup. De ce point de vue, son échec est total et apparemment paradoxal, si on mesure le déséquilibre des forces qui jouait initialement en sa faveur ; il avait pour lui l'armée la plus nombreuse, un prestige immense, l'étendue des territoires qui acceptaient sa loi, l'appui des États-Unis — banque et arsenal de la coalition alliée ; moins d'un an après, il ne lui reste plus rien et il part dans une quasi indifférence de l'opinion, aigri et malade, persuadé qu'il est victime d'une maffia et qu'on veut attenter à sa vie. Cette fin dramatique apparaît imméritée si on pense à l'honnêteté et au courage de l'homme, à sa bonne volonté, à son patriotisme, au *pretium doloris* subi dans sa personne et dans sa famille. Il est clair cependant qu'il porte une part de responsabilité dans son sort affreux ; il n'a guère écouté ses conseillers et, souvent, il leur a imposé sa volonté quand il ne les a pas abandonnés ; dans sa retraite, il s'est amèrement reproché « son incompétence » et sa « maladresse » (1).

Il est certain que, en face, avec la hauteur et la continuité de ses vues, sa fermeté de caractère, l'opiniâtreté et la clairvoyance de ses desseins, de

(1) Il revient souvent sur ce point dans ses *Mémoires* : « L'adresse et la compétence politiques ne sont pas mon fort » (p. 113). « Mon intelligence ni mon caractère n'étaient à la hauteur des circonstances » (*ibid.*, p. 134). Lemaigre-Dubreuil conclut : « Rudesse apparente qui ne cache le plus souvent qu'une immense faiblesse... certitude de posséder, comme un caporal d'escouade, la vérité, courage militaire qui fait croire à tort au courage politique » (Crusoë, *op. cit.*, p. 111).

Gaulle offre un autre visage. Giraud lui reconnaît du « génie ». Si on cherche pourtant ce qui fit pencher la balance, il n'est pas dit que les forces morales n'aient pas pesé davantage que l'habileté et la volonté des hommes. Ces forces morales, la Résistance intérieure les donnait à de Gaulle. Au moment du conflit, si elle est loin d'avoir achevé sa croissance, elle a atteint sa majorité, elle est déjà trempée par l'épreuve et le sacrifice, elle a trouvé sa voie qui, de la Libération doit, selon elle, conduire à la renaissance de la patrie. L'unanimité de ses déclarations en faveur du général de Gaulle le plébiscitaient comme son chef en même temps que ses envoyés en Algérie travaillaient l'opinion comme un levain. Il est significatif que, dans le nombre des « désertions » qui portaient les soldats de Giraud vers ceux de Leclerc, de Kœnig et de Larminat, aient surtout figuré les jeunes gens qui venaient d'Espagne après avoir traversé les Pyrénées pour apporter un sang nouveau et un esprit neuf aux vieilles troupes d'Afrique (1). C'est une mystique qui a vaincu Giraud au moment même où, en Tunisie puis en Corse, le succès de ses forces armées aurait dû le porter au pinacle.

Épisode de la guerre, le *Giraudisme* n'en a pas moins, malgré sa brièveté et sa défaite, pris une part considérable dans le redressement français. Certes, initialement, il a jeté le trouble dans la Résistance française (2) et même parmi les Alliés : n'a-t-il pas failli provoquer la disparition de la *France Libre* par le retrait du général de Gaulle (3) ? Le danger passé, son apport fut loin d'être négatif.

Certes c'est contre lui que s'est réalisée l'union intime de la France Libre et de la Résistance intérieure ; il ne l'a pas moins provoquée. A la Libération, le Gouvernement français a pu s'appuyer sur la quasi-unanimité de la nation, fait sans équivalent dans un autre pays occupé. Le rôle de Giraud a été de ménager l'étape indispensable pour opérer la fusion

(1) La publication d'extraits des *Mémoires* de Giraud dans *Le Figaro* a provoqué l'envoi au journal d'un certain nombre de lettres de jeunes « évadés » de France où s'exprime un ardent *gaullisme*. Giraud a commis l'erreur d'attribuer les « désertions » à l'argent et à la propagande. « Le mouvement, a écrit le général de Larminat (*Revue de la France Libre*, mai 1949), était provoqué par l'attitude résolument provichyste de certains cadres supérieurs de l'Armée d'Afrique. » Les « évadés » apportaient l'air de France...

(2) Le trouble a, par moments, survécu au *Giraudisme* proprement dit. L'union entre l'*Organisation de Résistance de l'Armée* et l'*Armée secrète*, décidée en principe, ne fut pas toujours réelle. La *note hebdomadaire d'information*, n° 26, du 27 juin 1944, destinée aux responsables du *Rassemblement national populaire* de Déat, analysant la composition des F.F.I., oppose les giraudistes aux gaullistes et aux communistes. Sur le plan politique, J. Soustelle reproche à Giraud (*Envers et contre tout*, t. II), d'avoir, indirectement, conduit à la politisation de la Résistance. En fait, cette politisation était bien antérieure ; elle était dans l'essence même d'une Résistance antifasciste et dressée contre le régime vichyste de conservation sociale ; dès le mois d'octobre 1942, à l'occasion d'une grève à Lyon, avait paru un tract signé à la fois des Mouvements unis de Résistance et du Parti communiste. J. Soustelle paraît mieux inspiré lorsqu'il conclut que « la marée africaine n'en fut pas moins un aspect de la grande montée historique qui s'appelle la France combattante » (t. I, p. 421).

(3) Kennett Pendar regrette amèrement que la démission offerte par celui-ci, le 2 juin 1943, n'ait pas été acceptée.

d'éléments en eux-mêmes réfractaires : la France Libre et l'armée d'Afrique, qui venaient de se heurter violemment en Syrie. Il a joué le rôle d'un nécessaire et, si on peut dire, honnête catalyseur. Une fois l'Empire remis par ses soins dans la lutte, en face de l'ennemi retrouvé, les divisions de la veille ne pouvaient aller qu'en s'atténuant.

Bien que sa conception de la guerre ait paru attardée aux Américains, il a profité de leur appui, qu'ils n'auraient pas fourni aussi vite à la *France Libre*, pour reformer une armée puissante, et lui redonner le goût de la victoire en Tunisie et en Corse.

Certes, ses maladresses ont été nombreuses. Mais lorsqu'il est parti, sa tâche était accomplie et ce départ peut être considéré aujourd'hui « sans disgrâce ni injustice pour le soldat qui accepte la retraite comme il a accepté l'action... Au service de la France » (1).

Henri MICHEL.

(1) Discours du président Ramadier aux obsèques du général Giraud, le 17 mars 1949.

LES F. F. I. DE L'EURE DANS LA BATAILLE DE NORMANDIE

L'année 1940 n'était pas terminée que des groupes de résistance à l'occupant s'étaient spontanément constitués çà et là dans les villes de Normandie (1). Des sabotages avaient été perpétrés à Évreux, à Rugles ; malgré les consignes de détente recommandées par les autorités allemandes, la répression avait été dure ; deux jeunes gens de Rugles avaient été condamnés à mort et la ville d'Évreux avait été frappée d'une lourde amende et astreinte à garder de jour et de nuit tous les ouvrages et toutes les lignes de communication ennemies. Les maladresses des unités en cantonnement devaient rapidement refroidir le zèle du petit nombre qui avait accepté, sur le conseil du Gouvernement de Vichy, de collaborer avec l'occupant. L'hostilité de la population s'affirmait de plus en plus et les répercussions des astreintes sur l'activité économique accentuant de mois en mois le chômage, la pénurie alimentaire et les prélèvements sur la production et les réserves locales provoquaient un mécontentement qui ne pouvait manquer de se traduire par la complicité au moins tacite de l'immense majorité à l'égard des éléments décidés à porter le maximum de préjudice à cet occupant.

Les maires et le plus grand nombre des fonctionnaires montraient peu de propension à favoriser les desseins de l'ennemi et cette résistance passive freinait considérablement la machine de guerre nazie. D'autre part, les réseaux de renseignements de la *France Libre* tissaient peu à peu leur toile dans la province. Au printemps de l'année 1943, il n'y avait pas de cantons dépourvus d'un embryon de groupe chargé de la collecte des renseignements utiles à l'état-major de Londres.

Le temps approchait où il ne serait plus seulement nécessaire de fournir aux états-majors alliés le relevé précis de l'ordre de bataille allemand, mais où il deviendrait indispensable de mettre sur pied de guerre des groupes suffisamment préparés à porter des coups sensibles sur les arrières d'une armée aux prises avec les divisions alliées débarquées sur le sol français.

Le cloisonnement des réseaux de renseignements exigé par la plus élémentaire notion de prudence n'était plus de mise lorsqu'il s'agissait d'une levée en masse des forces de guérilla. Mais fallait-il cependant ne pas éveiller trop de soupçons chez l'adversaire et utiliser au maximum les

(1) L'auteur de cet article a utilisé comme sources, outre ses souvenirs de chef départemental des F.F.I. de l'Eure, de membre du *Comité départemental de Libération* et de plusieurs mouvements et réseaux de Résistance, les archives de la période clandestine des *Forces françaises de l'Intérieur* dans le département de l'Eure et du *maquis Surcouf*. Dans l'exercice de ses fonctions dans la clandestinité, il a pu parvenir durant les années 1942, 1943 et 1944 à prendre connaissance d'un certain nombre de dossiers de services départementaux.

cadres déjà constitués par les réseaux et par les mouvements de Résistance dont l'action avait été le plus souvent limitée à la recherche du renseignement et à la diffusion des journaux et des tracts.

Le regroupement sur le plan régional et local, souhaité par le Haut-Commandement, allait être facilité par les interférences qui existaient entre les diverses organisations du fait que d'assez nombreux résistants avaient été recrutés par plusieurs groupements et qu'une coordination des efforts en serait facilitée. Déjà, avant même de connaître les vues sur ce sujet des responsables nationaux, des pourparlers avaient été entrepris à l'échelon départemental dès l'été de 1943. La *Centrale Coligny* a déjà réuni pour l'ensemble de la Normandie, en mars 1943, sur l'intervention du B.C.R.A. de Londres, les quatre réseaux de renseignements les plus importants : la *Confrérie Notre-Dame*, *Cohors* rattaché à *Libération-Nord*, *Turma* partie intégrante du mouvement *Vengeance* et *Fana* organe du *Front national.*

En juillet, l'un des chefs de *Vengeance. Masson* (1) (Wettercamp) est venu à Évreux prendre contact avec *Beaumanoir* (Baudot), responsable militaire de *Libé-Nord* et en novembre une coordination est nouée entre l'O.R.A. (l'Organisation de Résistance de l'Armée d'armistice) et *Vengeance.* Le lieutenant-colonel Corsini *(Nicolas, Martin)* est chargé de la réorganisation des corps francs de *Vengeance* et de promouvoir la création d'un premier état-major départemental.

Le premier bureau de cet état-major est confié à un officier d'active, Edmond Mahieu *(Montcalm)* de l'O.R.A. qui aura pour mission de recruter, d'instruire et de répartir les effectifs nécessaires ; le second bureau chargé de recueillir les informations utiles est donné à l'archiviste départemental Marcel Baudot *(Beaumanoir).* Un officier de réserve, André Stouls *(François)*, huissier à Évreux, assumera au troisième bureau la préparation des opérations, et André Michenot, d'Angerville-la-Campagne, se préoccupera des questions du matériel (équipements, armes et munitions).

Le commandement régional, que la *Commission militaire* du *Comité national de la Résistance* a placé au Mans, a été confié à *Moreau* (Girard) appartenant à l'O.C.M. *(Organisation civile et militaire).* Celui-ci a pour mission de réaliser dans chaque département l'unité de commandement et il s'efforce de rallier au premier groupement déjà constitué par le lieutenant-colonel Corsini les mouvements de résistance qui en demeurent encore exclus, faute d'avoir pu être contactés à l'échelon départemental.

Girard se préoccupe de faire partager les responsabilités du commandement à tous les Mouvements possédant des effectifs appréciables dans la région M qui comprend avec la Normandie (moins la Seine-Inférieure) la Bretagne, le Maine et l'Anjou. C'est ainsi qu'il songe à donner la direction de l'Eure au *Front national* dont les effectifs sont particulièrement étoffés dans ce département. Mais de graves dissensions sont récemment

(1) Les pseudos sont en italique.

intervenues au sein du *Front national* dans l'Eure et une notable partie des militants suivis par la plupart des sections qu'ils avaient constituées dans les régions de Bernay, Brionne, Bourgtheroulde, Louviers, Évreux et Pont-de-l'Arche ont quitté le F.N. accusé de propagande communiste pour adhérer au mouvement *Résistance*. Girard renonce à son projet et envoie en mission à Évreux, en décembre, le délégué militaire adjoint *Eric* (Charles Kammerer), représentant le B.C.R.A. de Londres et l'un de ses adjoints de la région, Pierre *Moulines* (Bertin de La Hautière, membre de l'O.C.M.), en vue de consulter les responsables des divers mouvements sur le choix d'un chef départemental. L'accord se fait sur le nom de *Beaumanoir*, qui prend à dater de ce jour le nouveau pseudonyme de *Breteuil*. Tous les mouvements acquiescent, à l'exception de l'O.R.A., qui n'admet pas la subordination au Comité d'Alger présidé par le général de Gaulle. Mais *Breteuil* entretient personnellement les meilleurs rapports avec les responsables de l'O.R.A. en Normandie : le colonel Trutat, inspecteur général de l'O.R.A., les commandants de La Croix-Vaubois et Fortier.

L'état-major départemental des *Forces françaises de l'Intérieur* de l'Eure est constitué dans les premiers jours de janvier 1944. *Breteuil* s'adjoint Lucien Delaunay *(Paul)*, architecte au Neubourg, un des membres du triumvirat du *Front national* dans l'Eure et place aux cinq bureaux les hommes qui lui paraissent les plus aptes à l'épauler efficacement. Edmond Mahieu *(Montcalm)* est tenu en réserve pour le premier bureau, André Stouls *(François)* garde le troisième, le second est confié à Léon Carouge, ingénieur des Ponts et Chaussées, responsable civil de *Libération-Nord*, le quatrième à André Surleau, entrepreneur de maçonnerie à Évreux, adjoint au chef départemental de l'O.C.M., M. Baussant, et le cinquième destiné à préparer le plan de réorganisation administrative au lendemain de la Libération est mis entre les mains du secrétaire général de la préfecture, M. Edmond Cornu, membre du N.A.P. *(Noyautage des Administrations publiques)* et du *Supernap*, qui, depuis son arrivée dans ce département de l'Eure, en juillet 1942, s'était mis entièrement à la disposition des responsables des divers mouvements de Résistance.

On ne dira jamais assez combien fut précieuse l'activité de ces hommes qui, dans un temps extrêmement court, avaient à mettre sur pied une organisation militaire parfaitement coordonnée, prête à seconder efficacement les forces de débarquement alliées.

André Stouls eut le mérite de choisir les officiers les plus aptes au commandement et de les décider à se lancer corps et âme dans l'entreprise ; il sut d'autre part mettre à profit une solide formation d'officier de réserve pour transposer sur le plan du combat clandestin une science tactique expérimentée. Il fut bien secondé dans sa tâche de recrutement par Edmond Mahieu et par trois autres officiers de valeur, André Fromager, Louis Thirault et Paul Grignon, qui eurent à organiser les secteurs des Andelys et de Verneuil.

André Surleau, véritable « Père tranquille », toujours prêt à accomplir toutes missions dangereuses, rendit des services considérables d'abord au *Front national*, puis à l'O.C.M. et à l'état-major départemental des F.F.I. en effectuant des transports d'armes et de munitions ou encore de matériel d'imprimerie et en pratiquant des émissions de radio dans les conditions les plus difficiles.

Edmond Cornu joua une partie très serrée avec les autorités d'occupation et le Gouvernement de Vichy, réussissant à franchir les plus périlleux obstacles et ne cessant de fournir au commandement F.F.I. les renseignements les plus précis et de la plus haute importance sur les intentions de l'ennemi et de ses complices.

En dehors de cet état-major, d'autres hommes avaient apporté un concours de tout premier ordre à la mise en place des organes de commande de l'armée clandestine tels Bernard Lauvray *(Noë, Narcisse)*, l'un des fondateurs de *Turma-Vengeance*, fils du sénateur de l'Eure (de l'*Alliance démocratique*), Léon Lauvray, remplacé dans le rôle d'animateur de la Résistance par un professeur du collège technique d'Évreux, Louis Maury et par un jeune séminariste André Pasco. Le premier dans l'arrondissement d'Évreux, le second dans ceux de Louviers et de Pont-Audemer plus particulièrement, effectuèrent un travail de prospection et d'embrigadement vraiment étonnant.

Tels Gaétan Lesage, propriétaire de la fromagerie de Saint-Jean-d'Asnières, homme d'un magnifique courage, dont l'autorité était indiscutée dans tous les groupements de résistance de l'arrondissement de Pont-Audemer et l'intrépide Robert Leblanc, créateur du *maquis Surcouf*, qui avait réussi cette gageure de maintenir depuis la fin de l'année 1942 un effectif armé de cent soixante maquisards répartis en onze sections de quinze hommes sur le plateau du Vièvre sans craindre de jeter des défis signés de son nom aussi bien à la *Feldgendarmerie* qu'aux quelques officiers de police et de gendarmerie françaises qui prétendaient intervenir contre ces hardis patriotes.

Tel André Antoine, ingénieur à Pont-de-l'Arche, âme d'élite, exerçant un ascendant extraordinaire sur les jeunes qui s'enrôlent très nombreux à son appel pour le compte du *Front national*, puis à l'automne de 1943 au profit du mouvement *Résistance*.

Tels encore Camille Renoult *(Ruffin, Toutain)*, vétérinaire à Beuzeville, de l'O.C.M., et un chiffonnier de cette même petite ville du Lieuvin, Henri Sorel, chef de section des F.T.P.F. *(Francs-tireurs et Partisans français)* qui avaient pu mobiliser plus de deux cent cinquante hommes prêts à se lancer dans le combat clandestin ou encore Walter Brüder de *Libé-Nord*, chef de gare à Gisors, qui avait groupé des cheminots pour multiplier les sabotages dans le Vexin et le Pays de Bray ; Robert Le Lédan de *Libé-Nord*, directeur de l'usine à gaz de Nonancourt ; Marcel Lançonneur, F.T.P., instituteur au Chesne ; Marcel Vesque, cultivateur à Noards ; Eugène Lefebvre *(César)*, chauffeur de taxi à Pont-Audemer ; Édouard Hoyé *(Épervier)*, mécanicien à Boissey ; l'abbé Paul Lefrançois, vicaire et Marcel Leclerc, électricien au Neubourg ; Robert Doucerain, mécanicien à Criquebeuf-sur-Seine ; Henri Harmand, entrepreneur à Louviers ; Robert Philippe *(Barnabé)*, commis épicier à Évreux ; Georges, dentiste à Ivry ; Marcel Maillard, retraité à Évreux ; Georges André, libraire, André Caffiaux, menuisier et Marcelle Fournier, postière à Vernon ; René Deduit, maréchal-ferrant à Barquet ; Michel Nivelt et Jean Cuthuil dans le canton de Nonancourt.

Grâce à tous ces hommes valeureux et avisés, la tâche de l'état-major départemental est facilitée. Sept secteurs sont créés : le I, comprenant les parties de l'ancien arrondissement de Pont-Audemer situées sur la rive gauche de la Risle, sous le commandement de Gaétan Lesage ; le I *bis*, formé par la partie sise sur la rive droite de la Risle y compris le canton de Brionne sous le commandement d'un assureur de Saint-Éloi-de-Four-

ques, Roger Hucher, de *Résistance* ; le II, calqué sur l'ancien arrondissement de Louviers avec Lucien Delaunay du F.N. pour chef ; le III, équivalent à l'arrondissement électoral des Andelys avec André Fromager de *Vengeance* comme chef ; le IV, formé par l'arrondissement électoral d'Évreux avec André Stouls comme chef (1) ; le V, équivalent à l'arrondissement électoral de Bernay est assez désorganisé depuis la mutation d'André Antoine (2) ; le VI comprenait l'arrondissement électoral d'Évreux, deuxième circonscription avec Louis Thirault à sa tête.

Chaque chef de secteur d'arrondissement a sous ses ordres autant de chefs de canton que le secteur comporte de cantons. Le chef de canton s'est efforcé de créer plusieurs trentaines, composées chacune de cinq sizaines. Le but à atteindre est de pouvoir compter sur une sizaine au moins dans toutes les communes. L'activité des chefs de canton n'est pas partout aussi grande et le recrutement est plus difficile dans les régions comme celles du pays d'Ouche qui manque de cadres et où la dispersion de l'habitat ne facilite pas les contacts.

Au 6 juin 1944, la situation des effectifs sera la suivante. L'état-major départemental a subi quelques modifications du fait de l'arrestation d'Edmond Mahieu. Lucien Vochel *(Viking)* a été désigné pour le remplacer à la tête du premier bureau ; Robert Catalan, ex-responsable des maquis de l'Eure, a été chargé du 3e Bureau lorsque *François* (André Stouls) évite de justesse l'arrestation ; Louis Hermier, contrôleur laitier, est chef des liaisons ; Jean Huvey, postier, chef de la *Résistance P.T.T.* ; Marcel Maillard est adjoint à Léon Carouge à la direction du 2e Bureau ; Robert Le Lédan, chef de la section d'action immédiate, a été arrêté et déporté ; le nouveau corps franc, rattaché à l'état-major départemental, est le petit maquis de La Haye-Saint-Sylvestre dirigé par M. Couty, cultivateur, maire de cette localité au pays d'Ouche.

L'arrondissement d'Ouest-Risle est le plus offensif ; il est parfaitement en mains de Gaëtan Lesage et peut s'appuyer sur une unité d'élite, le *maquis Surcouf*, réunissant près de trois cents hommes et contrôlant cent hommes dans le canton de Pont-Audemer, cent vingt dans celui de Saint-Georges-de-Vièvre, cent dans celui de Quillebeuf, un peu moins dans celui de Cormeilles, et se tenant en liaison continuelle avec les deux cent cinquante hommes de Camille Renoult de Beuzeville.

Le secteur Est-Risle de Roger Hucher réunit trois fortes sections, à Brionne, à Bourgtheroulde et à Montfort. L'effectif total est d'environ trois cents hommes.

Le secteur de Louviers est à peu près entièrement composé de groupes

(1) Il cumulait avec la direction du 3e Bureau.

(2) André Antoine, ex-responsable du F.N. pour la moitié occidentale du département a été promu inspecteur des côtes de la Manche par le mouvement *Résistance*.

1. Zones d'opérations de maquis. — 2. Secteurs d'opérations

du *Front national* sauf à Louviers et Pont-de-l'Arche où existent des formations de *Résistance* et de Vengeance. On peut noter cinq trentaines dans le canton du Neubourg, cinq dans celui d'Amfreville-la-Campagne, deux à Routot et environ 150 hommes à Louviers et 60 à Pont-de-l'Arche, plus quelques groupes de F.T.P. du canton de Brionne.

Le secteur du Vexin est le plus solidement encadré par son état-major composé du commandant Fromager, de Max Raulin, instituteur, officier de réserve, Maurice Daviaud, vétérinaire à Étrépagny, du lieutenant Paul Grignon, et d'excellents chefs de canton comme Henri Plommet à Étrépagny, Michel Gazio, chef du secteur est, Alexandre Brüder à Gisors, Edmond Rommeru et Robert Hoguais à Écos, Georges Thuret à Lyons. Les effectifs atteignent neuf cents hommes.

La subdivision d'Évreux vient d'être complètement désorganisée par la capture de ses cadres par la Gestapo : Louis Maury, ses adjoints de Quittebeuf, de Bérengeville-la-Campagne, de Brosville, d'Ecardenville-sur-Eure, de Saint-André, ont été arrêtés ; d'autres ont dû s'enfuir, Robert Philippe, chef de l'arrondissement, est terrassé par une embolie le 12 juin. André Stouls lui succède ; il sera lui-même remplacé le 13 août par Socrate Percebois, cheminot, lorsqu'il prendra le commandement de l'ensemble des trois arrondissements orientaux du département. Les cantons de Conches et de Pacy-sur-Eure, épargnés par les arrestations, pourront fournir une contribution plus rapide à la lutte ; ils groupent environ deux cents hommes. Vernon et Gaillon, bien qu'éprouvés par l'emprisonnement de Georges André, qui réussira à s'échapper et reprendra son commandement, prendront une part très active dans les opérations du mois d'août 1944 avec près de trois cents hommes. L'arrondissement pourra réunir à la Libération plus d'un millier d'hommes.

L'arrondissement de Bernay n'a pu être organisé avec le concours de Raymond Hardouin, quincaillier à Brionne, Camille Lacroix, greffier en chef du Tribunal, Edmond Baube, délégué des M.U.R. *(Mouvements unis de résistance)* et Robert Catalan, que dans les derniers jours de mai. Il ne dépasse dans aucun canton 90 hommes ; dans les cantons de Beumesnil, de Broglie et de Thiberville, l'effectif se tient entre 25 et 35 hommes.

Le secteur de Verneuil a été parfaitement coordonné par son chef, le capitaine Louis Thirault, agent d'affaires à Verneuil. Il comprend près de deux cent cinquante hommes dans le canton de Verneuil avec d'excellents chefs comme Léopold François, Henri Pottier, Dupontreué, près de cent hommes dans chacun des autres cantons et là aussi des chefs de grand mérite tels que René Ghislain, Marcel Lançonneur, Couty, Auguste Dumoulin, Henri Boileau, Michel Nivelt, Jean Cutuil et Roland Brise.

C'est un total d'environ quatre mille six cents hommes qui a donné son adhésion aux *Forces françaises de l'Intérieur* de l'Eure, compte non tenu des personnes qui, sans pouvoir prêter leur concours à des opérations de guerre, sont disposées à œuvrer aux besognes qui pourront incomber aux *milices patriotiques* au moment de la Libération.

L'âge moyen dans les maquis est d'environ vingt-quatre ans ; il est également assez peu élevé dans les villes ; par contre il atteint quarante ans dans les milieux ruraux où de nombreux cultivateurs, anciens combattants de la grande guerre, tiennent à contribuer à chasser l'occupant.

Les hommes de plus de soixante ans ne sont pas l'exception ; les jeunes cultivatrices acceptent volontiers le rôle d'agent de liaison ; il n'est pas rare non plus que de tout jeunes gens et de toutes jeunes filles, âgés de quatorze à dix-sept ans, assument aussi ce rôle.

Le recrutement s'effectue dans les milieux ruraux parmi toutes les classes ; des ouvriers agricoles voisinent avec des châtelains, des bûcherons et des maréchaux-ferrants avec les agriculteurs, le curé avec l'instituteur. On peut dire que les campagnes de cette région normande sont unanimes dans leur esprit de résistance. Même les paysans, qui trouvent du profit dans la pratique du marché noir et dans les rapports commerciaux avec l'occupant, acceptent volontiers d'aider les combattants clandestins ; ils accueillent les réfractaires du S.T.O., qui, il est vrai, leur reprochent parfois de les mal rétribuer et mal loger ; mais il faut bien reconnaître que cette main-d'œuvre est le plus souvent mal adaptée aux travaux des champs et que les ouvriers agricoles ne sont guère mieux traités. Le réfractaire n'est pas toujours un patriote sûr et capable de résister à un interrogatoire un peu poussé de la police.

Les formations militaires urbaines se recrutent surtout parmi les jeunes gens : ouvriers d'usine ou d'entreprises de travaux publics, apprentis et commis du commerce, artisans, étudiants, plus un petit apport des classes libérales. Peu de fonctionnaires et peu de représentants de la bourgeoisie aisée. Les fonctionnaires sont en général acquis au gaullisme, mais ils sont très prudents.

La bourgeoisie est beaucoup plus gangrenée par les slogans de la propagande vichyssoise. Les éléments nettement favorables à la collaboration avec l'Allemagne nazie sont rares, mais les grands thèmes de la *Révolution nationale* rencontrent beaucoup de sympathie dans les sphères qui ont toujours milité dans les organisations politiques de droite et d'extrême-droite, ce qui n'empêche pas les groupements de résistance de comprendre dans leurs rangs d'anciens militants des *Croix-de-Feu*, du *P.S.F.* et de l'*Action française*. Les communistes les plus en vue se tiennent sur la réserve (1) ; les autres ont donné leur adhésion au *Front national* qui, depuis le début de 1942, montre dans toutes les régions du département une activité sans cesse grandissante. Le *Front national* attire de nombreux hommes non communistes, satisfaits de pouvoir coopérer à des opérations dirigées contre l'occupant sans avoir à attendre, comme c'est le cas pour les autres mouvements, une autorisation problématique de passer à l'action.

(1) Un certain nombre donnèrent même leur adhésion à des groupements de collaboration ; il est difficile de savoir si ces revirements sont sincères ou diplomatiques, ou encore décidés en vue de « noyauter » certaines organisations adverses.

Le département de l'Eure abritera plusieurs maquis :

Ceux du *Tigre pensif* à Corny, de La Vallée et de Condé-sur-Iton, de Michel Nivelt, celui de Brise à Saint-Georges-Motel, de Cuthuil de Tillières, du Moulin-de-la-Vallée au Bec-Thomas, des Landes à Chéronvilliers qui sont composés d'un petit nombre de réfractaires et de quelques sédentaires de la région où siège le maquis.

Ces formations sont assez éphémères, devant se déplacer fréquemment pour éviter la capture et parfois se disloquer complètement à la suite d'arrestations ou de dénonciations.

Le maquis de La Haye-Saint-Sylvestre, qui rassemble une trentaine de jeunes gens, d'abord établi sous le commandement du lieutenant Guillier dans la région de Trouville dans le Calvados, se maintiendra de l'automne 1943 jusqu'à la Libération. Il est solidement tenu par le maire de La Haye-Saint-Sylvestre, M. Couty, un des leaders du groupe paysan de Dorgères et sera alimenté en armes et munitions par les soins du Mouvement *Ceux de la Résistance.*

Mais le maquis en Normandie, c'est avant tout le *maquis Surcouf* créé en novembre 1942 par un épicier de village, réformé en raison de son état de santé, Robert Leblanc. Ce garçon, qui n'a pour tout bagage que son patriotisme intransigeant, une volonté de fer, une âme de chevalier des croisades, se révéla comme un extraordinaire manieur d'hommes. Son ascendant sera aussi légendaire que son courage, sa franchise, une rudesse qui cache mal une sensibilité et une fraîcheur d'âme exceptionnelles. Il rassemblera dans ces creux de vallons du Vièvre entre Pont-Audemer, Beuzeville, Épaignes et Brionne, plus de trois cents hommes dont l'âge moyen atteint vingt-quatre ans. Il y a là des réfractaires S.T.O., mais bien décidés à se battre, des étudiants de toutes les origines sociales, des instituteurs et des institutrices, un séminariste, des postiers et des cheminots, des journaliers agricoles, des ouvriers de toutes les industries, des apprentis de tous les métiers, des artisans et des commerçants, un véritable microcosme très significatif de l'identité de pensée de l'immense majorité des Français devant l'occupant nazi. Des Saint-Cyriens servent d'instructeurs et la plus parfaite discipline règne malgré l'insuffisance de l'armement et la nécessité de changer continuellement de refuge. Robert Leblanc a un talent d'organisateur vraiment remarquable ; chacun est à la place où il peut rendre le plus de services et il prolonge l'efficacité de son maquis par les contacts qu'il noue dans toute la région de Routot à Pont-l'Évêque et de Quillebeuf à Bernay. De nombreux petits groupes se forment dans le Lieuvin et le Roumois ; ils se tiennent en liaison avec le maquis qu'ils aident à se ravitailler et à qui ils procurent des lieux de repli chaque fois que des opérations de police menacent la sécurité du maquis. Ce chef, véritable héros de légende, n'a jamais dissimulé son identité ; il combat à visage découvert, signe lettres comminatoires et tracts de son nom, il

rédige au jour le jour le journal de campagne du maquis (1) et tient avec le plus grand soin ses archives (2).

Les groupes de *Francs-Tireurs* du *Front national* forment des unités d'un type intermédiaire entre les maquis et les trentaines de troupes sédentaires des F.F.I. Ils n'opèrent pas toujours dans le même secteur ; ils sont composés de jeunes gens recrutés dans la région et aussi de jeunes ouvriers des grandes villes : Paris, Rouen, Le Havre et leur banlieue. L'âge moyen est plus bas dans les formations F.T.P.F. que dans les autres unités des F.F.I. Une autre particularité de ces formations c'est de comprendre des étrangers et aussi des Musulmans d'Afrique du Nord. C'est ainsi que dans la région de Conches, les F.T.P. disposent de plusieurs sizaines de républicains espagnols et d'une unité de Nord-Africains (3).

Les cultivateurs belges sont très nombreux dans le département de l'Eure et il n'est pas surprenant que beaucoup d'unités F.F.I. comprennent des volontaires de nationalité belge. Ce sont presque exclusivement des Wallons ; les Flamands sont souvent suspectés parce que les troupes allemandes s'adressent volontiers à eux dont ils comprennent assez bien la langue. Cette suspicion est le plus souvent injuste quoique, du fait de cette facilité de contacts, l'occupant soit en relations commerciales plus suivies avec ces fermiers flamands. L'accusation de marché noir et d'intelligence avec l'ennemi sera souvent formulée à leur endroit.

Les instructions de la Commission militaire du C.N.R. et du commandement de la région M n'ont pu être appliquées au 5 juin 1944, que dans les arrondissements de Pont-Audemer, des Andelys et de Verneuil. Les menaces d'arrestations (4) qui ont pesé sur la direction départementale du *Front national*, ont nui à la mise en place des trentaines de l'arrondissement de Louviers et le capitaine Delos, de *Vengeance*, industriel dans cette ville, n'a pas eu le temps de prendre tous les contacts nécessaires. Le secteur d'Évreux est très désorganisé par la capture ou l'immobilisation de la plupart de ses cadres ; celui de Bernay vient de recevoir un responsable en la personne de Robert Chefdeville, cultivateur à Saint-Clair-d'Arcey, mais tout est à mettre sur pied sauf dans les cantons de Beaumont-le-Roger et de Beaumesnil où il existe un bon encadrement.

Il aurait fallu pouvoir disposer de trois semaines encore, pour que l'ensemble des F.F.I. de l'Eure constituât une force cohérente solidement hiérarchisée dans l'ensemble du département.

(1) Ce journal s'étend du 5 juin 1944, jour du débarquement, jusqu'au 10 juin 1945, mais il s'interrompt du 5 au 20 août 1944.

(2) Cela contrairement à toute prudence et, de fait, le 29 juin, dans un moment d'affolement, la sizaine responsable des archives du maquis les perd, mais il paraît vraisemblable que ces archives furent brûlées afin d'éviter leur saisie par l'ennemi.

(3) Dans le *maquis Surcouf* on note la présence de trois Algériens musulmans.

(4) L'un des triumvirs, Marcel Leclerc, a été déporté ; les deux autres ont été contraints à se tenir cachés et c'est le chef de canton d'Amfreville-la-Campagne, Louis Lerbourg, qui les remplace momentanément.

Néanmoins, le 5 juin au soir, lorsque les messages de déclenchement des opérations sont diffusés par la B.B.C., les quatre mille six cents hommes des *Forces françaises de l'Intérieur* dont peut disposer l'état-major départemental, constituent une force considérable qui, dans la nuit même du débarquement, provoqueront de graves perturbations dans la machine de guerre ennemie. Cette force provient tout d'abord du fait que cette armée clandestine recouvre la quasi-totalité du territoire. Sur les sept cents communes que comprend le département, il n'y en a peut-être pas vingt qui s'abstiennent de participer à la bataille clandestine.

Tous ces hommes recrutés sur place pour la très grande majorité connaissent à la perfection tous les sentiers, tous les sous-bois, tous les refuges possibles, les maisons abandonnées, les grottes, les souterrains, les fermes isolées toutes prêtes à accueillir ou à ravitailler les combattants. Toute la population est complice ; nul ne parlera de façon à pouvoir compromettre leur sécurité. Les rares opposants ont trop peur des représailles pour se risquer à prévenir les autorités allemandes ou françaises. La répression de quelques rares dénonciations est si brutale qu'elle oblige les plus malfaisants à se tenir cois. Un nommé Lucien Deuve, qui conduit la police allemande jusqu'au maquis, est pendu au clocher de Saint-Étienne-l'Allier, le 24 janvier 1944.

Le commandement exige des combattants à tous les échelons la plus rigoureuse discipline et, à titre d'exemple, fait procéder à l'exécution après jugement en cour martiale, de deux maquisards coupables de vol et de viol en janvier 1944 et de deux jeunes gens d'un groupe de F.T.P. convaincus de pillage. Un officier, accusé de bavardages inopportuns, est mis aux arrêts de rigueur aux Andelys et privé de son commandement. Les ordres sont exécutés sans discussion et sans délai. Le système des liaisons fonctionne parfaitement sauf entre les deux rives de la Seine à la fin mai 1944 ; mais le fait a été prévu et l'arrondissement des Andelys, parfaitement organisé, peut jouer son rôle de façon autonome.

Les problèmes de ravitaillement ne posent des questions difficiles qu'aux groupes de F.T.P., qui se trouvent dans les populations des régions qu'ils connaissent mal et qui se montrent assez mal disposées à leur égard surtout au lendemain d'attaques de fermiers accusés à tort ou à raison de profits illicites.

La complicité de la population rurale à l'égard des résistants dont l'identité lui est connue est renforcée par celle des maires, des instituteurs, des curés des paroisses rurales et de la gendarmerie. Même parmi les policiers, certains éléments apportent un concours précieux à la Résistance en prévenant les secteurs menacés des opérations prévues. Au moment du débarquement, un des inspecteurs de la police mobile de Rouen a rejoint le *maquis Surcouf* ; un autre se met avec armes et munitions à la disposition des F.F.I. du canton de Beaumont-le-Roger ; toute la brigade de gendarmerie de Saint-Georges-de-Vièvre passe plusieurs jours dans les rangs du maquis et le chef de brigade de gendarmerie de Routot dirigera,

sous les ordres de Robert Leblanc, un des groupes F.F.I. du Roumois. Dans la plupart des secteurs, pendant toute la durée des combats, la gendarmerie se tient en relations avec les responsables de l'armée clandestine.

Les cadres supérieurs sont plus réticents et certains officiers, parfois suivis par quelques-uns de leurs subordonnés, seraient assez bien disposés à prêter assistance à la police allemande ; mais ils s'abstiennent de montrer trop de zèle dans la crainte d'être mis hors d'état de nuire par la Résistance.

Un autre avantage pour les combattants F.F.I. venait de la fluidité de leurs groupes qui, une attaque de sabotage ou une attaque de guerilla effectuées, se dissimulaient aisément en utilisant tous les couverts d'un terrain connu parfaitement ou se dissolvaient, chacun retournant chez soi jusqu'à ce que, sur un nouvel ordre, les membres du groupe se rassemblâssent derechef pour frapper encore l'adversaire.

La tâche de l'armée clandestine fut facilitée aussi par la dégradation croissante du moral des troupes allemandes par les actions incessantes de l'aviation alliée, maîtresse totale du ciel et par cette sensation d'insécurité provoquée par les attaques pouvant surgir inopinément à chaque détour du chemin du fait de ceux qu'elles appelaient des « terroristes ».

Les convois doivent le jour emprunter les chemins creux que masquent des arbres ou des haies d'arbustes et ne se risquent que de nuit sur les grandes routes. Le commandement s'abstient d'avoir recours à des estafettes isolées qui sont à la merci du premier franc-tireur.

Les divisions allemandes, incapables de réagir efficacement après l'échec de la contre-offensive de Mortain, ne vont plus avoir comme préoccupation essentielle que d'échapper à l'étau de la poche de Falaise puis à ceux des boucles de la Seine. A ce moment, les désertions se multiplient dans les rangs ennemis ; ce sont d'abord les Italiens, qui demandent à combattre au sein du *maquis Surcouf*, puis des Russes de l'*armée Vlasov*, des Polonais, des Alsaciens, enfin, recrutés de force et pourtant fortement encadrés dans des unités de S.S. Et c'est alors que nous assistons à des interventions fracassantes de sous-officiers nazis qui, excipant de leur autorité de membre du parti national-socialiste, donnent des ordres aux lieu et place de leurs officiers défaillants.

Une autre chance de la Résistance armée vient de l'insuffisance de la *Gestapo*, de la mauvaise coordination entre la *Feldgendarmerie* et la police secrète et les autorités administratives allemandes, des tergiversations de la police française se débattant devant les ordres de *secrétaire d'État au maintien de l'ordre* Darnand, les conseils de prudence des attentistes et les objurgations de la Résistance, de la venue tardive et de l'insuffisance numérique de la *Milice*.

La *Gestapo* d'Évreux a perdu son autonomie, elle dépend en 1944 de celle de Rouen ; cela rend son action moins rapide. Les officiers de la *Gestapo* d'Évreux songent plus à la bombance et à tirer argent des personnes réclamant la libération des détenus qu'à la répression des activités de la

Résistance. Celle-ci obtient du reste d'utiles renseignements par l'entremise d'une employée française de la police allemande devenue la maîtresse d'un de ces officiers.

La *Milice* n'apparaît dans le département de l'Eure qu'en mai 1944 ; la Préfecture ne facilite guère sa mise en place et peu de jours après son installation à Évreux, le chef départemental de la *Milice*, Baute, et deux de ses adjoints, le contrôleur du ravitaillement Auriol et l'entrepreneur Chenel, sont mitraillés au cours d'un déplacement par un groupe de F.F.I. et mortellement blessés. La tournure prise par les événements est telle que les miliciens ne s'attardent pas dans le département et font retraite avant d'avoir pu agir efficacement contre la Résistance.

A côté de ces avantages, l'armée clandestine doit hélas ! accuser de graves fautes de faiblesse. C'est avant tout l'insuffisance de l'aide alliée et l'action trop souvent couronnée de succès des services de contre-espionnage allemand.

L'aide de l'état-major allié et des services français de Londres se manifesta avant la constitution des F.F.I. par l'envoi d'instructeurs auprès des maquis ; c'est ainsi que le *maquis Surcouf* put bénéficier du concours de quatre officiers expérimentés en matière de sabotage et de guerilla (1), envoyés par le *Service national Maquis* et que l'O.R.A. put disposer de spécialistes de l'utilisation des explosifs qui étaient chargés d'instruire les cadres de l'armée clandestine. Les unités qui dépendaient directement des services anglais comme les groupes *Buckmaster* furent les bénéficiaires, dès la fin de 1941 (2), de parachutages d'armes et des stocks de munitions avaient pu être constitués sur le territoire du département, dans la région d'Évreux, de Louviers et de Vernon notamment.

Avec la formation des *Forces françaises de l'Intérieur*, les questions d'armement furent du ressort du B.O.A. dont le responsable pour la région était un garagiste de Chartres, *Legrand* (Gangnon). Les stocks peu nombreux que le B.O.A. avait à répartir ne le furent qu'au compte-gouttes et au profit par priorité des unités déjà engagées dans la lutte. En fait, malgré les réclamations du commandement F.F.I. de l'Eure, seul le *maquis Surcouf* put être approvisionné (3) et encore de si maigre façon que deux sections sur onze purent être armées.

Certains mouvements de Résistance purent se procurer quelques armes, mais en nombre extrêmement insuffisant. L'O.R.A., grâce à ses liens étroits avec l'armée de l'Armistice et à d'autres concours, eut la possi-

(1) Deux de ces jeunes Saint-Cyriens se lassèrent de l'inactivité qui fut imposée au maquis en juillet 1944 et partirent combattre dans le Vercors.

(2) Dans la région de Gisors — puis à la fin de 1942 au profit des groupes *Buckmaster* et de la C.N.D. Ces groupes bénéficièrent de 17 parachutages sur les terrains du Vexin normand en 1942-1943.

(3) Une première fois, le 5 novembre 1943, un transport d'armes fut fait de Chartres à Beuzeville. Le 6 avril 1944, 40 mitraillettes, trente grenades et des explosifs furent remis à La Loupe à Robert Leblanc.

bilité d'être dotée d'un important armement, même d'armes lourdes et anti-chars ; le haut-commandement lui réserva l'application du *plan Tortue* destiné à neutraliser les tanks allemands. Malheureusement, la plupart des dépôts d'armes, déjà par eux-mêmes très insuffisants, furent capturés par l'ennemi à la veille du déclenchement des opérations ; l'arrestation en mai 1944 des responsables régionaux et départementaux de l'O.R.A., qui avaient gardé le secret des emplacements des réserves d'armes du *plan Tortue*, priva les F.F.I. de l'Eure d'un armement qui leur eût permis de décupler leur action.

Les F.F.I. pouvaient penser que l'état-major interallié hésitait à parachuter des armes qui risquaient trop souvent de tomber aux mains de l'ennemi, comme cela était arrivé quelques jours avant le débarquement dans la région des Andelys et dans les environs de Louviers. Mais une fois la bataille engagée, n'y avait-il pas intérêt à armer au maximum les forces qui désorganisaient les arrières de l'adversaire ? De fait, malgré la mise en service de plusieurs terrains de parachutage bien choisis et homologués par le haut-commandement, aucune opération de parachutage d'armes ne fut menée à bien dans le département de l'Eure entre le 5 juin et le début d'août 1944.

Cette carence doit-elle être attribuée aux trop graves dangers que couraient les avions chargés des parachutages, au mauvais temps quasi permanent à cette époque ou, comme le déclarait récemment un des responsables britanniques des plus qualifiés en l'occurrence, à la défiance à l'égard d'une armée clandestine dont on redoutait l'action sur le plan politique au lendemain de la Libération ? On peut en discuter ; toujours est-il que cette attente interminable jeta souvent dans le découragement les groupes totalement démunis d'armes et qui ne pouvaient agir qu'après récupération d'armes par le moyen d'embuscades au passage des éléments allemands isolés, comme le pratiquaient depuis 1941 les F.T.P.F.

Au moment du débarquement, seuls le *maquis Surcouf* partiellement, le groupe Cuthuil du canton de Nonancourt avec sept mitrailleuses, deux fusils-mitrailleurs, dix fusils, des revolvers, cinquante grenades, 10 kg d'explosifs, les groupes de l'O.R.A. de Lyons-la-Forêt avec 18 mitrailleuses, 7 fusils dont un anti-chars et 15 revolvers, le groupe *Buckmaster* de Gaillon avec sept mitrailleuses, disposent d'un armement appréciable.

Les représentants locaux et régionaux de la police allemande, *Feldgendarmerie* et *Gestapo* ne montraient pas une activité très dangereuse lorsqu'ils n'étaient pas avertis par une dénonciation précise ; seul le chef de la *Feldgendarmerie* de Pont-Audemer, Théo, était assez redoutable et aussi la *Gestapo* de Rouen en raison de la complicité du policier Alie de la P.J. de la région de Rouen. Mais l'*Abwehr* sut, au contraire, utiliser très habilement les renseignements recueillis çà et là, interroger avec ruse, placer dans de nombreux groupements soit des agents doubles (1), soit des

(1) Voire même triples, travaillant à la fois pour l'*Intelligence-Service*, le B.C.R.A français et l'*Abwehr*.

émissaires uniquement à sa solde, soit des résistants contraints sous la menace à lui apporter un concours effectif, servir de « moutons » dans les prisons, profiter des bavardages intempestifs ou des imprudences d'autres résistants.

Toujours est-il que les informations ainsi rassemblées permirent à l'*Abwehr* de désorganiser très gravement les *Forces françaises de l'Intérieur* en Normandie, à la veille du débarquement. Le principal atout du contre-espionnage allemand consista dans le placement au secrétariat même du délégué militaire régional (D.M.R.) d'une femme jouant un triple jeu et qui fut cause pour le moins de l'arrestation successive du D.M.R. Abeille, le 30 mai 1944, puis de son successeur Kammerer, peu de jours après, à qui il faut à peu près certainement imputer l'opération dirigée contre le P.C. du commandement à Saint-Clair-d'Arcey, laquelle, sans un hasard de dernière minute, aurait abouti à la capture du chef départemental *Breteuil* et du chef d'arrondissement *Daniel* (Chefdeville). Il faut mettre encore au passif de ce redoutable agent, l'échec de plusieurs parachutages d'armes et la transmission d'ordres destinés à paralyser l'activité des unités F.F.I.

L'*Abwehr* utilisait d'autre part en Normandie depuis la fin de 1941, les services d'un agent de l'I.S. faisant partie du réseau *Buckmaster*, Robert Kiffer (1), dit *Raoul de Normandie*, qui fonda le *réseau Lusiana*, qu'il avait fait homologuer par Londres et qui était truffé d'agents doubles au service de l'Allemagne.

Par l'entremise de Kiffer, les réseaux d'évasion de parachutistes étaient contrôlés et les aviateurs alliés aboutissaient finalement entre les mains d'agents de la S.D. *(Sicherheitsdienst)* (2) ; de la même façon, les dépôts d'armes constitués par les réseaux *Prosper* et *Jean-Marie* de *Buckmaster* dans différentes régions du département furent signalés aux Allemands. Quelques semaines avant le débarquement, l'état-major départemental F.F.I. de l'Eure obtenait des responsables du réseau *Jean-Marie*, dont tous les postes de commande étaient passés, sans que personne s'en doutât, aux mains d'agents à la solde des Allemands, l'autorisation d'utiliser le très important stock d'armes et de munitions caché dans la forêt de Vernon par les équipes *Buckmaster* ; ce fut Kiffer qui fut envoyé pour régler la question sur place avec *Breteuil* ; le stock ne tarda pas à disparaître.

A partir de juin 1943 et jusqu'en août 1944, un lieutenant anglais de l'I.S., dit *Bob Star*, en rapports journaliers par radio avec Londres, resta sous contrôle allemand. *Bob Star* émettait d'une chambre située dans l'immeuble de la S.D. avenue Foch à Paris. Les parachutages d'armes purent alors être réalisés en présence d'agents français de la *Gestapo* et les armes immédiatement récupérées par les Allemands.

(1) Robert Kiffer a été condamné à mort par la Cour de Justice de Paris le 16 décembre 1949.

(2) Beaucoup d'aviateurs anglais et américains furent ainsi acheminés dans l'Eure jusqu'à Port-Villez, chez un certain Jacques qui prévenait aussitôt la police allemande.

L'*Abwehr* put encore réussir à faire arrêter le chef de *Vengeance* en janvier, et en avril 1944 les responsables de l'O.C.M. qui avaient la direction militaire de la région M au Mans, puis les chefs de O.R.A. en Normandie en mai 1944, ce qui avait pour conséquence d'annihiler la direction générale des opérations à une date trop rapprochée du débarquement pour pouvoir permettre au C.O.M.A.C. de mettre en place de nouvelles équipes.

A côté de ces trahisons supérieurement organisées, il y avait le risque des aveux arrachés par la violence et aussi de ceux qui étaient faits spontanément.

C'est ainsi qu'un jeune agent de liaison de *Résistance* avait livré, lors de son arrestation, plus de quatre-vingts membres de ce réseau de la région de Louviers et de Vernon ; à Serquigny, de beaucoup trop jeunes F.T.P. interrogés par les gendarmes français au lendemain d'un cambriolage de mairie pour l'enlèvement des tickets d'alimentation, faisaient un récit circonstancié de leur activité résistante, mettant en cause tous les responsables avec qui ils avaient été mis en rapports.

Ailleurs c'était un résistant bien placé pour connaître beaucoup de chefs de groupe et même des chefs de canton qui faisait des confidences sur l'oreiller à une femme employée au S.D. (1).

Les Allemands cherchent à s'infiltrer dans le *maquis Surcouf* lui-même. Un maquisard, *Fil de Fer*, feint d'accepter leur jeu, mais de fait se joue d'eux ; mais le 4 août 1944, un autre, *Georgius*, livre plusieurs de ses camarades à Épaignes.

Il faut encore signaler d'autres causes de faiblesse ; les intrigues d'abord : tel officier supérieur estime qu'il a droit à un commandement plus important ; tel autre accuse un de ses chefs de calcul d'intérêts personnels ; les uns sont suspectés d'appartenir à des organisations d'extrême-droite ou d'extrême-gauche (2), les autres d'avoir des relations douteuses avec les occupants ou leurs complices ; c'est ainsi que la réorganisation du secteur d'Évreux est rendue très difficile d'octobre 1943 à mai 1944. Les cadres du *Front national* s'entre-déchirent à la même époque et, jusqu'en juillet 1944, les heurts de caractère enveniment souvent les rapports et nuisent à l'exécution des ordres. La rapidité des transmissions souffre beaucoup de ces incompatibilités d'humeur. Il sera très difficile en juin et juillet 1944 d'acheminer les plis en empruntant la voie la plus directe, passant par les groupes du *Front national* des cantons du Neubourg et de Brionne par suite des frictions entre les membres de ce mouvement et les dissidents de *Résistance*.

Les griefs sont parfois très justifiés ; c'est ainsi que, dans une grande

(1) C'est ainsi que les chefs de canton de Damville, Saint-André, Évreux-Nord et des chefs de groupe de la Vallée d'Eure du Mouvement *Vengeance* furent arrêtés en même temps que Louis Maury, chef des *Corps francs Vengeance* à Évreux, au début de mai 1944.

(2) En pleine bataille de très graves dissensions ont lieu entre le *maquis Surcouf* et les groupes F.T.P. de la région de Beuzeville.

partie de l'arrondissement de Pont-Audemer, les attaques de fermes pratiquées par les groupes de F.T.P. en vue d'assurer leur subsistance, ont pour conséquence de dresser la population contre la Résistance tout entière, ce qui oblige Robert Leblanc (1), le 19 juin, à proférer des menaces de mort à l'égard de tous les pillards.

Il est non moins certain qu'une certaine animosité se fait jour ça et là à l'égard des responsables du *Front national*, suspecté de propagande communiste ; de fait, aucun des trois dirigeants du mouvement dans l'Eure ne sacrifie de près ou de loin à l'idéologie marxiste, mais les commissaires et chefs de détachement qui viennent préparer et prendre en mains l'action militaire sont des militants communistes.

Les responsables de l'O.R.A. se préoccupent beaucoup plus que toutes les autres formations, à l'exception précisément du *Front national*, des conditions de la prise du pouvoir dans les régions libérées et ils entendent prendre toutes les précautions pour empêcher les communistes de s'emparer des leviers de commande. Ces suspicions ne vont pas sans nuire considérablement à une bonne coordination des efforts des unités combattantes.

Dernière cause de faiblesse due à l'insuffisance des instructions transmises par l'état-major allié du front de Normandie. Il n'est pas répondu à nos demandes relatives aux sabotages qui apparaîtraient au commandement comme les plus utiles et aux ouvrages qui doivent être au contraire maintenus intacts, afin de permettre ultérieurement leur utilisation par les Alliés. Il est évident que ceux-ci sous-estiment l'efficacité des F.F.I. ; le chef départemental *Breteuil* qui, dès le premier contact avec l'armée canadienne le 22 août, près d'Orbec, demande à conférer avec le commandement allié en vue de coordonner l'action des F.F.I. de l'Eure avec celle des troupes libératrices, ne peut obtenir d'être reçu par le général commandant les unités canadiennes et doit se contenter d'un officier français de liaison qui considère l'apport des F.F.I. comme quantité négligeable et ne tiendra aucun compte des offres de coopération qui lui sont faites. Cet officier entend régler seul la question des rapports de l'armée avec les autorités civiles et, passant outre aux conseils qui lui sont donnés par *Breteuil*, il révoque les maires ou les maintient en fonc-

(1) Robert Leblanc, déclare une note du chef du *maquis Surcouf*, avertit les groupes dissidents : « s'ils continuent à ne pas se plier à la discip ine militaire exigée par les F.F.I., je prendrai des sanctions pouvant aller jusqu'à la peine de mort, contre tous les semeurs de désordre. Personne ne doit oublier que la Résistance n'est pas composée d'une armée de bandits qui dévalisent les gens pour s'approprier leurs biens. S'il est juste que ceux qui ont collaboré avec l'ennemi soient punis, il est important qu'ils soient jugés par un tribunal régulier. Nous ne sommes pas des bandits, mais des soldats ». Nouvel avertissement effectué le 8 juillet : « Je n'hésite pas à répéter que j'agirai par tous les moyens pour sauver l'honneur des F.F.I. » Le *Front national* réplique dans le dernier numéro du journal clandestin le *Patriote de l'Eure* par une diatribe dirigée contre le maquis. Le 27 juillet, à la suite de nouvelles attaques de fermes, le commandant Lesage et Robert Leblanc donnent ordre aux sections de « poursuivre implacablement tous les auteurs de ces méfaits qui déshonorent les F.F.I. et compromettent leur action ».

tions de la façon la plus arbitraire et ne recherche en aucune manière le concours des délégués cantonaux désignés par la Résistance.

Les Alliés se privent ainsi volontairement d'une aide massive d'une très grande efficacité. Quand, par hasard, çà et là, un officier allié accepte l'aide d'un détachement des F.F.I., les opérations prennent un rythme beaucoup plus accéléré, les obstacles sont tournés ou brisés et le nombre des prisonniers considérablement accru. Cette collaboration de la Résistance particulièrement précieuse facilitera le franchissement de la Seine.

Malgré ces incompréhensions, ces suspicions, ces faiblesses de toutes sortes, les *Forces françaises de l'Intérieur* de l'Eure ont pu jouer un rôle important, notamment entre le 5 et le 10 juin 1944, en désorganisant complètement les arrières du front de Normandie de chaque côté de la vallée de la Risle entre l'estuaire et la région de Bernay, rendant inutilisables les voies ferrées et les circuits téléphoniques, coupant les lignes électriques à haute tension, semant la panique sur les routes par des attaques de guerillas. Si le manque d'explosifs et d'armes a dû ralentir ensuite leur action, il n'en a pas moins été possible de déclencher le 13 août une nouvelle vague de destructions systématiques qui s'est généralisée ensuite dans tout le département, contribuant à démoraliser totalement l'ennemi en retraite.

Les F.F.I. parviennent souvent à désamorcer à temps les charges d'explosifs destinées à faire sauter les principaux ouvrages d'art abandonnés par les Allemands ; elles procèdent au ratissage des forêts où se dissimulent encore des unités coupées de leurs bases et peuvent livrer aux Alliés plus de quatre mille deux cents prisonniers. Elles peuvent s'emparer avant l'arrivée des troupes régulières, des villes comme Vernon et Évreux qui évitent ainsi l'intervention toujours peu souhaitable de l'artillerie. Un matériel considérable peut être capturé ; le *maquis Surcouf* à lui seul put s'emparer de 60 mitrailleuses, 368 fusils, 14 mitraillettes, 900 grenades, 4 camions, 5 voitures et 10 motocyclettes.

Bilan très positif, mais qui aurait pu être décuplé si le commandement allié avait montré davantage de confiance à l'égard de l'armée sans uniforme, l'avait dotée d'un armement plus abondant et avait fait appel de façon plus systématique à sa coopération.

M. Baudot (ex-commandant *Breteuil*),
Inspecteur général des Archives.

COMPTES RENDUS

LA GRANDE-BRETAGNE PENDANT LA GUERRE

L'économie de guerre

La *Série civile* de l'*History of the Second World War* britannique s'enrichit régulièrement de nouveaux volumes, qui traitent presque exhaustivement les différents aspects du problème. C'est le cas du livre de J. D. Scott (aidé par R. Hughes) sur l'*Administration of War Production* (1). Il vient compléter l'ouvrage antérieur du Pr Postan sur la *British War Production* — lequel étudiait de façon générale l'effort d'armement de la Grande-Bretagne — en décrivant de façon très détaillée la machinerie administrative et les méthodes employées pour diriger et contrôler la production de matériel de guerre. L'ouvrage est divisé en cinq parties : la première décrit le système en vigueur avant-guerre, et les quatre autres sont consacrées respectivement à l'*Amirauté* (qui garda toujours son autonomie dans le domaine du matériel comme dans les autres), au *ministère de l'Armement (Supply)*, créé à la veille de la guerre, au *ministère de la Production aérienne*, créé en mai 1940 par Churchill pour Lord Beaverbrook, et enfin aux tentatives pour assurer un contrôle central sur l'ensemble de la production d'armements, qui aboutirent en 1942 à la création d'un *ministère de la Production*. Des organigrammes en appendice facilitent la compréhension du texte, qui n'est pas d'une lecture facile et qui s'adresse d'abord aux spécialistes des problèmes administratifs. Cet ouvrage n'en est pas moins intéressant sur un plan plus général, car il révèle très clairement les difficultés multiples auxquelles les administrations traditionnelles se heurtèrent, quand il leur fallut mettre en route des programmes d'armement d'une ampleur sans précédent, et surtout les modifier fréquemment pour tenir compte de l'évolution de la situation stratégique. Il est curieux également de voir comment les divers ministères intéressés recoururent à des systèmes différents pour réaliser leurs tâches : ainsi les méthodes strictes et quasi scientifiques du *Ministry of Supply* s'opposent aux procédés peu orthodoxes de Lord Beaverbrook, qui donna l'ordre en 1940 de concentrer tout l'effort sur la production de cinq types d'avions seulement, en leur accordant une priorité absolue.

Certains des problèmes abordés dans cet ouvrage reparaissent dans celui qu'un historien, J. Hurstfield, a rédigé dans la même collection sur *The Control of Raw Materials* (2). L'auteur met en effet l'accent sur l'élaboration et l'évolution de la politique de contrôle des matières premières et sur les problèmes administratifs qui se posèrent dans ce domaine. Après avoir étudié les préparatifs effectués avant la guerre, il analyse d'abord les méthodes par lesquelles le Gouvernement détermina les besoins en

(1) Londres, 1950, H. M.'s Stationery Office and Longmans, Green and Co., in-8°, XII-544 p.

(2) *Ibid.*, 1953, in-8°, XV-530 p.

matières premières ; puis il passe au contrôle des importations et aux différentes sources de ravitaillement qui furent utilisées — les événements militaires, le manque de devises et de bâtiments marchands ayant entraîné de nombreux changements dans les programmes d'importation. Des chapitres fort intéressants sont consacrés aux efforts, plus ou moins réussis, pour coordonner la politique anglaise avec celle de la France en 1939-1940, puis avec celle des États-Unis. La fin du livre traite de la production de matières premières en Grande-Bretagne même et de l'organisation des contrôles. De nombreuses statistiques et appendices viennent compléter l'exposé de M. Hurstfield, qui, malgré l'aspect technique de nombreuses questions qu'il aborde, sait constamment les replacer dans un cadre plus général, montrant la mobilisation progressive des ressources de l'Angleterre et le perfectionnement constant d'une énorme machine administrative, qui, malgré de multiples difficultés, réussit à diriger efficacement l'effort de guerre.

C'est précisément pour économiser des matières premières — et aussi de la main-d'œuvre — que fut mis peu à peu sur pied le *système « Utility »*, auquel J. R. Bernard a consacré un des *Cahiers de la Fondation nationale des Sciences politiques* (Paris, A. Colin, 1953, in-8°, VI-102 p.). Ce système consista, on le sait, à imposer la fabrication de quelques produits-types (surtout des articles textiles), de qualité moyenne mais de prix raisonnables, destinés à la population civile. Ainsi, les besoins essentiels de celle-ci furent-ils satisfaits, sans que l'effort de guerre en souffrît, si bien que M. Bernard n'hésite pas à qualifier ce système d' « institution fondamentale et caractéristique de l'économie de guerre britannique » — ce qui est sans doute lui faire la part trop belle. En tout cas, il montre de façon très juste que la réussite incontestable de ce système (tous ceux qui ont connu l'Angleterre pendant la guerre ou en 1945-1947 en témoigneront), ne fut possible que grâce au contrôle étroit du Gouvernement sur l'industrie et à la collaboration volontaire des professionnels et des consommateurs. D'où sa dégradation rapide dans l'après-guerre.

Plus spectaculaires encore parmi les mesures du temps de guerre en Grande-Bretagne furent le rationnement des denrées alimentaires et la nouvelle politique agricole, qui permit d'augmenter fortement la production nationale de ces denrées. Un volume a été consacré à ces problèmes dans une collection sur *Food, Agriculture and World War II*, publiée par le *Food Research Institute* de l'Université de Stanford (1). L'auteur était particulièrement qualifié pour cette tâche, puisqu'il a déjà publié un volume intitulé *Food* dans la *Civil Series*, et il a donc eu accès aux archives officielles britanniques. Mais cet ouvrage est plus court que les volumes de la *Civil Series* et bien entendu moins « officiel », c'est-à-dire beaucoup plus libre dans ses interprétations et commentaires. Comme le sous-titre le souligne, l'accent est mis sur le problème des contrôles, c'est-à-dire sur l'aspect administratif. Cependant la production agricole et les efforts pour améliorer la nourriture de la population ne sont nullement négligés. Les conclusions générales qui se dégagent de cet ouvrage sont intéressantes. Bien que le Gouvernement ait préparé bien avant la guerre des plans détaillés pour contrôler le ravitaillement, la plus grande confusion régna dans ce domaine au début des hostilités et la situation ne s'améliora qu'après la nomination de Lord Woolton comme *Minister of Food* en mars 1940. De toute façon, M. Hammond souligne à maintes reprises les difficultés auxquelles le Gouvernement se heurta et les nombreux échecs qu'il subit, notamment quand

(1) R. J. Hammond, *Food and Agriculture in Britain, 1939-1945, Aspects of Wartime Control*, Stanford, Stanford University Press, 1954, in-8°, XII-246 p.

il essaya de réformer le système de distribution. Cependant, malgré « la répugnance de la réalité à l'égard des planificateurs et de leurs projets », malgré l'austérité qui régna à partir de 1942, la population britannique ne souffrit pas de la faim et l'on s'accorde en général à penser que les classes populaires (et spécialement les enfants) furent mieux nourris qu'avant la guerre.

Une rapide et excellente introduction à ces problèmes du ravitaillement a d'ailleurs été rédigée par K. G. Fenelon (1). Bien que la politique du Gouvernement ait sa place dans cet ouvrage, l'accent y est mis sur la consommation, sur l'évolution du régime alimentaire, avant, pendant et après la seconde guerre mondiale, ainsi que sur les sources de ravitaillement auxquelles la Grande-Bretagne recourut pour satisfaire ses besoins.

Il est incontestable que la réussite du système de rationnement fût un des facteurs qui soutinrent au milieu des épreuves de la guerre le moral de la population britannique. Mais le développement des services sociaux y contribua également — développement qui n'avait d'ailleurs pas été prévu, puisque, bien au contraire, les plans élaborés avant 1939 prévoyaient la mise en veilleuse en temps de guerre des services sociaux existants. En fait, on s'aperçut bientôt qu'il fallait les étendre et les perfectionner. C'est ce que montre l'ouvrage de Sheila Ferguson et Hilde Fitzgerald, *Studies in the Social Services* (2), qui fait partie de l'histoire officielle de la guerre. Il est destiné à compléter le livre antérieur plus général de R. M. Titmuss, *Problems of Social Policy*, en analysant surtout les problèmes qui intéressent la famille : création d'un *Emergency Maternity System*, problème posé par le fort accroissement du nombre des naissances illégitimes et dispositions prises en faveur des « mères non mariées » et de leurs enfants, mesures en faveur de l'enfance (distributions de lait et de vitamines, garderies, lutte contre la tuberculose) — tels sont les principaux thèmes abordés dans ce volume. Au total, les nécessités du temps de guerre et les bouleversements subis par la vie familiale imposèrent d'importants perfectionnements des services sociaux, ce qui prépara sur de nombreux points le système de sécurité sociale très étendu et le *Welfare State* que les Travaillistes instituèrent après la guerre.

François Crouzet,
Faculté des Lettres de Lille.

Les finances

Dans la période de guerre et d'après-guerre, les finances publiques britanniques possèdent des caractères originaux, qui s'opposent nettement à ceux de l'avant-guerre. Le premier de ces caractères — qui donne à une courte (3) étude de J.-P. Martin toute sa portée — c'est que les finances sont désormais l'expression, non pas de préoccupations administratives et fiscales, mais de l'ensemble de la politique économique du gouvernement, et qu'elles jouent en effet un rôle déterminant dans l'évolution de l'économie britannique ; il suffit pour le faire comprendre de rappeler que les dépenses publiques représentent, après 1945, environ 40 % du revenu national (p. 117).

Pourquoi cette hypertrophie du rôle économique de l'État ? On n'a

(1) *Britain's Food Supplies*, Londres, Methuen, 1952, in-12, ix-212 p.

(2) Londres, H. M.'s Stationery Office et Longmans, Green and Co., 1954, in-8°, ix-367 p.

(3) J.-P. Martin, *Les finances publiques britanniques (1939-1955)*, Paris, M. Th. Génin, 1956, 228 p.

guère à se poser la question pour la période de guerre proprement dite. Mais précisément la Grande-Bretagne a largement maintenu, après 1945, les traits essentiels de l'économie de guerre. Le rationnement, par exemple, n'a disparu qu'en 1954.

Politique en grande partie dictée par la nécessité ; depuis la guerre, et en grande partie du fait de la guerre, l'équilibre britannique est constamment menacé par le déficit de la balance des comptes, les pertes de guerre — et notamment la liquidation des avoirs à l'étranger — entraînant l'impossibilité de compenser désormais par les *exportations invisibles* le déficit, déjà centenaire, de la balance commerciale. En d'autres termes, la Grande-Bretagne consomme désormais sensiblement plus qu'elle ne produit, et dépense plus qu'elle ne gagne ; elle vit en état d'inflation permanente ; l'effort des Gouvernements britanniques successifs vise avant tout à refouler cette inflation, ou à la masquer, c'est-à-dire à en éviter ou en atténuer les effets sur le niveau des prix et de la monnaie. Mais le problème est plus complexe encore car il faut aussi lutter contre le déficit de la balance des comptes, c'est-à-dire développer les exportations et comprimer les importations ; or, ce faisant, on aggrave l'excédent de la demande sur l'offre à l'intérieur, donc la pression inflationniste, et l'inflation, en faisant monter les prix, détruit l'effet du redressement de la balance commerciale. Tel est le cercle vicieux où se débat le Gouvernement britannique.

Pour essayer d'y échapper, sa première arme est d'éponger les revenus excédentaires, par une fiscalité rigoureuse qui prend même, à l'égard des revenus importants, un caractère confiscatoire (1). Mais, malgré l'importance des impôts directs, et notamment l'excellent rendement de l'*income tax*, une fiscalité très lourde ne peut manquer d'exercer sur les prix une influence tendant vers la hausse. C'est le cas notamment pour la taxe sur les transactions, la *purchase tax* introduite en 1940. Celle-ci, il est vrai, est conçue de manière à obvier à cet inconvénient ; par ses taux différentiels selon la qualité des produits, elle oriente les consommateurs vers les articles standard, les *utilities* ; c'est ainsi un instrument important de direction de l'économie.

Mais la *purchase tax* s'est bien vite compliquée à l'extrême, et après-guerre elle est arrivée à rendre plus difficile la tâche des industries d'exportation, l'étranger ne recherchant pas toujours les produits modestes dont s'accommode par nécessité l'austérité britannique. Force a été, en 1952, de réformer le système.

Malgré toutes les précautions prises, bien des industries britanniques, et surtout l'agriculture, ont des prix trop élevés pour soutenir la concurrence étrangère. Pour ramener ces prix à un niveau acceptable, le *Trésor public* a recours aux subventions ; c'est l'un des aspects les plus critiqués de la politique financière britannique : non seulement elles chargent lourdement le budget, mais elles donnent à l'économie un caractère artificiel et tendent à encourager la consommation intérieure, donc à aggraver la pression inflationniste en masquant ses effets. La nécessité d'éviter ce résultat explique la prolongation du rationnement pour les produits subventionnés. Malgré tout, le coût des subventions augmentait dans des proportions si alarmantes qu'il a fallu se résoudre, en 1948, à en limiter le montant total au chiffre atteint à cette date.

Ainsi, bien qu'elle ait fait preuve d'une grande habileté technique, la politique financière de la Grande-Bretagne paraît avoir été poussée jusqu'à un degré éventuellement dangereux, sans que pour autant les problèmes de

(1) M. J.-P. Martin donne à ce sujet, p. 43 et p. 56, des chiffres saisissants.

l'économie britannique semblent résolus de façon durable. Néanmoins, M. J.-P. Martin est assez optimiste dans son jugement, il paraît penser que la politique visant à assurer l'équilibre économique par le moyen des finances publiques a, dans l'ensemble, assez largement réussi.

Mais la politique financière britannique s'est proposée aussi, surtout depuis la guerre, des objectifs sociaux : redistribuer les revenus au profit de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre, garantir à chacun autant que possible l'éducation, la santé, la sécurité économique, c'est ce que l'on a appelé, d'un mot peut-être plus commode qu'exact, le *Welfare State*. L'extension des prestations sociales a eu évidemment pour effet de contrarier la lutte contre l'inflation. Mais c'est aux tentatives de redistribution des revenus que l'auteur réserve ses critiques, notamment dans sa conclusion. Selon lui, ces tentatives ont été largement illusoires, principalement parce que les classes sociales britanniques avaient déjà subi auparavant un nivellement économique très marqué : le *capital actions* du pays par exemple est en grande majorité éparpillé en une multitude de petits et moyens portefeuilles (1). La confiscation quasi totale des gros revenus peut servir à soutenir le moral de la nation à qui on demande des sacrifices pénibles et des restrictions sévères ; mais elle apporte peu de chose aux caisses de l'État. La redistribution sociale des revenus par l'action de l'État s'opère non pas de groupe à groupe, mais à l'intérieur du même groupe social entre individus placés dans des conditions différentes (pp. 205, 206) ; l'assise aussi bien économique que financière de la Grande-Bretagne, ce sont des classes moyennes très développées, parmi lesquelles doivent compter désormais les ouvriers qualifiés.

Ce résumé très rapide peut faire comprendre tout l'intérêt de ce petit livre, conçu avec une grande largeur de vues, et qui évite toute technicité excessive. Il est parfaitement accessible aux non-spécialistes, pourvu qu'ils sachent le sens des quelques mots les plus élémentaires du vocabulaire keynésien. Ces qualités jointes à l'importance du sujet en font un ouvrage indispensable, pour comprendre le monde actuel.

J. Néré.

Sur deux retraites

Un livre de souvenirs de guerre se rapporte à deux retraites : celle de Dunkerque et celle de Birmanie. L'auteur a pris part à ces deux phases de la guerre, comme commandant de la 127e brigade en 1940 et comme commandant de la 17e division en 1942 (2). Ancien élève, puis professeur de l'École de guerre de Camberley, ayant servi dans l'armée des Indes, le général Sir John Smyth dont la maladie a interrompu la carrière après une défaite et qui n'a pu prendre part à la phase réconfortante de la fin de la guerre, a consigné dans ce livre son histoire et celle des unités qu'il a commandées. Il l'a écrite d'un style alerte, avec de nombreuses pointes d'humour, objectivement, relevant sans amertume apparente et en leur trouvant des justifications, les erreurs de certains chefs dans leurs jugements et leurs décisions, qui le placèrent dans des situations pénibles. Officier ardent — il est titulaire de la *Victoria Cross*, qui n'est pas gaspillée — (3), il reste en même temps le technicien professionnel qui apprécie les situations comme les faits et en tire des enseignements.

(1) M. Martin donne à ce sujet, p. 72, d'importantes précisions.

(2) Brigadier Sir John Smyth, *Before the dawn (Avant l'aube)*, Londres, Cassel & Cie, 1957, 220 p.

(3) Le lieutenant Smyth mérita cette distinction en 1915, à Festubert.

Son livre est divisé en deux parties à peu près égales. La première est consacrée au début de la guerre jusqu'à l'évacuation de Dunkerque. Revenu de l'Inde en juillet 1939 pour prendre un congé, et au moment où le *War Office* préparait la mobilisation, le général Smyth, désireux d'obtenir un commandement, dut patienter quelques mois à l'état-major d'une division territoriale. Grâce à une promesse que Lord Gort lui avait faite, il lui fut donné en février 1940 une brigade, la 127e, dans la *42e East Lancashire Division*. (Rappelons que les brigades de ce type correspondaient avec leurs trois bataillons, à un régiment français, mais on sait qu'en Angleterre la conception du « regiment » est toute différente de la nôtre.) Cette division étant de formation territoriale, sa valeur était très inférieure à celle d'une division régulière. L'auteur en donne les raisons et condamne le système qui consiste à « apprendre le métier de soldat à ses heures de loisir » ; « la première difficulté dans l'armée territoriale était que les officiers eux-mêmes n'avaient pas les connaissances militaires suffisantes pour instruire leurs hommes » ; les territoriaux ne consacraient que très peu de temps, en temps de paix, à l'exercice, au *drill*, auquel le général Smyth attache une grande importance pour former le soldat ; enfin il y avait si peu de munitions disponibles que les territoriaux ne pouvaient être que des tireurs médiocres.

Après avoir failli partir pour la Finlande, puis pour la France, ensuite pour la Norvège, la 127e brigade fut finalement dirigée sur Cherbourg. Elle fut accueillie par « le commandant (anglais) de zone, un vieil officier distingué de la dernière guerre qui avait repris volontairement du service dans des fonctions subalternes ; il était sur le quai pour nous accueillir en dépit de l'heure matinale. Fraîchement rasé, son ceinturon, ses bottes, ses boutons merveilleusement astiqués, il synthétisait l'esprit de discipline de l'armée régulière... Non loin de lui, une sentinelle française était appuyée contre sa guérite, son fusil négligemment appuyé à côté de lui ; l'homme était gras, non rasé, incroyablement sale ; il avait les mains dans les poches et fumait une cigarette. J'ai souvent pensé à cette sentinelle dans les jours qui suivirent. Elle symbolisait en quelque sorte le déclin de la France entre les deux guerres et la manière dont la belle armée française de 1918 était détériorée en 1939... ». Il analyse les raisons de cette chute très objectivement, et dit pourquoi la France n'eut pas ensuite la chance de l'Angleterre. Il fait un grand éloge de la famille française chez qui il était logé. C'est une particularité de ce livre qu'à chaque page, le général Smyth, qui a connu un grand nombre de personnes et surtout d'officiers anglais parmi lesquels beaucoup d'élèves du *Staff College*, trace des portraits très vivants, souvent savoureux et toujours bienveillants. Il dit avec justesse : « En guerre, il est d'un intérêt capital de connaître les qualités des hommes avec qui l'on travaille... le facteur humain est d'une importance capitale. » Plusieurs pages consacrées à Lord Gort doivent être notées.

Avant que la 127e brigade n'ait eu à s'engager, elle fut affectée à une unité improvisée, la *Macforce*, commandée par le général Mac Farlane, chef du 2e bureau du G.Q.G. britannique, ancien attaché militaire à Berlin, qui a écrit l'une des préfaces de ce livre. La *Macforce* devait se porter sur la Scarpe pour s'opposer aux blindés allemands annoncés sur les derrières des 1er et 2e Corps britanniques. Nous ne suivrons pas la 127e brigade dans sa brève odyssée jusqu'à Dunkerque. Le chaos des troupes en retraite et de l'exode des réfugiés qui régnait dans cette zone, ne différait pas de celui qu'on a connu ailleurs. En chemin, nous relevons un souvenir reconnaissant et un éloge à l'adresse du général Damme qui rendit service à la 127e brigade et le jugement que le général Smyth porte sur lui prouve qu'il s'y connaissait en hommes.

Le lecteur ne manquera pas de remarquer que la 127e brigade a eu peu

d'occasions de s'engager. On la voit creuser la terre sur l'Escaut vers le 15 et 16 avril, sur la Scarpe vers le 13 mai, mais chaque fois elle doit quitter les positions qu'elle a préparées pour être employée à de nouvelles missions ; elle tire sur des avions à basse altitude et en abat ; placée en arrière-garde elle est bombardée, elle reçoit des obus, mais ne contre-attaque pas ; il semble que ce ne soit qu'aux environs de Dunkerque qu'un de ses bataillons, le 1er *Highland Light Infantry* ait eu « à souffrir sérieusement » d'un combat de nuit avec les Allemands.

Après ce récit, l'ancien professeur de Camberley résume les deux enseignements majeurs qui s'en dégagent. Nous les connaissons bien, mais il est toujours sage de les relire. « Le premier, dit-il, c'est l'avantage énorme qu'eurent les Allemands de 1939 de ne pas avoir une vieille armée sur laquelle ils devaient construire la nouvelle, ainsi que les Français devaient le faire. Quand la nouvelle armée allemande dut être formée dans les années 30, elle fut construite sur le char et l'avion... L'armée française de 1939, au contraire, avait été construite autour de l'infanterie, l'arme principale qui gagna la guerre de 1914-1918, tandis que le char et l'avion lui étaient simplement adjoints, comme auparavant. Il est toujours difficile pour les vainqueurs de ne pas rééditer leurs batailles d'autrefois... et c'est d'autant plus difficile si les vieux chefs — qui après tout ont gagné la guerre — sont maintenus longtemps après la guerre dans les postes élevés... La deuxième grande leçon... est l'attitude mentale adoptée par l'armée française entre les guerres. Elle était complètement défensive... : la mentalité de la Ligne Maginot. L'idée de la défensive teintait toute la stratégie et la technique françaises, et finalement, cela va de soi, se communiquait au peuple français... » Les réflexions portent naturellement aussi sur l'armée britannique, sur les raisons qui l'avaient fait réduire à l'extrême, sur tout ce qu'elle venait d'apprendre des Allemands et sur la tâche qui incombait à l'Angleterre après Dunkerque.

L'auteur nous relate dans la deuxième partie de son livre les quatre mois de retraite de la 17e division, dont il était le chef, depuis le début de l'offensive japonaise jusqu'à la chute de Rangoon. « Il est relativement facile d'être un bon chef quand les troupes opèrent offensivement et que les choses vont bien ; c'est une toute autre affaire quand tout va mal, quand les troupes sont harassées, découragées... », écrit dans une préface de l'ouvrage le général H. L. Davies, chef d'état-major de l'armée de Birmanie en 1942. Il ajoute : « Je n'ai jamais vu (le général Smyth) autrement que calme, de bonne humeur et rayonnant de confiance, quels que ses réels sentiments pussent être. » A la lecture de son livre on ne peut s'imaginer que le général Smyth ait pu être différent de ce portrait.

La situation dans laquelle la 17e division fut placée était peu enviable. Cette division dont l'infanterie était composée de bataillons indiens recrutés peu de temps auparavant, avait été destinée aux opérations du Moyen-Orient ; motorisée, donc liée aux routes, elle ignorait tout du combat de jungle. Elle dut envoyer une partie de ses forces à Singapour avant de quitter l'Inde pour la Birmanie et le général Smyth commença les opérations avec deux brigades (elles étaient à 4 bataillons, mais de faible effectif). Pour remplir la mission de protection de chaque parcelle du territoire birman ainsi que des aérodromes échelonnés sur la route de Singapour, la 17e division était étirée à l'extrême sur une ligne adossée à la mer et face à la frontière siamoise, de Moulmein à Victoria Point. Les Japonais eurent vite fait de mettre à mal tous les petits paquets égrenés devant eux.

Ces opérations ont été exposées avec beaucoup de détails dans deux ouvrages qui ont été analysés précédemment dans cette Revue. Le premier est *Eastern Epic* par Compton Mackenzie et le second est *The retreat from*

Burma, très touffu, rédigé par les soins du Service historique Inde-Pakistan.

Ici, dans ces souvenirs, on ne cherchera pas un récit de combats de petites unités aussi minutieux que dans les livres ci-dessus, mais on y trouvera les pensées, les préoccupations d'un chef. Comme dans la première partie, le lecteur rencontrera plusieurs esquisses de caractères. On retiendra en particulier les pages consacrées au général Wavell, vainqueur des Italiens en Afrique du Nord, devenu commandant en chef de l'Inde, « classé à un très haut rang parmi les chefs alliés de la guerre », d'une endurance physique extraordinaire, en même temps qu'homme très cultivé, bon écrivain, mais qui commit l'erreur de mépriser complètement la force militaire des Japonais.

C'est sur la bataille du pont de Sittang, qui fut une cruelle défaite pour la 17e division, que se termine le récit des opérations conduites par l'auteur ; ses bataillons étaient réduits à 50 ou 60 % de leur effectif, quelques-uns à 80 %. Ayant commencé la réorganisation des unités, le général Smyth, malade depuis quelque temps, dut passer son commandement le 22 mars 1942 et être évacué. Son livre sera lu avec intérêt, moins peut-être pour le récit des événements que pour les réflexions qu'ils ont suscitées chez l'auteur.

G. RENONDEAU.

L'occupation des îles anglo-normandes

Alan et Mary Wood racontent l'histoire des îles anglo-normandes pendant l'occupation allemande, du 30 juin 1940 au 8 mai 1945 (1). Dès qu'ils se furent emparés des côtes françaises de la Manche, les Allemands débarquèrent dans les îles et ils y restèrent jusqu'à la capitulation définitive.

Les deux auteurs ne sont pas des historiens de formation : ils ont gardé le goût journalistique du « reportage », des anecdotes, des conversations reconstituées, du pittoresque. Mais ils ont essayé de se renseigner sérieusement, ils ont consulté des documents publics et privés (journaux publiés dans les îles pendant la guerre, journaux privés, agendas, lettres, notes...), ils ont interrogé de nombreux habitants, administrateurs officiels et simples particuliers, prisonniers revenus de camps de déportation en Allemagne, Allemands ayant fait partie des troupes d'occupation. Leur livre est le premier qui parle de l'histoire des îles : les historiens anglais officiels et les autorités locales n'ayant cherché, ni les uns ni les autres, à l'établir.

On peut se demander pourquoi. Au cours de la guerre, des bruits contradictoires couraient au sujet de ces îles, seul territoire britannique occupé par l'ennemi. Fallait-il croire que la terreur nazie y régnait, avec des camps de concentration et des déportations massives ? Fallait-il croire, au contraire, qu'un climat de « collaboration » amicale s'était établi — ce qui n'était pas plus agréable pour les Anglais engagés dans une lutte sans merci ? Mary et Alan Wood ont essayé, à travers des témoignages contradictoires (ils se sont heurtés à ces erreurs de mémoire, à ces réticences que connaissent bien tous ceux qui s'efforcent de faire la lumière sur des événements du même genre), d'établir la vérité sur ce qui s'est passé dans les îles au cours de ces cinq années (juin 1940-mai 1945) qui furent dures, surtout la dernière, mais qui ne furent pas un enfer, et sur l'attitude de la population locale qui ne fut ni entièrement héroïque, ni entièrement lâche. Ils ont essayé d'analyser les conditions assez spéciales où se trouvaient les insulaires,

(1) Alan and Mary WOOD, *Islands in danger. The Story of the German occupation of the Channel Islands*, 1940-1945, London, Evans brothers Lmd, 1955, 22 × 14, 255 p., 8 pl. de photographies.

totalement isolés, et la mentalité des autorités allemandes qui commandèrent dans les îles.

Mary et Alan Wood décrivent les rapports des Allemands et des insulaires, au moins au début, comme une sorte de flirt — de flirt pimenté par une continuelle inquiétude — où chacun essaie de séduire l'autre, où personne ne désarme, où tous se surveillent et essaient d'obtenir le maximum de l'adversaire, en ne donnant eux-mêmes que le minimum, mais où les relations apparentes restent cordiales. Les îles étaient pratiquement sans ressources : elles vivaient, avant l'invasion, de leur tourisme et de leurs tomates. Les touristes n'étaient plus que les soldats allemands qui vivaient sur le pays, et les tomates n'étaient pas suffisantes pour subvenir aux besoins de toute la population. Les insulaires dépendaient donc entièrement des Allemands pour leur ravitaillement (sans doute n'ont-ils pas eu la possibilité de « convertir » leur agriculture ?). L'isolement rendait toute résistance réelle inutile. Tout au plus, pouvait-on sauvegarder sa dignité. De leur côté, les Allemands — que les auteurs peignent comme assez accommodants, à part le dernier gouverneur, l'amiral nazi Hüffmeier — tenaient à se conformer aux « lois de la guerre », puisque les îles étaient territoire anglais, et que le Reich était en guerre avec la Grande-Bretagne. Les occupants, sauf rares exceptions, n'étaient pas nazis et tinrent à rester en bons termes avec la population : l'un d'eux, dont le frère fut compromis dans le complot du 20 juillet, tenta même de fuir en Angleterre. Mais cela ne veut pas dire qu'ils ne furent pas obligés d'appliquer les ordres du *Führer*, d'exiger des réquisitions fort lourdes, d'interdire aux insulaires l'écoute de la B.B.C., de confisquer leurs postes, de les arrêter, de les condamner durement. Cela ne veut pas dire non plus que quelques éléments particulièrement actifs et patriotes n'aient pas essayé d'entrer en rapports avec la mère patrie, d'y partir en bateau, de saboter les installations allemandes, d'accueillir les commandos anglais qui débarquèrent à plusieurs reprises pour obtenir des renseignements. Les Allemands, alors, ne plaisantèrent pas, ils condamnèrent à mort ou à des peines très lourdes : plusieurs habitants des îles moururent dans les camps de concentration en Allemagne.

Il n'y eut pas de véritables « Mouvements de résistance ». Mais une organisation — G.U.N.S. — formée de quelques hommes, répandait dans la population les communiqués de la B.B.C.

La dernière année fut particulièrement pénible. Après le débarquement, les îles furent complètement coupées de la France, source de leur ravitaillement : les habitants étaient menacés de mourir de faim. Heureusement, les Allemands les autorisèrent à faire appel à la Croix-Rouge Internationale. A partir de Noël 1944, un bateau plein de colis vint régulièrement, tous les mois, ravitailler les insulaires. Les autorités allemandes, affirment les auteurs, leur laissèrent scrupuleusement tous leurs colis. Mais la faim était alors si grande chez les occupants et chez les occupés que les vols étaient fréquents : les gens prenaient soin de se barricader chez eux et de mettre leurs précieuses provisions dans leur chambre à coucher. Le supplice dura jusqu'au dernier jour de la guerre, car le dernier commandant en chef, nazi passionné, refusa de capituler avant le 8 mai.

Après la guerre, aucun tribunal ne fut créé pour punir les « collaborateurs ». Trop nombreux, sans doute, étaient ceux à qui on aurait pu reprocher une attitude trop amicale envers les occupants ? Au contraire, des « honneurs » furent distribués à 28 insulaires (Knights, C.B.E., O.B.E., M.B.E., B.E.M.). On ne comprend pas toujours, quand on a lu le récit de Mary et Alan Wood, les raisons qui ont guidé le gouvernement britannique dans l'attribution de ces titres et de ces médailles. Nombre de sujets

héroïques de S. M. (le capitaine Noyon, les frères Le Page, Stanley Green, Franck Falla, etc.), n'y figurent pas, alors que des « autorités » plus discutées ont été récompensées. Les auteurs critiquent le fait que les « honneurs » semblent avoir été réservés aux personnages « officiels » plus qu'à ceux, plus humbles, qui avaient réellement risqué leur vie. Peut-être le gouvernement n'a-t-il pas tenu à perpétuer les rancunes, ni à faire savoir que quelques-uns des loyaux sujets de S. M. avaient pu montrer quelques faiblesses ? Peut-être a-t-il voulu masquer, par un pardon éclatant, des défaillances explicables par la situation difficile où se trouvaient les insulaires ?

Le récit est accompagné de quelques annexes : texte des ordres allemands ordonnant l'occupation des îles (à la date du 20 juin 1940), liste des « commandos » britanniques qui débarquèrent dans les îles, liste des « honneurs » distribués après la guerre, statistique des enfants illégitimes nés pendant l'occupation : le pourcentage des naissances illégitimes est passé de 5 % environ avant la guerre à 7 et 11 % à Jersey en 1943, 1944 et 1945 et à 18 et même 21 % à Guernesey — où la « fraternisation » semble avoir été plus grande.

Marie GRANET.

Les mémoires de lord Halifax...

Outre diverses fonctions gouvernementales (sous-secrétaire parlementaire au *Colonial Office* de 1921 à 1922, Président du *Board of Education* de 1922 à 1923 et de 1932 à 1935, ministre de l'Agriculture de 1924 à 1925, ministre de la Guerre en 1935, lord du Sceau privé de 1935 à 1937, lord Président du Conseil de 1937 à 1938), lord Halifax (1) a été le titulaire de trois grandes charges où son influence a été considérable : vice-royauté des Indes de 1926 à 1931, *Foreign Office* de 1938 à 1940, ambassade de Grande-Bretagne à Washington de 1940 à 1944. D'où la valeur du témoignage qu'il porte sur l'histoire du Royaume-Uni pour toute la période d'entre deux guerres et en particulier sur l'histoire internationale à la veille du dernier conflit.

Edouard Frederich Lindberg Wood, fait lord Irwin en 1925, recueille de son père en 1934 le titre de vicomte qui sera transformé en celui de comte en 1944. Il est resté un aristocrate dont le comportement et les tendances sont marqués par ses origines et sa formation. Sa carrière et les étapes de sa vie sont celles de tous les fils de grandes familles britanniques : jeunesse aux séjours alternés dans les propriétés campagnardes, Londres et l'étranger ; passage par Eton et Christ Church, fellow d'*All Souls*, et maître d'équipage pour la chasse au renard en son comté, dignité qui ne lui paraît pas le céder à la précédente. L'empreinte religieuse reçue au cours de cette formation paraît très forte par l'influence de son père, très occupé des affaires de l'Église anglicane, le souvenir d'un grand-oncle qui fut l'ami de Newman et des relations diverses dont la plus notable est celle de W. Temple, futur archevêque de Cantorbery. Lord Halifax est un anglo-catholique dont le rêve persistant est de trouver un terrain d'entente entre l'Église romaine et l'Église d'Angleterre ; il peut se flatter d'être à l'origine des fameuses conférences de Malines, tenues sous les auspices du cardinal Mercier. Et l'inspiration essentielle de sa politique, aux heures les plus critiques, doit être cherchée dans ses sentiments chrétiens.

Ce descendant d'une illustre famille whig, qui compte Grey du *Reform bill* parmi ses ancêtres, entre dans la politique en tant que conservateur, par les biais du *libéral unionisme*. Détachement de grand seigneur, dédai-

(1) *The Earl of Halifax, Fulness of Days*, London, Collins, 1957, in-8° en 319 p.

gneux des étiquettes ? Il se peut si l'on remarque que, déjà membre du *Carlton Club*, conservateur, il brigue en même temps son entrée au libéral *Brook's* où siègeait son père.

L'action de lord Halifax aux Indes a été surtout marquée par l'ouverture d'entretiens avec Gandhi. Par là prend fin l'intransigeance britannique devant les problèmes indiens. En cette affaire, le souci chrétien de justice a pesé sans doute plus que le pragmatisme réaliste. Successeur d'Eden au *Foreign Office*, Lord Halifax donne sa caution à la politique d'apaisement qui est celle de son Premier, Neville Chamberlain. Politique du *Cliveden set* auquel il appartient, et de G. Dawson, le rédacteur en chef du *Times*, un de ses meilleurs amis ? Sans doute. Mais aussi, dira-t-il, politique du « moindre mal » imposée par les circonstances, et dernier geste de bonne volonté pour empêcher le destin de changer de cheval. Halifax réaffirme sa confiance et sa fidélité à Chamberlain. On devine, dès lors, que ses sentiments pour Churchill sont mitigés. Déjà, au *Colonial Office* il s'était heurté à lui, à propos de la politique indienne. Le tempérament des deux hommes était en effet trop différent. Et le flegme de l'un devait peu s'accorder avec la flamme de l'autre. Aussi ne peut-on s'étonner des égratignures prodiguées à Churchill, en particulier par le rappel de jugements aventureux (tel celui, trop élogieux, sur la force réelle des armées françaises en 1938), ou encore le rappel, un peu amusé, de l'attitude de Churchill quand s'ouvre, le 9 mai 1940, la succession de Chamberlain. Pressenti, Halifax se récuse, et Churchill accepte, après un mot de feinte humilité. Cependant l'appréciation finale est nette : « Quelles que soient les fautes de Churchill... elles ne sont que poussière au regard de la grande dette que nous avons contractée envers lui... » L'honnêteté et l'esprit de justice reprennent ici le pas sur les souvenirs acrimonieux du passé.

Sur le séjour aux États-Unis on trouvera quantité de notations intéressantes et d'appréciations sur le rôle et les méthodes de Roosevelt, de Cordell Hull, de Hopkins, particulièrement loué, comme aussi sur l'action de la presse.

En ces *Mémoires*, la vie de famille ou de province et la vie mondaine trouvent une place à côté de la grande histoire. Mais de manière attachante. Les silhouettes pittoresques ne manquent pas, assez diverses pour réunir celle d'un vieux sénateur du manoir ancestral de Garrowby et le vaniteux Goering à l'archaïque et fastueux costume de chasse. Très visible, le souci d'éviter toute passion dans le jugement porté sur les faits et les gens. Le récit reste alerte, amusé, mais la chaleur y manque, et la morale n'y trouve pas toujours son compte, quand la politique du dictateur tourne au gangstérisme. Pourtant se devinent toujours, réelles mais volontairement contenues, les fortes positions morales. Mais après tout, ce détachement et cette froideur affectée ne sont-elles pas marque d'aristocratie ?

Henri Calvet.

... du Dr Dalton...

Le second volume des *Mémoires* du Dr Dalton (1) commence par ces lignes qui font réfléchir : « Si, au lieu de perdre mon siège aux élections générales de 1931, je l'avais simplement conservé, je serais devenu cette année-là, presque certainement, vice-président du parti travailliste à la place d'Attlee et j'aurais succédé à Lansbury à la tête du parti en 1935 ou à une date anté-

(1) Hugh Dalton, *Memoirs. The Fateful Years*, vol. II (Frederick Muller Ltd, Londres, 1957).

rieure. Dans ce cas, j'aurais pu occuper ces fonctions durant les années qui suivirent... et devenir vice-premier ministre dans le cabinet de coalition dirigé par Winston Churchill durant la guerre, et ensuite premier ministre travailliste à la tête d'une grande majorité parlementaire » (p. 19). Le Dr Dalton déclare que ces pensées ne l'ont guère ému, mais semblable égalité d'âme n'est peut-être pas donnée en partage à tous ses lecteurs.

Dans ce volume qui retrace sa carrière de la déroute électorale du parti travailliste en 1931 à sa victoire massive en 1945, le Dr Dalton reste au premier rang des autobiographes britanniques pour la franchise ou plutôt pour l'absence d'inhibition de ses souvenirs qui, aux yeux des intéressés, peut sembler ne pas respecter les règles de la discrétion. « Son nom secret est XYZ » en est un exemple typique. Mais ce sont les allusions plus personnelles qui ont suscité des plaintes, en particulier de la part d'Herbert Morrison dont le nom revient souvent dans le récit que fait le Dr Dalton des tentatives faites pour remplacer M. Attlee à la tête du parti travailliste. Pourtant ce sont précisément ces indiscrétions qui font surtout l'intérêt et la valeur de ces *Mémoires*, du moins pour ceux qui n'y sont personnellement pas mis en cause. Jusqu'ici la traditionnelle réticence britannique semblait presque de rigueur dans les *Mémoires* d'hommes publics et il faut féliciter le Dr Dalton d'avoir rompu avec cette tradition obscurantiste. Si ces *Mémoires* font que d'autres, à titre de représailles, exposent leurs réminiscences au sujet des activités du Dr Dalton, tant mieux.

Est-ce à cause de la contrainte que la règle du secret impose aux membres du *Cabinet*, est-ce parce que le Dr Dalton ne détenait pas dans le gouvernement de coalition un des postes les plus importants (il fut ministre de l'Économie de guerre, puis ministre du Commerce), les *Mémoires* qui se rapportent à cette période sont moins intéressants que ceux qui se rapportent à une période antérieure, à la période où le parti travailliste était dans l'opposition et où il était lui-même l'un des membres les plus en vue du Parti travailliste. Il s'efforce de montrer que son attitude vis-à-vis des questions de politique étrangère et de défense était, durant les années qui suivirent 1930, plus réaliste que celle de son parti, mais cela ne signifie pas grand-chose et il semble presque oublier la part de responsabilité qui lui incombe dans l'élaboration de la politique du parti travailliste. Ce fut lui qui, au nom de la *Commission nationale exécutive*, prit la parole au sujet de la célèbre résolution de la *Conférence* de Hastings d'octobre 1933 où était lancé un appel en faveur d'une grève générale contre la guerre, et l'accepta disant seulement qu'elle n'allait pas assez loin (p. 45). Cette partie des *Mémoires* qui fait peu honneur au *Parti travailliste*, nous mène jusqu'au passage où le Dr Dalton avoue qu'il n'était pas « satisfait » de l'opposition du *Parti travailliste* au service militaire obligatoire en 1939 (p. 250).

Mais tout le monde connaît ces tristes choses. L'intérêt du volume réside surtout dans les révélations qu'il apporte au sujet des négociations et des intrigues qui se déroulaient dans les coulisses entre les dirigeants du *Parti travailliste*. Ce qui nous est conté ici n'embrasse nullement tous les faits, ce n'est même pas forcément exact, bien que le Dr Dalton semble avoir tenu son journal avec assiduité. Toutefois il nous indique comment les jeux de la politique apparaissaient à l'un des principaux acteurs qui voit parfois comment certaines erreurs auraient pu être évitées. Parmi les incidents relatés figure le changement survenu dans les projets de M. Attlee lorsqu'il s'employait à constituer le gouvernement travailliste en 1945. Son intention première était de faire du Dr Dalton son ministre des Affaires étrangères, et de M. Bevin son chancelier ; finalement ce fut M. Bevin qui alla au *Foreign Office* et le Dr Dalton à l'*Échiquier*. De ce changement, le Dr Dalton nous donne une raison indiquée dans la suite par

M. Attlee : MM. Bevin et Morrison n'auraient guère pu collaborer sur le Front intérieur (p. 472). Mais il est une autre raison révélée aussi par M. Attlee : « La route avait l'air rude et je pensai qu'un tank lourd nous était plus nécessaire qu'un tireur d'élite. » Ces *Mémoires* ne nous procurent aucun motif de mettre en doute la vérité de cette affirmation.

S. Rose, *Oxford.*

... de lord Templewood

L'édition française des Mémoires de l'ancien ministre anglais est allégée de quelques chapitres de l'original (1). Ils concernent la crise financière et politique de 1931, les affaires de l'Inde, la réforme de la justice et la question du droit de grâce. S'ils donnaient une vue complète des activités politiques de l'auteur, ils présentaient évidemment moins d'intérêt pour le lecteur français et plus particulièrement pour ceux qui cherchent à démêler les origines de la deuxième guerre mondiale. Pour eux, avant tout, Samuel Hoare est l'homme d'un plan de partage de l'Éthiopie, ébauché avec Laval, mais qui avorta par le fait du puissant mouvement d'opinion surgi des deux côtés de la Manche. D'autre part, on trouve ici, outre une préface de Ch. Corbin, ancien ambassadeur à Londres, deux commentaires en forme d'introduction signés de Paul Reynaud et de Georges Bonnet. On se doute qu'il existe entre ces deux derniers textes qui apportent au récit de Sir Hoare d'utiles précisions, une assez grande différence de ton et de vues politiques ; mais ils s'accordent pour reconnaître à Sir Hoare des qualités personnelles incontestables, et le fait qu'il représente bien une certaine politique britannique dans le domaine international. Le terme courant pour la désigner est *politique d'apaisement.* Samuel Hoare s'en fait le vigoureux défenseur, et reconnaît l'influence qu'il a eue sur Chamberlain, par leur activité de longue date, et leurs contacts renouvelés au cours de leur promenade quotidienne dans St James's Park. Un des principaux arguments avancés pour cette défense est dans l'analyse des mouvements d'opinion foncièrement pacifistes, adversaires à tout réarmement intensif, qui prévalaient en Angleterre vers 1930. Sans insister, d'autre part, comme tant d'autres, sur la nécessité de gagner du temps pour ce réarmement, il rappelle que la question des Sudètes était pour Chamberlain et bien d'autres une question morale, ce qui laisse entrevoir jusqu'à quel degré les condamnations de la « paix carthaginoise » de Versailles avaient porté dans la conscience britannique.

Bien des anecdotes et bien des traits qui peignent les hommes d'État de l'époque de façon assez dure méritent l'attention. C'est le rappel que Mussolini, au cours de la première guerre mondiale, fut subventionné par l'auteur, pour sa campagne interventionniste, et les manières cavalières de Balbo à l'égard du Duce (pp. 115-120). C'est le jugement de Titulesco sur Laval : « Vous n'êtes pas un homme d'État, vous êtes une tendance » (p. 119). Ou encore la terreur de Ramsay Mac Donald devant la menace italienne (p. 124), et celle de Lloyd George devant la possibilité de raids aériens (p. 334).

La politique russe inspire une méfiance très grande à Samuel Hoare. Mais était-il nécessaire de rappeler la lettre de Zinoviev de 1924, dont chacun sait qu'elle était apocryphe ?

Henri Calvet.

(1) Sir Samuel Hoare (lord Templewood), *Neuf années de crise*, traduit de l'anglais par André Cubzac, Paris, éd. Amiot-Dumont, 1 vol. de 372 p., 15,5 × 21.

... et d'un capitaine

Pour les Britanniques, ces souvenirs (1) tirent un intérêt particulier de la situation que l'auteur, devenu, au lendemain de la guerre, le plus jeune membre de la Chambre des Communes et le dirigeant de très nombreuses affaires commerciales et financières, avait dans la société londonienne, ainsi que du krach qui fit grand bruit en 1954 et valut à Peter Baker une condamnation sévère.

On ne les signale ici qu'en raison de la place que les années de guerre tiennent dans cet ouvrage.

Engagé dès septembre 1939, l'auteur fut nommé capitaine en octobre 1941 et affecté au *War Office*, puis à une unité au rôle assez mystérieux justifiant son appellation de *Phantom*. Les éléments de cette unité recevaient des missions sur lesquelles Peter Baker donne peu de précisions, tout en leur attribuant une importance considérable, et qui les amenaient soit dans le *no man's land*, soit même en arrière des lignes adverses.

De là des aventures pittoresques, que l'auteur conte avec verve. En septembre 1943, il précède les avant-gardes alliées à Naples et dans l'Italie du Sud. Il débarque en Normandie dès le jour *D*. Il assiste, à Bayeux, à la visite du général de Gaulle. Il participe à la campagne de France et assiste au soulèvement de Paris (qu'il compare à la prise de la Bastille en 1789). Il pousse ensuite jusqu'en Belgique et aux Pays-Bas, où il travaille en liaison avec la Résistance hollandaise. En octobre 1944, il est fait prisonnier et interné successivement aux camps de Fallingsbostel et de Sandbostel, d'où il s'évade à deux reprises, mais où il est ramené après avoir été repris.

Du point de vue historique, on peut retenir du récit de ces aventures quelques indications sur les sentiments des populations occupées ou libérées, ainsi que sur la vie des officiers britanniques dans les camps de prisonniers.

Général Lestien.

(1) Capt. Peter Baker, *My testament*, Londres, J. Calder, 1955, 288 p., 15 /.

LA RÉSISTANCE

La Résistance européenne : Etude rapide

Voici, sans doute, le premier ouvrage qui donne un tableau — rapide — de toutes les « résistances » à la domination hitlérienne en Europe (1), durant la guerre 1939-1945, et, à ce titre, il est le bienvenu. Cependant, un lecteur, même peu averti, ne peut s'empêcher de remarquer l'inégalité de l'information de l'auteur, ainsi que l'inégalité des chapitres : la bibliographie de la Résistance italienne occupe deux pages et demie, celles de la Résistance française une demi-page seulement... Des œuvres capitales n'ont pas été citées, comme, par exemple, les *Mémoires* du général de Gaulle, l'ouvrage de Jacques Soustelle *Envers et contre tout*, le troisième volume des *Souvenirs* du colonel Passy, les *Idées politiques et sociales de la Résistance* d'Henri Michel et Boris Mirkine-Guetzévitch, la *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, etc... R. Seth consacre 49 pages à la Résistance au Danemark, 51 à celle de la Hollande, 24 à celle du Luxembourg (grand comme un département français) et seulement 21 pages à la Résistance française, qui fut (toute vanité patriotique mise à part) la plus importante, avec celle de la Yougoslavie (36 pages).

La plan de chacun des chapitres n'est pas, non plus, toujours clair, et les « petites histoires » y tiennent parfois plus de place que l'Histoire tout court. Enfin, je ne relèverai pas toutes les erreurs, plus ou moins graves, commises çà et là par l'auteur. Notons, en passant, que M. Seth parle de l'intervention *anglaise* à Narvick, mais oublie que les *Français* y étaient aussi (qu'il aille à Narvick voir les cimetières anglais et français, et, au nombre des dalles, il se rendra compte que la participation française n'était pas négligeable). Il prétend que l'armistice de juin 1940 décidait « l'annexion à l'Allemagne de l'Alsace et de la Lorraine » : il ne faut pas confondre les termes d'un traité et la manière dont le vainqueur a l'intention de l'appliquer. Il n'est pas exact non plus que les « autorités britanniques » aient été délibérément hostiles à de Gaulle. Si M. Seth avait lu les *Mémoires* de Churchill, il aurait vu que, malgré toutes les divergences de vues qui devaient inévitablement se produire entre de Gaulle et Churchill, celui-ci rend justice au chef de la Résistance, auquel il conserve estime et même admiration (elle était réciproque : les déclarations du général de Gaulle dans le premier volume de ses *Mémoires*, sont nettes sur ce point). Et, d'ailleurs, la Résistance française était très utile pour la politique britannique. M. Seth n'a pas très bien compris, non plus, les rapports entre de Gaulle et la Résistance intérieure. Là aussi, il y eut des heurts. Mais tous les résistants considéraient l'action du général de Gaulle comme nécessaire et le reconnaissaient comme chef. Il suffit de lire les articles des journaux clandestins au moment de la querelle Giraud-de Gaulle. Tous titrent en gros caractères : « Un seul chef : de Gaulle. »

Pour l'essentiel des faits qui ont marqué la Résistance française, l'auteur s'est beaucoup inspiré de l'*Histoire de la Résistance* que M. Henri Michel a publiée dans la collection « Que sais-je? », mais il a très peu parlé des « réseaux » de renseignements et d'évasion, pourtant nombreux, et a été très bref sur l'action si importante des maquis au cours de l'été 1944, ainsi que sur l'énorme influence de la presse clandestine. Il indique, mais sans aucune précision, que la Résistance française a été à la fois militaire et politique, puisqu'il s'agissait non seulement de combattre l'occupant, mais aussi de lutter pour la restaura-

(1) Ronald Seth, *The Undaunted. The Story of Résistance in Western Europe*, London, Frédéric Muller Ltd, 1956, 22,5 × 14,5, 327 pages.

tion de la liberté et de la République, supprimées par le gouvernement « fantoche » installé et soutenu par l'ennemi.

En Yougoslavie aussi — et l'auteur le remarque — la Résistance fut à la fois politique et militaire. Les *Partisans* du maréchal Tito libérèrent leur pays, à peu près seuls et aidés seulement par du matériel britannique, après une lutte acharnée de quatre dures années, et ils retinrent constamment plusieurs divisions allemandes. La rivalité entre résistants fut de caractère politique : les *Tchetniks* du royaliste Mihailovitch semblent avoir considéré les *Partisans* communistes de Tito comme plus dangereux que les Allemands, si bien qu'à la fin c'est seulement Tito et les siens qui incarnèrent la Résistance.

En Grèce, la situation fut encore plus grave et plus compliquée, et les luttes entre les résistants embrigadés par le parti communiste et les autres dégénérèrent en guerre civile. Au contraire, en Norvège, au Danemark, en Hollande, au Luxembourg, la question fut plus simple : tous les patriotes étaient derrière les souverains et les gouvernements partis en Angleterre ; il s'agissait seulement de lutter contre les « quisling » locaux, universellement méprisés. Dans ces pays, l'ampleur de la résistance dépendit surtout de la configuration physique, qui déterminait les possibilités d'action : si les patriotes pouvaient facilement se cacher dans les montagnes de Norvège (où des exploits retentissants se produisirent : qui a oublié le sabotage de l'usine d'eau lourde et du ferry-boat qui emportait le précieux stock?), les maquis étaient impossibles dans un Danemark ou une Hollande plats, peu boisés et surpeuplés. La Résistance se manifesta autrement et, par exemple, par des grèves ou par les destructions massives des papiers des jeunes gens soumis au *S. T. O.* La Belgique et le Luxembourg avaient les forêts des Ardennes et la proximité de la France : c'est par la France que passaient obligatoirement les filières d'évasion vers les Pyrénées... M. Seth n'indique pas le malaise que causa en Belgique l'attitude de Léopold III, attitude qui eut, après la guerre, de graves répercussions et se termina par l'abdication du roi.

Tel quel, et malgré ses défauts et ses insuffisances, le livre de M. Ronald Seth peut donner un aperçu de ce que furent les difficultés, les souffrances, le martyre de toutes les Résistances européennes.

Marie GRANET.

Le Conseil National de la Résistance

A la place de M. René Hostache (1), j'aurais, je crois, intitulé mon livre *Les institutions de la clandestinité et le Conseil National de la Résistance* et j'aurais modifié mon plan en fonction du titre. L'ouvrage, tel qu'il se présente, pourrait, si on le lisait vite, laisser croire que le C.N.R. a été l'institution essentielle de la Résistance et que toutes les autres institutions en sont dérivées ou lui ont été subordonnées. Je n'ai pas l'impression que ce soit l'exacte réalité. Le C.N.R. — comme l'explique M. Hostache — a été fondé tardivement (mai 1943), péniblement ; il n'a été accepté qu'avec beaucoup de réticences, il s'est très rarement réuni, et s'il a « gouverné », c'est uniquement (comme le fait aussi remarquer l'auteur) grâce à la personnalité de son président, Georges Bidault, dont les qualités de diplomate ont réussi à maintenir une cohésion difficile entre des groupements peu enclins à s'entendre, et, ainsi à conserver au C.N.R. son rôle de symbole — symbole de l'unité de la Résistance — pour lequel il avait été créé. Puisqu'il symbolisait l'unité de la Résistance, on lui a rattaché la plupart des institutions déjà

(1) René HOSTACHE, *Le Conseil National de la Résistance. Les institutions de la clandestinité*, Paris, P.U.F., coll. « Esprit de la Résistance », 1958, 14 × 22,5, 500 p. 1 600 F.

existantes, mais ce rattachement a été souvent plus théorique que réel. Les organisations de Résistance ont continué à agir de façon autonome — pour ne pas dire indépendante. Les Mouvements ont même, pour bien marquer leur mécontentement de la manière dont était composé le C.N.R., formé un *Comité central des Mouvements* non rattaché, naturellement, au C.N.R. Celui-ci eut l'ambition d'être une sorte de *Parlement de la Résistance* en face de la *Délégation générale* du C.F.L.N. qui, en somme, représentait le *Gouvernement*. Mais, dans ce régime clandestin, le Gouvernement (la Délégation) — eut beaucoup plus de pouvoir que le Parlement — c'est-à-dire le C.N.R. Elle a eu une influence plus continue, plus effective — en partie sans doute, à cause de la qualité du premier et du dernier des « délégués généraux ». Le premier, Jean Moulin, a travaillé passionnément à unifier la Résistance sous la direction du général de Gaulle, à lui donner la cohérence, l'efficacité d'un véritable État. Le dernier, Alexandre Parodi *(Cerat)*, prit les mesures délicates destinées à assumer la prise du pouvoir par les équipes désignées par la Résistance, au fur et à mesure qu'était libéré le sol de France. Ces équipes avaient été choisies après de soigneuses études tant du C.G.E., du N.A.P. ou du Super-N.A.P. — organismes bien antérieurs au C.N.R. — que de la *Commission des Désignations* qui fut, elle, une émanation du *Conseil National de la Résistance*.

M. Hostache, *après* avoir exposé la création du C.N.R., analyse les autres « institutions de la clandestinité » quoique la plupart d'entre elles aient été créées *avant* le *C.N.R.* — ce qui peut faire naître une confusion dans l'esprit du lecteur, même lorsque l'auteur indique les dates. Cependant, s'il précise que le N.A.P. a été fondé par Claude Bourdet dans le cadre de *Combat*, il ne dit pas que *l'Action Ouvrière*, dont le chef était Degliame, a été également organisée dans le cadre du même *Combat*, en novembre 1942, et que Degliame, nommé par Frenay, était directement sous ses ordres. D'autres mouvements avaient aussi des A.O. — qui ont toutes fusionné, plus tard, dans le C.A.I. *(Comité d'Action immédiate)* dont le responsable fut naturellement Degliame, chef de la plus puissante A.O. De même, les *Groupes francs*, œuvre de Jacques Renouvin, avaient été organisés par lui, dès 1941, dans le cadre du Mouvement *Liberté* avant même que celui-ci ne fusionne avec *Vérités* pour former *Combat*. Jacques Renouvin était arrêté depuis plusieurs mois lorsque fut fondé le C.N.R. L'organisation militaire ne fut qu'en partie rattachée au C.N.R. L'action des *délégués militaires* nommés par Londres (D.M.N., D.M.Z., D.M.R.), resta prépondérante et c'est eux qui transmettaient, au moment de la Libération, les ordres de combat : l'auteur, d'ailleurs, le reconnaît au cours du chapitre qui leur est consacré.

On pourrait encore chicaner M. Hostache sur certaines erreurs de détail : ce n'est pas Henri Frenay, mais Claude Bourdet, qui est l'auteur du rapport sur l'*Histoire d'un mouvement uni* ; le C.D.L.R. n'est pas le « prolongement des « *Petites Ailes* » mais du groupe Nord du Mouvement *Combat* (qui fut créé à la fin de 1941), décimé au début de 1942 ; Frenay n'a pas seulement « apporté à l'A.S. la majorité de ses effectifs », mais il en est le fondateur ; c'est dès l'origine que *Combat* a séparé ses groupes « R.O.P. » de ses groupes « Action », dès l'origine aussi que le Mouvement a organisé des « services » spécialisés...

Ces critiques faites, il faut, par contre, féliciter M. Hostache de l'immense et minutieux travail (1) qu'il a accompli et de l'importante contribution que son livre apporte à l'histoire de la Résistance. Pour étudier les

(1) L'ouvrage comprend plusieurs « Annexes » du plus haut intérêt (programme d'action du C.N.R., statut des Commissions du C.N.R., des Commissaires de la République, etc.), ainsi qu'une importante bibliographie.

circonstances dans lesquelles a été créé le C.N.R., il a dû, en effet, refaire toute l'histoire de la Résistance : fondation et développement des Mouvements, leurs rapports et leurs rivalités, qui ont retardé l'unification. Si les chefs ne s'entendaient pas toujours, les militants de base — qui ignoraient souvent le nom de leurs dirigeants — avaient le plus grand désir d'unité. Et ce désir était partagé par certains chefs qui sentaient que la Résistance ne deviendrait efficace que si les efforts de tous étaient coordonnés : c'est ainsi que le fondateur de *Combat*, Henri Frenay, pensait dès 1941, à l'unification des Mouvements de zone sud, mais, à cette époque, il ne put convaincre que les dirigeants de *Liberté* (F. de Menthon, P.-H. Teitgen, etc.). L'union entre les Résistants était pourtant indispensable si on voulait souder la Résistance intérieure à la Résistance extérieure, dirigée de Londres par le général de Gaulle.

Le général de Gaulle avait un immense prestige et était déjà considéré par les Résistants comme leur chef. Pratiquement, comme le remarque M. Hostache qui cite les paroles de plusieurs Résistants notoires, on ne distinguait pas en France un « résistant » d'un « gaulliste ». Le général était le symbole de la dignité et de l'honneur de la patrie. Mais il est resté longtemps un chef moral, un chef théorique. Il n'a pas été aisé d'en faire un chef réel, c'est-à-dire de lier effectivement les Mouvements de Résistance au Gouvernement de la France libre. Les difficultés à vaincre étaient grandes : matériellement, les rapports étaient rares, sporadiques ; psychologiquement, on ne voyait pas les choses de la même manière quand on était à Londres, occupé à maintenir la position diplomatique de la France vis-à-vis de ses Alliés, ou quand on était sur le sol de France, aux prises avec la *Gestapo* ou avec la *Milice*, quand on devait compter avec la mentalité des « militants de base » qui ne s'embarrassaient ni de haute diplomatie, ni de politique à longue échéance, et ne pensaient qu'à la lutte immédiate, locale, contre l'occupant et les « collaborateurs »... Le général de Gaulle devait convaincre les Alliés — et surtout Roosevelt qui a montré la plus extraordinaire incompréhension de la situation en France — qu'il avait derrière lui non seulement les Résistants, mais la France tout entière. C'est ce qui lui fit désirer la venue près de lui, à Londres, de personnalités politiques représentatives de toutes les nuances de l'opinion (il fit, par exemple, solliciter Herriot qui refusa... comme il refusa de se compromettre avec les Mouvements de Résistance). C'est pour cela qu'il accepta de faire entrer au C.N.R. des délégués de tous les partis politiques, même de ceux qui avaient collaboré avec l'*État français*... On peut imaginer combien cette décision devait scandaliser les Résistants qui menaient la lutte contre Vichy, qui étaient arrêtés et emprisonnés par sa police et qui étaient décidés à reconstruire une France neuve. Au fond, de Gaulle n'avait pas beaucoup d'affection pour les hommes politiques de la III^e^ République ; il répugnait à « ressusciter les morts », mais il savait que les noms d'anciens ministres comme Herriot, ancien Président du Conseil, de la Chambre et du Parti radical, comptaient plus pour les Américains que ceux de jeunes résistants qui, eux, pourtant, risquaient leur vie : qui connaissait le professeur de Menthon, le capitaine Frenay, le syndicaliste Lacoste, l'étudiant Viannay ?

Il était renforcé dans cette attitude par Jean Moulin qui, passionnément résistant (il s'était opposé aux Allemands dès juin 1940) raisonnait en Préfet de la III^e^ République, qui avait de l'État une conception centralisatrice et autoritaire, et qui pensait qu'il était nécessaire que tous les partis soient représentés dans une sorte de Parlement — le C.N.R. — rattaché étroitement au Chef de l'État, c'est-à-dire au général de Gaulle. Il se heurta à l'indépendance des Mouvements, dont l'action avait un caractère « révolutionnaire » : ils tenaient à conserver une certaine liberté d'action et surtout

ils ne voulaient pas livrer leur œuvre généreuse aux partis qui avaient accepté la « collaboration » avec l'ennemi. Cette attitude fut, d'ailleurs, défendue, à Londres même, par Pierre Brossolette qui se heurta violemment à Moulin. Mais ce fut Moulin qui l'emporta. On aurait pu, sans doute, constituer un C.N.R. simplement formé de Résistants. Et qui sait si l'après-guerre n'en aurait pas bénéficié ?

Tel qu'il était, le C.N.R. assurait tout de même l'unité de la Résistance. Il était à la fois un symbole et un organe de liaison. A partir de sa fondation, la Résistance, comme le remarque M. Hostache, formait un véritable Gouvernement clandestin qui fonctionnait parallèlement à l'État officiel et était mieux obéi que lui. Cet état clandestin, bien organisé en 1944, a utilisé les cadres qui avaient été crées dès 1940 par le Mouvement d'Henri Frenay : l'organisation des « services » de *Combat*, qui en faisaient déjà un petit « État dans l'État », a fourni son armature aux M.U.R. d'abord, à l'ensemble de la Résistance ensuite.

M. Hostache loue les Résistants d'avoir su organiser un Gouvernement clandestin efficace, d'avoir hâté la Libération et d'avoir évité de graves désordres. La Résistance a fait cela, mais elle a fait plus que cela : en préparant soigneusement la prise du pouvoir à la Libération, elle a pu mettre en place immédiatement une administration qui a effectivement « administré », qui a prouvé aux Alliés que la Résistance avait une existence réelle. Elle a, surtout, empêché la prise du pouvoir par le Parti communiste qui l'avait délibérément prévue, qui avait habilement manœuvré pour introduire subrepticement ses hommes dans les organismes importants, C.N.R. et surtout C.O.M.A.C. : il est, en effet, indispensable, si l'on veut faire une révolution, d'avoir en mains la direction des forces armées. Les dispositions prises par le *Gouvernement provisoire* ont fait avorter l'entreprise du Parti communiste (1). Si la IV^e^ République a déçu les espoirs qu'on avait mis en elle, elle a, du moins, empêché en 1944 et pendant les années qui ont suivi, la subversion de la République démocratique.

Marie GRANET.

Le réarmement des Français

C'est un ouvrage très technique et très précis qu'a écrit M. Vigneras (2). Partant de l'entrevue de Cherchell en octobre 1942 et des premières demandes présentées par le colonel Jousse et le général Mast, il a étudié dans quelles conditions, à travers quelles difficultés, et avec quels résultats les Américains avaient équipé, armé et souvent formé une nouvelle armée française, d'abord en Afrique du Nord, puis sur le sol de la métropole, jusqu'à l'envoi d'un corps expéditionnaire français en Extrême-Orient. Pour ce faire, M. Vigneras a disposé des archives de l'armée américaine mises à sa disposition sans restriction. Il a pu ainsi prendre les décisions à leur source, dans les discussions du *Combined joint of Staff*, étudier leurs modalités d'élaboration au grand État-Major allié (*Allied Force Headquariers* ou *Supreme Headquarters Allied Expeditionary Force*) et suivre les vicissitudes de leur application par le canal des Missions de liaison. Il n'est pas un

(1) Lire à ce sujet, le livre très suggestif de Eugenio REALE, *Jacques Duclos au banc des accusés*, Plon édit., qui montre la déception du Parti communiste international devant l'échec du P.C. français.

(2) Marcel VIGNERAS, *Rearming the French*, Office of the Chief of Military History of the Army, Washington, 1957, 444 p.

retard, pas un malentendu, dont il n'ait recherché et expliqué les raisons. Le dossier était très complet et il a été dépouillé avec beaucoup de minutie. Le lecteur français s'étonnera peut-être de certaines lacunes dans la bibliographie imprimée (1) ; mais il est vrai que les points de vue français ont été souvent exprimés, sinon dans un ouvrage d'histoire, du moins dans des Mémoires ou des plaidoyers ; les archives américaines contiennent, de toutes façons, l'essentiel.

Les difficultés de l'opération étaient immenses et M. Vigneras les analyse avec soin : diversité des troupes à équiper ; « barrières » des langues ; variété des coutumes, des costumes et des modes d'alimentation ; manque de tonnage ; rareté des ports équipés pour recevoir, stocker et redistribuer le matériel ; nombre insuffisant chez les Français de techniciens qualifiés, etc. Ces difficultés expliquent bien des délais, des discussions aigres et des ressentiments durables.

Les résultats furent cependant considérables et, dans l'ensemble, très satisfaisants pour les deux parties. Au terme, les Américains avaient armé, en Afrique du Nord, 250 000 hommes groupés en 8 divisions de combat et 300 unités de soutien ; en France métropolitaine, 50 000 hommes en trois divisions nouvelles et 40 unités de soutien (2). Ils avaient entièrement créé 19 escadrilles aériennes groupant 20 000 hommes et réparé une grande partie de la flotte française. A tout cela, s'ajoutaient 200 000 hommes, habillés et armés, constituant les *troupes de souveraineté* de France et d'Afrique du Nord. Pour cet énorme travail, plus de 3 millions de tonnes de marchandises avaient été nécessaires, représentant plus de 3 milliards de dollars, sur lesquels la France, déduction faite de son propre apport évalué à 860 millions de dollars, a remboursé seulement 420 millions de dollars à partir de 1951. Au total 8 % de l'ensemble du *prêt-bail*.

M. Vigneras a raison d'écrire que, sans l'aide américaine, la France n'aurait pas retrouvé la place qui lui revenait, tandis que les Américains avaient, de leur côté tout intérêt à armer des troupes qui économisaient d'autant les leurs, et à redonner de la vitalité à un pays dont la force était nécessaire à leur politique en Europe. Dans ces conditions, les buts étant communs, et reconnus par tous, on peut s'étonner des problèmes qui ont surgi et qui ont parfois singulièrement compliqué les choses.

Les uns tenaient à une différence de conception. Les Français demandaient à armer le plus grand nombre d'hommes possible ; les Américains préféraient équiper des unités de combat, en nombre plus réduit, mais d'une efficacité plus grande. A plusieurs reprises le général Giraud — et ses successeurs — sont soupçonnés de conceptions périmées et d'incompréhension à l'égard des règles et exigences de la guerre moderne. D'autre part, en dépit de l'arrivée en Afrique de milliers d'officiers « évadés de France », en raison de la prédominance des troupes de couleur, les Français ne pouvaient pas recruter et former des services *logistiques* suffisants. La question prenait ici un tour politique : les Américains proposaient d'inclure les divisions françaises dans leur propre armée, avec des services communs, ce qui apparaissait comme une subordination inacceptable à l'amour-propre national des Français.

Les rivalités et les divisions entre Français faisaient le reste. M. Vigneras s'est interdit de traiter des questions politiques, quand elles n'étaient pas

(1) Il n'est pas fait mention de livres, orientés en sens très opposés comme ceux de : Lerecouvreux, *Résurrection de l'Armée française* (giraudiste) et Soustelle, *Envers et contre tout* (gaulliste).

(2) 1 400 avions, 160 000 fusils, 30 000 mitrailleuses, 3 000 canons, 5 000 tanks.

directement en rapport avec le réarmement militaire. Son livre permet toutefois de percevoir, du point de vue américain, ce qu'avaient de fâcheux les querelles françaises. A plusieurs reprises, Cordell Hull et Roosevelt menacèrent de couper les vivres, et le général Marshall formule le jugement final en disant que « les Français se sont bien battus, quand des questions politiques n'étaient pas en cause ».

Mais une fois de plus, et bien que l'auteur passe rapidement sur ce point, apparaît la singulière incompréhension des Américains à l'égard de la *France libre*. Alors que les troupes d'Afrique du Nord se sont battues contre eux en novembre 1942, c'est aux *Français libres* qu'ils réservent leur défiance, leurs soupçons de manque de loyalisme, leurs inquiétudes quant à la discipline (on dirait qu'ils confondent rebelles et mutins) (1). M. Vigneras se borne à raconter sobrement les faits; il approuve la suppression du titre de Commandant en Chef et la réduction du général Giraud à un rôle d'inspecteur général des Armées, plus adapté à la place que les troupes françaises auraient désormais à occuper dans la grande coalition alliée. Mais, de façon générale, faute d'une relation des survivances durables d'un état d'esprit « vichyste » à Alger, le comportement du général de Gaulle et de ceux qui le suivent s'explique mal, et le lecteur ne peut pas comprendre la coulée en sens unique qui vida le *giraudisme* de ses partisans et gonfla les effectifs *gaullistes* (2).

Un des chapitres les plus intéressants de l'ouvrage est consacré à l'armement de la Résistance française. Sur ce terrain aussi, les Américains prirent la relève des Britanniques. On peut regretter que M. Vigneras, qui a eu l'idée de compléter son information par des conversations avec des acteurs importants, n'ait pas interrogé quelques *Délégués militaires* ou chefs F.F.I. qui l'auraient renseigné sur l'inutilité, voire la nocivité, de certains parachutages spectaculaires.

Bien qu'il laisse de côté quelques questions épineuses — les divergences de vues sur la libération de la Corse ou l'aide non apportée au maquis du Vercors — l'ouvrage de M. Vigneras, très consciencieusement rédigé, permet de mesurer l'importance de l'arsenal américain dans la victoire alliée et la part qu'il a prise dans le redressement français.

H. Michel.

Un témoin de la libération de Paris

Après son *Journal d'un témoin de la 3e*, M. J. Bardoux publie ses notes prises au jour le jour, du temps de sa « résistance », qui va de octobre 1943 à septembre 1944 (3) ; il manque pour l'instant, dans la trilogie, la période « vichyste », dont l'évocation est annoncée comme prochaine sous le titre significatif : *Le second royaume de Bourges, journal d'un légiste.*

A la différence du premier volume de ce journal (4), il semble que cette dernière tranche chronologique n'ait pas donné lieu à remaniements après-coup ; du moins les retouches sont-elles peu visibles ; on peut même regretter

(1) Il est question de 77 disputes entre Français libres et indigènes de Tripolitaine. Aucune n'est précisée.

(2) Dans l'ensemble le réarmement clandestin de l'Afrique du Nord paraît surévalué et le rôle de Giraud favorablement, et convenablement, apprécié.

(3) J. Bardoux, *La délivrance de Paris*, Arthème Fayard, Paris, 1958, 388 p.

(4) Cf. *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, nº 33, janvier 1959, p. 71.

une rapidité de rédaction qui, par l'accumulation d'erreurs d'écriture, rend parfois la lecture difficile (1).

La sincérité du rédacteur et l'abondance de ses notes font l'intérêt du livre. M. J. Bardoux, sensible, à juste titre, au caractère extraordinaire des événements qu'il vivait, a voulu tout noter, de ce qu'il voyait ou de ce qu'on lui disait ; de là un grand nombre de touches rapides, de propos résumés, de « on-dit », souvent même de ragots, donnés pêle-mêle et sans examen. Il est d'ailleurs rarement un témoin direct ; mais par contre, comme il a beaucoup de relations, il entend beaucoup de choses. De là des phrases comme : « J'ai appris par mon voisin qu'un général allemand avait dit à une dame »... ou des affirmations du genre : « Staline est le fils naturel d'une lingère des de Chambrun. » C'est d'autant plus regrettable que, à l'occasion M. Bardoux sait voir, observer et décrire, qu'il s'agisse de la longue queue de Parisiens défilant devant le tombeau de Ph. Henriot, le 30 juin 1944 ou de l'enthousiasme provoqué par l'entrée de la Division Leclerc dans Paris moins de deux mois après. Il n'est pas sans intérêt de relever cet exemple, montrant après tant d'autres, combien, dans les périodes exceptionnelles où dominent les passions, le sens critique abdique devant l'appétit de l'extraordinaire et la soif du miraculeux.

Moins que les révélations sensationnelles dont il se délectait, et que le temps a privées de toute parure, ce qui compte dans le journal de ce notable, c'est la position qu'il a adoptée à l'égard des forces qui dirigeaient la France et divisaient les Français. L'occupant ne trouve aucune grâce à ses yeux ; il relève avec indignation ses crimes réels, ou supposés ; il le croit capable de tout. Cette hostilité, il la manifeste de façon aussi entière à l'égard des pouvoirs de Vichy, avec lesquels il a cependant conservé des liens nombreux. Il souligne les abandons successifs, les étapes de la « déshonorante agonie », les sorties de Pétain contre Laval (2), comme les jugements sévères de son entourage sur le maréchal (3). Ces notations, plus que l'enchaînement des faits, précisent utilement une ambiance ; ainsi vu, tantôt par le gros bout, tantôt par le petit bout de la lorgnette, Vichy donne l'impression d'un navire que les rats commencent à déserter. La révélation la plus neuve peut-être concerne les efforts du général Brécard en octobre 1943 — jusqu'à quel point exécutait-il des consignes — pour constituer un ministère de transition, présidé par Lemery, qui sauverait le maréchal. Il sera intéressant de trouver, dans le futur tome III, les raisons, et le cheminement, de l'évolution de la pensée et des sentiments, de M. J. Bardoux.

Naturellement, tous les espoirs reposent sur les Alliés, bien que les désastreux bombardements effectués par les Américains soient jugés avec sévérité (à ce propos M. Bardoux dresse un bilan des pertes subies, pour une vingtaine de villes, à la date du 30 mai 1944, dont on aimerait connaître la source). Mais, pour sauver la France, et la rétablir dans son indépendance et sa grandeur, confiance est faite en outre au général de Gaulle. C'est un signe des temps aussi que, fin 43, tout le monde veut être résistant et mener une existence, au moins partiellement, clandestine. On peut sourire du sous-titre de l'ouvrage, *Séances secrètes et négociations clandestines*, quand on apprend

(1) Gouvernement Goin, général Oberst (pour Oberg) Krup von Linden (pour Krug von Nida), Knocken puis Krocken (pour Knochen), Sigorsky (pour Sikorski) l'archevêque Sarliève (pour Mgr Saliège), Florent (pour Flouret), Louizet (pour Luizet), etc. Le plus beau fleuron est le récit d'une visite d'Alibert, qui parle de « sa jeune veuve » (p. 267).

(2) « C'est un homme pour qui l'honneur privé, comme l'honneur public, n'a pas de sens. » Mais Pétain ne veut renvoyer Laval qu'avec l'autorisation des Allemands.

(3) « Il veut me laisser tomber, dit le général Brecard, ce qui serait assez conforme à ses habitudes. »

qu'il s'agissait de réunions de quelques sénateurs, 16 au maximum, tantôt chez l'un d'entre eux, tantôt à la brasserie Lipp ou à la Closerie des Lilas.

Car, si de Gaulle recueille bien des suffrages, on pense aussi que « livrés à eux-mêmes, les hommes du Comité d'Alger — ne sont-ils pas des émigrés — seront incapables de remettre la France debout ». Aussi bien, les valeureux sénateurs offrent-ils leur expérience pour « travailler à l'apaisement, limiter les sanctions, rétablir l'ordre, rebâtir la Cité ». Imperturbables, ils votent des textes (1), proposent des amendements, établissent des listes de ministres, avancent des noms de Président de la République. Autre marque des temps, ils sont tous partisans d'une épuration sévère, à commencer par les membres des anciennes Assemblées de la IIIe République.

La condition première pour tous les problèmes, c'est, à leurs yeux, d'assurer la continuité de la légalité par la convocation des Assemblées, rajeunies par l'introduction de membres de la Consultative d'Alger... et de représentants des mouvements de jeunesse. Cette proposition n'aura aucune suite ; transmise à Alger avec des amendements dus à l'intermédiaire, qui l'annulaient pratiquement, elle n'a jamais été prise en considération par le général de Gaulle.

Malgré son échec, la tentative est intéressante car elle constitue, en marge de celles effectuées par Chautemps et Laval, un moment de la grande entreprise de confiscation de la Résistance par les partis politiques. Les sénateurs sont anti-allemands, anti-vichystes et, à un degré moindre, gaullistes ; ils jouent le jeu de la clandestinité, et se plaisent à imaginer les risques réels, que de ce fait ils courent. Pourtant, ils sont en marge de la Résistance ; non seulement parce que, de toute évidence, ils ignorent tout de ses rouages, ce qui est excusable (2), mais surtout parce qu'ils défendent des valeurs qui sont périmées pour les membres des mouvements et les agents des réseaux. Certes ceux-ci veulent, comme les sénateurs, la restauration des libertés essentielles, mais pas au prix d'un retour au régime parlementaire. Ce qui les sépare des partis politiques, ce n'est pas une doctrine, ni le but recherché, c'est un certain style de vie, une conception de l'action politique. N'est-il pas typique que nos sénateurs délibèrent pendant que Paris se soulève ? Certes leur âge les écarte des barricades, mais les maquis, les sabotages, le soulèvement lui-même, ne sont à leurs yeux guère autre chose que des manifestations répréhensibles du désordre. A Paris, les sénateurs ont échoué ; mais les députés seront plus heureux à la Consultative d'Alger, comme à celle de Paris, après être entrés au C.N.R. Et c'est pourquoi, à commencer par le général de Gaulle qui partira en claquant les portes, dès l'automne de 1944, nombreux seront les Résistants qui penseront que la Résistance a été trahie, et confisquée la Révolution qu'elle portait en elle.

Henri Michel.

Un agent secret parle

Sous un titre un peu mystérieux qui fait penser à un roman, si les souvenirs de H. Nouveau racontent des aventures, il s'agit d'aventures vécues d'un exceptionnel intérêt pour l'histoire de la Résistance (3). L'auteur habitait

(1) Ils adoptent, à 5, « le texte définitif de la loi constitutionnelle » (p. 36).

(2) J. Bardoux parle de « groupes de résistants », des M.U.R. « nouvelle fédération de tous les partis d'opposition », du « Conseil supérieur de la Résistance », de Bidault, « chef de la Résistance à Paris ». Il a parfois conscience de son ignorance lorsqu'il évoque « les drames à côtés desquels il vit quotidiennement. »

(3) L.-H. Nouveau, *Des capitaines par milliers*, Calman-Lévy, Paris, 1958, 450 p.

Marseille au début de la guerre ; lié à des firmes britanniques par ses affaires, il appartenait, par profession, à la bourgeoisie commerçante mais, par goût, il entretenait des relations suivies avec des intellectuels et des écrivains ; notamment il était reçu, fort amicalement, par André Gide.

Le livre pourrait porter en sous-titre : *Comment on devient, et on demeure résistant.* Très perspicace à s'analyser lui-même, et très probe dans l'expression des résultats de son introspection, M. Nouveau excelle à retracer ses impressions comme ses pensées, l'évolution de son comportement, la mutation lente que produit en lui la grande aventure dans laquelle il s'est jeté de toutes ses forces et de toute son âme. Ce témoignage sincère, qui permet au lecteur de sonder constamment les reins et le cœur d'un Résistant de bonne foi, suffirait à marquer l'intérêt du récit.

Mais celui-ci contient bien autre chose. Il nous fait assister à la naissance, et au développement, d'une *organisation* — c'est le nom que lui donnaient entre eux ses membres — qui sera connue plus tard sous le nom de *réseau Pat O'Leary* (1). On peut ainsi constater à nouveau que la Résistance a été une création spontanée de gens « qui voulaient faire quelque chose » et qui utilisaient des moyens à leur portée. Par la suite, après une période de tâtonnement et parfois d'incompréhension, seule l'aide venue de Londres a permis l'extension du réseau et sa survie, notamment par l'envoi des fonds nécessaires, les liaisons par radio, et l'enlèvement par avion ou par bateau des aviateurs récupérés.

L'existence de la zone non occupée offre bien des facilités ; c'est ainsi que, pendant un certain temps, on peut télégraphier en Angleterre, et jusqu'en novembre 1942 le franchissement des Pyrénées sera relativement aisé ; une fois passée la ligne de démarcation, les Résistants se sentaient dans une relative sécurité. Mais, par ailleurs, le succès de la propagande vichyste et la vague d'anglophobie qu'elle soulevait, provoquaient une atmosphère de méfiance et de délation génératrice souvent de bien désagréables surprises. En zone nord, si les risques étaient plus grands et les appuis obtenus avec plus de difficulté et de circonspection, par contre les contours de l'amitié et de l'hostilité se dessinaient avec une franche netteté.

M. Nouveau, qui avait pris le surnom de *Saint-Jean*, avait commencé par héberger chez lui les aviateurs alliés tombés en parachute, qui avaient échappé aux recherches et qui voulaient retourner au combat : il en a ainsi reçu, en deux ans, plus de 160, ce qui, avec les difficultés du ravitaillement, suffirait à constituer une remarquable performance. Puis, il fut chargé d'aller chercher les aviateurs dans leurs refuges provisoires et précaires, et de prospecter les régions où le réseau ne disposait pas encore de liaison, de façon à étendre les mailles du filet, organiser des refuges, trouver des convoyeurs. Il accomplit, dans toute la France, 42 voyages dont chacun, en raison de la lenteur et de l'encombrement des moyens de transport, constituait une véritable expédition.

Le lecteur participe ainsi à la vie quotidienne d'un *agent secret* ; il connaît ses menus déboires et ses grandes joies. Aucun récit aussi vivant n'avait été publié depuis les *Mémoires* de Rémy. Ceux de M. Nouveau offrent le mérite, outre leur absolue franchise, d'un remarquable esprit critique. Bien qu'il ait eu la chance de retrouver un journal tenu entre mars 1941 et septembre 1942, et qu'il ait parfois soumis ses notes à ses compagnons de combat, c'est avec d'infinis scrupules que M. Nouveau précise un fait, un nom ou une date. Il ne nous cèle aucune de ses incertitudes et ne conclut qu'après avoir éliminé consciencieusement tous les risques

(1) Cf. le compte rendu du livre de Vincent Brome dans *L'histoire de Pat O'Leary* par Mme Marie Granet dans le n° 30 de la *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale.*

d'erreur. Ajoutons que cet homme, venu à l'action par sens du devoir plus que par vocation, sait écrire ; certains chapitres — passage de la ligne de démarcation, embarquement d'une troupe d'aviateurs sur une plage catalane — mériteront de figurer dans une anthologie de la Résistance.

Les anecdotes significatives abondent. Les plus intéressantes sont peut-être celles qui reconstituent le climat mental et moral de la zone non occupée. M. Nouveau a relevé avec irritation, quelques-uns des propos entendus : « Que nous soyons d'abord débarrassés des Anglais, cette ordure... Les Allemands vont mettre un peu d'ordre chez nous. » Il a pu constater que « on ne pouvait pas monter dans un compartiment de 1re classe sans être à peu près certain que sur 5 voyageurs, 4 étaient pétinistes et anglophobes ». Il conclut que la classe dirigeante était collaboratrice, et il en donne une raison, pas assez indiquée jusqu'ici, et qui ne manque pas de pertinence : le snobisme. Aussi bien, beaucoup de Résistants confirmeraient-ils nombre de ses désillusions, qui l'amenèrent peu à peu à rompre avec son entourage, et parfois à briser ses amitiés les plus anciennes et les plus chères (1).

Par contre, dans les autres couches de la population, l'opinion publique est anti-collaborationniste. Autre trait significatif de l'époque ; il suffisait d'un propos, d'un sourire, d'une attitude, pour que les « gaullistes » se reconnaissent ; « nous savions d'un coup que nous étions dans le bain, dans le même bain ». La confiance n'était toutefois pas toujours gagnée aisément. M. Nouveau apporte quelques faits à cette histoire régionale de la résistance qui reste à écrire, lorsqu'il raconte comment des signes insuffisants de reconnaissance, qui auraient largement suffi en Provence, faillirent provoquer en Bretagne son exécution par des Résistants. D'ailleurs, même en respectant le nécessaire cloisonnement — et lui-même l'a fait d'instinct, en évitant de s'occuper de « renseignement » — on finissait toujours par aboutir aux mêmes personnes, souvent engagées dans des actions multiples, parfois à leur corps défendant ; les Résistants actifs constituèrent longtemps une petite minorité.

Ainsi, depuis le moment où, de colère impuissante, il sifflait *Tipperary* devant des officiers allemands tout en se disant que c'était parfaitement inutile et même un peu ridicule, jusqu'à son arrestation, résultat, bien entendu, de la trahison, M. Nouveau déroule le film coloré d'une existence consacrée à une cause dure et belle. Il termine son récit aux portes de Buchenwald ; non qu'au delà ait cessé pour lui l'espérance, mais probablement par pudeur. Cet observateur doublé d'un écrivain aurait pu nous brosser sur les camps de concentration un tableau d'une remarquable venue ; espérons qu'il le donnera un jour comme suite à ses *Capitaines par milliers*.

Henri Michel.

Un agent de S.O.E.

Mme Joan Overton Fuller décrit dans l'équipée d'un agent de la « *French Section* » du colonel Buckmaster, le capitaine John Starr, parachuté en France et tombé aux mains de la Gestapo (2). Évoquant à cette occasion quelques épisodes de la lutte implacable menée par les services de contre-espionnage allemand contre les réseaux britanniques en France, elle apporte

(1) « Un Allemand anti-nazi est beaucoup plus mon ami qu'un bourgeois français collaborationniste. »

(2) Jean Overton Fuller, *No 13, Bob*, Boston-Toronto, Little, Brown and Company, 1954, in-8°, 240 pages.

des éléments de réponse à une question qu'il était permis de se poser après la lecture des mémoires du colonel Buckmaster (1), à savoir la cause des pertes importantes subies par l'organisation (130 arrestations pour 500 agents parachutés, de l'aveu de Buckmaster lui-même).

La réponse de Mme Fuller est nette : les Allemands, ayant réussi à s'emparer d'un certain nombre d'agents acheminés en France, reprirent à leur compte la « manipulation » des postes radio dont ces agents étaient porteurs ; ayant rétabli de la sorte le contact avec Londres, ils attirèrent dans leurs filets des parachutages de personnel et de matériel, et parvinrent à noyauter plusieurs branches des réseaux britanniques chargés d'apporter de l'aide à la résistance française.

Starr, alias Bob, a-t-il joué un rôle dans ce « *Spiel* »? Il semble que les services anglais aient répondu longtemps à cette question par l'affirmative, s'ils ont par la suite accordé à l'intéressé le bénéfice du doute. Transféré dans les locaux du Q. G. du S. D. (84, avenue Foch) après son arrestation, Starr y reste jusqu'à la libération de Paris, date de son transfert à Sachsenhausen. Le S. D., ayant découvert ses talents, l'utilise pour des travaux de dessin ; en contre-partie de ses services, les Allemands lui accordent quelques adoucissements dans sa détention. Ce régime de faveur ne pouvait que surprendre les codétenus de Starr, et il n'est pas étonnant dans ces conditions qu'on ait pu le soupçonner d'être entré dans le jeu des Allemands, de leur avoir fourni les informations dont il disposait, de les avoir fait bénéficier des confidences de ses camarades et d'avoir constitué pour ces derniers un spectacle démoralisant.

En fait, selon Mme Fuller, Starr avait découvert, en dessinant des schémas pour le compte du S. D., l'importance des pénétrations réalisées par le contre-espionnage allemand dans les réseaux de la « *French Section* ». Son objectif aurait été le suivant : utiliser, vis-à-vis des Allemands, tous les moyens dilatoires possibles pour lui permettre d'informer les Anglais de la situation exacte de leurs réseaux. Starr, muni d'importants documents, tentera le 25 novembre 1943 de s'évader en compagnie du colonel Faye (du réseau « *Alliance* ») et d'une opératrice radio, Noor Inayat Khan (alias « *Madeleine* »). Retombé aux mains des Allemands, Starr, toujours dans les mêmes intentions, donne sa parole d'honneur de ne pas tenter de nouvelle évasion (il reproche à ce sujet à Buckmaster de n'avoir pas prévu avec suffisamment de précision, dans l'instruction des agents, la conduite à tenir en cas d'arrestation). Ses deux compagnons, ayant refusé leur parole d'honneur, sont immédiatement transférés en Allemagne, où ils seront exécutés, « *Madeleine* » en septembre 1944, le colonel Faye en janvier 1945.

Les tribunaux anglais ne se sont pas occupés de Starr et la justice militaire française a finalement prononcé un non-lieu en sa faveur. Dans le monde des services secrets, il existe toute une gamme de demi-teintes, assurant insensiblement la transition entre la lumière qui auréole le héros et l'ombre dans laquelle agit le traître. Le cas du capitaine Starr ne peut être évoqué sans que soient mentionnées ces nuances, et les conclusions que l'on serait tenté de tirer peuvent être fort différentes si l'on scrute les intentions de l'intéressé ou si l'on essaye d'évaluer les conséquences de son attitude.

A. Fournier.

(1) « *Specially employed* ». Cf. *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, janvier 1956, p. 79-80.

LA POLOGNE

Sur la Pologne et l'Europe

Au cours de l'année 1957, la liste déjà longue des travaux allemands récents sur les problèmes polonais s'est accrue d'un volume compact et très documenté, le *Polen und Europa* de Hans Roos ; le titre peut paraître ambitieux : *La Pologne et l'Europe* — malgré la restriction dans le temps et dans le sujet : « Études de politique étrangère polonaise entre 1931 et 1939 » (1).

Il n'est pas sans intérêt de savoir que ce volume appartient à la série des *Tübinger Studien zur Geschichte und Politik* qui groupe un certain nombre de travaux d'histoire moderne et contemporaine, d'où manifestement toute politique, donc toute partialité ne peut humainement être exclue (2).

Disons tout de suite que les deux remarquables qualités de l'ouvrage, et qui apparaissent à la lecture tant de la table que de l'index des noms propres, sont la clarté du plan et l'abondance des sources. Disons-le aussi : l'impressionnante liste des personnes auxquelles l'auteur s'est adressé au cours de l'élaboration du livre va du Pr Baumont au Dr Ziehm, ancien président du Sénat de Danzig, en passant par les collaborateurs des Instituts historiques polonais en exil et les diplomates allemands. Ceci nous permet de regretter qu'apparemment — car aucune précision n'est indiquée sur leur séjour actuel — nul Polonais de la Pologne actuelle n'ait été consulté. La personnalité du Pr Keyser qui a procuré à l'auteur une bourse de recherches du *Herder Institut*, soulève également quelques objections, encore que l'auteur prenne soin de dire : « Tout compte fait, les erreurs d'appréciation de Beck sont peu de chose finalement en regard de la démesure et de la brutalité d'un Hitler qui tendait de plus en plus à ne voir dans le rapprochement polono-allemand que l'un des éléments de sa croisade projetée contre l'Union soviétique, qui voulait faire de la Pologne un État satellite et finalement qui la livra à l'écroulement, détruisant soi-même le plus puissant rempart contre l'avancée des Bolcheviques en Europe centrale. » C'est croyons-nous aller un peu vite en besogne et juger assez sommairement la complexité des rapports entre les deux États voisins tout en repoussant — qui s'en étonnerait ? — sur Hitler maintenant mort, la responsabilité de faits que trop de noms ont confirmés et le procès récent de Koch les ramène invinciblement à la mémoire de ceux qui penseraient pouvoir ou devoir par « raison d'État » les oublier.

Cela dit, il nous faut entreprendre l'analyse de l'ouvrage en suivant le plan qui s'impose, c'est-à-dire le déroulement des faits. Le choix de la date de 1931 n'est pas seulement dicté par une « prophétie » de Pilsudski en 1926 mais surtout, et nous ne saurions trop en louer l'auteur, par les événements d'Extrême-Orient. Trop de commentateurs et de spécialistes ont oublié que l'U.R.S.S. a toujours eu une politique asiatique qui subit le contrecoup des événements occidentaux et qui, à son tour, les influence. A plusieurs reprises Roos saura nous faire comprendre combien l'Asie est

(1) *Polen und Europa Studien zur polnischen Aussenpolitik, 1931-1939*, éd. Mohr, Tübingen, 1957, XI-421 p.

(2) Nous indiquons pour informer le lecteur les titres des autres volumes de la collection : *Die politische Terminologie des Präsidenten F. D. Roosevelt ; Die deutscsh-chweizerische Presse zu einigen Problemen des zweiten Weltkrieges ; England und der neue Kurs 1890-1895 ; Deutscher Osten und slawischer Westen ; Fürst Bülows Denkwürdigkeiten ; Der Rundfunk im politischen Kräftespiel der Weimarer Republik 1923-1933.*

proche du Niémen, et c'est tout simplement essentiel. Mais, avant d'entreprendre son récit, l'auteur brosse un tableau rapide et pénétrant des relations que la Pologne entretenait avec ses voisins et qui étaient manifestement détestables. Il ne paraît pas toutefois tenir assez compte du fait que ce qui gênait les voisins de la Pologne, l'Allemagne en particulier, c'était l'existence même de l'État polonais et non ses intentions, pacifiques ou belliqueuses. Comme aujourd'hui Israël, la Pologne apparaissait à tous comme un non-sens politique et géographique et c'est contre elle que se faisait et refaisait l'entente entre des États voisins que tout dressait en fait les uns contre les autres ; les pacifistes occidentaux (pas toujours désintéressés) ne paraissaient pas juger très sainement une situation qu'ils ne voulaient pas comprendre en préférant se réfugier dans les « traditions historiques » ou je ne sais quelle sentimentalité absurde.

La première partie couvre les quatre premières années jusqu'à l'alliance franco-russe et à la mort de Pilsudski ; elle correspond à quelques pages près à la première moitié du livre et traite essentiellement des problèmes non résolus et d'année en année plus nombreux ; la seconde partie nous mène jusqu'au début de 1939 et son rythme est plus rapide car les crises se multiplient et intéressent de plus en plus directement la Pologne. Ce qui paraît avoir précipité les événements c'est la politique de la *Troisième Europe* à partir de 1937, que les progrès de l'Allemagne pouvaient justifier, car personne en Europe centrale et orientale n'en était enchanté. Il est remarquable que Roos ait consacré à ces quelques mois entre juin 1937 et le printemps 1938 plus du quart de son ouvrage, soit un peu plus de 120 pages. Pour qui a vécu sur place l'évolution de la Pologne à la veille de la guerre cette « disproportion » est amplement justifiée.

Par un procédé auquel les travaux allemands ne nous ont pas jusqu'ici accoutumé, Roos place à la fin de chacune de ces deux grandes parties une conclusion *(Schlusswort)* qui est d'autant plus nécessaire que la masse des faits et des documents utilisés provoque chez le lecteur une impression de vertige. Nous devons accepter la conclusion de la première partie dans ses grandes lignes (p. 220-223) en particulier en ce qui concerne l'appréciation sur la décadence de la position internationale de la France et le manque de cohésion de la Pologne que la mort de Pilsudski laissait en enjeu à deux groupes rivaux : les anciens qui voulaient maintenir une politique hostile à un rapprochement polono-allemand, les nouveaux qui, déçus par l'Occident et sous l'influence des événements d'Ukraine, voulaient amener leur pays sur les mêmes voies que celles que Hitler suivait ; mais nous ne pouvons donner notre assentiment aux deux idées que Roos paraît surtout attaché à prouver : la sagesse politique constante du *Dziadek* Pilsudski et la modération des Allemands, de Hitler lui-même, devant les entreprises polonaises. Par contre, les conclusions de la II[e] Partie nous semblent correspondre à la réalité ; en fait, elles se ramènent à une seule : la Pologne était trop faible pour mener la politique que lui imposait Beck, mais aussi que nécessitait le rapprochement franco-soviétique. Il semble que l'erreur politique et éthique fatale fut la destruction de la Tchécoslovaquie qui non seulement était un précédent pour la solution brutale des questions de Danzig et de Lithuanie, puis de la question polonaise, mais facilitait cette même solution en mettant directement en contact et en conflit les intérêts polonais et allemands.

Peut-être le lecteur est-il déçu de ne trouver dans l'ouvrage de Roos aucune vue originale ? Ce travail est néanmoins, quelle que soit sa thèse, un excellent compendium et un instrument commode. C'est grâce à cette qualité qu'il pourrait contribuer en partie à exaucer le souhait formulé par Roos dans les dernières lignes, celui d'une meilleure compréhension

entre Polonais et Allemands. Mais pourquoi faut-il que ce souhait soit dirigé essentiellement contre l'U.R.S.S. ? Roos croit-il qu'il y ait à Varsovie un nouveau Beck qui prenne au sérieux les pieux souhaits des *Arbeitsgemeinschaften* révisionnistes d'outre-Rhin et leurs alliés journalistiques du *Stern ?*

Jean-B. Neveux, *Alger.*

Publications polonaises

Appelés à poursuivre la publication « des sources, des études et des souvenirs » concernant ce camp, les *Cahiers d'Auschwitz* (1) débutèrent par un numéro consacré principalement à la présentation du « livre du *Bunker* ». Il s'agit en l'occurrence d'un registre où l'on inscrivait les noms des prisonniers punis, enfermés dans les cellules et les cachots du sinistre *Block 11.*

Les *Schreiber* (recrutés parmi les détenus du camp et chargés de tenir la comptabilité) n'ayant pas accès à cette partie de la prison, les listes de ses effectifs étaient dressées par le *Blockführer* (un S.S.) en personne. Il communiquait chaque matin uniquement le chiffre global. L'art d'écrire et de compter n'était pas cependant le fort des S.S. Par suite, leurs erreurs de calcul obligeaient fréquemment les responsables à des vérifications et rectifications supplémentaires et cela pendant les appels mêmes. Leur prolongement augmentait ainsi les souffrances des prisonniers du camp, retenus debout, souvent sous la pluie ou par le froid de loup, des heures entières. Afin de pallier ce grave inconvénient, les *Schreiber* du block 11 se sont mis spontanément à tenir à jour un registre à part. Clandestin au début, ce document « s'accréditait » avec le temps, pour être finalement accepté de manière quasi officielle. Étant donné qu'il fixait non seulement les noms des victimes (avec les dates de leur détention dans le *Bunker*), mais aussi leur sort ultérieur (soit exécution, soit réintégration dans leurs *kommandos* respectifs ou dans le *kommando* dit de discipline), certains participants aux activités de la Résistance dans le camp prirent l'initiative d'expédier « le livre du *Bunker* » hors de barbelés. C'est ainsi qu'en 1944, le document en question arriva à Cracovie.

Les *Cahiers d'Auschwitz* le reproduisent intégralement, en *fac-similé*, retracent son histoire, analysent son contenu et dressent les statistiques relatives aux nationalités des hommes enfermés dans le *Bunker*, à la fréquence et à la longueur de détention. Pour que le lecteur puisse situer les détails relatés, les éditeurs en offrent aussi plusieurs photos. Il s'agit en somme d'un document capital, publié, examiné et commenté avec un grand souci d'objectivité.

Cela dit, on peut s'étonner de la sobriété quelque peu excessive des informations ayant trait au transfert même de ce document. A ce propos, les rédacteurs ont cru possible de se contenter littéralement d'une seule phrase, contenue dans la courte déclaration signée par J. Cyrankiewicz et St. Klodzinski, et constatant que l'ouvrier Walizka « prit (ce document d'un endroit convenu) et le transporta clandestinement jusqu'au poste de la Résistance à Brzeszcze, d'où, par voie d'organisation, le paquet fut adressé à *Tell* (Thérèse Lasocka-Estreicher) à Cracovie ». En réalité, cette « voie d'organisation » était un réseau qui — dans les circonstances les plus périlleuses — assurait une liaison stable (à travers une frontière nouvellement créée) entre le camp d'Auschwitz et le monde libre ; ce réseau a eu ses

(1) *Zeszyty Oswiecimskie*, Édition du Musée d'État à Auschwitz, 1957.

héros et ses martyrs. Il s'agit du *Parti socialiste polonais* (P.P.S.) dont les militants formaient aussi bien le poste à Brzeszcze que *tous les autres* chaînons des liaisons mentionnées (1).

Le second numéro des *Cahiers* (2) s'occupe plus particulièrement des expériences criminelles poursuivies à Auschwitz par le Dr Clauberg et par les autres médecins hitlériens (Dr Karl Brandt, Pr Karl Gebhardt). A titre d'introduction, Jan Sehn retrace ici l'origine, les buts envisagés et le déroulement des dites « recherches scientifiques » réalisées sur des êtres humains changés en cobayes, les circonstances de l'arrestation du criminel onze ans après la guerre et les chefs d'accusation. A la lumière de la même affaire, le médecin (et, ajoutons-le : l'ancien détenu d'Auschwitz, qui a bien mérité de ses co-prisonniers) Wladyslaw Fejkiel — analyse les limites morales et juridiques des expériences permises en médecine. Si, en relation avec les mêmes cas, tous ces aspects ont été largement exposés et analysés aussi en France, les chercheurs sauront gré aux rédacteurs des *Cahiers* d'avoir publié, en photocopies, nombre de documents concernant cette affaire : Instructions liminaires en vue de diminuer la natalité des Polonais et des Juifs ; textes qui préconisent la stérilisation comme moyen permettant de garder des millions de travailleurs, tout en écartant le « danger » de leur descendance ; lettre du Dr Gravitz, *Reicharzt S.S.*, sollicitant auprès de Himmler une permission de créer l'Institut « de Recherche » pour Clauberg ; écrit de Clauberg exposant les plans des activités qu'il envisage et proposant d'utiliser les prisonniers comme cobayes pour ses expériences ; liste des médecins S.S. autorisés à poursuivre des expériences en vue de provoquer la stérilité des femmes, par la « méthode Clauberg » ; plusieurs documents concernant la mise en route du projet ; mémorial de Brack ayant trait à la stérilisation de 2-3 millions de Juifs ; lettre de Brandt communiquant à Clauberg l'ordre de Himmler relatif à la stérilisation de 1 000 femmes à Ravensbruck ; rapport de Clauberg où celui-ci annonce à Himmler la possibilité de stériliser, à l'aide de sa méthode, plusieurs centaines et même plusieurs milliers de femmes par jour ; photocopie d'un extrait des mémoires de R. Hoess constatant la pratique des dites expériences à Auschwitz.

Le même numéro publie le *Calendrier des événements survenus dans le camp d'Auschwitz-Birkenau* (limité pour le moment aux années 1940-1941). Il est basé, comme l'explique Mme Danuta Czech, sur les documents émanant des autorités nazies, les détails révélés au cours des procès contre les criminels de guerre, les témoignages d'anciens prisonniers et ceux de la population civile des environs du camp. Cette énumération chronologique, résultat sans doute d'un dépouillement et de recoupements laborieux, rendra un grand service à tous ceux qui se proposent d'étudier l'histoire et les problèmes rattachés à cette capitale de l'univers concentrationnaire.

Si les *Cahiers d'Auschwitz* constituent une publication relativement nouvelle, la *Commission principale pour l'étude des crimes allemands en Pologne*, créée dès l'après-guerre et animée à ses débuts par Jan Sehn, vient de publier déjà son dixième volume (3). Il comporte entre autres une étude bien documentée de Janusz Gumkowski sur l'un des plus anciens

(1) Pour les lecteurs français, ces détails ne sont pas inconnus. Je les ai relatés dans un chapitre à part de mon livre *Écrits des condamnés à mort* (P.U.F.) ; cependant il ne nous paraît pas inutile que le lecteur polonais en obtienne, lui aussi, une relation objective. J. Cyrankiewicz n'ignore point les détails dont il s'agit. Nombre de survivants qui ont participé à l'action mentionnée demeurent en Pologne et il serait très facile de recueillir leurs témoignages.

(2) *Ibid.*, 1958.

(3) *Biulelyn Glownej Komisji Badania Zbrodni Hitlerowskich w Polsce*, X (Varsovie, 1958).

camps, installé par l'occupant sur le sol de Pologne, celui de Dzialdowo (sur la voie ferrée Varsovie-Gdansk). S'appuyant sur les documents récupérés dans les archives de Berlin, sur les constatations faites sur place, ainsi que sur de nombreuses dépositions, l'auteur retrace l'organisation, la structure et les « missions » successives réalisées dans l'enceinte dont il s'agit : camp d'extermination, camp de transition et de travail, camp pour les Polonais exilés des territoires incorposés au *Reich*, prisonniers politiques, etc. Nous citerons ici une seule des conclusions : « Malgré les conditions extrêmement dures, *la mortalité naturelle* y fut relativement restreinte. Cela s'explique par le caractère du camp. Même pendant l'épidémie de typhus, une moitié de malades seulement furent *autorisés* à mourir de leur maladie, les autres furent assassinés afin d'empêcher la propagation de l'épidémie. »

Dans son travail sur l'*Extermination des populations en Pologne pendant les années 1939-1945*, Kazimierz Leszczynski dresse une liste chronologique des exécutions et des meurtres perpétrés par l'occupant dans les régions : *a)* De Lodz ; *b)* De Pomorze ; *c)* De Rzeszow. Le volume mentionné débute cependant par l'étude de J. Skorzynski sur le *Selbschutz*, *Cinquième Colonne*. Il s'agit des formations hitlériennes, recrutées parmi les Allemands — citoyens polonais, formations qui, après avoir poursuivi leurs activités de sabotage et d'espionnage dans la Pologne d'avant-guerre, entrèrent en « action directe » au moment de la campagne de septembre 1939, sous forme de groupes de diversion bien armés, contre l'armée polonaise. Intégré ensuite dans les S.S., le *Selbschutz* continua à perpétrer les atrocités contre les Polonais. « S'agissait-il, demande l'auteur, d'une manifestation de l'antagonisme séculaire germano-polonais, ou d'une action ayant un but précis ? » Il répond en citant les propos d'Hitler, adressés le 22 août 1939 aux chefs supérieurs de la *Wehrmacht* : « La décision d'attaquer la Pologne est prise (...) j'ai donné l'ordre (...) d'abattre sans pitié tous les hommes, femmes et enfants d'origine polonaise et de langue polonaise (...). La Pologne sera dépeuplée et puis repeuplée par les Allemands. » Dans son discours prononcé le 14-10-1939 à Bydgoszcz, Alvenleben, le chef du *Selbschutz*, dit : « L'homme germano-nordique se trouve placé ici en face du sous-homme slave. Comme jadis, c'est le poing qui décide. Les chevaliers teutoniques ont conquis ce pays par l'épée. C'est à nous de le faire aujourd'hui », etc.

Avec cette dernière étude, on touche au domaine des recherches auquel la Pologne accorde un intérêt très attentif : celui des problèmes liés à ses territoires de l'Ouest et surtout aux *terres recouvrées*. Ils font l'objet d'une revue spéciale *Przeglad Zachodni* (Revue occidentale) paraissant tous les deux mois, ainsi que du bulletin de l'*Agence-Pologne occidentale* (publié en langue française).

L'*Institut Occidental (Instytut Zachodni)* à Poznan, a publié toute une série d'ouvrages, dont quelques-uns, particulièrement importants sont inspirés sans doute par le souci de réunir en de grands volumes l'ensemble des principaux textes concernant les méfaits commis par l'occupant hitlérien. C'est ainsi que les professeurs Tadeusz Cyprian et Jerzy Sawicki présentent les *Affaires polonaises dans le procès de Nuremberg* (1). Il s'agit des sténogrammes des séances, précédés d'un exposé des principes adoptés, et complétés par une analyse de certains aspects du dit procès (30 + 90 pages de présentation et de commentaires contre 663 pages de sténogrammes). En faire un compte rendu équivaudrait à revenir une fois de plus sur un grand nombre de sujets hallucinants qui firent l'objet de ces débats. Pour les chercheurs polonais, la richesse de matériaux rassemblés dans ce volume

(1) Tadeusz Cyprian, Jerzy Sawicki, *Sprawy Polskie w Procesie Norymberskim*, Édition : *Instytut Zachodni* (Poznan, 1956), 814 p.

constitue une aide d'autant plus appréciable que les auteurs ont pris soin de munir leur livre d'un index des noms et des matières traitées. (Notons entre parenthèses : si la documentation fournie au cours de nombreuses séances de Nuremberg, et relative aux crimes commis en Pologne, garde toujours son accablante rigueur, on se sent gêné en relisant celle produite à propos du crime de Katyn où pourtant près de dix mille officiers polonais périrent lâchement assassinés.)

Le texte des auteurs mêmes (qui, tous les deux, furent longtemps procureurs dans des procès contre les criminels de guerre) se distingue par son érudition et sa clarté. C'est une raison de plus pour regretter de voir les résultats de leurs analyses déterminés *a priori* et toujours selon cette clé irréductible : ce qui (au sein du tribunal de Nuremberg) était proposé par les représentants de l'U.R.S.S. et des Démocraties populaires était juste et parfait : ce qui venait des Occidentaux était doublé d'une arrière-pensée « impérialiste ». Si, outre les groupes nationaux, raciaux et religieux, les États-Unis proposaient d'inclure dans la loi de protection aussi les groupes politiques, c'est « parce qu'ils voulaient probablement avoir un commode prétexte pour l'ingérence dans les affaires intérieures des États, participants à la Convention (p. 770). Certaines assertions rendent un son plutôt lugubre, notamment à la lumière d'événements survenus après le procès de Nuremberg, mais connus fort bien à la période où les auteurs rédigeaient leur appréciable ouvrage : c'est la France, en effet, qui proposa de supprimer le paragraphe sur le « génocide contre une culture » parce que celui-ci devait figurer dans la *Déclaration des droits de l'homme*, mais... c'est en U.R.S.S. que le cas eut lieu (à l'encontre de la culture juive par exemple). Que les auteurs s'élèvent contre ceux qui cherchèrent à invalider les principes du dit procès, c'est leur droit. De là jusqu'à suggérer que les théoriciens en question expriment les gouvernements « impérialistes » respectifs, il y a un grand pas. Les citations, même « fortes » n'impliquent pas la certitude de leur audience. Bien que les auteurs le citent avec une visible satisfaction, Bardèche ne fait tout de même pas autorité en France (la note de quatre lignes, dissimulée à titre d'assurance au bas de la dernière page et disant qu'il existe aussi, dans la doctrine bourgeoise, un « courant relativement fort en faveur des principes adoptés à Nuremberg », ne peut guère affaiblir l'insinuation précitée).

Le même *Institut occidental* vient de publier le second volume de Karol Marian Pospieszalski sur la *Loi hitlérienne d'occupation en Pologne* (choix de documents et essai de synthèse) (1) consacré au *Gouvernement général*. Il fait suite à un recueil analogue publié en 1952 et ayant trait aux territoires incorporés dans le Reich. La table des matières couvre, à elle seule, 15 pages, et il serait matériellement impossible de procéder ici à l'analyse des centaines de documents reproduits dans ce volume. Même si beaucoup d'entre eux étaient déjà connus des chercheurs, l'auteur a le grand mérite de les avoir réunis, classés, commentés et complétés par une quantité considérable de pièces inédites ou d'accès difficile.

Les activités « législatives » de l'occupant furent en effet surabondantes. Dès la proclamation du *Gouvernement général de la Pologne* (le 26-10-1939) jusqu'à la fin de la même année, le *Journal officiel* publia 167 actes, signés presque exclusivement par le Gouverneur ; en 1942, 340 ; en 1943, 324 ; en 1944, 166 ; en tout 1800. Ce n'est qu'une partie des matières traitées par M. Pospieszalski. La plupart du temps il ne s'agit pas seulement des « lois »

(1) Documenta Occupationis, VI : Karol Marian Pospieszalski, *Hitlerowskie « Prawo » Okupacyjne w Polsce*, Cz II : *Generalna gubernia*, Édit. *Instytut Zachodni* (Poznan, 1958), 652 p.

proprement dites, même dans l'acception hitlérienne de ce terme. En plus des ordonnances promulguées, en plus des discours, des compte rendus et d'autres énoncés publiés, l'auteur nous présente des documents secrets (extraits des journaux du Dr Frank, etc.), et pour cause : le propre des *lois* hitlériennes en Pologne consistait précisément dans le fait qu'elles ne limitaient aucunement les véritables actions et ne définissaient nullement les véritables procédés de l'occupant. En pratique la *loi* nazie s'exprimait essentiellement dans un arbitraire absolument sans borne. Pour mettre au point ces écarts, l'auteur de l'ouvrage a su judicieusement compléter chaque fois les énonciations officielles par des instructions secrètes et celles-ci par les dépositions de témoins, les comptes rendus concernant le déroulement des « actions », enfin par des études relatives aux sujets traités.

Michel Borwicz.

La « Cinquième Colonne » en Pologne

La revue polonaise *Zachodnia Agencja Prasowa* consacre l'essentiel de son numéro de septembre 1958 à une mise au point sur l'action de la *Cinquième Colonne* allemande en Pologne, avant et pendant le conflit. Elle le fait à l'aide d'une documentation abondante, mais pas très nouvelle, sauf en ce qui concerne les archives du ministère de l'Intérieur polonais. Aussi bien l'étude n'apporte-t-elle pas de véritables révélations — de nombreux passages ou citations sont d'ailleurs empruntés à l'ouvrage de M. de Jong (1).

Le texte, anonyme, est toutefois intéressant d'abord par l'esprit dont il témoigne et qui caractérise la tendance générale de la revue : il est résolument et totalement anti-allemand. Devant le péril de l'Ouest, les divisions polonaises sont oubliées ; bien des faits et arguments sont tirés des livres publiés par des cercles de recherches de Polonais émigrés, et même des *Mémoires* de Beck et de Szembek.

Par ailleurs, si la part est faite un peu belle au libéralisme polonais d'avant-guerre à l'égard des minorités ethniques, avec la conséquence de minimiser les actes, qualifiés d' « administratifs », d'hostilité de la majorité polonaise, l'étude présente une sorte de tableau résumé, d'une incontestable utilité, sur l'action de la *Cinquième Colonne* allemande. Les auteurs précisent qu'ils ont « volontairement délaissé de nombreux cas d'espionnage, de signalisation lumineuse ou visuelle, de postes émetteurs clandestins, d'interception et d'interruption des communications téléphoniques et télégraphiques, de propagation de fausses nouvelles, d'organisation de la panique parmi la population civile », etc. Plus qu'une analyse de la genèse des méthodes et de l'activité de la *Cinquième Colonne,* c'est un bref récit des étapes de sa formation et de son comportement qui est présenté.

L'origine en remonte aux groupes nationalistes allemands *(Stalhelm, Wehrwolf, Selbstschutz* et *Freikorp/)* qui opérèrent en Silésie et en Mazurie en 1920-1922, et dont les meneurs devinrent tout naturellement des chefs hitlériens. Les cadres en furent fournis par les associations (partis, coopératives, écoles privées, mouvements culturels, clubs sportifs) dans lesquels le gouvernement polonais laissa la minorité allemande se grouper. Leurs animateurs, à commencer par les sénateurs, tout en professant les déclarations de loyalisme, se muèrent en responsables de l'action subversive.

A partir de 1933 toutefois l'organisation hitlérienne *Jungdeutsche Partei*

(1) L. de Jong, *The German Fifth Column in the Second World War.*

se substitua à toutes les autres ; en 1934, Hitler posa le principe de sa politique : « Les décisions concernant les Allemands à l'étranger seront prises par moi-même, sans vote ni débat. » A partir de ce moment, la minorité allemande — de qui le *Führer* exige une « obéissance aveugle » — est utilisée comme instrument de pression sur la Pologne, en invoquant les « persécutions » dont elle est victime. La revue énumère 23 cas d'Allemands tués de mort violente entre le 1er avril et le 31 août 1939 ; la propagande hitlérienne lança le slogan de « l'assassinat en pleine paix de 62 000 *Volkdeutsche* ».

Au cours du printemps 1939 commence l'action clandestine ; tandis que se multiplient les cellules d'espionnage, des milliers de jeunes Polono-Allemands passent la frontière pour recevoir en Allemagne une formation spéciale de combat. Ce sont parfois des centaines de recrues polonaises qui désertent en bloc. En même temps, des armes pénètrent en Pologne, destinées à des groupes d'assaut clandestins. La direction de ces opérations n'incombe pas à la *Wehrmacht*, ni même à l'*Abwehr*, mais à Himmler.

La troisième phase est celle de l'action directe ; elle commence par des provocations (incendies de locaux d'organisations allemandes, attentats), continue par de véritables combats dès le 25 août et par des sabotages et s'achève, pendant la campagne de septembre, par des attaques de postes émetteurs, de mines, d'établissements industriels, de détachements polonais. L'action la plus importante eut lieu à Bydgoszcz où 150 Allemands furent tués ou fusillés le 2 septembre ; en représailles, les Allemands exécutèrent 5 000 civils polonais le 5 septembre.

Cette étude laisse un peu le lecteur sur sa soif, car elle n'explique pas comment la minorité allemande s'est formée en *Cinquième Colonne*, par quelle évolution des esprits et des cœurs. Était-elle d'ailleurs entièrement pro-hitlérienne ? Par ailleurs, peut-on parler ici véritablement de *Cinquième Colonne* ? Oui, dans la mesure où il s'agit d'une activité subversive, appuyée de l'extérieur, tendant à démanteler le dispositif militaire du pays. Non, dans le sens que le terme a pris en Europe occidentale, où le rôle de la *Cinquième Colonne*, composée de nationaux idéologiquement complices de l'envahisseur, était surtout de démoraliser l'opinion et de gangrener les assises du pouvoir. En Pologne, la minorité allemande n'était-elle pas plutôt une sorte d'avant-garde de la *Wehrmacht*, mobilisée sur place ?

Henri MICHEL.

LETTRES, NOTES ET NOUVELLES

NOTES DE LECTURE

Le destin des Juifs

Un livre retrace l'expérience des Juifs devenus errants depuis la prise de pouvoir d'Hitler, cherchant de pays en pays, de continent en continent, un lieu où redevenir même pas des citoyens, mais des êtres humains sauvés de la *solution finale* d'extermination. Hugo Marx, procureur à Baden, s'enfuit en Suisse en 1933, vient en France, puis à Bruxelles, où il passe un doctorat en droit et dirige une œuvre sociale pour les Juifs allemands réfugiés en Belgique. L'invasion allemande de mai 1940 le contraint de nouveau à la fuite (1).

Le gouvernement belge veut donner satisfaction aux Allemands, mais s'efforce aussi de protéger la fuite des proscrits. Hugo Marx réussit à passer la frontière française en ambulance avec sa femme malade. L'avance allemande les traque en Normandie, puis au Mans, où ils sont internés dans un camp pour étrangers avec des Juifs et des non-Juifs. L'exode les entraîne jusque dans le Sud, où ils vivent en camp dans la région d'Albi, puis de Pau, dans des conditions convenables, enfin à Toulouse et à Montpellier. Ils veulent gagner l'Amérique et commencent la chasse aux visas. Ils obtiennent le visa américain, mais n'ont pas le visa de transit espagnol ou portugais.

Au moment où les Juifs étrangers de la région sont concentrés à Gurs, Marx, avec sa femme, s'embarque pour l'Amérique sur l'*Alcina*. Sa mère vient de mourir à l'hôpital de Pau. Les tribulations de Marx en quête de visa ne présentent qu'un intérêt anecdotique. Il dispose de beaucoup d'argent et de beaucoup d'appuis grâce à des parents vivant à Lisbonne. Embarqués à la fin de 1940, ils débarquent à Dakar, où ils resteront quelques mois avant de pouvoir gagner Freetown sur un vaisseau anglais. A Dakar, leur vie sera difficile et émiettée en démarches multiples, mais sans que jamais leur vie et leur liberté soient en danger. Ils gagnent Casablanca et atteignent Lisbonne, où ils obtiennent enfin le visa de transit. Ils débarqueront en Amérique le 9 mai 1941, après un périple de près d'un an.

L'intérêt anecdotique du livre est certain, mais il fut donné seulement à une minorité de Juifs riches de pouvoir se mettre à l'abri, grâce à leur fortune, mais aussi grâce à une juste estimation des dangers qu'ils couraient. Elle leur permit d'organiser leur départ avant que les mesures prises contre les Juifs ne soient exercées dans toute leur rigueur et avant l'application de la « solution finale ». Les considérations d'Hugo Marx sur l'attitude des diverses autorités administratives, ou militaires, ou policières avec lesquelles il a été en contact, sur le comportement des Juifs et des non-Juifs dans les camps de rassemblement en France, sur l'attitude des catholiques et des protestants vis-à-vis des Juifs, etc..., ne manquent pas d'intérêt, mais restent trop personnelles pour avoir une autre valeur que celle d'un témoignage.

O. Wormser.

(1) Hugo Marx, *Die Flucht* (*La fuite*). *Le destin des Juifs en 1940*, Dusseldorf, 1955, in-8°, 194 pages.

La contribution américaine à la guerre

Dans un petit livre (1), M. Morison, le spécialiste américain bien connu de l'histoire navale, a réuni les textes de deux conférences qu'il prononça à Oxford en 1957. L'intention est évidente, et d'ailleurs nullement dissimulée par l'auteur : il répond, de façon parfois un peu vive, en dépit du lieu où il s'exprimait, aux ouvrages publiés en Angleterre par John Ehrman et surtout par Sir Arthur Bryant. Sous une forme plus ramassée, on retrouve ainsi quelques-uns des griefs que R. Ingersoll avait déjà énoncés au nom des Américains, à l'égard de leurs Alliés britanniques, dans son ouvrage publié en français sous le titre *Ultra secret*. Il est vraisemblable que les préoccupations actuelles au sujet de l'*alliance atlantique* ne sont pas tout à fait étrangères à cette mise au point, qui rappelle le rôle capital joué par les U.S.A. dans l'ensemble des combats et justifie leurs décisions stratégiques.

Cette importance, nul ne la nie pour la guerre dans le Pacifique, traitée dans le 2e conférence. Les Américains l'ont conduite à leur gré ; ils ont réglé entre eux, par une solution de compromis, les différences de conception qui opposaient Mac Arthur à l'amiral Nimitz. Ils auraient parfaitement pu se passer des Britanniques, dont le concours n'a été accepté par Roosevelt qu'en fonction de considérations politiques. Sans revenir sur l'obstination de Churchill, que lui a maintes fois reprochée Roosevelt, à vouloir reconquérir à tout prix la Birmanie, Morison insiste sur le fait que l'effort américain au Pacifique, contrairement aux allégations des historiens britanniques, n'a nullement nui à l'effort allié en Europe et n'a pas gêné l'application de la stratégie adoptée en commun, mais déjà décidée par les seuls Américains en avril 1939, que les puissances de l'Axe devaient d'abord être battues en Europe. Il justifie le bombardement atomique du Japon, tout en regrettant que, en provoquant une fin précipitée de la guerre, il ait laissé bien des problèmes en suspens, notamment la reprise des Indes néerlandaises, semblant oublier ainsi que Roosevelt avait fait promettre à la reine Wilhelmine qu'elle leur accorderait l'indépendance à la fin du conflit.

C'est dans la partie consacrée à la guerre à l'Ouest que sont formulées les critiques les plus amères. Sans l'écrire ouvertement, Morison laisse son lecteur conclure que la stratégie préconisée par les Britanniques partait de conceptions aussi mesquines que périmées ; il reproche aux Anglais d'avoir douté de la puissance américaine de fabrication de matériel et d'avoir retardé l'attaque du continent européen. Peut-être écarte-t-il un peu vite, au nom d'une géographie incommode, le plan de Churchill d'attaquer « le ventre mou de l'Europe » par la bordure méditerranéenne, de même qu'il donne un peu sommairement raison à Eisenhower contre Montgomery, alors que à cette occasion l'audace n'était pas du côté américain. Mais il est difficile de ne pas admettre l'ironie qu'il manifeste à l'égard des projets de reconquête de la Norvège, de débarquement dans le Dodécanese, ou d'attaque « quelque part en Europe ». Il juge aussi extravagante l'opération anglaise sur Madagascar.

La controverse n'est certes pas épuisée. Un peu à la remorque sur le plan militaire, les Anglais n'étaient-ils pas au contraire bien en avance, politiquement, sur leurs Alliés, notamment en soutenant une Résistance européenne que les Américains ne comprirent absolument pas, bien que

(1) Samuel Eliot Morison, *American Contributions to the Strategy of World War II*, Oxford University Press, 1958, Londres, 80 p.

Morison regrette que son équivalent n'ait pas existé en Asie ? Le petit livre de S.E. Morison, par son accent un peu polémique, laisse bien des conclusions en suspens, mais il constitue une forte intelligente contribution à leur élaboration.

Henri Michel.

Sur les partis communistes européens

Précisons d'abord les ambitions de ce livre (1) : « Cet ouvrage documentaire se propose de combler une lacune : apporter des faits sur l'histoire des partis communistes d'Europe, sur leurs chefs, leurs effectifs et leurs résultats électoraux depuis 1920. C'est, en somme, un manuel au sens strict du terme : une histoire condensée et un instrument de travail utiles à toute compréhension du phénomène communiste et à sa discussion idéologique. » Il est certain que la masse et la dispersion des renseignements qui concernent l'histoire du communisme européen ont rendu nécessaire une mise au point de la documentation accessible. Le projet de M. Branko Lazitch est à retenir dans la mesure où il nous apporte une vue précise sur les événements et sur les hommes, compte tenu du fait que les dimensions de l'ouvrage — 249 pages — imposaient à l'auteur de n'indiquer que les grandes lignes des problèmes qu'il avait à analyser.

Si, dès le 1er novembre 1914, Lénine enregistre la mort de la *IIe Internationale*, ce n'est que le 4 mars 1919 que « la conférence communiste internationale décide de se constituer comme *IIIe Internationale* et d'adopter le nom d'*Internationale Communiste* ». Elle est donc née du succès de la révolution bolchevique et son histoire est étroitement liée à celle de l'U. R. S. S. Jusqu'à la veille de la seconde guerre mondiale elle tiendra sept congrès : 1919, 1920, 1921, 1922, 1924, 1928, 1935, qui adoptent, d'abord à la majorité, puis, lorsque Staline aura éliminé les oppositions, avec une rituelle unanimité, des thèses et des résolutions qui correspondent exactement aux besoins de la politique soviétique. A la tactique classe contre classe succédera la politique de front unique, mais, surtout, on assistera, par le jeu des épurations, à une domestication progressive des partis communistes européens qui affirmeront un attachement inconditionnel à l'Union soviétique.

Dans chaque pays d'Europe les événements de 1917 ont profondément divisé les mouvements socialistes. Entre 1918 et 1920, des scissions se produisent. Des partis communistes se créent. M. Branko Lazitch consacre l'essentiel de son ouvrage à résumer l'histoire de chacun d'entre eux, à réunir sur leurs effectifs les chiffres publiés dans les publications de la *IIIe Internationale* (comptes rendus de congrès, *Correspondance Internationale*, *Paix et Démocratie*), à donner enfin sur les principaux chefs une sorte de fiche signalétique.

Est-ce à dire que nous ayons désormais l' « instrument de travail » qui nous faisait défaut? La galerie des militants que nous présente l'auteur est incomplète. Qu'au chapitre consacré à la Hongrie on ne trouve ni M. Kadar ni M. Nagy, cela peut à la rigueur se comprendre (le livre paraît avoir été terminé avant les drames récents). Mais on s'étonne de voir juste citer les noms de Bela Kun et de Pogany. Il en est de même pour la Bulgarie, où Kostov et Dimitrov n'ont pas une place aussi grande que celle qui est réservée aux Danianov ou à Yougov ; pour la Pologne, où Constantin Rokossowski est encore compté parmi les membres du bureau politique, mais où Gomulka

(1) Branko Lazitch, *Les partis communistes d'Europe (1919-1945)*, Paris, Les Iles d'Or, 1956, 255 pages.

n'est pas cité. Résumer l'histoire du parti communiste français sans prononcer les noms de Vaillant-Couturier et de Jacques Doriot nous paraît une regrettable erreur, car, si le destin de ces deux hommes fut différent, ils ont joué l'un et l'autre un rôle considérable. Il serait possible de multiplier des observations identiques. En ne retenant que les biographies des communistes qui *actuellement* dirigent les partis nationaux, M. Branko Lazitch a fait un choix qui ne peut satisfaire l'historien. Sur ce point, l'ouvrage est insuffisant.

Il l'est peut-être aussi dans son étude de l'*Internationale communiste*, dont les vicissitudes ne se résument pas à une énumération des congrès. On aurait aimé trouver une analyse des conditions de fonctionnement du *Komintern*. Sans doute, un certain nombre de problèmes pouvaient-ils seulement être posés : question du financement, méthodes d'action, relations avec les mouvements syndicaux, les associations féminines, les mouvements contre le fascisme (*Amsterdam-Pleyel*), pour la paix (*Appel de Stockholm*). La documentation est, nous le savons, incertaine, insuffisante, souvent partiale, mais il y avait là une besogne de première urgence à accomplir et, en formulant nettement les points sur lesquels l'attention des chercheurs doit se porter, l'auteur nous eût rendu un bien plus grand service qu'en reproduisant une quinzaine de pages de citations des résolutions du *Komintern*, que chacun possède en ses dossiers.

Il ne suffit point, enfin, de retenir les chiffres des effectifs ou des résultats électoraux. Qu'ils illustrent une évolution générale et qu'ils marquent aux environs de 1930 un minimum frappant, nul ne l'ignorait. Mais il serait plus intéressant de rechercher quelle en était la nature. Travail difficile, qui exigera de longues recherches, où les techniques de la sociologie électorale devront s'ajouter à des études de détail fort précises, mais qui contribuera certainement à nous mieux faire comprendre l'évolution du communisme.

Ainsi le livre de M. Branko Lazitch est loin de satisfaire nos besoins. L'histoire du communisme européen demande sans doute que l'on réunisse des matériaux, elle a plus encore besoin que l'on pose des problèmes.

F. Boudot.

Souvenirs du pilote de Hitler

En mars 1932, le pilote de la *Luftlloyd* Hans Baur, rentrant à Munich d'un voyage régulier, apprit qu'un « certain Hitler » avait téléphoné pour demander un entretien avec lui. Hitler désirait effectuer sa campagne électorale en avion, et Baur lui avait été recommandé comme pilote. Cette campagne électorale, et les deux qui suivirent, s'effectuèrent dans des conditions parfois extrêmement difficiles pour l'avion, mais sans incident. Hitler, qui avait une peur instinctive des avions, en conçut une confiance absolue en Baur. Celui-ci fut, dès lors, admis dans le cercle des « intimes », et il vécut l'extraordinaire aventure jusqu'à la fin, puisqu'il se trouvait dans le fameux « *Bunker* » de Berlin, où Hitler se suicida après avoir épousé Éva Braun. Il essaya alors de fuir, avec le reste de la « cour », mais fut blessé et tomba aux mains des Russes. Traîné de prison en prison, de camp en camp, il ne devait être libéré qu'en 1955, après la visite du chancelier Adenauer à Moscou.

Un livre nous apporte les souvenirs de Baur (1). Celui-ci, semble-t-il, ne s'occupa jamais de politique et se cantonna strictement dans sa tâche de pilote. Néanmoins, il a été mêlé à beaucoup d'événements importants, et il a transporté les plus hauts personnages de l'Axe, justement à cause de la confiance que

(1) Hans Baur, *J'étais le pilote de Hitler*, Éditions France-Empire, 1957, 317 pages.

Hitler avait en lui. Le livre n'apporte pas de révélations particulières, par contre il fournit de nombreuses et utiles précisions. Une des plus curieuses concerne l'affaire du 30 juin 1934, l'action contre Roehm et les S. A. On imaginait mal comment le chef de l'armée brune eût pu se laisser prendre aussi facilement au nid. Baur nous en donne l'explication. Par un de ces hasards inexplicables, si fréquents dans la carrière de Hitler, l'appareil de celui-ci, le D-2.600, connu de toute l'Allemagne, subit une avarie. Pour se rendre à Munich, Hitler emprunta donc un autre appareil, toujours piloté par Baur. Cet incident si banal eut des conséquences profondes. Roehm avait demandé à l'aérodrome de Munich de l'avertir si l'avion du « Führer » approchait. Hitler étant arrivé dans un autre avion, Roehm ne fut pas prévenu et fut complètement surpris. Dans le cas contraire, la situation eût été inversée et, une fois de plus, le cours de l'histoire eût pu être changé.

La partie la plus intéressante du livre de Hans Baur est certainement celle où il raconte les derniers jours, vécus dans l'abri de la Chancellerie, et la tentative de fuite à travers un Berlin en flammes. Celle qui parle de ses tribulations en U. R. S. S. ne l'est pas moins.

Bref, il s'agit d'un livre qui n'apporte pas une contribution essentielle à la connaissance de la période hitlérienne, mais qui fournit de nombreuses touches complémentaires, précisant tel ou tel détail.

Capitaine de vaisseau (R.) R. Jouan.

Les pertes et dommages de guerre de la Pologne

La revue *Zachodnia agencja prasowa* (Agence Pologne occidentale) consacre son n° 3 de 1957, à commenter les principaux chiffres du rapport élaboré en 1947 par le *Bureau des Réparations de guerre.*

Les pertes totales sont évaluées à 6 millions de vies humaines (22 % de la population) et à 38 % des biens nationaux.

La campagne de 1939 a causé la mort de 70 000 soldats et de plusieurs dizaines de milliers de civils ; Varsovie fut détruite à 10 %. En 1944, après la fixation du front sur la Vistule, des arrondissements entiers ont été transformés en désert.

Les pertes dans l'équipement scientifique s'élèvent entre 40 à 80 % : 4 000 instituteurs sont morts. Le cheptel des exploitations agricoles s'est trouvé réduit de moitié, tandis que 250 000 ha de forêts étaient entièrement dévastés, et 80 % des moyens de transport détruits.

Tandis que 2 500 000 Polonais étaient transportés en Allemagne pour y travailler, 3 millions de Juifs polonais furent exterminés dans les ghettos et les camps de concentration ; 600 000 invalides survécurent à la guerre et en 1945, 1 500 000 cas de tuberculose furent dépistés.

L'étude n'évalue pas la part respective des belligérants dans ce désastre, la responsabilité générale en étant attribuée aux Allemands.

H. Michel.

Pouvait-on « vaincre le 20 mai ? »

D'une étude de la situation des éléments adverses à la date du 17 mai 1940, l'auteur conclut (1) qu'une double attaque franco-britannique en tenaille, menée du Nord et du Sud à la date du 20 mai, en direction de

(1) Claude Gounelle, *Le mirage de la victoire*, Aix-en-Provence, édit. de la Pensée Universitaire, 1957, 144 p. avec 10 croquis.

Vervins si l'ordre en avait été donné le 18 mai au matin, de Saint-Quentin si cet ordre n'avait pu être donné que le 18 au soir, eût été assurée de la victoire, et, pour le démontrer, il dessine le plan de cette double attaque.

C'est un travail très consciencieux, tel que pourrait en rédiger un candidat à l'École de Guerre, — mais un schéma purement théorique, ne tenant guère compte des réalités et des possibilités.

Il suppose que le G.Q.G. est exactement renseigné sur la situation, tant de l'ennemi que de ses propres troupes, — qu'à tous les échelons, les ordres relatifs à l'attaque pourront être rédigés et transmis dans le minimum de temps théorique, — que les Grandes Unités dont il prévoit l'emploi sont, matériellement et moralement, en état d'agir, — que leur regroupement s'effectuera sans à-coup et instantanément, — que leur marche ou leur transport vers la zone d'action ne seront gênés ou retardés ni par la nuit ni par l'encombrement des routes, — que leur ravitaillement sera assuré malgré leur déplacement, — que, dès leur arrivée dans la zone de départ de l'attaque, elles seront en mesure d'attaquer, sans avoir besoin de reconnaissances préalables, etc.

Pour tout lecteur ayant été aux prises avec les difficultés d'un tel problème, il est évident qu'avec la meilleure volonté du monde et quelle que soit l'énergie du commandement, celui-ci sera incapable de réaliser en 36 heures un dispositif d'attaque cohérent. Or l'auteur a commencé par montrer très justement que le 20 mai était le seul jour où l'attaque eût pu obtenir le succès.

Si, comme il le dit, il y eut un « mirage de la victoire », n'est-ce pas lui-même qui en est la victime quand il affirme que *nous pouvions vaincre le 20 mai.*

Son petit livre n'est certes pas sans intérêt. On peut lui reprocher de ne pas avoir fait une critique judicieuse des nombreux renseignements et des opinions dont il a étayé sa thèse ; il a eu, du moins, le mérite de les recueillir et, d'autre part, son livre offre, aux historiens comme aux militaires, une excellente occasion de méditer sur les erreurs commises en 1940.

Général Lestien.

Un reportage en Europe centrale

Un journaliste allemand, qui a longtemps séjourné en Europe centrale et balkanique, étant né en pays sudète, a été le témoin des tragiques événements qui s'y sont déroulés depuis 1943 à nos jours, sinon lors de leur déroulement, du moins peu de temps après. Seule la première partie de son gros ouvrage (1), environ 300 pages jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale, peut retenir notre attention. L'auteur, qui était répandu dans les milieux diplomatiques et avait noué de solides relations avec les dirigeants de l'époque, a assisté à la décadence et à la disparition des petites cours régnantes de Bulgarie et de Roumanie et de leur entourage, à l'effondrement des classes possédantes, noblesse — grande bourgeoisie industrielle et financière, à la montée des nouvelles couches sociales, sur lesquelles les communistes appuyés par les troupes d'occupation russes, exercent leur emprise progressive — au moment où l'Allemagne est chassée de tous ces territoires. L'auteur fait le tour des capitales, Belgrade, Sofia, Varsovie, Budapest et Prague, et raconte, en un récit de journaliste qui effectue un reportage après coup, année par année, comment entre 1943 et 1948 elles deviennent les capitales de gouvernements communistes, satellites de la Russie. Le style est vivant : c'est

(1) W. Bretholz, *Ich sah sie Stürzen* (Je les ai vus s'écrouler), Munich, Sesh.

le principal, sinon l'unique mérite d'un récit qui comprend des affirmations surprenantes, du type de : « Les Sudètes qui étaient de bons Tchèques, ont été à tort chassés de chez eux en 1945. »

L. Seror.

Lettre de Belgique

A propos des mémoires du maréchal Montgomery

En Belgique comme dans d'autres pays, certains passages désinvoltes des *Mémoires* de Montgomery n'ont pas manqué d'émouvoir le public, et cette émotion devait être particulièrement vive à Bruxelles, où l'on a conservé un culte au grand soldat qui libéra notre capitale le 3 septembre 1944. Négligeons ces phrases où le chef de l'armée de 1940 est accusé d'avoir « livré » ses troupes à l'ennemi, et cela sans en avertir celui qui commandait à l'époque la 3e division britannique. Le terme « livré » n'est ni aimable, ni juste, et l'on sait que le haut commandement britannique était prévenu depuis plusieurs jours de la situation désespérée dans laquelle se trouvait l'allié belge ; mieux, Gort avait, dès le 26 mai, donné ordre à la 3e division de se replier vers le Nord, d'où il résulte que les insinuations rageuses du mémorialiste tombent parfaitement à faux.

Tout cela prouve, une fois de plus, que le maréchal a écrit son livre avec ses sentiments et ressentiments de l'époque, sans souci ni connaissance de toutes les études qui ont pu paraître depuis. La mésaventure est banale, mais comme il fallait s'y attendre, fraternelles d'anciens combattants et organisations de Résistance ont élevé de vigoureuses protestations et voté des ordres du jour conçus en termes indignés.

Notre rôle n'étant pas de rapporter ici les mouvements de l'opinion belge, nous aurions passé ces remous sous silence, s'ils ne nous avaient fourni l'occasion de tirer au clair un petit point controversé qui est, lui aussi, soulevé par le livre du maréchal anglais. Ce dernier raconte qu'arrivé le 11 mai 1940 avec sa division à Louvain, conformément aux ordres qu'il avait reçus, il eut la surprise de voir la position occupée par la 10e division belge. Suit, dans les *Mémoires*, un exposé qui se veut drôle : le général belge (il s'agit du général Pire, héros irréprochable et futur chef de l'*Armée secrète*) y est représenté comme un gamin entêté, que Montgomery aurait vainement essayé d'évincer. Par chance, un auxiliaire inattendu aurait en fin de compte obtenu le résultat désiré : dès que les premiers obus se mirent à pleuvoir, les Belges comprirent qu'il était temps de s'en aller et de céder à l'armée britannique le privilège de défendre la ville !

Tout cela est fort blessant, et le lecteur le plus profane en matière militaire comprendra que cette superposition de grandes unités résultait d'un manque de coordination à l'échelon supérieur, que Pire n'avait pas à se retirer en bravant les ordres qu'il tenait de son corps d'armée, pas plus que Montgomery ne pouvait espérer le convaincre par des menaces ou des flatteries.

En réalité, le malentendu remontait à plusieurs mois et il se rattachait à un problème plus vaste : celui de Bruxelles. Dès le 18 janvier 1940, l'attaché militaire anglais était venu trouver le général Van Overstraeten pour mettre au point l'avance éventuelle de la B.E.F. en Belgique. D'accord avec Gamelin, Gort se proposait d'occuper sur la *ligne K-W* (appelée *position Dyle* en France), la *ligne Louvain (inclus)-Wavre*. Ce plan fut aussitôt accepté par les Belges, mais avec ce correctif que Bruxelles, capitale du Royaume, siège du Gouvernement, du Parlement et de l'administration,

devait pour des raisons évidentes rester dans le secteur attribué à l'armée belge. Tout le monde à l'époque s'attendait à une guerre de position sur la *ligne K-W* et voyait la Belgique découpée en tranches horizontales attribuées, en descendant du Nord au Sud, aux Français de la VII[e] Armée, aux Belges, aux Anglais, enfin au gros de l'armée française. Corollaire de ces nécessités logistiques, administratives et psychologiques qui réclamaient le maintien de Bruxelles dans le secteur belge : il importait aussi que Louvain, point d'appui de K-W couvrant la route de la capitale, fût confié à l'extrême-droite de l'armée belge : le secteur britannique ne commencerait donc qu'à Louvain (exclu). Ces remarques furent faites à Gamelin ; le 22 février, le Généralissime fit répondre qu'il trouvait la « proposition naturelle » et qu'il en saisissait le général Gort.

Il ne semble pourtant pas que Gamelin ait donné les ordres en conséquence, puisque la confusion décrite plus haut éclata le 11 mai dans la bonne ville de Louvain. Il appartenait au plus raisonnable — ou au plus faible ! — de céder : c'est ce que fit le roi Léopold, le 13 mai dans la matinée. L'ordre de repli parvint à la 10 D.I. dans l'après-midi ; il précisait que la relève devait être terminée le 14 à 3 heures du matin. Notons qu'à ce moment, le front était calme, que les Allemands n'étaient pas en vue, et qu'aucune attaque de leur part n'était prévisible. Le 5[e] Chasseurs à pied se replia sans encombre. Au 6[e] Chasseurs, en revanche, le colonel Adam (autre futur héros de la Résistance, qui devait être assassiné à Liège par la Gestapo trois ans plus tard) eut des scrupules de conscience : les routes étaient encombrées et le transfert du secteur à son collègue britannique ne lui semblait pas suffisamment réglé dans les détails. Il s'attarda, et c'est ainsi que le 14 dans l'après-midi, une attaque allemande surprit les Belges et les Britanniques, alors que la retraite des premiers n'était pas terminée. En pareil cas, le règlement militaire est formel : pendant un combat, toutes les opérations de relève doivent être suspendues. De plus, par un réflexe très humain, le colonel Adam ne voulut pas donner aux Anglais l'impression d'une dérobade. C'est donc fraternellement unis qu'entre 16 h 30 et 18 h 30, grenadiers guards et belges du 6[e] Chasseurs contre-attaquèrent et repoussèrent l'offensive ennemie. A 22 heures, le front était redevenu calme et le repli put se faire normalement.

L'ignorance de Montgomery est d'autant moins admissible que le combat en question a été décrit dans l'historique des grenadiers guards avec cette remarque, à propos des Belges : « They insisted upon remaining. » Le maréchal semble donc n'avoir été au courant, ni de ce qui se passait à l'échelon supérieur, ni des événements qui se déroulèrent dans le secteur de sa propre 3[e] division ! L'air qu'il se donne de traiter comme des lâches et des gamins irresponsables le général Pire et le colonel Adam a été d'autant plus ressenti en Belgique qu'il s'agit, répétons-le, de deux noms particulièrement vénérés dans les milieux de la Résistance.

Mais notre propos n'était que de mettre en lumière un petit point d'histoire qui, hélas, montre une fois de plus l'absence de coordination qui régna en 1940, à l'échelon le plus élevé. Le but de cette lettre aura été atteint quand nous aurons signalé deux articles parus dans le quotidien *Le Soir*, où les auteurs apportent des faits nouveaux et des souvenirs à verser au dossier : général A. Nyssens : *Les mémoires du maréchal Montgomery* (14 novembre 1958), et général R. Van Overstraeten : *A propos des Mémoires du maréchal Montgomery* (28 novembre 1958). En outre, le général Wanty nous promet un compte rendu approfondi, qui paraîtra dans *L'Armée-La Nation*.

Jacques WILLEQUET.

BIBLIOGRAPHIE[1]

I. — GÉNÉRALITÉS

BIBLIOGRAPHIE ET HISTORIOGRAPHIE

BAUER (Eddy). — Die Militärgeschichtsschreibung in der Sowjetunion, *N. Zürcher Ztg.*, 8 mars 1959, p. 3.

Études critiques des méthodes historiques et du contenu des deux ouvrages de base russes sur la guerre nationale.

DASZKIEWICZ (Walenty). — Problematyka miedzynaro dowa II wojny swiatowej w radzieckiej historiografii [Problèmes internationaux de la deuxième guerre mondiale dans l'historiographie soviétique], *Spr. Miedzynar.*, n° 12, déc. 1958, pp. 110-127.

Nombreuses notes bibliographiques.

*EREMENKO (A. I.). — *Protiv fal'sifikacii istorii vtoroj mirovoj vojny* [*Contre la falsification de l'histoire de la deuxième guerre mondiale*], Moskva, Izd. inostlit., 1948, in-8°, 119 p.

Par les historiens occidentaux.

LIPTAK (Lubomier). — Československa historiografia o Mnichove [L'historiographie tchécoslovaque sur Munich], *Histor. čass.* (Bratislava), n° 3, juill. 1958, pp. 434-446.

NEWTON (Eric). — War pictures by Stephen Bone, *Manchester Guardian*, 12 février 1959, p. 14.

Exposition organisée à l' « Imperial War Museum », North Lambeth, Londres, des dessins et peintures de guerre de Stephen Bone, peintre officiel de la Marine.

STERN (L.). — Glavnye tendencii reakcionoj istoriografii vtoroj mirovoj vojny [Principales tendances de l'historiographie réactionnaire de la deuxième guerre mondiale], *Nov. i novejs. ist.*, n° 4, 1958, pp. 142-158.

STERN (L.). — Les tendances réactionnaires dans l'histoire de la seconde guerre mondiale, dans *Recherches internat. à la lumière du marxisme*, sept.-déc. 1958, nos 9-10, pp. 39-69.

BIOGRAPHIES, MÉMOIRES ET TÉMOIGNAGES

*ALANBROOKE (Field Marshal Viscount). — *L'espoir change de camp. Carnets de guerre*, trad. par P.-A. COUSTEAU, Paris, Plon, 1959, in-8°.

ANTIN DE VAILLAC (Arnaud D'). — Un amiral allemand parle, *R. mar.*, févr. 1959, pp. 179-197, ill.

Analyse et jugement des mémoires de l'amiral Raeder.

*ARNOULT (Pierre). — *Quand le destin prenait le train*, Paris, Éditions R.P., 1959, in-8°, 195 p.

Train d'Arras (18 mai 1940), train de Lyon (3 août 1944).

ARON (Robert). — De Gaulle et la résistance communiste, *Le XXe siècle*, 9 janv. 1959, pp. 8, 9, 10.

De 1940 à 1944. Extrait de *Histoire de la Libération* (cf. plus bas).

BAUMONT (Maurice). — Les origines et la jeunesse d'Adolf Hitler, *R. Paris*, mars, 1959, pp. 69-78.

Les ascendants : le père ; l'élève Hitler ; un jeune homme sans importance.

BRYANT (Sir Arthur). — Avec Churchill pendant la guerre et chez Staline, *Figaro littéraire*, 31 janv. 1959, pp. 1, 5 et 6, phot.

Extraits du journal de lord Alanbrooke, chef de l'É.-M. britannique, recueillis par Sir Arthur Bryant.

*DAIM (Wilfried). — *Der Mann, der Hitler die Ideen gab*, München, Isar Verl. (1958), in-8°, 286 p., ill. h.-t.

Les fondements de la doctrine nationale-socialiste et l'idéologie de Lanz von Liebenfels, fondateur de l' « Ordre du Nouveau Temple ».

(1) *N. B.* — Un astérisque précède les notices d'ouvrages. Cette rubrique bibliographique est régulièrement assurée par les soins de la *Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine* sous le contrôle de F. DEBYSER.

D'Andrea (Ugo). — É morto Giuseppe Bottai, Fu fra i protagonisti del 25 luglio 1943, *Tempo* (Roma), 10 janv. 1959, p. 3, col. 6-9, phot.

Sa carrière politique.

Dœnitz (Grand Admiral Karl). — The Memoirs of Admiral Dœnitz, *I. Sunday Times*, 11 janv.-8 février 1959, pp. 11-12.

Extraits des *Mémoires* de l'ex-commandant en chef de la Marine allemande, commentés par le Captain S. W. Roskill.

Engely (Giovanni). — Giuseppe Bottai. I tratti essenziali della sua vita, *ABC*, 16 janv. 1959, pp. 1-5.

Article nécrologique suivi, pp. 12-13, d'extraits de la presse italienne sur l'ancien ministre fasciste.

Fomin (V. T.). — Protiv popytok reabilitacii dimplomatov fasistskoj Germanii [Contre les tentatives de la réhabilitation des diplomates de l'Allemagne fasciste], *Vop. ist.*, n° 9, sept. 1958, pp. 58-71.

Mémoires des diplomates allemands : Ulrich von Hassell, E. Kordt, E. Weizsäcker, von Papen, Ribbentrop, etc. Œuvres des historiens allemands (G. Titter), américains (P. Saebery, H. Rothfels).

Juin (Alphonse), maréchal. — *Mémoires*, Paris, Fayard, 1959.

Extraits dans le *Figaro*, 10-19 mars 1959 (à paraître : Fayard, 1959).

*Katelbach (Tadeusz). — *Rok słych wrozb (1943)*. [*L'année des mauvais augures, 1943*], Paryz, Instytut Literacki (Biblioteka « Kultury », t. XXXVI).

Notes prises au jour le jour, aux États-Unis et en Grande-Bretagne, sur la question polonaise.

*Land (Emory S.), Admiral. — *Winning the war with ships*, N. Y., McBride, 1958, in-8°.

Autobiographie de l'amiral Land qui joua un grand rôle dans le développement de la construction navale pendant la deuxième guerre mondiale aux États-Unis.

Léonidov (Alexéi). — Les « occasions perdues » de Monty, *Temps nouv.* (Moscou), n° 49, déc. 1958, pp. 15-18.

A propos des *Mémoires* de Montgomery : sensation n° 1 (contradictions anglo-américaines), sensation n° 2 (l'erreur d'Eisenhower en 1944). Double jeu (de la Grande-Bretagne).

Libertini (Lucio). — La politique du Vatican sous le règne de Pie XII, *Temps modernes*, janv. 1959, pp. 1131-1152.

Cf. l'Église, son accord et la crise de son alliance avec le fascisme.

M. C. — Vie et mort de Charles Trepel, capitaine-commandos ; témoignage d'un de ses hommes, *R. Fr. libre*, mars 1959, pp. 8-12.

Des F.N.F.L.

*Manstein (Generalfeldmarschall von). — *Aus einem Soldatenleben, 1887-1939*, Bonn, Athenäum Verl., 1958, in-8°, 354 p.

Piquet-Wicks (Eric). — Un héros clandestin : Pierre Brossolette, *Historia*, mars 1959, pp. 247-256 p., photos.

*Steinbeck (John). — *Once there was a war*, N. Y., Viking Press, 1958, in-8°.

Dépêches de 1943, alors que Steinbeck était correspondant du *Herald Tribune* en Italie, en Afrique et en Angleterre.

Terveen (Fritz). — Der Filmbericht über Hitlers 50.Geburtstag, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, janv. 1959, pp. 75-85.

Vaussard (Maurice). — Comment Mussolini devint impérialiste, *R. Deux Mondes*, 15 janv. 1959, pp. 305-317.

... au cours de la période 1922-1926.

*Welchert (Hans Ulrich). — *Theodor Heuss. Ein Lebensbericht*, Aufl. Bonn, Athenäum Verl., in-8°, 1959.

Woolton (Frederick Marquis, Earl of). — The Memoirs of the Earl of Woolton, *Sunday Times*, 1er mars et suiv. 1959, pp. 11-12.

Extraits des *Mémoires* du « Minister of Food » britannique pendant la guerre de 1939-45, et qui seront publiés par les éd. Cassell en septembre 1959.

II. — SITUATION INTERNATIONALE AVANT LA GUERRE

Freidel (Frank). — World War II : before Pearl Harbor, *Current Hist.*, oct. 1958, pp. 211-216.

Politique étrangère de Roosevelt.

**Das Geheimnis um die Ursachen des Zweiten Weltkrieges Eine Sammlung von Studien*, Priester, Verl. K. Heinz (1958), in-8°, 216 p.

Traduction de *Les origines secrètes de la guerre 1939-1945*.

Gorbunov (A.). — Uroki Mjunchena [Les leçons de Munich], *Mirovaja ekon. i mezdunar. otnosen*, 1958, n° 12, pp. 120-125.

A propos des nouveaux documents sur l'histoire de Munich publiés par le minis-

tère des Affaires étrangères tchécoslovaque et le ministère des Affaires étrangères soviétique.

Cf. aussi Zemskov (J.), Nouveaux documents sur l'histoire de Munich, dans *Mezdun. Zizn*, 1958, n° 10, pp. 86-97.

Jäckel (Eberhard). — Über eine angebliche Rede Stalins vom 19.August 1939, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, oct. 1958, pp. 380-396.

Discours reproduit dans les *Mémoires* de Joseph Beck, pp. 322 et ss.

Königer (Heinz). — Über die Maikrise von 1938 und ihre Behandlung in der westdeutschen Geschichtsschreibung, *Z. f. Geschichtswissenschaft*, Heft I, 1959, pp. 60-80.

Kral (Voclav). — Die Tschechoslowakei und München, *Z. f. Geschichtswissenschaft*, Heft I, 1959, pp. 23-60.

Wymiana korespondencji Benesz-Moscicki w wrzesnia 1948 roku. [L'échange de correspondance entre Benes et Moscicki en septembre 1938], *Polityka*, n° 7, 14 févr. 1959, p. 6, portr.

Textes des dépêches et lettres de Benes, Moscicki, Beck et K. Papée provenant des Archives du ministère des Affaires étrangères polonais, trad. d'un document éd. par l'Institut tchèque UDKSC, « Polskie noty i pertraktacje Krno-Papée ». Commentaire de S. Stanisławska.

III. — LA GUERRE

GÉNÉRALITÉS

Boltine (E.). — Les grandes périodes de la deuxième guerre mondiale, *Recherches internat. à la lumière du marxisme*, sept.-déc. 1958, n°s 9-10, pp. 33-39.

Derevianko (P.), Prœktor (D.). — Du caractère de la seconde guerre mondiale, *Recherches internat. à la lumière du marxisme*, sept.-déc. 1958, n°s 9-10, pp. 9-33.

Koval (V.). — Imperialisticni plani SSA v drugij svitovij vijni. [Les plans impérialistes des U.S.A. pendant la deuxième guerre mondiale], *Ukrain. isl. žurn.* (Kiev), n° 2, mars-avr. 1958, pp. 53-70.

*Langsam (Walter Consuelo). — *Historic documents of World War II*, London, Van Nostrand, 1959, in-8°, 192 p.

Rohwer (J.). — Die Handelskriegs-Unternehmungen der Achsenmächte mit überwasserschiffen im Zweiten Weltkrieg, *Marine Rundsch.*, févr. 1959, pp. 42-44.

Tableau des unités et des pertes.

*Tschudi (Erwin). — *Les campagnes en Europe (1939-1945)*, Berne, Éditions géographiques Kümmely & Frey [1958], carte 94 × 120 au 1/500 000.

LE COMMANDEMENT ET LA CONDUITE DE LA GUERRE

*Adam (Reinhard). — *Schicksal und Aufgabe. Historische Bemerkungen zu der katastrophe des 2. Weltkrieges*, I. Teil. Würzburg, Marienburg-Verl. (1958), in-8°, 103 p.

Considérations sur les causes politico-militaires de la défaite allemande.

Catalano (Franco). — La Conferenza di Mosca fra Churchill e Stalin, *Movimento di Liberaz. in Italia*, n°s 52-53, juill.-déc. 1958, pp. 100-104.

(En octobre 1944.)

Luraghi (Raimondo). — Su i rapporti diplomatici tra l'Italia e l'Unione Sovietica agli inizi dell'anno 1944, *Movimento di Liberaz. in Italia*, n°s 52-53, juill.-déc. 1958, pp. 113-118.

Morton (Louis). — Japanese policy and strategy in mid-war, *U.S. nav. Inst. Proc.*, févr. 1959, pp. 52-64, fig., carte.

La conduite de la guerre en 1943.

*Roehricht (Edgar). — *Probleme der Kesselschlacht, dargestellt an Einkreisungsoperationen im 2. Weltkrieg*, Karlsruhe, Condor-Verl., 1959, in-8°, 184 p., c.

(Deutsche Truppenführung im 2. Weltkrieg. Bd. I.)

Schramm (Wilhelm Ritter von). — Von der militärischen zur politischen Verantwortung. Was Generaloberst Beck von Clausevitz gelernt hat, *Z. f. Politik*, *H. 4*, 1958, pp. 317-329.

Udo. — Die Vorgeschichte des Russlandfeldzuges, *Nation Europa*, nov. 1958, pp. 13-27, c.

**Vtoraja mirovaja vojna, 1939-1945* [*La deuxième guerre mondiale*], Moskva, Vœnizdat, 1958, 931 p.

Stratégie et technique militaire soviétiques.

TECHNIQUES, ARMES ET SERVICES

Allen (James S.). — L'État américain, les monopoles et la bombe A, *Recherches internat. à la lumière du marxisme*, sept.-déc. 1958, n°s 9-10, pp. 296-314.

Extraits de *Atomic Imperialism*, N. Y., 1952.

*Armstrong (Warren). — *H. M. small ships*, London, Muller, 1959, in-8°, 199 p.

Les petites unités des *British coastal Forces*.

*Bauer (W.). — *Geschichte des Marinesanitätswesens bis 1945*, Berlin, Frankfurt a. M., E. S. Mittler u. Sohn, 1958, in-8°, 145 p.

*Gill (G. Hermon). — *Royal Australian Navy, 1942-1945*, Adélaïde, The Griffin Pr., 1958.

(Australia in the War of 1939-45. Series 2 (Navy), II.)

*Grider (George), Sims (Lydell). — *War fish*, London, Cassell, 1959, in-8°, 285 p.

La participation des sous-marins anglais à la lutte contre le Japon.

*Hubatsch (Walther). — *Der Admiralstab und die obersten Marine-Behörden in Deutschland 1848-1945*, Frankfurt a. M., Verl. f. Wehrwesen, Bernard u. Graefe, 1958, in-8°, 240 p.

*Klens (Karl Heinz) u. Nowarra (Heinz J.). — *Die deutschen Flugzeuge 1933-1945. Deutschlands Luftfahrtsentwicklungen bis zum Ende des 2, Weltkrieges*, München, J. F. Lehmann, 1958, in-8°, 300 p.

Kovpak (S.). — Vernyj pomoscnik partizan [Un auxiliaire fidèle des partisans], *Konevodstvo*, 1958, n° 11, pp. 9-17.

Le rôle de la cavalerie dans les opérations des partisans.

Merglen (Albert), Lt-col. — Air transport : a determining element of success, *Mil. R.*, nov. 1958, pp. 10-16, cartes.

Application aux opérations de Norvège (avr. 1940), Pays-Bas (mai 1940) et Irak (avr.-juin 1941).

Wojciechowski (Janusz). — Udział lotnictwa radzieckiego w wyzwoleniu Polski, 1944-1945, Białystok [Part prise par l'aviation soviétique dans la délivrance de la Pologne, Bialystock], *Skrzyd. Polska*, n° 5, 28 janv. 1959, pp. 12-14, ill.

HISTORIQUES D'UNITÉS

*Brennecke (Jochen). — *Schlachtschiff Tirpitz, das Drama der einsamen Königin des Nordens*, Biberach a.d. Riss, Kœhler Verlagsg., 1958, in-8°, 240 p.

*Hart (B. H. Liddell). — *The History of the Royal Tank Regiment and its predecessors 1914 to 1945*, London, Cassell, 1959, 2 vol. in-8°, XIX-462 et XIV-555 p., ill., cartes, tabl. h.-t.

*Hough (Frank O.), Ludwig (Verle E.), Shaw (Henry I.). — *Pearl Harbor to Guadalcanal*, Washington, Govern. Print. Off., 1958, in-8°, 439 p.

History of U.S. Marine Corps Operations in World War II, vol. I.

*Hurkala (John). — *The Fighting First Division. A true history of World War II*, New York, Greenwich Book Pub., 1958, in-8°, 301 p.

1re div. d'infanterie américaine.

*Mowat (Farley). — *The Grey seas under*, N. Y., Little, Brown, 1958, in-8°.

Histoire du *S.S. Foundation Franklin*, remorqueur canadien qui, de 1939 à 1945, participa aux sauvetages.

Wagener (Carl). — Der Ausbruch der I. Panzerarmee aus dem Kessel von Kamenez-Podolsk März/April 1944, *Wehrw. Rundschau*, janv. 1959, pp. 16-49, c.

*Wrangell (baron Wilhelm von). — *Geschichte des Ballenregiments*, Hannover-Döhren, Verl. Harro von Hirschheydt, 1958, in-8°, 160 p.

OPÉRATIONS

A proposito del paralello fra le battaglie del mare di Barents e della seconda Sirte, *Riv. marittima*, févr. 1949, pp. 75-85.

Échanges de lettres entre le vice-amiral Eberhard Weichold et l'amiral Iachino à propos des articles de ce dernier.

Aron (Robert). — Le débarquement de Provence. I. La prise de Toulon, *R. Deux Mondes*, 1er févr. 1959, pp. 440-452.

**Auf Rommels Spuren. Bildwerk über die Stättendes Afrika-Feldzuges 1941-1943*, Karlsruhe, G. Braun, 1958, in-4°.

Batjunja (A.). — Bitva za Kiev [La bataille de Kiev], *Kommunist Ukrainy*, 1958, n° 10, pp. 125-132.

Bianchini (Giuseppe). — Le Marinai italiani all'assedio di Leningrado, *Tempo* (Milan), 27 janv. 1959, pp. 38-40, phot.

Opérations d'une escadrille de M.A.S. dans la mer Baltique en coopération avec les marines allemande et finlandaise.

Boltine (E.). — La bataille de Moscou, *Recherches internat. à la lumière du marxisme*, sept.-déc. 1958, nos 9-10, pp. 112-134, carte.

Extrait de *Voprossy Istorii*, 1957, I, pp. 20-30.

*Buchner (Alex). — *Narvik. Die Kämpfe der Gruppe Diell im Frühjahr 1940*, Neckargemünd-Heidelberg, K. Vowinckel-Verl., 1958, in-8°, 205 p., c.

(Die Wehrmacht im Kampf. Bd. 18.)

Calmon (lt-col.). — Le débarquement de Provence, *R. Hist. armée*, déc. 1958, pp. 132-137.

*Carell (Paul). — *Die Wüstenfüchse. Tatsachenbericht* (Hamburg), Nannen-Verl. (1958), in-8°, 424 p., ill.

Les combats de l' « Afrikakorps ».

*Congdon (Don), ed. — *Combat : European theatre, World War II*, N. Y., Dell Publishing Co., 1959, in-8°, 382 p. — *Combat : Pacific theatre, World War II*, N. Y., Dell Publishing Co., 1959, in-8°, 382 p.

Anthologies de récits de combats.

Debyser (Félix). — Les bombardements italiens contre les populations civiles françaises. Une légende qui renaît, *Politico*, déc. 1958, pp. 672-685.

L'auteur expose les raisons de son incrédulité à l'égard de ces bombardements à l'arrière du front franco-allemand en juin 1940.

Frank (H. K.). — Rückzugskämpfe in Serbien, *Allg. Schw. mil. Zt.*, févr. 1959, pp. 118-130, carte.

Triangle Kragujevac/Lapovo/Jagodina, 100 km S.-S.-E. de Belgrade, oct. 1944.

Gottberg (Hans-Lorenz), Hptm. — Das Wesen des sowjetischen Partisanenkampfes, *Wehrkunde*, déc. 1958, pp. 689-694, tabl.

Pendant la deuxième guerre mondiale.

Gun (Nerin E.). — Gli otto uomini che non distrussero l'America, *Tempo* (Milano), 20 janv. 1959, pp. 22-26 et 63, phot.

Échec de l'opération de sabotage « Pretorius », débarquement par sous-marins de 2 équipes de saboteurs allemands sur les côtes de la Floride et à Long Island (juin 1942).

*Günther (Egon). — *Der kretische Krieg*, Halle (Saale), Mitteldeutscher Verl., 1958, in-8°, 428 p.

*Hillgruber (A.). — *Die Räumung der Krim 1944. Eine Studie zur Entstehung der deutschen Führungsentschlüsse*, Berlin, E. S. Mittler u. Sohn, 1959, in-8°, 160 p.

(Beiheft 9 d. Wehrw. Rundschau.)

Hood (Burton F.). — The Gran Sasso raid, *Mil. R.*, févr. 1959, pp. 55-61, carte.

L'enlèvement de Mussolini par le groupe Skorzeny, du point de vue tactique et stratégique.

Huan (C.). — Der Vorstoss der deutschen Kreuzer am 31.Dezember 1942, *Marine-Rundsch.*, déc. 1958, pp. 285-301, c., ill.

Hümmelchen (Gerhard). — Der Einsatz deutscher Luftstreitkräfte über der Nordsee vom 3-9-1939/9-5-1940, *Marine Rundsch.*, déc. 1958, pp. 301-312.

Jiline (P.-A.). — Rôle et place du front germano-soviétique dans les opérations militaires, *Recherches internat. à la lumière du marxisme*, sept.-déc. 1958, nos 9-10, pp. 105-111.

Jouin, Ct. — Dans les Abruzzes, au début de 1944... le premier groupement de forces italiennes opère avec les Français, *R. Hist. armée*, févr. 1959, pp. 53-56.

Kesselring, Generalfeldmarschall. — Der Krieg im Mittelmeer. Aufgaben und Leistungen, *Oase*, févr. 1958, pp. 4-6.

Komsomol'cy v bitve za Kavakaz [Le komsomol dans la bataille du Caucase], août 1942-oct. 1943, *Ist. arkhiv*, 1958, n° 5, pp. 23-49.

Documents.

Lyet (P.), Col. — Comment furent libérés Toulon et Marseille, *R. Hist. armée*, déc. 1958, pp. 155-167.

Mankevic (A. I.). — *Boj u ostrova Sukho* [*Le combat près de l'île Sukho*], Moskva, Vœnizdat, 1958, 40 p.

1942. Dans le lac de Ladoga.

Martin (Henry), Gén. — Aspects militaires de la libération de la Corse, *R. Hist. armée*, déc. 1958, pp. 122-132.

Merglen, Lieut-col. — Guerre subversive et conflit conventionnel : la campagne d'Éthiopie (1940-1941), *R. Hist. armée*, févr. 1959, pp. 45-52.

Merglen (Albert), Lt-col. — Die deutsche Luftlande-Operation bei Korinth 26.April 1941-Versuch einer Bewertung, *Wehrkunde*, janv. 1959, pp. 39-41, c.

Merglen (Albert), Lt-col. — Das grösste alliierte Luftlande-Unternehmen, Birmanien, März bis April 1944, *Wehrkunde*, déc. 1958, pp. 681-686, c.

Mikaeljan (G.). — Geroi perepravy čerez Dnepr [Les héros du passage du Dnieper], *Kommunist* (Erevan), 23 sept. 1958.

Par les combattants de la grande guerre nationale, membres des jeunesses communistes.

*Monastyrskij (B.). — *Pod Novgorodom* [*Le combat de Novgorod*], Novgorod, 1958, n° 7, pp. 111-120.

Mordal (Jacques). — Dix mois de lutte anti-soumarine (septembre 1939-juin 1940). Déceptions et consolations, *R. mar.*, févr. 1959, pp. 149-162, ill.

Les unités françaises au cours de la campagne de France.

Mordal (Jacques). — Le retour de la flotte à Toulon (13 septembre 1944), *R. Hist. armée*, déc. 1958, pp. 137-155.

Mordal (Jacques). — The French Navy at Dunkirk, May-June 1940, *U.S. nav. inst. Proc.*, févr. 1959, pp. 31-45, fig., carte.

Pavelet (Col.). — Résistance et libération de la Corse, *R. Hist. armée*, déc. 1958, pp. 116-122.

*Prasad (S. N.), Bhargave (K. D.), Khera (P. N.). — *The Reconquest of Burma*, London, Longmans, 1959, in-8°, 467 p., ill., cartes.

(Official History of the Indian Army Forces in the Second World War, vol. VI.)

*Redelis (Valdis). — *Partisanenkrieg. Entstehung und Bekämpfung der Partisanen- u. Untergrundbewegung im Mittelabschitt der Ostfront 1941-1943*, Heidelberg, Vowinckel, 1958, in-8°, 152 p.

(Die Wehrmacht im Kampf. Bd. 17.)

*Rohwer (Jürgen) und G. Hessler. — *Der Einsatz von Unterseebooten im Zweiten Weltkrieg. Der U-Boot Krieg in den europäischen Gewässern*, Göttingen, Musterschmidt, 1959, in-8°.

(Studien u. Dokumente z. Geschichte d. Zweiten Weltkriegs Bd. 3 a.)

Roskill (Captain S. W.). — Mystery of U.S. plane's attack, *Sunday Times*, 1er févr. 1959, p. 13, col. 5-8.

Mise au point concernant le récit de Dœnitz relatif à l'affaire du *Laconia* (12 sept. 1942) transportant 1 800 prisonniers de guerre italiens.

Sirjaev (A.). — Na puti k pobede [Sur le chemin de la victoire], *Sib. ogni*, 1958, n° 7, pp. 132-138.

L'activité du détachement des volontaires de Sibérie en 1943-1945.

*Smirnov (S. A.). — *Partizanskoe dvizenie v Sovetskom Zapoljar'e v gody Velikoj Otecestvennoj vojny* [*Le mouvement des partisans dans les régions polaires soviétiques pendant la grande guerre nationale*], Ucen. zap. Murman. ped. inst., t. II, 1958, pp. 271-299.

Sorlin (Pierre). — Les perspectives aéronautiques dans la crise tchécoslovaque de 1958, *Forces aér. fr.*, nov. 1958, pp. 601-637.

*Stym (Karl I.). — *Wir standen schon vor Moskau*, Wien, Frankfurt, Forum-Verl., 1958, in-8°, 268 p.

*Taylor (Theodore). — *Fire on the beaches*, N. Y., Norton, 1958, in-8°.

La guerre sous-marine dans le Pacifique et dans l'Atlantique après Pearl Harbor (attaques japonaises et allemandes).

*Thompson (R. W.). — The Battle for the Rhineland, *L. Hutchinson*, 1958.

Octobre et novembre 1944-4 févr.-10 mars 1945.

Visnevsky (Vsevolod). — Kapitulacija Berlina. Iz dnevnika vœnnykh let [La capitulation de Berlin. Pages d'un journal de guerre], *Druzba nar.*, n° 5, mai 1958, pp. 124-148.

L'auteur a assisté aux entretiens entre le commandement soviétique et allemand.

*Vormann (Nikolaus von). — *Der Feldzug in Polen*, Weissenburg, Prinz Eugen-Verl., 1958, in-8°, 210 p.

**Die Wichtigsten Operationen des Grossen Vaterländischen Krieges 1941-1945*. Sammelband unter Redaktion von Dr. der Geschichtswissenschaften Oberst P.A. Shilin, Berlin, Verl. d. Ministeriums f. Nationale Verteidigung, 1958, in-8°, 706 p., c. h.-t.

L'édition russe originale date de 1956.

LES RELATIONS DIPLOMATIQUES

Bauer (Eddy). — La Conférence de Munich (juin 1940), *R. Paris*, déc. 1958, pp. 96-106.

Entre Hitler et Mussolini et leurs conseillers pour déterminer les modalités de l'armistice à imposer à la France.

Maiski (I.). — Le problème du second front, *Recherches internat. à la lumière du marxisme*, sept.-déc. 1958, nos 9-10, pp. 209-241.

Attitude « peu reluisante » des États-Unis et de la Grande-Bretagne à propos de la question du 2e front.

Feis (Herbert). — The Three who led (Correspondence between the Chairman of the Council of ministers of the

U.S.S.R. and the Presidents of the U.S.A. and the Prime Ministers of Great Britain during the Great Patriotic War of 1941-1945, Moscou, Foreign Languages publ. House, 1957, 2 vol. in English).

Analyse critique de cette correspondance dans : *Foreign Affairs*, janv. 1959, pp. 282-292.

Granov (V. D.). — Iz istorii tajnykh peregovorov mezdu predstaviteljami Germanii i SSA v petiod 2-oj mirovoj vojny [Contribution à l'histoire de pourparlers secrets entre les représentants de l'Allemagne et des États-Unis pendant la deuxième guerre mondiale], *Ucen. zap. Akad. obsc. nauk*, n° 42, 1958, pp. 219-236.

LES SERVICES SECRETS ET LA PROPAGANDE

*Allison, Colonel. — *Allied intelligence bureau*, N. Y., McKay, 1958, in-8°, 305 p.

Les services d'espionnage des Alliés basés en Australie et les opérations de sabotage pendant la guerre du Pacifique.

Okecki (St.). — Niemiecka sł uzba tajna przed II wojna swiatowa. Wspomnienia szpiega [Le service secret allemand avant la deuxième guerre mondiale. Souvenirs d'un espion], *Zycie Warszawan*, févr. 1959, n°s 39 et suiv.

Wullus-Rudiger (J.). — Le Service de Renseignements français fut-il responsable du désastre de mai 1940 ?, *Pharedimanche* (Bruxelles), 11 janv. 1959.

L'auteur prend la défense du général Rivet, chef du Service de Renseignements de l'É.-M. français en 1939-1940, qui avisa celui-ci des méthodes stratégiques que les Allemands se disposaient à employer.

PRISONNIERS ET DÉPORTÉS

*Apitz (Bruno). — *Nacht unter Wölfen*, Halle (Saale), Mittedeutscher Verl., 1958, in-8°, 564 p.

Le camp de Buchenwald.

Bartel (Walter). — La Résistance à Buchenwald, *Recherches internat. à la lumière du marxisme*, sept.-déc. 1958, n°s 9-10, pp. 188-208.

*Benckiser (Nikolas). — *Tage wie Schwestern*, Frankfurt a. M., J. Knecht, 1958, in-8°, 288 p.

Huit mois dans les prisons de la Gestapo à Budapest et à Vienne à la fin de la guerre.

*Ikor (Roger). — *Ciel ouvert. Nouvelles*, Paris, A. Michel, 1959, in-16, 224 p.

Captivité.

*Nikiforova (Antonina). — *Eto ne delzno povtorit'cja* [*Ceci ne doit pas se répéter*], Moskva, Vœnizdat, 1958, 149 p.

Souvenirs d'une ancienne déportée à Ravensbrück.

Polivin (G.). — Eto bylo v Bukhenval'de [C'était à Buchenwald], *Sib. ogni*, 1958, n° 9, pp. 119-136.

Souvenirs d'un ancien déporté.

*Zwirska (Joanna). — *Ogien i druty. Wspomnienia z powstania i obo zu kobiel-jencow wohennych* [*Le feu et les barbelés. Souvenirs de l'insurrection et du camp de femmes « prisonnières de guerre »*, Warszawa, « Iskry », 1958, in-16, 340 p., couv. ill.

L'auteur faisait partie de l'Armée intérieure (AK) et fut internée au camp V de Nieder-Langen b. Lathen.

CRIMES DE GUERRE ET SANCTIONS

Les criminels de guerre et l'opinion allemande, *Art. et Doc.*, n° 740, 18 déc. 1958, Faits et Opinions, pp. 3-4.

D'après le *Dagens Nyheter*, 7 nov. 1958.

*Greil (Lothar). — *Die Wahrheit über Malmedy* (München), Schild-Verl. (1958), in-12, 79 p.

Heinz Reinefahrt-zołnierz czy zbrodniarz ? [Heinz Reinefahrt est-il un soldat ou un criminel de guerre ?], *Narodowiec* (Lens), janv. 1959, n°s 15, 16, 17, pp. 4, 16, 3.

Heydecker (Joe J.), Leeb (Johannes). — *Der Nürnberger Prozess. Bilanz der tausend Jahre*, Köln, Berlin ; Kiepenheuer u. Witsch, 1958, in-8°, 613 p., ill. h.-t.

*Maunoir (Jean-Pierre). — *Répression des crimes de guerre devant les tribunaux français et alliés*, Genève, Médecine et Hygiène, 1956.

(Thèse 517. Faculté de Droit de Genève.)

**Njurenbergskij process and glarnymi nemeckimi voennymi prestupnikami*, t. III : *Voennye prestuplenija i prestuplenija protiv celovecestva* [*Le procès de Nuremberg des principaux criminels de guerre*, t. III : *Crimes de guerre et crimes contre l'humanité*], Moskva, Gosjurizdat, 1958, in-8°, 816 p.

[Le procès d'Erich Koch à Varsovie], cf. presse polonaise, du 20 oct. 1958 au 9 mars 1959.

*Sawicki (Jerzy). — *Przed polskim prokuratorem. Dokumenty i komentarze (Wyd. 2. uzupeł nione)* [*Posłowie : Michal Hofman*], Warszawa, « Iskry », 1958, in-8°, 348 p.

« Par devers le procureur ». Documents et commentaires sur les procès des criminels de guerre à Nuremberg et Varsovie par le procureur général polonais (affaires von dem Bach Zelewski, E. Rode, W. v. Brauchitsch, J. Buhler, E. Fischer et Frank).

Serwanski (Edward). — Procesy przestepcow wojennych w Niemczech Zachodnich [Trials of War criminals in West Germany], *Prz. Zachodni (Poznan)*, nos 5-6, sept.-déc. 1958, pp. 351-368.

Ceux des groupes d'action : Böhme, de Sommer, Arnsberg, Simon, Schorner.

Zbrodniarz wojenny Karl Chmielewski przed sadem [Le criminel de guerre Karl Chmielewski devant le tribunal], *Sł ow Powsz.*, n° 16, 20 janv. 1958, pp. 3-4.

L'accusé dirigea les camps de Gusen et Mauthausen.

IV. — LA VIE INTÉRIEURE DES ÉTATS

ALLEMAGNE

*Absolon (Rudolf). — *Das Wehrstrafrecht im Zweiten Weltkrieg Sammlung der Grundlegenden Gesetze, Verordnungen und Erlasse.* Kornelismünster, Bundesarchiv, 1958.

Bodensieck (Heinrich). — Volksgruppenrecht und nationalsozialistische Aussenpolitik nach dem Münchener Abkommen 1938, *Z. f. Ostforschung*, déc. 1958, pp. 502-518.

Gorochkova (G.). — Projets internationaux des conjurés du 20 juillet 1944, *Recherches internat. à la lumière du marxisme*, déc. 1958, nos 9-10, pp. 278-295.

Communication faite à la Conférence de Leipzig, le 29 nov. 1957.

*Leuschner (Joachim). — *Volk und Raum. Zum Stil der nationalistischen Aussenpolitik*, Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht (1958), in-8°, 82 p.

Table chronologique.

Stewart (Douglas K.). — The « Putsch » of September 1938. The first attempt of the opposition led by the German Army to arrest Hitler before the violation of Czechoslovakia, *Army Quart.*, janv. 1959, pp. 202-232.

Strasiewski (Bernhard). — Die Kirchenpolitik der Nationalsozialisten im Warthegau 1939-1945, *Vierteljahrsh. f. Zeit-Geschichte*, janv. 1959, pp. 46-75.

BULGARIE

Ganevic (I.). — Prorecast bolgarskikh trudjascikh y nacionalnovizvol'nij borot'bi jugoslovs-kogonarodu [La participation des travailleurs bulgares à la lutte libératrice du peuple yougoslave] (1941-IX 1944), *Ukrain. Ist. Zurn* (Keet), n° 2, mars-avr. 1958, pp. 94-103.

ÉTATS-UNIS

Carleton (William G.). — The United States in World War II : 1941-1945, *Current Hist.*, oct. 1958, pp. 216-223.

Considérations générales sur la politique étrangère du président Roosevelt.

*Macintyre (Stuart Hull). — *Legal effect of World War II on treaties of the United States*, The Hague, M. Nijhoff ; London, Batsford, 1958, in-8°, IX-392 p.

Effets de la guerre sur la législation des traités aux États-Unis.

FRANCE ET UNION FRANÇAISE

Aron (Robert). — *Histoire de la Libération de la France (juin 1944-mai 1945)*, Paris, Fayard, 1959, in-8°, 779 p., avec une abondante bibliographie du sujet.

Cau (Jean). — L'affaire Odette : Odette, agent secret, c'est pour des millions d'hommes l'image héroïque de la Résistance française. Que vaut cette image ?, *Express*, 12 févr. 1958, pp. 24-26.

(Odette Churchill.)

Des rapports inédits de la Gestapo sur la Résistance communiste en France [de février à mai 1941], *Recherches internat. à la lumière du marxisme*, sept.-déc. 1958, nos 9-10, pp. 69-91, fac.-sim.

Documents retrouvés sur le territoire de la République démocratique allemande et préfacés par la « Commission d'Histoire du P.C.F. ».

*Mayer (Daniel), Michel (Henri). — *La vérité sur l'occupation*, Paris, P.U.F., 1959, in-8°.

Smirnov (V. P.). — Novye materialy o predatel'skoj dejatel'nosti francuzskikh porazencev (1930-1940) [Nouveaux documents sur la trahison des défaitistes

français], *Novaja novejsaja istorija*, 1958, n° 6, pp. 174-176.

Willard (Germaine). — A propos de quelques études sur la France pendant la seconde guerre mondiale, *Recherches internat. à la lumière du marxisme*, sept.-déc. 1958, n^{os} 9-10, pp. 91-104.

L'auteur critique une certaine tendance à minimiser le rôle du P.C. dans la Résistance.

GRANDE-BRETAGNE ET COMMONWEALTH

*Mellor (D. P.). — *The Role of science and industry*, Canberra, Australian War Memorial, 1958, in-8°, 738 p.

(Australia in the War of 1939-45. Civil series, vol. V.)

INDONÉSIE

*Benda (Harry J.). — *The Crescent and the rising sun : Indonesian Islam under Japanese occupation*, New Haven, Institute of Pacific Relations, in-8°, 320 p.

ITALIE

Atti del III Convegno di Studi sulla storia del Movimento di Liberazione. Momenti cruciali della politica della Resistenza nel 1944, *Movimento di Liberazione in Italia*, n^{os} 52-53, juill.-déc. 1958, pp. 7-214.

Numéro spécial comprenant une présentation introductive et une conclusion de Ferruccio Parri et des communications diverses suivies de discussions *(voir détail ci-après)*.

Azzari (Anita). — I Rapporti tra l'Ossola e gli Alleati nell'autumno 1944, *Movimento di Liberaz. in Italia*, n^{os} 52-53, juill.-déc. 1958, pp. 95-97.

Les contacts entre le gouvernement de l'Ossola et les représentants alliés en Suisse.

Battaglia (Roberto). — I Resultati della Resistenza nei suoi rapporti con gli Alleati, *Movimento di Liberaz. in Italia*, n^{os} 52-53, juill.-déc. 1958, pp. 159-172.

Bendiscioli (Mario). — Presupposti metodologici della ricostruzione storica della Resistenza, *Movimento di Liberaz. in Italia*, n^{os} 52-53, juill.-déc. 1958, pp. 72-94.

*Bozzi (Carlo). — *Oltre la disfatta*, Milano, ed. « Delfino », 1959, in-8°, 268 p.

Depuis le 25 juillet 1943. Le livre s'articule en 7 chap. : La défaite ; Dalmatie ; Le fascisme ; La question institutionnelle ; Les pactes du Latran ; Le problème de l'État ; Vers l'Italie.

Cirenei (Marcello) [M. Clairmont]. — Contributo socialista alla Resistenza. Il primo Comitato di Liberazione Alta Italia ed il problema istituzionale, *Movimento di Liberaz. in Italia*, n^{os} 52-53, juill.-déc. 1958, pp. 105-108.

**Die Front war überall. Erlebnisse und Berichte von Kämpfern des Nationalkomitees « Freies Deutschland »*, Berlin, Kongress-Verl., 1958, in-8°, 172 p.

Garosci (Aldo). — L'Italia da Vittorio Veneto ai nostri giorni I, *Comunità*, mars 1959, pp. 80-90 *(à suivre)*.

Naissance et développement du fascisme.

Gatti (Guglielmo). — D'Annunzio, Mussolini ed il capitano Giulietti, *Nuova Antologia*, janv. 1959, pp. 87-94.

Les rapports entre d'Annunzio et Mussolini au sujet de la « Fédération des Travailleurs de la Mer », au cours des années 1922-1924.

Giovana (Mario). — Il Reperimonto delle Fonti nella storiografia della Resistenza, *Movimento di Liberaz. in Italia*, n^{os} 52-53, juill.-déc. 1958, pp. 109-112.

Monelli (Paolo). — Comment est né le fascisme, *Historia*, févr. 1959, pp. 201-206, phot.

De 1919 à 1922 (anecdotique).

Parmentola (Vittorio). — Contributi repubblicani, *Movimento di Liberaz. in Italia*, n^{os} 51-53, juill.-déc. 1958, pp. 119-135.

Présentation de deux textes (janv. 1944) concernant la structure constitutionnelle de la future République italienne.

Radice (Antonio). — La Resistenza trentina ed il problema istituzionale, *Movimento di Liber. in Italia*, n^{os} 51-53, juill.-déc. 1958.

Repaci (Antonino). — Questioni di legittimità relative al Regno del Sud e alla R.S.I., *Movimento di Liberaz. in Italia*, n^{os} 52-53, juill.-déc. 1958, pp. 146-150.

Vaccarino (Giorgio). — I Rapporti con gli Alleati e la Missione al Sud (1943-1944), *Movimento di Liberaz. in Italia*, n^{os} 52-53, juill.-déc. 1958, pp. 50-71.

(Atti del III Congresso sulla storia del Movimento di Liberazione.)

Valiani (Leo). — La Resistenza e la questione istituzionale, *Movimento di Liberaz. in Italia*, n^{os} 52-53, juill.-déc. 1958, pp. 18-49.

(Atti del III Congresso sulla storia del Movimento di Liberazione.)

VENTURA (Carlo). — Appunti sui rapporti fra il C.L.N. Giuliano (Trieste) e il Governo del Sud, *Movimento di Liberaz. in Italia*, nos 52-53, juill.-déc. 1958, pp. 152-155.

POLOGNE

**Bataliony chłopskie w obronie Zamojszczyzny. Bitwy pod Wojda Zaborecznem i Roza 30.XII.1942-1-2-II-1943. Relacje uczestnikow i dokumenty zebrał, opracował i wstepem poprzedził Jerzy Markiewicz* [*Les bataillons paysans défenseurs de la région de Zamosc. Combats menés à Wojda Zaborecno et Roza les ZO XII 1942 et 1-2-II-1943. Récits des hommes et femmes qui y participèrent, groupés, commentés et préfacés par J. Markiewicz*], Warszawa, Ludowa Społ dzielnia Wydawnicza, 1957, in-8°, 295 p., ill., cartes, fac.-sim.

Se trouvent inclus la traduction du rapport du chef de bataillon allemand et les papiers de l'état-major clandestin.

*BOLABEK (Władysław) « Boryna ». — *W oddziałach Batalionow Chłopskich na Kielecczynie 1940-1944* [*Avec les bataillons paysans dans la région de Kielcel*], Warszawa, Ludowa Spółdzielnia Wydawnicza, 1958, in-16, 370 p., ill., cartes dans et h.-t,. couv. ill., errata.

Formation du bataillon « Oska » (du nom de guerre de son chef : Jan Sonta), regroupement de membres de « Wici » dès 1939.

KAZIMIERSKA (R.). — Parlament podziemnej Warszaway [Le Parlement clandestin de Varsovie], *Zycie Warszawa*, n° 42, 18 févr. 1959, p. 8.

Le 19 févr. 1944.

*LANDAU (Ludwig). — *Wybor pism. Wyboru dokonał Tadeusz Szturm de Strzem. Wstepem opatrzyli Michał Kalecki, Witold Kula, Tadeusz Szturm de Sztrem*, Warszawa, Panstwowe Wydawnictwo Naukowe, 1957, in-8°, XVI-440 p., fac.-sim. graph., portr. front., résumés angl. et russe. Bibliographie.

PP. III-150 (1re éd. de l'enquête faite dans la clandestinité pour l'Institut d'Économie sociale : *Le mouvement des prix à Varsovie d'octobre 1939 à octobre 1941*. Graphiques et tables.

*POPIOLEK (Kazimierz), SOBANSKI (Wacław). — *La dernière tentative de germaniser la Silésie d'Opole. Annexe : Textes originaux allemands*, Warszawa, Agence Pologne occidentale, déc. 1958, in-8°, 81-35 p., cartes.

(Témoignages allemands, IVe cahier.) Mesures prises par l'administration allemande de 1939 à 1943.

*RINGELBLUM (Emmanuel). — *Notes from the Warsaw Ghetto. The journal of Emmanuel Ringelblum, ed. and translated by Jacob Sloan*, New York-Toronto-London, McGraw Hill (1958), in-8°, XXX-370 p., carte, plans.

Du 1er janv. 1940 au 14 déc. 1942.

SKARZYNSKI (A.). — Les objectifs politiques de l'action « Burza » et l'insurrection de Varsovie, *Recherches internat. à la lumière du marxisme*, sept.-déc. 1958, nos 9-10, pp. 242-277.

**Sprawa Polska podczas II Wojny Swiatowej w swietle pamietnikow, opracował Stanisław Zabiełło* [*La question polonaise durant la deuxième guerre mondiale à la lumière des mémoires, ed. par S. Zabiello*], Warszawa, Polski Instytut Spraw Miedzynarodowych, 1958, in-8°, 595 p., errata.

(Biblioteka « Spraw Miedzynarodowych », n° 7.) L'éditeur a groupé, avec de brefs commentaires, des traductions de déclarations, souvenirs et mémoires de personnalités internationales, pp. 585-595 : chronologie.

ZABIELLO (Stanisław). — Akcja opiekuncza [L'assistance], *Kierunki*, n° 8, 22 févr. 1959, p. 9, n° 9, 1er mars, p. 9.

L'œuvre du gouvernement polonais en France en 1940.

W. D. — « Trybuna Wolnosci ». 1942, *Tryb. Ludu*, n° 32, 1er févr. 1959, p. 5, fac.-sim.

Historique du journal clandestin du PPR qui parut pour la 1re fois le 1er févr. 1942.

ROUMANIE

*HARTL (Hans). — *Das Schicksal des Deutschtums in Rumänien 1938-1945-1953*, Würzburg, Holzner, 1958, in-8°, VII-177 p.

(Jahrbuch d. Albertus-Universität Königsberg Pr. Beih. 14. Der Göttinger Arbeitskreis. Veröffentligg, n° 139.)

U.R.S.S.

ABISEV (G. A.). — Trudovye podvigi trudjascekhsja Kazakhstana v gody Velikoj Otecestvennoj vojny [Le travail héroïque des habitants du Kazakhstan pendant la grande guerre nationale], *Ucen. zap. Kazakh. zen. ped. inst.*, 1958, n° 2, pp. 20-44.

*Arutjunjan (A. L.). — *Erevan v gody Velikoj Otecestvennoj vojny* [*Erevan pendant la grande guerre nationale*], Erevan, Ajpetrat, 1958, 78 p.

Bataillon (Michel), Kiritchenko (Ketty). — Le ravitaillement de Leningrad pendant le siège, *Recherches internat. à la lumière du marxisme*, sept.-déc. 1958, nos 9-10, pp. 135-159.

D'après le livre de D. Pavlov, *Leningrad v blokade* paru à Moscou en 1958.

Bogdanov (S.), Aristarkov (A.). — Geroï rszkogo podpol'ja [Les héros de la clandestinité de Riga], *Sov. Rossija*, 24 sept. 1958.

Organisation clandestine des komsomols de Riga, 1941-1942.

Juscenko (M.). — Komunisti ukrainy-organizatori patrioticnogo pidne sennja trudjascikh respublikina viasic vorogiv v pocatkovy period Velikos Vitciznjanoi Vijni [Les communistes d'Ukraine organisateurs de l'élan patriotique des travailleurs de la république contre l'ennemi au début de la dernière guerre mondiale], *Ukrain. izt. zurn.* (Kiev), n° 3, mai-juin 1958, pp. 46-62.

Morekhina (G. G.). — Iz istorii perestrojki promyslennosti Sovetsko go Sojuza v pervyj period Velikoj Otecestvennoj vojny [La transformation de l'industrie de l'Union soviétique pendant la première période de la grande guerre nationale], *Voprosy istorii*, 1958, n° 12, pp. 27-49.

Nusupbekov (A. N.). — Samootverzennaja rabota trudjascikhsja Kazakhstana v gody Velikoj Otecestvennoj vojny [Le dévouement des travailleurs de Kazakhstan pendant la grande guerre nationale], *Izv. Akad. nauk Kazakh SSR, Serija istorii*, 1958, n° 2, pp. 53-61.

Ozerinin (N. V.). — Patriotizm kolkhoznogo krest'janstva v gody Velikoj Otecestvennoj vojny [Le patriotisme des paysans de kolkhozes pendant la grande guerre nationale], *Ucen. zap. Cernovec. ped. inst.*, t. I, 1958, pp. 7-38.

Petrov (D.). — Kolkhozniki Jakutii v bojakh s fasictskimi zakh vatcikami, 18. I-1945 gg. [Les kolkhoziens de Yakoutie dans les combats contre les envahisseurs fascistes, 1941-1945], *AN SSSR. Jakut. fil. Inst. jazyka*, n° 4, 1956, pp. 77-98.

La participation des yakoutes à la guerre : sur le front et à l'arrière.

*Popov (F. O.). — *Borba mogilevcan protiv nemecko-fasistskikh okkupantov* [*La lutte des habitants de Mogilev contre les occupants fascistes allemands*], Mogilev, 1958, 28 p.

*Severdalkin (P.). — *Molodez v bojakh za Rodiny* [*La jeunesse dans les combats pour la Patrie*], Novgorod, 1958, n° 7, pp. 25-33.

Telpoukhovski (V.). — Le Parti communiste organisateur de la victoire de l'U.R.S.S., *Recherches internat. à la lumière du marxisme*, sept.-déc. 1950, nos 9-10, pp. 160-187.

Extrait de *Voprossy istorii K.P.S.S.*, 1958, n° 2, pp. 34-56.

SUÈDE

*Hägglöf (Gunnar). — *Svensk krigshandelspolitik under andra Varldskriget*, Stockholm, Norstedt & Söners, 1958, in-8°, 317 p.

La politique commerciale de la Suède pendant la deuxième guerre mondiale et la politique de neutralité.

SUISSE

Lederrey (E.), Colonel. — Importance stratégique de la Suisse des origines à l'ère atomique. La deuxième guerre mondiale de 1939 à 1945, *R. milit. suisse*, janv. et févr. 1959, pp. 20-30 et 66-73.

1. L'opération Tannenbaun (projet de juill. 1940). L'entrevue de Waldshut, les projets de mars 1943; 2. Le plan Boelme, du printemps 1944.

Le 17 mars 1959.

Le gérant : Henri Michel.

Dictionnaire des biographies

publié en 2 volumes illustrés
sous la direction de Pierre GRIMAL
professeur à la Sorbonne

Nombreux aux XVIII^e^ et XIX^e^ siècles, les dictionnaires de biographies étaient devenus depuis longtemps des raretés bibliophiliques, au demeurant fort encombrantes, la plupart comportant au minimum une vingtaine de volumes grand format. Ceux qu'il était encore possible de trouver sur le marché d'occasion s'arrêtaient d'ailleurs à la fin du siècle dernier. Quant aux ouvrages plus récents, les uns se limitaient aux contemporains éminents, d'autres aux seules célébrités nationales, d'autres encore n'embrassaient qu'une spécialité distincte (droit, littérature, histoire ecclésiastique, etc.).

Bien que de proportions raisonnables, le *Dictionnaire* de Pierre GRIMAL fournit la documentation essentielle sur les personnages illustres de l'Histoire, dans tous les domaines, depuis les premiers temps de la Grèce. D'une ampleur compatible avec les dimensions des bibliothèques d'amateurs, il condense sous un faible volume la matière d'une immense encyclopédie historique.

La présentation de ce *Dictionnaire des Biographies* a été conçue de façon à s'harmoniser avec celle des grands ouvrages publiés aux P.U.F. Chaque volume in-4° couronne est relié pleine toile grise, sous jaquette illustrée en 4 couleurs et laquée (la jaquette du tome I reproduit un portrait anonyme d'Elizabeth I d'Angleterre, celle du tome II un portrait de Napoléon Bonaparte par David). L'un et l'autre sont illustrés de 64 planches hors-texte en héliogravure.

Il n'est pas un lecteur à qui la consultation de ce *Dictionnaire* n'épargnera un temps précieux, en lui remettant immédiatement en mémoire, pour tous les hommes célèbres de l'Histoire, une date ou un fait oublié.

Deux volumes in-4° couronne (18,5 × 23,5 cm), de 1 600 pages, avec 128 planches hors-texte en héliogravure, brochés, ensemble **7 200 F**

tome I
A - J

Reliés pleine toile, fers spéciaux 2 tons, sous jaquette illustrée en 4 couleurs et laquée, ensemble **8 800 F**

tome II
K - Z

presses universitaires de france
108, boulevard Saint-Germain, Paris (VI^e^)

1959. — Imprimerie des Presses Universitaires de France. — Vendôme (France)
ÉDIT. N° 25 272 Dépôt légal : 2-1959 IMP. N° 15 698
IMPRIMÉ EN FRANCE

AVANT-PROPOS

L'opposition allemande à Hitler, noyée dans le flot de sang de la répression du putsch du 20 juillet, a suscité en Allemagne, d'âpres discussions et donné naissance à une très abondante littérature : biographies, mémoires, récits, plaidoyers, études historiques.

Il a paru utile à la Direction de cette Revue, de consacrer un numéro spécial à une mise au point destinée surtout au public français.

En effet, la littérature allemande sur la « résistance » à Hitler se place dans un contexte politique extrêmement complexe ; de part et d'autre du rideau de fer, ce ne sont pas les mêmes héros qui sont honorés ni les mêmes forces d'opposition auxquelles il est rendu hommage ; nulle part plus qu'en Allemagne, la Résistance n'a été autant attaquée par ses adversaires, ressuscitant à son usage le mythe du « coup de poignard dans le dos » ; aussi bien ses tenants, mis souvent en posture d'accusés, ont été contraints, avant de narrer son action, de la justifier ; nulle autre résistance en Europe n'a éprouvé autant de difficultés à faire admettre par l'étranger sa participation au combat, la pureté de ses intentions, voire son existence. Les impératifs de la politique intérieure et internationale, ainsi que des soucis d'apologie, de défense ou de réhabilitation, contribuent d'autant plus à troubler la recherche de la vérité que la division actuelle de l'Allemagne contribue à multiplier les contradictions dans l'interprétation des faits.

Il a donc paru nécessaire de commencer ce numéro par une étude, rédigée par M. Castellan, sur les forces d'opposition à l'avènement de Hitler ; étude de sociologie électorale qui, recensant les suffrages hostiles, leur répartition régionale et leur nature politique, situe les forces possibles d'opposition clandestine.

M. Collenot relate ensuite l'activité de l'opposition au moment même où son rôle devient plus nécessaire, mais aussi plus difficile, de la déclaration de guerre à la fin des combats.

L'aboutissement de toute cette action, c'est le putsch du 20 juillet 1944 dont M. Bracher raconte la préparation, le déroulement et l'échec dramatique.

Les Alliés ont-ils connu l'opposition allemande ? Se sont-ils fait une idée exacte de ses possibilités ? Pourquoi ne l'ont-ils pas soutenue ? C'est à répondre à ces questions que s'applique M. Watt.

Enfin, M. H. Michel replace la « Résistance » allemande dans le cadre de

la Résistance européenne, démêlant ce qu'elles ont de commun et, aussi, de foncièrement dissemblable, décelant peut-être ainsi la faiblesse foncière de l'opposition allemande, tandis que Mme Wormser reconstitue le rôle et la place des Allemands antinazis dans les camps de concentration.

Des analyses d'ouvrages récents complètent ce sommaire; certaines aident à comprendre l'évolution de l'historiographie contemporaine en Allemagne fédérale et en Allemagne de l'Est ; mais, en même temps, d'autres rappellent le sort tragique qui fut celui de l'Europe occupée du fait du gouvernement nazi et de ses fidèles servants, les SS, deuxième volet du diptyque de la politique allemande pendant la guerre, dont il a paru nécessaire de rappeler les immenses et dramatiques dimensions.

FORCES D'OPPOSITION A L'AVÈNEMENT DU III[e] REICH

La Résistance allemande peut s'étudier dans une double optique. D'en-bas, dans la perspective des opposants, et c'est une série d'aventures individuelles : galerie de portraits, d'Ernst Thälmann à Sophie Scholl et au comte Stauffenberg. Leur épopée a été contée et c'est justice : ils ont sauvé l'honneur du nom allemand. Mais, il faut bien le dire, le problème d'ensemble du III[e] Reich n'en a guère été éclairé. Il peut grossièrement se formuler ainsi : pourquoi et comment un peuple riche d'une culture millénaire et d'une civilisation technique hors de pair en Europe a-t-il pu sombrer dans l'aventure sanglante de l'hitlérisme ?

Pour répondre à la question, l'étude de l'opposition est précieuse, mais à condition de la prendre dans une perspective singulière : celle du pouvoir. Hitler, arrivant à la Chancellerie le 30 janvier 1933, n'était que le chef du parti ayant obtenu le plus de voix aux dernières élections : 33 %. Il avait encore 67 % de la masse allemande à conquérir. Mais cette masse était loin d'être homogène dans son attitude envers le national-socialisme. Elle allait des fellow-travellers *Deutschnationale* ou membres du *Stahlhelm* aux ennemis déclarés, socialistes et communistes. Le premier problème est donc de cerner l'opposition, de la définir qualitativement et quantitativement. Il faudrait ensuite, pour chacun des éléments qui la composent, suivre son évolution propre, les modifications de son comportement et la profondeur de son refus ou de son adhésion. Une étude exhaustive du soutien populaire, cette force primordiale de tous les régimes, est et sera toujours impossible dans le cas du III[e] Reich. Du moins, une certaine appréhension du problème de l'opposition devrait y aider.

C'est à en saisir les données, à l'avènement du régime, que sont consacrées les pages qui suivent (1).

Les régimes totalitaires offrent à l'observateur un apparent paradoxe. D'une part, ils affirment s'appuyer sur l'ensemble de la population : élections et plébiscites offrent toujours des proportions voisines de l'unanimité. D'autre part, ils dénoncent constamment et jusque dans les secteurs les plus inattendus la présence d'ennemis à combattre et à détruire. C'est que la *Weltanschauung* totalitaire procède d'un manichéisme fondamental ; elle est précisément totalitaire parce qu'elle ne laisse aucune

(1) On a volontairement laissé de côté les forces au sein desquelles ont éclaté des conflits accidentels, Armée et S.A. entre autres. La littérature sur ces sujets est surabondante.

échappatoire, exige un engagement dans l'un ou l'autre camps dont, à ses yeux, la lutte constitue l'histoire.

Acceptons au départ le manichéisme totalitaire. Première question, quel est l'ennemi, l'homme d'en face ? La réponse est théoriquement aisée, il suffit de parcourir la littérature officielle. De *Mein Kampf* au *Völkischer Beobachter*, de Streicher à Rosenberg, une haine violente le poursuit, le cloue au pilori. Mais au fait, quel est-il ? *Mein Kampf* désignait le Juif, le Marxiste, le Français, le Slave. C'était beaucoup, c'était trop : Hitler était capable de haïr avec fureur dans des directions aussi diverses, mais l'Allemand moyen s'y serait épuisé. Si le boutiquier ou le médecin avait de l'Israélite une expérience personnelle, l'ouvrier l'ignorait qui connaissait bien le Polonais mais n'avait vu un Français qu'en Rhénanie. L'art diabolique d'un Goebbels fut de créer l'ennemi-type, entreprise malaisée qui devait tenir compte des exigences de la politique. La propagande procéda comme dans ces jeux de personnages enfantins dont le support est immuable, mais modifié par des attributs variables. Un darwinisme élémentaire fournit la notion de base, l'ennemi de la race, le Juif, qui resta l'élément permanent, inconciliable, le seul pour lequel l'ordre biologique des nazis eût envisagé la solution radicale : *die Endlösung der Judenfrage*. L'accoutrement qu'il porta le plus longtemps, jusqu'au pacte germano-soviétique d'août 1939, fut celui du bolchevik, ce fut le judéo-marxiste. Mais, à partir de 1938 surtout, vint en surimposition le ploutocrate anglo-saxon, le Juif de Wall-Street et de la City dont le *Stürmer* de Streicher fixa la silhouette physique. La guerre contre l'U.R.S.S. permit d'achever la synthèse. Au mépris de toutes les contradictions, le banquier juif-polonais-soviétophile résumait en sa caricature toutes les exécrations : l'Israélite, le marxiste, le Slave, le capitaliste. L'ennemi-type était parfait. Il serait intéressant d'étudier ligne à ligne la formation de ce « négatif » auquel s'opposait l'image pure et blonde de l'adolescent de la *Hitlerjugend*.

La réponse à notre question est donc moins simple qu'il ne le paraissait. L'historien doit projeter l'image de l'ennemi-type à travers le prisme de sa critique pour y retrouver à chaque moment les éléments composants. Il a alors une série de personnages parfaitement identifiables, dont l'importance de masse doit être statistiquement mesurable.

Quels étaient-ils en 1933 ?

* * *

Premier élément, le Juif. Si personnel, si vivant qu'il eût été dans la haine des nazis, ni les législateurs, ni les juristes, leurs instruments, n'ont été capables d'en donner une définition scientifique. En vain se sont-ils tournés vers la *Rassenkunde*. Aussi la loi du 7 avril 1933 sur le recrutement des fonctionnaires avec son § 7 *(Arierparagraph)* décrète-t-elle Juif celui dont un certain nombre de grands-parents sont Juifs, ce qui est reculer le problème sans le résoudre. Les lois de Nuremberg des 15 et

16 septembre 1935 ne sont pas plus explicites : au sang allemand s'oppose le sang juif, mais qu'est-ce que le sang juif ? Les ordonnances d'application de ces lois tristement célèbres montrent l'embarras des hitlériens. Est Juif complet, *Volljude*, « celui dont au moins trois grands-parents sont racialement Juifs », ce qui était une tautologie parfaite quand il s'agissait de définir le « Juif racial ». D'où la découverte des juristes soulignant la déroute des pseudo-savants de la *Rassenkunde* : « Un grand-père est Juif s'il appartient à la communauté religieuse juive. » Ainsi, le seul élément vérifiable et statistiquement enregistré était l'appartenance à une confession religieuse. Tout le racisme hitlérien reposait sur une base non raciale ! Les hauts dignitaires du Parti en éprouvèrent parfois une certaine gêne, tel Goebbels au Conseil des Ministres du 12 novembre 1938 (1) se lamentant : « Il existe des Juifs qui n'ont pas tellement l'air juif ! »

La définition laborieusement élaborée aurait dû, en principe, être irréfutable et permettre un recensement des Juifs aux termes des lois de Nuremberg. Nouvelle surprise de l'historien : la série des *Statistische Jahrbücher* ne lui offre rien de semblable. Les annuaires de 1933 et 1934 ignorent le mot *Jude* dans leur index. Dans un unique tableau classant la population du Reich d'après les religions, on trouve sous la rubrique *Israeliten* (2) leur répartition territoriale entre les États et les provinces de la Prusse ainsi que la population qu'ils représentent pour 1 000 habitants. Les chiffres de 1933 sont encore ceux du recensement général de 1925. A partir de 1934, on utilise ceux du recensement du 16 juin 1933 *(Volks-u. Berufszahlung)* dont les données sont reprises sans changement jusqu'à la guerre, avec une correction à dater de 1937 pour ajouter les Juifs de la Sarre (3 117 individus d'après le recensement sarrois du 25 juin 1936). A partir de 1935 (3), les indications relatives aux Juifs se précisent : deux pages de tableaux donnant, outre leur répartition géographique, leur nationalité, leur échelle d'âge, leurs structures professionnelle et sociale. Mais avec une double anomalie : chiffres *ne varietur* de 1933, et rubrique *Glaubensjuden*. Faut-il y voir une pudeur à avouer au monde civilisé le nombre des parias du IIIe Reich ? En partie peut-être. Mais le choix du terme *Glaubensjuden* est révélateur de l'embarras des statisticiens auxquels les lois de Nuremberg ne fournirent jamais de critères. Pas plus que les juristes, ils ne furent capables de reconnaître des « Juifs raciaux ». Nous en avons un aveu dans un rapport demandé en 1943 par Himmler à un certain Körherr, *Inspektor für Statistik* : « Le critère racial, écrit-il, présente de nombreuses difficultés, ainsi que cela est confirmé par l'échec de la tentative de recenser les Juifs de race en Autriche, en 1923, et par le recensement allemand de 1939 (4). » En dépit du racisme officiel, les statistiques s'en tiennent donc aux données religieuses. Elles permettent de fixer avec certitude un ordre de grandeur.

(1) *Documents de Nuremberg*, P.S., 1816. C'est un des plus étonnants monuments de la clique dirigeante, où la stupidité le dispute à l'odieux. Cité par Poliakov, *Le bréviaire de la haine*, p. 22-30.

(2) Le mot ne figure pas à l'index.

(3) *Statistisches Jahrbuch*, 1935, p. 14-15 ; 1936, *ibid.* ; 1937, p. 18-19 ; 1938, p. 22.

(4) *Die Endlösung der europäischen Judenfrage*, Archives du Centre de Documentation juive contemporaine. CXXXVIII a. 73, cité in *Revue hist. 2e guerre mondiale*, n° 24, p. 92-96.

Le recensement du 16 juin 1933 — après cinq mois de terreur nazie — a donné 499 682 Israélites, soit 7 ‰ de la population totale et 64 697 de moins qu'au recensement de 1925. L'exode en effet avait déjà commencé, en particulier après la journée de boycottage du 1er avril 1933. C'est ce chiffre qui, augmenté des Juifs sarrois, donne le total immuable des *Glaubensjuden* jusqu'à la guerre : 502 799.

Mesure précise de la force anti-IIIe Reich représentée par les Juifs ? Nouvelle illusion. Le seul point commun de ces hommes était jusqu'à Hitler leur appartenance à la loi mosaïque. Mais encore, combien étaient fidèles aux prescriptions de la religion ? Combien adhéraient aux révélations des prophètes ? Les chiffres manquent de la pratique religieuse au sens du Pr Le Bras, et plus encore de la foi impossible à mesurer. D'ailleurs, le dénominateur commun était loin de suffire à définir un groupe fermé, une force agissant comme telle.

La dispersion géographique était un premier obstacle. Si à Berlin, la proportion atteignait 37,8 ‰ (160 564 Juifs), on en trouvait dans tous les États allemands et dans toutes les provinces prussiennes, avec des taux s'établissant autour de 3 à 5 ‰ : Sarre, 4 ‰ ; Bavière, 5,5 ‰ ; Würtemberg, 3,7 ‰ ; etc. Outre la capitale, les points de concentration étaient la province de Hesse-Nassau avec 18,2 ‰, la Hesse avec 12,5 ‰ à cause de Francfort, et Hambourg avec 11,6 ‰. Premier indice d'un fait bien connu, l'urbanisation de la population israélite, qui permit à la propagande nazie d'opposer le Juif parasite au Michel allemand producteur du pain de la race. Autre facteur centrifuge de la communauté mosaïque, la nationalité : 94 717 — 18,8 % des Juifs — étaient des étrangers dont plus de la moitié étaient citoyens polonais, le reste se répartissant en Tchèques (4 297), Hongrois (2 284), Roumains (2 212), etc. Or le fossé était grand entre les Juifs orientaux nouvellement arrivés des confins russes et les Juifs allemands établis depuis des générations à Francfort ou à Hambourg. Enfin, les structures professionnelles et sociales, dont on sait toute l'importance dans la formation des mentalités collectives, apportaient leurs oppositions d'intérêts, leurs différents styles de vie.

Il ressort des deux tableaux de la page 7 que la concentration économique s'opérait dans le secteur le plus diversifié, celui du commerce et des transports, et au niveau social le plus individualiste, celui du patronat de l'industrie ou du commerce. Avant Hitler, la cohésion et la force de la communauté mosaïque apparaissent finalement sujettes à caution.

La persécution et ce « ghetto sans murs » édifié par les quelque deux cent cinquante mesures anti-juives prises entre 1933 et le début de la guerre ont assurément créé une solidarité qui n'existait pas auparavant. On le vit bien dans l'assistance aux Juifs dépossédés et sans ressources : dès 1937, plus du tiers des Juifs berlinois — 60 000 sur 160 000 — vivaient des subsides des œuvres philanthropiques israélites. Mais cela n'alla pas plus loin, jusqu'à une « résistance » effective.

La perfection de l'appareil policier, la lourdeur des sanctions, toutes les difficultés de la lutte dans un système totalitaire ne suffisent pas à expliquer cette carence : n'a-t-on pas vu des groupes de résistance armés à Buchenwald ? Les Juifs n'ont pas pu devenir un centre d'opposition dans

	Personnes actives	%	Avec les familles	%
Répartition professionnelle des Juifs (1)				
Agriculture et forêts	4 198	1,8	5 160	1
Industrie et artisanat	55 947	23,1	95 955	19,1
Commerce et transports ..	148 375	61,3	264 181	52,5
Services publics et privés .	30 063	12,4	53 613	10,7
Service de maison	3 392	1,4	3 510	0,7
	241 975	100,0	422 419	84,0
Sans profession.....	61 229		80 380	16,0
TOTAL			502 799	100,0
Répartition sociale				
Indépendants	111 439	46,1	240 667	47,9
Aides familiaux	23 358	9,7	24 552	4,9
Fonctionnaires	2 285	0,9	4 703	0,9
Employés	80 935	33,4	117 161	23,3
Ouvriers	21 041	8,7	32 325	6,4
Domestiques.....	2 917	1,2	3 011	0,6
	241 975	100,0	422 419	84,0
Sans profession.....	61 229		80 380	16,0
TOTAL			502 799	100,0

le IIIe Reich d'abord parce que, au départ, ils ne constituaient pas une force sociale ou politique dans l'Allemagne de Weimar. Ensuite parce que le judaïsme existant en 1933 a été démantelé de l'extérieur et de l'intérieur. Il est inutile d'insister sur l'affaiblissement économique et social dû à la législation hitlérienne. On s'arrêtera sur deux autres facteurs : l'émigration et l'abandon de la communauté mosaïque.

L'émigration ne devrait guère présenter de mystère. De fait, l'on sait qu'aux départs spontanés de 1933-1934 a succédé après l'*Anschluss* autrichien une émigration encouragée et organisée par les autorités du Reich (2). Par contre, dès que l'on aborde les problèmes numériques, une grande incertitude semble régner. M. Poliakov, le meilleur expert en la matière, avance les chiffres suivants :

Janvier-juin 1933	25 000 émigrants	(3)
1er septembre 1933 - 15 septembre 1935	50 000 —	
Au cours des deux années suivantes	100 000 —	
Septembre 1937 - septembre 1939	115 000 —	(4)
TOTAL.....	290 000 émigrants	

(1) Tableaux extraits du *Statistisches Jahrbuch 1938*, p. 22. Ils donnent la situation de juin 1933.
(2) POLIAKOV, *Le bréviaire de la haine*, p. 13-35.
(3) ID., *ibid.*, p. 14.
(4) ID., *ibid.*, p. 31.

Mais il faut tenir compte de l'augmentation du nombre des Juifs par l'annexion de l'Autriche, des Sudètes et du Protectorat de Bohême-Moravie. Le document Körherr, déjà cité (1) donne les chiffres, à la date de leur annexion :

Autriche	220 000 Juifs
Sudètes	30 000 —
Bohême-Moravie	118 000 —

soit, dans le Grand Reich de septembre 1939, un total théorique de 929 000 Juifs. Or, le même document fournit sur l'émigration les données suivantes :

Ancien Reich et Sudètes	382 534
Autriche	149 124
Bohême-Moravie	25 699
TOTAL	557 357

Même en se limitant à l'ancien Reich, on notera la différence des deux chiffres. Elle justifierait une étude précise. Quoi qu'il en soit, ces données fournissent un ordre de grandeur de l'affaiblissement, par émigration, de la communauté mosaïque : il est de l'ordre de 60 %.

Le deuxième facteur du démantèlement est plus subtil. On a vu la fausse précision des lois de Nuremberg. Si bien que toutes les statistiques dont il a été fait état jusque-là parlent des *Glaubensjuden*. Or les textes législatifs se référant à la foi religieuse des grands-parents permettaient de compter dans les *Volljuden* les baptisés depuis deux générations. On sait que le mouvement de conversion a commencé au début du XIX^e^ siècle avec l'égalité civile. Fridenthal, ministre de l'Agriculture de Prusse sous Bismarck, Friedberg, ministre de la Justice, Dernburg, secrétaire d'État aux Colonies, représentaient ces Juifs convertis pour qui, suivant le mot de Heine, le baptême avait été « das Entréebillet zur modernen Kultur ». Le mouvement s'était accéléré vers 1900, s'élevant à 400 conversions par an en moyenne. Combien étaient-ils en 1933 ? La question, à notre connaissance, n'a retenu aucun auteur. Une publication scientifique allemande (2) avance, sans justification, le chiffre de 300 000 qui serait à ajouter aux 502 000 *Glaubensjuden*. On ne saurait passer cette masse sous silence. Or, il est impossible de la faire entrer dans les chiffres avancés par les divers auteurs. L'étude du comportement de ces convertis serait du plus haut intérêt. Dans quelle mesure se sont-ils sentis solidaires de leurs anciens coreligionnaires ? Souvent, sans doute, dans la mesure où les lois nazies les enfermèrent dans le même ghetto. Davantage ? Que de nuances sans doute à introduire ! Et le problème devient inextricable

(1) *Revue histoire de la 2^e^ guerre mondiale*, n° 24, p. 93.

(2) H. RÖSSLER u. G. FRANZ, *Sachwörterbuch zur deutschen Geschichte*, Oldenburg Verlag, 1955-58, 3^e^ livraison, article « Juden », p. 472.

Cet ouvrage ne peut être soupçonné d'une excessive sévérité envers le III^e^ Reich.

avec les métis — *Halbjuden* — n'ayant qu'un ou deux grands-parents juifs. Ne prête-t-on pas à Heydrich, le tout-puissant maître de la Gestapo, une grand-mère israélite ? Serait-ce un cas singulier qu'un nazi aux ascendances aryennes impures se soit acharné contre les Juifs pour se racheter ou surmonter un complexe ? Mais, entre ce renégat et celui qui, fidèle à ses ancêtres, accorda assistance aux persécutés, que de transitions ! Or combien étaient-ils, ces métis ? Les statistiques sont muettes. Körherr, orfèvre en la matière, écrit : « En général, les statistiques des Juifs sont à considérer comme un minimum et l'erreur croît à mesure que la proportion du sang juif diminue (1). » L'ouvrage de Rössler et Franz avance le chiffre de 750 000 métis du premier et du second degré. C'est vraisemblable quand on sait que l'assimilation avait été plus poussée en Allemagne que partout en Europe. Il existait ainsi autour de la communauté mosaïque dont le seul lien était religieux, toute une zone humaine deux fois plus importante qu'elle et dont le comportement, par sa fluidité même, affaiblissait encore la dureté du noyau. Si les *Volljuden* ont vite compris qu'il n'y avait pas place pour eux dans la communauté allemande, combien de métis conservèrent jusqu'à l'absurde l'espoir d'être « récupérés », suivant l'expression nazie ?

Matériellement et psychologiquement, le judaïsme n'a donc pas pu être une « opposition » dans le IIIe Reich. Avec une habileté consommée, les nazis sont arrivés à lui faire jouer son rôle, le rôle qu'ils lui assignaient : être le *Gegenvolk* opposé au *Volk*, le Mal en face du Bien, le Diable de cette religion de ténèbres, justifiant le mot de Hitler : « Si le Juif n'existait pas, il nous faudrait l'inventer (2). »

* * *

Deuxième ennemi juré : le marxiste. A l'inverse du Juif qui est tel involontairement, puisque déterminé par ses ancêtres, le marxiste se définit lui-même par un acte libre d'adhésion à un système philosophique ou politique. Si donc, sur le plan théorique, la notion est claire et l'identification du marxiste plus aisée que celle du Juif, sur le plan pratique — celui de l'action politique ou du recensement statistique — les difficultés sont au moins aussi grandes. Il faut attendre une manifestation, un acte positif : adhésion à un parti, vote en sa faveur. A ces moments privilégiés, un élément marxiste devient numériquement identifiable. D'où l'intérêt des études d'élections. Mais quand celles-ci sont faussées ou disparaissent comme en régime totalitaire ? Suivre l'évolution d'un groupe idéologique auquel sont retirés tous les moyens d'expression, parti avec ses adhérents dénombrables, votes, journaux avec leurs tirages et leurs abonnés, réunions et autres, tel est le problème posé à l'historien du IIIe Reich. Il existe, certes, une histoire souterraine, celle des partis

(1) *Document cité*, p. 93.
(2) Rauschnigg, *Hitler m'a dit*, p. 277.

dans l'illégalité. Elle a été faite. Mais rend-elle compte de la force anti-IIIe Reich, de l'opposition profonde que représentaient les consciences des électeurs marxistes ? Assurément pas. Les militants qui se jetèrent dans l'action clandestine étaient lourds de toute une force potentielle, celle des marxistes convaincus à des degrés divers depuis le membre du Parti jusqu'au *fellow-traveller*, qui n'attendait qu'une possibilité de cristallisation. Fait remarquable, aux élections du 20 octobre 1946 en zone soviétique, dans un climat précisément favorable à cette cristallisation, les pourcentages des voix obtenues par le *Parti socialiste unifié* (S.E.D.) issu de la fusion des deux groupes marxistes communiste et socialiste ont été très proches de ceux obtenus aux élections de la République de Weimar (1). Et l'on retrouverait à l'Ouest, en milieu pourtant bien moins favorable, des fidélités analogues ; ainsi, à Hambourg, socialistes et communistes obtenaient 49,4 % des suffrages le 31 juillet 1932 et 48,1 % le 14 août 1949. Il est donc du plus haut intérêt de cerner ces forces latentes en régime totalitaire : elles représentent l'opposition par non-acceptation du système.

Les nazis n'étaient guère coutumiers de nuances et englobaient dans une même haine communistes et socialistes. Dans son appel aux S.A. du 10 mars 1933, Hitler donnait le mot d'ordre *Vernichtung des Marxismus*. Si les communistes furent les premières victimes de la terreur nazie, les membres de la social-démocratie n'eurent qu'un sursis de quatre mois : le S.P.D. fut interdit le 22 juin 1933 par une ordonnance spéciale. On connaît pourtant les âpres luttes qui, treize années durant, séparèrent les deux formations politiques et ne permirent jamais, jusqu'au dernier moment, à l'idée de *Front populaire* de prendre corps. On sait, d'autre part, que chacune d'elles correspond à un tempérament politique particulier, à une tradition spécifique. On peut *a priori* penser que l'intensité et la forme de l'opposition allaient se nuancer d'une teinte socialiste ou communiste.

Premier problème : quelle était la force du marxisme au sens nazi et sa coloration spécifique au moment de la prise de pouvoir ?

Le tableau (p. 11) permet d'abord d'évaluer les masses. Au moment de l'arrivée d'Hitler à la Chancellerie, les « marxistes » représentaient presque le tiers de l'électorat allemand, qui s'élevait à 44 millions sur 62 millions d'habitants. D'autre part, cet électorat s'était radicalisé : alors que le S.P.D. voyait régulièrement décroître ses pourcentages, ceux du K.P.D. progressaient, au point qu'en novembre 1932, 46 % de l'électorat marxiste

(1) Pourcentage des voix marxistes aux élections de 1946 par rapport aux élections de 1928 (celles de la période la plus normale de la République de Weimar) :

En Saxe	49,6	% contre	50,5	%
En Saxe-Anhalt	45,8	—	49,2	—
En Thuringe	49,3	—	47,8	—
En Brandebourg	43,5	—	45,9	—
En Mecklembourg	49,5	—	47,3	—

Elections	Voix marxistes	%	S.P.D.	%	K.P.D.	%	% des K.P.D. dans les voix marxistes
14 septembre 1930	13 170 000	37,5	8 578 000	24,4	4 592 000	13,1	35
31 juillet 1932 . . .	13 242 000	35,8	7 960 000	21,5	5 282 000	14,3	40
6 novembre 1932	13 228 000	37,6	7 248 000	20,6	5 980 000	17,0	46
5 mars 1933	12 029 000	30,6	7 181 000	18,3	4 848 000	12,3	40

N. B. — Le % est calculé par rapport aux votes exprimés.

avaient voté communiste. Il est clair qu'en face du danger hitlérien le regroupement se faisait derrière la bannière de la IIIe Internationale, considérée par les électeurs comme un rempart plus solide que la social-démocratie. C'est à ce durcissement qu'est due la stabilité des voix en 1932, puisque de juillet à novembre l'électorat marxiste ne diminue que de 14 000 (1 ‰) alors que les nazis perdent 15 %, le nombre des abstentions ayant augmenté de 3,5 %. Aux élections du 31 juillet 1932, l'ordre de classement des circonscriptions électorales d'après le pourcentage des voix obtenues par les deux partis S.P.D. et K.P.D. permet de tracer les grands traits d'une géographie du marxisme global, au sens hitlérien :

1. Berlin	61,3 %	17. Liegnitz	33,9 %
2. Leipzig	51,8 –	18. Breslau	33,2 –
3. Hamburg	49,4 –	19. Frankfurt/Oder	33,1 –
4. Potsdam I	46,8 –	20. Hesse Nassau	32,8 –
5. Potsdam II	46,6 –	21. Ost Hannover	32,7 –
6. Dresde Bautzen	45,4 –	22. Ost Preussen	32,6 –
7. Merseburg	44,1 –	23. Köln-Aachen	32,1 –
8. Magdeburg	43,4 –	24. Pomeranie	31,6 –
9. Chemnitz Zwickau	42,0 –	25. Westphalie Nord	31,0 –
10. Mecklemburg	40,7 –	26. Weser Ems	30,3 –
11. Südhannover-Braunschweig	39,7 –	27. Düsseldorf West	30,0 –
12. Westphalie Sud	39,3 –	28. Wurtemberg	28,6 –
13. Thuringen	38,9 –	29. Palatinat	28,3 –
14. Düsseldorf Ost	38,5 –	30. Franken	28,1 –
15. Sleswig Holstein	36,9 –	31. Oppeln	25,7 –
16. Hesse Darmstadt	36,4 –	32. Baden	24,9 –
		33. Oberbayern Schwaben	24,2 –
		34. Niederbayern	19,4 –
		35. Koblenz Trier	17,4 –
Moy. Reich	36,2 –		

Un fait saute aux yeux : cet amalgame marxiste est un phénomène de l'Allemagne protestante ; les dix circonscriptions les plus « rouges », à plus de 40 % des voix, sont toutes situées à l'est de la ligne historique Elbe-Saale, dans des régions luthériennes à 80 %. Ce facteur prime même la traditionnelle liaison marxisme-industrie : le Mecklemburg agricole (1)

(1) En 1925, 48 % de la population active y sont occupés à l'agriculture, contre 30 % pour la moyenne du Reich.

est parmi les plus avancés tandis que le bassin silésien et la Rhénanie ont des pourcentages parmi les plus faibles ; la Ruhr elle-même est à peine au-dessus de la moyenne du Reich. Constatation inattendue, qui oblige à réexaminer de près la rubrique « marxiste », addition du S.P.D. et du K.P.D. opérée par les nazis. Les géographies respectives du communisme et du socialisme ne coïncident pas.

Les dix circonscriptions-bastions du :

	S.P.D. (% *des voix*)		K.P.D. (% *des voix*)
1.	Leipzig 33,1	1.	Berlin 33,4
2.	Magdeburg 32,3	2.	Düsseldorf Ost 31,6
3.	Hamburg 31,7	3.	Merseburg 24,3
4.	Südhannover - Braunschweig 31,5	4.	Westfalen Süd 20,6
5.	Mecklemburg 31,3	5.	Potsdam II 20,3
6.	Dresden Bautzen 31,1	6.	Potsdam I 20,1
7.	Berlin 27,9	7.	Düsseldorf West 19,8
8.	Potsdam I 26,7	8.	Chemnitz Zwickau 19,6
9.	Potsdam II 26,3	9.	Leipzig 18,7
10.	Liegnitz 26,3	10.	Hamburg 17,7

Les dix circonscriptions les moins favorables au :

	S.P.D. (% *des voix*)		K.P.D. (% *des voix*)
26.	Würtemberg 17,6	26.	Mecklemburg 9,4
27.	Pfalz 17,6	27.	Oberbayern Schwaben . 8,8
28.	Oberbayern Schwaben .. 15,4	28.	Breslau 8,8
29.	Köln Aachen 14,6	29.	Koblenz Trier 8,6
30.	Baden 13,6	30.	Osthannover 8,2
31.	Düsseldorf Ost 12,2	31.	Südhan.-Braunschweig . 8,2
32.	Niederbayern 11,2	32.	Niederbayern 8,2
33.	Düsseldorf West 10,2	33.	Weser Ems 7,9
34.	Koblenz Trier 8,8	34.	Liegnitz 7,6
35.	Oppeln 8,7	35.	Franken 6,9

Cette double hiérarchie permet de dégager les caractères spécifiques des deux partis. La liaison grande industrie-communisme apparaît clairement dans les dix bastions du K.P.D. alors que les dix régions qui lui sont le plus réfractaires sont peu industrialisées. Il est certain que les *ouvriers* marxistes votent plus volontiers communiste que socialiste : ainsi, Düsseldorf Ost arrive en deuxième position pour le K.P.D. et rétrograde à la trente et unième place pour le S.P.D. ; phénomène semblable pour Düsseldorf West. Mais pas partout : Magdeburg surtout, Leipzig sont aussi des citadelles traditionnelles de la social-démocratie. Ailleurs, il semble bien que le communisme soit lié à la concentration et à l'industrie lourde. Au contraire, l'industrie se diversifiant davantage, les socialistes augmentent leur emprise, ainsi à Dresde, à Bautzen (textile et électrotechnique), à Südhannover-Braunschweig (textile et chimie). Le cas de Berlin est quelque peu aberrant : les voix K.P.D. y plafonnent à un niveau supérieur à celui des voix S.P.D. alors que la moyenne du Reich donne un tiers de plus aux

socialistes (21,6 % contre 14,3 %) : sans doute faut-il déceler une sensibilité particulière de la capitale aux phénomènes politiques, une sorte d'extrémisation devant la montée du fascisme. La hiérarchie des voix S.P.D., d'autre part, remet en évidence un facteur déjà entrevu : la confession religieuse. Fait symptomatique, les circonscriptions les plus réfractaires au socialisme sont toutes dans l'Allemagne catholique, Rhénanie, Sud, Silésie, quel que soit leur degré d'industrialisation ; la Bavière agricole y voisine avec la Ruhr et la Haute-Silésie. En sens contraire, les bastions S.P.D. sont tous dans l'Allemagne protestante, qu'elle soit industrielle comme Magdeburg ou agricole comme le Mecklemburg. Le cas d'Oppeln est particulièrement probant. La population active occupée à l'industrie y est de 34 %, le K.P.D. y obtient 17 % des voix, le S.P.D. la moitié avec 8,7 %, mais le Zentrum arrive en tête de tous les partis avec 34,6 %. On peut en conclure que la moitié des ouvriers vote communiste, mais que la deuxième moitié se partage, inégalement sans doute, entre socialistes, centre et nazis. Les circonscriptions de Düsseldorf offrent des phénomènes analogues : à de forts pourcentages communistes se juxtaposent de faibles pourcentages socialistes, mais aussi de fortes proportions de voix du Zentrum, respectivement 20 et 34 %.

Le marxisme politique ne constitue donc pas un bloc mais deux ensembles séparés au moins par une frontière religieuse. Dans l'Allemagne catholique, le marxisme est étroitement lié à la grande industrie et seul le prolétariat ouvrier dans sa grande majorité s'est rallié à lui, sans négliger chez les travailleurs industriels plus diversifiés l'attirance du Zentrum par le truchement du syndicalisme chrétien. Donc un noyau dur, formé de communistes, mais que la foi catholique isole au milieu d'une population croyante. Les antagonismes y sont tranchés, le dialogue impossible entre les forces qui peuvent s'opposer à l'hitlérisme. Dans l'Allemagne protestante, un marxisme plus diffus. Autour d'un prolétariat de grosse industrie rallié en majorité au parti communiste, mais avec des exceptions notables, Magdeburg, Leipzig, s'étend un électorat socialiste qui englobe l'industrie différenciée comme les ouvriers agricoles du Mecklemburg. On passe de l'un à l'autre par transition en fonction des traditions locales (la Saxe social-démocrate), des tempéraments politiques, des impératifs de l'heure. Si l'hostilité est vive entre les cadres des partis car la concurrence électorale est ardente, il n'y a pas d'obstacle théorique à une union des forces marxistes face au péril fasciste.

Cette possibilité a-t-elle joué ? La comparaison des élections du 31 juillet 1932 et du 5 mars 1933 permet de répondre. Entre ces deux dates, Hitler est devenu chancelier et la terreur brune a commencé à déferler. L'incendie du *Reichstag* dont Goering a chargé les communistes a été le prétexte à la mise hors la loi du K.P.D. : chefs arrêtés, journaux et réunions interdits le 28 février. Pratiquement, le parti communiste n'a pu faire de campagne électorale ; tandis que les réunions socialistes ont pu se tenir, si les journaux socialistes ont eux aussi été interdits. Profitant de la semi-tolérance dont a joui le S.P.D., les électeurs marxistes auraient pu se regrouper derrière lui. Les chiffres d'ensemble montrent qu'il n'en a rien été : par rapport à juillet 1932, le parti socialiste conserve

90 % de ses voix et le parti communiste 91 % des siennes. Ce dernier, il est vrai, perd plus d'un million de suffrages depuis novembre, tandis que l'électorat socialiste reste pratiquement inchangé à 67 000 suffrages près.

Différence décisive. Le K.P.D. avait gagné 700 000 voix de juillet à novembre, exactement autant qu'en perdait le S.P.D. Or les 1 200 000 abstentions nouvelles en novembre, augmentées des 800 000 voix gagnées par les *Deutschnationale*, correspondent de façon mathématique aux pertes des nationaux-socialistes. Ce que l'on sait de l'essoufflement du parti hitlérien, de sa crise financière et de ses querelles intérieures à l'époque, explique la défection d'une partie de ses électeurs de droite, qui retournait à la vieille formation des *Nationaux allemands* tandis que s'abstenait un plus grand nombre d'électeurs récents. On peut ainsi admettre que de juillet à novembre 1932 s'était produit un glissement de 700 000 suffrages socialistes au bénéfice du parti communiste. Or, en mars 1933, celui-ci perd plus d'un million de voix, tandis que les socialistes font preuve d'une stabilité remarquable. Ce million est sorti de l'attraction des partis de la gauche, on ne peut le retrouver que dans le camp d'en face, chez les nazis. Il est incontestable que près de 10 % de l'électorat marxiste ont donné successivement leurs bulletins de vote au S.P.D., en juillet 1932, au K.P.D. en novembre 1932, à la N.S.D.A.P. en mars 1933. Masse insatisfaite du régime de Weimar — vraisemblablement beaucoup d'employés prolétarisés par le chômage — qui cherchait une solution à sa misère en dehors de la République.

Finalement, le comportement de l'électorat marxiste en face du national-socialisme peut se schématiser ainsi : de septembre 1930 à juillet 1932, stabilité absolue, mais radicalisation par glissement d'environ 600 000 voix du S.P.D. au K.P.D. De juillet à novembre 1932, même stabilité, et nouveau pas dans la radicalisation par glissement de 700 000 voix. Puis, face à l'installation du III^e^ Reich (janvier à mars 1933), recul de 10 % environ de l'ensemble, mais uniquement par désertion d'une fraction importante des nouvelles recrues du communisme — plus d'un million — tandis que le parti socialiste se maintient et arrête son déclin pour la première fois depuis 1928. Cette mouvance condamnait la constitution d'un *Front populaire*. Par delà les querelles des dirigeants, il y avait un double fait :

1° Le parti communiste se développait aux dépens du parti socialiste et pratiquement de lui seul, ce qui limitait par là même la portée d'un front commun ;

2° Il s'alourdissait de masses dont le marxisme était fragile, purement opportuniste, sensible à l'attrait des slogans à succès, fussent-ils nazis, c'est-à-dire d'une inspiration toute opposée. Victime d'une croissance qui n'était qu'un mirage, le K.P.D. était, en réalité, un colosse aux pieds d'argile : le premier choc lui enleva 20 % de ses électeurs.

Sans unité d'action, *Einheitfront der Tat*, de la social-démocratie et du parti communiste, le marxisme dénoncé par les nazis ne put être l'efficace barrage au totalitarisme hitlérien.

* * *

Existe-t-il un troisième élément ? La propagande hitlérienne ne parlait que du judéo-marxisme, mais par le biais de « l'héritage juif » les théoriciens du IIIe Reich et le *Führer* lui-même condamnaient le christianisme. Ils se gardèrent toutefois de le faire trop ouvertement. L'arrivée d'Hitler au pouvoir n'en avait pas moins inquiété les Églises. Les démêlés du mouvement et de la hiérarchie catholique étaient anciens et à Munich avaient pris une tournure violente : du haut de la chaire, Mgr Faulhaber avait, à plusieurs reprises depuis 1930, condamné le « nouveau paganisme ». Le conflit s'alourdissait d'un élément politique, la lutte des nazis contre le *Zentrum* et son dernier représentant au pouvoir, le chancelier Brüning. Du côté protestant, il y avait certes des réticences à l'éthique nationale-socialiste, des querelles de non-fréquentation du catéchisme ou des patronages par les enfants de la *Hitlerjugend*. Mais la diversité protestante — vingt-neuf églises en janvier 1933 — avait localisé les heurts, tamisé les oppositions : les grands conflits sont à venir. Au moment de la prise de pouvoir, on peut parler d'une expectative inquiète des Églises.

Quel a été le comportement des masses catholiques et protestantes ? Le chrétien que l'on découvre en filigrane dans l'ennemi-type des nazis a-t-il été un point de cristallisation de l'opposition au IIIe Reich ?

Dans l'Allemagne de 1933, sur 66 millions d'habitants, 41 millions se réclamaient de la foi évangélique (luthérienne, réformée, unie), et 21,7 millions du catholicisme romain : 62,2 % contre 32,9 %. Leur répartition géographique est traditionnelle : le Sud à l'exception du Würtemberg, la Rhénanie jusqu'à Duisburg au nord, la Haute-Silésie sont en grande majorité d'obédience romaine tandis que tout le reste forme l'Allemagne protestante. On a déjà noté à propos du marxisme la différence de comportement de ces deux communautés. Leur attitude face au national-socialisme s'est également nuancée. Aux élections de juillet 1932, les dix circonscriptions électorales les plus favorables à la N.S.D.A.P. sont toutes protestantes tandis que parmi les dix les plus hostiles ne se trouvent, à l'exception de Berlin, que des régions catholiques. Le phénomène s'explique tout naturellement par l'existence d'un parti catholique, *Zentrum* ou *Bayerische Volkspartei* qui draine 48 % des voix en Basse-Bavière, 46 % et 40 % dans les deux circonscriptions de Trèves et de Cologne et 34,6 % en Haute-Silésie. Autant de suffrages qui ne vont pas à la N.S.D.A.P. à laquelle le protestantisme n'oppose qu'un vide politique.

Le 5 mars 1933, les catholiques, malgré les violences de la campagne électorale, ont encore pu voter pour leurs deux formations politiques : *Zentrum* et *Bayerische Volkspartei* obtiennent 5 498 457 voix, 14 % des votants, et reprennent après les nazis et les socialistes la place qu'elles

avaient perdue aux élections de novembre au bénéfice des communistes. Par rapport aux scrutins de 1932, les forces catholiques ont fait preuve d'une stabilité remarquable : 300 000 voix de moins qu'en juillet 1932, 200 000 de plus qu'en novembre 1932. On peut dire que le bloc d'ensemble n'a pas été entamé. Une étude régionale permet cependant d'introduire des nuances :

ZENTRUM ET BAYERISCHE VOLKSPARTEI

	% des suffrages obtenus		Différence des suffrages 1933/1932 (en %)
	31-7-1932	5-3-1933	
Niederbayern	48,0	37,6	— 12
Coblence-Trèves	46,2	40,9	— 5
Cologne-Aix	40,5	35,9	— 5,5
Oberbayern-Schwaben	36,6	29,0	— 14
Oppeln	34,6	32,3	+ 4
Düsseldorf West	34,0	30,4	— 4
Westfalen Nord	32,9	28,7	— 10
Baden	29,1	25,4	— 5
Franken	24,7	22,4	— 3
Palatinat	23,8	22,7	+ 2
Westfalen Süd	23,6	22,5	+ 0,01
Würtemberg	21,8	17,7	— 9
Düsseldorf Ost	20,6	19,6	+ 2

Les pertes les plus lourdes sont dans le Sud. Dans les deux circonscriptions bavaroises, 100 000 électeurs catholiques ont fait défection en dépit de l'attitude plus que réservée du cardinal Faulhaber dans sa lettre pastorale du 26 février (1) — en Wurtemberg, 26 000. En Bade, la proportion est moindre : 5 %, 19 000 voix, mais la position de Mgr Gröber, archevêque de Fribourg, est plus opportuniste ; n'a-t-il pas écrit plus tard : « Il y avait effectivement parmi nous autres, catholiques, une tendance qui recherchait un *modus vivendi* avec le national-socialisme pour gagner de l'influence et freiner l'action des éléments hostiles à l'Église (2). » Pertes non négligeables donc au sud de la ligne du Main à laquelle les chefs des gouvernements de Munich et de Stuttgart avaient fait allusion dans leurs discours pour retenir leurs électeurs. On ne peut cependant parler d'un effondrement. Si, comme l'écrivait une dépêche de l'ambassade de France, « le trait véritablement saillant du scrutin du 5 mars, c'est l'irruption du mouvement national-socialiste dans toute l'Allemagne du Sud » (3), il n'est pas possible de mettre cette irruption sur le compte d'un rallie-

(1) Il y déclarait notamment : « Prions pour que les hommes qui sont à la tête de l'État n'en viennent pas à dire : « Nous sommes l'État.. » Cité par ROVAN, *Le catholicisme politique en Allemagne*, 1956, p. 229.

(2) Cité par VON PAPEN, *Der Wahrheit eine Gasse*, Munich, 1953, p. 317.

(3) Dépêche du 8 mars 1933.

ment des forces catholiques. Les Bavarois qui ont voté pour la N.S.D.A.P. étaient assurément des catholiques mais qui faisaient passer leur conservatisme fondamental avant leurs exigences religieuses.

Dans la circonscription Westfalen Nord correspondant aux évêchés catholiques de Münster et Paderborn, le *Zentrum* avait perdu 38 000 voix, près de 10 %. En ce pays de Windhorst — la perle de Meppen — le recul était sensible. D'autant que le catholicisme y a une coloration rigoriste, mais aussi conservatrice. Par là le comportement des catholiques westphaliens s'apparente à celui des Bavarois, d'où le parallélisme des résultats électoraux.

La Rhénanie avait mieux résisté : 41 000 voix seulement d'écart pour les trois circonscriptions de la rive gauche avec, phénomène à souligner, un gain de 2 300 en Palatinat. La tradition libérale des vignerons mosellans, des artisans et des commerçants de Trèves, Cologne, Mayence, avait cherché appui dans la fidélité religieuse. Mais le cas le plus intéressant est celui des deux régions industrielles de la Ruhr (Düsseldorf Ost, Düsseldorf West et Westfalen Süd) et de la Haute-Silésie (Oppeln). Dans la première, 9 000 voix seulement de différence sur près de 1 000 000, et même deux augmentations. A Oppeln, le plus fort pourcentage des gains, 4 %, 11 000 voix. Il est évident que les populations catholiques ouvrières sont celles qui ont le mieux résisté.

Ce qui amène à nuancer la carte du catholicisme allemand en deux teintes : l'une blanche, d'un conservatisme marqué et qui couvre au sud la Bavière, le Wurtemberg, le Pays de Bade, au nord la Westphalie non industrielle ; l'autre rose, plus ouverte au monde moderne industriel ou libéral, régions de la Rhénanie, du bassin de la Ruhr et de la Haute-Silésie. Le premier catholicisme s'est facilement rallié et s'accommodera longtemps du IIIe Reich, du moins sur le plan politique, car sur le terrain théologique et ecclésiastique la hiérarchie, dans les personnes des cardinaux de Munich et de Münster, mènera vigoureusement le combat. C'est à ses fidèles que s'applique le jugement de Joseph Rovan : « Le programme nazi apparaissait à beaucoup de catholiques allemands comme plus proche de leurs positions fondamentales que la démocratie à laquelle ils avaient précédemment prêté un concours qui n'était pas une adhésion (1). » Le second catholicisme, plus « progressiste », plus pénétré de courants libéraux et sociaux, lié au syndicalisme chrétien, se trouvera rejeté dans la Résistance en un combat tout à la fois religieux et politique, prétexte pour la propagande nazie à parler des collusions entre chrétiens et communistes. On retrouve ici le procédé de généralisation et d'amalgame cher aux services du Dr Goebbels. En fait, on vient de le voir à propos des dernières élections libres, une ligne de clivage existait à l'intérieur même du catholicisme allemand.

La diversité protestante et l'absence d'un parti politique confessionnel ne permettent pas de recourir aux mêmes méthodes d'analyse. Les masses

(1) *Le catholicisme politique en Allemagne*, 1956, p. 214.

luthériennes, unies et réformées, ont offert à la pénétration nazie une opposition à la mesure de leur foi, mais l'échelle de cette mesure manque. Des compromissions enthousiastes des *Deutsche Christen* à l'intransigeant refus de ce qui sera l'Église confessante *(Bekennende Kirche)*, toute la gamme des attitudes existe dès l'avènement du régime. La Résistance protestante existera, multiforme, exclusivement fondée sur des impératifs théologiques et moraux : œuvre de pasteurs surtout, de personnalités laïques aussi, elle aura dans les masses des prolongements impossibles à mesurer.

Pas plus que le Juif ou le marxiste, le chrétien n'était une entité précise, statistiquement identifiable. Catholiques et protestants étaient séparés par trois siècles de paix religieuse sans rapprochement réel ; les catholiques, en dépit du monolithisme du dogme et de la discipline, se diversifiaient du conservatisme le plus étroit au syndicalisme socialisant. Les protestants offraient un kaléidoscope de positions philosophiques et politiques. Si le climat chrétien, en clair le message de l'Évangile, était en principe défavorable au national-socialisme, il était rarement assez marqué pour provoquer, dès le départ, des cristallisations massives.

* * *

Le 12 novembre 1933, pour la première fois, avait lieu cette manifestation d'unanimité nationale que furent dans le III[e] Reich les votes-plébiscites. Le *Führer* y faisait tout à la fois approuver sa politique intérieure et extérieure (*Gleichschaltung* et retrait de la S.D.N.), et élire un nouveau *Reichstag* car il avait dissout, le 30 août, celui élu le 5 mars. Les résultats impressionnèrent l'opinion mondiale, avec la plus forte participation électorale depuis 1919 : 95,2 % des inscrits :

Approbation de la politique intérieure et extérieure, (Ja.)..	93,4 %
Voix obtenues par la N.S.D.A.P.	92,2 –

Consultation truquée certes. D'abord par l'amalgame de plusieurs questions auxquelles le plébiscite n'offrait qu'une seule réponse, *Ja* ou *Nein* : l'opposition aux mesures anti-sémites ne pouvait se distinguer de la condamnation de la politique hitlérienne en matière de désarmement. Ensuite par les conditions mêmes du vote : seul était autorisé le parti national-socialiste, les voix se portant sur d'autres formations étaient déclarées non valables, *ungültige*. Enfin, par les violences de toutes sortes qui se succédaient depuis la prise de pouvoir : arrestations massives de communistes, des Juifs, des syndicalistes chrétiens — autant d'adversaires qui ne purent voter — interdiction de toute propagande hostile, climat de terreur pour décourager les hésitants et les faibles. Plus efficace que les manipulations de bulletins, et il y en eut sans doute, la pression sociale, faite d'adhésion et de peur, s'exerça en faveur du nouveau régime. Il n'en reste pas moins que 2 100 765 Allemands, 4,8 % des votants, dirent

« non » au IIIe Reich et que 3 349 363, 7,8 %, préférèrent perdre leur voix que de la donner à la N.S.D.A.P. Telle était, après six mois de *Gleichschaltung* l'opposition au régime. Du moins celle qui pouvait et osait s'exprimer, mais c'est la seule qui compte dans l'étude des sociétés totalitaires.

La différence des voix entre les deux consultations, plébiscite et élections au Reichstag, pose un premier problème : 1 200 000 Allemands ont dit « oui » tout en refusant de voter pour les nazis. En fait, la différence est moins grande car à côté des « non » il y a 750 271 suffrages non valables, soit 1,8 %. En dehors d'erreurs matérielles assurément rares car le système de vote par oui ou non est le plus simple, il est probable que la plupart de ces voix nulles sont des voix d'opposants qui ont jugé plus prudent de voter « blanc » que de voter « non ». Outre que les manipulations de bulletins, si elles ont eu lieu, ont dû porter par prédilection sur les « non valables ». En additionnant ces deux catégories, on atteindrait 2 850 000 soit exactement un demi-million de moins que le nombre des adversaires de la N.S.D.A.P. Or, pour les élections au Reichstag les statistiques officielles ne comportent qu'une rubrique « non valable » — « ungültige Stimmen » — qui amalgame nécessairement les bulletins portant d'autres noms que ceux des nationaux-socialistes (bulletins d'opposition) et les bulletins entachés d'erreurs matérielles (bulletins nuls). Il faudrait donc déduire des 3 349 363 « ungültige Stimmen » un certain nombre de bulletins nuls, ce qui réduit encore la différence. Il semble donc légitime d'évaluer à 3 millions, chiffre arrondi — 6,6 % — l'opposition qui s'est manifestée en novembre 1933.

Peut-on en discerner la nature ? Le classement des circonscriptions électorales par rapport au pourcentage de l'opposition est donné par le tableau ci-après. Quatre faits s'en dégagent :

1° Les dix circonscriptions où l'opposition est la plus faible sont des régions rurales de l'Est ou du Sud. Les masses paysannes catholiques et protestantes avaient, en novembre 1933, rallié le IIIe Reich ;

2° Les quinze circonscriptions où l'opposition est la plus forte — à trois exceptions près, Slesvig-Holstein, Mecklemburg et Köln-Aachen — sont des régions industrielles. Le monde ouvrier résistait encore et avait le courage de s'affirmer. Ce refus était le fait des électeurs marxistes au sens de l'amalgame nazi puisqu'on trouve sans hiérarchie rigoureuse d'anciens fiefs du S.P.D. (Leipzig, Magdeburg, Hamburg) et du K.P.D. (Berlin, Potsdam, Merseburg). A noter toutefois que les régions à dominante communiste ont rétrogradé plus que celles à dominante socialiste : Düsseldorf Ost (2e position en juillet 1932 pour le K.P.D., 15e rang au plébiscite), Merseburg (3e position, tombé en 13e), etc. Mouvement que confirme en sens inverse le maintien en 5e position du Mecklemburg non industriel mais qui, en juillet 1932, avait également le 5e rang parmi ses électeurs S.P.D. Il est indéniable que la terreur nazie qui s'était exercée par prédilection jusque-là contre les communistes avait porté des résultats ;

3° Deux cas aberrants : Cologne-Aix-la-Chapelle et le Slesvig-Holstein. Le premier l'est à un double titre. C'est une région où le « marxisme » était faible (23e position pour les voix S.P.D.-K.P.D.) ; de plus, il existe un décalage appréciable entre le pourcentage des « non » (7,6 %) et celui des voix refusées à la N.S.D.A.P. (10,6 %), ce décalage étant supérieur à celui des autres circonscriptions. Cette anomalie s'explique par le fait que Cologne-Aix-la-Chapelle était un des fiefs du *Zentrum*. Le catholicisme avait inspiré

POURCENTAGES DE L'OPPOSITION AUX VOTES DU 12 NOVEMBRE 1933

PLÉBISCITE Nein Stimmen (en %)		ÉLECTIONS AU REICHSTAG Ungültige Stimmen (en %)	
1. Hamburg	15,8	1. Hamburg	16,1
2. Berlin	13,3	2. Berlin	14,5
3. Leipzig	12,3	3. Leipzig	13
4. Slesvig-Holst.	10,7	4. Potsdam II	12,3
5. Mecklemburg	10,6	5. Köln-Aachen	10,6
6. Potsdam II	9,3	6. Mecklemburg	10,3
7. Magdeburg	8,7	7. Slesvig-Holstein	10,2
8. Weser Ems	8,6	8. Weser Ems	9,9
9. Potsdam I	7,9	9. Potsdam I	9,0
10. Westfalen Süd	7,6	10. Chemnitz-Zwickau	8,9
Chemnitz Zwickau	7,6	11. Düsseldorf Ost	8,8
Köln Aachen	7,6	12. Magdeburg	8,7
13. Merseburg	7,4	13. Westfalen Süd	8,6
Westfalen Nord	7,4	14. Dresden Bautzen	8,5
15. Düsseldorf Ost	7,3	15. Westfalen Nord	8,2
16. Thuringen	6,8	16. Thuringen	7,8
17. Ost Hannover	6,6	Moy. du Reich	7,8
Moy. du Reich	6,6	17. Merseburg	7,6
18. Dresden Bautzen	6,2	18. Baden	7,3
19. Süd Hannover Br	5,8	19. Düsseldorf West	7,1
20. Liegnitz	5,7	20. Süd Hannover Br	6,7
21. Breslau	5,5	Hesse-Darmstadt	6,7
22. Hesse-Darmstadt	5,2	22. Ost Hannover	6,5
23. Düsseldorf West	5,0	Liegnitz	6,5
24. Baden	4,8	Koblenz Trier	6,5
Pommern	4,8	25. Oberbayern Schwaben	6,3
26. Oberbayern Schwaben	4,5	26. Breslau	6,0
Frankfurt/Oder	4,5	27. Niederbayern	5,9
28. Oppeln	4,1	28. Franken	5,7
29. Koblenz Trier	4,0	29. Hesse-Nassau	5,5
30. Niederbayern	3,8	30. Würtemberg	5,2
31. Hesse-Nassau	3,5	31. Pommern	4,7
32. Würtemberg	3,3	32. Frankfurt/Oder	4,6
33. Franken	3,2	33. Oppeln	4,4
34. Ost-Preussen	3,0	34. Pfalz	3,1
35. Pfalz	2,9	35. Ost-Preussen	2,7

les votes du 5 mars 1933 : en dépit du concordat intervenu le 20 juillet, le ralliement n'avait pas été sans hésitations, et ces populations catholiques faisaient encore une différence entre l'approbation de la politique du IIIe Reich et le parti nazi. Celui-ci d'ailleurs avait un lourd handicap : en mars, il n'avait recueilli que 30,1 % des voix, le plus faible pourcentage de toute l'Allemagne.

Mais ce maintien d'une opposition catholique est exceptionnel. La déroute est complète dans le Sud, Bavière, Bade, Würtemberg, comme en Haute-Silésie, à Oppeln. Les masses catholiques se sont laissé emporter par le torrent qui mêlait dans ses eaux l'anti-marxisme, la protection des

prix agricoles et un nationalisme auquel semblent avoir été particulièrement sensibles les régions-frontières comme le Palatinat bi-confessionnel et la circonscription de Coblence-Trèves où le *Zentrum* avait encore obtenu 40,9 % des voix en mars ;

4° Le cas du Slesvig-Holstein ne relève d'aucune des explications ci-dessus. En juillet 1932, c'est dans cette circonscription que la N.S.D.A.P. obtenait le plus fort pourcentage de toute l'Allemagne, 51 % — en mars 1933 elle occupait la sixième place au tableau d'honneur du nazisme. Comment se trouve-t-elle au 4e rang des « Nein » ? L'électorat marxiste y était à peine supérieur à la moyenne du Reich (36,9 % en juillet 1932), les catholiques inexistants. Faut-il penser à la minorité danoise effrayée d'un germanisme agressif ? Les statistiques de 1925 l'estimaient à 6 135 individus, ce qui, sur plus d'un million d'électeurs, est négligeable. Il ne reste donc qu'à incriminer la carence de l'appareil du parti qui, trop sûr de son succès, a dû quelque peu s'endormir. L'accidentel retrouve ainsi ses droits dans l'analyse des structures.

* * *

Le vote du 12 novembre 1933 marque une étape décisive. Six mois après la prise de pouvoir, la masse du peuple allemand est ralliée. Conviction, lassitude ou peur, le fait est là, 93 % des Allemands ont dit « oui » au IIIe Reich. Trois millions seulement ont eu la possibilité ou le courage de dire « non ». Ces opposants se recrutent en majorité dans les milieux ouvriers marxistes et pour un petit noyau dans le catholicisme politique de Rhénanie. Le reste est encore impossible à identifier, individus et non masse. Ainsi se dessinent déjà deux des principales lignes de forces de la Résistance. Il en manque encore deux autres, celles du catholicisme et du protestantisme apolitiques, les deux confessions s'insurgeant pour des raisons doctrinales contre les applications de l'idéologie nazie. Qu'il y ait eu dès les premiers mois des protestations de la hiérarchie et du clergé contre les persécutions des Juifs et les violences de toutes sortes, il suffit de rappeler les noms de Mgr Faulhaber, du pasteur Niemöller : mais ces protestations n'ont guère entraîné les fidèles.

Il faudra la guerre, les atrocités massives et aussi les bombardements aériens des Alliés pour sensibiliser les masses aux prédications de Mgr von Galen comme à l'enseignement de l'Église confessante. Encore ne s'agit-il là que d'un climat favorable à l'éclosion de la Résistance. Les Églises n'ont pas voulu et ne pouvaient pas se placer comme elle sur le terrain politique. Elles transmettaient un message qui s'opposait de plus en plus clairement à l'empire des Ténèbres où s'enfonçait le IIIe Reich. Il fallait une prise de conscience personnelle de chacun de leurs fidèles et une décision d'entrer dans l'action politique pour faire, des chrétiens, des résistants. Ce fut le fait d'une élite. Les marxistes, au contraire, étaient condamnés à la Résistance : dénoncés comme ennemis de la communauté, traqués sur le terrain de l'action politique inséparable de leur idéologie, ils s'organisèrent dès le début en conséquence. L'action clandestine commença dès le mois de février 1933. Sans doute fut-elle l'apanage des militants

et non des masses qui, lors des élections, leur confiaient leurs bulletins de vote.

La « Résistance » fut en définitive à base idéologique. C'est pourquoi il n'y eut pas de Résistance juive en Allemagne. Les cristallisations se firent autour de deux pôles, marxisme et christianisme, en un processus plus ou moins rapide. Dans l'ennemi-type du III[e] Reich le support juif demeure, mythe indispensable, mais aux traits du bolchevik se superposèrent, de plus en plus nets, ceux du chrétien.

Georges CASTELLAN,
Professeur à la Faculté des Lettres de Poitiers.

L'OPPOSITION ALLEMANDE CONTRE HITLER

(DE 1939 A 1945)

On ne peut se défendre d'une certaine appréhension en abordant l'étude de la « résistance » allemande contre Hitler. De nombreux écueils compliquent les recherches, et le danger est grand de se laisser entraîner à sous-estimer le phénomène ou à en exagérer l'importance.

En 1945, la notion de « résistance » allemande est pratiquement ignorée. Les autorités nazies ont toujours refusé de reconnaître son existence ; elles ont détruit une partie des archives relatives à son activité. Par ignorance ou par calcul politique, les Alliés n'ont pas tenu compte de l'opposition antinazie dans l'élaboration de leur stratégie ; le complot du 20 juillet 1944 a été pour eux une surprise.

Après la guerre, on a beaucoup parlé et écrit, en Allemagne surtout, au sujet de cette « résistance », et cette floraison de témoignages risque de faire illusion par son ampleur. L'expression même de « résistance allemande » semble avoir été forgée après coup, par analogie avec les mouvements de résistance des autres pays européens. Adversaires et partisans de Hitler ont été conduits, pour des raisons opposées, à grossir l'importance du combat de certains Allemands contre le régime. Les antinazis ont voulu, en magnifiant cette « résistance », combattre la thèse de la responsabilité collective du peuple allemand et amener l'opinion mondiale à réviser son jugement. Pour les avocats de l'hitlérisme, les « résistants » allemands ont frappé l'Allemagne d'un « coup de poignard dans le dos » et sont en partie responsables de la défaite.

Les documents de la « résistance » allemande sont rares : pour des raisons de sécurité évidentes, les groupes pouvaient difficilement conserver des traces écrites de leur activité. A défaut d'archives, on dispose de quelques journaux, de tracts, de lettres de résistants. Les dossiers de la *Gestapo* ont livré des documents plus nombreux : statistiques, rapports de police, interrogatoires. Mais ces éléments doivent être accueillis avec prudence, car les policiers allemands ont parfois grossi par vantardise l'importance des affaires ou simplifié à l'excès en appliquant l'étiquette « bolcheviste » à des groupes de gauche non communistes (dans la dialectique nazie, le Vatican n'était-il pas considéré comme un repaire de suppôts de Moscou ?). Les documents de la justice allemande, notamment les comptes rendus de procès devant le *Tribunal du Peuple (Volksgericht)*, apportent des compléments utiles sur la répression ; des photographies impressionnantes les accompagnent (1).

(1) L'ouvrage *Das Gewissen entscheidet* débute par la photographie d'un « résistant inconnu » (p. 9). Ce visage présente des ressemblances frappantes avec celui du major

Après la guerre, de très nombreux témoignages ont été publiés par les survivants, les proches des « résistants », les aumôniers des prisons. Des biographies de « résistants » ont paru ainsi que des historiques de groupes. Des historiens ont entrepris des recherches systématiques sur la « résistance » allemande et ont commencé à publier les résultats de leurs travaux (1).

Glanons pour l'instant dans ces travaux quelques chiffres. De 1933 à 1939, un million d'Allemands environ ont été emprisonnés et 225 000 condamnés pour des motifs politiques. Les estimations les plus faibles donnent, pour la période 1933-1945, 32 500 exécutions d'Allemands condamnés politiques (ce chiffre n'englobe pas les sentences des tribunaux militaires ni les exécutions imputables aux S.S.). La progression du chiffre des exécutions d'Allemands apparaît bien dans le tableau suivant, tiré des archives du ministère de la Justice du III[e] Reich :

1939	143	exécutions
1940	306	—
1941	1 146	—
1942	3 393	—
1943	5 684	—
1944	5 764	—
1945	?	

Certes, répression et « résistance » ne coïncident pas exactement. La première a frappé parfois aveuglément des milieux passifs, tandis que certains groupes de « résistants » ont réussi à échapper à la répression pendant toute la période hitlérienne. Mais, devant la quantité de sang allemand versé par d'autres Allemands, on est en droit de parler d'une résistance allemande sans pour cela risquer une comparaison sacrilège (2).

Dans une première partie, nous essayons de dégager les traits caractéristiques de la résistance allemande et d'esquisser son évolution au cours de la guerre. Nous passons ensuite en revue les milieux résistants — ouvriers, chrétiens, bourgeois, militaires — et décrivons l'activité des principaux groupes ou cercles. Nous conclurons après avoir exposé les projets de la résistance allemande.

TRAITS CARACTÉRISTIQUES ET ÉVOLUTION DE LA RÉSISTANCE ALLEMANDE

La résistance allemande revendique la première place dans la chronologie de la résistance européenne. Elle date son acte de naissance de janvier 1933, lorsque Hitler, en prenant le pouvoir, a contraint l'opposition antinazie à se réfugier dans l'illégalité.

La parenté entre l'opposition illégale de 1933 et les groupes de résistants allemands de 1939-1945 est certaine, mais l'identité entre la première et les seconds est loin d'être totale. L'opposition illégale d'avant-guerre est un mouvement résiduel qui est allé s'amenuisant sous les coups de la répres-

Gerhard Knaak, arrêté après le 20 juillet et exécuté le 4 septembre 1944 (cf. p. 203 des planches photographiques de l'ouvrage, *20. Juli 1944*, édité par la « Bundeszentrale für Heimatdienst » en juillet 1954, à Bonn).

(1) Voir en particulier les publications de l'*Institut für Zeitgeschichte*, et à Londres celles de la *Wiener Library*.

(2) Une communication sur la résistance en Allemagne a été présentée par M. Kluke à la première *Conférence internationale sur l'Histoire de la Résistance européenne* (Liège, 14-16 septembre 1958).

sion, sans jamais disparaître complètement. Sur ce mouvement de fond, des vagues ont fait leur apparition à partir de 1939, provoquées par les à-coups de la politique hitlérienne.

Complexe dans sa structure profonde, la résistance allemande l'est aussi dans sa composition sociale. Aucune des classes de la société allemande ne s'est placée tout entière d'un côté ou de l'autre de la barricade. Toutes les classes ont été représentées dans les rangs de la résistance, avec des proportions diverses : la classe ouvrière plus que les paysans, la grande bourgeoisie et la noblesse plus que la petite bourgeoisie. Même diversité dans les opinions religieuses et philosophiques des résistants : des catholiques, des protestants et des libres-penseurs ont côtoyé les disciples de Marx et de Lénine dans la lutte contre Hitler.

Des motifs nombreux, politiques, religieux, nationaux et moraux, ont poussé certains Allemands à la résistance puis à la révolte contre le nazisme : Hitler a suspendu l'exercice des droits démocratiques et des libertés essentielles ; il a violé la loi divine par ses mesures raciales ; il a déclenché une guerre qui dresse contre l'Allemagne la plus grande partie du monde ; il poursuit cette guerre, qu'il ne peut plus gagner, en multipliant les actes contre l'humanité, actes qui attirent sur l'Allemagne les pires représailles et la placent au ban des nations civilisées.

La résistance allemande est divisée au sujet de ses méthodes comme de ses objectifs. D'un côté, les partisans de la « révolution par la base » entendent gagner à leurs idées les masses populaires. De l'autre, les tenants de la « révolution par le sommet » s'efforcent de contrôler un certain nombre de secteurs vitaux de l'Allemagne, dans l'espoir de s'emparer du pouvoir par la force.

Tous les résistants allemands veulent éliminer Hitler et ses partisans. Certains voudraient réduire le *Führer* à un rôle purement honorifique ; d'autres voudraient l'écarter complètement de la vie politique ; un petit nombre de résistants préparent un attentat (ils ont contre eux ceux qui craignent qu'en abattant Hitler, on ne lui confère l'auréole du martyre) (1). Presque tous sont persuadés de la nécessité de mettre fin à la guerre. Mais aucune confrontation véritable n'a lieu entre les divers groupes. Les projets émanent de cercles fort restreints qui ne peuvent définir une ligne d'action commune ni dégager une unité de vues en ce qui concerne l'avenir politique de l'Allemagne.

Le halo qui estompe les traits de la résistance allemande n'est pas dissipé. A côté de résistants à la physionomie très pure, apparaissent des personnages à demi engagés : serviteurs d'un régime dont ils préparent la destruction, conspirateurs qui multiplient les imprudences, hauts digni-

(1) Nous mentionnons ici pour n'y plus revenir l'attentat contre Hitler du 8 novembre 1939 à Munich. Aucun groupe n'a revendiqué la paternité de ce geste dont Hitler a cherché à attribuer la responsabilité aux Services spéciaux anglais, et dont l'auteur, le charpentier Elser, semble bien avoir agi à titre purement individuel. Une autre thèse veut que cet attentat ait été monté de toutes pièces par la *Gestapo*.

taires du parti nazi au courant du complot et qui ne font rien pour l'étouffer. On serait tenté de parler de double jeu, si ce « jeu » ne s'était pas terminé dans le sang.

Ces données « internes » sont peu favorables au développement et à l'efficacité d'un mouvement allemand de résistance, dont le caractère principal est la dispersion : des groupes isolés aux contours imprécis vont se former, lutter et disparaître en s'ignorant les uns les autres, sans pouvoir se prêter appui ni coordonner leur action.

L'effet de la dispersion est encore aggravé par les conditions techniques « externes » auxquelles la résistance allemande doit faire face. En Allemagne, elle a pour adversaire un appareil policier énorme travaillant sur un terrain qu'il connaît parfaitement ; elle ne bénéficie que de rares complicités dans la population. Vers l'extérieur, elle est pratiquement privée de toute liaison avec les Alliés qui, ignorant ou affectant d'ignorer son existence, ne lui apportent aucune aide morale, politique ou matérielle appréciable (1).

Avant septembre 1939, les Allemands antinazis se proposaient de renverser la dictature hitlérienne et d'empêcher l'Allemagne de déclencher le conflit. Il s'agissait d'une affaire entre Allemands.

A partir de la déclaration de guerre, les résistants allemands doivent résoudre — à la différence des résistants dans les pays occupés par l'Allemagne — un problème moral d'une gravité exceptionnelle. La poursuite de l'action contre Hitler s'apparente désormais à la collaboration avec les puissances en guerre contre l'Allemagne. L'atteinte à la sûreté intérieure de l'État se transforme en atteinte à la sûreté extérieure de l'Allemagne. Toute action contre les nazis risque d'autre part de provoquer une guerre civile sous les yeux de l'ennemi. Ces deux considérations ont empêché nombre d'Allemands de rejoindre les rangs de la résistance.

Étranger dans son propre pays, le résistant allemand se trouve devant un dilemme : souhaiter et hâter la défaite de l'Allemagne afin de sauver une certaine éthique, ou travailler pour une victoire nazie qui aurait anéanti à coup sûr ces valeurs morales. Dans l'Allemagne en guerre, il n'y a pas place pour une troisième voie (2).

(1) La crainte des « provocations policières » explique sans doute en partie les réserves des Alliés à l'égard des avances des résistants allemands. Les Anglais en particulier n'oublient pas l'incident de Venloo (octobre-novembre 1939) : deux officiers des Services spéciaux britanniques, qui étaient entrés en contact avec un prétendu groupe d'opposition allemand, tombèrent dans un traquenard tendu par le contre-espionnage S.S. à la frontière hollandaise.

Durant toute la guerre, la « légende » de l'officier allemand antinazi, désirant entrer en relations avec les Alliés, a été couramment employée par le contre-espionnage allemand pour pénétrer les réseaux de renseignements et d'action adverses en territoire occupé.

(Cf. La méfiance des Anglais à l'égard du diplomate allemand Trott zu Solz, *Revue d'histoire de la 2e guerre mondiale*, octobre 1958, p. 56.)

(2) Pour l'ex-amiral Dœnitz (*Mémoires*, parus en Allemagne fédérale en novembre 1958), les conjurés du 20 juillet ont eu raison « moralement », mais tort « politiquement », car la masse de la population était fidèle à Hitler.

Hitler ne fait rien pour empêcher que les termes de ce dilemme n'apparaissent avec une netteté toujours plus grande. Il cherche à identifier au maximum le peuple allemand avec le nazisme, tandis que le conflit, en se prolongeant, s'accompagne de violations des lois de la guerre, chaque jour plus nombreuses.

Le débat qui s'est engagé dans la conscience du résistant allemand s'est prolongé après 1945, notamment à l'occasion des procès de criminels de guerre. Des juristes, des théologiens et des hommes politiques ont apporté quelques lumières à ce sujet. De leurs controverses s'est dégagée une véritable théorie non seulement du droit, mais du devoir de résistance et d'insurrection, contre un pouvoir oppresseur.

Selon cette théorie, Hitler ne pouvait invoquer la légitimité d'un pouvoir auquel il avait accédé au prix de violations de la constitution de la République de Weimar, même si ces violations avaient été couvertes après coup par un semblant de légalité. Il ne pouvait exister dans ces conditions de haute trahison envers un État ennemi du droit *(Unrechtstaat)*. Plus exactement, ce que les nazis appelaient « haute trahison » était le seul moyen légitime pour tenter de ramener dans la légalité et le droit une puissance étatique qui avait répudié l'une et l'autre.

Hitler qui, le 30 janvier 1933, a prêté serment d'assurer le bien-être du peuple allemand, a entraîné l'Allemagne dans la guerre après avoir violé les traités. Ces violations successives d'une constitution, d'un serment, des traités puis des lois de la guerre et de l'humanité ont délié les Allemands de leur devoir de fidélité envers lui. Tous les actes de résistance, y compris les plus osés, sont ainsi justifiés aux termes de la loi naturelle, sinon de la loi allemande elle-même.

La plupart des résistants allemands ont éprouvé ces sentiments plus ou moins confusément. Ils ont combattu le nazisme au nom de la fidélité à l'Allemagne. Plusieurs d'entre eux ont fait le procès de leurs accusateurs et de leurs juges, ils les ont invités à suivre leur exemple puis ils ont crié au bourreau : « Je meurs pour l'Allemagne » ou « Vive la Sainte Allemagne ».

Il est difficile de décrire l'évolution de la résistance allemande de 1939 à 1945 et même d'en esquisser les grandes lignes : le phénomène est par trop dispersé et discontinu. On peut cependant noter, comme points de repère, un certain nombre d'événements qui ont exercé une influence sur le mouvement de résistance, lui amenant ou lui enlevant des partisans, lui fournissant des thèmes de propagande ou l'en privant, lui ouvrant ou lui interdisant des perspectives d'avenir.

Le pacte germano-soviétique d'août 1939 aurait dû rallier à Hitler l'opposition communiste. Or on ne trouve nulle part trace de groupes communistes qui auraient à l'époque mis un terme à leur opposition contre Hitler, pas plus qu'on ne constate un adoucissement de la répression

nazie (1). Le pacte provoque cependant de sérieux remous dans les rangs communistes. Nombre de membres du parti s'indignent contre cet accord dont ils ne saisissent pas la portée. En vertu d'une clause du pacte, Staline livre à Hitler des communistes allemands réfugiés en U.R.S.S., choisis parmi les éléments hostiles à la tactique soviétique du moment. Ces communistes retrouvent dans les prisons allemandes d'anciens compagnons dont ils viennent renforcer la volonté de lutte, apparemment sans issue. Dans les milieux non communistes, la signature du pacte ne semble avoir poussé personne à se rallier à l'opposition ni à se détacher d'elle.

L'ouverture des hostilités modifie profondément la situation. Le faible espoir qu'avaient les opposants d'empêcher la guerre disparaît. Bon gré, mal gré, nombre d'entre eux sont embrigadés dans la machine de guerre nazie. Les liens que l'opposition allemande avait tissés avec les pays démocratiques par le canal de l'émigration antinazie se brisent pour la plupart. Le courant régulier de matériel de propagande qui parvenait de l'étranger s'amenuise. A l'extérieur, les émigrés paraissent perdre le contact avec les réalités allemandes. Après la conquête des pays voisins par les Allemands, la résistance ne peut plus compter sur les points d'appui dont elle disposait en Europe occidentale. Dans l'Allemagne grisée par les premiers succès de la *Wehrmacht*, les voix discordantes sont rares. La *Gestapo* les fait taire sans ménagement : elle procède à des arrestations massives d'adversaires politiques avant l'ouverture des hostilités contre l'U.R.S.S., afin de prévenir toute surprise.

Cependant l'esprit de résistance n'est pas mort. Quelques noyaux antinazis refusent de se tenir pour battus. L'évolution des événements a coupé les ponts derrière eux. Les adversaires de Hitler se soucient moins des étiquettes politiques anciennes et on a l'impression qu'une nouvelle génération de résistants se lève en Allemagne. Leurs positions se durcissent : des isolés envisagent d'éliminer Hitler tandis que quelques ecclésiastiques élèvent publiquement la voix contre les mesures raciales.

La prolongation du conflit, les premières difficultés en U.R.S.S. et les bombardements des villes allemandes provoquent un malaise dans la population. La propagande hitlérienne ne peut plus jeter périodiquement de victoires en pâture à l'opinion. Le mythe de l'infaillibilité du *Führer* est mis en doute : des officiers critiquent la façon dont il conduit les opérations militaires. Hitler croit pouvoir mettre un terme à ce malaise naissant en frappant les mécontents et en concentrant les pouvoirs entre ses mains. La résistance profite de cette chaîne d'événements qui lui amène des recrues et lui fournit des arguments.

La défaite de Stalingrad (2 février 1943), qui frappe les Allemands de

(1) Nous n'avons trouvé aucun indice précis au sujet des consignes politiques qui auraient pu être adressées à l'époque par Moscou aux communistes allemands. Entre 1939 et 1941, les Services secrets soviétiques ont mis en place en Allemagne des réseaux d'espionnage qui ont fonctionné à plein à l'approche de juin 1941 et après l'ouverture des hostilités sur le front de l'Est.

stupeur, est l'un de ces arguments. Mais la résistance ne paraît pas bénéficier, au moins dans l'immédiat, des répercussions de l'événement en Allemagne. Le *Comité national de l'Allemagne libre* (constitué en juillet 1943) paraît suspect à la plupart des résistants de l'intérieur. Il appelle en vain le peuple allemand et la *Wehrmacht* à renverser la dictature hitlérienne, à mettre fin à la guerre et à bâtir une Allemagne démocratique et forte.

La capitulation sans conditions, exigée par les Alliés à la Conférence de Casablanca (17/27-1-1943), désarçonne un moment ceux des résistants qui espéraient parvenir à un arrangement honorable après l'élimination du nazisme. L'événement amène la résistance à changer d'objectif. Il s'agit désormais de hâter par tous les moyens la fin d'une guerre dont l'issue ne fait plus de doute pour elle. L'attentat contre Hitler devient pour certains l'un de ces moyens, quelles qu'en puissent être les conséquences sur le déroulement du conflit.

Les nazis paraissent sentir le danger. En 1943-1944, la *Gestapo* frappe à coups redoublés les ennemis du régime. Mais elle ne réussit pas à neutraliser le petit groupe de conjurés qui préparent l'attentat. Les événements du 20 juillet 1944, épisode le plus spectaculaire de la lutte entre antinazis et nazis, se déroulent devant un peuple et une armée qui semblent indifférents. La répression qui suit l'attentat fait disparaître les principaux animateurs de la résistance (1).

Dans l'Allemagne envahie, les Allemands font bloc contre le danger. Seuls quelques petits groupes antinazis poursuivent le combat. Ils ne mènent plus que des actions isolées, sans influence sur le cours des événements. Ils se soucient surtout d'éviter des destructions supplémentaires et d'assurer la transition au moment où le régime s'effondre. Les tentatives de dernière heure de quelques chefs militaires et politiques allemands, désireux de se désolidariser de Hitler, n'ont pas leur place dans une description de la résistance allemande.

LES MILIEUX ET LES ORGANISATIONS

Résistance ouvrière. Résistance communiste

La résistance trouve dans la classe ouvrière allemande un terrain psychologique favorable. Mais la présence du *Front allemand du Travail* fait avorter les essais de mise sur pied d'organisations de quelque ampleur. Toute activité syndicale ou parasyndicale est interdite en dehors du *Front du Travail* et la Justice allemande assimile la tentative de reconstitution de syndicats à la préparation d'une entreprise de haute trahison.

En dépit de ces conditions difficiles, les résistants ouvriers visent un objectif ambitieux. Le putsch ne les intéresse pas, ni même l'attentat ; ils veulent éclairer la masse en faisant appel à la raison, modifier son état

(1) On compte parmi les victimes 19 officiers généraux et 42 officiers supérieurs.

d'esprit dans l'espoir de retourner la situation. Cette forme de résistance insidieuse et peu voyante, semble avoir réalisé des progrès continus pendant toute la durée de la guerre.

Mais là encore, l'unité ne règne pas. Les résistants ouvriers se groupent sous les étiquettes communiste, révolutionnaire, socialiste, *Front populaire*, etc. Mais surtout, ils se divisent entre « réalistes » et « activistes ».

Les « réalistes », pensant surtout à l'avenir, cherchent à maintenir vivaces les tendances antinazies : c'est ainsi qu'apparaissent de petits groupes d'étude du communisme et du socialisme, des cercles de formation de cadres. Les communistes ont choisi comme terrain les entreprises au sein desquelles ils mènent un patient travail d'organisation. Les socialistes s'efforcent de maintenir les liens entre eux au moyen de petits groupes sans caractère politique (groupes sportifs, chorales) ; on y échange des informations, on commente les événements et on critique le régime. D'anciens syndicalistes essaient de s'emparer de points-clés dans les entreprises (postes de maîtrise et de contrôle). Entre les uns et les autres, la solidarité ouvrière joue en faveur des personnes recherchées par la police et des familles de détenus. Pour beaucoup de ces « réalistes », il est vain de se lancer immédiatement dans la lutte (1) : le peuple allemand ne pourra se libérer de la dictature qu'à la fin de la guerre.

Les « activistes » sont d'un avis différent. Pour eux, seules des manifestations visibles peuvent maintenir l'esprit de résistance dans les rangs du peuple allemand et amener peu à peu la paralysie de la machine de guerre nazie. Ils diffusent des tracts, fomentent de petites grèves, se livrent à des sabotages perlés, organisent des embryons de maquis. Le *groupe Baum*, composé surtout de Juifs, met le feu à l'exposition « le *Paradis soviétique* » (Berlin, 1942) ; les membres du groupe (15 hommes, 10 femmes) ont en moyenne 25 ans.

Une importante organisation, le *groupe Saefkow*, animée par des communistes, mérite une mention particulière. Son chef, libéré des geôles nazies en 1939, est parti du principe que la force principale du nazisme réside dans la dispersion de ses adversaires. Il cherche donc à créer à partir de 1943 une organisation unifiée de la classe ouvrière, avec une direction centrale et des points d'appui dans des entreprises (usines d'armement, notamment) réparties dans plusieurs villes. Il ébauche des liaisons avec des travailleurs socialistes et même des milieux bourgeois, et se donne pour but la création d'un gouvernement populaire démocratique. La *Gestapo* pénètre l'organisation et la démantèle en 1944. Les attendus du jugement ne sous-estiment pas l'ampleur du mouvement : « ... Les accusés ont, au cours de la cinquième année de guerre, reconstitué le parti communiste allemand et tenté de désagréger la *Wehrmacht* à un point tel que le

(1) Le socialiste Wilhelm Leuschner écrivait le 20 août 1939 à ses amis anglais : « ... Nous sommes comme des captifs dans une grande prison. La rebellion serait un véritable suicide, comme si des prisonniers voulaient se soulever contre des gardiens armés jusqu'aux dents. »

Reich a couru les plus grands dangers. » Une centaine de personnes sont exécutées, parmi lesquelles Saefkow.

Certains groupes de résistance ouvrière trouvent des alliés parmi les contingents de travailleurs étrangers en Allemagne. Des liens de solidarité se nouent prudemment entre Allemands et ouvriers étrangers hostiles au nazisme (Français, Tchèques, Polonais), les premiers incitant les seconds à freiner dans la mesure de leurs moyens l'effort de guerre hitlérien. En 1942-1943, à Berlin, un groupe *(Europäische Union)*, au sein duquel militent quelques intellectuels, s'est donné pour tâche de mettre en contact et de regrouper des ouvriers antifascistes allemands et étrangers.

Quelques noms de personnalités socialistes doivent être cités : l'ancien député Carlo Mierendorf et l'ancien ministre hessois Wilhelm Leuschner, ainsi que Julius Leber, un des espoirs du mouvement social-démocrate allemand.

Nous rattachons à la résistance ouvrière l'important groupe Schulze-Boysen/Harnack, bien que l'on ne compte dans ses rangs pas plus de 13 % de travailleurs manuels (1). Ce groupe a attiré à lui des éléments bourgeois, mais la présence dans ses rangs de plusieurs anciens membres du parti communiste allemand lui donne une orientation d'extrême-gauche très accusée, orientation que viennent confirmer les méthodes employées (action de masse, propagande). L'originalité du groupe tient essentiellement à l'existence de liens étroits entre certains de ses membres et les Services secrets de l'U.R.S.S. La *Gestapo* l'a considéré comme un véritable « réseau » de l'espionnage soviétique, qu'elle a baptisé du nom de *Rote Kapelle* (l'orchestre rouge), en amalgamant, semble-t-il, sous cette appellation le groupe avec d'autres réseaux travaillant pour les services secrets ennemis.

C'est avant la déclaration de guerre que des opposants au régime appartenant à diverses classes de la société, des intellectuels surtout, ont commencé à se grouper autour d'Arvid Harnack et de Harro Schulze-Boysen. L'*Oberregierungsral* Harnack, spécialiste d'économie politique, a fait ses études aux U.S.A. puis a voyagé en U.R.S.S. ; en Allemagne, il a fondé une *Société pour l'étude de l'Union soviétique*. Le groupe qu'il constitue se livre à la propagande en faveur de l'U.R.S.S. par la parole et l'écrit. Il diffuse en 1941 un « rapport des forces » entre l'Allemagne et ses adversaires, montrant qu'il n'est pas possible à l'Allemagne de gagner la guerre.

Le groupe cherche à toucher divers secteurs de la société allemande

(1) D'après les statistiques dressées par la *Gestapo* lors de la destruction du réseau. Les autres membres du groupe se répartissent de la façon suivante :

Artistes, journalistes, écrivains	21 %
Militaires et fonctionnaires	20 –

et une forte proportion d'universitaires et d'étudiants.

(savants, artistes, armée, police). Il s'intéresse aussi aux travailleurs étrangers en Allemagne : il a noté leur haine contre tout ce qui est allemand, et veut leur prouver l'existence d'une résistance spécifiquement allemande. Il rédige à leur intention, et grâce à la collaboration de quelques-uns d'entre eux, le périodique clandestin *Die innere Front (Le Front intérieur)*, édité en allemand, français, italien, russe, tchèque et polonais. Le groupe envisage même de constituer des « légions » parmi les travailleurs étrangers antinazis.

Mais, à partir de 1940, une autre forme d'activité apparaît, qui va se développer en 1941-1942, et prendre peu à peu le pas sur l'action de propagande : l'espionnage au profit des Services secrets soviétiques. Cet épisode gêne les écrivains allemands soucieux de donner de la résistance une image pure de toute compromission, car la livraison aux Soviets de secrets militaires en 1942 était sans aucun doute un crime de haute trahison. Ceux des membres du groupe Schulze-Boysen/Harnack qui ont participé à cette entreprise, à l'insu de leurs camarades, semble-t-il, ont été poussés jusqu'à l'extrême limite par leur logique de résistants.

Pour étudier cet aspect de l'activité du groupe, nous disposons essentiellement des souvenirs de fonctionnaires des services de contre-espionnage allemands qui ont pris part à la surveillance et aux interrogatoires des membres du réseau. Ces souvenirs constituent le canevas de plusieurs ouvrages romancés, dans lesquels il est difficile de mesurer la part de fiction.

On peut cependant tenir pour acquis un certain nombre de faits. Le contact du groupe avec les Services secrets soviétiques a pour point de départ les relations de ses animateurs avec des diplomates soviétiques en Allemagne. Dès 1940, le réseau dispose de postes émetteurs. Les relations qu'il possède dans les milieux officiels (Schulze-Boysen est à l'époque lieutenant-colonel dans un état-major, et Harnack chargé des questions d'approvisionnement et de répartition des matières premières au ministère de l'Économie nationale) lui permettent de recueillir et de transmettre des informations d'excellente qualité dont le volume va croissant à l'approche de juin 1941 et dans les mois qui suivent l'attaque allemande contre l'U.R.S.S. (1). Le service de radiogoniométrie du contre-espionnage allemand réussit à localiser quelques postes tandis que les décrypteurs « percent » le code. Les autorités allemandes, affolées par la précision des renseignements qui apparaissent à travers les télégrammes décryptés, mesurent le danger. Elles mettent tout en œuvre pour venir à bout du réseau. A partir du 30 août 1942, quatre postes émetteurs au moins sont saisis et 118 membres du groupe sont arrêtés, tandis que le contre-espionnage allemand pourchasse les antennes du réseau dans les pays voisins.

Une répression féroce met un terme à l'affaire, suivie personnellement

(1) Les Services secrets soviétiques n'ont pas, semble-t-il, profité de la situation pour orienter l'action politique du groupe.

par Hitler. Le procès, fractionné pour des raisons de sécurité et pour camoufler l'étendue réelle de l'activité du réseau, dure trois mois. Les pires brutalités l'accompagnent. Le Führer ordonne de condamner à mort tous les accusés, parmi lesquels plusieurs femmes.

Dans l'été 1943, les Soviets patronnent le lancement d'une expérience « nationale-communiste », sous le couvert du *Comité national de l'Allemagne libre* (N.K.F.D.) et d'un mouvement parallèle, la *Ligue des Officiers allemands* (B.d.O.). Ils cherchent au moyen de cette « organisation de masse » à saper le potentiel de la *Wehrmacht* et le moral du peuple allemand.

Les communistes allemands réfugiés en U.R.S.S. (Weinert, Becher, Pieck, Ulbricht) jouent les premiers rôles dans le N.K.F.D. et réussissent à persuader quelques généraux (von Seydlitz, von Daniels) d'animer le B.d.O. Le *Comité national* et la *Ligue* entreprennent de recruter des adhérents dans les camps de prisonniers : ils rencontrent souvent une vive hostilité. Ils parviennent cependant à constituer un certain nombre d'équipes de propagandistes qui sont engagées sur le front et à travers les lignes. L'effort est intense : journaux, tracts, émissions radiophoniques, emploi de haut-parleurs, envoi de lettres personnelles aux chefs d'unités. Les troupes allemandes sont invitées à se replier sur les frontières allemandes ou à rejoindre les partisans russes ; on leur assure qu'elles n'ont rien à craindre de la captivité en U.R.S.S. Le peuple allemand est incité à s'organiser pour renverser la dictature hitlérienne et imposer un Gouvernement qui fera la paix.

Les résultats ne correspondent pas aux espoirs des promoteurs du N.K.F.D. : seuls des isolés et quelques petits groupes répondent à leurs appels. Les nazis, d'abord sceptiques, combattent ensuite avec énergie la propagande du Comité et frappent de représailles les familles de ses membres.

Le N.K.F.D. voudrait que des groupes à son image mènent le combat en Allemagne. Là aussi, échec : Erich Weinert, historien communiste du Comité, mentionne un seul groupe N.K.F.D., en février 1945 à Berlin, et met à son actif l'aide aux déserteurs, la propagande, des sabotages et une intervention lors de la chute de Berlin.

En France, un *Comité de l'Allemagne libre pour l'Ouest* se constitue en novembre 1943 sous la direction d'un communiste, Florian. La parenté avec le N.K.F.D. de Moscou est avérée, bien que l'influence communiste soit peut-être moins marquée dans le *Comité de l'Allemagne libre pour l'Ouest* : on trouve dans ses rangs des émigrés, des déserteurs, des membres de l'*Organisation Todt*. Le *Comité* demande à ses adhérents de prendre contact avec la population française en se présentant comme des ennemis de Hitler. Il constitue des groupes armés qui luttent aux côtés des résistants français lors des combats de la Libération, puis participent à l'action contre les troupes encerclées dans les poches de l'Atlantique.

L'action du N.K.F.D. se solde au total par un échec. Trop inféodé aux

Soviets, suspect de ce fait aux yeux de nombreux Allemands, il n'a été qu'un instrument de guerre psychologique contre la *Wehrmacht* ; il n'a pu atteindre son but initial qui était d'amener le peuple allemand à abattre lui-même Hitler. Les événements du 20 juillet 1944 semblent avoir sonné le glas du N.K.F.D. en U.R.S.S. Les Soviets auraient déduit de l'échec de la conjuration qu'il était vain de compter sur un retournement de la situation en Allemagne.

Résistance chrétienne

Les Églises catholique et protestante ont cru quelque temps possible une coexistence avec le nazisme, et les hiérarchies des deux confessions n'ont pu officiellement inviter leurs fidèles à lutter contre lui. Mais la politique anti-religieuse du *III*e *Reich* et les mesures inhumaines appliquées par les dirigeants hitlériens ont conduit de nombreux chrétiens (ecclésiastiques et laïcs) de l'opposition à la résistance.

L'ouverture des hostilités en 1939 marque une étape dans la politique des nazis à l'égard des Églises. Si des motifs tactiques incitent les dirigeants nazis à ne pas s'aliéner la masse des croyants, la guerre va leur permettre, espèrent-ils, de « liquider » définitivement la question religieuse. En septembre 1941, les chefs de la police reçoivent des instructions à ce sujet : dans l'immédiat, empêcher les Églises de regagner le terrain perdu ; pour l'avenir, préparer leur destruction en utilisant toutes les occasions nées de la guerre pour étouffer la vie religieuse. A Bormann, rappelant aux « gauleiter » que les conceptions national-socialistes sont incompatibles avec la pensée chrétienne, fait écho Himmler : « Les vrais chrétiens figurent automatiquement parmi nos adversaires ; l'ennemi les compte tous dans ses rangs (1). »

La résistance chrétienne est avant tout un témoignage de la conscience contre l'idéologie totalitaire. L'une de ses manifestations les plus typiques est l'action en faveur des Juifs, et plus généralement de toutes les personnes menacées dans leur vie ou leur liberté par la politique raciale du *III*e *Reich*. Le 28 août 1941, le prévôt du chapitre de la cathédrale Sainte-Hedwige à Berlin, Bernhard Lichtenberg, écrit au Dr Conti, *Führer* des médecins allemands, pour protester contre l'extermination des faibles d'esprit, crime qui doit « attirer sur le peuple allemand la vengeance du maître de la vie et de la mort ». Le lendemain, il fait prier les fidèles pour les Juifs et les prisonniers des camps de concentration. Il est arrêté en octobre 1941, deux jours après avoir rédigé une mise en garde contre un tract antisémite du Ministère de la Propagande.

Mgr von Galen, évêque de Munster, écrit dans sa lettre pastorale du 26 juin 1941 : « Il est des obligations de conscience que nous devons remplir, dût nous en coûter la vie... Personne n'a le droit de tuer un innocent en dehors de la guerre et du cas de légitime défense. »

(1) Discours prononcé à Posen, le 4 octobre 1943.

Le 3 août 1941, l'évêque prend position en chaire contre les exécutions de personnes inutiles à la communauté (vieillards, infirmes, incurables) ; il invoque à l'appui de sa thèse la loi allemande qui punit de tels actes de la peine de mort.

D'autres noms doivent être cités : Mgr Preysing (évêque de Berlin) qui stigmatise à de nombreuses reprises les nazis, Mgr Grober (archevêque de Fribourg), l'évêque protestant Wurm (qui en 1943 présente les bombardements alliés comme la punition des crimes perpétrés contre les Juifs), le pasteur Bonhoeffer (1) (de la *Bekennende Kirche* du pasteur Niemoller) et les pères jésuites Roesch et Delp qui tous les trois joueront un grand rôle dans la préparation de l'action contre Hitler.

Ces paroles et ces exemples ne restent pas isolés. Il suffit pour s'en convaincre de lire les motifs des condamnations qui frappent de nombreux ecclésiastiques et laïcs chrétiens : aide aux Juifs, assistance à des Polonais recherchés par la police, organisation du culte pour les « travailleurs de l'Est », diffusion d'écrits de Mgr von Galen — à côté d'accusations ayant un caractère politique plus accusé : défaitisme, démoralisation de l'armée, haute trahison, écoute des radios étrangères, refus du « salut allemand », etc.

Des personnalités chrétiennes se tournent résolument vers l'avenir : elles se préoccupent de la rechristianisation de l'Allemagne et de son retour dans la communauté des peuples libres. Des militants catholiques et protestants participent à la préparation du complot du 20 juillet ; il semble même que quelques-uns des conjurés les plus « engagés » aient été poussés par des motifs d'ordre religieux : Hitler est pour eux l'Antéchrist qu'il faut abattre à tout prix (2).

En réponse à ces actes de résistance, la répression nazie contre les chrétiens est particulièrement brutale et ne recule devant aucun procédé. En novembre 1943, un groupe de jeunes gens et de soldats, inspirés par des ecclésiastiques de Lübeck, tombent sous les coups de la police : la *Gestapo* offre aux laïcs la liberté à condition qu'ils abandonnent l'Église et témoignent contre les prêtres arrêtés en même temps qu'eux. Nombre d'ecclésiastiques seront les victimes d'agents provocateurs ayant abusé sans difficultés de leur esprit de charité.

Quelques chiffres donnent une idée de l'ampleur de la répression : de l'été 1943 à l'hiver 1944-1945, le *Tribunal du Peuple* condamne à mort vingt-cinq prêtres ; le camp de concentration de Dachau a compté parfois jusqu'à quatre cent cinquante ecclésiastiques allemands et autrichiens.

En marge de la résistance chrétienne, les *Témoins de Jéhovah*, qui refusent de prêter serment et de porter les armes, ont organisé des groupes

(1) Lorsqu'il a été arrêté en avril 1943, le pasteur Bonhoeffer s'intéressait à un projet de déclaration commune des plus hautes autorités catholiques et protestantes au sujet de la paix. Il envisageait de se rendre auprès du *Collegium Germanicum* à Rome.

(2) Faut-il rattacher à ces motifs l'attitude de plusieurs résistants qui refusent de profiter des possibilités d'évasion qui leur sont offertes ?

clandestins qui diffusent des tracts antinazis. Dix mille membres de la secte auraient été arrêtés ; deux mille environ auraient été exécutés ou seraient morts en captivité.

Résistance bourgeoise

Dès 1933, le nazisme a cherché à séduire la bourgeoisie allemande. Il a flatté la sympathie traditionnelle qu'elle éprouve pour un État fort ; il l'a associée au pouvoir et lui a fait partager la griserie des premiers succès du régime. En revanche, il a supprimé les organisations qu'elle s'était données, il a cherché à la diviser et à la neutraliser en dressant les petits possédants contre la grande bourgeoisie.

Cependant, la bourgeoisie allemande n'a pas été parfaitement docile. A la longue, son enthousiasme s'est refroidi et transformé en passivité. De petits groupes antinazis isolés apparaissent à Hambourg, à Berlin, en Bavière. L'un de ces groupes est célèbre : la *Rose blanche*, composé d'étudiants et d'intellectuels et animé par deux jeunes gens de Munich, Hans et Sophie Scholl. L'activité de la *Rose blanche* est comparable à celle des mouvements ouvriers déjà cités : tracts antinazis, « graffiti », tentatives de constitution de groupes parallèles dans d'autres villes. Les arrestations du 18 février 1943, un procès public (fait exceptionnel dans les annales de la répression pendant la guerre en Allemagne) et plusieurs condamnations à mort mettent fin à l'existence de la *Rose blanche*. Dans les derniers mois de la guerre, d'autres groupes voient le jour : leur objectif essentiel semble être d'assurer la transition entre la chute du nazisme et l'instauration d'un nouveau régime.

Sur cette toile de fond un peu terne, un contraste saisissant : un petit nombre de personnalités de premier plan appartenant à la grande bourgeoisie et à la noblesse se sont engagées corps et âme dans la lutte contre Hitler.

L'action isolée n'effraye pas un individualiste comme Nikolaus Christoph von Halem, qui a quitté l'administration pour l'industrie en 1933. Dès 1938, il a pensé à un attentat contre Hitler et en 1941-1942, il tente de réaliser son projet en faisant appel à un aventurier, Beppo Römer. Von Halem est arrêté le 22 février 1942.

Quelques hommes politiques et hauts fonctionnaires écartés par Hitler, des industriels, essaient de coordonner leurs efforts : Eugen Bolz (ancien président de l'État de Wurtemberg), Friedrich Goerdeler (ancien bourgmestre de Leipzig et ancien Commissaire du Reich à la surveillance des prix), Ulrich von Hassell (ancien Ambassadeur à Rome, mis en disponibilité après qu'il ait protesté contre le pacte antikomintern), Paul Lejeune-Jung (ancien député, industriel), Johannes Popitz (ancien ministre des Finances de Prusse), Walter Cramer (industriel), etc.

Certaines de ces personnalités se retrouvent dans les réunions de la *Mittwochgesellschaft* (*Société du mercredi*, cercle de discussion datant de 1863). D'autres personnages influents de Berlin, adversaires du nazisme

se groupent dans le *cercle Solff* autour de la veuve d'un spécialiste allemand de politique étrangère (1).

L'un de ces groupes, le *cercle de Kreisau*, mérite une mention spéciale. Constitué autour du comte Helmut von Moltke, il réunit des nobles (les comtes Peter Yorck von Wartenburg, Adam von Trott zu Solz, Fritz von der Schulenburg), des jésuites (les PP. Roesch, et Delp), des protestants (Eugen Gerstenmayer...), des sociaux démocrates (Carlo Mierendorff, Julius Leber) : il ne se cantonne pas dans les limites étroites de la bourgeoisie. Ses membres puisent leur inspiration dans la morale chrétienne, plus précisément dans le *Sermon sur la montagne*. Laissant à d'autres, le soin de préparer l'élimination de Hitler, ils constituent un véritable laboratoire de pensée et se donnent pour mission de définir les bases spirituelles et politiques d'une Allemagne débarrassée du nazisme (le tribunal qui les jugera au début de 1945 pourra difficilement trouver des preuves matérielles contre eux). Le socialisme chrétien auquel ils se réfèrent les met parfois en opposition avec les tendances conservatrices des amis de Goerdeler ; ce dernier esquissera finalement un rapprochement vers le *cercle de Kreisau*.

Les résistants civils attirent dans leurs rangs un haut fonctionnaire nazi, le comte von Helldorf, *Polizeipräsident* à Berlin. Ils visent plus haut encore : Himmler reconnaîtra le 3 août 1944, devant les *Gauleiter* réunis à Posen, avoir été pressenti par l'ancien ministre Johannes Popitz. Ce dernier fit exposer à Himmler, par l'avocat Langbehn, un plan tendant à la déposition de Hitler et à son affectation à un poste purement honorifique. Himmler aurait rendu compte immédiatement au *Führer* qui lui aurait conseillé de maintenir le contact afin de laisser Popitz et ses complices se découvrir. Himmler se serait borné à enregistrer les conversations à l'aide d'un microphone (ce curieux épisode n'a eu aucune suite sur le plan répressif avant le 20 juillet 1944).

Résistance militaire

La lutte de certains membres de la *Wehrmacht* contre Hitler est l'élément le plus spectaculaire de la résistance allemande. A l'image du pays, l'armée connaît d'ailleurs deux formes de résistance, dans la troupe et au sommet. Or, aux deux extrémités de la hiérarchie, les adversaires du nazisme n'esquissent aucun mouvement de rapprochement des uns vers les autres. Les généraux opposants hésitent, car ils ignorent dans quelle mesure la troupe les suivra, tandis que les soldats allemands mécontents se demandent souvent pourquoi les généraux n'agissent pas contre Hitler. L'appareil magistral de surveillance mis en place par les nazis n'a pu déceler tous les préparatifs des complots, mais il a empêché, au sein même de l'armée, les fractions éparses de la résistance, qu'aucun sentiment de solidarité ne lie, de se connaître et d'organiser en commun la lutte.

(1) Le *cercle Solff* est détruit par la *Gestapo* en janvier 1944 (76 arrestations).

Une armée en campagne a rarement compté dans ses rangs plus de cas de refus d'obéissance, de mutineries, d'affaires d'intelligence avec l'ennemi : près de 10 000 militaires allemands sont passés par les armes pour des motifs de ce genre de 1939 à juillet 1944 et le nombre d'exécutions capitales de militaires semble grossir dans de fortes proportions au cours des derniers mois de la guerre. Il suffit à un soldat allemand d'émettre des doutes au sujet de la victoire finale ou de l'efficacité dès « armes secrètes » pour être condamné à plusieurs années de prison ; toute injure à l'adresse des dirigeants nazis est assimilée à une atteinte au potentiel militaire allemand.

Un officier subalterne, le lieutenant Ruprecht Gerngross, dirige le groupe de résistance connu sous le nom de *Freiheitsaktion Bayern (Action pour la Liberté de la Bavière)*. Ce groupe présente plusieurs analogies avec les réseaux de résistance dans les pays occupés par l'Allemagne. Instruits par l'expérience du 20 juillet 1944, ses animateurs ont cherché à mettre sur pied un noyau actif de résistance appuyé sur un mouvement de masse dans la population. Ils veulent montrer l'existence d'une résistance allemande et rendre au peuple allemand la foi dans sa force. Le groupe prend des contacts en Suisse et s'efforce d'obtenir que les Alliés ne gènent pas ses préparatifs en bombardant Munich. Le 28 avril 1945, *Freiheitsaktion Bayern* passe à l'action : il attaque les locaux occupés par les dirigeants nazis, occupe les installations radio à Munich, des points stratégiques et des usines ; il arbore le drapeau blanc. A son appel, une division de la *Wehrmacht* met bas les armes. Grâce au groupe *Freiheitsaktion*, les Alliés peuvent occuper Munich presque sans coup férir.

L'opposition dans le haut commandement a, selon les commentateurs allemands, trois sources : les traditions militaires prussiennes, fidélité, mais aussi indépendance de jugement et liberté d'expression à l'égard du chef ; ensuite la doctrine de l'état-major général, pour lequel la stratégie compte parmi les sciences exactes ; enfin la morale du soldat, essentiellement fondée sur le sentiment de la responsabilité et le respect des lois de la guerre. Le général Beck, chef de l'état-major de l'Armée de Terre, écrit en 1938 au général von Brauchitsch, commandant en chef de l'armée : « Votre obéissance a des limites : lorsque votre science, votre conscience ou le sentiment de votre responsabilité vous interdisent d'exécuter un ordre. »

L'état-major général de l'Armée de Terre est le foyer de l'opposition militaire. Beck a appelé autour de lui des officiers peu suspects de sympathies pour Hitler. En 1938, il quitte son poste en protestant contre les projets guerriers du *Führer*, mais restera dans sa disgrâce l'un des hommes autour desquels les résistants se rallieront. Le général Franz Halder qui succède à Beck partage en gros ses idées ; il a devant lui la tâche difficile de préparer la guerre tout en essayant de l'empêcher ; dans les rapports qu'il rédige, l'état-major n'aurait pas hésité à ajouter une note pessimiste

pour tenter de détourner Hitler de ses projets. La facilité avec laquelle la *Wehrmacht* remporte ses premiers succès donne un cinglant démenti aux prévisions de l'état-major.

En 1939-1940, plusieurs généraux parmi lesquels von Brauchitsch, auraient envisagé d'amener Hitler à renoncer à son projet d'envahir la Belgique et la Hollande. En cas de refus de Hitler, les généraux l'auraient arrêté, auraient marché sur Berlin et pris le pouvoir. Hitler ayant eu, semble-t-il, vent de l'affaire, celle-ci n'eut pas de suite.

Décembre 1941 : von Brauchitsch quitte le commandement en chef de l'armée, assumé désormais directement par Hitler. Plusieurs généraux sont mis à l'écart dans l'hiver 1941-1942 : von Witzleben (commandant du Groupe d'Armées de l'Ouest) pour « raisons de santé », Hoepner (commandant de la 4e Armée blindée, front de l'Est) relevé de ses fonctions pour refus d'obéissance, etc. Halder, réduit à l'impuissance, abandonne l'état-major général. La résistance militaire paraît s'éparpiller et s'effondrer.

En fait, une nouvelle phase commence. Les militaires résistants vont se serrer les coudes et examiner de plus près dans quelles conditions Hitler pourrait être éliminé ; ils vont surtout étudier les répercussions possibles de l'événement à l'intérieur et à l'extérieur de l'Allemagne. Phase de réflexion et de préparation pendant laquelle les conjurés vont trouver, grâce à l'*Abwehr* (Services secrets de l'Armée) des possibilités de liaison discrète et un appui. Leur principal allié au sein de l'*Abwehr* est le général Oster, chef du « groupe étranger » *(Amtsgruppe Ausland)*, plutôt que l'amiral Canaris, trop individualiste pour s'agréger à un groupe et qui s'est borné à couvrir les activités de son subordonné Oster. Les résistants peuvent en outre compter sur le général Olbricht, chef de la section générale *(Allgemeine Abteilung* de l'*Heeresamt)* ; à cette place de premier plan, Olbricht pourra prendre une part active à la préparation du complot.

En octobre 1942, la *Gestapo* réussit à arrêter un membre de l'*Abwehr* impliqué dans la conjuration. Son interrogatoire donne aux nazis des précisions sur les projets de coup d'État, notamment un plan d'attaque du quartier général par une unité blindée, et sur les tentatives de liaison des conjurés avec l'étranger. Les collaborateurs d'Oster sont désormais surveillés étroitement. Le 5 avril 1943, trois d'entre eux sont arrêtés : l'avocat Josef Muller (de l'*Abwehr* de Munich), Hans von Dohnanyi, considéré comme l'une des têtes politiques de l'*Abwehr* et de la résistance, et son beau-frère le pasteur Dietrich Bonhoeffer. Le coup est rude, car ces trois hommes ont en mains quelques-uns des rares liens entre la résistance et l'extérieur (1), et connaissent bien les relations de la résistance militaire avec les groupes civils. Oster déclare assumer la responsabilité de tous les actes de Dohnanyi et demande à être arrêté lui aussi. Ce n'est que partie remise car le *Sicherheitsdienst* (S.D., Service de Sécurité du Parti) va profiter de l'affaire pour en finir avec son rival détesté : l'*Abwehr* disparaît en février 1944 et, avec elle, l'un des principaux bastions de la résistance antinazie.

Le relais passe alors aux mains d'officiers de l'état-major du Groupe d'Armées du Centre (front de l'Est), le général Henning von Tresckow, le

(1) Dès 1939, Josef Muller était entré en contact avec le Vatican. Il avait pour mission de rechercher si les alliés étaient disposés à signer la paix et à quelles conditions.

SCHÉMA DE LA CONJURATION

MILITAIRES EN ACTIVITÉ

MILITAIRES

Front de l'Ouest

G[al] H. von Stulpnagel (Commandement militaire en France).
C[el] von Hofacker.
M[al] Rommel.

En Allemagne

G[al] Olbricht.
C[el] von Stauffenberg.
G[al] Thomas (Armement).
G[al] Fellgiebel (Information).
Oberquartiermeister Wagner.
G[al] Stieff (Organisation).
C[el] Rohne (Section Armées étrangères).
G[al] Lindemann (inspecteur de l'Artillerie).

Front de l'Est

G[al] von Tresckow.
G[al] von Gersdorff.
Schlabrendorff.

MILITAIRES EN NON-ACTIVITÉ

G[al] Beck.
G[al] von Witzleben.
G[al] Hoepner.

CIVILS

Groupe Goerdeler
(conservateur)

Fritz Goerdeler.
Eugen Bolz.
Ulrich von Hassell.
Johannes Popitz.
Paul Lejeune-Jung.

Cercle de Kreisau
(social chrétien)

C[te] Helmut von Moltke, C[te] York von Wartenburg (protest.).
Eugen Gerstenmayer
Pères Delp et Roesch (jésuites).
Carlo Mierendorff (1), Julius Leber (social-démocr.).
Adam von Trott zu Solz.

MILIEUX TOUCHÉS

MILIEUX INDUSTRIELS

RÉSISTANCE CHRÉTIENNE
RÉSISTANCE OUVRIÈRE

(1) Tué en 1943 à Leipzig sous un bombardement anglais.

général von Gersdorff, le colonel Schlabrendorff. Indignés par les directives de Hitler prescrivant l'exécution des commissaires politiques soviétiques, des représailles contre la population civile, etc., ils pensent que la responsabilité de tels actes pèsera après la guerre sur ceux qui auront exécuté ces ordres, et cherchent à les tourner. Ils estiment, à la lumière des tentatives précédentes, que la mise du *Führer* à l'écart ne suffit pas, et que seule la disparition brutale de Hitler pourra briser l'envoûtement qu'il exerce sur l'armée et le peuple allemands.

Von Tresckow et ses amis ont essayé sans succès d'attirer à eux le chef de la VI[e] Armée, Paulus, qu'ils ont incité à désobéir à Hitler en se retirant de Stalingrad, Ils vont ensuite concentrer leurs efforts sur la préparation d'un attentat. Dès le 13 mars 1943, von Tresckow tente d'agir seul en plaçant une bombe dans l'avion de Hitler lors d'une visite de ce dernier à Smolensk : le dispositif d'allumage ne fonctionne pas. Quelques jours plus tard, von Gersdorff essaye à son tour d'abattre Hitler lors de l'inauguration d'une exposition : le Führer est encore une fois protégé par son étoile. Il en est de même le 20 février 1944 au cours de la présentation d'un nouvel uniforme à Hitler.

A la fin de l'année 1943, von Tresckow, revenu à Potsdam, demande à Olbricht de désigner un officier capable de mener à bien le projet d'attentat. Olbricht choisit le colonel Claus von Stauffenberg. Officier de la nouvelle génération, militaire de grand avenir, Stauffenberg a déjà payé un lourd tribut à la guerre : il a perdu un bras, deux doigts et un œil. Il ne s'est décidé dit-on à franchir le pas qu'après de longs débats de conscience : des motifs d'ordre religieux l'auraient finalement poussé à abattre celui qu'il considère comme un criminel, afin d'épargner le pire au peuple allemand. En attendant le moment propice, von Stauffenberg prépare avec von Tresckow le plan *Walkyrie* qui prévoit lors de l'attentat la mise en alerte des troupes de l'intérieur, l'arrestation des dirigeants du parti et de la police, le désarmement des unités S.S., l'occupation des postes radios et des camps de concentration.

Tous les éléments sont maintenant en place pour l'attentat du 20 juillet. Le général Beck a préparé avec des civils (groupés autour de Goerdeler et de von Moltke) un « Gouvernement provisoire » et une proclamation au peuple allemand. Mais c'est l'action personnelle de Stauffenberg qui a finalement donné à la conjuration son véritable visage.

Nous avons tenté de grouper sur le schéma ci-joint les principaux personnages mêlés à la préparation du complot contre Hitler, en faisant apparaître les relations entre militaires et groupes civils, ainsi que les liaisons des conjurés avec les milieux industriels et les cercles de résistants chrétiens et ouvriers. Les personnages dont les noms sont *en italique* devaient faire partie du « Gouvernement provisoire ». Ce schéma ne doit pas faire illusion : il ne s'agit pas ici de « réseaux » possédant une structure nette, mais de groupes sans contours définis, entretenant des contacts assez lâches les uns avec les autres.

LES PROJETS DE LA RÉSISTANCE

Dans leur quasi-totalité, les résistants allemands répudient le nationalisme, ou plus exactement le chauvinisme, et se sentent solidaires des forces extérieures qui combattent le nazisme. Ils se partagent entre deux grands

courants de pensée, le communisme et le libéralisme d'inspiration chrétienne.

Les résistants communistes espèrent voir une démocratie populaire s'installer en Allemagne sur les ruines de l'hitlérisme. De jeunes intellectuels pour qui le communisme est la seule issue en dehors du nazisme (slogan ressassé par la propagande hitlérienne) en viennent à partager cet espoir. Tous n'envisagent d'ailleurs pas l'avenir de la même façon : les uns attendent l'arrivée de l'Armée rouge ; d'autres pensent pouvoir bâtir, à la faveur d'un mouvement de subversion, un communisme national indépendant de Moscou. Certains résistants dont les sympathies pour le communisme sont indéniables, tel Arvid Harnack, rêvent d'une Allemagne intermédiaire entre l'Est et l'Ouest, qui suivrait sa propre voie à égale distance du totalitarisme communiste et du libéralisme occidental. Un résistant non communiste, le diplomate Adam von Trott und Solz, voit dans l'Allemagne le futur médiateur entre l'Est et l'Ouest.

Les projets des résistants d'extrême gauche restent vagues et ne quittent pas le plan de la théorie. Dans l'autre camp, les résistants poussent très loin leurs réflexions sur l'avenir de l'Allemagne. L'action directe dans laquelle ils s'engagent les contraint à prévoir des mesures immédiates afin de combler le vide qui résulterait de la chute du nazisme. Leurs projets à long et à court terme apparaissent dans trois documents qui devaient être rendus publics le 20 juillet 1944 (un appel au peuple allemand, un appel à la *Wehrmacht* et une longue « déclaration gouvernementale »). Ces projets, complétés par les idées retenues par le *cercle de Kreisau* dessinent le visage d'une nouvelle Allemagne.

On a prêté parfois aux hommes du 20 juillet l'intention de conclure la paix avec l'Ouest, en échange de l'évacuation des territoires occupés en Europe occidentale, puis d'engager l'ensemble de la *Wehrmacht* sur le front de l'Est. Cette idée est, semble-t-il, celle de Rommel. Elle paraît étrangère aux préoccupations des conjurés berlinois (1), qui n'escomptent aucun retournement spectaculaire de la situation. La bataille continuera donc, car les Allemands ne sont pas « les maîtres de la guerre et de la paix ». Le peuple allemand fournira à ses combattants tous les moyens matériels et moraux nécessaires. Mais il faut purifier cette guerre de tout ce qui la dénature, adoucir les rigueurs de la guerre totale, et mettre un terme à l'anéantissement aveugle de vies humaines, de valeurs culturelles et de richesses économiques en dehors des fronts.

Le combat continuera dans la dignité jusqu'à ce que l'Allemagne obtienne une paix juste et durable, qui garantisse au peuple allemand ses droits à l'existence dans la liberté et l'honneur. L'Allemagne nouvelle doit regagner la confiance des autres nations et entrer dans leur communauté en vue d'une collaboration fructueuse. Les membres du *cercle de Kreisau* souhaitent en outre que l'Allemagne participe au relèvement des

(1) L'un d'eux, le diplomate Adam von Trott zu Solz, aurait préconisé une alliance avec l'U.R.S.S.

ruines causées par la guerre à l'étranger ; ils se prononcent en faveur d'une Fédération européenne incluant l'Angleterre et dotée d'une armée commune.

C'est une Allemagne réconciliée et unie qui doit affronter son destin. Mais cette Allemagne sera au préalable dénazifiée sans qu'interviennent des règlements de comptes. La corruption et le luxe instaurés par les nazis seront extirpés. Dans l'administration remise en ordre, des tribunaux d'honneur examineront toutes les nominations et promotions depuis janvier 1933. Les lois nazies seront immédiatement abolies, les camps de concentration ouverts, les innocents libérés et les coupables traités selon la loi. Les criminels de guerre passeront en jugement. Primauté absolue sera restituée au droit.

Le futur gouvernement sera soumis au contrôle du peuple qui se prononcera à la fin de la guerre sur la Constitution de l'État. Les libertés fondamentales seront restaurées. Parmi ces libertés, une place de choix est réservée à la liberté religieuse. Les conjurés reconnaissent formellement dans la religion chrétienne l'un des fondements historiques de la nation allemande ; les Églises seront absolument indépendantes de l'État ; les croyants de toutes les confessions et les libres-penseurs bénéficieront d'une tolérance totale. La famille sera la cellule de base de la communauté nationale. La plus large initiative sera laissée aux collectivités territoriales (le *cercle de Kreisau* a préconisé une organisation fédérale de l'Allemagne).

En matière économique, les travailleurs bénéficieront d'une meilleure répartition des richesses. Ils prendront leur part de responsabilité dans la gestion des entreprises. Les membres du *cercle de Kreisau* se sont en outre montrés favorables à la nationalisation des secteurs-clés de l'économie et à une réforme agraire. Sur le plan social, ils souhaitent une organisation de la classe ouvrière de nature à renforcer sa solidarité : conscients du fait que la division de la classe ouvrière avait facilité l'avènement du nazisme, les syndicalistes Wilhelm Leuschner (socialiste) et Jakob Kaiser (chrétien) ont senti la nécessité de créer des syndicats uniques.

Il ne nous appartient pas ici d'examiner dans quelle mesure les idées politiques de la résistance allemande ont inspiré les bâtisseurs des deux Allemagnes de l'après-guerre. Nous nous bornerons à esquisser en conclusion un bilan sommaire de l'activité de cette résistance.

Nous ne pouvons suivre les écrivains allemands lorsqu'ils déclarent que l'action de la résistance a abrégé la guerre en évitant à l'Allemagne des destructions supplémentaires, peut-être même un bombardement atomique. La résistance n'a pu entamer sensiblement le potentiel militaire ni la cohésion morale de l'Allemagne nazie. Au contraire, elle a peut-être durci la volonté des chefs hitlériens : le 20 juillet 1944 a été suivi d'une brutale reprise en main de l'Armée. Tout au plus, pourrions-nous noter que la résistance a immobilisé contre elle à l'intérieur un énorme appareil policier, indisponible de ce fait pour d'autres tâches.

C'est par une autre porte que la résistance allemande est entrée dans l'histoire. Par son existence même, elle a contribué à donner au second conflit mondial le caractère d'une « guerre révolutionnaire », lutte d'idéologies débordant les frontières des États. Les discussions passionnées qu'elle a provoquées en Allemagne après 1945 montrent que le phénomène a profondément ébranlé l'âme allemande. Malgré ses hésitations, ses contradictions, ses faiblesses et ses échecs, elle constitue — et c'est là que réside sa parenté avec les mouvements de résistance dans les pays occupés — un témoignage du droit contre la force et de la conscience humaine contre l'oppression.

R. Collenot.

LA TRAGÉDIE DU 20 JUILLET 1944

REMARQUES PRÉLIMINAIRES

La Résistance allemande ne s'est pas déroulée logiquement ni en ligne droite. Les diverses initiatives collectives, ou individuelles, n'ont jamais su s'entendre complètement pour réaliser une organisation et un plan communs et on ne peut pas non plus parler d'un développement rigoureux des activités politiques de l'opposition, durant les douze années du régime hitlérien en Allemagne. Bien que des publications de plus en plus nombreuses n'aient cessé d'apporter de nouveaux témoignages et des indications sur la profondeur et la continuité de la volonté d'opposition dans toutes les couches de la population allemande, la question reste entière de savoir quelle importance il convient d'accorder aux différents efforts et groupements. Le jugement variera selon qu'on avancera surtout des arguments idéologiques et moraux, ou sociologiques et psychologiques, ou juridiques et politiques, ou encore des considérations politico-militaires. L'historien, même s'il étudie toute l'étendue du mouvement, toute la masse des motifs et des démonstrations, mettra cependant l'accent, en premier lieu, sur l'examen des faits dans lesquels l'attitude et l'activité de la Résistance ont trouvé leur expression tangible en exerçant une influence directe sur les décisions politiques et militaires du *III^e Reich*.

Vue sous cet angle, l'histoire de la Résistance allemande contre Hitler connaît deux points culminants qui constituent en même temps deux tournants importants : 1938 et 1944. Dans les deux cas, le système du gouvernement est directement en cause, les deux sont encore étroitement liés aux problèmes de la guerre. Le fait est d'importance pour mesurer, d'une façon générale, les possibilités et les chances d'un mouvement d'opposition dans un État totalitaire. Dans la mesure où il vise un changement important, voire un renversement de l'ordre régnant, il opérera efficacement et avec succès, non pas tant en mouvement spontané émanant des couches profondes du peuple, qu'en agissant sur les positions-clés politiques et militaires. Après la consolidation du régime national-socialiste par la séduction et la terreur, il n'existait en Allemagne, depuis 1934, qu'une seule alternative : coup d'État d'en haut ou destruction du dehors.

C'est pourquoi, en tout état de cause, l'attitude et la position des militaires durent jouer un rôle déterminant — d'autant plus que, dès le début, la structure et les objectifs du *III^e Reich* étaient exclusivement basés sur un réarmement économique et militaire, ainsi que sur une expansion par la guerre. Déjà les « épurations » du 30-6-34 et la réalisation complète du régime du *Führer* — du fait que Hitler avait assumé les fonctions de Président du Reich et que la *Wehrmacht* avait dû prêter serment au *Führer* tout-puissant — avaient amené l'armée dans cette position-clé : les rivalités croissantes avec les formations armées du parti, les S.S., n'y ont pas changé

grand-chose. Il est incontestable que la réorganisation de la direction de l'Armée, à la suite des crises de 1938 qui s'attachent aux noms de Blomberg et de Fritsch, a conduit à une diminution des pouvoirs des chefs de la *Wehrmacht*. Et pourtant, c'est précisément de cette réorganisation de la direction de l'Armée qui, au départ, n'avait pas de visées proprement politiques, que commence l'évolution par laquelle la critique, latente depuis longtemps, des aberrations du régime hitlérien, s'est finalement transformée en une véritable attitude d'opposition, notamment dans le comportement du chef de l'état-major, Ludwig Beck.

Pour apprécier à sa juste valeur ce premier point marquant d'une activité d'opposition dans le centre même de la direction militaire, il faudra se rappeler que la force armée – à la différence de ce qui s'était passé lors de l'établissement du régime totalitaire soviétique — avait été reprise par Hitler telle quelle ; elle avait même été renforcée par le réarmement et le service militaire obligatoire et à peine touchée par la mise au pas qui sévissait dans tous les autres domaines. Même après le revirement de février 1938, elle avait gardé entière sa fierté traditionnelle, elle se savait indispensable pour la réalisation des projets d'expansion de Hitler : cependant, le sentiment de sa personnalité « d'État dans l'État », tel que von Seeckt le lui avait légué, se manifestait à l'égard du national-socialisme presque exclusivement dans un esprit négatif. Pour la première fois, un changement d'attitude apparaît au printemps 1938 quand on apprend les projets de guerre contre la Tchécoslovaquie. Certes, dans les protestations de Beck, les hésitations et objections devant les risques *militaires* de la guerre occupent une place importante et ses tentatives, tout d'abord pleines de promesses, d'entraîner, par ces objections, tous les généraux à « faire grève » s'étaient appuyées essentiellement sur cette mise en garde devant une aventure guerrière à l'issue incertaine. Mais, derrière ces objections, se dressait désormais très nettement la conscience grandissante du caractère criminel du régime et du devoir même des militaires « apolitiques » de s'enquérir des conditions morales et politiques de leur activité. Aussi était-ce bien là le point où les hésitations des militaires se rencontrèrent avec les premières tentatives concrètes révolutionnaires de l'opposition des civils.

Cette première action sérieuse de résistance sur un plan élevé qui, dans les jours de la crise tchécoslovaque, a atteint son sommet dramatique et, par l'accord de Munich, son arrêt soudain, a montré cette conjonction de motifs militairo-pragmatiques et de raisons politico-morales qui caractérise l'évolution ultérieure de la Résistance, du moins dans la mesure où, au delà de la résistance individuelle ou de quelques actes de sabotage, elle visait la chute du régime. Certes, dans leurs efforts pour gagner le soutien de certains militaires, les résistants civils se sont eux aussi servi, comme arguments, des risques de la guerre et de la défaite inéluctable. Mais à aucun moment et pour aucune action importante de résistance, n'est exacte l'affirmation si souvent avancée que seuls les échecs de Hitler auraient provoqué et accéléré les projets et les efforts de l'opposition allemande. Le seul fait de l'annexion de l'Autriche, revendication de « réunification nationale », soutenue depuis 1918 aussi par des politiciens de gauche, aurait alors dû priver la conjuration de 1938 de ses arguments essentiels. L'étroite connexion de considérations militairo-politiques d'une part, politico-morales de l'autre, se manifeste encore plus nettement dans les nouvelles tentatives pour se débarrasser de Hitler, qui, même après la mise à la retraite de Beck, après le contrecoup de la Conférence de Munich et après les débuts si prometteurs de la guerre, ont été à plusieurs reprises entamées ou soutenues par des généraux comme Hammerstein, Witzleben, Halder, Stülpnagel.

Ces observations préliminaires nous paraissent indispensables pour

faire comprendre le cheminement vers le putsch du 20 juillet dans ses multiples ramifications, et en même temps pour présenter sous leur vrai jour les critiques qui se sont élevées devant l'échec de l'opposition. Certes, ce fut seulement par la constatation évidente que la défaite allemande était inévitable, que la première opposition d'une petite minorité s'augmenta de ce grand nombre de collaborateurs et de complices — officiers comme civils — élargissement qui, dans un État totalitaire et en pleine guerre offrait seul quelques chances de succès à une entreprise révolutionnaire. Mais surtout, depuis l'été 1938, toutes les expériences avaient démontré qu'il n'était pas possible d'exercer quelque influence sur Hitler lui-même, ni d'amener les généraux dans leur totalité à abandonner leur concept pétrifié de l'obéissance, même face à un Hitler. Ainsi, toutes les considérations et toutes les discussions relatives à la possibilité d'un changement du régime et de sa politique se concentraient de plus en plus autour du problème de la suppression de Hitler, de l'assassinat du tyran. C'était le côté particulier et douloureux d'un mouvement de résistance qui, à la différence de ce qui se passait dans les territoires occupés où la Résistance, dans un sursaut de patriotisme, se dressait contre l'envahisseur étranger, devait se retourner contre son propre gouvernement apparemment victorieux et indiscutablement porté par l'assentiment de la majorité de la population.

Sur ce point, les opinions n'ont cessé de diverger au sein même de l'opposition. Elles allaient du rigorisme éthique du *Cercle de Kreisau*, hostile jusqu'au bout à la suppression violente de Hitler puisque la rénovation de l'Allemagne ne devait pas se faire dans l'effusion de sang et la violence, jusqu'à la prise de position — il est vrai isolée — d'un théologien comme Dietrich Bonhoeffer qui proclamait comme un devoir de prier chaque jour pour la défaite de son pays. Mais là encore se produisait un enchaînement irréductible de considérations politico-militaires et morales : les hésitations les plus sérieuses résultaient de la conviction que l'écroulement du régime et de son chef au cours de la guerre — notamment devant le refus de tout engagement de la part des Alliés — pouvait servir de prétexte pour une nouvelle légende de « coup de poignard dans le dos », qu'elle accablerait la Résistance du reproche de la trahison et qu'elle grèverait l'Allemagne post-hitlérienne d'une hypothèque encore plus lourde à porter que celle qui, à l'époque, avait pesé sur la République de Weimar. A cela s'ajoutait le serment prêté à Hitler personnellement, serment derrière lequel se retranchait le groupe imposant d'officiers et de fonctionnaires indécis et semi-résistants chaque fois qu'il se voyait dans l'obligation de passer d'une critique sans conséquence à une action qui l'aurait engagé.

Après la guerre, des critiques non allemands ou bien n'ont pas reconnu ces conflits internes ou les ont interprétés unilatéralement comme des tentatives de nationalistes allemands de donner *in extremis* une tournure favorable à la guerre perdue par Hitler. D'autre part, on rencontre, même aujourd'hui encore en Allemagne, une tendance à lier la défaite à des actes de trahison de la Résistance. Notamment au sein des puissantes associations d'anciens combattants, on n'a pas encore pu dégager les circonstances qui ont abouti au 20 juillet, du faux jour et de la diffamation qui pèsent sur elles. Cela tient non seulement à la persistance indiscutable de la propagande nationale-socialiste qui se grave si facilement dans les cerveaux, mais plus encore aux difficultés de faire comprendre à la génération présente le complet renversement des valeurs et conceptions dans l'État totalitaire. Jusqu'au dernier jour de la guerre, beaucoup de nos contemporains sont restés attachés aux vieilles conceptions prussiennes de fidélité et d'obéissance à la patrie, parce qu'ils ne pouvaient ou ne voulaient pas saisir la réalité du régime de terreur de Hitler. Encore tout récemment, dans un

livre très répandu, une journaliste allemande intelligente (Margret Boveri) a pu faire figurer dans une galerie de *La trahison au XX^e siècle*, côte à côte avec des Quisling et des Laval, les représentants de la Résistance allemande : preuve manifeste, combien ce renversement des concepts est encore resté étranger même à des historiens qui, par ailleurs, ne manquent pas de jugement.

Notre analyse du 20 juillet 1944 devra partir de cet état de fait qui est d'ailleurs déterminant aussi pour la relation des événements mêmes. Car, autant le déroulement dramatique des événements a été éclairci entre temps, autant les prolégomènes et l'échec du putsch demeurent peu compréhensibles si l'on ne met pas en pleine lumière, à côté des obstacles extérieurs, aussi les conflits psychologiques.

La préparation du putsch

Après le grave échec que l'opposition avait subi en automne 1938, l'acheminement vers la deuxième guerre mondiale nécessitait un regroupement des fronts. L'activité se situait de plus en plus vers le domaine de l'*Abwehr* qui, grâce à ses contacts avec Beck, permit à beaucoup de suspects de se camoufler et de se protéger. En outre, par suite de ses relations et de ses possibilités d'information, l'*Abwehr* devint le point d'appui principal de la Résistance. C'est surtout le général Oster, fils d'un pasteur saxon, qui a très habilement noué et tenu les fils de la fronde militaire et civile. Adversaire du régime depuis l'assassinat de Schleicher, couvert par son chef, l'amiral Canaris, et devenu ainsi presque inattaquable, son activité s'est manifestée, jusqu'au début de la guerre, de diverses manières : dans ses contacts avec le préfet de police de Berlin, dans son projet de faire interner Hitler dans un asile d'aliénés, dans des premiers projets d'attentat, dans les incessants voyages de Goerdeler pour nouer des contacts dans les pays occidentaux, dans le plan avorté de faire arrêter Hitler au cours d'une visite de la *Ligne Siegfried*, enfin dans la tentative désespérée d'Oster — qu'on stigmatise encore aujourd'hui de crime de haute trahison — d'entrer en pourparlers avec l'étranger par la voie du Vatican et d'empêcher Hitler, par des avertissements adressés à l'état-major hollandais, de remporter de nouveaux succès à l'Ouest.

D'autant plus grands encore étaient les obstacles que le déroulement de la guerre même opposait, jusqu'en 1942, à toute tentative de résistance : à côté des conflits psychologiques et moraux, c'était notamment la formidable extension prise par les organes de contrôle et de répression, conséquence directe de la guerre, de la mobilisation de toutes les forces, de l'aggravation des mesures de terreur aussi à l'intérieur du pays. Il est vrai que l'extrême tension à laquelle était soumis le système pendant la guerre, fit découvrir aussi de nombreux points faibles et des lacunes dans les dispositifs de domination et de contrôle de l'État totalitaire. Les sphères militaires en particulier acquirent une prédominance qui devait profiter à la création et au camouflage de nouvelles initiatives d'activités oppositionnelles. Ce fut encore Oster qui sut introduire dans ses services

et placer ainsi dans des positions-clés des dirigeants importants de la Résistance civile, tels le juriste Hans von Dohnanyi et le beau-frère de celui-ci, Dietrich Bonhoeffer. Les services de l'*Abwehr* et, dans une certaine mesure, aussi l'Oberkommando de la *Wehrmacht*, avec le futur commandant de Paris, le général von Stülpnagel, devinrent ainsi des centres de la Résistance. Après le succès de Hitler à l'Ouest, que les hésitations françaises, durant la campagne de Pologne, avaient rendus possibles, les chances d'un coup d'État avaient, certes, de nouveau diminué. Les conflits de Hitler avec les généraux, pendant la campagne d'hiver en Russie (1941-1942), recréèrent de nouveaux points de départ pour des entreprises subversives concrètes.

Ainsi commença la phase la plus dure mais aussi décisive de la Résistance. Elle se trouva d'une part devant l'extension colossale de l'Empire nazi, d'autre part, et en dépit des tentatives de rapprochement de Bonhoeffer et de l'évêque de Chichester (1942), devant un isolement que rien ne pouvait plus arrêter. En Allemagne même, elle trouva peu de résonance, à l'étranger non seulement elle ne rencontra pas de soutien mais, au contraire, une méfiance croissante. Ainsi, désormais, les adversaires de Hitler et de son système ne pouvaient plus justifier leur entreprise par des espoirs de succès extérieurs, mais presque uniquement par des considérations d'ordre moral et juridique. En dépit de tout cela, la continuité de la Résistance a pu être maintenue et son réseau de liaisons a même été perfectionné mois après mois : ceci longtemps avant qu'on ait pu entrevoir des revers décisifs du régime et à plus forte raison la défaite. Comme la guerre avait entraîné une considérable augmentation du nombre des officiers, évidemment le complot ne pouvait plus se limiter au cercle étroit des initiés. Par ailleurs, depuis le début de la campagne de Russie, les mesures de protection de Hitler avaient été encore considérablement renforcées ; le *Führer* vivait désormais presque exclusivement dans les abris hermétiquement verrouillés de son Grand Quartier général et ne se montrait plus que rarement en public. Cette situation a eu, par la suite, des conséquences fatales dans l'histoire des diverses tentatives d'attentats.

Toutefois, le rajeunissement et l'élargissement du corps des officiers ont en même temps amené à la volonté de résistance des forces et des impulsions nouvelles. Le fait d'avoir vécu, au delà de toute propagande, la réalité de la stratégie hitlérienne, de sa politique d'occupation et d'extermination juive, a conduit depuis 1941 vers les groupes stagnants de la première Résistance une série de jeunes officiers activistes qui, plus énergiquement que les généraux retenus par leurs scrupules et leurs traditions, poussaient à l'action directe. Le représentant le plus marquant de ce processus d'évolution qui, à partir de 1941-1942, ouvrit une nouvelle phase du mouvement de résistance fut le futur colonel comte Claus Schenk von Stauffenberg. C'était un descendant de la noblesse catholique souabe ; du côté maternel, il était apparenté à la famille des Yorck et il

comptait Gneisenau parmi ses aïeux. Né en 1907, cet officier d'état-major dont le frère, Berthold, professeur de droit international, rejoignit en même temps que lui l'opposition, venait du cercle de Stefan George et n'avait, au début, nullement dit non au *IIIe Reich*. Maintenant, face aux réalités du système totalitaire et de sa guerre et bien qu'installé dans une carrière brillante, il était peu à peu devenu l'adversaire le plus décidé du régime. Ses étroits contacts aussi avec les milieux de gauche, notamment avec Julius Leber, la personnalité la plus marquante de la Résistance socialiste, lui ont permis de dépasser rapidement le cadre d'une fronde exclusivement militaire comme d'ailleurs aussi celui du cercle autour de Goerdeler qui rêvait de restauration selon la tradition des conservateurs.

Mais avant toutes choses et dès le début, Stauffenberg était convaincu que l'élimination de Hitler et la révolution elle-même devaient précéder tous les projets de réorganisation future dont de larges milieux de la Résistance s'occupaient trop exclusivement. Certes, depuis 1942, il avait inlassablement noué des relations avec tous les groupements dignes d'attention. Mais justement, face aux divergences des groupes de Résistance, ses efforts visaient surtout à consolider les points d'appui à l'intérieur de la *Wehrmacht* et à préparer le coup d'État lui-même. A côté de ses amis de la Résistance civile et de ce qui restait de généraux opposants, c'était surtout un groupe de jeunes officiers qui lui étaient fidèlement dévoués et que ne retenaient pas les scrupules des militaires et des fonctionnaires qui avaient blanchi sous le harnais. Aussi, est-ce essentiellement la génération des hommes de 30 à 40 ans qui, dans les différents domaines, a préparé et suivi les voies de l'action directe. Ils étaient décidés à courir en Allemagne même le risque d'une nouvelle légende du « coup de poignard dans le dos », et aussi le reproche — effectivement fait — à l'étranger d'avoir essayé de renverser Hitler uniquement pour des raisons d'opportunité nationale et militaire. Même après qu'eût été demandée l'*unconditional surrender* (reddition sans conditions), ils étaient encore prêts à assumer ce double reproche. Qu'on se rappelle que, deux semaines après le 20 juillet 1944, Winston Churchill, tout en sachant le contraire, déclarait à la Chambre des Communes que l'Angleterre n'y avait d'autre intérêt que de voir les seigneurs du *IIIe Reich* s'entre-déchirer réciproquement.

A côté de Stauffenberg, deux jeunes généraux donnèrent l'impulsion aux projets et à l'organisation du coup d'État. Frédéric Olbricht, en sa qualité de chef de l'*Office militaire (Heeresamt)* de Berlin, sut utiliser ses larges relations avec toutes les unités de l'Armée et attiser l'indignation des chefs militaires devant la terreur ordonnée par Hitler dans les territoires occupés et leur exécution par les S.S. Par ses mains passaient les fils qui aboutissaient aux généraux Beck, Oster, Witzleben, Thomas, Falkenhausen ; il était lié d'amitié avec Goerdeler ; il demeura par la suite l'infatigable organisateur technique des projets de coup d'État.

Sur le front russe, l'agent principal de l'opposition militaire était le général de brigade Henning von Tresckow ; dans son état-major, il réunissait un groupe d'officiers aux mêmes tendances ; sans cesse il s'appliquait à influencer son chef, von Kluge ; c'est lui qui préparait les différentes tentatives d'attentat. Malheureusement, on ne réussit pas davantage, par la suite, à décider un des commandants en chef sur le front à lâcher Hitler, et ainsi ses efforts réitérés restaient-ils également circonscrits dans le domaine d'une action purement psychologique.

C'est pourquoi les services berlinois et l'armée de réserve stationnée en Allemagne devinrent de plus en plus le foyer autour duquel tournaient tous les projets. A la suite de nombreux échanges de vues avec Tresckow, Olbricht opéra de façon à placer des officiers ayant sa confiance dans tous les centres importants de la *Wehrmacht* stationnés en Allemagne même ; ils devaient, notamment à Berlin, à Vienne, à Cologne et à Munich, préparer un coup de surprise contre le parti et les S.S. pour le moment de l'élimination de Hitler. Dès ce moment (1942-1943) fut fixé le mot d'ordre de *Walkyrie* qui devait déclencher l'engagement de toutes les troupes disponibles à l'intérieur pour parfaire et consolider la révolution. Comme, par la suite, on ne réussit pas davantage à gagner à l'action un général en vue du front, que même la chance de Stalingrad ne put être mise à profit par suite de l'indécision de Paulus, l'initiative resta au groupe berlinois autour d'Olbricht qui, depuis octobre 1943, avait été nettement renforcé par le retour de Stauffenberg, grièvement blessé en Afrique du Nord. Même quand, en avril 1943, la *Gestapo* mit fin à l'activité des services du général Oster et arrêta définitivement ses principaux collaborateurs, dont Dohnanyi et Dietrich Bonhoeffer, on réussit à faire traîner jusqu'au 20 juillet 1944 le procès en haute trahison, qui aurait évidemment constitué une menace mortelle pour tout le mouvement. Mais, de ce fait, le centre de liaisons le plus complet de la Résistance, en même temps base importante des projets de révolte militaire autour du général Oster, était touché dans ses œuvres vives. Au même moment, Beck atteint d'une grave maladie, resta indisponible pendant de longs mois ; après s'être tiré d'une grave opération, il ne possédait plus que des moyens d'action limités.

Entre temps, il est vrai, les bases militaires et politiques du *III*e *Reich* avaient été, elles aussi, sérieusement ébranlées. Les catastrophes de Stalingrad et de Tunisie étaient suivies d'autres revers en Russie ainsi que de la chute de Mussolini et de la capitulation italienne ; à l'Ouest, l'invasion des Alliés se fit menaçante. Dans ces conditions et bien que le régime national-socialiste s'efforçât de les contrecarrer en renforçant la terreur à l'intérieur et en poussant au maximum à la « guerre totale », les efforts de l'opposition retrouvèrent parmi les militaires un écho accru. Tresckow croyait, au mois d'août 1943, avoir convaincu les trois commandants de groupes d'armées à l'Est (Kluge, Manstein, Küchler) — il est vrai pour le moment seulement pour une démarche de protestation auprès de Hitler.

Toutefois, au mois de septembre 1943, Kluge rencontra, dans l'appartement d'Olbricht, Beck et Goerdeler et, se rendant aux arguments de Beck, il semble avoir reconnu la nécessité de faire disparaître Hitler. Goerdeler, bien que toujours sceptique devant les chances d'un attentat, a désigné cette conversation comme l'acte de naissance du 20 juillet, sans tenir compte suffisamment des projets et tentatives d'assassinat antérieurs. Au demeurant, Kluge en qui, enfin, on croyait avoir trouvé un allié dans les plus hautes sphères du commandement, fut éliminé dès le mois suivant par un grave accident d'auto. Surtout, Tresckow fut mis hors d'état d'agir : il reçut comme chef le maréchal Busch, entièrement dévoué à Hitler ; vainement, il tenta d'être muté à l'O.K.W. ou au Quartier général du *Führer* pour trouver ainsi une chance directe de réaliser un attentat. La relation de son ami Schlabrendorff *(Officiers contre Hitler)* fait comprendre dans quelles circonstances ont échoué, dans les mois suivants, de nombreuses tentatives d'attentats, aussi difficiles que hardies, du cercle de Tresckow : partie par suite de la claustration hermétique de Hitler, partie par l'effet de mille hasards petits et grands, partie enfin parce qu'on tenait à faire disparaître en même temps Himmler et Gœring pour éviter ainsi la menace d'une guerre civile, c'est-à-dire un combat avec les S.S. et les unités de l'Armée de l'Air stationnées à Berlin.

Dans cette situation, Stauffenberg se manifestait alors de plus en plus nettement comme la force agissante ; il était entouré d'un groupe grandissant de jeunes officiers ; nous le trouvons associé à tous les projets d'attentats. C'est lui, en premier lieu, qui, depuis son activité à Berlin, a infusé une nouvelle impulsion aux préparatifs et à l'organisation de la révolte ; c'est lui qui, après l'élimination d'Oster et de Tresckow, a continué leurs efforts avec, si possible, encore plus de décision et d'ardeur. Nullement retenu — comme l'était encore Beck — par d'incessants conflits intérieurs, doutes et hésitations, ne s'empêtrant pas non plus — comme Goerdeler — dans une activité débordante, Stauffenberg, en collaboration avec son ami Julius Leber, qui critiquait d'une façon analogue et d'un point de vue civil les hésitations des milieux résistants, a, au dernier moment encore, entraîné l'opposition à l'action. Dans sa position centrale, à Berlin, comme premier collaborateur d'Olbricht, il a, depuis octobre 1943, regroupé pour un nouveau départ les éléments de Résistance existants. A la place de Kluge et à défaut du général d'armée, Fromm, chef de l'armée de l'intérieur, qui persistait dans une attitude incertaine, on avait recruté comme chef militaire le maréchal en retraite von Witzleben ; c'est lui qui a signé les ordres — préparés par Stauffenberg — aux unités qui, au moment de la révolte, devaient être engagées.

Quand, au début de 1944, la *Gestapo* porta de nouveaux coups à certaines parties de l'opposition, quand, par l'arrestation du comte de Moltke, elle dispersa le *cercle de Kreisau*, quand, au mois de février, elle élimina encore le puissant bastion de Canaris et par là même le dernier

contrepoids contre l'appareil policier et les S.S. de Himmler, alors les conjurés groupés autour de Stauffenberg passèrent définitivement sur les scrupules et les hésitations du groupe de Goerdeler. Dans toutes les villes importantes avaient été installés entre temps les hommes de confiance militaires et civils, grâce auxquels le coup d'État de Berlin devait se répandre comme un coup de foudre sur toute l'Allemagne. Il est étonnant que, malgré le nombre grandissant des voyages dangereux et des activités conduisant partout à recruter des hommes de confiance, l'entreprise ait pu être tenue secrète jusqu'au bout. On rédigea des proclamations, des tracts, des émissions radiophoniques ; on élabora des ordonnances pour les premières heures critiques après le soulèvement ; on s'apprêta à éclairer à fond la population sur la signification et la légitimité du coup d'État, ainsi que sur le véritable caractère du régime renversé ; enfin, on prit des dispositions pour prévenir le contre-putsch national-socialiste auquel il fallait bien s'attendre.

Certes, l'état de nervosité, au camp des conjurés, avait désormais atteint un tel degré qu'il provoquait des conflits entre le cercle groupé autour de Leber et le groupe Goerdeler qui s'attardait à façonner des plans trop perfectionnés. Il se produisit aussi des manifestations de méfiance des socialistes à l'égard des militaires qui — à leur sens — ne cessaient de tergiverser. Chaque jour, depuis le printemps 1944, il fallait escompter la découverte du complot, d'autant plus que Leber et ses amis avaient, depuis des mois, multiplié leurs efforts pour resserrer et renforcer le réseau des cellules de résistance d'anciens socialistes et syndicalistes pour que le putsch militaire puisse être étayé aussi par les masses dans une rapide prise de pouvoir politique et qu'il repose sur des bases plus larges. Après de longues hésitations et afin de s'informer sur les buts des groupes de résistance communistes, Leber et son ami Reichwein ont finalement, au début de juillet, pris aussi des contacts dans cette direction. Mais déjà, dans la première rencontre de ce genre, un mouchard de la *Gestapo* avait réussi à s'infiltrer. La veille même du débarquement, l'arrestation de Leber et de Reichwein tombe comme un coup de foudre au milieu des conciliabules devenus incessants ; elle fit mûrir les efforts avec une rapidité dramatique.

Désormais, il ne restait aux conjurés d'autre choix que de déclencher l'action au plus vite, d'en finir aussitôt avec la guerre à l'Ouest, ou bien de se résigner et de laisser jusqu'au bout à Hitler toute la responsabilité de la catastrophe. Même Stauffenberg semble, par moments, avoir hésité et avoir senti « le trop tard » de la situation, lorqu'il reçut un message de Tresckow qui, mieux que tous les jugements ultérieurs, prouve le fondement essentiellement moral du 20 juillet 1944 et en écarte le reproche d'opportunisme ou de lâcheté dont, après la propagande nationale-socialiste, même des critiques l'ont chargé en Allemagne et à l'étranger. Dans ce message, Tresckow adjura Stauffenberg de passer à l'attentat aussitôt, coûte que coûte. *Même si on devait échouer, il faudra quand même*

agir à Berlin. Car ce qui importe, ce n'est plus tant le but pratique que la démonstration devant le monde et devant l'histoire que le mouvement de Résistance allemand a osé faire le pas décisif. Tout le reste est sans importance. Et, le même jour, Stauffenberg fit passer à la femme de Leber, ce mot : « Nous sommes conscients de notre devoir. »

L'attentat et le putsch

Le nouvel état de choses — exécution accélérée de tous les projets et situation sur le front à l'Ouest — a poussé Stauffenberg à s'adresser au maréchal Rommel qui, en tant que chef du groupe d'armées, était chargé des opérations sur le front de l'invasion. Par l'entremise de Speidel, son chef d'état-major, les conjurés essayaient désormais de gagner non seulement l'armée en France, mais aussi le chef le plus populaire. Déjà auparavant, Goerdeler, par des intermédiaires influents, avait agi dans le même sens et la situation militaire poussait maintenant Rommel lui-même qui, pourtant, n'était que soldat, à poser à Hitler un ultimatum lui enjoignant d'en finir avec la guerre. Rommel était même disposé à faire, le cas échéant, le nécessaire pour provoquer l'arrestation et la condamnation de Hitler. Le plan d'action soutenu par Stülpnagel — mais pas par Rundstedt, commandant en chef à l'Ouest — tendait à un armistice à l'Ouest et à l'évacuation de tous les territoires occupés pour, ensuite, soutenir avec l'armée de France le gouvernement révolutionnaire. Le remplacement de Rundstedt par Kluge semblait, au début de juillet, améliorer les perspectives de l'entreprise, même si Kluge devait à nouveau hésiter à agir tant que Hitler serait vivant. Un cousin de Stauffenberg, le lieutenant-colonel von Hofacker, proche collaborateur de Stülpnagel, se chargea de la coordination des préparatifs de Berlin et de Paris.

Un hasard heureux vint à la rescousse des fébriles efforts. Au début de juillet, Stauffenberg avait été promu chef d'état-major de Fromm et, au nom de ce dernier, il lui était possible, non seulement de faire passer des ordres à toutes les unités stationnées en Allemagne, et de mettre passagèrement à l'écart son chef toujours hésitant, mais encore, et seul parmi les conjurés, de participer officiellement aux conférences de Hitler sur la situation militaire. Ce fait fut déterminant pour l'immédiate décision de Stauffenberg de commettre l'attentat lui-même en utilisant une bombe anglaise à retardement que l'*Abwehr* devait lui procurer ; depuis l'explosion au mois de décembre 1943, d'un stock assez important d'explosifs, qui avait déjà failli faire découvrir le complot, il était devenu presque impossible de se procurer, de transporter et de conserver le matériel approprié. La bombe anglaise pouvait être emportée dans une serviette et elle était d'un maniement suffisamment simple pour être déclenchée avec les trois doigts de la main gauche, les seuls qui étaient restés à Stauffenberg après la perte du bras droit et la mutilation de son bras gauche.

A toutes les discussions sur l'opportunité de ce plan, il faut objecter qu'il constituait la dernière possibilité après une longue série d'échecs de tentatives d'attentats. Déjà, le 11 juillet, Stauffenberg avait emporté la bombe dans sa serviette pour assister à une conférence autour du *Führer* à Berchtesgaden ; mais, constatant que Himmler n'était pas présent, il n'en avait pas déclenché le mouvement. Kluge, comme Rommel, avait exigé que Himmler et Gœring soient exterminés en même temps que Hitler. La même situation se retrouva le 15 juillet, cette fois au Quartier général du *Führer*, en Prusse orientale. Chaque fois, les unités destinées à occuper Berlin avaient été mises en état d'alerte, chaque fois il fallut contremander la manœuvre si dangereuse et la camoufler en « exercice ».

Toute nouvelle temporisation était devenue impossible quand, le 17 juillet, Rommel se trouva écarté par une blessure et que, le 18 juillet, la *Gestapo* s'apprêta à arrêter Goerdeler. Stauffenberg l'obligea à se cacher pour ne pas tout compromettre au dernier moment ; ainsi commença la fuite qui a conduit Goerdeler durant plusieurs semaines à travers toute l'Allemagne. Dans la matinée du 20 juillet, Stauffenberg, accompagné de son aide de camp et ami, le lieutenant von Haeften, s'envola à nouveau vers le Quartier général du *Führer* en Prusse orientale. Après leur arrivée à Rastenburg, ils donnèrent les instructions nécessaires afin qu'un avion soit tenu prêt vers midi pour leur retour à Berlin. Au Quartier général hermétiquement barricadé du *Führer*, la conférence commença dès 12 h 30 puisqu'on attendait la visite de Mussolini pour 14 h 30. Stauffenberg entra dans la baraque en retard après avoir déclenché — manipulation pleine de dangers — la minuterie, à l'aide d'une pince dont il pouvait encore se servir avec les trois doigts qui lui restaient. Il avait un délai de 10 minutes jusqu'au moment de l'explosion. Le parcours à travers le dernier barrage avant la baraque où se tenait la conférence prit trois minutes ; fort heureusement, la conférence, avec un léger retard, était déjà commencée. Himmler et Gœring s'étaient fait représenter ; au total, 25 personnes étaient présentes. Stauffenberg fut introduit par Keitel et reçut de Hitler une poignée de main. Il déposa sa serviette à côté de Hitler près de la table aux cartes cependant que Heusinger poursuivait sa conférence sur la situation. Sous le prétexte de prendre d'urgence une communication téléphonique de Berlin pour recevoir des informations utiles à sa propre conférence, Stauffenberg quitta aussitôt de nouveau la baraque et quand Keitel, qui s'était aperçu de son absence et était parti à sa recherche revint dans la pièce, la bombe explosa à 12 h 42. Déjà installé dans sa voiture, Stauffenberg observa l'explosion ; il fut bien retenu par le poste de garde à l'intérieur, mais réussit finalement, grâce à une communication téléphonique fictive, à obtenir le passage. De la même façon, il sut tromper le poste de garde extérieur qui, entre temps, avait déjà été alerté, et vers 13 h, l'avion qui les attendait déjà, prit l'air avec les deux officiers.

On peut se représenter l'insupportable tension qui étreignit Stauffenberg et Haeften au cours du vol vers Berlin. Deux heures et demie d'inactivité tandis qu'il existait toujours de nombreux facteurs d'incertitude : Hitler était-il mort ? Le général Fellgiebel, chef des services d'informations et complice des conjurés, avait-il comme convenu fait couper toutes les communications et, de ce fait, isolé le Grand Quartier général ? L'action à Berlin avait-elle démarré avec succès ? Par une première conversation téléphonique, à partir du champ d'aviation de Rangsdorf près de Berlin, Stauffenberg apprit qu'Olbricht n'avait pas encore déclenché l'état d'alerte. Il exigea qu'on agisse sans délai et se précipita ensuite au ministère de la Guerre, dans la *Bendlerstrasse* à Berlin (qui s'appelle maintenant *Stauffenbergstrasse*). Au cours de ces quarante minutes, à peu près depuis quatre heures de l'après-midi, Olbricht fit téléphoner aux différentes unités les ordres préparés de longue date de passer à l'action. En même temps, il incita le commandant de Berlin qui était aussi dans le complot, le général Paul von Haase, oncle de Dietrich Bonhoeffer — incarcéré depuis 1943 — à mettre en marche toutes les forces dont il disposait et à prendre les mesures nécessaires dans Berlin même. Simultanément, on fit prendre à son domicile personnel Beck, le chef d'État présomptif du régime de transition projeté, tandis qu'Olbricht confia à Fromm que Hitler était tombé victime d'un attentat et qu'il devait sans délai alerter les commandants des régions militaires avec le mot *Walkyrie*. Fromm hésita, voulut d'abord lui-même demander confirmation de la mort de Hitler, sur quoi Olbricht, sans défiance, demanda une communication urgente avec le Quartier général du *Führer*. De là, peu après 16 h, Keitel fit savoir qu'il y avait bien eu un attentat, mais que Hitler était à peine blessé. A la question de Keitel : « Où était passé Stauffenberg ? » Fromm, qui ne se doutait de rien, ne pouvait répondre, tandis qu'Olbricht, plein de lourds pressentiments, mais sans en rien laisser voir, quitta le bureau de Fromm.

Entre temps, les ordres d'alerte continuaient à être transmis, Beck était arrivé en civil à la *Bendlerstrasse* ; en toute hâte survint aussi Stauffenberg qui raconta ce qui s'était passé. Il déclara que les informations de Keitel étaient une tentative de duperie puisque, témoin oculaire de la formidable explosion, il était convaincu que l'attentat avait réussi. Il insista pour qu'on agisse immédiatement et, par une conversation téléphonique avec Hofacker qui venait de rentrer à Paris, il déclencha aussi l'action de Stülpnagel. Le préfet de police de Berlin, comte de Helldorff, qui avait été initié au secret, parut également et reçut les ordres nécessaires. Certes, les doutes s'étaient accentués. Mais ce qui décida de la poursuite de l'action, ce fut la déclaration ferme et impérieuse de Beck que, maintenant, il ne fallait à aucun prix se laisser troubler par les démentis du parti adverse. Que Hitler fût mort ou non, il ne restait plus qu'à agir avec décision. Ce ne serait qu'après plusieurs heures que le Quartier général pourrait fournir la preuve irréfutable que Hitler — et non pas un

sosie — était en vie ; d'ici là, l'action de Berlin devrait avoir abouti.

Pour gagner à celle-ci Fromm avant qu'il puisse agir lui-même, Olbricht et Stauffenberg se précipitèrent à nouveau à son bureau. Comme Fromm n'ajoutait pas foi aux affirmations de Stauffenberg, il y eut aussitôt une violente altercation quand Fromm apprit que l'action avait déjà démarré. Il somma Stauffenberg de se tirer sans délai une balle dans la tête. Quand il voulut ordonner l'arrestation de tous ceux qui avaient pris part au complot, Fromm et Olbricht en arrivèrent aux mains. Haeften et un autre jeune officier accoururent le pistolet à la main et Fromm fut enfermé dans le bureau voisin de son aide de camp ; les fils téléphoniques furent coupés. Entre temps était arrivé aussi le général de corps d'armée Hoepner ; il avait été suspendu de ses fonctions en 1941 parce qu'il n'avait pas tenu compte d'un ordre insensé de Hitler de « tenir à tout prix » ; maintenant, il participait activement à la conjuration. Stauffenberg, de son côté, fit bloquer la *Bendlerstrasse* par un groupe du régiment de garde sous les ordres d'un lieutenant, ami de Haeften. A partir de ce moment, on ne pouvait plus entrer au ministère de la Guerre ni en sortir sans l'autorisation de Stauffenberg. Un officier S.S. des services de sécurité de Kaltenbrunner qui, dès ce moment (à peu près 17 h) se présentait avec ordre de s'assurer de la personne de Stauffenberg, fut arrêté, lui et ses hommes. Ensuite, Beck eut une violente explication avec le commandant de Berlin, le général Kortzfleisch, qui protesta avec véhémence contre les ordres d'alerte et qui, là-dessus, fut arrêté à son tour.

Ensuite, vers 17 h 30 et selon les plans prévus, tout le quartier des ministères fut bloqué par le régiment de garde sous les ordres du commandant Remer qui, il est vrai, n'avait pas été mis dans le secret. De même continuaient à être transmis comme prévu les ordres aux troupes stationnées en dehors de Berlin et aux régions militaires. Ils étaient déjà signés par von Witzleben comme nouveau chef de la *Wehrmacht*. Une heure plus tard (18 h 30), le poste émetteur « Allemagne » *(Deutschlandsender)* donna le premier bref communiqué sur l'attentat manqué. Beck croyait encore qu'on voulait intentionnellement induire le peuple en erreur, mais en même temps il devint évident que l'occupation prévue de la maison de la radio n'avait pas réussi. Dès ce moment affluèrent sans arrêt de toutes les contrées de l'Allemagne, des appels urgents de chefs militaires qui, devant le communiqué de la radio, ne savaient que penser des ordres d'alerte envoyés de Berlin. A nouveau, Stauffenberg se porta garant de la mort de Hitler et adressa dans ce sens de toute urgence des télégrammes à tous les chefs militaires. Mais déjà se faisaient sentir les conséquences du fait qu'une minorité seulement des hommes présents au ministère de la Guerre connaissait effectivement la signification des événements si bien que, même là, les conjurés étant en minorité, la situation n'était nullement assurée, d'autant plus qu'à tout instant il fallait faire arrêter et surveiller de nouveaux arrivants.

Tandis que les premiers éléments des unités alertées arrivaient à Berlin, Witzleben apparut enfin dans la *Bendlerstrasse*. Aussitôt, dans un entretien avec Beck et Stauffenberg, il critiqua les faiblesses, déjà visibles de l'action ; il considérait manifestement, dès ce moment, qu'elle avait échoué puisqu'il quitta aussitôt de nouveau la *Bendlerstrasse* tandis que, dans toute la maison, augmentaient l'inquiétude et l'incertitude. Sans arrêt, arrivèrent des télégrammes qui témoignaient des incertitudes des chefs militaires alertés puisque, entre temps, Keitel leur avait catégoriquement défendu, du Grand Quartier général, d'accepter désormais de la *Bendlerstrasse* des ordres quels qu'ils fussent. Mais particulièrement funestes furent les conséquences du fait que, à Berlin même, l'action traîna avec une extrême lenteur si bien qu'après 20 h on n'avait même pas atteint certains buts de première urgence tels que l'occupation du poste émetteur de Berlin et du ministère de Gœbbels, ou l'arrestation de chefs S.S. importants. En réalité, le commandant Remer, au lieu d'éliminer Gœbbels et d'occuper le quartier des Ministères, s'était laissé convaincre par le ministre de la Propagande d'entrer en conversation téléphonique avec le Quartier général du *Führer* et avait été alors chargé par Hitler personnellement d'étouffer l'émeute. On payait cher de ne pas avoir pu remplacer, dans les semaines précédentes et malgré tous les efforts, ce Remer dénué de personnalité par un homme de l'opposition. La mise en valeur après coup de son rôle de sauveur du régime nazi, rôle qui devait d'ailleurs servir l'activité néo-nazie de Remer dans les années d'après-guerre, est contredite par le fait que, homme de strict esprit militaire, qui avait même à plusieurs reprises, critiqué les S.S., il n'avait été poussé dans cette position « historique » que par un fonctionnaire nazi et par l'enchaînement des circonstances. Des rapports fournis par Remer – immédiatement promu général de brigade — et par deux de ses officiers du régiment de garde, dès le lendemain du 20 juillet 1944, pour leur propre décharge et pour souligner leurs mérites, il résulte à l'évidence que le résultat final ne tenait qu'à un fil et que des hasards imprévisibles d'ordre personnel jouèrent un rôle essentiel dans ce tournant décisif.

De ce fait, une crise s'était ouverte dans l'action. Toutes les tentatives de Stauffenberg et de Hoepner pour gagner d'autres unités à leur action échouèrent désormais car, inquiets, tous leurs collaborateurs dans les unités stationnées autour de Berlin se récusèrent, même dans les unités qui étaient déjà mises en marche sur Berlin. La même impression se dégagea des conversations avec les chefs militaires dans toutes les parties de l'Allemagne ; Paris devait constituer la seule exception. Les troupes commençaient à se retirer quand leur parvinrent les premiers ordres de Himmler qui, selon une information donnée à 21 h par la station émettrice *Deutschland*, venait d'être nommé chef de l'armée de réserve. Pour garder le bloc de bâtiments de la *Bendlerstrasse*, seuls les officiers enrôlés dans la Résistance étaient restés sur place. A 22 h 30, Olbricht

les réunit encore une fois autour de lui et demanda leur soutien absolu.

Mais, entre temps, il s'était formé un autre groupe qui s'opposait au premier. Ses membres se rencontrèrent dans le bureau du lieutenant-colonel autrichien, Priduhn, qui leur rappela leur serment à Hitler et demanda à ses acolytes d'écraser la Résistance par un contre-putsch dans la maison. Peu après qu'Olbricht eût donné au commandant encore consentant de l'École d'infanterie de Doeberitz un dernier ordre de s'emparer de la maison de la radio, la faction adverse passa à l'action. Armés de revolvers, de mitraillettes et de grenades à main, environ huit officiers et sous-officiers firent, vers 23 h, irruption dans le bureau d'Olbricht et tirèrent sur Stauffenberg qui passait à ce moment ; il fut blessé au bras. Les conjurés ripostèrent et tentèrent dans une hâte fiévreuse de faire disparaître leurs dossiers. Après cinq minutes, la fusillade cessa et Olbricht et ses compagnons furent arrêtés. Fromm reparut lui aussi. Le régiment de garde de Remer vint alors en renfort aux officiers restés fidèles à Hitler et Fromm proclama séance tenante la condamnation à mort, prononcée par un conseil de guerre, de Olbricht, Stauffenberg, Haeften et Merz von Quirnheim. Pour la mise à mort, il les fit conduire dans la cour où la section de Remer, chargée de l'exécution, pointa peu après minuit, à la lueur d'un phare d'auto, ses mitraillettes sur les quatre hommes (1).

Quant à son ancien ami Hoepner, Fromm le fit transférer à la prison de la *Wehrmacht* ; son ancien chef Beck — qui avait tenté de se suicider — il le fit abattre par un adjudant du régiment de garde. Puis, dans la cour, face aux quatre cadavres, Fromm se fit faire un rapport sur l'exécution de ses ordres, porta un « Heil » au *Führer* sauvé et partit dans sa voiture. Il était convaincu d'avoir sauvé la situation, du moins en ce qui concernait sa propre personne, ayant réduit au silence tous ceux qui connaissaient ses hésitations. Il s'était pourtant trompé ; on devinait ses intentions et on lui faisait grief de ne pas avoir livré vivants les chefs de la conjuration et cela manifestement pour des raisons très personnelles. Lui non plus n'échappa pas à l'exécution et il ne lui servit à rien d'avoir torpillé l'action, d'abord par ses hésitations, ensuite par la liquidation précipitée de ses anciens amis, pour enfin tenter de rallier le parti victorieux.

Vers 1 h du matin, le bloc de bâtiments de la *Bendlerstrasse* fut occupé par d'importantes forces de S.S. sous les ordres du S.S. *Hauptsturmführer* Skorzeny (l'homme qui avait réussi à enlever Mussolini). Les huit conjurés restants furent amenés à la prison de l'*Office central de Sécurité* du Reich et, dans la même nuit encore, les cadavres des cinq chefs de la conjuration

(1) Un monument érigé en 1954 désigne l'emplacement où prit fin le 20 juillet 1944 et où Stauffenberg, aux côtés de Haeften, Olbricht et Merz von Quirnheim, tomba au cri de : « Vive la Sainte Allemagne ! »

fusillés furent enfouis en un endroit soi-disant inconnu ; une commission spéciale les a plus tard déterrés et brûlés ; les cendres furent semées à tous les vents.

Pour juger dans son ensemble la situation, il paraît utile de souligner qu'à Paris comme à Vienne, à Prague, à Munich, à Francfort, l'état d'exception proclamé par les conjurés locaux existait encore quand la tentative de révolte était déjà étouffée à Berlin. C'est à Paris que l'action eut ses prolongements les plus poussés. Quand, à 16 h, le mot d'ordre parvint de Berlin, Stülpnagel réunit ses généraux et leur donna l'ordre de neutraliser aussitôt les S.S. et le S.D. Les officiers étaient entièrement dévoués à Stülpnagel ; l'assaut des cantonnements des S.S. et du S.D. réussit sans qu'on ait eu à tirer un coup de fusil. On arrêta par surprise le chef des S.S. et de la police en France, le général Oberg, ensuite aussi le chef du S.D. et on mit en prison quelque 1 200 de leurs hommes ; ainsi, en une heure, toutes les forces opposées étaient proprement éliminées. Il ne restait plus qu'un problème : celui du commandant en chef, Kluge. Celui-ci recommençait à hésiter quand, au cours de nombreuses communications téléphoniques avec Berlin et le Grand Quartier général, il se rendit compte de l'échec de l'attentat. Il ne pouvait se décider à donner le signal du soulèvement général bien que, désormais, les conjurés ne pouvaient plus qu'aller de l'avant et bien que la position de départ fût plus favorable à Paris que partout ailleurs. Il restait indécis même devant les violentes tentatives de Stülpnagel de le convaincre. Celui-ci et surtout Hofacker le priaient avec passion de faire encore dans la nuit une offre d'armistice à Eisenhower et Montgomery pour mettre fin aux combats inutiles à l'Ouest — maintenant que leurs arrières étaient assurées par l'élimination des S.S. et du S.D. En agissant ainsi, ils croyaient pouvoir sauver encore l'action mal engagée en Allemagne même. Mais les discussions passionnées avec Kluge n'aboutirent à aucune conclusion bien que, en même temps, les mauvaises nouvelles n'aient cessé d'affluer du front.

Quand on apprit la catastrophe de Berlin et que les premières contre-mesures des S.S. et des marins eurent commencé, la partie était définitivement perdue à Paris aussi. Stülpnagel reçut l'ordre de se présenter sans délai à Berlin ; son sort était réglé. Kluge fut contraint d'expédier à Hitler un télégramme affirmant ses sentiments de dévouement. Peu après, il se suicida.

Il nous reste encore à jeter un rapide coup d'œil sur les événements qui se déroulèrent après l'explosion au Grand Quartier général même. La serviette de Stauffenberg avait été déposée d'abord à côté de Hitler, mais quelqu'un l'avait poussée ensuite jusqu'au bout de la table où, quelques minutes après, à 12 h 42, elle fit explosion. Le baraquement fut presque entièrement détruit ; Hitler était bien quelque peu secoué mais pas grièvement blessé. Le baraquement était d'une construction bien trop légère pour cette bombe ; en outre, toutes les fenêtres étaient ouvertes et la lourde

table en bois de chêne réduisait encore davantage la pression. Autre fatalité : la seconde bombe, celle que Haeften avait apportée, n'avait pas pu être utilisée : on n'avait pas réussi à introduire Haeften dans le baraquement. Aux dires des experts qui examinèrent la charge dès le 21 juillet, il n'est pas douteux que l'utilisation des deux bombes aurait abouti au résultat voulu. Au Quartier général, on crut d'abord à l'attentat d'un ouvrier du bâtiment ; mais on remarqua ensuite l'absence de Stauffenberg qu'on avait tout d'abord cru transféré avec d'autres à l'hôpital militaire, et on apprit par les sentinelles son rapide départ. Quelques-uns supposèrent qu'il s'était envolé en direction des positions russes qui ne se trouvaient plus qu'à 100 km de la Prusse orientale. En tout état de cause, Himmler, qui était arrivé aussitôt, ordonna l'arrestation de Stauffenberg, soit à l'aérodrome de Rangsdorf, soit à la *Bendlerstrasse*. Si l'on n'y parvint pas, ce fut grâce à l'arrêt de toutes les transmissions que le général Fellgiebel, par une décision personnelle hardie et en dépit de l'échec, avait aussitôt décidé. Évidemment, il n'était pas possible de le maintenir longtemps. Quand, à 16 h, arriva Mussolini, les premières informations parvenues de Berlin laissaient entrevoir l'ampleur considérable de l'action.

C'est alors que, contrairement à l'intention première de masquer l'attentat en entreprise d'un isolé, le Quartier général se décida à faire démarrer des mesures de répression, notamment quand les innombrables appels téléphoniques de chefs militaires désemparés de toutes les contrées firent subitement apparaître clairement que le centre directeur de cette conjuration se trouvait à la *Bendlerstrasse*. C'est ce qui explique plusieurs conversations téléphoniques de Hitler avec Gœbbels et avec Remer, la hâtive déclaration à la radio, la décision de charger Himmler de la riposte et enfin le fameux discours de Hitler à 1 h du matin qui commençait ainsi : « Une toute petite clique d'officiers ambitieux, sans scrupules et en même temps criminels et bornés, a ourdi un complot pour me faire disparaître et en même temps aussi l'état-major de l'armée allemande... Le cercle que représentent ces usurpateurs est des plus restreints. Il ne s'identifie nullement avec la *Wehrmacht*, ni surtout avec l'armée allemande. C'est un tout petit groupe d'éléments criminels que nous exterminerons impitoyablement. J'y vois aussi le doigt de la providence que je devrai continuer et parachever mon œuvre. » Ensuite, Göring prit la parole au nom de l'Armée de l'air, Dönitz au nom de la Marine, les deux sensiblement sur le même ton, parlant de « l'extermination de ces criminels » (Göring), de la « providence » qui « a protégé notre *Führer* bien-aimé » d'une « petite clique de généraux fous », « hommes de main de nos ennemis » ; la marine de guerre, elle aussi, se range inconditionnellement derrière le *Führer* et « anéantira impitoyablement quiconque se révélera traître... » (Dönitz). Et, dans la matinée du 21 juillet, commença alors cette vaste et totale persécution de la Résistance allemande, qui aboutit aux procédures horribles de la Cour du Peuple, aux crochets de boucher et aux potences des prisons et des camps de concentration avec l'abattement de milliers d'êtres de toutes les couches de la population, de toutes les tendances politiques : ouvriers, fonctionnaires, officiers, tout cela à la dernière minute, alors que le *III^e Reich* s'écroulait lui-même dans le sang.

La répression

L'échec du 20 juillet 1944 signifiait en même temps l'effondrement d'un mouvement de résistance allemand organisé. Suivit une époque de terreur extrême contre tous les suspects, qu'ils aient participé à l'action ou non. Hitler avait encore parlé d'une « toute petite clique d'officiers sans scrupules »,

mais, en contradiction avec cette affirmation, la *Gestapo* avait aussitôt mis en branle une vaste action de poursuites ; elle fut exécutée par une « Commission spéciale dite du 20 juillet » qui n'employait pas moins de 400 fonctionnaires. Selon des rapports dignes de foi, il est probable que la vague d'exécutions qui commença alors a touché près de 5 000 personnes.

Ce chiffre doit d'autant plus retenir notre attention que les services compétents de la *Gestapo* et des S.S., y compris Himmler lui-même, avaient certes déjà surveillé avec méfiance quelques groupes et personnes, mais qu'ils avaient été totalement surpris par les événements du 20 juillet et l'étendue du mouvement de résistance. A l'égard de Stauffenberg même, Himmler n'avait pas eu le moindre soupçon ; selon un rapport, il aurait même, en cours de route, lors de la première tentative d'attentat, porté en personne la serviette contenant l'explosif pour aider Stauffenberg que ses blessures gênaient. Mais maintenant, après le 20 juillet, et en dépit de toutes les tentatives des conjurés de les détruire, on découvrit de nombreux documents, appels, listes personnelles, carnets d'intermédiaires. A cela s'ajouta le résultat des interrogatoires incessants qui furent menés avec rigueur et avec tous les moyens pour briser la personnalité : on exerça des pressions sur les inculpés, par la menace d'arrestations de membres de leurs familles et de sanctions collectives, on eut recours aux coups de fouet, aux tortures et à l'emploi de drogues.

Le cas de Tresckow montre à l'évidence jusqu'à quel point on a poussé ces procédés. Tresckow s'était suicidé en juillet sur le front Est, mais il avait d'abord encore été cité avec éloges au communiqué de la *Wehrmacht* et le corps avait été transféré en Allemagne. Mais peu après, en présence de la famille, il fut brutalement tiré de sa tombe et utilisé pour les besoins de l'enquête : on tentait, de cette façon bestiale, d'impressionner les amis de Tresckow qui niaient toujours. On procéda avec la même brutalité dans le cas de Stülpnagel qui, en route pour Berlin, se tira, aux environs de Verdun, une balle dans la tête. Devenu aveugle, il fut opéré pour être exécuté après de longues semaines de souffrances. A l'aide du système de contrôles perfectionné dont disposait la Commission spéciale, système qui, comme celui des camps de concentration, fut renforcé dans la mesure même où les forces extérieures du *III^e Reich* s'étiolaient, la chasse aux suspects ne présentait désormais plus de difficultés. Elle fut encore facilitée par l'atmosphère de peur répandue partout, de méfiance de chacun contre chacun et par une vague de dénonciations.

De la même façon s'accomplit aussi le destin de Goerdeler. Depuis le 18 juillet où il avait rencontré pour la dernière fois Stauffenberg, Jacob Kaiser et Leuschner, il avait erré à travers le pays, caché chaque fois par des parents et des amis ; le 25 juillet, de nouveau, il était clandestinement à Berlin où il rencontra dans les jours suivants, à plusieurs reprises, des chefs de l'opposition non encore arrêtés. Chaque jour, il changea de quartier ; aucun, à vrai dire, n'était assez sûr : le mandat d'amener et le signalement de Goerdeler se trouvaient dans tous les journaux ; une prime d'un million de marks était promise à qui l'appréhenderait. Depuis fin juillet, ses amis furent incarcérés l'un après l'autre ; ses proches avaient été arrêtés comme les familles de Stauffenberg, Hofacker, Leber et beaucoup d'autres, précisément en tant que parents. C'est dans une auberge de Marienwerder (Prusse occidentale) dans laquelle il était entré dans la matinée du 12 août, épuisé par des nuits passées à la belle étoile, qu'il fut découvert par une assistante de la *Luftwaffe*. La jeune fille était originaire de la localité sur la Baltique où la famille Goerdeler avait l'habitude de passer les vacances. Après une dernière tentative de fuite et à bout de forces, il fut réduit dans un bois voisin par deux officiers que la fille avait alertés. Du même coup était devenue

inéluctable aussi l'arrestation des nombreux amis qui avaient aidé Goerdeler dans sa fuite.

La vague de persécutions avait bientôt atteint une telle ampleur qu'elle risquait de compromettre même la conduite de la guerre, et le ministre des Armements Speer s'employait lui-même maintenant à préserver des hommes provisoirement irremplaçables. Jusqu'à la mort de Hitler, la Commission spéciale a réussi à mettre la main sur presque tous les suspects et à les conduire à leur destin. Au premier abord et en guise d'intimidation, Hitler avait donné l'ordre de monter des procès à sensation, avec film, radio et presse. Mais, sur le conseil de Himmler, les audiences se déroulèrent ensuite devant le *Tribunal du Peuple* et en présence d'un public trié sur le volet. Car, de toute évidence, on redoutait qu'en cas de procès public, et en dépit de toutes les mesures de précaution, l'un ou l'autre des condamnés n'arrivât encore à placer un discours pacifique dangereux pour le régime. De plus, on institua une *Cour d'honneur de l'armée* qui, sous la présidence de Rundstedt, assisté de Keitel et de Guderian, devait exclure de l'armée tous les officiers en instance de poursuites, ce qui permettait de les soustraire à la justice militaire et de les soumettre également à la juridiction civile du *Tribunal du Peuple*. Quant aux débats mêmes, Hitler ordonna que le déroulement en fût dur et ultra-rapide, ne permettant aux accusés que de brèves déclarations. En règle générale, la sanction devait être la pendaison qui, si possible, devait être appliquée deux heures après le prononcé du jugement. Devant pareil ordre, il ne pouvait *a priori* plus être question de justice dans une acception quelconque du terme : il ne s'agissait que de l'extermination de l'adversaire. L'assistance d'un prêtre devait également être refusée aux condamnés. Hitler savait qu'il pouvait se fier à ses hommes de main ; lors d'une conférence sur la situation après le 20 juillet, il conclut par exemple : « Mais Freisler arrangera bien les choses ; c'est notre Wychinski » — c'est-à-dire le Wychinski des procès à grand spectacle de Staline qui servaient de modèles inavoués. Les procès et les exécutions furent filmés et Hitler se fit présenter les bandes en quelque sorte pour se confirmer coûte que coûte sa propre valeur. Avidement, il lut chaque détail des rapports d'extermination quotidiens de Freisler et de la Commission spéciale ; à tout instant, il intervint par des ordres dans les affaires en cours et il reçut non seulement Freisler, mais encore l'exécuteur des hautes œuvres pour satisfaire la passion malsaine qu'il prenait à l'extermination de tous les adversaires réels ou supposés. Il interdit tout adoucissement dans le traitement des condamnés et décréta qu'ils soient pendus pendant que ronronneraient les appareils de prise de vues pour qu'ils ne puissent jamais faire figure de martyrs. Il est bien significatif aussi que les premières exécutions furent annoncées publiquement, mais qu'ensuite, dans les derniers mois de guerre, la mise à mort de milliers d'autres hommes fut cachée au peuple comme d'ailleurs aussi les terribles détentions dans les prisons et les camps qui étaient infligées à des milliers et des milliers d'autres victimes, celles-ci aussi s'attendant de jour en jour à l'exécution.

Dans les dernières semaines, et même les derniers jours de la guerre, beaucoup de ces détenus ont été tirés, la nuit, de leurs cachots par des commandos de S.S. et abattus sans autre forme de procès, d'un coup de revolver dans la nuque, sans qu'aucun ordre d'exécution n'ait été donné. C'étaient des détenus que, devant l'effondrement imminent, on voulait faire vite disparaître pour qu'ils ne voient plus le jour de la Libération et surtout pour qu'ils ne puissent devenir, dans une Allemagne rénovée, les supports d'un ordre nouveau. C'est ainsi qu'à la suite d'une procédure accélérée de Huppenkothen, délégué spécial de Kaltenbrunner, furent assassinés, dans la nuit du 8 au 9 avril 1945 au camp de concentration de Flossenbürg,

Canaris, Oster, Dietrich Bonhoeffer et une série d'autres personnalités marquantes de la Résistance, qu'on avait traînées pendant des années de cachot en cachot ; au même moment, Dohnanyi, malade, fut pendu au camp de concentration de Sachsenhausen. De la même façon, la veille même de l'occupation de Berlin par les Russes, dans la nuit du 23 avril 1945, de nombreux détenus sélectionnés de la prison de la *Lehrterstrasse*, devant lesquels on avait fait miroiter l'espoir d'un transfert et de la libération, furent traîtreusement abattus dans un parc voisin.

Pas un seul des principaux artisans de la tentative de révolte et très peu parmi les initiés ont survécu à ces massacres dont le régime totalitaire a accompagné sa sortie de la scène de l'histoire.

Pr Dr Karl Dietrich Bracher,
Université de Bonn.

Traduction de M. P. Lévy.

LES ALLIÉS ET LA RÉSISTANCE ALLEMANDE (1939-1944)

L'auteur doit admettre qu'il partage avec M. Collenot une certaine appréhension à se lancer dans une étude quelconque sur la « Résistance » allemande à Hitler. Mais cette appréhension est d'autant plus grande que son propos est d'étudier la forme et le contenu des relations entre cette « Résistance » et les puissances alliées opposées à l'Allemagne nazie. Cette appréhension se fonde sur trois points. — La plus grande partie des témoignages sur ces relations provient de source allemande, et qui plus est, de sources intéressées. — Les écrivains qui ont, jusqu'ici, traité cette question, se sont surtout proposé d'établir ou de réfuter la thèse suivante : le manque d'intérêt, sinon la franche hostilité, manifestée par les Alliés à l'égard de l'existence, des buts et des activités de la « Résistance » allemande les dénoncent comme portant une part (et même dans certaines conceptions une part considérable) de responsabilité dans l'échec du mouvement pour renverser Hitler. — L'atmosphère actuelle de la guerre froide et du mouvement vers une sorte d'unité européenne tend à influencer notre jugement rétrospectif sur les buts de la Résistance allemande, et à provoquer en nous de la sympathie pour ces objectifs, sympathie sans rapport avec les réalités du temps où ils furent conçus et défendus.

De plus, il est difficile de parler des membres réels de l' « opposition » allemande à Hitler (le terme semble plus approprié que celui de « Résistance »), sans paraître dénigrer ou sous-estimer un groupe d'hommes particulièrement courageux, la plupart d'entre eux ayant payé leurs idées de leur vie. En critiquant ces conceptions et les arguments ensuite avancés pour les soutenir (toute discussion de l'opposition allemande aboutit très vite à un exercice de critique historique), l'auteur doit se défendre vigoureusement de toute intention de ce genre. Le Pr-Dr Bracher a parlé justement de la *Tragédie du 20 juillet 1944*. Mais c'est le propre de la tragédie classique que le héros soit trahi par ses propres imperfections. Nul ne peut regarder des hommes comme Ulrich von Hassell, Karl Gœrdeler, Field Marshal von Witzleben, Colonel General Beck, Clauss von Stauffenberg, Count Helmuth von Moltke, Julius Leber, Adam von Trott zu Solz, Albrecht Bernstorff, les frères Bonhœffer et les autres que les nazis ont assassinés parmi les ruines de leur propre Reich, sans voir en chacun d'eux un reflet du caractère tragique. Parler de leurs erreurs et de leurs illusions, analyser la divergence entre leur vision du monde et la réalité n'est pas chercher à rabaisser leur haute figure. On ne diminue pas celle de Hamlet en insistant sur ses indécisions fatales, ou celle d'Antigone en montrant qu'elle a délibérément désiré sa propre destruction pour l'amour de principes qu'elle

plaçait plus haut que les vues collectives de la communauté dans laquelle elle vivait.

La thèse générale de cet article est que les dirigeants du peuple britannique fondèrent d'abord d'assez grands espoirs en l'opposition intérieure allemande à Hitler ; qu'à l'expérience, les contacts avec cette opposition leur ont apporté des désillusions ; qu'en cherchant ces contacts, ils n'ont pas représenté les opinions de ceux qu'ils gouvernaient ; et que les péripéties de la guerre les ont évincés du pouvoir effectif pour promouvoir ceux qui tendaient à identifier les concepts « Allemagne » et « dictature nazie » au point que la destruction de l'une était synonyme de la chute de l'autre ; et que, enfin, les arguments et témoignages en sens contraire que les membres de l'opposition allemande leur fournissaient n'étaient pas de nature à renverser ces données.

En avançant cette thèse, on doit souligner le contraste très marqué entre, d'une part, les traditions de pensée, jointes à l'armature de concepts communs à la majorité des personnages marquants de l'opposition allemande (et à leurs apologistes actuels) et, d'autre part, celles d'une démocratie parlementaire (même du modèle anglais, quasi oligarchique) ou d'une République présidentielle comme celle des U.S.A. Les principaux personnages de l'opposition allemande étaient pour une large part des fonctionnaires civils et militaires qui avaient vécu, même sous Weimar, dans un *État directorial*, où l'initiative venait d'en haut et où, généralement, seule l'opinion des élites dirigeantes était prise en considération. Comme on pouvait s'y attendre, la majorité de leurs contacts à l'étranger s'adressèrent au même niveau de la Société. Mais ces hommes ont surestimé l'importance qu'il fallait attacher à l'opinion de leurs homologues à l'étranger. Bien que connaissant théoriquement l'inflexibilité relative de la politique impliquée par la lourde machine de la démocratie parlementaire ou de la séparation des pouvoirs caractéristique du système américain, ils ne surent pas en apprécier profondément les effets.

Les apologistes de l'opposition allemande accusent souvent les dirigeants britanniques et américains d'avoir été les « dupes » de leur propre propagande. Le mot est mal choisi. C'est l'essence d'un système où la souveraineté appartient en dernier ressort au peuple (ce caractère ne disparaît pas complètement lorsque l'opinion publique se voit offrir un choix de représentants suffisamment abondant pour détruire sa cohésion), que les dirigeants incarnent en eux-mêmes les opinions du peuple, agissantes ou bien encore à l'état latent. L'opinion publique prise dans son ensemble varie lentement et évolue dans les limites d'un cadre très simple de concepts moraux ; la tâche des dirigeants d'une démocratie est de se conformer à ce cadre de telle manière que leur pensée politique s'y adapte automatiquement. Plus la fraction du peuple qui s'y intéresse activement augmente, plus les dirigeants ont besoin d'appui (en état de guerre, le maintien de l'unité nationale est considéré par principe comme désirable), et plus simple doit être la politique qu'ils incarnent. S'ils ne pratiquent pas une politique qui reflète cette simplicité, ils sont destinés à être désavoués tôt ou tard, comme Neville Chamberlain, en mai 1940. Qualifier les dirigeants américains et anglais de « dupes » de leur propre propagande implique qu'on leur prête un degré de cynisme dans le choix d'une propagande, attribuable à des propagandistes professionnels plutôt qu'à des hommes politiques dans un système où l'avancement dépend de la bonne réputation acquise parmi les collègues, c'est-à-dire l'ensemble du pays. Il n'y a pas de plus grand handicap pour réussir dans la direction d'un parti et pour obtenir la victoire électorale en Grande-Bretagne et en Amérique qu'une réputation d' « habileté » ou qu'un soupçon de cynisme foncier ou de manque de sincérité.

Dans leur opinion sur l'Allemagne et dans leur estimation des contacts pris par leurs agents avec les membres de l'opposition allemande, Churchill et Roosevelt reflétèrent l'avis de ceux sur qui leur pouvoir reposait ; le seul grief politique à qui ils avaient à faire face, c'était de manquer d'inflexibilité dans la poursuite de la guerre contre l'Allemagne.

Dans l'ensemble, les dirigeants de l'opposition allemande semblent n'avoir pas compris le degré d'hostilité au nationalisme allemand, dans l'opinion publique anglaise et américaine, qui persistait depuis la première guerre mondiale. Pour l'opinion allemande, cette guerre eut son origine dans les relations russo-autrichiennes et naquit à l'Est. Mais, pour la Grande-Bretagne et pour les U.S.A., l'Allemagne a toujours fait figure de responsable, puisque ce furent l'action allemande contre la Belgique et l'initiative allemande d'une guerre sous-marine sans limite qui ont été l'occasion de leurs entrées respectives en guerre. Dans leur campagne contre la clause du Traité de Versailles, sur la responsabilité de la guerre, et la lacune du Traité à appliquer les principes de Wilson là où ils auraient pu tourner à l'avantage de l'Allemagne, les cercles nationalistes allemands paraissent avoir convaincu une bonne partie de l'opinion britannique. Mais ils n'ont eu affaire qu'à la fraction de ceux qui s'intéressent normalement aux affaires extérieures, à leurs homologues de profession et d'affaires ; même là, on s'étonne de constater à quel point ils ont méconnu la répugnance britannique à introduire la controverse dans les contacts sociaux en vue d'un accord. Il n'est pas douteux que dans la plupart des anciennes familles des classes supérieures britanniques (qui ne participent que dans une faible mesure aux affaires actives), leurs arguments eurent sûrement moins d'effet que le souvenir des fils et des frères tués de la première guerre mondiale et que les haines avec lesquelles ceux qui avaient dû rester chez eux se sont résignés aux listes terrifiantes de tués de cette époque. Avec la grande masse de l'opinion, qui resta inaccessible à leurs arguments et à leur existence même, il semble probable qu'ils n'eurent aucun succès. C'est l'essence d'une telle opinion qu'elle reste latente quelque temps et ne se réveille que dans des circonstances exceptionnelles, par exemple lorsque la paix ou la guerre sont en jeu (1). Alors que quelques cercles se montraient prêts à oublier et à pardonner, que d'autres n'étaient que trop conscients (et donc vulnérables aux arguments de cet ordre) des imperfections du Traité de Versailles ; alors que les nationalistes actifs de droite et de gauche sympathisaient, comme ils peuvent le faire en Grande-Bretagne, avec le nationalisme allemand, comme avec tout nationalisme aussi longtemps qu'il ne menace pas les intérêts propres de la Grande-Bretagne, la masse de l'opinion britannique se contenta de tomber dans l'indifférence isolationniste. Mais sous cette indifférence, les stéréotypes de 1914-1918, l'équation : Prusse égale militarisme, subsistaient dans le subconscient de la collectivité britannique, prêts à resurgir avec de nouveaux stéréotypes, implantés par l'opposition politique en Grande-Bretagne entre 1938-1939 et prêts à s'ajouter à eux une fois la masse de l'opinion ralliée à l'idée de la guerre. La guerre sous-marine, les mitraillages des réfugiés sur les routes de France et de Belgique en 1940, les bombardements de Guernica, Varsovie, Rotterdam, Coventry, la Gestapo, la croix gammée, les S.S. bottés, les

(1) Voir le très intéressant et pertinent commentaire de Tom Harrisson, alors directeur de l'organisme d'enquêtes sur l'opinion publique anglaise, Mass Observation : Qu'est-ce que l'opinion publique ?, dans *Political Quarterly*, vol. 11, 1940, pp. 368-83, sur la manière dont l'opinion publique anglaise se réveilla, incapable de supporter le régime Chamberlain en 1940. Voir aussi Kingsley MARTIN, Public opinion during the first six months, *ibid.*, vol. 11, 1940, pp. 249-57.

camps de concentration, les déportations, les exécutions d'otages, les matraques, les cravaches, les listes noires, tout cela fut ajouté aux stéréotypes que les mots d'Allemagne et d'Allemands évoquaient, fond commun de ces caricaturistes qui jouent un si grand rôle dans la presse populaire britannique. Devant ce déferlement de sentiment, ceux qui avaient sympathisé activement avec les buts du nationalisme allemand rentrèrent dans l'ombre ou firent publiquement amende honorable ; l'un d'eux, Sir Arnold Wilson, membre du Parlement, qui avait été à la tête de ceux qui travaillaient pour une politique de réconciliation avec l'Allemagne, chercha la mort, dans la bataille, en s'enrôlant comme mitrailleur de queue dans la R.A.F.

En Amérique, l'opinion était fondée sur les mêmes stéréotypes. Cependant, un élément idéologique venait s'ajouter à la réaction du nationalisme américain : la gauche américaine, radicale, déterminante dans l'entourage de Roosevelt et dans le parti démocratique, au nord de la ligne Mason-Dixon, avait critiqué de manière cohérente le Nazisme depuis le *Machtuebergreifung* de 1933 et les procès du *Reichstag*, tandis que, pour la droite radicale retranchée dans les services armés, spécialement dans la marine américaine, tous les Européens étaient également suspects. Aux yeux de quelques-uns, leurs Alliés britanniques semblent avoir été presque aussi suspects que leurs ennemis allemands. Tout le débat anglo-américain sur la traversée du *channel* et le débarquement fut uniquement causé par la conviction, profondément enracinée chez les Américains, qu'à moins d'être continuellement et étroitement surveillé, le monstre de l'impérialisme anglais enrôlerait la force innocente de l'Adam américain pour servir des fins purement anglaises. De plus, l'opinion américaine a tendance aux formules absolues ; fortement imprégnée des idées de volonté générale et de consentement populaire, elle était encore plus insensible que l'opinion anglaise à l'idée qu'une distinction pouvait être faite entre ceux qui combattaient pour le nazisme et ceux qui combattaient avec une égale conviction pour l'Allemagne. Les signes d'un moral divisé, de lassitude de la guerre, ou d'hostilité contre la guerre dans son ensemble, tels que ceux manifestés par l'armée italienne sur le champ de bataille, auraient pu ébranler les Américains dans cette conviction massive d'une responsabilité totale, qui fut un trait si marquant des premiers jours de l'occupation américaine en Allemagne. Mais de tels signes n'étaient pas proches de paraître.

En ce qui concerne les dirigeants anglais, il ne manque pas de signes qui suggèrent qu'en 1939, loin de sous-estimer la force de l'opposition à Hitler, une grande partie d'entre eux, en particulier Chamberlain et probablement Lord Halifax, allaient à l'extrémité opposée. En septembre 1938, il est vrai, Chamberlain avait amèrement déçu l'opposition en négligeant ses avertissements et en préférant chercher un compromis avec Hitler à Berchtesgaden et à Munich. On ne peut cependant le blâmer pour cela. Le degré d'impréparation de l'Angleterre à la guerre et l'hostilité à cette idée dans les Dominions et l'Inde, étaient tels qu'aucun Premier Ministre britannique ne pouvait risquer de bluffer un Hitler que l'on croyait généralement mal équilibré, en vertu d'assurances du genre de celles que l'on avait reçues de Ewald von Kleist (1), Weizsaecker (2)

(1) Voir *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, 3e série, vol. 11, Appendix IV, documents nos (1)-(3).

(2) *Ibid.*, 3e série, vol. II, Appendix IV, document no (4).

ou Théo Kordt (1) ; spécialement lorsque, contre Kleist qui parlait de la nécessité de rendre bien évidente la volonté de l'Angleterre d'aller jusqu'à la guerre, une autre source décrite comme « étant en contact avec plusieurs généraux », soulignait avec une force égale la nécessité d'approcher Hitler pour arriver à un accord avec lui, et l'obligation d'en venir aussi immédiatement à un arrangement avec lui pour l'arrêter sur le chemin de la guerre (2). A cette époque, le comportement de Hitler pouvait encore être interprété comme n'ayant d'autre objet qu'une politique de réunification de l'Allemagne et le maintien d'une estime internationale pour l'Allemagne, et Chamberlain choisit d'accepter cette interprétation, ne faisant d'objections qu'aux méthodes employées pour maintenir cette politique. Après mars 1939, il ne perdit rien de sa sympathie pour les objectifs fondamentaux du nationalisme allemand (3). Mais il semble clairement avoir encore gardé grand espoir que les nationalistes allemands se rendraient compte de la nécessité du départ de Hitler. Ces espoirs se manifestèrent de trois manières différentes.

Tout d'abord, il faut mentionner la confiance que l'on mettait apparemment, dans la pensée stratégique anglaise, dans le blocus et la pluie de tracts en Allemagne comme moyen d'entamer le moral allemand. Cette politique, écrivit le Pr Butler (4), « séduisait ces ministres qui croyaient qu'une section importante du peuple allemand pourrait être amenée à désavouer Hitler ».

Le Pr Feiling a enregistré les vues propres (5) de Chamberlain : « Ce que j'espère n'est pas une victoire militaire — je doute fort de sa possibilité — mais l'effondrement du front intérieur allemand. Pour cela, il est nécessaire de convaincre les Allemands qu'ils ne peuvent gagner... Selon cette théorie, on doit évaluer toute action à la lumière de son effet probable sur la mentalité allemande. »

En second lieu, il faut noter qu'il répéta avec insistance, dans des déclarations publiques, que la Grande-Bretagne n'était pas en conflit avec le peuple allemand. La littérature de l'opposition allemande en a reproduit particulièrement deux exemples : ses discours du 12 octobre 1939 et du 24 février 1940, qui, tous deux, étaient passés dans les mains des représentants de l'opposition allemande.

En troisième lieu, il y eut les contacts avec les représentants de l'opposition allemande. Cinq canaux principaux sont indiqués dans les témoi-

(1) Erich Kordt, *Nicht aus den Akten*, pp. 279-281. Voir aussi les dépositions de Lord Vansittart et Lord Halifax au procès des crimes de guerre de Weizsaecker et alios, imprimées dans Kosthorst, *Die deutsche Opposition gegen Hitler zwischen Frankreich und Polenfeldzug*.

(2) *D.B.F.P.*, 3e série, vol. II, Appendix IV, document n° (2).

(3) Mais il en vint à considérer Hitler comme un homme entièrement indigne de confiance avec qui aucun accord ne pouvait être réalisé.

(4) J. R. M. Butler, *History of the second World War, Military Series, Grand Strategy*, vol. II, p. 59.

(5) K. Feiling, *Life of Neville Chamberlain*, p. 418. Voir aussi *ibid.*, p. 423.

gnages allemands ; l'un d'entre eux a été confirmé du côté britannique. Il y eut des contacts entre M. Conwell-Evans et Kordt, à Berne (1) ; la rencontre d'Ulrich von Hassel avec M. Lonsdale Bryans, à Arosa (2) ; l'échange indirect de lettres entre Gœrdeler et Lord Vansittart *via* Stockholm (3) ; les contacts du *Foreign Office* avec le Dr Wirth, à Lausanne-Ouchy (4) ; et enfin la médiation du secrétaire privé du Pape, le frère Leiber, dans les négociations entre le Dr Joseph Mueller de l'*Abwehr* et M. d'Arcy Osborne, l'ambassadeur britannique auprès du Vatican (5).

Les deux premiers furent l'œuvre d'interlocuteurs privés sans mandat. Dans les contacts Conwell-Evans/Kordt, un extrait du discours de Chamberlain, du 12 octobre, fut transmis de telle manière qu'il en vint à être présenté comme une communication officielle britannique à l'opposition. Une bonne dose de confiance en soi exagérée, apparemment inséparable des incursions d'amateur dans la diplomatie, paraît s'être introduite dans ces échanges. Londsale Bryans s'imposa à la fois à Halifax et à Hassell à un moment où aucun des deux ne pouvait le repousser sans révéler que des contacts étaient déjà en cours. Sa mission mit Hassell en grand danger et son seul intérêt fut de nous avoir conservé une déclaration sur les conditions de paix de l'opposition. La correspondance entre Gœrdeler et Vansittart (dans laquelle Vansittart répondait à Gœrdeler, qui réclamait les frontières orientales de 1914, que ce ne serait pas du tout facile) est également sans importance, car Vansittart avait été exclu totalement de toute position réellement influente, depuis sa nomination à la position, honorifique mais vide, de conseiller diplomatique en chef du Gouvernement britannique, en janvier 1938. De plus ses vues, bien que représentant une expression réaliste de l'opinion courante britannique, n'étaient pas celles de Chamberlain.

Il y eut d'autres contacts entre Trott zu Solz, les Autorités américaines et l'Ambassade britannique à Washington (6) ; entre Schacht et le sous-secrétaire d'État américain Sumner Welles (7), pendant la mission de paix de ce dernier à Rome, Berlin, Paris et Londres, en mars 1940. De plus, Fabian von Schlabrendorff avait avisé le conseiller de l'Ambassade britannique à Berlin, après l'expiration de l'ultimatum britannique

(1) Kordt, pp. 368-9. M. Conwell-Evans était un académicien anglais qui a occupé, un temps, une certaine position à l'Université de Kœnisberg. A son retour en Grande-Bretagne (selon Wheeler Bennett, *The Nemesis of power*, p. 418, n. 1), il eut une certaine influence, quelque temps, sur la formulation de la politique de Downing Street.

(2) Hassell, *Diaries*, 22 février 1940.

(3) Hassell, *ibid.*, 13 février 1940.

(4) Ritter, *Karl Goerdeler und die deutsche Widerstandsbewegung*, pp. 252-254 et p. 495, n. 46, 47.

(5) Cf. La discussion la plus complète de ces négociations dans Kosthorst.

(6) Le principal compte rendu se trouve dans Alexander B. Maley, The epic of the german underground, dans *Human Events*, 27 février 1946. Voir aussi Rothfels, *Die deutsche Opposition gegen Hitler*, pp. 142-144 et 203, n. 17-20. Voir aussi les documents du State Department *in* Adam von Trott und das State Department, *Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte*, 7. Jahrgang, 3. Heft, Juli 1959.

(7) W. L. Langer et S. Gleason, *The Struggle for Isolation*, 1937-40, p. 367.

du 3 septembre 1939, que le général von Hammerstein préparait un coup d'État contre Hitler (1).

Mais les contacts réellement importants ont été ceux qui passèrent par le Vatican et par Lausanne car, dans les deux cas, des représentants officiels de la diplomatie britannique y ont manifestement été mêlés. Les témoignages dont nous disposons appuient l'hypothèse de contacts britanniques à deux reprises. Il est certain que Mueller avait établi une liaison au milieu d'octobre 1939. Quant aux tentatives de Trott auprès de Lord Lothian, ambassadeur britannique à Washington, on aurait pu penser que ce dernier, ancien président du trust Rhodes et associé du *Groupe Cliveden*, aurait réservé un accueil sympathique à un ancien étudiant de Rhodes et ami de David Astor ; en fait, il le traita avec une profonde méfiance, comme s'il le soupçonnait d'être un agent nazi. Un incident s'était produit en novembre 1939, à Venlo : deux officiers de l'*Intelligence service* furent attirés dans un piège par Walter Schellenberg, S.S., à la frontière germano-hollandaise, croyant qu'ils allaient prendre contact avec des émissaires de l'opposition dans l'armée allemande ; ils furent kidnappés à travers la frontière. Cet incident semble avoir causé une explosion temporaire de méfiance, même chez ceux qui étaient favorables aux contacts avec l'opposition dans l'espoir d'amener une révolution en Allemagne (2). Mais, en février 1940, les rencontres au Vatican et à Lausanne avaient réussi à préciser les buts de paix de la Grande-Bretagne.

La liaison par le Vatican a été recherchée du côté allemand, mais la liaison par Lausanne, selon les témoignages allemands, a été demandée par Chamberlain. Les deux séries de contacts semblent avoir mené vers des groupes légèrement différents à l'intérieur de l'opposition allemande ; par le canal Mueller, on toucha le groupe uni au sein de l'*Abwehr* autour d'Oster et de l'amiral Canaris, son chef ; par le canal de Wirth, on toucha Gœrdeler et Beck. Les offres britanniques semblent avoir été les mêmes. On prit des engagements : les Forces britanniques ne profiteraient pas de la confusion interne en Allemagne, à la suite d'un coup d'état, pour lancer une offensive. Un nouveau gouvernement allemand, déclarait-on, serait un partenaire acceptable pour des négociations de paix. La politique d'expansion allemande devrait être abandonnée. Il ne semble pas qu'il y ait eu de promesses ultérieures dans les négociations avec Wirth, les conditions offertes par les Anglais, pour une raison ou une autre, n'ayant pas atteint Gœrdeler et Beck.

(1) Fabian von Schlabrendorff, *Offiziere gegen Hitler*, p. 56. Wheeler-Bennett, p. 458, n. 4.

(2) Voir les mémoires de l'un des hommes kidnappés, le capitaine S. Payne Best, *L'Incident de Venlo*. Feiling, p. 426, déclare que les espoirs placés par Chamberlain dans les modérés d'Allemagne faiblissaient à la fin de 1939 : « L'esprit allemand », écrivit-il, « semble accepter les grossiers et lourds mensonges de Gœbbels, sans douter ni discuter, et tous les récits s'accordent à signaler que le peuple est toujours soumis à Hitler. » En fait, dans les entretiens de novembre au Vatican, Mueller avait été accueilli avec une grande méfiance que ses garants au Vatican purent dissiper.

Dans les contacts avec Mueller, les offres britanniques sont allées un peu plus loin : l'Autriche et les pays sudètes devaient être laissés à l'Allemagne, bien qu'on ait parlé de plébiscite en Autriche, et les frontières orientales de l'Allemagne devaient être révisées conformément au principe d'auto-détermination. On parla aussi de « décentralisation » en Allemagne. Certains témoignages suggèrent que les termes de cette offre furent pour le moins déformés par quelqu'un de l'*Abwehr*, avant d'avoir été montrée aux généraux allemands Halder et Brauchitsch, et les détails semblent très discutables. Il serait facile de repousser toute l'histoire comme fausse, si les termes mentionnés ne correspondaient très étroitement avec ceux dont Chamberlain avait dit à Sumner Welles qu'ils pourraient être une base de paix acceptable, à la condition que Hitler soit d'abord renversé. La Grande-Bretagne, disait-il, ne serait pas intransigeante au moment du règlement final sur la question des frontières de la Pologne et de la reconstitution d'un État tchèque. Dantzig et la Pologne allemande pourraient revenir à l'Allemagne et le sort de l'Autriche serait décidé par un plébiscite (1).

Cela ne représentait cependant que la pensée de Chamberlain. Les opinions dont Churchill fit part à Sumner Welles étaient totalement différentes. Avant septembre 1939, il était prêt à montrer quelque sympathie pour Gœrdeler, Ewald von Kleist et d'autres membres de l'opposition allemande. Mais les effets de la campagne polonaise, la guerre sous-marine, et sa combativité naturelle, semblent l'avoir conduit dans une toute autre direction. Il parla à Welles d'une Allemagne dont les « objectifs » n'avaient pas changé depuis 20 ans. Il n'y avait pas d'autre solution, à son point de vue, que la défaite complète de l'Allemagne et l'adoption, au moment de la paix, de mesures qui contrôleraient son attitude future, pour permettre à l'Europe de jouir de la paix et de la sécurité pendant un siècle au moins.

On peut seulement chercher à deviner les motifs qui ont conduit Churchill et ceux qui pensent comme lui, à ce changement. Il est difficile de ne pas penser, avec Gerhard Ritter, que l'impuissance de l'opposition à remplir les promesses d'un coup d'État contre Hitler (promesses qui avaient atteint le Gouvernement britannique pendant la « drôle de guerre »), ne peut qu'avoir déçu même ceux qui inclinaient à croire en l'existence d'une large opposition à Hitler en Allemagne, et ne peut qu'avoir renforcé le scepticisme de ceux que leur patriotisme rendait incrédules sur l'existence d'une opposition allemande quelque peu importante. Il est certain que des contacts ultérieurs entre l'opposition allemande et des Autorités britanniques, ont rencontré un scepticisme considérable en Angleterre. Ce scepticisme fut probablement plus caractéristique de l'opinion britannique dans sa masse, que la position de Chamberlain. L'inactivité, la confiance dans le blocus, qui semblaient constituer la politique de guerre de Chamberlain, ont rencontré dans l'opinion britannique une impatience toujours

(1) Langer et Gleason, pp. 369-370. Voir aussi l'examen très détaillé de ce point, in Kurt Sendtner, Die deutsche Militäropposition im ersten Kriegsjahr, in : *Die Vollmacht des Gewissens* (Munich, 1956).

croissante. Churchill et ceux qui désiraient comme lui élargir le champ de la guerre, représentaient l'opinion britannique beaucoup plus certainement. En mai 1940, ce mouvement d'opinion explosait librement. Chamberlain avait été conduit à démissionner et de nouveaux hommes étaient venus au premier plan, aux yeux de qui le nazisme était le système choisi et soutenu activement par la majorité du peuple allemand, et pour qui les stéréotypes de militarisme et d'absolutisme étaient tout ce que signifiait le mot Prusse.

Dans la mesure où il y eut déception, un rôle peut avoir été joué par la multiplicité même des chaînes de contact entre l'opposition et la Grande-Bretagne pendant « la drôle de guerre ». A la fin, toutes ces chaînes ont conduit comme nous le savons au même point, à l'autorité détenue par Halder et Brauschitsch qui, seuls des généraux allemands en activité, paraissaient un peu ouverts à l'idée d'une action contre Hitler. Cette multiplicité et l'incapacité des divers groupes de l'opposition à se mettre d'accord sur une seule chaîne de contact et sur une seule forme d'offre au Gouvernement britannique (il n'y a aucune raison de penser que nous connaissions tous les contacts, il y eut aussi des contacts nazis avec la Grande-Bretagne, comme ceux qui ont passé par Dahlerus et le baron von der Ropp) (1), ont bien pu jouer un rôle en soutenant l'espoir de ces hommes d'État britanniques, qui attendaient un effondrement du front intérieur allemand. Le contraste entre cette multiplicité et le manque absolu de réalisation concrète des promesses faites, ont dû apporter de l'eau au moulin de ceux qui tendaient à voir dans le nazisme une réincarnation de leurs stéréotypes sur l'Allemagne.

Reste une énigme dans tout ceci : la position de la France. Le seul indice de contact entre l'opposition allemande et les dirigeants français est la mention, dans le journal de Hassel, de la possibilité d'une rencontre entre Gœrdeler et un représentant de Daladier en Suisse (2). Dans l'offre britannique, à Wirth, existait une clause demandant qu'en cas de projet d'un coup d'État, le Gouvernement français soit averti ; ce qui tend à suggérer qu'il ne l'avait pas été jusqu'ici. En janvier 1941, Churchill notait : « Maintenant que la France est hors de la guerre, j'ai l'intention de parler un peu plus des nazis et un peu moins des Allemands (3). »

Mais la raison principale de l'absence d'offres ultérieures à l'opposition allemande a sûrement été les défaites anglaises en Norvège et en France en 1940, et la capitulation de la France. De même que l'opposition à Hitler perdit, à cause des victoires allemandes, toute chance d'inciter les généraux à agir contre lui, de même les défaites britanniques retirèrent aux quelques hommes, s'il y en avait, espérant encore une paix de compromis, toutes chances d'avoir quelque influence sur la politique britannique. On juge du changement, au sort réservé à la rencontre avec le Pr. Siegmund-Schultze, l'éducateur allemand, en mai 1941 (4). L'occasion en avait été

(1) Voir *Documents on German Foreign Policy, 1918-1945*, séries D, vol. VIII, documents nos 134, 138, 203, 205, 318, 337, 346, 472.

(2) Hassell, *Diaries*, 11 mars 1940. Wirth toucha plus tardivement le gouvernement français, en avril 40. Cf. E. Pezet, *Contre Hitler et la guerre ; une mission secrète du chancellier Wirth à Paris*, avril 1940, *Revue politique et parlementaire*, avril 1958. Il n'est pas certain que ce contact ait eu lieu avec l'agrément des chefs de l'opposition.

(3) Churchill, vol. III, Appendix C, p. 638.

(4) Ritter, pp. 316-18 et 513, n. 5 ; 514, n. 9.

donnée par l'historien d'art finnois, le Pr Borenius qui, après une visite en Angleterre, dit à un ami de Gœrdeler, le Suisse Carl Burckhardt, ancien haut commissaire de la Société des Nations pour Dantzig, que des officiels britanniques, non spécifiés, pensaient encore à la possibilité de paix, si les territoires conquis par l'Allemagne à l'Ouest étaient évacués, tout en préservant ses gains à l'Est. Quand Schultze, armé des propositions de Gœrdeler (1), entra en rapport avec la légation britannique à Berne, il fut informé que, depuis quelques mois, il leur avait été défendu d'accepter des propositions de paix. Il fallut trois mois avant qu'aucun représentant diplomatique anglais en Suisse fut seulement autorisé à accepter les propositions écrites de Gœrdeler, en dépit de l'intervention personnelle, a-t-on dit, de l'Archevêque de Canterbury auprès de Churchill, Eden et deux autres membres du Cabinet. Dans la situation de mai 1941, après l'échec des attaques directes allemandes sur la Grande-Bretagne et les victoires allemandes en Grèce, en Crète et en Libye, rien, sinon la victoire, ne pouvait convenir à l'opinion britannique. Les distinctions entre Allemagne et nazisme paraissaient dépourvues de sens à une nation engagée dans une guerre totale, qui ne pouvait voir aucun signe de division à l'intérieur de la machine de guerre monolithique allemande.

Le sens de cet épisode est de nous montrer que le changement fondamental dans l'attitude des dirigeants de la Grande-Bretagne quant à l'Allemagne, la paix de compromis et l'opposition allemande, s'est produit avant le moment où la victoire a commencé de changer de camp, et avant que l'entrée en guerre de l'U.R.S.S. et des États-Unis ne soit venue compliquer la question des négociations avec l'opposition, tout en rendant réaliste la conviction britannique que la victoire était la seule issue acceptable de la guerre. La raison principale ne peut pas avoir été autre chose que l'effet des désastres de 1940-1941 sur l'orgueil national. Cet épisode est important aussi dans la mesure où il anticipe exactement le schéma des contacts plus connus entre l'évêque Bell et Bonhœffer, à Stockholm, en 1942 (2). La formule alors choisie par Antony Eden pour faire connaître à l'évêque Bell le scepticisme foncier du Gouvernement britannique et son peu d'intérêt pour les contacts avec l'opposition, « qu'il n'y allait pas de l'intérêt national de poursuivre de tels contacts », n'est pas importante en soi. C'est la formule officielle classique du *non volemus*. Eden n'avait pas à débattre des raisons du Gouvernement avec un profane en la matière comme l'évêque Bell.

Non pas que le Gouvernement britannique n'ait plus eu l'espoir d'un effondrement intérieur allemand. Churchill voyait des possibilités de séparer la Prusse du reste de l'Allemagne et d'entamer le moral allemand par les bombardements aériens, pour provoquer un changement de

(1) Ritter, p. 569.

(2) Bishop Bell, *The Church and Humanity*, pp. 165-176. Voir aussi sa correspondance avec Eden, imprimée dans *Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte*, vol. V, pp. 364 ss. Le sujet a été entièrement épuisé dans la littérature de l'opposition allemande.

Gouvernement en Allemagne ; cependant, il eut la prudence de ne jamais exagérer ces possibilités. Mais il était décidé à ce que tout autre Gouvernement en Allemagne accepte les limitations du pouvoir allemand, qu'il jugeait désirables. Comme il l'écrivit en juillet 1942 (1) : « Au cas d'un renversement du régime nazi, il est absolument certain que le pouvoir passerait à l'armée allemande, qui n'est absolument pas prête à accepter le genre des conditions que l'Angleterre et les U.S.A. jugent essentielles à la sécurité mondiale. »

Il semble avoir insisté pour qu'aucun engagement ne fut pris avec des émissaires de l'opposition allemande. Personnellement, il répugnait à décourager un changement intérieur en Allemagne en insistant trop lourdement sur la formule de capitulation inconditionnelle, sur laquelle il s'était mis d'accord avec Roosevelt à la Conférence de Casablanca, en janvier 1943 ; mais il semble avoir perdu peu à peu toute la confiance qu'il avait pu avoir dans les chances d'un effondrement interne en Allemagne. Pendant l'été de 1943, quand il fut contacté par Mark Wallenberg, le banquier suédois de Gœrdeler, il donna, dit-on, à son secrétaire privé Norton, par qui les contacts étaient passés, l'instruction de ne faire aucune promesse de garder le contact. En août, il écrivit à Eden (2) : « Aussi longtemps que nous n'avons pas à nous engager à traiter avec une personnalité particulière nouvelle ou un nouveau Gouvernement, notre avantage est clair. Nous n'avons certainement pas envie, si nous pouvons l'éviter, de lier tous les Allemands dans un bloc désespéré solide, pour qui il n'y aurait plus d'espoir. »

Mais en janvier 1944, il écrivait (3) : « Toutes mes informations sur l'intérieur de l'Allemagne tendent à montrer que Hitler et son Gouvernement ont encore la plus grande autorité et qu'il n'y a pas de signe de révolte en dépit des bombardements. »

Quelles que fussent ses impressions, le Gouvernement britannique, après décembre 1941, ne pouvait pas agir indépendamment des U.S.A. et de la Russie soviétique. Ces derniers se sont révélés résolus très tôt à réduire l'Allemagne à l'impuissance.

Les effets de l'entrée en guerre des Russes et des Américains furent importants non seulement par leur influence sur le cours possible d'une action offerte au Gouvernement britannique, mais aussi par leurs conséquences sur l'opposition allemande. Cette opposition, c'est bien clair, était toujours divisée en deux catégories différentes. Il y avait les petits groupes et de nombreux individus dispersés, dont les objections au régime nazi étaient essentiellement d'ordre moral ou politique et dont l'opposition ne chancelait ni ne faiblissait avec les succès remportés par le régime — mais ils ne possédaient pas les clefs du pouvoir en Alle-

(1) CHURCHILL, vol. IV, Appendix C, p. 782.
(2) CHURCHILL, vol. V, Appendix C, p. 584.
(3) CHURCHILL, vol. V, Appendix C, p. 602.

magne. L'opposition parmi ceux qui avaient ces clefs, se dressa seulement quand le régime parut courir au désastre. Évidemment, ils avaleraient toutes les autres objections au nazisme, comme Brauchitsch et Halder le firent lors des ordres à la *Wehrmacht* des 12-13 mai 1941 (1), prescrivant d'user de terreur contre la population civile russe. De tels hommes furent conduits graduellement à envisager l'action contre Hitler, par la force grandissante des Alliés et par la marée de la guerre submergeant l'Allemagne après novembre 1942, après Stalingrad, El Alamein et le débarquement anglo-américain en Afrique du Nord.

Aux premiers groupes, l'entrée de la Russie et des États-Unis dans la guerre offrait une autre cible à leurs approches que l'intraitable Angleterre. L'entrée de la Russie offrit une occasion plus poussée à la partie d'entre eux, la plus nombreuse probablement, qui était profondément antibolchevique et redoutait une victoire soviétique. Beaucoup d'entre eux en étaient venus à croire qu'une avance soviétique dans l'Europe centrale devait être si peu souhaitée par les Britanniques que des offres de négociation, faites de telle manière que cette avance puisse être prévenue, seraient un moyen efficace de persuader les Britanniques de soutenir l'opposition, ce que leur hostilité nationaliste à l'Allemagne les avait jusqu'alors empêchés de faire. Leurs apologistes allèguent (et leur argument a beaucoup de force) que l'attitude unique à l'égard de l'Allemagne qui se développa parmi les dirigeants alliés fut de nature à les priver de leur arme la plus efficace pour convaincre ceux qui étaient en situation d'agir contre Hitler, qu'il y avait quelque chose à y gagner et que quelque chose pouvait être préservé dans le naufrage du nazisme et de l'Allemagne que les Alliés semblaient projeter. La rigidité avec laquelle le slogan de la capitulation sans condition était annoncé et utilisé rendait l'idée d'un coup d'état contre Hitler très peu tentante pour les généraux, tant qu'il semblait y avoir encore une possibilité de victoire (2). Les deux nouveaux participants à la Grande Alliance devaient montrer une hostilité plus profonde à l'Allemagne que le Gouvernement de la Grande-Bretagne.

Tout d'abord, sous le coup des victoires écrasantes de l'Allemagne de 1941 et 1942, Staline devait alarmer ses partenaires et encourager l'opposition allemande par un nombre de gestes qui semblaient établir une distinction entre le régime nazi et le peuple allemand. Dans un discours de novembre 1941 (3), il parlait de « l'instabilité de l'arrière allemand des envahisseurs hitlériens » et du « profond changement de sentiment »,

(1) Ritter, pp. 316-317.

(2) D'autre part, la déclaration de Casablanca renforça le désespoir des hommes convaincus de l'opposition et les conduisit à faire un plan de coup d'état sérieux et plusieurs projets d'attentats contre Hitler. D'autres, Thomas et Planck, par exemple, ont manifestement conclu que les choses étaient allées trop loin pour pouvoir sauver la situation et se sont retirés dans leurs affaires privées.

(3) Voir J. V. Staline, Ordres du jour, Discours de guerre, etc., pp. 21, 30, 47-48.

qui avait affecté le peuple allemand lorsque Hitler laissa le chemin de la réunification allemande pour celui de l'aventure impérialiste. Son ordre du jour nº 55, de février 1942, disait : « Il serait ridicule d'identifier la clique de Hitler avec le peuple allemand, avec l'État allemand. L'expérience de Hitler prouve que les Hitler vont et viennent, mais que le peuple allemand et l'État allemand demeurent. » Dans un discours de novembre 1942, il disait : « Nous n'avons pas pour but de détruire l'Allemagne, car il est aussi impossible de détruire l'Allemagne que de détruire la Russie... ce n'est pas notre but de détruire toute force militaire organisée en Allemagne, car tout individu non illettré comprendra que ce n'est pas seulement impossible en ce qui concerne l'Allemagne... mais aussi inopportun du point de vue du vainqueur. »

Après Stalingrad, quand le besoin de soutenir le moral russe en essayant de combattre l'impression d'isolement fut moindre, ses expressions en public devinrent plus sévères. Mais la fondation d'un *Comité national pour l'Allemagne libre*, et de la *Ligue des officiers allemands*, formés de prisonniers de guerre allemands, dans l'été de 1943 (1), représenta une différence si marquée avec l'attitude des Alliés à l'Ouest et semblait présager une politique si « douce » envers l'Allemagne, qu'elle contraria énormément les plans anglo-américains et « endurcit l'élan de sévérité envers l'Allemagne » (2), dans les discussions anglo-américaines des conditions de paix à lui imposer. Mais les Conférences de Moscou et de Téhéran, en octobre et novembre 1943, montrèrent que celles-ci n'étaient que des procédés tactiques utilisés comme moyens de pression sur les Alliés (3). A Téhéran, Staline se montra le plus dur de tous les chefs alliés sur la politique future à l'égard de l'Allemagne. Il stigmatisa les plans anglo-américains « bons mais insuffisants ». Il dit à Roosevelt qu'il pensait que Churchill était trop optimiste sur les chances de garder l'Allemagne sous contrôle. Il plaida pour qu'on fusillât 50 000 — peut-être 100 000 — personnes des milieux dirigeants allemands.

Il est possible qu'il ait eu un moment — et Churchill également — l'espoir de séparer le peuple allemand de ses chefs nazis. Mais, d'après ses remarques à Téhéran, il avait nettement abandonné cette idée. Quand Churchill mit en avant son plan favori d'une Fédération du Danube comprenant l'Allemagne du Sud, il remarqua amèrement que tous les Allemands étaient pareils — et que tous combattaient comme des diables — contrairement aux Autrichiens, qui étaient tout prêts à se rendre s'ils étaient laissés à eux-mêmes. Il se montra le plus « jusqu'au boutiste » des avocats du démembrement de l'Allemagne.

(1) Voir Andreas Lœwenfeld, The free German Committee, *Review of Politics*, vol. 14, pp. 346-366.

(2) Feis, *Churchill, Roosevelt, Staline*, p. 220.

(3) Feis, pp. 272-275. Churchill, vol. V, pp. 354-356. Les dirigeants anglo-américains auraient été encore bien plus inquiets s'ils avaient connu les offres de paix séparée des Russes aux Nazis.

Ces doctrines cadraient exactement avec la mentalité de Roosevelt et de ses conseillers. Comme Churchill, ils inclinaient à voir des identités entre 1914 et 1939, entre ce qu'on appelait le militarisme prussien et le nazisme. Comme d'autres présidents américains avant lui, Roosevelt, le pragmatiste par excellence en politique intérieure, se montrait enclin à la rigidité et doctrinaire dans sa politique extérieure. Autrefois, sous les ordres du président Wilson, il avait senti le pouvoir immense de la présidence américaine pour remettre le Monde en ordre et il était décidé à empêcher que ce pouvoir ne fût frustré une seconde fois. Il n'ignorait pas l'existence d'une opposition allemande. Alexander Kirk, l'ancien conseiller de l'Ambassade américaine à Berlin, avait de nombreux contacts avec elle. Le Dr Brüning, ancien chancelier, avait fait parvenir un mémorandum, par Trott zu Solz, en novembre 1939. Mais il semble s'être montré lui-même envers l'Allemagne plutôt absolutiste que relativiste. Le devoir essentiel pour lui, était de gagner la guerre, désarmer l'Allemagne et la priver de toute possibilité future de faire du mal ; ensuite, de mettre d'aplomb une organisation mondiale comprenant toutes les Grandes Puissances, y compris Russie et Chine, pour maintenir la paix.

Les cadres inférieurs dans la hiérarchie américaine, avaient la possibilité de prendre contact avec l'opposition allemande, ou même d'envisager des gestes qui pouvaient conduire à une désagrégation interne de l'Allemagne. Mais, en ce qui concernait des contacts à un niveau plus élevé, Roosevelt ne voulait pas en entendre parler. Allan Dulles fut envoyé en Suisse pour se renseigner sur la clandestinité allemande en novembre 1942. Mais aucun de ses rapports sur les contacts qu'il eût, ou sur les offres qui lui furent faites, ne semble avoir atteint Roosevelt ou avoir été retenu par lui. Louis P. Lochner, journaliste américain, muni d'un code pour communiquer avec le groupe autour de Jacob Kaiser et de cette unique question : quelle sorte de régime intérieur serait acceptable pour l'Allemagne ? ne put jamais franchir le mur des conseillers de Roosevelt. On lui dit même que ces contacts avaient donné naissance à de « multiples embarras » (1). Il est possible que, dans les premiers mois de 1942, les Américains aient eu quelque espoir de désordres intérieurs en Allemagne. En mars 1942, le général Marshall recommanda officiellement la préparation d'une attaque à travers la Manche sur une petite échelle, pour novembre 1942, aussi bien pour aller à la rescousse des Russes que (2) « pour profiter d'une chance de victoire, peut-être inespérée, sortant des événements en Allemagne ». Mais la première approbation anglaise à cette proposition fut rapidement balayée et tout

(1) Cf. Rothfels, pp. 145-47, se fondant sur un mémorandum de Lochner. Dans son propre livre, *What about Germany ?*, qui parut pendant la guerre, p. 164, Lochner donne un compte rendu de ce qui est clairement le même incident et dit que les sources américaines officielles appelèrent son rapport « très révélateur, très précieux pour nous..., le sensationnel à l'état pur ».

(2) Feis, p. 49.

plan d'attaque à travers la Manche, en 1942, fut abandonné devant l'opposition anglaise.

Roosevelt lui-même fut l'avocat le plus convaincu de la « capitulation sans conditions », formule qu'il avait été le premier à énoncer. La doctrine sortit des délibérations du sous-comité du *Département d'État* sur les problèmes de sécurité, sous la présidence de l'ancien ambassadeur délégué aux conférences du désarmement, Norman Davis (1). Ce sous-comité arriva à la conclusion que la raison de l'avènement de Hitler et donc de la deuxième guerre mondiale était la conviction des Allemands qu'ils avaient été amenés à la défaite de 1918 par la trahison, et leur détermination par conséquent de réparer les conséquences de cette défaite. Dans les projets de ce sous-comité, pour éviter une répétition de ce processus, il était essentiel que les forces armées allemandes soient amenées à se rendre sans conditions, et que les États-Unis n'entrent pas dans des négociations de paix, liés d'une façon ou d'une autre par des engagements antérieurs avec l'ennemi. L'adoption par Roosevelt de cette formule faisait partie intégrante de toute la tentative de séparer la poursuite militaire de la guerre des discussions politiques de l'après-guerre. Que les deux fussent nécessairement interdépendants et que certaines dispositions militaires dussent affecter les conditions dans lesquelles la conférence de la paix se réunirait, était une doctrine qui trouvait peu de place dans sa philosophie ou celle de ses conseillers. L'affirmation de Clausewitz si connue, qui dit que la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens, Roosevelt l'aurait considérée comme une preuve de la soi-disant volonté des Allemands d'employer la guerre comme un instrument de politique et non une simple constatation de fait.

Les difficultés, dans lesquelles cette position rigide les avaient conduits, furent révélées aux Américains quand des tentatives variées furent faites pour esquisser une définition publique des conditions qui seraient imposées à l'Allemagne. Des personnes différentes, dont Staline à Téhéran, avaient conclu que les conditions à exiger par les Alliés (car le seul aspect inconditionnel de la capitulation pour les Allemands était que les Allemands eux-mêmes ne pouvaient proposer aucune condition pour leur capitulation), peu importait la dureté de ces conditions, hâteraient le jour de la capitulation. Après Téhéran, des fonctionnaires anglais avaient approfondi le projet envisageant les conditions pour l'Allemagne et les conditions pour ses satellites. Un commentaire de Roosevelt sur un mémorandum anglais sur le second point révèle son extrême méfiance devant toute tentative de lui lier les mains (2) : « Non ; le ministère anglais des Affaires étrangères a toujours été partisan de cela et ce n'est P[as] B[on]. »

Quant à l'Allemagne, toutes les délibérations ont montré que Staline

(1) Feis, pp. 108-110.
(2) Feis, p. 353.

s'était trompé et qu'une définition précise des conditions que les Alliés se proposaient de lui imposer aurait eu un effet bien plus grand pour galvaniser la volonté de Résistance allemande, que les vagues terreurs d'une « capitulation sans conditions ». Mais les craintes de Roosevelt à propos d'efforts pour lui lier les mains continuaient. En avril 1944, le général Eisenhower et Bedell Smith essayèrent encore d'obtenir l'autorisation officielle de faire une déclaration des conditions de la capitulation, arguant que le peuple allemand pouvait être disposé à céder, et qu'il y avait une chance de faire naître un mouvement à l'intérieur de l'armée allemande pour un coup contre Hitler et en vue d'une capitulation (1). Roosevelt réagit par une instruction à ses diplomates, disant qu'il ne voulait plus entendre parler de cette idée. Quand il commença lui-même à hésiter et à mettre la main à un projet dans les jours précédant immédiatement l'invasion de l'Europe, ce furent Churchill et Staline qui lui montrèrent du doigt que toute définition précise des intentions alliées irait probablement à l'encontre du but cherché.

L'évolution de la pensée alliée et celle de l'opposition allemande sur le Monde de l'après-guerre révèlent un développement diamétralement opposé : les idées des Alliés étaient radicales et fixées sur la Nation comme une unité indivisible, et celles de l'opposition étaient conservatrices et envisageaient une fédération d'États. Les Alliés évitaient toute liaison entre leurs plans concernant une Allemagne vaincue et la discussion de la forme du Monde d'après-guerre. Dans les schémas nombreux proposés par les membres de l'opposition, ces deux aspects étaient en général inséparables. Les Alliés envisageaient un monde d'États nationaux liés dans une organisation destinée à préserver la paix. L'opposition voyait un monde de fédérations, l'Europe étant l'une d'elles. Dans les plans proposés par Gœrdeler et Trott, la crainte du bolchevisme, et la nécessité d'un ordre européen excluant l'influence communiste, étaient au premier plan. Moltke et le *cercle de Kreisau* voyaient que la Russie soviétique ne pourrait être exclue d'une future organisation mondiale. Mais il est improbable que la Russie eut été admise dans la fédération européenne qu'ils avaient projetée. Les Alliés au contraire, avec plus ou moins de conviction, pensaient qu'ils pourraient s'entendre avec la Russie et tenaient pour essentielle la participation russe à l'ordre du monde. Chez Churchill, cette croyance se traduisit par la certitude que Staline et les dirigeants de la Russie en général avaient abandonné l'idéologie communiste pour le patriotisme russe. Toute la guerre, dit-il en mai 1944 (2), devenait moins idéologique. Chez Roosevelt, cette pensée prit la forme d'une désastreuse conviction que, grâce à un contact personnel avec Staline, il pourrait établir un climat de confiance qui calmerait la profonde défiance soviétique à l'égard du capitalisme de l'Ouest et que les deux absolutistes démocrates, lui et Staline, pourraient s'entendre d'une manière refusée à Churchill, impéraliste oligarchique. Ce que Staline pensait de tout cela est voilé de mystère, et s'interprète selon les convictions *a priori* de ses biographes. Il peut bien en être venu à considérer l'État et le parti, avec leurs ramifications internationales, comme des prolongements de sa personnalité. En matière d'organisation interna-

(1) Feis, p. 354.
(2) Hansard, *Parl. Deb.*, 5e série, Chambre des Communes, vol. 400, colonnes 781-84.

tionale, ses soupçons se sont montrés indéracinables et quel que fut leur fondement, ils firent de lui le plus radicalement nationaliste de tous les dirigeants alliés.

Par contraste, les membres de l'opposition allemande, quoique patriotes, étaient, en général, dans leurs jugements sur les problèmes internationaux, des supranationalistes conservateurs. Ils évoluèrent dans différentes directions, les uns n'étant conduits que par leur hostilité au nazisme et à la guerre à des positions que les autres soutenaient depuis le début. Dans leurs conceptions sur la structure européenne d'après-guerre, ils prêchaient dans l'ensemble un curieux mélange de nationalisme allemand sous la forme d'une réunification de toutes les « terres allemandes » et d'un pan-européanisme néo-Metternichien qui constituerait une barrière efficace à la fois contre un nationalisme radical de type nazi et contre le communisme. Ils partageaient avec Hassell le sentiment que l'Europe avait pour eux « la valeur d'une patrie » (1). Tout en sympathisant avec les aspects unificateurs du nationalisme allemand tel que le prêchaient les nazis, ils avaient pour objectif principal d'exclure le nationalisme de la politique européenne ; de même que Frédéric Guillaume IV avait voulu fondre la Prusse dans l'Allemagne de 1848, de même, ils voulaient fondre l'Allemagne à son tour dans une « Interessen- und Kulturgemeinschaft » européenne (2).

Aujourd'hui, les objectifs décrits dans les divers mémorandums de Gœrdeler seraient accueillis par de larges sections de l'opinion en Angleterre et en Europe de l'Ouest avec beaucoup de sympathie. Mais, dans les circonstances de 1941-1943, ces objectifs présentés comme des propositions pour terminer la guerre par voie de négociation et pour opérer une révolution en Allemagne, étaient chimériques au dernier degré. De plus, ils étaient souvent accompagnés d'offres de paix dans lesquelles l'élément nationaliste se manifestait suffisamment pour faire soupçonner facilement, chez ceux qui les présentaient, une volonté de profiter des méthodes de Hitler, volonté qui se conciliait mal avec leur haine pour lui et son régime — haine commune en principe aux deux camps. Cette méfiance à l'égard des diverses offres de paix de l'opposition fut accrue par leurs variations au gré de la situation militaire.

En février 1940, par exemple, tandis qu'il réclamait les frontières de 1914 à l'Est, avec l'Autriche et les Sudètes, Hassel était généreusement prêt à renoncer à toute prétention allemande sur l'Alsace-Lorraine. Les propositions de Gœrdeler, en mai 1941, exigeaient toutefois les frontières de 1914 à l'Ouest également, l'établissement de frontières européennes sur la base générale d'une auto-détermination nationale (ceci, expliquait-on, garantirait le Tyrol du Sud à l'Allemagne), la restitution des colonies

(1) HASSELL, *Diaries*, à la date du 22 février 1940.

(2) La phrase est extraite d'un mémorandum de Gœrdeler donné à Jacob Wallenberg, en mai 1943, à utiliser dans une rencontre avec Churchill. Cf. RITTER, pp. 328-329.

allemandes ou de territoires coloniaux d'égale valeur, et la mise en place d'un système international de mandats pour toutes les colonies. En octobre 1941, Hassell était un peu plus réaliste, prêt à ne pas insister sur les Sudètes et à échanger le corridor polonais contre les quatre régions les plus à l'Est de la Prusse orientale (1). Mais le Tyrol du Sud serait donné à l'Allemagne. En mai 1943, les offres de Gœrdeler étaient un peu plus modérées. Il abandonnait son exigence du simple retour aux frontières de 1914 à l'Est. La frontière de Pologne serait fixée par négociation (désagréable souvenir chez ceux qui n'avaient pas oublié la revendication de Hitler en août 1939). L'Allemagne était prête à soutenir l'union de la Pologne et la Lithuanie et à garantir la Pologne, qui devait retrouver ses frontières orientales de 1938, contre la Russie. A l'Ouest, les frontières nationales devraient suivre la frontière linguistique (demande qui pouvait être interprétée comme livrant au moins l'Alsace à l'Allemagne). Seul Trott zu Solz eut l'intelligence de voir, au moins en novembre 1939, qu'un mouvement allemand qui désavouait Hitler et souhaitait un nouvel ordre de relations internationales, devait être prêt à abandonner les gains que les méthodes de Hitler avaient assurés, et qu'un mouvement, qui ne pouvait agir sans une promesse des Alliés, avait peu de chances d'assurer cet ordre par des propositions qui impliquaient le maintien de la majeure partie de conquêtes militaires, réalisées aux dépens des Alliés ou de ceux pour la défense desquels ils étaient entrés en guerre (2).

Après la guerre, les dirigeants des démocraties occidentales ont été sérieusement critiqués pour n'avoir pas réussi à saisir les initiatives variées de l'opposition allemande. Mais l'image qu'ils avaient dû s'en faire — même ceux qui étaient le plus mêlés aux contacts avec l'opposition allemande, ne pouvait pas être très encourageante, mis à part l'aspect personnel du contact avec des hommes comme Trott zu Solz et les Bonhœffer. Trois questions se sont posées à eux. Que représentaient ces individus ? Pouvaient-ils réellement exécuter le coup d'état ? Les hommes à qui ils avaient à faire étaient sans aucun doute de nobles caractères, aux idées éclairées et vivifiantes, mais ces idées étaient-elles réalisables au moment où ils les avançaient ? Au moins en trois occasions, en septembre 1939, en février 1940 et en septembre 1943, un coup d'état fut promis. Y avait-il quelque raison pour expliquer leur échec ? Les exigences de leur part étaient, sans doute, inspirées par un sens profond de leurs obligations patriotiques. Mais y avait-il un intérêt quelconque à les suivre à ce moment-là ? Un coup d'état qui ne pouvait être assuré

(1) Maley, p. 7 ; voir aussi Rothfels, pp. 151 et 204-205, n. 29.

(2) Cela, entre autres, doit avoir joué un grand rôle dans l'éveil du scepticisme avec lequel, selon Burckhardt et Wallenberg, les propositions de l'opposition en 1942 et 1943 furent accueillies. Burckhardt, il est vrai, avait aussi rapporté que les cercles britaniques avec lesquels il avait été en contact, avaient exprimé leur « surprise » devant la « modération » des conditions de l'opposition. Mais il est difficile de ne pas déceler une certaine note de sarcasme dans le choix du mot « modération » qui peut avoir échappé à Burckhardt.

qu'au prix de telles concessions qu'elles pouvaient entraîner la ruine d'une union précaire entre les Alliés de l'Ouest et la Russie (dont on avait besoin si ce coup échouait), valait-il vraiment la peine d'être risqué ? A toutes ces questions, même le plus optimiste des hommes, oubliant pour un instant toute psychologie de guerre, ne pouvait répondre que par la négative. L'opposition allemande représentait-elle rien de plus que quelques groupes de civils braves mais impuissants, ou un certain nombre d'officiers d'état-major de rang moyen éloignés des clés du pouvoir ? Pourquoi, après tout, ont dû se demander les officiers de renseignement alliés (responsables de l'interprétation des rapports d'Allen Dulles et des collègues anglais), les opposants allemands n'avaient-ils pas machiné leur coup d'état et ensuite approché les Alliés ? (avis donné par les Wallenberg et le diplomate allemand émigré Richard Meyer, ancien chef de la Région Est au ministère allemand des Affaires étrangères, dont les quelques gouttes de sang juif avaient causé le renvoi en 1936).

Les efforts incessants pour monter les Alliés de l'Ouest contre l'Union Soviétique ont dû paraître criminels au regard de toutes ces autres considérations. Le plan transmis, contre son propre avis, par Givesius à Allen Dulles, en mai 1944 (1), pour l'ouverture d'un front à l'Ouest par les Alliés et la continuation de la lutte à l'Est, reflétait les idées d'une grande partie de l'opposition et correspondait à celles révélées par Gœrdeler comme siennes, seulement en novembre 1944, à son interrogatoire par la Gestapo (2). Le point de vue anglais peut être résumé en deux citations...

Le 6 juillet 1944, un travailliste, M. P. Rhys Davies, demanda aux Communes (3) : « Si le Gouvernement de Sa Majesté ou ses Alliés avaient songé à un moment quelconque à l'opportunité d'informer le peuple allemand que, si le présent Gouvernement nazi était remplacé par un régime démocratique issu de la Nation dans lequel les Alliés pourraient avoir confiance, la voie serait ouverte à une approche d'un règlement des problèmes ayant causé le présent conflit — sur la base des principes établis dans la *Charte de l'Atlantique.* »

M. Attlee, chef du Parti travailliste, alors premier ministre adjoint, répliqua : « Autant que cela regarde le Gouvernement de Sa Majesté, cela a été maintes fois clairement répété dans des déclarations publiques, que nous combattrons jusqu'à ce que l'Allemagne soit forcée de capituler et jusqu'à ce que le nazisme ait été extirpé. C'est au peuple allemand d'en tirer les conclusions logiques. Si une partie veut *réellement* voir un retour à un régime fondé sur le respect de la loi internationale et des droits de l'individu, elle doit comprendre que personne ne la croira jusqu'à ce qu'elle ait elle-même pris une part active à l'abolition du régime actuel. Plus longtemps les Allemands continueront à supporter et à tolérer leurs chefs actuels,

(1) DULLES, *Germany's underground*, p. 139.
(2) RITTER, pp. 386-388 et p. 536, n. 100.
(3) HANSARD, *Parl. Deb.*, 5e série, H. de C., vol. 401, col. 1307-1308. C'est une ironie du sort que cette expression de scepticisme prononcé ait été l'un des stimulants qui ont conduit l'opposition à entreprendre le coup du 20 juillet.

plus lourdement pèsera leur propre et directe responsabilité de la destruction qui est en train de se réaliser à travers le monde, y compris dans leur propre pays. »

Dans ses mémoires, Sir Samuel Hoare, ambassadeur de Grande-Bretagne à Madrid, a relaté que des approches variées furent faites à l'Ambassade britannique à Madrid pendant l'été 1944, mais il ajoute (1) : « Comme le résultat de la guerre n'était plus douteux, on avait peu à gagner à des contacts avec les nationalistes allemands. »

Liée comme elle l'était par l'alliance avec la Russie, par la dépendance à l'égard des États-Unis (pour leur aide et la participation massive de leurs troupes dans le débarquement en Europe), par le pacte de Moscou interdisant des négociations séparées avec les Allemands et par la conviction qu'une Allemagne forte était une menace permanente pour la paix de l'Europe, que pouvait gagner la Grande-Bretagne sur le plan des intérêts britanniques, à jouer avec ces sortes de contacts ? Seulement des informations dans la meilleure des hypothèses. Ainsi Churchill, nous l'avons vu, avait ordonné à Norton de laisser la voie ouverte vers Gœrdeler par les Wallenberg. L'échec du coup d'État, quand il fut tenté — et son succès était inconcevable — ne peut être pris que comme une preuve que leur scepticisme à propos des possibilités d'un coup contre Hitler était justifié. Cependant, il ne justifie, en aucune manière, les commentaires de Churchill le 5 août (2).

L'histoire des relations entre l'opposition allemande et les Alliés est souvent résumée comme l'histoire des occasions perdues. C'est exagérer les choses. Il y a et il y aura toujours matière à discussion sur le point de savoir si une occasion fut manquée en septembre 1938. Si l'Angleterre et la France avaient été aussi fortes que Beck et les autres l'avaient cru, alors les choses auraient pu se dérouler différemment. Il est certain que des occasions furent perdues par le simple manque de décision de

(1) Sir Samuel Hoare, *Ambassador on Special mission*, pp. 204-5. Selon Hoare, les plans envisageaient l'élimination de Hitler et l'extermination de 300 000 nazis en l'espace d'une quinzaine, en échange de la non-occupation de l'Allemagne par les Alliés. Il fut même suggéré que Himmler pourrait être à la tête du coup contre Hitler. L'idée que Himmler, l'homme le plus détesté en Grande-Bretagne après Hitler, pouvait être *persona grata* pour les Alliés, jette une curieuse lumière sur la naïveté d'une partie au moins de l'opposition et sur le manque de garde-fous intellectuels internes du monde mental de l'élite administrative dont faisait partie tant de membres de l'opposition. Gœrdeler eut, pendant longtemps, des illusions similaires à l'égard de Gœring ; seul Hassell, le plus clairvoyant de tous, n'a pas compromis ses idées par de telles démarches dénuées de réalisme.

(2) Hansard, *Parl. Deb.*, 5e série, H. de C., vol. 402, col. 1487. « Les plus hautes personnalités du Reich allemand s'assassinent mutuellement ou essaient de le faire, tandis que les armées vengeresses des Alliés se referment sur le cercle du pouvoir allemand condamné, et de moins en moins étendu. Aussi puissantes que peuvent être ces manifestations de malaise interne, aussi décisives qu'elles peuvent devenir un jour ou l'autre, ce n'est pas en elles que nous devrions mettre notre confiance, mais en nos propres armes fortes et en la justice de notre cause. » Tout le passage révèle, plus que tout, comment l'attitude de Churchill à l'égard de la révolte intérieure contre Hitler en Allemagne dépendait de sa certitude que l'Allemagne, aussi bien que le nazisme, était l'ennemi.

Brauchitsch, en novembre 1939 et février 1940. Le sort des offres britanniques à Wirth et au Dr Mueller montre pour le moins un manque de décision claire dans les grands dilemmes moraux qui, de son propre aveu, se posaient alors au Haut Commandement allemand. Mais il suffit seulement de considérer à quel point Hammerstein et Witzleben étaient prêts à agir, pour voir combien Brauchitsch et Halder manquèrent de la volonté authentique de s'opposer à Hitler. Si les offres britanniques, d'autre part, avaient été acceptées et exécutées, les effets produits en Angleterre sont difficiles à imaginer. Chamberlain avait certainement perdu le contact avec l'opinion britannique en faisant de telles offres. En fait, il l'avait perdu avec le gros de l'opinion britannique avant même que la guerre fût déclarée, comme on le vit bien, par la tempête de protestations qui accueillit la révélation des négociations entre Hudson et Wohltat, représentant de Gœring, à l'été 1939, et les scènes pénibles aux Communes, qui soulignèrent la nouvelle du retard de l'ultimatum anglais à l'Allemagne, le 2 septembre 1939. Il est possible que son autorité sur le parti Conservateur lui eût permis de faire passer un pacte de paix dans la ligne de ses propositions au Dr Mueller, en risquant la scission de son propre parti et de la nation. Mais cela n'aurait rien présagé de bon pour les relations futures entre l'Angleterre et l'Allemagne. Après l'invasion de la Norvège, le 9 avril 1940, il était trop tard.

Comme nous l'avons montré plus haut, le rôle du slogan : capitulation sans conditions a été exagéré. Ce qui était en question n'était pas le slogan lui-même, mais l'hostilité consciente envers l'Allemagne, sous-jacente au slogan. Cette hostilité empêchait les Alliés de définir avec plus de précision leurs conditions d'armistice avec l'Allemagne. L'opposition allemande, de par sa nature même, était incapable de la dissiper. En outre, quoiqu'elle eut elle-même évolué au delà d'une forme simple de nationalisme, sa conscience de tous les dangers historiques qu'il y aurait à finir la guerre en abandonnant les avantages pour lesquels le nationalisme avait tant lutté, l'empêchait continuellement d'agir sans quelque garantie des Alliés ; et les généraux qui, seuls, auraient pu agir, semblent avoir été encore plus soucieux du jugement de l'histoire. En outre, ils savaient que leur propre réaction contre l'ensemble du régime nazi n'était pas partagée par la masse du peuple allemand, qui n'était pas préparée (comme quelques membres de l'opposition) à payer sa libération au prix de ce qui, aux yeux d'un Allemand, était l'acquis positif de ce régime. Ils ne représentaient réellement qu'eux-mêmes, les hommes qui, un par un, ou au plus, par petits groupes, se dressèrent, protestèrent individuellement et authentiquement et payèrent pour cela. Le nazisme était populaire.

Reste le reproche que la Résistance allemande, seule de tous les mouvements en Europe, ne reçut ni aide ni encouragement des Alliés. Mais, mesurée à l'échelle des Alliés, qui voulaient s'opposer efficacement au nazisme, elle ne méritait pas le nom de « Mouvement de Résistance ».

Quelle aide aurait-elle pu attendre à un moment où les Alliés se servaient de cette même échelle pour abandonner Mihailovic en faveur de Tito ? C'est seulement en juillet 1944 que cette opposition devint une « Résistance » et, même alors, elle combattit fort peu, quand le premier assaut eut échoué. Si l'Allemagne, selon le mot de Trott zu Solz, était aussi un pays occupé, c'était un pays où la majorité des habitants étaient des collaborateurs passifs. Réellement, s'opposer à Hitler en Allemagne signifiait se lancer dans la guerre civile ou, au minimum, dans l'assassinat et le terrorisme, et livrer une Allemagne déchirée à ses ennemis. Le dilemme, terrible, mais inéluctable, était affronté seulement par une poignée d'hommes d'honneur. La responsabilité de leur échec ne repose pas sur les Alliés pour avoir cru plutôt à l'évidence d'un soutien monolithique allemand au régime, qu'aux renseignements donnés par ces hommes, mais sur cette bande de généraux allemands, hésitants et flottants, qui, seuls, auraient pu agir, mais redoutaient tellement la responsabilité qu'ils auraient pu assumer devant l'histoire par leur action, qu'ils s'en chargèrent par leur abstention.

D. C. Watt,
London School
of Economics and Political Science.

LA « RÉSISTANCE » ALLEMANDE DANS LA RÉSISTANCE EUROPÉENNE

Pour un Résistant des pays occupés par la *Wehrmacht* entre 1940 et 1944, le seul rapprochement des mots Résistance et Allemand aurait paru dénué de sens, voire sacrilège. Hitlériens ou non, les Allemands n'exploitaient-ils pas toute l'Europe ? Ils arrêtaient, déportaient ou fusillaient ceux qui leur tenaient tête. La Résistance luttait contre une Allemagne unie selon toutes apparences dans un militarisme conquérant que Hitler avait doté du matériel et des méthodes nécessaires pour assurer sa victoire. La littérature clandestine, non seulement ne fait aucune différence entre des Allemands également honnis, mais s'emploie à dénoncer dans le nazisme la face nouvelle de l'éternelle Allemagne (1). D'ailleurs, le peuple allemand — trop d'images et de faits en témoignaient — n'avait-il pas presque unanimement accepté, puis acclamé le Führer en temps de paix ? Comment imaginer que les succès militaires et les avantages matériels qui en résultaient puissent susciter d'autre manifestation qu'un enthousiasme et une fidélité accrus ?

Aussi bien, la tentative d'assassinat de Hitler, le 20 juillet 1944, si sensationnelle qu'elle fût, n'émut guère les Résistants. Churchill exprima leur sentiment général : si les Allemands se battaient entre eux, tant mieux ; leur sort n'en serait que plus vite réglé, un sort qui serait le même pour tous. L'existence d'une « Résistance » allemande a été une découverte progressive de l'après-guerre. Certes, les leaders nazis s'étaient toujours plaint d'une opposition systématique, à laquelle ils se heurtaient en Allemagne, et qu'ils baptisaient tantôt « réactionnaire », tantôt « ennemie de l'État et du peuple ». Goebbels décochait régulièrement contre elle ses meilleures flèches ; Frick, dès juillet 1935, avait dénoncé « un sabotage systématiquement organisé » et Heydrich, en 1936, « une véritable haute trahison ». Il est vrai que des applaudissements au théâtre, d'une phrase de *Don Carlos* de Schiller sur la liberté, suffisaient pour susciter les foudres des hiérarques nazis ; c'était donc — pouvait-on penser — une simple fronde qui était hissée au niveau d'une trahison (2).

(1) « Qui accepte n'est-il pas au moins complice ? Qui accepte avec tant de soumission, tant de persévérance ? Comment distinguer désormais entre le nazi bon teint et le nazi contraint ? » (*Propos sur la haine*, Nouvelles Chroniques, Éditions de Minuit, 1944).

(2) Cf. le *Bulletin* de la *Wiener Library*, nos 1 et 2, 1959, p. 9.

Cependant les Alliés avaient découvert dans les camps de concentration qu'ils avaient libérés de nombreux Allemands antinazis : communistes, socialistes, chrétiens, objecteurs de conscience. C'est à leur intention que les camps avaient été ouverts ; ce sont eux qui, les premiers, au prix d'une dure lutte contre les *droit commun*, avaient parfois pris possession des rouages administratifs des camps et organisé une double action de sabotage et de sauvetage.

Ils n'étaient pas les seules victimes allemandes du nazisme. Le bilan, quand il put être dressé, fut édifiant. Parmi les seuls membres du *Reichstag*, 133 avaient dû s'enfuir à l'étranger, 311 avaient été enfermés dans les camps, 45 exécutés après le 20 juillet 1944. De 1934 à 1944, 11 870 exécutions avaient eu lieu. Parmi les 5 000 victimes de la répression qui suivit le *putsch* du 20 juillet 1944, 2 000 étaient des officiers. On pouvait évaluer à près de 40 000 le nombre d'Allemands victimes de Hitler et du régime qu'il avait institué (1). Parmi eux, certains comme Dietrich Bonhoëffer, Sophie Scholl, Stauffenberg, ou même Beck dans ses dernières années, pouvaient prendre place dans la galerie des figures les plus pures et les plus héroïques de la Résistance européenne. Bien qu'aucune comparaison ne soit possible entre ces chiffres et ceux des victimes des nazis dans les pays occupés – en ne considérant même que l'Ouest, le martyrologue des pays de l'Est s'évaluant par millions de victimes — et bien que la sauvagerie des hitlériens aux abois les ait conduits à une répression aveugle frappant beaucoup d'innocents, toutes distinctions étant par ailleurs réservées entre les victimes passives du nazisme et ses adversaires actifs, une conclusion s'imposait pourtant : pour l'honneur de l'Allemagne, le peuple allemand n'avait pas été unanime à suivre aveuglément Hitler.

En même temps apparaissait, même comparée à l'ensemble de la Résistance européenne, riche pourtant d'événements peu ordinaires, tout ce qu'avait d'irréductiblement original la « Résistance » allemande. Pour le soldat en guerre un seul devoir existe : vaincre. Pour lui, mais aussi pour tous les citoyens, s'impose alors plus que jamais l'axiome : *Wrong or right, my country*. Or, les conjurés allemands du *putsch* du 20 juillet s'étaient recrutés dans l'*Abwehr* et le haut état-major ; ils avaient comploté presque ouvertement, le commandant en chef et le chef d'état-major étant au courant. Imagine-t-on Hindenburg conspirant contre le Kaiser en 1917 ? Des conditions analogues ne s'étaient guère présentées qu'en Italie avant la chute de Mussolini (2).

Aussi bien, une littérature de plus en plus abondante s'est-elle efforcée d'évoquer cette « Résistance » allemande et d'en narrer les hauts faits, non sans difficultés ni arrière-pensées.

(1) P. Kluke, *Conférence internationale de Liège sur l'histoire de la Résistance européenne* (sept. 1958) et article de Collenot, *supra*, p. 21 et sqs.

(2) Avec cette première différence, qui n'est pas au désavantage des « résistants » allemands, que la Résistance italienne n'a joué aucun rôle dans la chute du *Duce*.

Les difficultés sont celles que rencontre l'historien de toute activité clandestine, aggravées du fait que bien des documents concernant le *putsch* du 20 juillet sont encore inaccessibles aux États-Unis. Il s'y ajoute que la révélation de la « Résistance » allemande s'est effectuée parallèlement à la constatation des crimes sans précédent commis par les nazis. Il a été impossible jusqu'ici — il est encore bien difficile aujourd'hui — de séparer l'une des autres : ce sont les deux faces du comportement du même peuple allemand. La « Résistance » sert d'alibi à l'Allemagne nouvelle, sortie des ruines de 1945. Mieux encore : lorsque le réarmement de la République fédérale a commencé, la conjoncture politique et militaire a imposé une réhabilitation, au moins partielle, du haut état-major de la *Wehrmacht* (1).

La coupure de l'Allemagne en deux parties que tout oppose a orienté en des sens divergents l'historiographie des années de guerre. Tandis que, dans la République démocratique, l'accent est mis essentiellement sur l'action des communistes et des éléments populaires, dans la République fédérale les membres d'un réseau de renseignements ayant travaillé pour l'Armée rouge sont considérés comme des traîtres (2). M. Rothfels n'a-t-il pas essayé de montrer que la « Résistance » allemande avait préfiguré l'Europe en cours de formation, anti-russe et anti-communiste, identifiant ainsi le totalitarisme hitlérien au totalitarisme stalinien (3) ?

Pour prendre les mesures aussi exactes que possible de la « Résistance » allemande, comme pour en caractériser la nature spécifique, tout en la débarrassant des oripeaux dont les préoccupations de politique actuelle ont essayé de la couvrir, un moyen commode est de la replacer dans le cadre général de la Résistance européenne, en la comparant avec les autres Résistances nationales, de façon à déterminer si elle peut être jugée selon la même échelle de valeurs.

Par définition même, la « Résistance » allemande ne pouvait pas être anti-allemande. Ce truisme explique qu'elle ne soit pas mue par les *mobiles* qui ont animé la Résistance européenne (4). Dans beaucoup de nations envahies par la *Wehrmacht*, la germanophobie était un héritage de l'histoire ; en France, comme en Pologne, lorsqu'elle n'a pas été neutralisée par l'anti-communisme, la germanophobie a inspiré une partie de la Résistance « de droite », celle du général Giraud, par exemple, pour qui un « Boche » demeurait un « Boche ».

A cette hostilité nourrie du passé s'ajouta la réaction à fleur de peau

(1) Goerdeler écrivait à Kluge en juillet 1943 : « Les gens mettent tout sur le dos du militarisme allemand. »

(2) Cf. Adler-Bresse, Historiographie de la Résistance allemande, in *Revue d'histoire de la 2e guerre mondiale*, n° 33, janvier 1959, et J. Sigmann, *infra*, p. 143.

(3) Cf. Rothfels, The German resistance in its international aspects, in *International Affairs*, oct. 1958.

(4) Toute la presse clandestine — journaux ou tracts — se trouve ainsi différemment inspirée ; en France, un de ses objectifs est de démoraliser le combattant allemand ; en Allemagne, c'eût été de la haute trahison.

d'une xénophobie née de la présence de l'occupant, envenimée par l'humiliation de la défaite. C'est elle qui a inspiré la Résistance populaire spontanée, celle des bons mots, des premiers tracts, comme les sabotages et les attentats occasionnels. Cette manifestation d'un patriotisme d'autant plus sourcilleux que la situation de la patrie était plus compromise, fut souvent le fait de pacifistes convaincus, parfois germanophiles jusqu'à l'Accord de Munich. Si la même réaction avait joué chez les Allemands, elle aurait dû les rapprocher, et non les éloigner de Hitler, au moment où les aviations des Alliés et la menace convergente de leurs armées menaçaient l'Allemagne d'anéantissement.

Ce que la Résistance des pays occupés a de commun avec la « Résistance » allemande, c'est l'antinazisme. Mais, à part une minorité d'intellectuels, l'antinazisme est davantage l'aboutissement et la justification idéologique que le moteur de l'action résistante. En 1940 et encore en 1942, les crimes des nazis n'ont pas révélé toute leur horreur. Au contraire, une auréole de victoire, même d'invincibilité, accompagne le cheminement de la *swatiska*. C'est avec la prise de pouvoir des Quisling, des Oustachis ou de la Milice, que le nazisme apparaît comme une peste dont la plaie purulente est en Allemagne, mais qui gangrène toute l'Europe. Les Allemands avaient, certes, été les premiers à en pâtir ; mais, tandis que les succès des nazis ne pouvaient que cabrer les Résistances patriotiques dressées contre eux, la « Résistance » allemande ne se sortait pas de cette contradiction que combattre le nazisme, et l'affaiblir, c'était mettre en péril la victoire de l'Allemagne.

C'est pourquoi la « Résistance » allemande ne pouvait pas devenir un pion sur l'échiquier des Alliés. Que les Alliés aient eu tort ou raison, c'est un fait qu'ils n'ont jamais fait fond sur elle, alors que l'aide à la Résistance des pays opprimés fut, dès le début, un principe de la stratégie churchillienne (1). Or, dans aucun pays, la Résistance n'aurait pu survivre sans l'aide reçue du dehors. Ce fut un terrible handicap pour la « Résistance » allemande que d'en être privée.

Cette passivité des Alliés peut paraître peu clairvoyante ; ils ont beaucoup redouté l'action de la 5e colonne chez eux et ils n'ont pas fait grand-chose pour favoriser une 5e colonne en territoire ennemi ; en particulier, l'immense cheval de Troie que constituait la masse des prisonniers de guerre et des travailleurs forcés n'a guère été utilisé. Les Russes ont été les seuls, en formant le *Comité de l'Allemagne libre*, à concevoir une tactique d'envergure enfonçant des coins dans de possibles dissensions allemandes ; les Anglo-Saxons n'ont rien fait, en Allemagne, de comparable à l'aide aux mouvements de résistance dont ils favorisaient le développement dans toute l'Europe, en opposition aux *Fronts nationaux* d'inspiration communiste.

(1) Cf. H. Michel, *Rapport introductif à la Conférence internationale sur la Résistance européenne*, Liège, 1958.

Ils n'ont pas eu confiance. Il est certain que, dans un pays soumis à un dur régime policier, l'opposition devait utiliser un langage peu compréhensible pour des peuples dénués, pour leur bonheur, de toute expérience en ce domaine ; la crainte existait toujours, que les Résistants « contactés » ne fussent des agents utilisés, à leur insu ou non, par le contre-espionnage ennemi. Ne s'est-on pas méfié à Londres de la *France libre* à la suite de certaines indiscrétions commises lors du raid sur Dakar ? Ces réticences alliées, britanniques notamment, étaient certes gênantes (1) : il appartenait aux « Résistants » allemands de les vaincre. Aucune Résistance nationale n'a attendu l'aide alliée pour se manifester ; toutes ont commencé à agir, d'elles-mêmes, malgré la faiblesse de leurs moyens. C'était à la « Résistance » allemande d'effectuer les premiers gestes pour affirmer sa réalité. Or, la carence de l'intelligentzia allemande émigrée est particulièrement inexplicable ; aucun semblant de gouvernement en exil ne fut constitué, rien ne se produisit, en pays anglo-saxon, qui ressemblât à la *France libre* ou même à *Justice et Liberté*. Si on se souvient des difficultés que les Américains suscitèrent à de Gaulle, de l'isolement de Tito pendant ses deux premières années de combat, de l'hostilité de Churchill à l'égard des *Comités de Libération* italiens, on voit que les Résistants se sont imposés par leur dynamisme, les sacrifices consentis, les succès remportés. Il n'en fut pas de même, pendant 4 ans, pour les « Résistants » allemands.

Qu'ils aient vécu au dehors ou au dedans, ils ne sont passés que tardivement à une action limitée. La « Résistance » allemande n'est jamais devenue un État dans l'État comme la Résistance française ; son organisation est restée schématique et squelettique ; à part quelques réseaux de renseignements et quelques sabotages, elle n'a connu ni les parachutages, ni les stockages d'armes, ni à plus forte raison les groupes francs et les maquis. Elle ne manifesta rien d'équivalent au bouillonnement d'idées de la Résistance française, à l'esprit révolutionnaire titiste, instituant en plein combat une nouvelle structure politico-sociale, ou à l'acharnement italien contre la monarchie condamnée comme complice du fascisme. A part la révolte de quelques étudiants (2) et le soulèvement de partisans à Munich à la dernière minute de la guerre, elle se réduisit à des conciliabules et à des complots. Certes, la succession, entre septembre et décembre 1943, de 6 tentatives vaines pour faire disparaître Hitler est impressionnante, au moins par l'obstination courageuse dont elle témoigne ; mais, comme pour le complot du 20 juillet, il ne s'agissait jamais que de l'action d'un groupe limité de conspirateurs.

Ce qui différencie le plus la « Résistance » allemande des Résistances européennes, c'est cette action restreinte et tardive. Son objectif unique,

(1) Rothfels dit que, pratiquement, les Alliés ont coopéré avec Hitler pour écraser la « Résistance » allemande, ce qui est excessif.

(2) Le Dr Schacht a reproché aux étudiants allemands, au procès de Nuremberg, d'avoir passivement accepté pendant des années l'enseignement nazi.

c'est la personne de Hitler, et elle ne se résout que malaisément à l'abattre. Elle culmine avec la constitution d'un *shadow-government* (1) et elle mise entièrement sur la compréhension des Alliés et sur la réussite d'un *putsch* militaire.

Certes, la fausse position de patriotes combattant leur gouvernement en temps de guerre explique en partie cette inaction relative. S'y ajoutait peut-être l'influence d'idéalistes comme Moltke, véritable « objecteur de conscience de la Résistance », plus proche du martyr que du croisé. Mais la cause principale en est le fait troublant que le peuple ne suivait pas l'élite qui lui montrait le chemin de la rébellion. Dans toute l'Europe, la Résistance a été populaire essentiellement, tandis que la majeure partie des classes dirigeantes inclinaient, par intérêt de classe mal compris, au neutralisme ou à la collaboration (2) ; commencée par une minorité décidée, la Résistance a bénéficié de la passivité bienveillante, puis de l'appui, enfin du concours des masses populaires. Aussi bien, la Résistance a-t-elle tout naturellement débouché sur la révolution politique et sociale, ses acteurs gonflant, pendant la lutte même, les rangs des partis communiste et socialiste reconstitués.

La « Résistance » allemande est essentiellement l'œuvre d'une partie des cadres : militaires, administrateurs, diplomates, clercs. La petite bourgeoisie, qui fournit leurs premiers adhérents aux mouvements français (3), y joue peu de rôle, et le peuple en est absent. Rien ne se produisit d'analogue au mouvement des réfractaires au S.T.O., aux grèves ouvrières, ou au refus des paysans de livrer leurs denrées, toutes manifestations que, en France comme en Italie, la Résistance utilisa plus qu'elle ne les suscita. Pourtant, les bombardements alliés, la raréfaction des denrées et des produits manufacturés, les pertes subies en U.R.S.S., la peur de l'invasion avaient grandement accru le mécontentement, sans mettre fin à la passivité. Von Brauchitsch aurait déclaré après la guerre à Otto John : « Soyons francs ; le peuple allemand tout entier tenait à Hitler (4). » Il semble que les persécutions antisémites, qui soulevèrent en Hollande une réprobation générale allant jusqu'à une grève de solidarité, aient recueilli dans les masses allemandes un silence plutôt approbateur. « L'aveuglement politique de la masse du peuple allemand, conclut Ritter, rendait impossible la mise sur pied contre le mouvement hitlérien d'un mouvement populaire (5). »

Aussi bien, les relations des conjurés avec les partis de gauche furent rares et tardives. Il faut attendre le début de 1944 pour que Reichwein,

(1) Un petit problème : il semble qu'il n'y eut pas en Allemagne de réelle résistance juive, non seulement par comparaison avec la révolte du ghetto de Varsovie, mais par rapport à ce qu'elle fut en France.

(2) Pologne exceptée.

(3) Cf. M. Granet et H. Michel, *Combat*.

(4) Wheeler-Bennett, *The Nemesis of power*, p. 414 (traduction française).

(5) Ritter, *Goerdeler*, p. xvi.

social-démocrate, arrange un entretien entre Moltke et Gerstenmaïer d'une part et trois communistes : Soefkow, Schwenk et Jacob ; juillet 1944, pour que le gouvernement prévu s'agrège 4 syndicalistes et sociaux-démocrates. Il n'y eut pas d'accord, et guère de rencontres, entre socialistes et communistes dans la clandestinité. Les communistes manifestèrent certes une grande activité, surtout par la diffusion de tracts, l'aide aux internés, les faux papiers, le sabotage : ils n'eurent pas de groupes de *Francs-Tireurs* ni même, semble-t-il, d'*organisation spéciale* (1).

Si bien que la « Résistance » allemande connaît une évolution tout à fait opposée aux Résistances des pays occupés ; avec le temps, son caractère réactionnaire s'accentue ; le gouvernement Goerdeler a beau présenter une apparence d'union nationale : il n'attend pas le pouvoir du peuple, mais du succès du complot d'une coterie de ces officiers, qui sont les premiers responsables de la disparition de la République allemande ; au delà, quelques-uns pensent à Himmler pour remplacer Hitler ! D'autres remontent le passé, prévoient le retour des vieux cadres — Brüning et Schussnigg — ou, comme le *cercle de Kreisau*, une restauration des Hohenzollern ; le général Gessler, ne reculant devant aucune audace, ne veut-il pas rendre leur trône aux Wittelsbach ? Non seulement la « Résistance » allemande n'a pas eu son débarquement à Alger ou son Vercors, mais elle n'a pas connu les lames de fond qui faisaient éjecter par la Résistance française les vieilles formules politiques et les anciens politiciens condamnés pour usure et veulerie, pour rechercher des hommes nouveaux aux âmes d'airain forgées dans les combats ; tournant le dos au « progressisme » du reste de l'Europe, la « Résistance » allemande s'affirme de plus en plus réactionnaire. Est-ce pour cela, faute de lui fournir d'aliments intellectuels et des promesses de renouveau que, excepté quelques groupes d'étudiants, elle n'a guère soulevé la Jeunesse ?

Comment expliquer ce singulier dessèchement ? Probablement par la rigueur et l'ancienneté de la répression ; nombreux entre 1934 et 1940 étaient ceux qui avaient perdu leur situation pour avoir refusé d'adhérer au parti, qui s'étaient vus privés de leurs droits paternels pour s'être opposés à l'entrée de leurs enfants aux jeunesses hitlériennes, qui avaient payé de lourdes amendes ou subi des sanctions disciplinaires pour avoir effectué des achats à un boutiquier juif. Dans un peuple naturellement et traditionnellement discipliné, le ressort avait été d'autant plus aisément brisé que l'arrivée des nazis au pouvoir avait coïncidé avec une reprise économique et une incontestable amélioration des conditions de vie. Les camps de concentration avaient fait le reste, privant les masses populaires de leurs cadres naturels, syndicats ou partis.

Seuls pouvaient garder une certaine liberté de manœuvres des éléments des classes dirigeantes, parce qu'ils avaient aidé le parti à prendre le pouvoir et applaudi à ses premières victoires. Mais, lorsque l'horreur des

(1) Nom des premiers groupes d'action du parti communiste en France.

nazis leur était apparue et avait fait d'eux des opposants, ces mêmes éléments n'eurent ni le goût, ni l'expérience des luttes populaires ; l'auraient-ils voulue et recherchée, une coopération avec les masses aurait été rendue bien difficile par leur comportement passé de complices des nazis. La mobilisation de la nation avait achevé de laisser aux seuls généraux suffisamment de pouvoir pour agir : la « Résistance » allemande était condamnée au *putsch* militaire.

On voit ainsi ce qui caractérise le « Résistant » allemand : c'est un conspirateur que tourmente sa conscience. Certes, il n'a pas eu le monopole du drame de conscience ; tout Résistant l'a éprouvé au moment de son volontariat, ou lors de certaines de ses actions ; dans la France non occupée, le Résistant devait rompre lui aussi avec un gouvernement dont l'illégalité ressortait moins des conditions formelles de son installation que de celles de son fonctionnement ; tout saboteur, au moment de poser une charge de *plastic*, se demandait avec angoisse s'il ne provoquerait pas une catastrophe ; tout auteur d'attentat savait que d'innocents otages seraient arrêtés ; et que dire de l'agent de renseignements à l'origine du bombardement de sa propre ville ?

Le problème ne se posait cependant pas dans les mêmes termes qu'en Allemagne : la présence de l'ennemi sur le sol de la patrie pouvait suffire à balayer les scrupules. Le seul rapprochement peut être fait avec les militaires de Vichy liés par serment au Maréchal, et avec les Italiens antifascistes. Mais les hésitations des premiers n'avaient plus de raison d'être après novembre 1942, et les seconds n'avaient pas attendu la guerre et la défaite pour combattre un régime dont ils avaient eux-mêmes beaucoup souffert.

Le paradoxe de la « Résistance » allemande est que son succès dépendait du sens civique et de la résolution d'un groupe d'officiers de haut grade, alors que la *Wehrmacht* devait à Hitler sa résurrection et ses grands succès du début de la guerre. Partout ailleurs, en Europe, les militaires de carrière éprouvèrent quelque gêne à entrer dans une action clandestine, à laquelle ils ne se sentaient pas préparés. En Allemagne, la décision leur appartient. Il ne s'agit pas pour eux, comme autrefois pour Yorck, de changer seulement de camp dans une coalition, en forçant plus ou moins l'approbation du souverain légitime ; ils devront prendre la tête de la révolte contre le pouvoir politique auquel ils ont juré fidélité. Ils devront le faire au risque de déclencher une guerre civile en pleine guerre internationale, peut-être pour le seul profit de l'ennemi. Au risque aussi, alors qu'ils ont tant contribué à répandre, après 1918, la légende du coup de poignard dans le dos des combattants allemands, d'être accusés cette fois de n'en être plus les victimes, mais les auteurs.

La seule façon d'éviter le pire, c'était la réussite d'un *putsch* propre et rapide. Ainsi, le complot qui, partout ailleurs en Europe, est une forme

mineure de la Résistance — telles les révolutions de palais à Vichy (1) — devient en Allemagne son acte ultime, à vrai dire le premier et le dernier (2). Elle ne va pas au delà ; des prévisions, assez floues, d'organisation des pouvoirs sont établies *en cas de réussite* ; en cas d'échec, les conspirateurs ne poussent pas la logique de leur action jusqu'à envisager une guerre civile qui, à la longue, retournerait les Alliés en leur faveur et gagnerait peut-être à leur cause une grande partie du peuple allemand ; ils pensent qu'il ne leur reste plus qu'à mourir, et ils s'y résignent avec une héroïque dignité. Ils jouent tout ou rien sur un seul coup.

Ces officiers généraux, de qui tout dépend, et dont on comprend que les responsabilités écrasantes qu'ils encouraient aient pu parfois les paralyser, sont les mêmes qui n'ont pas cessé de comploter contre la République de Weimar jusqu'à sa disparition — ou leurs frères. Ils ne sont pas aussi dénués d'expérience qu'on pourrait le croire. Mais, en détruisant le régime de Weimar, ils ont contribué aussi à assurer le succès de celui de Hitler. Beaucoup ont été comblés d'honneurs et de profits par lui ; la plupart ont approuvé ses premières actions, en politique intérieure comme en politique étrangère.

Lorsque M. Rothfels (3) soutient que la « Résistance » allemande fut seule préservée des éléments criminels et a-sociaux, qui contaminèrent souvent la Résistance européenne, il joue avec les mots. La Résistance européenne, en s'engageant dans l'action directe, en provoquant des mouvements de masses qu'elle dirigeait plus ou moins, prenait le grand risque de susciter des désordres dont elle ne pourrait pas toujours se rendre maîtresse, et qui se produisirent effectivement partout, avant, pendant et après la Libération. Si la « Résistance » allemande en a été préservée, elle le doit moins à sa nature exceptionnelle qu'à son inaction. Ne risque pas de se noyer qui ne se jette pas à l'eau.

Car les notables qui participaient au complot, s'ils emportent le respect pour leur sort dramatique, la mort courageuse des meilleurs et les sévices subis par tant des leurs, n'étaient certes pas sans tache, comme le montrent leurs rapports avec les nazis, leurs conceptions de l'armée, les buts politiques qu'ils se proposaient, leurs prévisions de la fin du conflit et du tracé des frontières, ou leur attitude à l'égard des crimes et des criminels de guerre.

Quelques-uns des « Résistants » reviennent d'assez loin. Von Hassel n'a-t-il pas été S.A. et, après son limogeage comme ambassadeur à Rome, n'a-t-il pas écrit à Goering pour le prier de lui obtenir une audience du *Führer* ? Popitz porta longtemps l'insigne d'or du parti et il a pensé — comme Dohnanyi — à remplacer Hitler par Goering, puis par Himmler. Goerdeler condamna la tentative, puis raya Popitz de son « ministère ».

(1) « Drames dans un verre d'eau de Vichy », disait la propagande résistante, parodiant Scribe.

(2) « Acte de désespoir », a écrit RITTER (*op. cit.*, p. 244).

(3) *Op. cit.*

Mais lui-même avait essayé d'obtenir le poste de commissaire des devises et, avant d'entreprendre ses voyages à l'étranger en 1938, il avait rendu visite à Goering et obtenu son appui ; von Schulenburg avait été un nazi de la première heure et von Thomas, tout opposant qu'il fût, n'en organisa pas moins méthodiquement l' « exploitation économique » de la Russie occupée par les armées nazies.

De façon générale, il était bien difficile à l'Armée de faire des reproches à Hitler. Von Blomberg expliquait en 1946, que, jusqu'en 1939, les généraux allemands n'étaient pas hostiles à Hitler « puisque celui-ci réalisait ce qu'ils désiraient ». Ni lui, ni Fritsch n'accomplirent le moindre geste d'action ou de propagande anti-hitlérienne. Beck lui-même était de ceux qui avaient bien accueilli Hitler « parce qu'il en attendait le rétablissement de l'égalité des armements et la possibilité pour l'Allemagne de redevenir puissante ». Au moment de la « crise Fritsch », il déclare que « mutinerie et révolution sont des mots qui ne se trouvent pas dans le dictionnaire d'un soldat allemand » (1). Si les relations se sont peu à peu tendues entre le parti et les généraux, c'est en raison des slogans révolutionnaires des nazis qui effraient le corps aristocratique des officiers et c'est à partir du moment où Hitler a commencé à toucher « aux privilèges de la sacro-sainte armée » (2). S'il est vrai que les conjurés ont rompu peu à peu avec les nazis et qu'ils ont courageusement reconnu — et expié — leurs erreurs, ils étaient loin d'afficher la même réprobation à l'égard du militarisme prussien, dont les Alliés voulaient aussi la disparition.

Qu'il ait été difficile aux « Résistants » allemands de renoncer aux conquêtes territoriales du régime, dont la *Wehrmacht* avait été l'instrument, on le comprend aisément. Aussi bien, les projets successifs de tracés de frontières qu'ils élaborent comme conclusion à la guerre, et qui varient selon les fluctuations des combats, n'enlèvent-ils que le minimum à la Grande Allemagne. Beck, dans une lettre à Brauchitsch, le 30 mai 1938, estimait que la Tchécoslovaquie sortie du traité de Versailles était « intolérable pour le Reich ». Au même moment, Goerdeler soutenait auprès des Anglais que les territoires des Sudètes devaient être rattachés à l'Allemagne.

A l'automne de 1939, Goerdeler et Hassel affichent un programme modéré : annexion des territoires allemands de la Pologne, « nouvel ordre en Bohême ». N'était-ce pas le programme, du moins officiel, de Hitler à ce moment ?

Pendant la guerre, l'opposition oscille entre la réparation des pertes infligées à l'Allemagne par le traité de Versailles, qui lui paraît un

(1) Ritter, *op. cit.*, p. 68 et 75.

(2) Wheeler-Bennett, *op. cit.*, p. 540. « Le maintien d'une armée allemande en soi avait toujours été, dans la pensée de Beck, la condition essentielle de tout règlement d'après-guerre » (*ibid.*, p. 443).

minimum, et « les frontières allemandes traditionnelles », qui ne sont pas autre chose que le programme, mal défini et, par suite, indéfini, de l'expansion hitlérienne (1).

Il faut attendre la bataille de Stalingrad pour que les prétentions diminuent ; le mémorandum de Goerdeler, destiné aux généraux allemands, au printemps 1943, évoque un compromis avec la France sur la base d' « une frontière de langue », renonce aux colonies, caresse l'espoir de conserver le Tyrol, mais place toujours l'Autriche et les Sudètes hors de discussion, l'hégémonie du Reich en Europe étant préservée, notamment, par une union économique avec la Pologne. Dans le *Shadow-Government* de juin 1944 sont prévus un *commissaire* pour l'Autriche et un *protecteur* pour la Bohême-Moravie.

Au fond, juge Wheeler-Bennett, « le lien entre les conspirateurs est un nationalisme patriotique très puissant... Ils ne projettent pas seulement un geste nihiliste, mais une tentative destinée à sauver l'Allemagne et à la protéger contre de nouveaux désastres, et par la même occasion, à lui conserver ce qu'elle avait acquis en lui ajoutant même quelque chose » (2). Dans son *Statement* proposé au *Foreign Office*, Hassel met bien en avant la reconnaissance des principes de la morale chrétienne, mais aussi l'établissement « d'une patrie-Europe » dans laquelle, précise-t-il, « une Allemagne saine, aux conditions de vie intactes, est un facteur indispensable ». Plus que par la liberté ou la démocratie, les militaires allemands, âme de la conjuration, à qui quelques civils matinés de sociaux-démocrates servent de caution devant le peuple allemand, sont préoccupés par le sort du conflit. S'ils condamnent Hitler, c'est pour ses erreurs et en raison des risques que sa conduite de la guerre fait courir à ce qui reste de l'Armée allemande.

Mis à part un Dietrich Bonhoeffer qui prie pour que l'Allemagne soit battue afin d'expier les crimes nazis, il s'agit en somme, pour ces bons patriotes allemands, de détruire un régime qui a fait son temps, d'unir l'Allemagne tout en divisant les Alliés et d'obtenir des conditions de paix satisfaisantes, fût-ce au prix d'une continuation de la guerre à l'Est.

C'est pourquoi ils passèrent à l'action si tardivement. Contrairement à ce qu'écrit Rothfels, l'opposition n'a pas dressé d'obstacle sur le chemin d'Hitler triomphant. Le seul acte véritable de résistance a été exécuté au moment où les armées soviétiques s'approchaient de la Prusse orientale tandis qu'à l'Ouest les Alliés occupaient la Normandie et marchaient sur Paris ; la défaite est alors inévitable ; il importe moins de retarder l'échéance que d'éviter la catastrophe.

Opportunistes, les conjurés n'ont formulé de condamnation formelle des crimes hitlériens qu'une fois que la défaite eût profilé le châtiment promis par les vainqueurs. Beck n'avait pas été indigné par l'assassinat

(1) Cf. article de WATT, p. 63 et sqs.
(2) *Op. cit.*, p. 374.

de Dollfuss. Les généraux avaient accepté l'extermination des Polonais, annoncée par Hitler, et les premières « opérations » des S.S. en U.R.S.S. parce qu'elles seraient l'œuvre des S.S. et non de l'Armée, lavage de mains d'un Ponce-Pilate collectif. Les techniciens, industriels et inventeurs — de l'I.G., Farben à von Braun pour les V.I. — ont très bien tiré parti de la main-d'œuvre concentrationnaire. Il faut aller jusqu'en août 1943 pour que Goerdeler et Stroelin, maire de Stuttgart, présentent un mémorandum au ministère de l'Intérieur, qui a Himmler à sa tête, pour demander la fin des persécutions contre les Juifs et les Églises chrétiennes, le retour des droits civils et le rétablissement de tribunaux indépendants du parti. Ils attendent ainsi du régime qu'il se réforme lui-même.

Certes, l'unanimité des conjurés s'est faite pour condamner les horreurs nazies. Les conclusions, élaborées par Popitz, non retrouvées, sont données par Hassel : les camps de concentration doivent être occupés et la libération « *faite avec prudence* (1) doit se limiter aux cas où l'emprisonnement était illégal et injuste ». Quant aux prisonniers de guerre, il est prévu, sans qu'aucune mention ne soit faite des violations de la *Convention de Genève*, qu'ils resteront pour le moment sur leurs lieux de travail. Le *cercle de Kreisau*, qui avait prévu la condamnation des criminels hitlériens, opérait une répartition des tâches : les peuples intéressés formuleraient l'accusation, le déroulement du procès étant confié à un tiers État.

Certes, toutes les Résistances nationales ont eu leurs nationalistes ; ils étaient minorité, même lorsqu'un vent de revanche soulevait toute la nation. La Résistance européenne, au delà de la guerre de Libération, aspirait à un monde meilleur, multipliait les projets, croyait, comme Saint-Just, que la révolution conduirait au bonheur. Ce n'est pas diminuer les « Résistants » allemands que constater qu'ils furent d'abord des patriotes clairvoyants et sensés et, accessoirement, des champions de la démocratie, de la liberté des peuples et de la dignité humaine. C'est leur échec dramatique qui a fait d'eux des martyrs, parmi tant d'autres, de la cause d'une Europe opprimée, dont la libération ne constituait pas l'essentiel de leur programme.

Le *putsch* du 20 juillet 1944 a été un échec total, chèrement payé. Les hasards malheureux, comme les lacunes dans la préparation, suffisent peut-être à expliquer cet échec ; ce qui est grave c'est que ce premier acte de la « Résistance » allemande ait été aussi son dernier. Certes, la répression fut très brutale. Mais, toutes les Résistances nationales dans l'Europe occupée ont connu des échecs accompagnés de sanctions ennemies qui les ont meurtries, un instant paralysées, mais non annihilées. D'autres volontaires prenaient la place de ceux qui étaient tombés.

(1) C'est nous qui soulignons.

La « Résistance » allemande était-elle donc moins forte que les autres ? C'est vraisemblable. Il ne servirait à rien de lui reprocher ses divisions et son inexpérience (1) ; d'autres — yougoslave ou française — ont connu des dissensions plus graves, allant jusqu'à la guerre intestine. Quant à l'inexpérience, Goerdeler n'est pas le seul à avoir commis l'erreur — si lourde de conséquences — de faire tirer à de nombreux exemplaires la liste de son cabinet imaginaire ! Il n'a pas été le seul à croire que les choses pourraient s'arranger par miracle, soit que Hitler soit convaincu par lui d'abandonner le pouvoir, soit, comme il l'écrivait à Olbricht le 17 mai 1943, qu'il suffirait de quelques actions courageuses pour que « les Allemands recommencent à faire la différence entre le bien et le mal ». Beaucoup, en France aussi, se contentaient d'attendre le *jour J* ; d'autres n'ont pas désespéré de retourner la position du gouvernement de Vichy.

Il faut, certes, tenir compte, pour juger équitablement, des difficultés à surmonter et des périls à affronter : la Résistance était, en France, plus facile en zone sud qu'en zone nord, en 1941 ; nulle part la Gestapo, obligée ailleurs d'utiliser mouchards et collaborateurs, n'avait la part aussi belle qu'en Allemagne où elle pouvait frapper à coup sûr. Ailleurs qu'en Allemagne aussi, selon le mot de Moltke, « le devoir national et le devoir naturel coïncidaient ». La « Résistance » allemande n'avait pas comme agent recruteur le mot prestigieux de Libération ; elle ne pouvait promettre qu'une rémission des péchés après une période de mortification.

Il importe aussi de tenir compte de l'absence d'une aide ou d'une espérance d'aide de l'étranger. Toutefois, M. Wheeler-Bennett a raison d'écrire que « la reddition inconditionnelle n'a joué aucun rôle dans la répugnance des généraux à se débarrasser de Hitler » et de constater que « c'est précisément sur cette base que Paulus s'est rendu aux Russes » (2).

Il est enfin toujours difficile d'évaluer la force véritable d'une organisation clandestine. Dans la Résistance européenne, on peut toutefois compter les combattants, saboteurs, agents de réseaux, maquisards, partisans. Rien de pareil n'est possible en Allemagne, où n'a même pas existé un mouvement comme *Combat* avec son administration, sa presse, son armée secrète. La « Résistance » se résume, sans jeu de mot, à un état-major. Partout ailleurs dans le monde, la Résistance a été spontanée d'abord, dirigée ensuite ; partout des *desperados* ont sonné le ralliement, de Gaulle ou Tito, sans savoir s'ils seraient suivis. Que représente la « Résistance » allemande dans la Nation allemande, au cours de 12 années de nazisme : une minorité plus hésitante qu'agissante, appuyée tout au plus sur une aspiration populaire. C'est pourquoi tant d'historiens alle-

(1) Sauf celle, relevée par M. Rothfels, que l'Armée ne savait pas comploter. L'histoire de la République de Weimar prouverait plutôt le contraire.

(2) Il ajoute (*op. cit.*, p. 447) : « C'est quand ils étaient prisonniers des Américains et des Anglais que les généraux réfléchirent aux avantages de rejeter sur les Alliés les fautes de leur manque d'initiative. »

mands ont tendance à assimiler les victimes de la barbarie nazie à des opposants actifs du régime ; à ce compte, six millions de Juifs auraient été résistants (1).

Que pouvait d'ailleurs offrir aux masses pour les séduire et les entraîner, la tête pensante du mouvement ? Partout en Europe, les chefs des Résistants ont été des hommes nouveaux, non compromis dans les erreurs et les faiblesses des régimes qui n'avaient pas su éviter la défaite ; partout ces hommes ont travaillé à édifier, pour après la Libération, un régime politique et social qui, tenant compte à la fois des expériences étrangères — capitalistes ou communistes — et des traditions nationales, transformerait complètement les structures du pays. Par un curieux paradoxe, en Allemagne, ce sont les militaires, les premiers alliés du nazisme, qui mènent la lutte contre lui. Quel exemple pouvaient-ils offrir, quel prosélytisme susciter ? « Les généraux, a écrit lucidement von Hassel dans son *journal*, ont peu de courage civique, aucune perspicacité ou largeur d'horizons, aucune indépendance d'esprit... La plupart d'entre eux ne pensent qu'à la carrière, au sens le plus bas du mot... le bâton de maréchal est plus important que les principes qui sont en jeu. »

C'est dans cette médiocrité fondamentale que réside la grande faiblesse de la « Résistance » allemande : quelle que soit la gravité des motifs qui les opposent aux nazis, les généraux ont ceci de commun avec eux, qu'ils considèrent une démocratie comme une entité malfaisante. Certes, il n'est pas de figures plus pures que les Scholl, Bonhoeffer, Moltke, Elisabeth von Thadden ; mais ces idéalistes ont la vocation du martyre, non de l'action. Quelle que soit la fin dramatique d'un Beck ou d'un Wintzleben, il y a quelque abus à confondre ces figures de proue avec l'ensemble de l'état-major. Qu'on remonte aux origines immédiates du nazisme, ou qu'on creuse vers les racines de son idéologie, on trouve le militarisme prussien ; les généraux ont imité les rats qui quittent le navire désemparé ; mais, eux, avaient contribué à le construire (2).

Quels que soient les sentiments de pitié ou d'admiration qu'on peut éprouver pour les malheureuses et héroïques victimes, il faut bien constater que la « Résistance » allemande n'a atteint aucun de ses buts. Le *putsch* du 20 juillet n'a même pas eu comme résultat, comme l'a écrit M. Rothfels, de sauver la vie à des concentrationnaires des camps de la mort à l'Est : à ce moment, ces camps sont en cours de liquidation devant l'avance russe.

Dans l'ensemble des vastes opérations du conflit, la Résistance n'a jamais été qu'un appoint. Mais la « Résistance » allemande n'a, elle,

(1) M. Rothfels considère comme actes de résistance la publication d'œuvres de philosophes chinois, de Dante et de saint Thomas ! C'est mal masquer une faiblesse congénitale.

(2) La journaliste américaine Dorothy Thompson écrivait bien avant la guerre, à l'intention de l'opposition : « Dans mon pays des milliers de gens risqueraient leur vie pour dire : « Halte-là ! » (cité par Wheeler-Bennett).

absolument rien apporté ; elle n'a pas eu de retentissement, elle n'a aidé en aucune façon les Alliés ; après elle, la guerre a continué vers son achèvement normal, comme si rien ne s'était passé. Peut-être a-t-elle quelque peu retenu une partie des forces de répression qui auraient sévi ailleurs. Son seul résultat, non recherché, c'est d'avoir permis à Hitler d'achever de détruire la caste militaire.

Faut-il avancer avec M. Rothfels que, si elle avait abouti, elle aurait réglé à la fois le problème allemand et le problème international ? Rien n'est moins sûr. Nous entrons ici dans le domaine des hypothèses, mais une comparaison peut être éclairante : nulle part, en Europe — Tito excepté, mais après quelles épreuves — la Résistance n'a subi avec succès l'expérience du pouvoir ; une fois abattu l'ennemi commun, ciment de l'unité, elle s'est désagrégée. La « Résistance » allemande aurait-elle triomphé de ses divisions internes ? Comment l'affirmer ? Trop de problèmes se seraient posés à elle qu'elle n'était pas préparée à résoudre. Pour ne relever que le point, capital, de son comportement envers les Alliés, qui engageait ses lendemains immédiats : aurait-elle suivi Rommel et fait la paix à l'Ouest, répétant Badoglio, ou avec Stauffenberg, incliné vers l'U.R.S.S. et renouvelé Kerensky ?

Il semble donc excessif de parler de « Résistance » allemande au sens que ce mot a pris dans les territoires occupés. La Résistance implique une lutte dès les premiers jours contre l'occupant avec des armes de fortune, l'apprentissage d'une dure guerre d'un type nouveau, les souffrances des populations, puis leur participation à leur libération. Rien de tout cela ne s'est produit en Allemagne. Si, comme on l'a affirmé, elle a été le premier pays « occupé », elle a été aussi le dernier à secouer le joug de cette occupation. Si le *fascisme* est un mal européen, né ailleurs qu'en Allemagne, c'est tout de même le *nazisme* qui lui a donné le visage affreux du génocide. Si, enfin, les puissances occidentales ont fait preuve d'une passivité excessive à l'égard de l'épidémie, il appartenait aux Allemands de cautériser le foyer allemand d'infection. Le même mot cache des réalités différentes ; le « fait résistant » n'a pas le même contenu à l'ouest du Rhin et à l'est de l'Oder qu'entre les deux fleuves, où il paraît plus équitable, moins impie aussi, de parler d'une « opposition allemande à Hitler ».

Le seul mérite de cette opposition, mais il est grand, c'est d'avoir existé. Il est grand moralement si, militairement et politiquement, son rôle a été faible. Elle a, cette opposition, racheté, en versant son sang, les crimes des nazis. C'est dans ce sens seulement qu'elle possède quelque chose de commun avec la Résistance des peuples occupés : la croyance qu'au-dessus de la force triomphante du mal, il y a les lois de la morale et de la justice (1). Elle permet ainsi à l'Allemagne purifiée, ou en

(1) Le *cercle de Kreisau* fait ainsi penser au *Comité d'Études* de la *Délégation de la France combattante.*

virtualité de purification, d'effectuer sa rentrée au milieu des nations civilisées. Comme elle n'en est pas à un paradoxe près, elle a, de ce fait, plus modelé l'Allemagne d'après-guerre, sans l'avoir recherché, que ne l'a fait, pour son pays, la Résistance française, qui se l'était pourtant fixé comme objectif.

Elle n'a pas poignardé le nazisme dans le dos, comme le lui reprochent ses adversaires en Allemagne ; il était déjà frappé à mort. Mais elle a gêné sa renaissance, dans le milieu favorable d'un pays saccagé, vaincu et démembré. L'historien se trouve ainsi devant un problème qui le dépasse : si l'action de l'opposition allemande est parfois plus grossie que la vérité ne le voudrait, n'est-ce pas parce que ce grossissement est nécessaire à la bonne conscience de la nouvelle démocratie allemande et, par suite, nécessaire au rapprochement franco-allemand comme à l'Europe naissante ?

Henri MICHEL.

LES ALLEMANDS DANS LES CAMPS DE CONCENTRATION NAZIS

Si, dans la plupart des pays occupés, ont été publiés des témoignages de rescapés des camps de concentration nazis abordant le problème des différentes nationalités dans les camps, il n'existe guère encore d'étude systématique de telle nationalité déterminée dans l'ensemble du système concentrationnaire. Les difficultés sont d'ordre à la fois bibliographique, statistique, politique, psychologique. Elles augmentent encore lorsque l'on veut aborder le problème des Allemands dans les camps nazis. Dans l'horreur de leur découverte qui suivit l'effondrement du III[e] Reich, horreur qui se précisa avec le retour des rescapés, avec le procès de Nuremberg et les divers procès des bourreaux, avec le début d'étude du système, la conscience universelle oublia très vite, même si elle l'avait su, que les premières victimes des camps avaient été les Allemands eux-mêmes. Elle était restée sourde aux premiers échos qui en avaient transpiré avant 1939. Quelques ouvrages avaient paru cependant. On avait même traduit certains d'entre eux : *Soldats du marais*, de Langhoff par exemple, ou les livres d'Ernst Erich Noth. Réfugié en France il avait fourni à Gabriel Marcel les éléments d'une pièce qu'il devait interpréter lui-même *(Le dard)*. Les nouvelles d'Anna Seghers, *Le temps du mépris* de Malraux, les récits des émigrés faisaient allusion aux camps sans en donner les véritables dimensions. Lorsque en 1936, Aldous Huxley publiait *La paix des profondeurs*, le public était beaucoup plus sensible à la jonglerie chronologique ou au cheminement intellectuel du héros principal qu'à l'écho des camps nazis que l'on y percevait pourtant.

Lorsqu'éclata la deuxième guerre mondiale, lorsque s'acheminèrent vers l'Est les premiers convois de déportation, les déportés eux-mêmes ignoraient qu'ils allaient aborder un univers déjà rodé, établi, que le système concentrationnaire était depuis 1933 « institutionnel » et que les déportés politiques allemands, les anciens qui allaient les accueillir, les encadrer, en avaient été les premières victimes, les premiers boucs émissaires. Dans les récits et les témoignages des rescapés français, belges, polonais, etc., on découvre dès 1945 leur étonnement à rencontrer des camarades de bagne dans lesquels ils ont du mal à reconnaître des victimes, puisqu'ils appartiennent à la Nation ennemie, que souvent la Nation ennemie leur a délégué pouvoir de contrainte, une contrainte que les *droit commun*, les *verts* s'entendent à rendre mortelle. Pas plus qu'il n'a été jusqu'ici possible d'établir le nombre total des différentes catégories de déportés par nationalité, résistants politiques, raciaux, *droit commun*, etc., il n'est possible de l'établir en ce qui concerne les Allemands. Difficulté statistique accrue par la position de l'Allemagne vaincue, par la division de l'Allemagne en deux blocs

affrontés. L'espèce de muraille de Chine existant entre les deux Allemagnes, les buts idéologiques différents de chacun des deux gouvernements allemands, l'attitude des Alliés d'hier vis-à-vis de chacun de ces gouvernements, ont créé en Allemagne, à l'Est comme à l'Ouest, des associations d'anciens déportés qui se retrouvent parfois dans des congrès internationaux, mais qui ne poursuivent pas les mêmes objectifs, ni en ce qui concerne le problème des indemnisations, des réparations aux victimes, ni dans leur interprétation de l'attitude des différents groupes sociaux allemands dans les camps, ni même dans leur interprétation du terme résistant. Un résistant *(Widerstandkämpfer)* n'a pas le même sens pour un Allemand de l'Ouest ou de l'Est, ni même pour un Allemand et un Français, comme on a pu s'en apercevoir au *Congrès international de la Résistance européenne* à Liège en septembre 1958.

Si l'on recherche le chiffre total des Allemands dans les camps, lorsque l'on sait les difficultés que l'on rencontre en France pour dresser la statistique de la déportation, alors que, sauf exception, la grosse majorité des archives municipales est restée en place, on imagine ce que peuvent représenter ces difficultés dans l'état où la déroute et l'occupation par les armées alliées ont laissé la plupart des archives allemandes : dispersées, pillées, considérées comme prise de guerre, répandues à travers le monde. En même temps, la disparition d'une grande partie des archives des camps et de la *Gestapo*, pose pour les déportés allemands le même ordre de problèmes que pour les autres nationalités dans les camps, sauf en ce qui concerne Buchenwald ou à la rigueur Mauthausen. Au point de vue statistique, au début de la deuxième guerre mondiale, chacune des grandes « centrales » (une dizaine alors) est prévue au maximum pour 10 000 détenus, ce qui ferait un maximum d'environ 100 000 Allemands dans les camps. Mais ce chiffre ne signifie rien. Les camps existent déjà depuis six ou sept ans. Nombre de détenus sont morts, ont été exécutés, certains libérés. Les familles qui ont reçu, moyennant finances, les urnes des cendres des décédés ne rendent pas le décès public, par crainte de représailles. Dès le début de la guerre, l'afflux croissant des déportés étrangers laisse un certain répit aux Allemands « autochtones ». Les plus dangereux sont déjà à l'ombre depuis des années, ou en exil, ou définitivement éliminés, ou personnel d'encadrement dans les camps. L'occupation de l'Europe, la livraison à l'Allemagne nazie de ses ressortissants, allaient entraîner un renforcement d'Allemands venus des pays occupés qui leur avaient donné asile. Que l'on songe à la déportation des prisonniers de Gurs et des camps du Sud-Ouest, où l'on comptait nombre d'Allemands et d'Autrichiens antinazis, beaucoup ayant combattu dans les brigades internationales en Espagne. Ils allaient ranimer à l'intérieur des camps l'instinct combatif des vieux internés, ou prendre en main la direction de la lutte. Mais toute évaluation de leur nombre n'est à l'heure actuelle qu'approximation. En ce qui concerne les Juifs, Hoess (1) indique 100 000 Juifs allemands morts à Auschwitz, chiffre démenti par les Tchèques Klaus et Kulka (2), qui donnent le chiffre de 250 000, arrêtés en Allemagne ou dans leur pays de refuge. D'après Adler (3), 25 000 environ seraient morts à Theresienstadt. L'extermination des Juifs allemands a été tout aussi dramatique que celle des Juifs d'autres nationalités, mais moins spectaculaire parce que commencée 7 ans avant qu'elle ne se généralisât en Europe. De plus, beaucoup des tziganes exterminés à Auschwitz, étaient de natio-

(1) Voir *Le commandant d'Auschwitz parle*, Édition Julliard, traduction Constantin de Grunwald, notes de Olga Wormser, 1959, in-12, 255 pages.

(2) Klaus et Kulka, *Tavarnya smert (Usines de mort)*, Prague, 1956.

(3) T. Adler, *Theresienstadt*, Tubingen, 1955, in-8°, 773 p.

nalité allemande, implantés en Prusse par Frédéric Guillaume Ier et Frédéric II.

L'historien se heurte donc aux écueils déjà signalés par Mlle Adler-Bresse dans sa tentative d'historiographie de la résistance allemande. Cependant pour la déportation certaines notions sont quasi certaines.

Les premiers camps, ceux de l'Emsland puis ceux de Dachau, de Buchenwald, etc., s'ouvrent dès la prise de pouvoir d'Hitler pour les ennemis du régime, en premier lieu les communistes, bientôt les socialistes, les objecteurs de conscience, les militants chrétiens, protestants ou catholiques et, bien sûr, les Juifs. De ces camps de « redressement » dont Frédéric II a peut-être donné l'idée, nous trouvons des échos, outre ceux des ouvrages précédemment cités, dans les *Mémoires* de Hoess, *Rapportführer* à Dachau de 1934 à 1938, avant d'être le grand maître d'œuvre des exterminations d'Auschwitz à partir de 1941. Nous reviendrons ultérieurement sur ces *Mémoires* ; signalons seulement que l'organisation du camp, tout entière confiée à des déportés choisis sous le contrôle d'une poignée de S.S. existe déjà à Dachau dès le début du système concentrationnaire. Hoess du reste en a fait l'expérience sur lui-même, en prison, pendant ses quatre ans de détention de 1924 à 1928. Il avait été condamné pour avoir participé à l'exécution d'un pseudo « collaborateur » des Français. Le jugement qu'il donne du comportement dès 1934 des différentes catégories de détenus de Dachau, communistes, objecteurs de conscience, chrétiens, *droit commun*, etc., n'est pas contredit par les témoignages des déportés alliés sauf en ce qui concerne les Juifs. Quelques faits traduisent ce comportement : certains déportés pensent que les détenus allemands sont restés Allemands avant d'être détenus et que, victimes du système nazi, ils n'en concevaient pas moins un profond mépris pour les victimes non allemandes de ce système.

L'on imagine à quel point les déportés allemands, qu'ils fussent communistes, socialistes, objecteurs de conscience, petits bourgeois antinazis, devaient éprouver des sentiments partagés et douloureux lorsqu'ils pensaient au futur, à leur nationalité, qui les ferait assimiler, victimes ou résistants, aux bourreaux ; à quel point ils devaient souffrir dans leur patriotisme le plus élémentaire, quelle que soit leur idéologie, des destructions de leur pays natal, mais surtout de la haine universelle qu'il s'attirait. Les bombardements sur l'Allemagne, que les déportés arrivaient à souhaiter, même s'ils pouvaient y laisser leur vie, représentaient pour les Allemands une angoisse supplémentaire car ils ne connaissaient pas le sort de leurs familles. Les plus antinazis avaient en outre des parents, des amis, des proches, en lutte sur les divers fronts et œuvrant contre eux, même involontairement. Tous ces faits rendent difficile pour les non-Allemands la connaissance de la vie des déportés allemands dans les camps. Cette vie, Erich Maria Remarque, qui ne l'a pas connue, a tenté de la traduire dans *L'étincelle de vie*, mais en projetant dans le passé les luttes idéologiques d'après guerre, comme si les détenus allemands avaient eu la prescience de la division future du monde en deux blocs. Les communistes allemands ont-ils été avant tout communistes, détenus, ou Allemands ? Incarcérés depuis plusieurs années, ceux qui, au moment de l'afflux des déportés de toutes nationalités dans les camps, avaient survécu, s'étaient la plupart du temps haussés à des postes de direction arrachés aux *droit commun*, avaient donc adhéré au système malgré eux, en étaient devenus des rouages même s'ils luttaient contre lui. Quelle que fût la puissance momentanée qu'ils détenaient, elle était d'une part à la merci du caprice des S.S. et, d'autre part, s'ils étaient des communistes militants, mise au service non seulement de la lutte immédiate contre le nazisme, mais du triomphe de l'internationalisme prolétarien. On comprend dans ces conditions que les

communistes allemands aient ressenti plus de sympathie pour les communistes des autres nations que pour les chrétiens ou les gaullistes, ou ceux qui étaient résistants au nazisme ou simplement patriotes sans être pour cela des révolutionnaires. Que les Allemands, communistes ou non, aient eu, à condition de ne pas être Juifs, une position privilégiée dans les camps, du fait même que les ordres se donnaient dans leur langue, qu'ils étaient dans leur pays, qu'ils recevaient en général colis et lettres, est un fait d'évidence aussi manifeste que la position privilégiée des Polonais non Juifs à Auschwitz. Une ancienne détenue allemande de Ravensbruck nous a raconté que, lorsque arrivèrent au camp vers 1941-1942 des exilées allemandes prises en France ou en Belgique, elles exprimèrent un sentiment de soulagement car, disaient-elles, « le camp valait mieux que l'exil ». Univers de terreur mais dont le sol était le pays natal. D'autre part, lorsque nous nous étonnions de ne rencontrer dans le livre de Irma Thaelmann sur Ravensbruck, aucune allusion à la présence de Françaises dans le camp, en imputant cet oubli au mépris pour les Françaises, cette même déportée nous expliqua que Irma Thaelmann, dans le camp ou dans les commandos, ne s'était jamais trouvée en contact avec des Françaises. De même, cette détenue ignorait absolument l'existence de certains commandos, Petit-Kœnigsberg par exemple, bien connu des Françaises, parce qu'aucune Allemande n'y aurait été envoyée. Le cloisonnement de l'univers concentrationnaire à l'intérieur de chaque camp, qui se traduit par la diversité de témoignages sur des événements vécus en même temps et dans les mêmes lieux, était une réalité pour les Allemands comme pour les autres détenus, une réalité sur laquelle l'Allemagne de l'Ouest nous a fourni assez peu de témoignages.

De fait, mis à part l'ouvrage essentiel de Eugen Kogon (1) et quelques publications de documents et de témoignages de l'*Institut d'histoire contemporaine* de Munich, on trouve en Allemagne de l'Ouest peu de littérature proprement historique consacrée aux camps. Qu'il s'agisse des romans de Wieckert, de témoignages sur tel ou tel camp, c'est beaucoup plus une dénonciation presque mystique de l'esprit du mal, un plaidoyer pour l'esprit de lumière qui incitait les victimes à lutter pour la personne humaine, qu'une histoire proprement dite. Ce caractère est déjà sensible dans la *Flamme du sacrifice* de Hermann Goes qui lave la conscience allemande des accusations de complicité totale dans l'extermination des Juifs.

On dirait que le silence obligatoirement gardé pendant 12 ans sur ce qui se passait dans les camps pèse encore sur les survivants. Pudeur qui les empêche d'ajouter leurs souffrances d'Allemands au lourd arsenal des pièces à charge du nazisme — qui pour beaucoup se confond avec l'Allemagne — opportunité politique, désir et nécessité de passer l'éponge, mais aussi opposition au comportement des historiens de l'Est et à l'orientation donnée aux témoignages dans la République démocratique. On sait que l'un des points les plus épineux de l'histoire du système concentrationnaire est celui de la Résistance dans les camps. La majorité des déportés a subi le système concentrationnaire sans le comprendre, sans savoir qu'il ne représentait pas seulement une tentative de mise à l'ombre, puis d'extermination des opposants et de tous les raciaux « nuisibles » au sens nazi, mais qu'il avait investi toute l'administration, l'économie, la vie même du *III*e *Reich*. Aujourd'hui, en Allemagne de l'Est, de nombreuses études et même des diplômes universitaires, étudient l'organisation du camp de Buchenwald, considéré non seulement comme un camp de concentration,

(1) *L'enfer concentrationnaire (Staat S.S.)*, La jeune Parque, 1946.

mais comme l'émanation nocive de la puissance des trusts allemands, à la fois inféodés à Hitler et le tenant à leur merci, et voulant domestiquer les peuples pour le plus grand bienfait du capitalisme allemand et mondial. Dans cette optique, la résistance allemande à Buchenwald apparaît donc, non pas seulement comme antinazie, mais comme révolutionnaire *sub specie œternitatis*. On comprend alors que le Pr Walter Bartel, dans le numéro 9-10 de *Recherche internationale à la lumière du marxisme*, intitule « Résistance à Buchenwald » un article où il ne fait pratiquement mention que de l'activité résistante des Soviétiques et des Allemands. Français, Belges, Hollandais, etc., sont à peine évoqués, sauf pour des activités très épisodiques, ou comme signataires du Serment de Buchenwald le 15 avril 1945. Cependant Walter Bartel écrit : « Les historiens d'Allemagne de l'Ouest qui s'occupent de la période considérée, ne disent en général rien des combats communs des détenus allemands et soviétiques de Buchenwald. Ou bien ils ignorent tout des faits en question, ou bien ils passent sous silence des faits qui leur sont parfaitement connus, mais qui ne correspondent pas à leur conception des choses. »

Le même reproche pourrait lui être adressé. Walter Bartel, président du comité international de Buchenwald, dès la libération du camp dont il avait été l'un des principaux animateurs clandestins, est un de ceux auxquels Eugen Kogon, selon son propre témoignage, a soumis la première version de son livre sur *Staat S.S.*, livre qui, dans sa forme définitive, devait dénoncer à la fois le système concentrationnaire et le comportement des communistes aux prises avec sa logique diabolique. En tout cas aucun communiste allemand, aucun objecteur de conscience, n'a accepté l'enrôlement volontaire dans les S.S. proposé par Himmler : « Il tendait la main en signe de réconciliation à tous les Allemands, et ils pouvaient avoir l'honneur de défendre leur patrie les armes à la main, en qualité de citoyens de plein droit. » Mais les détenus politiques allemands « gardèrent le silence. A la frontière entre la vie et la mort, à 100 mètres du four crématoire, face à face, sans échappatoire ni dissimulation possibles, deux mondes, deux camps ennemis. Aucun communiste allemand ne se laissa engager dans les S.S., après avoir bien pesé le pour et le contre. L'argument décisif était, outre la crainte de ne pas recevoir d'armes : aucun de nos camarades étrangers ne comprendrait notre acte, celui-ci leur apparaîtrait comme le passage flagrant des communistes allemands dans les rangs des meurtriers S.S. Ils perdraient toute confiance dans les Allemands et l'alliance internationale qui, seule, assure la victoire contre le fascisme, sera rompue ». Cette argumentation, où n'entre aucune notion de patriotisme, mais d'internationalisme prolétarien, fait comprendre à quel point les luttes politiques ont pu être serrées dans les camps, les haines qu'elles ont pu faire naître, et la suspicion des patriotes nationalistes qui luttaient contre l'occupant et se souciaient peu de l'internationalisme prolétarien. Soulignons d'autre part que ce sont des *droit commun* allemands qui ont été choisis à Oranienburg pour former en 1940 les premiers cadres d'Auschwitz. Eux aussi se souciaient peu d'internationalisme prolétarien, et partageaient avec les S.S. la haine et le mépris des « races inférieures ».

Lorsque nous lui avons demandé s'il se souvenait de tel ou tel détenu français, le Pr Bartel nous a répondu qu'il ne connaissait que les responsables de la Résistance du camp au plus haut niveau. « Des autres je ne connaissais que les matricules ». Affirmation parfaitement sincère, mais qui prouve le hiatus existant entre la position des détenus allemands responsables, et le troupeau de toutes nationalités, ne comprenant pas les motifs d'action de ces détenus responsables, les incriminant lorsqu'ils en supportaient les conséquences douloureuses, et ne leur rendant pas hommage des sauvetages

qu'ils effectuaient. Un fait curieux : Walter Bartel évoque l'importance de la Résistance dans l'infirmerie de Buchenwald, et notamment l'activité du député communiste, Ernst Busse, kapo de l'infirmerie, en faveur des détenus menacés. Si l'on apprenait à temps qu'un danger menaçait les anti-fascistes, après entente avec le Comité international (c'est-à-dire avec l'organisme international de Résistance) on les faisait passer à l'infirmerie où ils « mouraient » au bout de quelques jours, puis ils quittaient l'infirmerie sous le nom d'une personne véritablement décédée. Bartel cite ainsi le cas d'un jeune lieutenant de Léningrad et mentionne le chiffre de 3 Belges, 26 Soviétiques et 2 Juifs sauvés de cette manière, d'après un témoignage de Busse. Mais il ne fait pas allusion à la fameuse affaire Dotkins-Hessel rapportée par Hessel lui-même, par le Pr Balachowski ou dans *Le Lapin blanc* de Bruce Marshall. Il s'agit d'un Français et d'un Anglais qui ne sont pas catalogués anti-fascistes.

Il n'y a pas lieu ici de discuter de la Résistance dans les camps sur le plan de l'efficacité, de la morale, ni des luttes sanglantes entre *rouges* et *verts* pour la prise du pouvoir, luttes pour lesquelles nul n'était mieux armé que les déportés allemands. La grande masse des détenus était sensible seulement au fait que la prise de pouvoir par les *rouges* signifiait une amélioration de leur sort, à condition qu'une longue captivité n'eût pas gangrené le *rouge*. Une constatation s'impose : que puissance ait été donnée à des détenus de désigner dans certains cas ceux qui doivent être sauvés, leur choix fût-il le meilleur, le plus utile à la lutte, constitue cependant, mise à part toute considération d'honnêteté, d'héroïsme individuel, l'une des pires dénonciations du système, et la marque la plus sensible du machiavélisme nazi. En outre, que la complexité des rapports de bourreaux à victimes à différents degrés dans les camps ait été accrue pour les Allemands, à la fois vis-à-vis des S.S. de même nationalité qu'eux, et vis-à-vis des victimes, qui pourrait en douter ? C'est pourquoi certaines réactions individuelles d'humanité des bourreaux, tel S.S. d'Auschwitz (1), l'attitude du S.S. Gerstein tentant d'avertir le monde de ce qui se passait dans les camps, et se suicidant dans sa prison après la défaite, prennent une grande valeur exemplaire. Valeur plus exemplaire encore, l'attitude au camp de certains détenus allemands rescapés, communistes ou non, dont aujourd'hui certains déportés des pays occupés veulent bien se reconnaître les camarades.

Olga Wormser.

(1) Complice de l'organisation du réseau d'évasion organisé par Cirankiewicz, Friemel, etc., et, découvert, n'ayant rien trahi.

COMPTES RENDUS

Une synthèse sur les S.S.

Nul n'était plus qualifié que l'auteur de *La solution finale* (1) pour essayer de consacrer aux S.S. et à leur chef Heinrich Himmler la grande « synthèse » (2) dont de nombreux travaux d'approche, de valeur inégale d'ailleurs, avaient, semble-t-il, apporté les éléments. La tentative de Gerald Reitlinger est une réussite. *The S.S., alibi of a nation* sera, pendant de longues années, croyons-nous, considéré comme un maître livre, caractérisé par une connaissance parfaite des documents nationaux-socialistes et des témoignages contemporains d'une part ; et, par la méthode d'exposition d'autre part.

Un examen attentif de la bibliographie (3) dressée par Gerald Reitlinger montre qu'aucun ouvrage essentiel publié en allemand, en anglais ou en français (4) n'a été omis. Bien mieux, documents et ouvrages cités ont tous été utilisés — ce qui n'est pas toujours le cas des rédacteurs de répertoires bibliographiques — confrontés et critiqués avant d'aboutir à des conclusions fermes ou à des solutions présentées honnêtement comme des hypothèses sujettes à révision. Cependant le mérite principal de Gerald Reitlinger réside, à nos yeux, dans ses efforts pour intégrer l'histoire des S.S. et de Heinrich Himmler à celle du *III^e Reich*. De là, les trois parties entre lesquelles s'ordonnent les onze chapitres de l'ouvrage (5) : *Origines et évolution des S.S. (de 1922 à septembre 1939)* (chap. I à V) ; *Les S.S. durant la guerre (de septembre 1939 à mars 1945)* (chap. VI à XIV) ; *La fin des S.S. et de Himmler (mars-mai 1945)* (chap. XV et XVI).

Dans la Première Partie, G. Reitlinger rappelle comment, après 1933, Himmler, *Reichsführer S.S.* depuis janvier 1929 et disposant d'une police secrète (S.D.), confiée à Heydrich, entra d'abord en conflit avec Gœring à propos du contrôle de la direction générale de la police politique dans le Reich, puis comment Himmler mit à profit les craintes de Gœring de voir Rœhm, nommé ministre du Reich le 1-12-1933, s'emparer de la direction

(1) Cf. le compte rendu de L. Poliakov paru dans la *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale* (n° 15-16, juillet-septembre 1954, p. 150-153).

(2) Gerald Reitlinger, *The S.S., alibi of a nation 1922-1945*, Melbourne, London, Toronto, Heinemann, 1956, in-8° (xi-502 p.).

(3) On trouvera la liste des documents imprimés et celle des ouvrages relatifs au *III^e Reich*, à la fin du volume (p. 455-460).

(4) Les ouvrages d'auteurs italiens ou suédois ont été consultés dans leur version allemande, anglaise ou française.

(5) Indépendamment de la bibliographie (cf. n. 3 *supra*), le livre de G. Reitlinger contient une courte biographie de la plupart des personnages cités (p. 461-480), des cartes : L'Europe à l'apogée de la puissance allemande ; les quartiers occidentaux de Berlin où s'est déroulée la journée du 20 juillet 1944 ; la répartition géographique des camps de concentration à la fin de la guerre (p. 482-486) et un index (p. 487-502).

de l'armée pour se rapprocher de lui : leur amitié nouvelle fut scellée par l'abandon, en faveur de Himmler, des prétentions de Gœring à régenter la Gestapo. Sous cet éclairage, la purge du 30 juin 1934 et surtout son extension à des personnages aux tendances très diverses semblent plus intelligibles. Elles sont l'œuvre d'un triumvirat (Gœring, Himmler, Heydrich) qui, en dressant les listes des individus à abattre, s'est proposé d'écarter définitivement des rivaux. Quant à l'exécution de Rœhm et de ses hommes de main, elle pouvait être portée au compte exclusif des S.S. mis à la disposition du *Führer* par le fidèle Himmler. Désormais, Himmler et ses S.S. avaient la voie libre pour étendre leur contrôle sur l'État. Le 17-6-1936, un décret unifiant pour la première fois la police ordinaire (1) la confie à Himmler ; celui-ci dépend nominalement du ministre de l'Intérieur W. Frick ; cette fiction prendra fin en 1943 lorsque Himmler succèdera à W. Frick.

C'est d'ailleurs pendant la guerre que les pouvoirs de fait de Himmler et de ses S.S., non seulement atteignent leur apogée mais prennent encore une forme nouvelle : au cours de la campagne de mai-juin 1940, en effet, pour la première fois, des S.S. apparaissent sur les champs de bataille, en formations divisionnaires. Ainsi naissent les *Waffen S.S.* dont la propagande officielle célèbre à l'envi la bravoure. G. Reitlinger décrit minutieusement l'activité des *Waffen S.S.* sur les différents fronts. Il montre aussi comment l'idéologie nationale-socialiste visant à dépasser les limites du Reich pour s'étendre à l' « Europe allemande », des efforts sont entrepris pour recruter des divisions *Waffen S.S.* parmi les partisans de l'*Ordre nouveau* : Divisions *Charlemagne*, *Flandre*, *Wallonie*, *Nederland*, *Nordland*. Himmler, disposant directement ou indirectement de la police ordinaire, de la Gestapo et du S.D., et de forces militaires se comporte de plus en plus en chef d'un État nouveau dans l'État ancien. En Roumanie, par exemple, il appuie Horia Sima et ses légionnaires contre le dictateur Antonesco soutenu par Ribbentrop. Dans les territoires occupés ou dans les États satellites, la Gestapo s'oppose à l'*Abwehr*. Le 6 juin 1942, la disparition de Heydrich chef direct du R.S.H.A *(Reichssicherheitshauptamt)*, c'est-à-dire de la police criminelle, de la Gestapo et du S.D., débarrasse Himmler d'un subordonné capable de jouer son propre jeu. Alors Himmler s'efforce de supplanter Gœring, demeuré, en dépit d'un déclin de faveur dû aux échecs de la *Luftwaffe*, le successeur désigné du Führer. Il se heurte à Bormann, secrétaire personnel de Hitler, dont la toute-puissance (2) depuis la fuite de Rudolf Hess en Grande-Bretagne a deux assises : ses contacts quotidiens avec le *Führer* et son action directe sur les *Gauleiters* qui continuent à échapper à l'emprise du *Reichsführer S.S.*

A partir de 1943, Himmler semble avoir mené un jeu extrêmement complexe dont nous ne connaîtrons sans doute jamais que des éléments fragmentaires et fragiles. G. Reitlinger les rappelle : contacts dès 1943 avec le banquier suédois Jacob Wallenberg, relations amicales avec Carl Langbehn lié au groupe Goerdeler-Beck, premières négociations avec le comte Bernadotte dans l'été 1944 pour soustraire au massacre général des Juifs de Hongrie quelques centaines d'individus. Ainsi naît l'impression que l'homme, qui avait mis au point la plus implacable machine à détruire les Juifs, a cru trouver, dans les survivants des camps de concentration une monnaie d'échange avec les puissances occidentales pour maintenir l'existence d'un Reich national-socialiste sans Hitler mais avec Himmler et ses S.S.

(1) Traditionnellement chaque État *(Land)* avait sa police particulière.

(2) Alfred Rosenberg, dans ses *Letzte Aufzeichnungen* (cf. notre compte rendu dans la *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 32, octobre 1958, p. 68), insiste lui aussi sur l'influence croissante de Bormann dans les dernières années du III[e] Reich.

Dans la Troisième et dernière Partie de l'ouvrage, nous assistons, en même temps qu'à l'écroulement du *IIIe Reich*, à la fin des chimères caressées par Himmler. Les pages consacrées aux derniers jours de Hitler, à l'éphémère gouvernement de Flensbourg, à l'arrestation et au suicide de Himmler, constituent d'excellentes synthèses qui dispenseront de recourir aux publications antérieures.

Quant à la conclusion de G. Reitlinger, elle ne manquera ni de susciter l'attention, en raison de la personnalité de son auteur, ni de provoquer des réactions contradictoires. Esquissée dans le sous-titre de l'ouvrage — *alibi of a nation* — elle peut se résumer ainsi : le Tribunal international de Nuremberg en déclarant criminels les S.S., la Gestapo et le S.D. a fourni aux Allemands qui n'étaient pas membres de ces organisations un alibi, ou mieux, une bonne conscience. Et G. Reitlinger d'objecter : le système concentrationnaire placé sous la direction de Himmler et des S.S. aurait-il pu disposer de la vie et du travail de millions d'individus sans l'accord des ministères chargés des Finances, de l'Économie, de la Main-d'Œuvre, des Transports, des Affaires étrangères ? N'est-ce pas toute la bureaucratie allemande qu'il convenait de clouer au pilori ? A ces questions, certains seront tentés sans doute de répondre en posant une autre question : l'existence d'un État S.S. (1) étant admise, qui, sinon Hitler, aurait pu s'opposer à ses décisions ?

Jean Sigmann,
Inspecteur d'Académie à Troyes.

Les Mémoires de W. Schellenberg

Walter Schellenberg est le type du haut fonctionnaire nazi. Entré dans le Service de Renseignement des S.S. à 22 ans, il a rapidement gravi les échelons de la hiérarchie des Services secrets du Parti ; en 1939, il prend la tête de la section IV.E. (contre-espionnage à l'intérieur) du *Reichssicherheitshauptamt* (Office central de Sécurité du Reich) puis en 1941, celle du VIe Bureau (Service de Renseignements de Politique étrangère) de ce même organisme.

Il a rédigé un volumineux ouvrage (2) en se fiant essentiellement, semble-t-il, à sa mémoire, et, de ce fait, l'enchaînement des événements qu'il présente ne peut être accueilli sans quelques vérifications. En revanche, il apporte d'intéressants points de vue sur l'action des Services secrets allemands, perpétuelle improvisation compensée par une impitoyable dépense de vies humaines comme de moyens matériels, ainsi que sur la nature des relations entre les chefs de ces services, à la recherche d'instruments de pression sur leurs collègues.

Certains des épisodes narrés par Schellenberg paraissent sujets à caution, tel celui de l'agent allemand qui aurait réussi à avoir accès au standard téléphonique de Paul Reynaud en 1940 (?) ; on peut de même s'étonner de le voir mettre en doute la responsabilité de la Résistance tchèque dans l'attentat contre Heydrich. D'autres événements, comme l'action des Services allemands dans l'affaire qui s'est terminée par l'élimination du maréchal Toukatchevski, ont déjà été décrits avec plus de détails par d'autres auteurs.

(1) Cf. le titre même du chap. X : « The S.S. State » (p. 253-288).
(2) Walter Schellenberg, *Le chef du contre-espionnage nazi parle*, Paris, Julliard, 1957, in-8°, 514 p.

Il apporte des points de vue qui méritent d'être notés sur deux affaires célèbres :

— L'*affaire Cicéron* qui mit entre les mains des Allemands à Ankara de très importants documents de l'Ambassade britannique ; Schellenberg voit derrière le valet de chambre de l'Ambassadeur la main des Turcs soucieux d'avertir l'Allemagne afin de lui éviter l'effondrement, et de la prévenir indirectement de leur inévitable passage dans le camp allié ;

— L'*affaire Sorge* (cet attaché de presse allemand à Tokio qui travaillait pour les Services secrets soviétiques) ; Schellenberg assure que les Allemands étaient au courant des sentiments de Sorge et laisse entendre qu'il a pu jouer le rôle d'agent double.

On retiendra également la participation personnelle de l'auteur à la romanesque affaire de Venlo, qu'il présente comme une tentative anglaise de contact avec la Résistance allemande, et quelques-uns des projets rocambolesques échafaudés par les services secrets nazis, par exemple leurs efforts pour attirer dans leurs filets le duc de Windsor.

Schellenberg donne des indications sur une curieuse affaire de collaboration entre le S.R. de la Résistance polonaise à Varsovie et les Services secrets japonais, désireux d'obtenir des renseignements sur l'U.R.S.S. mais aussi sur l'Allemagne, et fournissant en contrepartie aux résistants polonais des fonds, de l'équipement et des courriers. Cet épisode de la guerre secrète met en lumière la personnalité du général Onodera, ambassadeur japonais et représentant du S.R. à Stockholm, véritable « plaque tournante » de renseignements.

On ne trouvera pas dans l'ouvrage de condamnation formelle de l'amiral Canaris ; Schellenberg assure avoir recherché lui-même à partir de 1943 des contacts avec les neutres et les alliés. Par contre, le jugement porté contre Ribbentrop est très dur. Les empiètements du ministre des Affaires étrangères dans le domaine des services secrets agaçaient les chefs du R.S.H.A. qui tentèrent de se débarrasser de lui ; mais Ribbentrop, protégé par la « fraternité S.S. », déjoua leurs intrigues.

Schellenberg rejoint les biographes de l'amiral Canaris et les historiens de l'*Abwehr* lorsqu'il assure que Hitler rejetait systématiquement tout renseignement défavorable, fût-il fondé sur des faits réels ou sur le bon sens (1).

A. Fournier.

Les crimes des S.S. exposés au public allemand

L'ancien général de la *Waffen S.S.*, Paul Hausser, entreprit en 1953 de réhabiliter les divisions militaires de la S.S. aux yeux de l'opinion en publiant son *Waffen S.S. im Einsatz* (2). Le panégyrique — qui passait la mesure — était visiblement destiné à permettre à d'anciens camarades de reprendre du service dans la nouvelle armée que l'on envisageait de constituer dans l'Allemagne fédérale.

(1) L'édition anglaise des *Mémoires* débute par une excellente introduction critique dans laquelle M. Alan Bullock présente les grandes lignes des Services secrets allemands, donne quelques détails sur la situation de Schellenberg de 1945 à 1952 — date de sa mort — et précise les conditions dans lesquelles le manuscrit a été édité.

(2) Cet ouvrage a été utilisé et critiqué par Gerald Reitlinger, dans son *The S.S., Alibi of a Nation, 1922-1945*, Melbourne, London, Toronto, Heinemann, 1956 (cf. notre compte rendu, *supra*, pp. 109-111).

Sous un titre qui rappelle à dessein celui de Paul Hausser (1), le *Comité des Résistants antifascistes de la République démocratique* vient de faire paraître, avec l'appui du *Comité central du S.E.D.*, un gros ouvrage dans l'intention, d'une part, de combattre les efforts menés à l'Ouest pour minimiser l'action criminelle des troupes de Himmler, et, d'autre part, de démontrer qu'en accueillant les *Waffen S.S.* la *Bundeswehr* se prépare à être l'instrument de la dictature et de la guerre d'extermination des peuples pacifiques (2).

S.S. im Einsatz semble donc appartenir davantage au domaine de la propagande politique qu'à celui de l'histoire. Cependant, les spécialistes auraient tort de le négliger ; en effet, dans sept des huit chapitres qui constituent l'ouvrage, les auteurs n'interviennent guère. Ils se bornent à publier, sans les commenter, des documents accompagnés de fac-similés et de photographies. Ils ont largement utilisé les comptes rendus du procès international de Nuremberg contre les grands criminels de guerre, les papiers du *Reichssicherheitshauptamt* et des bureaux dépendant de Himmler.

Le premier chapitre contient les attendus du jugement prononcé par le tribunal de Nuremberg contre la S.S., la Gestapo, et le S.D. (pp. 11-22). Les six chapitres suivants renferment des textes aux illustrations tragiques, relatifs aux crimes commis contre le peuple allemand (pp. 23-84), à la persécution des Juifs (pp. 85-142), aux camps de concentration (pp. 143-290), aux expériences médicales sur les détenus et à la suppression des aliénés (pp. 291-401), à l'exploitation par le grand capitalisme industriel *(I. G. Farben, Krupp, ...)* du travail des prisonniers politiques (pp. 403-483), aux crimes perpétrés dans les territoires occupés (pp. 485-585). Plus encore peut-être que les accusations des victimes, que leurs cris, que leurs corps décharnés, ce qui frappe l'esprit et dépasse l'imagination, c'est l'indifférence tranquille de leurs bourreaux. Comment lire sans stupeur le rapport adressé à Himmler, le 7-7-1943 (pp. 363-364) par le Pr Clauberg ? Celui-ci expose, comme s'il s'agissait d'une affaire banale, qu'un médecin expérimenté pourrait, avec dix aides, stériliser en une journée « plusieurs centaines, voire un millier d'individus » (3).

Dans le huitième et dernier chapitre (pp. 587-629), au titre volontairement polémique (« La Réhabilitation des S.S. et leur intégration dans les Forces allemandes du N.A.T.O.»), l'ouvrage cesse d'être une anthologie des crimes commis par la redoutable machine mise au point par Himmler. Les auteurs s'appliquent à prouver que l'influence des anciens S.S. ne cesse de croître dans la *République fédérale* avec la tolérance, sinon la complicité, du gouvernement Adenauer. Ils citent les ouvrages et les revues qu'inspirent des nazis notoires ; ils dressent la liste des associations d'anciens combattants des divisions de *Waffen S.S.* ; ils relèvent avec soin les manifestations anti-sémitiques qui ont eu lieu au cours de ces dernières années dans l'Allemagne de l'Ouest ; enfin, ils rappellent la décision ministérielle d'août 1956, ouvrant l'accès de la *Bundeswehr* aux anciens *Waffen S.S.* jusqu'au grade d'*Obersturmbannführer* (lieutenant-colonel). Cette mesure, qui a suscité

(1) *S.S. im Einsatz. Eine Dokumentation über die Verbrechen der S.S.*, Berlin, Kongress Verlag, 1957, in-8°, 646 p.

(2) Les arrière-pensées politiques apparaissent en pleine lumière dans la préface de Heinrich Toeplitz. Celui-ci ne craint pas (p. 7) d'établir un rapprochement pour le moins inattendu entre les tentatives de réhabilitation des S.S. en Allemagne et l'insurrection du peuple hongrois en 1956 !

(3) La traduction du début de cette lettre, datée à tort, semble-t-il, du 7 juin 1943, a été publiée par Michel Mazor dans la *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 24, octobre 1956, pp. 113-114.

de vives critiques non seulement à l'étranger mais en Allemagne même, ainsi que la réintégration dans la haute administration, notamment au ministère des Affaires étrangères, de personnages que l'on croyait ne plus jamais revoir, suffisent-elles pour pouvoir affirmer que la République fédérale s'engage sur la route qui mène à l'État-S.S. (1) décrit naguère magistralement par Eugen Kogon (2) ?

Jean SIGMANN,
Inspecteur d'Académie à Troyes.

***

Enseignement nazi

Il est regrettable que le titre de l'ouvrage de M. G. Gottfarstein, *L'école du meurtre* (3), risque d'attirer plutôt les amateurs de sensations fortes et de romans policiers que les pédagogues, car cet ouvrage les intéresse au premier chef. Très méthodiquement l'auteur explore tous les domaines dans lesquels les théories nazies se sont infiltrées, afin de préparer, dans l'optique d'Hitler, les maîtres à leur tâche essentielle : non pour éduquer les élèves mais pour former des cadres nazis et une masse docile. L'auteur a puisé les éléments de son ouvrage à la fois dans tous les ouvrages de pédagogie rédigés entre 1933 et 1944 en Allemagne pour tous les degrés d'enseignement et pour toutes les disciplines, mais également dans les Bibles du nazisme comme *Mein Kampf*, Rosenberg, Baldur Von Schirach, etc. Cette étude des sources lui permet de présenter les normes du nazisme, par exemple au point de vue de la race : à la fois entreprise systématique de déformation volontaire des faits, caricature des sciences exactes et expression d'un manichéisme si simpliste qu'il fallait toute la puissance d'endoctrinement des maîtres et du régime pour que l'enfant s'y laissât prendre. L'éducation nazie doit convaincre l'enfant que Jésus ne peut pas être juif puisque les Juifs sont la plaie du monde. Jésus n'étant pas juif mais à demi Germain, Hitler peut être son prophète. Toute l'histoire du monde doit s'expliquer par la lutte entre Juifs et Aryens (par exemple Carthage « juive » et Rome « aryenne ») mais Rome peut se transformer à son tour en « juive » quand elle a besoin d'être rénovée par le sang germain. De cette manière sont justifiées toutes les revendications territoriales de Hitler, de cette manière sont transformés les fondements de l'histoire et de la géographie comme de la langue maternelle. Ce n'est pas l'acquisition de connaissances qui est demandée aux enfants, mais l'acquisition d'une discipline militaire supprimant toute notion morale courante au profit d'une éthique de la force, de la volonté de puissance, devant inciter les enfants à rayer de la carte du monde tous ceux qui ont aidé à corrompre le sang généreux des Germains, tous ceux qui ont conspiré contre la puissance de l'État allemand. Ainsi doivent-ils se réjouir qu'au cours de la « prochaine guerre mondiale » (la seconde), les ouvriers souillés par des théories marxistes seront éliminés, puisque vivant dans des banlieues qui seront les plus frappées par les bombes ennemies. Le culte de la croix gammée remplacera celui de la croix

(1) Voir pp. 624-626, le paragraphe intitulé *Auf dem Wege zum S.S. — Staat.*

(2) Eugen KOGON, *Der S.S.-Staat*, Frankfurt/Main, 1946, 412 p. L'ouvrage traduit en français a paru sous le titre : *L'enfer organisé*, Paris, La Jeune Parque, 1947, 355 p. Cf. compte rendu par G. TILLION, in *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, nº 6, avril 1952.

(3) Éditions La Baconnière, 1958, in-12.

(le Sermon sur la montagne n'est-il pas bolcheviste ?) ; les langues étrangères, les sciences doivent être enseignées dans l'esprit nouveau car un exercice de calcul ne saurait être le même dans l'esprit national-socialiste et dans l'esprit juif : les nazis se méfient de l'algèbre comme de la chimie dans lesquelles excellent les Juifs, la géométrie leur paraît seule digne de l'esprit nordique mais comme ils ne peuvent se passer des autres sciences, ils décrètent que « l'ensemble des mathématiques, géométrie, algèbre et arithmétique doit être considéré exclusivement comme l'œuvre de la race nordique à l'exclusion de quelques signes de dégénérescence qui sont à mettre au compte de l'influence du judaïsme ».

Que ces méthodes pédagogiques aient entraîné une profonde réforme de l'enseignement, qui pourrait en douter ? Ce n'est plus le lycée classique avec son idéal humaniste qui requiert l'intérêt des pédagogues nazis, mais les écoles primaires et les établissements d'éducation nationaux-politiques récemment fondés, en particulier ceux qui se situaient dans les régions frontalières. Les *napoli* (abréviation de nationale-politique) avaient pour but essentiel d'instruire un corps d'officiers et de sous-officiers tandis que les écoles Adolf Hitler fondées en 1937, sorte de foyers militaires, ne dépendaient que du parti et échappaient au contrôle du ministre de l'Instruction publique. Le résultat de cet enseignement n'est pas seulement pédagogique. Il entraîne la dissociation de la famille, la délation des parents par les enfants, l'espionnage des enfants par le maître et vice-versa. Cette profonde corruption intellectuelle donnera comme résultats cinq ans d'extermination, et les sentences prononcées à Nuremberg seront les dignes lauriers des plus éminents pédagogues du III[e] Reich.

L'ouvrage de M. G. Gottfarstein a le mérite d'attirer l'attention sur des notions éparses dans toutes la littérature nazie, mais qui n'avaient jamais été mises en valeur avec autant de vigueur et d'objectivité didactique.

Olga Wormser.

Le ministre allemand de la Défense ayant décidé, en septembre 1956, que les anciens officiers des *Waffen S.S.* pouvaient être admis dans la nouvelle armée jusqu'au grade de lieutenant-colonel, cette décision fit l'objet de discussions au cours desquelles se manifestèrent des tendances à la réhabilitation des S.S.

C'est pour protester contre ces tendances, trop caractéristiques d'un désir de faire oublier un passé dont la nation allemande pourrait avoir à rougir, qu'a été publié un recueil de documents irréfutables, émanant, pour la plupart, des S.S. eux-mêmes et témoignant de leurs crimes et de l'emploi qu'ils firent d'une « force sans moralité » et sans frein (1).

L'ouvrage groupe près de 400 documents authentiques, ordres, rapports, témoignages, reproductions photographiques de textes originaux, photographies de S.S., de leurs victimes et de scènes tragiques dont ils furent les acteurs.

Dans un premier chapitre sont réunis des documents relatifs à l'histoire de la *S.S.* Ils établissent que, contrairement à certaines affirmations, les *Waffen S.S.* furent bien une organisation autonome, et non une formation de la *Wehrmacht*, et que, à l'exception peut-être de quelques-uns des derniers incorporés, ils ne pouvaient ignorer ni l'horreur des camps de concentration ni les abominations commises au nom de l'obéissance à Hitler.

Un second chapitre est moins convaincant. Il prétend décharger l'en-

(1) Reimund Schnabel, *Macht ohne Moral*, Frankfurt-Main, Röderberg, Verlag, 1957, 580 p.

semble du peuple allemand de la responsabilité des actes des *S.S.*, en rappelant que leurs premières victimes furent des Allemands, Juifs et antinazis, dans la période 1933-1939.

Le 3e chapitre est consacré aux camps de concentration. Plus de 200 documents projettent une lumière sinistre sur leur organisation à partir de 1933, sur les conditions de vie des déportés et sur l'exploitation de ceux-ci — et de leurs cadavres — soit à des fins économiques (utilisation des cheveux, des dentiers, etc.), soit en vue de prétendues expériences scientifiques (stérilisation des femmes, inoculation de maladies, expérimentation de remèdes pour le compte de l'*I.G. Farben-Industrie*, etc.). On y lit des aveux de tortionnaires, dont l'inconscience n'a d'égale que leur horreur effrayante.

Le chapitre suivant évoque la « terreur » que les *S.S.* firent régner en Pologne, en Tchécoslovaquie, en U.R.S.S. et, d'une façon générale, dans tous les pays occupés, par les arrestations, les transferts de populations, la déportation des Israélites vers les camps de concentration et d'extermination, les confiscations, les exécutions massives (telles que celle de Lidice, où fut assassinée toute la population masculine de plus de 15 ans, soit 199 hommes), etc.

On y notera particulièrement les témoignages d'hommes qui, revêtus d'uniformes polonais, furent, en août 1939, transportés au delà de la frontière avec mission d'attaquer des postes de douane allemands et d'en tuer les occupants afin de justifier l'entrée en guerre de l'Allemagne, — des rapports et des ordres d'Himmler relatifs à la constitution, puis à l'anéantissement du ghetto de Varsovie, — des propositions de récompenses en faveur des *S.S.* qui se sont « distingués » dans ces opérations, — le procès-verbal d'une conférence tenue à Berlin en juillet 1941 pour le règlement définitif de la question juive en Europe.

Cinq de ces documents concernent la France. Ils sont relatifs à l'opération effectuée à Paris en octobre 1941 contre sept synagogues, à un transport de Juifs, au massacre d'Oradour et aux pendaisons de Tulle.

Cet ouvrage ne nous apprend rien que nous ne connaissions déjà en France par de nombreuses publications ; mais il nous apporte une confirmation indiscutable de ces révélations antérieures.

A ce titre, on n'en saurait sous-estimer l'intérêt et l'importance.

G. Lestien.

SUR L'OCCUPATION DE L'EUROPE

Pour un Anglais il est toujours surprenant que pendant la deuxième guerre mondiale l'Allemagne ait fait preuve de moins d'efficience que l'Angleterre et que le vaste potentiel industriel allemand ait été moins exploité que les ressources anglaises qui étaient beaucoup plus minces. Ce fait est clairement mis en lumière dans les *Survey of International Affairs, 1939-1946 : Hitler's Europe* (Oxford University Press, 1954), dans un volume d'une série, préparée par le *Royal Institute of International Affairs*. Ce volume édité par le Pr Arnold Toynbee et Mrs. Veronica Toynbee et contenant des contributions de neuf autres auteurs, traite du sort d'un continent sous la domination allemande (1).

Le livre se divise en six parties dont les deux premières étudient la structure politique et économique de l'Europe hitlérienne et les autres, les événements intérieurs des pays satellites ou occupés et leurs relations avec le IIIe Reich. Comme toujours, le Pr Toynbee donne le ton et fournit un résumé de l'ensemble du livre. Pour lui, c'est dans la personnalité même d'Hitler que l'on doit trouver la clé « de l'établissement étonnant et de la chute encore plus étonnante de la courte domination du IIIe Reich allemand sur la péninsule européenne du continent asiatique ». La situation géopolitique de l'Allemagne, sa forte population, son potentiel industriel et la valeur de ses techniciens l'équipaient largement pour dominer l'Europe. Si elle avait renforcé sa massive économie nationale en y intégrant l'économie des territoires adjacents qu'elle dominait, elle eût pu égaler ou même surpasser le potentiel industriel des États-Unis, si elle n'était pas du moins prématurément « tombée en guerre » avec les U.S.A. Certains progrès furent accomplis dans ce sens dans les domaines où Hitler n'intervenait pas — en matière de finances et dans l'intégration de la main-d'œuvre et des usines industrielles — mais cela se produisit seulement parce que les problèmes économiques passaient bien au-dessus de sa tête et de celle des « gangsters » qui formaient son entourage. Sur le plan politique et administratif le chaos régnait et, à la fin, sur le plan militaire aussi, quand le pouvoir d'Himmler s'affirma et que celui des soldats de métier s'amenuisa. Par-dessus tout, Hitler ne voulut pas se risquer à une coopération avec les peuples alliés, satellites ou conquis. Son « génie » avait permis à l'Allemagne de s'agrandir ; mais une des causes les plus certaines de l'écroulement de son édifice, et avec lui de celui de l'Allemagne de Bismarck, fut d'avoir été obsédé par deux idées liées : annexer à l'Allemagne le maximum de territoires qu'elle pourrait assimiler et réduire le reste de l'Europe (alliés, satellites et peuples conquis) à un statut de servitude, à peine humain dans le cas des groupes sociaux les plus abaissés. « Ainsi Hitler perdit son Europe par l'effet combiné de trois importantes erreurs qui l'empêchèrent de prendre ouvertement la ligne de conduite nécessaire. Il ne voulut pas mobiliser le potentiel industriel de son Europe pour lui faire atteindre, même de loin, sa pleine capacité. Il ne voulut pas anéantir la guerre intérieure que se livraient les gangsters nazis rivaux ; et il ne voulut pas faire l'effort de gagner la coopération volontaire d'aucun de ses alliés, satellites ou sujets ... » (pp. 9-10).

Dans la première partie, M. Clifton J. Child développe une partie de ce thème. Il décrit la lutte pour le pouvoir qui se livre autour d'Hitler,

(1) *Survey of International Affairs 1939-1946 : Hitler's Europe ; Documents on International Affairs 1939-1946*, vol. II : Hitler's Europe.

culminant dans l'ascension de Bormann et de la Chancellerie du Parti à une position dominante dans l'administration et de celle d'Himmler et des S.S. comme contre-poids à l'Armée. On nous montre le contrôle croissant que prit Hitler non seulement sur la stratégie militaire mais encore sur la tactique, et nous trouvons un bref compte rendu sur les cercles d'opposition. Ensuite, M. Child expose la théorie, ou plutôt les théories, de l'*Ordre Nouveau* sur le plan politique, l'administration de fait et les systèmes légaux des territoires occupés. Dans l'ensemble, c'est un compte rendu consciencieux mais on s'étonne qu'il accepte sans critique l'affirmation que ce fut une bombe communiste qui fut déposée dans la brasserie de Munich en novembre 1939 (p. 37) (1). La « question juive » apparaît çà et là tout au cours du volume et elle est également le sujet d'un chapitre de M. James Parkes, d'une surprenante brièveté. On ne peut que charitablement présumer que les auteurs considéraient qu'une discussion approfondie du traitement infligé aux Juifs par les Allemands se trouvait en dehors du sujet principal du livre.

La seconde partie, à part une section consacrée au ravitaillement et à l'agriculture qui est de M. W. Klatt, est l'œuvre de Patricia Harvey et décrit la structure économique de l'Europe sous la domination allemande. Elle nous donne un tableau des conceptions grandioses d'une « économie allemande plus large » et décrit les contrôles économiques et le développement industriel en Allemagne et dans les pays occupés, la politique de la main-d'œuvre et des transports, les arrangements financiers (*Reichskreditkasse*, mainmise sur l'or et les biens étrangers, frais d'occupation, arrangements de *clearing*, manipulation des taux de change et contrôle sur les opérations bancaires) par lesquels l'Allemagne exploitait les pays occupés ou satellites. Les concepts idéologiques et les idées irrationnelles d'Hitler contribuèrent à miner le travail et les plans des experts techniques ; la production décrut même, en fait, après l'invasion de la Russie (p. 189) ; la quantité totale de la main-d'œuvre civile allemande décrut de près de 4 millions pendant les trois années se terminant en mai 1942, et ce n'est que bien après que fut réduite la production des biens civils de consommation (ces faits ne cesseront d'étonner le lecteur britannique qui les comparera à la mobilisation faite en Angleterre de tout le potentiel humain masculin et féminin et à sa concentration sur les besoins militaires). L'auteur montre que certaines mesures prises avant-guerre (par exemple celles concernant les relations économiques avec l'Europe du S.-E. ou la production intérieure des biens de consommation en Allemagne) anticipaient en partie celles du temps de guerre ; mais malheureusement Mme Harvey ne traite pas de façon suffisante la période qui s'étend du début de la guerre à la nomination de Sauckel et de Speer. Le fait que la production d'armes en Allemagne s'accrut de 1942 à l'automne 1944 témoigne à la fois de l'existence du potentiel inutilisé pendant les années précédentes et de l'inefficacité relative des bombardements alliés, mais il semble bien que Mme Harvey (comme d'autres auteurs anglais l'ont fait depuis la parution du livre du Pr Trevor Roper, *The last days of Hitler*) ait surestimé le rôle de Speer dans le renouveau de la production industrielle allemande ; nous ne savons pas encore dans quelle mesure les plans de Speer n'étaient pas fondés sur des projets de Todt et les préparatifs faits par lui. Les conclusions finales de Mme Harvey sont que de grands changements furent en fait apportés à la structure économique de l'Europe sous la domination allemande mais que, dans l'en-

(1) Cf. dans les *Cahiers d'Histoire de la Guerre*, n° 3 : *Aspects de la Résistance européenne*, l'article de M. Vl. Krajina sur La Résistance tchécoslovaque ; l'auteur revendique l'attentat pour le compte des patriotes tchèques (p. 63). *(N.D.L.R.)*

semble, ceux-ci étaient dus plutôt aux exigences de la guerre qu'à des mesures spécifiquement pensées pour créer un *Ordre Nouveau* (p. 279).

Les autres parties du volume traitent des événements intérieurs des pays alliés, satellites ou occupés et de leurs relations avec l'Allemagne. Dans la IIIe partie, Katherine Duff étudie l'Italie, en théorie partenaire égal, en fait principal satellite. L'Italie était pour l'Allemagne un allié « ersatz » (p. 285), remplaçant l'Angleterre. Il y avait entre les deux pays bien des points de disputes — Europe du Sud-Est, Tyrol du Sud, Trieste, etc. — une défiance mutuelle et une politique d'obstruction. Les Allemands méprisaient les Italiens en tant que soldats (1) et durent réparer les échecs militaires italiens en Grèce et en Afrique du Nord et maintenir la paix entre Vichy et Rome. Hitler n'avait confiance en aucun Italien sauf Mussolini, et les dirigeants italiens étaient l'objet successivement de sa condescendance et de sa colère. La politique économique de l'Allemagne rendait encore mieux compte de la place faite à l'Italie dans l'Europe nouvelle : le Reich voulait avoir le monopole de la puissance militaire et industrielle ; pour lui, l'Italie n'avait pas grande importance du point de vue économique (p. 317) et, en fait, était une charge pour son potentiel économique. Le but de l'Allemagne était de tirer ce qu'elle pourrait de l'Italie et de ruiner son commerce avec les autres pays. Miss Duff a rédigé aussi un très bref chapitre sur l'occupation allemande en Italie et le régime néo-fasciste et Miss Wiskemann un chapitre sur le mouvement de résistance italien.

La France est le sujet de la IVe partie. Dans la première moitié, le Pr Cobban traite du régime de Vichy. « Vichy », nous dit-il au début de son étude, « n'arriva jamais à la cohérence politique... Son histoire n'est pas celle du gouvernement de Pétain ou de quiconque d'autre, mais celle des intrigues et des luttes de factions adverses, luttant pour le pouvoir dans ce qui restait de France, mais confinées et restreintes de tous côtés par les conditions d'un monde en guerre et les ordres des Allemands » (p. 344). Le nouveau régime avait à faire face dès l'origine à de grosses difficultés économiques (les exactions allemandes, le blocus, les problèmes du ravitaillement et des réfugiés de la zone occupée) et Cobban rend hommage au travail des techniciens « qui formaient le gouvernement réel de la France » et spécialement au travail du ministère des Finances pour éviter un effondrement catastrophique pendant les premiers 18 mois (p. 348). Cobban a peu de sympathie pour les politiciens. « Les hommes de Vichy s'appesantirent avec un plaisir presque masochiste sur les pêchés de la France » (p. 349), et crurent en sa régénération par la souffrance. Pétain avait une figure de patriarche mais il était vain, âgé. Il n'avait pas la force d'assimiler les principes de base et il perdait son temps sur des détails. Dans son entourage, quelques hommes agirent vraiment par une sorte d'idéalisme et par désir d'une grande réforme morale ; la majorité cependant, à Vichy comme à Paris, se composait d'intrigants et de profiteurs. Parmi eux se trouvait un réaliste qui comprit qu'on ne laisserait pas la France dans une « petite oasis de paix » pour qu'elle poursuive sa politique intérieure (à laquelle d'ailleurs il ne portait pas grand intérêt) et souhaita par conséquent ouvertement la victoire de l'Allemagne. Laval, suprême intrigant, était et avait toujours été convaincu que la victoire allemande était inévitable ; il désirait donc des relations plus intimes et la collaboration avec les Allemands et il fut de plus en plus et irrévocablement engagé dans cette politique. Le verdict d'Abetz, que l'existence de Laval était la garantie réelle de l'asservissement de Vichy à l'Allemagne, est confirmé par Cobban.

(1) Point de vue que Miss Duff ne trouve pas entièrement justifié, cf. p. 309, n. 3.

Celui-ci traite de tous les événements en France de 1940 à 1944, des relations de Vichy avec l'Allemagne et le monde extérieur jusqu'au développement de la Résistance. On ne peut ici que choisir certains aspects. Cobban pense manifestement que, pendant l'été 1940, une réconciliation franco-allemande n'était pas impossible mais que la politique de l'Allemagne et ses extorsions dans le domaine économique donnèrent un coup fatal à la politique de Montoire. Il considère la façon dont les Allemands traitèrent l'Alsace-Lorraine comme une grosse faute politique (p. 369) et comme le seul facteur important qui tint l'Allemagne et la France éloignées pendant cette première période. Mais, de toute façon, Hitler n'avait pas confiance en la France, même avec Laval au gouvernement et il nourrissait les plus graves soupçons à l'égard de Weygand et de la clique de Vichy. Aussi les Allemands ne voulaient-ils pas faire de concessions matérielles ou changer sérieusement leur politique pour obtenir une collaboration à la sincérité de laquelle ils ne croyaient pas. D'autre part, Cobban ne pense pas que Vichy exploita au mieux les cartes qui restaient à sa disposition ; on aurait pu obtenir de meilleures conditions en marchandant davantage en 1940 et plus tard on aurait pu faire bien des choses si Pétain avait consenti à jouer son seul atout : sa démission et son refus de continuer à être Chef de l'État. Mais Cobban ne surestime pas la position de Vichy : l'idée que ce fut un gouvernement indépendant, capable de déterminer sa propre politique était une illusion. Il était, en fait, de plus en plus à la merci des circonstances et seulement capable, en face de la pression allemande, de retarder les effets de celle-ci. Au début, l'influence américaine avait aidé à contrecarrer les efforts des collaborateurs trop enthousiastes et avait empêché que Vichy ne se sentit totalement isolé, mais le Pr Cobban rejette l'idée que ce fut la politique américaine qui empêcha Vichy d'entrer en guerre aux côtés de l'Allemagne (p. 364). Les Allemands, de leur côté, étaient incapables de se rendre compte que, plus ils forçaient Pétain et le cabinet français à se déclarer ouvertement en leur faveur, plus ils leur retiraient d'influence en France et plus leur utilité s'amoindrissait (p. 430).

Dans son chapitre sur « la Résistance et la Répression 1942-1944 », Cobban nous donne aussi un compte rendu pénétrant de la lutte pour le pouvoir en Afrique du Nord entre Giraud et de Gaulle. L'histoire du mouvement des *Français Libres* entre 1940 et 1942 est traitée dans la seconde moitié de la IVe partie par Sir Desmond Morton mais on ne peut s'empêcher de penser qu'il eût été mieux placé dans l'un des autres volumes des *Surveys* traitant principalement des opérations militaires et des relations de de Gaulle avec la Grande-Bretagne et l'Amérique.

La Ve partie, de la main du Viscount Chilston, décrit le développement politique, les mesures administratives et la poussée des mouvements de résistance en Belgique, Hollande, Luxembourg, Danemark et Norvège et l'appui que les Allemands accordèrent aux différents gouvernements *Quisling* dans chacun de ces pays. Les sources employées ne semblent pas entièrement satisfaisantes ; on est surpris, par exemple, que dans le chapitre sur le Danemark soient avant tout cités, à part les documents de Nuremberg, des journaux anglais. La VIe partie traite des pays occupés ou satellites dans l'Europe de l'Est et pâtit parfois de l'effort pour comprimer un trop grand sujet dans un trop petit espace. Le volume de documents accompagnant celui-ci (1) est édité par Margaret Carlyle et donne le texte anglais de quelques-uns des documents cités dans l'autre volume.

Que peut-on dire d'un volume auquel ont contribué tant d'auteurs et

(1) *Documents on International Affairs, 1939-1946*, vol. II : *Hitler's Europe*.

qui couvre un sujet si vaste ? Tous les chapitres n'ont pas la même valeur ; certains sont très bons et cependant l'ensemble laisse une impression d'insatisfaction et cela pour deux raisons : le livre ne réussit pas à relier les événements qu'il décrit à l'histoire générale de la période ; le cadre général, la guerre contre l'Axe, est le sujet propre d'autres volumes des *Surveys* mais le lecteur de l'*Europe d'Hitler* aurait été reconnaissant quelquefois d'avoir des indications plus nombreuses sur la défaite militaire que, en dernière analyse, subit l'Allemagne. D'autre part le système d'allouer des sujets à différents auteurs présente des désavantages patents et on aurait aimé une main plus ferme au contrôle ainsi que des études mieux intégrées et plus égales.

F. G. Stambrook,
Londres.

Occupation de l'U.R.S.S.

Parmi les grands faits qui ont marqué le cours de la deuxième guerre mondiale, la résistance opposée à l'invasion allemande par le peuple russe est certainement un des plus importants par ses conséquences lointaines. En fait, cette résistance allait à l'encontre de tous les pronostics faits avant la guerre : en 1939, il était admis par tous les services de renseignements que la révolte couvait en Ukraine. Or, celle-ci, parmi d'autres régions de l'U.R.S.S., fut occupée près de trois ans par les troupes allemandes et aucun organisme gouvernemental pro-nazi ne s'y établit. Le fait en soi étonne quand on songe à la facilité et à la rapidité avec lesquelles le régime de Vichy naquit en France et quand on réfléchit qu'en juin 1941 certaines régions de l'U.R.S.S., les Pays baltes par exemple, n'avaient été annexées que depuis quelques mois. Par ailleurs, cette absence en U.R.S.S. de mouvements de « Collaboration » est un fait capital par ses conséquences. Certes, l'établissement sur une portion importante du territoire russe d'un organisme gouvernemental pro-nazi, n'aurait pas changé l'issue de la guerre, mais il aurait empêché les Russes, à Téhéran et à Yalta, d'utiliser avec tant de succès l'argument décisif que la guerre qu'ils menaient était une guerre de libération et que la sécurité future de l'U.R.S.S. exigeait l'établissement en Europe orientale de gouvernements amis.

Il va de soi que l'absence en U.R.S.S. d'un mouvement de collaboration tient à deux facteurs : l'attitude du peuple russe et la politique même que mena l'Allemagne. Le premier point est encore fort obscur et M. Dallin dans son nouveau livre (1) ne le traite pas vraiment. Il est sûr qu'une collaboration avec les occupants et certains secteurs de la population russe n'était pas exclue *a priori*. Mais il est à peu près impossible de saisir une tendance restée à l'état virtuel. M. Dallin est extrêmement prudent : « On pourrait s'avancer jusqu'à dire, écrit-il, que l'attitude de la population varia [au moment de l'entrée des troupes allemandes en U.R.S.S.] entre un attentisme passif et prudent et une attitude amicale pleine d'espérance. » Encore M. Dallin nuance-t-il sa pensée en citant en note un rapport du *Reichssicherheitshauptamt* où il est dit qu'il existe à ce point de vue une « différence fondamentale » entre les territoires antérieurement polonais où les Allemands furent reçus fréquemment en « libérateurs » ou tout au moins avec une « neutralité amicale », et les territoires soviétiques où « la situation était considérablement plus complexe ». Il reconnaît par ailleurs que, si la pro-

(1) Alexandre Dallin, *German rule in Russia, 1941-1945, a study of occupation policies*, Londres, 1957, in-8°.

pagande allemande invitant les soldats russes à se rendre eut un grand succès quand ces soldats étaient dans une situation difficile, celle tendant à présenter les troupes allemandes comme des « libératrices » fut un « échec majeur ». Enfin il indique qu'une étude récente prouve que le début de panique qui se produisit à Moscou en octobre 1941 « ne peut pas être interprété comme une révolte politique ».

Si M. Dallin n'apporte rien de très précis sur les sentiments du peuple russe, il a par contre écrit, sur la politique menée en U.R.S.S. par l'Allemagne, une étude qui est un modèle d'érudition et d'honnêteté scientifique. Mettant en œuvre une énorme documentation dont il avait donné le recensement dans un livre précédent (1), il expose les raisons de la faillite de la politique allemande d'occupation en Russie.

Pour comprendre les causes de cette faillite et l'horreur de cette politique, il faut remonter aux raisons qu'avait Hitler d'envahir la Russie, bien qu'il n'eut pas le moindre indice d'un plan offensif soviétique. Il y avait d'abord une raison militaire : « La guerre ne peut être poursuivie, écrivait le 2 mai 1941 la section économique de l'état-major, que si dans la troisième année de guerre [c'est-à-dire celle commençant en septembre 1941] les forces armées allemandes tout entières peuvent être nourries sur la Russie. » Mais cette raison militaire n'explique pas tout. Si l'Allemagne n'avait cherché en Russie qu'à nourrir son armée, elle aurait poursuivi une politique très différente de celle qui fut la sienne : elle aurait cherché avant tout la rentabilité ; ce ne fut pas le cas. C'est en fait dans l'idéologie nazie qu'il faut rechercher la raison profonde de l'invasion allemande et de la politique subséquente de l'Allemagne. « Je considérerais comme un crime, disait Hitler, de sacrifier le sang... d'un quart de million de morts et de cent mille mutilés... simplement pour conquérir des richesses naturelles à exploiter dans le style capitaliste... Le but de l'*Ostpolitik* est en fin de compte d'ouvrir sur ce territoire une zone de colonisation pour cent millions d'Allemands. » Ce n'était d'ailleurs pas une question de pression démographique qui poussait Hitler vers l'Est, mais une question de mystique. Il aimait à dire que la frontière entre l'Europe et l'Asie n'était pas géographique, mais était la ligne de partage entre le monde germanique et le monde slave. « Et c'est notre devoir, ajoutait-il, de la placer là où nous désirons qu'elle soit. » Il y avait chez Hitler une vocation « à assurer la sécurité de l'Europe », « à accomplir le mandat européen », « à entreprendre la croisade européenne » non seulement contre l'idéologie communiste mais aussi contre les Slaves : à l'Allemagne était laissé le soin de sauver la civilisation européenne de l'État russe et de sa population bolchevisée. Pour les Nazis en effet, l'homme soviétique était « un mélange de la basse et de la plus basse humanité, vraiment l'*Untermensch* » : « Qu'il vive sous les Tartares, ou Pierre [le Grand], ou sous Staline, ce peuple est né pour le joug. » De plus cet *Untermensch* est par nature un criminel qui s'est, comme le prétendait un pamphlet S.S., « levé pour conquérir le monde... Défends-toi, Europe ! ».

C'est par ce mysticisme nazi que l'on peut expliquer l'absurdité et l'horreur du grand dessein allemand à l'Est. Un des buts de la campagne de Russie était certes de détruire l'État communiste. Le détruire ? Pas exactement, le refouler plutôt au delà de la ligne de séparation entre les mondes germanique et slave. Car les Allemands n'ont jamais songé à conquérir la Sibérie ; Hitler envisageait même, certains jours, de laisser Staline y régner. C'était, en plein XX^e^ siècle, de la politique à la Charlemagne.

(1) A. Dallin, *The German occupation of the U.S.S.R. in World War II : a bibliography*, Washington, 1955.

On établirait à 200 ou 300 km à l'Est de l'Oural une zone frontière où de temps en temps les Allemands feraient des expéditions punitives pour tenir les Slaves en respect. Plus à l'Ouest, s'étendrait la zone de colonisation allemande. Là, les Allemands se trouvaient devant un problème délicat. Il leur fallait d'une part faire de la place pour les colons allemands, c'est-à-dire soit déporter les Slaves vers l'Est, soit les liquider ; il leur fallait d'autre part conserver en deçà de la fameuse frontière suffisamment d'*Untermenschen* pour servir de main-d'œuvre à très bon marché. A ce cruel dilemme les Nazis trouvèrent une solution théoriquement excellente : la création de la Moscovie ; celle-ci aurait compris tout le territoire à l'Est d'une ligne Leningrad-Briansk et au Nord d'une ligne Briansk-Chkalov. Cette Moscovie aurait servi de dépotoir où, d'une part, on aurait déporté les Slaves du reste de la Russie, où d'autre part on aurait puisé de la main-d'œuvre si le besoin s'en était fait sentir. Cette Moscovie n'aurait pas été un État, les Allemands y auraient été les maîtres, ce qui ne veut pas dire qu'il soit entré dans leurs intentions de l'administrer. Car on n'administre pas un dépotoir. Pour les Nazis, la prospérité du pays importait fort peu : étant donné qu'ils comptaient sur une population de soixante millions d'habitants, ils pouvaient être raisonnablement sûrs de trouver en Moscovie, le cas échéant, la main-d'œuvre nécessaire malgré les plus terribles famines et les plus cruelles épidémies.

Autour de la Moscovie, on aurait établi un « cordon sanitaire » de trois régions : l'*Ostland*, l'Ukraine et le Caucase. Là viendraient s'installer les colons allemands à la place des Slaves qu'on aurait déportés en Moscovie (certains, considérés comme récupérables seraient maintenus sur les lieux). Ces régions seraient des sortes de marches frontières où, au début du moins, s'établiraient des paysans-soldats montant la garde face au danger slave tout en faisant cultiver par les *Untermenschen* les concessions qu'ils auraient reçues. Pas question de donner aux populations autochtones le moindre droit politique, encore moins une sorte d'autonomie ; comme disait Hitler, « la route vers le *selfgovernment* conduit à l'indépendance » et « on ne peut garder par des institutions démocratiques ce que l'on a acquis par la force ». Tous ces plans étaient d'ailleurs fort vagues dans l'esprit des Nazis : un jour Hitler parlait d'envoyer à l'Est dix millions d'Allemands en dix ans ; un autre jour, il parlait de vingt millions !

La monstruosité des buts poursuivis en U.R.S.S. par l'Allemagne explique l'échec de la politique d'occupation. Même si le peuple russe avait été prêt à recevoir les troupes allemandes en libératrices, ce qui n'était pas le cas, une collaboration n'aurait pas pu s'établir parce que l'idée même d'une collaboration entre Allemands et Slaves était considérée comme sacrilège par les Nazis. Le principe fondamental de la politique allemande en Russie était de ne pas faire de politique, c'est-à-dire de « ne faire ni promesses ni concessions à la population soviétique pour essayer de l'amener du côté allemand ». La guerre devait être menée non seulement contre l'État soviétique mais encore contre le peuple russe. Celui-ci, pour les Nazis, ne présentait qu'un seul intérêt : celui d'être une réserve de main-d'œuvre. Mais cette réserve était trop nombreuse, du moins les Allemands le pensaient-ils. A quoi bon nourrir tant de gens ? Aussi en commencèrent-ils très tôt l'extermination systématique. Des *Einsatzgruppen* furent organisés « pour peigner les territoires nouvellement conquis et... exterminer les ennemis idéologiques et raciaux ». Un seul groupe en un an extermina 90 000 hommes, femmes et enfants ; quant aux prisonniers de guerre, ils eurent un sort terrible : sur cinq millions d'hommes, trois millions moururent d'une façon ou d'une autre. Cela ne fut pas sans se savoir dans la population et surtout dans l'armée russe. Ainsi naquirent les maquis qui coûtèrent si cher à la *Wehrmacht*.

Les exterminations ne sont d'ailleurs pas la seule faute commise par les Allemands. La méfiance à l'égard de l'occupant naquit assez vite dans la population, parce que les Allemands privèrent cette dernière de toute ressource intellectuelle et morale. Une telle ligne de conduite était naturellement conforme à l'idéologie nazie et aux buts recherchés par l'Allemagne. Puisque tout droit politique devait à l'avenir être refusé à la population russe, toute instruction donnée à cette dernière devenait inutile, voire même dangereuse pour l'occupant... Seulement, depuis vingt ans, cette population était habituée à un haut degré de ce qu'on peut appeler soit propagande, soit éducation politique. Le jour où elle comprit que l'occupant lui refusait toute information, elle se méfia et chercha ailleurs. La population soviétique n'était sans doute pas, dans sa masse, informée de la doctrine allemande de l'*Untermensch* mais cette doctrine, elle la sentit percer à travers tout le comportement de l'occupant.

Ce qui montre sans doute le mieux le refus des dirigeants nazis de collaborer avec la population russe est l'étrange histoire du mouvement fondé par Vlassov. Celui-ci, fait prisonnier par les Allemands se prit à rêver de renverser Staline et de bâtir une « nouvelle Russie ». Pour ce faire, il lui fallait évidemment une aide extérieure. Il aurait volontiers cherché appui en Grande-Bretagne ou au États-Unis, mais des raisons d'opportunité lui dictaient de s'appuyer sur l'Allemagne. On ne voit pas très bien d'ailleurs quelle chance de succès il estimait avoir, car, dans un mémoire qu'il rédigea pour les Allemands, il insista sur « le patriotisme fondamental du peuple russe et sa conviction que Staline se battrait jusqu'au bout dans des conditions telles qu'elles rendraient impossible une révolte populaire ». Mais, pour les Allemands, le problème n'était pas là : même s'ils ne croyaient pas à une possibilité de succès de Vlassov, du moins pouvaient-ils essayer de l'utiliser. Certains sous-ordres essayèrent. Mais ils se heurtèrent immédiatement à un veto de leurs dirigeants. Goebbels tenta bien de convaincre le Führer d'utiliser Vlassov ; en vain... Hitler, Himmler et Keitel refusèrent purement et simplement de laisser Vlassov faire de la politique dans les territoires occupés. Tout ce qu'ils acceptèrent fut que des tracts du mouvement Vlassov fussent jetés sur les lignes de l'*Armée rouge*. Il est évident que, ce faisant, les Allemands ne s'engageaient rigoureusement à rien. Ce n'est que tout à la fin de la guerre, quand les troupes allemandes avaient déjà évacué le territoire soviétique, que les Allemands avec réticence acceptèrent de parler quelque peu politique avec Vlassov.

Le livre de M. Dallin est une étude exhaustive de la politique allemande dans les territoires de l'Est : la politique agricole comme l'exploitation de ce qui restait du potentiel industriel soviétique sont étudiées avec minutie. On trouve également dans ce livre une étude pénétrante des rivalités qui opposaient les dirigeants nazis ou les divers services allemands. Étant donné que ces rivalités sont une des causes de l'échec final de l'Allemagne, les indications données par M. Dallin présentent le plus grand intérêt.

André Scherer.

Hitler et l'Ukraine

L'ouvrage que vient de faire paraître Ihor Kamenetsky sur la politique de Hitler en Ukraine et sur les réactions qu'elle suscita apporte peu d'éléments nouveaux (1). L'auteur, jeune historien ukrainien émigré aux États-

(1) Ihor Kamenetsky, *Hitler's occupation of Ukraine (1941-1944)*, A study of Totalitarian Imperialism, Milwaukee, The Marquette University Press, 1956, in-8°, 101 p.

Unis a eu cependant le mérite, en utilisant les documents diplomatiques imprimés, les comptes rendus du procès de Nuremberg contre les grands criminels de guerre, les nombreux témoignages publiés depuis 1945 (1), de mettre à notre disposition, sinon une synthèse définitive, à tout le moins, un manuel aisé à consulter.

Après d'autres auteurs, notamment Erich Kordt (2) et Peter Kleist (3), Ihor Kamenetsky oppose les conceptions de Hitler et de Rosenberg sur le rôle dévolu à l'Ukraine. Selon Rosenberg, celle-ci deviendrait un puissant état satellite d'une superficie de plus d'un million de kilomètres carrés, peuplé par une soixantaine de millions d'habitants ; elle servirait de bastion contre les éventuelles tentatives de revanche des Russes repoussés plus à l'Est. Les plans de Hitler s'inspiraient moins de considérations politiques que de préoccupations économiques liées à l'idéologie de « Mein Kampf ». L'Ukraine entrerait dans le *Lebensraum* allemand ; elle serait une terre de colonisation réservée aux paysans appartenant à « la race des seigneurs » ; ceux-ci prendraient la place de Slaves méprisés que Hitler songeait à déporter dans le Reich ou à exterminer. Tandis que Rosenberg voulait utiliser contre les Soviets le nationalisme ukrainien, Hitler n'envisageait que sa destruction.

En fait, l'attitude du III[e] Reich à l'égard du problème ukrainien varia selon les régions et selon les époques. Les Ukrainiens, en effet, ne furent jamais soumis à un régime d'occupation uniforme (4) : le Nord de la Bukovine et le Sud de l'Ukraine (5) avec Odessa étaient placés sous l'administration roumaine. L'Ukraine orientale avec Kharkov ne relevait, en raison de sa proximité des zones de combat, que de l'armée. L'Ukraine centrale avec Kiev et Dniepropetrovsk formait le Commissariat du Reich. L'Ukraine occidentale, avec Lwow, était incorporée au gouvernement général, c'est-à-dire à la Pologne annexée par le Reich dans l'automne de 1939. La majorité des Ukrainiens dépendait soit du *Gouvernement général* dirigé par Hans Frank, soit du *Commissariat* confié à Erich Koch. Hans Frank, du fait de son rang de ministre du Reich, jouissait d'une certaine liberté de manœuvre ; pour alléger sa tâche, il fit appel, non seulement dans les fonctions municipales mais dans les administrations régionales, aux Polonais et aux Ukrainiens. Erich Koch, dépendait en principe, du ministère des territoires de l'Est, mais sa subordination à l'égard de Rosenberg n'était qu'une fiction ; il correspondait directement avec Hitler dont il s'appliqua à suivre les instructions avec une brutalité implacable : il procéda à l'extermination des Juifs, à la destruction de l'intelligentzia ukrainienne, support du sentiment national, à la déportation en masse de travailleurs en Allemagne ; en 1943, il refusa de publier une ordonnance de Rosenberg qui prévoyait, après la guerre, la distribution de terres à des paysans indigènes. La politique agraire du Reich était d'ailleurs, pour beaucoup d'Ukrainiens qui avaient accueilli les Allemands en libérateurs, une douloureuse déception. Loin de procéder à la dissolution des kolkhozes, l'administration germanique veillait à leur maintien. L'existence des

(1) La bibliographie (pp. 87-95) paraît contenir l'essentiel de la documentation imprimée existante.

(2) Erich KORDT, *Wahn und Wirklichkeit*, Stuttgart, Union Deutsche Verlagsgesellschaft, 1948.

(3) Peter KLEIST, *Zwischen Hitler und Stalin (1939-1945)*, Bonn, Athenäum Verlag, 1950. Sur cet ouvrage, voir le compte rendu d'A. MEYER *(Revue d'Histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 4, octobre 1951, pp. 69-70).

(4) Voir p. 34 la carte administrative des pays peuplés en majorité d'Ukrainiens.

(5) Cette région fut baptisée Transnistrie pour la circonstance.

kolkhozes facilitait la réquisition des produits agricoles ; plus tard, elle permettrait de répartir, sans recourir à des expropriations individuelles toujours malaisées, les meilleures terres aux colons allemands.

Aussi, les Conseils nationaux ukrainiens formés de juillet à octobre 1941 à Rowno et à Kiev et qui avaient mis sur pied des groupes de combat contre les Soviets se trouvèrent-ils bientôt placés, comme l'écrit Ihor Kamenetsky « entre le marteau et l'enclume » (1). Après avoir lutté contre les Russes en 1941, les partisans se tournèrent, en 1942 et en 1943, contre les Allemands.

Tel est, par exemple, le cas des bandes de Bulba-Borowets, de Melnyk et de Bandera. Ce dernier, en 1943, unifiera, sous sa direction, les mouvements de résistance. Ceux-ci, dans les combats ou dans les camps de concentration allemands, paieront un lourd tribut à une cause — l'indépendance ukrainienne — vouée à l'échec par la volonté des deux dictateurs qui se livraient une lutte inexpiable : Hitler et Staline. Sans doute Hitler se décidera-t-il le 15 mars 1945 à reconnaître un *Comité ukrainien de Libération*. Mais, à la veille de l'écroulement du III[e] Reich, cette carte ukrainienne qu'il n'avait pas voulu jouer pendant près de quatre années était devenue inutilisable.

Jean SIGMANN,
Inspecteur d'Académie à Troyes.

L'exploitation économique de l'Europe occidentale

Une étude récente sur l'implantation des intérêts économiques allemands dans les régions occupées de l'Ouest, du Nord et du Sud-Ouest de l'Europe procède à l'analyse en premier lieu juridique des matières rassemblées sur ce sujet au cours des procès des criminels de guerre nazis (2). Trouvant injustes certains jugements auxquels ces procès aboutirent, l'auteur de l'étude souhaite apporter une contribution « à une revision du jugement quant à la rectitude des actes exposés considérés du point de vue du droit international ». Il trouve les jugements injustes surtout en ce qui concerne « toute une série de personnalités privées de l'économie allemande ».

Conformément à ce programme, l'auteur résume brièvement (première partie de l'ouvrage) ce qu'il considère seulement comme emprise directe du Reich sur les économies des pays occupés (nominations de commissaires-gérants, mises des entreprises sous le « patronage » des Sociétés allemandes ou d'industriels allemands).

Vient ensuite la partie principale qui expose en détail la politique des « entrelacements » des capitaux allemands et étrangers, y compris les aliénations des entreprises au profit des Allemands.

Les vendeurs étrangers et les acquéreurs allemands apparaissent ensemble presque exclusivement comme des marionnettes dans le jeu des

(1) Cf. le titre du chapitre IV : « Between Anvil and Hammer » (p. 51).

(2) ULSHŒFER (Otfried), *Einflussnahme auf Wirtschaftsunternehmungen in den besetzten nord-, west- und süd-europäischen Ländern während des zweiten Weltkrieges insbesondere der Erwerb von Beteiligungen (Verflechtungen)*. Studien des Instituts für Besetzungsfragen in Tübingen zu den deutschen Besetzungen in dem 2. Weltkrieg, n° 15. [*Prise d'influence sur les entreprises économiques dans les pays occupés du Nord, de l'Ouest et du Sud-Ouest européens pendant la deuxième guerre mondiale, en particulier l'acquisition de participations (entrelacements)*. Études de l'Institut pour les questions d'occupation, Tübingen, concernant les occupations allemandes dans la 2[e] guerre mondiale, n° 15]. Édité par l'Institut ; 1958, 169 p.

législations et des réglementations nazies. L'auteur relève soigneusement les multiples modes de transaction (acquisitions de l'actif, échanges de titres, créations de Sociétés, augmentations de capital, fusions, liquidations, etc.), et s'applique à en évaluer les degrés de spontanéité ou de contrainte (ventes volontaires mais influencées quand même par le prestige redoutable de la partie allemande en pourparlers avec des ressortissants de pays vaincus, transactions imposées par le Reich pour des raisons politiques ou militaires, contraintes dans les *aryanisations* des biens juifs et aussi dans les cas concernant les régions annexées...).

Mais, malgré ce tableau richement nuancé, on n'aperçoit nulle part le mouvement d'intérêt d'un entrepreneur allemand aspirant à prendre sa part de profit dans les conquêtes du Reich. Cette présentation des choses apparaît plutôt comme accusant une lacune que comme une argumentation en faveur des profiteurs des transactions.

L'auteur entreprend d'autre part de démontrer que la contrepartie des biens ou des valeurs cédées aux Allemands était équitablement calculée. Il invite pour cela à tenir compte non seulement de ce que touchait le vendeur, mais également des « avantages » que l'économie du pays occupé devait soi-disant recevoir en compensation de telles transactions entre particuliers. A ce propos, l'auteur cherche à nous convaincre par exemple de la régularité du *clearing* pratiqué par le Reich avec les pays occupés. Il se contente à cette fin (p. 129) d'évoquer dans une note en bas de la page une conversation que Hitler aurait eue avec Speer, en juin 1944, et au cours de laquelle le *Führer* aurait manifesté des intentions prometteuses pour la France. Est-il nécessaire de souligner l'arbitraire de telles assertions ainsi que de l'idée même que l'emprise économique allemande dans les régions occupées pouvait avoir une contrepartie équitable ?

Un fait historique important est à la base de cet ouvrage. C'est Gœring qui, en 1940, insista sur la politique de pénétration économique au moyen d'entrelacements de capitaux et de ventes forcées dans les pays occupés, mais cette tendance fut peu à peu abandonnée laissant la prépondérance, dans le courant de 1942, aux projets initiaux qui mettaient au premier plan la direction autoritaire des économies étrangères collaborant avec l'économie de guerre allemande. Notre auteur ne s'intéresse qu'au premier de ces aspects de l'expansion économique nazie. Or les résultats de cette tendance patronnée par Gœring n'ont pas été suffisants à eux seuls pour l'assujettissement économique de l'Europe par le Reich. Ils restent pourtant au centre de l'étude parce que l'auteur suppose que la responsabilité des personnalités économiques privées, qui l'intéresse presque exclusivement, n'est engagée que sur ce plan, le contrôle des économies étrangères relevant entièrement de l'État.

Ici nous touchons au défaut fondamental de l'ouvrage. S'il est vrai qu'après la nomination de Speer en février 1942 et jusqu'à la fin, l'économie nazie fut marquée par le dirigisme total exercé par l'État et qu'en même temps se consolidait le contrôle des économies des régions occupées, alors que la tendance de Gœring allait en faiblissant, il est aussi manifeste que, à partir de ce moment, s'accrut considérablement la pénétration des chefs les plus représentatifs de la grande industrie allemande dans les organismes directeurs de l'État. L'auteur reconnaît, sans insister sur ce point, que les mesures de contrôle (« parrainages », administrations provisoires) étaient appliquées à l'ensemble du vaste secteur de la production d'armements dans les pays occupés (p. 57, p. 111) et qu'elles créaient des rapports semblables aux trustifications autour des entreprises allemandes intéressées (p. 35). C'était là le moyen le plus efficace pour préparer à fond les économies étrangères à un assujettissement complet. Or, les personnages des services centraux

de l'État qui s'en occupaient n'étaient autres que les plus grands chefs d'industrie. Ces mesures de l'État engageaient donc leur responsabtilié autant que les tractations entre particuliers.

Posons enfin une question : pour bien « reviser » le jugement concernant le rôle des chefs de l'économie allemande dans les exactions du III[e] Reich, n'est-il pas absolument nécessaire de s'occuper aussi des régions de l'Est ?

Nous avons insisté sur ce qui nous paraît être les insuffisances de l'ouvrage. Cela ne nous empêche pas de reconnaître que présentant dans un exposé extrêmement dense une ample documentation finement systématisée, il peut servir, abstraction faite de ses conclusions, d'instrument de travail utile et commode dans les questions d'expansion violente de l'économie nazie.

L'ouvrage de O. Ulshœfer que nous venons d'analyser fait partie d'une longue série d'études de l'*Institut pour les questions d'Occupation*, de Tübingen. La série est destinée à faire connaître la nature juridique et économique du régime d'occupation tel que l'a pratiqué le III[e] Reich. La plus grande partie des travaux de l'Institut prend corps dans des dissertations d'Université. Nous pouvons donner un aperçu de deux de ces thèses. Elles sont caractéristiques du travail d'un Institut allemand dans le domaine de l'histoire contemporaine.

L'auteur d'une de ces thèses, L. Kœbe (1), traite de la rémunération des requis du travail venant des pays occupés à l'Ouest. Le sujet est de tout repos. En effet, les salaires des requis étaient fixés à un niveau convenable et leur transfert aux familles était non seulement admis, mais favorisé. L'auteur a le mérite de reconnaître à ce propos le caractère spoliateur du *clearing* utilisé par le Reich pour le transfert des salaires. Pratiqué de façon incorrecte, ce procédé aboutissait à faire payer par le pays occupé le travail de son ressortissant dans le Reich ainsi que l'assistance à sa famille. Mais au fond la thèse présente comme justifiées par l'état de guerre toutes les mesures de nature à faciliter le processus de production.

La deuxième des deux thèses dévoile un état d'esprit beaucoup plus inquiétant. L. Ewerth traite de l'exploitation des ressortissants des régions occupées à l'Est et dans le Sud-Est (2). Il prend en considération aussi bien les civils que les prisonniers de guerre. Rien d'atroce n'apparaît dans son exposé. Il reconnaît cependant que le traitement que subissaient les ressortissants des pays de l'Est rendait difficiles les recrutements ultérieurs et qu'il s'agissait généralement d'engagements forcés. En contrepartie apparaissent des notes idylliques dans cet exposé : un des motifs qui ont permis de se saisir de cette main-d'œuvre aurait été la curiosité des ressortissants de l'Est de connaître la patrie des soldats dont ils ont eu l'occasion de faire connaissance chez eux (p. 198). L. Ewerth n'a probablement pas vécu l'occupation en U.R.S.S. Cependant, pour saisir la futilité d'un tel motif dans l'ensemble et l'inconvenance de le souligner, il n'avait qu'à étudier les documents de la *Wehrmacht* rassemblés dans les collections de Nuremberg. Il préfère les documents nazis moins ténébreux, par exemple lorsqu'il croit nécessaire de se référer (p. 147) aux paroles de Sauckel, qui à un rassem-

(1) Kœbe (Gerhard), *Die Entlohnung der während des zweiten Weltkrieges in Deutschland beschäftigten Arbeitskräfte aus den besetzten Westgebieten.* [*Rémunération de la main-d'œuvre des régions occupées à l'Ouest employée en Allemagne pendant la deuxième guerre mondiale*], exemplaire dactylographié, 1955 (thèse universitaire), Tübingen.

(2) Ewerth (Lutz), *Der Arbeitseinsatz von Landesbewohnern besetzter Gebiete des Ostens und Südostens im zweiten Weltkrieg* [*L'emploi au travail des habitants des régions occupées à l'Est et le Sud-Est pendant la deuxième guerre mondiale*], exemplaire dactylographié, 1954 (thèse universitaire), Tübingen.

blement de 1er mai, assurait ses auditeurs des bonnes conditions de vie faites aux travailleurs de l'Est.

Le plus affligeant dans cette thèse est l'ignorance totale et inexcusable de la condition faite aux prisonniers de guerre soviétiques. Un exemple suffit. Ayant constaté que les statistiques accusent des chutes brutales du nombre de ces prisonniers dans le Reich, L. Ewerth ne se réfère pas aux nombreux documents où apparaît la cause de ces baisses, à savoir la mortalité effrayante et aussi les remises au S.D. Il imagine une autre solution : des prisonniers de guerre russes, après avoir été classés comme civils (!) auraient été rapatriés. Aucun document (et pour cause) ne vient à l'appui de cette assertion étonnante.

Les travaux de l'*Institut de Tübingen* affectionnent le style neutre des textes législatifs et administratifs, et procèdent eux-mêmes dans ce style. Ce n'est pas un reproche que nous leurs adressons. La recherche historique sur l'époque nazie resterait superficielle si elle se bornait à la description des tableaux apocalyptiques de l'hitlérisme en action. L'horreur nazie ne marque d'ailleurs pas de façon immédiate la plupart des responsables des activités privées ou étatiques de la nation allemande sous Hitler. Mais, si l'Allemagne hitlérienne n'a pas été un seul bloc homogène, elle était quand même un ensemble organique quoique difforme, qu'il faut présenter comme tel. Les forces nazies les plus atroces étaient au service d'une aventure dont les racines plongeaient profondément dans toute la vie de la nation. Les travaux que nous avons passés en revue sont conçus de façon à permettre de s'abstraire de ces racines de l'histoire du IIIe Reich. C'est là le grave reproche à leur faire.

J. Billig,
Centre de Documentation juive contemporaine.

QUELQUES PUBLICATIONS EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE

Goerdeler et la Résistance allemande (1)

Peu d'ouvrages ont donné lieu à autant de commentaires, peu d'ouvrages ont soulevé des controverses aussi passionnées que celui de Gerhard Ritter sur Goerdeler et la Résistance allemande. Mais n'est-ce pas précisément le propre d'une œuvre intéressante de susciter la curiosité et de provoquer la discussion ? En effet, cet ouvrage, dû à la plume d'un des plus célèbres historiens allemands, a été prôné par les uns comme un modèle d'objectivité, stigmatisé par les autres comme entaché de passion et, à vrai dire, il est à la fois objectif et passionné ; objectif, en ce sens que l'auteur expose scrupuleusement les faits, présente intégralement les documents, même ceux susceptibles de ternir la gloire de son héros et d'affaiblir la thèse qu'il défend ; passionné, car il prend parti âprement, sans mesures et parfois injustement.

L'auteur appartint au réseau de Carl Goerdeler, avec lequel il était lié d'amitié et dont il partageait les idées et les opinions politiques ; il fut lui-même arrêté après l'attentat manqué du 20 juillet, confronté avec Goerdeler dans les locaux de la Gestapo, à la Prinz-Albrecht Str., en janvier 1945 (p. 411), il échappa de justesse à la répression féroce qui décima les conjurés ; cette participation aux événements confère à son récit la couleur de l'histoire vécue, l'émotion est contenue mais, cependant, sans cesse perceptible. Il s'agit certainement là de l'œuvre la plus personnelle de Gerhard Ritter.

L'ouvrage est basé sur une importante documentation, en grande partie inédite. En effet, l'auteur a utilisé des documents d'archives d'accès difficile, comme ceux du *Document Center* à Zehlendorf et du *Departmental Records Branch* à Alexandria-Virginia, qui contiennent, par exemple, les rapports de l'*Obersturmführer* von Kielpinsky à Hitler sur l'interrogatoire des conjurés du 20 juillet, et qui font penser, dit l'auteur, à un mauvais roman (p. 428) ; il a eu aussi en mains des documents en possession de la famille de Goerdeler ; enfin, il a procédé à des enquêtes auprès de survivants de la tragédie du 20 juillet. C'est ainsi que la partie bibliographique de l'ouvrage, comprenant 110 pages de notes critiques et 60 pages de documents en appendice, reproduction de textes inédits — les grands projets de constitution allemande et de réorganisation européenne — mérite tout particulièrement l'attention du spécialiste.

En prenant comme base la biographie politique de Carl Goerdeler, l'historien Ritter s'est proposé de brosser une large fresque de la Résistance allemande. On peut se demander, à bon droit, si ce n'était pas une tâche trop ardue que d'avoir voulu unir la biographie à la synthèse ; en effet, on s'aperçoit, quand on examine l'ouvrage de près, que l'équilibre est rompu en faveur de la partie biographique ; ainsi, par exemple, la formation intellectuelle et politique de Goerdeler comporte à elle seule 70 pages (pp. 17-87),

(1) Gerhard RITTER, *Carl Goerdeler und die deutsche Widerstandsbewegung*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anst. (1954), in-8°, 630 p., édition française parue sous le titre : *Échec au dictateur. Histoire de la Résistance allemande*, trad. de l'allemand et présenté par Jean R. WEILAND, Paris, Plon (1956), in-8°, XVI-336 p.

Il s'agit là, en fait, d'une édition tronquée ; toute la partie bibliographique, particulièrement précieuse pour l'historien (pp. 440-550), et la première partie de l'édition allemande, concernant l'activité de Goerdeler jusqu'en 1937, date de son entrée dans les rangs de la Résistance (pp. 17-87) manquent. Quant au titre, il est proprement abusif, la Résistance allemande n'a pas fait échouer Hitler, le sous-titre également, le cercle de Goerdeler ne représentait pas toute la Résistance.

le tableau d'ensemble des différents groupes de résistants seulement 64 pages (pp. 87-151).

D'autre part, le choix de Goerdeler comme figure centrale de la Résistance peut paraître quelque peu arbitraire ; il peut évidemment s'expliquer par le rôle de premier plan que Goerdeler devait jouer dans l'Allemagne d'après-guerre mais surtout par l'amitié qui liait l'auteur à Goerdeler et le souvenir vivace de leur commune action dans la Résistance ; il se justifie, au regard de l'historien, par le grand nombre de documents retrouvés le concernant. Cependant, d'autres personnes auraient pu tout aussi bien être choisies, en partant d'un autre point de vue, par exemple, le général Beck, qui devait, lui aussi, assumer auprès de Goerdeler, la direction du Gouvernement provisoire ; il a certainement exercé une influence plus marquée dans la première phase de la Résistance et sa personnalité apparaît plus pure, plus exempte de tout reproche.

On peut aussi se demander si ce n'est pas une erreur d'avoir voulu centrer l'histoire de la Résistance sur un seul homme, quel que soit le rôle important que cet homme ait pu jouer dans la Résistance. Ainsi, en partant toujours de Goerdeler, en étudiant la Résistance en fonction de Goerdeler, l'auteur en arrive fatalement à minimiser l'action de certains résistants et de certains groupes de résistants, parfois même à être injuste à leur égard. N'aurait-il pas diminué l'importance du général Beck en faveur de Goerdeler ? Son jugement, purement péjoratif sur Popitz, l'ancien ministre prussien des Finances, dont il regrette l'acceptation, d'ailleurs tardive, dans les rangs de la Résistance, peut paraître injustifié ou tout au moins excessif. La pensée politique de Popitz ne se résume pas, comme l'auteur le laisse supposer, au projet de proclamation établissant un Gouvernement autoritaire provisoire après le coup d'État (p. 309) et qui aurait établi « un despotisme éclairé », « une dictature de hauts fonctionnaires éloignés du peuple » ; il s'agissait là, pour Popitz, d'une solution toute provisoire. L'ancien ministre prussien semble d'ailleurs avoir eu une plus grande affinité que Goerdeler pour un état démocratique et il était persuadé de la nécessité d'une représentation du peuple sur une base très large. Il existe à l'appui de cette thèse un manuscrit de Popitz dans la *Mittwochsgesellschaft*, remontant à l'année 1941 et traitant de l'organisation économique et sociale d'après-guerre ; d'après ce manuscrit, ignoré de Gerhard Ritter, Popitz était idéologiquement moins éloigné des membres du *Cercle de Kreisau* et peut-être même des social-démocrates que ne l'était Goerdeler. Enfin, l'auteur condamne, d'ailleurs à bon droit, l'essai de Popitz de gagner Himmler pour renverser le régime ; il écrit que, ce faisant, Popitz agissait en « tacticien intelligent » mais qu'il se montrait « dépourvu de sens politique sûr » (p. 356) et il loue son héros d'avoir été fortement opposé à cette manœuvre ; mais, dans le même ouvrage, un peu plus loin, l'auteur absout et même justifie Goerdeler, quand, en prison, il fit une tentative analogue ; « Goerdeler n'aurait pas été un homme politique, s'il n'avait tout au moins tenté d'utiliser la situation », écrit-il (p. 423). Ainsi, l'historien Ritter condamne sévèrement chez Popitz ce qu'il loue chez Goerdeler.

Il semble aussi que l'auteur, en défendant les positions de son héros qui, dans les grandes lignes, sont aussi les siennes, n'ait pas estimé à leur juste valeur les membres du *Cercle de Kreisau*. Il parle, avec une pointe de mépris de leur « socialisme romantique » et l'on sent une antipathie pour tout ce qui touche le « socialisme prussien » (p. 306) ; les mémoires politiques dus aux membres du Cercle dénoteraient « un esprit politique insuffisamment mûr ». Cependant, l'auteur n'a pas disposé de tous les éléments permettant de juger équitablement les jeunes nobles du *Cercle de Kreisau*, ayant ignoré l'existence de certains documents inédits les concernant.

Enfin, Gerhard Ritter, historien conservateur, n'a pas réussi à faire abstraction de ses opinions politiques, car il a sous-estimé la valeur de la résistance social-démocrate et il se montre tout à fait injuste pour la résistance communiste ; qu'il ait mieux connu la résistance des milieux conservateurs auxquels il a appartenu, ainsi que Goerdeler, est évident, mais dénier, contre toute justice, une importance véritable à la résistance de gauche est une faute grave. La résistance communiste, opérant de concert avec l'aile gauche de la social-démocratie, a été, en Allemagne, le mouvement de résistance le plus opiniâtre contre l'hitlérisme, c'est un fait historique qu'on ne saurait nier. Or, selon l'auteur, la résistance communiste, d'abord inefficace et mal dirigée, se serait transformée, après l'entrée en guerre contre l'U.R.S.S., en une entreprise d'espionnage et il attaque, à ce sujet, avec violence, le réseau d'appartenance communiste *Rote Kapelle*, qui fournissait des renseignements à Moscou. Les intellectuels, membres de ce réseau, sont pour lui de vulgaires espions, *Landesverräter*, qui auraient échoué dans le camp communiste, poussés par leur goût des aventures et leur admiration de l'économie soviétique ; il n'a pas un mot d'estime pour les membres de ce réseau, pour un Arvid von Harnack, un Schulze-Boysen, dont la pureté des mobiles et l'antifascisme profond ont, cependant, été reconnus par des auteurs de toutes tendances. L'auteur parle du crime de ces résistants, crime qui consistait à paralyser la puissance défensive du régime nazi, à transmettre des renseignements d'ordre militaire à l'U.R.S.S. et, par conséquent, « à poignarder les soldats allemands dans le dos ». Mais, pour l'auteur, la trahison ne pouvait exister qu'à l'Est, car, dans le même ouvrage, il glorifie l'action du général Oster, le second de l'amiral Canaris, qui transmit des renseignements d'ordre militaire aux puissances occidentales. Il n'a pas un mot pour reconnaître l'importance du travail de résistance effectué par le réseau *Rote Kapelle*, qui étendait ses ramifications à toute l'Allemagne, comprenait des intellectuels, des ouvriers, des officiers et eut le mérite d'établir des liaisons avec les travailleurs du S.T.O. et les prisonniers de guerre d'U.R.S.S. et de France. Le réseau fut découvert en août 1942, la plupart de ses membres condamnés à mort. L'auteur constate avec satisfaction que le procès se déroula en bonne et due forme et, fait incroyable, il approuve le jugement de sang rendu par le juge nazi Roeder ; l'antisoviétisme de l'auteur l'aveugle au point de troubler sa lucidité d'historien. La valeur d'un résistant est pour lui fonction non de l'efficacité de l'effort fourni mais de l'appartenance politique de ce résistant. Ainsi, les grands réseaux communistes *Saefkow-Jacob-Bästlein*, *Uhrig*, *Schuman-Poser* sont à peine mentionnés dans cet ouvrage qui se veut un tableau d'ensemble de la résistance anti-hitlérienne.

Ainsi, le choix de Goerdeler comme figure de proue de la Résistance s'avère une erreur, l'auteur étant fatalement conduit à sacrifier la Résistance de gauche, le cercle autour de Goerdeler étant loin de représenter toute la Résistance et, par conséquent, le but de l'auteur de présenter une large synthèse de la Résistance n'a pas été atteint.

La biographie de Goerdeler, évidemment beaucoup plus fouillée que l'histoire générale de la Résistance, laisse, cependant, et c'était inévitable, encore bien des points obscurs ; rien n'est dit sur les penchants, les goûts de Goerdeler, sa situation matérielle, sa situation de famille, rien en somme sur l'homme lui-même.

Bien des affirmations paraissent contestables ; ainsi, on ne peut suivre l'auteur quand il voit en Goerdeler un représentant du libéralisme allemand, l'héritier spirituel de Kant, Humboldt, des hommes de la *Paulskirche* et qu'il présente l'état ultra-conservateur de Goerdeler, de type metternichien, comme un état populaire. L'Allemagne devait devenir un état corporatif

fédéral avec un empereur héréditaire ou un *Führer* élu à sa tête ; le système électoral constituait un net recul par rapport à la Constitution de Weimar ; par le système du *Notverordnungsrecht*, les membres du Gouvernement pouvaient émettre des décrets sans l'assentiment du Reichstag ; « comme vrai libéral » Goerdeler renonçait à interdire le parti national-socialiste (p. 296) ; par contre, il estimait nécessaire l'interdiction du parti communiste (p. 285) ; « pour tempérer les luttes syndicales », Goerdeler entendait garder le *Deutsche Arbeitsfront* (p. 286). On juge, d'après cela, du libéralisme et de l'esprit démocratique de Goerdeler, à moins que les mots n'aient pas le même sens pour l'auteur et pour nous.

Dans sa conclusion, Gerhard Ritter écrit que la Résistance allemande — la Résistance du groupe autour de Carl Goerdeler — a été « une pure et authentique révolte morale contre le triomphe de la force — la force du Mal — sans aucune considération du prétendu intérêt national » (p. 438). On n'en est nullement persuadé après avoir pris connaissance des divers projets de paix élaborés par Goerdeler, dont le programme, en politique extérieure, rejoignait celui des nationaux-socialistes. Curieux projet de paix, en vérité, que celui qui affirmait, en mai 1941, le droit de l'Allemagne aux frontières de 1914 avec la Belgique, la France et la Pologne, c'est-à-dire la cession de l'Alsace-Lorraine à l'Allemagne, qui devait, de surcroît, conserver l'Autriche, les Sudètes, Memel et récupérer ses anciennes colonies ; ce faisant, Goerdeler apparaît comme le représentant typique de l'impérialisme allemand et certains germanophobes pourraient dire le représentant non seulement de *Das Andere Deutschland* mais aussi de *Das alte Deutschland* et certes pas, bien entendu, dans le sens de l'auteur.

Le récit de la fuite, de l'arrestation, des interrogatoires de Goerdeler abonde en renseignements inédits. Devant la Gestapo, un fait inouï se produit : Goerdeler parle, parle d'abondance, il est en quelque sorte possédé par « une joie de témoignage » (p. 410) ; non seulement il avoue tout ce que l'on veut lui faire avouer, mais aussi des faits ignorés de la Gestapo ; les suppôts de la Gestapo le présentent aux autres détenus comme un « accusé modèle » (p. 410) ; il charge ses co-inculpés, dont plusieurs sont ses amis personnels, et, fait plus grave encore, il met en cause des personnes non arrêtées, nullement suspectées jusqu'alors (p. 413) et dont il est tout à fait certain que l'une fut condamnée à mort (p. 545) ; lui, le futur « chancelier », le chef, qui aurait personnifié la Résistance, d'après Ritter, renie, après coup, l'attentat (p. 409) et ressent l'échec de la conjuration comme « un jugement de Dieu » (p. 409 ;) il déclare que « tout résistant a le devoir désormais de se ranger derrière le Führer sauvé par Dieu » (p. 424). Pendant son incarcération, il met sa compétence au service du régime hitlérien et compose de longs mémoires sur l'administration communale et l'économie politique. Il s'offre à Hitler comme plénipotentiaire auprès des puissances occidentales et se fait fort d'obtenir de celles-ci une paix honorable pour l'Allemagne national-socialiste (p. 424).

On ressent une impression de malaise : ce lutteur s'abandonne, ce chef trahit ses camarades de combat, ce résistant renie la Résistance. Certes, on ne saurait faire grief à Goerdeler de cette attitude en pensant à sa fuite épuisante, à son désespoir, aux drogues, à la torture peut-être, et, au pire de tout, au fait que sa famille etait au pouvoir de la Gestapo, en *Sippenhaft*. Quel est celui assez sûr de lui-même pour oser affirmer que dans une situation analogue il ne s'effondrerait pas ! Goerdeler n'eut pas « sa mort » (1),

(1) Comme il est dit dans la lettre d'adieu à ses parents de Harro Schulze-Boysen, *Der lautlose Aufstand*, p. 329. « Dieser Tod passt zu mir. Irgendwie habe ich immer um ihn gewusst. Es ist sozusagen mein eigener Tod, wie es einmal bei Rilke heisst... »

la mort à laquelle il pouvait prétendre, celle de Schulze-Boysen, de Moltke, de tant d'autres résistants illustres ou obscurs ; il mourut dans la nuit.

Historien qui se veut impartial, Gerhard Ritter n'épargne aucun détail pénible ; certes, il a dû souffrir en écrivant ce livre. Historien, il cherche une explication, ami, une excuse au comportement de Goerdeler durant les derniers mois de sa vie. Mais l'impression de malaise augmente quand on lit l'explication donnée par l'auteur. Il pense, en effet, que Goerdeler en donnant toujours de nouveaux renseignements à la Gestapo espérait traîner l'instruction en longueur (p. 414) ; enfin et surtout Goerdeler aurait voulu montrer à Hitler l'importance de la Résistance pour l'inciter à faire la paix avant que l'armée soviétique n'atteignît Berlin et l'auteur a cette réflexion atroce « : Que comptaient quelques destins humains à l'égard de cette possibilité ! » (p. 416).

Ces explications ne justifient pas Goerdeler et semblent, de surcroît, peu probantes. On ne saurait définitivement écarter l'explication de la torture ou de drogues abolissant la volonté de l'accusé. Il est possible aussi que Goerdeler, qui était sexagénaire, par suite de souffrances physiques et morales particulièrement raffinées, ait subi un ébranlement physique, qu'il n'ait plus joui de l'intégrité de ses facultés intellectuelles, du contrôle absolu de lui-même, mais que certaines de ses facultés étant restées intactes, il ait pu donner le change, l'impression d'un homme normal. Ce ne sont là que des hypothèses, mais elles nous semblent humainement préférables à la solution proposée par l'auteur, plus honorables pour la mémoire de Goerdeler. De toute façon, les raisons de Ritter apparaissent peu aptes à persuader. Le portrait même que l'historien trace de Goerdeler tel qu'il l'a vu, lors de leur confrontation dans les locaux de la Gestapo, en janvier 1945, semble réfuter ses propres arguments. Il a revu alors son ami profondément changé, vieilli, la figure défaite et, détail caractéristique, « les yeux autrefois étonnamment lumineux étaient absolument sans éclat » (p. 132). L'économiste Constantin von Dietze a vu également sous cet aspect son ami Goerdeler, lors de leur confrontation dans les locaux de la *Gestapo*, de la *Prinz-Albrecht Str.*, le 25 septembre 1944, « les yeux éteints, les yeux d'un cadavre », tellement changé qu'il ne le reconnut qu'à la voix (1). Goerdeler chargea son ami et celui-ci fit alors cette réflexion : « Quelle noble intelligence a été détruite ! » Il eut l'impression que Goerdeler était devenu aboulique et qu'il parlait sous l'empire de drogues. Von Dietze, qui a lu attentivement l'ouvrage de Ritter, n'est pas convaincu par les arguments de celui-ci ; il a connu Goerdeler depuis 1934, a été son ami intime, et il déclare qu'il est tout à fait impensable que Goerdeler ait voulu s'employer pour obtenir une paix honorable pour l'Allemagne de Hitler ; cette opinion venant d'un ami intime de Goerdeler est certainement de poids.

La parole de bon sens et de vérité nous semble avoir été dite par Franz Böhm, ami lui aussi de Goerdeler (2) ; il estime que pour juger la personnalité de Goerdeler, ses plans d'homme politique, il faut exclure les documents de la période de l'incarcération, période où Goerdeler n'était plus Goerdeler mais « un cadavre parlant accablant ses amis » (3).

Il y aurait encore beaucoup à dire sur l'ouvrage de Ritter, si étonnamment riche en aperçus nouveaux, d'une matière étonnamment dense ; d'une partialité évidente, il permet cependant, grâce à la probité de la méthode employée, de se faire, sur un sujet donné, une opinion diamétra-

(1) *Gegenwart*, 26 février 1955, pp. 142 et ss.
(2) Franz Böhm, *Gegenwart*, avril 1955.
(3) C. v. Dietze, *Gegenwart*, février 1955.

lement opposée à celle de l'auteur ; par sa richesse documentaire, par les problèmes qu'il soulève, il mérite de figurer parmi les ouvrages les plus importants parus sur la Résistance, ceux de Pechel, de Rothfels, de Weisenborn et de Zeller ; il constitue une étape dans l'historiographie de la Résistance allemande.

Un membre du « cercle de Kreisau », le P. Alfred Delp

Le Père jésuite Alfred Delp (1) est une des personnalités marquantes du mouvement anti-hitlérien, un homme aux idées généreuses, un prêtre soucieux de justice sociale ; penseur préoccupé par le tragique de l'existence humaine, on lui doit plusieurs écrits philosophiques (2) ; sociologue, il tint, de 1937 à 1941, la rubrique des questions sociales dans la revue des Jésuites, *Stimmen der Zeit*. Ses articles courageux lui valurent un emprisonnement de plusieurs semaines. De 1941 à 1944, il fut attaché, en qualité de confesseur, à la paroisse de München-Bogenhausen.

Avec l'assentiment de son supérieur, le Père jésuite Rösch, il entra, au printemps 1942, introduit par le comte Helmuth Moltke, au *Cercle de Kreisau*, parmi cette communauté d'hommes de toutes appartenances politiques et religieuses unie par un même idéal de justice ; dès lors, il prit activement part aux conciliabules, en sa qualité de spécialiste des questions sociales, préparant avec les autres membres du groupe un programme politique et économique pour l'Allemagne après l'effondrement du régime.

Le comte Moltke fut arrêté en janvier 1944, le P. Delp le 28 juillet 1944. Ils furent traduits avec les autres membres du Cercle devant le *Volksgerichtshof* sous l'inculpation de haute-trahison. A l'issue du procès, qui se déroula du 9 au 11 janvier 1945, Delp fut condamné à mort ainsi que Moltke et Sperr, non pas pour participation à l'attentat du 20 juillet 1944 mais pour avoir escompté la chute du III^e^ Reich et avoir dressé un plan de réorganisation de l'Allemagne (3).

Les attendus du jugement (4) présentent le P. Delp comme un des membres les plus actifs du *Cercle de Kreisau*, le plus proche collaborateur du comte Moltke, cherchant à établir une union étroite entre les syndicats et l'Église, luttant ardemment pour la justice sociale en s'appuyant sur l'encyclique *Quadragesimo anno* (5).

Les amis du P. Delp ont ressenti le désir de faire connaître la personnalité du jeune Père jésuite, l'homme et son action ; ils ont publié, à cet effet, à l'occasion du 10^e^ anniversaire de son exécution, un livre consacré à sa mémoire. Dans ce but ont été groupés un certain nombre de textes d'Alfred Delp ou le concernant : des extraits de son journal pendant les années 1942-

(1) *Alfred Delp S. J.*, Kämpfer, Beter, Zeuge, Geb. 15 sept. 1907, Hingerichtet 2 Febr. 1945. Letzte Briefe u. Beiträge von Freunden, Berlin, Morus Verl. (1954), in-8°, 118 p., ill.

(2) Édités par le Père jésuite Paul Bolkovac sous le titre : *Christ und Gegenwart*. Eine Sammlung von Vorträgen, Aufsätzen, Ansprachen u. Aufzeichnungen. 3 Bde : I. *Zur Erde entschlossen* ; II. *Der mächtige Gott* ; III. *Im Angesicht des Todes*. Frankfurt a. M., J. Knecht, 1948.

(3) *Im Angesicht des Todes*, p. 6.

(4) *Alfred Delp, op. cit.*, pp. 80-83.

(5) Sur Alfred Delp, cf. aussi : *Das Gewissen steht auf. 64 Lebensbilder aus dem deutschen Widerstand*, 1933-1945, Gesammelt von Annedore Leber, Frankfurt a. M., Mosaik Verl., 1954, pp. 196-199. Eberhard Zeller. *Geist der Freiheit...*, München, H. Rinn, 2 Aufl., 1954, pp. 85-89.

43, des lettres écrites en prison, des témoignages d'amis, de confesseurs sur son combat et ses souffrances et les attendus du jugement le condamnant à mort. Livre émouvant comme tous les ouvrages de ce genre. Nous y trouvons les humbles joies d'une vie de prisonnier : le colis de linge, un geôlier moins cruel, un témoignage d'amitié. Les détails poignants abondent : la peine pour les vieux parents, le regret de la tâche inachevée et, malgré la résignation et la foi, l'angoisse de la mort. Après la mort de ses amis, Moltke, Nikolaus Gross, Franz Speer, dont l'exécution a précédé de quelques jours la sienne, Delp écrit (le 24 janvier 1945) : « Je suis très fatigué de tristesse et de peur (1). » Il veut néanmoins s'efforcer « à tomber comme la semence féconde dans le sillon pour ce pays et ce peuple qu'il voulait tant servir et aider » (2).

Le titre du livre est censé en résumer le contenu en un raccourci saisissant : *Le P. Alfred Delp, S.J ; lutte, prie, témoigne*, du moins, ainsi l'ont voulu les éditeurs ; cependant, si tel a été leur but, il n'a pas été entièrement atteint ; en effet, si la figure du P. Delp, prêtre et martyr, apparaît nettement, il n'en est pas de même de celle du résistant qui est à peine esquissée. De ci et de là, on trouve bien quelques citations intéressantes concernant les vues du P. Delp ; ainsi, par exemple, ceci : « La fuite ou l'émigration ou la réaction n'entrent jamais dans la conduite du chrétien » (3), et sa profession de foi : « Mon crime a été de croire en l'Allemagne au delà de la misère et des ténèbres présentes... je n'ai pas cru à la trinité de l'orgueil et de la brutalité : National-socialisme — III[e] Reich — Peuple allemand » (4) et les attendus du jugement reconnaissant « le P. Delp coupable de conciliabules et de plans séditieux (5) ».

Ainsi, ce petit opuscule présente une vivante image du martyr mais il est tout à fait insuffisant en ce qui concerne le P. Delp sociologue et résistant dont l'histoire reste à écrire.

Un recueil de mélanges concernant la Résistance militaire

L'*Europaïsche Publikation*, société qui groupe des officiers, des juristes, des théologiens, des historiens, s'est fondée à Munich au printemps 1952, sous la direction du général Hermann von Witzleben, parent du maréchal Erwin von Witzleben, un des principaux chefs du complot du 20 juillet ; elle se propose de mettre à l'étude la résistance allemande et de la défendre éventuellement contre ses détracteurs qui sont nombreux dans la *Bundesrepublik*. C'est dans ce but qu'elle a publié, en 1956, un important recueil de mélanges consacré à la résistance militaire (6).

Dans la première partie du volume se trouve reproduit un colloque, organisé sous les auspices de l'*Europaïsche Publikation* sur les problèmes de droit et de morale que posent les actes des officiers résistants au national-socialisme. Des personnalités éminentes de la *Bundesrepublik*, des généraux, le D[r] Weinkauff, président de la Cour fédérale de Cassation, le P. Pribilla S.J., le D[r] Krausnick, directeur de l'*Institut für Zeitgeschichte* et rédacteur en chef des *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, participèrent à ces « entretiens allemands » qui aboutirent à une glorification du droit de résistance. Trois

(1) *Alfred Delp*, *op. cit.*, p. 101. — (2) *Alfred Delp*, p. 90. — (3) *Alfred Delp*, p. 14. — (4) *Alfred Delp*, p. 11. — (5) *Alfred Delp*, p. 81.

(6) *Die Vollmacht des Gewissens*, hrg. von der *Europaïschen Publikation*, München, H. Rinn, 1956, in-8°, 572 p.

mémoires en annexe donnent le point de vue juridique (1), le point de vue catholique (2), le point de vue protestant (3) sur la question.

La deuxième partie de l'ouvrage, de beaucoup la plus significative au point de vue historique, comprend deux monographies sur l'histoire de la résistance militaire. Dans la première, le Dr Krausnick analyse les préliminaires et les débuts de la résistance anti-hitlérienne dans le Haut-Commandement jusqu'au mois d'août 1939 (4) ; dans la deuxième, Kurt Sendtner présente une image de cette résistance au cours de la première année de la guerre (5).

Il apparaît clairement que le but de ces deux études, savamment conduites, est de prouver qu'il existait une profonde divergence de vues entre Hitler et ses généraux et, par conséquent, de désolidariser le Haut-Commandement du « Führer », de laver la résistance militaire du reproche d'opportunisme qui lui a été quelquefois adressé et d'établir qu'elle obéissait à des mobiles élevés ; avec l'ouvrage de Ritter sur la résistance (6), ces deux études constituent une réponse à l'ouvrage de Wheeler Bennett qui montrait la collusion du national-socialisme et de l'armée. Si la thèse de Wheeler Bennett peut paraître quelque peu excessive, on ne saurait, cependant accepter, sans de sérieuses réserves, celle du Dr Krausnik et de Kurt Sendtner. Ainsi, par exemple, on ne saurait suivre les auteurs dans leur appréciation de la personnalité du général Halder ; par ses tergiversations, son abandon final de la cause de la Résistance, ce général ne nous paraît pas digne d'être considéré comme un résistant.

Toujours est-il que ces deux monographies, basées sur une abondante documentation, en grande partie inédite, sur des témoignages de survivants, sont d'intéressantes contributions à l'histoire de l'époque du national-socialisme et classent leurs auteurs comme de grands spécialistes de ces questions. Les notes bibliographiques au bas des pages constituent une mine de renseignements précieux sur des faits peu ou mal connus et l'ampleur du tableau présenté, l'abondance des informations permettent souvent au lecteur de se faire une opinion différente de celle des auteurs, ce qui témoigne de la probité de la méthode employée.

Sur le plan des sources, ces deux études, très fouillées, constituent certainement un progrès sur les travaux de Wheeler-Bennett et de Gordon Craig (7).

Le président Théodor Heuss, qui a préfacé le livre, a aussi accepté d'y laisser reproduire le discours qu'il prononça à l'occasion du dixième anni-

(1) Hermann Weinkauff, *Die Militäropposition gegen Hitler und das Widerstandsrecht*, pp. 137-159.

(2) Max Pribilla, *Der Eid nach der katholischen Moraltheologie*, pp. 159-164.

(3) Walter Künneth, *Die evangelisch-lutherische Theologie und das Widerstandsrecht*, pp. 164-175.

(4) Helmut Krausnick, *Vorgeschichte u. Beginn des militärischen Widerstandes gegen Hitler*, pp. 175-381. Cette étude a paru antérieurement comme supplément à l'hebdomadaire semi-officiel *Das Parlament*, « Aus Politik u. Zeitgeschichte », 24-11-1954, 9 et 16-11-1955.

(5) Kurt Sendter, *Die deutsche Militäropposition im ersten Kriegsjahr*, pp. 381-525. Étude parue antérieurement comme supplément à l'hebdomadaire *Das Parlament*, « Aus Politik u. Zeitgeschichte », 2-3-1955.

(6) Gerhard Ritter, *Carl Goerdeler und die deutsche Widerstandsbewegung*, Stuttgart, Deutsche Verlagsanst. 1954.

(7) John W. Wheeler-Bennett, *The Nemesis of Power ; the German Army in Politics, 1918-1945*, London, 1953. Sur les publications de Gordon A. Craig se reporter à *Revue d'Histoire de la 2e guerre mondiale*, n° 33, janvier 1959, p. 81.

versaire de l'attentat du 20 juillet (1) — les attaches de l'ex-président de la *Bundesrepublik* à la Résistance sont bien connues.

L'ouvrage se termine par une bibliographie de l'historien Georg Stadmüller sur la résistance militaire et sur la philosophie du sujet (2) ; bibliographie abondante et cependant insuffisante ; l'auteur accepte trop volontiers de faire abstraction des publications étrangères qu'il n'a pu trouver dans les bibliothèques allemandes et qu'il juge *a priori* de peu d'intérêt ; estimer peu intéressant ce que l'on ne connaît pas, est une curieuse conception de la part d'un historien.

Autre fait curieux à signaler : le nom de Stauffenberg, l'un des principaux conjurés du 20 juillet, l'auteur même de l'attentat contre Hitler, n'apparaît pas une seule fois dans cet ouvrage où la résistance militaire est cependant à l'honneur (3).

Somme toute un livre intéressant, riche en renseignements variés mais non dépourvu d'un certain esprit apologétique.

Stauffenberg et le complot du 20 juillet

L'ouvrage d'Eberhard Zeller *Esprit de la liberté*, paru en 1952 et qui a connu une deuxième édition augmentée en 1954 (4), concerne le complot du 20 juillet, ses origines, les péripéties de la journée tragique. Il s'agit donc essentiellement de la révolte des officiers, c'est-à-dire, de la résistance la plus en faveur dans la *Bundesrepublik*. Des hommes du camp socialiste, tels Leber et Mierendorff ou du *cercle de Kreisau*, tels les comtes Moltke et Yorck, le Père jésuite Delp, y figurent, il est vrai — cela était inévitable dans une histoire de la conspiration du 20 juillet — mais seulement au second plan, indépendamment de l'importance de leur rôle dans la Résistance.

Le récit est centré sur Stauffenberg, son action, sa curieuse personnalité ; c'est ce qui fait l'originalité de ce livre et lui confère tout son intérêt. En effet, bien qu'il ait pris une part prépondérante dans la préparation du complot du 20 juillet, bien qu'il soit l'auteur même de l'attentat contre Hitler, Stauffenberg n'occupe pas dans la *Bundesrepublik* la place qu'il mérite sur la scène historique ; cela est dû vraisemblablement à des raisons d'ordre politique, Stauffenberg ayant établi des contacts avec des groupes communistes et envisageant, sur le plan extérieur, une entente avec l'U.R.S.S. (5). Par conséquent, on saura tout particulièrement gré à l'auteur d'avoir mis en valeur la personnalité de Stauffenberg, d'apporter une foule de renseignements inédits le concernant. Eberhard Zeller a lui-même appartenu au cercle des frères Stauffenberg, disciples de Stefan George (6) ; les passages

(1) Théodor Heuss, *Zur 10. Wiederkehr des 20. Juli*, pp. 525-541.

(2) Georg Stadtmüller, *Schrifttum zur Geschichte der militärischen Widerstandsbewegung, 1933-45*, pp. 541-563.

(3) Sur l'indifférence des historiens de la « Bundesrepublik » à l'égard de Stauffenberg, cf. *Revue d'histoire de la 2e guerre mondiale*, n° 33, janvier 1959, p. 55.

(4) Eberhard Zeller, *Geist der Freiheit. Der Zwanzigste Juli*, München, H. Rinn, 1952, in-8°, 397 p. — 2. durchgesehene u. vermehrte Aufl., 1954, 454 p.

(5) Sur le programme politique de Stauffenberg, cf. A. W. Dulles, *Germany's Underground*, New York, Macmillan, 1947, p. 218 et H. B. Gisevius, *Bis zum bittern Ende*, 2. Aufl. Zürich, Fretz u. Wasmuth, 1954, p. 533.

(6) Le comte Berthold Schenk von Stauffenberg, économiste distingué, conseiller juridique dans les questions de droit international à l'O.K.W., frère de Klaus Schenk von Stauffenberg, l'auteur de l'attentat, exécuté le 10 août 1944 pour sa participation au complot, avait été désigné par le poète comme son héritier substitué. Cf. E. Zeller, *op. cit.*, p. 373.

concernant la formation intellectuelle de Stauffenberg, la peinture d'une certaine jeunesse imprégnée de spiritualité romantique, éprise d'un esthétisme hostile au conformisme bourgeois, sont d'un intérêt soutenu. L'auteur, qui a des dons littéraires certains, a tracé de main de maître de fort beaux portraits des hommes dont il relate l'action ; les portraits de Klaus et Berthold Stauffenberg, du général von Treskow sont particulièrement réussis et seront relus même quand la science historique aura progressé.

Historien non professionnel, Eberhard Zeller a su toutefois patiemment assembler des documents et recueillir les témoignages des survivants, des amis et des proches des conjurés ; écrivain de talent, il a donné vie et couleur à sa narration. Sur le plan documentaire, on peut néanmoins observer qu'il reste encore beaucoup de documents à explorer sur le sujet, particulièrement dans les archives américaines ; d'autre part, l'auteur n'a pas utilisé les comptes rendus sténographiques et les documents annexes des procès de Nuremberg qui ne figurent pas dans l'édition incomplète de l'I.M.T. ; cela est surtout regrettable en ce qui concerne les documents des procès de l'O.K.W. et de la Wilhelmstrasse. Enfin, sur le plan de l'objectivité scientifique, on note que l'ouvrage d'Eberhard Zeller porte le signe du temps, celui de l'anticommunisme, qui marque la plupart des publications parues actuellement dans la *Bundesrepublik* ; en effet, l'auteur défend avec véhémence Stauffenberg, dans la deuxième édition de son livre, contre le reproche d'avoir inséré dans son programme politique l'entente avec l'U.R.S.S. ; pour réfuter cette thèse il n'apporte, cependant, que sa conviction personnelle, aucun argument de valeur ; il qualifie de légende l'*Ostlösung* attribué à Stauffenberg par la plupart des auteurs (1) ; son héros ne saurait être entaché de sympathie à l'égard de l'U.R.S.S.

Non sans valeur documentaire, écrit dans un style brillant, traversé d'un grand souffle épique, ce livre s'apparente à la chanson de gestes.

M. Adler-Bresse.
Bibliothèque
de Documentation internationale contemporaine.

(1) E. Zeller *op. cit.*, p. 372.

QUELQUES PUBLICATIONS EN ALLEMAGNE DE L'EST

Le Parti communiste allemand et la Résistance antihitlérienne d'après les historiens de la République démocratique

Les études relatives à la seconde guerre mondiale publiées dans la *République démocratique* n'offrent généralement aucune surprise : l'avènement du régime national-socialiste est l'œuvre conjuguée des réactionnaires allemands et des trusts internationaux, c'est-à-dire anglo-saxons. Les accords de Munich sont une trahison des puissances occidentales, le pacte germano-soviétique, un chef-d'œuvre de la diplomatie stalinienne (1). Des ouvrages récemment parus développent ces thèmes avec plus ou moins de bonheur. Ils insistent particulièrement sur l'idée que la lutte contre le régime hitlérien a été menée, après comme avant 1933, par le parti communiste allemand.

Aussi est-ce de ce point de vue que nous les examinerons (2).

C'est l'histoire du K.P.D. de 1933 à 1945 qu'Otto Winzer retrace, d'une plume alerte et conformiste. Sa documentation est constituée par des discours et des articles des leaders actuels de la République démocratique : Wilhelm Pieck et Walter Ulbricht (3) et aussi par les dossiers de la Gestapo et des *Tribunaux du Peuple* tombés aux mains des Russes. Le témoignage des policiers et des magistrats nazis est évoqué pour démontrer l'activité incessante des militants communistes contre le régime. Il confirme des impressions familières aux spécialistes de l'histoire allemande récente et que l'auteur ne conteste d'ailleurs pas. A partir de 1937, l'agitation communiste faiblit : elle se heurte à une classe ouvrière satisfaite du plein emploi et gagnée par le vertige nationaliste. Dans les années qui précèdent la guerre et même en 1940 (4), le régime se sent assez sûr de lui pour libérer des camps de concentration des militants communistes qui formeront les cadres de la

(1) Ces vues ont été exposées d'une manière systématique par Walter Bartel (*Deutschland in der Zeit der faschistischen Diktatur, 1933-1945. Volk und Wissen Volkseigener Verlag*, Berlin, 1956, 269 p.). Il faut noter toutefois que la volonté de paix des négociateurs russes du pacte d'août 1939 est soulignée avec plus de force par les communistes allemands que par les communistes des autres pays. Les témoignages prouvant la volonté de la Russie d'éviter, à la veille de l'agression allemande, tout conflit avec le IIIe Reich sont cités avec complaisance (cf. W. Bartel, *op. cit.*, p. 207). Certaines révélations de Nikita Khrouchtchev sont utilisées pour souligner la bonne foi de Staline, lequel n'avait ni cru aux préparatifs militaires de Hitler ni songé à doter l'armée russe des moyens de combat modernes (cf. W. Bartel, *op. cit.*, p. 209).

(2) Otto Winzer, *Zwölf Jahre Kampf gegen Faschismus und Krieg. Ein Beitrag zur Geschichte der Kommunistischen Partei Deutschlands, 1933 bis 1945*, Dietz Verlag, Berlin, 1955, 276 p.

Gertrud Glondajewski, Heinz Schumann, *Die Neubauer-Poser Gruppe*, Dietz Verlag, Berlin, 1957, 128 p.

Gerhard Nitzsche, *Die Saefkow-Jacob-Bästlein Gruppe*, Dietz Verlag, Berlin, 1957, 211 p.

(3) L'ouvrage de Walter Ulbricht (*Zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung*, t. II : *Der faschistische deutsche Imperialismus, 1933-1945*, Dietz Verlag, Berlin, 1952), constitue l'un des fondements de l'étude d'Otto Winzer. C'est le manuel auquel tous les historiens de la République démocratique se réfèrent constamment.

(4) Dans quelle mesure la libération des militants communistes, à partir de septembre 1939, ne doit-elle pas être mise en relation avec le pacte germano-soviétique ? Il est permis de poser la question.

grande résistance. Celle-ci se constituera après l'invasion de la Russie par Hitler. Otto Winzer dresse un tableau chronologique et géographique des formations clandestines animées par les communistes. Ce schéma, en dépit de sa sécheresse et de ses incertitudes, ne manquera pas d'intéresser les lecteurs français. Ceux-ci trouveront, en outre, dans l'ouvrage d'Otto Winzer, des photocopies de tracts et de journaux communistes qui portent témoignage de l'évolution de la politique du parti entre 1933 et 1945. Il convient, en particulier, de signaler un curieux tract rédigé en français (1) à l'intention des prisonniers et des travailleurs du S.T.O. et diffusé au printemps de 1944 dans la région d'Iena.

C'est un appel non déguisé à la bolchevisation de la France, sous la houlette de la Russie, et à la résistance aux manœuvres de Churchill et de Roosevelt. On y lit notamment : « Désirez-vous une France telle qu'elle était en 1938... où un gouvernement vendu aux exploiteurs faisait tirer sa police sur les ouvriers et paysans qui défendaient leur pain, où une Chambre corrompue... se jouait de la volonté du peuple... désirez-vous la résurrection de cette France qui finissait par Pierre Laval ?... Vous admirez hautement l'héroïsme et le dévouement sans pareils du peuple russe... Mais cet héroïsme et ce dévouement ne sont-ils pas les fruits d'un système sain et fort..., un système qui ne connaît plus d'exploiteurs et d'exploités..., où le peuple est tout et tout se fait par le peuple. Comparez cette Russie bolchevique à la France de 1940 ! Pourrez-vous tarder à choisir la France nouvelle de demain ?... Croyez-vous, camarades, que les Roosevelt et Churchill, protagonistes des rois financiers de Wallstreet et de Londres, consentiraient jamais à ce que le peuple français établisse un régime populaire et social qui abolirait les privilèges des classes capitalistes ?... L'invasion n'est pas encore la liberté. Il ne vaut *(sic)* pas chasser le diable pour intrôner *(sic)* Satan. Nous ne voulons pas changer l'oppression hitlérienne par une oppression anglo-américaine... »

Ce tract reflète les idées de militants communistes importants. Il a pour auteur Théodor Neubauer, l'un des dirigeants de l'organisation clandestine dite *groupe Neubauer-Poser* auquel l'*Institut de Recherches marxistes-léninistes* relevant du Comité central du S.E.D., parti communiste de la *République démocratique*, a consacré une étude (2) appuyée sur une documentation déjà partiellement publiée par Otto Winzer. Le *groupe Neubauer-Poser* exerça son action en Thuringe : il eut des ramifications à Iena, Gotha, Erfurt, Zella-Mehlis, Weimar, Tabarz et Bad-Salzingen. Grâce à d'anciens membres du parti, il s'efforça de pénétrer dans l'armée. Ainsi que nous l'avons vu plus haut, il ne négligea pas les milieux étrangers de prisonniers et de travailleurs (3). Ses dirigeants étaient des communistes ardents et courageux. Theodor Neubauer, alors professeur de l'enseignement du second degré, avait adhéré au K.P.D. dès 1920. De 1924 à 1933, il avait représenté le parti au Reichstag. Incarcéré par la Gestapo en 1933, il avait été libéré au cours de l'été de 1939. En 1941, il entra en relations avec Magnus Poser, un menuisier qui, en 1928, à l'âge de vingt et un ans, était devenu membre du K.P.D. Condamné en 1934 à deux années de prison pour menées communistes, Magnus Poser avait repris immédiatement son rôle d'agitateur. Theodor Neubauer et Magnus Poser se complétaient admirablement :

(1) Otto Winzer, *op. cit.*, pp. 216-217. Nous avons cité, sans les modifier, les passages essentiels de ce tract qui contient plusieurs germanismes.

(2) Gertrud Glondajewski, Heinz Schumann, *op. cit.*

(3) Sa propagande s'adresse non seulement aux Français mais aux Russes (Gertrud Glondajewski, Heinz Schumann, *op. cit.*, pp. 119-121).

le premier rédigeait des tracts défaitistes (1) que le second faisait imprimer et diffuser jusqu'à Berlin (2). L'un et l'autre ne cessèrent de témoigner d'un courage exemplaire. Dénoncés à la Gestapo, ils furent arrêtés le 14 juillet 1944 ; dans la nuit du 20 au 21 juillet, Magnus Poser fut, au cours d'une tentative d'évasion, atteint de cinq balles ; il mourut à Buchenwald le 21. Theodor Neubauer comparut le 8 janvier 1945 devant le *tribunal du peuple* de Berlin. Il afficha hautement ses convictions communistes et reconnut avoir agi en vue de favoriser « la défaite militaire de l'Allemagne de Hitler » (3). Condamné à mort, il fut exécuté le 5 février 1945.

La destruction de l'organisation communiste de Thuringe était la conséquence de l'arrestation par la Gestapo des chefs du mouvement clandestin communiste le plus important avec lequel Theodor Neubauer et Magnus Poser étaient entrés en relations : le *groupe Saefkow-Jacob-Bästlein* (4). Celui-ci était dirigé par de jeunes militants issus de milieux ouvriers. Le Berlinois Anton Saefkow était métallurgiste, les Hambourgeois Franz Jacob et Bernhard Bästlein, respectivement serrurier et mécanicien. Incarcérés en 1933, ils furent, comme tant d'autres communistes, libérés en 1939 et en 1940. Dès 1941, Jacob et Bästlein fondèrent un réseau de cellules d'entreprises à Hambourg. Bästlein fut arrêté par la Gestapo en octobre 1942 ; Jacob réussit à s'enfuir à Berlin. Là, il se lia avec Saefkow qui était parvenu à mettre sur pied des cellules dans une trentaine d'usines et à établir des contacts avec un certain nombre de détenus du camp de concentration de Sachsenhausen. Bästlein incarcéré à Berlin fut miraculeusement libéré par une attaque aérienne : l'explosion d'une bombe fit sauter la porte de sa cellule. Le *groupe Saefkow-Jacob-Bästlein* était constitué. Après avoir établi des liaisons directes avec l'Allemagne moyenne, la Ruhr et le Tyrol, il se rapprocha de l'organisation de Thuringe dirigée par Theodor Neubauer et Magnus Poser, et de celle de Saxe qu'avait créée, après sa sortie du camp de concentration en 1939, l'ancien député au Reichstag, Georg Schumann. Un tract publié au début de 1944 par le *groupe Saefkow-Jacob-Bästlein* (5) définit clairement les buts poursuivis. Il invite tous les partisans de la paix immédiate à s'unir, quelles que soient leurs opinions politiques ou philosophiques, dans un mouvement dit de l'*Allemagne libre*. Il s'agissait, en somme, de faire surgir dans l'Allemagne hitlérienne une organisation parallèle à celle que des communistes émigrés venaient de fonder en juillet 1943 en Russie soviétique (6). Cette tentative du parti communiste clandestin pour unifier sous sa direction les éléments antinazis fut accueillie avec méfiance par ceux qui craignaient la substitution d'une dictature rouge à la dictature brune. Elle permit cependant d'esquisser

(1) On trouvera plusieurs photocopies de ces tracts (*Hitlers Krieg ist verloren* de septembre 1943. *Ihr wisst, dass Hitler seinen Krieg unrettbar verloren hat* du début de 1944), dans Gertrud Glondajewski, Heinz Schumann, *op. cit.*, pp. 104-107, 109-111.

(2) Un rapport de la Gestapo berlinoise indique qu'entre le 9 mai et le 12 mai 1944 le tract : « *Ihr wisst...* » avait été répandu à Berlin (*ibid.*, p. 108).

(3) *Ibid.*, p. 73.

(4) Gerhard Nitzsche, *op. cit.* Cet ouvrage, comme le précédent, a été publié sous les auspices de l'*Institut de Recherches marxistes-léninistes* relevant du S.E.D. La partie documentaire (Photocopies, publication de textes) est particulièrement riche. Elle comprend près de 100 pages (pp. 113-207).

(5) Le tract a été publié *in extenso* (Gerhard Nitzsche, *op. cit.*, pp. 166-168).

(6) Sur la naissance du Comité national de l'*Allemagne libre* à Moscou, les 12 et 13 juillet 1943, voir Heinrich von Einsiedel, *Tagebuch der Versuchung*, Berlin, Stuttgart, Pontes Verlag, 1950 et notre compte rendu (*Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 5, janvier 1952, pp. 76-79).

des rapprochements avec certains socialistes comme Julius Leber (1). Mais elle fut loin d'obtenir l'assentiment unanime des militants communistes. Une alliance même temporaire avec des officiers et des bourgeois réactionnaires rencontra une forte opposition. Le tract intitulé : « Nous, communistes et le Comité national de l'Allemagne libre... », et daté du 1er mai 1944 (2) est une réponse aux « sectaires ». Il met l'accent sur l'objectif unique et essentiel de l'heure : la chute de Hitler.

Le 4 juillet 1944, Anton Saefkow et Franz Jacob allaient rejoindre dans les prisons de la Gestapo, Bernhard Bästlein arrêté dès le 30 mai (3). Les liaisons établies entre leur groupe et celui de Thuringe devaient permettre à la Gestapo de frapper également celui-ci (4). La plupart des chefs communistes étaient donc déjà entre les mains de la Gestapo quand les militaires et les civils de l'entourage de Goerdeler déclenchèrent un putsch dont les ramifications ne s'étendaient d'ailleurs pas au delà d'un cercle restreint de socialistes. Les historiens qui se sont efforcés de dénouer les fils entremêlés de la conspiration qui a abouti au 20 juillet n'ont pas retrouvé et ne pouvaient pas retrouver les traces de l'action clandestine du K.P.D. Leurs études ne permettent pas de soupçonner l'existence d'une résistance communiste. Les ouvrages que nous venons d'analyser brièvement se proposent de renverser les perspectives nées des études sur le 20 juillet. Ils exaltent le courage et l'intelligence des communistes allemands qui, avec l'aide de la Russie soviétique, voulaient abattre Hitler et détruire le capitalisme ; ils dénoncent l'irrésolution et l'égoïsme de classe des hommes du 20 juillet qui comptaient sur les Anglo-Saxons pour maintenir la domination de la bourgeoisie sur le prolétariat (5).

* * *

En 1957, une commission d'historiens soviétiques et allemands de l'Est se constitua à Moscou. Elle se proposait d'étudier les rapports, au cours des âges, de l'Allemagne et de la Russie et affirmait hautement que ses recherches, animées par l'esprit du marxisme-léninisme, devaient battre en brèche les conclusions des historiens « bourgeois ».

Le terrain sur lequel elle engagea le combat fut celui de l'histoire la plus récente. Il permettait, en effet, de servir la cause de la vérité « objective » et de défendre la politique étrangère de l'U.R.S.S. et des démocraties populaires. C'est ainsi qu'au cours du mois de novembre 1957, plusieurs centaines d'historiens et de publicistes originaires de la République démocratique, de l'U.R.S.S. et des pays de l'Est se sont réunis à Leipzig pour dénoncer le caractère « bourgeois », « réactionnaire » et « impérialiste » des ouvrages relatifs à la deuxième guerre mondiale parus dans l'Allemagne fédérale et aux États-Unis. Leurs travaux, consignés dans un gros ouvrage (6), envisagent successivement trois questions : les origines de la guerre, son déroulement et la résistance antifasciste.

(1) Leber était assez proche du *groupe Olbricht-Beck-Goerdeler* (cf. R. Collenot, Réflexions sur le 20 juillet 1944, *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 22, avril 1956, p. 25). Grâce à lui, un pont avait pu être établi avec les conjurés de l'Armée, mais il fut, lui aussi, arrêté le 4 juillet 1944.

(2) On trouvera le texte complet dans Gerhard Nitzsche, *op. cit.*, pp. 58-59.

(3) Tous trois seront exécutés le 18 septembre 1944.

(4) Cf. *supra*, p. 142.

(5) Ces idées sont exprimées avec une particulière netteté par Walter Bartel, *op. cit.*, pp. 234-235.

(6) *Probleme der Geschichte des zweiten Weltkrieges*. Referate und Diskussion zum Thema : Die wichtigsten Richtungen der reaktionären Geschichtsschreibung über den zweiten Weltkrieg, Akademie-Verlag, Berlin, 1958, 513 p.

Les deux premières fournissent aux nombreux rapporteurs l'occasion de proclamer, une fois de plus, la duplicité des dirigeants anglo-saxons et la clairvoyante sagesse du gouvernement soviétique. La troisième, celle de la résistance allemande, aurait pu, semble-t-il, être examinée d'un point de vue moins conformiste : il n'en est rien. D'un côté, le rôle prédominant du parti communiste dans la résistance antihitlérienne et ses efforts pour mobiliser non seulement les masses allemandes mais aussi les déportés et les travailleurs étrangers, de l'autre, les tendances réactionnaires, voire impérialistes des opposants non communistes, de la plupart des conjurés du 20 juillet 1944 en particulier (1), sont soulignés avec une fastidieuse insistance aussi bien par les auteurs allemands (Heinz Schumann, pp. 341-354, Wilhelm Ersil, pp. 379-387) que par leurs confrères soviétiques (notamment G.-N. Goroschkowa, pp. 388-402). Le lecteur pressé pourra, il est vrai, se contenter de prendre connaissance du bref rapport final de Walter Bartel (pp. 488-491). Il constatera que les observations présentées par Marcelle Adler-Bresse (2) et par nous-même (3) restent valables. Les recherches sur la résistance allemande marquent le pas, à l'Est au moins autant qu'à l'Ouest. Walter Bartel, de qui l'orthodoxie marxiste est indiscutable (4), le reconnaît implicitement quand, après avoir écrit que les travaux de la commission chargée d'étudier les problèmes de la résistance ne peuvent être considérés que « comme un commencement » (p. 491), il exhorte les jeunes historiens de l'Est à se mettre à l'œuvre. Il est permis de se demander si ces louables intentions seront réalisables aussi longtemps que la recherche historique devra s'inspirer des directives des hommes d'État (5).

Jean SIGMANN,
Inspecteur d'Académie à Troyes.

(1) Stauffenberg occupe une place à part en raison de sa position en faveur de négociations simultanées avec l'Est et avec l'Ouest (cf. l'article de G.-N. GOROSCHKOWA, cité *infra*).

(2) Historiographie de la Résistance allemande (*Revue d'histoire de la 2e guerre mondiale*, n° 33, janvier 1959, pp. 49-57).

(3) *Le Parti communiste allemand et la Résistance antihitlérienne d'après les historiens de la République démocratique*, voir *supra*, pp. 140-143.

(4) Walter Bartel fut interné à Buchenwald en raison de son activité communiste. Il est aujourd'hui chargé de cours à l'*Université Humboldt* de Berlin.

(5) Les idées exposées par Walter ULBRICHT (*Der faschistische deutsche Imperialismus, 1933-1945*, Dietz Verlag, Berlin, 1952), sont considérées dans la République démocratique comme des vérités définitives.

BIBLIOGRAPHIE (1)

I. — GÉNÉRALITÉS

ÉTUDES D'ENSEMBLE

*Bersihand (Roger). — *Histoire du Japon des origines à nos jours*, Paris, Payot, 1959, in-8°, 492 p.
(Bibliothèque historique.)
La seconde guerre mondiale, pp. 385-426.

*Pirenne (Jacques). — *Storia del mondo contemporaneo dal 1918 ad oggi*, vol. II, Firenze, Sansoni, 1958, in-8°, VIII-952 p., pl. h.-t., carte.

BIBLIOGRAPHIE ET HISTORIOGRAPHIE

Barnes (Harry Elmer). — Die Kriegsschuldfrage in der revisionistischen Forschung Amerikas, *Nation Europa*, mai 1959, pp. 37-52.
Article suivi d'une bibliographie.

**Chronologie de la Résistance française (1940-1945)*, Paris, Comité d'Histoire de la deuxième guerre mondiale, avril 1959, in-4° obl., ronéot., 35 p.
(Présidence du Conseil.)

*Francovich (Carlo). — *Funzioni e scopi dell'Istituto Storico della Resistenza. Notizario*, Firenze, Istituto Storico della Resistenza in Toscana, 1958, in-8°, 16 p.

Haupt (Werner). — Die Heeresbibliothek in Rio und ihre Veröffentlichungen über das Expeditionskorps in Italien, *Wehrw. Rundschau*, avril 1959, pp. 225-227.
Les publications sur le Corps expéditionnaire brésilien pendant la deuxième guerre mondiale.

Höppner (Joachim). — Das Institut für Zeitgeschichte in München und seine Arbeit im Dienste der militäristisch-klerikalen Herrschaft des westdeutschen Imperialismus, *Z. f. Geschichtswissenschaft*, H. 2, 1959, pp. 244-367.

Imperial War Museum Library. — *The De Havilland Mosquito, 1939-1945* ; selected references, Part 1 [Fr-3], L., Imperial War Museum Library, 1959. Ronéot.
Part 1. — The Aircraft.
Part 2. — Unit records.
Part 3. — Operations.

Lambert (Margaret). — Source material made available to Historical Research as a result of World War II, *Intern. Aff.*, avr. 1959, pp. 181-187.
Sur les différentes coll. d'archives diplomatiques, allemandes principalement.

La Prima Conferenza internazionale sulla storia della Resistenza Europea (Liegi, 14-17 settembre 1958), *Mov. di Liberaz. in Italia*, janv.-mars 1959, pp. 16-17.

Rohwer (J.). — Der Nachschubverkehr zwischen Italien und Libyen vom Juni 1940 bis Januar 1943, *Marine Rundsch.*, avr. 1959, pp. 105-107.
Article bibliographique.

*Žilin (P. A.). — *Buržaznye fal'sifikatory istorii vtoroj mirovoj vojny* [*Les falsificateurs bourgeois de l'histoire de la 2e guerre mondiale*], Moscou, Znanie, 1959, 32 p.
Ces falsifications portent sur les causes de la deuxième guerre mondiale, la guerre germano-soviétique, les causes de la défaite allemande.

BIOGRAPHIES, MÉMOIRES ET TÉMOIGNAGES

Bitzer (Eberhard). — Das grausige Märchen über General Speidel. Ein Jugoslawe wiederlegt den Defa-Film « Unternehmen Teutonenschwert », *Frankf. Allg. Ztg.*, 26 mars 1959, p. 2.
Réfutation par l' « Institut für Zeitgeschichte » à l'aide de deux documents yougoslaves de la culpabilité du général Speidel dans l'assassinat du roi Alexandre.

Brogan (D. W.). — Self-portrait of a man of Destiny, *N.Y. Times Book R.*, 17 mai 1959, pp. 1 et 20.

(1) *N. B.* — Un astérisque précède les notices d'ouvrages. Cette rubrique bibliographique est régulièrement assurée par les soins de la *Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine*, sous le contrôle de F. Debyser.

Considérations sur le tome II *Unity, 1942-1944*, de l'édition américaine des *Mémoires* du général DE GAULLE.

CECCARINI (Ennio). — Montgomery, El Alamein e la retorica « militarista », *Nord e Sud*, févr. 1959, pp. 52-56.

Sur les réactions de la presse italienne concernant certaines appréciations anglaises portées sur la combativité des troupes italiennes et sur le 8 septembre.

*D'AROMA (Nino). — *Mussolini segreto*, Bologna, Cappelli, 1958, in-8°, VI-470 p., pl. h.-t.

(« Testimoni per la storia del nostro tempo », 32.)

*DEC (Władysław). — *Narwik i Falaise.* [*Narwik et Falaise*], Warszawa, Ministerstwo Obrony Narodowej, 1958, in-16, 447 p., pl., cartes h.-t., couv. ill.

Souvenirs de guerre d'un officier polonais.

EMERSON (William). — Franklin Roosevelt as commander-in-chief in World War II, *Milit. Aff.*, hiver 1958-59, pp. 181-207.

*HENDERSON (James L.). — *Adolf Reichwein. Eine politisch-pädagogische Biographie*, Übers. u. hrsg. v. Helmut Lindemann, Stuttgart, Deutsche Verlagsanst., 1958, in-8°, 224 p.

Condamné à mort par le « Volksgerichthof » pour son appartenance au « Cercle de Kreisau », le 20 octobre 1944.

*HERLIN (Hans). — *Udet, eines Mannes Leben und die Geschichte seiner Zeit*, Hamburg, Nannen, 1958, in-8°, 287 p.

JAMESON (Sir William), Rear-Admiral. — Admiral Cunningham, victor of Matapan, *Sunday T.*, 15 mars 1959, pp. 20-21.

Personnalité de Cunningham ; son rôle dans les opérations en Méditerranée de 1940 à 1942.

JAMESON (Sir William), Rear-Admiral. — Tovey, hunter of the « Bismarck », *Sunday T.*, 29 mars 1959, pp. 12-13.

Rôle et personnalité de l'amiral John C. Tovey, commandant en chef de la Home Fleet, 1940-1943.

*JOACHIM (Bertold). — *Götterdämmerung über die Normandie. Fliegerroman*, Rastatt (Baden), Grote Verl., 1959, in-8°, 266 p.

*JOHNEN (Wilhelm). — *Battling the bombers*, translated [from the German] by Mervyn SAVILL, N. Y., Ace Books, 1958, in-8°, 192 p.

Combats d'un aviateur allemand contre les bombardiers alliés au-dessus de l'Allemagne.

*JUIN (Alphonse), maréchal. — *Mémoires (Alger-Tunis-Rome)*, Paris, Fayard, 1959, in-8°

(Les grandes études contemporaines).

*KLIMKOWSKI (Jerzy). — *Bylem adjutantem Gen. Andersa* [*J'étais aide de camp du général Anders*], Warszawa, Wydawnictwo Ministerstwa Obrony Narodowej, 1959, in-16, 360 p., couv. ill.

Mémoires avec documents annexes pour la période 1940-1944. Les rapports des généraux Sikorski et Anders, la constitution de l'armée polonaise en Russie, la mort de Sikorski, le gouv. polonais à Londres.

*MUSSOLINI (Benito). — « *Opera omnia* ». *A cura di Ed. e Emilio Susmel. Vol. XXVI. Dal Patto a Quattro all' inaugurazione della provincia di Littoria (8 giugno-18 dicembre 1934)*, Firenze, La Fenice, 1958, in-8°, 483 p.

POBÓG-MALINOWSKI (W.). — Jak Śmigły-Rydz wracał do Kraju [Comment Smigly-Rydz revint au pays], *Tydzien Polski* (Londres), n° 7, 14 mars 1959, p. 3, portr.

*PTASIŃSKI (Jan). — *Z mazowieckich pól. Wspomnienia partyzanta* [*Par les champs de Mazowie. Souvenirs d'un résistant*], Warszawa, « Książka i Wiedza », 1959, in-16, 343 p., fig., fac-sim., cartes h.-t., couv. ill.

Les luttes menées par le Parti ouvrier polonais (P.P.R.) et la Garde populaire (G.)

*QUÉREILLAHC (J.-L.). — *J'étais S.T.O.*, Paris, France-Empire, 1959, in-8°, 304 p.

ROUX (Georges). — L'évolution de Mussolini vers la dictature absolue, *Ecrits de Paris*, mars 1959, pp. 49-52.

De la marche sur Rome au meurtre de Matteoti.

*SAMSON (Francis L.), Chaplain, Lt-col. — *Look out below : a story of the Airborne by a paratrooper padre*, Washington, Catholic Univ. of America Press, 1959, in-8°, 243 p., fig.

Récit d'un aumônier parachutiste sur ses expériences en Normandie et dans un camp nazi.

SMARZYŃSKI (Stefan). — Zamach na Krügera [L'attentat contre Krüger], *Tygod. Powszchny* (Cracovie), n° 17, 26 avr. 1959, pp. 1 et 4, plan, portr.

A Cracovie, Pâques 1943, contre ce général S.S.

*VAILATI (Vanna). — *Badoglio risponde. Con un appendice di Guido Gigli*, Milano, Rizzoli, 1958, in-8°, 344 p., 15 pl. et carte h.-t.

Viscount Templewood [Samuel Hoare], statesman an diplomatist, *Times*, 9 mai 1959, p. 10.

Notice nécrologique.

II. — SITUATION INTERNATIONALE AVANT LA GUERRE

Andreeva (M.), Dmitrieva (K.). — K voennym peregovoram S.S.S.R., Anglii i Francii v 1939 g [Les pourparlers de Moscou entre les missions militaires de l'U.R.S.S., de la Grande-Bretagne et de la France en 1939], *Meždunarodnaja žizn'*, n° 2, févr. 1959, pp. 140-158.

Suivi du texte de la version soviétique.

Beran (Rudolf). — O československét cestě do Mnichova [Le chemin tchécoslovaque vers Munich], *Modra R.* (Rotterdam), n°s 7-8, juin 1958, pp. 12-31.

Mémorandum adressé par l'ancien Président du Conseil tchécoslovaque en octobre 1943 au juge d'instruction allemand. Sur la politique extérieure et plus particulièrement sur les rapports tchéco-soviétiques de 1934-1935 et sur la crise de septembre 1939.

Čempalov (I. N.). — K istorii zaključenija germano-rumynskogo ekonomičeskogo soglašenija 1939 goda [Contribution à l'histoire de la conclusion de l'Accord économique germano-roumain en 1939], *Nov. i novejš. ist.*, n° 1, 1959, pp. 135-149.

**Documents on German foreign policy, 1918-45*, Series C, vol. II : *The Third Reich, first phase (october 15, 1933-june 13, 1934)*, London, H.M.S.O., 1959, in-8°, 929 p.

Analyse dans *Times Lit. Sup.*, 22 mai 1959, p. 306.

Fierlinger (Zdenek). — I Responsabili della capitolazione di Monaco, *Rinascita*, sept. 1958, pp. 577-585.

L'auteur est président de l'Assemblée nationale et membre du Bureau politique du P.C. tchécoslovaque.

Hajek (Liri). — Le drame de Munich évoqué du point de vue tchécoslovaque, *Année pol. éco.*, janv.-févr. 1959, pp. 1-2.

L'auteur est vice-ministre des Affaires étrangères de Tchévoslovaquie.

*Höltje (Christian). — *Die Weimarer Republik und das Ostlocarno-Problem, 1919-34. Revision oder Garantie der deutschen Ostgrenze von 1919*, Würzburg, Holzner Verl., 1958, in-8°, xii-306 p.

Bibl. pp. 261-291.

*Königer (Heinz). — *Der Weg nach München. Über der Mai-und September-krise im Jahre 1938 und ihre Vorgeschichte*, Berlin, Deutscher Verl. d. Wissenschaften, 1958, in-8°, 198 p.

*Kœrner (Ralf Richard). — *So haben sie es damals gemacht... Die Propagandavorbereitungen zum Österreich-Anschluss durch das Hitlerregime 1933 bis 1938*, Wien, Gesellschaft zur Förderung wissenschaftl. Forschung, 1958, in-8°, 327 p.

Lebre (Henri). — Kriegsschuld 1939-eine polnische Aussage, *Nation Europa*, mai 1959, pp. 15-24.

Le *Journal* du ministre polonais des Affaires étrangères, le comte Szembek, édité par sa veuve.

Leede (V. Ja.). — Amerikano-germanskie otnošenija v načal'nyj period vtoroj mirovoj vojny [Les relations américano-allemandes pendant la période initiale de la deuxième guerre mondiale, sept. 1939-juin 1941], *Ak. obšč. nauk*, Uč. zap. 33, 1958, pp. 277-312.

Les négociations militaires entre l'U.R.S.S., la Grande-Bretagne et la France en août 1939, *Recherches intern. à la lumière du marxisme*, n° 12, mars-avril 1959, III^e^ Partie, pp. 130-220.

Entretiens Drax, Doumenc, Vorochilov. Procès-verbaux des séances (d'après les archives russes) du 12 au 17 août 1939, suivis d'annexes et précédés d'une introduction de M. Andreiva et K. Dmitrieva.

Waluga (Udo). — Die Kriegsschuld in sowjetischer Auffassung, *Nation Europa*, mai 1959, pp. 29-37.

Watt (D. C.). — Gli accordi mediterranei anglo-italiani del 16 aprile 1935, *Riv. di Studi polit. intern.*, janv.-mars 1959, pp. 50-76.

Wilk (Ulrich). — Der deutsche Rüstungsstand im Jahre 1939, *Nation Europa*, mai 1959, pp. 7-15.

Avec une bibliographie.

III. — LA GUERRE

GÉNÉRALITÉS

Collotti (Enzo). — Hitler, la Russia e l'Occidente, *Ponte*, avr. 1959, pp. 452-461.

Considérations sur le livre d'Alex. Dallin, *German rule in Russia, 1941-1945. A study of occupation policies.*

Rosinski (Herbert). — The twentieth Century revolution in warfare, *Cah. hist. mondiale*, IV, 3, 1958, pp. 603-638.

Apparition de la guerre totale, 1914-18. Conséquences politiques et sociales. La deuxième guerre mondiale : augmentation

du pouvoir de destruction. La suprématie aérienne. Bibliographie, pp. 635-37.

STEHLIN (général Paul). — Réalités stratégiques en 1939 et vingt ans après, *R. de Déf. nat.*, mai 1959, pp. 749-762.

**Vtoraja mirovaja vojna, 1939-1945 gg. — Voen. — istoriceskij očerk...* [*La deuxième guerre mondiale. Aperçu militaire et historique*], Moskva, Voenizdat, 1958, 2 vol. dont 1 de cartes, 931 p.

LE COMMANDEMENT
ET LA CONDUITE DE LA GUERRE

Der Barbarossaplan in Politik und Kriegführung Hitlerdeutschlands, 1940-1941, *Z. f. Geschichtw.*, H. 3, 1959, pp. 529-553.

BURDICK (Charles B.). — « Operation Cyclamen », Germany and Albania, 1940-1941, *J. of centr. Europ. Aff.*, avr. 1959, pp. 23-31.

Les rapports militaires italo-allemands au cours de la campagne de Grèce.

CHARLES (J.-L.). — Les deux invasions allemandes en Belgique et les principes de l'art militaire, *L'armée, la nation*, 1er mai 1959, pp. 1-5, cartes.

DOMINIQUE (Pierre). — La conduite de la guerre d'après Lord Alanbrooke, *Ecrits de Paris*, mars 1959, pp. 28-32.

DOWNEY (Edward F. jr.). — Theory of guerilla warfare, *Milit. R.*, mai 1959, pp. 44-55.

Genèse et développement de la guerre des partisans d'après les exemples de la deuxième guerre mondiale.

GALKIN (A.). — Operacija « Krossvord » [Opération « Crossword »], *Mežd. žizn'*, n° 2, févr. 1959, pp 102-112.

Tentatives de Hitler en vue d'obtenir la paix séparée avec les Alliés occidentaux (janv. 1945).

**KIRBY (S. Woodburn), Major-General. — *The War against Japan*, vol. II : *India most dangerous hour*, London, H.M. S.O., 1959, in-8°, 541 p., fig., cartes.

(History of the 2nd World War. U.K. military series.)

**KIRCHMAYER (Jerzy). — *1939 i 1944. Kilka zagadnien polskich. Wyd. IV przejrzane i poprawione* [*1939 et 1944. Quelques problèmes polonais*], Warszawa, « Książka i Wiedza », 1959, in-8°, 208 p., cartes, fac-sim.

Les causes militaires de la défaite polonaise de 1944 ; la question du soulèvement de Varsovie ; ses conséquences stratégiques et politiques.

KUDAJEV (L.). — Japono-germanskii voennyi ogovor [L'entente militaire germano-nippone], *Mežd. žizn'*, n° 12, déc. 1958, pp. 89-98.

**LEASOR (James). — *War at the top. Based on the experiences of General Sir Leslie Hollis*, London, M. Joseph, 1959, in-8°.

Critique de la conduite de la guerre par Churchill, Montgomery et Roosevelt, d'après les souvenirs de Leslie Hollis (Assistant military Secretary in the Office of the War Cabinet).

LJAL'KO (S.). — Dejstvija Sovetskogo voenno-morskogo flota v sovmestnykh operacijakh Velikoj Otecestvennoj vojny [L'activité de la flotte militaire soviétique au cours des opérations combinées de la Grande Guerre nationale], *Voenno-istoriceskij zurnal*, 1959, n° 3, pp. 18-32.

MONTGOMERY OF ALAMEIN (Field-Marshal). — The West « could have grabbed Berlin, Prague and Vienna ». Lord Montgomery said Stalin held trumps, *Times*, 16 mai 1959, p. 4.

Conférence faite à Oxford sur l'attitude politique et militaire des États-Unis en 1943 et 1944.

MORDAL (Jacques). — Hitler et l'invasion de l'Angleterre, *Miroir de l'Histoire*, mars et avril 1959, pp. 352-371 et 458-469, fig.

MORTON (Louis). — War plan « orange ». Evolution of a strategy, *World polit.*, janv. 1959, pp. 221-250.

Stratégie des États-Unis dans le Pacifique, 1913-1938, en cas de guerre avec le Japon.

**RÖMMEL (Juliusz), generał Dywizji. — *Za Honor i Ojczyzne. Wspomnienia dowódcy armii « Łódź » i « Warszawa »* [*Pour l'honneur et la patrie. Souvenirs du chef des armées « Lodz » et « Varsovie »*], Warszawa, « Iskry », 1958, in-8°, 420 p., portr., 13 cartes jointes.

La campagne de Pologne en 1939. Ordres des batailles.

VOL'SKIJ (Ju. I.). — Vopros o sozdanii vtorogo fronta v Evrope vo vnešnej politike Anglii [Le problème de la création du deuxième front en Europe dans la politique étrangère de l'Angleterre, 1941-1943], *Ak. obšč. nauk*, Uč. zap. 33, 1958, pp. 20-58.

WANTY (Émile), général-major. — Les Alliés pouvaient-ils prendre Berlin en 1945 ?, *R. gén. belge*, pp. 31-41, carte.

L'influence des conférences de Québec, Malte et Yalta sur le déroulement des opérations de févr. à mai 1945.

LES FORCES EN PRÉSENCE

LIOY (Vincenzo), Magg. gen. — Cinquentennio dell'Aviazione italiana, *Riv. aeranautica*, mars 1959, pp. 351-505, fig., tabl.

... et sa participation aux deux guerres mondiales.

La Marina italiana nella seconda guerra mondiale : navi perduti, Tomo I : *Navi militari*. 2a ediz , Roma, Ufficio storico della marina militare, 1959, in-8°, 212 p., tabl.

*ROSCOE (Theodore). — *Pig boats : the true story of the fighting submarines of World War II*, New York, Bantham ,Books 1958, in-8°, 463 p., fig.

Éd. abrégée du livre paru sous le titre *United States submarine operations in World War II*.

*TULEJA (Thaddeus V.). — *Die einsamen Schiffe, Kampf und Ende der deutschen Flotte, 1939-1945*, Tübingen, Schlichtenmayer, 1958, in-8°, 235 p., ill.

TECHNIQUES, ARMES ET SERVICES

*AHRENFELDT (Robert H.). — *Psychiatry in the British Army in the 2nd World War ; foreword by Eli Ginzberg*, New York, Columbia Univ. Press, 1958, in-8°, 325 p.

*BURGESS (Eric). — *Guided weapons*, New York, MacMillan, 1957, in-8°, 247 p.

Une grande partie du livre est consacrée aux efforts faits dans ce domaine par les Allemands au cours de la guerre.

*JOUBERT (Sir Philip), Air Chief-Marshal. — *Rocket*, New York, Philosophical Library, 1957, in-8°, 185 p.

Partie importante du livre sur les efforts faits par les Allemands dans le domaine des *V-1* et *V-2* pendant la deuxième guerre mondiale.

*SAWARD (Dudley). — *The Bomber's eye*, London, Cassell, 1959, in-8°, 265 p.

Utilisation du radar pour les bombardements de nuit par les Anglais pendant la deuxième guerre mondiale.

HISTORIQUES D'UNITÉS

*FORESTER (C. S). — *The Last nine days of the « Bismarck »*, Boston, Little, Brown, 1959.

*GROSSMANN (Horst). — *Geschichte der rheinisch-westphälischen 6. Infanterie-Division, 1939-1945*, Bad-Nauheim, H. H. Podzun, 1958, in-8°, 318 p.

(Deutsche Divisionen, 1935-45.)

*HASSEL (Sven). — *Les Panzers de la mort*, Paris, Presses de la Cité, 1959, in-8°.

Le 27e Régiment des Hussards de la mort en Russie.

HAUPT (Werner). — Die « Blaue Division » in der Literatur, *Wehrw. Rundschau*, avr. 1959, pp. 227-231.

La division espagnole « Azul », article bibliographique.

*HUBERT (Henryk). — *Borem, tasem* [*Par les bois, les forêts*], Warszawa, Ministerstwo Obrony Narodowej, 1958, in-16, 380 p., fig., cartes h.-t., couv. ill.

(Polacy na frontach II Wojny Światowej. Seria wyd. przy współpracy Biura Historycznego WP.)

Historique du 1er Régiment d'Infanterie de l'Armée populaire polonaise (A.L.) de Lenino (1943) à Berlin (1945).

*JAMESON (Sir William), Rear-Admiral. — Fraser and the « Scharnhorst », *Sunday T.*, 5 avr. 1959, pp. 12-13.

La carrière de l'amiral Fraser ; récit de l'attaque du *Scharnhorst* en 1943.

*KLATT (Paul). — *Die 3. Gebirgs-Division, 1939-1945*, Bad Nauheim, H. H. Podzun, 1958, in-8°, 345 p., ill.

(Divisionsgeschichten, 1949-1945.)

*KNOBELSDORFF (Otto VON). — *Geschichte der niedersächsischen 19. Panzerdivision*, Bad Nauheim, H. H. Podzun, 1958, in-8°, 311 p.

(Divisionsgeschichten, 1939-1945.)

*MÜLLER (G.) und GUTTMANN (F.W.). — *Die Geschichte der 207. und 281. Infanterie-Division mit ihren Zwischengliederungen, 1939-1945*, Dortmund, Strassburger, 1958, in-8°, 38 p.

*SPAETER (Helmuth) u. SCHRAMM (Wilhelm VON). — *Die Geschichte des Panzer-Korps Grossdeutschland (1939-1945)*, Band I, Duisburg-Ruhrort, K. Vowinckel, 1958, in-8°, 670 p.

ZEITZLER (Kurt). — Die Panzer-Gruppe v. Kleist im West-Feldzug 1940, *Wehrkunde*, avr. 1959, pp. 182-188, cartes.

OPÉRATIONS

*BALL (Edmund F.). — *Staff officer with the 5th Army ; Sicily, Salerno and Anzio. Foreword by General Mark W. Clark*, New York, Exposition Press (1958), in-8°, 365 p. ,fig., cartes.

(Exposition Banner Books.)

*BARBASIN (I. P.), HARITONOV (D.). — *Boevye dejstvija Sovetskoij Armii pod Tihvinom v 1941 godu* [*Les opérations militaires de l'armée soviétique à Tihvin en 1941*], Moskva, Voenizdat, 1958, 80 p. (Tihvin : ville de la région de Léningrad.)

BATJUNJA (A.). — Bitva za Kiev [La bataille de Kiev], *Kom. Ukr.* (Kiev), nº 10, oct. 1958, pp. 125-132.

(Pour le 15e anniversaire de la bataille de Kiev.)

BERNOTTI (R.). — La marina nella perdita della Libia, *Riv. maritima*, mars 1959, pp. 5-26. Tableaux statist.

(L'organisation des convois ; les pertes italiennes en unités, tonnage et hommes.)

BOURCART (D.). — Pouvait-on épargner Monte Cassino ?, *Miroir de l'Histoire*, mai 1959, pp. 674-681.

*BRENNECKE (Jochen). — *Der Fall Laconia. Ein hohes Lied der U-Boot-Waffe*, Biberach a.d. Riss, Koehlers Verlagges., 1959, in-8°, 148 p., ill.

(Torpillage du transport de troupes britannique *Laconia* par le sous-marin allemand *U-156*, le 12 sept. 1942, à 550 miles au sud de Palmas.)

BUCHNER (Alex.). — Die sowjetische Grosslandung bei Noworossisk., *Dte Soldat*, mai 1959, pp. 145-148, ill.

(En février 1943.)

*CRISP (Robert). — *Brazen chariots*, Introduction by Field-Marshal Lord HARDING, London, F. Muller, 1959, in-8°, 223 p.

(Souvenirs d'un officier de chars sur la bataille de Cyrénaïque, nov.-déc. 1941.)

DETTMANN (Joachim), major. — Der Kampf um Cholm, *Dte Soldat*, mai 1959, pp. 148-151, carte.

(Janv.-mai 1942.)

*DIVINE (David). — *The Nine Days of Dunkirk*, London, Faber and Faber,1959.

(Dunkerque et son évacuation.)

*DMITRIEV (F. I.). — *Saljut Leningrada (Voennye dejstvijana Leningr. fronte v period Otečestvennoj vojny 1941-1945 gg.)* [*La salve d'honneur de Leningrad. Opérations militaires sur le front de Leningrad pendant la période de la Grande Guerre patriotique, 1941-1945*], Moskva, Voenizdat, 1959, in-8°, 162 p. ill., cartes.

FRANK (H. K.). — Rückzugkämpfe in Serbien, *Allg. schw. mil. Zt.*, fév. et mars 1959, pp. 118-130 et 201-212, carte.

(A Lapovo, au sud de Belgrade, octobre 1944.)

HAMPSHIRE (A. Cecil). — Triumph at Tarento, *U.S. Naval Institute Proc.*, mars 1959, pp. 71-79.

(Victoire anglaise sur la flotte italienne, Tarente, nov. 1940.)

HAUPT (W.). — Ostpreussische Divisionen im Polenfeldzug, *Dte Soldat*, sept. 1958, pp. 278-279, carte.

HAUTECLER (Georges). — Défense et sautage du pont d'Yvoir (12 mai 1940), *L'armée, la nation*, 1er mai 1959, pp. 10-18, cartes, ill.

*HOWARTH (David). — *D Day, the 6th of June 1944*, New York, Mac Graw-Hill, 1959, in-8°, 257 p., fig., cartes.

(Histoire du débarquement, par des officiers et des soldats anglais et américains que l'auteur a interviewés.)

KAROV (D.). — Kurskaja bitva i partizany [La bataille de Koursk et les partisans], *Nov. rus. slovo* (New York), 27 oct. 1958.

(Printemps 1943.)

KŒLTZ (Louis). — Une campagne que nous avons gagnée : Tunisie, 1942-1943, *R. de Paris*, avr 1959, pp. 88-98.

*KORDAS (K.). — *Człowiek spod Arnhem* [*La bataille d'Arnhem*], Warszawa, Ministerstwo Obrony Narodowej (1959), in-16, 221 p.

(Souvenirs d'un combattant de la 1re brig. de parachutistes polonais.)

KORFES (Otto). — Die westdeutsche Geschichtsschreibung zur militarischen Planung und politischen Wirkung der Schlacht um Stalingrad, *Z. für Geschichtswissenschaft*, H. 3, 1958, pp. 496-508.

*LANDSBOROUGH (Gordon). — *Patrol to Benghazi*, London, Cassell, 1959, in-8°, 195 p.

(Récit romancé de combats entre la VIIIe armée et l'Afrika Korps.)

LEE (Asher). — Jagdflugzeuge im II. Weltkriege und in der Gegenwart, *Wehrkunde*, mai 1959, pp. 257-260.

*MALAHOV (M. M.). — *Ot Balatona do Veny. Zaveršenie ozvoboždenija Vengrii i razgrom nemeckogo-fasistskih vojsk v Vostočnoj Avstrii* [*Du lac Balaton à Vienne. Achèvement de la libération de la Hongrie et débâcle des armées germano-fascistes en Autriche orientale*], Moskwa, Voenizdat, 1959, in-8°, 172 p.

MEISTER (J.). — Soviet Seapower. Amphibious assault, *Mil. R.*, déc. 1958, pp. 107-109.

(Opérations navales et amphibies : golfe de Finlande, Crimée, Baltique.)

MORRIS (Clifford). — The first of the many, *Army Quart.*, avr. 1959, pp. 114-119.

(Le débarquement du 6 juin 1944 vu par un soldat du 6e commando.)

Pearl Harbour to Guadalcanal by Lt. col. Frank Olney Hough and others, Washington, Gov. Print. Off., 1958, in-8°, 449 p., cartes, ill.

(History of the U.S. Marine Corps Operations in W.W. II, vol. 1.)

Pizzorno (Giuseppe), gen. di C.A. — Da Cassale a Cheren (Lo scacchiere Nord in A.O.), *Riv. militare*, avr. 1959, pp. 467-504, cartes, annexes.

(Les plans d'opérations et les opérations dans le secteur nord de l'Afrique orientale italienne.)

*Richezza (Antonio), ten. col. — *La Verità sulla battaglia di Cassino e l'apporto del Corpo italiano di Liberazione*, Torino, Pozzo, 1959, in-8°, 265 p.

*Robertson (Terence). — *Channel dash*, New York, E. P. Dutton, 1958, in-8°, 208 p.

Efforts infructueux des Anglais pour arrêter le *Gneisenau*, le *Scharnhorst* et le *Prinz Eugen*.

*Roskill (S. W.). — *The Secret Capture*, London, Collins, 1959, in-8°, 156 p.

Capture du sous-marin allemand *U. 110*, en mai 1941, dans l'Atlantique-Nord.

Rückzugkämpfe in Finnland (Vom 28. September bis 14. Oktober 1944). Eine deutsche Darstellung, *Allg. schw. mil. Zt.*, avr. 1959, pp. 281-295, cartes.

Combats d'éléments de la 7. Geb. Div., contre les Finlandais, dans la région de Rovaniemi.

Sch. — Die 4. Rshew-Schlacht im August 1942, *Die Soldat*, sept. 1958, pp. 276-278.

Combats sur la Volga supérieure.

Selle (H.). — Entscheidende Wendung im Ostfeldzug, *Allg. schw. mil. Zt.*, avr. 1959, pp. 269-281, cartes.

Les opérations de la VI^e armée allemande entre le Donetz et le Don en juin-juillet 1942. Le « Plan bleu » et son exécution jusqu'au 17 juil. 1942. Conséquences de l'instruction d'Hitler n° 45.

Tel'pukhovskij (B. S.). — Korennyj perelom v khode velikoj otečestvennoij vojny [Le tournant radical pendant la Grande Guerre nationale], *Vopr. ist.*, 1959, n° 4, pp. 23-45.

Stalingrad.

*Ter'Horst (Kate A.). — *Cloud over Arnhem*, London, A. Wingate, 1959, in-8°, 63 p.

Récit d'un civil, témoin de la bataille.

Viktorov (V.). — Kurskaja bitva [La bataille de Koursk], *Nov. rus. slovo* (New York), 12 juil. 1958.

Višnevski (Vsevolod). — Kapitulacja Berlina. Iz dnevnika voennykh let [La capitulation de Berlin. Pages d'un journal de guerre], *Druzba nar.*, n° 5, mai 1958, pp. 124-148.

L'auteur a assisté aux entretiens entre les commandements soviétique et allemand.

W. — Das Unternehmen « Jubilee ». Die Landung der 2. Kanad. Division am 19. August 1942 bei Dieppe. Gefechtsaufklärung, *Die Soldat*, avr. 1959, pp. 117-119, cartes, ill.

What happened at Pearl Harbor ? Documents pertaining to the Japanese attack of December 7, 1941, and its background, Ed. by Hans Louis Trefousse, New York, Twayne, 1958, in-8°, 324 p.

*Woolcombe (Robert). — *The campaigns of Wavell, 1939-1943*, London, Cassell, 1959.

*Yunnie (Park). — *Warriors on wheeels*, London, Hutchinson, 1959, in-8°, 400 p.

Souvenirs sur « l'armée privée » de Popski. Afrique du Nord et Italie.

*Zakrzewski (Adam). — *Wspomnienia. Wrzesień 1939* [*Souvenirs, septembre 1939*], Warszawa, Ministerstwo Obrony Narodowej (1958), in-16, 316 p. ill.

Organisation de l'armée polonaise avant la guerre. Déroulement des opérations montées et retraite en Hongrie.

Zeitzler (Kurt). — Der Vorstoss der Panzer-Gruppe v. Kleist über Sedan nach Abbeville und Dünkirchen im Mai 1940, *Wehrkunde*, mai 1959, pp. 239-245.

LES RELATIONS DIPLOMATIQUES

***. — L'armistizio, gli Alleati ed il governo Badoglio, *Mov. di Liberazione in Italia*, janv.-mars 1959, pp. 64-75 *(à suivre)*.

Document anonyme, mais provenant de l'entourage de Badoglio ; non destiné à la publication et rédigé vraisemblablement lors de la démission de celui-ci (9 juin 1944).

Bernard (H.). — Les accords secrets franco-britanniques de novembre-décembre 1940, *L'armée, la nation*, 1^er mai 1959, pp. 6-9.

Sur l'ouvrage du général Schmitt.

Cathala (Jean). — En 1944, j'ai assisté aux entretiens de Gaulle-Staline, *France nouvelle*, 7 mai 1959, pp. 19-20.

Il s'agit en fait d'une analyse sommaire des documents publiés par *Mejdunarodnaia Zizn*, et *Recherches internationales* (n° 12).

Durčansky (Ferdinand). — Geschichtliche Folgen Jaltas für den Donauraum, *Donauraum*, H. 4, 1958, pp. 199-208.

Conséquences de Yalta pour les pays de l'Europe danubienne. Bibliographie, pp. 205-208.

Correspondance entre W. Churchill, F. Roosevelt et J. Staline (1943-1944), *Recherches intern. à la lumière du marxisme*, n° 12, mars-avr. 1959, II^e Partie, pp. 85-98.

Échange de correspondance du 23 juin 1943 au 10 décembre 1944 ayant trait au problème des relations avec le Comité français de Libération nationale.

Germanskij vopros v sovestko-francuzskikh otnosenijakh vo vremja Velikoj otocestvennoj vojny [Le problème allemand dans les rapports franco-soviétiques pendant la deuxième guerre mondiale], *Mezd. zizn*, 1959, suppl. au n° 4, pp. 1-32.

Documents : pp. 11-31. Notamment les entretiens de Gaulle-Staline à Moscou, 2-8 déc. 1944.

Les entretiens de Gaulle-Staline des 2, 6 et 8 décembre 1944, *Recherches intern. à la lumière du marxisme*, n° 12, mars-avr. 1959, I^re Partie, pp. 1-84.

La genèse et le compte rendu des entretiens de Gaulle-Staline d'après les archives russes et les déclarations publiques du gén. de Gaulle, et de G. Bidault. Introduction de K. Tsybina (extrait de *Mejdunarodnaia Jizn*, avr. 1959).

**Foreign Relations of the United States, 1941*, vol. II : *Europe*, Washington, Gov. Print. Office, 1959, in-8°, 1011 p.

Les relations diplomatiques avec les pays d'Europe en 1941, notamment avec le gouvernement de Vichy et avec la France libre (extraits ds : *Monde*, 12 mai 1959, p. 7 ; *Figaro*, 11 mai 1959, p. 15 ; *Times*, 11 mai 1959, p. 7).

*Klafkowski (Alfonso). — Le fondement juridique de la frontière Oder-Neisse, dans : *Les terres polonaises de l'Ouest*, Poznan, Inst. Zachodnu, 1959, in-8°, 303 p.

Pp. 81-130. D'après les accords de Yalta et de Potsdam.

Khvostov (V. M.). — O tekh, kto zabyvaet uroki istorii [Ceux qui oublient les leçons de l'histoire], *Pravda*, 27 avr. 1959.

Attitude du général de Gaulle à l'égard du désarmement allemand en 1944 et en 1959. D'après les documents récemment publiés en U.R.S.S.

*Snell (John L.). — *Wartime origins of the East-West dilemma over Germany*, New Orleans, Hauser Press, 1959.

La politique consistant à ajourner la solution des problèmes était la seule échappatoire à l'acceptation des exigences russes.

Traité d'alliance et d'assistance mutuelle entre la France et l'Union soviétique du 10 décembre 1944, *Recherches internationales à la lumière du marxisme*, n° 12, mars-avr. 1959, II^e Partie, pp. 99-100.

Vidjasov (F. J.). — K voprosu ob amerikano-ispanskikh otnosenijakh v period vtoroj mirovoj vojny [A propos des relations hispano-américaines pendant la deuxième guerre mondiale], *Novaja i novejsaja Istorija*, 1959, n° 2, pp. 96-112.

LES SERVICES SECRETS ET LA PROPAGANDE

*George (Alexander L.). — *Propaganda analysis : a study of inferences made from nazi propaganda in World War II*, Evanston (Ill.), Row, Paterson, 1959.

*Young (Gordon). — *The Cat with two faces*, New York, McCann, 1957, in-8°, 233 p. ill.

Histoire de Mathilde Bélard-Carré, espionne française.

PRISONNIERS ET DÉPORTÉS

*Cabala (Adam). — *Upiory tunelu Dora* [*Les spectres du tunnel de Dora*], Warszawa, Ministerstwo Obrony Narodowej (1959), in-16, 120 p. ill.

Souvenirs d'un déporté de ce camp où se fabriquaient les *V1*.

Korszynski (Franciszek), Ks. biskup. — *Jasne promienie w Dachau (List Ks. Prymasa do autora)* [*Clairs rayons à Dachau*], Poznan, « Pallotinum », 1957, in-8°, 359 p. ill.

Souvenirs d'un prêtre polonais déporté.

Le Grand (M.-A.). — *Statistiques de la déportation dans le Finistère*, Paris, Comité d'Histoire de la Deuxième guerre mondiale, bull. spécial, mars 1959, in-8°, 40 p. ronéo.

(République française : Présidence du Conseil.)

Robert (Marthe). — Theresienstadt : Documents, *Evidences*, avr.-mai 1959, pp. 61-62.

A propos de l'ouvrage de H. G. Adler, *Die verheimlichte Wahrheit*.

Triska (Jan F.). — « Works redeems » : concentration camp labor and Nazi German economy, *J. of central europ. Aff.*, avr 1959, pp. 3-22.

Le rôle des camps de concentration et des camps de travail dans l'économie nazie.

V fašistkikh zatenkakh [*Dans les geôles fascistes*], Minsk, Gosizdat BSSR, 1958, 279 p.

Souvenirs d'anciennes déportées soviétiques à Auschwitz.

CRIMES DE GUERRE ET SANCTIONS

Dialog o zbrodni [Dialogue sur les crimes], *Tryb. Ludu*, n° 6, 6 janv. 1959, p. 8.

Notamment sur le procès Koch.

Du Gard (Jean). — Aus der Vorgeschichte der Nürnberg-Prozesse, *Nation-Europa*, mai 1959, pp. 53-55.

Matkovski (Aleks.). — Tragedijata na Evreite od Makedonija [La tragédie des Juifs macédoniens], *Glas. na Inst. nac. istor.* (Skopje), n° 1, 1958, pp. 5-57.

Extermination des Juifs par les Allemands en 1943.

Strenk (Bogumil). — Zbrodnia hitlerowska wzór dla Katynia [Une atrocité allemande du type de Katyn], *Tydzień Polski* (Londres), n° 16, 16 mai 1959, p. 4, ill.

A Piaśnica, près de Wejherow. Exécutions échelonnées d'oct. 1939 à avr. 1940.

IV. — LA VIE INTÉRIEURE DES ÉTATS

GÉNÉRALITÉS

*Redelis (Valdis). — *Partisanenkrieg*, Heidelberg, K. Vowinckel, 1959, in-8°, 152 p. (Die Wehrmacht im Kampf, Bd. 17.)

Dans les différents pays occupés.

*Špirt (A. Ju). — *Afrika vo vtoroj mirovoj vojne (Syr'e i ljudskie resursy)* [*L'Afrique pendant la deuxième guerre mondiale ; ressources en matières premières et en hommes*], Moskva, Izd. vostoč. lit., 1959, 129 p.

ALBANIE

Baglamaja (Džafar). — K istorii nacional'no-osvoboditel'nogo fronta v Albanii [Quelques pages de l'histoire du front de la libération nationale en Albanie], *Vop. ist.*, n° 8, août 1958, pp. 139-153.

1939-1946.

ALLEMAGNE

*Brennecke (Jochen). — *Schwarze Schiffe — weite See. Die geheimnisvollen Fahrten deutscher Blockadebrecher*, Oldenburg, Hamburg, Stalling, 1958, in-8°, 400 p.

Deuerlein (Ernst). — Hitlers Eintritt in die Politik und die Reichswehr, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, avr. 1959, pp. 177-228, fac. sim.

Documents.

*Falck (Richard). — *Das Rhein-Main-Gebiet und die Stadt Lauterbach in Hessen während des Zusammenbruches u. des Einmarsches der Amerikaner im Frühjahr 1945. Bericht*, Lauterbach/Hessen, Bibliothek d. Hochhausmuseums, 1958, in-4°, 30 p., pl.

*Karweina (Günter). — *Der grosse Treck. Dokumentarbericht über die Flucht und Austreibung von 14 Millionen Deutschen*, Stuttgart, Wien, Wancura-Verl., 1958, in-8°, 391 p.

*Kirn (Paul). — *Politische Geschichte der deutschen Grenzen*, Mannheim, Bibliogr. Inst., 1958, in-8°, 191 p. (Meyers kl. Handbücher).

*Mallebrein (Wolfram). — *Einer für alle — Erlebnisse und Briefe gefallener Arbeitsdienstmänner*, Tübingen, Verl. d. dt. Hochschullehrer-Ztg, 1959, in-8°, 220 p.

Der Weg der Waffen-SS, *D. Freiwillige*, avr. 1959, pp. 3-5.

AUTRICHE

Polokhov (V. M.). — Istoričeskaja rel' Sovetskogo Sojuza v osvoboždenii Avstrii i vozrozdenii demokraticeskoj Avstrijskoj respubliki. [Le rôle historique de l'Union soviétique dans la libération de l'Autriche et la renaissance de la République démocratique autrichienne] (avril-décembre 1945), *Ak. obšč. nauk. Uč. zap.*, 33, 1958, pp. 229-276.

ÉTATS-UNIS

Koval' (V.). — Imperialistični plani SŠA v drugij svitovij vijni [Les plans impérialistes des États-Unis pendant la deuxième guerre mondiale], *Ukr. ist. zurn.* (Kiev), n° 2, mars-avr. 1958, pp. 53-70.

FRANCE ET UNION FRANÇAISE

Aboulker (José). — Nous, qui avons arrêté le général Juin, *La Nef*, avr. 1959, pp. 14-17.

A Alger, le 7 nov. 1942.

*Aron (Robert). — *Histoire de la libération de la France (juin 1944-mai 1945)*, Paris, Fayard, 1959, in-8°, 780 p.

(Les grandes études contemporaines.)

Cairns (John C.). — Along the road back to France 1940, *The American hist. R.*, avr. 1959, pp. 583-603.

Les raisons et l'atmosphère de la défaite de 1940.

Cyrul'Nikov (N. G.). — Parižskoe vooruženoe vostanie 1944 goda [L'insurrec-

tion armée de Paris en 1944], *Nov. i novejs. ist.*, n° 1, 1959, pp. 82-104.

Le rôle primordial des communistes.

**La délégation française auprès de la Commission allemande d'armistice. Recueil de documents publié par le gouvernement français*, t. V : *21 juillet-21 décembre 1941*, Paris, Costes édit., Impr. Nationale, 1959, in-8°, VIII-529 p.

Dernier volume du Recueil.

*ECKERT (Heinz A.). — *Der gefesselte Hahn*, Hamburg, Holsten-Verl., 1959, in-8°, 288 p.

L'Abwehr contre la Résistance française.

**La France sous l'occupation. Préf. de Daniel Mayer*, Paris, Presses Univ. de France, 1959, in-8°, VIII-196 p. (Coll. « Esprit de la Résistance »).

Par ARNOULT (Pierre), BILLIG (J.), BOUDOT (Fr.), CÉPÈDE (Michel), CÉZARD (Pierre), DHERS (Pierre), HOOP (J.-M. d'), MICHEL (Henri), PIATIER (André), ROSIER (Alfred), SCHERER (André) et SCHMITT (gén. Gaston).

*HYTIER (Adrienne Doris). — *Two years of French foreign policy. Vichy, 1940-1942*, Genève, E. Droz, 1958, in-8°, 402 p.

(Études d'histoire écon. pol., soc., XXV.) Bibliographie, pp. 363-400.

RAVANEL (colonel Serge). — Le récit du colonel Ravanel, *Express*, 26 mars 1959, pp. 7-9.

Premiers contacts à Toulouse, à la Libération, entre le général de Gaulle et la Résistance. Lettres confirmant ce récit : J. BRIÈRE, *ibid.*, 2 avr., p. 2. P. DEBARGES, *ibid.*, 9 avr., p. 2. Lettre le contredisant : P. BERTEAUX, *ibid.*, 23 avr., p. 2. Mise au point provoquée par la relation de cet épisode dans : Robert ARON, *Histoire de la libération de la France*.

ITALIE

BERIO (Alberto). — Esuli e partigiani italiani in Svizzera, *Nuova Antologia*, fév. 1959, pp. 183-201.

La Suisse a compté au cours de la guerre jusqu'à 45 000 réfugiés italiens. Contacts avec la Résistance de l'Italie du Nord. Contacts avec les Alliés. Participation aux négociations Allan Dulles-Wolff en vue de la capitulation allemande.

*GALLI (Giorgio). — *Storia del Partito Comunista Italiano*, Milano, edit. Schwartz, 1958, in-8°, 376 p. (Collana di storia e cultura, XII).

Son action sous le fascisme et pendant la guerre.

GRACCI (Angiolo), « Gracco ». — La Lotta partigiana fra il Valdarno e Firenze, *Rinascita*, avr. 1959, pp. 279-284, 2 cartes.

MORANDI (Rodolfo). — *Lotta di popolo (1937-1945)*, Torino, Einaudi, 1958, in-8°, 151 p.

Souvenirs de lutte contre le fascisme.

*PAPA (Emilio R.). — *Storia di due manifesti. Il fascismo e la cultura italiana*, Milano, Feltrinelli, 1958, XII-170 p.

Les tentatives pour concilier le fascisme et la culture ; l'attitude de Croce et de Gentile.

RADICE (Antonino). — Costituzione e funzionamento della zona d'operazione delle Prealpi, *Mov. di Liberaz. in Italia*, janv.-mars 1959, pp. 3-15.

Extr. de *La Resistenza in Trentino, 1943-1945*.

VALIANI (Leo). — Antifascismo e Resistenza, *Mov. di Liberaz. in Italia*, janv-mars 1959, pp. 39-43.

Communication faite au Congrès de Liège, 14 sept. 1958.

VACCARINO (Giorgio). — La Resistenza al fascismo in Italia, dal 1923 al 1945, *Mov. di Liberaz. in Italia*, janv.-mars 1959, pp. 17-38.

*ZANDANO (G.). — *La Lotta di Liberazione nella provincia di Vercelli (1943-1945)*, Vercelli, ed. tip. Eusebiana, 1958, in-8°, 227 p.

ZANETTI (Armando). — L'Emigrazione politica italiana nel 1931, *Mov. di Liberaz. in Italia*, janv.-mars 1959, pp. 44-63.

POLOGNE

1943- 19-IV-1959. — O honor Narodu Żydowskiego ! [1943 — 19 avril 1959. Honneur au peuple juif !], *Nasz Głos*, n° 8, 18 avr. 1959, numéro spécial 12 p., ill.

La résistance polonaise juive.

BITNER (Wacław). — Improwizacja prokonsula [Création improvisée d'un proconsul], *Kierunki*, n° 3, 18 janv. 59, pp. 5 et 11, portr.

En 1940, le gouvernement polonais d'Angers.

KAROLUS (Jan). — Wojskowe obosy szkolne w Szwajcarii [Les camps scolaires militaires en Suisse], *Kultura* (Paris), n° 4, avr. 1959, pp. 99-111.

De 1940 à 1946 pour les Polonais réfugiés.

**Kształtowanie się podstaw programowych Polskiej Partii Robotniczej w latach 1942-*

1945. Wybór materiałów i dokumentów [*L'élaboration du programme de base du Parti ouvrier polonais durant les années 1942-1945. Choix de documents*], Warszawa, Książka i Wiedza, 1958, in-8°, 592 p.

1re édition d'archives concernant les divers mouvements politiques et syndicaux en relation ou opposition durant la Résistance avec le Parti ouvrier polonais ; réimpression d'articles de périodiques clandestins.

**Organizacja i działania bojowe Ludowego Wojska Polskiego w latach 1943-1945.1. Opracował Leon Ponahajba przy współudziale... Wybor materialow zrodlowych* [*L'organisation et les combats de l'Armée populaire polonaise de 1943 à 1945, éd. par Leon Ponahajba. Recueil d'archives*], Warszawa, Ministerstwo Obrony Narodowej, 1958, in-8°, XL-483 p., tabl. h.-t.

(Księgi Żołnierza Polskiego, *Materiały źródłowe do księgi III*, t. I.)

*Pospieszalski (Karol Marian). — *Sprawa 58.0... « Volksdeutschów ». The case of 58 000 « Volksdeutsche ». An investigation into nazi claims concerning losses of the German minority in Poland before and during September 1939*, Poznań, Instytut Zachodni, 1959, in-8°, II-220 p., fac.-sim., h.-t., texte pol. et anglais.

(Documenta Occupationis VII.) Études critiques des fichiers du « Service des tombes » allemand. Chiffres des pertes des « Corps Francs ». Documents polonais et allemands.

*Ringelblum (Emmanuel). — *Chronique du ghetto de Varsovie. Version française de Léon Poliakov*, Paris, Laffont, 1959, in-8°, 384 p., cartes.

**Wspomnienia żołnierzy Gwardii i Armii Ludowej. Zebrali i przygotowali do wydania pracownicy Biura Historycznego WP...* [*Souvenirs de soldats de la Garde et de l'Armée populaire, édités par le Bureau historique de l'Armée polonaise...*], Warszawa, Ministerstwo Obrony Narodowej, 1958, in-8°, 465 p., ill.

(Księgi żołnierza polskiego. Materiały źródłowe do księgi. II.)

TCHÉCOSLOVAQUIE

Danas (Jozef). — Dokumenty zrady [Documents de la trahison], *Predvoj* (Bratislava), nos 11 et 12, 12 et 19 mars 1959.

Les séparatistes slovaques après Munich.

Filo (Milan). — Manifestacia pracujúceho ludu východneho Slovenska proti fasizmu (Manifestation des travailleurs de la Slovaquie de l'Est contre le fascisme], *Histor. cas* (Bratislava), n° 4, nov. 1958, pp. 502-523.

A Kosice, en 1938.

Kral (V.). — Ceskoslovensko a Mnichov [La Tchécoslovaquie et Munich], *Cs. cas. histor.* (Prague), n° 1, février 1959, pp. 25-48.

Klatik (Zlatko). — Vyznamna kapitola z dejin vzajomnych vztahov juhoslovanskeho a ceskoslovenskeho ludu [Un chapitre important de l'histoire des relations entre les peuples yougoslave et tchécoslovaque], *Slov. prehled* (Prague), n° 9, nov. 1958, pp. 313-316.

Résistance commune pendant la deuxième guerre mondiale.

Macko (Jan). — Ceska mensina v Juhoslavii v boji proti fasistom. [La minorité tchèque en Yougoslavie dans la lutte contre les fascistes], *Slov. Prehled* (Prague), n° 3, mars 1959, pp. 97-100, ill.

De 1941 à 1945.

U.R.S.S.

**Gruzija v Velikoj Otečestvennoj vojne Sovetskogo Sojuza, 1941-1945* [*La Géorgie dans la grande guerre nationale, 1941-1945*], Tbilisi, AN Gruz. SSR, 1958, 533 p.

Incin (Anatolij). — Sila narodnogo slova [La puissance de la parole du peuple], *Juznyj Ural* (Čeljabinsk), nos 2 et 3, 1957, pp. 90-104.

La guerre de 1941-45 dans le folklore soviétique et, plus particulièrement, les chants de partisans.

Klokov (V.). — Boevaja spivdruznist' slovjanskikh narodiv v drugij svitovoj vojni [La solidarité de combat des peuples slaves pendant la deuxième guerre mondiale], *Ukr. ist. zur.*, n° 1, janv.-fév. 1958, pp. 31-47.

*Kovalevskij (D. I.). — *Velikaja otecestvennaja vojna Sovetskogo Sojuza, 1941-1945* [*La grande guerre nationale de l'Union soviétique, 1941-1945*], Moskva, Ucpedgiz, 1959, 168 p.

(Manuel pour l'enseignement secondaire.)

*Kravcenko (I. S.), Zalesskij (A. I.). — *Belorusskij narod v gody Velikoj otecestvennoj vojny* [*Le peuple biélo-russe pendant les années de la grande guerre nationale*], Minsk, Gosizdat, 1959, 146 p.

Kurganov (N.). — Ljudi nesgibaemoj voli [Des hommes d'une volonté inflexible], *Sov. flot*, 24, 25, 27 et 28 mai 1958, carte.

Les marins baltes, défenseurs des îles Moonsund pendant la guerre de 1941-1945.

*Lobanov (V. E.). — *Partizany Vitebščiny v bojakh za rodinu, 1941-1945* [*Les partisans de la région de Vitebsk au combat pour la patrie*], Minsk, Gosizdat, B.S.S.R., 1959, 232 p.

Loginov (A.). — Geroičeskij trud šakhterov po vosstanovleniju Podmoskovskogo ugol'nogo bassejna v 1942 g. [Le travail héroïque des mineurs dans la reconstruction du bassin houiller de Moscou en 1942], *Ist. zap.*, 1958, n° 62, pp. 3-25.

Mačul'skij (R.). — Plečom k pleču s kommunistami [Coude à coude avec les communistes], *Sov. patr.*, 29 oct. 1958.

Les partisans komsomol en Biélorussie pendant la deuxième guerre mondiale.

*Mol'čenko (V.), Petrov (M.). — *Geroičeskie podvigi molodezi Ukrainy v tylu vraga v gody Velikoj Otečestvennoj vojny* [*Exploits héroïques de la jeunesse d'Ukraine sur les arrières de l'ennemi pendant les années de la grande guerre nationale*], Kiev, 1958, 36 p.

Morekhina (G.). — Iz istorii perestrojki promyšlennosti Sovetskogo Sojuza v pervyj period Velikoj Otečestvennoj vojny, 1941-1942 gg [Contribution à l'histoire de la réorganisation de l'industrie soviétique pendant la première période de la guerre nationale, 1941-1942], *Vopr. ist.*, 1938, n° 12, pp. 27-49.

Pavlova (M. I.). — Tul'skaja partorganizacija v pervyj period Velikoj Otečestvennoj vojny [L'organisation du Parti à Toula durant la grande guerre nationale], *Vopr. ist. K.P.S.S.*, 1958, n° 6, pp. 114-128.

**Partizanskaja bor'ba belorusskogo naroda v gody Velikoj Otečestvennoj vojny. Sbornik vospominanij i statej organizatorov i aktivnykh ucastnikov partizanskoj vojny protiv nemecko-fasistskikh zakhvatcikov v gody Velikoj otečestvennoj vojny* [*La guerre de partisans du peuple biélorusse pendant les années de la grande guerre patriotique*] Minck, Gosizdat, B.S.S.R., 1959, 336 p.

Sinicin (A. M.). — Iz istorii patriotičeskogo dvizenija sovetskogo naroda za sozdanie fonda oborony v pervyj period Velikoj Otečestvennoj vojny [Contribution à l'histoire du mouvement patriotique du peuple soviétique pour la création d'un fonds de défense pendant la première période de la grande guerre nationale], *Vopr. ist.*, 1959, n° 1, pp. 44-58.

*Skrjabac (Jakov). — *Doroga v Moldaviju. Vospominanija komandira partizanskogo otrjada, 1941-1945* [*La route de Moldavie. Souvenirs d'un chef de détachement de partisans, 1941-1945*], Kisinev, Gosizdat, 1958, 423 p.

Stavickij (I. B.). — Ukreplenie armejskikh partijnykh organizacij v gody Velikoj Otečestvennoj vojny [Consolidation des organisations du Parti dans l'armée pendant la grande guerre nationale], *Vop. ist.*, août 1958, n° 8, pp. 3-21.

Tron'ko (P.). — Z istorii borot'by komsomolu Ukraini proti gitleris'kikh zagrabnikov u roki Velikoj vitciznjanoj vijni [Pages d'histoire de la lutte des jeunesses communistes d'Ukraine contre les envahisseurs hitlériens pendant la grande guerre nationale], *Ukr. ist. zur.* (Kiev), n° 5, 1958, pp. 82-97.

La résistance clandestine.

Urodkov (S. A.). — Evakuacija naselenija Leningrada v 1941-1942 gg [L'évacuation de la population de Leningrad en 1941-1942], *Vestn. Leningr. U-ta*, n° 8, 1958, pp. 34-48.

Zalesskij (A. I.). — Iz istorii kolkhozov v partizanskikh rajonakh Belorussii [Les kolkhozes dans les districts de Biélorussie surveillés par les partisans], *Ist. S.S.S.R.*, n° 4, 1958, pp. 79-90.

1941-1944.

YOUGOSLAVIE

*Fotic (Milan). — 27 mart i Draza Mihajlovic [Le 27 mars (1941) et le général Mihajlovic], *Iskra* (Munchen), n^os 195-196, 26 avril 1959.

Mouvement national du 27 mars 1941 en Yougoslavie.

Slavica (Nikola). — Bitka na Neretvi [La bataille de Neretva], *Komunist* (Belgrade), n° 95, 5 mars 1959.

Guerre de libération nationale en Yougoslavie. Combats en Herzégovine, mars 1943.

15 mai 1959.

TABLE ANALYTIQUE DE L'ANNÉE 1959

ARTICLES

	Nos
ADLER-BRESSE (Mlle) : *Historiographie de la Résistance allemande*	33
BAUDOT (M.) : *Les F.F.I. de l'Eure dans la bataille de Normandie*	35
BELL (P.-M.-H.) : *Prologue de Mers-el-Kébir*	33
BRACHER (K.-D.) : *Le 20 juillet 1944*	36
CALMETTE (A.) : *La formation de l'O.C.M.*	35
CASTELLAN (G.) : *A l'avènement du IIIe Reich (L'opposition allemande à Hitler)*	36
COLLENOT (R.) : *Pendant la 2e guerre mondiale (id.)*	36
DEBYSER (F.) : *Sur la diplomatie italienne (1937-1939)*	34
DINCIC (K.-M.) : *La guerre de libération nationale en Yougoslavie*	34
FUNK (A.) : *La « Reconnaissance » du C.F.L.N.*	33
MICHEL (H.) : *La correspondance Staline-Churchill-Roosevelt*	34
MICHEL (H.) : *Le « Giraudisme »*	35
MICHEL (H.) : *Dans la Résistance européenne (L'opposition allemande à Hitler)*	36
NEVEUX (J.-B.) : *La campagne de Pologne (1939)*	34
TOURNOUX (général) : *Les origines de la ligne Maginot*	33
WATT (D. C.) : *En face des Alliés (L'opposition allemande à Hitler)*	36
WORMSER (Olga) : *Dans les camps de concentration (L'opposition allemande à Hitler)*	36

COMPTES RENDUS

Allemagne :

CRAIG (Gordon A.) : *The Politics of the Prussian Army (1940-1945)* (Mlle ADLER-BRESSE)	33
JACOBSEN (H. A.) : *Dokumente zur Vorgeschichte des Westfeldzuges, 1939-1940* (A. MEYER)	33
JARMAN (T. L.) : *The Rise and Fall of Nazi Germany* (F. L'HUILLIER)	33
JEDLICKA (L.) : *Ein Heer im Schatten der Parteien* (J. SIGMANN)	33
LUXBURG (général L.) : *Nachdenkliche Erinnerung* (C. T. DE JONG)	33
MOLTKE (K.) : *Krämer des Krieges. Die 5. Kolonne der Monopole* (J. SIGMANN)	33
SCHAEFFER (W.) : *N.S.D.A.P. Entwicklung und Struktur der Staatspartei des dritten Reiches* (J. SIGMANN)	33
THIMME (A.) : *Stresemann als Reichskanzler* (A. SCHERER)	33
Les S.S. :	
S.S. im Einsatz. Eine Dokumentation über die Verbrechen der S.S. (J. SIGMANN)	36
G. GOTTFARSTEIN : *L'école du meurtre* (O. WORMSER)	36
G. REITLINGER : *The S.S., alibi of a nation* (J. SIGMANN)	36
SCHNABEL (R.) : *Macht ohne Moral* (G. LESTIEN)	36
SCHELLENBERG (W.) : *Le chef du contre-espionnage nazi parle* (A. FOURNIER)	36
Livres parus en République fédérale :	
G. RITTER : *Carl Goerdeler und die deutsche Widerstandsbewegung* (Mlle ADLER-BRESSE)	36
ZELLER (E.) : *Geist der Freiheit. Der Zwanzigste Juli* (Mlle ADLER-BRESSE)	36

Nos

Alfred Delp S. J. Kämpfer (Mlle ADLER-BRESSE)..... 36
Die Vollmacht des Gewissens (Mlle ADLER-BRESSE)..... 36

Livres parus en République démocratique :

G. GLONDAJEWSKI, H. SCHUMANN : *Die Neubauer-Poser Gruppe* (J. SIGMANN) 36
NITZSCHE (G.) : *Die Saefkow-Jacob-Bastlein Gruppe* (Y. SIGMANN)
WINZER (O.) : *Zwölf Jahre Kampf gegen Faschismus und Krieg. Ein Beitrag zur Geschichte der Kommunistischen Partei Deutschlands, 1933 bis 1945* (J. SIGMANN) 36
Probleme der Geschichte des zweiten Weltkrieges (J. SIGMANN).... 36

Canada :

STACEY (C. T.) : *The Canadian Army* (J.-L. CHARLES)..... 36
WADE (Mason) : *The French Canadians 1760-1945* (H. MONTEAGLE) 36

Études générales :

ASSMANN (K.) : *Deutsche Seestrategie in zwei Weltkriegen* (A. MEYER) 33
BERTEIL (colonel) : *De Clausewitz à la guerre froide* (général LESTIEN) 33
EHRMAN (J.) : *Grand Strategy* (R. VILLATE)..... 33
KINSTON-Mac CLOUGHBY (E. J.) : *The Direction of War* (général LESTIEN) 33
RITTER von SCHRAMM (W.) : *Staatskunst und Bewaffnete* (A. MEYER) 33

Europe :

Europe centrale :

CRETZIANU (A.) : *The lost opportunity* (J. VIDALENC)..... 33
HORTHY (amiral) : *Mémoires* (J. VIDALENC)..... 33
SCHRAMM-von THADDEN (E.) : *Griechenland und die Grossmächte im zweiten Weltkrieg* (J. VANWELKENHYUZEN)..... 33

Europe occupée :

DALLIN (A.) : *German rule in Russia 1941-1945, a study of occupation policies* (A. SCHERER)..... 36
KAMENETSKY (I.) : *Hitler's occupation of Ukraine 1941-1945* (J. SIGMANN) 36
ULSHOEFER (O.) : *Einflussnahme auf Wirtschaftsunternehmungen in den besetzten nord-, west- und süd-europäischen Ländern des zweiten Weltkrieges insbesondere der Erwerb von Beteiligungen (Verflechtungen)* (J. BILLIG)..... 36

France :

BARDOUX (J.) : *Journal d'un témoin de la Troisième* (H. MICHEL) 33
CONQUET (général) : *Y a-t-il une « Enigme des blindés »*..... 33
SCHMITT (général) : *Les accords secrets franco-britanniques de novembre-décembre 1940. Histoire ou mystification* (P. DHERS) 33
WEYGAND (général) : *Mémoires, mirages et réalités* (A. SCHERER) 33

Grande-Bretagne :

BAKER (P.) : *My testament* (Général LESTIEN)..... 35
DALTON (H.) : *Memoirs* (S. ROSE)..... 35
FERGUSON (S.) et FITZGERALD (H.) : *Studies in the social service* (F. CROUZET) 35
The Earl of Halifax : Fulness of Days (H. CALVET)..... 35
HAMMOND (R. J.) : *Food and Agriculture in Britain* (F. CROUZET) 35
HOARE (sir Samuel) : *Neuf ans de crise* (H. CALVET)..... 35
MARTIN (J.-P.) : *Les finances publiques britanniques* (J. NÉRÉ) 35
SCOTT : *Administration of War production* (F. CROUZET)..... 35
SMYTH (J.) : *Before the dawn* (G. RENONDEAU)..... 35
WOOD (A. and M.) : *Islands in danger. The story of the German occupation of the Channel islands 1940-1945* (Marie GRANET) 35

La guerre :

La guerre à l'Ouest :

Nos
DHERS (P.) : *Regards nouveaux sur les années quarante* (général SCHMITT) 34
FAHRMBACHER (W.) et MATTHIAE : *Lorient : Entstehung und Verteidigung des Marine-Stützpunktes 1940-1945* (J. VIDALENC)... 34
FOLEY (C.) : *Commando extraordinary* (A. FOURNIER)..... 34
HOWE (G.) : *Northwest Africa : Seizing the initiative in the West* (général LESTIEN) 34
PLAYFAIR (I. S. O.) : *The Mediterranean and the Middle East,* vol. II (R. VILLATE) 34
THOMPSON (R. W.) : *Dieppe at dawn. The story of the Dieppe raid* (Marie GRANET)..... 34

La guerre en Extrême-Orient :

AZIZ (M. A.) : *Japan's colonialism and Indonesia* (C. T. DE JONG). 34
JONES (F. C.), BORTON (H), PEARN (B. E.) : *The Far East 1942-1947* (G. RENONDEAU)..... 34
WOODBURN KIRBY (S.) : *History of the second world war. The War against Japan* (G. RENONDEAU)..... 34

La Norvège pendant la guerre :

DITLEFF (N. Chr.) : *Da Tysklands'fangene ble reddet* (G. RENONDEAU) 34
KREYBERG (Dr) : *Frigjöringen av de allierte krigsfranger i Nordland 1945* (G. RENONDEAU) 34
ORVIK (Nils) : *Norge I Brennpunktet.* T. I : *la guerre commerciale 1939-1940* (G. RENONDEAU) 34
SKODVIN (M.) : *Striden om okkupasjionsstyret in Norge, from til 25 september 1940* (G. RENONDEAU)..... 34

La Pologne :

Sur la Pologne occupée (J.-B. NEVEUX)..... 33
CYPRIAN (T.) : *Sprawy Polskie w Procesie Norymberskim* (M. BORWICZ) 33
GUMKOWSKI (J.) : *Biuletyn Glownej Komisji Badania Zbrodni Hitlerowskich w Polsce,* t. X (M. BORWICZ)..... 33
POSPIESZALSKI (K. M.) : *Hitlerowskie Prawo Okupacyjne w Polsie* (M. BORWICZ) 33
ROOS (H.) : *Polen und Europa.* (J.-B. NEVEUX)..... 33
Zeszyty Oswiecimskie (M. BORWICZ)..... 33
La « Cinquième Colonne » en Pologne (H. MICHEL)..... 33

Questions économiques :

BROWN (A. J.) : *The Greet Inflation* (A. PIATIER)..... 33
LLOYD (E. M. H.) : *Food and Inflation in the Middle east (1940-1945)* (M. CÉPÈDE) 33

Résistance :

BARDOUX (J.) : *La délivrance de Paris* (H. MICHEL) 35
FULLER (J. O.) : *N° 13, Bob* (A. FOURNIER)..... 35
HOSTACHE (R.) : *Le Conseil national de la Résistance* (Marie GRANET) 35
NOUVEAU (L.-H.) : *Des capitaines par milliers* (H. MICHEL)..... 35
SETH (R.) : *The Undaunted* (Marie GRANET)..... 35
VIGNERAS (M.) : *Rearming the French* (H. MICHEL)..... 35

L'U.R.S.S. :

BRZEZINSKI (Z. K.) : *The permanent Purge* (F.-X. COQUIN)..... 33
FORSTER (C. R.) : *Soviet Policy and the Munich Crisis, a study in Czech-Soviet Relations* (A. SCHERER)..... 33

Nos

STANDLEY (W. H.) and AGETON (E. A.) : *Admiral Ambassador to Russia* (A. SCHERER) 33
STRANG (Lord) : *Home and Abroad* (A. SCHERER) 33
SOLOVIEV (M.) : *My nine lives in the red army* (A. SCHERER) 33
YAREMTCHOUK (R.) : *La ligne Curzon et la deuxième guerre mondiale* (J. M. D'HOOP) 33
Les négociations entre les U.S.A. et l'U.R.S.S. en 1933 (H. MICHEL) 33

NOTES ET NOUVELLES

BAUR (H.) : *J'étais le pilote de Hitler* (R. JOUAN) 35
POWELL (M.) : *La bataille du Rio de la Plata* (R. JOUAN) 33
La colonisation et la guerre : R. SEDILLOT : *Histoire des Colonisations* (H. MICHEL) 33
Un « conducteur de flottille » : K. POOLMAN : *H. M. S. « Kelly »* (R. JOUAN) 33
La contribution américaine à la guerre : S. E. MORISON : *American contributions to the Strategy of World War II* (H. MICHEL) 35
Corsaires : D. WOODWARD : *Les embusqués du large* (G. BOURGIN) 33
Le Destin des Juifs : H. MARX : *Die Flucht* (O. WORMSER) 35
GOUNELLE (colonel) : *Le mirage de la Victoire* (Général LESTIEN) 35
LAZITCH (B.) : *Les partis communistes d'Europe* (F. BOUDOT) 35
Lettre de Belgique : J. WILLEQUET : *A propos des Mémoires du Maréchal Monigomery* 35
Mémoires d'un ambassadeur américain en Espagne : C. G. BOWERS : *Ma mission en Espagne* (H. MICHEL) 33
La première conférence sur l'Histoire de la Résistance européenne (J. M. D'HOOP) 34
SCHNEIDER (lieutenant-colonel) : *Une histoire des doctrines militaires* (H. MICHEL) 33
Sur la politique belge d'indépendance (J. BRUEGEL-J. WILLEQUET) 34
Un Réquisitoire contre les U.S.A. : BIGGS-DAVIDSON : *The uncertain ally (1917-1957)* (H. MICHEL) 34
Sur une Revue polonaise : *Przeglad Zachodni* (J.-B. NEVEUX) 33
Des Savants mobilisés : G. PAWLE : *The secret War 1949-1945* (A. FOURNIER) 33
Au sujet de l' « Enigme des Blindés » (colonel GOUTARD) 34
Un témoignage sur Hitler : A. KUBIZEK : *Adolf Hitler, mon ami d'enfance* (F. L'HUILLIER) 34

BIBLIOGRAPHIE assurée par les soins de M. Debyser et de la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine.

De septembre 1958 à janvier 1959 33
De janvier à avril 1959 34
D'avril à juillet 1959 35
De juillet à septembre 1959 36

Le gérant : Henri MICHEL.

1959. — Imprimerie des Presses Universitaires de France. — Vendôme (France)
ÉDIT. N° 25 272 Dépôt légal : 4-1959 IMP. N° 15 851
IMPRIMÉ EN FRANCE

N° 33 NEUVIÈME ANNÉE Janvier 1959

REVUE D'HISTOIRE DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

SOMMAIRE

PAGES

Gal TOURNOUX : **Les origines de la ligne Maginot** 3

P. M. H. BELL : **Prologue de Mers el Kébir** 15

A. FUNK : **La « Reconnaissance » du C.F.L.N.** 37

Marcelle ADLER-BRESSE : **Historiographie de la Résistance allemande** 49

COMPTES RENDUS

Études générales. — France. — Allemagne. — U.R.S.S. — Pologne

R. Villate (†), *Gal Lestien*, *A. Meyer*, *A. Scherer*, *H. Michel*, *P. Dhers*, *Gal Conquet*, *Mlle Adler-Bresse*, *J. Sigmann*, *F. L'Huillier*, *C. T. de Jong* (†), *Fr. X. Coquin*, *J. M. d'Hoop*, *J. B. Neveux*, *A. Fournier*, *G. Bourgin* (†), *Cl Jouan*, *F. Debyser*

BIBLIOGRAPHIE

(Voir au verso la suite du sommaire)

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

REVUE D'HISTOIRE
DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

Publication trimestrielle

(Comité d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale
Société de l'Histoire de la Guerre, Centre National de la Recherche Scientifique)

COMITÉ DE DIRECTION

Président : Lucien FEBVRE †

P. RENOUVIN, E. LABROUSSE, M. BAUMONT
P. VAUCHER, E. VERMEIL, G. BOURGIN †, J. CAIN

Rédacteur en chef : Henri MICHEL

Tout ce qui concerne la rédaction doit être adressé :
22, rue d'Athènes, PARIS-IX^e^ (TRInité 40-68)

SOMMAIRE (suite)

ÉTUDES GÉNÉRALES : J. EHRMAN : *Grand Strategy.* — Air Vice Marshal E. J. KINGSTON-MCCLOUGHRY : *The Direction of War.* — K. ASSMANN : *Deutsche Seestrategie in zwei Weltkriegen.* — W. RITTER VON SCHRAMM : *Staatskunst und Bewaffnete.* — C^el^ BERTEIL : *De Clausewitz à la guerre froide.*

FRANCE : Gal WEYGAND : *Mémoires, mirages et réalités.* — J. BARDOUX : *Journal d'un témoin de la Troisième.* — Gal SCHMITT : *Les accords secrets franco-britanniques de novembre-décembre 1940. Histoire ou mystification.* — Gal CONQUET : *Y a-t-il une « Enigme des Blindés » ?*

ALLEMAGNE : Gordon A. CRAIG : *The Politics of the Prussian Army (1940-1945).* — A. THIMME : *Stresemann als Reichskanzler.* — L. JEDLICKA : *Ein Heer im Schatten der Parteien.* — W. SCHAEFFER : *N. S. D. A. P. Entwicklung und Struktur der Staatspartei des dritten Reiches.* — K. MOLTKE : *Krämer des Krieges.* — H. A. JACOBSEN : *Dokumente zur Vorgeschichte des Westfeldzuges, 1939-1940.* — *La défense de Breslau.* — T. L. JARMAN : *The Rise and Fall of Nazi Germany.* — Graf K. LUXBURG : *Nachdenkliche Erinnerung.*

U. R. S. S. : Z. K. BRZEZINSKI : *The Permanent Purge.* — *Les négociations entre les U.S.A. et l'U.R.S.S. en 1933.* — C. R. FOSTER : *Soviet Policy and the Munich Crisis, a study in Czech-Soviet Relations.* — W. H. STANDLEY and A. A. AGETON : *Admiral Ambassador to Russia.* — Lord STRANG : *Home and Abroad.* — M. SOLOVIEV : *My nine lives in the red army.* — R. YAREMTCHOUK : *La ligne Curzon et la deuxième guerre mondiale.*

SUR LA POLOGNE OCCUPÉE.

NOTES ET NOUVELLES

Une histoire des doctrines militaires. — La colonisation et la guerre. — Mémoires d'un Ambassadeur américain en Espagne. — Des savants mobilisés. — Sur une Revue polonaise. — Corsaires. — Un « conducteur » de flotille. — La bataille du Rio de La Plata.

BIBLIOGRAPHIE

Administration : **Presses Universitaires de France**
108, boulevard Saint-Germain, Paris (6^e^)

Abonnements : **Presses Universitaires de France**
Département des Périodiques
1, place Paul-Painlevé, Paris (5^e^). Tél. ODÉon 64-10

Abonnement annuel (1959)
France, Union française : **1 300 F** — Étranger : **1 500 F**
États-Unis et Canada : $ **4.00** — Grande-Bretagne et Commonwealth : £ 1/6s
Prix du numéro : **400 F**
Compte Chèques Postaux : Paris 392-33

AVIS IMPORTANT. — Les demandes en duplicata des numéros non arrivés à destination ne pourront être admises que dans les quinze jours qui suivront la réception du numéro suivant.

Il ne sera tenu compte d'une demande de changement d'adresse que si elle est accompagnée de la somme de cent francs.

REVUE D'HISTOIRE DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

COMITÉ DE PATRONAGE

Président : M. Georges BIDAULT

MM. ALLIX. — P. ARNOULT. — Raymond ARON. — P. AUBÉ. — R. BELIN. — F. BLOCH-LAINÉ. — C. BRAIBANT. — F. BRAUDEL. — H. CALVET. — R. CASSIN. — F. CHARLES-ROUX. — Général COCHET. — F. CLOSON. — Général DE COSSÉ-BRISSAC. — J. COULOMB. — M. CROUZET. — R. FAWTIER. — A. FRANÇOIS-PONCET. — Gérard JAQUET. — L. JOXE. — A. LATREILLE. — G. LE BRAS. — Général LESTIEN. — Louis MARIN. — G. MONOD. — M. E. NAEGELEN. — L. NOËL. — G. PERNOT. — Rémy ROURE. — A. REUSSNER. — J. SARRAILH. — A. SAUVY. — L. SENGHOR. — R. SEYDOUX. — E. WEILL-RAYNAL.

TABLE DES NUMÉROS PARUS

N° 1 : **Aspects de la Résistance française.** — N° 2 : **Le Japon dans la guerre.** — N° 3 : **Autour de l'Armistice de juin 1940.** — N° 4 : **Sur l'Allemagne en guerre.** — N° 5 : **L'Espagne pendant la guerre. Le changement de commandement de mai 1940. Du 7 mars 1936 à l'Ile d'Yeu.** — N° 6 : **L'Italie et le pacte germano-russe. L'économie soviétique pendant la guerre.** — N° 7 : **La responsabilité allemande. La Grande-Bretagne et la crise tchécoslovaque. L'économie de guerre britannique.** — N° 8 : **Gouvernement et commandement français (mai-juin 1940). La marine américaine au combat.** — N° 9 : **Gouvernement et commandement français** (suite). — N°s 10-11 : **LA CAMPAGNE DE FRANCE (mai-juin 1940)** (600 F). — N° 12 : **La mobilisation économique aux États-Unis. L'alerte du 10 janvier 1940.** — N° 13 : **De Munich à Prague. La Suède pendant la guerre. L'historien et les archives du gouvernement des États-Unis.** — N° 14 : **La politique française du réarmement. La direction des services de l'Armistice à Vichy. Anglais et Américains dans la guerre à l'Ouest.** — N°s 15-16 : **LE SYSTÈME CONCENTRATIONNAIRE ALLEMAND (1940-1945)** (600 F). — N° 17 : **Himmler. Sur l'économie de guerre aux États-Unis.** — N° 18 : **L'évolution des États-Unis vers la guerre. L'organisation de la Défense nationale entre les deux guerres. Les relations anglo-allemandes du 30 septembre 1938 au 28 avril 1939.** — N° 19 : **Les relations anglo-allemandes (1938-1939).** — N° 20 : **L'attaque contre la Hollande en 1940. L'effondrement des frontières roumaines en 1940. Roosevelt et la reddition inconditionnelle.** — N° 21 : **La marche vers la guerre : 1939. Le projet d'union franco-britannique de juin 1940. La politique allemande de l'U. R. S. S.** (1re partie). — N° 22 : **Sur l'Allemagne en guerre : Joachim von Ribbentrop. La politique allemande de l'U. R. S. S.** (2e partie). **Le premier plan allemand pour l'attaque à l'Ouest.** — N° 23 : **Sur l'armistice germano-yougoslave. La guérilla communiste. Sur Pétain et Vichy. La guerre en Extrême-Orient.** — N° 24 : **LA CONDITION DES JUIFS** (400 F). — N° 25 : **SUR LA CAPTIVITÉ DE GUERRE.** — N° 26 : **SUR L'ITALIE MUSSOLINIENNE** (400 F). — N° 27 : **Logistique et stratégie de l'alliance anglo-américaine (1939-mars 1943). Les « Mémoires » du général de Gaulle.** — N° 28 : **Le Vatican pendant la guerre. Le camp des Aspirants (I). Sur un livre de M. Benoist-Méchin.** — N° 29 : **Tito et Mihaïlovitch. L'arrestation du 2e Bureau. Le camp des Aspirants (II).** — N° 30 : **SUR LA RÉSISTANCE EN ZONE NORD** (400 F). — N° 31 : **SUR LA BELGIQUE PENDANT LA GUERRE.** — N° 32 : **Les « Mains libres » à l'Est. La bataille de Sedan. Le Japon pendant la guerre.** — N° 33 : **Les origines de la ligne Maginot. Prologue de Mers-el-Kébir. Reconnaissance du C.F.L.N.** — N° 34 : **Roosevelt, Churchill, Staline. La guerre de libération yougoslave. Sur la diplomatie mussolinienne.** — N° 35 : **SUR LA RÉSISTANCE FRANÇAISE : La formation de l'O.C.M. Le « Giraudisme ». Les F.F.I. de l'Eure dans la bataille de Normandie.**

En préparation : Numéro spécial sur **LA CAPTIVITÉ DE GUERRE**

CAHIERS D'HISTOIRE DE LA GUERRE

N° 3 : **ASPECTS DE LA RÉSISTANCE EUROPÉENNE : 150 F.** — N° 4 : **ASPECTS DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE SOUS L'OCCUPATION : 200 F.** En vente à l'Imprimerie Nationale, 39, rue de la Convention — 19, rue Scribe — 91, avenue des Champs-Élysées (Chèques postaux : PARIS 9060-06).

« ESPRIT DE LA RÉSISTANCE »

La guerre — L'occupation — La déportation — La libération

Collection dirigée par

Henri MICHEL, Boris MIRKINE-GUETZÉVITCH (†) et Daniel MAYER

●

RENÉ HOSTACHE

LE CONSEIL NATIONAL DE LA RÉSISTANCE

Les institutions de la clandestinité

Un volume in-8° carré ..... 16 00 NF

●

JEAN VIDALENC

L'EXODE DE MAI-JUIN 1940

Un volume in-8° carré ..... 16 00 NF

●

Général GASTON SCHMITT

LES ACCORDS SECRETS FRANCO-BRITANNIQUES DE NOVEMBRE-DÉCEMBRE 1940

Histoire ou mystification

Un volume in-8° carré ..... 7 00 NF

●

MARIE GRANET et HENRI MICHEL

« COMBAT »

Histoire d'un mouvement de Résistance de juillet 1940 à juillet 1943

Un volume in-8° carré ..... 10 00 NF

●

LES IDÉES POLITIQUES ET SOCIALES DE LA RÉSISTANCE

Documents clandestins 1940-1944

Textes choisis et introductions

par HENRI MICHEL et BORIS MIRKINE-GUETZÉVITCH

Un volume in-8° carré ..... 12 00 NF

●

MICHEL BORWICZ

ÉCRITS DES CONDAMNÉS A MORT SOUS L'OCCUPATION ALLEMANDE (1939-1945)

Étude sociologique

Un volume in-8° carré ..... 8 00 NF

2 NOV 1959 LIBRARY

●

ANDRÉ TRUCHET

L'ARMISTICE DE 1940 ET L'AFRIQUE DU NORD

Un volume in-8° carré ..... 12 00 NF

●

HENRI MICHEL et divers auteurs

LA FRANCE SOUS L'OCCUPATION

Un volume in-8° carré ..... 8 00 NF

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

108, boulevard Saint-Germain — PARIS (VI^e)

1959. — Imprimerie des Presses Universitaires de France, Vendôme (France)

IMPRIMÉ EN FRANCE